

LES
ÉTATS DE BRETAGNE
DE 1661 A 1789

LEUR ORGANISATION. — L'ÉVOLUTION DE LEURS POUVOIRS
LEUR ADMINISTRATION FINANCIÈRE

THÈSE

PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ DES LETTRES DE PARIS

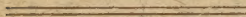
PAR

ARMAND REBILLON

Agrégé d'Histoire et Géographie

Maître de Conférences à la Faculté des Lettres

de Rennes



RENNES.

Imprimeries Réunies, 22, rue de Nemours

1932

LES ÉTATS DE BRETAGNE

DE 1661 A 1789

LES
ÉTATS DE BRETAGNE
DE 1661 A 1789

LEUR ORGANISATION. — L'ÉVOLUTION DE LEURS POUVOIRS
LEUR ADMINISTRATION FINANCIÈRE

THÈSE

PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ DE LETTRES DE PARIS

PAR

ARMAND REBILLON

Agrégé d'Histoire et Géographie

Maitre de Conférences à la Faculté de Lettres
de Rennes

RENNES.

Imprimeries Réunies, 22, rue de Nemours

1932



A mon Maître

HENRI SÉE



Digitized by the Internet Archive
in 2026

AVANT-PROPOS

On a assez largement étudié jusqu'ici les origines des Etats provinciaux et les périodes les plus anciennes de leur histoire. Nous avons ainsi de bons ouvrages, pour la plupart tout récents, sur les Etats de Normandie jusqu'à leur disparition en 1657, sur les Etats d'Artois jusqu'au moment de la réunion de la province au royaume, sur les Etats de Béarn jusqu'au début du XVI^e siècle, sur les Etats de Dauphiné jusqu'aux guerres de Religion, sur les Etats de Bourgogne aux XIV^e et XV^e siècles, sur les Etats de Languedoc avant les guerres de Religion et au temps de Richelieu, sur ceux du Vivarais et sur ceux de Provence avant le XVI^e siècle (1). Mais, pour aucun des pays qui conservèrent leurs Etats jusqu'à la fin de l'Ancien Régime, aucune étude générale n'a encore été faite de l'histoire et du rôle de ceux-ci à l'époque de la monarchie absolue.

A. Thomas a fort bien montré ce qu'étaient devenus les Etats de Bourgogne sous Louis XIV dans une des plus pénétrantes études que nous ayons de l'administration provinciale en ce temps-là. Mais il n'aborde pas le XVIII^e siècle. Pour cette dernière période, à la vérité, un assez grand nombre de bons travaux ont été consacrés aux Etats de Bretagne. Mais il ne s'agit que d'études fragmentaires; les plus importantes, les plus achevées ne concernent que d'assez courtes périodes et le bel ensemble de documents dont nous disposons à partir de l'établissement d'un intendant en Bretagne et, surtout, de l'institution de la Commission intermédiaire des Etats, restait, dans sa majeure partie, inexploré. Il s'en fallait de beaucoup que fussent comblées les vagues lacunes et réformées les vues incertaines des deux petits volumes de M. de Carné, intelligemment et élégamment écrits, certes, mais si incomplets et d'une documentation si

(1) Voir Bibliographie, ouvrages de MM. Coville, Prentout, Hirschauer, Cadier, Dussert, Bilkud, Dognon, Lesourd et Denizet.

restreinte. Le continuateur de l'*Histoire de Bretagne* de A. de La Borderie, Barthélémy Pocquet, bien informé de toutes les études parues, en avait tiré bon parti, mais avait, somme toute, laissé la question en l'état.

J'ai donc tenté de décrire l'organisation et d'expliquer le rôle des Etats de Bretagne pendant les trois derniers règnes de l'ancienne monarchie. De toutes les assemblées analogues, il semble bien que ce soit celle qui ait conservé, avec les Etats de Languedoc, le plus d'indépendance et d'activité. Ce fut celle, en tout cas, qui causa au pouvoir royal les plus fréquents et les plus graves embarras, et cela vaut, évidemment, à son histoire, un intérêt particulier.

Cette histoire peut-elle, pour cela, permettre des conclusions valables pour des Etats plus paisibles et plus dociles ? La vivacité des conflits des Etats de Bretagne avec le pouvoir royal fut, du moins, bien propre à mettre à l'épreuve les tendances et les forces de celui-ci. Puis, si tous les Etats Provinciaux ne furent pas capables du même rôle politique, s'ils différèrent beaucoup les uns des autres, jusqu'à la fin, dans leur constitution et dans leurs attributions, ils bénéficièrent le plus souvent, au XVIII^e siècle, de décisions analogues de la part du pouvoir royal, et, dans la politique de celui-ci à l'égard des nôtres, on peut, à bon droit, ne voir qu'un aspect particulièrement caractéristique d'une politique provinciale conduite partout avec les mêmes préoccupations et les mêmes pratiques, et viciée, par tout, par les mêmes insuffisances et les mêmes faiblesses.

Faire au jour le jour l'histoire des Etats de Bretagne, suivre de session en session, d'incident en incident, leurs débats et leurs conflits eût été bien long et eût mal convenu à mon objet. Je ne pouvais avoir la prétention, à moins d'y consacrer plusieurs volumes, de faire une histoire complète de nos Etats pendant une aussi longue période et de décrire par le menu toutes les parties de leur administration. Pour mon propre compte, évidemment, il m'a fallu rassembler tous les éléments d'une pareille histoire, suivre jour par jour les débats et les incidents de leurs tenues, analyser leurs budgets et leurs comptes, pousser aussi loin que possible mon enquête sur le fonctionnement de leurs divers organes, ne négliger aucune de leurs chicanes quelque peu sérieuses avec le pouvoir royal. Mais, de tout cela, je n'ai voulu retenir que l'essentiel, ce qui était utile pour faire comprendre leur constitution, la véritable nature et la portée de leurs pouvoirs, ainsi que leurs rapports avec la royauté.

Dans ces conditions, un plan méthodique s'imposait. Dans une première partie, j'étudie les règlements et l'organisation des Etats, leur composition, le choix et les attributions de leurs officiers et de leurs députations, etc.... Une deuxième partie est consacrée à l'étude de leurs pouvoirs et c'est là, principalement, qu'est abordée celle de leurs relations avec la royauté et avec les autres organismes de l'administration provinciale, avec le Parlement surtout. Dans la dernière partie, j'ai montré, par l'étude de leur administration financière et par l'analyse de leur budget et du système fiscal au fonctionnement duquel ils étaient associés, à quels résultats aboutit effectivement leur activité administrative et politique. C'est à la seconde partie que j'ai trouvé le plus convenable de joindre ce qui concernait leur Commission intermédiaire et leurs autres commissions permanentes, dont l'institution marqua des progrès décisifs de l'autonomie provinciale.

Mais, dans ces différentes parties, c'est une évolution que j'avais à décrire, non un état de choses stable. Si donc je ne suis pas attardé au récit des événements et si je m'en suis tenu à ce qui expliquait le jeu de l'institution, c'est néanmoins une histoire que j'ai voulu faire. Prenant les Etats de Bretagne au moment où le gouvernement autoritaire de Louis XIV les menace d'une déchéance complète, je n'ai pas oublié que l'intérêt de mon étude tenait à leur relèvement progressif depuis la fin du grand règne. Mon plan m'a obligé à revenir plus d'une fois sur les mêmes événements et, d'autre part, à distribuer des faits contemporains entre des chapitres différents. J'espère toutefois avoir assez nettement marqué les étapes d'une renaissance laborieuse et permis de suivre, sans trop de peine, le perpétuel conflit au cours duquel se fortifia, au XVIII^e siècle, l'autonomie de la province.

Je dois beaucoup à mes devanciers, à Barthélémy Pocquet ; à MM. Marion et de Calan ; à mes amis, M. A. Le Moy, grâce auquel j'ai eu la bonne fortune de disposer d'une bonne histoire du Parlement de Bretagne au XVIII^e siècle, tandis qu'il lui a manqué d'en avoir une des Etats, et M. Lucien Guillou dont la compétence nous a valu une excellente thèse sur l'administration de la Commission des Domaines et Contrôles ; enfin, à mon ancien élève, le regretté Franck Quessette, trop tôt enlevé à l'affection et aux espoirs de ses maîtres et qui a, le premier, si lumineusement expliqué le jeu et le caractère de l'administration des Etats.

A mon maître Henri Sée, je dois la première idée de ce travail et des conseils inspirés par une sollicitude de tous les instants dont je le prie de croire que j'ai senti tout le prix et dont je lui garde une profonde et affectueuse reconnaissance. Un autre conseiller précieux fut pour moi M. Bourde de la Rogerie, archiviste d'Ille-et-Vilaine; sa complaisance inlassable et son érudition et celles, aussi, de son prédécesseur, M. André Lesort, ont grandement facilité mes recherches.

Je ne saurais non plus oublier l'excellent accueil que j'ai toujours trouvé auprès des archivistes des autres départements bretons, MM. Waquet, Gabory, Courtecuisse et de la Martinière. Il me faut ajouter que je fus bien soutenu, au cours de la longue préparation de cet ouvrage, par l'intérêt qu'y prirent mon ancien maître, M. Ch. Seignobos, auquel j'avais de bonne heure fait part de mon projet, et M. Camille Bloch, dont les encouragements ne m'ont jamais manqué.

Je dois enfin exprimer ma gratitude aux donateurs américains dont la générosité a puissamment aidé à la publication de cette thèse. Que ceux de mes maîtres et de mes collègues qui furent mes répondants auprès d'eux veuillent bien également trouver ici mes remerciements.

INTRODUCTION

LES ÉTATS DE BRETAGNE
AVANT 1661

INTRODUCTION

LES ÉTATS DE BRETAGNE AVANT 1661

I. *Les Origines et la période ducale.* Les Etats n'ont été qu'une extension des Parlements généraux. Leurs pouvoirs financiers et judiciaires. Comment le Parlement est sorti des Etats. — II. *Les Etats au XVI^e siècle.* Développement de leur organisation. Leur résistance aux exigences financières de la royauté. Les Etats et la Ligue. — III. *Les Etats de 1598 à 1660.* Leur loyalisme. Progrès décisifs de leur organisation et régularisation de leur rôle financier ; le don gratuit, le contrat, les fouages extraordinaires ; apparition d'un budget des Etats. Les *Commissaires du Conseil*. La situation en 1660.

L'assemblée des Etats de Bretagne, telle qu'elle apparaît au début du règne personnel de Louis XIV différait, à bien des égards, de ce qu'elle était au temps de ses origines, trois siècles plus tôt. Mais sa constitution et ses pouvoirs procédaient toujours des mêmes principes.

L'histoire de ses origines et de ses premières sessions est, à la vérité, des plus obscures. Dom Lobineau et Dom Morice ont placé la première réunion des Etats de Bretagne en 1309 ; A. de la Borderie l'a reculée jusqu'en 1315. Mais M. B. Pocquet du Haut-Jussé a récemment démontré que le document sur lequel tous les trois se fondaient était un faux, fabriqué à la

chancellerie du duc vers le milieu du siècle suivant (1). Ce n'est, en réalité, qu'à partir de 1352, ajoute-t-il, que l'on rencontre, en Bretagne, des assemblées auxquelles on peut donner le nom d'Etats, c'est-à-dire qui réunissaient les trois états, clergé, noblesse et « commun ». C'est là une définition sur laquelle les historiens sont depuis longtemps d'accord. Dom Lobineau et Dom Morice ne donnent pas d'autre sens au mot Etats. Cette définition, toutefois, est-elle suffisante ? Tous les historiens qui ont étudié les origines de nos anciens Etats provinciaux reconnaissent à ceux-ci comme fonction capitale et, l'on peut dire, caractéristique le vote de l'impôt. M. Cadier, l'historien des Etats de Béarn, avec une précision particulièrement rigoureuse, entend « par Etats provinciaux, la réunion des trois « ordres d'une province en assemblée régulièrement constituée, « périodiquement convoquée et possédant certaines attributions « politique et administratives dont la principale était le vote « de l'impôt (2) ». Pour trouver, en Bretagne, une assemblée qui répondît exactement à cette définition, il faudrait attendre au moins la réunion du duché à la couronne.

Faudrait-il donc dire qu'il n'y eût pas d'Etats, en Bretagne, avant la fin de la période ducal parce que les assemblées d'alors n'étaient ni régulièrement constituées, ni périodiquement convoquées et qu'il était discutable que le vote de l'impôt fût leur principale fonction ? Nous ne voulons pas rouvrir ici, après beaucoup d'autres, le débat sur les origines des Etats provinciaux (3). La question nous paraît, au reste, assez clairement élucidée.

Il est certain qu'à bien des égards, les assemblées d'Etats font figure d'institutions modernes; leur apparition annonce le déclin du système féodal. Celles dont les origines nous sont, jusqu'à présent, assez bien connues, paraissent être nées, ou

(1) POCORRE DE HAUT-JUSSÉ, *Les faux Etats de Bretagne de 1315 et les premiers Etats de Bretagne*. Bibl. de l'Ecole des Chartes, t. 86, 1925, p. 388-406. C'est la seule étude dans laquelle la question des origines des Etats de Bretagne ait été jusqu'ici abordée avec une méthode rigoureuse. Toutefois l'on trouvera des données utiles et sûres dans la thèse de R. TEXIER, *Etude sur la Cour ducal et les origines du Parlement de Bretagne*, Rennes, 1905.

(2) L. CADIER, *Les Etats de Béarn*, p. 1.

(3) L'état de la question a été clairement exposé par M. Prentout dans le premier chapitre de son récent ouvrage sur les Etats de Normandie (t. I, p. 34-82). Voir aussi DUPONT-FERRIER, *De quelques problèmes historiques relatifs à l'histoire des Etats provinciaux*, Journal des Savants, août-octobre 1928.

avoir pris du moins leur forme d'assemblée générale des trois ordres et une certaine régularité, de la nécessité pour les princes de recourir à d'autres ressources que les revenus de leurs domaines et les aides proprement féodales. Avec elles apparaît une fiscalité qui était l'instrument indispensable d'une autorité plus active et d'une politique à plus grands desseins, l'instrument caractéristique des gouvernements modernes.

Cependant, si certains auteurs ont été surtout frappés par la nouveauté de l'institution et de son objet, d'autres, ailleurs, ont cru reconnaître aux Etats des origines lointaines et les font sortir d'organismes plus anciens. En Béarn, en Languedoc, en Dauphiné, M. Cadier, M. Dognon, M. Dussert trouvent le germe de leurs pouvoirs, sinon même de leur constitution, dans la cour féodale, et la brève étude que M. Pocquet du Haut-Jussé a faite de leurs origines en Bretagne montre bien qu'ils n'y furent autre chose que l'ancien Parlement général élargi par l'adjonction, accidentelle d'abord, puis régulière, des députés de plusieurs villes.

Personne, il est vrai, ne conteste que les assemblées des « trois états » ont eu généralement des antécédents, qu'elles ne « sont pas sorties toutes armées d'un acte constitutif » (4). Ce que l'on a discuté c'est l'ancienneté de leurs origines et la question de savoir si les Etats provinciaux participaient, en quelque manière, aux caractères d'une institution féodale.

La vérité, c'est que leur histoire diffère suivant les pays, suivant les besoins des princes et le caractère des anciennes institutions locales. Mais, partout, l'on peut dire que le principe de leur existence et de leurs pouvoirs se trouve dans la nécessité pour le suzerain d'obtenir le consentement de ses vassaux pour la levée d'un impôt, et de prendre leur avis en certains cas. Il n'y a pas à s'étonner que l'étude de leurs origines aboutisse à des conclusions différentes en Bretagne, en Normandie et en Artois.

L'histoire des origines et des débuts des Etats de Bretagne, nous l'avons déjà dit, est des plus obscures. Nous n'avons sur les « tenues » d'Etats, jusqu'à la fin de la période ducale et pendant une soixantaine d'années après, que des données toujours très sommaires et, le plus souvent, fragmentaires. Jusqu'à la réunion nous ne saurions même dresser de ces tenues une liste absolument complète avec certitude. Plusieurs ne nous sont

(4) PRENTOUT, *op. cit.*, p. 36.

connues que par de simples allusions (5). Ce qui est certain, c'est d'abord que les assemblées des trois états furent rares en Bretagne au XIV^e siècle. Nous ne pouvons relever d'autres dates que celles de 1352, 1380 (?), 1384 et 1389. En 1386, 1395, 1396, 1398, on ne mentionne ni les trois états, ni les gens du commun ou des villes, sans qu'on puisse affirmer d'ailleurs, sinon pour le Grand Conseil de 1396, qu'on n'avait convoqué que les nobles et les prélats. Les sessions ne devinrent assez fréquentes qu'à partir du règne du duc Jean V (1399-1442) sans jamais connaître, du reste, jusqu'à la fin de la période ducal, une régularité absolue.

Autre fait certain : Ces assemblées des trois états ne diffèrent des Parlements généraux de prélats et de barons, que les ducs avaient coutume de convoquer depuis le début du XIII^e siècle (6), que par la présence des députés de quelques villes, peu nombreuses, et qui n'étaient pas toujours les mêmes. On les désigne sous le même nom de Parlement général et elles sont convoquées pour des objets analogues. Au XIV^e siècle, elles s'intercalent peut-être parmi un plus grand nombre de Parlements purement aristocratiques ; au XV^e, on ne saurait plus affirmer qu'il se soit encore tenu des parlements où les villes n'étaient pas représentées.

Pourquoi les ducs commencèrent-ils à convoquer les députés de certaines villes ? Ce ne fut pas pour des motifs financiers. La première assemblée qui ait été, à notre connaissance, saisie d'une demande de subsides fut, en 1365, une assemblée des « pairs et barons » qui « octréèrent un certain foage en leurs « terronars de un escu d'or par feu » (7). Or, la même année, le duc créa, sur divers points, des droits sur les « entrées et « issues » de marchandises sans consulter en aucune manière les bourgeois intéressés. Nous ne voyons pas, d'autre part, que la première assemblée certaine des trois états, réunie à Dinan, en novembre 1352, par Jeanne de Penthièvre, pour préparer des négociations avec le roi d'Angleterre ait eu à voter aucun subside. Pas davantage les assemblées connues sous le règne de Jean IV en 1380, 1384 et 1389, qui toutes les trois, furent con-

(5) J. DE LA MARTINIÈRE, dans la dernière partie de son étude sur le *Parlement de Bretagne sous les Rois de France*, donne un relevé de toutes les sessions d'États connues de 1384 à 1462 (Ann. de Bret. XXXIX, 1930, p. 219, note 24).

(6) Sur les Parlements généraux, voir H. TEXIER, *op. cit.*

(7) DOM MORICE, Preuves I, p. 1164, cité par Texier, *op. cit.* p. 90.

voquées pour des fins politiques, négociations avec le roi de France et appui à donner au duc dans ses démêlés avec le duc d'Alençon et avec Olivier de Clisson (8).

Il est vrai qu'à partir du règne de Jean V, c'est-à-dire du moment où les « trois états » sont ordinairement appelés aux Parlements généraux, le vote des fouages et, parfois, d'autres subsides devient une des fonctions habituelles de ceux-ci. C'est alors, aussi, que l'on commence (en 1408 pour la première fois) à les désigner sous le nom d'Etats. Le terme de Parlement général paraît, par la suite, réservé aux sessions tenues en la présence du duc. Bientôt l'on voit le droit des vassaux directs à consentir au duc, chacun en particulier, l'autorisation de taxer leurs propres sujets s'effacer devant le droit général de l'assemblée. Ce n'est pas sans raison que Dom Morice, au XVIII^e siècle, fondait encore le droit primitif des Etats à consentir l'impôt sur « cette vérité constante que les souverains ne « pouvaient rien exiger des vassaux des seigneurs sans le consentement des mêmes seigneurs » (9). Les lettres de non-préjudice accordées encore en grand nombre sous Jean V safeguardaient toujours le principe de cette immunité. Mais leur délivrance n'était déjà plus qu'une satisfaction de pure forme. Le consentement des Etats était censé emporter le consentement de tous. A la fin de la période ducale, le droit particulier de chaque seigneur n'était plus qu'un souvenir, sans valeur pratique.

Cependant, de la quasi-permanence de l'impôt et de la multiplication des taxes, surtout depuis Jean V, il ne faudrait pas conclure que leur vote était devenu la fonction principale des Etats, leur plus sûre raison d'être, et entraînait leur convocation régulière et fréquente. Pour bien juger la valeur de leurs pouvoirs financiers, il faudrait mieux connaître leur propre histoire et celles des finances des derniers ducs. Mais on peut remarquer que ceux-ci ont fréquemment levé des impôts, même des fouages, sans demander le consentement des Etats. Le duc François II s'en est excusé à plusieurs reprises auprès de leurs assemblées (10). Jusque sous son règne, d'ailleurs, leurs tenues

(8) A. DE LA BORDERIE et B. POCQUET, *Histoire de Bretagne*, III, p. 534, et IV, p. 58. POCQUET DU HAUT-JUSSÉ, *op. cit.* p. 403.

(9) DOM MORICE, *Preuves*, III, Préface p. XXIV.

(10) A. DE LA BORDERIE et B. POCQUET, *Hist. de Bret.* III, p. 609.

demeurent irrégulières, interrompues parfois pendant une longue suite d'années, alors que le duc ne cesse de percevoir des taxes de toutes sortes.

Tout comme les anciens Parlements généraux, ils ne sont convoqués que pour répondre aux nécessités de la politique ducale. La présence des députés des villes, l'exercice habituel de pouvoirs financiers n'ont pas changé les caractères essentiels de la vieille institution du XIII^e siècle. Qu'on l'appelle *Etats* ou *Parlement général*, c'est toujours la même assemblée exerçant les mêmes fonctions judiciaires, jouant le même rôle dans la politique générale du duché. Ces fonctions judiciaires, cette importance de leur rôle politique, voilà justement par quoi les *Etats* de Bretagne se rattachent à un passé lointain et apparaissent comme les héritiers, non seulement des Parlements généraux du XIII^e siècle, mais aussi de la *curia ducis*, de la cour féodale primitive.

Leurs fonctions judiciaires, ils les ont conservées jusqu'à la veille de la réunion au royaume. Ils étaient la plus haute juridiction, la cour souveraine du duché. A la fin du XIV^e siècle, s'annonce une spécialisation plus propre à une bonne et commode administration de la justice. En 1382, apparaît le « Président de Bretagne », ou Président « du Parlement », auquel le duc abandonne le soin de diriger la session judiciaire du Parlement général. En 1398, d'après les signatures du procès-verbal de clôture, il semble qu'à cette session judiciaire ait figuré un corps spécial de conseillers, juristes de profession, parmi lesquels les sénéchaux de Rennes, de Broerech et de Ploërmel (11). Mais il faudra près d'un siècle encore et deux essais partiels pour que l'on aboutisse à une séparation complète de l'institution politique et de l'institution judiciaire. En 1425, Jean V décida la création d'un « Parlement des interlocutoires » à sessions régulières et fréquentes, pour alléger la tâche des *Etats* en les débarrassant des « appellations frivoles ». Mais on ne connaît de la nouvelle cour qu'une seule session. D'un plus grand intérêt eût été le fonctionnement régulier du Parlement institué en 1456, par Pierre II, pour juger, dans l'intervalle des sessions des *Etats*, non seulement les appels sur interlocutoires, mais tous les appels non portés directement aux *Etats* pendant leurs sessions. Mais le Parlement de Pierre II n'eut lui-même que des sessions irrégulières et bientôt très rares et ce fut seu-

(11) E. TEXIER. *op. cit.* p. 83 et 84.

lement en 1485 que François II organisa enfin une cour souveraine de justice investie de l'entière juridiction qu'avaient jusque là possédée les Etats (12).

Quant au rôle politique de ceux-ci, il ne paraît pas avoir nécessairement dépendu de leurs pouvoirs financiers. Si le duc les appelle à confirmer des assises, ordonnances et autres lois et règlements, c'est en vertu d'anciennes traditions, tout comme il y appelait les anciens Parlements généraux. S'il les associe à certains actes de sa politique extérieure, nous ne voyons pas que ce soit, en bien des cas et dans les circonstances les plus graves, pour les décider à lui consentir plus aisément des subsides. Ce qu'il attend d'eux ce n'est souvent qu'un appui moral et proprement politique. C'est c'est appui là que Jean IV a demandé aux assemblées de 1380, 1384 et 1389. Plusieurs fois les Etats furent appelés à donner leur garantie à des traités de paix ou d'alliance, au traité de Dinan de 1422 avec le duc de Bourgogne, par exemple, et à la paix de Senlis, avec Louis XI, en 1475 (13). C'est avec l'assentiment formel et en présence des Etats, réunis à cet effet, que Pierre II fit célébrer, en 1451, le mariage de sa nièce Marguerite de Bretagne avec François d'Etampes, le futur François II, union d'un si grand intérêt pour assurer la succession du duché à un héritier incontesté quand mourrait le dernier fils de Jean V (14). C'est aux Etats encore que François II recourut, en 1486, pour faire reconnaître le droit héréditaire de ses filles (15). Dans aucune de ces circonstances, les Etats n'ont eu à payer d'un subside le droit de contrôle que l'on paraissait leur reconnaître sur la politique ducale.

Les difficultés que les ducs connurent depuis la guerre de Succession, sous la menace constante des visées françaises et des intrigues d'une noblesse peu sûre, expliquent assez que les Etats aient continué de jouer jusqu'à la réunion du duché au royaume un rôle politique important. Sans doute eussent-ils été réduits à des fonctions plus modestes auprès des princes plus certains de leur autorité et mieux assurés de la possession de leur duché.

(12) DE LA MARTINIÈRE. *La Ville de Vannes, siège du Parlement de Bret.* (Annales de Bret. 1921, t. XXXV, p. 69 et suiv.).

(13) A. DE LA BORDERIE et POCQUET, *Hist. de Bret.* IV, p. 258, 436 et 485.

(14) *Ibid.* p. 393.

(15) *Ibid.* p. 254.

Aucun statut, d'ailleurs, ne vint fournir de base à leurs pouvoirs ni régler leur organisation. Leur composition, comme leur convocation, ne dépendit jamais que des besoins du moment. A part un petit nombre de vassaux directs et les évêques, personne n'y était régulièrement appelé. On n'y convoquait pas toujours tous les abbés, ni les chapitres. Les villes représentées n'étaient ordinairement que des villes relevant directement du duc ; mais ce n'était pas là une règle rigoureuse et l'on n'invitait pas nécessairement toutes les villes duciales. On soumettait aux Etats des lois importantes ; mais pour d'autres, qui n'étaient guère de moins de conséquence, on se passait fort bien de leur avis et de leur ratification (16) ; de même pour les actes de la politique extérieure et, même, nous l'avons déjà dit, pour les levées d'impôts.

L'on voit fort bien, en Bretagne, comment l'assemblée des trois Etats est née des besoins nouveaux du gouvernement ducal, mais aussi comment son rôle et ses pouvoirs procèdent de la restriction de l'autorité du prince sous le régime féodal, de la nécessité pour lui d'avoir égard aux droits et à l'indépendance de ses vassaux. L'état rudimentaire des institutions jusqu'à la fin de la période ducale y laisse apparaître, avec une évidence particulière, le caractère médiéval des Etats, leurs liens de filiation avec la cour féodale. Ils n'étaient qu'un Parlement général élargi. Or, ce Parlement n'était à l'origine qu'une assise solennelle et plus nombreuse de la *curia ducis*. Parlements généraux et Etats eurent, il est vrai, un certain caractère représentatif, discutable chez celle-ci, et, quand une distinction se fut établie entre un organisme permanent siégeant auprès du duc, le Conseil, et des assemblées temporaires, ce fut le premier qui parut continuer le plus directement l'ancienne cour. Cependant, Parlements généraux et Etats héritèrent des plus hautes fonctions de celle-ci et ils ne furent jamais, comme elle, qu'une assemblée des vassaux et des sujets avec lesquels le duc était obligé de compter, convoqués et, pour une bonne part, arbitrairement choisis pour l'assister de leurs conseils et de leurs services.

*
* *

La réunion de la Bretagne au royaume créa pour les Etats une situation nouvelle. Loin de menacer leur existence, elle

(16) BELLIER-DUMAINE, *l'Administration du Duché de Bretagne sous le règne de Jean V, 1399-1442* (Annales de Bret. 1898, t. XIV, p. 584).

parut d'abord l'assurer. Charles VIII, par ses lettres de novembre 1493, Louis XII, par la convention passée lors de son mariage avec Anne (Juillet 1498), confirmèrent le droit pour les Etats de voter tous les impôts à percevoir dans le duché et promirent de ne pas toucher sans leur aven aux privilèges bretons. En 1532, lors de l'union définitive du duché à la couronne, ce fut avec les Etats eux-mêmes que le pouvoir royal traita. Ils demeuraient les dépositaires et les gardiens des droits et des coutumes de la province, et le premier des privilèges de celle-ci était de conserver leur assemblée; c'était, semblait-il, la plus sûre garantie de tous les autres (17).

Mais il était évident que le rôle politique des Etats serait désormais bien diminué. Ils n'auraient à connaître de la politique générale du royaume que ce que le roi voudrait bien leur en dire pour justifier ses demandes de subsides. Il ne pouvait être question, d'autre part, de leur rendre leurs pouvoirs judiciaires, qui demeurèrent aux mains du Parlement institué par le duc François II. C'étaient leurs pouvoirs financiers qui allaient devenir leurs pouvoirs essentiels.

Quant à leur constitution, aucun règlement ne vint codifier ni modifier les usages suivis au temps des ducs. Aux Etats siégeaient ceux qu'il plaisait au roi d'y convoquer. Dès avant la réunion, l'ordre du clergé paraissait régulièrement comprendre les évêques, les abbés et les députés des chapitres des cathédrales. Mais le droit de tous les nobles à siéger ne sera admis, et une liste régulière des villes ayant droit à députation ne sera arrêtée, qu'au début du XVII^e siècle. On ne peut savoir quels motifs ont jusque-là déterminé le choix, très variable, des villes convoquées. Pour la noblesse, hormis les titulaires des neuf baronnies instituées par le duc Pierre II, le droit d'aucune de ses catégories n'était formellement établi. La noblesse et le clergé, d'ailleurs, montrèrent, pendant tout le XVI^e siècle, peu d'empressement à venir aux Etats. Prélats et gentilshommes voyaient là, semble-t-il, une charge onéreuse plutôt qu'un honneur avantageux. L'assistance, jusqu'à la fin des guerres de Religion, ne paraît pas avoir notablement différé, ni par le nombre, ni par la composition, de ce qu'elle était au temps des derniers ducs (18).

(17) Cf. *infra*, p. 197.

(18) Sur les Etats de Bretagne au XVI^e siècle nous ne pouvons renvoyer qu'à l'étude de M. H. Sée, *Les Etats de Bretagne au XVI^e s.*, 1895,

Les sessions, du moins, étaient devenues régulières. Leur périodicité annuelle se trouvait désormais fondée sur la coutume de ne jamais lever sans le consentement des Etats les anciens impôts ducaux du fouage et de l'aide des villes, ainsi que les droits sur les boissons appelés « impôt et billot », impôts devenus, en fait, permanents mais levés à un taux variable et votés chaque fois pour un an. La province n'était pas, pour cela, à l'abri des exactions arbitraires. Mais le plus sûr moyen, pour le pouvoir royal, d'en tirer de l'argent était encore de l'obtenir des Etats.

C'est le plus souvent par des moyens détournés, créations d'offices, emprunts forcés, qu'il élude la nécessité de leur consentement. De levées directes d'impôts, sans leur aveu, nous n'en connaissons guère, au XVI^e siècle, que sous le règne de Henri III, pendant la période la plus difficile des guerres de Religion (19). Qu'elles fussent arbitraires ou régulières, au reste, les Etats n'avaient guère de moyens efficaces à opposer aux exigences royales. Toutefois, ils se défendaient. Le taux des impôts ordinaires et le montant des autres subsides n'étaient jamais fixés sans marchandages. En 1577 et 1578, nous les voyons, tout comme les Etats de Normandie et même plus tôt qu'eux (20), élever des protestations particulièrement vives contre les édits fiscaux qui se multipliaient alors. Contre l'exécution de ces édits, ils firent ces deux années-là opposition par devant le Parlement et leur action émut assez le pouvoir royal pour que Henri III leur accordât, en juin 1579, un édit qui confirmait leurs droits, en particulier celui de consentir l'impôt, en termes plus précis que leurs anciennes chartes. En outre, le même édit reconnaissait formellement la légitimité de leur recours au Parlement contre tout acte préjudiciable « aux privilèges et libertés du pays » (21). L'obligation de compter avec les Etats ne fut pas un obstacle négligeable pour le pouvoir royal et valut sans doute quelques ménagements à la province.

et à la publication de M. DE CALAN, *Documents inédits relatifs aux Etats de Bretagne de 1491 à 1589, 1908*, publication particulièrement précieuse dans sa première partie où l'auteur a rassemblé tous les textes et toutes les données qui nous restent sur les tenues antérieures à 1567.

(19) H. SÉE, *op. cit.* p. 75.

(20) PRENTOUT, *Les Etats provinciaux de Normandie*, t. I, p. 304.

(21) Cf. *infra*, p. 209, et H. SÉE, *op. cit.*, p. 50.

Il est plusieurs fois arrivé, au XVI^e siècle, que le roi ait convoqué des assemblées extraordinaires en dehors de la session qui se tenait habituellement à l'automne. Les Etats ont toujours protesté contre ces convocations qui n'avaient ordinairement d'autre objet que de faire plus aisément voter des subsides supplémentaires par une assistance moins nombreuse et plus docile. Ces assemblées extraordinaires, d'ailleurs, ne furent pas toujours moins rétives que les autres (22).

Par deux fois, en 1539 et en 1580, les Etats furent spécialement réunis pour travailler à la réformation de la coutume de Bretagne. Nous aurons plus loin à rappeler quel fut exactement leur rôle en cette double occasion (23). Il fut important. Le roi ne songeait pas à contester la nécessité de leur intervention dans la fixation du droit privé. Partout où il existait des Etats, ils collaborèrent d'ailleurs à la réformation des coutumes (24). Mais nous ne verrons plus les nôtres associés dans aucun autre domaine au travail législatif comme ils l'avaient été fréquemment au temps des ducs.

Avec le vote des impôts leur tâche principale était la défense des privilèges reconnus aux habitants et aux originaux de la province. Ils accueillaient, d'ailleurs, toutes sortes de griefs et de revendications et se faisaient volontiers, auprès du roi, les interprètes des intérêts provinciaux.

Dès 1493, nous les voyons envoyer au roi Charles VIII une députation chargée de lui présenter leurs remontrances. L'indigence de nos sources, qui nous laisse à peu près tout ignorer de la plupart des tenues suivantes, ne nous permet pas d'affirmer qu'il y eut désormais chaque année, après l'accord des demandes du roi, rédaction d'un cahier de remontrances et envoi de députés en cour. Nous n'en acquérons la certitude que vers 1540 (25). Mais il est bien probable que l'usage des remontrances, sinon de la députation, n'a pas été interrompu depuis 1493. Nous venons de rappeler que les Etats recoururent de

(22) H. SÉE, *op. cit.* p. 37.

(23) Cf. *infra*, p. 219.

(24) Les Etats de Normandie, comme le faisaient ceux de Bretagne, réclamèrent eux-mêmes, en 1579, une nouvelle rédaction de la coutume de la province. Il y fut procédé en 1582 (PRENIOUX, *op. cit.* p. 324).

(25) DE CALAN, *op. cit.*, rapporte les remontrances des Etats pour les années 1503, 1522 à 1526, 1542 à 1544, et 1552 à 1554. Il signale des députations en cour en 1524, 1538 et, fréquemment, à partir de 1542.

bonne heure à un autre moyen plus direct et plus énergique, celui de l'opposition en justice contre l'exécution des actes royaux.

Leurs remontrances, appuyées par la nécessité où les rois, pressés par le besoin d'argent, se trouvaient souvent de ménager l'opinion, eurent parfois d'importants effets. C'est sous leur pression que le pouvoir royal finit par transformer en une cour permanente et vraiment souveraine l'ancien Parlement du duc François II, aux sessions courtes et éloignées, toujours en compétition avec le Conseil qui avait été maintenu après la réunion et pourvu d'attributions judiciaires concurrentes. Les Etats n'ont cessé de réclamer contre les « entreprises de juridiction du Conseil ». C'est à leurs vœux que répondit l'ordonnance d'août 1544 qui supprimait à peu près complètement les appels au Parlement de Paris : ordonnance demeurée sans effet, il est vrai. Mais, pendant la réaction des années suivantes qui virent, en 1549, l'extension des attributions du Conseil puis, en 1552, la création des présidiaux, les remontrances des Etats furent la principale et la plus forte manifestation du mouvement d'opinion qui finit par amener le roi, d'abord à supprimer le Conseil, puis à substituer un Parlement ordinaire à l'ancien (26).

Au XVI^e siècle, ils comptent parmi les plus actifs des Etats provinciaux du royaume, parmi ceux dont la résistance est la plus gênante pour le pouvoir royal. Sans doute les progrès de l'autorité royale les menacent-ils, comme les autres, d'une décadence fatale. Mais cette décadence ne s'annonce pas encore. Nous voyons, au contraire, se développer leur organisation et se régulariser leur fonctionnement. Nous ne pouvons savoir, au juste, quand ils commencèrent d'avoir des officiers permanents. C'était chose faite, en tout cas, dès le règne de François I^{er}. Nous trouvons pour la première fois mention d'un procureur, d'un trésorier et d'un greffier dans les relations des cinq assemblées ordinaires tenues de 1522 à 1526 (27). Mais il s'agit là des premières sessions dont un compte rendu

(26) J. DE LA MARTINIÈRE, *Le Parlement sous les rois de France* (Annales de Bret. t. XXXVI et XXXVII, 1924-1926). On désigne ordinairement sous le nom de Grands Jours la cour de justice qui précéda la création du Parlement ordinaire. M. de la Martinière montre que son titre habituel et véritable, aussi bien après la réunion qu'auparavant, était celui de Parlement.

(27) DE CALAN *ibid.* p. 40, 45, 55, 57 et 58.

nous soit parvenu et, d'après la manière dont les différents officiers sont cités, il paraît certain que leur institution datait déjà de plusieurs années.

Pour 1534 nous avons l'état des gages qui leur sont attribués ; 10 l. sont inscrites au nom d'un huissier (28). En 1575, apparaît le substitut du procureur syndic. A partir de 1530, au moins, le roi accorde annuellement aux Etats 800 l. pour l'acquit de leurs frais particuliers. L'emploi en constitue leurs premiers budgets. En 1572, cette indemnité est portée à 5.800 l. ; en 1575, à 8.800 l., somme insuffisante du reste (29). Les Etats, depuis longtemps, ont commencé à emprunter et la tâche de leur trésorier s'est de bonne heure compliquée du soin de leur fournir l'argent dont ils ont besoin. En 1534 et en 1558, ils prennent leurs premières dispositions pour la conservation de leurs archives (30). Il faut attendre l'année 1567, la première à partir de laquelle nous possédons, en série complète, leurs procès-verbaux authentiques, pour bien juger de l'organisation de leur travail. Mais les progrès de cette organisation deviennent dès lors sensibles. Ils tiennent surtout, il faut le dire, à l'accroissement continu des exigences financières de la royauté. C'est la discussion des demandes d'impôts et de subsides qui motive la nomination de leur principale commission, et c'est ordinairement pour surveiller l'emploi ou la levée des mêmes subsides que sont instituées celles qui siègent dans l'intervalle des sessions, les « commissions intermédiaires » comme on dira plus tard (31). Fournir de l'argent au roi est bien la fonction essentielle des Etats et c'est leur résistance, si peu efficace qu'elle soit le plus souvent, qui leur conserve l'apparence d'une force politique indépendante.

Ils n'eurent pas d'autre rôle, dans un camp comme dans l'autre, au cours des guerres de Religion. De 1591 à 1594, chacun des deux partis eut ses assemblées annuelles. Aux unes comme aux autres l'assistance fut toujours des plus réduites et leur tâche se borna à trouver des ressources pour l'entretien des troupes et à déplorer les méfaits de celles-ci.

Les Etats ligueurs ne manifestèrent aucune tendance séparatiste. Ils paraissent bien n'avoir soutenu le duc de Mercœur

(28) *Ibid.* p. 85.

(29) H. SÉE, *op. cit.* p. 80.

(30) *Ibid.* p. 30.

(31) *Ibid.* p. 27.

que pour des motifs religieux. On ne saisit aucun grief politique dans leur opposition à Henri IV ; ce n'est pas dans l'espoir de mieux assurer le respect des privilèges de la province qu'ils le combattirent. Les Etats royalistes, qui se réunirent seuls en 1595, s'élevèrent avec une énergie particulière, dans les deux sessions qu'ils tinrent en janvier et en décembre de cette année là, contre les gaspillages et les malversations que les circonstances, il est vrai, favorisaient singulièrement. Ils obtinrent quelques sanctions et imposèrent la présence de trois de leurs membres dans le conseil du gouverneur (32). Mais, une fois la pacification achevée, il ne devait plus être question de pareilles prétentions. Les rapports de l'assemblée et du pouvoir royal redevinrent ce qu'ils étaient avant la crise.

*
* *

Jusqu'après la Fronde, on ne peut encore, au sujet des Etats de Bretagne, parler de décadence (33). Ils ont traversé, sans autre dommage que de voir, à partir de 1630, leurs sessions réduites à n'être plus que biennales, une période qui fut fatale à la plupart des autres Etats provinciaux. Ce fut, certainement, à la faveur de leur loyalisme persistant pendant toute la durée de cette période agitée. Ils prirent toujours parti contre les fauteurs de troubles, contre Vendôme et, pendant la Fronde, contre le Parlement. Ils n'offrirent à Richelieu aucun sujet d'inquiétude. Ce qui n'empêcha pas celui-ci, nous venons de le rappeler, d'établir de bonne heure l'habitude de ne plus les convoquer que tous les deux ans. Or les Etats se laissèrent imposer, sans réagir, une pratique dont le véritable motif,

(32) B. POCQUET. *Hist. de Bret.* t. V, p. 280.

(33) Sur l'histoire des Etats pendant cette période, nous ne pouvons renvoyer à d'autre ouvrage que l'*Histoire de Bretagne* de A. DE LA BORDERIE ET POCQUET (t. V). Mais les indications assez nombreuses qu'on y peut relever et le récit détaillé qu'on y trouvera des événements qui se sont passés dans certaines tenues ne suffisent pas à bien faire comprendre le rôle de l'assemblée et ses rapports avec le pouvoir royal ; notons toutefois que la querelle des Etats avec le Parlement au moment de la Fronde y est fort bien racontée.

Notre enquête sur l'époque de Henri IV et de Louis XIII a été beaucoup facilitée par le mémoire, encore inédit, de M. Besnier, sur les *Etats de Bretagne de 1598 à 1643*.

Il faut ajouter que nous possédons, sur la tenue de 1626, une relation de François-Nicolas Baudet (alias Dubuisson-Aubenay), récemment publiée par M. A. Bcurdeaut (*Journal des Etats de Bretagne, commencés à Nantes en décembre 1636*, dans le Bulletin de la Soc. Arch. de Nantes, t. 67, août 1927).

pourtant — réduire leurs occasions de résistance — apparaissait assez clairement sous les prétextes occasionnels que le ministre faisait valoir. Nous montrerons combien le contraste fut alors frappant entre l'attitude des Etats et celle du Parlement (34). Singulièrement plus vigilante et plus active et soutenue par un plus redoutable esprit d'indépendance, paraissait alors l'opposition de celui-ci. Mais le Parlement défendait surtout sa propre autorité, ses intérêts de corps. Les Etats, tout en étant plus accessibles à la pression gouvernementale, traduisaient plus fidèlement les sentiments de la population, le grand désir de paix et de tranquillité qu'entretenait le souvenir des horreurs du temps de la Ligue. Significative fut leur insistance pour obtenir la démolition, non seulement des forteresses privées, mais de toutes celles qui avaient servi de points d'appui à des révoltes ou à l'occupation espagnole, même de places comme Blavet et Concarneau. Ils réclamèrent beaucoup de destructions auxquelles le pouvoir royal se refusait et édictèrent eux-mêmes des mesures pour empêcher la construction de fortifications nouvelles. Dans leur loyalisme il ne faudrait pas voir que de la servilité. Sous son couvert, au contraire, ils purent continuer à remplir d'une manière encore assez efficace, et non sans indépendance, leur rôle traditionnel.

En durant, ils achevèrent de s'organiser. En 1614, fut arrêtée, sur leur demande, la liste des villes autorisées à se faire représenter. En 1620, 1621, 1625, ils réglementèrent sur divers points le droit de siéger dans leurs assemblées, instituèrent l'appel des assistants et prononcèrent des incompatibilités. Peu à peu l'on vit s'accroître l'effectif habituel de la noblesse et c'est alors que paraît s'être établi, par l'usage, le droit de tout gentilhomme breton à entrer aux Etats (35). Cette fréquentation plus assidue et plus large préparait, de loin, le rôle prépondérant que la noblesse devait y jouer un jour. L'assemblée commence à prendre ainsi la physionomie sous laquelle elle restera célèbre. Les tenues se prolongent. Avec leurs réjouissances, fêtes et festins offerts par les représentants du roi et les présidents des ordres, elles deviennent pour la noblesse bretonne une occasion de se réunir pleine d'agréments autant que d'intérêt. Beaucoup de gentilshommes étaient là nourris, abreuvés et même pensionnés pour prix de leur présence. Une tenue d'Etats était pour eux une distraction peu coûteuse.

(34) Cf. *infra*, p. 210 et suiv.

(35) Cf. *infra*, p. 83 et suiv.

Les premiers règlements sur la composition de l'assemblée furent suivis, en 1629, 1637 et 1645, de plusieurs autres par lesquels l'on fixa plus sévèrement les conditions de la charge de procureur syndic, l'on définit les obligations des députés en cour et l'on s'efforça d'empêcher les abus les plus criants dans l'emploi des fonds des Etats (36). Tout cela, au reste, sans réussir à introduire un ordre satisfaisant dans l'administration de ceux-ci. Mais, telle qu'elle était, cette réglementation fragmentaire, élaborée au hasard des circonstances, constituait un progrès; elle tendait à permettre une action plus régulière de l'assemblée.

Par leurs remontrances, par l'action de leurs députés en cour et de leur procureur syndic, par leurs représentations aux commissaires du roi et par leurs pourvois au Parlement, les Etats continuaient à défendre, en des occasions de plus en plus nombreuses, les privilèges et les intérêts dont ils avaient la garde. La fréquence de leurs interventions sur les mêmes points témoigne sans doute de la fréquente vanité de leurs efforts. Leur vigilance du moins ne faiblissait pas, comme le prouvent les cahiers et les mémoires toujours plus volumineux remis aux députés en cour et au procureur syndic, et ils n'étaient pas sans aboutir à quelques résultats. Aux yeux des populations de la province, ils demeuraient des protecteurs et des intercesseurs précieux.

Mais leur rôle principal était toujours leur rôle financier et c'est par le plus ou moins grand succès de leur résistance aux exigences fiscales de la royauté que l'on peut le mieux juger de la puissance qu'ils conservaient. Comme leur organisation, le rôle des Etats à cet égard se régularisa dans la première moitié du XVII^e siècle. Notons d'abord que le pouvoir royal se garda ordinairement de porter directement atteinte à leur droit primordial de consentir l'impôt. C'était là, d'ailleurs, leur raison d'être. Si l'on n'avait plus jugé à propos de respecter au moins apparemment ce droit, à quoi bon les conserver eux-mêmes ? On ne le méconnaissait guère ouvertement qu'au sujet d'une levée d'importance secondaire, celle de l'impôt des garnisons, taxe additionnelle aux fouages de 75.000 l. par an. Encore le Roi était-il couvert par l'arrêt du Parlement qui enregistrait l'ordonnance de la levée après avoir reçu l'opposi-

(36) Cf. *infra*, p. 44 et suiv.

tion des Etats. On peut noter en outre : 1° La levée, à trois reprises, de sommes assez minimes (de dix à trente mille livres) en sus des fouages; les Etats obtinrent, pour la troisième, un arrêt du Conseil en ordonnant la restitution. 2° La levée, à trois reprises encore, pour les frais d'étapes de troupes en déplacement dans la province, de sommes peu importantes. 3° En 1622, enfin, l'emploi à une autre destination de 200.000 l. versées par les Etats pour le rachat du domaine. Contre ces levées et ce virement irrégulier les Etats protestèrent vivement, de même qu'ils s'élevèrent toujours contre les traites foraines et autres droits de caractère commercial, sans autre succès, d'ailleurs, que d'obtenir parfois la répression d'un abus. Signalons enfin qu'ils obtinrent, en 1609, la suppression d'une taxe sur les boissons du cru établie sans leur avoir été demandée.

Ce n'est guère, somme toute, que par le moyen des créations d'offices que le pouvoir royal tira de grosses sommes d'argent de la province sans l'aveu formel des Etats; sur ce point toutes leurs protestations restèrent vaines.

Par contre, ils obtinrent, par un arrêt du Conseil du 10 mars 1613, la reconnaissance de leur prétention à examiner et à consentir préalablement les demandes de concession ou de prorogation de deniers d'octroi présentées par les villes. C'était là une extension remarquable de leurs droits, un précédent gros de conséquences, non seulement pour les villes, dont les députés s'opposèrent tant qu'ils purent à l'établissement par ce moyen d'une tutelle onéreuse des Etats sur leur administration financière, mais aussi pour le pouvoir royal qui justifiait ainsi la revendication, par ceux-ci, du droit de consentir la levée de tout impôt, quel qu'il fût, dans la province. Le droit reconnu aux Etats ne resta pas, nous le verrons, lettre morte. On le respecta jusque sous le règne de Louis XIV.

La demande aux Etats des vieux impôts ducaux, fouage, aide des villes, devoirs d'impôt et billot, ne soulevait plus, dès l'époque de Henri IV, aucun débat. Leur taux, en effet, était devenu fixe. Leur vote ne fut plus désormais qu'une formalité, si bien qu'étant arrivé, en 1615, que les Etats ne se réunirent pas et, en 1628 et 1629, qu'ils se réunirent plus tard que d'habitude, les mandements pour les recouvrements des fouages furent envoyés avant que l'impôt eût pu leur être demandé. En ces diverses circonstances le roi ne fit pas de difficulté pour s'excuser auprès de l'assemblée.

Les débats importants portèrent désormais sur un autre point. Nous avons déjà rappelé qu'au XVI^e siècle le pouvoir royal réclamait fréquemment des subsides extraordinaires ; déjà on renonçait à tirer de la province une contribution suffisante par l'augmentation du taux des anciens impôts. Ce taux étant devenu fixe, la demande d'un subside extraordinaire devint nécessaire dans chaque tenue. Ce subside devait, en quelque mesure, compenser, pour la Bretagne, l'infériorité du produit du fouage et de l'impôt et billot par rapport à celui de la taille et des aides, et l'exemption de la gabelle. Les créations d'offices et autres exactions mises à part, il allait être l'élément mobile de la contribution de la province, celui qui pourrait varier avec les besoins du gouvernement, celui aussi que les Etats continueraient de pouvoir discuter. Comme ceux-ci devaient y pourvoir au moyen d'impôts levés pour leur propre compte, il allait, d'autre part, leur permettre de développer leur propre fiscalité.

Henri IV commença par leur demander divers subsides à payer en plusieurs années. Puis, en 1601, il mit à leur charge le rachat du domaine royal dans la province ; l'opération se prolongea jusqu'en 1619. Mais, dès 1614, apparut la première demande d'un « don gratuit ». Désormais un subside extraordinaire fut voté sous cette forme dans chaque tenue. Le pouvoir royal cessa, dès lors, de recourir aux assemblées extraordinaires, hormis les circonstances exceptionnelles. Pendant tout le XVII^e siècle on n'en vit qu'une, en 1626. Jusqu'aux innovations fiscales du règne de Louis XIV, le « don gratuit » constitua, avec les anciens impôts d'aux, la principale contribution de la province. A partir de 1636, s'élevant toujours à plus de deux millions pour deux ans, il dépassa le montant du fouage et de l'impôt et billot réunis (37). Sa demande, jusque dans les premières années du règne personnel de Louis XIV, soulevait ordinairement de longues et laborieuses discussions entre les commissaires du roi et l'assemblée. La demande excédait évidemment la somme que l'on comptait obtenir, ce qui prouve que l'on s'attendait à de sérieux mar-

(37) De 1614 à 1626, le roi demande annuellement de 400.000 à 600.000 livres pour en obtenir de 300.000 à 450.000. A partir de 1628, il demande, pour deux ans, une somme qui s'élèvera rapidement de 1.200.000 à 2.000.000 l. au moins et parfois jusqu'à 3.000.000 l. Les Etats accordent ordinairement de 16 à 20 % de moins. En 1651, ils ne votèrent que 1.300.000 l. sur les 2.500.000 demandées. Mais, dans les sessions suivantes, on leur arracha parfois toute la somme demandée.

claudages. Quand le roi fera savoir dès l'abord exactement ce qu'il veut, c'est que les Etats seront réduits à l'obéissance. Le don gratuit n'était accordé qu'à des conditions stipulées dans un contrat solennel signé par les présidents des ordres et les commissaires du roi. Ce contrat portait l'autorisation, pour les Etats, de lever les impôts nécessaires à l'acquit de leurs charges et à l'exécution de leurs engagements. Il rappelait toujours les principaux privilèges de la province en même temps qu'il énumérait les promesses particulières faites au nom du roi pendant la tenue. L'usage du contrat n'était pas une nouveauté. Il en avait été passé au XVI^e siècle déjà à l'occasion du vote de subsides. Mais c'est avec l'institution du don gratuit qu'apparaît le contrat régulier et solennel qui désormais sera l'acte politique essentiel de chaque tenue, l'expression même de la puissance et des droits des Etats. Ces derniers s'efforçaient toujours d'y faire entourer leurs engagements des conditions les plus étendues. Revêtu de lettres patentes, il était soumis à l'enregistrement du Parlement et de la Chambre des Comptes de Bretagne (38). Jusqu'en 1669, le vote et le marchandage du don gratuit furent toujours précédés de l'examen des « contraventions ». Une commission spéciale soumettait aux commissaires du roi les infractions aux clauses du précédent contrat. Ces remontrances, sans doute, demeuraient le plus souvent vaines ; du moins cet examen préalable maintenait-il au contrat une apparence de valeur.

(38) Avant 1617, les contrats ne sont pas entourés des mêmes formes ; ils ne sont même pas insérés au procès-verbal des Etats. En 1614, l'assemblée, en accordant 450.000 l. députa vers le roi et sa mère, présents à la tenue, des commissaires pour « passer contrat » aux conditions de leur offre et « prendre les sûretés requises ». Le chancelier répondit « qu'il était nécessaire de voir leurs privilèges d'exemption » (26 et 27 août) et le contrat réclamé ne figure pas au procès-verbal.

En 1615, les Etats ne se réunirent pas.

En 1616, il fut également donné mission aux députés en cour de « passer contrat et traité en bonne forme » des conditions auxquelles l'assemblée avait voté un don de 400.000 l. Mais nous ne relevons, pour cette année là, aucune trace de l'existence d'un contrat.

C'est en 1617 que le procès-verbal des Etats mentionne, pour la première fois, la passation effective d'un contrat pendant la tenue même (13 nov.). Les Etats stipulèrent, d'ailleurs, que ce contrat n'aurait son exécution qu'une fois ratifié par le roi. Dans l'assemblée suivante, on leur présenta l'arrêt du conseil et les lettres patentes d'homologation (24 oct. 1618) et le tout fut inscrit au procès-verbal de la tenue, avec les arrêts d'enregistrement du Parlement et de la Chambre des Comptes. La forme des contrats était désormais fixée.

Le vote régulier du don gratuit assura, en même temps que la régularité du contrat, celle des levées d'impôts pour le compte des Etats. Depuis longtemps déjà, ceux-ci avaient maintes fois, de concert avec les commissaires du roi, fixé le taux et organisé la perception, par affermage ou autrement, des taxes nécessaires au paiement de leurs subsides extraordinaires. A partir de 1593, ils ont perçu, sans interruption, des « devoirs sur les boissons » dont le taux, jusqu'en 1697, devait être augmenté à plusieurs reprises, mais dont l'aménagement fut dès lors fixé dans ses dispositions principales. On distinguait deux devoirs, le *grand*, sur la vente au détail, et le *petit*, sur la vente en gros des boissons, le second étant en principe destiné aux besoins particuliers des Etats, tandis que le premier devait servir à l'exécution de leurs engagements envers le roi. En réalité, le produit des deux devoirs était confondu dans la caisse du trésorier des Etats qui en faisait l'emploi sans s'astreindre à respecter rigoureusement ces attributions originelles.

La part revenant aux Etats fut fixée, en 1606, au quart du produit total des devoirs, somme sur laquelle on prit, à partir de 1617, 25.000 l. « préférablement » destinées aux frais des députés en cour et aux aumônes des Etats; le tout s'ajoutant aux 8.800 l. précédemment attribuées par le roi sur sa recette générale de Bretagne. Ainsi les Etats commencèrent à disposer de sommes importantes. Ils s'efforcèrent dès lors de régler plus sévèrement l'emploi de leurs fonds et les redditions de comptes de leur trésorier. A partir de 1606, ils dressent, dans chaque tenue, une sorte de budget, de forme assez compliquée, comprenant autant d'états distincts de recettes et de dépenses qu'ils ont de sources de revenus. Compliquée aussi est la comptabilité de leur trésorier, qui leur rend trois comptes distincts pour les 8.800 l. de l'« ordinaire », le « quart » et les 25.000 l. prélevées sur celui-ci.

En dépit de mesures répétées pour s'obliger eux-mêmes et obliger leur trésorier à une gestion régulière de leurs fonds, les Etats ne devaient pas réussir, avant longtemps, à mettre un peu d'ordre dans leurs finances. Le montant des dépenses ordonnées excédait celui de leurs disponibilités; les différents comptes de leur trésorier se soldaient ordinairement par un déficit et leur dette allait toujours croissant; dette pleine d'obscurité, constituée par les avances du trésorier, les intérêts arriérés qui lui étaient dus et les emprunts que, pendant long-

temps, il contractait lui-même sans en référer à l'assemblée. C'est en 1625 seulement que les Etats déclarèrent leur consentement nécessaire pour tout emprunt fait en leur nom. Leurs gaspillages et le désordre habituel de la comptabilité de leurs trésoriers, s'ajoutant aux exigences croissantes de la royauté, finirent par les contraindre à se créer de nouvelles ressources. En 1643, sur l'invitation des commissaires du roi, ils décidèrent, pour équilibrer leur budget, la levée d'un emprunt forcé et remboursable sur les contribuables aux fouages. Sous cette fiction apparut un impôt nouveau, celui des fouages extraordinaires, qui, à partir de 1659, fut renouvelé dans chaque session, à un taux variable suivant les besoins. Ce fut une taxe additionnelle aux anciens fouages, répartie et perçue comme eux. Le contentieux en appartint aux mêmes juridictions. Mais le produit en fut versé dans la caisse de receveurs spécialement institués par les Etats et relevant de leur trésorier. Les Etats eurent ainsi un ensemble de caisses et de comptables qui pouvaient être aisément employés à la perception d'autres impôts directs. Il ne fut, évidemment, jamais question de remboursement.

Nous voyons ainsi se développer l'administration des Etats, en même temps qu'elle se régularise. Ces progrès et cette régularité, nous l'avons vu, ont surtout répondu, comme au siècle précédent, à l'accroissement des exigences royales ainsi qu'à la forme plus régulière sous laquelle elles étaient présentées. Ce n'est que pour y satisfaire que les Etats ont dû se créer des ressources. Autrement ils n'ont guère eu d'autres gros objets de dépenses que les frais de leurs tenues et les gratifications « jetées à la tête », comme le dira Colbert, des présidents des ordres, des représentants du roi et de quelques personnalités de la cour. Il s'agissait souvent là de très fortes sommes, pour une bonne part dépensées sur place pour festoyer les membres de l'assemblée. On a vite fait d'énumérer les fonds assignés à des dépenses d'intérêt public (39). Il se confirmait ainsi que le rôle essentiel, pour ne pas dire le seul rôle, que les Etats se reconnaissaient à eux-mêmes c'était de défendre la province contre la fiscalité royale et de faire respecter les privilèges de

(39) De 1598 à 1643, les Etats ont voté, en 4 fois, 25.800 l. pour des travaux publics, 12.000 l. pour l'achèvement du collège de Rennes, 1.900 l. aux PP. du Paz et Albert le Grand pour leurs ouvrages historiques, et 54.000 l. pour la libération de captifs en esclavage chez les Barbaresques.

ses habitants et originaires. Jusqu'après la Fronde ils s'en sont acquittés avec quelque liberté et sans que fussent trop ouvertement méconnus leurs droits. C'était déjà beaucoup que de réussir à durer dans d'aussi bonnes conditions. Les progrès de leur organisation pouvaient même donner à penser qu'ils fortifiaient d'autant leurs moyens d'action.

Mais la vérité c'est que le pouvoir royal s'était aisément accommodé de leur survivance. Ils n'avaient à aucun moment servi d'appui à une opposition politique et, pour des gouvernements qui étaient bien éloignés de songer à de profondes réformes et dont la politique financière n'était guère faite que d'expédients, ils étaient le plus utile des intermédiaires auprès des contribuables bretons.

Une dernière conséquence du vote régulier d'un subside extraordinaire est à noter. C'est l'envoi régulier à partir de 1604, à côté des anciens commissaires du roi, d'un « commissaire du conseil » muni d'une « commission particulière », distincte de la « commission générale » des premiers et par laquelle ce nouveau commissaire était chargé de demander le subside qui, bientôt, devint le don gratuit. Ce commissaire était un membre du conseil du roi, conseiller ou maître des requêtes. On choisissait en lui un administrateur compétent et dévoué, un agent sûr pour la tâche principale à remplir auprès des Etats, le marchandage du subside. Parfois un second commissaire venu de Paris, ou pris parmi les gens du roi de l'une des deux cours souveraines de la province, lui était adjoint. Quand un intendant aura été établi à demeure en Bretagne c'est lui qui occupera la place de premier commissaire du conseil. Ceux qui l'ont tenu avant lui peuvent être comptés parmi ses précurseurs aussi bien que les intendants et autres commissaires envoyés en missions spéciales et temporaires dans la province (40). L'un de ces derniers d'ailleurs, Etampes de Valençay, fut commissaire du conseil auprès des Etats de 1636. Les progrès de l'administration royale accompagnaient ainsi ceux de l'organisation et du fonctionnement des Etats. Les grandes lignes de cette organisation étaient fixées au moment où commence le règne personnel de Louis XIV. Rien d'essentiel ne sera changé par la suite. Nous aurons à rappeler comment, à l'époque de la Fronde, Etats et Parlement se montrèrent également incapables de comprendre leur intérêt commun. Leur dispute, natu-

(40) Voir Séverin CANAL, *Les Origines de l'Intendance de Bretagne*.

rellement, fit alors le jeu du pouvoir royal. Aussi, le calme une fois rétabli, ne faut-il pas s'étonner de voir celui-ci se montrer plus exigeant et plus ferme (41). Dès avant 1660 s'annoncent les rigueurs de Colbert. C'est, toutefois, à une assemblée active qui n'a pas encore été gravement atteinte dans l'exercice de ses droits essentiels et dont l'histoire jusque-là laisse, somme toute, l'impression d'un progrès continu, sinon dans sa véritable puissance, du moins dans son organisation, que le gouvernement de Louis XIV s'attaquera. D'où l'intérêt de voir comment cette assemblée réagira contre les entreprises de la monarchie absolue.



(41) B. POCQUET (*Hist. de Bret.* V, 446, Mazarin et les Etats), cite quelques exemples frappants de la pression gouvernementale.

PREMIÈRE PARTIE

L'ORGANISATION DES ÉTATS

PREMIERE PARTIE

L'ORGANISATION DES ÉTATS

CHAPITRE PREMIER

Les Règlements des Etats

Apparition tardive d'une réglementation formelle ; prétentions respectives, en cette matière, du roi et des Etats. Les règlements de 1629, 1637, 1645 et 1669. — Le règlement de 1687, ses origines, son importance et ses lacunes.

Les tentatives du pouvoir royal au XVIII^e siècle. *Après la crise de 1717-1718* : Les projets de 1718-1720 et de 1725. — *Après les sessions de 1732 et de 1734* : Nouveau projet de règlement général. La déclaration royale du 26 juin 1736 et le droit de séance dans la noblesse. — *Après l'affaire du vingtième* : Nouveaux projets ; l'ordre royal du 24 octobre 1752. — *Au temps du duc d'Aiguillon* : L'ordre royal du 12 octobre 1762. Le règlement de 1767 ; ses modifications.

Le règlement de 1770, œuvre des Etats. Les projets de Necker et de la commission de réforme de 1776. L'homologation du règlement de 1770 (1786). En définitive, échec des tentatives du pouvoir royal pour modifier la constitution des Etats.

On est d'abord tenté pour étudier l'organisation d'une assemblée d'Etats de chercher les statuts et les règlements au moyen desquels on y aurait pourvu. Mais statuts et règlements, en Bretagne comme ailleurs, n'ont fait leur apparition qu'après l'institution elle-même et, pendant longtemps, il ne s'agit que de règlements partiels sur des points particuliers. Encore n'en

connait-on point avant la réunion de la province au royaume. Non seulement rien, dans l'histoire du gouvernement et de la législation des ducs, ne permet de penser que ceux-ci aient jamais doté les Etats d'un statut général, mais pas davantage ne possédons-nous d'acte émanant soit des ducs, soit de l'assemblée, qui réglemente en aucune manière la composition ou le fonctionnement de cette dernière; sans doute, n'est-ce pas tant à cause de l'indigence de nos sources que de l'absence de toute loi formelle en la matière (1).

En 1567, trois quarts de siècle après la réunion, au moment où la conservation en série continue des procès-verbaux authentiques des Etats (2) commence à nous permettre de bien connaître leur organisation, il semble bien que celle-ci n'était encore réglée que par l'usage. Nous ne relevons, à partir de cette date, aucune référence à des règlements antérieurs et nous attendrons longtemps avant de rencontrer une décision que l'on puisse qualifier de ce nom. Tout au plus pouvons-nous considérer comme telles, au XVI^e siècle, celles qui ont successivement institué les divers officiers des Etats. Il faut attendre la première partie du XVII^e siècle pour voir apparaître des règles précises déterminant la composition de l'ordre du tiers, le droit de séance dans la noblesse et le clergé, les obligations des officiers des Etats et le vote de certaines dépenses, et ce n'est qu'après 1660 que le pouvoir royal commencera à songer à des règlements ayant véritablement le caractère de statuts généraux.

(1) Il est à remarquer que les Etats, lorsqu'ils opposent leurs privilèges aux prétentions du pouvoir royal, font toujours remonter l'origine de leurs droits et les principes de leur organisation au temps des ducs, mais qu'ils n'invoquent jamais de chartes antérieures aux actes de Charles VIII. Pour justifier le droit de l'ensemble des gentilshommes bretons à siéger dans l'assemblée, le mémoire le plus important et le plus complet que les Etats aient fait rédiger sur cette question ne cite que des convocations ducales et des textes qui prouveraient l'assentiment de la noblesse entière à divers actes du IX^e, du XIV^e et du XV^e siècles. (Mémoire rédigé dans la tenue ordinaire de 1768, en réponse à l'arrêt du conseil du 30 mars de la même année, Arch. Nat. H 366. Du Bouëtiez de Kerorguen en donne les passages essentiels, *Rech. sur les Etats de Bret.*, I, p. 26).

(2) Nous possédons, en outre, les procès-verbaux complets de sept sessions antérieures : de celles de 1522 à 1526 (Bibl. Nat. N. Acq. fr. n^o 239); 2^o de celles de 1542 et 1543 (Arch. mun. de Rennes, liasse 239). Voir Ch. DE CALAN, *Doc. in. relatifs aux Etats de Bretagne de 1401 à 1589*, Introduction.

Cette réglementation ne saurait évidemment suffire à nous faire comprendre le jeu d'une organisation dont elle n'a guère fait que fixer les formes après coup. Mais l'étude de son développement est un préliminaire nécessaire à celle des éléments divers de cette organisation. Elle nous fera connaître l'évolution de celle-ci dans son ensemble; elle nous permettra d'en saisir les caractères essentiels et, déjà, nous montrera les Etats et le pouvoir royal aux prises sur des questions capitales dont dépendaient la liberté d'action et la puissance des premiers. Au sujet même de cette réglementation se posait la question de savoir dans quelle mesure pourrait s'exercer la libre initiative des Etats et dans quelle mesure ceux-ci devraient subir les lois qu'il conviendrait au roi de leur imposer.

Les Etats ont toujours revendiqué le droit de régler eux-mêmes leur police intérieure et la forme de leurs délibérations, ainsi que le choix, les attributions et les obligations de leurs officiers, commissaires et députés. Prétention plus grave, ils considéraient que les conditions de validité de leurs délibérations, la nécessité en certains cas du consentement unanime des trois ordres et aussi la composition de ces ordres, c'est-à-dire le droit d'y siéger, en éussant les privilèges essentiels de leur assemblée, il n'y pouvait être touché sans leur aveu.

Pendant longtemps le gouvernement ne leur contesta pas le droit de se réglementer eux-mêmes; un arrêt du conseil du 5 septembre 1716 reconnut même expressément que leurs délibérations « concernant leur simple économie et discipline intérieure devaient toujours sortir leur plein et entier effet et « que, pour faire loi, elles n'avaient pas besoin d'être homologuées au conseil (3) ». L'on peut ajouter que, jusqu'aux graves conflits du XVIII^e siècle tout au moins, le pouvoir royal, loin de s'opposer aux initiatives des Etats, parut désireux, au contraire, de les voir s'imposer eux-mêmes des règles plus rigoureuses et plus complètes.

Mais il ne s'ensuit pas qu'il renonçait à casser ou à réformer tout règlement et à légiférer lui-même directement et souverainement en pareille matière. Il est, en fait, intervenu, sans aucune considération pour les droits des Etats, aussi souvent qu'il l'a jugé utile pour la sauvegarde de ses intérêts ou de son autorité. Rares avant 1684, nous verrons que ces interventions devinrent par la suite assez fréquentes et de plus en plus graves.

(3) PONTBRIAND, L. I, chap. 6 Police intérieure des Etats.

Elles devaient fatalement provoquer les plus sérieux conflits. Les Etats, d'ailleurs, ne contestaient pas la nécessité de la sanction royale pour leurs règlements généraux et pour tous ceux qui touchaient à leur constitution même et à leurs pouvoirs ; mais ils affirmaient également la nécessité de leur propre consentement.

*
* *

Jusqu'en 1687, à la vérité, on ne pensa ni d'un côté ni de l'autre à une réglementation complète et bien coordonnée. On s'en tenait aux usages traditionnels, complétés par des décisions particulières intervenues au fur et à mesure des besoins et au hasard des circonstances. Notons que les Etats, sur les questions les plus importantes, celles qui touchaient à leurs rapports avec le pouvoir royal, n'avaient pas intérêt à l'établissement de règles que celui-ci ne leur permettrait évidemment de définir que sous la forme la plus favorable à son autorité. Il leur était plus avantageux de pouvoir exploiter les ressources d'une tradition incertaine. Nous verrons au reste que c'est du pouvoir royal que vinrent, à la fin du XVII^e siècle et au XVIII^e, toutes les initiatives importantes. Celles dont on peut attribuer la peternité aux Etats n'ont jamais concerné que des questions particulières.

On les voit ainsi, au XVI^e siècle, réclamer au roi, à plusieurs reprises, d'ailleurs sans succès, des mesures de rigueur contre les membres de l'assemblée qui se dispensent, sans motif valable, d'assister aux tenues. Ils semblent bien également avoir provoqué eux-mêmes la fixation, en 1614, de la liste des villes autorisées à députer (4), de même que les décisions qui instituèrent, en 1620, l'appel des assistants et, en 1621 et 1625, exclurent des rangs de l'assemblée les membres du Parlement et de la Chambre des Comptes de Bretagne, puis certains officiers du roi et les personnes intéressées dans leurs propres affaires (5).

(4) Pr.-v. des Etats de 1614.

(5) Pr.-v. des Etats de 1620, 1621 et 1625.

(6) Arch. d'I.-et-V. Régl. du 29 janvier 1637 et du 21 février 1645 (Pr.-v. des Etats, C. 2654). Régl. du 21 oct. 1669 (*Ibid.*, C 2657). Copies et exemplaires imprimés des Régl. de 1620, 1637 et 1645 (*Ibid.* C 3135).

Voir PONTBRIAND, L. I, chap. 6 Police intérieure des Etats.

Peu après, commencèrent à paraître des règlements dont les titres pourraient faire croire à des tentatives de codification très étendues (6). On les annonce, en effet, comme des règlements concernant non seulement « les officiers des Etats et les « vacations de leurs députés », mais encore « l'ordre en la « délibération de leurs affaires ». En réalité, ces premiers règlements de caractère plus général, votés en 1629, 1637, 1645 et 1669, ne furent que des mesures de circonstance ne visant guère que les deux premiers points.

C'est pour se donner à elle-même les moyens de se débarrasser du procureur général syndic Jean de Bruc de la Grée, coupable, entre autres fautes, de s'être fait adjuger la ferme de l'impôt et billot d'une manière frauduleuse, que l'assemblée de 1628 rédigea le premier de tous (7). Jusqu'alors, les procureurs syndics des Etats étaient élus pour un temps indéterminé et tous s'étaient perpétués dans leur office aussi longtemps qu'ils l'avaient voulu. On fixa un terme à leurs fonctions et on spécifia les conditions dans lesquelles ils y pourraient être continués, ainsi que le droit pour les Etats de les révoquer à chaque session. De Bruc ayant fait opposition devant le conseil du roi aux articles qui le visaient, on se contenta de publier, le 19 avril 1629, les 24 autres articles du règlement. Ceux-ci concernaient d'abord la reddition des comptes du trésorier, la préparation des états de recettes et de dépenses, le dépôt aux archives de tous les papiers et mémoires que les procureurs syndics et les députés avaient la fâcheuse habitude de conserver comme leur propriété particulière. On ne pourrait désormais tirer des archives que des copies dûment collationnées. On rappelait l'obligation, pour les députés des chapitres et des villes, de déposer leurs procurations au greffe avant de prendre séance dans l'assemblée. On formulait enfin la mission essentielle du procureur syndic et de son substitut : « former « opposition à toute levée de deniers ou autres nouveautés qui « se pourront présenter hors de la tenue et qui n'auront été « consenties aux Etats ».

Quand de Bruc eut démissionné en 1636, on inscrivit dans un nouveau règlement, arrêté le 29 janvier 1637, les articles

(7) Arch. d'I.-et-V., PONTBRIAND, L. I, ch. 4. *Histoire des Procureurs généraux syndics.*

ajournés en 1629. On y ajouta quelques dispositions destinées à mettre un terme à la dilapidation des fonds des Etats en pensions, gratifications, vacations excessives et remboursements de prétendus frais (8). Le règlement du 21 février 1645 ne fit guère que répéter le précédent; on y définit plus étroitement les obligations des députés en cour; on les invita à rendre exactement compte des affaires dont ils étaient chargés et l'on soumit à des règles plus sévères le paiement des avances qu'on avait coutume de leur faire. Ce règlement, dit Pontbriand, « mit des bornes à l'empressement qu'avaient de se faire payer ceux qui avaient obtenu des gratifications (9) ». Il comptait 41 articles contre 37 dans celui de 1637.

Rien, dans ces premiers règlements, qui concerne la composition des ordres, les droits fondamentaux de l'assemblée, ou la forme de ses délibérations, pas même les délibérations sur les demandes du roi qui étaient l'affaire principale de chaque session. Ce sont des ensembles incohérents et incomplets de décisions votées sous l'impression de certains abus. Pas d'ordre logique dans la suite de leurs articles, que l'on n'a même pas pris la peine de grouper en chapitres. Tout, dans ces œuvres grossières, témoigne d'une organisation encore rudimentaire.

Le règlement suivant, voté le 21 octobre 1669, concerne exclusivement l'emploi des fonds de la province. C'est lui qui, le premier, imposa le consentement unanime de trois ordres pour l'octroi de tous « dons, gratifications, prétendues récompenses, aumônes, gages ou nature de gages ». Il ordonnait que l'on pournût avant tout au service de la dette, au paiement des gages des officiers des Etats et à l'acquit des frais de la session. Suivait l'état détaillé des gages, appointements et

(8) Ce règlement est le premier qui mentionne les gages des officiers des Etats. Il fixe le taux et le mode de calcul des vacations dues aux officiers et aux députés envoyés à la cour et à la Chambre des Comptes. On y lit également, pour la première fois, la clause, toujours répétée depuis, qui ordonne la communication préalable aux présidents des ordres de toute demande ou proposition de don, gratification, pension ou « prétendue récompense » et qui impose, pour en décider, le vote « aux chambres et par billet », c'est-à-dire au scrutin secret.

(9) Les ordonnances de gratification devaient porter, « en termes exprès » qu'il était interdit à leurs bénéficiaires de réclamer aucun intérêt et d'intenter aucune action contre le trésorier des Etats en cas de retard dans le paiement, sous peine de déchéance (art. 16).

gratifications ordinaires; le montant de gratifications extraordinaires était, d'autre part, limité à 40.000 livres et celui des aumônes à 15.000 (10).

*
**

Quand on connaît les préoccupations ordinaires de Colbert, on est naturellement porté à se demander si ce dernier règlement n'a pas été inspiré, sinon dicté, d'après ses instructions. Mais nous ne trouvons aucune trace d'une pareille intervention dans ce qui subsiste de la correspondance du ministre avec les commissaires du roi aux Etats, et il y a lieu de s'étonner, au contraire, qu'il n'ait pas réprimé plus vigoureusement, par la suite, les gaspillages de l'assemblée. Nous relevons bien, dans ses lettres, quelques allusions aux « gratifications immenses » que les Etats « se jetaient à la tête ». Nous voyons qu'il s'in-

(10) Les gages, appointements et gratifications ainsi fixés s'élevaient encore à des sommes considérables qui furent, on le verra plus loin, sensiblement réduites au XVIII^e siècle.

1^o *Au Trésorier* : pour son droit de recette 3 d. pour l.; pour le port du don gratuit 1 d. 1/2 pour l.

2^o *Députation à la cour* : A un évêque, 15.000 l.; à un baron, 15.000 l.; au député du tiers-état, 9.000 l.; au procureur syndic, 12.000 l. et 4.000 l. pour son cahier de frais; à son substitut, 2.000 l.; au trésorier, 6.000 l.; au greffier, 1.000 l.

3^o *Députation à la Chambre des Comptes de Nantes* : Aux députés du clergé et de la noblesse, 1.000 l. chacun; à celui du tiers, 3.000 l.; au procureur syndic, 3.000 l.; au trésorier, 3.000 l.

4^o *Au gouverneur et aux lieutenants du roi* : Duc de Chaulnes, 100.000 l.; ses gardes, 20.000 l.; marquis de Lavardin, 50.000 l.; ses gardes, 16.000 l.; marquis de Molac, 25.000 l.; ses gardes, 10.000 l.; marquis de la Coste et de Coëtlogon, 6.000 l. chacun.

5^o *A la maréchaussée* : Grand Prévot, 9.000 l.; 2 lieutenants, 3.300 l. chacun; lieutenant du Comté Nantais, 4.500 l.; greffier de la maréchaussée, 500 l.; archers, 5.000 l.

6^o *Gratifications ordinaires* : Procureur syndic, 4.000 l.; son substitut, 1.500 l.; clerc du substitut, 60 l.; greffier, 2.000 l.; commis du greffe, 1.000 l.; commis du trésorier, 500 l.; notaire secrétaire, 1.000 l.; héraut, 2.400 l.; son garçon, 50 l.; maréchal des logis, 1.500 l.; courrier pour aller à la cour, 1.500 l.; courrier des paquets, 500 l.

7^o *Gratifications de la cour* : marquis de Connay, 8.000 l.; secrétaires d'Etat, contrôleur général et intendants des finances, 36.000 l.

8^o *Autres gratifications* : Généraux des finances, 4.000 l.; Gouverneur de la ville où se tiennent les Etats, 4.000 l.; Premier Président de la Chambre des Comptes, 3.000 l.; Secrétaire du premier commissaire du roi, 600 l.; secrétaire du second commissaire, 200 l.

9^o *Gratifications extraordinaires* : Total, 40.000 l.

10^o *Aumônes* : Total, 15.000 l.

Total général : 516.710 l.

quiétait de l'accroissement des dettes de la province et qu'il prenait souci de l'équilibre de son budget (11). C'était, d'ailleurs, au gouvernement plutôt qu'aux Etats qu'il importait de ménager des fonds dont le principal objet était de fournir des subsides au trésor royal et il n'aurait pas été surprenant que Colbert tentât de mettre dans les finances de la province, et par des mesures analogues, le même ordre que dans celles des villes. Mais il n'en fit rien. Jamais les dilapidations des Etats ne furent plus scandaleuses que dans les sessions qui suivirent le vote du règlement de 1669. Le tableau que Madame de Sévigné nous a laissé de ces tenues, des largesses qu'on y faisait et des ripailles, beuveries et réjouissances que servaient à payer les gratifications si généreusement distribuées n'est chargé en aucune manière; les chiffres qu'elle cite sont rigoureusement exacts (12). Il faut remarquer, au reste, que les représentants du roi étaient les principaux bénéficiaires de ces largesses et que les concussions du gouverneur de la province ne lésaient guère moins le budget des Etats que les pilleries de leur trésorier (13). L'assemblée était surtout coupable de complaisance et d'incurie.

Or, si nous en croyons Pontbriand, c'est justement par une complaisance singulière à l'égard du duc de Chaulnes, gouverneur de Bretagne et premier commissaire du roi à toutes les tenue des Etats depuis 1669, que Colbert aurait toléré la continuation des abus.

(11) DELAISI, *Les Etats de Bretagne sous l'Adm. de Colbert* (inédit) III^e partie, chap. IV. — DEPPING, *Correspondance administrative sous le règne de LouisXIV*. I, p. 461 à 557 (1663-1689), *passim*. Voy. en particulier : Colbert à Ch. Colbert, 10 août 1663, p. 471; Ch. Colbert à Colbert, 25 sept. 1663, p. 479; Colbert au duc de Chaulnes, 18 sept. 1681, p. 556.

(12) Lettres citées par B. POCQUET, *Hist. de Bretagne*, t. V, p. 174 et suiv. Le règlement de 1669 ne fut jamais respecté. Les gratifications des députés en cour et à la Chambre des Comptes n'auraient pas dû dépasser un total de 81.000 l. Or, ce total continua à s'élever le plus souvent au-dessus de 100.000 l. En 1675 il atteignit 125.700 l.; en 1681, 143.500 l.; en 1683, 130.000 l.

En 1671, le duc de Chaulnes reçut 100.000 l. de gratification extraordinaire, et sa femme 22.000 l. Aux sessions suivantes, le gouverneur ne reçut que les 120.000 l. prévues par le règlement; mais nombre d'articles excédèrent les chiffres fixés, et de Chaulnes avait d'autres sources de profit.

(13) Sur les pratiques du trésorier et sur l'incurie des Etats qui, jusqu'en 1720, ne soumièrent jamais sa gestion à un contrôle sérieux, cf. *infra*. Guillaume d'Haronis, trésorier depuis 1661, allait faire banqueroute en 1687.

Il est curieux de constater que le pouvoir royal intervint aussitôt après la mort du grand ministre. Un arrêt du conseil du 27 mars 1684, remédia d'urgence aux gaspillages et aux fraudes et corrigea les irrégularités du budget de 1683; puis l'on s'occupa, sans plus attendre, d'imposer aux Etats l'adoption d'un nouveau règlement qu'ils finirent par voter le 11 octobre 1687. D'après le récit de Pontbriand (14), cet arrêt et ce règlement eurent pour origine une dénonciation des abus et des concussions du duc de Chaulnes adressée à Colbert lui-même par l'évêque de Dol, Thoreau. Colbert, apparenté à de Chaulnes, par son gendre, le duc de Chevreuse, ne voulut pas donner suite à l'affaire. Mais, à sa mort, Thoreau revint à la charge et Louis XIV, averti, menaça le gouverneur d'une disgrâce à laquelle de Chaulnes n'échappa qu'en se prêtant à une réforme radicale des pratiques des Etats et des siennes propres. Nous ne connaissons pas les sources de Pontbriand et nous n'avons pu vérifier ses dires. Mais la rapidité et l'énergie de l'action gouvernementale, ainsi que la nature des abus qu'elle vise, s'accordent parfaitement avec ce qu'il raconte. Les sévères dispositions de l'arrêt du 27 mars 1684 étaient commandées par des préoccupations exclusivement financières. On s'efforçait de mettre un terme au pillage des fonds de la province en ordonnant l'exécution rigoureuse des règlements de 1645 et de 1669, en interdisant le paiement de pots de vin par les fermiers des devoirs et en soumettant tous les actes de l'administration

(14) « M. Thoreau, évêque de Dol, s'étant brouillé avec M. de Chaulnes, « alla trouver M. Colbert et lui présenta un mémoire contenant la plupart « des vexations qu'il prétendait que le gouverneur faisait dans la province et les sommes excessives qu'il se faisait donner par les Etats et « celles dont il disposait sans que le roi en fut instruit ». De Chaulnes tirait, paraît-il, des adjudicataires de la ferme des devoirs, des pots de vin de plus de 700.000 l. au détriment, bien entendu, du prix du bail. Colbert promit d'examiner le mémoire. Mais, comme il était, par son gendre Chevreuse, allié au duc de Chaulnes, il ne se soucia point de donner suite à l'affaire. Après la mort du ministre, Thoreau renouvela ses dénonciations et signala l'existence de son mémoire au maréchal de la Feuillade, qui en parla au roi. Louis XIV exigea de Seignelay qu'il retrouvât le mémoire, prit connaissance des faits et manifesta clairement son mécontentement au gouverneur. « Le duc de Chaulnes ayant demandé à S. M. des ordres pour « les Etats de Bretagne, le roi lui répondit qu'il n'avait pas encore arrêté « s'il l'enverrait cette année et lui tourna le dos ».

Averti de ce qui s'était passé, le gouverneur essaya de se justifier auprès de la Feuillade « et il fut entendu entre eux qu'on obvierait par « un règlement aux plaintes insérées dans le mémoire; ce qui donna « lieu aux règlements de 1684 et de 1687 et au retour du duc de Chaulnes « dans son gouvernement ». (PONTBRIAND, I, I, chap. 1^{er}, Mémoire sommaire sur les Etats).

financière des Etats au contrôle et même à l'assentiment des commissaires du roi (15). On comptait évidemment sur le concours d'agents plus exacts et plus probes que le duc de Chaulnes.

Ce n'était qu'une mesure préliminaire. Comme il s'agissait de régler les propres affaires des Etats, on pensa que ceux-ci seraient mieux liés par une loi qu'ils paraîtraient avoir faite eux-mêmes. On voulut donc qu'ils votassent un règlement conforme, d'ailleurs, aux exigences du pouvoir. Ils firent quelque résistance. Quand on présenta l'arrêt du 27 mars 1684 à l'assemblée de 1685 pour qu'elle l'enregistrât, elle y demanda des modifications. On en profita pour lui faire savoir que l'arrêt « n'avait été donné que par provision » en attendant que les Etats eussent eux-mêmes rédigé un règlement; on leur permettait, en conséquence, d'en présenter un à l'agrément du roi. Mais ils ne firent qu'un tarif de gages et de gratifications qui reproduisait, à peu de choses près, celui de 1669. Ce n'était pas ce qu'on leur demandait et l'on prit les dispositions nécessaires pour aboutir dans la plus prochaine tenue (16). A Ver-

(15) Par effet rétroactif, les dépenses portées au budget arrêté dans la tenue de 1683 devaient être réduites et modérées, suivant « lesdits règlements » [de 1645 et 1669] par les députés des Etats à la cour, en présence du chancelier et d'un conseiller d'Etat, M. de Caumartin. Il devait être en même temps procédé à un nouveau calcul des intérêts des avances faites ou à faire par le trésorier et par les fermiers, le taux desdits intérêts étant réduit au denier 14. Ces intérêts avaient toujours été, justement, la source des tripotages les plus productifs du trésorier et des fermiers. Désormais le calcul en serait toujours fait en présence des commissaires du roi.

En présence de ces commissaires, encore, devait être arrêté à l'avenir « l'état de fonds » au budget des Etats; aucune nouvelle dépense n'y pourrait être inscrite qu'avec l'assentiment des commissaires et c'est en leur présence que l'on procéderait au choix des fonds sur lesquels serait imputé le paiement du don gratuit et des autres charges de la province.

On exigeait enfin que les adjudicataires du dernier bail de la ferme des devoirs comptassent, au profit des Etats, des pots de vin promis ou payés. A l'avenir aucun autre pot de vin ne serait toléré que le paiement, aux Etats eux-mêmes, d'une certaine somme destinée à l'acquit de charges fixées par le roi. Cet article, on le voit, répondait à la plus grave des accusations portées par Thoreau contre le duc de Chaulnes.

(Arch. d'I.-et-V. copie de l'arrêt, C 3135; enregistrement aux Etats de 1685, C 2659).

(16) Lettre du contrôleur général à M. de la Faluère, premier président au Parlement de Bretagne et commissaire du roi aux Etats, 15 sept. 1687. Il lui annonce que les autres commissaires partent pour les Etats, porteurs du règlement dressé, suivant l'ordre du roi, par les députés en cour. « Comme l'intention du Roi est que ce soient les Etats mêmes qui « proposent et passent entre eux ce règlement, il faut autant de discrétion « pour les conduire en cela que de fermeté pour les redresser, s'ils s'égar- « raient ». (BOISLISLE, *Correspondance des Contr. généraux*, t. I, p. 119).

sailles, avec le concours de leurs députés, fut préparé un projet que le duc de Chaulnes et, plus particulièrement, l'un des députés, l'évêque de Tréguier, Sailland, eurent pour mission de faire adopter. Avant l'ouverture de la session, Sailland avait été nommé évêque de Poitiers, ce qui eût dû lui enlever le droit de siéger dans l'assemblée bretonne. Il y fut toutefois admis, sous prétexte qu'il y devait rendre compte de sa députation en cour, et il présida la commission chargée de la rédaction du règlement. Les Etats votèrent ce règlement tel que le gouvernement le désirait. Ils répugnèrent toutefois à laisser paraître la pression qu'ils subissaient et le contrôleur général se plaignit que l'évêque de Poitiers eût « donné à cette affaire un « tour aussi différent et aussi opposé à celui qu'on y voulait « donner... S. M. veut, ajoutait-il, que la délibération qui a « été faite sur ce sujet porte la manière dont le règlement a « été dressé, c'est-à-dire par les députés même des Etats, en « exécution de l'arrêt de 1684 et de la permission donnée aux « Etats assemblés en 1685 par la bouche de ses commissaires ; « que la délibération marque une lecture et une discussion du « règlement et qu'elle porte que S. M. sera suppliée de l'agréer « et de l'autoriser afin qu'il ne paraisse pas que c'est l'ouvrage de l'autorité du Roi, mais l'ouvrage même des Etats « revêtu, dans la suite, du sceau et du caractère du maître. Le « Roi donnera un arrêt qui approuvera et confirmera la délibération telle que je viens de vous marquer qu'elle doit être « et, pour cet effet, avant qu'elle soit insérée dans le registre « des Etats, vous prendrez la peine de m'en envoyer ici le « projet ou le modèle ». Mais les délibérations des Etats relatives au règlement subsistèrent dans leur forme première. A ne lire que leur procès-verbal, on croirait que le règlement est sorti de leur initiative sans que le gouvernement, ni même leurs députés en cour se soient aucunement mêlés de sa préparation et de sa rédaction (17).

(17) Les instructions que nous venons de citer sont extraites d'une lettre du contrôleur général à M. de Fieubet, conseiller du roi, commissaire et principal agent de la politique ministérielle aux Etats (10 oct. 1867. BOISLISLE, *op. cit.* t. I, p. 121).

A la date du 6 octobre le procès-verbal des Etats porte que le procureur syndic remontra à l'assemblée qu'elle projetait depuis longtemps de faire un règlement général « et que même S. M. le souhaitait ». Là dessus on désigna une commission avec l'évêque de Poitiers à sa tête.

Le 9 oct. les Etats ordonnèrent que les « articles rédigés » par ladite commission seraient « présentés » aux commissaires du roi, avant d'être

Le règlement de 1687 est plus développé que les précédents et il avait été établi avec plus de soin; on y distingue quinze chapitres (18). Mais il est encore incomplet et peu explicite sur plus d'une question importante. La composition de l'assemblée y est très sommairement décrite en cinq articles de quelques lignes, sans qu'on stipule rien sur les conditions d'admission dans l'ordre de la noblesse ou le droit de représentation des villes. C'est également en un chapitre de cinq brefs articles que l'on expédie tout ce qu'on juge utile de dire sur la procédure des délibérations, en même temps que sur l'ordre du jour ordinaire des sessions. On n'avait réglé avec quelque détail que le travail des commissaires et les charges des députations et des officiers; encore les questions d'argent sont-elles les seules dont on ait pris sérieusement souci. Somme toute, ce règlement n'ajoutait pas grand chose au précédent. On y trouve le tarif de gages et de gratifications arrêté en 1685. Les dispositions générales de l'arrêt du conseil de 1684 y avaient été introduites avec une seule modification importante : Les commissaires du roi ne devaient plus assister aux délibérations des commissions financières des Etats, mais seulement examiner et approuver les résultats de leurs travaux.

C'était assez pour empêcher, si on le voulait bien, les gaspillages et les abus, mais non pour prévenir ou résoudre aucun des conflits qui pouvaient naître au sujet de la composition des ordres ou de l'exercice même du droit de délibération.

La grande nouveauté de ce règlement c'est qu'il porte la sanction royale et qu'il est le premier que le gouvernement ait imposé aux Etats, tout en affectant de reconnaître encore leur droit à le voter eux-mêmes. Pourquoi n'a-t-on pas profité de l'occasion pour enlever à l'opposition, par des règles précises, ses forces et ses moyens d'obstruction ? C'est évidemment qu'en 1687 on ne prévoyait pas de sérieuses querelles avec une assemblée qui semblait alors réduite à enregistrer docilement les

signés par les présidents des ordres. Le lendemain, l'évêque de Poitiers fit son rapport sur cette députation et les Etats ordonnèrent la signature du règlement. Le 11, on en fit lecture « pour valoir de publication » et on l'inséra au procès-verbal à la date du jour.

Toutes ces délibérations ne consistent qu'en de sèches mentions, sans jamais stipuler d'ordre, d'invitation, ni d'approbation du roi. (Pr.-v. des Etats de 1687, Arch. d'I.-et-V. C 2659).

(18) Le règlement de 1687 a été maintes fois imprimé au XVIII^e siècle. On en trouve des exemplaires joints à tous les procès-verbaux des tenues, jusqu'en 1770.

volontés gouvernementales. Ne suffisait-il pas de régler l'administration et l'emploi de fonds que le roi considérait comme principalement destinés à son propre service et de fixer les pouvoirs et la tâche des seuls éléments, commissions, députations et officiers, qui remplissaient encore un rôle effectif aux Etats ?

*
* *

Mais, dès la fin du règne de Louis XIV, quand les innovations fiscales du gouvernement commencèrent à menacer directement les intérêts des privilégiés, l'esprit d'opposition se réveilla dans une assemblée où ces intérêts étaient exclusivement représentés. L'on sentit alors, et de plus en plus vivement à mesure que la politique des Etats devint plus audacieuse, l'insuffisance d'une réglementation qui laissait les plus grandes facilités à l'obstruction d'une opposition têtue. Elle en laissait d'aussi grandes, il est vrai, à l'arbitraire du gouvernement. Mais, ce ne sont pas les Etats, nous l'avons dit, qui pouvaient désirer d'être soumis à des lois plus précises. S'ils firent eux-mêmes d'importants règlements au XVIII^e siècle, ce ne fut guère que pour les besoins de leurs commissions administratives et pour modifier ou mieux définir les obligations, le traitement et le mode d'élection de leurs officiers (19). Pour ce qui est de leur propre organisation et de leur propre fonctionnement, ils trouvèrent avantageux de s'en tenir aux usages traditionnels. Tout au plus ont-ils manifesté quelques velléités d'épurer l'ordre de la noblesse de ses éléments douteux et des gentilshommes de trop fraîche date. En 1715, on imposa la condition de partager noblement, c'est-à-dire que l'on exigea trois générations de noblesse, et l'on institua une commission choisie dans les trois ordres pour faire les vérifications nécessaires. Cette commission ne fonctionna d'ailleurs qu'en 1717 et 1718. En 1720 et en 1722, on renouvela simplement l'obligation du partage noble sans demander d'autre garantie que le témoignage de deux gentilshommes du même évêché. L'on avait bien, par une délibération du 20 décembre 1722, porté à quatre générations l'ancienneté de noblesse exigible. Mais, dès le lende-

(19) Voir les deux collections imprimées qui ont été publiées au XVIII^e siècle. Celle de 1754 (Rennes, Jacques Vatar), qui débute par le règlement de 1687, et de celle de 1787 (Rennes, Nicolas-Paul Vatar), qui débute par celui de 1770.

main, l'on revint à l'ancienne règle, « les plus sages » ayant fait « remarquer » que l'on affaiblissait le corps qui ne tire sa force que du « grand nombre de gentilshommes qui ont droit « d'entrer aux Etats (20) ».

Par la suite, la noblesse ne demanda plus aux Etats de réglementer en aucune manière sa propre constitution (21). Projets et tentatives de réformes vinrent, à peu près tous, de l'initiative gouvernementale; ce fut toujours dans les mêmes circonstances, après ou même pendant des sessions orageuses, et ils ne tendaient jamais à rien moins qu'à réduire les Etats à une complète impuissance. Si les Etats s'étaient laissé faire, ils ne seraient pas demeurés la redoutable force d'opposition qu'ils furent jusqu'à la fin; leur constitution et leurs pratiques ne devaient donc guère souffrir des efforts du pouvoir royal. On ne voit d'ailleurs pas comment celui-ci eût pu imposer ses règlements les plus efficaces, sinon par des coups de force sous lesquels l'institution même des Etats eût sombré.

C'est à la suite des violents incidents qui troublèrent la session de 1717-1718 que, pour la première fois depuis 1687, l'on pensa à une réforme des Etats. On croyait alors qu'il suffisait de soumettre à des conditions plus rigoureuses le droit de séance dans la noblesse. En fermant cet ordre à la foule des gentilshommes « les moins considérables », on espérait le débarrasser des « plus dangereux (22) ».

Aussitôt après la séparation des premiers Etats de 1717, qui n'avaient duré que trois jours, l'intendant de Brou déclara nécessaire un « bon règlement » qui limiterait le nombre des membres de la noblesse comme l'était celui des membres de l'Eglise et du tiers (23). On ne trouve pas d'autre idée dans

(20) JACQUELOT DE BOISROUVRAY. *Journal d'un député aux Etats*, p. 148.

(21) On ne peut considérer comme des tentatives de réglementation les efforts des Etats pour faire respecter par le gouvernement leur droit de choisir librement leurs officiers, députés et commissaires. Il ne s'agissait, en effet, que d'assurer le maintien de principes considérés comme acquis. Une seule fois, en 1754, ces efforts se traduisirent par une sorte de règlement fixant des conditions pour le choix des députés en cour que les Etats nommaient toujours sur la recommandation du gouverneur de la province. Mais il ne fut pas tenu compte de leur délibération et le gouverneur conserva jusqu'en 1784 la liberté de ses choix. (Arch. Nat. H 224, note sur la question des députations).

(22) Mémoire anonyme du 3 nov. 1719 (Arch. Nat. G⁷ 199).

(23) De Brou au duc de Noailles, 20 et 22 déc. 1717. Le même à Le Pelletier Desforts, 22 et 31 déc. (Arch. Nat. H 225).

les projets de réforme que les ministres reçurent, en 1718, 1719 et 1720, de la part de diverses personnes « bien intentionnées » comme ils en eurent toujours pour les servir au sein même des Etats (24). Non seulement on y est d'accord sur la condition d'un minimum d'âge de 25 ou même 30 ans, et d'une noblesse « d'extraction » vieille d'un siècle au moins ou de quatre générations, mais encore y propose-t-on de n'admettre, soit que les gentilshommes titrés et les seigneurs supérieurs ou fondateurs de paroisse, soit qu'un certain nombre de députés élus par la noblesse de chaque diocèse, soit même que les gentilshommes qu'il plairait au roi de convoquer (25) ; les plus libéraux ne voudraient ouvrir les Etats qu'aux chefs de famille possesseurs « d'un bien suffisant ».

Ces projets furent examinés avec attention ; on les soumit aux principaux commissaires du roi aux Etats, à l'intendant, au maréchal de Montesquieu, alors commandant en chef et à M. de Brilhac, premier président du Parlement, qui les trouvèrent judicieux ; on retint en particulier celui de M. de Calloët, le plus modéré de tous, et l'on y revint en 1725, quand on songea de nouveau à une réduction de la noblesse.

Mais toucher ainsi au droit essentiel de la noblesse, c'était entreprendre la plus difficile des réformes et l'on s'en rendait compte. En envoyant son mémoire, M. Calloët faisait observer qu'il serait excessif de réduire la représentation de l'ordre aux seuls gentilshommes titrés et aux seigneurs de paroisse ; or, ajoutait-il, si l'on y adjoignait des députés élus, l'on pouvait être assuré qu'ils seraient choisis parmi les pires opposants et, si on laissait au roi le soin de compléter cette représentation par des désignations arbitraires, les gentilshommes ainsi convoqués « seraient odieux au reste de la noblesse et passeraient pour des gens corrompus ». M. de Valincourt, en transmettant au garde des sceaux le projet de M. de Cintré,

(24) Voir en particulier : Lettre de Gervais de la Mabonnays, de Saint-Malo, exempt des gardes du corps, au duc d'Orléans, 19 février 1719 (Arch. Nat. H 228) ; Projet de M. de Calloët, nov. 1718 (Arch. Nat. H 411) ; Projets de M. de Berthou, de M. de Cintré, fin 1719 ou début de 1720 (Arch. Nat. G⁷ 200) ; Observations de M. de Brilhac (Lettre au garde des sceaux, 13 mai 1720, *ibid.*).

(25) L'auteur du mémoire anonyme du 3 novembre 1719 pense que le droit du roi, sur ce point, était fondé « sur la manière dont les ducs tenaient les Etats » ; alors n'y venaient « que les mandés ». Il conseille de recourir aux lumières de l'abbé de Vertot, de M. Meslier, général des finances à Nantes, et, surtout, du P. Lobineau ; on peut « s'en aider » car il « est très piqué contre les Etats qui lui ont retranché sa pension ».

rappelle « qu'un règlement qui touche à la noblesse devra « nécessairement avoir son adhésion et même être introduit par « elle » ; il faudrait trouver le moyen « de le lui insinuer » (26).

L'auteur du mémoire anonyme du 3 novembre 1719 estimait, il est vrai, que le règlement devait être promulgué « par la seule « initiative et volonté du roi » et enregistré au Parlement huit mois au moins avant l'ouverture des Etats, « afin que l'on « s'accoutume à le voir comme une loi et que les mutins jettent « leur feu contre lui à un moment indifférent ». On ne jugea pas à propos de courir un pareil risque et on laissa, en définitive, les choses en l'état. Peut-être pensait-on que le châtimement infligé à Pontcallec et à ses trois malheureux compagnons suffirait à intimider la noblesse bretonne.

Mais, après deux tenues relativement faciles, de Brou recommença à se plaindre de l'opposition. Aussitôt après la clôture des Etats de 1724, il représenta au contrôleur général la nécessité, non seulement de casser plusieurs de leurs délibérations, mais encore d'opérer la réforme ajournée depuis 1720. La question fut remise à l'étude dans les bureaux du contrôleur. L'on reprit, comme nous l'avons dit, les propositions de M. de Calloët en 1718, mais en y apportant des retouches et des précisions importantes. D'autre part, on ne voulait pas que la réforme apparût comme une simple mesure de rigueur à l'égard de la noblesse. On fixait la composition des Etats dans son ensemble ainsi que la « forme de leurs séances ». On ajouta, en conséquence, quelques articles relatifs à la représentation de l'Eglise et du tiers-état, mais sans innover en rien pour le

(26) M. de Valincourt ne croyait pas que ce fût absolument impossible : il conseillait de tirer parti des événements. Beaucoup de gentilshommes compromis dans la conspiration de Pontcallec étaient emprisonnés à Nantes ; on avait certainement l'intention d'en relâcher beaucoup. Comme les sollicitations de plusieurs évêques et autres personnages notables de la province étaient à prévoir, on pourrait faire comprendre à ces solliciteurs « la nécessité que les Etats soient mieux réglés » et les inviter à se réunir avec les députés en cour pour travailler à un nouveau règlement dont l'adoption par les prochains Etats serait la condition d'une amnistie. De Valincourt faisait observer, d'autre part, que M. de Cintré avait fort peu de crédit et était même fort suspect à la noblesse. (De Valincourt au garde des sceaux, 23 janvier 1720, Arch. Nat. G⁷ 200). M. de Valincourt était secrétaire des commandements du comte de Toulouse, gouverneur de la province.

Pour prix de ses services, de Cintré avait sollicité une abbaye pour l'un de ses fils qui devait se faire remarquer, vers 1730, comme l'un des membres les plus remuants de l'opposition (De Cintré à Valincourt, 4 avril 1719, Arch. Nat. H 228).

second et sans rien imposer de plus à l'Eglise que l'âge minimum de 25 ans pour les abbés et pour les députés des chapitres. La noblesse seule était en réalité visée; on n'y admettait que les barons, les seigneurs fondateurs ou supérieurs de paroisse, les gentilshommes personnellement convoqués par le roi et, disposition curieuse à laquelle on n'avait pas encore songé et qui ne reparaitra plus dans l'avenir, les officiers généraux, colonels, lieutenants du roi, gouverneurs et lieutenants de villes ou de châteaux royaux, exerçant un commandement dans la province. Dans toutes ces catégories, il fallait encore justifier de quatre générations de noblesse et de 25 ans d'âge. Les ecclésiastiques et les parlementaires possesseurs de seigneuries de paroisse étaient formellement exclus. C'est au président de la noblesse, assisté de deux gentilshommes de son choix pour chaque évêché, qu'il appartenait de vérifier la qualité des assistants; mais ses ordonnances devaient être visées et approuvées par les commissaires du roi.

Pour assurer la régularité et, aussi, une exacte surveillance des votes, l'on ordonnait que chaque assistant donnerait le sien à haute voix et sur appel nominal au président de son ordre. Le père et le fils présents à la même séance n'auraient droit qu'à un seul suffrage. Par un article spécial, on maintenait l'égalité traditionnelle entre tous les gentilshommes assistant à la tenue.

Ce projet n'était pas celui d'un règlement proprement dit, mais d'une déclaration royale que les Etats seraient invités à enregistrer telle quelle, comme s'il appartenait au gouvernement de régler en toute souveraineté leur composition et la forme de leurs scrutins. Mais, de cette déclaration, devait « naître un règlement authentique sur tous les points de l'économie intérieure des Etats, lequel devait émaner de leur consentement après avoir été rédigé au conseil », comme cela s'était fait en 1687. C'était prétendre les obliger à acquiescer purement et simplement, pour ce règlement, comme pour la déclaration, aux volontés du pouvoir.

Mais il n'y eut ni déclaration, ni règlement. « L'impôt du cinquantième et la levée des milices vinrent à la traverse et cela demeura là ». Comme plus d'une fois par la suite, l'obligation de débattre de graves questions financières avec les Etats détourna le contrôleur général d'offrir à ceux-ci un autre motif de querelle. Un mémoire rédigé dans ses bureaux après la tenue de 1728 ne conclut, somme toute, en dépit de

considérations pleines d'amertume sur les progrès de l'opposition depuis 1715, qu'à casser les délibérations les plus gênantes des derniers Etats, sans que l'auteur osât proposer franchement d'imposer à l'assemblée les mesures projetées en 1725 (27).

*
* *

Cependant les difficultés continuaient à s'aggraver de tenue en tenue et les concessions du gouvernement paraissaient encourager l'audace des opposants. En 1732, les Etats avaient obtenu l'administration du casernement; en 1734, on leur accorda l'abonnement de la capitation et du dixième avec l'institution d'une commission intermédiaire à pouvoirs très étendus; or, ils furent cette année là particulièrement difficiles; une des deux places de procureur syndic étant vacante, le bastion y fit élire un des siens, M. de Méneuf, avant que l'on eût communiqué à l'assemblée les noms des candidats agréés par le roi. Le contrôleur général Orry se décida à réagir. La guerre de succession de Pologne ayant pris fin, ce qui amenait la suppression du dixième et dispensait de demander aucun subside extraordinaire aux Etats, la session de 1736 allait s'ouvrir dans les conditions les plus favorables. Reprenant le plan de 1725, Orry fit dresser le projet d'une déclaration royale en 39 articles dont le trente-huitième ordonnait que les Etats fissent un règlement général dans lequel seraient insérées toutes les dispositions de ladite déclaration. Celle-ci devrait être, bien entendu, enregistrée sans discussion par l'assemblée. Ce projet réglait d'abord la composition des trois ordres; il ne touchait pas à celle du clergé ni à celle du tiers-état. Comme celui de 1725, il ne visait que la noblesse, mais par des dispositions quelque peu différentes. On exigeait d'abord de tout gentilhomme l'âge de 25 ans au moins, cent ans de noblesse et de gouvernement noble non contesté, et que son père et son aïeul aient partagé ou été en droit de partager noblement. C'était demander cinq générations de noblesse sans

(27) Les pièces relatives aux projets de réforme de 1725 et de 1728 sont réunies aux Arch. Nat. dans H 411. On y trouvera d'abondantes observations sur les diverses dispositions des projets de 1718 et de 1725, ainsi qu'un intéressant mémoire historique sur la composition des Etats et principalement de l'ordre de la noblesse. De Breu l'avait demandé à « un homme qu'il a consulté parce qu'il est fort versé en cette matière » et qui était, sinon le P. Lobineau, du moins l'un de ses disciples.

nulle interruption pour cause de dérogeance. L'article suivant réservait exclusivement le droit de séance aux anciens barons de la province, aux gentilshommes possesseurs de terres érigées en marquisat, comté, vicomté ou châtellenie et aux seigneurs fondateurs ou supérieurs de paroisse, le roi conservant toutefois la faculté de convoquer, en outre, les gentilshommes que bon lui semblerait « en considération de leur naissance, « de leurs capacités ou de leurs services », pourvu qu'ils eussent l'âge et l'ancienneté de noblesse précédemment requis.

Parmi les dispositions les plus graves étaient celles qui faisaient des commissaires du roi les seuls et souverains juges, ou peu s'en fallait, des titres des assistants. Les commissaires pourraient, en effet, se faire représenter l'extrait baptistaire et les titres de noblesse de tout gentilhomme dont le droit de séance leur paraîtrait suspect; nulle autre forme de contrôle n'était prévue; on ajoutait seulement l'obligation, pour les gentilshommes dont les familles n'étaient pas établies dans la province depuis assez longtemps pour avoir été comprises dans la réformation de 1668, de se pourvoir devant le Parlement de Rennes « qui examinera le cas où ils se trouvent et déclarera, s'il y échet, qu'ils ont la qualité requise pour entrer « aux Etats dans l'ordre de la noblesse, en suivant les règles « prescrites par les articles précédents ». On devait remettre aux commissaires du roi une copie de la liste de la noblesse aussitôt qu'elle serait arrêtée, c'est-à-dire trois jours francs après l'ouverture de la tenue, et c'est à eux qu'il appartenait d'autoriser l'admission des retardataires.

Par ailleurs, on répétait les prescriptions du projet de 1725 sur la forme des scrutins, mais en y ajoutant deux dispositions qui eussent enlevé à l'opposition tout moyen de faire sérieusement échec aux volontés du pouvoir : Désormais, il suffirait de la majorité de deux ordres contre un pour que fussent acquises les délibérations relatives aux demandes du roi. C'était trancher, contre les prétentions de la noblesse et contre la tradition, une question capitale, celle de la nécessité du consentement unanime des trois ordres pour les votes de subsides. A la vérité, cette question n'avait encore provoqué aucun conflit entre le gouvernement et les Etats, mais seulement parce que le premier s'était toujours attaché à obtenir le consentement des trois ordres. D'autre part, dans le cas où chacun des trois ordres rapporterait un avis différent, on donnait aux commissaires du roi le pouvoir exorbitant de « déci-

der », ce qui ne peut s'entendre que du droit de choisir à leur gré entre les trois avis ou de les combiner au mieux des convenances du pouvoir.

Dernière stipulation importante, les Etats ne pourraient élire ou destituer aucun de leurs officiers sans la permission du roi ; jusqu'alors on avait seulement exigé qu'ils les choisissent parmi les candidats agréés par le gouvernement.

Mais ce premier projet, arrêté le 12 juin 1736, fut aussitôt amputé de la majeure partie de ses articles et réduit à ceux qui concernaient la composition de la noblesse, six en tout. Puis, de ces six articles, on retrancha encore le deuxième. Or, c'était celui qui restreignait le droit de séance à certaines catégories de gentilshommes, c'est-à-dire le principal, celui qui répondait le mieux aux intentions du ministre, mais celui aussi qui aurait soulevé les plus vives colères. La déclaration royale, datée du 26 juin, se borna, somme toute, dans ses cinq articles, à exiger de tous les membres des Etats l'âge minimum de vingt-cinq ans et, des gentilshommes, une certaine ancienneté de noblesse, sous le contrôle souverain des commissaires du roi. Elle ne touchait plus au droit traditionnel de tous les gentilshommes de bonne race à siéger aux Etats, sans aucune condition de rang ou de fortune. Notons qu'il n'était plus question d'imposer à l'assemblée l'adoption d'un nouveau règlement général (28).

Les velléités gouvernementales aboutissaient donc à un maigre résultat et le caractère anodin des dispositions de la déclaration du 26 juin explique évidemment, pour une bonne part, la facilité avec laquelle les Etats, réunis au mois de novembre suivant, l'acceptèrent. Ils l'enregistrèrent sans débat aussitôt qu'elle leur fût présentée, le second jour de la tenue. On remit simplement aux commissaires du roi « sans appareil de députation et presque incognito » des remontrances où l'on ne protestait pas même contre l'atteinte portée au droit de l'assemblée de faire ses propres règlements.

Ces remontrances ne dénonçaient pas ce qu'il y avait d'excessif à exiger le partage noble jusque chez l'aïeul, c'est-à-dire cinq générations de noblesse, alors qu'il en suffisait de quatre

(28) Aux Arch. Nat. H 420, sont réunies les principales pièces relatives à la préparation de la déclaration du 26 juin 1736, mémoires pour le cont. gén., projets successifs de la déclaration, observations sur les dispositions desdits projets, etc... Voir, d'autre part, la correspondance relative à la tenue de 1736 (*Ibid.* H 277 et 278).

pour entrer dans l'ordre de Malte. Les Etats se contentaient de demander que les jeunes gentilshommes de vingt à vingt-cinq ans fussent admis sans voix délibérative et que l'on acceptât, pour les originaires de la province, les mêmes preuves de noblesse que pour les non originaires, c'est-à-dire, un arrêt de la chambre de réformation ou, à défaut, un arrêt du Parlement de Bretagne. On ne protestait d'ailleurs pas formellement contre le droit de contrôle attribué aux commissaires du roi (29). En dépit de leur modération, ces remontrances n'eurent aucun effet, le gouvernement accorda seulement, concession dérisoire qu'on ne lui avait pas demandée, de reculer jusqu'au cinquième jour de la tenue la clôture de la liste de la noblesse (30). La déclaration du 26 juin 1736 resta, pour les Etats, une loi définitive qu'ils ne contestèrent plus. Il ne semble pas, il est vrai, qu'elle ait jamais été appliquée avec beaucoup de rigueur.

La docilité des Etats en cette occasion est, malgré tout, surprenante. On ne s'y attendait pas. La correspondance reçue au contrôle général, à la veille et au moment de l'ouverture de la session, témoigne au contraire d'une grande inquiétude chez les commissaires du roi, et non sans raison. Le Parlement de Rennes, auquel la déclaration avait été envoyée le 23 juillet, avait, en effet, adressé à Versailles des remontrances d'un autre style que celles des Etats. Il était alors, depuis plusieurs années, en pleine période de conflit avec le pouvoir royal et, comme au temps de la Régence, ses meneurs avaient partie liée avec ceux de l'autre assemblée (31).

Ses remontrances contre la déclaration du 26 juin furent réitérées deux fois. Dans leur texte principal, arrêté le 7 août, il déclarait que « l'entrée de la noblesse aux Etats était une « prérogative du sang et de la naissance » ; il protestait contre les pouvoirs donnés aux commissaires du roi et il ne laissait pas passer, sans en signaler l'excessive rigueur, la règle du partage noble jusque chez l'aïeul ; en terminant, il rappelait qu'en vertu des contrats signés, dans chaque tenue, par les commissaires du roi, les cours souveraines de la province ne

(29) Pr.-v. des Etats de 1736.

(30) Pr.-v. des Etats de 1738.

(31) Voir un curieux rapport de Gervais de la Mabonnays à Orry sur les menées de l'opposition dans la province. (De Saint-Malo, le 19 janvier 1733, Arch. Nat. H 420).

pouvaient enregistrer valablement aucun édit sans le consentement des Etats. Il ne céda qu'après les troisièmes lettres de jussion et le comte de Volvire, lieutenant général des armées du roi en Haute-Bretagne, fit procéder en personne à l'enregistrement de la déclaration avec tout l'appareil des lts de justice. Trois présidents et un conseiller furent exilés dans leurs terres (32).

Pourquoi donc ne s'est-il trouvé personne aux Etats pour donner suite à une opposition si vigoureusement commencée ? Si anodines que fussent, au fond, les dispositions dernières de la déclaration royale, elles offraient encore matière à de sérieuses chicanes pour des opposants décidés ; les remontrances du Parlement indiquaient au reste les principes à défendre. Les mesures de rigueur du gouvernement, qui invita à rester dans leurs terres trois des principaux chefs du bastion, MM. du Groësquer, du Parc et du Gage, et fit officieusement savoir que le maréchal d'Estrées, premier commissaire, avait en poche les ordres nécessaires pour briser toute résistance ne suffirent pas à expliquer la carence d'une opposition qui n'était pas, ordinairement, si facile à intimider. Le plus probable, c'est que cette opposition s'était trouvée désarmée par les dernières concessions du pouvoir royal, par l'institution de la Commission intermédiaire surtout, et par l'habile politique de l'évêque de Rennes, Guérapiu de Vauréal. Celui-ci s'efforçait d'exercer aux Etats, que l'on convoquait à Rennes pour qu'il les présidât, une influence toute puissante en s'imposant, à la fois, à leurs membres, comme un meilleur défenseur des intérêts provinciaux que le bastion et, au pouvoir, comme un meilleur intermédiaire que l'intendant. Depuis la session de 1732, il avait conquis toute la confiance du contrôleur général et du maréchal d'Estrées. C'est lui qui avait dirigé la politique gouvernementale aux Etats de 1734 et présidé à l'organisation de la Commission intermédiaire. Il serait étrange qu'il n'eût pas été tenu au courant des intentions du contrôleur général et l'on est naturellement porté à croire qu'il fut pour beaucoup dans les transformations que subit le projet primitif de la déclaration du 26 juin. Comme c'est à lui qu'allait, en réalité, incomber l'ingrate mission de la faire accepter par les Etats, il était qualifié pour s'opposer à des exigences périlleuses pour

(32) A. LE MOY, *Le Parl. de Bret. et le Pouvoir royal au XVIII^e s.*, p. 174 et suiv., et *Remontrances du Parl. de Bret.* texte des remontrances du 7 août, p. 44 et suiv.

sa propre autorité auprès d'eux. Il se trouvait, du reste, à la cour comme chef de la députation des Etats, en compagnie de leur procureur syndic, M. de Bédée, personnage non moins suspect que lui au bastion et plus soucieux, en effet, de son crédit auprès des ministres que de l'intégrité des franchises bretonnes. Nous n'avons conservé, il est vrai, aucune trace de négociations entre Vauréal, Bédée et Orry, et l'on ne peut affirmer avec certitude que l'évêque ait joué, dans la préparation de la tenue de 1736, le rôle capital que révèle sa correspondance avec le premier commis du contrôle général pendant la préparation de la tenue précédente. Mais sa correspondance, au cours de la tenue elle-même et des suivantes, prouve qu'il était demeuré l'homme de confiance du ministre (33).

*
* >

Les raisons qui expliquent la docilité de l'assemblée en 1736, expliquent aussi que, pendant une quinzaine d'années, jusqu'aux débats que l'impôt du vingtième commencera de sou-

(33) Nous avons d'autre part un curieux document qui jette quelque lumière sur son attitude et nous éclaire également sur les défiances justifiées du Parlement à l'égard des représentants officiels des Etats. C'est un mémoire que rédigea pour sa propre justification le substitut de M. de Bédée, Odyse de la Thébaudière, qui se trouva, à Rennes, le seul mandataire autorisé des Etats auprès du Parlement lorsque celui-ci reçut la déclaration du 26 juin. (Arch. d'I.-et-V. C 2714 et 3137). Informé par Bédée, dès le 7 juillet, de la publication de celle-ci, Odyse se préoccupa aussitôt de faire opposition à son enregistrement, conformément aux obligations de sa charge. Mais il ne put obtenir de Bédée aucune instruction qui mit sa responsabilité à couvert. C'est par hasard, le 24 juillet, qu'il apprit l'arrivée de la déclaration, la veille, au Parlement. Il s'adressa alors à la Commission intermédiaire. Mais c'est en vain qu'il s'efforça d'en obtenir un ordre ou même un avis écrit; on lui répondit que les attributions de la commission ne s'étendaient pas si loin et l'on affecta de lui vouloir laisser l'entière responsabilité de ses actes. En fin de compte, Odyse se décida à saisir le Parlement d'une opposition en règle. Mais, de ce côté-là, autres difficultés. Le Premier Président refusa à la fois de l'informer de l'arrivée des lettres de jussion et de recevoir sa requête par provision. Le malheureux substitut dut guetter lui-même l'arrivée des courriers pour intervenir à temps.

Au reste, le Parlement renvoya les Etats à se pourvoir devant le roi, sous prétexte « qu'en recevant leur opposition, il aurait paru retenir une « déclaration que ses ordonnances suppliaient S. M. de retirer ». N'était-ce pas dire qu'il se souciait peu de lier son action à celle des représentants des Etats ? Il adoptera d'autres principes, plus tard, quand il sera d'accord avec ceux-ci. La Commission intermédiaire n'avait d'ailleurs pas attendu son arrêt. Au moment même où elle refusait de se compromettre dans la démarche d'Odyse, elle avait demandé, dès le 26 juillet, aux députés en cour, de protester contre l'atteinte portée au droit des Etats de faire eux-

lever en 1750, on ait eu une série de réunions paisibles, la plus longue et la dernière de tout le siècle. Mais la violente opposition que la noblesse, aidée par le clergé, fit aux réformes de Machault ramenèrent le gouvernement à ses autres projets d'une réglementation plus sévère.

mêmes leurs propres règlements. Or, le principal argument du mémoire présenté par les députés au roi, le 5 octobre, fut que, jusque là, les souverains « n'avaient jamais accordé d'autorité au Parlement sur l'Assemblée » et que « jamais la volonté royale n'était parvenue aux États par une voie étrangère ». (Arch. d'I.-et-V. C 3137). On s'élevait moins contre le fond de la déclaration que contre sa communication au Parlement et, par le fait, on désavouait Odyé.

N'eût-ce pas été, dans ces conditions, une adroite manœuvre, de la part du Parlement, que de recevoir l'opposition du substitut ? N'eût-il pas prévenu ainsi le mémoire des députés en cour et amorcé une action efficace du bastion dans la session de 1736 ? On peut supposer que le Parlement n'a pas cru pouvoir faire fond sur la résistance des États. Il était disposé à se servir d'eux pour les besoins de sa propre politique, mais non pas à subordonner celle-ci à l'action d'une assemblée dont il était, moins que jamais, assuré d'être le maître. La docilité des États, en effet, dépassa tout ce qu'on pouvait prévoir. Ils n'insistèrent même pas pour faire parvenir au roi des remontrances particulières en faveur des magistrats exilés. « En vérité, nous sommes si plats, écrivait Vauréal à Orry, qu'il n'y a point de plaisir ». (22 nov. Arch. Nat. H 278, 45). M. Le Moy croit que l'apathie politique du Parlement de Bretagne pendant les vingt années qui suivirent les incidents de 1736 s'explique justement par l'ingratitude des États à l'égard des magistrats qui s'étaient exposés pour la défense de leurs droits. Il faudrait plutôt dire que, grâce à la modération des exigences financières du gouvernement, grâce aussi à la politique de Vauréal et à l'institution de la Commission intermédiaire, où la noblesse trouvait des garanties pour la défense de ses intérêts fiscaux, les mécontents du Parlement eurent moins de prise sur l'assemblée; le bastion y avait perdu son influence et il avait cessé de leur offrir la complicité efficace qui les avait puissamment aidés de 1715 à 1720 et de 1730 à 1735.

On paraît, il est vrai, avoir escompté un moment, au contrôle général, l'effet de la rivalité des deux grands corps politiques de la province. A la suite du premier projet de déclaration soumis à Orry, on recommande de faire enregistrer cette déclaration au Parlement assez longtemps avant la session des États, parce qu'on peut espérer « que le Parlement ne sera « pas fâché de se prêter à un arrangement qui tend à contenir l'autorité « des États qui fait ombrage à la sienne et dont, dans plusieurs occasions « récentes, il a eu sujet de se plaindre ». La remarque est singulière. Son auteur ne tient pas compte de l'esprit d'opposition qui dominait alors dans le Parlement de Rennes. Si celui-ci avait à se plaindre de quelqu'un ou de quelque chose aux États, ce n'était pas des opposants ni des prétentions à l'indépendance que la déclaration avait pour objet de « contenir », mais des hommes et de la politique que ces opposants attaquaient. S'il avait eu maille à partir, c'était avec la Commission intermédiaire au sujet de la juridiction accordée à celle-ci en matière d'impôts. Mais ce n'était pas la Commission, c'était l'adversaire de celle-ci, le bastion, que la déclaration visait. Les événements prouvèrent, du reste, que le calcul eût été faux. Dans ses remontrances, nous l'avons vu, le Parlement se fit l'avocat non seulement des droits de la noblesse, mais plus encore de ceux des États et, en particulier, de leur droit de consentir toute loi applicable dans la province.

Toutefois, on ne donna encore aucune suite au projet de règlement qui fut proposé en octobre 1752, au moment où l'obstruction de la noblesse faisait craindre qu'il ne fallût en venir à une séparation des Etats. On se contenta de notifier un ordre royal qui devait enlever à la noblesse le moyen trop facile qu'elle avait d'arrêter le travail de l'assemblée en refusant de donner son avis sur les questions qui lui étaient soumises. Il était enjoint aux trois ordres de se prononcer désormais dans les vingt-quatre heures, sous peine de désobéissance, sur les demandes faites de la part du roi, l'avis de deux ordres devant, au reste, suffire pour former la délibération si le troisième s'obstinait à se taire (24 octobre) (34). Mais cet ordre fut retiré à l'ouverture de la session suivante.

Au cours de la tenue de 1760, on pensa de nouveau à se débarrasser de l'opposition en limitant le nombre des membres de la noblesse. Mais on reconnut que les « circonstances étaient » (35). Dans la session suivante, la noblesse ayant recommencé ses manœuvres ordinaires d'obstruction, on se contenta de renouveler les dispositions de l'ordre royal du 24 octobre 1752, en stipulant, pour supprimer toute échappatoire, qu'elles concernaient les demandes relatives aux impositions et levées de deniers aussi bien que les autres (36).

C'était résoudre par un coup d'autorité la question, écartée en 1736, de la nécessité du consentement unanime de trois ordres à l'impôt. Mais le gouvernement serait-il assez énergique pour aller jusqu'au bout et se passer, le cas échéant, de la participation de la noblesse aux délibérations des Etats ?

Or il commença par céder du terrain. Pour obtenir la docilité des Etats de 1764, le contrôleur général L'Averdy leur permit, dès le début de la session, de retirer de leurs registres l'ordre du 12 octobre 1762. C'est la noblesse elle-même, en 1766,

(34) Le projet de règlement général d'octobre 1752, joint au projet d'un ordre de séparation de l'assemblée, n'est pas achevé. Ce n'est qu'un plan accompagné de suggestions diverses. On pensait principalement à réduire la noblesse, soit aux seigneurs de paroisse, soit à un petit nombre de gentilshommes élus ; on proposait, en outre, d'accroître l'autorité des présidents des ordres et, d'une façon toute particulière, celle du président du tiers. (Arch. Nat. H 328).

(35) Mémoire préparé pour le contrôleur général, 24 oct. 1760. (Arch. Nat. H 347).

(36) Ordre du 12 oct. 1762. (Arch. Nat. 351 et 357). Voy. MARION, *La Bretagne et le duc d'Aiguillon*, p. 184 et suiv.

qui, en refusant obstinément de se prononcer sur les demandes du roi tant qu'on n'aurait pas admis son intervention en faveur du Parlement, accula le ministre à l'obligation de mettre ses menaces à exécution. La plupart des délibérations de la tenue furent déclarées acquises par le vote des deux autres ordres seulement. Mais le ministre avait compris qu'il ne pourrait s'en tenir à une pareille solution et, le 23 mai 1767, jour de clôture de la session, qui durait depuis le 29 décembre précédent, on imposa aux Etats l'enregistrement d'un nouveau règlement général. En transformant leur constitution et leur procédure, ce règlement devait permettre au pouvoir royal d'obtenir les votes qu'il désirait sans avoir besoin de recourir à des coups de force. On y pensait déjà avant l'ouverture de la session (37). Le premier projet de règlement ne fut cependant envoyé au duc d'Aiguillon qu'au mois de mars. Le duc y proposa quelques amendements. Il se souciait peu, en réalité, d'encourir la responsabilité d'un règlement contre lequel une violente opposition était à prévoir et qu'il ne croyait pas aux ministres l'énergie de maintenir coûte que coûte. Il fit exécuter, en définitive, les volontés gouvernementales (38).

Nous aurons à revenir sur les détails de ce règlement et sur les profondes altérations qu'il subit, en étudiant l'organisation des Etats. Dès maintenant nous devons dire que, par lui, les Etats étaient enfin dotés d'un statut complet. Tout était

(37) M. de Coniac adressa un projet au contrôleur général le 26 nov. 1766 (Arch. Nat. H 362) ; une note détaillée, rédigée dans le bureau du contrôle général vers la même époque, prévoit les dispositions essentielles d'un règlement nouveau. (*Ibid.* H 361). M. de Coniac, sénéchal de Rennes depuis 1758, et qui avait, en cette qualité, présidé l'ordre du tiers aux Etats de 1758, 1762 et 1764, se montra jusqu'en 1766 serviteur empressé du pouvoir royal; il espéra longtemps que son dévouement serait reconnu par le duc d'Aiguillon et les ministres et largement récompensé. Il fut déçu et commença à manifester sa mauvaise humeur en refusant de présider le tiers aux Etats de 1766. Mais, avant cette tenue, et malgré les conseils de prudence de son demi-frère, de Robien, procureur général syndic, il s'était encore rendu à Vézetz près du duc d'Aiguillon et c'est là, en septembre et octobre 1766, que furent préparés « les changements dans l'administration » de la province que M. de Robien redoutait dès avant le départ de son parent. (Voir A. LE MOY, *Correspondance inédite de MM. de Robien et de La Bellangerais*, p. 141-145).

(38) M. Marion (*op. cit.* chap. XIII, XV et XVI) a fait un excellent récit des trois premières tenues dans lesquelles il fut question de ce règlement (tenue de 1766-67, tenue extraordinaire d'avril 1768 et tenue ordinaire de 1768) ; il donne les principales dispositions de celui-ci avec les modifications que le gouvernement consentit à y apporter en 1768 et en 1769.

combiné, naturellement, pour prévenir une opposition sérieuse. On commençait, début significatif, par définir les fonctions et formuler les droits des commissaires du roi; c'était l'objet du premier chapitre. Puis on fixait les conditions de la convocation et de la tenue des séances; les premières, en marquant assez clairement qu'on ne siégeait aux Etats qu'en vertu de la convocation du roi et non en vertu d'un droit antérieur et intangible; les secondes, en assurant non seulement la décence des séances, mais encore en prévenant les occasions de perdre du temps. Les trois chapitres suivants concernaient la composition des ordres; celui qui regardait la noblesse (chap. IV) était l'un des plus importants de tout le règlement, puisqu'il tendait, comme on l'avait déjà voulu tant de fois, à purger cet ordre de ses éléments indociles. On exigeait, pour siéger dans la noblesse, les conditions suivantes : 1° Etre noble d'ancienne extraction, maintenu lors de la réformation de 1668 et reconnu sur titres par les commissaires du roi; 2° payer 30 livres de capitation; 3° posséder des biens-fonds dans la province. D'Aiguillon avait obtenu qu'on renoncât à une condition plus sévère que toutes les autres : la possession d'une terre ayant justice et contenant au moins une paroisse. Innovation grave, la noblesse voterait par évêché, chaque évêché comptant pour une voix; c'était pour réduire l'influence de la petite noblesse des 4 évêchés de Haute-Bretagne qui formait toujours la majorité de l'ordre et faisait la véritable force de l'opposition. Le chapitre VI réglait la forme des délibérations assez minutieusement pour prévenir l'obstruction; on y spécifiait que les délibérations seraient toujours acquises par le vote de deux ordres, hormis les seules délibérations relatives aux dons, gratifications, gages et pensions pour lesquelles l'unanimité était déjà exigée par les règlements de 1669 et de 1687. Le scrutin secret, que les Etats avaient déclaré obligatoire sur la demande d'un seul ordre par leur délibération du 13 décembre 1760, n'était permis que pour les élections et le vote des gratifications.

Les chapitres qui traitaient du travail des commissions pendant les tenues ne changeaient rien d'important aux usages établis. Toutefois, on imposait comme une règle le choix des commissaires par les présidents des ordres, alors que ce n'était jusque-là qu'une coutume qui s'était substituée dans la pratique à l'élection par scrutin. On supprimait également la libre élection des membres des commissions intermédiaires et de leurs bureaux diocésains; les Etats n'auraient plus désor-

mais que le droit de présenter des candidats au choix du roi, en nombre double de celui des sièges à pourvoir. Dans les bureaux diocésains on ajoutait, aux trois membres ainsi désignés dans chaque ordre, l'évêque et les barons du diocèse, qui auraient, en outre, voix délibérative au bureau central de Rennes lorsqu'ils y voudraient venir siéger. Comme les votes, dans les commissions, étaient comptés par tête et non par ordre, cette adjonction de membres de droit, dont la docilité serait ordinairement acquise au gouvernement, pouvait aider à assurer à celui-ci des majorités complaisantes.

On ne changeait rien au mode de nomination des officiers des Etats ni à leurs attributions ; mais on ne permettait plus de les destituer par la volonté d'un seul ordre. Il était encore dit que, si les Etats ne nommaient pas, dans les délais de rigueur, l'un des candidats agréés par le roi, celui-ci ferait lui-même la nomination.

L'article 5 du chapitre X prétendait enlever aux Etats le droit de recours devant le Parlement contre les lettres et édits royaux portant atteinte aux privilèges de la province. Il y était spécifié, en effet, que les pourvois des procureurs syndics devaient, en pareil cas, être adressés au roi.

Notons enfin que l'article 17 du chapitre premier, « dérogeant pour ce regard à l'arrêt du conseil du 5 septembre 1716, lequel demeurera comme non avenu et de nul effet », abrogeait formellement le droit des Etats à faire aucun règlement pour eux-mêmes sans la permission préalable du gouvernement (39).

D'Aiguillon avait redouté, avec raison, que le ministère n'ait pas l'énergie d'imposer l'exécution d'un pareil règlement.

Les Etats ne l'avaient enregistré que sur l'ordre exprès de S. M. Un de leurs procureurs syndics fit, aussitôt, opposition à son enregistrement au Parlement. Celui-ci (c'était pourtant le bailliage d'Aiguillon) reçut cette opposition et fit, en des remontrances longuement développées, une critique serrée des principales dispositions qui lui étaient soumises. Il s'en prit, en particulier, aux conditions sévères exigées des membres de la noblesse ainsi qu'au vote par évêché. Il dénonça comme une entreprise sur ses propres attributions le pouvoir donné aux

(39) Enregistrement du règlement de 1767 au pr.-v. des Etats de 1766-67.

commissaires du roi de juger de la validité des titres présentés par les gentilshommes. Il invoqua, enfin, le droit des Etats à concourir à l'établissement de leurs règlements.

Avant d'obtenir l'enregistrement, qui ne fut voté que le 24 juillet, sur troisièmes lettres de jussion, le gouvernement accorda l'abaissement à 15 l. du chiffre de capitation exigé pour siéger dans la noblesse; il restreignait en même temps, il est vrai, l'accès de l'ordre à ceux dont la noblesse remontait à 1532 (40).

La Chambre des Comptes de Nantes n'enregistra également le nouveau règlement qu'après des remontrances dans lesquelles elle commença par rappeler le droit des Etats à consentir, non seulement les lois qui les concernaient en propre, mais aussi toutes les nouvelles lois applicables dans la province (41).

Les députés en cour avaient naturellement été chargés de porter la protestation des Etats directement devant le roi. Leur mémoire disait que les anciens règlements « avaient été « formés par le concours de l'autorité royale et du consente-
« ment de la nation » » et concluait à la suspension de celui du 10 mai « jusqu'à ce que les Etats aient délibéré et consenti à « (son) exécution » (42).

Pensa-t-on qu'il serait impossible de réunir une assemblée d'Etats suivant la nouvelle loi et que le petit nombre de gentilshommes aisés et d'ancienne noblesse que l'on convoquerait ainsi refuseraient eux-mêmes de s'y rendre ? Les adversaires du duc d'Aiguillon s'efforcèrent, en tout cas, de le persuader au ministre et l'on décida de soumettre le règlement de 1767 à l'approbation d'une assemblée extraordinaire, réunie dans la forme ancienne, avant de tenir la session ordinaire de 1768 (43).

(40) Arch. d'I.-et-V., Remontrances du 1^{er} juillet 1767 (B 74 et registres secrets du Parlement, juin et juillet 1767).

(41) Ces remontrances furent arrêtées le 10 nov. 1767. (Arch. Nat. H 365).

(42) Arch. Nat. H 371, et Arch. d'I.-et-V. C 2728.

(43) M. Marion énonce avec raison le rôle de l'évêque de Saint-Brieuc, Bareaud de Girac. Celui-ci paraît bien être l'auteur des trois mémoires s. d. n. s. sur le règlement de 1767 où l'on définit une politique, renouvelée de celle de Vauréal, qui eût accru l'autonomie administrative de la province sous la direction des évêques, mais qui eût réduit le rôle politique du bastion aussi bien que l'autorité du commandant en chef et de l'intendant. (Arch. Nat. H 365).

L'assemblée extraordinaire se tint à Saint-Brieuc du 21 février au 1^{er} avril.

Cette assemblée extraordinaire, il est vrai, devrait se borner à présenter des observations que les commissaires du roi transmettraient à Versailles, sans pouvoir accorder eux-mêmes aucun amendement. Elle mit cependant le règlement en échec malgré les ménagements du président Ogier, premier commissaire, et l'habile dévouement au pouvoir de son propre président, l'évêque de Saint-Brieuc, Bareau de Girac.

Elle finit bien par enregistrer bénévolement la plus grande partie des articles au prix de quelques modifications de peu d'importance; la plus grave fut la suppression de l'article 5 du chapitre X qui ne permettait d'autre recours contre les actes royaux que par devant le roi lui-même. Mais, le 4 mars, les Etats avaient proclamé, par un vote unanime, qu'« ils » tenaient pour avéré qu'ils avaient une possession continue, « aussi ancienne que leur existence, de faire eux-mêmes, sous » le bon plaisir du roi, les règlements concernant l'administration économique, la police et la discipline intérieure de « leurs assemblées ». Puis, ils refusèrent absolument de se prêter à aucune réduction de la noblesse, voulant qu'on en revînt purement et simplement aux dispositions de 1736. Il fallut imposer d'autorité, par l'arrêt du conseil du 30 mars, les articles relatifs à l'admission des membres de la noblesse. Les commissaires entrèrent dans l'assemblée le 1^{er} avril pour faire notifier cet arrêt avec l'ordre exprès du roi de l'enregistrer séance tenante et ils prononcèrent, immédiatement après, la clôture de la session sans attendre qu'on les en eût priés avec les formalités d'usage. L'arrêt du 30 mars élargissait beaucoup les dispositions antérieures. On n'exigeait pas une ancienneté de noblesse remontant à 1532, mais celle que stipulait la déclaration de 1736; il n'était plus question d'un minimum de capitation, mais on exigeait encore la possession de biens-fonds dans la province et d'un revenu minimum de 1.000 livres, ainsi que la qualité de chef de famille.

Le gouvernement avait fait, somme toute, d'importantes concessions. Cependant la noblesse n'était pas d'humeur à s'en contenter. On ne pouvait considérer comme un acquiescement des Etats l'enregistrement forcé de l'arrêt du 30 mars et l'opposition allait profiter de la réaction anti-aiguilloniste et de la faiblesse du pouvoir pour pousser plus loin ses avantages dans les deux tenues de 1768 et 1770. L'on admit aux Etats de 1768 tous les gentilshommes, sans considération de fortune ni de situation de famille. La noblesse affecta d'ailleurs de ne

nommer que des cadets dans la députation envoyée le premier jour au duc de Duras, premier commissaire du roi, pour le prier de venir faire l'ouverture de la session (12 décembre). Le duc annonça aussitôt aux Etats que le roi avait ajourné l'impression du règlement et qu'il consentait à recevoir de nouvelles représentations de leur part. Un arrêt du conseil du 27 janvier 1769 retira celui du 30 mars précédent et remit en vigueur les dispositions de la déclaration de 1736. Enfin un autre arrêt du conseil, du 12 février 1769, accorda aux Etats, en réponse à leurs représentations, une série de satisfactions nouvelles : rétablissement de la tribune du public dans la salle des séances, suppression du vote par évêché dans la noblesse, faculté pour un ordre de faire constater son avis particulier par des notaires. Il renvoyait à se pourvoir devant le Parlement, et non plus devant les commissaires du roi, les gentilshommes qui ne pouvaient produire un arrêt de maintenue datant de la réformation de 1668 ; il devait être sur ce point confirmé et complété par des lettres patentes accordées le 10 février 1770, à la requête des Etats (44).

*
**

En enregistrant cet arrêt, les Etats avaient réservé, une fois de plus, leur droit de faire eux-mêmes leurs propres règlements, sous le bon plaisir du roi. Ils en usèrent dans la tenue de 1770 et arrêterent, le 4 décembre, le projet d'un règlement complet qu'ils chargèrent leurs députés et leur procureur syndic en cour de soumettre à l'approbation du roi. Ce règlement n'était qu'un remaniement du règlement royal ; la commission des contraventions, qui l'avait préparé, avait eu pour mission, non pas de faire œuvre nouvelle, mais de rétablir les droits des Etats là où ils étaient lésés.

On conserva le même plan et très souvent la même rédaction ; on se contenta, ordinairement, des concessions obtenues dans les deux sessions de 1768. Mais on s'exprima toujours de telle manière que le règlement parût bien l'ouvrage de l'assemblée et non pas celui du gouvernement. Le nombre des chapitres fut réduit de 16 à 14, les Etats ayant supprimé le premier qui

(44) Arch. Nat. H 367, 368, 369 et 374. Voir MARION, *op. cit.* p. 525 et suiv. On trouvera des exemplaires des lettres patentes du 10 février 1770, suivies d'une importante consultation de cinq avocats au Parlement de Rennes sur leur application, aux Arch. d'I.-et-V. C 3143.

concernait les pouvoirs des commissaires du roi, matière sur laquelle il ne leur appartenait pas de légiférer, et le dernier, qui concernait les députés du commerce, article pour lequel ils refusèrent de consentir aucun crédit en 1770 (45).

Les trois ordres conservaient leur composition ancienne. On avait supprimé toute mention des lettres de convocation du roi afin de marquer que le droit de séance aux Etats ne dépendait pas d'une décision arbitraire du souverain. On avait rétabli la faculté de destituer les officiers des Etats par le vote d'un seul ordre, le trésorier excepté; il n'était plus question d'un nouvel agrément du roi pour les continuer dans leurs fonctions après chaque terme de quatre ans. Toutes les innovations relatives aux commissions intermédiaires et à leurs bureaux diocésains avaient disparu. Quant à l'importante question du consentement unanime des trois ordres pour le vote des impôts et des crédits, on avait supprimé la formule précise qui, dans le règlement de 1767, paraissait enfin la trancher. On ne disait plus que le vote de deux ordres suffirait toujours à conclure une délibération « hors les cas spécifiés au « chapitre 3 du règlement de 1687 », mais seulement « dans les « cas où l'unanimité n'était pas nécessaire » (chap. V, art. 20). Comme ces cas n'étaient nettement indiqués nulle part, c'était laisser à l'obstruction d'un seul ordre les mêmes facilités qu'auparavant. L'article 18 du chapitre V rétablissait l'obligation du scrutin secret, sur la demande d'un seul ordre, pour toutes les délibérations sans exception. Il est à remarquer que l'on n'avait pas rétabli l'article, toujours répété depuis 1629, qui chargeait les procureurs généraux syndics et leurs substitués de former opposition — devant les juridictions compétentes s'entend — contre toute levée de deniers non consentie; on paraissait croire qu'en retirant l'article qui ne prévoyait de recours possible que devant le roi, le gouvernement avait rendu aux Etats le droit d'opposition devant le Parlement. En réalité, les deux parties avaient également renoncé à faire reconnaître formellement leurs prétentions respectives et on laissait ouverte une source de conflits.

Mais les dispositions ainsi votées par les Etats demeuraient sans valeur tant qu'elles n'avaient pas reçu la sanction royale. Or, si les ministres avaient laissé l'assemblée élaborer

(45) Le texte de ce règlement est enregistré au pr.-v. des Etats de 1770.

son projet, il n'en faut pas conclure qu'ils étaient disposés à substituer celui-ci au règlement royal. On avait seulement voulu éviter pis. Bareau de Girac, devenu évêque de Rennes, qui avait présidé les Etats et continué d'y servir la politique ministérielle, se félicita d'avoir évité des débats plus dangereux. La minorité intransigeante de la noblesse aurait voulu, en effet, que l'on exigeât le retrait du règlement royal et l'approbation, pendant la session même, de celui des Etats. C'était beaucoup d'avoir obtenu que l'assemblée se contentât de faire établir un nouveau texte par une de ses commissions ordinaires et de charger ses députés en cour d'en solliciter l'approbation (46).

Toute chance d'obtenir cette approbation disparut, au reste, avec les changements qui survinrent dans la politique gouvernementale avant même la fin des Etats. La session n'était pas close quand Choiseul fut renvoyé. Puis, ce fut le coup d'Etat de Maupeou. Enfin d'Aiguillon entra au ministère et le duc de Fitz-James remplaça le duc de Duras en Bretagne. Il vint tenir les Etats de 1772 qui furent réunis à Morlaix, loin des centres ordinaires d'agitation. Des ordres formels lui prescrivirent de faire observer le règlement royal de 1767-1769 sans s'arrêter aux modifications votées par les Etats.

*
* *

Pendant une douzaine d'années, le gouvernement parut tenir bon, renouvelant les mêmes instructions à ses commissaires de tenue en tenue. Cependant, ces tenues furent aussi difficiles que celles de la période précédente. De 1772 à 1784 une seule fut assez paisible, celle de 1774, la première du nouveau règne, à la faveur d'une politique d'apaisement dont le pouvoir royal faisait, naturellement, tous les frais.

Le règlement royal se révélait, à l'expérience, peu efficace, ou, plutôt, l'on évitait de recourir aux dispositions rejetées par les Etats. On continuait, dans la pratique, à traiter l'opposition par les moyens ordinaires du passé; c'était toujours le même système de marchandages, de coups d'autorité et de concessions plus ou moins habilement combinés.

(46) Sur les débuts des Etats et la politique de Bareau de Girac voir la correspondance relative à la tenue. (Arch. Nat. H 374, 377, 378 et 379); en particulier, lettres de l'évêque au contr. gén. 3 et 4 déc. (H 378).

Comme par le passé on continuait aussi à penser à une réforme qui anéantirait l'opposition. Dans les dossiers du contrôle général, on trouve un mémoire, rédigé pendant les Etats de 1772, qui conclut à réduire la noblesse à 27 barons, les 9 anciens et 18 nouveaux, deux par diocèse (47). On ne peut savoir si ce mémoire vint de la province ou s'il fut établi dans les bureaux du ministère. Il n'eut pas de suite. Mais, après les orages de la tenue de 1776, on revint à la même idée et l'on retint les conclusions d'un nouveau mémoire, d'origine également inconnue, qui fut transmis à Necker par le marquis d'Aubeterre, alors commandant en chef. Son auteur proposait d'augmenter de douze membres la représentation du tiers-état, tandis que la noblesse serait réduite aux neuf barons et à 45 députés, cinq de chaque diocèse, élus par les gentilshommes possédant fief de haute justice. Il reconnaissait, d'ailleurs, qu'il était impossible d'imposer immédiatement une pareille réforme; « les plus modérés se joindraient aux autres pour « protester ». Il conseillait de « faire juger la constitution « de la province de Bretagne par une commission de magistrats « élevés et intègres, nommés par le roi », commission qui pourrait, soit préparer une réforme que l'on appliquerait au moment opportun, soit siéger « ad terrorem » afin de « faire réfléchir « les Etats » (48). Cette commission fut effectivement instituée par un arrêt du conseil du 11 juillet 1777. Elle était composée de quatre conseillers d'Etat, dont Joly de Fleury, président, d'Argouges, de Bernage et de la Michodière, avec un maître des requêtes, Chaumont de la Millière, comme rapporteur. On rassembla pour elle tous les projets de réforme antérieurs. Mais son président n'eut de loisirs pour en commencer l'étude qu'au mois de juin 1778 et, le 11 août suivant, il renvoya à Necker tout le dossier en lui disant que les commissaires avaient été d'accord pour reconnaître « qu'il n'y avait rien à « faire pour le moment ». La commission subsista jusqu'au moment de la tenue de 1778; on y nomma même un nouveau membre au mois de novembre; mais elle ne se réunit plus (49). Elle n'avait, en définitive, servi à rien. Le gouvernement de Necker voulait certainement ménager les Etats pendant la guerre. On crut, dans la province, qu'il projetait de les réduire

(47) Arch. Nat. H 411.

(48) *Ibid.*

(49) Arch. Nat. H 423.

au rôle consultatif de ses assemblées provinciales. Mais, s'il y pensa, il ne tenta rien qui donnât corps aux soupçons. En 1778 et en 1780, il ne demanda guère plus d'argent aux Etats qu'en temps de paix et il est peu vraisemblable qu'il ait songé à risquer une réforme qui eût soulevé une révolte autrement violente que les plus graves exigences financières.

Ses ménagements expliquent sans doute la tranquillité relative de la session de 1778. Cependant, les difficultés recommencèrent en 1780. C'est que l'opposition prenait elle-même l'offensive. Depuis 1772, la noblesse réclamait pour les Etats la libre élection de leurs députés en cour et elle les décida, en 1772, en 1776 et en 1780, à renoncer à leur députation plutôt que de nommer les candidats recommandés par le gouverneur. En 1776, elle avait lancé une autre revendication plus grave encore, celle du contrôle par les Etats, de l'administration financière des villes. Necker tombé, comme son successeur Joly de Fleury demandait un peu plus d'argent et revenait à la manière forte, le conflit ainsi ouvert par l'opposition, prit une telle forme qu'on pût se croire revenu aux plus mauvais jours du commandement du duc d'Aiguillon. Aux Etats de 1782, la noblesse, pour obtenir satisfaction, commença par refuser le don gratuit; puis, quand elle eût cédé sur ce point, elle refusa de délibérer sur les autres demandes du roi, si bien que Joly de Fleury fit tout préparer pour une séparation des Etats. Dans l'esprit du contrôleur général, cette séparation eût été la fin des Etats de Bretagne. Mais, d'Aubeterre et Bareau de Girac ayant réussi à arracher à la majorité de la noblesse les votes nécessaires, cette velléité de rigueur n'eut pas de suites (50).

Ce devait être la dernière. Le gouvernement de Calonne allait clore cette période d'agitation par une capitulation complète du gouvernement sur tous les points. Il espérait désarmer l'opposition et s'assurer, ce qui était l'essentiel pour les contrôleurs généraux, le vote, sans difficulté, des impôts, des subsides et des crédits en accordant, par ailleurs, à l'opposition tout ce qu'elle voulait. Désormais, on ferait nettement connaître aux Etats, sans admettre de marchandage, mais sans ruser avec eux, les exigences financières du gouvernement. D'autre part, on respecterait leurs libertés essentielles et l'on étendrait très

(50) Etats de 1782, séance du 12 janvier 1783 (Bareau de Girac au contrôleur général, 13 janvier, Arch. Nat. H 408).

largement leurs attributions administratives. La session de 1784 consacra un progrès remarquable de l'indépendance des Etats et de l'autonomie de la province (51).

Il n'est donc pas surprenant que l'assemblée ait chargé de nouveau, cette année-là, ses députés en cour de demander l'approbation du règlement voté en 1770 et qu'elle ait obtenu satisfaction. Dès le huitième jour de la session suivante, le comte de Montmorin, premier commissaire du roi, fit savoir aux Etats qu'ils étaient autorisés « à réunir en une seule et même collection toutes leurs délibérations prises par forme de règlement ». Remise à Montmorin le 29 novembre suivant, cette collection fut aussitôt approuvée par l'arrêt du conseil du 8 décembre 1786. Le règlement de 1770, dans sa forme originelle, en est la pièce essentielle. Onze délibérations le suivent; mais une seule, qui avait fixé, en 1776, les conditions de la charge du trésorier à l'occasion de l'élection de Nicolas Beaugeard, est d'une importance notable (52).

A l'arrêt du conseil approbatif, le gouvernement tint à joindre une ordonnance qui définit les attributions de ses commissaires comme le premier chapitre du règlement de 1767 y avait déjà pourvu. Mais ce n'était plus le même ton et le fond même était gravement altéré. Les articles 2 et 16 rétablissaient les Etats dans le droit de pourvoir à la police intérieure de leur assemblée et de faire leurs propres règlements, sous réserve de l'approbation royale. De l'article relatif à la demande du don gratuit, avait disparu une dangereuse incidente rappelant que les Etats étaient « dans l'obligation de l'accorder »; cette formule ne tendait à rien moins, en effet, qu'à supprimer leur faculté de refuser leurs subsides ou même d'en débattre les conditions. Les commissaires du roi conservaient le droit d'entrer aux Etats quand ils le jugeaient nécessaire; mais on ajoutait « sans préjudice des droits des Etats ». On ne disait plus que les commissaires ne pourraient permettre l'envoi d'aucune députation en cour pendant la tenue. Il leur appartenait toujours d'autoriser l'impression des mémoires, requêtes ou autres papiers concernant les affaires soumises aux Etats; mais le même droit était accordé à ceux-ci. On avait naturellement

(51) Notes relatives à la préparation des Etats de 1784 (Arch. Nat. H 400).

(52) La collection de 1786, avec l'arrêt du conseil approbatif, fut immédiatement publiée à Rennes, chez Nicolas-Paul Vatar.

supprimé l'article 14 de 1767 qui attribuait aux commissaires du roi la connaissance et le jugement, par provision, des cas relatifs au droit de séance dans la noblesse, toute juridiction en cette matière ayant déjà été donnée au Parlement par l'arrêt du conseil du 12 février 1769.



Comme les Etats de 1786 furent les derniers qu'aient été normalement tenus, le gouvernement n'eut pas l'occasion de penser à une nouvelle réforme. C'est le tiers-état qui allait poser la question à l'ouverture de la session de 1788. Il la posa de la même manière que le tiers-état du royaume devait le faire, quatre mois plus tard, devant les Etats généraux, et ses revendications causèrent la fin des Etats de Bretagne comme celles du tiers à Versailles allaient causer la fin de l'Ancien Régime. Il s'agissait de transformer radicalement le caractère de la vieille assemblée bretonne; on voulait y réduire la puissance de la noblesse, non plus, cette fois, pour la commodité de l'absolutisme gouvernemental, mais au profit des intérêts bourgeois et populaires (53). C'était vouloir l'avènement d'un nouvel ordre de choses où il n'y aurait, en réalité, pas de place pour une institution comme les Etats de Bretagne, toute aristocratique et encore pénétrée des principes du droit féodal. Le violent conflit qui dressa face à face le tiers et la noblesse, dès avant la session, prouva fortement cette incompatibilité. La Bretagne aurait pu, sans doute, conserver son unité sous le nouveau régime, avec une assemblée particulière investie des pouvoirs administratifs que les Etats avaient conquis au

(53) Les revendications du tiers furent définitivement arrêtées par l'assemblée des députés des municipalités bretonnes, réunis à l'Hôtel de Ville de Rennes, entre le 22 et le 27 décembre. Elles forment un long cahier et ne touchent pas seulement à la composition et aux droits de l'ordre du tiers, mais encore au fonctionnement général des Etats, à la constitution de l'ordre du clergé, à la répartition des impôts et à l'administration financière de la province. Voir le texte intégral de cette délibération célèbre dans SÉE et LESORT, *Cahiers de doléances de la sénéchaussée de Rennes*, t. I, p. LXXI et suiv. Notons ici qu'elle demandait : le vote par tête et que le tiers ait autant de députés que les deux autres ordres réunis ; que le tiers soit composé d'un député pour 10.000 habitants ; que les recteurs des paroisses aient des représentants élus dans le clergé ; que le président du tiers soit élu par son ordre ; que l'un des procureurs syndics et le greffier soient pris dans le tiers, ainsi que la moitié des membres de toutes les députations et commissions nommées par les Etats.

XVIII^e siècle. Mais, par sa constitution, cette assemblée nouvelle eût été d'un type absolument différent et elle n'eût pu prétendre aux mêmes privilèges politiques que l'ancienne dans la France unifiée que voulait le tiers-état. Malgré toutes leurs réserves en faveur du maintien des Etats et des franchises de la province, les revendications du tiers-état breton portaient en elles-mêmes la condamnation de l'ancienne constitution provinciale; celle-ci devait périr en même temps que son adversaire séculaire, la monarchie absolue, avec l'ancien régime social auquel elle était, comme celle-ci, indissolublement liée.

Mais, contre la monarchie, les Etats de Bretagne avaient défendu jusqu'au bout, avec succès, leurs libertés et leur ancienne constitution. Les efforts du pouvoir royal pour les réduire à l'impuissance avaient tourné, en définitive, à leur avantage.

Ces efforts ont tardivement abouti à doter l'assemblée d'un règlement détaillé. Mais, quand ce règlement fixe un point litigieux, c'est ordinairement en faveur des Etats. Ceux-ci ont réussi, au contraire, à éluder les précisions dangereuses pour leurs prétentions.

Au moment de la Révolution, les trois ordres étaient composés comme au début du XVII^e siècle; les tentatives du pouvoir royal pour restreindre le droit de séance dans la noblesse avaient valu à celle-ci de voir consacrer formellement l'usage qui ouvrait les Etats à tous ses membres authentiques. On continuait à délibérer dans les formes traditionnelles et l'opposition conservait à peu près les mêmes moyens d'obstruction; la nécessité du consentement unanime des trois ordres pour le vote des impôts et subsides n'était pas formellement niée; l'opposition pouvait continuer à l'invoquer avec apparence de raison, puisque le gouvernement avait renoncé aux formules par lesquelles il avait d'abord nettement résolu la question. Les Etats demeuraient exposés aux interventions du pouvoir royal, tant sous la forme d'un contrôle régulier de leurs actes que par des coups d'autorité. Il n'y avait pas de statut qui pût les protéger contre ceux-ci. Mais, si l'approbation gouvernementale était obligatoire pour les articles de leurs règlements et de leur budget, si l'agrément préalable du roi était nécessaire aux candidats qui briguaient leurs charges et si les commissaires de S. M. conservaient un certain droit de police dans leurs assemblées, les Etats avaient fait reconnaître, et l'on pourrait dire conquis, leur droit de choisir librement leurs

députés et celui de délibérer en toute indépendance sous la garantie du scrutin secret ; ils avaient fait respecter enfin leur pleine souveraineté sur leurs commissions intermédiaires. Leur réglementation ne leur avait, somme toute, rien fait perdre.

Il ne faudrait d'ailleurs pas chercher dans cette réglementation un statut complet des Etats, définissant en première ligne leurs droits fondamentaux et donnant tout le détail de leurs attributions. L'histoire même de cette réglementation nous montre que ses dispositions définitives, bien qu'elles n'aient fait ordinairement que confirmer les usages anciens, ne sauraient suffire à nous faire complètement comprendre la constitution et le mécanisme de l'assemblée. Elles fixent sa composition et prétendent régler son pouvoir délibérant. Mais elles rendent mal compte d'une réalité constamment troublée par des conflits et par les interventions abusives du pouvoir. Ce n'est qu'à la lumière des événements que se révèle le jeu de l'institution. Il faut avoir suivi les Etats, de tenue en tenue, et les avoir vus en pleine action, il faut aussi avoir vu fonctionner leur administration pour juger de ce qu'ils étaient en réalité et de ce qu'ils pouvaient faire. Mais, avant d'entrer dans le détail de leur organisation, il était utile de savoir comment et dans quelle mesure on leur avait donné des lois.

CHAPITRE II

Les trois ordres aux Etats

L'ordre de la Noblesse. — Son importance. Depuis le XVI^e siècle, tous les gentilshommes ont droit de séance. Les catégories exclues. La vérification des titres ; son insuffisance jusqu'en 1770. — L'affluence de la noblesse aux Etats ; les tables et les pensions. — La présidence de l'ordre. — L'attitude et le rôle de la noblesse dans l'assemblée, ses chefs.

L'ordre du Clergé. — Sa composition. La présidence de l'ordre. Son rôle.

L'ordre du Tiers-Etat. — Origines et bases de la représentation des villes. La liste de 1614 ; l'arrêt du conseil du 6 juin 1667. — Le choix des députés. Les privilèges des maires et les prétentions des juges. L'arrêt du conseil du 11 juin 1763. Les rapports des députés avec leurs communautés ; leur dépendance à l'égard des agents du pouvoir royal et de la noblesse. — La présidence de l'ordre. — La politique du Tiers-Etat à la fin de l'Ancien Régime.

Par le précédent chapitre, on a vu que la composition des Etats de Bretagne, réserve faite des conditions de peu de conséquence imposées à la noblesse en 1736, n'avait pas varié au cours des XVII^e et XVIII^e siècles. C'est au début du XVII^e siècle qu'elle fut, pour la première fois, l'objet de quelques règles précises. On exclut alors de l'assemblée certaines catégories de gentilshommes, reconnaissant ainsi, implicitement, à tous les autres le droit d'y siéger ; on arrêta la liste des villes autorisées à se faire représenter et l'on cessa de convoquer personne dans le clergé en dehors des évêques, des abbés et des députés des neuf chapitres de cathédrale. C'est aussi à partir de cette époque que les sessions commencèrent d'être fréquentées par un nombre considérable d'assistants.

Pendant longtemps, venir aux Etats avait paru un devoir onéreux plutôt qu'un droit utile ; le gouvernement n'avait

jamais à s'inquiéter d'une affluence excessive, même dans la noblesse où l'on compta rarement, au XVI^e siècle, plus d'une cinquantaine de délibérants. Les sessions réunissaient même, parfois, si peu de monde que les États réclamèrent à plusieurs reprises au pouvoir royal de sévères sanctions contre les défaillants (1). Après la Ligue, on ne les vit plus manifester pareil souci qu'une seule fois et à l'égard de l'Eglise seulement : par leurs remontrances de 1620, ils demandèrent au roi d'ordonner la saisie du temporel des membres du clergé absents sans motif légitime; un arrêt du conseil, qui, d'ailleurs, demeura lettre morte, leur donna satisfaction l'année suivante (2).

Comme les autres États provinciaux, les États de Bretagne ne représentaient qu'une infime minorité de privilégiés. Ils conservèrent toujours le double caractère qu'ils tenaient de leurs origines : celui d'être, d'abord, une assemblée aristocratique, aggravé par celui de n'être pas une assemblée représentative. Leurs délibérants n'y venaient exercer, à l'exception des seuls députés des chapitres et des villes, qu'un privilège personnel. Dans les anciennes assemblées politiques que l'on peut considérer comme les antécédents des États, c'est en rai-

(1) Remontrances des États de 1564, art. 7 : « Qu'il soit commandé, « à pareille peine (saisie de leur temporel) aux dits évêques, abbés et « gens de prélature, et aux barons, seigneurs et autres prétendant voix « délibérative aux États de s'y trouver lorsqu'ils seront assignés par ordonnance dudit (commissaire du roi), sans y envoyer procureur ainsi que le « plus souvent ils font sans excuse légitime ». — Réponse : « Ils n'y seront « reçus par procureur ».

Remontrances des États de 1572, art. 10. « Que les évêques, abbés, « barons, grands seigneurs et pensionnaires soient tenus d'assister aux « États, sous peine d'être privés de leur droit d'y siéger et de leurs pensions ». — Réponse : « Le Roi s'informerait des raisons qui ont empêché « les ecclésiastiques et nobles d'assister aux précédents États afin d'y pourvoir à l'avenir ».

Aux États de 1574, le procureur syndic Arthur Le Fourbeur ayant remontré « le peu de compagnie en cette assemblée », on fit l'appel nominal des ecclésiastiques et des nobles qui « avaient rang, assiette et qui « devaient assistance » ainsi que « des députés des villes de ce pays et « autres du Tiers-Etat, appelés et convoqués de par le Roi ». Les commissaires se réservèrent « d'y aviser et d'en avertir S. M. ».

En 1575, l'appel nominal révéla encore l'absence d'un grand nombre d'évêques, d'abbés et de barons, et les États demandèrent que, désormais, les biens des défaillants fussent saisis et que les gentilshommes titulaires de pensions ne fussent payés que sur présentation d'un certificat d'assistance.

Voir DE CALAN, *Doc. relatifs aux États de Bretagne* (I, p. 157 et II, p. 19, 49 et 64), et H. SÉE, *Les États de Bret. aux XVI^e s.* (p. 15).

(2) Pr.^{ov.} des États de 1620 et de 1621.

son de leurs fiefs, à titre individuel, que siègent les seuls délibérants d'alors, évêques, abbés et principaux feudataires laïques. Il n'est jamais fait mention d'assistants désignés par voie d'élection. Quand, avec le temps, la composition de ces assemblées se fut élargie et qu'elles eurent pris leur forme définitive « d'assemblées des trois états », on oublia peu à peu le principe féodal de leur constitution antérieure. L'ordre de la noblesse y fut à la fin ouvert à tous les gentilshommes et ceux-ci en vinrent à prétendre, au XVIII^e siècle, qu'ils y avaient toujours eu entrée par « droit de sang ». Mais les deux premiers ordres demeuraient ainsi, comme auparavant, des assemblées de sujets privilégiés où chacun siégeait en vertu de droits attachés à ses propres titres. On pourrait même dire que, lorsque le droit de séance, dans la noblesse et le clergé, cessa de répondre à la possession d'un fief, son caractère personnel n'en ressortit que mieux ; car un seigneur représentait encore un domaine et des vassaux, c'est-à-dire des intérêts collectifs. La présence, dans le clergé, des représentants des petites corporations aristocratiques qu'étaient les chapitres n'altérerait évidemment pas le caractère général de l'ordre.

Quant au tiers-état, il ne comprit jamais que les députés de certaines villes (3). Du XIV^e au XVII^e siècle, le nombre des villes convoquées s'accrut et atteignit la quarantaine. Mais la représentation de l'ordre demeura toujours restreinte au même élément urbain et bourgeois. Il s'agissait, il est vrai, de députés élus ; mais le choix, nous le verrons, n'en fut jamais libre et il était réglé de telle manière qu'il assurait à ces députés la plus grande indépendance à l'égard de leurs commettants. Ils sortaient, d'ailleurs, d'étroites oligarchies que leurs privilèges séparèrent de plus en plus du reste de la population des villes, et l'on rencontra parfois des gentilshommes parmi eux. Le peuple des villes n'était ainsi représenté que de très haut. Les paysans et le bas clergé ne l'étaient d'aucune manière, à moins que l'on ne prenne au sérieux la prétention, plus d'une fois

(3) On est trop pauvrement renseigné, tant sur l'histoire des anciennes villes que sur celles des anciennes assemblées politiques de la province, pour savoir pour quels motifs et à quel titre certaines villes furent alors appelées à se faire représenter. Nous ignorons même si elles possédaient déjà un commencement d'organisation municipale. On ne relève, en tout cas, aucune trace certaine d'institutions municipales régulières, en Bretagne, avant le milieu du XIV^e siècle. (Voir H. SÉE, *Notes sur les origines de l'organisation municipale en Bretagne*, Annales de Bretagne, avril 1923).

affirmée par les nobles, de parler au nom des premiers, et que l'on ne voie dans les évêques et les abbés les défenseurs qualifiés des intérêts de leurs prêtres et de leurs moines,

L'ORDRE DE LA NOBLESSE

Une catégorie sociale était, du moins, représentée intégralement dans les Etats de Bretagne, la noblesse, puisque la qualité de gentilhomme suffit, à partir d'une certaine époque, à donner « entrée, séance et voix délibérative » dans l'assemblée. Comme ailleurs, le clergé était, en dignité, le premier des trois ordres. Mais, grâce au droit ainsi reconnu à tous ses membres, la noblesse fut le plus nombreux, le plus indépendant et celui dans lequel résida la force des Etats. Depuis quand la noblesse bretonne a-t-elle possédé un privilège aussi étendu ? Il est impossible de le dire exactement. Doin Morice affirme que la « simple noblesse » ne commença d'être appelée aux Etats qu'au temps de la Ligue. Auparavant, dit-il, on ne convoquait que « les seigneurs de fiefs ou, du moins, ceux dont les aïeux avaient possédé de grandes terres ». Mais, pendant la Ligue, chacun des deux partis eut ses Etats particuliers et aurait admis, indistinctement, tous les gentilshommes qui le soutenaient. « On n'eut même pas la précaution, ajoute-t-il, « de faire un règlement pour l'âge, d'où il arriva qu'un enfant « de dix-sept ans avait le droit de faire compter sa voix » (4).

Ce sont là des affirmations très vagues et aucune preuve ne les appuie. Or nous constatons que le nombre des membres de la noblesse a soudainement commencé de s'accroître aux Etats en 1576, c'est-à-dire une douzaine d'années avant la révolte de Mercœur, et que, pendant la guerre civile, au contraire, les assemblées de l'un ou l'autre parti ne furent également fréquentées que par un très petit nombre de gentilshommes (5). Nous ne connaissons d'ailleurs que par exception le nombre

(4) DOM MORICE, *Hist. de Bret. Preuves*, t. III, préface.

(5) De 1567 à 1575 le nombre des gentilshommes inscrits au procès-verbal a varié de 10 (en 1550) à 31 (en 1567). Il ne s'est élevé que trois fois au-dessus de 20. Or, en 1576, il passe brusquement à 115. L'affluence fut, il est vrai, exceptionnelle à cette session; peut-être fut-ce l'effet des mesures réclamées en 1575 contre les défaillants (voir *supra*, note 1). En tout cas, de 1577 à 1588, il est rare que, dans les sessions ordinaires, l'on ait compté moins de 40 gentilshommes et leur nombre dépassa parfois 50.

des assistants dans les tenues antérieures à 1567. Le procès-verbal de l'assemblée extraordinaire tenue à Nantes en 1539 s'exprime de telle manière qu'on en pourrait conclure qu'à cette époque, les seigneurs hauts justiciers seuls étaient convoqués. Il est donné défaut, y dit-on, « contre les non comparants, « évêques, abbés, doyens, prévôts et autres ayant la première « dignité es églises cathédrales et collégiales et chapitres « d'icelles, comtes, barons, vicomtes, seigneurs ecclésiastiques « et autres ayant haute justice, procureurs et consuls des « bourgeois » (6). Mais il ne faut pas prendre de telles énumérations au pied de la lettre. La session extraordinaire de 1539 ayant été convoquée pour la réformation de la coutume, on y avait spécialement appelé les seigneurs justiciers. Dans certaines tenues du XV^e siècle, on signale la présence des « barons « et autres nobles » ou, plus explicitement, des « barons, ban- « nerets, chevaliers, bacheliers, écuyers et autres nobles » (7). On ne saurait évidemment prétendre, comme la noblesse le fait, dans ses mémoires du XVIII^e siècle, que la mention « et autres nobles » doit nécessairement s'entendre de tous les gentilshommes non titrés, y compris les gentilshommes sans fiefs, et prouve le droit de la noblesse à siéger toute entière aux États. Il est probable qu'en Bretagne, comme en Normandie, en Béarn et en Bourgogne, et comme le pense Dom Morice, l'on n'a d'abord convoqué que les seigneurs de fiefs. Mais il se peut que les rois, et même les ducs, aient admis plus tôt qu'ailleurs de simples gentilshommes.

Nous ne savons pas, malheureusement, comment les convocations étaient faites avant la fin du XVI^e siècle. Par la suite, il n'était adressé de lettres particulières, au nom du roi, qu'à une centaine de gentilshommes, « aux chefs de noms et d'armes. « dit Pontbriand, et aux personnes les plus distinguées » (8) ;

Or, pendant la Ligue, les États royalistes réunirent de 15 à 41 nobles. Quant aux États ligueurs, leurs procès-verbaux ne donnent pas toujours la liste complète des assistants ; mais les noms cités ne sont jamais très nombreux, une dizaine au plus. (Arch. d'I.-et-V., C 3187 à 3200, États de la Ligue. Arch. Nat. K 684, Effectifs de la noblesse aux États de Bretagne).

(6) DE CALAN, *Doc. rel. aux États de Bret.* (I, 103).

(7) DOM MORICE, *Hist. de Bret.* t. I et III, passim.

(8) PONTBRIAND, L. I, chap. 3. On faisait également parvenir des lettres aux gentilshommes dont on désirait la présence. Jacquetot de Boissrouvray prétend que les commissaires du roi ont ainsi convoqué, en 1720, « tous les officiers qui servaient le roi » (*Journal d'un député aux États*, p. 50).

les autres étaient appelés par la convocation publique que lançait le premier commissaire du roi. Mais nous ignorons si, aux époques plus anciennes, l'on pouvait se présenter ainsi à l'assemblée en vertu d'un droit général et sans invitation personnelle. Une pareille pratique aurait évidemment favorisé l'extension du droit de séance à l'ensemble des gentilhommes. Nous pouvons, en définitive, répéter qu'à la fin de l'époque ducale, et au XVI^e siècle encore, l'organisation des Etats de Bretagne n'était pas rigoureusement fixée. Elle offrait de grandes facilités à l'arbitraire du prince, aux empiètements des particuliers et aux innovations. Il est donc permis de croire que, si la noblesse finit par avoir, toute entière, « entrée, séance « et voix délibérative » dans l'assemblée, ce ne fut pas précisément l'effet de circonstances accidentelles, mais, plutôt, la consécration d'un usage dont les précédents remontaient peut-être très haut et que favorisa surtout la décadence du régime féodal (9).

Quand le droit de séance dans la noblesse parut ainsi établi, tel que nous le constatons au début du XVII^e siècle, il n'eut plus d'autre fondement que la qualité de gentilhomme. C'est en vertu de leur seule noblesse, sans aucune considération d'âge, de titre ni de fortune, que les nobles bretons ont entrée aux Etats et ils y siègent dans une égalité à peu près complète. On ne reconnaît de prérogatives qu'aux barons de la province, qui s'assoient sur un banc spécial et ont un droit particulier à la présidence de l'ordre, et au doyen qui jouit d'une place réservée, recouverte d'un tapis de drap vert, au bout supérieur du premier des bancs de la noblesse (10). Mais, barons et doyen votaient avec le reste de l'ordre, sans que leurs voix comptassent plus que les autres. Le règlement de 1770 dit expressément (chap. III, art. 7) que les « gentilshommes, autres que les « barons, n'auront aucune préséance les uns sur les autres, à « quelque titre, ni sous quelque prétexte que ce soit ». L'âge seul donnait le pas dans les cérémonies et les députations.

(9) En Béarn et en Bourgogne, c'est également au XVI^e siècle que le droit de séance, autrefois réservé aux seuls possesseurs de fiefs, se trouva étendu à l'ensemble de la noblesse (Voy. LÉON CADIER, *op. cit.* p. 231).

(10) Le doyen n'était pas nécessairement le plus âgé des gentilshommes présents ; c'était le plus ancien de ceux qui suivaient assidûment les Etats et il conservait sa place tant qu'il continuait de venir régulièrement l'occuper à chaque session, sauf excuse légitime. Une pension y était attachée ; anciennement de 500 l. elle fut portée à 1.000 l. en 1724.

Étaient admis non seulement les originaires bretons, même s'ils ne résidaient pas dans la province, mais encore les gentilshommes étrangers à celle-ci qui y possédaient des biens-fonds ou y avaient pris femme. Il est curieux de voir qu'une Bretonne pouvait ainsi procurer à son mari le droit de siéger aux États, alors que nulle femme ne fut jamais admise à se faire représenter en raison des fiefs qu'elle possédait ou de sa qualité d'abbesse (11).

Perdaient leur droit de séance dans la noblesse :

1° Les gentilshommes entrés dans l'Eglise.

2° Les officiers de la maréchaussée.

3° Les officiers des cours souveraines. — Certains de ces derniers avaient parfois figuré dans les tenues du XVI^e siècle. Par une délibération du 17 octobre 1625, les États les exclurent formellement. En proposant cette mesure, le procureur syndic, Jean de Bruc de la Grée, l'appuya d'un singulier argument : c'est que, les États pouvant présenter des requêtes et former des oppositions devant le Parlement, les membres de celui-ci qui siègeraient dans l'assemblée se trouveraient, en l'occurrence, juges et parties (13). On eût pu invoquer des motifs plus graves : Pour les membres de la Chambre des Comptes, le contrôle que celle-ci devait exercer sur l'administration financière des États; pour le Parlement, le rôle politique que son droit d'enregistrement et de remontrances lui attribuait à côté des États et qui paraissait exiger l'indépendance réciproque des deux corps, ainsi que leur séparation complète. Remarquons que l'initiative de cette séparation ne vint pas du pouvoir royal, bien qu'il y fût le plus sûrement intéressé. Elle ne devait d'ailleurs pas empêcher les parlementaires bretons, on le sait, d'exercer en maintes circonstances une influence active sur les États.

4° Les gentilshommes qui avaient un intérêt « direct ou indirect » dans les fermes du roi ou de la province, furent exclus par une délibération des États de 1724. On leur avait précédemment fermé les commissions et les députations (14).

(11) M. BILLIARD (*op. cit.* p. 30) signale la convocation d'abbesses aux États de Bourgogne, au XIV^e siècle.

(12) PONTBRIAND, L. I, chap. 3.

(13) Jean de Bruc, qui, sans doute, prit lui-même l'initiative de cette exclusion, paraît avoir obéi à des motifs personnels (PONTBRIAND, L. 3, chap. 4, *Histoire des Proc. Syndics*).

(14) PONTBRIAND, L. I, chap. 3.

D'après certains témoignages, les officiers de l'armée et de la marine royales n'auraient pris voix délibérative dans l'assemblée que par un abus contraire aux anciens usages. Jacquelot de Boisrouvray, en déplorant leur affluence aux Etats de 1724, prétend que « sous Louis XIV ils ne donnaient pas leur « voix » et que « cet abus s'était glissé sous la Régence » ; il les dénonce, naturellement, comme un élément docile à toutes les volontés des commissaires du roi (15).

Mêmes plaintes au temps du duc d'Aiguillon ; l'on sait, par le témoignage du duc lui-même, que le gouvernement se servait effectivement des « militaires » pour étouffer l'opposition (16). Mais nous ne connaissons aucune décision, ni des Etats, ni, ce qui eût été surprenant, du pouvoir royal, qui prononce l'exclusion des officiers ; elle ne paraît même avoir jamais été formellement demandée, quels qu'aient été les griefs de l'opposition à leur égard.

*
* *

Vérfiait-on, et de quelle manière, la noblesse des gentilshommes qui se présentaient ? Quel degré de noblesse, d'ailleurs, exigeait-on ? On sait qu'un anobli ne jouissait pas ordinairement de tous les privilèges de sa nouvelle qualité. La noblesse avait besoin de vieillir pour acquérir toute sa valeur, non seulement devant l'opinion, mais aussi au regard de la loi. La coutume de Bretagne n'admettait, par exemple, le partage noble qu'à la troisième génération, c'est-à-dire pour la succession du petit-fils de l'anobli. Il est donc tout naturel que la question ait été posée pour l'entrée aux Etats.

Nous avons vu que le gouvernement s'en empara quand il s'efforça, au XVIII^e siècle, d'exclure de l'assemblée le plus grand nombre possible de gentilshommes. Mais, sur cette question, la noblesse était, à quelques réserves près, d'accord avec lui, celle, du moins, qui se considérait comme ancienne et authentique. C'est elle-même qui, la première, fit imposer par les Etats de 1715, la condition du partage noble. Quand, par la déclaration du 2 juin 1736 et son règlement de 1767, le pouvoir royal renforça cette disposition, les Etats ne s'en prirent pas

(15) JACQUELOT DE BOISROUVRAY. *Journal d'un député aux Etats*, p. 207.

(16) Lettre au contrôleur général (10 janvier 1759, Arch. Nat H 341). On a pu enlever le vote de la capitation grâce à la précaution que l'on a prise de s'assurer la présence de quarante à cinquante militaires.

aux conditions d'ancienneté plus précises qu'il stipulait, mais seulement à la juridiction qu'il prétendait attribuer à ses propres commissaires. En définitive, l'arrêt du 30 mars 1768 maintint l'ancienneté fixée par la déclaration de 1736 (17), et les lettres patentes du 10 février 1770, confirmant et complétant sur ce point les dispositions de l'arrêt du conseil du 12 février 1769, accordèrent aux Etats ce qu'ils avaient demandé dans leurs remontrances de 1736, c'est-à-dire qu'il appartiendrait au Parlement seul de statuer sur le droit de séance des gentils-hommes.

On n'avait jamais contesté le droit de ceux qui avaient obtenu un arrêt de maintenue lors de la réformation de 1668. Les autres, tant les originaires bretons que les extra-provinciaires, tant ceux qui appartenaient à des familles anoblies depuis ladite réformation, que ceux qui, tout en se prétendant de noblesse ancienne, ne pouvaient produire cet arrêt de maintenue, devaient se pourvoir au Parlement de Bretagne qui statuerait souverainement sur leur cas et jugerait s'ils remplissaient bien les conditions requises par l'article 2 de la déclaration de 1736. Ainsi se trouveraient « réunis dans un même » corps de preuves existant en Bretagne à perpétuité » et formant « un seul monument indivisible et notoire », tous les arrêts de maintenue des membres composant l'ordre de la noblesse aux Etats. Tous ces arrêts auraient, en effet, la même source, le Parlement de Rennes qui avait fourni la Commission de Réformation en 1668 et recouvré, depuis la déclaration du 8 octobre 1729, en sa qualité de seule cour des aides en Bretagne, le jugement des causes de noblesse rendu aux cours des aides par cette déclaration (18). L'arrêt du conseil du 12 février 1769 spécifiait que les arrêts de maintenue désormais obtenus « ne » pourraient avoir d'exécution qu'autant que tous les titres et « preuves (que les intéressés) auraient produits y seraient rap- » portés et qu'ils auraient été rendus contradictoirement avec « le procureur général syndic (des Etats), et pour être ensuite » ces arrêts présentés aux assemblées des Etats avant que les « impétrants y eussent entrée et voix délibérative ». Les lettres

(17) Cf. chap. 1^{er}, p. 70.

(18) On refusait d'admettre les arrêts de maintenue obtenus, de 1696 à 1729, devant l'intendant, le conseil du roi ou des juridictions étrangères. à la province.

patentes du 10 février 1770 ajoutèrent, pour plus de précision, que le procureur syndic devrait « avoir la communication des « requêtes et productions pour acquiescer et contredire » (19).

Par ces deux actes, le contrôle du droit de séance dans la noblesse était singulièrement simplifié et facilité. Or, jusque là, ce contrôle n'avait jamais été très sérieusement fait. Il était d'usage, dès le XVI^e siècle, que les gentilshommes se fissent inscrire au greffe au moment de leur arrivée, et que leurs noms figurassent au procès-verbal de la tenue. Mais, jusqu'en 1645, la liste des noms enregistrés est le plus souvent suivie de la mention « et autres nobles » ; la règle n'était donc pas rigoureuse. C'est en 1715 seulement qu'une commission formée, cette année-là, de membres des trois ordres, fut, pour la première fois, chargée de vérifier la liste de la noblesse. On venait, pour la première fois également, d'imposer la condition du partage noble ; on jugea utile de renouveler cette exigence par une délibération spéciale, en 1718, en 1720 et en 1722. Mais, en 1720, on réduisit la commission de vérification à 10 gentilshommes seulement, deux de l'évêché de Nantes et un de chacun des autres, et, à partir de 1722, il ne fut plus question de vérification générale. On se contenta d'exiger, de tout membre qui se faisait inscrire pour la première fois, le témoignage de deux gentilshommes du même diocèse. Le maréchal d'Alègre, premier commissaire du roi, s'était fait reconnaître par l'assemblée, il

(19) L'arrêt du conseil du 12 février 1769 et les lettres patentes du 10 février 1770 ont été cités plus haut, chap. I^{er}, p. 71. Les lettres patentes n'ajoutèrent pas grand chose à l'arrêt. Elles furent accordées sur une requête des Etats eux-mêmes, requête dont ils avaient chargé leurs députés en cour, par une délibération du 13 février 1769, avant de connaître l'arrêt daté de la veille. Les Etats de 1770 ordonnèrent que leur procureur syndic ne fournirait ses conclusions qu'après en avoir référé avec leur Commission des domaines et contrôles. Une délibération du 8 janvier 1773, répétée en 1775, 1776, 1778 et 1782, et insérée dans la collection des règlements de 1786, régla minutieusement l'intervention du procureur syndic et de la Commission des domaines dans le jugement des affaires de noblesse. Elle prévoit l'opposition des Etats aux arrêts qui ne paraîtraient pas bien fondés à la commission.

Les dispositions de l'arrêt du conseil du 12 février 1769 et des lettres patentes de 1770 passèrent naturellement dans le règlement général que firent les Etats de 1770 (Chap. III, art. 4 et 6).

Pour l'étude de l'importante question de la réformation de la noblesse en Bretagne, il est nécessaire de voir l'excellente étude de M. Bourde de la Rogerie (dans les *Mémoires de la Soc. d'Hist. et d'Arch. de Bretagne*, t. III, 1922). On y trouvera, avec un exposé très développé des conséquences de la réformation, de très intéressantes remarques sur la constitution sociale de la noblesse bretonne et son évolution.

est vrai, le droit d'exiger la production des preuves de tout assistant qui lui paraîtrait suspect. Mais c'était lui fournir plutôt un moyen de pression sur les gentilshommes de noblesse douteuse que le moyen de faire une épuration sans intérêt pour lui.

Par un règlement spécial, les Etats de 1730 renouvelèrent l'obligation, pour tout nouvel assistant, de fournir les témoignages de deux gentilshommes de son évêché qui seraient tenus d'apposer leurs signatures à la suite de son nom. Comme les minutes des listes d'inscription de la noblesse ont été détruites en 1792, nous ne pouvons savoir si cette prescription fut toujours obéie ; mais c'est peu probable puisqu'on jugea nécessaire de la rappeler par une délibération du 6 décembre 1784 (20).

La déclaration de 1736 remit tous les pouvoirs de vérification et de contrôle, nous l'avons dit, aux commissaires du roi. C'est à eux qu'il appartenait de se faire représenter les titres des assistants suspects et de recevoir les excuses des retardataires, la clôture de la liste d'inscription étant fixée au cinquième jour de la session. Mais les commissaires prirent peu de souci d'une tâche ingrate. Dans les cas difficiles, il n'eût pas fallu songer, le plus souvent, à obtenir la production des titres et à achever l'instruction de la cause pendant la durée de la tenue. Ils ne pouvaient guère intervenir que dans le cas d'abus scandaleux et d'accord avec le sentiment général de la noblesse. Au début même de la session de 1736, le maréchal d'Estrées fit observer au contrôleur général qu'il était pratiquement impossible de discuter toutes les situations suspectes. « Je me contenterai, » ajoutait-il, de faire exécuter la déclaration à l'égard d'un « ou deux dont la situation est reconnue douteuse par toute l'assemblée ». Il affirmait, il est vrai, que nul gentilhomme de moins de vingt-cinq ans ne s'était présenté. Mais l'évêque de Rennes n'en était pas aussi sûr (21).

(20) Pr.-v. des Etats de 1715, 1717, 1720, 1722, 1730 et 1784.

(21) D'Estrées au cont. gén. 17 nov. (Arch. Nat. H 278). Le contrôleur général lui répondit « de faire un exemple sur un ou deux sujets » (23 nov., *ibid.*). On exclut, en tout, quatre gentilshommes. L'un se désista immédiatement de toute prétention; deux autres présentèrent des titres, mais si insuffisants qu'on pu les rayer de la liste sans hésiter; mais, le quatrième, M. de Chambellé, fit des difficultés, refusant de présenter d'autre titre qu'un arrêt du conseil. D'Estrées le représente au contrôleur général comme un « des grands parleurs de l'assemblée et un « des grands fraudeurs de vin et d'eau-de-vie du comté Nantais » ; il ajoute que l'affaire « fait du bruit en ville », où l'opposition s'intéresse à M. de Chambellé. Celui-ci s'était fait remarquer, en effet, parmi les

En 1738, le marquis de Brancas, premier commissaire du roi, auquel on avait dénoncé la présence de plusieurs jeunes gens de moins de vingt-cinq ans, annonça au contrôleur général son intention de faire quelques exemples parmi les gentilshommes qui ne rempliraient pas les conditions d'âge et de noblesse requises (22). Depuis, les commissaires du roi paraissent avoir complètement oublié la déclaration de 1736 et les pouvoirs qu'elle leur donnait. Aux Etats de 1754, comme on devait élire un héraut et un procureur général syndic, la noblesse demanda qu'on procédât au préalable à la vérification de la liste de la noblesse « pour savoir si la déclaration de 1736 était respectée » (23) ; d'Aiguillon approuva la « délicatesse » de la noblesse ; mais il fit remarquer qu'il serait impossible de charger de la vérification une commission « où personne ne voudra entrer », et il proposa d'y procéder lui-même avec le concours du président de l'ordre. Ses réflexions, autant que la demande de la noblesse, montrent bien que nul contrôle n'était alors exercé. D'Aiguillon continua d'ailleurs à ne pas s'en préoccuper davantage. Il est probable qu'il tenait peu à user de pouvoirs dont l'exercice était surtout propre à provoquer des conflits de l'espèce la plus désagréable avec un ordre qu'il tenait à ménager. Ce fut encore la noblesse qui prit elle-même l'initiative de proposer, le 7 septembre 1762, le rétablissement « suivant les anciennes constitutions des Etats » d'une commission de deux gentilshommes par évêché, pour l'examen de la liste de noblesse. D'Aiguillon ne fit aucune objection à cette mesure et la commission de vérification fut régulièrement nommée dans chaque tenue, jusqu'en 1770. Mais nous ne savons absolument rien de ce qu'elle fit ; les procès-verbaux des Etats ne mentionnent, en tout cas, aucune exclusion.

A partir de 1770, la situation fut toute autre ; la production obligatoire d'arrêts de maintenue rendus par le Parlement allait grandement faciliter la tâche de la commission d'examen que le règlement de 1770 substitua à la précédente. La nouvelle

bastionnaires depuis 1720 et c'est pourquoi, sans doute, l'on n'était pas fâché de faire un exemple sur lui (D'Estrées au cont. gén., 5 déc. Arch. Nat. H 270). L'évêque de Rennes écrivait de son côté : « On ne se plaint « ici que de l'inexécution de la déclaration. On voit des blancs becs et « des gens fort douteux sur le théâtre tout comme auparavant, et on ne « leur dit mot » (Vauréal au cont. gén. 22 nov. Arch. Nat. H 278).

(22) Brancas au cont. gén. 22 oct. (Arch. Nat. H 287).

(23) D'Aiguillon au cont. gén. 20 oct. 1784 (Arch. Nat. H 331).

commission, composée de six membres de chaque ordre, chaque diocèse y devant être, autant que possible, également représenté, était chargée « d'examiner les inscriptions des différents « membres des Etats à mesure qu'elles seront faites » avec le « pouvoir de se faire représenter les titres de tous ceux qui lui « paraîtraient suspects », pour l'ordre de la noblesse, « l'arrêt « de maintenue et les extraits de baptême, ou les autres titres « équivalents » (24). L'inscription obligatoire au greffe des Etats, sur les registres de la réformation de la noblesse, de tous les arrêts de maintenue rendus en exécution des lettres patentes du 10 février 1770, mettait sous la main des commissaires un premier moyen de vérification, rapide et commode (25). Les décisions de la nouvelle commission sont consignées dans les procès-verbaux des Etats (26). Nous pouvons ainsi nous rendre compte qu'un grand nombre de familles, près d'une centaine, obtinrent après 1770 des arrêts constatant leur droit de séance dans la noblesse. Il n'est aucune des neuf dernières sessions des Etats où la commission n'ait fait prononcer en conséquence l'admission régulière de plusieurs gentilshommes. Par contre, elle en fit presque toujours exclure quelques-uns, soit faute de titres, soit faute d'âge, soit pour l'exercice d'emplois incompatibles avec le droit de séance.

Il semble donc que l'on ait fini par surveiller avec assez de soin l'entrée de la noblesse aux Etats. L'établissement de ce contrôle plus sévère s'accorderait d'ailleurs bien avec des tendances souvent constatées vers un exclusivisme de plus en plus jaloux (27).

*
* *

(24) Règlement de 1770-1786, chap. V, art. 1^{er}.

(25) Même règlement, chap. III, art. 6. Ces registres de la *Réformation de la Noblesse* furent établis en exécution de la délibération des Etats du 2 janvier 1775. Les 6 premiers contenaient la liste des gentilshommes maintenus lors de la réformation de 1668; au septième furent inscrites les copies authentiques des arrêts de maintenue obtenus au Parlement depuis cette réformation; 32 cahiers d'un huitième volume, non encore reliés, étaient déjà remplis en 1789. La collection entière fut brûlée en 1792 et, avec elle, les minutes des listes d'inscription de la noblesse aux Etats depuis 1722. (BOURDE DE LA ROGERIE, *Réformation de la noblesse en Bretagne*, chap. III).

(26) Procès-verbaux des Etats, 1770 à 1786 : Rapports sur la liste de la noblesse et délibérations particulières (celles-ci sont portées à la table sous la rubrique « *Ordre de la Noblesse* »).

(27) M. Bourde de la Rogerie (*op. cit.*) montre que la réformation de 1668 ne fit pas qu'épurer la noblesse bretonne, mais qu'elle en ferma plus étroitement l'accès et qu'en la distinguant plus rigoureusement de

On ne peut songer à dénombrer l'ancienne noblesse bretonne et à dire combien de gentilshommes avaient le droit de siéger aux Etats. La destruction des preuves de noblesse sous la Révolution ne permet plus que des évaluations grossièrement approximatives. A. du Chatellier a cru pouvoir établir que la réformation de 1668 aboutit au maintien de 2.466 familles nobles; les « déboutés » représentaient 1.065 familles et les « désistés », 1.620. Potier de Courcy ne compte que 2.084 familles nobles, tant maintenues que réintégrées. Le P. Toussaint de Saint-Luc n'estime pas à plus de 1.500 le nombre des noms nobles. M. Bourde de la Rogerie pense que ces grosses différences d'évaluation viennent de ce que Le Chatellier a pris le mot famille dans un sens plus étroit que Toussaint de Saint-Luc et de Courcy, et que ceux-ci n'ont compté que les noms ou les souches (28). Il est, en tout cas, certain que la noblesse bretonne demeura encore très nombreuse après la réformation et il ne serait pas surprenant qu'elle aurait pu faire siéger jusqu'à trois mille membres, ou davantage, aux Etats.

On n'en vit jamais tant. Du XVI^e au XVII^e siècle, le nombre des gentilshommes présents s'est considérablement accru, mais il n'a jamais atteint le millier. Au XVI^e siècle, il ne dépassa la centaine qu'une fois, en 1576, à Rennes (115). Depuis cette date, jusqu'en 1649, la centaine ne fut plus dépassée que sept fois (en 1607, 1608, 1611, 1613, 1616, 1617 et 1645) et le chiffre de 150, qu'une seule fois, en 1608 (152). Il est vrai que, de 1624 à 1645, la liste signale toujours « d'autres nobles », mais le nombre des assistants cités n'est jamais guère que d'une cinquantaine au plus. On ne constate pas que la réduction de la

la roture elle l'écarta davantage des professions et emplois dérogeants. Il est à remarquer que, dans le règlement de 1770, on jugea à propos de spécifier que « tous ceux qui feront autre commerce que le commerce maritime en gros seront exclus de l'entrée et voix délibérative dans l'ordre « de la noblesse », en même temps que les gentilshommes intéressés ou employés dans les fermes ou les affaires de finances (chap. III, art. 4). Ce n'était pas une nouveauté; le commerce de détail avait toujours entraîné dérogeance et, par conséquent, fait perdre le droit de séance aux Etats; mais on n'avait jamais cru nécessaire de le rappeler expressément. Signalons aussi qu'en 1772 les Etats refusèrent d'admettre dans les rangs de la noblesse deux juges de Guingamp, les frères du Parc (François-Marie et Claude-Marie-Etienne), tant qu'ils ne se seraient pas démis de leurs charges. Or les règlements n'avaient jamais fermé l'assemblée qu'aux membres des cours souveraines (Pr.-v. des Etats de 1772).

(28) A. DU CHATELLIER, *La Réformation de la noblesse au XVIII^e s. et en particulier de celle de Bretagne*, 1876. — POTIER DE COURCY, *Nobiliaire de Bretagne*. — Voir BOURDE DE LA ROGERIE, *op. cit.* Introduction.

fréquence des tenues, qui ne furent plus convoquées que tous les deux ans à partir de 1630, ait eu pendant longtemps aucun effet. C'est, en effet, à partir de 1651 seulement que le nombre habituel des assistants s'accroît. Cette année-là, une querelle de préséance entre les Rohan et La Trémoille, qui se disputaient la présidence de l'ordre, provoqua une affluence qu'on n'avait jamais vue, chacun des deux partis ayant fait venir le plus grand nombre de soutiens possible; la liste porte 226 noms. Mais, désormais, elle n'allait plus jamais en porter moins de cent. De 1653 à 1667 on compte au moins 111 assistants (en 1659) et 195 au plus (en 1667). En 1669, à Dinan, on atteignit le chiffre de 309. Par la suite on ne descendit plus au-dessous de celui de 200 dans les sessions ordinaires. En 1687, on dépasse pour la seconde fois celui de 300 : on ne descendra plus au-dessous de ce chiffre que quatre fois, en 1693, 1695, 1697 et 1717. Encore, la tenue de 1717 fut-elle séparée au bout de trois jours, avant que le monde fût arrivé. A partir de 1728, nouveau progrès. Il était très rare, jusque-là, que l'on eût compté plus de 400 gentilshommes (en 1699, 405; en 1706, 500; en 1722, 400). En 1728, il en vint 978; en 1730, 650; en 1732, 843; en 1734, 846. On ne devait retrouver de pareils chiffres qu'à la faveur de circonstances exceptionnelles, en 1774, par exemple, le duc de Penthièvre étant venu aux États; de 1738 à 1744, période d'accalmie politique, les listes ne portèrent que de 372 à 451 noms. Mais, à partir de 1746, on ne descendit au-dessous du chiffre de 500 que trois fois (466 en 1758; 469 en 1760 et 357 en 1772) et le nombre des inscrits se maintint ordinairement entre six et sept cents (29).

(29) Effectif des assistants dans l'ordre de la noblesse de 1567 à 1786 :

Année	LIEU DES ÉTATS	EFFECTIF de la NOBLESSE	Durée en jours	Année	LIEU DES ÉTATS	EFFECTIF de la NOBLESSE	Durée en jours
1567	Vannes	31	5	1576	Rennes	115	8
1568	Nantes		4	1577	Vannes	31	5
1569	ibid.	15	4	1578	Rennes	5 et plus, non nommés	5
1570	Rennes	28	4	1579	ibid.	2 ibid.	7
1571	ibid.	18	4	1579	Nantes	35 ibid.	26
1571	ibid.	22	3	1580	Ploërmel	51	8
1572	Vannes	14	3	1581	Vannes	41	5
1572	Nantes	10	5	1582	ibid.	37	5
1573	Rennes	15	5	1582	ibid.	62	5
1573	Dinan	19	7	1583	Nantes	20	6
1574	Rennes	14	1	1554	Rennes	31, et d'autres	4
1574	ibid.	10	2	1585	Nantes	29	5
1574	Nantes	12	8	1586	Quimper	55	5
1575	ibid.	18	4	1587	Ploërmel	25	2

Ce n'était encore là que le tiers ou le quart, sans doute, de la noblesse bretonne; mais c'était beaucoup, toutefois, si l'on songe aux difficultés des voyages dans la province, jusqu'à la fin de l'Ancien Régime, et aux frais d'un séjour, qui finit par durer régulièrement trois mois, dans la ville où se tenaient les Etats. Or l'on signale toujours, dès que l'affluence fut devenue considérable, la prédominance de cette petite noblesse besogneuse que le gouvernement s'efforça, en vain, comme nous l'avons vu, d'écarter de l'assemblée.

*
* *

Dans cet empressement, le souci de la politique était évidemment pour beaucoup. Le grand nombre des gentilshommes présents peut être retenu comme un témoignage de l'activité et de la puissance que les Etats de Bretagne avaient conservés

Années	LIEU DES ETATS	EFFECTIF de la NOBLESSE	Durée en jours	Année	LIEU DES ETATS	EFFECTIF de la NOBLESSE	Durée en jours
1587	Rennes	37	6	1626	Nantes	17	20
1588	Nantes	15	4	1626	Ibid.	77 et d'autres	41
1588	Rennes	90	8	1628	Ibid.	27 »	51
1590	Ibid.	41	3	1629	Vannes	49 »	30
1592	Rennes	38	8	1630	Ancenis	35 »	30
1593	Ibid.	25	6	1632	Nantes	49 »	27
1595	Ibid.	22	9	1634	Dinan	56 »	28
1596	Ibid.	39	16	1636	Nantes	61 »	47
1597	Ibid.	23	19	1638	Ibid.	44 »	44
1598	Ibid.	74	9	1640	Rennes	54 »	36
1599	Vannes	35	8	1643	Vannes	53 »	30
1600	Rennes	50	12	1645	Rennes	101 »	61
1601	Quimper	26	7	1647	Nantes	93	70
1602	St-Brieuc	77	7	1651	Vannes	226	77
1603	Rennes	96	11	1653	Fougères	184	48
1604	Ibid.	57	12	1655	Vitré	156	61
1605	St-Brieuc	65	11	1657	Nantes	174	73
1606	Ploërmel	51	6	1659	St-Brieuc	111	30
1607	Lantreguier	100	8	1661	Nantes	162	35
1608	Rennes	152	12	1663	Ibid.	121	37
1609	Nantes	51	6	1665	Vitré	172	35
1610	Vannes	96	8	1667	Vannes	195	39
1611	Rennes	131	15	1669	Dinan	309	33
1612	Redon	78	11	1671	Vitré	265	32
1613	Rennes	114	10	1673	Ibid.	240 environ	49
1614	Nantes	83	11	1675	Dinan	233	36
1616	Rennes	111	14	1677	St-Brieuc	253	29
1617	Rennes	101	19	1679	Vitré	221	24
1618	Nantes	58	17	1681	Nantes	279	24
1619	Vannes	58	16	1683	Vitré	275	30
1620	St-Brieuc	51	14	1685	Dinan	288	24
1621	Rennes	41 et d'autres	5	1687	St-Brieuc	338	24
1622	Nantes	23	28	1689	Rennes	528	24
1623	Ibid.	50 et d'autres	61	1691	Vannes	305	22
1624	Ploërmel	33 »	17	1693	Ibid.	266	24
1625	Guérande	57 »	31	1675	Ibid.	206	29

au XVIII^e siècle. Mais il faut ajouter que les tenues étaient une des rares occasions offertes à la noblesse bretonne de se rassembler et de se distraire, et, aussi, que le séjour aux États ne coûtait pas nécessairement très cher. Pendant toute la durée des sessions, les grands personnages présents, commissaires du roi et présidents des ordres, tenaient, en effet, table ouverte, aux frais, d'ailleurs, du roi et de la province. De l'argent était, d'autre part, distribué.

Pontbriand assure que les ducs servaient déjà des pensions à des gentilshommes pour les engager à venir aux États et « à y seconder leurs volontés » ; les rois ajoute-t-il, « n'eurent « garde de discontinuer ces pensions » (30). Nous savons, en tout cas, qu'en 1563 l'usage en était établi depuis longtemps et qu'elles formaient alors un total de 10.000 l. assigné sur les fonds des États (31) ; elles allaient d'un minimum de 100 à un maximum de 300 l. Elles furent, il est vrai, détournées pendant

Année	LIEU DES ÉTATS	EFFECTIF de la NOBLESSE	Durée en jours	Année	LIEU DES ÉTATS	EFFECTIF de la NOBLESSE	Durée en jours
1697	Vitré	294	32	1744	Ibid.	367	36
1699	Vannes	405	30	1746	Ibid.	682	31
1701	Nantes	350 environ	38	1748	Ibid.	171	7
1703	Vannes	300	64	1749	Ibid.	507	34
1707	Vitré	300	105	1749	Ibid.	178	9
1707	Dinan	500	38	1750	Ibid.	514	46
1709	Saint-Brieuc	300	66	1752	Ibid.	667	89
1711	Dinan	300	66	1754	Ibid.	760	50
1713	Ibid.	300	60	1754	Rennes	635	72
1715	Saint-Brieuc	300	70	1758	Saint-Brieuc	466	65
1717	Dinan	210	4	1760	Nantes	469	97
1718	Ibid.	375	86	1762	Rennes	520	87
1720	Anconis	250 environ	38	1764	Nantes	711	184
1722	Nantes	400	41	1766	Rennes	687	147
1724	Saint-Brieuc	300	42	1768	Saint-Brieuc	502	40
1726	Saint-Brieuc	300 environ	34	1768	Rennes	553	86
1728	Rennes	978	34	1770	Ibid.	654	98
1730	Saint-Brieuc	650	34	1772	Morlaix	357	92
1732	Rennes	843	53	1774	Rennes	855	63
1734	Ibid.	846	53	1776	Ibid.		93
1736	Ibid.	602	37	1778	Ibid.		64
1738	Ibid.	434	38	1780	Ibid.		03
1740	Ibid.	451	38	1782	Ibid.		95
1741	Ibid.	193	8	1784	Ibid.		53
1742	Ibid.	372	37	1786	Ibid.		94

Les procès-verbaux ne donnent plus les listes de la noblesse depuis 1774. Or nous avons vu que les minutes spéciales qui en étaient dressées ont été détruites en 1792.

(30) PONTBRIAND, *L.* I, chap. 3.

(31) H. SÉE, *Les Etats de Bretagne au XIV^e s.*, p. 17.

longtemps de leur objet et mal payées (32). Mais, au début du règne de Louis XIV, le duc de Mazarin, gouverneur de la province, en régularisa le service. En 1665, il en porta le total à 16.000 l. assignées sur le pot de vin des fermiers des devoirs; elles furent désormais attribuées exclusivement à des gentilshommes présents à la tenue et exactement payées. Leur chiffre maximum avait été porté à 400 l. et l'on en distribuait environ 80 par session. Sous le gouvernement du duc de Chaulnes, le montant en fut élevé à 30.000 l. En 1740 il fut encore accru d'un nouveau fonds de 20.000 l. directement fait par le trésor royal. On put alors distribuer de 250 à 300 pensions, car le taux maximum n'en fut pas augmenté. C'est le gouverneur de la province qui désignait les bénéficiaires.

A ces pensions, les Etats en avaient ajouté d'autres, qu'ils assignaient eux-mêmes sur les 48.000 l. que les règlements de 1669 et de 1687 leur avaient laissé la liberté d'employer en gratifications. Ils instituèrent d'abord, en 1701, vingt pensions de 300 l. chacune en faveur des vingt plus anciens gentilshommes présents; vingt nouvelles pensions de 200 l. furent créées, en 1724, pour les vingt gentilshommes suivants, « les petits vieux », et vingt autres encore en 1740 (33). Par anciens gentilshommes, il faut entendre non les « plus anciens d'âge », mais les plus « anciennement inscrits et employés sur les re-
« gistres des Etats »; ils devaient être arrivés dans les huit premiers jours de la tenue et en suivre les séances jusqu'à la

(32) Au XVI^e siècle, les généraux des finances retardaient les paiements et s'attribuaient, d'autre part, à eux-mêmes, 150 l. chacun et 10 % plus un écu, sur chaque pension.

Les Etats se plaignaient aussi que ces pensions fussent attribuées à des gentilshommes étrangers à la province et qui ne venaient pas aux Etats (Remontrances des Etats de 1572 à 1645, et PONTBRIAND, I. I, chapitre 3).

(33) A partir de 1722, les Etats partagèrent la quasi-totalité des 48.000 l. laissées à leur disposition entre les trois ordres pour leur permettre d'indemniser leurs membres de leurs frais de séjour. Le clergé recevait déjà 6.000 l. depuis 1707, et le tiers, pareille somme depuis 1720. La part de chacun des deux premiers ordres fut portée, en 1722, à 15.300 l. et celle du tiers, à 10.200. C'est ainsi que la noblesse put élever jusqu'à 60 le nombre de ses pensionnaires.

Les procès-verbaux de tenues donnent les états de distribution des pensions, tant de celles du roi que de celles des Etats, à partir de 1730.

Il ne faut confondre les pensions dont il est ici question avec celles que les Etats commencèrent de servir, en 1752, à un certain nombre d'anciens officiers bretons de l'armée et de la marine royales, tous gentilshommes d'ailleurs, et qui étaient inscrites au dernier chapitre de leur budget, parmi les dépenses extraordinaires.

fin. Mais nous ne savons s'il était exercé un contrôle rigoureux et si les pensionnaires du roi étaient astreints aux mêmes obligations.

Si grand que soit devenu, à partir de 1740, le nombre des pensions, on voit toutefois qu'une notable partie des gentilshommes inscrits ne recevaient rien. Pour ceux-là, au moins, le séjour aux Etats pouvait être dispendieux et il ne faut pas s'étonner si beaucoup s'en allaient avant la fin. Les votes les plus importants, même dans les circonstances les plus graves, ont rarement réuni, au XVIII^e siècle, plus de deux cents suffrages, à l'exception cependant, des élections de présidents et, surtout, d'officiers des Etats. Les intéressés prenaient soin, en effet, de retenir et de rassembler leurs partisans : mais, justement, l'on signale ordinairement de nombreux départs aussitôt après les élections et les commissaires du roi hâtaient toujours celles-ci le plus qu'ils pouvaient pour débarrasser l'assemblée d'une affluence redoutée.

Il venait toujours des gentilshommes de tous les évêchés ; mais jamais les Bas-Bretons n'étaient les plus nombreux : encore étaient-ils parfois représentés par une forte proportion d'officiers et d'anciens officiers pensionnés, spécialement sollicités par le gouvernement. La noblesse des évêchés de Rennes, de Nantes et Saint-Malo suffisait, le plus souvent, à former la majorité. La raison principale en était, évidemment, que les Etats se tenaient presque toujours dans l'est de la province ; à partir de 1732, ils furent ordinairement convoqués à Rennes. Sans doute, aussi, l'influence du Parlement de Rennes, qui fut le ferment le plus actif de la vie politique bretonne au XVIII^e siècle, s'exerçait-elle plus directement en Haute-Bretagne ; c'est là que dominaient, en effet, les grandes familles de la noblesse parlementaire. Parmi les plus célèbres chefs du bastion, toutefois, il y eut toujours des Bas-Bretons, tels que Coëtanscours et Kerguézec.

*
* *

(34) Pour l'élection d'un trésorier il y eut, en 1764, 506 suffrages exprimés dans la noblesse, pour 633 inscrits, et, en 1776, 584 suffrages pour un chiffre d'inscrits inconnu, mais probablement supérieur à celui de 1764. En 1764, sept jours avant l'élection du trésorier, celle d'un procureur syndic, chaudement disputée pourtant, n'avait réuni que trois cents et quelques suffrages dans la noblesse ; mais on accusait les candidats à la trésorerie de dépenser beaucoup d'argent en même temps que de peines pour gagner les votants.

La présidence de l'ordre appartenait, par priorité, en vertu de leur titre, aux barons possesseurs des seigneuries auxquelles ce titre était officiellement attaché depuis le duc Pierre II (35). Parmi les barons présents, la place revenait à celui dont la famille tenait sa baronnie depuis le plus longtemps. On avait toujours reconnu, sans conteste, la prééminence des Rohan, barons de Léon, et des La Trémoille, barons de Vitré. Mais ces deux familles se disputaient la première place.

Après de longs débats qui menacèrent même, en 1647, d'aboutir à une petite guerre entre les nobles bretons, les deux maisons s'entendirent. Un Rohan ou un La Trémoille présida trente-six fois, le duc de Béthune Charost, baron d'Ancenis, deux fois, en 1720 et 1722, le marquis de Sérent, baron de Malestroit, deux fois, en 1774 et 1776, et le comte de Boisgelin de Cucé, baron de la Roche-Bernard, quatre fois, en 1778, 1780, 1786 et 1788. Ce dernier était breton et prit, personnellement, intérêt aux débats de l'assemblée; ambitieux de jouer un rôle, il se mêla aux luttes des partis. Mais le baron d'Ancenis, étranger à la province, le marquis de Sérent et même les Rohan et les La Trémoille, n'occupèrent la place que pour profiter d'une prérogative ou obéir au roi. Ces présidents nés étaient mieux faits pour répondre à ce que le pouvoir royal attendait d'eux que pour servir de chefs à leur ordre. Plusieurs baronnies, comme celles de Quintin, de Retz, d'Ancenis et de Châteaubriant, étaient d'ailleurs passées à des familles étrangères à la province.

(35) Le titre de baron était autrefois donné aux seigneurs les plus importants de la province, vassaux directs des ducs; au XIII^e siècle, une quarantaine le prenaient. Mais, par suite de circonstances diverses, l'usage en fut progressivement restreint et une légende se forma qui prétendit anoblir les origines des baronnies bretonnes et en même temps les réduire à neuf, c'est-à-dire au même nombre que les évêchés. Le duc Pierre II consacra cette légende en reconnaissant officiellement neuf baronnies dont les seigneurs furent seuls convoqués avec le titre de barons aux premiers États qu'il réunit, le 14 mai 1451. Des neuf baronnies, six étaient considérées comme anciennes, celles de Vitré, Léon, La Roche-Bernard, Retz, Châteaubriant et Ancenis, et il en créait trois nouvelles, celles de Derval, Quintin et Malestroit.

Mais cette liste subit des modifications, additions et retranchements sous les successeurs de Pierre II et, à la mort de François II, on comptait 13 baronnies. Les neuf premières étaient, toutefois, les seules reconnues par les États au XVII^e et XVIII^e siècles; ils refusèrent toujours d'admettre les prétentions, à la vérité très mal fondées, des seigneurs de Pont-l'Abbé et de Pontchâteau (B. POCQUET, *Histoire de Bretagne*, III, p. 386, et TRÉVÉDY, *Les seigneurs et les villes de Pontchâteau et de Pont-l'Abbé aux États de Bretagne*).

Mais, en l'absence de tout baron, la noblesse avait l'important privilège d'élire librement son président, à la pluralité des suffrages, dans ses propres rangs. Au XVIII^e siècle, l'occasion s'en présenta, pour elle, cinq fois et ce fut toujours un membre marquant de l'opposition qu'elle choisit (36).

*
* ×

Il nous est difficile de nous représenter exactement l'aspect de l'ordre de la noblesse aux États. Les agents du pouvoir le dépeignent généralement comme une cohue bruyante et désordonnée à laquelle il fallait, le plus souvent, renoncer à faire entendre raison. Les précautions prévues dans les projets de règlement dont nous avons parlé montrent que les gentilshommes n'avaient pas l'habitude de se tenir tranquillement à leurs places, de voter en ordre et de toujours conserver à l'égard des présidents tout le respect convenable. Il est certain qu'on avait affaire, là, à une foule passionnée, facile à exciter et difficile à dominer, et qui manifestait souvent ses opinions bruyamment et avec une brutale simplicité. Mais les incidents violents étaient rares et l'on n'en rapporte guère de plus vifs que d'arracher la plume des mains des présidents pour empêcher la signature d'une délibération. Le plus redoutable, pour les commissaires du roi, ce ne fut pas la violence des gestes et des paroles, mais l'entêtement avec lequel on savait persister dans une obstruction passive.

La majorité de l'ordre n'était évidemment pas formée de grands seigneurs d'une politesse achevée. Mais les « épées de « fer » n'y dominaient pas. Cette noblesse bretonne était, au reste, comme celle de tout le royaume, fort mêlée. On y rencontrait des gentilshommes de toute condition et le degré de fortune n'y était pas un indice certain des opinions. Le gouvernement put toujours compter sur l'opportunisme ou sur la complaisance d'éléments modérés ou intéressés à le servir qui sortaient de tous les milieux. Ce qui était grave pour lui,

(36) En 1762, le comte de Kerguézec; en 1770, le marquis de Piré; en 1772, le comte Desgrées du Lou; en 1782, le marquis de la Violaye et, en 1784, le comte Geslin de Trémargat.

Il arriva, beaucoup plus souvent, que la noblesse eut à désigner ainsi l'un des siens pour une présidence accidentelle, pendant une absence momentanée du président ordinaire de la session. Au XVIII^e siècle ce fut chaque fois, pour elle, l'occasion de faire une manifestation sur le nom d'un opposant de marque.

c'est que le droit de séance reconnu à l'ensemble des gentils-hommes ouvrait largement l'accès des Etats à une foule de hobereaux, de culture médiocre et d'humeur indépendante, qui, pour n'être pas nécessairement des rustres sans aucune éducation, étaient du moins des provinciaux de l'espèce la plus déhante, obstinés dans leurs préjugés de caste et de terroir et, surtout, dans leur aversion séculaire pour les agents du pouvoir central. Les chefs qu'ils écoutaient étaient des provinciaux comme eux, caractères énergiques, souvent, et politiques avisés, mais rebelles aux influences extérieures, fermés aux idées du siècle et qui s'en tenaient au principe des franchises bretonnes.

Parmi les plus fermes opposants pouvaient se trouver d'ailleurs des esprits ouverts et cultivés, accoutumés à d'autres horizons que ceux de la société bretonne, comme le comte de Piré. L'attachement aux privilèges de la province était général dans toute la noblesse et la défense de ces privilèges pouvait susciter des énergies dans tous les rangs de l'ordre. Les plus modérés n'étaient pas disposés à toutes les capitulations.

Nous ne connaissons guère la politique de la noblesse aux Etats, le caractère et les menées de ses dirigeants que par la correspondance des agents du pouvoir, premier commissaire, intendant, présidents des ordres ; parfois par les rapports d'espions. La noblesse elle-même a laissé peu de correspondances et de mémoires. Le *Journal de Jacquelot de Boisrouvray*, le plus important de tous, n'intéresse qu'une courte période et ne révèle pas de grands mystères. L'opposition, la « cabale », le « bastion » étaient-ils quelque peu organisés, l'action des « tuteurs » continuait-elle dans l'intervalle des tenues ? (37). Quelles relations au juste les opposants des Etats entretenaient-ils avec ceux du Parlement ? Quelles complicités trouvèrent-ils parfois à la cour ? Autant de points intéressants sur

(37) L'origine du terme « bastion » pour désigner l'opposition intransigeante est obscure. Il semble être entré en usage en 1732. Il parut convenir, peut-être, pour désigner la citadelle, le réduit des irréductibles. Une autre version, c'est que les gentilshommes de l'opposition avaient pris l'habitude de se rencontrer sur une terrasse formant bastion sur les remparts de la ville de Rennes et qui servait alors de promenade: c'est justement en 1732 que les Etats commencèrent à se réunir ordinairement à Rennes et que cette habitude put s'établir.

Le terme de « tuteurs » fut employé pour désigner les meneurs de l'opposition quand celle-ci commença à redevenir agressive et redoutable, en 1752, sous la direction de MM. de Kerguézec, de Coëtanscours et de Bégasson.

lesquels tout éclaircissement fait à peu près complètement défaut. Les agents du roi et leurs espions ont parfois parlé de conciliabules dans des châteaux, en 1717, 1732, 1734, 1752, 1766, mais en termes très vagues. On n'a même jamais tiré au clair l'histoire des entrevues de Kerguézec avec La Chalotais avant la tenue de 1764. Il semble, à première vue, que la Commission intermédiaire, avec ses bureaux diocésains, dut procurer à la noblesse et à sa politique les cadres d'une organisation permanente. Il n'en fut rien. Les affirmations d'Augustin Cochin, à ce sujet-là, sont absolument gratuites et tout ce que nous savons de l'action de la Commission intermédiaire les dément (38). C'est parmi des opposants déclarés que la noblesse choisit ordinairement ses commissaires, surtout depuis 1752; mais, au sein de la Commission, on ne constate guère de manifestations de leur action particulière; ils n'y firent jamais figure de chefs. Les correspondants de la Commission ne leur ont pas servi d'agents politiques. Jamais l'interdant, ni le commandant ne les en ont accusés.

L'attitude de la noblesse aux Etats laisse l'impression d'une politique ouverte et simple, toujours inspirée par les mêmes sentiments et les mêmes principes et dont la direction ne supposait ni cadres permanents ni manœuvres longuement préparées. Ce qui faisait la force de cette politique et en assurait les succès, c'étaient la spontanéité et la vivacité de sentiments communs à la généralité des gentilshommes bretons. Les ressorts en apparaissent si clairement que l'étude de ses dessous et de ses moteurs accidentels ne présente guère qu'un intérêt épisodique.

On a toujours distingué parmi les gentilshommes qui assistaient aux tenues un élément obstiné et bruyant et un élément modéré, « les gens sages », sur lesquels comptaient les agents du pouvoir et qu'ils s'efforçaient de soustraire à la pression des intransigeants. La force respective des deux partis dépendit des satisfactions réelles que le pouvoir royal accorda.

L'institution de la Commission intermédiaire, avec l'octroi des abonnements du dixième et de la capitation, en 1734, réduisit subitement l'influence croissante que le bastion avait exercée sur l'ensemble de l'ordre depuis 1722. Il la recouvra quand on refusa aux Etats l'abonnement du vingtième et,

(38) A. COCHIN, *Les Sociétés de Pensée et les Origines de la Révolution en Bretagne*, t. I, pp. 40 et 44.

désormais, ne la perdit plus. Sous Louis XVI, nous verrons la noblesse se diviser en deux camps ennemis par l'effet des intrigues de l'évêque Bareau de Girac, lors de l'affaire Desgrées du Loû. L'opposition parut alors particulièrement nette entre un parti de la petite noblesse, plus intransigeant, et un parti plus modéré et surtout plus opportuniste. Mais le pouvoir royal ne put tirer grand parti de cette division. Elle ne compromit pas la solidarité de l'ordre dans les cas vraiment graves.

On pourrait citer les noms d'un grand nombre d'opposants notoires, dénoncés par les commissaires du roi ou mis en vedette par les rigueurs du gouvernement, exil ou prison. Mais il en est peu dont le rôle réel soit facile à bien connaître. De 1724 à 1757 se fit remarquer l'infatigable énergie d'Auguste du Groësquer, petit gentilhomme de l'évêché de Rennes, l'un des conjurés de 1719 qui avait réussi à passer à l'étranger et qui, une fois rentré, en 1724, conquit une grande popularité dans son ordre par l'honnête et invincible entêtement avec lequel il combattit dans toutes les tenues, jusqu'à sa mort en 1757, les propositions du gouvernement. D'Aiguillon lui reconnaissait « de l'esprit et de la capacité ». L'évêque Vauréal dit que c'était « le plus grand fou qu'il y eût dans ce pays où ils sont « assez communs » (39). Ce qu'on en peut dire le plus sûrement, c'est qu'il fut le type achevé du gentilhomme breton, féru des droits de sa province, entêté dans leur défense et dans sa défiance à l'égard des agents du pouvoir, au demeurant courageux et fort honnête homme. Au temps du duc d'Aiguillon, les deux principaux chefs de l'opposition furent M. de Kersauzon de Coëtanscours et M. de Kerguézec, bas-bretons tous les deux, le premier des environs de Morlaix, le second de Tréguier. Coëtanscours, plus éloquent, fut alors le principal orateur de l'ordre; il en apparut comme le principal meneur en 1764 et en 1766; son rôle ne cessa qu'à sa mort en 1767. Le comte de Kerguézec, doté de « qualités moins brillantes », mais très au fait de la politique bretonne, réfléchi, avisé, conquit un moment, de 1752 à 1762, avec ses allures rustiques et prudentes, une autorité incontestable sur la noblesse toute entière. Il fut son président élu en 1762. C'était un diplomate et un manœuvrier plus qu'un orateur. D'Aiguillon l'appréciait et favorisa son élection à la présidence, avec l'espoir de prévenir ainsi les éclats fâcheux. Peut-être fût-ce une manœuvre pour le brouiller

(39) Cf. MARION, *La Bretagne et le duc d'Aiguillon*, p. 52, note 1.

avec Coëtanscours qui aspirait également à la présidence. De Kerguézec était certainement plus porté que celui-ci à des combinaisons qui pouvaient le faire taxer d'opportunisme et éveiller la dénanee. En 1764 et 1766, son rôle fut plus effacé. Mais il était des fidèles amis de La Chalotais et il fut un moment exilé à Civray, lors de l'arrestation de celui-ci. Il ne parut plus après la tenue de 1766-1767. Personne dès lors ne devait plus jouer à la tête de la noblesse un rôle comparable au sien et à celui de M. de Coëtanscours. Elle n'en fut pas moins redoutable. A défaut d'un chef prépondérant, elle ne manqua jamais d'une équipe de meneurs pour qui la politique négative, toute de résistance, qui convenait à la défense de ses intérêts fut toujours facile à conduire. Ce qui lui manqua davantage, ce furent des hommes capables de lui faire prendre souci des intérêts de la province. Il se trouva, à la vérité, dans ses rangs de bons administrateurs; elle en envoya à la Commission intermédiaire, à celle des Domaines et à celle de la Navigation intérieure. MM. de Kersauzon et de Piré furent les auteurs des projets de canaux qui aboutirent à l'institution de cette dernière commission. Quelques gentilshommes s'intéressèrent sérieusement à l'œuvre de la Société d'Agriculture. Mais, dans son ensemble, l'ordre était trop étranger aux intérêts populaires et au mouvement économique pour être capable d'une politique d'autonomie véritablement féconde. Nous verrons combien il répugna aux sacrifices nécessaires pour les canaux et combien fut éphémère la tentative de la Société d'Agriculture. Il eut toujours le sentiment qu'il n'avait rien de mieux à faire aux Etats que de veiller sur les privilèges de la province, sauvegarde de ses propres intérêts.

L'ORDRE DU CLERGÉ

L'Eglise, aux Etats de Bretagne, n'était représentée que par des membres du haut-clergé. Au XVII^e siècle, seuls avaient droit de séance les neuf évêques (40), les abbés des quarante abbayes d'hommes et les députés des chapitres des neuf caté-

(40) Rappelons que les neufs diocèses bretons étaient ceux de Rennes, Dol, Saint-Malo, Saint-Brieuc, Tréguier, Léon, Quimper, Vannes et Nantes. En même temps que des circonscriptions ecclésiastiques, c'étaient les principales circonscriptions administratives de la province; ils servaient, en particulier, de cadres à l'administration financière.

drals de la province. Chacun des chapitres n'avait qu'un seul député; il pouvait lui adjoindre des agrégés, mais sans voix délibérative; ces agrégés contribuaient cependant à former la voix de leur chapitre et ils suppléaient, dans l'ordre d'ancienneté, le député absent. En 1607, les Etats enlevèrent aux évêques et aux abbés la faculté, dont les évêques surtout usaient fréquemment, de se faire remplacer par des procureurs. Les chapitres devaient choisir leurs députés et agrégés parmi leurs propres membres et les Etats exigèrent, par une délibération du 19 août 1661, que les uns et les autres fussent « in sacris ». Depuis la déclaration royale du 26 juin 1736, aucun des membres de l'ordre ne pouvait siéger avant l'âge de vingt-cinq ans.

Le procès-verbal de la session extraordinaire de 1539 indique parmi les dignitaires convoqués « les doyens, prévôts et autres « ayant la première dignité ès églises cathédrales et *collégiales* » et chapitres d'icelles »; il nomme d'autre part, parmi les assistants, maître Raoul des Melliers, procureur de l'Université de Nantes. Mais nous ne relevons la présence d'aucun représentant d'université dans aucune autre des sessions dont la composition nous est plus ou moins sommairement donnée et pas davantage celle d'un représentant de collégiale, pas même en 1539. Il faut rappeler que cette session avait été convoquée extraordinairement pour la rédaction de la coutume.

Dans quelques-unes des dernières tenues du XVI^e siècle, on signale la présence de deux ou trois recteurs et d'un moine, prieur de la paroisse de Pléchâtel; on paraissait également admettre, à ce moment-là, le droit de séance des prieurs conventuels. Mais, après 1599, il n'est plus question ni des uns ni des autres (41). La constitution de l'ordre de l'Eglise ne commence d'ailleurs, comme celle des deux autres ordres, à être l'objet de quelques règles précises qu'au début du XVII^e siècle et il est à remarquer que les règlements de 1687 et de 1770 demeurèrent, à son égard, très sommaires et très incomplets. On négligea d'y insérer les dispositions de nombreuses délibérations antérieures. Il est bien rare que l'ordre ait réuni la ma-

(41) Aucun prieur conventuel n'est signalé dans aucun des procès-verbaux qui nous sont restés; mais, jusqu'en 1587, certains procès-verbaux mentionnent qu'il ne s'en est pas présenté, ce qui suppose évidemment que certains de ces prieurs pouvaient avoir droit de séance. Peut-être s'agissait-il des prieurs conventuels des abbayes en commende; on les aurait admis en l'absence des abbés.

majorité des 58 voix qu'il pouvait compter. Seuls, les députés des chapitres, depuis le XVII^e siècle du moins, siégeaient ordinairement au complet. Mais, de 1567 à 1788, les évêques ne se sont trouvés présents tous les neuf que deux fois, en 1691 et en 1695. C'est, d'ailleurs, de 1679 à 1697 qu'ils se sont montrés le plus assidus ; pendant cette période, il n'est guère de session où l'on en ait compté moins de huit. Mais, au XVI^e siècle, il n'en venait le plus souvent qu'un seul et, parfois même, aucun. Au XVII^e siècle, avant 1679, on n'en compte ordinairement que deux, trois ou quatre ; en 1645, aucun ne se présenta ; au XVIII^e siècle ils furent rarement plus de cinq ou six. Quant aux abbés, ils ne sont jamais venus qu'en très petit nombre ; on n'en vit plus de dix que dans quatre tenues au XVII^e siècle, et dans une douzaine au XVIII^e (42). Jamais on n'en a compté plus de dix-neuf.

Il faut dire que, de tout temps, une grande partie du haut clergé de Bretagne venait du dehors, en dépit du privilège qui réservait aux originaires bretons les bénéfices ecclésiastiques de l'ancien duché (43). Ajoutons que, des quarante abbayes, trente-neuf, celle de Prières faisant seule exception, étaient en commende, ce qui augmentait encore, pour elles, les chances de tomber entre les mains d' « extra-provinciaires ».

*
* *

Cependant, bien qu'il fût toujours le moins nombreux des trois ordres en séance et qu'il parût avoir de moins fortes attaches que les deux autres avec la province, le clergé tenait une place considérable aux Etats. Nous avons déjà rappelé qu'il était en dignité le premier des trois ordres. Ses membres avaient, en toutes circonstances, la préséance sur ceux de la noblesse et du tiers et son président avait la présidence générale de l'assemblée. C'était l'évêque du diocèse où se tenaient les Etats. En son absence, c'était le plus ancien des évêques présents, « suivant la date de son sacre » ; en l'absence de tout évêque, le plus ancien des abbés ; en l'absence de tout évêque

(42) Les abbés furent particulièrement nombreux de 1670 à 1691, époque à laquelle l'affluence des évêques fut également plus grande, et de 1748 à 1764. Nous ne saurions dire pourquoi.

(43) Des vingt évêques qui ont occupé le siège épiscopal de Rennes pendant les XVI^e, XVII^e et XVIII^e siècles, quatre seulement furent des Bretons, deux au XVI^e siècle et deux au XVII^e ; aucun, par conséquent, au XVIII^e.

et de tout abbé, le plus ancien des députés des chapitres (44). Mais la présidence n'est échue à un abbé qu'une seule fois au XVII^e siècle, très rarement au XVI^e et jamais au XVIII^e; jamais on n'eut besoin de recourir à un simple chanoine. Il importait, en effet, à la fois au clergé et au gouvernement, que la dignité épiscopale rebaussât l'autorité du président de l'assemblée et, depuis Louis XIV, le dernier n'eût jamais admis l'absence de la totalité des évêques. C'était toujours un des membres de l'Eglise, le plus élevé et le plus ancien en dignité, qui présidait les commissions et conduisait les députations. Quand les Etats eurent une administration autonome permanente, les évêques se trouvèrent naturellement à sa tête; celui de Rennes fut le président général de la Commission intermédiaire et les huit autres, présidents des bureaux diocésains, sinon de droit du moins de fait. Beaucoup, sans doute, occupaient les places qui leur revenaient ainsi comme des charges honorifiques; mais beaucoup prenaient leur rôle au sérieux et une partie de l'ordre, tout au moins, ne venait pas aux Etats simplement pour figurer ou pour faire sa cour aux grands personnages de la session.

L'Eglise, il est vrai, n'aimait pas à se compromettre dans une opposition violente ou obstinée. Le bastion avait coutume de lui reprocher une excessive docilité à l'égard du gouvernement et celui-ci considérait, du reste, que le rôle naturel et même le devoir du clergé étaient de servir les intentions du roi (45). Il est certain que les ministres avaient toujours pris sur une grande partie de l'ordre. Les députés des chapitres

(44) L'évêque de Dol, qui prétendait à la primauté ecclésiastique en Bretagne, prétendait aussi à la présidence dans l'ordre politique. Sous les ducs, dit Dom Morice, « il étoit presque toujours en possession de précéder tous les évêques de la province ». Mais, après la réunion, celui de Rennes lui disputa la présidence des Etats. Ce fut, entre eux, l'origine d'une longue querelle que les Etats de 1604 voulurent terminer en accordant l'alternative de la présidence aux deux compétiteurs, de tenue en tenue. Mais l'évêque de Nantes protesta et celui de Dol obtint alors un arrêt du conseil qui admit ses anciennes prétentions. Les Etats de 1611 firent opposition à cet arrêt et ceux de 1614 demandèrent au roi de résoudre définitivement la question en donnant la présidence à l'évêque diocésain, ce que le roi leur accorda en 1624.

Les évêques de Dol revendiquèrent encore la présidence quand l'évêque diocésain manqua, mais les Etats ne s'arrêtèrent jamais à leurs réclamations.

(45) Le ton sur lequel Jacquilot de Boisrouvray parle du clergé dans son *Journal* donne une assez juste idée des sentiments ordinaires de l'opposition. (J. DE BOISROUVRAY, *Journal d'un député aux Etats*, p. 70, 95, 203, etc.).

n'étaient pas librement élus par leurs collègues, mais désignés à leur choix par le gouverneur, suivant une tradition qui fut respectée jusqu'à la fin de l'ancien régime (46). La feuille des bénéfices était, d'autre part, on s'en doute, un moyen de pression des plus efficaces. N'oublions pas que le clergé, ne supportant aucune des charges de la province, n'était directement intéressé que par accident dans les plus graves débats des Etats. Pourtant, il ne faudrait pas juger de la politique de l'Eglise par les reproches de l'opposition. C'est dans les rangs du clergé que le bastion a trouvé plusieurs de ses conseillers les plus habiles et de ses champions les plus ardents. Il s'y rencontrait aussi des hommes qui, sans se joindre à l'opposition la plus intransigeante, prenaient à cœur les intérêts de la province et mettaient à les servir, dans l'assemblée ou dans ses commissions, beaucoup d'assiduité et une réelle indépendance. Mais, surtout, les progrès des Etats au XVIII^e siècle, l'ampleur et l'importance croissante de leurs débats et le développement de leur administration autonome ouvrirent une belle carrière à l'activité de prélats ambitieux. Certains évêques, nous l'avons incidemment rappelé en parlant de Vauréal et de Bareau de Girac, trouvèrent ainsi l'occasion de devenir dans la province, en face des représentants directs du pouvoir, des personnages politiques puissants et souvent plus écoutés que ceux-ci à la cour. Il n'était pas nécessaire, pour cela, qu'ils fussent bretons; ils pouvaient obéir à leur ambition personnelle plutôt qu'au souci des intérêts provinciaux. Mais c'était aux Etats et dans les cadres de l'autonomie bretonne qu'était la source de leur autorité et de leur crédit; la place même qui leur était faite dans les institutions de la province les conduisait à défendre ces institutions et à servir cette autonomie plutôt qu'à se faire simplement les instruments des ministres et de leurs agents.

Le clergé pouvait, enfin, passer à l'opposition et se servir des pouvoirs des Etats pour la défense de ses propres privilèges, comme il le fit, par exemple, quand Machault prétendit lui faire payer le vingtième.

Il n'était donc pas fatalement voué au service de la politique ministérielle, ni même aux missions de conciliation et d'apai-

(46) Voy. une lettre du chanoine Thoreau, de Dol, au duc de Chaulnes (DEPPING, *Corr. adm. du règne de Louis XIV*, t. I).

sement; ses immunités fiscales ne le rendaient pas toujours étranger aux intérêts et aux passions du reste de l'assemblée. Pour faire moins de bruit et soulever moins de conflits que la noblesse, il n'offrait pas l'aspect d'un troupeau docile; les opinions y étaient ordinairement mêlées; ses votes sur les questions critiques n'étaient jamais unanimes et ses chefs poursuivaient souvent une politique personnelle qui compliquait gravement la marche des affaires et la tâche des commissaires du roi.

Dans les derniers temps de l'existence des Etats, on signale un assez vif mécontentement des abbés et des députés des chapitres à l'égard des évêques trop portés à commander en maîtres au reste de l'ordre. Le chanoine de la Motterouge exprime naïvement ces sentiments en déplorant un désaccord qui, à la vérité, n'était pas de beaucoup de conséquence (47)

L'ORDRE DU TIERS-ÉTAT

C'est à partir de 1352 que la présence de députés des villes commence à être signalée dans les assemblées d'Etats et il semble bien qu'on ne puisse faire remonter plus haut l'origine

(47) J. BAUDRY, *La Bretagne à la veille de la Révolution*, t. II, p. 119, Fragments du Journal de l'abbé de la Motterouge, chanoine député du chapitre de Tréguier, sur les Etats de 1786. L'évêque de Dol, Urbain de Hercé ayant d'abord refusé la députation en cour, pour laquelle le tiers l'avait proposé, les évêques s'émurent de voir la noblesse proposer à sa place l'abbé de Biochaye. Pour écarter celui-ci de la députation, toujours, jusqu'alors, donnée à un évêque, ils insistèrent auprès de M. de Hercé pour le faire revenir sur son refus et finirent par y réussir. Mais plusieurs abbés protestèrent par une lettre qui fut adressée aux chapitres des neuf cathédrales de la province (16 janvier 1787. Arch. d'I.-et-V. C 3902). Une seconde dispute, s'était élevée, le 15 novembre 1786, au sujet de la nomination des membres du clergé aux diverses commissions siégeant pendant la tenue. Les abbés avaient demandé qu'on élût les commissaires au scrutin secret au lieu d'en laisser le choix au président de l'ordre. D'où colère des évêques qui finirent par l'emporter; mais abbés et chanoines s'étaient inclinés de fort mauvaise grâce. Nous ne connaissons pas, dans les tenues précédentes, d'incidents qui fissent prévoir de telles difficultés. L'hostilité des bastionnaires à l'égard de l'évêque Barceau de Girac et de plusieurs de ses confrères explique probablement la désignation de l'abbé de la Biochaye par la noblesse. Dans la protestation des abbés, que soutenaient la plupart des députés des chapitres, il faut voir une manifestation des sentiments égalitaires qui gagnaient toutes les classes à l'approche de la Révolution; non pas, d'ailleurs, qu'abbés et chanoines fussent disposés à rien sacrifier de leurs propres privilèges.

de la représentation du tiers. Cette représentation ne devait être, en aucun temps, constituée autrement qu'elle le fut alors; elle ne s'étendit jamais qu'aux villes désignées par le duc et, ensuite, par le roi. Pour quels motifs les ducs appelèrent-ils les villes aux Etats ? On peut supposer que ce fut à cause de l'accroissement de leurs ressources et des progrès de leur autonomie. Sans doute, convoquèrent-ils celles-là seulement où s'était déjà formé un embryon d'organisation municipale et qui possédaient des « deniers communs ». Peut-être, d'autre part, ne convoquèrent-ils d'abord que celles qui dépendaient directement d'eux. L'histoire politique de l'ancien duché et les origines des municipalités bretonnes sont encore trop obscures pour que nous en puissions dire davantage (48).

Nous avons la liste de onze villes représentées à l'assemblée de 1352 ; nous ignorons s'il n'en avait pas été convoqué d'autres (49). Ce qui est certain, c'est que, jusqu'en 1614, l'on ne convoqua pas toujours autant de villes, ni les mêmes. Le duc Pierre II accrut fortement la représentation du tiers; mais il ne semble pas qu'il ait arrêté une liste de convocation régulière. Aux premiers Etats qu'il réunit, en 1451, il appela 23 villes dont 19 seulement envoyèrent leurs députés: en 1455 et en 1462, 25 furent représentées (50). Les procès-verbaux qui nous ont été conservés ne citent ordinairement que les députés présents sans toujours donner la liste complète des villes convoquées ou mentionner celles qui ont fait défaut. Mais quelques chiffres suffisent à montrer qu'au XVI^e siècle encore le nombre des villes représentées variait beaucoup et que celui des villes défaillantes était, d'autre part, souvent élevé. De 1567 à 1600 on relève les noms de 37 villes différentes. Or, en 1577, 21 seulement furent convoquées et 17 représentées; en 1578, le nombre des premières s'élève à 30 et celui des secondes s'abaisse à 12. En 1598, 30 furent représentées et, en 1599, 18 seulement.

(48) POCQUET DU HAUT-JUSSÉ, *Les faux Etats de Bretagne de 1315 et les premiers Etats de Bretagne*, et H. SÉE, *Note sur les origines de l'Organisation municipale en Bretagne*.

(49) Les villes représentées furent : Rennes, Nantes, Châtelaudren, Dinan, Guingamp, Jugon, La Roche-Derrien, Lamballe, Moncontour, Morlaix et Quimper (DOM MORICE).

(50) DOM MORICE, *Hist. de Bret.* t. I, années 1451, 1455 et 1462.

Ce sont les Etats eux-mêmes qui, en 1614, demandèrent au roi d'arrêter une liste permanente. Ils furent autorisés à en proposer une sur laquelle ils portèrent les noms de 44 villes; elle fut acceptée toute entière (51).

Les Etats n'ont jamais pu contester que le droit de députation dépendit du pouvoir royal. Ils le reconnurent nettement en cette circonstance et ils le reconnaissaient encore dans leur règlement de 1770 quand ils disaient, après avoir énuméré les villes « composant l'ordre du tiers » : « si ce n'est qu'il plût à « S. M. d'accorder à celles des autres villes de sa dite province « de Bretagne, qui n'ont pas le droit de se faire représenter à « l'assemblée des Etats, la permission d'y envoyer des députés, « lorsqu'elles auront mérité cette distinction par l'augmenta- « tion de leur population et de leur commerce, et de priver de « ce droit celles qui en jouissent, s'il leur devenait inutile, par « la diminution de leur commerce et de leurs habitants, le tout « néanmoins sans préjudicier aux droits des Etats » (52).

Par cette réserve, les Etats rappelaient évidemment leur prétention de vérifier eux-mêmes les titres de leurs propres membres, ce qui, en l'espèce, devait s'entendre des titres des villes aussi bien que de ceux des députés. N'est-il pas surprenant que leur texte ne prévoie au droit de députation que des conditions d'ordre économique qui faisaient la part belle à l'arbitraire royal et non pas des conditions juridiques précises? Le règlement de 1687 disait beaucoup plus nettement : « L'ordre

(51) Voici la liste de ces 44 villes, dans l'ordre alphabétique :

Aucenis	Vitré	Ploërmel
Antrain	Hennebont	Pontivy
Auray	Josselin	Quimper
Bazouges-la-Pérouse	La Guerche	Quimperlé
Brest	Lamballe	Quintin
Carhaix	Landerneau	Redon
Châteaubriant	Lannion	Rennes
Clisson	Le Croisic	Rhuys
Concarneau	Lesneven	Saint-Brieuc
Dinan	Macheoul	Saint-Malo
Dol	Malestroit	Saint-Pol-de-Léon
Donarnenez	Moncontour	Saint-Renan
Fougères	Montfort	Tréguier
Guérande	Morlaix	Vannes
Guingamp	Nantes	

Roscoff avait obtenu, en 1608, des lettres patentes lui accordant le droit de députation. Mais les Etats décidèrent qu'elle serait représentée par le même député que Saint-Pol-de-Léon. (PONTBRIAND, L. I, chap. 3).

(52) Règl. de 1770, chap. IV, art. 4.

« du tiers sera composé des députés des communautés de Bretagne » (53) reconnaissant ainsi le droit, facile à vérifier, de toutes les villes régulièrement érigées en communautés, et de celles-là seulement. Il n'y a pas, croyons-nous, contradiction entre ces deux règlements; ni les Etats, ni le gouvernement ne songeaient certainement, en 1770, à contester le droit de députation à aucune communauté, ni à le reconnaître à aucune ville qui n'eût pas été d'abord dotée d'une organisation municipale régulière. Tous les précédents prouvent que, depuis longtemps, ce double principe était admis.

Nous le voyons s'établir au XVII^e siècle. Jusqu'alors les institutions municipales étaient encore, en plus d'une ville bretonne, non seulement rudimentaires, mais peu stables et elles n'offraient pas de base sûre au droit de députation. Nous ne savons comment les Etats firent, au juste, leur choix de 1614. Ils écartèrent des villes qui avaient été précédemment représentées (54); ils en admirèrent plusieurs qui ne l'avaient été que rarement, ou même jamais, et qui ne possédaient ni lettres royales confirmant leurs privilèges municipaux, ni ressources permanentes. Mais, sans « deniers communs », comment défrayer des députés ? (55) Comment, surtout, et pourquoi conserver une municipalité ? Or nous constatons que la qualité de communauté n'est gardée, à la fin du XVII^e siècle, que par les villes qui possèdent un budget soumis au contrôle royal et régulièrement alimenté par des « deniers d'octroi », et que ce sont celles-là qui, toutes et seules, députent alors aux Etats. Aucune loi, sans doute, n'avait formellement fixé les conditions du droit de députation. Mais la liste des villes auxquelles il fut désormais reconnu fut celle des villes touchées par l'arrêt du conseil du 6 juin 1667 ou les lettres patentes du 3 août 1681, c'est-à-dire par les lois qui réglèrent l'administration financière des villes bretonnes. L'arrêt de 1667 réglementait, d'ailleurs, le nombre et le choix des députés (56).

Quarante villes se trouvèrent ainsi régulièrement convoquées aux Etats. De celles que portait la liste de 1614, six avaient

(53) Règl. de 1687, chap. I, art. 4.

(54) Par exemple, Penmarch (représentée encore en 1571), Jugon (en 1556, 1577 et 1578), Châteaulin (en 1577 et 1578), Paimpol (en 1598), Audierne (en 1599), Rosporden (en 1610).

(55) Voir DUPUY, *Administr. Municipale en Bret.* p. 12.

(56) DU BOUËTIEZ DE KERORGUEN, donne le texte de cet arrêt (*Rech. sur les Etats de Bret.* t. I, p. 67).

laissé périmer leur droit : Antrain, Bazouges-la-Pérouse, Douar-nenez et Saint Renan, dont les députés n'avaient jamais paru, Clisson et Machecoul qui cessèrent d'en nommer, la première après 1626, la seconde après 1651 (57). Aucune de ces villes ne fut, par la suite, comptée au nombre des communautés de la province ; aucune n'est visée dans l'arrêt du 6 juin 1661, ni par les arrêts rendus en exécution des lettres patentes du 3 août 1681. Par contre, deux villes qui ne figuraient pas sur la liste de 1614, Hédé et La Roche-Bernard, furent représentées aussitôt après qu'elles eurent été pourvues de deniers d'octroi par lettres patentes, Hédé à partir de 1645 (58) et La Roche-Bernard, d'une manière définitive, à partir de 1667 (59). Une troisième, Port-Louis, avait obtenu, en termes formels, le droit de députation, par l'édit du 16 juillet 1618 qui l'avait érigée en communauté ; mais elle ne l'exerça, et à de longs intervalles, que jusqu'en 1661, et son cas prouve, justement, l'importance capitale de la possession de deniers d'octroi. Elle n'en possédait pas en 1667 et ne fut pas visée par l'arrêt du 6 juin. Les habitants réclamèrent la concession d'octroi en 1671 en faisant valoir que des ressources permanentes leur étaient indispensables pour jouir de leurs privilèges municipaux et, en particulier, pour défrayer un député aux Etats et ils obtinrent satisfaction, l'année suivante, par des lettres patentes qui confirmèrent, en même temps, tous leurs privilèges. Mais le duc de Mazarin, gouverneur de la ville, qui avait acquis des Etats, en 1667, les droits sur les boissons qu'ils y possédaient, s'opposa avec succès à l'enregistrement de ces lettres patentes et Port-Louis fut privé de son titre de communauté et de sa députation

(57) Procès-verbaux des Etats.

(58) Hédé obtint ses octrois par lettres patentes du 8 mai 1641. Elle avait, au préalable, obtenu le consentement des Etats (dél. du 7 janvier 1640). Ses lettres furent enregistrées sans observation par le Parlement le 18 nov. 1641. (Arch. d'I.-et-V. Parlement, B 21).

(59) La Roche-Bernard avait été représentée aux Etats, une première fois, en 1619 (Pr.-v. des Etats). Mais son député ne reparut qu'en 1667, après qu'elle eut réussi à faire enregistrer, non sans peine, les lettres patentes lui accordant des octrois. Le Parlement de Rennes refusa, en effet, d'enregistrer les premières lettres que cette communauté avait obtenues les 13 et 14 déc. 1659 (Arch. d'I.-et-V. Reg. sec. B 297) ; on ne sait pourquoi. Ilregistra, sans difficulté, le 4 mars 1666, de nouvelles lettres obtenues par la communauté le 22 août 1665 (*Ibid.* B 24). Aucun détail sur l'érection de La Roche-Bernard en communauté et sa représentation aux Etats, dans l'ouvrage de J. M. GUILLAUME, *La Roche-Bernard* (1919), sinon la date de 1666.

aux Etats jusqu'après le rachat par le roi, en 1752, des droits concédés aux Mazarin. Mais alors, surgit un nouvel obstacle. La noblesse, soutenue par le clergé, obtint, malgré le tiers, que les Etats de 1764 fissent opposition aux lettres patentes du 23 avril 1763 qui avaient rendu à Port-Louis ses privilèges et ses octrois, sous prétexte que la ville n'avait pas sollicité le consentement préalable de l'assemblée à la concession de ceux-ci. Le député de Port-Louis fut admis à la session suivante, mais à condition que sa communauté ne lèverait aucun droit sur les boissons « que comme par dépôt » et ne pourrait obtenir la prorogation de ses octrois sans le consentement des Etats (60).

Brest, qui avait reçu ses premiers privilèges municipaux en 1593, sa première concession d'octrois en 1623 et qui figurait sur la liste de 1614, ne fut pas visée par l'arrêt de 1667, tout comme Port-Louis. Mais, comme Port-Louis et même dix ans plus tôt, dès après 1651, elle avait cessé de se faire représenter; ce fut probablement pour la même raison, faute de ressources régulières, car son député reparut aux Etats en 1683, aussitôt après que les lettres patentes de juillet 1683 eurent réorganisé la communauté et lui eurent concédé de nouveaux octrois (61).

Le droit de députation des villes avait donc alors une base sûre et reconnue. L'exemple de Port-Louis nous a montré comment elle offrait aux Etats le moyen de s'opposer à l'admission d'une ville dans la représentation du tiers (62). Les villes avaient, il est vrai, perdu l'habitude, au XVIII^e siècle, de demander le consentement des Etats pour la prorogation de leurs octrois et même pour la concession de taxes nouvelles. Mais on sait que la noblesse voulut, sur ce point comme sur

(60) Sur l'affaire de Port-Louis, voir DU BOUËTIEZ DE KÉRORGUEN, *Recherches*, I, 71, et la correspondance relative aux Etats de 1764; (en particulier, d'Aig. au cont. gén. 16 oct. 1764, Arch. Nat. H 356).

(61) Pr.-v. des Etats et BERNARD, *La Municipalité de Brest*, p. 52 et 186.

Le cas de la ville de Châteaubriant est obscur. Elle avait des deniers d'octroi et était organisée en communauté depuis le mois de septembre 1587, et elle avait obtenu des lettres patentes du duc de Mercœur confirmant cette organisation, en 1594; elle fut portée sur la liste de 1614 et elle exerça son droit de députation pendant tout le XVII^e s. Cependant elle n'est pas visée dans l'arrêt du conseil de 1667. Faut-il admettre que ses finances étaient alors en assez bon état pour qu'il n'y eût pas lieu à une liquidation? (Voir Abbé Gouvé, *Hist. de Châteaubriant*).

(62) Clisson et Douarnenez envoyèrent des députés aux Etats de 1722; mais, à la demande du tiers, les Etats refusèrent de les admettre, aucune des deux villes ne pouvant fournir de titres de communauté (Pr.-v. des Etats).

tous les autres, restaurer et même étendre les droits de l'assemblée et que ce fut, sous Louis XVI, l'occasion d'un grave conflit dont l'affaire de Port-Louis fut le prélude et qui se termina, en 1784, par une victoire complète des Etats. Ainsi, la réserve faite de leurs droits, à la fin de l'article relatif à la composition du tiers, dans le règlement de 1770, prit toute sa valeur.

Avec Port-Louis et avec Lorient, qui fut érigé en communauté en 1738 et représenté aux Etats à partir de la session suivante (63), le nombre des villes ayant droit de députation se trouva porté à 42. Jusqu'en 1717, plusieurs négligeaient souvent de répondre à la convocation. Le nombre des villes défaillantes variait beaucoup, de une ou deux jusqu'à la douzaine ou même davantage. Après 1667, l'assiduité fut plus régulière; sauf dans huit tenues, on ne compta, dès lors, jamais moins de trente et une villes représentées. De 1717 à 1730 manquèrent, au plus, les députés de trois villes. A partir de 1732, le tiers-état fut toujours au complet, ce qui n'était encore arrivé qu'une seule fois, en 1724 (64). L'arrêt du 6 juin 1667 interdit à chaque ville d'envoyer aux Etats plus d'un seul député. Rennes et Nantes étaient seules autorisées à en nommer et défrayer deux, privilège qui fut bientôt accordé à Vannes, Saint-Malo et Morlaix. Aucune ville, d'ailleurs, ne pouvait disposer et n'avait jamais disposé que d'une seule voix. La faculté était laissée à toutes de nommer un nombre indéterminé d'agregés qui pouvaient, comme ceux des chapitres, assister aux séances et donner leur avis à leurs députés, mais sans avoir voix délibérative et sans qu'il fût permis de leur allouer aucune indemnité sur le budget municipal. Les villes n'usèrent de cette faculté qu'avec discrétion; il est rare que l'on ait compté plus d'une dizaine d'agregés pour l'ordre tout entier.

*

Les villes prétendaient au libre choix de leurs députés et les Etats les soutinrent dans la défense de cette liberté, la reven-

(63) Lorient était alors fondée depuis plus d'un siècle. Une paroisse y avait été érigée en 1707. C'est le progrès des affaires de la Compagnie des Indes, depuis la paix d'Utrecht et les entreprises de Law, qui permit à la ville d'obtenir son érection en communauté, en raison de l'importance qu'elle avait acquise. L'édit d'érection porte qu'on y comptait alors plus de 14.000 habitants.

(64) Notons, toutefois, qu'Auray ne fut pas représentée aux Etats extraordinaires de 1748.

diquant eux-mêmes comme un principe de leur propre constitution. Contre la limitation du nombre des députés et les règles instituées pour leur choix par l'arrêt de 1667, on les voit par exemple demander « qu'il soit libre aux communautés d'envoyer « aux Etats, comme par le passé, tels députés et en tel nombre « qu'il leur plaira » (65).

Mais, en fait, l'élection des députés n'avait jamais été absolument libre. Dès l'origine la députation aux Etats fut une prérogative indiscutée du premier magistrat de la communauté, procureur syndic ou maire, et il resta, jusqu'à la fin, député né. La liberté de la communauté se réduisait à lui adjoindre d'autres députés ou à choisir son remplaçant, s'il était lui-même empêché. A partir de 1667, c'est en cette seule circonstance que fut possible un libre choix. Encore se trouvait-il restreint par les prérogatives des juges.

Dès le début du XVII^e siècle, nous voyons, en effet, les juges des juridictions locales réclamer la députation comme un privilège attaché à leurs charges; c'était nier le principe même du choix par l'élection; cependant des juges furent fréquemment députés. Dans les commencements, Hédé, par exemple, n'eut jamais d'autre représentant que son sénéchal. L'arrêt du 6 juin 1667 admit dans une large mesure les prétentions des juges puisqu'il décida « qu'un syndic ou habitant ayant été « nommé pour une tenue d'Etats, en l'assemblée suivante un « officier fût député. Pourront néanmoins, les villes de Rennes « et de Nantes députer un officier ou un habitant avec leur « syndic ». Cette alternance fut maintenue par une déclaration royale de 1702. Mais elle était déjà et elle demeura supprimée dans les villes où les offices de maires créés par l'édit de 1692 avaient été acquis par des particuliers. Cet édit attribuait, en effet, aux maires en titre la députation permanente aux Etats: l'alternance ne fut maintenue que là où les communautés « réunirent » les offices en les rachetant elles-mêmes.

Parmi les juges locaux, la communauté n'avait pas à choisir; le possesseur de l'office le plus élevé prenait la place. La règle

(65) Procès-verbal des Etats de 1667 (7 oct. et 6 nov.). Les Etats avaient commencé par protester contre les arrêts de la Chambre des Comptes de Nantes qui, depuis 1650, avait souvent réduit ou rayé les sommes inscrites dans la dépense des villes pour frais de députation et interdit, en même temps, à celles-ci d'envoyer plus d'un ou deux députés aux Etats. C'est justement sur l'appel qu'ils firent de ces décisions de la Chambre au conseil du roi, qu'intervint l'arrêt du 6 juin 1667 (POURBRIAND, L. I, chap. 3).

de l'alternative ayant été gravement altérée par la création de nombreux maires en titre, les juges ne formèrent jamais qu'une assez petite minorité dans la représentation du tiers. Ceux du présidial de Rennes se plaignirent en 1734 que la communauté de Rennes refusât toujours de leur attribuer son second siège de député; le ministre leur répondit que les termes de l'arrêt de 1667 n'imposaient nullement l'alternative pour cette seconde place. Les officiers du présidial de Nantes l'avaient pourtant obtenue par un arrêt du conseil du 20 septembre 1695 et il semble bien que c'était là une décision conforme à l'esprit, sinon à la lettre, singulièrement confuse, de celui de 1667 (66). Il n'en faudrait pas conclure, d'ailleurs, que la communauté de Rennes choisissait son second député par une élection véritable. Elle désignait l'un de ses échevins suivant « la règle de l'ancienneté et du turne ». En 1750, comme elle avait nommé l'échevin Bioche, contrairement à cette règle, l'échevin Barbier, dont c'était le tour de siéger, protesta et les commissaires du roi lui donnèrent gain de cause (67).

On voit ce qu'était devenue la liberté des choix dans les rares occasions où les communautés en auraient pu jouir.

Mais, sous d'Aiguillon, le gouvernement s'efforça de réduire encore cette liberté afin de réduire d'autant l'indépendance des députés à son égard et l'influence de leurs commettants sur eux. L'arrêt du conseil du 11 juin 1763 fut évidemment une mesure politique inspirée par les circonstances; il soumit le choix des maires au contrôle du gouvernement et son préambule en avoue le motif sans détour : « Il a été représenté à S. M. « que les maires des villes et communautés de la province sont « députés-nés desdites villes et communautés à l'Assemblée des « Etats de cette province, que, par conséquent, le choix des « sujets qui se présentent pour occuper les places de maire « mérite une attention particulière... ». Il était ordonné, en conséquence :

à l'article 1^{er}, que les acquéreurs des charges de maires, là où elles étaient demeurées vénales, devaient obtenir, au préalable, l'agrément du roi;

(66) Arch. d'I.-et-V. C 250 : Requêtes des officiers du présidial et réponse.

(67) Arch. d'I.-et-V. C 250. Cet incident est rapporté dans une requête de l'échevin Bodin du Verger aux commissaires du roi, lors de la tenue de 1766.

à l'article II, que dans les villes où ces charges, rachetées par la communauté, étaient électives, la liste des candidats possibles serait soumise à l'approbation du gouverneur ou du commandant en chef de la province;

à l'article III, que les maires élus ne pouvaient être continués dans leur charge qu'avec l'autorisation du gouverneur ou du commandant.

On spécifiait formellement que, dans les villes possédant à la fois un maire en titre et un maire électif, le premier serait toujours député aux Etats à l'exclusion du second, aussi souvent qu'il lui plairait d'occuper la place (68).

Les Etats protestèrent vivement contre l'atteinte portée aux libertés municipales et, par le même coup, à leurs propres libertés. Ils représentèrent que les députés du tiers « le sont et « l'ont toujours été en vertu d'une nomination librement faite « dans les communautés; que cette liberté est fondée sur tous « les principes du droit public et sur les usages constants de la « province » et que « jamais ils n'ont dû admettre que les « députés auxquels les villes et communautés avaient donné « librement leurs procurations, ces procurations n'étant « valides qu'autant qu'elles sont purement volontaires ». Ces protestations, renouvelées dans chaque session à partir de 1764, furent vaines et, si les circonstances permirent aux villes, au cours de la réaction anti-aiguilloniste, de refuser parfois la députation aux maires désignés par l'arrêt de 1763, cet arrêt demeura une arme commode pour les agents du pouvoir et ils en usèrent parfois (69).

Les maires électifs continuaient cependant à former, dans le tiers, un élément en quelque manière représentatif et ils y étaient toujours en majorité. Mais que représentaient-ils au

(68) Arch. d'I.-et-V. A 104.

(69) Mémoires des Etats contre l'arrêt de 1763 (Arch. d'I.-et-V. C 3319).

Dès que d'Aiguillon eut quitté la province, plusieurs communautés protestèrent contre l'arrêt de 1763 en écartant de la députation les maires trop dévoués à l'ancien commandant. Ce ne fut généralement que pour la session ordinaire de 1768 (Voir MARION, *La Bret. et le duc d'Aig.* p. 254). Mais celle de Dol avait déjà désigné son maire électif, Mestivier, au lieu de son maire en titre, des Rieux de la Turrie, subdélégué de l'intendant, pour la session extraordinaire du mois de mars précédent, alors que d'Aiguillon était encore commandant. Mestivier dut, pour cette fois, céder la place à des Rieux; mais, à la session suivante, celui-ci, redoutant un mauvais accueil aux Etats, renonça, de lui-même, à la députation (Arch. d'I.-et-V. C 357). Pour cette même session, la communauté de Châteaubriant avait élu son syndic, Luette de la Pilorgerie, au lieu de son

juste ? On ne saurait entreprendre de donner ici une description, même sommaire, de l'organisation, si disparate, des municipalités bretonnes et des modes variés de l'élection des maires. Autant de communautés, autant de régimes différents. Le pouvoir royal avait étendu aux villes de la province ses créations d'offices et son contrôle financier, mais non ses tentatives de réglementation générale. Les édits d'août 1764 et de mai 1765 ne furent ni enregistrés ni appliqués en Bretagne. Mais les charges municipales y furent toujours et partout le monopole d'une bourgeoisie aisée et, parfois même, de quelques familles seulement. Dans six villes : Nantes, St-Malo, Ancenis, Châteaubriant, Dol et Dinan, le corps électoral comprenant tous les chefs de famille, ou même tous les habitants de plus de 25 ans, était assez nombreux et de composition assez variée pour que des compétitions entre individus, et même entre catégories sociales, fussent possibles. Toutefois, les charges y demeureraient, comme ailleurs, aux mains d'oligarchies très étroites. Partout, en effet, le nombre des éligibles était très restreint. A Morlaix, le corps électoral ne comprenait que trente-deux membres, négociants en gros et armateurs, et, à Brest, une centaine, ecclésiastiques et bourgeois notables, avec un petit nombre de députés des corps de métiers. Dans trente-trois villes, le choix du maire appartenait à une « communauté » d'une centaine de membres au plus et parfois d'une douzaine seulement, exclusivement formée de notables, bourgeois, ecclésiastiques et gentilshommes (70). Il arrivait que des gentils-

maire, M. de Fermon, contrairement à tout droit. De Fermon réclama auprès des commissaires du roi et la députation fut lui rendue. Mais il démissionna de ses fonctions de maire, le 13 mars 1769, aussitôt après son retour des Etats. Des cinq candidats qui furent alors présentés à l'agrément du gouvernement, Luette de la Pilcrgerie fut, il est vrai, éliminé, avec deux autres. (Goubé, *Hist. de Châteaubriant*).

A Fougères, Pierre Le Mercier de Montigny, maire en titre depuis 1771, se plaisait à reconnaître, en recevant la députation qui lui revenait de droit, « qu'il était le dépositaire d'une confiance libre qu'il ne devait « qu'à l'estime dont la communauté voulait bien l'honorer ». (Délibérations de la communauté de Fougères, Reg. 5 *passim*. D'après un mémoire inédit de M. Maudet).

Lors de la préparation des Etats de 1778, l'intendant Caze de la Bove réclama un nouvel arrêt plus sévère qui étendît à la Bretagne les dispositions de l'art. 6 de l'édit de mai 1765 et donnât au gouvernement le choix des maires sur une liste de 3 ou 4 personnes présentées par les communautés. Il fit remarquer que l'arrêt de 1763 était d'une application difficile, les subdélégués redoutant de proposer des exclusions par crainte des haines locales (Caze de la Bove à Amelot, Arch. Nat. H 400).

(70) DUPUY, *Adm. Munic. de la Bret.*, p. 14 et suiv. Voir aussi, du même, *Les 31 de Dinan*.

hommes ou des anoblis occupassent la mairie et siégeassent par conséquent aux Etats dans les rangs du tiers. Les maires et les juges qui représentaient l'ordre étaient, en tout cas, des privilégiés vivant noblement. Si des négociants en gros ont figuré parmi les premiers, c'est d'une manière exceptionnelle. La représentation du tiers, formée de gens de loi, de propriétaires et de rentiers, était à peu près aussi étrangère que la noblesse au mouvement économique et à la vie populaire.

*
**

Les maires ne pouvaient, toutefois, être indifférents aux intérêts des villes qu'ils administraient. Les communautés tenaient, d'ailleurs, à conserver à leurs députés, quels qu'ils fussent, le caractère de mandataires. Fussent-ils maires en titre et, en quelque sorte, propriétaires de leur députation, ils recevaient celle-ci par une délibération spéciale, simulacre d'une véritable élection, et ils étaient munis de leurs pouvoirs par une procuration qu'ils devaient produire en entrant aux Etats. Les convocations étaient toujours adressées aux villes et non pas aux députés.

A leur retour, il était d'usage qu'ils rendissent compte de leur mandat. Pure formalité souvent, qui ne laissait d'autre trace qu'une brève mention sur les registres de la communauté. Mais, à Brest, le député dut, à une certaine époque, rapporter une « copie tout au long » de la tenue. Pour raison d'économie, on en vint à se contenter d'extraits ; mais on insérait au registre des délibérations un résumé assez détaillé de son rapport verbal (71).

Par les exemples que nous avons pu relever, non seulement à Brest, mais à Rennes, à Fougères et à Vitré, nous voyons que les députés pouvaient être effectivement chargés de mandats précis relatifs, il est vrai, le plus souvent, aux affaires particulières de leurs villes.

Dans les vingt dernières années de l'Ancien Régime, il s'agit parfois de mandats politiques d'une portée plus générale : on participe à la réaction anti-aiguilloniste, on manifeste en faveur du Parlement, on réclame, contre la noblesse, une meilleure répartition de la capitation et des fouages (72).

(71) BERNARD, *Mun. de Brest*, p. 142.

(72) BERNARD, *op. cit.*, chap. IV. MAUDET, *Rech. sur l'admin. mun. de Fougères* (inédit) chap. III. RYEN, *La Vie municipale à Vitré*, chap. VII.

Quand la communauté de Brest nommait son député, elle désignait en même temps quelques autres de ses membres pour le conseiller avant son départ et, au besoin, dresser à son intention des instructions écrites. Dans les circonstances graves, lors du mouvement anti-aiguilloniste de 1768, par exemple, et en 1788, c'est la communauté toute entière qui discuta ces instructions (73). Lors des deux sessions d'Etats de 1768, la communauté de Rennes désigna une commission de douze membres pour se tenir en relation avec son député (74).

Nous connaissons malheureusement trop mal l'histoire des municipalités bretonnes pour bien juger de l'importance des mouvements d'opinion qui commencent ainsi à se manifester dans les villes vers 1765. Nous constatons du moins que la représentation du tiers aux Etats a pu servir à la défense des intérêts des villes et même aux manifestations politiques de la bourgeoisie.

A partir de 1772, on peut même suivre, aux Etats, l'aggravation progressive des sentiments hostiles qui mettront si violemment aux prises, en 1788, la noblesse et la bourgeoisie bretonnes. Le débat sur la répartition de la capitation, que la noblesse réussit à éluder sans trop de peine en 1772, lui fut imposé de nouveau en 1775 et n'aboutit, en 1778, qu'après les disputes les plus passionnées. Quand la noblesse voulut restaurer le droit des Etats à consentir les concessions et prorogations d'octrois aux villes, la majorité du tiers vit là une insupportable entreprise dirigée contre la bourgeoisie des municipalités et, si elle soutint, en cette affaire, l'autorité royale, ce fut avec une vivacité qui suppose évidemment une irritation sincère et spontanée. M. de Tréverret, le président de l'ordre, si dévoué au pouvoir, signale avec insistance, en 1778 et 1780, au contrôleur général, l'impatience de ses collègues qu'il se sent incapable de contenir et dont il partage du reste les sentiments (75). En 1788, c'est l'intendant Bertrand de Molleville qui, dans un remarquable mémoire sur les impôts de la pro-

(73) BERNARD, *op. cit.*, p. 141.

(74) Une ordonnance royale, du 21 février 1768, casse la délibération de la communauté qui avait institué cette commission, le 14 février précédent, pour les Etats extraordinaires (Arch. d'I.-et-V. C 250). Mais on renonça à casser la délibération du 8 décembre qui renouvela cette commission pour les Etats ordinaires (MARION, *La Bret. et d'Aig.*, p. 525).

(75) De Tréverret à Necker, 15 nov. 1780 (Arch. Nat. H 402).

vince, montrera nettement combien les griefs du tiers sont fondés, en faisant prévoir qu'ils seront vigoureusement soutenus (76).

Mais, pour suivre une politique qui lui fût propre et servît avec assez de force les intérêts généraux de l'ordre, la représentation du tiers avait le grave défaut d'être dépendante et peu considérée.

Pontbriand nous dit, il est vrai, que « le tiers-état était autrefois le plus difficile [des trois ordres] à gouverner...; « dans les affaires, ses députés étaient fermes et on ne pouvait « les réduire aux volontés des supérieurs ». Il prétend que leur docilité ne date que de l'arrêt du conseil de 1667 qui « donna « aux commissaires du roi le pouvoir de régler comme il leur « plaît les affaires et les dépenses des communautés » (77). Il est vraisemblable, en effet, que le tiers est devenu plus soumis au pouvoir sous le règne de Louis XIV et, surtout, depuis la présence, à demeure, d'un intendant dans la province. Il se peut que Pontbriand exagère l'audace et l'indépendance des députés des villes avant Louis XIV. Mais, depuis, ils n'ont plus semblé libres de leur politique que dans la mesure où ils pouvaient choisir de servir la noblesse contre le gouvernement ou celui-ci contre la noblesse.

Au XVIII^e siècle, celle-ci avait coutume de reprocher au tiers, encore plus vivement qu'au clergé, une excessive docilité à l'égard des agents du pouvoir. Il est certain que ces maires et ces juges avaient, devant les commissaires du roi, une attitude plus déférente que des gentilshommes ou des prélats. Leurs fonctions mêmes leur imposaient des devoirs envers le roi et les mettaient sous la main de l'intendant. Parmi eux, d'ailleurs, l'intendant trouvait toujours bon nombre de ses subdélégués. Les députés du tiers dépendaient souvent plus du roi que de leurs villes et ils n'en étaient que davantage portés à penser à leurs intérêts personnels. Comme ceux des autres ordres, ils pouvaient escompter le prix de leur docilité. Cependant, nous ne connaissons de distributions générales d'argent,

(76) 19 juillet 1788 (Arch. Nat. H 409). Voir, en outre, Bertrand de Molleville au cont. gén., 15 et 22 déc. 1786 (*Ibid.* H 417).

(77) PONTBRIAND, L. I, chap. 1. Pontbriand explique comment les maires et les syndics des villes, rendant les comptes de leurs communautés aux commissaires du roi, au cours même des sessions des États, se trouvaient ainsi à la discrétion des agents du pouvoir qui pouvaient rayer de leurs comptes tel article de dépense qu'il leur plaisait.

dans le tiers, qu'à partir de 1764; jusque là, il ne s'agit que de faveurs particulières qui ne laissent ordinairement pas de traces. En 1764, d'Aiguillon se fit donner 10.000 l. pour les répartir à son gré dans l'ordre tout entier. En 1766, il reçut 8.900 l. pour le même objet. En 1768, 1770 et 1774, années où l'on cède à l'opposition, ce crédit disparaît. Mais, en 1772, 1776, 1778 et 1780, le président du tiers, M. de Tréverret, agent tout dévoué du pouvoir, eut régulièrement 12.000 l. à sa disposition; sa correspondance avec le premier commis du contrôle général nous donne des détails édifiants sur l'habile et discret usage qu'il en fit (78).

Notons que le mandat des députés du tiers n'était pas gratuit. De tout temps, leurs villes les avaient défrayés; ils reçurent d'abord des indemnités journalières; à la suite de l'arrêt du 6 juin 1667, le Conseil, puis l'intendant leur alloua, sur le budget de leurs communautés, une somme fixe qui varia de 100 à 350 l. suivant les villes et les époques (79). Pour les longues sessions de la seconde partie du XVIII^e siècle, cette indemnité fut parfois augmentée de 100 ou même de 150 %. Nous avons vu que les membres du tiers se partageaient, en outre, une part des 48.000 l. laissées à la disposition des Etats pour gratifications extraordinaires. L'ordre reçut ainsi 6.000 l. en 1720 et 10.200 l., dans chaque tenue, à partir de 1722, soit 250 l. environ pour chacun des députés. A quoi s'ajoutaient encore les bourses de jetons distribuées dans les commissions. Aucun député n'était certainement obligé d'y mettre du sien.

(78) Registre des bons du roi (Arch. Nat. H. 480). Dupleix, intendant au cont. gén. 30 nov. 1772 (*Ibid.* H. 383); De Tréverret à Ménard, 15 nov. 1776 et 1^{er} août 1781 (*Ibid.* H. 390 et 404). A partir de 1782, on ne trouve plus trace de distributions générales.

Le maire de Nantes, qui fut toujours subdélégué de l'intendant, recevait ordinairement 1.200 l. par an « pour ses bons services à la municipalité et aux Etats » (Arch. Nat. 538, note relative à Gellé de Prémion, maire et subdélégué depuis 1752). Voir, encore, des notes sur les opinions qualités et mérites des députés du tiers et sur leurs gratifications (1778, Arch. Nat. H. 539).

Quand un maire demeurait, malgré tout, trop indépendant, on avait encore la ressource de l'obliger à résigner ses fonctions. En 1778, on réussit à décider ainsi M. de Kardenne, maire en titre de Vannes, à se défaire de son office. Mais, cet office étant coûteux, il fallut promettre 2.000 l. de gratification à l'acquéreur bien pensant que l'on avait choisi (Arch. Nat. Reg. des bons du roi, H. 480).

(79) Voir, en particulier, les arrêts du conseil de 1681 relatifs aux finances des villes et les états de revenus et dépenses de celles-ci (Arch. d'I.-et-V. C 784 et 785)

Mais ils obéissaient aux influences plus qu'à l'argent et l'important, pour les commissaires du roi, était d'être servis, à la tête de l'ordre, par un président habile, énergique et dévoué. C'était facile.

*
* *

A l'origine, la présidence du tiers était le privilège du premier député de Rennes, quel que fût le lieu de la tenue. Mais ce privilège fut contesté à partir de 1598 par les députés de Nantes, et les Etats, après avoir longtemps repoussé les prétentions de ceux-ci, finirent, en 1618, par décider que le président du tiers serait élu, à la pluralité des suffrages, par les membres de son ordre. Ce fut, pour ladite tenue, le lieutenant civil et criminel de Nantes. La communauté de Rennes en ayant appelé au Conseil, celui-ci, par un arrêt du 7 septembre 1620, attribua la présidence au sénéchal du siège présidial dans le ressort duquel se tenait l'assemblée; en son absence, présiderait le plus anciennement reçu des autres sénéchaux présidiaux et, à leur défaut, le plus ancien parmi les plus éminents en qualité des juges royaux présents. C'est seulement en l'absence de tout juge que l'ordre serait appelé à élire son chef, cas improbable qui ne se produisit jamais. L'arrêt ajoutait, en parlant des sénéchaux et des juges ainsi qualifiés pour la présidence : « le tout en cas qu'ils soient députés de leurs communautés » ; le règlement de 1770, dit « députés ou agrégés ». En fait, depuis longtemps, les villes intéressées ne donnaient ordinairement pas la députation au sénéchal destiné à la présidence; mais elles ne refusaient jamais de l'envoyer aux Etats (80).

Pourtant, nous dit Pontbriand, l'arrêt de 1620 n'avait plu, ni aux Etats, ni aux villes (81). Il était, en effet, tout à l'avantage du pouvoir. Celui-ci avait les plus grandes chances de trouver un agent dévoué parmi les sénéchaux des présidiaux : l'office était souvent, pour un bon sujet, le point de départ d'une belle carrière judiciaire ou administrative et il pouvait conduire à la noblesse. Or, les circonstances montrèrent qu'il

(80) PONTBRIAND, L. I., chap. 3 et Pr.-v. des Etats.

(81) Remontrances des Etats de 1623, de 1625 et de 1629. L'arrêt de 1620 fut toutefois confirmé en 1632. Il le fut encore en 1683, en réponse aux prétentions de l'alloué de Rennes, Beschard, qui revendiquait la présidence en l'absence du sénéchal de la ville, comme subrogé aux droits de celui-ci, nonobstant la présence d'autres sénéchaux de présidiaux.

était aisé au gouvernement d'avoir, à la présidence du tiers, le sénéchal qu'il voulait; il n'était pas nécessaire, pour cela, qu'il convoquât les Etats dans les limites de son ressort. En 1764, d'Aiguillon fit réunir l'assemblée à Nantes pour l'éloigner du Parlement; mais, comme il tenait à garder à la tête du tiers le sénéchal de Rennes, M. de Coniac, auxiliaire précieux par son intelligente activité et sa connaissance de la politique bretonne, on invita le sénéchal de Nantes, M. de Bellabre, à rester chez lui pour soigner une maladie de circonstance et on lui paya 3.000 l. de la part du roi; « très secrètement », avait recommandé d'Aiguillon, pour qu'on ne puisse lui reprocher « d'avoir mis sa complaisance à ce prix » (82).

En 1768 et en 1770, en revanche, de Coniac est écarté, ou s'abstient, parce qu'il a trop tardé à lâcher la cause du duc d'Aiguillon et que l'on cède alors à la réaction anti-aiguilloniste; bien que les Etats se tiennent dans son ressort, il laisse la place à Borie, sénéchal de Vannes, qui a la faveur du parti parlementaire. En 1774 encore, Borie est préféré par le duc de Penthièvre, qui est venu tenir à Rennes une session d'apaisement, au nouveau sénéchal de Rennes, Léon de Tréverret. Celui-ci avait fait ses preuves en 1772 aux Etats de Morlaix, où il avait présidé le tiers comme sénéchal de Quimper. Son dévouement à la politique gouvernementale la plus énergique lui avait valu la sénéchaussée de Rennes, dont le gouvernement supprima la vénalité afin d'en pouvoir disposer en sa faveur. Mais c'était au mois d'août 1774, avant le renvoi de Maupeou et le rappel des parlements. Au moment de la réunion des Etats la politique avait changé et Tréverret dut renoncer à paraître à l'assemblée bien qu'il eût déjà dépensé 11.000 l. pour les préparatifs de sa présidence (83). C'est seulement aux Etats de 1776 qu'il reprit le rôle qu'on lui destinait, pour le tenir

(82) D'Aig. au cont. gén. 6 oct. 1764 (Arch. Nat. 356). Sur les relations du duc d'Aig. avec de Coniac et les ambitions déçues de celui-ci, voir A. LE MOY, *Correspondances inédites de MM. de Robien et de La Belangerais*.

(83) Arch. Nat. H. 392. La vénalité de la charge de sénéchal de Rennes fut supprimée par un édit du 3 août 1774 dont l'art. 2 donnait à Tréverret l'agrément nécessaire pour se faire recevoir; l'art. 3 fixait à 180.000 l. la somme à rembourser à de Coniac, démissionnaire; sur cette somme, 140.000 l. seraient fournies par le trésor royal et 40.000 seulement par Tréverret, et il était entendu qu'elles seraient remboursées, à celui-ci ou à ses héritiers, par son successeur. Cf. A. LE MOY, *op. cit.* p. 217.

jusqu'à sa mort, à la veille de la tenue de 1782. On accorda, pour quinze ans, une pension annuelle de 1.000 l. à sa veuve. Lui-même avait été anobli (84).

De Tréverret n'est pas le premier président du tiers qui ait joui d'une pareille faveur. Le prédécesseur de M. de Coniac, Baillon, fut anobli également et nommé intendant de la Rochelle, après avoir été, avec un absolu dévouement, l'homme de confiance des contrôleurs généraux de 1732 à 1756; auxiliaire de l'évêque Vauréal, d'abord, il eut à le combattre quand l'affaire du vingtième eût fait passer le clergé dans l'opposition. De Coniac, lui, était d'origine noble. Il avait espéré que ses services lui vaudraient, comme à Baillon, une charge de maître des requêtes au Conseil et, sans doute, une intendance. Trompé dans ses espérances, il tenta, en 1766, une sorte de chantage en refusant de présider le tiers dans une tenue qui s'annonçait comme particulièrement difficile. Mais il n'y gagna rien; on le remplaça par M. de Silguy, sénéchal de Quimper, et on le retint à Paris pendant toute la session. Ses palinodies en 1768, ne lui rendirent pas la confiance des chalotistes; il dut se résigner à ne présider ni en 1768, ni en 1770, ni en 1772, et c'est en vain qu'à l'époque de cette dernière tenue, il s'efforça de recouvrer la faveur du duc d'Aiguillon et du pouvoir. Il réussit seulement à obtenir un bon prix de sa charge. Rentrant alors dans son ordre, la noblesse, cet ancien serviteur, mal récompensé, du pouvoir allait s'y distinguer parmi les chefs de l'opposition (84 bis).

Les présidents du tiers dans les périodes antérieures ne nous offrent pas d'aussi parfaits exemples de docilité. Mais il faut dire que nous les connaissons moins bien et que le pouvoir royal était, naturellement, moins attentif à faire du sénéchal de Rennes un agent permanent de sa politique avant que le lieu des Etats fût ordinairement fixé à Rennes et la Commission intermédiaire, instituée. Il ne semble d'ailleurs pas qu'il ait jamais eu à se plaindre d'aucun. Aucun ne fit, toutefois, autant que Tréverret, figure de serviteur à gages ni parade d'un zèle aussi servile.

C'est pourtant à l'époque où les députés du tiers obéissaient à la direction d'un pareil chef et recevaient, par sa main, les subsides ministériels, qu'ils commencèrent de protester et de

(84) Arch. Nat. H. 539.

(84 bis) A. LÆ MOY, *op. cit.* p. 149-217.

revendiquer au nom des intérêts généraux de leurs villes et de leur classe. Mais, par ces revendications et ces protestations, le tiers s'en prenait à la noblesse et non au gouvernement.

Il y eut, d'ailleurs, de l'hésitation et des défections dans ses rangs et, dans l'affaire des octrois des villes, il finit par céder, par égard pour les privilèges de la province. S'il a représenté le mouvement d'opinion qui se formait alors, au dehors, dans la bourgeoisie et le peuple, ce ne pouvait être avec assez de fidélité et d'énergie. Un trop grand nombre, parmi ces maires et ces juges, étaient accoutumés à penser et à agir en privilégiés et en serviteurs du pouvoir; beaucoup même demeuraient sensibles à l'influence de la noblesse. L'on comprend qu'en 1788 la première revendication que les paroisses et les villes aient dictée aux députés du tiers c'est que l'ordre fût lui-même réformé et qu'il devînt vraiment leur représentant (85).

L'ordre du tiers, il est vrai, eût-il représenté plus exactement et plus fidèlement le peuple breton, qu'il eût été quand même le plus faible de l'assemblée. On vota toujours par ordre, en effet, et les privilégiés de la noblesse et de l'Eglise étaient ainsi assurés de former la majorité toutes les fois que leurs privilèges étaient en jeu. Demander une réforme des Etats qui servît effectivement les intérêts du tiers, c'était, comme nous l'avons dit, vouloir la ruine de l'ancienne constitution bretonne.

Cette constitution faisait reposer la défense des intérêts de la province sur la noblesse, le seul ordre qui fût réellement redoutable pour le gouvernement. Mais, par là même, la politique bretonne était subordonnée à la protection des intérêts de la noblesse. Privilèges nobiliaires et privilèges bretons étaient confondus. C'était une garantie pour les premiers, mais c'était un danger pour les seconds.

Déjà, en face du pouvoir royal, l'opposition de la noblesse se trouvait trahie par la dépendance des deux autres ordres à l'égard de celui-ci. La division de l'assemblée en trois ordres, la composition du clergé et du tiers, la situation inférieure du dernier, si elles favorisaient les intérêts de l'aristocratie, offraient, en même temps, au gouvernement des moyens d'action au sein des Etats. La noblesse, toutefois put soutenir son rôle

(85) Cf. chap. 1^{er}, note terminale.

contre une monarchie que paralysait son impuissance à établir une administration régulière et contre laquelle elle paraissait défendre l'intérêt commun de la province. Mais, quand le tiers prétendit défendre ses intérêts propres, quand, en 1788, les paroisses et les villes réclamèrent une représentation équitable aux Etats, la politique bretonne se trouva bouleversée. Le conflit ne fut plus entre les Etats et la monarchie, mais entre le tiers et la noblesse, et la défaite de celle-ci devait entraîner la ruine des Etats. La noblesse défendit l'ancienne constitution bretonne comme son patrimoine et comme la sauvegarde de ses privilèges. Aussi les Etats furent-ils emportés avec ceux-ci. Ils disparurent, en réalité, bien avant le 4 août, par l'effet des revendications du tiers-état breton. Ils disparurent au milieu de l'indifférence d'un peuple avec lequel ils n'avaient vraiment jamais eu d'attaches, et qui mettait alors sa confiance dans ses propres forces.

CHAPITRE III

Les officiers des Etats — Les députations en cour et à la Chambre des Comptes

Les officiers des Etats : Conditions générales de leur choix. Le trafic des charges au XVII^e siècle ; leur aliénation en 1706 et leur reprise en 1718. Les élections depuis 1720 et les tentatives d'intervention du pouvoir royal.

Les Procureurs généraux syndics : Leurs fonctions ; leur choix ; leurs gages et gratifications ; leur activité et leur influence réelle.

Les Substituts des Procureurs généraux syndics.

Le Greffier, le Héraut et le Maréchal des Logis.

Le Trésorier : Importance de sa fonction. Les conditions de sa charge avant 1720 ; profits et abus ; la faillite de Guillaume d'Harouis. Après 1720 ; gestion régulière des trois derniers trésoriers, Boyer de la Boissière, de la Lande Magon et Beaugeard. Les compétitions autour de la charge.

La Députation en cour : Sa mission et son rôle effectif. Limitation stricte de ses pouvoirs.

La Députation à la Chambre des Comptes.

Les Etats de Bretagne avaient à leur service plusieurs officiers ; un procureur général syndic (deux à partir de 1706), un substitut du procureur syndic (deux de 1706 à 1738 et à partir de 1756), un trésorier, un greffier, un héraut et un maréchal des logis. Nous ne nous arrêterons guère aux trois derniers ; mais les premiers avaient à remplir des fonctions très importantes, comportant de graves responsabilités, et qui pouvaient leur valoir de l'influence et du crédit. On exigeait de la plupart qu'ils fussent nobles et, de tous, qu'ils fussent originaires de la province (1).

(1) La noblesse fut toujours une condition des charges de procureur syndic et de greffier ; le greffier devait même être noble d'ancienne extraction. Un règlement du 21 décembre 1722 porte que le héraut peut être pris parmi les gentilshommes ; ce fut toujours le cas au XVIII^e siècle.

En 1706, les Etats, pour se procurer l'argent nécessaire à l'équilibre de leur budget, transformèrent leurs charges en offices vénaux, à l'exception de celles de héraut et de maréchal des logis (2). Mais ils les rachetèrent dès 1718. Ce fut avec le désir de redevenir les maîtres de leurs officiers et pour contraindre, en particulier, à démissionner un trésorier qui leur déplaisait. On pourrait donc croire que tous ces officiers, exerçant leurs charges « par commission », nommés par l'assemblée et toujours révocables par elle, eurent, sauf pendant la courte période de 1706 à 1718, le caractère de fonctionnaires dans la dépendance étroite des Etats. Mais ce n'était qu'une apparence.

En réalité, les officiers des Etats se sont, à peu près tous, perpétués dans leurs charges jusqu'à leur mort et, depuis 1720 tout au moins, les Etats ne furent plus absolument maîtres de leur choix.

Tous devaient être élus par l'assemblée, votant par ordre comme pour toute autre délibération. C'est en vain que la noblesse proposa, en 1720, d'exiger l'unanimité des trois ordres. La majorité de deux ordres contre un suffit toujours. Dans chaque ordre, la majorité relative suffisait.

Jusqu'en 1628, cette élection était faite pour un temps indéterminé. Cette année là, pour se débarrasser du procureur syndic Jean de Bruc, les Etats votèrent un règlement qui limita à quatre ans la durée du mandat du procureur syndic ; il était décidé, en outre, que ce mandat ne pourrait être renouvelé que par le consentement unanime des trois ordres et que le syndic pourrait être destitué, avant le terme de quatre ans, « s'il plaisait à Messieurs des Etats, sans qu'ils fussent obligés » de rendre raison de ladite révocation. » En 1720, la noblesse

Les trésoriers furent souvent des nobles d'extraction ou des ancblis. Les maréchaux des logis furent toujours des gentilshommes. Les substitués des procureurs syndics sont donc les seuls officiers des Etats qui n'aient jamais été pris dans la noblesse.

L'obligation d'être originaire de la province ne fut formellement imposée au trésorier que par le règlement de 1770-1786. Mais, en fait, tous les trésoriers des Etats ont été bretons à l'exception de Boyer de la Boissière, nommé en 1720. Leurs autres officiers l'ont toujours été à l'exception du maréchal des logis de Gacenne, nommé en 1759.

(2) Pour en tirer plus d'argent, on dédoubla chacune des charges de syndic et de trésorier et l'on créa 8 charges de substitués. Mais le trésorier en place acheta les deux offices de sa fonction et, seules, les charges de syndics et de substitués furent divisées. Elles le demeurèrent après le rachat par les Etats. Il y eut ainsi 2 syndics et 4 substitués depuis 1706.

obtint que cette révocation pourrait être prononcée par la volonté d'un seul ordre. Les mêmes conditions de prorogation et de révocation furent spécifiées pour les substituts des syndics, en 1730, et pour le greffier, en 1736. Les conditions de la charge de trésorier, arrêtées le 25 septembre 1730, et celles de la place de héraut, arrêtées le 21 décembre 1722, ne stipulèrent pas ce terme de quatre ans ; mais elles permirent la destitution de ces officiers dans chaque tenue, par la volonté d'un seul ordre (3).

En fait, depuis Jean de Bruc, un seul officier des Etats, le greffier de Cargouët, en 1768, a été contraint d'abandonner sa charge par l'assemblée. Encore ne s'agit-il pas, à proprement parler, d'une destitution. M. de Cargouët avait été élu dans la dernière séance de la session de 1766-67, par l'Eglise et le tiers, sans la participation de la noblesse ; celle-ci avait alors adopté le système de ne pas se prononcer sur les questions ou demandes qui lui déplaisaient, et elle en voulait à ce personnage d'avoir mis fin, en 1763, à l'obstruction de la Commission intermédiaire. En 1768, le gouvernement ayant renoncé à tenir pour valables les délibérations prises ainsi par deux ordres seulement, accepta que la noblesse les validât en y accédant. Mais elle refusa de laisser signer par son président la nomination de M. de Cargouët et le duc de Duras, premier commissaire du roi, usa de tous les moyens pour contraindre celui-ci à quitter les Etats et à renoncer à sa place. Les circonstances exceptionnelles de la réaction anti-aiguilloniste expliquent cet incident unique dans l'histoire des officiers des Etats (4).

Les règles fixées en 1628 pour les procureurs syndics, et insérées dans les règlements de 1636 et de 1645, ne furent même pas respectées. Bien qu'ils ne dussent être institués que « par procuration » et pour quatre ans. Jean du Bonëxic, qui occupa la place de 1643 à 1657, et ses deux successeurs, Jean Fourché de Quéhillac (1657-1675) et Guy de Coëtlogon (1675-

(3) Conditions des différentes charges. (Pr.-v. des Etats et Collection des Règlements, chez J. Vatar, Rennes 1754).

(4) Sur l'affaire de Cargouët, voy. MARION, *La Bret. et le duc d'Aig.*, p. 201, 268, 455 et 524-528. En 1763, pour protester contre la prétention du pouvoir à approuver leur nomination par les Etats, les membres de la Commission intermédiaire avaient refusé de signer les rôles des impositions tant que la formule « approuvés par les commissaires de S. M. » n'aurait pas été retirée de l'arrêt du conseil qui confirmait cette nomination. Ce fut de Cargouët qui mit fin à leur résistance en signant le premier des rôles ; il fut imité aussitôt par les commissaires de l'Eglise et du tiers.

1706), reçurent des commissions viagères (5). On trafiquait d'ailleurs de cette charge élective comme si elle eût été vénale. Nous savons que Jacques Bonnier de Chamelin (1612-1614) avait versé 25.000 l. à son prédécesseur et que les Etats eurent connaissance de cet arrangement. En 1621, ils remboursèrent eux-mêmes cette somme au syndic en exercice afin d'éteindre la vénalité de sa charge. Mais, du Bouëxic (1643-1657) se fit donner 72.000 l. par Fourché de Quéhillac, son successeur; ce fut, dit-on, à l'insu des Etats; mais ceux-ci admirèrent que les ayants droit de Quéhillac exigeassent de son successeur le remboursement d'une pareille somme. La même obligation fut stipulée en faveur de Coëtlogon qui reçut effectivement 72.000 l. des Etats eux-mêmes, lorsqu'ils mirent leurs offices en vente, en 1706 (6). Nous n'avons pas de traces certaines d'un pareil trafic au XVIII^e siècle; nous savons toutefois qu'en 1754, le successeur du procureur syndic de Quélen devait rembourser 75.000 l. aux ayants droit de celui-ci (7). Nous ignorons si les mêmes pratiques furent d'usage, tant avant 1706 qu'après 1718, pour les autres charges des Etats. Mais, avant 1706, nous voyons celles de procureur syndic et de trésorier maintenues, par survivance, dans la même famille. Coëtlogon de Méjusseume se fit donner son fils, en 1695, pour successeur éventuel dans sa place de syndic. En 1681, Guillaume d'Harouis assura de la même manière la trésorerie à son fils. Sa faillite, en 1687, empêcha l'effet de cette faveur. Mais René Leprestre de Lézonnet, qui devint alors trésorier, fit donner sa survivance, dès 1691, à son beau-frère Michau de Montaran, et il lui céda la place en 1699 (8).

Ce sont les Etats eux-mêmes qui réduisaient ou aliénaient ainsi leur propre liberté d'élection. Mais, après 1720, le pouvoir royal intervint à son tour, prétendant contrôler leurs choix et protéger les officiers qui lui convenaient contre les

(5) PONTBRIAND, *l. I*, chap. 4, *Hist. des Procureurs syndics*. Le règlement de 1687, en renouvelant les conditions antérieurement établies pour la destitution des officiers et le renouvellement de leurs pouvoirs, excepta de leur application M. de Coëtlogon, procureur syndic en place (chap. XIII, art. 3).

(6) PONTBRIAND, *Hist. des Procureurs syndics* et Pr.-v. des Etats de 1705 (Etat de fonds).

(7) Mémoire de M. du Pargo, candidat aux fonctions de syndic (Arch. Nat. H 333).

(8) Pr.-v. des Etats.

menaces de destitution. Jusque là, on avait vu seulement Henri IV, en 1599, ordonner aux Etats de révoquer le syndic élu l'année précédente, Bonabes Biet, dont certains concurrents avaient contesté la noblesse. Mais c'est une intervention accidentelle motivée par l'inobservance d'un usage qui paraissait faire loi. La noblesse justifia elle-même Bonabes Biet qui fut maintenu (9). Il était d'usage, d'autre part, de laisser au gouverneur la nomination du maréchal des logis. Après 1720, les prétentions du gouvernement deviennent plus graves et plus générales. Il s'agit, pour lui, d'écarter de fonctions importantes les opposants dangereux. Les incidents violents des sessions de 1717 et 1718 et la conspiration de Pontcallec expliquent assez ce souci de précautions. Remarquons qu'on n'avait pas empêché les Etats de reprendre possession de leurs charges. Il est vrai que, s'ils recouvraient ainsi une plus grande autorité sur leurs officiers, l'intervention du pouvoir royal devenait, en même temps, plus facile.

L'un des procureurs syndics, le marquis de Coëtlogon, compromis par son attitude en 1718, fut d'abord contraint de démissionner sur l'invitation du gouvernement. Puis, comme les Etats de 1720, par suite de la démission du trésorier de Montaran et de la mort du second procureur syndic, M. de la Guibourgère, se trouvaient appelés à élire leurs trois principaux officiers, le gouvernement en profita pour leur notifier d'avoir à fixer leur choix parmi les seuls candidats qu'il avait agréés. Il y eut quelque résistance. La noblesse ayant donné 92 voix à un candidat au syndicat non agréé, M. de la Villemeneust, contre 72 à M. de Bédée qui avait eu la majorité dans le tiers et l'Eglise, elle prétendit exiger l'unanimité des trois ordres. Elle fit, d'autre part, adopter, pour la charge de trésorier, des conditions qui eussent exclu deux des candidats agréés. Le gouvernement l'emporta néanmoins. Le maréchal d'Alègre, premier commissaire du roi, obtint le désistement de La Villemeneust, et M. de la Boissière, le favori du ministère, eut, pour la trésorerie, la majorité dans l'Eglise et dans la noblesse elle-même, qui renonça, en définitive, à exiger le vote unanime des trois ordres (10).

(9) PONTBRIAND, L. I, chap. 4, *Hist. des Procureurs syndics*.

(10) Etats de 1720; préparation, instructions et correspondance du 21 au 27 septembre (Arch. Nat. H 231 et 271) ; correspondance, 14 et 15 oct., 15, 17 et 20 nov., (Arch. Nat. H 273 et 274).

En 1734, ce fut, pour le pouvoir royal, un succès plus net encore. Les Etats de 1734, ayant à choisir un nouveau procureur syndic en remplacement du comte de Coëtlogon, s'étaient empressés d'élire M. de Méneuf, candidat du bastion, dès le début de la tenue, avant que les commissaires du roi n'eussent fait connaître les noms des candidats agréés. Le roi interdit à M. de Méneuf d'exercer ses fonctions; il rejeta les mémoires dans lesquels les assemblées de 1734 et de 1736 revendiquaient la liberté de leur choix, et, en fin de compte, les Etats de 1738 nommèrent M. de Quélen, en remplacement de M. de Méneuf (11).

Les conditions arrêtées en 1720, 1730 et 1732, pour les différentes charges, portent toutes, nous l'avons vu, que leurs titulaires ne sont élus que pour quatre ans, qu'ils peuvent être destitués avant la fin de leur mandat par la volonté d'un seul ordre et qu'ils ne peuvent être maintenus que du consentement unanime des trois ordres (12).

Mais les restrictions des commissaires du roi invitent régulièrement ceux-ci à ne tolérer aucun changement parmi les officiers des Etats sans le consentement formel du roi et l'assemblée n'a jamais provoqué le gouvernement sur ce point. Le bastion n'a jamais soulevé d'autre incident que l'affaire de Cargouët. Notons seulement qu'en 1758, le duc de Penthièvre ayant désigné, pour la place de maréchal des logis, un certain M. de Garonne qui n'était pas breton, la noblesse protesta et en profita pour réclamer le libre choix de cet officier par les Etats. Ce fut d'ailleurs en vain (13).

Le règlement de 1770-1786 mentionna, en termes formels, la nécessité de l'agrément royal pour tout candidat à une charge des Etats. Il maintenait, par contre, les conditions de prorogation et de destitution antérieurement fixées. Mais elles paraissaient destinées à demeurer, comme avant, lettre morte. Le pouvoir royal avait donc imposé ses volontés. Il n'en résultait pas que les officiers des Etats dussent être parfaitement dociles à son égard, ni même que ses favoris dussent être nécessairement nommés au syndicat, au greffe ou à la trésorerie.

(11) Etats de 1736 : Inst. part. et lettres du 22 nov. (Arch. Nat. H 277 et 278). Etats de 1738 : Inst. part. et lettres des 15 et 29 oct. (Arch. Nat. 285, 286 et 287). — PONTBRIAND, L. I., chap. 4. En 1738, de Quélen eut la majorité dans les trois ordres.

(12) Collection des règlements (chez Jacques Vatar, Rennes, 1754).

(13) Arch. Nat. K 684, et Pr.-v. des Etats, 29 déc. 1758.

Mais l'opposition ne s'empara jamais d'aucune de ces charges. Toutes, cependant, au XVIII^e siècle, furent fort disputées. Alors qu'au XVI^e et au XVII^e siècle les titulaires faisaient attribuer, à l'avance, la survivance de leurs charges à leur fils ou à tout autre candidat avec lequel ils avaient traité, il y eut toujours, après 1720, élection réelle; l'assemblée eut toujours à choisir entre plusieurs candidats, jusqu'à six, parfois; le plus souvent, l'élu n'eut la majorité que dans deux ordres, et encore une majorité relative seulement.

*
* *

LES PROCUREURS GÉNÉRAUX SYNDICS

De tous les officiers des Etats, les procureurs syndics paraissent appelés au rôle politique le plus important. Ils étaient les mandataires permanents de l'assemblée auprès du gouvernement, des cours de justice et des particuliers. Leurs provisions portent que les Etats « les créent et commettent pour « gérer et administrer leurs affaires et, en leur nom, opposer « toute levée de deniers extraordinaires et création d'office, « tant au fait de la justice que de la finance, imposition et « innovation qu'on voudrait faire dans la province et généralement intervenir à tout ce qu'on voudrait entreprendre au « préjudice des droits, franchises et libertés d'icelle ».

Quand il y eut deux syndics, l'un des deux demeura toujours à Paris ou, plutôt, auprès de la cour, dans l'intermédiaire des tenues. Il y était non seulement l'auxiliaire, mais encore le guide et le conseiller des députés en cour. « La députation à la « cour, dit Pontbriand, tire de grands avantages de la présence « du procureur syndic. Lui seul peut la mettre en mouvement, « lui seul est digne de guider les députés qui n'ont quelquefois « aucune connaissance des affaires et qui, presque toujours, « manquent ou croient manquer du temps nécessaire pour s'en « instruire ».

A chaque session, les procureurs syndics recevaient un cahier de « charges » énumérant les affaires « commises à la vigilance « de l'un et de l'autre »; en outre, ils devaient « étendre leurs « soins aux affaires imprévues » sous la réserve de rendre compte de leurs démarches à la prochaine assemblée. Les charges des syndics ne faisaient guère que répéter les remontrances confiées aux députés en cour, et le plus grand nombre

de leurs articles ne concernaient que des revendications et des protestations traditionnelles qui ne comportaient aucune suite.

Pendant les tenues, les procureurs syndics dirigeaient le travail de l'assemblée, concurremment avec les présidents des ordres. Pontbriand affirme que les « dix-huit ou vingt commissions qui travaillent pendant l'assemblée tomberaient dans beaucoup de méprises si les lumières du syndic et de son substitut ne suppléaient aux lumières qui manquent presque toujours à ces commissions ». C'était un procureur syndic qui répondait aux harangues des commissaires du roi. Enfin, les syndics étaient, dans certains cas, l'organe de ces commissaires « tant au sujet des conditions des baux et des réquisitions nécessaires lors de l'adjudication des fermes, que par rapport à la réception des cautions, article important dont on s'est toujours reposé sur eux (14).

Les procureurs syndics ont toujours été pris dans la noblesse depuis Arthur Le Fourbeur, le premier dont Pontbriand nous raconte la carrière. Cette règle, cependant, n'a été formellement édictée que par les États de 1636 (15) ; mais le cas de Bonabes Biet nous a montré qu'il était d'usage, également, dès le XVI^e siècle, de prendre les syndics dans la robe. La connaissance et la pratique du droit paraissaient indispensables pour l'exercice d'une pareille charge. Mais on considérait, d'autre part, qu'il y avait incompatibilité entre les fonctions de syndic et l'exercice de la justice. En 1612, les États refusèrent de remplacer Bonabes Biet, tombé malade, par le sieur du Colombier, son gendre, bien qu'ils eussent déjà reçu celui-ci en survivance, parce qu'il avait acquis, depuis ce temps là, une charge de conseiller au Parlement. Ils décidèrent, à cette occasion, qu'un procureur syndic ne pourrait cumuler ses fonctions avec celles d'officier d'une cour souveraine, soit en Bretagne, soit au dehors. On vit Jean d'Harouis se démettre, en 1619, de sa charge de syndic lorsqu'il acquit celle de président du présidial de Nantes.

Cependant, il n'était pas interdit à un parlementaire de briguer le syndicat, et, à partir de Vincent Brénugat, nommé en 1636, le syndic des États, ou l'un des syndics, lorsqu'il y en

(14) PONTBRIAND, L. I, chap. 4. Voy. les charges et provisions des syndics dans les procès-verbaux des États.

(15) La délibération que les États de 1636 prirent à ce sujet spécifia que les syndics devraient être « nobles » d'extraction.

eut deux, fut toujours pris dans le Parlement de Bretagne. On ne lui demandait que de cesser ses fonctions au Parlement pendant qu'il était au service des Etats, sans exiger qu'il cédât sa charge. C'est seulement après que l'édit de 1706 eut créé deux charges vénales de syndics que l'on vit des nobles d'épée prendre le syndicat. Pour faciliter le placement des deux charges, cet édit spécifia, en effet, que les acquéreurs ne seraient pas obligés de quitter l'épée. De 1713 à 1753, l'un des syndics fut toujours de robe et l'autre d'épée (16). Après la mort du président de Bédée, tous furent d'épée.

Depuis longtemps on les prenait dans les meilleures familles de la noblesse bretonne. Un Coëtlogon fut nommé dès 1675 ; trois autres vinrent après lui. Puis, on vit MM. de Bédée, de la Bourdonnaye, de Quélen, de Robien, de Botherel. Antérieurement, et surtout avant que des parlementaires n'occupassent ordinairement la place, les syndics étaient de noblesse moins relevée et plus récente. Leur rôle n'était pas moins grand. Il paraît probable que les profits du syndicat contribuèrent à en écarter les candidats de modeste condition. Ce sont vraisemblablement ces profits, en effet, qui augmentèrent le prix de la charge au milieu du XVII^e siècle.

Cette charge avait toujours été bien rétribuée. De 1567 à 1628 les gages annuels du syndic s'élevèrent progressivement de 240 à 2.000 l. Ils demeurèrent à ce chiffre jusqu'en 1687. Mais on lui payait, en outre, des frais de députation et autres qui,

(16) En 1685 déjà on avait donné le syndicat au marquis de Coëtlogon, qui était d'épée ; mais c'était en survivance de son père, et il acquit, avant la mort de celui-ci, une charge de conseiller au Parlement. Le partage des deux charges entre la robe et l'épée ne fut d'ailleurs jamais imposé comme une règle.

Pontbriand dit que « le Parlement a cru pendant longtemps ses charges incompatibles avec celles des Etats, et, ensuite, on a cru tout au contraire, mais sans aucun fondement, que la charge ou, du moins, l'une « des deux charges de syndic, devait être possédée par un officier du « Parlement ». (L. I, chap. 4). Mais nous n'avons vu la première de ces thèses soutenue nulle part. Quant à la seconde, nous ne l'avons rencontrée que dans un mémoire adressé au contrôleur général par M. du Pargo, conseiller au Parlement, qui brigua, en 1754, la succession de M. de Quélen ; celui-ci était pourtant noble d'épée et il restait un syndic de robe, le président de Bédée. Du Pargo n'invoque, du reste, que la tradition. Il conclut par une proposition étrange de la part d'un homme qui devait se signaler, en 1756, par sa violente opposition au pouvoir ; c'était que le roi nommât lui-même le procureur syndic, en le prenant dans le Parlement (Arch. Nat. H 333).

Sur les conditions d'accès au syndicat, pendant le XVI^e et le XVII^e s., voir PONTBRIAND. L. I, chap. 4, *Hist. des Procureurs syndics*.

depuis 1657, montaient à 14.000 l. environ chaque année, et il recevait, des fermiers des devoirs, des présents, secrets en principe, mais consacrés par l'usage. Le règlement de 1687 attribua au syndic 25.000 l. en tout pour deux ans (17).

Quand les charges devinrent vénales, en 1706, le revenu biennal de chacune fut fixé à 33.500 l. (18). Comme leur prix avait atteint 150.000 l., leur revenu net, annuel, déduction faite de l'intérêt à 5 % du capital ainsi engagé, fut de 9.000 l. environ.

Après avoir racheté leurs charges, en 1720, les Etats attribuèrent à chacune de celles de syndic 7.300 l. de gages annuels, auxquels s'ajoutèrent deux gratifications ordinaires, l'une de 12.000 l. pour l'année de présence à la cour, l'autre de 6.000 l. pour l'année de séjour dans la province, ce qui faisait, en moyenne, un total de 16.300 l. par an. Parfois, l'assemblée y ajouta une gratification extraordinaire.

Les syndics n'étaient pas obligés aux mêmes frais de représentation que les présidents des ordres. Leur place était donc lucrative, et, à côté de ses avantages pécuniaires directs, il fallait compter celui d'aller à la cour, aux frais de la province, dans une situation marquante.

Il était formellement interdit aux procureurs syndics, par les règlements, de prendre aucun intérêt dans les fermes et autres affaires de finance tant de la province que du roi. Aucun ne paraît en avoir été suspect depuis Jean de Bruc, dont les pratiques avaient fait édicter cette défense, en 1628 (19).

Il est bien difficile de juger de la valeur et de l'activité personnelles des syndics.

D'après l'importance de la tâche qui leur était confiée et d'après ce que Pontbriand dit de leur rôle auprès de la députation en cour et des commissions, on pourrait croire que ces officiers furent ordinairement des personnages d'une haute compétence et que leur influence était considérable. Quelques-uns paraissent, à la vérité, avoir rempli leurs fonctions avec

(17) Soit 2.000 l. de gages annuels, 12.000 l. pour sa députation en cour, 3.000 l. pour sa députation à la Chambre des comptes, 4.000 l. pour frais divers, et un présent régulier de 2.000 l. de la part des fermiers des devoirs.

(18) Soit 15.000 l. de gages annuels, 2.000 l. pour ses frais pendant l'année qu'il allait à la cour, et 1.500 l. pendant l'année qu'il restait en Bretagne.

(19) Voy. *supra*, chap. 1^{er} p. 45.

beaucoup d'activité et d'autorité. Arthur de Fourbeur (1552-1598), malgré la sévérité du jugement que Pontbriand porte sur lui, fut, sans aucun doute, pour l'assemblée, un conseiller et même un chef expérimenté et écouté. Bonabes Biet (1598-1612) paraît avoir joui de la considération la plus méritée; Raoul de la Guibourgère (1706-1720) mit au service des Etats une science de juriste estimée en son temps.

Le témoignage de Pontbriand est encore très favorable à l'activité et à la compétence du président de Bédée; notons que celui-ci est le premier syndic qui ait fait réunir en un recueil, pour chaque tenue d'Etats, les mémoires, rapports et autres actes concernant sa gestion (20).

Mais il est probable que bon nombre de syndics ont joui de leur charge, sans grande dépense de zèle, comme d'un honneur avantageux. Les notices de Pontbriand en laissent l'impression pour plusieurs des syndics du XVII^e siècle. A partir du moment surtout où la charge, devenue plus fructueuse, passe aux mains de personnages de situation plus relevée, elle tend à devenir une sinécure. Au XVIII^e siècle, après Bédée qui, lui-même, n'a guère fait parler de lui après 1736, les syndics s'effacent derrière la Commission intermédiaire et ses présidents.

(20) PONTBRIAND, L. I, chap. 4, *Hist. des Procureurs Syndics*. Notons ce que Pontbriand dit des deux syndics qu'il a personnellement connus :

« Ce ne fut point assez pour le comte de Coëtlogon de remplir avec zèle toutes les fonctions d'un procureur syndic instruit et vigilant; les affaires de chaque particulier, originaire ou domicilié de Bretagne, devinrent les siennes propres. Ils les sollicitait avec ardeur, et le crédit qu'il avait chez les ministres et dans leurs bureaux fit souvent réussir des prétentions qui, pour être justes, n'en étaient pas moins désespérées. Le président de Bédée s'occupait davantage des affaires générales qu'il suivait avec une opiniâtreté louable et qu'il semblait discuter autant par goût que par devoir; aussi les discutait-il d'une façon supérieure et tout autrement que ne l'eussent pu faire les avocats, dont il emprunta rarement le secours ». (*Hist. des Proc. Syndics*, p. 41).

Le témoignage prouve, en faveur de Bédée, de l'activité et de la compétence; quant à Coëtlogon, il paraît avoir occupé le syndicat en grand seigneur, bienveillant pour ses compatriotes, mais dont la vigilance et la science sont affirmées en termes si vagues qu'elles demeurent bien douteuses. Pontbriand avoue, en termes embarrassés, quelques lignes plus loin, « qu'étroitement liés avec la sénécule de Rennes, ils (les deux syndics) désiraient trop faiblement la réussite de l'affaire des Etats contre les anciens trésoriers »; or il s'agissait d'une affaire de grosse importance, tant au point de vue politique qu'au point de vue financier.

A côté de ces témoignages, citons celui de l'intendant de Varmes sur M. de Quélen, élu procureur syndic en 1738: « Fort honnête homme; il peut même être très habile; mais comme il ne s'est mêlé jusqu'à présent d'aucune affaire publique, il n'a pas la réputation de les entendre ». (Lettre au cont. gén., 15 oct. 1738. Arch. Nat. H 286).

Ils devaient se tenir en rapport avec celle-ci et prendre ses avis ; mais nous ne les voyons jamais la saisir d'initiatives importantes. Nous ne relevons guère de traces de leur action personnelle. Leurs mémoires ont, en certaines circonstances, exprimé fortement les sentiments des États ; mais ils n'ont fait figure, eux-mêmes, que d'agents d'exécution pleins de prudence et de réserve.

Cette prudence est frappante chez M. de Robien, syndic de 1764 à 1784, dont la correspondance avec son demi-frère, M. de Coniac, sénéchal de Rennes, a été publiée par M. Le Moy. Fort dévoué au duc d'Aiguillon et au pouvoir royal, il est toutefois attentif à ne pas manquer aux devoirs de sa charge et il est curieux de voir comment il réussit à traverser sans encombre les difficiles années de l'Affaire de Bretagne. Aucun des syndics d'ailleurs ne se trouva compromis au cours des grands conflits de la seconde partie du XVIII^e siècle.

La tournée de M. de Botherel dans la province, en juillet 1788, après le coup de force de Brienne, est la seule démarche politique spontanément tentée par un procureur syndic pendant le même siècle.

Le marquis de Coëtlogon est le seul qui ait jamais encouru la suspicion du pouvoir et, depuis l'affaire de M. de Méneuf, leur élection n'a jamais mis les partis aux prises. Nous n'avons d'eux aucune correspondance intéressante avec les ministres ou leurs agents. Leur influence n'apparaît à aucun moment et tout ce qui nous reste d'eux, mémoires et rapports, peut fort bien être l'ouvrage de leurs substituts et des bureaux de la Commission intermédiaire (21).

*
* *

(21) Liste des procureurs généraux syndics :

- 1^o) Arthur LE FOURBEUR DU VIGNEAU (1552-1598).
- 2^o) BONABES BIET DU COUDRAY (1598-1612).
- 3^o) Jacques BONNIER DE CHAMELIN (1612-1614).
- 4^o) Jean d'HAROUIS DE L'ÉPINAY (1614-1619), conseiller au Parlement, vendit sa charge pour prendre le syndicat.
- 5^o) Jean DE BRUC DE LA GRÉE (1619, destitué en 1634), avocat.
- 6^o) Vincent DE BRENUGAT DU MOUSTOUER (1636-1642).
- 7^o) Jean DU BOUËXIC DE LA DRIENNAVE (1643-1657), doyen des conseillers du Présidial de Rennes.
- 8^o) Jean FOURCHÉ DE QUÉHILLAC (1657-1675), conseiller au Parlement.
- 9^o) Guy DE COËTLOGON DE MÉJUSSEAUME (1675-1706), conseiller au Parlement.
- 10^o) Marquis Guy DE COËTLOGON (1706-1709), conseiller au Parlement.
- 11^o) Raoul DE LA GUIBOURGÈRE (1706-1720), conseiller au Parlement.
- 12^o) Marquis César DE COËTLOGON (1713-1720).

LES SUBSTITUTS DES PROCUREURS GÉNÉRAUX SYNDICS

Depuis 1575, nous voyons toujours un substitut auprès du procureur syndic. Quand l'on créa, en 1706, deux charges de syndics, on créa en même temps huit charges de substituts, qui furent achetées par deux titulaires différents, MM. de Lorgeril et de Granville Locquet; désormais, il y eut toujours deux substituts, sauf pendant les dix-huit années qui suivirent la destitution de Lolivier en 1738. Avant 1643, on nomma parfois,

- 13°) Comte René DE COÛTLOGON (1720-1734).
- 14°) Charles DE BOTHEREL DE BÉDÉE (1720-1753), Président honoraire à la Chambre des Enquêtes du Parlement.
- 15°) Maurille-Louis DE QUÉLEN (1738-1754).
- 16°) Jacques-Anne DE LA BOURDONNAYE DE BOISHULLIN (1754-1786). Démissionnaire pour raison d'âge.
- 17°) Comte Pierre-Dymnas DE ROBIEN DE CAMPHON (1764-1784). Donna immédiatement sa démission de sa charge de lieutenant dans la compagnie des grenadiers à cheval, conformément au vœu des États et à la promesse qu'il avait faite.
- 18°) François-Joseph-Marie DU BOBERIL DE CHERVILLE (1784-1789).
- 19°) Comte René-Jean DE BOTHEREL (1786-1789).

(22) PONTBRIAND, L. I, chap. 4.

Liste des Substituts des Procureurs Généraux Syndics :

- 1°) Julien DAUSSE DE LA MELLONNIÈRE (1575-1586), proc. au Parlement.
 - 2°) Pierre GOUAULT DE SÈVEGRAND (1586-1595) proc. au Parlement.
 - 3°) Hamon BAGOT DE COASCAURE (1596-1616) proc. au Parlement.
 - 4°) Jean TREUILLOT DU CHESNE (1616-1636) proc. au Parlement.
 - 5°) Sébastien LE CHAPELIER DE LAUNAY (1636-1645), avocat au Parlement.
 - 6°) Pierre Henry de la CHESNAYE (1645-1657), avocat au Présidial de Rennes.
 - 7°) François Henry de la PLESSE (1657-1669), fils du précédent.
 - 8°) Jean BOSSART DU CLOS (1669-1687), avocat du roi au Présidial de Rennes.
 - 9°) Jacques BOSSART DE VERRIÈRES (1687-1706), fils du précédent, avocat du roi au Présidial, puis prêtre.
 - 10°) Louis-François de LORGERIL (1706-1718), doyen de la noblesse.
 - 11°) Charles LOCQUET DE GRANVILLE (1706-1718).
- Ces deux derniers acquirent les offices vendus en 1706.
- 12°) Jean-François BOSSART DU CLOS (1718-1730), fils de Jacques BOSSART DE VERRIÈRES.
 - 13°) Jacques MÉNAGE DE LA MORANDAIE (1718-1730), avocat au Parl. de Bret.; « était ou paraissait être devenu propriétaire des 8 offices acquis par MM. de LORGERIL et de GRANVILLE ».
 - 14°) Joseph-Jacques LOLIVIER (1730-1738), avocat au Parlement; destitué sur l'ordre du roi.
 - 15°) François ODY DE LA THÉBAUDAIS (1738-1752), avocat au Parlement.
 - 16°) Guy-Charles LE CHAPELIER (1752-1789), avocat au Parlement.
 - 17°) Jacques-Philippe GESLIN (1754-1789), avocat au Parlement.

auprès des syndics, des avocats conseils. Mais, cette année là, Sébastien Le Chapelier se fit attribuer à la fois les charges de substitut et de conseil, et elles demeurèrent désormais confondues. Les Etats rétribuèrent, toutefois, à certaines époques, un avocat permanent au Conseil et les services accidentels de certains autres avocats (23).

Les substituts étaient élus, par les Etats, de la même manière que les syndics; mais c'étaient des personnages de condition plus modeste. On leur demandait seulement d'être originaires de la province et d'appartenir à des « familles sans reproche ». Ils furent toujours pris dans la robe et le règlement de 1770-1786 (chap. X, art. 1^{er}) dit qu'ils seront choisis parmi les juges royaux ou sur le tableau des avocats au Parlement de Bretagne. On leur interdisait les fonctions qui pourraient les gêner dans le libre exercice de leurs charges, toute participation aux affaires de finance intéressant le roi ou la province, ainsi que tout office ou commission qui pourrait « les rendre comptable de façon quelconque » (24). Une délibération des Etats de 1612 leur défendit, comme aux syndics, d'exercer concurremment avec leur charge aucun office de juge. Cependant, la modicité de leurs appointements ne permettait pas de leur interdire l'exercice de toute autre profession. La plupart furent des avocats qui continuaient à plaider. Ceux du XVI^e et du XVII^e siècles s'étaient ordinairement fait connaître, avant leur entrée en charge, par leur activité aux Etats comme députés du tiers.

Leurs gages annuels s'étaient progressivement élevés, de 100 l. seulement en 1567, à 1.180 l. en 1628; ils demeurèrent fixés à ce chiffre jusqu'en 1706. Mais il s'y ajoutait toujours des gratifications qui devinrent assez considérables dans la seconde moitié du XVII^e siècle. Le substitut accompagnait alors les députations des Etats en cour et à la Chambre des Comptes. Le règlement de 1669 lui accordait pour cela 2.000 l., et, en réalité, le substitut reçut bientôt 4.000 l. pour la première députation et 1.600 l. pour la seconde. Le règlement de 1687 réduisit le total de ces gratifications à 1.500 l. Quand on créa huit offices vénaux de substitut, on leur attribua 16.000 l. de

(23) De la Motte de Gennes, puis Roux, avocats au Conseil, figurèrent régulièrement au budget des Etats, depuis 1735, pour une somme d'honoraires qui a varié de 2.000 à 6.000 l. (Etats de fonds, chap. 16).

(24) Conditions de la charge de substitut, arrêtées le 12 nov. 1730 (Pr.-v. des Etats de 1730 et Coll. des Règlements des Etats, Vatar 1754).

gages au total et 2.400 l. pour droit d'assistance aux Etats; ce qui rémunéra un prix de vente de 190.000 l. Une fois les offices rachetés, les Etats ne conservèrent d'abord à chacun des deux substituts que 1.000 l. de gages, à l'exclusion de toute autre indemnité ou gratification. Dès 1732, on vit toutefois reparaître la gratification de 2.000 l. qui avait déjà été accordée à chacun d'eux dans la tenue de 1724. Quand Lolivier eût été destitué, en 1738, Odyé reçut 4.000 l. pour lui seul et, quand la seconde place de substitut eut été rétablie en 1756, la gratification fut de 4.000 l. pour chacun des deux officiers. Le Chapelier et Geslin reçurent en outre des gratifications extraordinaires, 2.400 l. pour le premier et 1.000 l. pour le second (25).

Les pouvoirs des substituts étaient, cependant, considérables. En l'absence des syndics, ils devaient « soutenir et poursuivre » les affaires de la province, et s'opposer à tout ce qui pourrait « être contraire aux droits, franchises, libertés et usages de » ladite province (26).

Il est impossible, avons-nous dit, de faire le départ exact des initiatives et de la besogne respectives des syndics et de leurs substituts; nous savons trop peu de choses des uns et des autres. Mais il est hors de doute qu'il faut attribuer aux seconds la rédaction de la plus grande partie, sinon de tous les mémoires et rapports qui sont, pour nous, le principal témoignage de l'activité des syndics. Il est probable que ce sont également les substituts qui ont instruit et suivi la plupart des affaires dont les syndics étaient chargés. Nous avons vu comment, en 1736, M. de Bédée, laissa à son substitut Odyé la peine et le risque de faire opposition à la déclaration royale du 26 juin sur l'entrée de la noblesse aux Etats (27). Beaucoup ont eu comme juristes et comme avocats une grande réputation. Guy-Charles Le Chapelier, qui occupa la place de 1752 à 1789, fut bâtonnier des avocats au Parlement.



(25) Rèlements de 1669 et de 1687, et Etats de fonds.

(26) Conditions du 12 nov. 1730.

(27) Cf. *supra*, p. 63.

LE GREFFIER (28)

Le greffier des Etats était chargé de la rédaction de leurs procès-verbaux et de la garde de leurs archives. Quand la Commission intermédiaire eut été définitivement instituée, en 1734, elle eut son secrétariat et ses bureaux, où furent gardés ses registres et ses papiers, et le greffe se trouva confiné dans sa propre tâche qui concernait exclusivement les travaux de l'assemblée elle-même. Les conditions arrêtées, le 30 septembre 1738, pour Jacquelot de Boisrouvray, définirent les obligations du greffier avec un peu plus de rigueur qu'auparavant (29). On sait que jusqu'alors le greffe avait été assez mal tenu et ses documents très mal conservés. Désormais, le greffier dut tenir un livre de dépôt (30). Le classement et l'inventaire des archives des Etats, à cette époque, par la commission dont l'abbé de Pontbriand dirigea la besogne, marque le commencement d'une nouvelle période dans l'histoire du greffe.

Les greffiers n'ont jamais joué un rôle marquant. Jacquelot (1728-1736) et de Cargouët (1766-1768) sont les seuls qui se soient signalés par leur attitude politique avant leur nomi-

(28) Liste des greffiers des Etats.

- 1°) Guillaume MENEUT (1554-1574). Il fit recevoir en survivance son gendre Robert FORGEAIS, en 1563, mais il conserva le titre et les appointements de l'office. Il résigna celui-ci, en 1574, en faveur de Pierre Gautier.
- 2°) Pierre GAUTIER DU PLESSIS-RAFFRAY, notaire-secrétaire du roi et audencier en la Chancellerie de Bretagne (1574-1588).
- 3°) Georges BARDOUL DE LA RÉAUTÉ (1588-1603).
- 4°) Sébastien BARDOUL DE LA RÉAUTÉ (1603-1610), fils du précédent.
- 5°) Gilles de RACINOUX DE SAINT-CYR (1610-1659).
- 6°) Pierre de RACINOUX DE LA HAUTE-FORÊT (1659-1686), fils du précédent.
- 7°) Gilles LE BEL DE LESNEN (1686-1727), neveu du précédent.
- 8°) Son fils, Jacques LE BEL, lui fut adjoint en 1714, mais ne lui succéda pas.
- 9°) François de JACQUELOT DE BOISROUVRAY (1728-1736).
- 10°) Bonabes LE BEL DE LA GAVOUVÈRE (1736-1746).
- 11°) François-Mathurin de LA LANDELLE (1746-1760).
- 12°) Jacques-Hippolyte de MONTI DE FRIGNEL (1760-1764).
- 13°) LE DENAIS DE CARGOÛËT (1766-1768).
- 14°) Gilles-François de la BINTINAYE DE LA RIVIÈRE (1768-1789).

(29) Pr.-v des Etats de 1728. Voir également les conditions arrêtées le 22 nov. 1736, pour Le Bel de la Gavouvière (Collection des Règlements, Jacques Vatar, 1754).

(30) Celui qui est conservé aux Arch. dép. d'I.-et-V. date, en effet, de 1728 (C 1737).

nation. Cependant, Jacquelot paraît être demeuré étranger à l'incident qui mit en cause son commis Guillard, en 1732. Celui-ci avait refusé de se dessaisir du registre des délibérations de la commission intermédiaire des grands chemins, réclamé par le ministre Saint-Florentin. L'« affaire du registre » fut cause d'une grosse agitation aux Etats et Guillard fut emprisonné dix jours après la clôture de la session. Or, le nom du greffier ne paraît à aucun moment dans la correspondance politique de l'époque.

La charge de greffier n'était, dès le XVII^e siècle, qu'un honneur réservé aux familles bretonnes de bonne noblesse; il fallait être d'ancienne extraction pour y prétendre.

Le besogne effective incombait aux commis du greffe, dont le premier est, d'ailleurs, toujours cité sur les procès-verbaux des tenues, à la suite des officiers des Etats.

Au XVII^e siècle, les émoluments du greffier s'étaient accrus considérablement. De trois à quatre cents livres qu'ils atteignaient, toutes gratifications et indemnités comprises, à la fin du siècle précédent, ils étaient passés, dès 1628, à 1.415 l. de gages annuels, auxquels s'ajoutaient divers profits accessoires. Les gages restèrent fixés à 1.415 l. jusqu'en 1706. Mais, de 1663 à 1683, le greffier Pierre Racinoux, qui était, dit Pontbriand, « très agréable » aux Etats, reçut 5.500 l. de gratifications dans chaque tenue. L'arrêt du conseil du 27 mars 1684 et le règlement de 1687 réduisirent cette gratification à 2.000 l. En 1706, la charge de greffier fut vendue 60.000 l.; elle devait rapporter 6.000 l. de gages, à quoi l'on ajouta une gratification annuelle de 800 l. En 1720, les gages annuels du greffier furent fixés à 3.000 l. A partir de 1738, une gratification extraordinaire, qui s'éleva progressivement de 2.000 à 7.000 l. (31), lui fut, en outre, attribuée dans chaque tenue.

Les conditions de son office mettaient à la charge du greffier les frais de transport de ses registres et papiers dans la ville où se tenaient les Etats, ainsi que certains frais d'impression. Cependant, le budget des Etats supporta toujours, pour le greffe, une dépense de frais de bureaux, d'impression et autres, qui paraît comprendre la majeure partie, sinon la totalité des frais du greffier. Ses commis, dont le nombre s'est élevé jusqu'à quatre au XVIII^e siècle, étaient directement rétribués par les Etats.

*
* *

(31) Etats de fonds.

Le HÉRAUT veillait à l'installation de la salle des Etats, ainsi qu'à la conservation et au transport des meubles et tentures qui la garnissaient. En dehors de cela, il n'avait que des fonctions d'apparat, pendant la durée des tenues.

Quant à la charge de MARÉCHAL DES LOGIS, elle était, dès le XVI^e siècle,, une pure sinécure.

*
* *

LE TRÉSORIER (32)

La charge du trésorier tirait son importance de la prépondérance des questions financières dans la politique et l'administration des Etats. La mission des Etats était principalement de servir d'intermédiaires entre le gouvernement royal et les contribuables bretons. Le roi ne percevait directement qu'une partie des ressources qu'il tirait de la province. De tout temps, les Etats avaient été autorisés à lever des taxes pour lui fournir des subsides ou subvenir eux-mêmes à certaines dépenses publiques ; au XVIII^e siècle, en abonnant la capitation, le dixième et le vingtième, ils se chargèrent de l'administration des nouveaux impôts créés par la monarchie.

Ils avaient donc un budget et une caisse : ils avaient des collecteurs, des receveurs et des fermiers ; ils ordonnaient des dépenses. Leur trésorier était le chef responsable de leurs services financiers. Non pas qu'il eût à se mêler de la répartition

(32) Liste des trésoriers des Etats :

- 1^o) Alain AVRIL (1534-1538).
- 2^o) Jean AVRIL DE COASBO et de LORMAYE (1538-1578), fils du précédent.
- 3^o) Gabriel HUX DE LA BOUCHETIÈRE (1578-1609).
- 4^o) Michel POUILLAIN DE GESVRES (1609-1634), reçu en survivance de Hux en 1606.
- 5^o) Bernardin POUILLAIN DE LA RIVIÈRE (1634-1651), fils du précédent.
- 6^o) César de RENOARD DE DROUGES (1651-1657).
- 7^o) Guillaume d'HAROUIS DE LA SEILLERAYE (1657-1687).
- 8^o) René LEPRESTRE DE LÉZONNET (1687-1699).
- 9^o) MICHAU DE MONTARAN (1699-1720).
- 10^o) Jean-Baptiste-Simon BOYER DE LA BOISSIÈRE (1720-1763).
- 11^o) De la LANDE MAGON (1764-1776).
- 12^o) Nicolas BRAUGEARD (1776-1789).

des impôts. Il encaissait et il payait. Mais il était, dans une certaine mesure, responsable des receveurs et des collecteurs contre lesquels il avait des pouvoirs de contrainte. Et, surtout, on attendait de lui beaucoup plus que d'employer, aux termes fixés, l'argent qu'il avait reçu. Il devait se procurer et, pendant longtemps même, il dut avancer, sur ses propres fonds, les sommes nécessaires aux obligations des Etats, au fur et à mesure de leurs besoins. Son rôle n'était pas seulement celui d'un caissier, mais aussi celui d'un banquier. Il en résultait, du reste, que sa charge pouvait être singulièrement fructueuse, si elle était administrée avec prudence.

Elle changea toutefois de caractère après 1720. Jusque là les trésoriers des Etats avaient bénéficié de facilités excessives et n'avaient jamais été soumis à un contrôle sérieux. On leur imposa alors des conditions un peu plus sévères et, surtout, moins avantageuses.

Notons d'abord que les mêmes personnages et, parfois, les mêmes familles se perpétuaient longtemps dans la charge. Au XVI^e siècle, Alain Avril, puis son fils Jean l'exercèrent de 1534 à 1578. Au siècle suivant, Poullain de Gesvres et son fils Poullain de la Rivière l'occupèrent successivement de 1609 à 1651. Guillaume d'Harouis l'occupa depuis 1657 jusqu'à sa destitution en 1685 (suivie de sa faillite en 1687) et nous avons vu qu'il en avait fait reconnaître la survivance à son fils en 1681. René Leprestre de Lézonnet, qui lui succéda, passa son office, en 1699, à son beau-frère Michau de Montaran. Celui-ci acquit les deux charges de trésorier lors de l'aliénation de 1706 et il garda la place après que les Etats eurent racheté leurs offices; il ne démissionna qu'en 1720. Sous le régime des nouvelles conditions qui furent alors établies, les trésoriers ne furent pas moins stables. Boyer de la Boissière, élu en 1720, conserva son office jusqu'à sa mort en 1763. De la Lande Magon, qui vint après lui, démissionna volontairement, pour des raisons d'âge et de santé, en 1776, et son successeur, Nicolas Beaugeard, était encore en fonctions en 1789.

Il fallait, en effet, des capitaux et du crédit pour assumer un pareil emploi et, une fois dans la place, on y trouvait les meilleurs moyens de s'y maintenir. Les Etats ne pouvaient changer par simple caprice un homme sur le crédit duquel le régime de leurs finances les obligeait de compter; le trésorier était, d'autre part, à même de rendre tant de services qu'il ne manquait jamais d'amis ni d'appuis.

Il était le plus gros manieur d'argent de la province. C'est par son intermédiaire que se faisaient les emprunts des Etats, qui lui passaient procuration à cet effet. Mais il empruntait aussi pour son propre compte des capitaux dont il trouvait l'emploi dans ses avances au roi ou aux Etats. C'était là, évidemment, pour lui une source de gros bénéfices; il ne manquait jamais d'argent, car on ne croyait pas qu'il fût de dépôt plus sûr que ses caisses.

L'âge d'or pour le trésorier, ce fut avant 1720. Avant 1687, les conditions de sa charge étaient plus belles encore; mais les profits en étaient sans doute moins considérables, car son maniement de fonds n'avait jamais atteint la même ampleur qu'au temps des dernières guerres de Louis XIV.

La partie fixe de ses émoluments était alors la moins importante : 8.490 l. seulement pour deux ans (33). Mais, avant 1687, il recevait 2 % sur le montant du don gratuit, pour voiture et frais de port, 3 deniers pour livre sur toute sa recette, et l'intérêt de ses avances lui était servi au denier 10, soit au taux de 10 %. Le règlement de 1687 lui enleva ses frais de députation à la cour, soit 6.000 l., réduisit ses frais de port et voiture du don gratuit à 1 %, et abaissa l'intérêt de ses avances au denier 14 (7,14 %).

Lorsque les Etats créèrent et vendirent deux offices de trésoriers en 1706, ils y affectèrent 50.000 l. de gages annuels en tout; il faut considérer que, dans cette somme, était compris l'intérêt de la finance desdits offices qui s'éleva à 700.000 l. pour les deux. Le trésorier conserva, en outre, jusqu'en 1720, les mêmes taxations qu'auparavant sur le don gratuit et sur l'ensemble de sa recette et on lui servit au même taux l'intérêt de ses avances.

On ne saurait évaluer le bénéfice qu'un trésorier pouvait réaliser sur ces intérêts. Mais, la somme considérable à laquelle ils s'élevaient ordinairement lui eût assuré de gros profits, même si la différence eût été minime entre le taux auquel il prêtait ses fonds aux Etats et celui auquel il trouvait des capi-

(33) Gages annuels, 200 l.; frais de reddition de ses comptes, 1.500 l.; pour assistance aux Etats, 150 l.; 1 s. pour l. sur le compte des gages des officiers des Etats, 440 l.; pour sa députation à la cour, 6.000 l. Il recevait, en outre, 500 l. pour son premier commis, 180 l. pour le second, et, pour le premier, 250 l. de gratification qui furent supprimées en 1687. (Mémoire du trésorier Montaran, 1717, Arch. Nat. H. 225, pièces 107 à 111).

taux (34). Or, on affirmait que Leprestre de Lézonnet « grâce à sa bonne conduite et au grand crédit du sieur de Montaran, son beau-père, puisait à son gré dans les bourses de la province et avait l'argent qu'il voulait aux deniers 25 et 30 » (35), soit à 4 et même à 3,33 %.

Les 3 deniers pour livre sur l'ensemble de la recette formaient une somme d'autant plus élevée que le budget des Etats s'enflait davantage, c'est-à-dire en temps de guerre et dans les périodes de crise financière. Cependant les frais et les risques du trésorier ne s'accroissaient pas en raison du chiffre de sa recette. Quand celle-ci augmentait considérablement, c'était grâce aux grosses sommes remises d'un coup par les fermiers ou par les aliénataires de nouveaux droits.

Depuis l'exercice 1686-1687 jusqu'à l'année 1720, les 3 deniers pour livre n'ont jamais produit moins de 44.000 l. et ils ont donné jusqu'à 161.278 l. 17 s. 9 d. (36). Ils ont valu au trésorier, pendant cette période, un revenu total de 1.609.443 l. 4 s. 4 d., soit une moyenne de près de 95.000 l. par exercice de deux ans.

(34) Intérêts payés au trésorier pour ses avances sur le don gratuit :

1686-87.....	265.642 l.	11 s.	11 d.	1706-07.....	261.478 l.	9 s.	10 d.
1688-89.....	85.176	4	6	1708-09.....	405.957	16	6
1690-91.....	76.929			1710-11.....	572.840	3	3
1692-93.....	107.433	6	3	1712-13.....	609.409	3	8
1694-95.....	238.619	8	6	1714-15.....	864.702		
1696-97.....	245.057	17	6	1716-17.....	251.390	18	14
1698-99.....	347.241			1718-19.....	néant.		
1700-01.....	137.307	1	10	1720-21-22.....	néant.		
1702-03.....	136.909	3	4	1723-24.....	63.588	17	3
1704-05.....	néant.						

Les avances disparaissent ensuite.

Ce n'étaient là que les intérêts des principales avances du trésorier. Il en touchait souvent d'autres pour l'avance des impositions abonnées. (Voir les états de fonds).

(35) Requête des Etats au Conseil, 1726 (Arch. d'L-et-V. C. 3356).

(36) Produit des 3 d. p. l. sur la recette générale du trésorier :

1686-87.....	46.076 l.	s.	d.	1704-05.....	65.116 l.	7 s.	d.
1688-89.....	44.000			1706-07.....	116.383	1	10
1690-91.....	65.500			1708-09.....	84.298	17	10
1692-93.....	66.530			1710-11.....	135.803	14	
1694-95.....	85.964			1712-13.....	161.278	17	0
1696-97.....	88.953	14	6	1714-15.....	125.187	17	11
1698-99.....	88.440			1716-17.....	152.259	12	1
1700-01.....	83.810	6	9	1718-19.....	98.680	11	3
1702-03.....	101.160	3	5	Total....	1.609.443 l.	4 s.	4 d.

(Etat de fonds)

Quant aux ports et voitures du don gratuit, ils rapportaient, au taux de 1 %, 30.000 l. par exercice, en temps de guerre, et 20.000 l. en temps de paix.

Sur ces gains, le trésorier devait pourvoir à des frais assez lourds. En 1715, Montaran en estimait le total annuel à plus de 66.000 l. (37), non compris les frais de reddition de ses comptes à la Chambre des Comptes de Nantes. Tous ses frais de bureau, il est vrai, ne paraissent pas exclusivement impu-

(37) 1^o Frais du bureau de Paris :

Loyer et concierge.....	2.750 l.
Directeur.	3.600 l.
Caissier.	3.200 l.
Teneur de livres.....	900 l.
Commis pour le registre des rentiers.....	900 l.
Autre commis.	700 l.
Gages du porteur d'argent.....	400 l.
Ports de lettres, frais de bureau, en moyenne...	6.033 l. 5 s.
Total.....	18.483 l. 5 s.

2^o Frais du bureau de Rennes :

Directeur.	3.600 l.
Teneur de livres.....	1.500 l.
Caissier.	1.200 l.
Commis aux comptes.....	1.200 l.
Commis pour la capitation et le dixième.....	1.500 l.
Commis pour l'apurement des comptes et anciens recouvrements	1.800 l.
3 autres commis (600 l.+600 l.+550 l.).....	1.750 l.
4 expéditionnaires.	2.200 l.
Porteur d'argent.	300 l.
Loyer.	2.000 l.
Frais divers.	11.186 l. 10 s.
Total.....	28.236 l. 10 s.

3^o Frais de bureau de Nantes :

Loyer.	300 l.
Commis.	1.200 l.
Frais divers.	350 l.
Total.....	1.850 l.

4^o Frais du bureau de Morlaix :

Loyer.	200 l.
Commis.	1.200 l.
Frais divers.	200 l.
Total.....	1.600 l.

Total pour les 4 bureaux..... 50.089 l. 15 s.

Le trésorier a, en outre, trois commis qui le suivent (deux à 1.000 l. et un à 700 l., soit 2.700 l.). Il a des frais de voyage et de représentation considérables ; il assiste aux tenues des Etats et tient alors table ouverte. Il estime ces frais, année commune, à 14.000 l. En 1715, ils s'élevèrent à 33.987 l. 13 s. Estimation générale de ses frais annuels, 66.799 l. 15 s. (Mémoire dressé par Montaran au moment des Etats de 1717, Arch. Nat. H 225. 110).

tables au service des Etats. Dans un état qu'il arrêta pour l'intendant de Brou, le 5 décembre 1719, il réduit l'évaluation de sa dépense annuelle, pendant la période de 1700-1719, à une moyenne de moins de 40.000 l. non compris ses frais de voyage et de réception (38).

D'après le même document, les trésoriers des Etats auraient reçu annuellement, pour leurs gages, leur pourcentage sur leur recette, leurs ports et voitures du don gratuit, et leurs gratifications :

1°) Avant 1687.	51.520 l.
A déduire pour frais de reddition de leurs comptes.	11.312 l.
Restait net.	40.208 l.
2°) De 1687 à 1705, moyenne.	60.747 l. 10 s. 8 d.
Frais de reddition des comptes.	17.194 l. 13 s. 11 d.
Restait net.	43.552 l. 16 s. 9 d.
3° Depuis 1706, en moyenne, dé- duction faite de 56.000 l. repré- sentant l'intérêt du prix de la charge, à 8 %	69.215 l. » s. 7 d.

Les frais de régie une fois déduits de ces sommes, le profit eût été mince et n'eût pas suffi, le plus souvent, à couvrir les autres dépenses du trésorier. Mais celui-ci ajoutait à ses gains légitimes l'intérêt de ses avances et, surtout, le produit de ses fraudes et de ses abus.

(38) Cet état avait été réclamé à l'intendant par le garde des sceaux qui voulait savoir à combien s'étaient élevés, pour les Etats, les frais d'avance et de remise au trésor royal des sommes payées au roi par la province. Montaran fournit, en réalité, un tableau sommaire de ses gains et de ses frais (Arch. Nat. H 593).

Il donne pour ses frais de régie les chiffres suivants :

1° De 1700 à 1703, annuellement.	36.035 l. 4 s. 1 d.
2° En 1704 et en 1705, annuellement.	37.526 l. 10 s. 1 d.
3° De 1706 à 1717, annuellement.	43.020 l. 15 s. 6 d.
4° En 1718.	28.125 l.
5° En 1719.	24.479 l. 3 s. 1 d.

Les frais relatifs à la gestion de la capitation ne sont pas compris dans ces sommes. Le trésorier devait les couvrir, y compris les frais de reddition du compte spécial de cet impôt, au moyen de la taxation de 3 d. pour l. qui lui était attribuée. Le produit de cette taxation s'éleva :

De 1701 à 1703, annuellement.	33.000 l. » s. » d.
De 1704 à 1716, annuellement.	34.619 l. » s. 11 d.
En 1717, à	30.557 l. 1 s. 5 d.
En 1718 (pour le compte du roi) à.	30.557 l. 1 s. 5 d.
En 1719 (— — —) à.	23.776 l. 13 s. 4 d.

Avant 1720, les conditions de sa charge étaient des plus sommaires. On ne spécifiait même pas qu'il dût tenir des registres spéciaux pour les affaires des Etats. Ses comptes étaient vus par une commission des Etats et par la Chambre des Comptes. Mais, si le cérémonial de leur présentation était soigneusement réglé, ils n'étaient effectivement vérifiés ni dans un lieu, ni dans l'autre. Ce sont évidemment les singulières facilités qui lui étaient laissées qui conduisirent d'Harouis à la faillite. Une requête des Etats de 1726 au Conseil, contre leur ancien trésorier Montaran, résume, en termes frappants, le caractère de leur gestion financière, avant la réforme qu'on venait de faire (39).

« Le sieur d'Harouis, dit-elle, retirait de sa charge des émo-
 « luments qui eussent enrichi en peu de temps tout autre que
 « lui, si sa mauvaise conduite ne l'eût tout à la fois ruiné et
 « engagé la province à répondre de plusieurs dettes considé-
 « rables qu'il avait contractées au-delà de ses procurations.
 « Ses alliances dans la noblesse, sa dépense et son excessive
 « facilité, qui faisaient trouver à plusieurs membres des plus
 « autorisés de tous les ordres des ressources sûres dans sa
 « caisse, soit pour emprunter, soit pour colloquer, lui attiraient
 « tant d'approbation et d'amis que ceux qui blâmaient avec
 « raison sa conduite n'étaient même pas écoutés.

« Néanmoins, l'irrégularité de ses calculs, les erreurs dont
 « ils étaient remplis au détriment de la province, et surtout
 « les emprunts excessifs qu'il faisait au nom desdits Etats,
 « ayant été jusqu'aux oreilles du feu roi », le gouvernement
 intervint. Les Etats durent destituer d'Harouis qui fit, d'ail-
 leurs, banqueroute aussitôt après (40), et ils édictèrent quelques
 dispositions plus précises dans leur règlement de 1687. Mais,
 dans la pratique, ils ne firent rien de plus que de donner à
 d'Harouis des successeurs plus prudents qui surent s'enrichir
 sans risquer la ruine. Lezonnet et Montaran ne furent pas plus
 sérieusement surveillés que d'Harouis et pour les mêmes rai-
 sons : incurie des Etats et services rendus à leurs « membres

(39) Arch. d'I.-et-V. C 3356.

(40) Sur d'Harouis, qui fut une sorte de Fouquet breton, généreux, dépensier, grand bâtisseur, voir A. BOURDEAUT, *Madame de Sévigné au Pays nantais* (Mém. de la Soc. d'Hist. et d'Arch. de Bretagne, t. VII, 1926). D'Harouis était cousin par alliance de la marquise. M. Bourdeaut donne d'intéressants détails sur ses alliances, ses relations, ses dépenses et la décadence de son crédit.

« les plus autorisés ». Et tous les deux commirent les pires abus : « Les comptes (de Montaran) sont remplis de doubles « emplois, d'omissions et d'erreurs de calcul à son profit. On « voit bien que c'est son ouvrage et non celui des Etats qui, « dans ce temps là, avaient peu d'attention à leurs affaires « et signaient aveuglément tout ce qui leur était présenté par « leur trésorier » (41).

Lézonnet et Montaran n'empruntaient pas au-delà de leurs procurations. Mais, indépendamment des irrégularités de leurs comptes, on leur reproche de s'être fait payer non seulement les intérêts de leurs avances, mais les intérêts de ces intérêts, capitalisés tous les six mois. Or, le règlement de 1687 interdisait formellement ces intérêts composés (chap. VIII, art. 2). On fit encore grief à ces deux trésoriers de s'être attribué des intérêts pour les taxations et les frais de port et voiturage de fonds, qui ne leur avaient pas été soldés en temps voulu. Les profits qu'ils réalisèrent sur leurs avances aux Etats, tant par leurs abus qu'à bon droit, furent certainement énormes. On peut s'en douter par les chiffres que nous avons relevés dans les états de fonds (42). Ce sont sans doute ces profits qui mirent Montaran en état de prendre la ferme des droits d'entrée créés par les Etats de 1711, cela en dépit des conditions de sa charge qui lui interdisaient toute participation aux affaires de la province.

Ce fut là, pour lui, une nouvelle source de gros gains. Pendant les huit années de son bail, il encaissa 9.083.673 l. 15 s. 8 d. Sa dépense ne fut que de 5.751.582 l. 7 s. 6 d. ; si b'en qu'il réalisa un bénéfice de 3.332.091 l. 8 s. 2 d., qui dépassa donc le tiers du prix de son bail (43).

(41) Registre de la commission des Etats chargée de la révision des comptes des anciens trésoriers, 20 avril 1723 (Arch. d'I.-et-V. C 3361).

(42) Cf. *supra*, note 34.

(43) RECETTES :

Produit des droits d'entrée.....	7.711.610 l.	s. 8 d.
Intérêts payés par les Etats pour les avances		
du fermier.	1.372.513 l.	15 s.
Total.....	9.083.673 l.	15 s. 8 d.

DÉPENSES :

Prix du bail.....	4.900.000 l.	
Frais de régie	851.582 l.	7 s. 6 d.
Total.....	5.751.582 l.	7 s. 6 d.

(Dossier de l'affaire des Grandes Entrées, Arch. Nat. H 561).

Ces profits scandaleux ne furent exactement connus que longtemps après. Mais, dès 1715, on en savait assez pour qu'il se produisît en Bretagne, contre Montaran, le même soulèvement de l'opinion que, dans toute la France, contre les profiteurs des années de détresse de la fin du grand règne. Ce fut une des causes de l'agitation qui troubla les tenues de 1715 et de 1717-1718 et qui aboutit à la conspiration de Pontcallec. Les Etats rachetèrent les charges de trésorier en 1718, avec leurs autres charges, et Montaran dut se résoudre à démissionner en 1720. Mais il n'y eut pas d'autre sanction à ses pillages. Soutenu par les ministres, servi par la complaisance des procureurs syndics des Etats, il échappa aux efforts de ceux-ci pour lui faire rendre compte de ses abus (44). Du moins la gestion des trésoriers fut-elle, par la suite, mieux surveillée et, en tout cas, plus régulière.

De nouvelles conditions furent arrêtées, pour l'exercice de la charge, le 24 septembre 1720, beaucoup plus précises et plus développées que les précédentes. C'est la première fois qu'on obligea le trésorier à tenir, dans chacun de ses bureaux, des « registres uniquement destinés pour les affaires des Etats, « cotés et paraphés à chaque feuillet, et à spécifier la nature « des espèces qu'il recevrait et de celles qu'il paierait, pour « faciliter la vérification qui serait faite lors des augmentations « et d'iminutions d'espèces » (art. 6).

Désormais, ses principaux émoluments consisteraient en gages annuels fixes, sans qu'il puisse rien réclamer pour ports, voitures et frais de régie. Fixés d'abord à 30.000 l., ces gages furent doublés par les Etats de 1722. Quand les Etats abonnèrent la capitation et le dixième, en 1734, ils donnèrent 35.000 l. par an au trésorier pour se charger de la recette de ces deux impôts et de tous les frais qu'elle lui pouvait causer; cette rétribution ne fut pas augmentée quand les vingtièmes prirent la place du dixième (45). De 1759 à 1772, on y ajouta 5.000 l. pour la recette du produit des domaines et contrôles que le pouvoir royal avait alors concédés aux Etats.

(44) Le procès fait par les Etats aux engagistes des droits d'entrée traîna pendant tout le siècle. Il n'était pas encore jugé en 1789. (Notes sur l'affaire, Arch. Nat. H 225 et 561. Exposé sommaire dans le Précis de la Commission de liquidation des affaires de Bretagne, 26 janvier 1791, Arch. Nat. H 554).

(45) Le trésorier La Boissière eût voulu avoir 4 d. pour l. sur le montant des impôts abonnés, c'est-à-dire la même remise que précédemment

En plus de ce traitement fixe, le trésorier recevait 2 % sur le montant des emprunts de la province, emprunts qui continuèrent d'être faits par son intermédiaire. Ce taux fut réduit à 1 1/2 % en 1768 et à 1 % en 1779; cependant on maintint le taux de 2 % pour les emprunts que les Etats contractaient pour le compte du roi. Quant à l'intérêt des avances du trésorier, il devait être fixé dans chaque tenue pour l'exercice suivant. Jamais, d'ailleurs, la situation financière des Etats ne redevint aussi mauvaise que pendant la guerre de la Succession d'Espagne. On ne les vit plus absorber par anticipation le produit de leurs impôts, ni recourir à d'aussi fortes avances de leur trésorier. Pour parer aux besoins de leur trésorerie, ils renoncèrent même bientôt à demander à celui-ci des avances directes. Il dut émettre des billets à court terme dont ils assuraient les intérêts et dont l'émission était autorisée et le montant total limité, à l'avance, par une délibération spéciale. Ces billets étaient signés du trésorier et visés par l'un des procureurs syndics. Le trésorier continuait ainsi de mettre son crédit au service des Etats, mais dans des conditions qui permettaient un contrôle sérieux.

La charge ne pouvait plus être que modérément fructueuse. Il ne semble pas que les trois trésoriers qui se sont succédés depuis 1720 aient commis les mêmes abus que leurs prédécesseurs. Nous n'avons pas trouvé trace de collusion entre eux et les fermiers des devoirs. Ceux-ci réservaient toujours une part d'intérêt aux commis du trésorier; mais c'était une obligation traditionnelle qui s'imposait à tous les concurrents à la ferme et qui ne suppose aucune compromission de la part du trésorier.

Celui-ci pouvait gagner sur les émissions d'emprunts et, surtout, sur le maniement des fonds qui lui passaient par les mains. Encaissant dans la province et faisant à Paris la majeure partie de ses paiements, il avait le moyen d'escompter les traites tirées de la province sur Paris. La Boissière, La Lande Magon et Beaugeard, comme leurs prédécesseurs, étaient

lorsqu'il encaissait la capitation pour le compte du roi, en qualité de receveur général; la recette de la capitation seule lui eût ainsi rapporté 31.000 l. Le bastion, de son côté, prétendait qu'il fit gratuitement la recette des impôts abonnés, sous prétexte que les conditions de sa charge l'obligeaient à se charger de toutes les recettes des Etats. En définitive, La Boissière se contenta de la rétribution fixe que le gouvernement exigea pour lui (Arch. Nat. H 527).

de gros banquiers auxquels le produit des impôts bretons fournissait des fonds de roulement et auxquels l'on confiait volontiers des capitaux.

Mais les trésoriers souffraient de la lenteur des recouvrements et des pratiques des receveurs particuliers des diocèses qui, faisant eux-mêmes la banque avec les fonds de leurs recettes, n'étaient jamais pressés de faire leurs versements à la trésorerie. La Boissière, à partir de 1750 surtout, s'est également plaint vivement, de la négligence de la Commission intermédiaire, de ses retards dans l'expédition des rôles et de son indulgence à l'égard des mauvais payeurs, de ceux de la noblesse surtout (46).

Il ne semble pas qu'en définitive ce trésorier, qui servit honnêtement le roi et la province à la fois, ait tiré beaucoup de profit de sa charge. Quand il mourut en 1763, ses affaires personnelles n'étaient pas en brillant état et il était sans doute moins riche qu'à ses débuts. Son successeur, La Lande Magon, paraît avoir bientôt cessé de prendre grand intérêt à sa charge, où il vit plutôt une source de tracas que de gros bénéfices (47). Nous ne connaissons pas les affaires personnelles du dernier trésorier des États, Beaugeard; mais on ne lui a jamais reproché de s'être enrichi aux dépens de la province.

Cependant, la place fut toujours recherchée. En 1720, La Boissière avait eu cinq concurrents, dont deux gentilshommes de la province et le financier Bouret qui était alors fermier des devoirs (48). En 1764, il y eut huit candidats à sa succession, dont cinq obtinrent l'agrément du gouvernement; La Lande Magon fut en minorité dans l'Eglise et ne passa qu'à la majorité relative des voix dans les deux autres ordres (49).

(46) Voir, en particulier, lettre de La Boissière à la Commission int., du 14 nov. 1751 (Arch. Nat. H 552); autre lettre, au contrôleur gén., du 2 juillet 1759 (*Ibid.* H. 556); et, surtout, son remarquable rapport aux États de 1758, où il dénonce, sans ménagements, la pratique des gros contribuables et l'incurie de la commission (*Ibid.*) Cf. *infra*, p.

(47) La correspondance de La Lande Magon avec son premier commis du Margat nous éclaire admirablement sur les pratiques et les sentiments du premier. (Arch. d'I.-et-V. C, Trésorerie des États, documents non cotés).

(48) Arch. Nat. 231, correspondance relative aux États de 1720.

(49) Concurrents agréés :

Du Couëdic, parent de fermiers des devoirs.
Darjuzon, caissier de La Boissière, à Paris.
Michel, trésorier général de l'Artillerie.

En 1776, il y eut encore cinq concurrents agréés, et Beaugeard ne l'emporta qu'avec peine, à force d'intrigues et d'argent (50).

Mais ces compétitions n'étaient que questions de personnes. L'élection du trésorier ne fut jamais une affaire politique. Elle provoqua, il est vrai, en 1776, un sérieux conflit entre le pouvoir royal et les Etats. Ceux-ci prétendaient limiter l'intervention du premier à l'examen et à l'approbation préalable des candidatures. Or, le contrôleur général ayant voulu imposer

Randon d'Hannencourt, fils et adjoint du Receveur général des finances.

De la Lande Magon, de Saint-Malo, financier et armateur.

Non agréés :

De Montaudoïn, receveur général des domaines et bois de Bretagne.

Randon de Molboissière.

Darjuzon se désista.

L'Eglise voulait Randon que le Dauphin lui avait recommandé. Mais les deux autres ordres ayant donné, l'un et l'autre, une majorité relative à La Lande Magon, le clergé n'émit pas un vote qui eût été superflu. (Arch. Nat. H 355 et 356).

(50) Arch. Nat. H 389 et 392. Correspondance et notes relatives aux Etats de 1776.

Le président du tiers, très hostile, il est vrai, à Beaugeard affirme que celui-ci a dépensé au moins 300.000 l. pour son élection. (De Tréverret à Ménard, 1^{er} déc. 1776, H 392). Bareau de Girac, président de l'Eglise, dit que « l'intrigue, les vilénies qui se passent sous nos yeux pour cette « élection, les voix achetées, les propos répandus, les calomnies de toute « espèce pour nuire aux concurrents sont révoltants. » (Lettre au contrôleur général, 2 déc. 1776, H 390).

Lors de l'ouverture de la tenue, on discuta vivement la question de savoir si les gentilshommes qui ne savaient pas signer pouvaient être valablement admis; chacun des concurrents avait fait venir tous les partisans qu'il avait pu recruter, et l'on prétendait que l'un d'eux, M. de la Balue, « en tenait quarante dans une auberge à la porte de la ville ». (Lettre au cont. gén., 4 oct. 1776, H 389). Le jour du scrutin on refusa l'entrée des Etats à de nombreux gentilshommes nouvellement arrivés et amenés pour la circonstance.

Les concurrents étaient :

1^o Nicolas Beaugeard, négociant à Saint-Malo. Grosse fortune évaluée à 1.800.000 l.; a donné 300.000 l. de dot à chacune de ses filles. Depuis 25 ans, arme dix vaisseaux environ chaque année pour la course, les Iles, l'Afrique, l'Extrême-Orient et la pêche à la morue. Recommandé par le comte d'Artois, le duc de Penthièvre, le marquis de Brancas, l'archevêque d'Aix, l'évêque de Saint-Malo.

2^o Saint-Cristau, fermier général du roi. Son père a été, pendant 32 ans, directeur de la trésorerie à Rennes, sous La Boissière. Cautionné par son gendre, le comte de Martel, et par Gabriel Prévost, trésorier général des Ponts et Chaussées. Protégé par le fermier général de Borda.

3^o Le Vicomte, trésorier de l'Extraordinaire des guerres, à Rennes. « Est du corps de la noblesse ».

4^o Magon de la Balue, ancien banquier de la cour. Cautionné par La Lande Magon, le précédent fermier, son cousin, par de Meslay, président à la Chambre des Comptes de Paris, par Darras, trésorier de la Caisse des amortissements, et par Dollé, fermier général.

au successeur de La Lande Magon un cautionnement de deux millions à l'égard, à la fois, du roi et de la province, la noblesse fit à cette nouvelle condition une opposition énergique. Elle accusa le gouvernement de vouloir transformer ainsi la trésorerie en une sorte d'office vénal dont l'accès serait fermé, en fait, aux gentilshommes de la province. Jusqu'alors on n'avait demandé au trésorier qu'un cautionnement de pure forme, facile à trouver, 30.000 l. seulement. La noblesse finit par céder. Le cautionnement fut porté à 1.900.000 l., à l'égard, toutefois, de la province seulement. D'ailleurs, tous les candidats à la succession de La Lande Magon avaient aisément trouvé des répondants pour des sommes supérieures. Beaugeard, par exemple, pour 2.250.000 l. et Saint-Cristau pour trois millions.

On comprend les exigences du contrôleur général. La quasi-totalité des sommes encaissées par le trésorier des États étaient destinées au trésor royal, et il avait certainement plus d'intérêt que l'assemblée à une bonne gestion des finances de la province. Dans La Boissière, le gouvernement eut toujours un serviteur dévoué. Les contrôleurs généraux le traitèrent tous en homme de confiance et il fut ordinairement pour eux un conseiller écouté. Sa correspondance avec le ministère, pendant la préparation et la durée des tenues, ne présente pas moins d'intérêt, le plus souvent, que celle des commissaires du roi. C'est celle d'un agent du pouvoir, zélé, compétent et en crédit. Aux États, toutefois, on ne lui chercha jamais sérieusement querelle. Le bastion se contenta de lui chicaner, en 1734, une augmentation de gages pour la recette des impôts abonnés. On toléra même qu'il conservât son office de receveur général du roi dans la province, contrairement à une disposition formelle des conditions de sa charge (51).

5° Mazeau, fermier des devoirs de la province. Cautionné par le marquis de la Garnache, par Charette du Boisfoucauld, par Julien Pépin, seigneur de Belle-Ile, et par C. F. Gicquel, seigneur du Nédo. Il se désista.

(Notes sur les divers candidats, H 392).

Partage des voix :	Tiers-Etat	Noblesse
Beaugeard.	22	269
Saint-Cristau.	8	11
L'a Balue.	6	158
Le Vicomte.	6	146

L'Eglise ne voulait pas de Beaugeard; mais, comme son vote ne pouvait plus changer le résultat acquis par les votes concordants des deux autres ordres, elle se décida à lui donner la majorité (H 391).

(51) Une délibération des États de 1730 autorisa cette dérogation, à titre exceptionnel.

De La Lande Magon ne fut pas ainsi l'homme du gouvernement; il se confina dans son rôle de caissier. Mêlé à un grave conflit entre la Commission intermédiaire et le ministre, en 1773-74, il paraît n'avoir obéi, dans cette circonstance, qu'au souci de ses propres intérêts, sans aucune préoccupation politique et sans vouloir servir aucun des deux partis (52). Beaugéard, également, demeura absolument étranger aux conflits qui troublèrent les dernières années de l'existence des Etats. Les contrôleurs généraux ne lui demandèrent ni conseils, ni services.

Si importante que fût la fonction du trésorier, ce n'était donc pas, nécessairement, une fonction politique, et elle paraît avoir perdu complètement ce caractère avec ses deux derniers titulaires. Cependant, c'était l'un des éléments essentiels de l'autonomie bretonne. Sur la trésorerie des Etats reposait à peu près tout le jeu des finances publiques en Bretagne. Aussi, pour bien comprendre le rôle du trésorier et bien juger des difficultés de sa tâche, faut-il d'abord connaître l'organisation financière de la province; l'étude de sa fonction est forcément liée à celle des attributions des Etats et de leurs relations avec le pouvoir royal.

*
* *

LES DÉPUTATIONS EN COUR ET A LA CHAMBRE DES COMPTES

Au XVI^e siècle déjà, les Etats envoyaient régulièrement à la cour, après chacune de leurs sessions ordinaires, des députés chargés de porter leurs remontrances au roi et de poursuivre, le cas échéant, le succès d'autres affaires.

Le nombre de ces députés, d'abord variable, fut réduit à un député de chaque ordre en 1593 et fut désormais maintenu à ce chiffre, sauf en 1608, 1610, 1616, 1619 et 1630, où il fut doublé. Au XVII^e siècle, on « agrégea » parfois à cette dépu-

L'importance et les revenus de la recette générale du roi se trouvèrent réduits à très peu de chose lorsque les Etats eurent abonné la capitation et le dixième. La Boissière n'en tira plus alors que 11.000 l. environ, et on dut assurer à Varennes, son successeur, une augmentation de 16.000 l. L'office coûtait, en effet, 166.000 l. auxquelles il fallait ajouter 27.000 l. de frais. Les seuls intérêts de ces deux sommes, qui n'étaient pas récupérées en cas de cession ou de décès, à raison de 5 % pour la première et de 10 % pour les frais, formaient un total de 21.000 l., et il fallait compter 7.000 l. de frais de gestion.

(52) Sur cette affaire, cf. *infra*, p. 379 et suiv.

tation des personnages agréables aux souverains ou aux ministres et capables de servir la province par leur crédit ; mais cet usage disparaît définitivement à partir de 1679 (53). Le procureur syndic, le trésorier et, à certaines époques, le substitut du syndic, accompagnaient les députés.

L'honneur de la députation était recherché ; à partir de 1616 il fut toujours réservé, dans l'Eglise, à un évêque (54) ; dans la noblesse, on ne l'accordait pas à des gentilshommes du commun. C'était, d'ailleurs, un honneur bien rémunéré. Les députés reçurent d'abord des vacations journalières que l'on calculait, au XVII^e siècle, avec une complaisance à laquelle les règlements de 1629, 1636 et 1645 n'apportèrent qu'un remède illusoire. En 1653, on commença à remplacer ces vacations par des gratifications fixes, plus avantageuses encore (55).

Les députés partaient pour la cour aussitôt après la clôture de la session ; dans les trois mois, précisa une délibération du 16 décembre 1726. Le roi recevait leur cahier de remontrances avec un grand cérémonial, dans une audience particulière à laquelle étaient conviés les Bretons de marque qui se trouvaient à la cour. Ce jour-là, à Versailles, on faisait jouer les grandes eaux et, si l'on donnait quelque fête, les députés étaient invités aux places d'honneur.

Les remontrances remises, les députés avaient à poursuivre la ratification du contrat passé entre les Etats et les commissaires du roi et à « faire lever les modifications que les cours souveraines voudraient mettre à l'enregistrement de la ratification ou des autres expéditions obtenues en conséquence ». Depuis 1622, ils recevaient toujours, avec leur cahier de remontrances, un cahier de mémoires relatifs à des affaires particulières. Les syndics, enfin, et la Commission intermédiaire pouvaient toujours réclamer leur intervention. Pendant longtemps,

(53) En 1626, on envoya ainsi comme agrégé, l'abbé Gentil, du chapitre de Vannes, aumônier de la reine, qui fut spécialement chargé de remettre à celle-ci le présent de 150.000 l. que lui faisaient les Etats. En 1637, ce fut le baron de Pontchâteau, parent de Richelieu, à cause de son crédit auprès du cardinal. (PONTBRIAND, L. I, chap. 5).

(54) Sauf en 1645, où l'abbé de Paimpont fut député.

(55) Elles demeurèrent fixées, à partir du règlement de 1669, à 15.000 l. pour les députés des deux premiers ordres, à 10.000 l. pour celui du tiers et à 12.000 l. pour le syndic. Celui-ci reçut, en outre, jusqu'en 1720, 4.000 l. pour prétendus frais. Le règlement de 1669 accordait encore 6.000 l. au trésorier, 2.000 l. au substitut du syndic et 1.000 l. au greffier ; mais ces trois dernières gratifications disparurent en 1687.

ils ne restaient à la cour que pendant quelques semaines. A partir du règne de Louis XIV, ils prirent l'habitude d'y demeurer jusqu'à la session suivante.

Mais, malgré les apparences, leur mission avait perdu, de bonne heure, toute importance réelle. Nous avons rappelé les jugements de Pontbriand et de Jacquelot de Boisrouvray sur leur compte (56). Nous n'avons relevé, au XVIII^e siècle, aucune trace de leur activité personnelle : c'étaient de simples porteurs de mémoires. En 1760, ils s'aperçurent, au moment de l'ouverture des Etats, qu'ils avaient oublié de rapporter la réponse du roi à leurs remontrances.

Nous avons vu que, depuis l'époque du duc de Chaulnes, tout au moins, les députés étaient désignés au choix des Etats par le gouverneur de la province, ce qui achevait de faire de la députation une pure faveur. C'était bien ainsi qu'elle était considérée. Les députés allaient en cour faire leurs propres affaires. Quant à celles de la province, les Etats avaient pour y pourvoir leur syndic, son substitut et leur avocat au conseil.

La libre choix des députés, que les Etats recouvrèrent en 1784, allait-il changer le caractère de la députation et lui permettre de jouer un rôle politique réellement utile ? C'est assez douteux, car les Etats veillaient à contenir ses pouvoirs dans des limites précises qui ne laissaient rien à faire aux députés que les syndics ou la Commission intermédiaire n'eussent tout aussi bien fait. Les Etats redoutaient que le gouvernement ne considérât la députation comme une représentation investie de pouvoirs suffisants pour les suppléer eux-mêmes, au besoin, et ne lui extorquât des engagements onéreux pour la province. Aussi un article de contrat spécifiait-il que les députés ne pouvaient consentir aucune procuration pour emprunter au nom des Etats et, depuis 1645, tous les règlements des Etats interdirent aux députés de « s'engager en aucun traité, accord, ni « proposition préjudiciable à la province, sans l'ordre exprès « de l'assemblée » (57). Ils ne devaient, du reste, rien faire sans prendre l'avis du procureur syndic ou de son substitut.

(56) Cf. *supra*, p. 135, et *infra*, p. 190.

(57) En 1714 encore, les députés en cour s'étaient laissés imposer la signature d'une procuration pour un emprunt de 2.400.000 l., destiné à l'acquisition de 120.000 l. de rentes émises par le trésor royal. Les arrérages devaient être employés à l'amortissement de l'emprunt. C'était, de 1715 ratifièrent la procuration, mais avec des protestations formelles somme toute, un emprunt des Etats pour le compte du roi. Les Etats

Mais on ne prévenait pas ainsi tous les dangers. En 1687, le gouvernement employa les députés en cour à la confection du règlement qu'il voulait imposer aux Etats (58), afin d'en pouvoir présenter le projet à ceux-ci comme l'œuvre de leurs propres mandataires. En 1734, c'est la docilité des députés qui lui permit de faire prendre par l'assemblée l'abonnement du dixième de la manière la plus propre à sauvegarder l'autorité royale (59). Ce fut la dernière fois que les députés en cour se prêtèrent avec autant de complaisance aux intentions du pouvoir. Vingt ans plus tard, ils auraient redouté le blâme d'une assemblée plus attentive à la défense de ses droits. Désormais, ils ne firent jamais rien de plus que de présenter les remontrances et les revendications des Etats. Mais ils ne le faisaient pas avec l'autorité que leur qualité et la solennité de leur mission semblaient leur conférer.

Mais, c'est pendant les tenues, alors que l'assemblée était là, agissante et redoutable, derrière ses mandataires, que pareilles députations pouvaient en imposer au gouvernement. Or, celui-ci ne permettait pas qu'on lui envoyât des députés pendant la durée des sessions. Ils se refusait à communiquer avec l'assemblée autrement que par l'intermédiaire des commissaires du roi et ceux-ci avaient toujours ordre de s'opposer au départ de toute députation en cour. Le régent en reçut toutefois une, en 1715; mais on n'en vit plus, depuis, qu'une seule fois, en 1782.

Plus vaine encore que celle des députés en cour était la mission des députés envoyés à la Chambre des Comptes de Nantes pour assister à la reddition des comptes du trésorier des Etats. L'origine de cette députation remontait au XVI^e siècle. Invoquant ses anciens privilèges, confirmés lors de la réunion de la province à la couronne, la Chambre des Comptes prétendait avoir le jugement de tous les comptes des deniers

et à la condition que les 120.000 l. seraient annuellement retenues sur le don gratuit. Il n'en fut rien. Mais c'est la dernière fois que les députés en cour donnèrent une pareille procuration. (Arch. Nat. H 221, États de 1715 : Instruction; mémoire des commissaires du roi au duc d'Orléans, 24 déc. 1715; lettre du président de Brilhac au duc de Noailles, 21 déc.).

(58) Cf. *supra*, p. 50 et 51.

(59) Cf. *infra*, p. 204.

publics levés dans la province. Or, les Etats, se fondant sur des lettres royales de 1566 et de 1568, prétendaient vérifier seuls les comptes de leur trésorier. Ils tenaient, en effet, à disposer du reliquat de ces comptes, reliquats que les jugements de la Chambre eussent fait revenir au trésor royal. En définitive, un traité conclu, en 1585, entre les deux corps, maintint les droits de la Chambre; mais il admit, avec voix délibérative, trois députés des Etats, un de chaque ordre (60), au jugement des comptes du trésorier et il confirma l'attribution des reliquats à l'assemblée. Ce régime devait durer jusqu'en 1789; la Chambre et les Etats eurent, d'ailleurs, de fréquentes disputes au sujet des épices et frais réclamés par la première (61).

Mais le trésorier comptait d'abord devant les Etats eux-mêmes. Devant la Chambre, l'examen était une pure formalité qui n'a jamais révélé aucune fraude, ni empêché aucun abus. Son véritable objet était d'assurer au personnel de la Chambre une certaine somme d'épices, frais et vacations. La députation valait, d'autre part, de belles gratifications à ses membres (62). Comme la députation en cour, c'était une faveur recherchée et le gouverneur de la province en disposait de la même manière.

(60) De 1608, à 1613 elle comprit deux délégués de chaque ordre.

(61) H. SÈE. *Les Etats de Bretagne au XVI^e s.*, p. 83 et suiv.; CHARDEL, *Traité de l'Administration de la Commission intermédiaire*, t. II, p. 471 à 492.

DE FOURMONT, dans son *Hist. de la Chambre des Comptes*, ne donne aucun éclaircissement sur cette question.

(62) Jusqu'en 1669, les députés recevaient des vacations journalières qui donnèrent lieu aux mêmes abus que celles de la députation en cour. Les règlements de 1669 et de 1687 fixèrent à 4.000 l. les gratifications des députés de l'Eglise et de la noblesse, et à 3.000 l. celle des députés du tiers. On accordait, en outre, 3.000 l. au syndic et autant au trésorier; mais ces deux dernières gratifications cessèrent d'être payées à partir de 1706.

CHAPITRE IV

Les sessions des Etats

Périodicité. Le roi, maître de la convocation. Convocations annuelles jusqu'en 1630 ; biennales depuis. Les assemblées extraordinaires ou « Petits Etats ». — *Epoque et durée.* — *Lieu des Etats :* A peu près jamais en Basse-Bretagne. Rennes ne devient le siège ordinaire des Etats qu'à partir de 1732. — *Le local et l'aspect des tenues.* — *Le travail des Etats.* L'ordre des délibérations. Les commissions. L'obstruction et ses moyens.

Les Etats n'avaient en principe aucune initiative. C'était le roi seul, comme jadis le duc, qui les mettait en mouvement. Ils ne pouvaient se réunir que sur sa convocation (1) et pour délibérer sur les questions qui leur étaient soumises par ses commissaires. Cependant, il leur était permis de présenter des vœux et des remontrances et de s'occuper de leur propre organisation et de leur police intérieure. Encore était-ce sous le bon plaisir du roi qui pouvait toujours faire casser leurs délibérations par des arrêts de son conseil (2).

(1) Au XVI^e siècle on vit le gouvernement s'inquiéter gravement de la réunion d'assemblées de gens de trois ordres. En 1578, on croit déjà à une rébellion parce que des députés, qui n'avaient pas été prévenus à temps de l'ajournement d'une tenue, étaient arrivés à Fougères où elle devait avoir lieu. En mars 1582, la réunion à Rennes d'une assemblée de gens de trois ordres, pour préparer à l'avance le travail de la prochaine tenue, provoqua une intervention immédiate du premier président du Parlement et l'interdiction formelle de tenir aucune assemblée sans l'autorisation du roi. (Voy. H. SÉE, *Les Etats de Bret. au XVI^e s.* p. 21).

(2) Un arrêt du conseil du 5 sept. 1716 accorda bien aux Etats que leurs délibérations « touchant l'économie et la discipline intérieure de « l'assemblée, sortiraient leur plein et entier effet, sans qu'elles aient « besoin d'être autorisées par arrêt du conseil ». Mais cela ne supprimait

Mais le roi, en reconnaissant aux Etats le droit de consentir les impôts ordinaires et tous les autres subsides qu'il voudrait tirer de la province, s'était condamné à les réunir régulièrement.

Pendant longtemps, les Etats ne votèrent l'impôt ordinaire des fouages et tout subside extraordinaire que pour un an; la convocation annuelle fut donc la règle. A partir de 1630, nous l'avons vu, il n'y eut plus de session que tous les deux ans. Dès lors, évidemment, les impôts furent votés pour deux ans, mais jamais pour plus longtemps. Le contrat, passé dans chaque tenue entre les représentants du roi et l'assemblée, stipule la réunion de celle-ci dans le délai de deux ans.

Quand les Etats, au XVII^e siècle, abonnèrent la capitation, le dixième ou les vingtièmes, ce ne fut jamais que pour deux ans et ils limitèrent toujours rigoureusement à deux ans les pouvoirs de la Commission intermédiaire chargée de les lever. Ils se refusèrent toujours, obstinément, à prolonger au-delà de deux années la durée de la ferme des devoirs sur les boissons qui alimentait leur budget et fournissait, en particulier, le montant du don gratuit.

Pour ne pas convoquer régulièrement les Etats, il eût fallu que le gouvernement se sentit capable de tirer, sans eux, autant d'argent de la province. Il n'osa jamais risquer l'aventure. Les ministres de Louis XIV et de ses successeurs eussent, sans doute, fait bon marché des engagements de Charles VIII, Louis XII et François I^{er}. Ils n'admettaient pas que les droits

pas le droit du gouvernement à intervenir quand bon lui semblerait. Les Etats n'ont d'ailleurs jamais contesté, par la suite, le droit du roi à ratifier leurs règlements. L'arrêt du 5 sept. 1716 était intervenu à l'occasion d'une querelle de préséance entre les deux députés de Nantes, procureur et sénéchal; il ne reconnaissait, évidemment, que le droit des Etats à faire, par provision, leur propre police, et les articles 2 et 16 de l'arrêt du conseil approuvatif du règlement de 1786, en définissant avec plus de précision l'étendue de leurs pouvoirs, ne firent que confirmer la pratique constante de tout le siècle.

L'article 2 disait que « S. M. maintenait aux Etats la possession où « ils étaient de prendre, les premiers, connaissance de tout ce qui pour-
« rait intéresser la police intérieure de leur assemblée, soit par délibéra-
« tions des Etats, soit par un seul ordre, suivant la différence des circons-
« tances et des faits... »

L'art. 16 reconnaissait le pouvoir des Etats « de faire, sous le bon
« plaisir de S. M., tels règlements qu'ils jugeront nécessaire, relativement
« à la police, à la discipline, à l'économie intérieure et aux différentes
« parties de l'administration qui leur est confiée, dans les cas qui pourront
« le requérir, et lesdits règlements ne pourront être exécutés qu'après
« qu'ils auront été approuvés par S. M. ».

reconnus aux Etats pussent soustraire la Bretagne à l'application des lois générales du royaume; mais ils n'en vinrent jamais à nier franchement ces droits (3).

Avant la dramatique session de décembre 1788, les Etats de Bretagne n'ont jamais été « séparés » d'autorité qu'une seule fois, en décembre 1717, et ce ne fut qu'une mesure d'intimidation. La tenue ainsi interrompue fut reprise au mois de juillet suivant et, par la suite, en dépit de menaces réitérées, le pouvoir royal ne tenta plus de pareils coups de force (4). Ses innovations fiscales parurent bien, à certains moments, le conduire à affronter directement les contribuables bretons; mais elles n'aboutirent, en définitive, qu'à augmenter les attributions des Etats et à consolider ainsi l'existence de ceux-ci.

Au XVI^e siècle, le gouvernement réunit très fréquemment des sessions extraordinaires dans l'intervalle de celles où étaient votés les impôts et subsides habituels. C'était, sauf exception, pour demander de l'argent; il trouvait, en effet, ces « petits Etats » où il venait peu de monde, plus faciles à manier et les Etats, dans leurs assemblées ordinaires, protestèrent maintes fois contre cette pratique contraire aux promesses royales (5). Le roi, en effet, s'engageait toujours, dans le

(3) En 1615, le gouvernement ne convoqua pas les Etats et il fit lever les fouages de l'année suivante en vertu d'une simple commission directement adressée à ses généraux de finances. Mais il s'en excusa dans la commission générale de ses représentants aux Etats de 1616: Le roi affirme qu'il comptait bien réunir les Etats en 1615, comme d'habitude; « Mais, dit-il, les troubles qui furent alors excités et la connaissance que « nous avions que cette assemblée pourrait servir d'occasion et de pré-
« texte à divers desseins préjudiciables à notre autorité et au repos de la
« province, nous fit résoudre d'en différer la convocation ». On demanda, d'autre part, à l'assemblée de 1616 de régulariser par un consentement formel la levée faite cette année-là, et l'on protesta de la volonté du roi de « respecter les privilèges » de l'assemblée et « l'ordre accoutumé » de ses sessions. (Pr.-v. des Etats de 1616: commission générale; délibérations des 20 et 27 octobre; remontrances, art. 1^o et réponse du roi).

Entre 1648 et 1651, le gouvernement fit encore l'économie d'une session. De 1630 à 1646, elles se tenaient dans les derniers jours des années paires et dans les premières semaines de l'année suivante. Mais la session qui devait être ainsi réunie à la fin de 1648 fut reportée jusqu'au mois de juin 1649. On demanda alors aux Etats, qui paraissent n'avoir aucunement protesté, de voter les fouages de 1649, 1650 et 1651; on n'eut ainsi besoin de convoquer la session suivante que pour le mois d'octobre 1651 et, désormais, les sessions se tinrent régulièrement à l'automne des années impaires.

(4) Un résultat de la séparation de 1717, ce fut de reporter aux années paires (1718, 1720, 1722, etc...) les sessions qui, depuis 1649, se tenaient dans les années impaires.

(5) Voy. H. SÉE, *Les Etats de Bret. au XVI^e s.* chap. VII.

contrat signé à la fin de chaque tenue, à ne pas demander de subsides avant la prochaine session régulière. Le premier article du règlement de 1770 dit encore « que le roi sera supplié de ne
« convoquer aucune assemblée extraordinaire, suivant le
« contrat et les droits des Etats, à moins d'un cas de nécessité
« urgente et imprévue ». Mais le gouvernement avait lui-même renoncé depuis longtemps à ses pratiques du XVI^e siècle. De 1567 à 1595, on avait convoqué dix sessions extraordinaires. Or, de 1596 à 1741, il n'en fut réuni qu'une seule, en 1626. Encore fut-ce du fait des Etats eux-mêmes, qui s'étaient séparés en 1625 en ajournant le vote du don gratuit ; c'est pour l'obtenir qu'on les convoqua spécialement au mois d'avril suivant. De 1741 à la fin des Etats, on eut quatre sessions extraordinaires : en décembre 1741, en août 1748 et en octobre 1748, pour délibérer sur des impôts nouveaux, dixième, 4 sols pour livre de la capitation et vingtième ; en février 1768, enfin, pour discuter le règlement royal de 1767. Seule, l'assemblée de 1741 renouvela les protestations anciennes, en demandant que le roi différât l'abonnement du dixième jusqu'à la session ordinaire de 1742 et en se déclarant incompétente pour en connaître (6). En cette circonstance, d'ailleurs, le pouvoir royal ne cherchait pas à éluder les difficultés à prévoir dans une assemblée ordinaire ; il voulait simplement ne pas retarder l'application des nouvelles lois fiscales en Bretagne.

*
**

L'usage était de réunir les Etats à l'automne, après les récoltes faites. Le premier article du règlement de 1770 dit que « S. M. sera suppliée de ne les point convoquer qu'après le
« 25 septembre ». D'Aiguillon, comme on préparait la tenue de 1766, avait fait remarquer qu'il serait désirable de les appeler le premier septembre : « Il en résulterait, dit-il, que
« beaucoup de gentilshommes, qui reçoivent l'argent de leurs
« fermiers après les récoltes, ne viendraient point » (7). En fait, depuis le XVI^e siècle, les sessions ordinaires étaient, sauf exception, convoquées au plus tôt à la fin de septembre et, le plus souvent, en octobre ou en novembre, parfois même en

(6) Arch. Nat. H 295, correspondance relative à la session, lettres du 3 janvier 1742.

(7) Arch. Nat. H 361.

décembre seulement. Au XVI^e siècle, c'était des convocations trop tardives que se plaignaient les Etats ; ils demandaient qu'on adoptât une date fixe, le 25 septembre (8).

Au XVI^e siècle, il était bien rare qu'une session durât plus d'une semaine. De 1567 à 1595, une seule s'est prolongée pendant plus de neuf jours ; ce fut celle de 1579 à Nantes, qui en dura vingt-six. De 1596 à 1621, seize sur vingt-cinq ont dépassé dix jours ; la plus longue n'en a duré que dix-neuf. Mais, de 1622 à 1675, cinq seulement ont duré moins d'un mois ; la plupart se sont prolongés pendant plus de six semaines et quelques-unes même pendant plus de dix. C'était, sans doute, l'effet d'une plus grande activité politique. C'était, aussi, parce que les tenues d'Etats avaient commencé de devenir l'occasion de fêtes, festins et distractions de toutes sortes, aux frais de la province. Dès le début du règne personnel de Louis XIV et de l'administration de Colbert, les sessions se raccourcirent, ne durant guère plus de quatre à cinq semaines ; après la révolte du Papier timbré, pendant une vingtaine d'années, la plupart furent closes au bout de vingt-quatre jours. Elles redevinrent plus longues quand les difficultés financières de la fin du règne et l'abonnement de la capitation fournirent la matière de nouveaux débats. Il est rare qu'elles aient alors duré moins de deux mois ; la session de 1705, à Vitré, ne fut close que le cent cinquième jour ; celle de 1718, à Dinan, que le quatre-vingt-cinquième. Après la conspiration de Pontcallec, les sessions se raccourcirent de nouveau, ne durant ordinairement que cinq semaines environ, même quand l'abonnement de la capitation et du dixième et l'établissement de la Commission intermédiaire eurent accru leur besogne. Les sessions orageuses de 1732 et de 1734, qui durèrent l'une 58 et l'autre 53 jours, furent des exceptions. Avec l'affaire du vingtième, en 1750, commença une série, désormais ininterrompue, de longues tenues que la violence des conflits politiques, bien plus que l'extension d'une administration autonome, prolongèrent bientôt, régulièrement, jusqu'à plus de trois mois. La session de 1750 ne fut encore que de 46 jours et celle de 1754, de 50 jours. Mais celle de 1752 avait duré trois mois ; celles de 1756, de 1758, de 1760 et de 1762, relativement tranquilles, durèrent de 65 à 97 jours. Les plus longues de toutes dans l'histoire des Etats devaient être les deux suivantes, celles de 1764, avec 184 jours, et celle de 1766, avec 147. Ensuite, le gouvernement limita à trois mois la plus

(8) H. Sée, *op. cit.* p. 23.

longue durée des tenues ordinaires. Mais deux seulement durèrent moins, les deux sessions d'apaisement de 1768 (86 jours) et de 1774 (63 jours) ; les autres dépassèrent toutes de quelques jours le maximum fixé. Notons qu'il y avait séance tous les jours, à l'exception seulement des dimanches et jours de fêtes.

*
**

Le gouvernement fixait à son gré le lieu de la session. Les Etats ne lui en ont jamais contesté le droit. La chose était d'importance ; car, du lieu choisi, dépendait la présidence de l'Eglise et du tiers. Mais la faculté de réunir l'assemblée loin de Rennes offrait, surtout, au pouvoir royal le moyen d'en écarter les éléments les plus turbulents et de la soustraire à l'influence dangereuse des parlementaires.

Avant 1732, il était assez rare que les Etats fussent convoqués plusieurs fois de suite dans la même ville. Toutefois, il est exceptionnel qu'on les ait réunis en Basse-Bretagne. De 1567 à 1788, les Etats n'ont été tenus que quatre fois à l'ouest de la ligne Saint-Brieuc-Vannes ; ce fut à Tréguier, en 1607, à Morlaix, en 1772, et à Quimper, en 1586 et en 1601. Rennes, Nantes et Vannes ont été les lieux de réunion les plus fréquents. Mais, au cours du XVII^e siècle et jusqu'en 1732, Rennes fut choisi de moins en moins souvent. Le tableau suivant montre comment, jusqu'à cette date, les habitudes du pouvoir changèrent.

	De 1567 à 1617 57 tenues	De 1618 à 1645 20 tenues	De 1647 à 1730 43 tenues
Rennes.	28 (9)	3	2
Nantes.	11	9	7
Vannes.	8	3	8
Ancenis.	»	1	1
Dinan. -	1	1	8
Fougères.	»	»	1
Guérande.	»	1	»
Ploërmel.	3	1	»
Quimper.	2	»	»
Redon.	1	»	»
Saint-Brieuc.	2	1	8
Tréguier.	1	»	»
Vitré.	»	»	8

(9) Dans ce nombre, comptent les sessions des Etats royalistes pendant la Ligue. Toutes, au nombre de sept, se tinrent à Rennes. Nous n'avons pas tenu compte des quatre sessions des Etats de la Ligue. La première se tint à Nantes et les trois autres à Vannes.

A partir de 1732, Rennes devint le lieu ordinaire des tenues. Ce fut d'abord, semble-t-il, à cause de l'arrivée, à cette date, de Guérapin de Vauréal sur le siège épiscopal de Rennes. Puis, on en maintint la coutume à cause de l'embarras et des frais qu'eût causés le déplacement, à chaque tenue, du personnel et des papiers de la Commission intermédiaire. Quand l'administration des Etats se fut étendue et, surtout, quand leurs affaires furent plus régulièrement conduites et leurs archives mieux tenues, il fut évidemment plus commode de réunir les sessions au siège même de cette administration. Sur 33 tenues, tant extraordinaires qu'ordinaires, réunies depuis 1732, six seulement furent convoqués hors de Rennes, toujours pour écarter l'assemblée du foyer de l'agitation parlementaire ; ce furent celle de 1758 et celles de février et de décembre 1768, réunies à Saint-Brieuc, celles de 1760 et de 1764, réunies à Nantes, et celle de 1772, réunie à Morlaix (10).

*
**

C'est aux Etats qu'il appartenait de trouver et de meubler le local de leur tenue. Ils le demandaient ordinairement à un couvent. A Rennes, ils se réunissaient dans le réfectoire des Cordeliers, près du palais du Parlement ; à Nantes, dans une salle des Dominicains ; à Saint-Brieuc, dans la chapelle du séminaire ; à Vannes, dans l'auditoire royal ; à Dinan, chez les Jacobins ; à Morlaix, dans l'église des Jacobins. Leur huissier faisait apporter leur mobilier, dais, tentures, tapisseries, fauteuils, et installer les boiseries nécessaires.

Nous aurons à parler ailleurs des frais considérables que les tenues coûtaient aux Etats, au roi et même aux villes où elles avaient lieu. Nous dirons seulement, ici, qu'elles étaient tou-

(10) Ces déplacements émuèrent gravement les Rennais qui s'étaient accoutumés à considérer leur ville comme le siège régulier des Etats et dont les intérêts se trouvaient lésés.

En 1758, la communauté représenta au contrôleur général et au garde des sceaux que les tenues d'Etats alimentaient pour une bonne part le commerce de la ville et qu'elle avait fait de grands frais pour meubler les appartements du commandant en chef. La Commission intermédiaire appuya ces doléances, faisant remarquer que ce serait « la ruine de la ville », qu'on serait très mal logé à Saint-Brieuc et que la province allait perdre les 70.000 l. qu'elle avait dépensées pour le logement, à Rennes, du président de la noblesse. (Lettres des 19 et 20 août 1758. Arch. Nat. H 339).

En 1764, plusieurs corporations rennaises, les marchands, les orfèvres, les aubergistes et les libraires-imprimeurs, envoyèrent leurs doléances particulières au contrôleur général (11-15 août, Arch. Nat. H 355).

jours entourées d'un certain faste et qu'on y observait un cérémonial minutieux où les questions de préséance tenaient une grande place; ce qui, au reste, n'empêchait pas le désordre (11).

Les Etats siégeaient dans une salle rectangulaire, sur une vaste estrade, le « théâtre ». Leurs membres prenaient place sur des bancs en gradins, disposés, face à face, sur les deux plus longs côtés de la salle; à droite, le clergé et le tiers (12), à gauche la noblesse. Le règlement de 1667, afin d'introduire un peu d'ordre dans les rangs de celle-ci, avait ordonné que ces gradins fussent divisés en neuf travées, une pour chaque évêché. Cette disposition, difficilement réalisable en cas de grande affluence, disparut dans le règlement de 1770.

Les prélats et les barons s'asseyaient à part, en haut du théâtre, sur deux bancs recouverts d'un tapis aux armes de France et de Bretagne et qui occupaient le petit côté du rectangle, face à l'entrée; le banc des prélats, à droite, et celui des barons, à gauche. On sait que ce dernier était ordinairement inoccupé. Les présidents de l'Eglise et de la noblesse avaient leurs fauteuils entre les deux bancs. Le président du tiers s'asseyait sur un tabouret, au bas des gradins de son ordre.

Devant les fauteuils des présidents de l'Eglise et de la noblesse, s'élevait sur quatre marches, dans une position singulière, une estrade portant le fauteuil du premier commissaire du roi, flanqué, une marche plus bas, des fauteuils des lieutenants généraux; ces sièges demeuraient le plus souvent vides, puisque l'assemblée délibérait hors de la présence des agents royaux. Les autres commissaires du roi avaient leurs fauteuils ou leurs chaises au bas des gradins de l'Eglise et de la noblesse.

Au bas de la salle, du côté des gradins de la noblesse était le bureau des officiers des Etats, procureurs syndics, trésorier et greffier, et la loge du héraut.

Le tiers et le clergé disposaient chacun d'une « chambre » pour leurs délibérations particulières. La salle commune servait de chambre à la noblesse.

Il n'y avait pas de tribune pour les orateurs, ni même de bureau pour les présidents. Chacun parlait de sa place. Quand

(11) Description de la salle et du cérémonial des Etats dans DOM MORICE, *Preuves*, t. III, Préface. Voir aussi PONTBRIAND, I, I, chap. 1 et 6.

(12) Avant 1588, l'ordre du tiers avait sa place au bas du théâtre, face aux présidents de l'Eglise et de la noblesse.

l'affluence était nombreuse et la séance agitée, la foule des gentilshommes envahissait l'espace libre au centre du théâtre et celui-ci devait souvent offrir l'aspect d'une grande confusion. La disposition de la salle était d'ailleurs peu commode pour les présidents, pour ceux du clergé et de la noblesse surtout, dont les sièges étaient masqués par l'estrade des commissaires. Le président de l'Eglise, directeur des débats, se trouvait séparé du greffier et du héraut par toute l'étendue du théâtre et nous nous rendons difficilement compte de la manière dont les choses se passaient au cours des discussions agitées. Nous ne savons pas où se faisait la signature du registre des délibérations, occasion ordinaire des plus vifs incidents.

Une tribune réservée au public dominait le bas de la salle. Le règlement de 1767 la supprima et celui de 1770 la rétablit. Elle était, en fait, réservée aux invités du premier commissaire et des présidents.

Le prévôt des maréchaux, assisté de ses officiers, se tenait au bas de la salle pour y maintenir l'ordre et en surveiller l'accès. Nous avons vu qu'en 1715 et 1717 il fut invité, par des délibérations spéciales, à veiller à ce que nul individu de noblesse douteuse ne prît place parmi les gentilshommes. Mais son intervention n'a jamais été signalée, ni contre des intrus, ni, au sein même de l'assemblée, contre des fauteurs de désordre. Elle eût pourtant été bien souvent justifiée. « La salle, « nous dit un mémoire de 1764, est une halle où tous les ordres « sont confondus pêle-mêle; l'entrée en est ouverte à tout le « monde; les curieux, les commis, les clercs de procureurs y « viennent augmenter la foule et faire chorus dans les opinions, car ce n'est jamais que par des clameurs qu'on opine. « Tout le monde est debout et entassé les uns sur les autres; « on ne recueille pas les voix; à peine les présidents peuvent-ils se faire voir et encore moins se faire entendre; cinquante « voix fortes et ameutées qui crient oui et non, et souvent oui « et non en même temps, y forment à leur gré les délibérations; « si quelque homme sage, quelqu'ancien veut prendre la parole, « il est hué par la cabale, et forcé de se taire : les présidents « eux-mêmes sont tous les jours exposés à cette irrévérence; « on leur manque de respect à tout propos de la façon la plus « piquante » (13).

(13) Arch. Nat. H 420. Mémoire rédigé dans les bureaux du contrôleur général cité par M. MARION, *La Bretagne et le duc d'Aiguillon*, p. 456 et *Dictionnaire des Institutions de la France*, p. 55).

Le tableau nous paraît chargé. Nous ne pouvons dire, avec M. Marion, que toute l'histoire des Etats en atteste l'exactitude. Inspirée par d'Aiguillon ou ses agents, sous l'impulsion des difficultés souffertes dans les tenues précédentes, cette description n'est pas à prendre au pied de la lettre. Elle traduit l'irritation des représentants du pouvoir que l'entêtement de l'opposition avait mis en échec. Nous avons, en particulier, de la peine à admettre que le théâtre était si facilement envahi par le public. Les ordres ne toléraient pas volontiers, au contraire, que des étrangers envahissent leurs rangs. Pareil fait n'est formellement signalé qu'une seule fois au cours du XVIII^e siècle : le duc d'Aiguillon rapporta lui-même que le 2 janvier 1757, au cours d'une séance qui s'était prolongée tard dans la soirée, « des conseillers du Parlement qui conduisaient « la cabale se glissèrent dans l'assemblée, à la faveur de « l'obscurité de la salle et y amenèrent avec eux des avocats « et des procureurs qui leur sont dévoués » (14).

Les circonstances mêmes de cet incident prouvent qu'il n'était pas habituel. Ni la correspondance relative aux tenues, ni les relations telles que le *Journal de Jacquetot de Boisrouvray*, n'en dénoncent de semblable, en aucun temps. Ce qui est hors de doute, les témoignages en abondent, c'est que les scènes tumultueuses étaient fréquentes. On ne s'en étonnera pas après ce que nous avons dit de la composition de l'assemblée et on le comprendra mieux quand nous aurons montré dans quelles conditions celle-ci était réduite à user de ses droits. L'obstruction était la seule arme efficace de l'opposition et c'était évidemment celle qui convenait le mieux à la noblesse. Les Etats de Bretagne n'étaient pas un parlement où les questions étaient résolues par des débats oratoires ; on ne signale guère de tels débats que sous Louis XVI, entre les leaders de la noblesse et du tiers, lors de la grande dispute des deux ordres au sujet de la répartition de la capitation. Les opinions n'avaient ordinairement à se manifester que sous la forme d'un acquiescement ou d'un refus aux exigences royales et ce n'est pas par des discours, mais par son obstination et par la violente énergie de son attitude que l'opposition en imposait le plus au reste de l'assemblée et aux commissaires du roi.

■
* *

(14) Arch. Nat. H 336. Cité par MARION, *La Bret. et le duc d'Aig.*, p. 53.

Il faut ajouter que la procédure et le cérémonial auxquels étaient soumis les opérations des Etats et les rapports de ceux-ci avec les commissaires du roi, se prêtaient de bien des manières aux manœuvres d'obstruction.

Le premier jour de la session ne voyait que la cérémonie d'ouverture à laquelle présidait, en grand apparat, le premier commissaire du roi. Le lendemain, on nommait les commissions ordinaires prévues par les règlements pour la préparation des travaux de l'assemblée (15). A ces commissions pouvaient éventuellement s'en ajouter d'autres suivant les besoins. Chaque ordre devait élire ses commissaires. En fait, ceux-ci étaient toujours désignés par les présidents. En 1762, la noblesse, profitant de ce qu'elle avait à sa tête un président élu, M. de Kerguézec, un des chefs de l'opposition, voulut choisir elle-même, au scrutin secret, ses représentants aux commissions de l'état de fonds et du compte de l'ordinaire. Mais l'opération fut si longue qu'elle finit par y renoncer (16). Il est toutefois certain que la désignation des commissaires était un moyen d'influence pour les présidents.

A la tête de chacune des commissions était placé un évêque qui présentait les rapports aux Etats : de même, à la tête des députations envoyées aux commissaires du roi. C'est comme chefs de commissions ou de députations que pouvaient agir et se distinguer ceux qui prenaient intérêt aux affaires de la pro-

(15) Le règlement de 1687 fixait les attributions de sept commissions :

1^o « Pour examiner les procès et les affaires ».

2^o « Pour examiner les comptes des Ponts, Chaussées et Etapes ».

3^o « Pour pourvoir aux fonds », ou de « Recherche des fonds par estime ».

4^o « Pour les charges et conditions des baux ».

5^o « Pour le calcul des intérêts des avances du trésorier ».

6^o « Pour l'état du fonds » (pour arrêter l'état de fonds, ou budget des Etats).

7^o « Pour l'examen du compte de l'ordinaire ».

Le règlement omet de mentionner la commission des « contraventions », chargée de relever et de représenter aux commissaires du roi les manquements au précédent contrat passé entre le roi et les Etats, et de passer le nouveau au nom des Etats. Toutes ces commissions étaient ordinairement composées de six membres de chaque ordre. A partir de 1734, s'y ajouta une commission pour la chiffrature du registre des déliverations.

Le règlement de 1770 prévoit 8 commissions principales composées chacune de trois membres de chaque ordre : celles des impositions, des finances, des affaires contentieuses, des baux et adjudications, du commerce et ouvrages publics, des étapes et casernement, des domaines et contrôles, des contraventions.

(16) D'Aiguillon au cont. gén. 15 sept. 1762 (Arch. Nat. H 351).

vince et tenaient à jouer un rôle. Il n'en faudrait pas conclure qu'on doive toujours faire honneur à son président de la tâche d'une commission ou du succès d'une députation. Beaucoup n'ont jamais fait que tenir la place; et le travail de certaines commissions, tout au moins, était entièrement l'œuvre des bureaux du greffe, de la trésorerie ou de la Commission intermédiaire.

Les commissions nommées, les Etats pouvaient commencer à délibérer sur les demandes du roi. C'était le principal objet de leurs tenues, et c'est seulement après avoir répondu à ces demandes qu'ils pouvaient connaître l'étendue de leurs obligations et prendre, en conséquence, les mesures financières propres à y faire face, arrêter les conditions de la ferme de leurs droits ou « devoirs » sur les boissons, l'adjuger, puis arrêter leur « état de fonds », c'est-à-dire leur budget, et passer leur contrat avec le roi. C'étaient là, avec l'arrêté de leurs remontrances et celui des charges de leurs procureurs syndics et des mémoires remis à leurs députés en cour, les dernières opérations de la session, aussitôt après lesquelles le premier commissaire du roi entrait dans l'assemblée pour prononcer la clôture.

Pour occuper leur temps dans l'intervalle des délibérations sur les demandes du roi et pendant que travaillaient les commissions, les Etats avaient à entendre la lecture du procès-verbal de la précédente tenue, celle des réponses du roi à leurs dernières remontrances et celle des rapports de leurs députés en cour, de leurs procureurs syndics et, à partir de 1736, de leur Commission intermédiaire. L'opposition pouvait y trouver matière à débats prolongés et l'occasion d'incidents quand il lui convenait de traîner les choses en longueur; mais elle usait généralement d'autres moyens, plus directs.

Les Etats travaillaient lentement. Leurs séances se tenaient chaque jour entre le déjeuner et le dîner, de dix heures à deux heures, sauf le dimanche. Ils pouvaient du reste les reprendre après-dîner. Mais ces séances d'après-dîner, où nombre d'assistants arrivaient fort échauffés, étaient redoutées des commissaires du roi et des présidents. Les commissions se réunissaient le soir et le dimanche.

Lorsque les commissaires du roi avaient une communication à faire à l'assemblée ils s'en chargeaient en personne ou se servaient de l'intermédiaire de l'un des procureurs syndics. Mais, quand c'étaient les Etats qui avaient à communiquer

avec les commissaires, les choses ne se passaient ni si simplement ni si vite. Les Etats envoyaient au premier commissaire une députation des trois ordres et, dans les circonstances graves, les présidents des ordres en prenaient la tête. Les réponses des commissaires étaient rapportées à l'assemblée qui, souvent, avant de délibérer sur elles, les renvoyait à une commission. Même un objet qui souffrait aussi peu de difficultés que l'abonnement de la capitation, dont les conditions essentielles ne changèrent pas depuis 1734, n'était jamais décidé sans qu'on eût fait trois députations et perdu un jour ou deux.

Des débats sérieux pouvaient déjà s'engager sur la prise en considération d'un projet de délibération. Mais, comme, en pareil cas, la majorité des ordres décidait, un seul ne pouvait empêcher d'ouvrir le débat. Les questions proposées au nom du roi ne souffraient d'ailleurs aucun retard. Notons qu'il était facile de saisir l'assemblée d'une proposition. C'était chose permise à n'importe lequel de ses membres et l'on n'a jamais respecté l'obligation, que le pouvoir royal prétendait imposer, de passer par l'intermédiaire des présidents des ordres et de leur soumettre les propositions un jour à l'avance. Les Etats ont toujours pris en considération toutes les propositions, même inopinées, qu'il leur a plu. Ils pouvaient délibérer séance tenante ou renvoyer la proposition à une commission. Les ordres pouvaient, d'autre part, délibérer sur le théâtre ou se retirer pour le faire séparément dans leurs chambres respectives. Le théâtre, dans ce cas, servait de chambre à la noblesse. On votait par ordre et, dans chaque ordre, à la majorité relative. Chaque ordre ayant donné son avis, la délibération était prononcée par le président de l'assemblée et inscrite par le greffier sur la minute du procès-verbal. Mais elle n'était signée que le lendemain, après la lecture du procès-verbal. Une fois la délibération prononcée, bien qu'elle ne fût encore ni rédigée sous sa forme définitive, ni signée, les ordres ne pouvaient plus modifier leur avis (17). Cela n'empêchait pas les incidents au moment de la signature, les chicanes au sujet des termes de la rédaction et les tentatives pour remettre en question une affaire décidée; plus d'une fois des opposants surexcités firent violence aux présidents, leur arrachant des mains la plume ou le registre.

(17) Le règlement de 1770 l'interdit formellement (chap. V. art. 23). Il ne faisait que confirmer une règle incontestée bien qu'elle ne fut pas nettement formulée dans le règlement de 1687.

La délibération « aux chambres » était de règle lorsqu'un ordre le demandait (18). Il n'y eut jamais de difficulté à ce sujet-là. Elle n'excluait d'ailleurs pas les négociations entre les ordres. Il était même régulier qu'ils se fissent réciproquement connaître leur avis respectif avant de revenir sur le théâtre (19). La coutume s'était établie que ce fût dans l'ordre suivant, le tiers d'abord, puis la noblesse et, en dernier lieu, le clergé. En 1750, celui-ci invoqua cette coutume pour ne pas se prononcer dans l'affaire du vingtième avant que la noblesse n'eût elle-même voté et, désormais, il obligea toujours à l'observer tant qu'un ordre du roi ne venait pas contraindre les trois ordres à donner leur avis sans délai. Dans les conditions normales, le clergé se réservait ainsi le rôle d'arbitre en cas de désaccord entre le tiers et la noblesse, position commode pour faire le jeu de l'opposition ou du pouvoir suivant ses propres convenances.

Que l'on votât sur le théâtre ou aux chambres, on pouvait le faire « par billets », c'est-à-dire au scrutin secret (on disait encore « par scrutin ») dans chaque ordre en particulier, si la majorité de l'ordre l'exigeait. C'était le mode de scrutin obligé pour l'élection des officiers des Etats et l'octroi de dons ou gratifications; il ne le fut jamais pour l'élection des commissions ou députations. Le gouvernement ne tenait évidemment pas à ce que l'usage en devint fréquent et l'on comprend aisément l'inquiétude des commissaires du roi et des ministres lorsqu'en 1760, sur la proposition de l'abbé de Villeneuve, opposant notoire, l'assemblée décida que le scrutin secret serait obligatoire dans les trois ordres dès que l'un d'entre eux l'aurait demandé. La noblesse, certainement, n'aurait jamais manqué de l'imposer dans les cas graves afin d'assurer l'indépendance des votes dans le tiers et dans le clergé. « Le « scrutin, écrivait le contrôleur général Bertin à l'intendant, « mettra à l'abri tous les mauvais sujets. On ne les connaîtra « plus. A qui parler ? Qui exhorter ? Qui blâmer ? Qui punir ? « Qui récompenser ? Avec le scrutin on manquera au roi et à « tout le monde, on n'observera plus aucune bienséance » (20).

(18) Règl. de 1687, chap. III, art. 4, et règl. de 1770, chap. V, art. 16.

(19) Règl. de 1770, chap. V, art. 21 et 22.

(20) 12 oct. 1760 (Arch. d'I.-et-V. C 1766). Cité par B. POCQUET, *L'opposition aux Etats de Bretagne*, p. 19. Cf. MARION, *La Bret. et le duc d'Angoulême*, p. 156-158.

D'Aiguillon demanda et obtint aussitôt un arrêt du conseil cassant la fâcheuse délibération des Etats, mais ne le notifia qu'à la veille de la clôture. Cette précaution ne le mit pas à l'abri de toute difficulté; trois gentilshommes, à la commission des finances, refusèrent de signer l'état de fonds, réclamant des éclaircissements détaillés; cela pouvait conduire loin. C'est pourquoi le commandant acquiesça assez volontiers à la solution imaginée par M. de Kerguézec : A la première délibération, on substitua la mention d'un accord officieux entre les trois ordres qui convenaient de ne pas refuser de délibérer par scrutin quand l'un d'entre eux le demanderait, mais sans en faire un article de règlement. En fait, les ordres conservèrent leur liberté, que confirma un article du règlement de 1770 (chap. V art. 18).

Comme on votait par ordre, s'il avait toujours suffi du vote de deux ordres contre un pour former une délibération, le pouvoir royal eût ordinairement trouvé le tiers et le clergé assez dociles pour n'avoir pas à s'émouvoir de l'opposition de la noblesse. Mais celle-ci avait, pour faire obstacle aux volontés gouvernementales, la ressource de prétendre d'abord que l'acquiescement unanime des trois ordres était nécessaire dans certains cas, en particulier pour tout vote de fonds ou de subsides, et d'appuyer ensuite cette prétention par ses refus de délibérer.

La question de la nécessité du consentement unanime des trois ordres n'a jamais été nettement tranchée, nous l'avons vu, hormis le cas prévu par les règlements de 1669 et de 1687 qui déclaraient ce consentement unanime obligatoire pour l'octroi de tout don, gratification, gage, récompense ou aumône (21). Les Etats prétendaient assimiler les fonds, impôts et subsides à voter sur la demande du roi, aux dons visés par ces deux règlements et, pour justifier « la loi du consentement unanime », invoquaient au surplus leurs droits primordiaux, les chartes de 1492, 1493, 1498 et 1532, de nombreux précédents et même les règles observées par les Etats généraux du royaume (22). Seule, d'ailleurs, la noblesse défendit cette prétention

(21) Cf. *supra*, pp. 46 et 52.

(22) Le mémoire du 20 novembre 1762, par lequel les Etats répondirent à l'ordre royal du 12 octobre précédent, nous offre l'exposé le plus complet de leurs arguments. (Arch. Nat. H 352).

Après avoir rappelé l'étendue des pouvoirs des Etats au temps des ducs et qu'alors « même le consentement du seigneur était nécessaire

avec fermeté. Le pouvoir royal, lui, ne l'admit jamais formellement. A plusieurs reprises, dans un projet de règlement de 1736 et dans le règlement de 1767, et, encore, par ses ordres du 24 octobre 1752 et du 12 octobre 1762, il déclara le vote à la majorité suffisant dans tous les cas, hormis, tout au plus, celui de dons et gratifications personnelles. Mais le projet de 1736 n'eut aucune suite, le règlement de 1767 fut abandonné dès 1768, et les ordres de 1752 et de 1762 furent retirés au début de la session suivante. Le règlement de 1770-1786 éluda la difficulté en ne spécifiant pas les cas où l'unanimité était nécessaire.

Ministres et commissaires du roi se rendaient bien compte qu'il était impossible, en matière d'impôts, de se passer de l'acquiescement de la noblesse. Autant valait supprimer les Etats. En 1767, on finit par se décider, en présence de l'obstination de la noblesse à refuser tout travail, à déclarer acquises les délibérations prises par les deux autres ordres seulement. Mais, au début de la session de 1768, on y demanda l'adhésion formelle de la noblesse; en 1783, plutôt que de passer outre à l'opposition de celle-ci, on paraissait décidé à dissoudre l'assemblée (23).

« pour la levée d'un subside sur les vassaux », on cite le texte de l'édit de réunion de 1532. Cet édit a confirmé les privilèges, exemptions, franchises et libertés dont les gens des trois Etats « ont ci-devant joui en chacun desdits Etats » ; donc les droits de chaque ordre en particulier sont bien établis. D'ailleurs la « loi du consentement unanime » existe pour les Etats généraux du royaume : « La voix de deux Etats ne pouvait « conclure la tierce » (Recueil des ordonnances imprimé au Louvre), et Bodin a dit « qu'on a de toute ancienneté conservé telle prérogative à chacun des trois Etats que les deux ne pouvaient rien arrêter au préjudice « du troisième ». C'est en conformité avec ce principe que les Etats de Bretagne avaient donné mandat à leurs députés aux Etats de Blois de 1576 « de ne rien consentir sans l'avis uniforme des trois ordres ».

En 1572, le refus du tiers-état seul avait empêché le rachat du domaine. Jusqu'en 1631 « ou environ, il était d'usage de dire de ce qui « était accordé que c'était par le consentement unanime des trois ordres ». Le règlement de 1687 ne fait d'ailleurs aucune distinction entre les gratifications accordées à des particuliers et les donc octroyés au souverain. Au reste, la règle de l'unanimité a été observée sans difficultés depuis le vote de ce règlement jusqu'en 1762, c'est-à-dire pendant 75 ans.

L'ordre du 12 octobre 1762 « rend deux ordres maîtres des biens du troisième » ; ils deviennent « seuls dépositaires de toute l'autorité qui « jusqu'à présent avait été jugée indivisible et solidaire entre les trois « ordres ».

On fait enfin remarquer que l'état de fonds doit être arrêté du consentement unanime des trois ordres ; donc les sommes accordées par deux ordres contre un ne sauraient y trouver place.

(23) Cf. *supra*, p. 75 et *infra*, p. 393, et DE CALAN, *Les Etats de Bret. sous Louis XVI*.

La noblesse, de son côté, voyait bien, dans nombre de cas, la difficulté d'user, dans toute sa rigueur, du droit de consentement qu'elle revendiquait pour les Etats en général et pour chaque ordre en particulier. Repousser formellement une demande du roi, à moins qu'on ne pût invoquer des motifs juridiques d'une valeur plus certaine que ce droit de consentement, ou qu'il ne s'agît d'affaires intéressant exclusivement la province, était, en effet, un acte de désobéissance, une sorte de rébellion dont l'ordre entier redoutait de paraître coupable. Le plus souvent donc, les commissaires du roi ne se heurtaient pas à un franc refus; on posait des conditions, on demandait à faire valoir ses raisons, on ne voulait consentir « qu'au pied du trône ». Le problème n'était pas précisément d'amener la noblesse à dire « oui » mais de l'obliger à parler net.

Les commissaires du roi et les présidents, quand ceux-ci s'y prêtaient, y dépensaient beaucoup de patience et de diplomatie. Leur rôle était plus difficile que celui des « tuteurs » de l'opposition. Ceux-ci pouvaient toujours compter sur l'entêtement et sur les puissants poumons de leurs troupes. Les commissaires n'étaient pas toujours certains d'être bien compris des ministres auxquels les difficultés des affaires bretonnes n'étaient ordinairement pas familières. Ministres et commissaires étaient, du moins, le plus souvent d'accord pour ne recourir qu'à la dernière extrémité à des ordres du roi.

Les moyens d'obstruction ne manquaient pas pour des opposants décidés. Jusqu'en 1752, toutefois, la noblesse se contenta d'user de moyens dilatoires auxquels elle ralliait assez aisément les deux autres ordres. Elle ne pouvait empêcher de mettre une question en délibération, car la majorité en décidait; on devait, d'ailleurs, délibérer sans délai sur les demandes du roi. Or, sur toute question mise en délibération, les ordres devaient donner leurs avis dans la séance même, c'est-à-dire dans la journée. Depuis 1718, il était permis à un ordre de « tarder à délibérer », mais jusqu'au lendemain seulement (24); c'était peu. Ce que l'opposition se contentait alors de chercher, c'était à empêcher les délibérations décisives, à faire traîner en longueur les négociations avec les commissaires du roi, à provoquer vers eux des démarches réitérées, toujours, on le sait, cérémonieuses et lentes. Quand les commissaires se retranchent derrière des instructions impératives, on les invite à en réclamer d'autres;

(24) Délibération du 16 août 1718 (Pr.-v. des Etats).

on demande, et l'on obtient souvent, d'être autorisé envoyer, sinon des députations, ce qui n'est jamais permis, du moins des mémoires au roi.

C'est en 1752, à l'occasion de la grande querelle du vingtième que la noblesse commença à pratiquer une véritable obstruction qui, dès lors, allongea singulièrement la durée des sessions. Le 9 octobre, son refus de fournir aucun avis empêcha de lever la séance et les ordres demeurèrent aux chambres toute la nuit. L'arrivée, le lendemain, d'ordres du roi accompagnés d'une concession capitale, la permission d'envoyer en cour un mémoire sur les abus de la régie du vingtième, permit à la noblesse de sortir de son inaction voulue. Mais, dix jours plus tard, pour imposer l'acceptation des conclusions qu'elle voulait donner au mémoire, elle provoqua une nouvelle « pernoctation », et le président de l'assemblée, pour en prévenir une troisième, fit adopter la fiction des « séparations, chambres tenantes », qui permit à tout le monde d'aller se coucher, mais supprima, en fait, pour l'avenir, l'obligation de délibérer dans les vingt-quatre heures (25).

Pour en finir avec les attermoiements des Etats, le gouvernement avait toujours eu la ressource d'une ordre formel du roi enjoignant aux ordres de délibérer sans délai sur un objet déterminé « sous peine de désobéissance ». Cela ne suffit plus quand la noblesse put s'obstiner à ne pas donner d'avis. On vit alors paraître les ordres du 24 octobre 1752 et du 12 octobre 1762 (26). Ces ordres retirés tous les deux, on le sait, au début de la session suivante, n'eurent d'effet que sur le moment. Le

(25) Cf. MARION, *Machault d'Arnouville*, p. 174-179.

(26) Ordre du roi du 24 octobre 1752 : « Quand un ordre aura donné son avis, les deux autres seront tenus de donner le leur dans les vingt-quatre heures, sans aucun égard à l'ordre qu'ils peuvent avoir l'habitude d'observer entre eux pour se prononcer ; en cas de refus de l'un d'eux de donner son vote, la délibération sera formée par l'accord des deux autres. (Arch. Nat. H 372. Cf. MARION, *Machault d'Arnouville*, p. 183) :

Ordre du roi du 12 octobre 1762 :

« Sa Majesté veut et entend qu'aussitôt qu'un des ordres des dits Etats aura donné son avis sur quelque demande ou affaire concernant soit des impositions et levées de deniers, soit toute autre affaire de la province, les deux autres ordres soient tenus de donner le leur dans les vingt-quatre heures et que, dans le cas où l'un des dits trois ordres aurait été en retard à donner le sien, ou l'aurait donné contraire à l'avis réuni des deux autres, la délibération soit et demeure formée par la pluralité de deux ordres contre un ». (Cf. MARION, *La Bret. et le duc d'Aig.*, p. 185).

règlement de 1767, qui en renouvelait les dispositions, n'en eut aucun. Celui de 1770, œuvre des Etats, conserva les nombreux articles destinés déjà dans le précédent à assurer la régularité des délibérations et la décence des séances. Il interdit, par exemple, la nomination d'aucune commission en dehors de celles que l'assemblée aurait régulièrement convenu de former, et obligeait les trois ordres à nommer leurs députés à celles-ci « nonobstant la réclamation de l'un des ordres » ; cela pour prévenir une des plus redoutables manœuvres d'obstruction, le refus de nommer au début de la tenue les commissions ordinaires, manœuvre tentée par la noblesse en 1752 (chap. V, art. 5 et 6). Le règlement de 1770 interdit également la « formation « d'aucune assemblée par l'un des ordres séparé des autres sur « des objets particuliers de délibération non convenus entre les « trois ordres » (chap. V, art. 4), ce que la noblesse avait fait en 1766. Il renouvela les injonctions de l'ordre du roi du 12 octobre 1762, mais en ajoutant que les délibérations acquises par le vote de deux ordres seulement n'auraient « leur exécution « que dans les cas où l'unanimité n'est pas requise », réserve qui annulait l'effet du reste, ces cas n'étant définis d'aucune manière. La seule **innovation efficace pour prévenir l'obstruction** ou en limiter les effets, à partir de 1768, fut la décision du gouvernement, à laquelle il tint la main, de limiter à trois mois au plus la durée des tenues. Mais la noblesse continua d'user des mêmes moyens et le pouvoir royal demeura dans l'alternative, ou de la décider par intimidation, concessions ou persuasion à consentir à ses principales demandes et à participer régulièrement aux travaux de l'assemblée, ou de dissoudre les Etats. Comme il ne tenait nullement à en venir à cette extrémité et que la majorité de la noblesse redoutait, au fond, de l'y acculer, on put sortir des plus graves crises jusqu'au jour où le tiers, en 1788, recourut lui-même au refus de délibérer. Ce fut avec une décision que n'affaiblissait pas la crainte de compromettre les privilèges auxquels l'ancienne constitution des Etats servait de sauvegarde. Cette fois il y eut dissolution et elle fut définitive.

CHAPITRE V

Les Représentants du Roi aux Etats

Les Commissaires du Roi. Les gouverneurs. Les commandants en chef. Les intendants. Leurs pouvoirs. La commission générale ; la commission particulière. Les instructions et leur préparation. Les moyens d'action des commissaires.

Les Présidents des ordres. — Leurs devoirs envers le roi. Le gouvernement protège leur autorité. Leurs pouvoirs et leurs moyens d'action.

Quels ministres étaient chargés des affaires de la province.

Le roi était représenté auprès des Etats par plusieurs commissaires ; quelques-uns étaient qualifiés commissaires du Conseil ; mais tous étaient solidairement chargés de la même tâche. Pour le plus grand nombre, le titre était purement honorifique ; quelques-uns seulement jouaient un rôle actif (1). A vrai dire, deux personnages devaient assumer la direction et toute la responsabilité des affaires. C'étaient le premier commissaire du

(1) « Pour donner du relief aux établissements qu'ils ont formés peu à peu dans ce pays, dit Dom Morice, ils (les rois) ont décoré du titre de commissaires nés aux Etats les chefs des grandes compagnies, c'est-à-dire le grand maître des Eaux et Forêts, le premier, second et troisième présidents, avec les procureurs et avocats généraux du Parlement de Rennes, le premier et second président avec le procureur général de la Chambre des Comptes ». (DOM MORICE, *Preuves*, t. III, Préface).

Les autres commissaires nés étaient : le gouverneur de la province, le commandant en chef, les lieutenants généraux du roi en Haute et Basse-Bretagne, le receveur et les trésoriers généraux des finances, les receveurs généraux des domaines. Tous ceux-là étaient compris, avec les magistrats, dans la commission générale. Des commissions particulières pouvaient, en outre, être adressées aux lieutenants généraux et aux lieutenants particuliers de différentes villes, ainsi qu'à divers membres du Parlement et de la Chambre des Comptes. L'intendant était à la fois commissaire du roi et premier commissaire du Conseil. Les autres commissaires du Conseil étaient pris dans le Parlement de Rennes.

roi, qui était le gouverneur ou, à son défaut, le commandant en chef, et l'intendant. Ils trouvaient souvent dans le premier président du Parlement un auxiliaire précieux par sa situation dans la province et sa connaissance du milieu. Les généraux de finances ne jouaient aucun rôle; c'est avec le trésorier des États que les ministres traitaient les affaires financières de la session.

Depuis le départ du duc de Chaulnes, en 1695, la Bretagne n'a plus eu pour gouverneurs que des princes du sang, le comte de Toulouse, qui mourut en 1737, puis son fils, le duc de Penthièvre, qui était encore là en 1789. Le premier ne vint jamais dans la province; le second y tint les États de 1746 et de 1774 et n'y fit pas d'autre apparition. Ni l'un ni l'autre ne s'occupèrent de la Bretagne que pour jouir des avantages pécuniaires et des prérogatives honorifiques de leur charge. Les commandants en chef tinrent ordinairement leur place.

Ces officiers étaient toujours des personnages considérables par leur naissance, leur situation à la cour et, parfois, leur passé militaire (2). Mais ce n'étaient pas nécessairement de grands politiques bien instruits des affaires de la province. La plupart n'y venaient que pour les sessions des États et n'occupèrent leur charge que peu de temps. Nommés par commission, ils étaient à la discrétion du gouvernement; mais celui-ci, le plus souvent, ne les choisissait pas librement, en vue du rôle politique qu'ils étaient appelés à jouer. Leur commission était jointe à la lieutenance générale du comté nantais qui était une charge vénale, et le roi, en les nommant, se contentait ordinairement

(2) Liste des commandants en chef en Bretagne :

1. Estrées (Jean, comte d'), maréchal de France.....	7 août 1689.
2. Châteaurenault (François-Louis de Rousselet, comte de), maréchal de France.....	26 avril 1704.
3. Montesquiou d'Artagnan (Pierre de) ^{mal} de France	1 ^{er} août 1716.
4. Estrées (Victor-Marie, comte d') ^{mal} de France....	3 juillet 1720.
5. Alègre (Yves, marquis d') maréchal de France	11 septembre 1724.
6. Estrées (ut supra).....	12 août 1726.
7. Brancas (Louis de), maréchal de France.....	5 mai 1738.
8. La Fare (Philippe-Charles, duc de) ^{mal} de France	25 mars 1750.
9. Chaulnes (Michel Ferdinand, duc de), lieutenant. gén....	27 septembre 1750.
10. Aiguillon (Emmanuel-Armand, duc d'), lieutenant. gén....	20 avril 1753.
11. Duras (Emmanuel de Durfort, duc de), lieutenant. gén....	11 sept. 1768.
12. Berwick (Jean-Charles, duc de Fitz-James, (chevalier de), maréchal de France.....	28 sept. 1771.
13. Aubeterre (Joseph-Henri, marquis d'), ^{mal} de France	27 mars 1775.
14. Montmorin (Armand, comte de), maréchal des camps	26 mars 1784.
15. Thiard (Henri-Charles, comte de), lieutenant. général....	1 ^{er} mai 1788.

rement de ratifier un marché conclu pour des convenances particulières auxquelles le souci des affaires bretonnes était tout à fait étranger.

Le maréchal Victor d'Estrées et le duc d'Aiguillon sont les seuls qu'une longue carrière ait attachés à la Bretagne et d'Aiguillon seul, à vrai dire, y eut une politique personnelle. Les autres, si soucieux qu'ils aient été de leur propre autorité et de l'autorité royale, n'ont jamais pris grand intérêt aux affaires de la province.

L'intendant paraissait s'imposer comme leur conseiller naturel. La Bretagne n'eut d'intendant à demeure qu'à partir de 1689. Auparavant, comme le gouvernement sentait le besoin d'avoir, auprès des Etats, des agents plus sûrs et plus éclairés que les gouverneurs, il envoya aux tenues, d'abord, en qualité de commissaires extraordinaires, les commissaires qui se trouvaient en mission dans la province; puis, à partir de 1604, dans chaque tenue, régulièrement, un « commissaire du conseil » spécialement chargé de présenter les demandes de subsides et, parfois, d'une mission plus générale. Ce fut le cas, par exemple, de Charles Colbert, envoyé par son frère aux Etats de 1663 et de 1665 et qui, en ces deux circonstances, prolongea son séjour pour faire des chevauchées dans la province; on a pu voir en lui un précurseur des futurs intendants de Bretagne (3). En 1687, l'homme de confiance du contrôleur général fut M. de Fieubet qui eut, en particulier, à faire adopter le nouveau règlement rédigé à Versailles avant la tenue.

Au temps de Louis XIV et, encore, jusqu'en 1730, les intendants Béchaumel de Nointel, Ferrand, Peydeau de Brou et des Galois de la Tour tinrent leur place de commissaires aux Etats avec beaucoup d'autorité et une grande indépendance à l'égard des commandants. Ils se considéraient comme les véritables représentants du pouvoir, défendaient activement leurs idées et leurs attributions, et c'étaient bien eux qui menaient ordinairement les affaires.

(3) H. SÉE, *Les Etats de Bret. au XVII^e s.*, p. 19 et SÉVERIN CANAL, *Les Origines de l'Intendance de Bretagne*. Depuis le règne de Henri III, eut vit en-ore assster aux Etats, comme commissaires extraordinaires, les enquêteurs envoyés dans la province avec des missions spéciales et qui portèrent parfois le titre d'intendant; S. Canal cite Charles Turquant (1595-1603), G. Maupéou (1508-1602), François Lasnier (1634), Estampes de Valencay (1636-1637), Coëtlogon de Méjusseume (1645-1648). Les commissaires envoyés en Bretagne et en Normandie, en 1582, furent chargés auprès des Etats de Bretagne de pouvoirs étendus et y furent les principaux représentants du pouvoir royal.

Mais après 1730, le rôle de l'intendant paraît singulièrement s'affaiblir. Ce n'est pas, le plus souvent, parce que la forte personnalité d'un commandant les domine; d'Aiguillon, seul, a réduit ainsi ses intendants à n'être que de simples auxiliaires. Mais les progrès de l'autonomie bretonne ont valu aux dirigeants des Etats une importance qui a diminué le rôle politique des intendants auprès de l'assemblée, en même temps que leur rôle administratif dans la province. Dès 1732, des Galois de la Tour dénonce amèrement cette décadence de son autorité au profit de l'évêque de Rennes. Dans la suite, Bertrand de Molleville, à la veille de la Révolution, est le seul intendant qui ait jamais joué un rôle personnel considérable, rôle singulièrement favorisé, du reste, par l'effacement du premier commissaire et les querelles des partis dans les Etats (4).

*
* *

La mission des commissaires était de faire connaître aux Etats les demandes du roi, de recevoir leurs vœux et remontrances et de passer, en son nom, le contrat qui était la conclusion de chaque tenue. C'étaient eux qui lançaient les convocations, ouvraient la session et en prononçaient la clôture. Ils arrêtaient les conditions du bail de la ferme des devoirs de la province et faisaient eux-mêmes l'adjudication de ladite ferme, dans l'assemblée. Leur tâche essentielle était évidemment d'assurer le succès des demandes qu'ils avaient à présenter. Ils disposaient, à cet effet, de moyens d'action considérables.

Leur pouvoir de décision était, toutefois, très restreint. Au XVIII^e siècle, ils entretiennent avec les ministres, contrôleur général et secrétaire d'Etat de la Maison du roi, une correspon-

(4) Liste des Intendants de Bretagne :

1. Pomereu de la Bretesche (Auguste-Robert de)....	18 février	1689.
2. Béchameil, marquis de Nointel (Louis).....	31 janvier	1692.
3. Ferrand de Villemilan (Antoine-François).....	21 août	1705.
4. Peydeau de Brou (Paul-Esprit).....	13 février	1716.
5. Des Galois de la Tour (Jean-Baptiste).....	27 septembre	1728.
6. Camus de Pontcarré de Viarme (Jean-Baptiste).....	21 août	1735.
7. Le Bret de Pantin (Cardin-François).....	15 mai	1753.
8. Flesselles (Jacques de).....	4 juin	1765.
9. D'Agay (François-Marie-Bruno).....	1 ^{er} décembre	1767.
10. Dupleix de Bacquencourt (Guillaume-Joseph)....	26 octobre	1771.
11. Caze de la Bove (Gaspard-Louis).....	29 décembre	1774.
12. Lefèvre de Caumartin de Saint-Ange.....	29 janvier	1784.
13. Bertrand de Molleville (Antoine-François de).....	8 juin	1784.
14. Dufaure de Rochefort (François-Germain).....	20 décembre	1788.

dance quotidienne, racontant par le menu les incidents de chaque séance, et ils ne risquent aucune démarche importante sans ordre ou instructions d'en-haut.

Leur commission générale, enregistrée par les Etats au début de chaque tenue et toujours rédigée à peu près dans les mêmes termes depuis le XVI^e siècle (5), ne peut nous renseigner ni sur le détail de leur mission, ni sur l'étendue de leurs pouvoirs (6). Elle n'exprime d'autre demande que celles des fouages ordinaires et de l'impôt et billot, que les Etats consentaient toujours sans difficulté, et elle n'autorise les commissaires à recevoir les remontrances et les vœux des Etats que pour les transmettre au roi; elle ne leur permet de trancher eux-mêmes que les questions « de peu de conséquence ».

Les commissaires du Conseil, au XVII^e siècle, et, après eux, l'intendant, étaient munis d'une commission particulière portant la demande du don gratuit, mais dont les termes traditionnels (7) ne nous éclairent pas mieux que ceux de la com-

(5) Les Etats veillaient attentivement à ce que la commission générale ne portât pas atteinte à leurs privilèges et ils tenaient à ce qu'elle demeurât rédigée dans les termes traditionnels. Celle de 1629 ayant ordonné de leur interdire l'octroi de gratifications et de supprimer l'augmentation de gages qu'ils avaient précédemment accordée à leurs officiers, ils demandèrent qu'elle fût réformée et refusèrent de l'enregistrer tant qu'elle ne serait par ramenée aux termes de celles de 1624 et de 1625 (dél. des 4 et 5 avril et du 3 mai). Le gouvernement tint bon jusqu'en 1649; il reprit alors la rédaction de 1625, mais pour trois tenues seulement. En 1653, la commission générale mentionna de nouveau l'interdiction des gratifications et quelques demandes accessoires; les protestations des Etats recommencèrent alors et furent renouvelées régulièrement jusqu'en 1705 où l'on revint à la rédaction de 1625. Désormais la commission fut toujours enregistrée et, à partir de 1715, les Etats se contentèrent d'exiger la rédaction de 1645, admettant ainsi l'interdiction des gratifications non autorisées. (Procès-verbaux des délibérations des Etats).

(6) Pendant longtemps, ces pouvoirs ne furent définis avec précision que sur certains points particuliers. L'arrêt du conseil du 27 mars 1684 donna ainsi aux commissaires du roi le contrôle de l'« état des fonds », du budget de la province, et de certains comptes. Nous avons également vu comment la déclaration du 26 juin 1736 leur remit la vérification des titres des membres de la noblesse. Le règlement de 1687 ne parle qu'incidemment de leurs attributions. Leurs « droits et fonctions » ne furent, en définitive, « régés » que par le premier chapitre du règlement arrêté de 1767 et par l'arrêt du conseil du 8 décembre 1786, appratif du règlement de 1770.

(7) La formule relative à la demande du don gratuit respectait le principe de la libre décision des Etats et ceux-ci y tenaient. En 1764, comme on l'avait modifiée et dit : « le Roi ne doute pas que les Etats ne lui accordent ce que les commissaires leur demanderont de sa part », l'assemblée protesta et exigea le rétablissement de l'ancien texte.

mission générale. Mais elle se terminait, depuis 1619, par la mention des « mémoires et instructions générales » que son porteur avait reçus. C'est là qu'il faut chercher le programme de la tâche confiée aux commissaires du roi.

Ces instructions étaient, en principe, confidentielles. Mais, les commissaires étant amenés à faire connaître aux États, ou, du moins, à leurs présidents et à leurs députations, la teneur des ordres derrière lesquels ils se retranchaient, l'« Instruction générale » fut doublée, à partir de 1717, d'une « Instruction particulière ». La première énonçait les volontés du roi telles que l'on pouvait les faire connaître sans détours aux États. La seconde indiquait les concessions possibles et exprimait les véritables intentions des ministres. Elle devait demeurer secrète. Mais son existence fut bientôt connue et la coutume s'établit de la communiquer aux présidents des trois ordres. C'est pourquoi une « Instruction secrète » fut ajoutée aux deux premières à partir de 1768. Quand l'intendant Bertrand de Molleville prétendit inaugurer une politique de loyale collaboration avec l'assemblée, il fit renoncer à ce système qui n'avait, disait-il, d'autre effet que d'entretenir la défiance entre les commissaires et les États (8). Pour la session de 1784, il ne fut donc rédigé qu'une seule instruction dont les dispositions devaient être communiquées, sans réserve, à l'assemblée; de même, en 1786. Pour la session de 1788, on prépara trois instructions, comme autrefois; mais ce fut seulement après la prorogation au 29 décembre de la convocation d'abord prévue pour le 23 octobre, et il semble, pour l'instruction particulière et l'instruction secrète, que l'on s'en soit tenu à des projets qui ne furent pas expédiés (9).

Les instructions se trouvaient souvent modifiées au cours de la tenue, en raison des événements. Mais elles sont, pour chaque session, les premiers documents à étudier et il est particulièrement précieux, pour l'intelligence de la politique gouvernementale, que nous ayons généralement conservé, à partir de 1720, les éléments de leur préparation (10). Cette préparation était une minutieuse opération à laquelle les commissaires du roi collaboraient eux-mêmes. L'intendant en fournissait la base, plusieurs mois à l'avance, dans un « mémoire en forme

(8) Arch. Nat. H 409.

(9) Arch. Nat. H 409.

(10) Arch. Nat. H, correspondance et dossiers relatifs aux tenues d'État.

« d'observations sur les instructions de la tenue précédente, « exposant la suite donnée à ses différents articles ». Ces observations comportaient ordinairement un exposé détaillé de la situation de la province. Le texte définitif des nouvelles instructions n'était arrêté qu'après consultation de tous les départements administratifs intéressés et sous la double approbation du garde des sceaux et du contrôleur général. Mais, surtout, leurs dispositions principales supposent une discussion, souvent laborieuse, entre le contrôleur général et ceux qui allaient avoir la responsabilité de leur succès. Nous allons voir que ce n'étaient pas toujours les seuls commissaires du roi.

Les instructions ne limitaient pas rigoureusement l'action de ceux-ci. Représentants du pouvoir absolu, ils avaient à intervenir toutes les fois que l'autorité royale était en cause. Les Etats ne délibéraient pas en leur présence et cette règle fut toujours observée. Mais les commissaires avaient le droit d'entrer aux Etats, dit l'arrêt du conseil approubatif du règlement de 1770 (art. 5), « toutes les fois qu'ils jugeront leur présence nécessaire pour le bien du service de S. M., l'intérêt de la province et le bon ordre de l'assemblée ». « Sans préjudice du droit des Etats », ajoute l'arrêt. Mais que pouvait-il demeurer de ce prétendu droit quand ceux des agents du pouvoir étaient définis en des termes si vagues et si inquiétants ? Or ce texte ne faisait que confirmer la pratique ordinaire. En maintes tenues on avait vu le premier commissaire pénétrer dans l'assemblée, non seulement pour signifier les ordres du roi, mais encore pour se faire donner connaissance de l'état des affaires ou résoudre d'autorité quelque conflit. L'arrêt de 1766 ne faisait encore que confirmer une pratique ancienne et constante quand il disait (art. 10) « que les commissaires de S. M. prendront connaissance des contestations qui pourront s'élever dans l'assemblée des Etats et les régleront provisoirement suivant le droit qu'elle leur a donné, lorsque celles-ci n'auront pu être terminées par les ordres dans le délai ordinaire, sauf le renvoi devant S. M.... » ; et, plus loin (art. 12), que « lesdits commissaires se feront représenter chaque jour, « par le greffier, les délibérations qui seront prises par les gens des trois ordres, pour en rendre compte à S. M. ».

L'assemblée n'était pas maîtresse de son ordre du jour. Les instructions des commissaires fixaient le temps et les délais dans lesquels les principales affaires devaient lui être soumises et même être délibérées. Le don gratuit devait être voté

sans délai et la ferme des devoirs aurait toujours dû être adjugée dans les vingt-cinq premiers jours. Pour les autres demandes du roi, on laissait aux commissaires une certaine latitude. Ils dirigeaient ou surveillaient, en tout cas, les travaux des Etats d'un bout à l'autre. Chaque soir ils conféraient avec les présidents des ordres pour préparer la séance du lendemain.

On se doute, d'ailleurs, que leurs pouvoirs réguliers n'étaient pas leurs seuls moyens d'action ni, toujours, les plus efficaces.

Au temps où le gouverneur venait en personne aux Etats, il concourait avec eux à la distribution des pensions et gratifications, et nous avons vu quels abus et quels gaspillages furent reprochés au duc de Chaulnes. L'arrêt du conseil du 27 mars 1684 et le règlement de 1687 mirent fin à ces dilapidations; mais le commandant, l'intendant et le gouverneur lui-même demeurèrent les dispensateurs des faveurs gouvernementales. Les Etats ne pouvaient eux-mêmes accorder de gratifications et de pensions sans l'autorisation du roi et cette autorisation dépendait ordinairement de l'avis des commissaires. Rappelons que, depuis d'Anguillon, les commandants disposèrent de fonds secrets. La députation en cour et à la Chambre des Comptes, que les Etats donnaient en principe par élection, fut toujours attribuée, en réalité, depuis la fin du XVII^e siècle, au moins, jusqu'en 1772, aux candidats désignés par le gouverneur. Or, cette députation, grande occasion de profits et de faveurs, était très recherchée; les commissaires, sur l'avis desquels se prononçait le gouverneur, avaient là un puissant moyen d'influence sur les principaux membres de la noblesse et du tiers (11). La lutte que les Etats engagèrent, en 1772, pour obliger le pouvoir

(11) Pontbriand dit que « tout le monde sait qu'aujourd'hui les gouverneurs de la province sont en possession de désigner ceux qui doivent être députés à la cour et à la Chambre des Comptes. Le principal commissaire du roi, vers la fin des Etats, entre incognito et sans cérémonie sur le théâtre; il y déclare par forme de convention les noms de ceux pour qui le gouverneur demande les députations et les Etats ne manquent pas de se conformer à sa demande. Il est difficile de dire quand cet usage a commencé ». (PONTBRIAND, L. I., chap. 5).

Jacquelot de Boisrouvray prétend que ce fut au temps du duc de Chaulnes. « Ce fut M. le duc de Chaulnes, gouverneur de la province, dit-il, qui, par la magnificence de sa maison, sut le premier s'assujettir la nation; elle excita la jalousie des frères du roi, ce qui ne contribua pas peu à lui faire perdre le gouvernement, quoiqu'elle ne fut pas comparable à celle du maréchal d'Estrées.

« Ce fut par là qu'il se rendit maître des députations de la Cour et de la Chambre, ce qu'il obtint par une molle complaisance et par la reconnaissance de sa politesse et de sa bonne chère. Son successeur s'est arrogé (ces nominations) comme un droit attaché au gouvernement,

royal à leur rendre le libre choix de leurs députés fut une des plus éclatantes manifestations de leur esprit d'indépendance à la fin de l'Ancien Régime.

Pendant toute la durée de la session, les principaux commissaires du roi recevaient et tenaient table ouverte. Ayant bien mangé et bien bu, les gentilshommes n'étaient pas pour cela, il est vrai, plus dociles en séance. Mais les « tables » et les « assemblées » chez les personnages officiels offraient de commodités occasions d'intrigue et elles empêchaient, tout au moins, qu'on n'allât comploter ailleurs.

Aux moyens de corruption et de séduction, s'ajoutaient, naturellement, des moyens d'intimidation. Le commandant et l'intendant avaient des espions, des « affidés », principalement dans la noblesse, et le commandant disposait de quelques lettres de cachet pour exiler ou même faire emprisonner les opposants les plus gênants. Les mesures de rigueur furent, il est vrai, assez rares; les commandants y répugnaient; au XVIII^e siècle elles furent ordinairement décidées par les ministres eux-mêmes. Il y en eut de sévères, par exemple après la tenue de 1752. Quatre gentilshommes et un député du tiers furent emprisonnés, dix gentilshommes et madame de Piré exilés en différentes villes du royaume, jusqu'en Limousin et en Bourgogne.

Mais on attendait des commissaires qu'ils réussissent à en imposer aux Etats par des moyens pacifiques plutôt que par des coups de force, qu'ils sussent gagner et dominer le tiers et le clergé, intriguer dans la noblesse et entraîner une majorité docile dans les trois ordres.

Pour cette besogne ils devaient pouvoir compter sur le concours des présidents des ordres. Ces chefs de l'assemblée avaient, en effet, des devoirs plus certains envers le roi qu'envers elle.

« source de la plus grande partie des malheurs de cette province, puis-
« que ces emplois ne sont plus remplis que par des seigneurs de la cour,
« avides des sommes qu'ils produisent, sans être instruits de ses droits
« ni de ses intérêts, ni sans avoir le désir de les soutenir ». (*Journal d'un
député aux Etats*, p. 151).

Les Etats de 1716 réclamèrent inutilement qu'on rétablît la liberté des élections. Ceux de 1750 et de 1754 demandèrent, sans plus de succès, que le gouverneur s'astreignît à certaines règles pour ses choix. Dans le clergé, toutefois, la députation était attribuée aux évêques à tour de rôle. (Corr. entre d'Aig. et le duc de Penthievre, à ce sujet, en 1759, Arch. Nat. K 684).

Leur rôle n'était pas seulement de diriger les débats et de porter la parole au nom de leurs collègues, mais de travailler au succès des volontés du pouvoir.

Ils devaient se tenir en relations suivies avec les commissaires et préparer chaque soir, avec eux, la séance du lendemain. Ils correspondaient régulièrement avec les ministres, leur envoyant périodiquement et, parfois, chaque jour, un rapport plus ou moins détaillé sur la marche des affaires.

Le gouvernement s'est toujours beaucoup préoccupé de sauvegarder leur autorité. Les commissaires déplorent souvent le manque d'égard de la noblesse à leur endroit; tous les règlements et projets de règlements du XVIII^e siècle précisent et renforcent leurs attributions.

Celles-ci étaient considérables. Aucune délibération n'était valable sans la signature des présidents. Aucune proposition ne pouvait être portée devant l'assemblée, s'ils n'en avaient été saisis vingt-quatre heures à l'avance. C'étaient eux qui en fait désignaient les membres de toutes les commissions, à l'exception des commissions intermédiaires et des députations en cour et à la Chambre des Comptes. Ils recueillaient les votes et se prononçaient souverainement sur leurs résultats.

Comme les commissaires du roi, ils tenaient table ouverte et recevaient, à cet effet, des gratifications du roi et de la province. Le crédit que leurs services leur pouvaient valoir en faisait des protecteurs influents et des dispensateurs de faveurs. Par l'exemple de Tréverret, nous avons vu de quels moyens ils ont parfois disposé.

Leur rôle, comme nous avons eu l'occasion de le dire, a pris toute son importance avec l'évêque Vauréal, à la faveur des ambitions de ce prélat et de l'institution de la Commission intermédiaire. C'est alors que les présidents de l'Eglise et du tiers deviennent, parfois, les principaux conseillers et les meilleurs agents de la politique gouvernementale et qu'il faut commencer d'aller chercher le secret des affaires dans leur correspondance. Cependant, avec d'Aiguillon, leur rôle s'efface. De Coniac conseille le commandant et non pas les ministres. Bareau de Girac ne commence à jouer un rôle personnel qu'au moment où le duc va quitter la province. Mais Bareau de Girac, de Tréverret et le comte de Boisgelin auront plus d'influence sur la conduite des affaires que tous les commandants et tous les intendants qui se succédèrent par la suite, Bertrand de Molleville excepté.

Les ministres ont dû évidemment compter avec les ambitions et les rivalités des présidents. Il a pu arriver que ceux-ci desservent la politique gouvernementale, comme Vauréal en 1750, lors de l'affaire du vingtième; comme Boisgelin, prenant le parti de la noblesse intransigeante en 1788. Mais ce sont là des cas exceptionnels. Encore Vauréal, en 1750, lié avec les adversaires de Machault à la cour, servait-il ses ambitions personnelles autant que les intérêts du clergé (12). Ce qui trouble ordinairement les choses, ce n'est pas que les présidents prennent la tête de l'opposition; les présidents élus par la noblesse se sont eux-mêmes gardés d'une pareille attitude. C'est qu'ils prétendent tout mener, s'imposer aux commissaires aussi bien qu'à l'assemblée, et qu'ils se disputent entre eux le premier rôle. La politique gouvernementale aux Etats avait trop d'agents pour être toujours facilement conduite. Mais les complications qu'a pu faire naître la politique personnelle des présidents des ordres étaient de peu de conséquence auprès des services qu'ils rendaient ordinairement.

Le pouvoir royal était donc fortement armé en face des Etats. Maître de leur convocation, du lieu et de la date de leurs sessions, il l'était encore de leur programme. Il les dominait à la fois par ses agents directs et par l'intermédiaire de leurs propres chefs, et toutes les ressources de l'arbitraire gouvernemental étaient au service des premiers.

*
* *

Commissaires du roi, présidents des ordres, officiers et députés des Etats avaient principalement affaire, depuis 1661, avec le contrôleur général des finances. Les affaires de Bretagne, cependant, étaient du département du secrétaire d'Etat de la Maison du roi. D'autres ministres encore, le garde des sceaux, en certaines circonstances, et le secrétaire d'Etat de la guerre pour les affaires de casernement, d'étapes et autres parties de l'administration militaire, pouvaient avoir à correspondre avec les agents des Etats. Mais, pour ces deux derniers ministres, il ne s'agit que de cas exceptionnels ou particuliers. Quant aux secrétaires d'Etat de la Maison du Roi, Saint-Florentin est le seul dont la correspondance ait été, à un certain moment, fréquente et intéressante avec la province, au temps de son neveu,

(12) MARION, *Machault d'Arnouville*, p. 157.

le duc d'Aiguillon. C'est le contrôleur général qui, de tout temps, a effectivement présidé aux rapports du pouvoir royal avec les Etats ; c'est lui qu., à leur égard, a réellement représenté le gouvernement. C'était lui qui préparait les tenues, c'est dans ses bureaux qu'étaient rédigées les instructions des commissaires du roi. C'est dans sa correspondance et dans celle de son premier commis qu'il faut chercher le secret de la politique gouvernementale dans les affaires bretonnes. Entre la province et le pouvoir royal il ne se posait guère, en effet, que des questions financières. C'était à celui qui avait à les résoudre que revenait naturellement la direction de la politique générale à l'égard de la première. Quelle fut l'attitude des contrôleurs généraux qui se succédèrent depuis Colbert, nous le verrons en étudiant l'évolution des pouvoirs et des prétentions des Etats. Ce que l'on peut déjà dire, c'est qu'il n'en fut aucun qui ait paru songer à faire rentrer la province sous la loi commune, sinon Machault pour la levée du vingtième, mais aucun non plus qui ait été disposé à admettre que ses privilèges pouvaient la soustraire à l'effet des volontés royales. Dans ces privilèges aucun ne vit des droits à respecter, mais un obstacle qu'il fallait rompre ou tourner, une gêne, supportée avec impatience. L'on peut ajouter qu'il n'en fut guère qui aient été d'avance bien au fait du régime particulier de la Bretagne et qui se soient souciés de bien comprendre les raisons des Etats.

DEUXIÈME PARTIE

LES POUVOIRS DES ÉTATS
ET LEUR
ÉVOLUTION DE 1661 A 1789

DEUXIÈME PARTIE

LES POUVOIRS DES ÉTATS ET LEUR ÉVOLUTION DE 1661 A 1789

CHAPITRE PREMIER

Les pouvoirs généraux des Etats

Principe et caractère des pouvoirs des Etats. Le conflit fatal avec la monarchie absolue. L'étendue des pouvoirs des Etats. La défense des privilèges de la province.

Les Etats et le Parlement de Bretagne. Le danger de leur entente pour le pouvoir royal. Difficulté de cette entente. Les relations des Etats et du Parlement du XVI^e siècle à 1789.

La participation des Etats au travail législatif. La réformation de la coutume au XVI^e siècle. La législation des communs (1768-1785). La réforme des municipalités (1768-1786).

Dans les divers titres qui garantirent le statut particulier de la province de Bretagne au moment de sa réunion à la couronne, les pouvoirs des Etats ne sont jamais mentionnés qu'en termes très sommaires. Ces titres, toutefois, remettaient à l'assemblée elle-même, ou plaçaient sous sa sauvegarde, tous les droits, franchises ou privilèges qu'ils promettaient de maintenir (1).

(1) Les lettres patentes données par Charles VIII le 7 juillet 1492, premier en date de ces titres, ne fait aucune mention des Etats. Elles disent seulement qu'il n'est pas du « vouloir » ni de « l'intention » du

Sous la domination royale, il ne pouvait plus être question pour les États, évidemment, de se mêler de politique extérieure. Le duché une fois uni à la couronne, c'en était fini du rôle qu'ils avaient joué dans la défense de son indépendance et ils perdaient ainsi l'un de leurs plus sûrs moyens d'influence. Mais ils ne pouvaient perdre, du même coup, tout le bénéfice

roi « de lever ni faire lever dorénavant aucun fouage, aide ou subside. . . sinon ainsi et par la forme et manière que les ducs de Bretagne ont « accoutumé de faire le temps passé ». (DOM MORICE, *Preuves*).

Mais c'est envers les États que le roi s'engagea, par ses lettres patentes de novembre 1493, dans lesquelles sont longuement exposées les satisfactions accordées à la province, en réponse aux remontrances que l'assemblée lui avait faites, principalement au sujet de la levée des fouages, de l'administration de la justice et de l'entretien des gens de guerre (*Ibid.*).

Le contrat de mariage de Louis XII avec Anne de Bretagne (janvier 1498) dit : « En tant que touche que, ès impositions des fouages et autres « subsides levés et cueilis audit pays de Bretagne, les États dudit pays « seront convoqués et appelés en la forme accoutumée... nous voulons, « entendons, accordons et promettons de les y entretenir, pour en user en « la forme accoutumée de toute ancienneté » (art. 4). L'art. 6 promet que, « s'il advenait que, de bonne raison, il y eut quelque cause de faire « mutation particulière, en augmentant, diminuant ou interprétant lesdits « droits (du duché de Bretagne), ce ne pouvait être autrement que par « le Parlement et assemblée des États dudit pays, ainsi que de tout temps « est accoutumé ». (*Ibid.*).

Les actes capitaux furent les chartes et lettres données par François Ier en 1532, lors de l'union de la province à la couronne. Le roi avait voulu que cette union fût demandée par les États eux-mêmes. Il fut ainsi conduit à leur donner des lettres de confirmation de tous les « privilèges, « exemptions, franchises, libertés à eux octroyés et concédés, comme dit « est par nosdits prédécesseurs ducs de Bretagne, dont ils ont ci-devant « joui en chacun des dits États ; et, pareillement, au fait et administra- « tion de la justice, villes, lieux et communautés d'iceux pays et duché... ; « réservé toutefois ce que les gens mêmes des dits États nous pourrons « requérir être réformé ou mué ». (A Vannes, août. 1532, *ibid.*).

L'édit d'union, promulgué à Nantes, le même mois, ne parlait des privilèges de la province que dans une formule générale : « Voulons et « nous plaît que les droits et privilèges que ceux dudit pays et duché « ont eu par cy-devant et ont de présent, leur soient gardés et observés « inviolablement ainsi, par la forme et manière qu'ils ont été gardés et « observés jusques à présent ». La charte du Plessix-Macé, le mois suivant, leur fut spécialement consacrée : « Nous leur avions promis (aux gens des « trois États) de les entretenir en leurs privilèges et libertés anciennes et « que de ce leur baillerions lettres en forme de charte. A cette cause, il « nous plaise leur confirmer et agréer les privilèges dont ils ont par « ci-devant joui... c'est à savoir que, par ci-après, aucune somme de « deniers ne leur puisse être imposée, si préalablement n'a été demandée « aux États d'icelui pays et par eux octroyée ; et que les deniers prove- « nants des billots soient féablement employés aux fortifications et répara- « tions nécessaires des villes et places fortes dudit pays, d'autant que « ledit billot fut mis sus principalement à cause desdites réparations qui « revient à grande charge et foule du pauvre peuple ; et que la justice « soit entretenue en la forme et la manière accoutumée, c'est à savoir le « Parlement, Conseil, Chancellerie, Chambre des Comptes, Assemblée

de la situation acquise depuis deux siècles. Les rois, en promettant de maintenir, dans la province, toutes choses en l'état et en traitant avec l'assemblée elle-même, avaient paru confirmer cette situation. Ils s'étaient, en particulier, formellement engagés à n'imposer « aucune somme de deniers si, préalablement, elle n'avait été demandée aux Etats d'icelui pays » et par eux octroyée » (2). C'était une garantie capitale et donnée en termes assez nets. Les Etats pouvaient, d'ailleurs, légitimement invoquer la nécessité de leur consentement, non seulement à toute levée d'impôt, mais encore à toute innovation qui toucherait aux privilèges et même aux coutumes et institutions particulières de la province. Qu'eût valu, sans cela, la promesse solennelle qu'on avait faite aux « gens des trois « Etats », de « les entretenir, garder et observer es privilèges, « franchises, libertés et exemptions à eux ci-devant concédés « et octroyés par les ducs de Bretagne et dont ils ont ci-devant « joui en chacun desdits Etats, et pareillement au fait et « administration de la justice, villes, lieux et communautés « d'iceux pays et duché » (3) ?

Mais, comment concilier le respect de pareille obligation avec l'évolution fatale de la monarchie française, avec l'irrésistible progrès de la centralisation et de l'absolutisme ? Pris à la lettre, les actes royaux de 1492, 1498 et 1532 auraient permis aux Etats de soustraire la province à toutes les lois nouvelles, à toutes les réformes de la monarchie, ainsi qu'à tous les impôts qu'ils auraient jugé bon. Ils auraient fait de la Bretagne une

« des Etats, les barres et juridictions ordinaires dudit pays, et que les « sujets d'icelui n'en soient tirés hors, soit en première instance ou autrement, fors aux cas ressortant par appel à Paris, en suivant les déclarations qui ont été par ci-devant sur ce faites ; et que... aucun préjudice ne « soit porté à l'indult d'icelui pays qui porte que nul non originaire ne « pourra avoir ni obtenir bénéfice audit pays, sans avoir sur ce lettre du « prince, et qu'icelles lettres ne soient baillées à gens étrangers, ni autres, « sinon à ceux qui sont à l'entour de notre personne... ». (*Ib d.*)

Les recueils des titres de la province, publiés au xvii^e et au xviii^e siècle, contiennent, en outre, l'édit donné par Henri III, à Paris, en juin 1579, et divers extraits des contrats passés à chaque tenue entre le roi et les Etats. Mais ces textes n'ajoutent rien aux droits fondamentaux de ceux-ci, sinon le droit d'opposition formulé en tête de l'édit de juin 1579. Cf. *infra*, p. 209. (Arch. d'I.-et-V. C 3132 : Recueil s. d. xvii^e s. imprimé chez la veuve Durand à Rennes, et Recueil publié en 1786, en exécution de la délibération des Etats du 4 décembre de la même année, N. P. Vatar, Rennes).

(2) Charte du Plessix Macé, sept. 1532.

(3) Déclaration de Vannes, août 1532.

sorte d'état distinct où le roi n'eût possédé que les pouvoirs d'un souverain constitutionnel. Comment allait-on adapter leurs brèves formules aux exigences de la politique générale du royaume ?

Le problème ainsi posé ne reçut jamais de solution franche. La réglementation que le gouvernement s'efforça d'imposer aux Etats tendait, nous l'avons vu, à ruiner complètement leur indépendance et leurs pouvoirs ; mais c'était sans que l'on niât leurs droits. On ne devait jamais répudier les engagements solennels sur lesquels les privilèges de la province étaient fondés. Combien de fois, au contraire, ne furent-ils pas confirmés, en dehors même des contrats qui, à partir de 1614, les renouvelèrent régulièrement, de session en session, parmi les conditions du don gratuit ?

Les Etats, de leur côté, cherchaient, dans l'interprétation logique de leurs chartes, la justification d'une résistance qu'on ne pût taxer de désobéissance. Mais ils se sont toujours gardés de contester la souveraineté absolue du roi. Ce qu'ils lui opposent, c'est l'obligation qu'il a de respecter ses propres engagements, c'est la valeur juridique de la tradition ; ils n'invoquent pas les droits propres des sujets ou, du moins, ils n'imaginent pas que les privilèges de la « nation bretonne » soient aucunement destructifs de l'autorité royale. Celle-ci en est, à leurs yeux, en effet, la source et la garantie et, pour les défendre, l'appel à la conscience du monarque est leur suprême recours.

Ni les Etats, ni le gouvernement ne semblaient donc avoir vu la contradiction fondamentale de leurs prétentions respectives. Entre les droits reconnus aux premiers et la notion même de l'absolutisme monarchique, il n'y avait évidemment pas de conciliation logique. Le plein exercice de la souveraineté royale aurait eu pour suite fatale la disparition des Etats ou leur déchéance totale. C'est, d'ailleurs, ce qui arrivera dans d'autres provinces. En Bretagne, si les Etats réussirent à maintenir leurs droits, ce ne fut évidemment pas à cause d'une vertu particulière des privilèges de la province, qui ne différaient pas, dans le fond, des privilèges des autres pays d'Etats. Ce ne fut pas davantage à la faveur d'une politique gouvernementale plus scrupuleuse ; nous venons de rappeler qu'elle tendait en Bretagne au même résultat qu'ailleurs. Les Etats de Bretagne n'ont survécu, ils n'ont obligé le pouvoir royal à compter avec eux jusqu'en 1789, qu'au prix d'un perpétuel conflit dans

lequel chacun des deux partis, en dépit du respect qu'il affectait pour les prérogatives de l'autre, tenta, mais sans y réussir, de pousser ses propres prétentions jusqu'à leurs dernières conséquences. Entre eux, ce fut, jusqu'à la fin, question de force et affaire de circonstances.

Dans ce conflit, la position des Etats était foncièrement défavorable. Si les actes royaux de 1532 et leurs confirmations postérieures n'étaient pas des concessions purement gracieuses du monarque, mais, sans aucun doute, des contrats, il faut se garder d'oublier que l'un des contractants possédait, de l'aveu de l'autre, une autorité mystique, inattaquable et suprême, qui n'admettait pas de limite et à laquelle il appartenait de prononcer en dernier ressort sur ses propres engagements.

Ce serait un anachronisme que d'attribuer aux privilèges bretons la valeur d'une constitution moderne. Ils n'avaient pas changé le caractère primitif des Etats, celui d'être une assemblée de vassaux ou de sujets convoqués pour le service du prince, et, dans ce principe, la monarchie trouvait un fondement légitime à ses coups d'autorité. Sous les rois, comme sous les ducs, les Etats n'ont jamais pu, nous le savons, se réunir de leur propre mouvement, mais seulement à l'appel du souverain qui pouvait, à tout moment, les séparer ou les suspendre. Leurs pouvoirs étaient essentiellement négatifs. Ils se réduisaient, en somme, à refuser l'impôt et à protester contre la violation des privilèges dont ils avaient la garde.

*
* *

Cependant, le rôle des Etats paraît, à première vue, très étendu et très complexe. Leur compétence n'avait guère de limites. Ils considéraient évidemment que rien ne pouvait leur être étranger de ce qui intéressait la Bretagne ou quelqu'un des siens. On le voit bien qu'à parcourir les innombrables articles des cahiers de charges remis à leurs procureurs syndics et à leurs députés en cour, ou la liste des procédures conservées dans leurs archives (4). Ils ont pris maintes fois fait et cause dans des procès étrangers à leurs propres affaires. Ce n'était pas toujours parce que les privilèges de la province étaient en jeu ; c'était aussi pour défendre leur propre interpré-

(4) Textes des remontrances et des charges, dans les Reg. des délib. des Etats. Procédures diverses, Arch. d'L-et-V. C 3770-3791.

tation de la coutume, les usages anciens ou l'intérêt public, parfois, même, simplement par égard pour la justice d'une cause ou la qualité des sollicitateurs.

Ils accueillaient les plaintes les plus diverses contre l'administration royale et les fermiers généraux. La répression du faux saunage, l'application des droits de traite, de francief et des autres droits domaniaux leur ont fourni l'occasion de fréquentes interventions, tant générales que particulières, aussi bien en justice qu'auprès des ministres. Ils ont su, dans certains cas, défendre les intérêts économiques de la province; s'ils n'étaient guère capables, à cet effet, d'initiatives fécondes, ils s'élevaient du moins volontiers contre les lois et les règlements gênants. Ils ont pris parti, pour des motifs souvent différents, dans des procès relatifs à des droits seigneuriaux ou à des afféagements de communs (5). Voici l'exemple d'une affaire où ils ne prétendaient servir que les intérêts supérieurs de la justice : En 1726, la maison de Sanzay ayant été dépouillée de ses droits de prééminence dans l'église de Gouéznoù par un sieur d'Escazeaux, « homme nouveau » de-

(5) Les interventions des Etats sont ordinairement favorables aux prétentions des seigneurs. Voir, par exemple, leur mémoire en faveur de l'évêque de Saint-Malo qui conteste l'attribution d'un droit de police aux officiers municipaux de cette ville. (8 juillet 1757, Arch. d'I.-et-V. C 3780).

Il leur est toutefois arrivé de défendre les intérêts des vassaux quand ceux-ci pouvaient invoquer un usage ancien bien établi ou, ce qui était bien rare, des titres formels. C'est ainsi que, dans un important procès soutenu contre le duc de Penthièvre, le prince de Condé et plusieurs autres seigneurs, par les généraux des diverses paroisses au sujet du prix des avoines menues des redevances seigneuriales, ils prirent fait et cause pour les seconds (1782-1790, *ibid.* C 3789).

Sur leur attitude dans les affaires relatives aux afféagements et partages de communs, voir P. LEFEUVRE, *Les Communs en Bretagne à la fin de l'Ancien Régime*, p. 120-127 et *infra*, p. 225-227. Parfois les Etats ont soutenu la cause des vassaux. Ils ont pris ainsi parti, en 1643, pour les habitants de Sougéal et de Pleine-Fougères contre Gilles Ruellant du Tiercent qui les troublait dans la possession des marais du Couësson, et, en 1786, pour les vassaux du fief de la Crespière, près d'Antrain, contre le duc de Penthièvre qui avait afféagé leur marais de la Folie; mais, dans les deux cas, c'était pour protester contre l'évocation de l'affaire au Grand Conseil et en maintenir la connaissance aux tribunaux bretons, conformément aux privilèges de la province. (Arch. d'I.-et-V. C 3770 et 3791). Dans l'affaire de la Brière, les Etats soutinrent également les droits des habitants de Saint-Lyphard et de Saint-André-des-Baux contre l'afféagiste, Botharel de Saint-Denac. Mais l'afféagement avait été fait par le domaine royal, au détriment des prétentions du seigneur de Donges, et les droits des habitants étaient particulièrement bien fondés. Les Etats se défendirent d'ailleurs, de vouloir encourager les violences des usagers et porter atteinte au principe du droit fondamental des seigneurs sur les communs. (*Ibid.* C 3735, 3788 et 3789).

venu seigneur de la plus grande partie de la paroisse, l'assemblée demanda au roi d'agréer « la jonction des gens des » trois Etats aux supplications des sieurs Sanzay », non parce qu'on avait violé les formes ou les usages, mais parce que d'Escazeaux l'avait emporté par le moyen d'odieuses calomnies sur des adversaires particulièrement dignes d'intérêt (6). En 1787, les Etats appuient la protestation du duc de Charost, du comte de Serrant et de la présidente de Cornulier contre la construction, sur la rive droite de la Loire, vers Montjean, d'une digue qui menace de rejeter les eaux de crue sur les prairies de la rive droite (7) ; cette fois, il est assez probable qu'ils n'ont soutenu que de puissants intérêts privés. Mais on voit des paroisses réclamer également leur intervention contre des concessionnaires de mines qui avaient construit des chemins gênants pour les cultures (8).

Pouvaient-ils être capables d'une politique économique ? La seule question, dans ce domaine là, dont ils se soient occupés avec esprit de suite est celle du commerce des grains. Ils ont constamment réclamé la liberté d'exportation, non seulement dans le reste du royaume mais aussi à l'étranger, liberté précieuse pour les grands propriétaires et pour les possesseurs de fiefs et de dîmes dans une province où les redevances ecclésiastiques et seigneuriales, demeurées lourdes, et l'usage du métayage permettaient d'accumuler de gros stocks de céréales. Jusqu'à la fin du XVII^e siècle, tant que le gouvernement respecta ordinairement cette liberté, les Etats n'eurent guère qu'à veiller sur elle ; mais ils n'y manquaient pas. Ils obtinrent, en 1645, qu'elle fût solennellement reconnue par une déclaration royale et elle fut formellement stipulée dans leurs contrats, de 1651 à 1663. Quand, à partir de 1698, elle fut à peu près constamment entravée par des formalités, des taxes, des prohibitions partielles et, souvent même, totalement supprimée, ils renouvelèrent à maintes reprises les mêmes démarches pour obtenir l'adoucissement des règlements et la levée au moins temporaire des prohibitions. Malgré les mauvaises récoltes successives et la disette, ils protestèrent contre le retour, sous

(6) *Ibid.* C 3771.

(7) *Ibid.* C. 3791.

(8) H. SÉE. *Etude sur les mines bretonnes au XVIII^e s.* (Ann. de Bret. t. XXXVII, 1926).

Terray, à une politique de réglementation, après la courte période de législation libérale inaugurée par l'édit de juillet 1764 (9). En pareille matière, les intérêts immédiats de leurs propres membres leur dictèrent des décisions simples et faciles.

On les vit en 1781, protester contre le projet de réforme des jurandes et des maîtrises spécialement préparé en 1781 pour la Bretagne. On pourrait croire, à la lecture des premières lignes de leur mémoire, qu'ils voulaient défendre le principe de la liberté économique; mais la suite montre qu'ils s'inquiétaient surtout de voir le pouvoir royal multiplier les métiers en jurande et étendre ainsi, à son profit, l'obligation de payer un droit de maîtrise. « Une telle levée de deniers, disent-ils, ne saurait être « légale en Bretagne avant d'avoir été délibérée et consentie « par les trois Etats assemblés ». Qu'ils aient commencé par une déclaration hostile aux monopoles corporatifs, on n'en saurait conclure qu'ils avaient cédé à l'influence des nouvelles idées économiques: cela voulait dire seulement qu'ils étaient sensibles à l'intérêt des consommateurs. Ils ne s'étaient, du reste, jamais élevés contre l'ancien état de choses (10).

Les Etats ont effectivement tenu, à bien des égards, en face du pouvoir royal, le rôle de défenseurs des intérêts bretons, intérêts généraux et intérêts particuliers. Aux yeux des populations de la province, si mal qu'ils les aient représentées et si peu de rapports qu'ils aient eus avec la grande masse des paysans et du peuple des villes, ils ont longtemps conservé le prestige d'une puissance tutélaire, plus proche que le roi et capable de les protéger au besoin contre lui. En 1675, les paysans révoltés de Basse-Bretagne veulent s'adresser à eux; dans le Code paysan, cahier de leurs revendications, on lit que « lesdites quatorze paroisses, unies ensemble pour la liberté de « la province, députeront six des plus notables de leurs paroisses « siens aux Etats prochains pour déduire les raisons de leur « soulèvement »; et le duc de Chaulnes, gouverneur de la province, presse Colbert de hâter la réunion de l'assemblée comme le moyen le plus propre à calmer les esprits (11). Les paysans se faisaient de grandes illusions sur les sentiments

(9) Cf. LÉTACONNOUX, *Les Subsistances et le Commerce des grains en Bretagne au XVIII^e s.* 2^{me} partie, chap. VII, et 3^{me} partie, chap. I et II.

(10) Cf. A. RÉBILLON, *Les anciennes corporations de la ville de Rennes*, p. 178.

(11) DRIPPING, *Correspondance administrative*, III, p. 255 et suiv. Cf. LÉMOINE, *La Révolte des Bonnets Rouges*.

des Etats et sur leur puissance. Ceux-ci entraient, à ce moment là, dans la période de leur pire déchéance. Mais, plus indépendants et plus forts, quels pouvoirs eurent-ils jamais à mettre au service des causes qu'ils défendaient ?

Si le gouvernement ne leur contestait pas une compétence quasi-universelle quand il s'agissait d'intérêts bretons, c'est qu'ils ne pouvaient, le plus souvent, faire figure, selon l'expression de Saint-Simon, que de « plaignants ou de remontrants » (12), et que le roi et ses tribunaux demeuraient souverainement maîtres des décisions. Encore les ministres avaient-ils la suprême ressource d'un arrêt du conseil, si les sentences des juges de la province contrariaient leurs intentions. Les Etats n'ont jamais disposé eux-mêmes de juridiction et de moyens d'exécution que dans un domaine des plus restreints, pour la levée des impôts abonnés par eux au XVIII^e siècle. Leurs pouvoirs administratifs, si largement qu'ils se soient développés à cette époque et si efficacement qu'ils aient renforcé leurs pouvoirs politiques, n'ont pu modifier la nature originelle de ceux-ci.

Toute initiative, à la vérité, n'était pas interdite à l'assemblée; elle était maîtresse de ses délibérations. Mais celles-ci n'étaient valables que sous le bon plaisir du roi. Elles pouvaient toujours être cassées ou réformées par arrêt du conseil, et un arrêt du conseil était ordinairement nécessaire pour rendre exécutoires les plus importantes. Les Etats avaient des finances particulières; mais leur budget était vu, approuvé et, au besoin, corrigé au conseil; ils ne pouvaient, sans autorisation, ni lever d'impôts, ni contracter d'emprunt, ni engager aucune dépense. Sans doute, le gouvernement eût-il désiré, quand il prit lui-même un plus grand souci de l'intérêt public, obtenir des Etats un concours plus actif et il eût volontiers admis plus d'initiative de leur part, mais sous son contrôle et pour réaliser ses propres projets. Nous avons vu quelle lutte les Etats durent soutenir pour défendre leur indépendance, la liberté de leurs délibérations, leur droit de se réglementer eux-mêmes et de choisir à leur gré leurs officiers, députés et com-

(12) La définition qu'il donne des Etats généraux dans son *Mémoire au duc de Bourgogne*, petit-fils de Louis XIV, « corps de plaignants et de remontrants, et, quand il plaît au roi de le lui permettre, corps de proposants », convient pour les Etats provinciaux pendant toute la durée de l'Ancien Régime. (Définition citée par VIOLLET, *Le Roi et ses ministres*, p. 78).

missaires. Mais, s'ils obtinrent, en fait, satisfaction, le roi maintint ordinairement, dans les textes, l'obligation de son agrément ou de sa sanction, ainsi que le droit d'intervention de ses propres commissaires. Les pouvoirs des États ne furent jamais des pouvoirs complets ni bien assurés, sinon en matière administrative, pour certains objets strictement définis et, encore, sous réserve de l'appel au conseil.

Lors même qu'il s'agissait des privilèges les plus nettement reconnus à la province, quels moyens les États, assemblée délibérante qui ne délibérait que sous le bon plaisir du roi, avaient-ils de forcer la volonté d'un monarque absolu qui disposait de tous les pouvoirs et même, en dernier ressort, du pouvoir judiciaire ?

De session en session ils ont perpétuellement renouvelé, en tête de leurs remontrances, la même requête : que fût observée la solennelle promesse du roi de réserver à des ecclésiastiques bretons les bénéfices auxquels il nommait dans la province. C'était l'un des trois privilèges formellement spécifiés dans la charte du Plessix Macé ; la réserve faite en faveur des ecclésiastiques distingués de l'entourage du roi ne pouvait évidemment justifier que des choix exceptionnels. Or, l'on continua, jusqu'à la fin, de distribuer à des ecclésiastiques étrangers à la province que ne recommandait nul mérite particulier une notable partie de ses évêchés et de ses abbayes.

Les États furent ordinairement plus heureux dans la défense d'un second privilège, à la vérité plus important, celui, pour la province, de conserver ses anciennes juridictions et, pour ses habitants et originaires, de n'en pouvoir être « tirés » hors, soit en première instance ou autrement, fors les cas « ressortissant par appel à Paris » et certaines exceptions formellement prévues (13). Ils sont intervenus avec succès, le plus souvent, dans de nombreuses instances en règlement de juges ; ils obtinrent, en particulier, par les arrêts du conseil du 12 septembre 1726 et du 21 juillet 1730, que fussent révo-

(13) Charte du Plessix Macé (sept. 1532). L'édit de juin 1579 est plus explicite : « Et quant à ce qu'ils nous ont suppliés de n'octroyer plus « d'évocation des causes pendantes en notre dit pays (de Bretagne), « comme il a été fait par le passé contre les privilèges dudit pays et au « préjudice des sujets d'icelui : Nous ordonnons qu'il ne sera désormais « octroyé aucune lettre d'évocation contre et au préjudice de leurs dits « privilèges, sinon en tant qu'elles se trouveront conformes à nos édits « et ordonnances selon qu'il est porté par la réponse faite au cahier de « nos États Généraux ; et au cas où il en serait par ci après obtenu »

quées, en ce qui concernait les contestations entre sujets de la province, les dispositions des lettres patentes d'évocation au Grand Conseil respectivement obtenues par l'ordre de Cîteaux et par l'ordre de Malte, hormis seulement les cas touchant la réformation ou la discipline desdits ordres (14). Mais c'est en vain qu'ils multiplièrent leurs protestations contre la juridiction attribuée à la chambre des gabelles de Saumur, dans toute l'étendue de la province de Bretagne, par l'arrêt du conseil du 20 juillet 1751. Aux remontrances qu'ils renouvelèrent régulièrement dans chaque tenue depuis cette date, on se contentait de répondre que les Bretons poursuivis devant la chambre de Saumur ou ses subdélégués n'étaient que des vagabonds indignes d'intérêt, comme si la qualité sociale de l'inculpé lui pouvait faire perdre le bénéfice d'un privilège reconnu à la généralité de ses compatriotes. Le vrai motif, c'est que ce privilège, s'il ne coûtait nullement au gouvernement de le respecter dans le règlement des affaires privées, gênait la répression du faux saunage pour lequel le Parlement de Rennes et les juges des traites et gabelles, institués par l'édit de mars 1680 dans les sept villes bretonnes voisines de la frontière orientale de la province, montraient trop d'indulgence ; c'était assez pour qu'on n'en tint pas compte, et toutes les interventions des Etats et du Parlement n'y purent rien (15).

Nous rappellerons, enfin, dès maintenant, un exemple particulièrement frappant du mépris du pouvoir royal pour le troisième et le plus important des privilèges capitaux de la province, celui, pour les Etats, de consentir l'impôt. A partir de 1601, l'on cessa de demander à l'assemblée le vote de l'impôt

« aucunes par surprises, importunité ou autrement, ne voulons qu'elles aient lieu; et les avons dès à présent révoquées et révoquons. Et, quant aux *committimus*, Nous ne voulons ni entendons qu'autres en jouissent audit pays que nos officiers domestiques qui sont obligés à un ord'naire service près notre personne et qui servent par quartier, révoquant dès à présent tout ce qui s'en pourrait faire au contraire ».

(14) Arch. d'I.-et-V. C 3771. Voir également l'affaire De Kérantré contre l'ordre du Saint-Esprit, de Montpellier (1742) ; on décide de faire opposition devant le Conseil des Dépêches aux lettres patentes d'évocation obtenues, en mars 1720, par ledit ordre, et l'on rappelle, à cette occasion, le succès d'une intervention analogue contre des lettres obtenues par la congrégation de Saint-Maur « lesquelles ont été révoquées, par rapport à cette province qui en reçut un très grand soulagement ». (*Ibid.* C 3770).

(15) *Ibid.* C 3780 et Pr.-v. des Etats, remontrances et réponses.

des garnisons, levé en sus des fouages. Jusque là, le montant en était variable et l'on en faisait ordinairement la demande. Désormais, il fut limité à une somme de 75.000, puis de 100.000 l. destinée au paiement des appointements des gouverneurs et des états-majors des places de la province; mais cette somme fut perçue en vertu de lettres patentes directement adressées au receveur général du roi. Le procureur syndic des Etats fit régulièrement opposition devant le Parlement à l'enregistrement des lettres royales. Mais le Parlement passait outre et le receveur put toujours percevoir l'impôt sans obstacle, conjointement avec les fouages. Aux remontrances renouvelées à ce sujet-là dans chaque session, on répondait qu'il s'agissait d'une imposition habituelle et qui intéressait la sûreté de la province, comme si la nécessité d'assurer un service permanent pouvait dispenser de recourir aux Etats. Les lettres patentes exprimaient, du reste, la volonté du roi de ne tenir compte d'aucune opposition : « Si vous mandons, di-
« saient-elles, que les gens des trois Etats de notre province
« appelés au Parlement ou leur procureur syndic, soit qu'ils
« comparent, consentent ou non, vous ayez à répartir.... ». C'est à propos de cet impôt de garnisons que le contrôleur général Lefèvre d'Ormesson écrivait à Amelot, en 1783 : « Vous
« jugerez sûrement, Monsieur, qu'il pourrait être dangereux
« de s'écarter des anciens usages, surtout dans une province
« où il peut être précieux de conserver l'exemple d'une contri-
« bution levée en vertu d'une commission du Roi enregistrée,
« et sans le consentement des Etats. » (16).

Il n'en faudrait pas conclure qu'il était facile pour le gouvernement de se passer du consentement des Etats. L'impôt des garnisons ne consistait qu'en une taxe additionnelle, assez légère, perçue conjointement avec un impôt consenti. Pour y faire échec, il eût fallu que les Etats en vinssent à refuser le vote des fouages; ce qui eût été se porter à la pire extrémité. Mais on voit quel cas le roi faisait de ses engagements les plus

(16) Arch. Nat. H 470, 18 juin et 5 juillet 1783. En 1776, la noblesse commença à protester plus vivement contre cet impôt; un mémoire particulier fut envoyé au roi pendant la tenue. (Arch. Nat. H 391).

Le premier président du Parlement, du Merdy de Catuëlan, en envoyant au garde des sceaux la copie de l'arrêt d'enregistrement de la commission royale pour la levée des garnisons, en 1783, fait remarquer que, depuis longtemps « et surtout cette année, cet enregistrement a éprouvé beaucoup de difficultés ». Il serait à désirer, ajoute-t-il, « que cette matière fût approfondie et que l'on adoptât pour l'avenir une forme plus régulière ». (Arch. Nat. H 470, 25 juin 1783).

certains. Toute l'histoire des Etats prouve abondamment que le gouvernement n'a respecté leurs privilèges qu'autant qu'il n'en souffrait pas lui-même ou qu'il s'y trouvait contraint. En aucun cas, les arguments juridiques ou moraux dont ils ont soutenu leurs remontrances et leurs requêtes n'ont beaucoup ému les rois ni leurs ministres. C'est dans la nécessité pratique où le gouvernement royal se trouvait de recourir à leur intermédiaire, c'est dans l'insuffisance de son organisation administrative, dans la difficulté pour lui d'affronter directement ses sujets de Bretagne, d'en tirer de l'argent et de leur imposer ses innovations, que les Etats ont trouvé le moyen de l'obliger de compter avec eux.

*
**

Ils disposaient, cependant, à son égard, d'un moyen d'action légal qui pouvait être d'une réelle efficacité. C'était de se pourvoir au Parlement contre l'exécution et, même, contre l'enregistrement de ses lois. L'entente des deux grands corps politiques de la province était, évidemment, l'une des plus redoutables éventualités que le gouvernement eût à prévoir.

Sans avoir expressément accordé aux Etats le droit d'ester en justice, on ne le leur a jamais contesté. On paraissait considérer qu'il allait de soi, et nous venons de dire qu'ils en avaient fréquemment usé dans les cas les plus divers. C'était l'une des fonctions de leurs procureurs syndics que de les représenter devant les tribunaux. Mais le gouvernement pouvait-il admettre qu'ils allassent jusqu'à s'attaquer ainsi à ses propres actes ? Il leur en reconnut formellement le droit par le premier article de l'important édit de juin 1579, rendu sur les remontrances de l'assemblée de 1578 et qui confirma explicitement tous leurs privilèges antérieurs. Les assemblées de 1577 et 1578 avaient justement ordonné à leur procureur syndic, ainsi qu'à ceux des villes, de s'opposer à l'exécution d'une « infinité d'édits », en particulier de celui qui ordonnait l'aliénation de deux feux de fouages par paroisse, et d'un autre sur la traite des blés et des toiles (17).

Consacrant cette pratique, l'édit de juin 1579 accorda que, « avenant qu'il se présente aucunes lettres ou édits en la cour de Parlement, ou ailleurs, préjudiciant aux privilèges ou

(17) PONTBRIAND, L. II, chap. I, Secours extraordinaires des années 1577, 1578 et 1579 ; Pr.-v. des Etats de 1578 ; DOM MORICE, t. III, p. 1445.

« libertés du pays, les Etats d'eux ou leur procureur syndic
« pourront se pourvoir par opposition et voies accoutumées à
« bons et loyaux sujets, permises en justice, nonobstant tout
« ce qui en pourrait avoir été fait au contraire ».

Il n'est pas douteux que le droit ainsi reconnu aux Etats leur permettait de s'opposer à l'exécution des actes royaux aussi bien qu'à leur enregistrement. On en voit aisément toute l'importance. Pour imposer l'enregistrement de ses lois, le gouvernement avait bien la ressource des lettres de jussion. Mais, appuyées sur une requête des Etats, les remontrances du Parlement ne prenaient-elles pas une valeur singulière, dans le cas, surtout, où les premiers pouvaient invoquer la nécessité de leur vote ? Si, d'autre part, le Parlement accueillait le pourvoi des Etats contre l'exécution d'une loi, même enregistrée, et menaçait, par exemple, de poursuites tous ceux qui participeraient à la levée d'un impôt non consenti, quelle force ne mettait-il pas au service de l'autre assemblée ?

On sait quelle indépendance exceptionnelle le pouvoir judiciaire conserva jusqu'au bout, en face de la royauté. Il disposait de moyens d'exécution inconnus à une assemblée purement politique. Les Etats n'avaient directement aucune prise sur les agents du gouvernement. Mais l'interdit jeté par le Parlement sur un impôt comportait d'assez dangereuses conséquences pour intimider receveurs, collecteurs et commis ; il leur enlevait, du reste, tout moyen de contrainte. Des arrêts du conseil pouvaient, il est vrai, en détruire l'effet. Mais on assure mal le rendement des impôts par des coups d'autorité.

L'édit de 1579 avait ainsi sanctionné le moyen, pour les deux assemblées, de lier leur action. Il fut heureux, pour le pouvoir royal, qu'elles ne s'en soient pas souciées davantage pendant longtemps. C'étaient deux puissances concurrentes dont les pouvoirs n'étaient, par ailleurs, nullement coordonnés. Si les conflits ouverts furent, entre elles, assez rares, une rivalité sourde les opposa toujours, en quelque manière, l'une à l'autre, et, le plus souvent, elles affectèrent de conduire séparément, dans une mutuelle indépendance, leurs affaires respectives.

Très jaloux de ses prérogatives, profondément pénétré de la majesté et de la valeur de ses pouvoirs, le Parlement n'était nullement disposé à en subordonner l'exercice aux initiatives d'une assemblée étrangère.

Qu'il se refusât à enregistrer toute création d'impôt que les Etats n'auraient pas votée, toute innovation contraire aux

priv. lèges provinciaux qu'ils n'auraient pas admise, qu'il fit droit à tous leurs pourvois fondés sur la nécessité de leur consentement, et le pouvoir royal n'avait d'autre ressource que le recours à la force pour vaincre l'opposition combinée des deux assemblées. Mais cela supposait que le Parlement admit la supériorité au moins théorique des pouvoirs des Etats sur les siens. Les Etats avaient bien pour eux la logique et l'histoire. Ils étaient antérieurs au Parlement qui était sorti de leur propre assemblée, et, surtout, leur droit de voter l'impôt était un droit absolu qui ne comportait aucune réserve et n'admettait aucune contrainte légale, tandis qu'un refus d'enregistrement était tout provisoire; les remontrances du Parlement une fois entendues, le roi demeurait maître d'imposer, en définitive, sa volonté. C'était dans les droits des Etats et dans ses propres attributions que le Parlement aurait dû, semble-t-il, chercher à son opposition aux lois nouvelles et, particulièrement, aux lois fiscales, les arguments les plus solidement fondés. Mais, ces arguments, il était le seul juge de leur emploi. Les Etats n'avaient aucun moyen de le contraindre. Des deux assemblées c'était lui qui était le mieux placé pour mener l'autre. En fait, il apparut toujours au pouvoir royal comme la plus redoutable. Corps homogène et permanent, il était beaucoup plus apte que les Etats à une politique suivie. Assemblée composite et temporaire, les Etats étaient, au contraire, sensibles à des influences diverses et changeantes. L'opposition parlementaire y trouva toujours aisément des alliés dociles à ses inspirations; on ne voit pas qu'elle ait jamais été dirigée par les meneurs des Etats. Il faut ajouter que les pouvoirs judiciaires du Parlement lui permettaient de gêner le gouvernement beaucoup plus sérieusement que ne l'ont jamais pu faire les pouvoirs politiques des Etats; ceux-ci n'avaient pas d'armes comparables aux cessations de service, aux démissions ni même aux arrêts de ses magistrats, et ses remontrances étaient, pour agiter l'opinion, d'une autre efficacité que les leurs.

Or, le Parlement n'a jamais soutenu l'action des Etats que dans la mesure où sa propre politique le lui commandait. C'est à lui que le gouvernement avait coutume d'envoyer d'abord toutes les lois, et celles-là même qui auraient dû être soumises au vote des Etats. La principale raison en était le peu de cas que l'on faisait des droits de ceux-ci et la persuasion où l'on était que l'enregistrement au Parlement suffisait à assurer

l'exécution des volontés royales. Grâce au Parlement, à l'idée qu'il se faisait de ses prérogatives, le calcul se trouvait bon. Pendant très longtemps, il a enregistré les lois fiscales comme les autres, sans se croire tenu d'exiger le consentement préalable des Etats, de les leur communiquer et de s'arrêter, le cas échéant, à leur opposition. Tout au plus, rappelait-il leurs droits, pour la forme, dans ses remontrances. Ce n'est qu'au XVIII^e siècle, à la faveur de la réaction qui suivit la mort de Louis XIV, qu'il commença à concerter son action avec celle des opposants de l'autre assemblée.

De leur côté, les Etats ou, du moins, la majorité de leurs membres, même dans la noblesse, ne furent pas toujours disposés à servir l'opposition parlementaire. Nous avons déjà signalé le contraste remarquable de leur attitude avec celle du Parlement jusqu'au moment où s'affirma la politique autoritaire de Louis XIV et évoqué le souvenir du violent conflit qui mit aux prises les deux assemblées au temps de la Fronde. Leurs rapports, jusqu'à la fin du règne de Louis XIV, nous sont, à la vérité, mal connus. Nous ne les saisissons guère que dans les manifestations officielles, arrêts ou délibérations, de l'une et de l'autre ; les dessous en demeurent obscurs. Nous en savons toutefois assez pour nous rendre compte que ce n'est pas seulement parce qu'ils étaient moins capables de hardiesse et d'indépendance à l'égard du pouvoir royal que les Etats ont alors séparé leur cause de celle du Parlement. C'est surtout parce que le loyalisme foncier des villes et de la grande majorité des gentilshommes bretons les inclinait à servir l'autorité royale, dans laquelle ils voyaient une salutaire sauvegarde contre le retour des misères de la guerre civile, plutôt qu'à défendre les prétentions du Parlement contre les progrès de l'absolutisme. Pendant longtemps, d'ailleurs, les gentilshommes bretons furent beaucoup plus sensibles à leurs griefs contre la magistrature qu'aux empiètements du pouvoir royal.

B'en qu'elle se soit, de bonne heure, recrutée dans les rangs de la meilleure noblesse de la province, la magistrature formait au sein de l'ordre une caste bien distincte, trop portée à faire sentir aux privilégiés eux-mêmes la supériorité que lui valaient ses fonctions. On trouvait son arrogance déplaisante et sa justice coûteuse et lente. Ces sentiments s'atténuèrent au XVIII^e siècle, mais ils restèrent très vifs jusqu'au moment où la politique de Louis XIV commença de préparer le rapprochement entre les parlementaires et le reste de la noblesse.

On ne peut dire qu'avant 1660 la politique des deux assemblées se soit confondue à aucun moment. Parlement et Etats se trouvèrent, sans doute, d'accord pour défendre certaines causes auprès du roi. Ils protestent toujours en même temps contre l'évocation abusive des procès dont la connaissance aurait dû être réservée aux tribunaux de la province. En 1638, lorsque François Lasnier, « intendant de police, justice et finances » dont la seconde mission dans la province, cette année-là, peut être considérée comme le plus sérieux essai de Richelieu pour établir en Bretagne un intendant à demeure, eut sommairement jugé et fait pendre un homme de la bande des Gouyon, ce fut par une requête au Parlement que le procureur syndic des Etats protesta contre cette atteinte au fonctionnement régulier de la justice (18). Le Parlement, de son côté, faisait parfois droit aux pourvois que lui présentaient les Etats contre la perception d'impôts qu'ils n'avaient pas consentis. Il accueillit ainsi celui qu'ils formèrent en 1598 contre un nouveau droit de 3 écus par tonneau de blé exporté par mer, droit dont la levée avait été confiée à Gilles Maupéou « commissaire dé-
« puté par S. M. à la direction de ses finances en Bretagne ». Maupéou fut invité à représenter sa commission et, en attendant, défense lui était faite de l'exécuter (23 décembre 1598). Le 19 janvier 1599, un arrêt du conseil cassa celui du Parlement. Le Parlement n'en continua pas moins à entraver la perception des droits jusqu'au jour où le roi se décida à les réduire de moitié (19). Mais il s'agit là de faits isolés et non de manifestations d'une politique concertée. Le plus souvent, le Parlement enregistre les édits fiscaux sans s'arrêter aux requêtes des Etats; nous l'avons vu au sujet de l'impôt des garnisons dont la levée cependant était une violation flagrante des privilèges reconnus à ceux-ci. Quant aux Etats, hormis l'affaire Lasnier, ils n'ont jamais apporté de concours sérieux au Parlement dans ses conflits avec les commissaires ou intendants envoyés en Bretagne. Ils ne paraissent pas avoir compris le danger de missions comme celles de Maupéou et de Lasnier lui-même. En 1647, contre le titre d'« intendant de police, « justice et finances » donné à Coëtlogon de Méjusseume, ils se contentèrent de protester par une réserve de pure forme,

(18) SÉVERIN CANAL, *Les origines de l'intendance de Bretagne*, p. 87 et suiv.

(19) *Ibid.* p. 57 et suiv.

disant simplement « que cette qualité ne pourrait nuire, ni « préjudicier aux droits, franchises et libertés de la province », alors que le Parlement allait entreprendre contre le même personnage une lutte de plusieurs mois par laquelle s'annonça sa politique pendant la Fronde (20).

Par contre, plus d'une fois déjà avant cette époque, les Etats ont soulevé les colères des magistrats par leurs réclamations, en demandant, par exemple, la création d'une chambre criminelle (1569), puis d'une chambre des requêtes (1575), et en se plaignant de la brièveté des sessions parlementaires (1587) (21). C'est par défiance envers le Parlement qu'en 1625 ils exclurent formellement les magistrats de leur assemblée. Mais c'est le grand conflit des Etats et du Parlement au moment de la Fronde qui permet le mieux de comprendre leur attitude réciproque.

Dès 1649, le Parlement commença à mettre les Etats en cause. Par un arrêt du 11 mars, il interdit la session des Etats convoquée à la date du 26 pour l'élection des députés aux Etats Généraux que la cour songeait alors à réunir. Il s'arrogeait le droit de défendre aux membres de l'autre assemblée de répondre à la convocation « sous peine d'être déclarés rebelles « au roi et poursuivis selon la rigueur des ordonnances » (22). Cette défense n'eut point d'effet ; la session ordinaire eut lieu, trois mois plus tard, en juin, sans encombre. Nous ne referons pas tout le récit des événements qui allaient se dérouler jusqu'en 1653. Rappelons seulement que, prenant parti dans la vieille querelle des Rohan et des La Trémoille pour la présidence de la noblesse, le Parlement fit droit, lors de la session de 1651, à la requête que lui présenta le duc de Rohan, alors l'élu au parti de la Fronde, et finit par déclarer « nulle » l'assemblée des Etats, « casser et annuler » toutes les délibérations qui y seraient prises, ordonner aux membres des trois ordres de rentrer chez eux et aux chapitres et aux villes de rappeler leurs députés, ce que firent un petit nombre de ces derniers. Mais, le 20 octobre 1651, obéissant, par une décision unanime et avec une évidente bonne volonté, aux ordres du roi, les Etats déclara-

(20) Voir *ibid.*, p. 98 et suiv.

(21) H. SÉE, *Les Etats de Bret. au xvi^e s.* p. 90.

(22) B. POCQUET, *Hist. de Bret.*, t. V, p. 543. Voir, dans le même auteur, le récit de tout le conflit de 1651-1653, p. 246 et suiv. Voir également, H. SALOMON, *La Fronde en Bretagne* (Revue Historique, t. 40, mai 1889).

rèrent qu'ils continueraient leurs travaux sans s'arrêter aux arrêts du Parlement. Trois jours plus tard, ils menaçaient la ville de Rennes de révoquer le consentement donné à la levée de ses octrois et d'exclure à jamais ses députés de leur sein, si elle persistait à les vouloir rappeler.

Soutenus par le pouvoir royal, les Etats n'avaient pas à redouter que les prétentions du Parlement fussent de grande conséquence pour leurs libertés. Mais ces prétentions, si exorbitantes qu'elles paraissent, étaient parfaitement conformes à la doctrine parlementaire et à l'idée que les magistrats se faisaient communément de leurs pouvoirs. C'est au nom du roi, comme délégué du pouvoir absolu, que le Parlement lance ses arrêts; et son autorité, participant à la majesté de l'autorité royale, lui paraît, indiscutablement, supérieure à celle d'une assemblée de sujets. Les Etats, eux, n'admettaient pas cette supériorité ni de telles entreprises sur leurs libertés. Leur assemblée de 1651 en avait appelé immédiatement au roi, déclarant qu'ils ne reconnaissent sur eux-mêmes d'autre autorité que la sienne et lui demandant de « maintenir l'assemblée « en ses droits, privilèges et franchises, dans l'indépendance « du Parlement ». Trois arrêts du conseil leur donnèrent satisfaction. Le troisième renvoyait au Parlement de Paris, comme les Etats l'avaient eux-mêmes demandé, les procès de leurs membres actuellement en cours, pour les soustraire aux effets trop certains de l'animosité des magistrats bretons. Leur querelle conduisait ainsi les Etats à solliciter eux-mêmes une dérogation à l'un des plus précieux privilèges des habitants de la province.

Ils devaient aller plus loin. Le Parlement ne s'était pas soumis. Cherchant à atteindre à la fois le gouvernement et les Etats, il avait intenté des poursuites contre les fermiers des devoirs sur les boissons appartenant à la province, sous prétexte qu'il n'en avait pas enregistré le bail. Il prétendait ainsi s'opposer à la levée de l'impôt qui fournissait aux Etats le montant du don gratuit qu'ils s'étaient engagés à payer au roi. Le conflit de 1651 avait également empêché, du reste, l'enregistrement du contrat traditionnel dont cet engagement était le principal objet. Un arrêt du conseil interdit aussitôt au Parlement de s'occuper des droits sur les boissons; ce n'était évidemment là qu'une mesure provisoire qui ne paraissait menacer pour l'avenir ni l'enregistrement au Parlement des baux des devoirs et du contrat des Etats, ni sa juridiction sur les

affaires relatives aux devoirs. Mais comme il ne se prêta pas, en 1653, à l'accord que le gouvernement lui-même cherchait à ménager entre les deux assemblées, les Etats présentèrent au roi sept articles de demandes dont les principaux eussent enlevé au Parlement son indépendance et, en même temps, ses principaux moyens de concourir à la défense des privilèges de la province.

On eût naturellement maintenu l'interdiction pour le Parlement de Rennes de rien entreprendre contre les Etats, ainsi que l'évocation des procès de leurs membres au Parlement de Paris. Mais, en outre, le contrat des Etats eût été désormais enregistré par la Chambre des Comptes de Nantes et les présidiaux, et ces derniers auraient connu en dernier ressort de toutes les fraudes et contraventions relatives aux devoirs. On demandait la suppression de l'hérédité des charges, offrant de faire fonds des 32.000 l. que le roi retirait annuellement de la paulette du Parlement de Bretagne, et, dernier trait, qu'il ne fût admis audit Parlement « que des personnes capables et « expérimentées » sans aucune dispense d'âge ni de parenté. Les Etats avaient, d'autre part, supprimé le fonds de 39.000 l. qu'ils votaient sur le produit du petit devoir pour les augmentations de gages des magistrats. En 1655, l'accord se fit enfin entre les deux assemblées, sous les auspices du pouvoir royal : les demandes des Etats furent oubliées et le Parlement reentra en possession de ses droits antérieurs.

On voit jusqu'où l'aversion pour la Fronde, les rancunes des gentilshommes contre les magistrats et l'excès des prétentions parlementaires avaient entraîné les Etats. Ils n'avaient évidemment pas montré grand sens politique et ils ont si bien servi les intérêts du pouvoir royal qu'on peut à bon droit suspecter les motifs de leur loyalisme. Le maréchal de la Meilleraye, gouverneur de la province, n'avait sans doute pas manqué, chez eux, de complicités intéressées. Mais les agents du pouvoir n'avaient fait qu'exploiter un conflit dont la source était dans les prétentions du Parlement.

Les mesures prises par le gouvernement de Louis XIV supprimèrent, pour un moment, toute possibilité d'action commune des Etats et du Parlement. Un arrêt du conseil, du 17 septembre 1672, interdit au Parlement d'ordonner la communication aux Etats des actes royaux soumis à son enregistrement et la déclaration du 24 février 1673 y ajouta l'interdiction de recevoir aucune opposition des Etats à l'enregistrement ou à

l'exécution des lois (23). Les deux assemblées furent alors réduites, chacune de leur côté, à l'obéissance, et le Parlement plus complètement encore que les Etats. Il fut durement atteint par son exil de 15 ans, à Vannes, après la révolte du Papier timbré. Mais ses droits essentiels subsistaient; l'arrêt de 1672 et la déclaration de 1673 n'étaient que des dérogations à un droit fondamental qu'il considéra avoir recouvré, avec le plein exercice de son droit de remontrances, en 1715. Les circonstances s'y prêtant, il lui restait possible, après les épreuves du grand règne, comme après celles de la Fronde, de faire valoir les mêmes prétentions qu'avant, en face des Etats au besoin, mais aussi avec leur aide, contre le pouvoir royal.

En suivant l'évolution de leurs pouvoirs financiers, nous verrons comment le concours du Parlement aida les Etats à reconquérir des droits qui étaient bien compromis à la fin du XVII^e siècle. Les exigences du gouvernement, mais aussi un indéniable progrès de l'esprit politique au sein des Etats, favorisèrent cette action commune. Mais nous verrons aussi qu'elle demeura, jusqu'au bout, accidentelle, qu'elle fut toujours subordonnée aux vues et aux intérêts des magistrats et qu'elle n'empêcha, à aucun moment, les conflits entre les deux assemblées. Si le Parlement n'eut pas lieu de s'opposer à l'institution de la Commission intermédiaire des Etats et s'abstint de protester contre l'attribution à cette commission de la connaissance des causes relatives à la levée des impôts abonnés, juridiction qui, autrement, eût d'ailleurs appartenu à l'intendant, il n'en souffrit pas moins avec une évidente mauvaise humeur l'établissement de cette nouvelle autorité dans la province.

Ce n'est pas au gouvernement seulement, mais plutôt aux Etats qu'il s'attaqua, en 1759, lorsqu'il modifia, en l'enregistrant, le contrat par lequel le roi venait de leur concéder son domaine en Bretagne avec les droits y joints. Ce contrat (art. 11) laissait aux juges royaux et, en appel, au Parlement la juridiction qu'ils possédaient précédemment en cette matière. Il transférait aux commissaires des Etats celle qui appartenait à l'intendant. Le Parlement réforma cet article, profitant de la circonstance pour attribuer aux juges royaux et à lui-même la juridiction entière qu'ils avaient autrefois possédée sur toutes les affaires concernant le domaine royal dans la province. Cette disposition de son arrêt d'enregistrement fut cassée par arrêt

(23) PONTBRIAND, L. III, chap. unique.

du conseil et, le même jour, le conseil rendit un second arrêt qui restituait à l'intendant la juridiction criminelle que les commissaires des Etats n'avaient pas qualité pour exercer. Au Parlement, on songea à des résolutions extrêmes (24) ; on s'entint, en définitive, à des remontrances et l'incident n'eut pas de suites plus graves. Il se peut, comme le prétendit d'Aiguillon, que les commissaires et le procureur syndic des Etats eussent, en d'autres temps, protesté avec plus de vivacité contre le procédé du Parlement (25). Ils répugnèrent visiblement à s'attaquer à lui et soutinrent même ses droits à la juridiction laissée à l'intendant. Mais lui-même n'eut point à l'égard des Etats les mêmes scrupules : il ne prit aucun souci des intérêts considérables que ses revendications menaçaient de compromettre et n'eut aucune considération pour les avantages que le contrat auquel il s'attaquait valait à la province. Les difficultés qu'il souleva auraient pu fournir au gouvernement l'occasion de rompre un marché dont tout le bénéfice était pour les Etats ; les ministres y pensèrent (26) ; le succès des prétentions parlementaires aurait, en tout cas, compromis gravement le rendement des droits aliénés.

(24) L'intendant Le Bret au cont. gén. 10 juin 1759. (Arch. Nat. H 343).

(25) Sur cette affaire, voir MARION, *La Bretagne et le duc d'Aiguillon*, p. 122 et suiv. Cet auteur cite une lettre fort intéressante de d'Aiguillon sur les rapports des deux assemblées : « Il y a eu de tout temps, écrit le « duc au cont. gén., entre le Parlement et les Etats, une jalousie invincible qui augmente à mesure que l'administration qui est confiée aux « commissaires des Etats reçoit une nouvelle extension. Les parlementaires, accoutumés à être sollicités et par conséquent craints et respectés « des gentilshommes, des juges subalternes et des maîtres, se voient avec « douleur obligés de s'abaisser devant eux pour obtenir des modérations « sur leurs impositions, et ceux-ci leur rendent au centuple, dans cette « occasion, les rebuffades qu'ils en essuient lorsqu'ils ont des procès. Cette « mésintelligence entre les deux corps a souvent été utile au service du « roi ». Le duc constate ensuite, avec regret, que des rapports étroits se sont établis entre les « brouillons et les factieux » de l'un et de l'autre. « Les Etats autrefois auraient pris feu sur l'enregistrement du Parlement, « y auraient formé opposition par le ministère de leur procureur syndic et « auraient demandé hautement au roi qu'il fût cassé et réformé. Ils se « bornent aujourd'hui à vous en rendre compte, à vous exposer leur « embarras, et vous préviennent en même temps qu'ils ne sont parties « plaignantes ni requérantes contre les prétentions du Parlement ». (Arch. Nat. H 343). Voir également une importante correspondance échangée entre la commission des contrôles, le procureur général syndic La Bourdonnaye et le cont. gén. (avril-mai 1759, H. 641). Cf. *infra*, p. 328 et suiv.

(26) Mémoire de Chauvelin, intendant des finances, 2 mai 1759 (Arch. Nat. H 343). Il propose de refuser toute satisfaction aux Etats sur les questions de juridiction. S'ils ne cèdent pas et veulent maintenir le con-

Nous avons là un exemple caractéristique de la politique du Parlement. On pourrait dire que, des privilèges bretons, celui-ci n'a pris à cœur que les siens propres ou, du moins, ceux qui intéressaient son autorité. Il ne cessa jamais de veiller avec la plus jalouse intransigeance sur ses prérogatives et sur les intérêts de ses membres; il n'abandonna jamais rien de ses prétentions. En 1780, dans l'affaire Guérin de Beaumont, on le voit provoquer les Etats de la même manière qu'en 1651, par une intervention inadmissible dans leurs affaires intérieures, décrétant d'ajournement un de leurs membres pendant la session même et pour une déclaration faite dans l'assemblée (27).

Le grand conflit avec le duc d'Aiguillon, au cours duquel les Etats soutinrent le Parlement avec une énergique obstination, n'avait pas lui-même assuré, pour la suite, l'entente parfaite des deux corps. Le pouvoir royal eut affaire jusqu'à la fin à deux oppositions concurrentes dont l'accord ne fut jamais que précaire et, sous Louis XVI, il put même pendant plusieurs années essayer de jouer de l'une contre l'autre.

*
**

Le droit des Etats de s'opposer aux innovations contraires aux privilèges de la province comportait forcément certaines attributions législatives. Ils n'ont jamais eu, ni d'ailleurs revendiqué, celui de rien édicter eux-mêmes que les règlements nécessaires à leur propre administration. Le roi, de son côté, n'avait pas coutume de prendre leur avis avant de promulguer ses lois, et les protestations qu'ils y pouvaient opposer, sous forme de remontrances ou de pourvois en justice, ne les associaient ordinairement que d'une manière détournée et peu

trat dans son intégrité, « ce sera pour le roi un moyen fort simple et fort « honnête de rompre un traité qui ne lui était pas avantageux et d'éviter « sans faiblesse une affaire grave avec le Parlement de Bretagne et probablement tous les autres ».

(27) « Grièvement inculpé dans l'assemblée des Etats du 11 décembre « 1780, sur son administration et, particulièrement, sur une perception « irrégulière d'octrois..., le dit Guérin de Beaumont aurait osé dire à la « face de la Nation que cette perception n'avait été faite qu'en vertu des « ordres à lui donnés par M. le Premier Président et M. le Procureur « général de cette Compagnie ». (Arch. d'I.-et-V. Rég. sec. du Parlement, 13 déc. 1780. Cité par LE MOY, *Le Parl. de Bret. et le Pouvoir Royal au XVIII^e s.*, p. 496. Voir aussi DE CALAN, *La Bret. sous Louis XVI*, p. 43 et 44).

efficace au travail législatif. Leurs droits n'avaient pas une valeur comparable à ceux des Parlements auxquels le droit d'enregistrement permettait l'initiative de « modifications » aux textes qui leur étaient soumis.

Mais, la promesse « d'entretenir la justice en la forme et la « manière accoutumée », et de maintenir les « privilèges, « exemptions, franchises, libertés » des sujets bretons, « au « fait et administration de la justice, villes, lieux et commu- « nautés d'iceux pays et duché », n'interdisait-elle pas à la royauté de rien changer aux coutumes et aux institutions locales sans l'avis préalable des Etats ? Le gouvernement l'admit volontiers, au XVI^e siècle, pour la réformation de la coutume de Bretagne. La tradition gouvernementale, d'ailleurs, était, en cette matière, favorable aux prétentions que pouvaient faire valoir les Etats, et l'on peut vérifier, dans la province, l'exactitude de cette affirmation de Guy Coquille, parlant, au siècle suivant des origines du droit privé : « Le premier mouvement, « la première naissance et vie de ce droit civil est en la volonté « des Etats de province. Le roi, en autorisant et confirmant ces « coutumes, y attribue la vie extérieurement, qui est la manu- « tention et exercice de ce droit » (28).

A la vérité, la première réformation, en 1539, fut une entreprise de la royauté, et celle-ci tenta de réduire le rôle des Etats à l'acceptation pure et simple du texte établi par ses commissaires (29). C'est à la demande des magistrats français siégeant à l'ancien Parlement de Bretagne, avant qu'il fût devenu « ordinaire », que François I^{er} décida de substituer une première rédaction officielle de la coutume de la province au texte suranné et simplement officieux de la Très Ancienne Coutume. Le roi invita d'abord les gens de son Conseil de Bretagne, au

(28) GUY COQUILLE, *Questions, réponses et méditations sur les articles des coutumes*. Œuvres, II, p. 153 (1665). Cité par VIOLET, *Le Roi et ses Ministres*, p. 164.

(29) Em. CHÉNON fait une histoire sommaire de la coutume de Bretagne dans son étude sur *L'Ancien droit dans le Morbihan* (sur les réformations de 1539 et 1580, voir p. 23 à 41). Mais il a négligé de se reporter aux pr.-v. des Etats. Avec les procès-verbaux des réformations, donnés par BOURDOT DE RICHEBOURG (*Nouveau coutumier général*, t. IV, p. 333 et 418), il faut voir le pr.-v. de la tenue extraordinaire de 1539 (DE CALAN, *Doc. in-relatifs aux Etats de Bret.* I, 94) et les pr.-v. des tenues de 1571, 1574, 1575, 1576, 1577, 1579 et 1580 (Arch. dép. d'I.-et-V. C 2640, 2641 et 2642, et DE CALAN, *ibid.* t. II).

mois de mai 1539, à réunir à Rennes les officiers de justice de la province, pour rassembler, dans un cahier préparatoire, les divers éléments des coutumes et aussi « entendre les difficultés « sur ce nues et, sur le tout, pourvoir, commettre et députer « aucuns bons personnages en ce experts et conuissants et à « nous sûrs et féables ». Puis, ce fut à cinq commissaires royaux désignés par lettres patentes, le 20 août suivant, que fut confié le principal de la tâche, c'est-à-dire le soin de « pro- « céder à la rédaction, arrêt et publication desdites coutumes, « ainsi qu'ils verront) être à faire en (leurs) loyautés et con- « sciences ». Mais, lesdits commissaires devaient d'abord convoquer les gens des Etats « et autres qui seront à appeler ». « Et, si aucunes difficultés s'y trouvaient, ajoute le roi, sur « lesquelles l'on ne puisse prendre conclusion ni résolution en « l'assemblée desdits Etats, nous voulons lesdites difficultés « être renvoyées par devant nous en notre Conseil privé; et « néanmoins, cependant, être par vous pourvu sur les articles « qui ainsi se trouveront en difficulté, de telle provision que « verrez être raisonnable ».

Les commissaires du roi étaient, en outre, chargés d'une mission générale d'enquête et de réforme qui s'étendait à toute l'administration de la justice dans la province. Ils avaient le pouvoir de réduire le nombre excessif des barres et juridictions royales, de visiter les prisons et de faire, le cas échéant, élargir les détenus ou reviser leurs procès, d'entendre toutes les plaintes contre les magistrats de tout degré et de traduire devant le Parlement de Bretagne, eux-mêmes siégeant en la cour, ceux qu'ils auraient reconnus coupables d'abus. La rédaction de la coutume était ainsi liée à une vaste opération de l'autorité royale, assez naturelle à cette date, quelques années seulement après la réunion définitive de la province à la couronne.

Les Etats furent convoqués par les commissaires en une session extraordinaire et se réunirent à Nantes le 2 octobre de la même année. On relève, au procès-verbal, 37 noms dans le clergé, 96 dans la noblesse et 38 dans le tiers. Les neuf évêques s'étaient fait représenter par procureurs. Mais, dans le tiers, on compte, à côté de 19 procureurs des villes, pareil nombre d'officiers de justice, sénéchaux, alloués et procureurs du roi, appelés là comme experts plutôt que comme députés; la plupart venaient de villes déjà représentées par leurs procureurs. Notons que c'est la seule assemblée où nous constatons la pré-

sence, dans le clergé, d'un représentant de l'Université de Nantes, Raoul des Melliers, « licencié ès-droits »; ce fut, sans aucun doute, en raison de l'objet de la tenue que l'Université fut invitée à députer l'un de ses professeurs compétents.

De cette assemblée, ainsi augmentée de nombreux experts, les commissaires du roi attendaient certainement la ratification pure et simple de leur travail. Mais les Etats entendaient examiner le texte qui leur était soumis. Leur procureur syndic commença par demander que la décision définitive fût renvoyée à la prochaine session afin que le nouveau texte pût être étudié à loisir et que l'on vît s'il ne contenait pas d'innovations. Les commissaires du roi répondirent que « le dit cahier avait été « fait par ordonnance du Roi, par bons et notables personnages « du pays, et desquels n'est vraisemblable qu'ils eussent voulu « changer ou muer lesdites coutumes, sinon étant qu'elles « eussent été inutiles ou préjudiciables au pays » (30). Ils consentirent toutefois à remettre aux Etats une copie du projet. Trois jours après, le 5 octobre, les Etats invoquant, après un examen sommaire, la longueur et la difficulté de la tâche, ainsi que l'absence de beaucoup « d'ecclésiastiques et de « gros seigneurs », renouvelèrent leur demande de surseoir jusqu'à la prochaine tenue. On leur objecta que les intéressés avaient eu tout le temps nécessaire pour faire parvenir leurs observations depuis la convocation des experts; on leur permit de discuter à loisir tous les articles qu'il leur semblerait bon, à la condition que ce fût sans désespérer.

Cette discussion dura deux semaines. Elle n'aboutit pas à de grands changements. Mais les retouches de détail furent nombreuses. Le clergé s'opposa à de nombreux articles relatifs à juridiction ecclésiastique; il fut le plus souvent débouté, et les articles maintenus ou déclarés provisoirement exécutoires en attendant la décision du Conseil privé. Une assez vive discussion, enfin, s'éleva au sujet de l'article qui, suivant l'ancienne coutume, maintenait aux roturiers le droit « de s'ac- « croître en fief noble » à la condition d'en payer rachat. Mais le débat n'eut pas lieu entre les commissaires et les Etats. C'est le procureur général du roi au Parlement de Bretagne qui en demanda la radiation, en invoquant l'ordonnance du duc Pierre II qui interdisait toute acquisition de fiefs nobles

(30) BOURDOT DE RICHEBOURG, *op. cit.* IV, 337.

par les roturiers, tandis que les Etats en réclamaient le maintien. En fin de compte, les commissaires renvoyèrent également cet article au **Conseil privé**.

Il est impossible de savoir quelle fut la part des commissaires du roi dans la rédaction du projet qui fut soumis aux Etats; il se peut qu'ils n'aient guère retouché le cahier préparé par les officiers de justice convoqués à Rennes, en vertu des ordres royaux du mois de mai. Ce n'est, en tout cas, qu'après l'avoir hautement revendiqué que les Etats firent respecter leur droit de discuter effectivement les articles qu'ils devaient approuver. Ils ne furent toutefois admis qu'à un rôle secondaire et c'est pourquoi, sans doute, la réforme de 1539 fut aussi superficielle. Il semble que l'on ait simplement voulu rendre les lois bretonnes plus intelligibles pour les magistrats français et les rédiger dans un style plus conforme que celui de la Très Ancienne Coutume au style des autres codes du royaume. Une des conséquences de cette rédaction nouvelle fut de rendre plus sensible le besoin d'une véritable « réformation », et celle-ci devait être principalement l'œuvre des Etats.

C'est leur assemblée ordinaire de septembre 1571 qui, la première, par le premier article de ses remontrances, demanda « l'autorisation de nommer des députés pour réformer et corriger la coutume, attendu la diversité des arrêts donnés au Parlement sur le fait des partages tant des nobles que du tiers-état, ainsi que les usances locales du pays » (31).

Autorisés à le faire, les Etats, dans leur session suivante, désignèrent au roi, pour être ses commissaires, deux présidents et quatre conseillers du Parlement. Mais, en dépit de leurs instances réitérées, les lettres de commission ne furent expédiées que le 15 août 1575 et il fallut encore attendre cinq ans pour que l'on se mit enfin à la besogne. Les commissaires du roi avaient reçu les mêmes pouvoirs qu'en 1539, de prononcer eux-mêmes sur les points en litige, sauf à les renvoyer au Conseil privé s'ils le préféraient. Ils devaient également suivre la même procédure : provoquer d'abord les avis des juges royaux et autres experts, puis arrêter en conséquence un projet qui serait soumis à l'approbation des Etats. Mais ils commencèrent par demander à ceux-ci d'envoyer leurs observations ou de déléguer des députés à l'assemblée préparatoire des experts, et, dès 1575, les Etats nommèrent à cet effet, 4 membres de l'Eglise, 22 de la noblesse et 7 du tiers-état.

(31) DE CALAN, *op. cit.* I, 235.

Les troubles des guerres civiles firent, de convocation en convocation, reporter cette assemblée préparatoire jusqu'au mois d'avril 1580. Le travail commença le 11 avril. Auprès des commissaires du roi, portés à sept par l'adjonction, en 1576, de Nicolas Allixant, président aux Enquêtes, siégeaient Jacques Budes du Hirel, procureur général du Parlement et Bertrand d'Argentré, sénéchal de Rennes, le célèbre jurisconsulte, connu par son commentaire du texte de 1539 et auquel sa réputation et sa science allaient assurer un rôle prépondérant dans les nouveaux débats. Le sénéchal de Nantes, également désigné par le roi, n'était pas venu. Les Etats étaient représentés par 6 députés du clergé, 19 de la noblesse, 6 du tiers et Guillaume de Francheville, député par eux en sa qualité d'avocat du roi à la Chambre des Comptes de Nantes. En outre, étaient présents les procureurs des villes de Vannes, Dinan, St-Malo, Tréguier et Quimper et plusieurs sénéchaux, alloués, lieutenants et procureurs des sièges royaux de la province.

Cette assemblée acheva le 21 mai la principale partie de sa tâche. Le projet sorti de ses délibérations devait être soumis à l'assemblée ordinaire des Etats convoquée à Ploërmel pour le 15 octobre suivant. Le 21 août, les commissaires firent publier « à ban, son de trompe et cri public », que tous ceux « qui « auraient à faire valoir quelque usance, coutume ou droit par-
« ticulier, eussent à les produire dans ladite assemblée ». A celle-ci, qui fut particulièrement nombreuse pour l'époque (9 assistants dans l'Eglise, 65 dans la noblesse et les députés de 15 villes) furent effectivement apportées les réclamations de plusieurs seigneurs. Le clergé avait fait ses réserves dès le 31 mai. Des réclamations préventées, il ne fut retenu qu'un petit nombre; les Etats firent, de leur côté, modifier la rédaction d'une trentaine d'articles.

S'ils n'avaient rien fait que sous le bon plaisir du roi et sous la direction de ses commissaires, sans rien pouvoir contre l'avis de ceux-ci, ils avaient cependant tenu, cette fois, le premier rôle. Les commissaires du roi avaient d'ailleurs été choisis sur leurs propositions; tous étaient bretons.

Bertrand d'Argentré, du reste, domina la discussion, dans l'assemblée préparatoire et devant les Etats; son commentaire de la coutume de 1539 servit le plus souvent de base au nouveau texte; il rédigea lui-même certains titres en entier et, s'il n'eut pas gain de cause sur tous les points, il n'en doit pas moins être considéré comme le principal auteur de la grande œuvre

de 1580. Or, il était profondément imbu des traditions provinciales, parfaitement indépendant à l'égard du pouvoir royal, et il s'attacha à maintenir au droit breton son originalité. L'échec de ses opinions sur certains points fut, au reste, le fait des Etats et non des commissaires du roi ; elle prouva seulement la force de certains préjugés locaux et de certains intérêts particuliers (32).

Mais la coutume réglait exclusivement le droit privé, le droit pénal et la procédure, matières dans lesquelles l'autorité monarchique ne courait pas le risque d'être sérieusement compromise. C'est le roi, d'ailleurs, qui donnait à la coutume force de loi ; les Etats, si considérable qu'ait été effectivement leur rôle, furent simplement consultés et l'on ne voit pas comment ils auraient pu empêcher le roi d'intervenir directement par la suite, comme législateur souverain. Le texte de 1580 ne devait jamais être formellement altéré par la législation royale ; il demeura immuable jusqu'à la Révolution et les Etats n'eurent pas à être de nouveau consultés en pareille matière. Leur activité proprement législative, hors du domaine de leur propre administration, se trouva donc singulièrement réduite pendant les deux derniers siècles de leur existence.

Cependant, ils se croyaient toujours qualifiés, nous l'avons déjà dit, pour intervenir en faveur d'un droit qui leur paraissait légitime, et l'insuffisance de la coutume pouvait leur donner l'occasion d'initiatives importantes. En matière de communs, la coutume établissait fortement, encore que sommairement, les droits des seigneurs ; mais les afféagements et clôtures des pâturages soulevaient entre seigneurs et vassaux de grosses et fréquentes difficultés (33). Quand, au XVIII^e siècle, les afféagements et les cantonnements se multiplièrent, la diversité des opinions chez les juristes et l'incertitude de la jurisprudence firent plus fortement sentir le besoin de règles précises. Il est difficile de savoir qui, du gouvernement ou des Etats, prit l'initiative de cette réglementation. Le point de départ en fut certainement la déclaration royale du 6 juin 1768 qui encouragea les défrichements et, par conséquent, les clôtures et partages de communs, par l'exemption de diverses

(32) Sur le rôle de Bertrand d'Argentré, voir DE CALAN, *Bertrand d'Argentré, ses doctrines juridiques et leur influence*, chap. VIII.

(33) Sur la question des communs, voir P. LEFEUVRE, *Les Communs en Bretagne à la fin de l'Ancien Régime* (1667-1789), chap. III et V.

charges, dîmes, impôts royaux et même droits seigneuriaux. Les Etats mirent la question à l'étude dans leur assemblée de 1774-1775 (34) ; mais l'enquête dont ils chargèrent leur Commission intermédiaire traîna en longueur et leurs assemblées suivantes ne parurent pas pressées d'aboutir. La loi nouvelle aurait eu, en effet, pour conséquence l'attribution aux vassaux d'une part des communs en toute propriété, et la grande majorité des nobles répugnaient à renoncer aux droits qu'ils prétendaient avoir sur l'ensemble.

Or, l'intendant étudiait la question de son côté, et c'est sur un projet de déclaration communiqué par le gouvernement que la discussion s'ouvrit aux Etats de 1780. Ce qu'il nous faut retenir, c'est que le pouvoir royal ne songea pas à légiférer sans le concours ni sans l'aveu des Etats. Le 30 décembre 1778, l'intendant Caze de la Bove, faisant la critique des modifications apportées à ses projets par le garde des sceaux, les repousse parce qu'elles « sont absolument inadmissibles dans « cette province et inconciliables avec sa loi municipale » ; et il rappelle les principes essentiels de la coutume bretonne en la matière, afin que le projet gouvernemental les respecte rigoureusement (35). Dans l'assemblée de 1780-1781, le tiers-état ayant arrêté un projet un peu plus favorable en apparence aux vassaux que ceux de l'Eglise et de la noblesse, cette dernière saisit cette occasion de faire échec à la réforme (36). Elle s'opposa à tout accord et l'on se contenta d'inscrire les différents projets au procès-verbal. Le pouvoir royal ne tenta pas entre les ordres une conciliation impossible et il n'essaya pas davantage de leur imposer ses propres décisions. En 1785, l'intendant Bertrand de Molleville, préparant un nouveau projet d'édit, en limite l'application au domaine royal, faisant dire au roi dans le préambule : « Nous avons cru qu'il fallait hâter « la réunion des opinions par des expériences particulières et « nous nous sommes déterminés à faire d'abord à notre domaine « l'application des principes dont nous avons fait la base de « la loi que nous méditons. Si ce premier essai répond à nos

(34) Délib. du 6 février 1775.

(35) Arch. d'I.-et-V., C 1632.

(36) M. Lefevre qui, cependant, a publié le texte du projet du tiers en donnant, en note, la rédaction différente adoptée sur certains points par les autres ordres, ne s'arrête pas à cette divergence d'opinions dans les Etats et ne paraît pas avoir découvert les causes de l'échec de la réforme.

« vues, bientôt les particuliers et les différents ordres s'em-
« presseront de l'étendre et il ne nous restera plus qu'à consa-
« crer par notre autorité des opérations que le succès aura
« couronnées. » (37).

On ne pouvait être plus respectueux des droits des Etats. Ceux-ci n'avaient pas manqué de les rappeler dès 1775, au moment où ils chargeaient leur Commission intermédiaire de commencer son enquête; ils avaient chargé en même temps leur procureur syndic résidant en Bretagne « de s'opposer à l'en-
« registrement et à l'exécution de toute loi sur cet objet, avant
« qu'elle n'eût été proposée (à leur assemblée) et consentie par
« eux » (38). A cette époque ils avaient pris l'habitude de parler haut et ils s'étaient rendus redoutables aux ministres. La nature de la question aurait, toutefois, suffi à expliquer la réserve du gouvernement.

Ce sont, au contraire, les progrès de leur activité et de leur puissance politiques qui leur ont permis d'imposer à celui-ci leur intervention dans ses projets de réforme des municipalités, à partir de 1768. Cette année-là, les Etats prirent l'initiative d'une réforme générale, « afin de rétablir la liberté et le bon
« ordre dans l'administration des villes » (39). Les édits de 1764 et de 1765 n'avaient pas été appliqués dans la province et les Etats firent observer qu'ils ne pouvaient « sur tous les
« points, lui devenir communs ». Ils chargèrent, en conséquence, Le Chapelier, substitut de leurs syndics, de dresser un mémoire « tendant à obtenir un édit semblable à celui qui
« avait été rendu pour le Languedoc en 1766 » (40). Le contrôleur général répondit en demandant un projet d'édit tout formé. Les Etats de 1770 remirent le soin d'en rédiger un à la Commission intermédiaire et à Le Chapelier, et ce projet fut communiqué aux municipalités dans le courant de l'année suivante. Il ne devait avoir aucune suite. En 1771, les Etats eurent, au contraire, à protester contre l'application dans la province d'un édit de Terray qui rétablissait des offices vénaux dans toutes les municipalités (41).

(37) Arch. d'I.-et-V., C 1632. Cité par Lefevvre, appendice.

(38) Délib. du 6 février 1775.

(39) Cf. mémoire du 11 août 1770 (Arch. d'I.-et-V. C 3932).

(40) Cf. même mémoire.

(41) Arch. d'I.-et-V., C 3932.

Mais, à la fin de la session de 1782-1783, nous voyons les Etats charger la Commission intermédiaire de reprendre l'étude de la même question et de faire une enquête auprès des municipalités (42). Ils renouvelèrent la même charge le 3 février 1785, invitant spécialement la Commission à réclamer les plus amples détails sur les charges imposées aux villes par le pouvoir royal. Elle adressa sur ce point un mémoire aux députés en cour qui rendirent compte de leurs démarches, d'ailleurs infructueuses, aux Etats de 1786. Ceux-ci reçurent de la Chambre des Comptes un projet de réforme pour 33 villes et les commissaires du roi leur firent connaître l'intention du roi de réformer l'administration de la plupart des villes de la province et leur présentèrent des lettres patentes préparées à cet effet. L'assemblée n'arrêta elle-même aucun projet ; mais elle demanda que le roi différât sa réforme jusqu'aux Etats prochains, afin que ceux-ci pussent en délibérer (43).

C'est la seule fois que nous voyons les Etats prétendre à une telle participation au travail législatif hors du domaine du droit privé. Il faut dire qu'ils y ont été naturellement amenés par la défense de leur propre indépendance et de leurs pouvoirs financiers. Leur initiative de 1768 avait principalement pour objet de rendre aux municipalités le libre choix de leurs maires, condition essentielle du libre choix des députés du tiers, les maires étant députés-nés de leurs villes. C'était une suite à leurs protestations contre l'arrêt du conseil du 11 juin 1763 (44). Quant aux projets de réforme de 1786, ils n'étaient que l'aboutissement de la longue querelle que les Etats ou, plutôt, l'ordre de la noblesse soutenait depuis 1776 contre le gouvernement, au sujet de l'administration des villes, protestant contre les lettres patentes qui avaient enlevé à plusieurs communautés l'élection de leurs maires et revendiquant le droit de l'assemblée à consentir les concessions et prorogations d'octrois municipaux aussi bien que toute autre levée de deniers dans la province (45).

(42) Dél. du 28 janvier 1783. Voir, dans C 3932, la collection des lettres patentes et des mémoires relatifs aux réformes de diverses municipalités, de 1778 à 1784.

(43) Correspondance relative aux Etats de 1786, 16 nov. et 15 déc. 1786 et 23 janvier 1787 (Arch. Nat. H 417).

(44) Cf. *supra*, p. 117 et suiv.

(45) Cf. *infra*, p. 405 et suiv.

Quelles conséquences, du reste, les Etats ne pouvaient-ils tirer d'une large interprétation de leurs attributions financières ? Celles-ci étaient les mieux établies et les plus fécondes de toutes. On peut même dire que le privilège financier des Etats était le seul qui comptât, le seul qui leur ait permis de jouer avec quelque continuité un rôle important et même de subsister, le seul qui fût pour eux une arme redoutable ; il était la condition des autres. L'histoire de ses vicissitudes et de son développement, c'est l'histoire même de la puissance des Etats, de l'évolution de leurs forces et de leurs moyens d'action ; c'est le fondement de leur histoire politique et administrative.

CHAPITRE II

Les pouvoirs financiers et administratifs des Etats

Le règne de Louis XIV (1661-1715)

La fiscalité royale et la fiscalité des Etats en 1661. La politique de Colbert. L'exploitation fiscale de la province. Les rachats d'édits. La révolte du Papier timbré et la suppression du marchandage du don gratuit. Les réglemens de 1684 et de 1687. Les Etats réduits au silence.

L'abonnement de la capitation et le réveil de l'opposition. Les premières conditions de l'abonnement. Les incidents de 1703. Mainmise des commissaires des Etats sur la levée de l'impôt. Les Etats refusent d'abonner le dixième. Leur opposition à la levée de nouveaux impôts pour leur compte : 1° à la continuation de la capitation en 1697 ; 2° aux droits d'entrée (1705-1709).

L'accroissement des charges et de la dette de la province.

La meilleure garantie des privilèges financiers des Etats de Bretagne, c'est que la monarchie française avait laissé à l'ancien duché son régime fiscal. La Bretagne conserva, jusqu'à la fin de l'Ancien Régime, une administration financière à peu près complètement séparée de l'administration générale des finances du royaume. Le roi n'y levait pas les mêmes impôts que dans le reste de ses Etats ; la taille, les aides, la gabelle, n'ont jamais franchi les limites de la province. Ce n'était pas là un avantage particulier à la Bretagne. Jusqu'au temps de Louis XIV, on ménageait volontiers les habitudes des populations nouvellement réunies et les pays d'Etats ont ordinairement gardé des impôts d'une nature spéciale ou, tout au moins, un système particulier de répartition et de perception. Mais aucun de ces pays n'a possédé un régime fiscal aussi original que celui de la Bretagne ; nulle part les Etats n'ont conservé des droits aussi étendus.

Héritier du domaine des anciens ducs, le roi en percevait directement et librement les revenus avec les droits y joints. C'était une propriété personnelle dont les Etats ne pouvaient lui contester la jouissance. Ils pouvaient seulement protester contre l'extension abusive des droits ou contre des procédés de perception vexatoires.

Comme les anciens ducs, le roi levait encore l'impôt direct du *fouage ordinaire*, avec ses accessoires, et les droits sur les boissons appelés *impôt et billot*. Mais, comme les ducs, il ne le faisait qu'avec le consentement des Etats, demandé dans chaque tenue.

Ces deux impôts étaient levés, le premier par ses officiers, receveur général de la province et receveurs particuliers des diocèses, le second, par ses fermiers, sauf arrangement avec les Etats, et le produit en était directement versé dans ses caisses. Il existait donc une fiscalité royale en Bretagne.

Mais le fouage et l'impôt et billot, dont le taux se trouva invariablement fixé vers le milieu du XVI^e siècle, n'ont jamais paru une contribution suffisante pour la province. Le produit n'en était pas comparable, il s'en faut de beaucoup, à celui qu'eussent atteint la taille, la gabelle et les aides. Il n'est donc pas surprenant que le gouvernement ait réclamé davantage aux Bretons.

Il n'eut jamais de scrupule, nous le savons déjà, à le faire directement, sans requérir le consentement des Etats, quand il le jugea bon. Sans nier absolument les droits reconnus à l'assemblée, on en disputa la portée. A partir du règne de Louis XIV, les ministres considèrent que les Etats n'ont pas à connaître des impôts que le roi établit sur la généralité de ses sujets; ils soutiennent que les privilèges particuliers de la province ne peuvent avoir pour effet de soustraire ses habitants à l'application des lois faites pour l'ensemble du royaume. On n'admet pas que les taxes de caractère commercial, droits de douane, de port, de marque sur les marchandises, et les créations d'offices soient de véritables levées de deniers. Le roi prétend aussi mettre directement à contribution les villes, ainsi que les corporations de métiers et les autres corps constitués.

Au reste, on évitait le plus possible de demander aux Etats un consentement formel. On ne l'a jamais guère fait que pour le fouage et l'impôt et billot, et c'était une formalité assez vaine, puisque la tradition s'était de bonne heure établie de voter sans débat ces deux impôts dont le taux ne variait ja-

mais (1). Encore faut-il remarquer qu'on levait avec les fouages l'impôt dit « des garnisons » dont le roi ne faisait jamais la demande et contre lequel les Etats ont toujours protesté (2).

Cependant les attributions financières des Etats ne firent que s'étendre. Si on ne leur demandait pas leur consentement à de nouvelles taxes royales, on leur demandait de l'argent et cela ne revenait pas tout à fait au même. Il en résultait que le principe de l'absolutisme royal paraissait mieux sauvegardé, mais que le rôle et les pouvoirs de l'assemblée se trouvaient consolidés et accrues.

Nous avons rappelé comment s'établit l'usage de voter régulièrement, dans chaque tenue, un « don gratuit », vote sanctionné par la signature d'un contrat qui, chaque fois, paraissait renouveler solennellement la garantie des droits des Etats (3). Nous avons, en même temps, expliqué comment, pour satisfaire aux exigences financières de la royauté, les Etats furent autorisés à lever eux-mêmes des impôts, les *devoirs sur les boissons*, puis les *fouages extraordinaires*, et se trouvèrent ainsi dotés de ressources régulières, d'un budget, d'une caisse, d'un trésorier, de receveurs particuliers ainsi que de fermiers, en un mot de toute une administration fiscale relevant directement d'eux-mêmes. A l'avènement de Louis XIV cette administration était encore embryonnaire, malgré l'importance de ses recettes. L'accroissement des charges imposées à la province, les innovations fiscales du nouveau règne devaient singulièrement en augmenter l'ampleur et la portée.

*
* *

Pendant la première partie du règne de Louis XIV, cependant, on put croire que les Etats de Bretagne allaient, comme les autres, perdre toute indépendance et voir leurs privilèges réduits à de vaines apparences. Colbert ne songea à transformer en aucune manière le régime fiscal de la province. Mais la création d'un important contingent de taxes nouvelles lui

(1) Le taux de l'imposition par feu variait souvent au temps des ducs. Il s'accrut considérablement après la réunion de la province à la couronne et nous le trouvons fixé en 1567, pour le fouage proprement dit, à 7 l. 7 s. monnaie. Il n'a plus varié depuis, sinon par l'adjonction de taxes accessoires qui l'ont fait monter à 10 l. 18 s. à partir de 1575. Cf. *infra*, III^e partie, chap. I^{er}.

(2) Cf. *supra*, p. 207.

(3) Cf. *supra*, p. 33.

permit d'affirmer plus nettement que ses prédécesseurs le droit du roi à lever en Bretagne les impôts établis pour la généralité du royaume, sans avoir à obtenir le consentement des Etats. A l'occasion de ses réformes dans l'administration des villes, il alla également détruire, par le fait, le droit que les Etats s'étaient fait formellement reconnaître, sous Louis XIII, de consentir les concessions et les prorogations d'octrois municipaux. Et, s'il ne tenta pas de supprimer le vote des anciens impôts ducaux et du don gratuit, on ne tarda pas à voir qu'il entendait le réduire, pour le don gratuit comme pour les fouages et l'impôt et billot, à n'être plus qu'une simple formalité.

Au début de son gouvernement, il observa encore quelque prudence. En 1665, il recommande à son frère de veiller, dans ses réponses à la commission des contraventions, « à ne pas « mortifier les principaux députés et à ne pas les rendre plus « difficiles pour leur don gratuit » (4). Le fait qu'en 1661, Louis XIV étant venu à Nantes au moment de la tenue (5), le don gratuit fut accordé avant l'examen des contraventions ne constituait pas un précédent qui pût tirer à conséquence. La circonstance, en effet, était exceptionnelle et ce n'est qu'en 1671 que les Etats commencèrent à voter régulièrement le subside dès le début de la tenue, sans faire précéder leur consentement de l'exposé de leurs griefs. Cette fois, le vote n'était plus un accident, mais le résultat de la politique que le ministre poursuivait depuis dix ans.

De 1614 à 1625, l'assemblée avait accordé le plus souvent un don gratuit de quatre à cinq cent mille livres par session; on ne lui en demandait alors jamais guère moins de 600.000. A partir de 1626, la demande s'éleva progressivement; elle dépassa deux millions en 1636, l'année de Corbie, pour un exercice de deux ans. A partir de 1640, elle fut habituellement de 3 millions et les Etats n'accordèrent jamais beaucoup moins.

(4) DEPPING, *Corresp. adm. du règne de Louis XIV*, t. I, p. 499.

(5) Cette année là les Etats avaient été convoqués à Nantes. Si le roi y vint assister, ce ne fut nullement pour donner à la province une marque particulière d'intérêt, mais pour faire procéder à l'arrestation de Fouquet en un lieu commode. Il ne séjourna d'ailleurs à Nantes que du 1^{er} au 6 septembre. (Cf. B. POCQUER, *Hist. de Bretagne*, t. V, p. 448 et suiv.).

En 1661, la venue de Louis XIV étant annoncée, le commissaire du conseil, Boucherat, présenta, à cette occasion, une demande de quatre millions. Les Etats en offrirent deux. Le roi, une fois arrivé, on déclara qu'il réduisait, par grâce, ses exigences à trois millions que l'assemblée vota aussitôt. En 1663, les Etats votèrent deux millions sur une demande de deux millions et demi. Aux sessions suivantes, la demande fut régulièrement de trois millions et la somme accordée varia de 2.200.000 l. en 1665, à 2.600.000, en 1669 et en 1673 (6).

Mais Colbert s'impatientait des longueurs et des marchandages des Etats. La pression gouvernementale, par corruption ou intimidation, s'aggravait de tenue en tenue et l'on put prévoir de bonne heure que le pouvoir royal ne supporterait pas longtemps que l'assemblée résistât à ses volontés (7). D'ailleurs, la Bretagne subissait toutes les innovations fiscales du contrôleur général. On y introduisait toutes les nouvelles taxes créées pour l'ensemble du royaume et c'est alors, nous l'avons vu, que l'arrêt du conseil du 17 septembre 1672 et la déclaration du 24 février 1673 (8) vinrent interdire au Parlement, d'abord de communiquer aux Etats les actes royaux soumis à son enregistrement et, ensuite, de recevoir de leur part aucune opposition.

Cependant la noblesse, gravement menacée dans ses intérêts par les réformes de Colbert, trouvait encore dans l'assemblée l'occasion et le moyen de se défendre, et les deux autres ordres la suivaient volontiers, bien que le clergé fût devenu plus docile qu'il ne l'avait jamais été et que le tiers eût bien oublié l'indépendance et l'énergie qui, au XVI^e siècle, le mettaient souvent à la tête de l'opposition. Les Etats protestèrent vivement contre toute la série d'édits qui, depuis la création de la

(6) Sur le chiffre et sur les conditions du vote du don gratuit, voir les pr.-v. des Etats, de session en session. Mais ce n'est qu'à partir de 1661 que la correspondance du contrôleur général et des commissaires du roi nous éclaire sur les marchandages dont il était l'objet.

(7) La correspondance publiée par Depping suffit à nous édifier sur les procédés de Colbert. (*Corresp. adm. du règne de Louis XIV*, t. 1^{er}). Sur les premières tenues du règne et, en particulier, sur la discussion du don gratuit, B. Pocquet (*Hist. de Bret.* t. V, p. 456 et suiv.) donne des détails intéressants, mais sans assez de précision. Il faudrait se reporter au mémoire, malheureusement inédit, de M. F. Delaisi sur *les Etats de Bretagne de 1661 à 1689*, qui est la meilleure analyse que nous ayons de la politique de cette assemblée au début du règne de Louis XIV.

(8) Cf. *supra*, p. 216.

Chambre des Eaux et Forêts en 1663, avaient institué une recherche méthodique des usurpations seigneuriales, tant aux dépens des vassaux qu'aux dépens du domaine royal (9).

Leur audace, toutefois, n'allait pas jusqu'à contester au roi le droit d'étendre à la province les nouveaux impôts du royaume. Les privilégiés de l'assemblée ne s'attachaient guère qu'à obtenir, moyennant une augmentation du don gratuit, le rachat des édits gênants pour leurs intérêts. Jamais, du reste, ils n'ont paru plus cyniquement égoïstes et plus dépourvus de sens politique qu'à cette époque critique de l'histoire de la province. Ils se montrent sans clairvoyance, aussi bien que sans forces, pour défendre ses franchises essentielles contre les tentatives du pouvoir absolu. Ils ne sont capables que de marchandages intéressés. Mais c'est peut-être cette décadence de leur politique qui permit alors aux Etats de subsister.

L'imprudente démarche par laquelle, en 1671, ils votèrent le don gratuit, avant d'avoir achevé l'examen des contraventions, eut pour motif l'espoir qu'ils avaient d'exempter à ce prix la province de l'application de plusieurs édits nouveaux et de faire entendre plus favorablement leurs protestations contre l'ordonnance des Eaux et Forêts et contre la recherche des usurpations sur le domaine (10).

(9) L'ordonnance « sur la réformation des bois et forêts de Bretagne » fut publiée le 28 janvier 1664 et enregistrée au Parlement de Rennes le 20 février suivant. Dès 1663, les Etats avaient protesté contre l'ordonnance générale rendue cette année-là pour le royaume, s'élevant à l'avance contre l'établissement d'aucune « Cour nouvelle ». (Pr.-v. de la tenue de 1663, Remontrances).

En 1665, les protestations les plus vives s'élevèrent contre l'édit sur la « réduction des notaires », promulgué la même année. Charles Colbert, dans le mémoire qu'il rédigea après sa mission de 1663 en Bretagne, avait dénoncé la multiplication infinie des charges inférieures de justice, véritable fléau pour le peuple (cité par LEMOINE, *La Révolte des Bonnets Rouges*). Mais il y avait là une source de revenus pour les seigneurs, et le procureur syndic des Etats s'opposa à l'enregistrement de l'édit des notaires, en invoquant les libertés de la province et les clauses des contrats. Le premier président, d'Argouges, expliqua fort bien à Colbert que les difficultés venaient des seigneurs terriens qui remplissent à la fois le Parlement et les Etats (DEPPING, t. I, p. 484).

(10) En 1670, avait été instituée à Rennes une Chambre du Domaine pour la recherche des empiètements commis sur le domaine public et pour la recherche, en particulier, des francs fiefs et nouveaux acquêts. Une déclaration du 24 mars 1671 avait sensiblement étendu l'application des droits de contrôle ; une autre, les droits de sceau.

Les Etats firent bien commencer, comme d'habitude, l'examen des contraventions dès le début de la tenue de 1671. Mais ils votèrent le don gratuit avant que cet examen fût terminé et firent signer le contrat sans

Ils n'obturent aucune satisfaction immédiate, ni même aucune promesse, et durent se contenter de charger leurs députés en cour d'un mémoire particulier (11). A la session suivante, ni les députés, ni les commissaires du roi n'apportèrent de réponse favorable. De nouveaux édits, au contraire, en particulier celui de juin 1673, qui instituait une chambre de justice pour la recherche des justices seigneuriales usurpées depuis 10 et même 100 ans, et des droits perçus par elles, étaient venus surexciter, dans l'intervalle, l'inquiétude et l'irritation des gentilshommes.

Aussi la tenue de 1673 fut-elle orageuse. On n'obtint le vote du don gratuit qu'après des manifestations d'autorité assez rudes : entrée du duc de Chaulnes dans l'assemblée, interdiction de délibérer sur aucun autre objet, exil de deux gentilshommes. Mais, le don gratuit une fois voté, le gouvernement se prêta au rachat des édits détestés. A ses propres conditions, il est vrai : moyennant une somme égale au don gratuit, mais distincte de lui et sans que la révocation des édits fût stipulée dans les clauses du contrat, comme elle l'eût nécessairement été si elle avait compté parmi les conditions du don gratuit. Il ne s'agissait guère enfin, que des édits relatifs aux usurpations seigneuriales. Ce fut assez pour que l'annonce des concessions royales fût accueillie avec un enthousiasme délirant (12).

Les intérêts de ses propres membres une fois sauvegardés, l'assemblée était satisfaite. Le prix du rachat qu'elle avait consenti fut, d'ailleurs, payé pour la plus forte part par le petit peuple de la province, par la masse des sujets que ce

avoir reçu aucune réponse à leurs griefs. Le 8 août, le duc de Chaulnes, premier commissaire du roi, écrit à Colbert : « Sans faire aucune offre, « ce qui ne s'était pas encore pratiqué, ils me députèrent hier Messieurs « les présidents des ordres pour savoir ce que S. M. souhaitait. Je leur « dis, 2.500.000 l. Ils en ont rendu compte ce matin aux Etats qui m'ont « d'abord député pour m'assurer de la concession des 2.500.000 l. pour « marquer à S. M. jusqu'où peut aller leur soumission ». (DEPPING, t. I, p. 518). Ce jour-là les Etats votèrent, en effet, l'octroi de cette somme « à « condition que S. M. ait pour agréable de révoquer toutes les déclarations « et édits qu'elle a faits après la dernière tenue, tant vérifiés que non « vérifiés ». Le roi consentit à une remise de 300.000 l. sur la somme votée, mais n'accorda rien sur les édits. (Pr.-v. des Etats de 1671).

(11) Voir ce mémoire, sous le titre Remontrances, au pr.-v. des Etats de 1671.

(12) DEPPING, t. I, pp. 525 à 545.

On avait accordé aux Etats la suppression de la Chambre du Domaine, et la révocation ou la modification des édits relatifs aux justices seigneuriales, aux notaires et à la recherche des droits de male foi.

rachat privait du bénéfice des réformes salutaires prévues dans les édits supprimés. Des 2.600.000 l. accordées, il avait été décidé que les nobles ne paieraient, à divers titres, que 950.000, le reste devant être pris sur les fonds de la province; or, ces fonds étaient exclusivement alimentés par les contribuables roturiers. Encore, les Etats de 1675, jugeant que « la noblesse » aurait de la peine à payer sa contribution », allégèrent-ils celle-ci de 200.000 l. qui furent prises sur les mêmes fonds (13).

Le rachat de 1673 laissait subsister l'édit du timbre qui frappait l'ensemble des contribuables, ainsi que le monopole du tabac et le droit de marque sur les objets d'étain. Ce furent, avec les abus seigneuriaux que l'on avait renoncé à réprimer, les causes de la révolte populaire, dite du Papier Timbré ou des Bonnets Rouges, qui troubla si gravement Rennes, Nantes et, surtout, les campagnes de Basse-Bretagne en 1675 (14).

Cette révolte fut durement réprimée et il semble que le gouvernement avait ainsi trouvé l'occasion de mater définitivement la province et de réduire ses franchises à de simples apparences. Le Parlement fut transféré à Vannes pendant 15 ans. Les Etats durent comprendre que les marchandages n'étaient plus de saison. Dans leur tenue de 1675, ils n'osèrent que de timides remontrances contre les édits du timbre, du tabac et de l'étain, et ils accordèrent le don gratuit dès le premier jour de leurs délibérations, par acclamation et d'une voix unanime, sur le théâtre.

Ce fut, désormais, la pratique ordinaire. Poser des conditions au vote du don gratuit fut, dès lors, considéré comme une sorte de rébellion. Par la suite, les Etats ne devaient manquer à cet usage que trois fois, en 1703, en 1717 et en 1782; encore leur tentative ne fut-elle vraiment grave qu'en 1717 et elle fut suivie de leur « séparation » dans les trois jours. A partir de cette date, les instructions des commissaires du roi invitèrent formellement ceux-ci à ne pas tolérer que l'on s'écartât de l'usage établi en 1675; le don gratuit devait être voté par pure obéissance aux volontés du monarque, au chiffre fixé par lui, sans que la délibération exprimât même aucun vœu qui pût paraître une condition. Depuis 1675, le subsidie demandé et ainsi voté fut, invariablement, de un million de livres par an en temps de paix et de 1.500.000 en temps de guerre.

(13) Pr.-v. des Etats de 1677 et 1679.

(14) Cf. J. LEMOINE, *La Révolte des Bonnets Rouges ou du Papier timbré*, et B. POCQUET, *Hist. de Bretagne*, t. V, chap. 31.

Dans la période qui suit la révolte du Papier Timbré, les Etats de Bretagne paraissent avoir perdu toute indépendance et tout pouvoir : ils sont entraînés dans la même déchéance que les autres assemblées de même sorte dans le reste du royaume. Ils votent docilement ce qu'on leur demande et les contrôleurs généraux peuvent étendre à la province tous les expédients de leur fiscalité, toutes leurs créations d'offices, sans avoir rien à endurer que des remontrances de pure forme. On ne sollicite jamais le consentement de l'assemblée à aucune levée de deniers, qu'elle soit directe ou déguisée. On ne les admet qu'à en proposer le rachat.

Les Etats rachetèrent ainsi non seulement un grand nombre d'offices sur les fouages et sur les devoirs, qui touchaient à leurs propres finances et menaçaient d'en compromettre le rendement, mais encore des taxes et des offices de toute sorte (15). Il ne leur restait, semble-t-il, d'autre moyen de défendre les contribuables de la province contre le fisc royal que de se faire les intermédiaires de celui-ci. Ils laissèrent le gouvernement lever, depuis 1693, sous le nom de ration de fourrages, un nouvel impôt, additionnel aux fouages, pour le besoin des troupes cantonnées dans la province ; cela en dépit du privilège qui exemptait celle-ci de tout logement et entretien de gens de guerre. La levée était faite par les soins de l'intendant, sur simple lettre du ministre (16). Les Etats ne firent pas davan-

(15) Voir P. QUESSETTE, *L'Administration financière des Etats de Bretagne de 1680 à 1715*, III^e partie. L'auteur a étudié avec beaucoup de précision le fonctionnement des nouveaux impôts et l'exploitation fiscale de la province par le moyen des créations d'offices ; mais il a négligé l'augmentation des dépenses publiques mises à la charge du budget des Etats.

(16) L'exemption dont la province devait jouir avait été maintes fois confirmée, en particulier par l'important édit de juin 1579 et par le contrat de 1622 ; mais ces confirmations prouvent surtout qu'elle avait été maintes fois enfreinte. Le 10 décembre 1675, les commissaires du roi firent encore lire aux Etats et déposer au greffe, par original, deux lettres, l'une du roi, l'autre de Pomponne, « portant que S. M. n'avait envoyé des troupes « en quartier en Bretagne que par pure nécessité et sans tirer à conséquence ; qu'elle n'en enverra pas à l'avenir et qu'au contraire elle « conservera la province dans ses anciens privilèges ». (Extrait de CHARDEL, par CARON, *Administr. des Etats de Bret.* p. 26). L'imposition des fourrages commença en 1693. Il est à remarquer que les Etats ne s'élevèrent pas contre elle. En 1711 seulement, ils commencèrent à faire un article de remontrances pour protester contre son extension aux terres nobles possédées ou exploitées par des roturiers (Remontrances de 1711, art. 8).

tage d'opposition à la levée d'un don gratuit de 700.000 l. ordonnée en 1710, sur les villes de province (17).

Aux impôts s'ajoutaient les charges que le pouvoir royal obligeait les Etats d'inscrire à leur budget. Sur leurs propres fonds, il assigna ainsi une notable partie de l'entretien d'un régiment de dragons et d'un régiment d'infanterie qui, de 1689 à 1715, coûta 3.949.000 l. à la province. Pour les rations à fournir aux étapes des troupes, les fortifications, les grands chemins, il leur fit dépenser, dans le même temps, sept millions et demi environ (18). A partir de 1701, il les astreignit à payer 6.000 l. par an aux deux députés du commerce nommés par les villes de Nantes et de Saint-Malo. L'assemblée consentit à tout et, en échange, ne réclamait encore aucune participation à l'administration des fonds qu'elle fournissait ainsi, sinon de pouvoir surveiller l'emploi des crédits votés pour les grands chemins (19).

Les règlements de 1684 et 1687, qui soumièrent l'emploi de leurs fonds à un contrôle rigoureux des agents du roi, et l'institution, aussitôt après, d'un intendant à demeure dans la province, furent les manifestations décisives de la mainmise de l'autorité royale sur les affaires de la province. Il faut remarquer que, ni les Etats, ni le Parlement n'élevèrent aucune protestation contre l'établissement de l'intendant. A la vérité cette mesure parut alors dirigée plutôt contre le duc de Chaulnes, gouverneur de la province, que contre eux-mêmes

(17) Il s'agissait d'un doublement de leurs deniers patrimoniaux et d'octrois pendant 6 ans. Le capital de 700.000 l. en fut calculé à raison du denier 20 des deux tiers du doublement (Arch. Nat. H. 592 et Arch. d'I-et-V. C 3318).

(18) D'après les états de fonds (Aux pr.-v. des Etats).

(19) Cf. *infra*, chap. III. Pour décider les Etats à voter les fonds suffisants pour la construction et l'entretien des grands chemins, le pouvoir royal leur proposa d'en confier l'emploi à leurs propres commissaires. Mais, redoutant d'assumer ainsi une trop lourde charge, l'assemblée préféra qu'on la tint quitte moyennant le vote d'un fonds fixe. Ils prièrent ainsi le duc de Chaulnes, en 1671 et 1674, de se contenter d'un crédit annuel de 25.000 l. que le trésorier eut l'ordre d'employer conformément aux ordonnances du gouverneur et de ses agents. (Dél. du 14 août 1671 et du 30 déc. 1673). C'est sur l'invitation du duc qu'ils nommèrent, le 21 sept. 1677, une commission pour vérifier l'emploi des fonds votés dans les tenues précédentes. Leur procureur syndic, à la suite de dépassements de crédits, réclama, il est vrai, en 1700, un contrôle plus efficace. Mais jusqu'en 1715, les commissaires intermédiaires que les Etats, par l'arrêt du Conseil du 26 oct. 1701, obtinrent de désigner pour assister aux adjudications, aux redditions de comptes et à la réception des travaux, ne tentèrent aucunement d'outrepasser les pouvoirs qui leur avaient été ainsi accordés.

Cependant les Etats subsistaient. On les réunissait régulièrement. A aucun moment le pouvoir royal n'a paru songer à leurs suppression et, pas davantage, à la suppression du régime financier particulier dont jouissait la province. Il serait assez vain de se demander ce qu'auraient fait Colbert et ses successeurs, si une meilleure situation financière leur avait permis de développer à loisir les tendances autoritaires et centralisatrices qu'affirmait à ses débuts le gouvernement de Louis XIV. Ils se sont, en tout cas, contentés de la docilité des Etats, et rien ne prouve qu'il entrât dans leur politique de provoquer les privilégiés de la province par une entreprise spontanée contre l'institution elle-même.

Ce qui se passa quand on introduisit la capitation en Bretagne fit bien voir que les ministres, s'ils n'entendaient souffrir aucune opposition aux volontés royales, appréciaient fort la commodité de recourir à l'intermédiaire des Etats. Mais on put voir par la même occasion quelle arme précieuse ceux-ci continuaient d'être pour les privilégiés bretons, et quelles difficultés préparait, pour la monarchie, une politique qui les associait à l'exploitation fiscale de la province.

*
* *

Le gouvernement n'admit pas que les Etats eussent à donner leur consentement à la capitation. Elle avait été établie par une déclaration du 18 janvier 1695 ; elle fut immédiatement levée dans la province par les soins de l'intendant et, quand les Etats se réunirent au mois de novembre, on ne leur en fit point la demande. Mais le contrôleur général ne tenait pas à courir plus longtemps les aléas d'une perception impopulaire et malaisée ; il songeait si peu à se passer des Etats qu'il voulut lui-même qu'ils abonassent le nouvel impôt. On sait quelle était l'économie d'un pareil système : la contribution de la province était limitée à une somme convenue dont les Etats s'engageaient à assurer le paiement à termes fixes. C'était, pour les contribuables bretons, un premier avantage auquel s'ajoutait celui de voir l'impôt réparti sous le contrôle des Etats et avec le concours de leurs délégués. La capitation devait, du reste, être levée en Bretagne suivant les mêmes principes et sur les mêmes catégories de contribuables que dans la généralité du royaume. On ne laissait pas aux Etats la faculté de pourvoir autrement au paiement de la contribution convenue.

Mais le ministre entendait que cet abonnement fût demandé au roi comme une grâce. Or, malgré les efforts du clergé qui ne payait pas la capitation et qui servit volontiers les intentions du pouvoir, il ne fut pas facile d'y décider l'assemblée. La noblesse se refusait à consacrer ainsi, par une sorte de consentement indirect, la légitimité d'un impôt qui violait le plus important de ses privilèges. Le tiers posa des conditions qui paraissaient rétablir les droits des Etats compromis depuis que l'on ne discutait plus le don gratuit. Ces conditions donnaient, en effet, à la capitation « partout ailleurs forcée et obligatoire », l'aspect d'un subside librement consenti... et basé « sur un « contrat » (20). Il était dit que l'abonnement resterait fixé au même chiffre en Bretagne, même si la capitation était augmentée dans les autres pays d'Etats, et que le roi « ne pourrait « envoyer aucun édit, déclaration et arrêt du conseil, tendant « à faire aucune nouvelle levée dans la province ». Ces conditions furent acceptées, ce qui ne mit, d'ailleurs, la Bretagne à l'abri d'aucun des expédients de la fiscalité royale.

Mais la noblesse et le tiers avaient déjà pu élever la voix pour la défense des intérêts des privilégiés et des droits des Etats, et l'on allait voir, en 1703, à quelles dangereuses conséquences pouvait conduire la discussion d'un abonnement. Supprimée en 1698, la capitation avait été rétablie par la déclaration du 12 mars 1701. Cette fois, on n'en commença pas la perception avant la réunion des Etats, qui devait avoir lieu à la fin de l'année. L'assemblée de 1701 se montra, d'ailleurs, très docile. Elle ne souleva pas la question du consentement qu'on ne lui demandait point et elle accepta sans trop de difficultés de porter à deux millions le prix annuel de l'abonnement, qui n'avait été que de 1.400,000 l. pour la première capitation. Mais, à la session suivante, un grand nombre d'opposants manifestèrent énergiquement la volonté de poser des conditions. Ils déclarèrent excessif le prix de deux millions et demandèrent à l'assemblée de ne rien consentir avant l'examen des comptes de l'année précédente et de la situation financière de la province. Du même coup, l'intendant affirma que c'était l'effet d'une manœuvre de la cabale, et les Etats mirent en question le chiffre du don gratuit. Allait-on revenir de treute ans en arrière ? L'incident, il est vrai, n'eut pas de suites ; dès

(20). F. QUESSERTE, *L'Adm. des Etats*, p. 87, La deuxième partie de cet ouvrage est un excellent historique de l'établissement et de l'administration de la capitation en Bretagne sous Louis XIV.

le lendemain, le don gratuit fut voté dans la forme ordinaire et, jusqu'en 1715, les Etats continuèrent d'abonner la capitation au même prix, sans rien oser de plus que d'humbles remontrances sur l'excès de la charge.

L'intendant avait d'abord conservé la haute main sur la levée de l'impôt. Les commissaires des trois ordres que nommèrent les Etats de 1695, travaillèrent sous sa présidence à l'établissement du tarif spécial à la province et à la répartition du prix convenu entre les évêchés, si la répartition locale fut faite sous la direction de leurs commissaires diocésains, la juridiction supérieure lui resta. Mais ces modestes débuts ouvraient une voie qui devait rapidement conduire la noblesse bretonne aux prétentions les plus redoutables pour l'autorité de l'intendant. Les privilégiés des Etats virent, sans tarder, qu'ils ne tireraient du système de l'abonnement les avantages qu'ils en pouvaient attendre que s'ils devenaient véritablement maîtres de la répartition de l'impôt. Aussi, lorsque l'assemblée de 1701 réabonna la capitation, elle nomma elle-même tous les commissaires répartiteurs et fit faire la répartition générale entre les diocèses par une de ses commissions, pendant la session, sans la participation de l'intendant. L'autorité de celui-ci fut, il est vrai, rétablie par les arrêts du conseil du 21 janvier 1702 et du 3 octobre 1703, qui instituèrent, sous sa présidence, un bureau de révision de la capitation, formé de six membres des Etats nommés par le roi. Ce bureau eut le jugement de toutes les causes relatives à la répartition et à la levée de l'impôt. Au même moment, l'on assiste à de curieux efforts du receveur général du roi en Bretagne, M. de la Boissière, pour enlever au trésorier des Etats le recouvrement de la capitation (21). La Boissière est un personnage entreprenant et il menace sur d'autres points encore les intérêts du trésorier Montaran: il enlève à celui-ci un emprunt à faire pour le compte de la province et il se fait adjuger, en 1703, la ferme des devoirs. Il se peut que son conflit avec Montaran au sujet de la capitation soit un conflit d'intérêts plutôt que de pouvoirs; son principal souci, sans doute, est de toucher des taxations attachées, partout ailleurs, à la charge de receveur général. Mais, s'il obtient gain de cause au moment même où l'intendant organise sous son autorité le bureau central de révision, que restera-t-il de l'abonnement ?

(21) Voir QUESSETTE, p. 134-137.

Montaran ayant refusé de se charger du recouvrement de la capitation des paroisses si les taxations allaient à La Boissière, celui-ci eut à le faire pendant trois ans. Mais, en 1706, Montaran reprit le recouvrement, La Boissière conservant seulement 17.000 l. de taxations, et, à partir de cette époque, l'on voit les commissaires répartiteurs des diocèses s'affranchir à peu près complètement de l'autorité du bureau de révision et, par conséquent, de l'autorité de l'intendant. L'administration de la capitation échappe en fait à celui-ci.

De cette indépendance des commissaires diocésains il résulta tant de désordre et de non valeurs, et un tel déficit par rapport au prix de l'abonnement qu'en 1713 les Etats eux-mêmes durent organiser un nouveau bureau central de la capitation dont l'intendant eut encore la présidence. Les recouvrements de 1714 et 1715 fournirent ainsi un excédent de 28.000 l. Mais les privilégiés avaient fait les frais de la réforme et ils arrivèrent à l'assemblée de 1715 avec de lourds griefs contre le bureau de la capitation et contre son chef, l'intendant (22).

*
* *

Nous touchons là à un moment critique dans l'histoire des relations du pouvoir royal avec les Etats de Bretagne. Le roi avait tiré de la province des sommes énormes et les Etats n'avaient pas osé ou su résister à cette exploitation outrancière. Mais, très ferme pour exiger de l'argent, le gouvernement, dans ces années de détresse, n'avait guère chicané aux privilégiés l'administration des impôts qui les touchaient. Il avait

(22) F. Quessette, dont l'étude est ordinairement si exacte et si judicieuse, n'a pas très bien compris le caractère de la réforme de 1713 ni, surtout, de celle de 1715. Il n'a, du reste, pas vu la correspondance relative aux Etats de 1715. Il ne s'est pas rendu compte que la réforme du bureau central de la capitation, à la suite de la tenue de 1713, fut l'œuvre du gouvernement. Devant la gravité des abus et l'accumulation des non valeurs, les Etats durent, sans doute, s'y prêter ; mais l'assemblée de 1715, loin de compléter la réforme de 1713, comme le croit F. Quessette, en coordonnant fortement l'administration des bureaux diocésains sous la direction du bureau général, détruisit complètement l'autorité de celui-ci. C'était, d'ailleurs, conforme aux tendances que F. Quessette dénonce lui-même dans la politique des Etats.

Dans une lettre écrite au duc de Noailles, au cours de la tenue de 1715-1716, le trésorier Montaran, explique fort bien le rôle respectif du gouvernement et des Etats dans les réformes de 1713 et de 1715. Il affirme que les non valeurs accumulées depuis le début de l'abonnement formaient, en 1713, une somme de 3.500.000 l. (26 janvier 1716, Arch. Nat. H 221).

ainsi laissé, en Bretagne, une noblesse d'humeur indépendante et peu disposée à supporter l'autorité de ses agents, prendre des habitudes dangereuses; en accordant l'abonnement de la capitation, il avait lui-même fourni un objet aux revendications des Etats, une nouvelle base à leur politique.

Ils s'étaient, il est vrai, montrés peu soucieux de prendre l'abonnement du dixième établi en 1710. Le contrôleur général, informé de leurs dispositions, ne s'était pas risqué à l'offrir à leurs assemblées de 1711 et de 1713 (23), et celle de 1715 le refusa aux conditions pourtant très modérées, 1.100.000 l. net par an, qu'on lui fit (24). L'impôt fut levé directement, par les soins de l'intendant, sans qu'on eût demandé le consentement des Etats, et sans qu'ils élevassent eux-mêmes de protestation formelle. Ils n'en parlèrent même pas dans leurs remontrances. Ils affectèrent de se désintéresser d'une levée à laquelle les circonstances ne leur permettaient pas de faire une opposition ouverte et dont l'abonnement eût été plus préjudiciable qu'avantageux. Les privilégiés de l'assemblée préférèrent évidemment subir la perception directe d'un impôt éphémère dont la suppression était promise à brève échéance, que de paraître ratifier, en l'abonnant, l'atteinte qu'il portait aux privilèges fiscaux de la noblesse. Mais, en repoussant ainsi l'abonnement du dixième, les Etats manifestaient, en réalité, plus d'indépendance qu'en se prêtant à celui de la capitation. Ils dérangent davantage les intentions du gouvernement et l'on peut noter là un regain, chez eux, de l'esprit d'opposition.

Leur refus, en 1697, de continuer à lever la capitation pour leur propre compte et l'affaire des droits d'entrée nous font encore mieux juger de quelle résistance ils étaient capables et du parti qu'ils pouvaient tirer de leur autonomie financière pour la sauvegarde des intérêts de leurs propres membres.

En chargeant de sommes considérables la dépense de leur budget, le roi dut les obliger à se créer des ressources correspondantes. La multiplication des autres impôts faisait baisser le produit des devoirs sur les boissons et l'on ne pouvait augmenter indéfiniment le taux d'un impôt aussi injuste et aussi

(23) Voir F. QUESSÈTE, *op. cit.* 2^e partie, chap. VI.

(24) Pr.-v. des Etats et correspondance (Arch. Nat. H 221, 18-24 janv. 1716). Les Etats refusèrent d'accorder plus d'un million, frais compris. (Pr.-v. des Etats, 16, 17, 18 janvier et 1^{er} février 1716).

mal réparti que les fouages extraordinaires (25). En 1697, comme la signature des préliminaires de paix faisait prévoir la suppression prochaine de la capitation, le roi fit proposer aux Etats de continuer à lever cet impôt pour leur propre compte, jusqu'à leur session suivante. C'était, sans doute, le moyen le plus économique et le plus équitable, pour l'assemblée, de rétablir l'équilibre d'un budget dont les exigences royales pendant la guerre avaient fini par accroître la dépense de plus de moitié. Le clergé s'y prêtait volontiers; il faut dire qu'il ne payait pas la capitation. Mais la noblesse et le tiers virent tout le danger de la proposition. Ils redoutèrent que, les Etats une fois en possession d'un nouvel impôt, le gouvernement ne trouvât toujours à leur infliger de nouvelles charges pour en épuiser le produit et en perpétuer la levée; et la noblesse redoutait davantage encore de voir maintenir le premier impôt qui avait directement atteint son privilège fiscal. Deux semaines d'efforts n'eurent pas raison de sa résistance et, en menaçant le clergé de l'astreindre à la capitation, si celle-ci devenait impôt des Etats, les deux autres ordres le décidèrent à se joindre à eux pour faire échec aux volontés du pouvoir. Pour la première fois depuis 1673, le gouvernement céda devant l'assemblée (26).

Le succès des Etats fut complet. Tout comme le maintien de la capitation, et pour les mêmes raisons, ils repoussèrent, en effet, l'autre moyen de combler le déficit de leur budget que leur offrait le contrôleur général : c'était d'établir un droit sur toutes les boissons à l'entrée de la province. Cette seconde proposition méritait de sérieuses objections; le nouveau droit menaçait évidemment de compromettre le rendement des anciens droits, devoirs, impôt et billot, et autres. Mais, surtout, frappant indistinctement tous les consommateurs, il eût atteint les privilégiés qui le combattirent sans dissimuler leurs motifs

(25) Le prix du bail du grand devoir, pour deux ans, tomba de 3.810.000 l. en 1701, à 2.200.000 l. en 1709; celui du bail du petit devoir tomba, dans le même temps, de 809.000 l. à 509.000.

Les fouages extraordinaires, levés ordinairement sur le pied de 428.000 l. par an, et, parfois, de 214.000 l. seulement (de 1692 à 1695, par exemple), furent portés à 642.000 l. de 1706 à 1715. (Voir les tableaux dressés par F. QUESSETTE, *op. cit.* p. 74-78, pour les devoirs, et 49-50 pour les fouages).

(26) Cf. F. QUESSETTE, *op. cit.* p. 89 et suiv. B. POCQUET (*Hist. de Bret. t. V, p. 542*) ne paraît pas avoir vu qu'il ne s'agissait point, en 1697, de maintenir la capitation pour le compte du roi, mais de la transformer en un impôt provincial. Il parle d'une nouvelle taxe sur les vins sans remarquer qu'il s'agit d'une augmentation des devoirs.

intéressés (27). Comme il fallait cependant boucler le budget, les Etats augmentèrent d'un tiers le taux des devoirs sur les boissons, impôt qui ne touchait guère que le bas peuple.

La guerre de la Succession d'Espagne ayant ramené de pires difficultés financières, la même proposition revint devant les Etats de 1705 qui l'accueillirent aussi mal, et l'on se résigna à leur permettre de combler le déficit de leur budget par la vente des charges de leurs officiers, ce qui n'était qu'un emprunt déguisé. Il fallut que la situation s'aggravât au dernier point pour qu'en 1709, l'année du grand hiver et de Malplaquet, on se décidât enfin à leur imposer l'institution des entrées. Encore la noblesse fit-elle une belle résistance. Les plus zélés pour le service du roi, écrit l'intendant Ferrand, auraient voulu « un ordre du roi pour se disculper » ; d'autres, qu'on laissât le gouvernement prendre ouvertement toute la responsabilité de l'affaire et instituer les nouveaux droits lui-même, sans le consentement de l'assemblée. Le maréchal de Chateaurenault, premier commissaire du roi, demanda des lettres de

(27) F. Quessette, qui a malheureusement négligé l'étude des budgets des Etats et des débats, d'une importance pourtant capitale, auxquels la recherche de leur équilibre donnait lieu dans chaque tenue, ne dit rien de ces droits d'entrée. De son côté, B. Pocquet paraît ignorer qu'il en avait été question avant la tenue de 1709 et ne pas se rendre compte qu'entre eux et les autres droits sur les boissons existait une grave différence, fort sensible pour les privilégiés et les gros consommateurs. (*Hist. de Bret.* V, 554-556). On ne peut douter que l'assemblée les repoussait surtout parce que ses propres membres y seraient assujettis.

« Si la prévention contre le droit des entrées, n'était pas si grande, écrit l'intendant Ferrand, j'ose prendre la liberté de vous dire que je ne connais aucune voie plus sûre et plus capable de fournir aux dépenses des Etats. La raison qui l'a toujours fait rejeter est que ceux qui assistent aux Etats s'y trouvent personnellement intéressés ». (Au cont. gén. 18 déc. 1705, Arch. Nat. H 218).

C'est le lieu de citer un témoignage très net de l'abbé de Pontbriand, qui connaissait évidemment fort bien les mobiles ordinaires de l'assemblée : « Les Etats, s'étant engagés en 1604 à racheter encore une fois le domaine aliéné, balancèrent longtemps sur le choix des levées. Mais l'ordre de la Noblesse ayant fortement insisté en 1605 pour une imposition sur le vin et pour le changement du droit d'entrée en un droit sur le débit, la proposition fut acceptée. Pouvait-elle ne pas l'être ? Le droit d'entrée sur le vin avait fait jusqu'alors retomber la meilleure partie du fardeau sur ceux qui composent les Etats, au lieu qu'un droit sur le vin vendu au détail les en déchargeait et n'intéressait que ceux qui n'étaient pas en état de faire des provisions ». PONTBRIAND, I, II, chap. 3.

Les droits établis en 1709 étaient de 10 l. par barrique de vin étranger, 5 l. par barrique de vin de Nantes et 2 l. par barrique de cidre. Ils furent aliénés pour huit ans aux fermiers des devoirs, moyennant une somme globale de 4.900.000 l. Le trésorier des Etats, Michau de Montaran, était le véritable chef de la compagnie qui en eut ainsi la concession.

cachet en blanc, pour éloigner au besoin les opposants les plus obstinés. Et, quand le principe de la taxe eût été adopté, ce furent trois semaines de chicanes sur les conditions de son aliénation aux fermiers des devoirs. Le gouvernement imposa en définitive celles qu'il avait arrêtées d'avance avec ceux-ci. Mais il avait fallu toute la gravité des circonstances pour faire céder une opposition qui s'était révélée singulièrement forte et dont les retours offensifs étaient désormais à prévoir (28).

*
* *

La politique de Louis XIV n'avait donc abouti en Bretagne qu'à des résultats équivoques. Les Etats n'avaient pas défendu ouvertement le principe de leur consentement nécessaire à l'impôt. Le don gratuit était devenu un subside régulier dont le vote n'était plus qu'une pure formalité; on en pouvait dire autant de la signature du contrat. La province avait été soumise aux nouveaux impôts et aux expédients de la fiscalité royale, tout comme les autres parties du royaume. Bien plus, les Etats avaient dû inscrire à leur budget toutes les dépenses dont il avait plu au gouvernement de leur imposer la charge et, pour y pourvoir, ils avaient dû créer, par ordre, un impôt odieux à leurs membres. Leur état de fonds dont la recette et la dépense n'avaient jamais guère dépassé 7 millions de livres par exercice de deux ans, jusqu'en 1706, s'éleva, pour l'exercice de 1706 et 1707, à plus de 10 millions tant en dépense qu'en recette; il devait atteindre pour l'exercice 1714 et 1715, 13.667.027 l. 16 s. 7 d. en recette, et 14.435.708 l. 4 s. 1 d. en dépense. Le service de la dette comptait, dans cette dernière somme, pour 3.685.962 l. 5 s. 5 d. Or, dans l'état de fonds de 1696 et 1697, il ne prenait encore que 742.955 l.

Mais les Etats avaient survécu et l'on avait composé avec eux. L'équivoque n'était pas seulement dans les ménagements que supposait le système de l'abonnement: elle résidait, comme nous l'avons dit dès le début, dans la nature même des privilèges des Etats. Le droit de consentir l'impôt ne dispensait pas l'assemblée du devoir d'obéissance au roi. La question était de savoir dans quelle mesure le roi serait capable de l'obliger effectivement à cette obéissance.

Dans les derniers temps du règne on ne saurait dire que la monarchie faiblit; elle fut au contraire plus exigeante que jamais. Mais, dès 1673, on l'avait vu céder sur le point capital,

le rachat des édits. En 1695 et en 1701, le contrôleur général préféra abonner la capitation plutôt que d'affronter la mauvaise volonté des contribuables de la noblesse et il eût vivement désiré, pour la même raison, que les Etats acceptassent également d'abonner le dixième. En face des privilégiés, maîtres des Etats, l'administration royale demeurait hésitante. On les rudoie, mais c'est par leur intermédiaire que l'on exploite la province, et l'on respecte en eux une force d'opposition qui achèvera de se réveiller dès que les circonstances redeviendront favorables.

CHAPITRE III

Les pouvoirs financiers et administratifs des Etats (suite).

De 1715 à 1720 : les tenues de 1715, 1717 et 1718 et la conspiration de Pontcallec.

La réaction contre l'exploitation financière de la province pendant le dernier règne. — *La tenue de 1715*. Le caractère des revendications des Etats. L'institution de commissions intermédiaires : les bureaux diocésains de la capitation. — *La tenue de 1717*. Les inquiétudes de l'intendant. Les concessions du gouvernement. Les Etats posent des conditions au vote du don gratuit. Dissolution de l'assemblée. Relations entre le Parlement et les opposants. — *La tenue de 1718*. Vote du don gratuit ; mais, ensuite, obstruction de la noblesse. Action concertée du Parlement et de celle-ci. Fin des Etats. Le bilan du conflit. — *La conspiration de Pontcallec* ; son piteux échec ne compromet pas pour longtemps l'activité de l'opposition.

Quand les Etats se réunirent à Saint-Brieuc en décembre 1715, Louis XIV n'était plus là. Ils retrouvèrent une audace oubliée depuis un demi-siècle. L'excès des charges, que leur politique financière avait, du reste, singulièrement aggravées, leur fut un beau motif pour remettre en jeu leurs droits et leurs privilèges.

Le gouvernement du régent ne leur demandait pas de nouveaux sacrifices. Mais l'équilibre de leur budget demeurait difficile et nous venons de rappeler trois griefs bien propres à soulever l'irritation d'une assemblée de privilégiés : La noblesse n'était pas d'humeur à subir la nouvelle administration de la capitation qui la privait des bénéfices qu'elle attendait de l'abonnement. Elle n'était résignée, d'autre part, ni à l'impôt du dixième, ni aux droits d'entrée sur les boissons. Il faut ajouter qu'elle entendait faire rendre gorge aux financiers à la discrétion desquels les Etats s'étaient mis, pendant les années de crise, par leur politique d'emprunts et d'anticipations.

L'assemblée ne soulevait pas de graves conflits de principes (1). Elle vota le don gratuit, comme à l'ordinaire, sans débats. Si elle refusa encore d'abonner le dixième au prix proposé par le roi, du moins elle n'éleva pas de protestations dangereuses contre cet impôt, levé pourtant sans son consentement (2). Mais elle manifesta une ferme volonté de débattre librement toutes les questions qui touchaient ses propres finances et de soutenir énergiquement ses revendications. Ouverte le 1^{er} décembre, elle envoya dès le 14 des députés porter des remontrances en cour, et les commissaires du roi ne devaient pas cesser, pendant toute la session, de dénoncer la réaction inquiétante qui la soulevait contre les exigences et l'arbitraire que l'on s'était accoutumé sous le dernier règne à la voir subir patiemment.

Ce qu'il nous paraît le plus intéressant de constater, c'est que ses efforts ne tendaient nullement à revendiquer un droit rigoureusement défini de consentir l'impôt, mais à faire respecter et à étendre l'autonomie que lui valait le régime financier de la province.

Remettre à des commissions librement choisies dans leur sein et fonctionnant sous leur seule autorité, sans que l'intendant y conservât de pouvoirs réels ou pût même y siéger, non seulement la levée des impôts abonnés, mais encore la gestion des fonds que le gouvernement les obligeait à faire pour divers services publics, telle fut la principale prétention des Etats. Ils y joignaient naturellement celle de ne pas inscrire servilement à leur budget toutes les dépenses qu'il plairait au roi.

Ils refusèrent ainsi de voter 3.800 l. pour les dettes du régiment de dragons, 12.000 l. pour les ouvrages publics du Croisic, l'indemnité de 400.000 l. que le roi devait au comte de Belle-Ile pour divers travaux de fortifications et des approvisionnements, une autre indemnité de 24.000 l. au receveur des fouages extraordinaires de l'évêché de Vannes, victime d'un vol, 6.000 l. de gratifications au comte de Croissy et, même, les 30.000 l. traditionnellement inscrites à leur dépense ordinaire pour gratifications à divers personnages de la cour, sous prétexte que les ministres qui en bénéficiaient avaient été supprimés

(1) Aucun historien n'a encore fait le récit de cette importante tenue. Il est facile d'en suivre les débats et d'en voir tout l'intérêt par la correspondance et les mémoires conservés aux Arch. Nat. (G¹ 107 et H 221).

(2) Lettres des 18 et 26 janvier et du 1^{er} février 1716 (H 221). Remontrances des Etats, art. 8. Cf. *supra*, p. 244.

sous le nouveau régime des conseils (3). Ils rayèrent du compte des hors fonds présenté par leur trésorier trois articles de dépenses militaires, bien que les ordonnances du commandant en chef et de l'intendant, sur lesquelles Montaran les avait payés, eussent été rendues en exécution d'arrêts du conseil; mais ces articles n'étaient pas portés à l'état de fonds (4).

Ces trois articles furent rétablis par un nouvel arrêt du conseil et l'assemblée dut, en définitive, consentir à la plupart des dépenses qu'elle avait d'abord repoussées. Mais elle obtint gain de cause pour la plus lourde, les 400.000 l. du comte de Belle-Ile. Elle rappela, d'autre part, à ses députés en cour, que le temps était passé où ils devaient consentir à toutes les exigences des ministres.

Les députés s'étant laissé imposer l'achat de 120.000 l. de rente pour le compte de la province et ayant donné procuration à Montaran pour emprunter, à cet effet, 2.400.000 l. (27 août 1714), les Etats ratifièrent la procuration, mais en spécifiant formellement que, pour l'avenir, défense était faite à leurs députés de consentir aucune procuration sans être, au préalable, « fondés en pouvoir spécial et positif »; et ils exigèrent que cette défense fût inscrite parmi les clauses du contrat (5).

Mais leur démarche la plus grave fut l'institution de plusieurs commissions destinées à fonctionner dans l'intermédiaire des tenues avec une indépendance aussi redoutable que leurs attributions elles-mêmes.

La principale était celle de la capitation. Ce n'était pas, on le sait, une institution nouvelle. Mais l'intendant en devait être désormais exclu. On nommerait, pour chaque diocèse, une commission particulière, ou bureau diocésain, de 4 membres de chaque ordre, y compris l'évêque président. Ces bureaux auraient les mêmes pouvoirs et la même juridiction que la commission centrale ou bureau général, qui était ainsi réduite à servir de bureau au diocèse de Rennes, sans conserver sur les autres aucune autorité réelle. Chaque bureau devait avoir son greffier.

Ces bureaux, enfin, ne devaient pas être exclusivement chargés de l'administration de la capitation et du jugement des

(3) De Rieux au duc de Noailles (7 janvier 1716, H 221) et nouvelles instructions aux commissaires du roi (12 janvier *ibid.*).

(4) Châteaurenault au duc de Noailles (25 janvier 1716, H 221).

(5) Mémoire des commissaires du roi au Régent (24 déc. 1715, H 221).

causes qui s'y rapportaient. Les Etats voulurent leur attribuer tout pouvoir et juridiction en matière de travaux publics, et la connaissance des contestations relatives aux francs-fiefs et aux étapes. Ils auraient éventuellement l'administration du dixième si l'assemblée consentait à prendre l'abonnement de cet impôt.

Le gouvernement du régent céda assez vite sur le point essentiel. Les instructions adressées le 12 janvier 1716 aux commissaires du roi leur permirent de consentir à l'institution du bureau général et des bureaux diocésains « sans que les « Etats fussent obligés d'y admettre l'intendant » ; mais on ne prévoyait pour les dits bureaux que l'administration de la capitation et, le cas échéant, du dixième. Les Etats ne prirent pas l'abonnement du dixième ; mais ils donnèrent aux bureaux de la capitation la pleine disposition du fonds de 42.000 l. qu'ils votèrent pour les travaux publics, avec juridiction en cette matière, ainsi qu'en matière d'étapes et de francs fiefs.

Ils prétendirent également mettre la main sur le fonds des haras. Ils commencèrent par charger leurs députés en cour de faire réclamer des comptes à ceux qui, depuis 20 ans, avaient eu le maniement du crédit régulièrement voté dans chaque tenue, c'est-à-dire aux directeurs généraux des haras du royaume. Car, disaient-ils, « il ne paraît pas que l'emploi ait été fait « de cette somme, depuis longtemps, pour l'utilité de sa destination ». Puis ils nommèrent un gentilhomme dans chaque évêché pour faire annuellement la revue des haras et tous les achats d'étalons : le directeur général n'aurait plus qu'à délivrer, à ces commissaires et inspecteurs, les ordonnances de paiement (6).

Les Etats avaient encore institué une commission pour recevoir les plaintes contre les traitants et leurs commis et leur faire rendre compte de leurs recouvrements, et une autre pour

(6) Délib. des 15 janvier et 8 février 1716 (Pr.-v. des Etats). C'est depuis 1687 que le roi obligeait les Etats à faire, dans chaque tenue, un fonds de 30.000 l. pour les haras. La somme était versée au trésor royal et le directeur général des haras en avait le maniement. Elle eût dû être employée à l'achat d'étalons confiés, dans la province, à des garde-étalons et mis à la disposition des éleveurs moyennant une rétribution modique par saillie. Mais les Etats se plaignaient, avec raison, que la majeure partie du fonds eût été employée à d'autres usages et que les étalons envoyés en Bretagne fussent de la dernière qualité. (Cf. DE CALAN, *Les Haras en Bretagne au XVIII^e s.*, et R. MUSSET, *L'Adm. des Haras en France au XVIII^e s.*).

faire compter de clerc à maître les engagistes des droits d'entrée. Ils supprimaient ces droits à la date du 1^{er} mars 1716, bien que la concession en eût encore deux ans à courir.

Le gouvernement parut un moment vouloir réagir ; l'arrêt du conseil du 9 mai 1716 ne laissa aux bureaux diocésains et au bureau général que la connaissance de la capitation, ôtant même aux commissaires des Etats le jugement en dernier ressort. Il maintint la perception des droits d'entrée. Il réduisit les pouvoirs de la commission chargée d'en examiner les comptes et il supprima celle des traitants (7).

Mais les bureaux diocésains subsistaient ; un arrêt du conseil leur rendit même, le 5 septembre suivant, les pouvoirs et la juridiction que les Etats leur avaient d'abord attribués en matière de travaux publics. En face de l'intendant, étaient dressés des organismes armés de pouvoirs analogues aux siens, organismes absolument indépendants de lui et sur lesquels l'autorité royale ne pouvait s'exercer que de loin, par la juridiction du conseil du roi. Ces bureaux multiples, sans lien entre eux, devaient échapper à tout contrôle efficace. Les privilégiés qui y siégeaient s'y trouvaient livrés à eux-mêmes, sans chef, sans responsabilité réelle, loin de toute autre autorité, sans autre loi que des règlements qui ne les menaçaient d'aucune sanction. On ne pouvait imaginer plus dangereuse machine de guerre contre l'autorité monarchique que cette autonomie morcelée qui créait dans la province neuf centres de défense pour les intérêts de l'aristocratie bretonne. Rien n'était plus propre à entretenir l'activité politique et l'esprit d'opposition de la noblesse.

*
* *

Or l'important avantage que les Etats avaient ainsi obtenu n'avait nullement calmé les esprits. La session convoquée à Dinan pour le 15 décembre 1717 s'ouvrit au milieu des plus fâcheuses prévisions. « Je suis arrivé ici », écrivait, dix jours auparavant, l'intendant Feydeau de Brou, « par de très vilains chemins ; mais je trouve que les esprits sont encore plus gâtés à proportion. Il s'est répandu quantité d'écrits anonymes sur la tenue prochaine des Etats par lesquels on invite les ordres à tenir ferme pour ne point accorder le don gratuit qu'à la

(7) Sur les bureaux diocésains, voir, en particulier, le mémoire de la députation en cour avec les réponses du régent, une lettre de Montaran au duc de Noailles (28 janvier 1716), et les décisions du Conseil de régence du 9 mai (H 221).

« fin des Etats et qu'après avoir examiné la réponse au cahier
 « de remontrances et les fonds de la province. On y parle fort
 « contre les députations et contre toutes les pensions; on veut
 « la suppression de toutes les charges. C'est M. de Bonamour
 « que l'on destine à être syndic; on prétend qu'il s'est fait chez
 « lui grand nombre d'assemblées; qu'il y en a eu aussi chez
 « M. de Pré; que la même chose s'est faite dans les autres
 « évêchés chez différents gentilshommes... » (8).

L'intendant était fort bien informé. Cette fois le don gratuit va être mis en question. Le mécontentement de la noblesse, son irritation contre les nouveaux impôts et contre les traitants vont la porter à faire revivre le droit le mieux fondé de l'assemblée, celui de consentir les subsides spécialement tirés de la province. Le dixième a été supprimé. Elle ne mettra pas ouvertement en question la légitimité de la capitation. Mais elle prétend n'accorder le don gratuit qu'à ses propres conditions et dans la mesure de ses moyens.

Le gouvernement du régent était disposé à céder sur plus d'un point. Il ne s'opposait pas absolument à ce que les Etats supprimassent les droits d'entrée et rachetassent les charges de leurs officiers s'ils pouvaient, toutefois, trouver les ressources nécessaires et boucler leur budget. Il ne songeait pas à supprimer purement et simplement les bureaux diocésains : « On doit se proposer de les rendre inutiles et de les faire
 « tomber en les soumettant à un bureau général à la tête du-
 « quel sera le commandant, ou l'intendant, ou tel autre qu'il
 « plaira à S. A. R. de nommer » (9). Mais on voulait absolument le vote du don gratuit dans la forme accoutumée, sans conditions et sans débats. On voulait aussi que l'équilibre de l'état de fonds fût assuré sans emprunt nouveau et sans reprises sur le trésorier et les fermiers. L'on n'admettait pas, somme toute, que l'assemblée s'arrogeât le droit de discuter sur le pied d'égalité avec le pouvoir royal et, si l'on consentait qu'elle débattît les conditions accessoires de son concours, l'on était décidé à couper court au mouvement de réaction qui s'était manifesté en 1715 (10).

(8) De Brou à un destinataire inconnu, 6 déc. 1717 (Arch. Nat. H 225).

(9) Instructions particulières (7 nov. 1717, *ibid.*).

(10) On ne peut rendre le maréchal de Montesquieu responsable des événements. Son inexpérience politique, sa brusquerie et ses maladresses étaient sans doute propres à aggraver le conflit. Mais ses instructions ne lui permettaient de se prêter à aucun accommodement et il semble bien, d'ailleurs, qu'on l'avait choisi à dessein pour faire montre d'énergie.

Le conflit était inévitable. Dès le 15 décembre, premier jour de leurs travaux, les Etats prirent plusieurs délibérations, contrairement à l'usage, avant de s'occuper du don gratuit. Le lendemain, ils imposèrent l'admission au moins provisoire de M. de Kerpondarme, député de Guérande, dont l'intendant contestait l'élection et, le même jour, ils déclarèrent qu'ils ne voteraient pas le don gratuit avant d'avoir examiné l'état de leurs fonds (11). Le 18, après deux journées de négociations sans résultat, les commissaires du roi prononcèrent la « séparation » de l'assemblée. Le clergé s'était en vain efforcé de concilier les deux partis, en demandant que l'on accordât vingt-quatre heures à l'assemblée pour l'examen de ses ressources, satisfaction de principe dont elle pourrait se contenter (12). Mais leurs instructions interdisaient pareille capitulation aux commissaires du roi ; la noblesse, que soutenait la majorité du tiers, ne se fût, d'ailleurs, pas prêtée à l'arrangement. Il lui fallait des satisfactions plus sûres.

Elle précisa justement son programme dans un mémoire qui fut rédigé, le 19 et le 20, dans une assemblée de plus de deux cents gentilshommes, tenue chez le duc de la Trémoille, président de l'ordre (13). Le maréchal de Montesquiou, premier commissaire du roi, et de Brou ne quittèrent, en effet, Dinan que le 21 après deux journées perdues à chercher un accommodement. Le 19, la noblesse avait d'abord demandé :

1° Que la capitation fût réduite de 1.800.000 l. à 1.400.000.

2° Le maintien des bureaux diocésains, avec « juridiction reconnue sur toutes les affaires que les Etats jugeront à propos de leur renvoyer ». Et, d'autre part, que les gens d'affaires de la province, depuis 1689, fussent taxés par deux commissaires du roi et douze des Etats.

3° La suppression des droits d'entrée « parce que la province trouvera d'autres fonds suffisants pour le don gratuit ».

(11) De Brou au duc de Noailles, 16 déc. 1717 (Arch. Nat. H. 225).

(12) J. DE COATTAREL (*Une tenue d'Etats 1717-1718*) et B. POCQUET (*Hist. de Bret.* t. VI, chap. I) n'ont pas remarqué cette proposition de l'Eglise. De Brou insiste sur les efforts du clergé le 17 et le 18 pour faire accepter cette voie de conciliation (De Brou au duc de Noailles, 18 déc. *ibid.*).

(13) Cet important mémoire a été trop sommairement analysé par M. de Coattarel; B. Pocquet n'en parle pas. Le détail en est donné dans les lettres adressées par de Brou à Noailles, le 20 et le 22 déc. (H 225).

4° Enfin qu'il fût permis à la commission de l'état de fonds de « faire tel arrangement pour la finance et pour la police, et « tels retranchements que les Etats jugeront à propos ».

Le 20, on ajouta quelques précisions et de nouvelles revendications :

5° On changerait les termes de paiement du don gratuit : ils suivraient de 15 jours les termes fixés pour la rentrée, dans la caisse des Etats, des fonds qui doivent pourvoir audit paiement.

6° Les droits d'entrée seraient supprimés au 1^{er} octobre 1718. La vérification des comptes des engagistes devrait être terminée avant le 1^{er} juillet.

7° Les rentes constituées par les Etats seraient payées en fin d'année et non par termes de six mois.

8° Toutes ces rentes seraient réduites au denier 25 (4 %).

9° « Suivant la faculté accordée par l'édit du mois de novembre 1711, il serait permis aux Etats de vendre les offices « de receveurs des fouages extraordinaires ».

10° On accorderait aux Etats la ferme des francs fiefs, aux conditions fixées par leur délibération de décembre 1715.

11° Les Etats auraient la faculté de rembourser les charges de leurs officiers.

Le mémoire se terminait ainsi : « Si MM. les Commissaires « ont la bonté de leur obtenir de S. M. les demandes justes et « raisonnables qu'ils ont l'honneur de leur faire, et sans lesquelles la province ne peut sortir de l'état déplorable où elle « est, [l'assemblée] accordera le don gratuit de deux millions « de livres ».

Céder eût été reconnaître aux Etats le plus efficace de leurs droits et leur laisser la plus large autonomie financière. Montesson et de Brou n'avaient plus, évidemment, qu'à partir. Quatre gentilshommes des principaux opposants, MM. de Piré, de Noyan, du Groësquer et de Bonamour avaient été mandés à Versailles où ils furent retenus jusqu'à la fin de juillet 1718. Ils y entrèrent en relations avec la duchesse du Maine et son parti, et c'est ainsi que l'agitation bretonne se trouva liée aux entreprises d'Albéroni (14).

Les Etats séparés n'avaient voté ni don gratuit, ni fouages, ni budget, et n'avaient pas adjugé la ferme de leurs devoirs. Mais l'événement était prévu et, dès le 21 décembre, un arrêt

(14) Journal de Robien, 26 mars.

du conseil revêcu de lettres patentes ordonna la levée, par la seule volonté du roi, de tous les impôts ordinaires, aussi bien de ceux qui appartenaienat aux Etats que des impôts royaux.

Contre cet acte d'autorité, il restait aux procureurs syndes des Etats un recours, l'appel au Parlement. Cette fois, celui-ci allait apporter aux Etats un concours sans réserve et l'on put voir de quel danger pouvait être, pour le pouvoir royal, l'action combinée des deux corps. Le Parlement commença par refuser l'enregistrement de l'arrêt du 21 décembre et, le 3 janvier, il décida, à l'unanimité, d'envoyer une députat.on en cour pour y porter ses remontrances sur la séparation des Etats et la violation de leurs droits.

Le 26 mars suivant, il refusa de même l'enregistrement de l'arrêt du conseil du 18 qui avait rétabli, dans tout le royaume, un impôt additionnel de 4 s. pour l. sur tous les droits des fermes générales et particulières. Dans les remontrances dont il appuya son refus, le 10 avril, il invoqua l'article 25 du dernier contrat des Etats suivant lequel « aucuns édits, déclara-
« tions, commissions, arrêts du conseil et généralement toutes
« lettres patentes et brevets contraires aux privilèges de la
« province n'auront aucun effet s'ils n'ont été consentis par
« les Etats et vérifiés aux cours souveraines de la province,
« quoiqu'ils soient faits pour la généralité du royaume ».

Cet enregistrement fut, toutefois, accordé le 5 mai pour éviter à la ville de Rennes une occupation militaire. L'intendant avait, d'autre part, communiqué une lettre du garde des sceaux qui semblait faire prévoir le prochain rappel des Etats. Mais l'arrêt du 21 décembre demeurait toujours en suspens. Les impôts ne rentraient pas et l'intendant avait renoncé, dès le mois de janvier, à trouver des fermiers pour le bail des de-voirs (15).

*
* *

Le gouvernement rappela les Etats, à Dinan, pour le 1^{er} juillet 1718. Ce fut pour trouver le Parlement aux côtés de l'opposition et plus audacieux encore dans le concours qu'il lui prêtait. Or les instructions des commissaires étaient plus sévères ou, du moins, plus précises qu'en décembre. Le vote du don

(15) Sur les événements de 1717 et de 1718, voir DE COATTAREL, *op. cit.*, II^e partie, section II, et LE MOY, *Le Parlement de Bretagne et le Pouvoir Royal*, chap. II.

gratuit serait valable, même s'il n'était acquis que par les seules voix de l'Eglise et du tiers. On permettait bien aux commissaires de patenter pendant quinze jours et de l'accepter, même si les Etats déclaraient ne l'accorder qu'après avoir examiné leurs fonds. Mais on ne tolérerait point qu'ils prissent pendant cette quinzaine aucune autre délibération et, quant aux conditions qu'ils prétendraient mettre à leur vote, on en serait quitte pour les faire supprimer par arrêt du conseil. On consentait une réduction de 400.000 l. sur la capitation, mais à la condition que le roi serait satisfait de l'assemblée, et l'on exigeait, sans réserve aucune, la suppression des bureaux diocésains.

Le gouvernement repoussait tous les moyens proposés dans le mémoire de la noblesse pour équilibrer le budget des Etats. Les droits d'entrée étaient maintenus; on permettait seulement de les réduire d'un quart car, « c'était le seul fonds sur lequel « on pouvait compter ». On n'autoriserait aucun emprunt. On refusait la substitution du paiement annuel au paiement semestriel des rentes sur les Etats et leur réduction au denier 25. On repoussait également la subrogation des Etats dans la ferme des francs fiefs et la vente des offices de leurs receveurs. On s'opposait enfin à ce que l'on taxât les fermiers et autres gens d'affaires de la province. Le gouvernement prenait manifestement le trésorier Montaran sous sa protection et c'était, d'ailleurs, sur les instances de celui-ci qu'il avait décidé le maintien des droits d'entrée (16).

On paraissait donc décidé à ne pas laisser les Etats régler plus librement leurs affaires financières que par le passé, à leur ôter ce qu'ils avaient pu acquérir d'autonomie à la faveur de l'abonnement de la capitation, et à continuer de les charger des dépenses publiques qu'il plairait au roi. A leurs protestations contre la charge des étapes, on répondait en leur laissant le choix entre l'acquit de la dépense effectivement constatée ou le paiement d'une contribution fixe de 150.000 l. en temps de paix et de 200.000 l. en temps de guerre.

Aucune députation en cour ne devait être permise pendant la tenue et Montesquiou était muni de lettres de cachet en blanc pour exclure de l'assemblée ou exiler, les opposants dangereux. Par mesure préventive, il interdit à une vingtaine de gentilshommes de se présenter à Dinan.

(16) Instructions générale et particulière, 30 avril 1718 (Arch. Nat. H 225).

Les Etats accordèrent le don gratuit, sans difficultés et dans la forme accoutumée; ils votèrent également sans débats, dès le 6 juillet, les fouages ordinaires et l'impôt et billot. Ils renoncèrent ainsi à se servir de leurs principaux pouvoirs financiers. Mais restait à débattre la question de la capitation et, surtout, celle de leur budget.

La noblesse revendiqua sur ce dernier point une liberté réelle. Elle commença par exiger le retour des gentilshommes appelés et retenus à la cour à la suite de la dernière tenue, et l'admission des exilés. Sur le refus des ministres, elle cessa, à partir du 24 juillet, de travailler à la préparation de l'état de fonds; ses membres se retirèrent de la commission « de recherche des fonds par estime ». Mais, dès le 14 juillet, l'assemblée avait voté la suppression des droits d'entrée à l'expiration du bail d'alénation qui venait à échéance le 1^{er} octobre suivant. Les Etats pouvaient faire valoir de bonnes raisons : Il est certain que les droits d'entrée avaient compromis le rendement des devoirs et que le bail de ceux-ci monterait à plus haut prix si les entrées étaient supprimées; les propositions des fermiers ne laissent, à cet égard, aucun doute. Il est indéniable, aussi, que les traitants réalisaient sur la levée des entrées d'énormes bénéfices. L'augmentation de la ferme de devoirs pourrait sans doute suffire à l'équilibre du budget; les consommateurs, privilégiés ou non, seraient ainsi délivrés d'un impôt qui enrichissait les financiers beaucoup plus que la province. Mais, que Montaran eût acheté ou non la complaisance des commissaires du roi et des ministres, il était conforme à la politique du pouvoir royal de ne pas laisser toucher aux ressources d'un budget dont il avait l'habitude de disposer à son gré.

Le 30 juillet, les entrées furent rétablies pour deux ans, par arrêt du conseil. L'enregistrement de cet arrêt, d'abord consenti, le 5 août, par l'Eglise et, à grand peine, par le tiers, provoqua les scènes les plus violentes, et ce fut le début d'une période d'agitation où l'opposition allait donner toute la mesure de ses moyens et de sa force (17).

La majeure partie de la noblesse signa une protestation déclarant nul l'enregistrement de l'arrêt du 30 juillet; principalement parce que cet arrêt, imposant une levée de deniers non consentie, était contraire aux articles du dernier contrat, déjà invoqué par le Parlement dans ses remontrances du 10 avril;

(17) DE COATTAREL, *op. cit.*, p. 130 et suiv.

et, aussi, parce qu'en pareille matière l'unanimité des trois ordres était nécessaire. Le tiers revint alors sur son premier avis et les trois ordres se mirent d'accord pour envoyer à Paris l'un de leurs procureurs syndics, avec le mandat de se pourvoir contre l'arrêt, par voie de requête. Montesquieu interdit son départ.

C'est alors que la noblesse décida de porter le pourvoi devant le Parlement de Rennes, et, comme les deux autres ordres n'osaient la suivre dans cette nouvelle voie, elle agit en son propre nom, avec le concours du vicomte de Coëtlogon, l'un des procureurs syndics. Celui-ci porta leur requête à Rennes où elle fut enregistrée le 13 août.

De nouveau, l'action des deux corps était liée et il était évident que la noblesse pouvait attendre du Parlement le concours le plus actif. A ce moment même, nous voyons ce dernier, seul de tous les Parlements de province, soutenir, par ses remontrances du 3 septembre, le Parlement de Paris dont trois magistrats venaient d'être exilés (18).

Le Parlement, toutefois, ne se hâta pas de se prononcer sur la requête qu'il avait reçue. Or, elle provoqua des mesures de rigueur, exil de Coëtlogon et de trois autres gentilshommes et nombreuses exclusions, à la suite desquelles les Etats adressèrent au régent un mémoire de griefs dans lequel ils renouvelaient leurs protestations contre l'arrêt du 30 juillet. Le régent leur fit signifier qu'il ne « jugeait pas à propos » de leur répondre, les engageant, au surplus, « à ne pas chercher dans une « autorité étrangère des secours qu'ils trouveraient plus facilement dans la bonté du Roi », et il refusa de nouveau de recevoir aucune députation. Alors la noblesse adressa au Parlement, le 3 septembre, une nouvelle requête, et celui-ci, cette fois, y répondit, dès le 6, par un arrêt qui décidait des remontrances et faisait « défense à toute personne de faire aucune « imposition ni levée de deniers dans la province sans le consentement des Etats ».

Les remontrances annoncées furent envoyées le 14. Le Parlement y protestait contre toutes les atteintes portées aux libertés des Etats : « défense au procureur syndic et à toute « députation de se rendre en cour, changement forcé des députés de plusieurs communautés; ...troupes répandues dans « la province contre le droit qu'elle a de n'en point avoir;

(18) LE MOY, *op. cit.*, p. 129, et *Remontrances du Parl. de Brct.* p. 9.

« ...exclusions qui portent atteinte au droit fondamental essentiel de la noblesse de la Province d'assister à la tenue des Etats sans pouvoir exclure aucun membre; ...enregistrement d'autorité absolue » (19).

En conséquence de l'arrêt du 6 septembre, la noblesse fit notifier par huissier, à l'assemblée, son opposition à « toutes bannies, enchères et adjudications de quelques droits, fermes et autres levées que ce puisse être ». L'Eglise et le tiers continuèrent néanmoins de préparer l'adjudication des devoirs.

Aucun des deux partis ne l'emporta par un succès décisif. Le pouvoir royal réussit à conduire la tenue des Etats à son terme. Elle fut close le 24 septembre, une fois la besogne ordinaire achevée. Cette docilité, le maréchal l'avait obtenue par un coup de force, l'exclusion, le 12 septembre, des 62 signataires de la requête au Parlement. La plus grande partie des autres gentilshommes, se solidarisant avec eux, ne reparurent pas dans l'assemblée. Mais le pouvoir royal avait renoncé à exiger le maintien des droits d'entrée. Les privilégiés obtenaient donc satisfaction sur l'un des principaux objets de leurs efforts.

Le gouvernement avait tenu bon sur la question des bureaux diocésains. Mais les Etats avaient refusé, sans bureaux, de se charger de l'abonnement de la capitation; l'Eglise encore s'y fût prêtée, mais le tiers fut intransigeant. La perte de l'abonnement, dans ces conditions, ne peut être considérée comme un échec pour l'opposition. Le contingent de la province fut d'ailleurs réduit à 1.400.000 l. comme l'avaient demandé les Etats.

On avait permis à ceux-ci de rembourser les charges de leurs officiers, et d'emprunter à cet effet 1.250.000 l. On les autorisa ensuite à porter cet emprunt à trois millions, pour la conversion au denier 25 des rentes sur la province. Ils purent, enfin, mettre en vente leurs charges de receveurs des fouages extraordinaires. Autant de points sur lesquels les instructions des commissaires du roi prescrivaient, nous l'avons vu, de repousser leurs demandes. On avait, somme toute, laissé l'assemblée régler à sa manière ces principales affaires financières et assurer, sans droits d'entrée, l'équilibre de son état de fonds. Et l'on sacrifiait Montaran. Sa charge remboursée, il démissionna avant l'ouverture des Etats de 1720.

Par la suppression des bureaux diocésains, il semblait que le pouvoir royal eût arrêté net les plus dangereux progrès de

(19) DE COATTAREL, *op. cit.*, p. 145 et suiv. L'auteur donne, par erreur, les dates du 7 et du 13 sept. Voir les reg. secrets du Parl.

l'autonomie provinciale. Si l'on ne pouvait considérer comme un succès d'avoir ainsi conduit les Etats à renoncer à l'abonnement de la capitation, l'intendant avait, du moins, recouvré son autorité antérieure en matière de travaux publics. Les commissaires nommés par les Etats étaient réduits au simple droit de contrôle que leur reconnaissait l'arrêt du conseil du 26 octobre 1701 en les admettant aux adjudications, aux redditions de compte et aux réceptions de travaux. Ils perdaient toute juridiction ainsi que le choix des travaux et l'ordonnement des paiements. Ils perdaient, en même temps, l'ordonnement de la dépense des étapes, qu'on leur avait laissé en 1716 et 1717 (20). Notons que l'on enleva aux commissaires des haras la disposition des fonds votés pour l'achat des étalons.

Sur tous ces points, les Etats avaient dû s'incliner ; mais non sans se défendre. Ils refusèrent, tout d'abord, de faire aucun fonds pour les haras et ne cédèrent qu'après deux mises en demeure ; encore n'accordèrent-ils que 15.000 l. au lieu de 30.000, sous prétexte que la première année de l'exercice était à peu près écoulée ; ils spécifièrent, d'autre part, que l'achat des chevaux serait confié à deux gentilshommes bretons, MM. de la Marche, lieutenant des gardes, et de Vaux Gouyon, écuyer de la Grande Ecurie, et que la répartition entre les évêchés serait faite avec le concours des commissaires qu'ils avaient désignés en 1716 (21).

Pour les grands chemins, ils ne votèrent aucun crédit nouveau et ils firent les plus grandes difficultés au sujet de l'arriéré encore dû pour des travaux exécutés en 1714 et 1715. A la fin de la tenue, le 21 septembre, ils se refusèrent encore à enregistrer les arrêts du conseil qui ordonnaient de rétablir, dans le compte de leur trésorier, les sommes qu'il avait payées pour cet objet sur les ordonnances de l'intendant. Ils arrêtaient simplement de nommer une commission pour examiner les travaux et en faire le rapport dans leur prochaine assemblée. Ils s'obstinèrent également à refuser le fonds habituel de 12.000 l. pour les députés du commerce ; il fut inscrit à leur budget après la tenue, par arrêt du conseil (22).

(20) Mémoire de l'intendant, 30 août 1718 (Arch. Nat. G⁷ 199).

(21) Délib. du 21 sept. (Pr.-v. des Etats).

(22) Mémoire et lettre de l'intendant (30 août et 22 sept. Arch. Nat. G⁷ 199).

Le départ des opposants n'avait donc pas réduit l'assemblée à une docilité parfaite. Il était à prévoir qu'il faudrait continuer de lutter contre ses prétentions à une réelle autonomie financière.

Remarquons qu'on laissa subsister la commission nommée en 1716 pour faire compter de ciere à maître les engagistes des droits d'entrée et dont les pouvoirs avaient été renouvelés le 5 septembre 1718; de même, la nouvelle commission nommée le 18 septembre pour examiner les comptes des anciens trésoriers depuis 1687, date de la faillite d'Haronis (23).

Après la suppression des droits d'entrée et les dernières délibérations des Etats, l'arrêt rendu le 7 septembre par le Parlement sur la requête de la noblesse, restait sans portée. Mais on ne saurait dire que l'intervention des magistrats ait été sans effet. Au printemps, elle avait achevé de convaincre le régent de la nécessité de rappeler les Etats et, en septembre, de la nécessité de renoncer aux entrées.

Les contemporains furent d'accord pour attribuer aux parlementaires une influence prépondérante dans le mouvement de réaction qui souleva alors la province contre le pouvoir royal (24). Dès la mort de Louis XIV, le Parlement de Bretagne s'était signalé par son empressement à ressaisir ses anciens droits et à en user. Quand on sépara les Etats, l'intendant ne douta pas de l'attitude qu'allaient prendre les magistrats. Leurs remontrances de 1715 et de 1716 avaient déjà prouvé que les nouveaux impôts et les profits des traitants n'avaient pas soulevé parmi eux moins de colère que dans l'autre assemblée (25).

Dans l'intervalle des deux tenues et pendant la seconde, c'est à Rennes, dans les salons des « robines », qu'était le foyer de l'opposition. Les quatre gentilshommes mandés à Versailles après la séparation et les chefs de l'opposition, après le rappel, étaient en correspondance suivie avec les meneurs du Parlement, et l'audace de la noblesse était singulièrement

(23) Pr.-v. des Etats. Voir, d'autre part, les observations de l'intendant sur les délibérations à casser, adressées au garde des sceaux le 28 nov. 1718 (Arch. Nat. G⁷ 199).

(24) Voir LE MOY, *op. cit.*, p. 129 et suiv. En outre, deux mémoires sur les affaires de Bretagne (12 et 21 février 1718, Arch. Nat. H 225), et la correspondance de l'intendant à la date des 11 et 12 août, et des 15 et 24 sept. (Ibid. G⁷ 199).

(25) LE MOY, *op. cit.*, chap. I.

soutenue par la certitude du succès réservé à ses requêtes. L'ardeur de certains conseillers qui pensaient déjà, quarante ans d'avance, à l'union des classes, a pu faire croire que l'agitation de 1718, « aurait été inspirée par les parlementaires « bretons soucieux de faire cause commune avec leurs collègues « de Paris contre le pouvoir royal » (26).

Mais l'accord des deux assemblées n'était que l'effet d'une rencontre et non d'un plan prémédité. Si l'intervention du Parlement a utilement secouru les Etats et fortement aggravé l'agitation bretonne, le conflit de 1717-1718, entre les Etats et le gouvernement du régent, est la suite d'un mouvement qui se dessine déjà avec vigueur dans la tenue de 1715 sans que le Parlement y fût aucunement mêlé. Les Etats avaient des griefs et une politique propres auxquels celui-ci ne s'est intéressé que par accident et qu'ils allaient continuer de soutenir sans lui. Ce n'est pas lui qui les a soulevés contre leurs financiers; il n'a pas inventé les bureaux diocésains, ni provoqué le refus du don gratuit. Il fut un allié précieux, mais qui n'apparut qu'une fois la lutte commencée.

La session des Etats une fois close, le gouvernement se retourna contre le Parlement. Les arrêts rendus par celui-ci, le 13 août et le 7 septembre, furent cassés par un arrêt du conseil, « comme ayant été rendus par des juges incompetents, obtenus « par des parties sans qualité et comme attentatoires à l'autorité royale » (29 septembre). Ils furent rayés et bâtonnés sur les registres (27). Douze lettres d'exil furent expédiées, dont onze à l'adresse de parlementaires. Le Parlement riposta encore, le 26 octobre, par de vigoureuses remontrances où il soutint longuement le droit des Etats, et même de leurs membres en particulier, à se pourvoir devant lui contre les atteintes portées aux privilèges de province ou aux libertés de l'assemblée (28). Mais la suppression de quelques charges, puis la découverte de la conspiration de Cellamare, le 5 décembre, ramenèrent définitivement le calme. Dès le début de 1719, le

(26) LE MOY, *op. cit.*, chap. I.

(27) *Ibid.* p. 134.

(28) LE MOY, *Remontrances*, p. 13. Le Parlement rappelle les événements de 1651, au cours desquels « il fut jugé que la défense de l'intérêt « de tous les ordres pouvait résider dans la personne de quelques-uns des « membres des Etats » (p. 20).

régent promit le rappel des exilés qui se soumettraient à l'humiliation de le solliciter par l'intermédiaire du maréchal, et plusieurs s'y résignèrent.

Le 1^{er} mars, cependant, le Parlement faisait droit à l'opposition formée par le procureur syndic des Etats contre la déclaration qui augmentait au profit du roi les divers impôts municipaux perçus dans les villes du royaume; il ordonna de surseoir à la levée de cette augmentation jusqu'à ce que les Etats y eussent donné leur consentement et fit des remontrances qui furent adressées en cour dès le surlendemain (29). Mais, ni le Parlement, ni les Etats n'étaient alors en mesure de donner aucune suite à cette manifestation. Elle est à remarquer, toutefois, comme un témoignage de leur attention à veiller sur leurs droits.

*
* *

L'agitation qui avait troublé la session de Dinan eût pour suite, on le sait, la conspiration de Pontcallec (30). Déjà, les « mandés » de décembre 1717 avaient eu de premiers rapports avec les mécontents de la cour et Cellamare avait escompté, dans ses projets, l'aide d'une sédition bretonne. La session une fois reprise, une ligue secrète commença de se former parmi les opposants au cours des difficultés qui suivirent le rétablissement des entrées, et ce furent les 62 signataires du pourvoi au Parlement, exclus des Etats le 12 septembre, qui, réunis à Rennes aussitôt après, arrêtèrent l'*Acte d'Union pour la défense des libertés de la Bretagne*. Ils s'étaient rencontrés là avec MM. de Noyan, de Bonamour et du Groësquer, trois des mandés, et de Lambilly, le plus agité des parlementaires. De Bonamour avait rédigé l'Acte d'Union; avec de Lambilly, il fut le principal chef de la conspiration, et c'est par la diffusion de l'acte et la recherche de signatures que celle-ci devait prendre corps.

(29) LE MOY, *Le Parl. de Bret. et le Pouvoir Royal*, p. 140.

(30) B. POCQUER (*Hist. de Bret.* t. V chap. III-VII) a fait de la conspiration, de sa genèse, de ses incidents et de sa lamentable fin, un récit circonstancié qui en fait bien comprendre le véritable caractère. DE CARNÉ, dans son *Hist. des Etats de Bret.*, avait déjà montré ce qu'il y avait de misérable dans cette entreprise et combien elle fut peu dangereuse. Quant à l'*Histoire de la conspiration de Pontcallec* de LA BORDERIE (*Revue de Bretagne*, mars 1857), elle n'est à retenir que comme un témoignage de la passion qui ablistait souvent chez son auteur tout sens critique quand il touchait à l'histoire de sa province.

Ce fut une lamentable équipée qui eût fini dans le ridicule si le pouvoir royal n'avait tenu à en imposer aux Bretons par un sanglant exemple. On put croire, un moment, en effet, que l'exécution du marquis de Pontcallec et de ses trois malheureux compagnons avait terrorisé la province, car l'émotion fut grande. Faute d'avoir suivi l'action des Etats pendant la période postérieure, les historiens ont cru, également, pendant longtemps, que le pouvoir royal avait gagné, à ce prix, la docilité de ceux-ci. Mais c'était se méprendre, à la fois, sur le caractère de l'opposition bretonne et sur l'effet de la répression.

La tentative des conjurés prouva, surtout, que la province n'était nullement disposée à la révolte. Le peuple, auquel d'ailleurs on n'avait pas fait appel, ne s'était pas ému ou, plutôt, avait ignoré le mouvement. Quant à la noblesse, on sait que, si l'Acte d'Union reçut un grand nombre de signatures (on ignore, du reste, combien), il ne vint jamais aux « assemblées » beaucoup plus d'une douzaine de gentilshommes. A l'exception de quelques naïfs et de quelques têtes brûlées, personne ne songeait à prendre les armes. L'attachement à la monarchie française et le respect de l'ordre étaient, en Bretagne, des sentiments aussi forts que dans le reste du royaume.

Ce loyalisme n'était peut-être pas à l'épreuve d'impôts excessifs et particulièrement impopulaires. Mais le dixième avait été supprimé en 1717, les droits d'entrée en 1718 et la capitation réduite, en même temps, de 1.800.000 l. à 1.400.000. Les autres griefs de la noblesse pouvaient bien engendrer du tumulte aux Etats, mais non pas une prise d'armes. Les difficultés signalées, en divers endroits, à la même époque, dans le recouvrement des impôts, n'avaient rien d'anormal (31).

La légende qui se forma autour de Pontcallec et des trois autres décapités de l'échafaud du Bouffay, devenus les martyrs des libertés provinciales, n'est pas née du souvenir de leur rôle, qui fut obscur et piteux, mais de l'horreur que soulevèrent la cruauté et la flagrante injustice de leur châtiment.

Mais le succès du pouvoir royal n'avait été ni complet, ni durable. Nous avons déjà vu qu'en 1718 le gouvernement avait dû céder, sur des points importants, et que, même dans les derniers jours, après l'épuration, les Etats ne furent pas parfaitement dociles.

(31) Voir B. POCQUET, *Hist. de Bret.* t. V, p. 62 et 63.

Si les assemblées de 1720 et de 1722 furent assez faciles à conduire, dès 1724, de Bron se plaint que l'opposition est redevenue aussi entreprenante que jamais. Cependant, jusqu'en 1734, les exigences du pouvoir royal, qui n'a pas de guerres coûteuses à soutenir, seront modérées et l'équilibre du budget des États facile à trouver (32). L'assemblée put même réduire, en 1720, l'impôt des fouages extraordinaires.

*
* *

La crise de 1715-1720 avait fait époque dans l'histoire des États. Ce n'est vraiment qu'à partir de ce moment là que l'on constate dans leurs assemblées l'action d'une opposition tenace ayant, sinon une organisation bien définie, du moins une politique continue et des chefs dont l'influence se prolonge pendant de longues périodes (33).

Au moment où les écrivains politiques, frappés par les résultats désastreux du dernier règne, cherchent dans les anciennes institutions du royaume les moyens de tempérer les effets de l'absolutisme, il est curieux de voir l'aristocratie bretonne s'efforcer de restaurer l'indépendance et la force de ses États pour réagir contre les mêmes excès. Elle ne s'attaque pas plus que Fénelon ou Saint-Simon au principe de la souveraineté royale. Elle ne conteste pas au roi le droit de faire la loi, ni même, bien nettement, celui de décréter des impôts généraux. Mais les États de la province vont lui servir à opposer ses propres privilèges à l'arbitraire gouvernemental et, ce qu'elle réclame pour eux, ce sont justement les pouvoirs administratifs et financiers que les réformateurs proposaient d'attribuer à l'aristocratie dans les États provinciaux ou particuliers de leurs projets. Il serait vain de chercher l'influence des idées de Fénelon ou de Saint-Simon dans les événements de Bretagne.

(32) Cet équilibre fut grandement facilité par la conversion de la dette des États à la faveur du système de Law. L'intérêt en fut réduit uniformément à 2 %, et la charge annuelle ramenée de 1.573.347 l. à 682.536 l. Cf. *infra*, III^e partie, chap. 6..

(33) Jacquelot de Boisrouvray nous a laissé de l'opposition aux États, entre 1720 et 1724, un tableau passionné dont bien des jugements sont sujets à caution, mais fort précieux pour l'intelligence des sentiments et des mobiles de cette noblesse d'humeur difficile. On y voit des essais d'organisation entre opposants, qui étaient alors chose nouvelle. (*Journal d'un député aux États*, p. 147 à 224, abondamment cité par B. POCQUET, t. VI, chap. 9).

On trouve, sur place, toutes les causes de ceux-ci ; on ne voit pas, d'autre part, qu'ils aient eu d'influence directe au dehors. Leur portée, cependant, dépassait les limites de la province. Les Etats de Bretagne avaient commencé à donner, contre l'absolutisme royal parvenu à son apogée, l'exemple d'une réaction aristocratique, différente de l'opposition parlementaire et qui allait, jusqu'à la fin de l'Ancien Régime, se développer parallèlement à celle-ci, avec son propre programme et ses propres méthodes.

A la faveur d'une organisation plus propice, d'attributions mieux conservées et du caractère de leur noblesse, ils devaient la continuer avec plus de suite et de vigueur qu'aucune autre assemblée analogue. Les idées des théoriciens dépassèrent bientôt celles des écrivains du temps de Louis XIV et de la Régence. Mais la politique aristocratique n'évoluait pas aussi vite. A la fin du siècle, les Etats provinciaux du type traditionnel demeuraient un idéal pour les privilégiés qui pensaient à des réformes. Ceux de Bretagne, par leurs revendications de 1715 et de 1717 et par la politique dont elles furent le principe, avaient donné toute la mesure de cet idéal.

CHAPITRE IV

Les pouvoirs financiers et administratifs des Etats *(suite)*

De 1720 à 1749 : La lutte pour les commissions. L'institution de la Commission intermédiaire

De 1720 à 1734. Exigences modérées du gouvernement. Cependant, activité croissante de l'opposition. La question des commissions intermédiaires. L'affaire du registre. La tenue de 1732 et l'abonnement du casernement. — *La tenue de 1734*. L'abonnement de la capitation et du dixième. L'évêque Guérapiu de Vauréal. L'institution de la Commission intermédiaire. — *Les débuts de la Commission*. Les difficultés créées par le bastion et, d'autre part, par les prétentions du gouvernement. Conflits avec Machault. — *Les nouveaux impôts*, dixième de 1741, 2 s. p. l. du dixième (1746) et 4 s. p. l. de la capitation (1747). Facilité de leur acceptation par les Etats, ainsi que des nouvelles dépenses mises à leur charge.

Jusqu'à l'institution du vingtième en 1749, les Etats ne firent jamais sérieusement obstacle à l'établissement des nouveaux impôts royaux dans la province. Ils n'en discutèrent que les modalités. Tout leur effort consista à obtenir des rachats ou des abonnements avantageux. La grande querelle du vingtième n'eut pas elle-même pour motif l'assujettissement de la province au nouvel impôt, mais le refus d'en consentir l'abonnement aux Etats (1).

(1) Sur la période de 1720-1736, nous avons une étude de M. de Calan, *La Bretagne sous le Maréchal d'Estrées*. C'est un récit un peu superficiel et souvent incomplet des tenues d'Etats, d'après la correspondance conservée aux Arch. Nat. (série H). Mais, s'il ne repose pas sur une connaissance suffisante de l'administration financière de la province, il permet, du moins, de suivre les efforts de l'assemblée pendant cette période. M. de Calan a bien vu l'importance de la question des commissions. Il donne peu de références et ne signale pas l'intérêt des *observations* des intendants sur les délibérations des Etats (celles de l'intendant de Brou en 1724 et en 1726, Arch. Nat. H 240 et 245 ; celles de La Tour, en 1728, *ibid.* et H 250 ; du même en 1732, H 265).

B. POCQUET (*Hist. de Bretagne*, t. VI, chap. 8, 9 et 10) n'ajoute pas grand chose au récit de M. de Calan.

En 1722, le gouvernement du régent ayant rétabli, pour une durée de six ans, divers droits de courtiers, jaugeurs, inspecteurs aux boucheries et aux boissons, attachés à des offices que les Etats avaient déjà rachetés avant 1709, il obtint sans trop de peine que ceux-ci les rachetassent une fois de plus, au prix fixé par lui, soit pour 350.000 l. par an. L'assemblée tint seulement à spécifier qu'il s'agissait d'un « don » qui ne pouvait « être regardé comme un consentement et acquiescement » au rétablissement des dits droits. Réserve toute platonique qui sauvegardait le principe de la propriété des Etats sur les droits qu'ils avaient déjà rachetés, mais ne coûtait rien au gouvernement ; les commissaires du roi furent autorisés à l'admettre. L'important était que le « don » fût consenti sans difficulté, et il continua de l'être, en effet, de tenue en tenue (2).

L'impôt du cinquantième ne devait pas soulever de plus graves débats. Quand il fut établi par la déclaration du 2 juin 1725, pour être levé à partir du 1^{er} août suivant, on put croire que le gouvernement du duc de Bourbon allait en faire appliquer sans délai les principes, en Bretagne, comme ailleurs. L'enregistrement de la déclaration du 5 juin fut, en effet, immédiatement imposé au Parlement de Rennes ; on expédia les lettres de jussion dès le 26 juillet, sans attendre l'envoi des remontrances décidées le 7 et qui ne partirent que le 27. Le Parlement s'inclina d'ailleurs fort docilement, le 2 août ; ses remontrances n'avaient même pas fait mention des droits des

(2) Les offices en question avaient été supprimés par l'arrêt du conseil du 24 février 1720 et rétablis par ceux du 22 mars et du 6 mai 1722. Les Etats de 1722 ne subirent évidemment pas de bonne grâce le nouveau sacrifice qu'on leur imposait. « Ce n'a pas été une affaire facile à finir », dit La Boissière. « Il leur a paru un peu dur », dit le maréchal d'Estrées, premier commissaire du roi, « de se voir obligés de laisser établir des « droits qu'ils avaient rachetés à perpétuité par permission du roi, ou « de donner une somme d'argent aussi considérable pour s'en affranchir ». (Correspondance des Etats de 1722, 2 et 3 janvier 1723, Arch. Nat. H 236). Mais l'accord se fit, somme toute, assez rapidement et la noblesse ne montra pas l'intransigeance que l'on redoutait.

Au sujet de ces droits, le contrat des Etats dit, régulièrement : « Accordent NN. SS. les Commissaires du Roi que les arrêts du conseil « des 22 mars et 6 mai 1722... n'aient aucune exécution dans la Province « de Bretagne, sans que, sous aucun prétexte le Roi puisse rétablir « (lesdits droits) ni les Etats être inquiétés sur la propriété et possession « d'iceux pendant les années..., au moyen du don de la somme de... ». A partir de 1726, le « don » fut réduit à 325.000 l. par an. Il n'y fut pas pourvu par un rétablissement effectif des droits, que les Etats, d'ailleurs, avaient toujours perçus en partie et affirmés avec les devoirs. (Histoire générale des droits sur les boissons, dans le Rapport de la Commission intermédiaire aux Etats de 1784, art. 21 ; Arch. d'I.-et-V. C 3857).

Etats (3). Cependant on ne tenta pas de commencer la levée avant la réunion des prochains Etats, qui ne devaient pourtant se tenir qu'en octobre 1726 (4). Peut-être les difficultés éprouvées ailleurs firent-elles différer une perception d'un genre aussi nouveau dans une province où l'assemblée de 1724 venait de révéler la vigueur persistante de l'esprit d'opposition. La docilité du Parlement ne suffisait pas à garantir celle des contribuables. Or, quand les Etats de 1726 se réunirent, le gouvernement de Fleury avait déjà renoncé aux dispositions originales du nouvel impôt, levée en nature et déclaration rigoureuse des revenus. La déclaration du 24 juin 1726 avait, en particulier, accordé, aux provinces et aux corps qui avaient payé le dixième par abonnement, la faculté d'abonner également le cinquantième pour un prix proportionnel à celui du dixième. Le dixième n'avait pas été abonné en Bretagne. Mais on ne songeait pas à y entreprendre directement une levée différée depuis si longtemps et l'on fit proposer aux Etats de 1726 de prendre le nouvel impôt à leur compte. On n'insista même pas pour qu'ils le fissent effectivement percevoir; on leur permit de le racheter au prix véritablement modique de 220.000 l. à prendre sur l'excédent de leurs fonds, pour les 17 mois de l'exercice 1725-1726 (5). On remettait à traiter avec les Etats suivants de l'imposition des années à venir, ce qui était en consentir par avance le rachat; elle fut du reste supprimée à la fin de 1727, et les Etats de 1728 donnèrent, sans beaucoup de marchandages, les 200.000 l. qu'on leur demanda pour cette dernière année (6).

(3) *Le Moy. Le Parl. de Bret. et le Pouvoir Royal*, p. 152 et suiv. Correspondance de M. de Bédée, procureur syndic des Etats, et de M. de Brilhac, premier président du Parlement, avec le cont. gén., 17 juin-5 août 1725 (Arch. Nat. K 893).

(4) Nous n'avons rien trouvé dans les fonds du contrôle général, de l'intendance, ou des Etats, qui concerne la levée du cinquantième en Bretagne avant la tenue de 1726. Les instructions des commissaires du roi pour les Etats de 1726 semblent prouver qu'on ne l'avait aucunement tentée; pour en savoir la raison, il nous faudrait avoir conservé plus complètement la correspondance de l'intendant à cette époque.

(5) Correspondance relative aux Etats de 1726 : Instructions (Arch. Nat. H 246). D'Estrées au contrôleur général, 24, 26 et 29 oct. (*ibid.* H 240); il pense que les Etats, se fondant sur le produit du dixième, ne consentiront pas à donner les 250.000 l. qu'on leur demande; il faudrait se contenter de 220 à 230.000 l. L'assemblée n'offrit d'abord que 160.000 (De Brou au cont. gén. 12 nov., *ibid.* H 247); elle accorda 220.000 l. le 10 nov.

(6) Correspondance relative aux Etats de 1728 : Les instructions demandent 200.000 l. (Arch. Nat. H 252). Le prince de Léon, président

Il n'y a pas à s'étonner de la facilité avec laquelle les Etats et le pouvoir royal se mirent d'accord en cette occasion. Fleury et Le Pelletier Desforts avaient, en effet, renoncé à tout ce que le cinquantième de Paris Duverney offrait de dangereux pour les privilégiés. Puis, en se prêtant au rachat à une époque où le budget des Etats permettait d'y pourvoir aisément, ils achevaient de s'accommoder à la politique de ceux-ci, qui ne voyaient pas à leurs fonds d'emploi plus salulaire que de servir à exempter la province de la levée d'un nouvel impôt.

L'assemblée de 1726 avait également obtenu de payer, sur l'excédent de son état de fonds, la part de la province dans le don de joyeux avènement qui, autrement, eût dû être imposé sur les contribuables aux fouages (7).

Contre l'impôt levé, à partir du 1^{er} août 1726, pour le paiement de la solde des milices, les Etats n'élevèrent qu'une protestation platonique, par un article de leurs remontrances (8).

de la noblesse, insiste auprès du cont. gén. pour obtenir une réduction de 20.000 l. ; sans succès (Lettres des Set 12 oct., *ibid.* H 250).

(7) L'arrêt du conseil du 8 octobre 1725 avait ordonné la levée du don de joyeux avènement, sous la forme d'un droit de confirmation des droits d'usage égal à la valeur annuelle desdits droits, sur toutes les villes et paroisses du royaume. Le procureur syndic et les députés en cour des Etats, sans protester contre la légitimité de cette imposition en Bretagne, contestèrent la fixation à 146.760 l. de la part de la province et demandèrent qu'il fût sursis à sa levée jusqu'aux prochains Etats. Ils paraissaient considérer que la province ne devait rien de plus que le produit annuel de la taxe de confirmation sur les droits d'usage et nouvel acquêt levés avec les fouages extraordinaires, soit 7.338 l. Ce n'était pas là une thèse soutenable; l'impôt visait le produit des droits d'usage pour les villes et les paroisses qui en jouissaient et non le revenu que le roi en tirait au moyen de cette dernière taxe. Mais, comme celle-ci était levée conjointement avec un impôt appartenant à la province, on consentit volontiers à traiter l'affaire avec les Etats. Ils obtinrent ainsi, non seulement la faculté de racheter la province d'une imposition effective, mais encore l'exemption des 2 sous pour livre qui devaient être levés en sus du principal de l'impôt (Mémoire des députés en cour, déc. 1725, Arch. Nat. H 243. Etats de 1726, Instruction générale, H 246 ; correspondance : 24, 26 et 29 oct., H 240 ; 12 nov., H 247).

(8) L'ordonnance du 25 février 1726 venait de réinstaurer les milices; la Bretagne devait fournir 7 des 100 bataillons créés dans tout le royaume, soit 4.200 hommes. Ce contingent ne fut pas sensiblement augmenté par les réformes de 1765 et de 1771-1773 qui modifièrent la composition des unités de milice. Quant aux frais, ils variaient suivant l'importance des effectifs appelés.

Pour protester contre cette nouvelle charge, les Etats se fondaient sur le privilège qui exemptait la Bretagne, « de tous emprunts, subsistance et levée de gens de guerre, quartiers d'hiver, garnison et logement ». Mais c'est un privilège dont le pouvoir royal n'avait jamais tenu compte (Art. 4 des remontrances de 1726, et art. 9 des rem. de 1728).

Le gouvernement, il est vrai, avait la tâche facile; il ne s'agissait, en effet, que d'une imposition roturière, perçue sous la forme d'une taxe additionnelle à la capitation dont la levée était alors faite par l'intendant. C'est après 1734, quand les Etats, ayant de nouveau abonné la capitation, se trouvèrent en même temps chargés de la perception de l'impôt de la milice, que celui-ci commença à devenir l'objet de sérieuses querelles. Contre son principe même, les protestations renouvelées dans chaque tenue, continuèrent de n'être qu'une formalité sans portée. Mais, levant l'impôt, les Etats demandèrent à en administrer eux-mêmes le produit et ils ne cessèrent d'en discuter le montant, qu'ils prétendaient réduire strictement à la somme effectivement dépensée (9). Nous retrouvons là des réclamations caractéristiques de leur méthode et bien conformes à leur politique de 1715 et de 1718.

On est naturellement porté à regarder l'abonnement du dixième et celui de la capitation en 1734, et l'organisation définitive de la Commission intermédiaire, qui en fut la conséquence, comme un succès de cette politique. Ce furent là, cependant, des concessions gracieuses auxquelles le pouvoir royal se décida spontanément et sans autre motif que sa propre commodité, tout comme en 1695, lorsqu'il accorda le premier abonnement de la capitation. Mais, si les circonstances immédiates des nouveaux abonnements ne donnèrent pas à la Commission intermédiaire, sous la forme achevée qu'elle prit alors, l'apparence d'une conquête des Etats, les revendications que ceux-ci n'avaient cessé de soutenir depuis le conflit de Dinan, avaient déjà annoncé et préparé le rôle futur de la nouvelle institution et lui avaient assuré, par avance, une singulière valeur.

*
* *

La prétention qu'ils soutinrent en 1722, 1724 et 1726, d'attribuer et de refuser à leur gré les gratifications payées sur leurs fonds (10), leurs efforts, à la même époque, pour devenir

(9) Cf. *infra* et CHARDEL, t. II, p. 264 et suiv.

(10) De Brou au cont. gén., 12 janvier 1723 (Arch. Nat. H 236). Il accuse les Etats de gaspiller leurs fonds en largesses injustifiées et approuve la délibération qu'ils ont prise ce jour là de se prononcer au scrutin secret sur les gratifications. Les présidents des ordres, que cette décision privait d'un grand moyen d'influence, avaient protesté violemment. Elle fut toutefois maintenue. Mais, comme de Brou le fait

effectivement maîtres du choix de leurs officiers (11), la fermeté avec laquelle ils imposèrent, en 1720, la diminution des fouages extraordinaires (12), témoignaient déjà de la persistance et des rapides progrès de l'esprit d'indépendance dans leur assemblée, au lendemain même de la répression. En 1724, la noblesse fit modifier la formule de la délibération qui accordait au maréchal d'Alègre, premier commissaire du roi, et à sa femme, les gratifications d'usage. Elle voulait que cette gratification parût spontanément offerte par l'assemblée, sans aucune mention de la demande que le roi en avait faite, comme à l'ordinaire. Il fallut trois jours pour la faire céder; encore consentit-elle seulement à laisser rétablir la mention habituelle par les voix de l'Eglise et du tiers, sans y acquiescer elle-même (13).

Mais le principal motif des conflits qui mirent alors les Etats aux prises avec le pouvoir royal, ce fut leur obstination à laisser après eux des commissions chargées de diverses tâches dans l'intervalle des tenues. C'est, de toutes leurs prétentions,

observer, les gratifications devaient être approuvées par arrêt du conseil et demeuraient à la discrétion des ministres. En 1724, de Brou demanda que l'on enlevât aux Etats la libre disposition des 48.000 l. que le règlement de 1687 les autorisait à employer en gratifications dans la dépense ordinaire de leur budget. (Observations sur les délib. des Etats, *ibid.* 245). Il n'obtint pas gain de cause et c'est, d'ailleurs, cette année-là que l'assemblée fixa définitivement l'emploi de cette somme, en partageant la majeure partie entre les trois ordres, pour indemnités de présence à leurs membres (Décl. du 4 déc., *ibid.* H 246. Cf. *supra*, p. 97).

En 1726, l'instruction générale des commissaires du roi énuméra pour la première fois les pensions et gratifications que les Etats étaient invités à porter, en sus des 48.000 l. précitées, dans la dépense extraordinaire de leur budget. Une note marginale disait que l'on voulait de cette manière « leur interdire plus authentiquement d'en faire d'autres ». (*Ibid.* H 246).

(11) Voir *supra*, p. 133 et suiv.

(12) Ils les réduisirent de 642.000 à 428.000 l. par an; les commissaires du roi y consentirent sans envoyer de courrier en cour, pour avoir l'autorisation du ministre, car « pendant ce temps, l'on aurait pu prendre « encore quelques autres idées », et ils jugeaient prudent de clore la tenue sans tarder davantage (De Brou à Le Pelletier-Desforts, 22 oct. 1720, Arch. Nat. H 232).

En 1724, les Etats voulurent réduire encore la même imposition de 428.000 à 267.500. Cette fois, le maréchal d'Alègre, premier commissaire, tint bon et l'ancien chiffre fut maintenu (D'Alègre au cont. gén., 23 nov. 1724, *Ibid.* H 242).

(13) De Brou au cont. 13 nov. 1724 (Arch. Nat. H 242). M. de Calan, *op. cit.*, p. 24), et B. Pocquet (*Hist. de Bret.* t. VI, p. 188), d'après lui, ont attribué à cet incident, en le généralisant, plus d'importance qu'il n'en a eu. Il ne s'agissait que de la demande relative à la gratification de M. et de Mme d'Alègre, et non de toutes les demandes du roi.

celle que l'intendant dénonce avec le plus d'inquiétude. Il était certain, en effet, que l'opposition et, l'on peut dire, la majeure partie de l'assemblée, n'avait rien plus à cœur que cette autonomie effective dont elle avait déjà établi si largement le programme en 1715. On vit bien, dès 1720, qu'elle n'avait pas oublié ses anciennes revendications.

Les Etats mirent cette année-là, au vote du fonds des haras, la même condition qu'en 1715 et en 1718, c'est-à-dire que l'achat des étalons serait fait par les commissaires qu'ils continuèrent de nommer dans les divers évêchés. Le gouvernement n'y voulut pas consentir ; mais il n'osa pas casser une délibération fondée sur des motifs trop certains, et les 45.000 l. votées pour les années 1720, 1721 et 1722 demeurèrent sans emploi dans la caisse du trésorier des Etats. En 1722 et 1724, l'assemblée refusa de faire aucun fonds pour le même objet et, en 1726, elle obtint complètement gain de cause (14).

La même année 1720, les Etats refusèrent, comme déjà en 1718, de se racheter de la fourniture des étapes moyennant une somme fixe. Ce ne fut pas seulement parce qu'ils redoutaient un piège sous cette offre en apparence avantageuse (15). C'est

(14) Cf. *supra*, p. 252. CHARDEL, t. II, p. 503 et DE CALAN, *Les Haras en Bretagne au XVIII^e s.* En 1726, le maréchal d'Estrées intervint vigoureusement en faveur des Etats, dénonçant les abus du marquis de Brancas, directeur général des haras du royaume, qu'il accusa de détourner la plus grande partie des fonds qui lui étaient confiés et de n'avoir jamais envoyé en Bretagne que des animaux de rebut. L'arrêt du conseil du 14 oct. 1727, complété par ceux du 26 juillet 1729 et du 26 avril 1733, mit entièrement l'administration des haras sous la main des Etats. Ceux-ci avaient dressé un plan d'administration, le 8 nov. 1726, qui fut élargi et réformé par celui du 18 nov. 1762. Ils décidaient eux-mêmes des achats d'étalons et de la répartition de ceux-ci entre les divers départements de la province. A la tête de chaque département (8 à 14) ils plaçaient un commissaire inspecteur choisi dans la noblesse. Ces commissaires étaient en réalité les maîtres de l'administration, les Etats ne faisaient rien que sur leurs propositions. Les fonds des haras demeuraient aux mains du trésorier qui payait sur les ordonnances de la Commission intermédiaire ou des inspecteurs, suivant les cas, sans avoir à rendre de véritables comptes qu'aux Etats eux-mêmes. Nous verrons plus loin comment les Etats défendirent l'autonomie complète et leur administration, et l'intérêt qu'ils portèrent aux haras (*infra*, chap. VIII). (D'Estrées au cont. gén., 9 nov. 1726, confidentiel, Arch. Nat. H 247). Voir également : Etats de fonds de 1720, 1722 et 1724, délibération des Etats du 30 sept. 1720, lettre de l'intendant à Brancas du 8 oct. 1720, et note sur l'affaire (*Ibid.* H 232).

(15) L'évêque de Nantes raconte que le rachat, approuvé par l'Eglise, eût été accepté si un « maudit pédant du corps de la noblesse n'avait « décidé son ordre à le rejeter, parce que l'arrangement était trop avantageux pour les Etats : Timeo Danaos et dona ferentes ». (Mgr de Tressan à un destinataire inconnu, 1^{er} oct. 1720, Arch. Nat. H 232).

qu'ils tenaient à contrôler la dépense. Depuis 1675 qu'on les contraignait de voter, dans toutes leurs sessions, une certaine somme pour les rations de bouche et de fourrage à fournir aux étapes des troupes, l'emploi des fonds avait toujours été réglé par les commissaires du roi. En 1701, on avait commencé à faire l'adjudication de cette fourniture devant l'assemblée, pour l'année qui suivait la session ; pour l'autre année intermédiaire, elle était faite en présence de six commissaires des Etats. Mais c'était toujours l'intendant qui la prononçait et qui avait, seul, l'ordonnancement des dépenses. En 1720, les Etats demandèrent que l'adjudication fût désormais faite pour deux ans et dans leur assemblée. En attendant, ils nommèrent six commissaires des étapes avec des pouvoirs égaux à ceux de l'intendant (16). Accepter l'offre de rachat, c'eût été, non seulement reconnaître la légitimité d'une charge contre le principe de laquelle ils avaient toujours protesté, mais encore renoncer à obtenir la participation qu'ils réclamaient dans la gestion des fonds votés.

Les Etats ne firent, cette année-là, qu'un fonds dérisoire pour les grands chemins, 58.000 l. ; ils n'accordèrent que 30.000 l. sur les 71.000 qu'on leur demandait pour la réfection du pont de Pirmil, et, encore, ce ne fut que le jour de la clôture, après avoir constaté que ces 30.000 l. restaient disponibles dans leur budget. Ils continuaient de rechigner pour toute dépense dont ils n'auraient pas le contrôle effectif. On renonça, d'ailleurs, à leur réclamer une somme de 20.995 l. 3 s. qui restait encore due aux entrepreneurs sur les adjudications faites, de 1712 à 1715, par l'intendant Ferrand. De Brou avouait qu'il serait bien difficile d'obtenir l'exécution des arrêts du conseil du 25 juin et du 25 décembre 1718, qui avaient ordonné le paiement de ces restaux, et il conseilla d'en assigner le montant sur l'excédent de la capitation de 1718-1719, comme on l'avait déjà fait pour 51.397 l. 9 s. d. dues à l'ancien trésorier Montaran (17).

En 1722, le gouvernement, sous l'influence, semble-t-il, du maréchal d'Estrées, premier commissaire du roi, parut disposé à quelques concessions. Comme les Etats se décidaient enfin, à la faveur d'une meilleure situation financière, à entreprendre l'exécution d'un véritable programme d'aménagement des che-

(16) Correspondance de l'intendant (9, 15 et 21 déc., *ibid.*, H 228).

(17) De Brou à L.^e Pelletier-Desforts, 17 oct. 1720 (Arch. Nat. H 232).

mins de la province et votaient à cet effet 200.000 l., il les laissa instituer une commission de trois membres de chaque ordre par évêché pour régler l'emploi de cette somme (18). On leur permettait, en même temps, d'attribuer à leurs propres commissaires la réception des comptes des receveurs des fouages extraordinaires, contrairement à l'arrêt du conseil du 10 mars précédent qui venait de remettre l'examen de ces comptes à l'intendant, assisté de l'un des procureurs syndics. Ils avaient commencé par nommer une commission de deux députés de chaque ordre par diocèse pour recevoir les plaintes relatives à la répartition des fouages et leur en faire un rapport dans leur prochaine tenue. Ils lui renvoyèrent les comptes des receveurs (19). Si l'intendant de Brou fit des objections, il n'en est pas resté trace.

Mais l'agitation soulevée dans l'assemblée de 1724, par une opposition redevenue beaucoup plus audacieuse, lui permit de réveiller les inquiétudes des ministres (20). Il rappela la nécessité de faire aboutir les projets de réforme agités de 1718 à 1720 et il demanda que l'on commençât, tout au moins, par se débarrasser des commissions intermédiaires que les Etats avaient nommées, cette année-là, comme dans les deux sessions précédentes (21). Il n'eut pas satisfaction complète sur le champ. Le gouvernement se contenta de réduire les pouvoirs

(18) Voir CHARDEL, t. II, chap. 7, et LETACONNOUX, *Les grands chemins de Bretagne* (Revue du XVIII^e siècle, janvier-juin 1917).

On vota 120.000 l. pour la route d'Ingrandes à Saint-Malo et 80.000 l. à répartir entre les neuf évêchés pour les réparations urgentes; le bureau de Rennes était chargé de la répartition.

(19) Délib. des 16 et 26 janvier 1723 (Pr.-v. des Etats). M. de Calan (p. 32), parlant des commissions maintenues en 1718, mentionne, parmi elles, une commission « pour recevoir et examiner les mémoires sur « les abus, vexations, inégalités et injustices » dans la répartition des fouages. Il n'existe aucune trace de la nomination d'une pareille commission dans les procès-verbaux des tenues de 1718 et de 1720, et les termes dans lesquels le procureur syndic Bédée la proposa en 1722 suffiraient à prouver qu'elle fut alors instituée pour la première fois. On n'avait, jusque-là, désigné de commissaires que pour la vérification des augmentations et diminutions d'espèces dans les caisses des receveurs. M. de Calan paraît avoir mal lu une lettre postérieure de l'intendant de Brou. L'arrêt du 10 mars 1722 n'avait pas attribué, comme il le dit, la connaissance des comptes des receveurs aux commissaires des Etats; il la leur refusait au contraire, pour la rendre à l'intendant assisté d'un procureur syndic.

(20) Voir DE CALAN, *La Bret. sous le Maréchal d'Estrées*, p. 22 et suivantes.

(21) Observations de l'intendant de Brou sur les délibérations des Etats (Arch. Nat. H 245).

de certaines commissions. Ceux de la commission des grands chemins furent ramenés, par l'arrêt du conseil du 18 décembre 1725, au seul droit de contrôle que leur avait accordé l'arrêt de 1701; les commissaires n'eurent plus la disposition des fonds. On interdit à ceux des fouages de continuer la recherche des abus dans la perception des autres impôts (22). Mais ils purent continuer leur tâche principale jusqu'à la session suivante. Dès 1724, d'ailleurs, ils avaient apporté le projet d'un nouveau règlement pour la levée des fouages, tant ordinaires qu'extraordinaires, que les Etats adoptèrent et qui fut confirmé par arrêt du conseil le 20 avril 1726 (23). On permit ainsi aux Etats de régler l'administration de deux impôts dont ils n'avaient encore jamais eu à connaître que pour les voter.

En 1726, de Brou ramena complètement les ministres à sa politique autoritaire. En 1720, 1722 et 1724, c'est seulement par un article de leur instruction particulière que les commissaires du roi avaient été invités à ne pas souffrir la nomination de commissions intermédiaires. Cette fois, on fit de cette interdiction un article de l'instruction générale, avec mission de la notifier à l'assemblée. On autorisait seulement la nomination de deux commissaires de chaque ordre pour assister à l'adjudication, par l'intendant, de la fourniture des étapes, et exercer, en même temps, les attributions fixées par l'arrêt du conseil du 18 décembre 1725 sur les grands chemins. On chargerait les mêmes commissaires de la vérification des augmentations et diminutions d'espèces dans la caisse du trésorier des Etats. Grâce à l'appui du maréchal d'Estrées, les Etats obtinrent, en outre, nous l'avons vu, l'administration des haras. Ce fut tout. Plus de commission des fouages, plus de bureaux diocésains. Sauf pour les haras, ce sont les agents du pouvoir royal qui règlent l'emploi des crédits votés sur les fonds de la province.

(22) Observations de l'intendant (Arch. Nat. H 245). Il signale que les commissaires nommés en 1724 ont été chargés « de recevoir aussi « les plaintes qui pourront être faites contre tous lesdits receveurs et « commis des différents autres recouvrements ». (Délib. du 20 nov.). Le 12 déc. les commissaires de l'évêché de Vannes furent spécialement invités à recevoir les plaintes relatives à la perception du droit d'ancre. Sur le rapport des commissaires de 1722, les Etats avaient, du reste, fait demander à l'intendant la destitution de deux de ses commis (20 nov.).

(23) Pr.-v. des Etats de 1724 et de 1726. Le texte du règlement est rapporté à la suite. Aux Arch. Nat. (H 248), nous avons le projet des Etats avec les observations de l'intendant.

Les Etats protestèrent énergiquement; ils nommèrent les mêmes commissions qu'auparavant et le maréchal d'Estrées dut entrer dans l'assemblée pour faire enregistrer, en sa présence, l'ordre du roi supprimant les commissions interdites (24). Ils n'en persistèrent pas moins dans leurs prétentions. Leur assemblée de 1728, à la faveur des dispositions conciliantes du maréchal, nomma toutes les commissions qu'elle voulut, entre autres une grande commission de 174 membres, avec bureaux diocésains, pour les grands chemins. Elle demanda aussi que la commission chargée de vérifier, pendant la tenue, l'emploi des 300.000 l. votées en 1724, par les Etats, pour la reconstruction de Rennes, partiellement détruite par l'incendie de 1720, continuât à siéger pendant l'intermédiaire, avec le pouvoir d'approuver préalablement les devis et les conditions d'adjudication des travaux et de viser toutes les ordonnances de paiement délivrées par l'intendant; cette demande fut renouvelée en 1730, à l'occasion de l'ouverture d'un nouveau crédit de 150.000 l. pour le remboursement des créanciers des Etats qui s'engageraient à employer les capitaux ainsi récupérés à bâtir dans la ville incendiée.

Mais le gouvernement, de son côté, tint bon. Il cassa, après les tenues de 1728 et de 1730, toutes les délibérations contraires à ses instructions, autorisant seulement les mêmes commissions qu'en 1726, avec les mêmes pouvoirs restreints. Les commissaires des étapes et grands chemins étaient appelés à connaître de l'emploi des fonds consacrés à la reconstruction de Rennes, et dans les mêmes conditions seulement que pour les autres travaux publics. Quand on permit, en 1730, la nomination d'un député de chaque ordre pour faire l'inventaire des archives des Etats, ce fut en stipulant que cette commission devrait achever sa tâche avant la session suivante (25).

*
* *

Mais la commission des étapes et des travaux publics, dans la forme réduite où elle subsistait, pouvait encore être un foyer

(24) Instructions des commissaires du Roi (Arch. Nat. H 246). D'Estrées au cont. gén., 17 nov. 1726 (*Ibid.* H 247).

(25) Etats 1728 : Instructions (Arch. Nat. H 252); mémoire de l'intendant La Tour sur les commissions, 8 oct. (*Ibid.* H 250); observations du même sur les délib. des Etats (*Ibid.* H 245).

Etats de 1730 : Instructions particulières (Arch. Nat. H 259). Sur la commission de la reconstruction de Rennes : Délib. du 29 oct. 1728 et du 4 déc. 1730; correspondance de La Tour avec le cont. gén., sept, oct. et déc. 1730 (Arch. Nat. H 260).

d'agitation, se dresser contre l'intendant et persister à réclamer les pouvoirs qu'on lui refusait. L'opposition intransigeante y pouvait pénétrer et y provoquer à plaisir des incidents. On vit, du reste, la commission prendre des initiatives étrangères aux attributions qui lui étaient reconnues, se substituant aux procureurs syndics et s'arrogeant le contrôle de leurs actes comme si elle était chargée, dans l'intermédiaire, d'un mandat général des Etats.

Dans le rapport qu'elle présenta aux Etats de 1730, les deux procureurs syndics, Bédée et Coëtlogon, furent ainsi vivement pris à partie. La commission, nous raconte l'abbé de Pontbriand, qui comptait alors parmi les membres les plus assidus mais aussi les plus modérés des Etats, « avait fait mettre le
« scellé sur les papiers dont les Bénédictins de Rennes
« s'étaient emparés à la mort de dom Lobineau, historiographe
« de Bretagne et pensionnaire des Etats. Elle accusait l'un des
« syndics d'avoir rompu ce scellé sans sa participation, pour
« en tirer plusieurs pièces, en particulier l'ébauche d'un
« *Traité des Baronnies*, très propre, comme on l'a vu depuis,
« à faire naître des prétentions. La commission intermédiaire
« insistait encore sur quelques lettres particulières écrites par
« les deux syndics à Ménage, leur substitut, et qui semblaient
« prouver, qu'étroitement liés avec la sénéchale de Rennes,
« ils désiraient trop faiblement le succès de l'affaire des Etats
« contre les anciens trésoriers (26). Une malle où ces lettres
« avaient été renfermées, avec plusieurs autres papiers trouvés
« après le décès de Ménage, fut apportée de Rennes à Saint-
« Brieuc (où se tenaient les Etats) avec des formalités et des
« précautions extraordinaires. On peut les voir sur le registre.
« Il me suffit de dire que les Etats se comportèrent d'une façon
« digne de leur sagesse et de la confiance qu'ils prirent, avec
« raison, dans les intentions de leurs officiers. Les députés
« chargés de faire l'inventaire de la malle reçurent non seule-
« ment ordre de remettre aux procureurs syndics leurs lettres ;
« il leur fut défendu d'en prendre lecture. Les mêmes députés
« connurent de quelques autres reproches personnellement
« faits au Président de Bédée et que l'abbé de Trémigon, cha-
« noine de Rennes, parlant pour la commission intermédiaire,
« ne cessait d'aggraver par des écrits et des harangues. Le

(26) Le sénéchal de Rennes était alors Michau de Ruberzo, beau-frère de l'ancien trésorier Michau de Montaran.

« Président de Bédée ayant répliqué, les Etats, conformément
« à l'avis de leurs députés, ordonnèrent que les mémoires
« seraient rendus aux parties et qu'il ne serait plus question
« d'un démêlé qui n'avait fait que trop d'éclat » (27).

La commission avait été régulièrement chargée de l'inventaire des papiers de Dom Lobineau par une délibération des Etats dont elle fit elle-même demander confirmation au roi (28). Mais Trémigon avait attaqué Bédée sur d'autres points et demandé, en particulier, la nomination d'une commission « pour examiner les ordres donnés par lui depuis 1720, « vers le trésorier des Etats, et l'emploi des sommes qu'il avait « dû faire toucher, sur les hors fonds, à divers particuliers, « en exécution de ses ordres » (29). Nous n'avons malheureusement pas d'autres détails sur les griefs soulevés contre Bédée. Tout au plus, pouvons-nous supposer que l'on reprochait à celui-ci d'avoir autorisé le trésorier à employer d'après les ordonnances de l'intendant, sans visa de la commission, les fonds votés par les Etats pour la reconstruction de Rennes ou d'autres travaux. La commission apparaissait, en tout cas, dans la circonstance, comme l'instrument de l'opposition intransigeante contre des officiers que leurs relations et leur crédit à la cour rendaient suspects de faire trop bon marché des intérêts de la province.

Les Etats, cependant, n'avaient pas voulu prendre parti contre leurs officiers. Trémigon sortit de la commission où Pontbriand fut élu à sa place et prit la présidence. Mais l'opposition n'avait pas désarmé. En minorité à la commission, elle allait s'en prendre à la majorité en même temps qu'à l'intendant. Pontbriand, appuyé par Bédée, semble pourtant avoir soutenu avec assez de zèle les prétentions ordinaires des Etats.

(27) PONTBRIAND, *Hist. des Procureurs généraux syndics*. Le bref récit de l'abbé de Pontbriand est le document le plus explicite qui nous reste sur cet incident. Dans la faible partie de la correspondance relative à la session de 1730 qui a été conservée aux Arch. Nat., en ne trouve rien qui le concerne. Les délibérations des 11, 17 et 24 nov. et du 2 déc. confirment le récit de Pontbriand sans y ajouter beaucoup de précision. C'est l'abbé de Trémigon qui avait pris l'initiative de faire saisir et mettre sous scellés, dans une malle, les papiers de Ménage, aussitôt après la mort de celui-ci (Délibérations du 11 nov.). M. de Calan et B. Pocquet ne parlent pas de cette affaire.

(28) Reg. de la commission, 4 avril 1729 (Arch. d'I.-et-V. C 3797).

(29) Pr.-v. des Etats, 17 nov. 1730. Nous n'avons ni le rapport de l'abbé de Trémigon, ni la réponse de Bédée, qui furent, comme nous l'apprend Pontbriand, rendus l'un et l'autre à leurs auteurs.

Si l'on en juge par le registre de la commission, celle-ci n'avait encore jamais examiné les projets de travaux avec autant de soin que sous sa présidence. L'on ne peut nier que, dans la querelle qu'il eut avec La Tour au sujet de la répartition des 150.000 l. votées pour les « bâtisseurs » de Rennes, il n'ait veillé avec une persévérante attention au respect des prérogatives des commissaires (30). L'intendant avait publié, le 24 janvier 1731, en son seul nom, une ordonnance convoquant les bâtisseurs à fournir leurs soumissions et il ne cachait pas sa prétention de réduire les commissaires à « faire figure de « personnages de tapisserie ». Pontbriand exigea le retrait de l'ordonnance et obtint que les commissaires fussent admis à prendre connaissance des demandes, des devis et de la répartition des fonds. L'ordonnance, en dépit des engagements de La Tour, ayant été rétablie en tête de l'acte de répartition, il invita ses collègues à de nouvelles protestations, de concert avec les procureurs syndics. En définitive, un arrangement intervint, le 19 avril 1732. Dans une conférence avec la majorité de la commission, La Tour accepta de substituer à son ordonnance du 24 janvier une ordonnance d'attache, antidatée du 20 et stipulant simplement l'arrêt du conseil du 9 janvier 1731 approubatif du fonds à répartir. Les commissaires, de leur côté, approuvèrent toutes les opérations relatives à l'emploi des deux crédits votés pour la reconstruction de Rennes. Il fut même question de supprimer, sur le registre de la commission, la relation des contestations antérieures, rédigée le 19 janvier 1732 par l'abbé de Pontbriand et dans laquelle l'intendant était assez vivement pris à partie. Cette suppression eût été, somme toute, le seul témoignage de complaisance un peu marqué que les commissaires eussent donné à La Tour. Du reste on y renonça. Mais alors l'on vit l'un des substituts des procureurs syndics, Lollivier, et le commis du greffe, Guillard, s'opposer, le premier, à l'approbation d'une dépense de 5.682 l. 2 s. 10 d., sous prétexte que les travaux qu'elle concernait avaient été exécutés « par économie » au lieu d'être mis en adjudication, le second, à tout changement au greffe des Etats de l'expédition primitive de l'ordonnance de l'intendant. Tous

(30) Sur ce nouveau conflit et sur l'affaire du registre, voir le registre de la commission des étapes et grands chemins, qui allait devenir lui-même le principal objet de la querelle, ainsi que les mémoires de Lollivier et de Pontbriand qui y sont renfermés (Registre allant du 22 déc. 1730 au 19 mars 1732, Arch. d'I.-et-V. C 3798).

les deux agissaient à l'instigation de l'un des gentilshommes de la commission, M. Huchet de Cintré, et du marquis de Coëtlogon, autre opposant notoire.

Le 20 avril, les deux gentilshommes, accompagnés de Lollivier, vinrent au greffe faire ficeler sous scellés le registre de la commission, afin de prévenir toute altération des délibérations inscrites et, particulièrement, de la fameuse relation du 19 janvier. Tel fut le début de l'« affaire du registre ». Les intransigeants de l'opposition rouvraient le conflit que la majorité de la commission et l'intendant avaient accepté de clore. On ne voit pas quelles bonnes raisons ils pouvaient faire valoir; personne ne contestait la régularité de la répartition du fonds des bâtisseurs et l'on ne pouvait prendre au sérieux la querelle soulevée sur l'exécution par économie de cinq mille et quelques cents livres de travaux accessoires. Aux Etats suivants, on répandit bien, contre les commissaires de la majorité, le soupçon de faire décider les réparations de routes suivant leurs convenances particulières. Mais ce n'était qu'un bruit, que ne confirma aucune accusation précise (31).

MM. de Cintré et de Coëtlogon avaient simplement saisi un motif d'agitation à l'approche de la prochaine session des Etats; ils voulaient, comme on le dit plus tard, que l'ordonnance du 24 janvier subsistât « comme un monument de la culpabilité de l'intendant ». C'était un grief à joindre à ceux

(31) Sur les menées de l'opposition dans la province à cette époque, nous n'avons comme toujours que des indications assez vagues. Une lettre adressée à Orry, le 19 janvier 1733, par Gervais de la Mabonnays, ce gentilhomme malouin que nous avons déjà rencontré parmi les informateurs du Régent en 1718, nous apporte quelques observations intéressantes; si sommaires qu'elles soient, elles paraissent fort justes et s'accordent avec ce que nous savons par ailleurs des événements. Nous aurons à y revenir; mais nous lui devons déjà cette remarque que « Lollivier poussa si loin son prétendu zèle pour la province dans cette affaire, qu'il accusa nommément MM. du Clergé et de la Noblesse, « commissaires des grands chemins, de prévarications et d'avoir détourné « des sommes qui étaient affectées à leurs réparations, pour leur intérêt « particulier ». (Arch. Nat. H 420).

De son côté, dans ses lettres du 7 mai 1732 au contrôleur général, La Tour signale « quelques mouvements et quelques entreprises de la « part de Lollivier et de quelques gentilshommes à l'occasion des ordres « qui ont été donnés pour le rétablissement des chemins de la province « et de la distribution qui fut faite, l'an dernier, des fonds attribués « par les Etats pour le remboursement de quelques rentes en faveur des « bâtisseurs ». Le 22, il dénonce en outre à Clautrier, premier commis du contrôle général, les agissements du marquis de Coëtlogon, qui a déjà répandu des lettres dans la province et peut encore en répandre (Arch. Nat. H 264).

qu'on se préparait à faire valoir contre l'administration du casernement. Le gouvernement aggrava lui-même l'affaire en faisant enlever du greffe et transporter à Versailles le registre litigieux. Le ministre Saint Florentin (32) le fit saisir, le 21 juillet, par le comte de Volvire, lieutenant du roi en Haute-Bretagne, qui commandait dans la province en l'absence du maréchal d'Estrées, et ce fut encore l'occasion d'une manifestation du commis Guillard qui, en livrant le registre, déclara hautement qu'il ne cédait qu'à la violence.

Aux Etats qui s'ouvrirent le premier octobre suivant, l'affaire fut rapidement jugée. Le maréchal avait rapporté le registre qu'il présenta à l'assemblée, intact sous les sceaux apposés le 20 avril. Lecture fut donnée de la relation du 19 janvier et des textes incriminés. On entendit ensuite un mémoire de Lollivier, porte-parole de l'opposition; puis, trois jours après, un long rapport de l'abbé de Pontbriand qui justifia amplement sa conduite et celle de la majorité de la commission. Les Etats se tinrent pour satisfaits. « Malgré la « cabale qui demandait qu'on entendit encore Lollivier, il « passa », nous dit le trésorier La Boissière, « de prier M. de « Cintré de ne pas répliquer... Satisfaction légère pour les « commissaires, ajoute-t-il, mais on ne pouvait espérer « mieux » (33). Si la majorité de l'assemblée, en effet, même dans la noblesse, répugnait à désavouer la commission, les esprits demeuraient généralement défiants et portés à l'intransigeance.

*
* *

Pour n'avoir pas obtenu, dans l'affaire du registre, un succès formel, l'opposition n'en conserva pas moins, pendant toute la tenue, une influence manifeste sur la conduite, non seulement de la noblesse, mais souvent aussi des deux autres ordres. Il est indéniable que c'est à son action que les Etats durent l'importante conquête qu'ils firent, cette année-là, de l'administration du casernement.

(32) Secrétaire d'Etat de la maison du Roi qui avait la Bretagne dans son département.

(33) La Boissière au cont. gén., 17 et 22 oct. (Arch. Nat. H 264). En terminant sa lettre du 22, il signale le résultat d'une querelle entre un gentilhomme, M. de Guichen, et un conseiller au présidial de Rennes, M. Aubert, au sujet du changement d'un chemin. « On décida en faveur « du dernier; le premier avait la tâche d'avoir été un des commissaires « des grands chemins ».

Les Etats avaient commencé à poser sérieusement cette dernière question en 1726. Par sa nature même, elle fournit un objet de plus à leur campagne pour le rétablissement des commissions; mais elle fournit aussi l'occasion d'échauffer les esprits en prêtant à des griefs particulièrement graves contre la gestion de l'intendant.

Nous avons vu qu'en 1693 le gouvernement avait commencé à faire lever, sur les contribuables roturiers, une taxe additionnelle aux fouages, pour le paiement des rations de fourrage dues aux officiers des troupes en garnison dans la province, et que les Etats, bien qu'on n'eût jamais demandé leur consentement, ne protestèrent pour la première fois qu'en 1711, lorsqu'on menaça d'étendre l'imposition aux terres roturières possédées par des nobles. Cette imposition était alors assez faible; jusqu'en 1717, elle ne dépassa jamais 112.000 l. par an. Mais, alors, on l'accrut considérablement pour que le produit en pût subvenir à toutes les dépenses du casernement, loyer des casernes, indemnités de logement des officiers, « ustensile », literie, frais des corps de garde et, d'une façon générale, aux frais de tout ce que le roi ne fournissait pas directement pour le logement et les fourrages des troupes cantonnées en Bretagne. Le montant annuel de l'impôt s'éleva couramment, dès lors, à plus de 300.000 l. Il entraît dans la caisse de l'extraordinaire des guerres; dans la province, la recette et l'emploi en étaient faits par un commis de l'intendant spécialement préposé à cet effet (34). L'intendant avait l'ordonnement des paiements. Il n'était rendu de comptes qu'à lui, les receveurs des fouages et son préposé ayant été formellement dispensés d'en présenter aucun à la Chambre des Comptes de Nantes (35).

Mais, qui garantissait aux Etats que l'on n'imposait pas une somme supérieure aux besoins des garnisons de Bretagne ? Et, s'il y avait un excédent, que devenait-il ? Ce fut là le principe des réclamations des Etats à partir de 1726. Ils parurent, à cette date, commencer à soupçonner des abus et ils demandèrent qu'on leur abandonnât le soin d'assurer eux-mêmes le service du casernement, à la condition, bien entendu, de leur laisser le choix et le maniement des fonds nécessaires. Mais le

(34) Voir CHARDEL, t. I, p. 125 et suiv., et un mémoire sur l'administration du casernement de 1716 à 1730 (Arch. d'I.-et-V. C 4440).

(35) Par une disposition d'un arrêt du conseil du 1^{er} mai 1718.

pouvoir royal n'était pas plus disposé à leur confier cette gestion qu'aucune autre. Il répondit par des refus répétés aux instances que les Etats renouvelèrent dans leurs tenues de 1728 et de 1730. Comme on préparait les instructions des commissaires du roi pour celle de 1732, l'intendant rappela avec force les motifs de ne faire aucune concession sur ce point, aussi bien que sur la question des étapes. « La dépense du « casernement, dit-il, qui peut augmenter et devenir urgente « selon les occasions, ne permet ni retardement, ni remon- « trances. S'il fallait communiquer aux Etats les ordres du « Roi là-dessus, ce ne pourrait être, d'abord, que tous les deux « ans. On aurait sûrement des remontrances sur le montant de « l'imposition, sur la nature des dépenses, etc... Ils préten- « draient aussi y appliquer leur revenu ordinaire comme ils le « voulaient faire en 1728, et supprimer ainsi l'imposi- « tion » (36). Il fut, en conséquence, interdit aux commis- saires, non moins nettement que par le passé, de se prêter à aucune démarche de l'assemblée, « le roi ne voulant recevoir « sur le supplément de fourrages et le casernement aucune « représentation ni députation » (37).

Mais ils allaient se trouver en présence d'une assemblée plus têtue et plus difficile à manier que les précédentes. Pour expliquer cette nouvelle recrudescence de l'esprit d'opposition, il n'est pas nécessaire d'invoquer l'influence de l'agitation parlementaire à la même époque (38). La facilité de soulever

(36) Note sur les demandes des députés en cour, et observations de La Tour, 8 juillet 1732 (Arch. Nat. H 260).

(37) Instructions particulières pour les Etats de 1732, art. 6 (*Ibid.* 263).

(38) Le 15 oct. 1732, pendant la tenue, La Tour, écrivait au cont. gén., paraît attribuer une sérieuse influence à l'agitation parlementaire. « Ce « n'est qu'en 1726 que les Etats ont commencé leurs représentations, « sous M. de Brou, et ils les ont continuées en 1728 et en 1730. Mais « l'occasion ayant paru plus favorable à cause des mouvements du Par- « lement de Paris, la plupart des gentilshommes ont formé de concert « le dessein d'insister et de traîner l'assemblée jusqu'à ce qu'ils aient « obtenu satisfaction ». (*Ibid.* H 264). Mais c'est la seule allusion à l'in- fluence des événements parisiens qui nous soit connue, et il n'est parlé nulle part de l'action du Parlement de Rennes. Gervais de la Mabonnays dénoncera, dans sa lettre du 19 janvier 1733, un mécon- tentement général qui paraît commun à la noblesse des Etats et aux magistrats; mais il fera remarquer qu'on ne pouvait émouvoir la noblesse sur la question religieuse « car elle n'est guère janséniste... Alors on « prend prétexte des taxes ». (*Ibid.* H 420).

Sur l'agitation parlementaire à Rennes, à cette époque, voir LE MOY, *Le Parl. de Bret. et le Pouv. Roy. au XVIII^e s.*, p. 155 et suiv. Le pro- cureur syndic des Etats avait fait opposition à l'enregistrement des

l'opinion dans la noblesse, et même dans les deux autres ordres, contre l'administration de l'intendant, y suffit. Il semblait à beaucoup que cette administration devait être fatalement tyrannique, dispendieuse et malhonnête. L'émotion causée par l'affaire du registre n'avait fait qu'aggraver l'effet des bruits répandus sur la gestion des fonds du casernement. On incriminait d'abord l'augmentation constante de l'imposition que l'on prétendait avoir atteint, en 1731, le chiffre de 700.000 l. (39) et l'on accusait communément Jollivet, le commis préposé à cette partie depuis 1720, « homme qui ne faisait que sortir de « terre », de détourner « une partie de l'argent dans ses coffres » (40). Ainsi se trouva porté à son comble le mécontentement qui avait recommencé de se manifester ouvertement dans la session de 1724.

Le don gratuit une fois voté, les Etats se refusèrent à expédier aucune affaire avant que d'Estrées eût accepté d'envoyer en cour, par un courrier extraordinaire, leur mémoire sur l'abonnement du casernement et le rétablissement des commissions; ils réclamaient une réponse avant l'adjudication des fermes, et ils s'arrangèrent effectivement pour perdre leur temps sans aboutir à rien pendant trois semaines. Le gouvernement céda. Il accorda aux Etats l'administration du casernement. Il exigea que toute la somme nécessaire fût levée sous la forme d'une taxe additionnelle aux fouages ou à la capitation roturière. Mais l'emploi en serait fait par les agents des Etats et sur les ordonnances de leurs commissaires: leur trésorier aurait le maniement des fonds et en compterait devant eux; leurs commissaires, enfin, seraient juges des contestations relatives à l'assiette et à la perception de la taxe.

lettres patentes du 18 mars 1732 sur les pouvoirs accordés aux capitaines généraux des fermes, et à celui de la déclaration du 27 janvier 1733 sur la répression de la contrebande; lettres et déclaration firent l'objet de remontrances et la seconde ne fut enregistrée qu'après les secondes lettres de jussion (*Ibid.* p. 166-170).

(39) La Tour conteste qu'elle ait atteint 700.000 l. en 1731; elle n'aurait été que de 354.162 l. 12 d. 9 d., après déduction d'un excédent de 86.155 l. 4 s. sur l'exercice précédent; il ajoute, il est vrai, « qu'elle a été « plus forte qu'en 1732, à cause de l'arrivée de la gendarmerie... et de « l'augmentation survenue sur le prix des fourrages, dont la récolte ne « fut pas abondante en 1732 » (La Tour au cont. gén., 15 oct. 1732, Arch. Nat. H 264). Le chiffre de 700.000 l. est donné dans le mémoire des Etats (Arch. d'I.-et-V. C 4440).

(40) Gervais de la Mabonnays au cont. gén. (lettre déjà citée).

Il ne fut pas nommé de commission nouvelle ; celle des étapes et des ouvrages publics fut simplement portée à dix-huit membres et chargée de tout ce qui concernait le casernement ; par la même occasion, les Etats obtinrent pour elle la pleine administration du fonds des étapes, sans plus aucune ingérence de l'intendant. On réussit, il est vrai, à éluder les instances qu'ils renouvelèrent jusqu'à la fin de la tenue pour qu'il fût accordé voix délibérative à leurs commissaires en matière de grands chemins. Mais ils obtinrent sur ce point satisfaction, par l'arrêt du conseil du 30 janvier 1733, et l'on avait fini par renoncer à exiger la gratification payée jusqu'alors à l'intendant sur le fonds du casernement. « Si le roi avait donné un million, écrit le maréchal d'Estrées, les Etats n'auraient pas été si contents » (41).

Au moment de la clôture, les procureurs syndics furent chargés, par une délibération spéciale, de s'opposer à tous les arrêts du conseil qui pourraient intervenir pour ordonner de nouvelles dépenses ; de son côté, le trésorier avait défense de faire aucun paiement en exécution desdits arrêts. Il s'agissait évidemment des dépenses que l'on redoutait de voir imputer indûment sur les fonds du casernement, en particulier de la gratification de l'intendant. Le sénéchal de Nantes eut, d'autre part, « la commission de rechercher à la Chambre des Comptes l'origine et la destination du taillon ou paiement des gens de guerre, et d'en retirer la pancarte pour le billot. L'objet, ajoute La Tour, est toujours de former, tant sur le supplément de fourrages et le casernement que sur le droit de billot qui appartient au Roi, de nouveaux incidents » (42).

L'attitude décidée de l'assemblée en avait évidemment imposé au gouvernement et c'est bien aux chefs de l'opposition que semble revenir tout l'honneur de l'avoir inspirée. La Tour n'avait cessé de prêcher la résistance et de montrer le danger de laisser entamer ses pouvoirs. Mais le maréchal d'Estrées, si soucieux qu'il fût de sauvegarder l'autorité royale, s'était laissé impressionner par les protestations des Etats et, moins menacé que l'intendant par leurs prétentions, il avait de bonne heure conseillé aux ministres des concessions propres à faci-

(41) Au cont. gén., 9 nov. (Arch. Nat. H 265). Sur les débats relatifs à l'abonnement du casernement, voir la correspondance des mois d'oct. et de nov. (*Ibid.* H 264 et 265).

(42) La Tour au cont. gén., 21 nov. (*Ibid.* H 265).

liter sa propre tâche, qui n'était après tout, que de conduire la session à bonne fin sans trop de tracas (43). Le nouvel évêque de Rennes, Guérapiu de Vauréal, en l'encourageant dans cette politique conciliante, parut préluder au rôle qu'il allait jouer en 1734.

Tout le bénéfice du succès, toutefois, n'était pas pour l'opposition. Les éléments opportunistes de l'assemblée n'étaient pas moins attachés qu'elle aux progrès de l'autonomie bretonne. On ne saurait conclure des attaques de M. de Cintré et de Lollivier que la majorité de la commission des grands chemins avait trahi les intérêts de la province; non seulement le texte du fameux registre et les mémoires de la commission paraissent justifier l'abbé de Pontbriand et ses collègues, mais encore toute la carrière de celui-ci démentirait, en ce qui le concerne, un pareil soupçon.

Il fut, du reste, maintenu à la tête de la commission où l'on ne fit guère d'autre changement agréable aux intransigeants que celui de MM. de Cicé et de Guichen; ajoutons que M. de Cintré en sortit également. Il faut toujours distinguer entre les éléments les plus décidés de l'opposition et la masse qu'ils n'entraînaient que pour certains votes. En 1732, le rôle des premiers fut particulièrement important et, sans doute, décisif. Mais, ce qui assurait aux concessions arrachées au pouvoir royal toute leur valeur, c'est que l'assemblée toute entière en sentait le prix et qu'elles étaient le fruit d'une politique qu'elle n'avait, toute entière, cessé de poursuivre depuis 1715.

L'abonnement du casernement était pour les Etats une conquête de grande conséquence. Le casernement était, en effet, une lourde charge pour la province. S'il n'est pas prouvé

(43) La Tour commença de bonne heure à se plaindre de la faiblesse du maréchal (Voir ses lettres au cont. gén. des 8, 10, 12 et 14 oct.). Celui-ci en annonçant, le 15 oct., l'envoi des mémoires des Etats par courrier extraordinaire, représente au cont. gén. que leur demande lui a paru « juste », ainsi qu'à « tous les gens raisonnables... Si le roi accorde la « grâce que les Etats demandent, ajoute-t-il, il y a lieu de croire que « tout finira avec tranquillité. S'ils sont refusés, le feu sera plus grand « qu'il n'a jamais été dans aucune assemblée et l'on se verra forcé peut- « être à prendre des partis extrêmes. Toute personne qui vous écrira « autrement vous trompera ». Cette dernière réflexion visait évidemment La Tour. Le 14, l'évêque de Rennes donnait déjà la même note en déclarant également que les demandes des Etats étaient « assez justes » et qu'il fallait leur céder sur une partie au moins « si on ne voulait pas « leur séparation forcée avec toutes ses suites... Ils ont résolu de ne pas « adjuger les fermes et de ne faire aucun fonds s'ils n'ont pas satisfac- « tion... On ne trouverait pas dans l'assemblée dix personnes qui pensent « autrement... »

que la gestion de Jollivet ait été malhonnête, il était évidemment à craindre que l'administration royale ne regardât pas assez à la dépense. Les Etats allaient s'efforcer, au contraire, en veillant à la stricte application des règlements militaires, de réduire cette dépense au minimum et ils prétendront même ne jamais imposer plus de 350.000 l. par an, quels que fussent les besoins, s'obstinant à vouloir combler le déficit par des emprunts que l'on amortirait sur l'excédent des bonnes années. C'était un moyen de prévenir les exigences que le pouvoir royal ne serait jamais en peine de produire pour absorber cet excédent. Toute l'histoire de l'administration du casernement nous montre les Etats et leurs commissaires attentifs dans ce rôle de protecteurs des contribuables de la province qui fut bien leur rôle essentiel. Cette administration devait d'ailleurs étendre leurs rapports avec la population. Dans chaque lieu de garnison fut installé un correspondant de la Commission intermédiaire qui ne fut d'abord chargé que du détail du casernement, mais qui se trouvait tout prêt pour d'autres besognes, et, ainsi, fut institué en Bretagne un second cadre administratif à côté de celui que formaient les subdélégués de l'intendant.

*
* *

La tenue de 1734 allait valoir aux Etats des avantages plus considérables encore. Par suite de l'abonnement du dixième et de la capitation, les pouvoirs de la Commission intermédiaire se trouvèrent accrus de telle manière qu'elle prit véritablement un caractère nouveau et que l'on peut dater de là le commencement d'une nouvelle période dans l'histoire administrative de la province. En obligeant les Etats à toujours confier à la même commission les pouvoirs qu'il leur laissait, le gouvernement avait cru réduire le danger des commissions intermédiaires. En réalité, il avait servi la cause de l'autonomie. Il se figurait avoir moins à craindre d'un groupe unique et peu nombreux de commissaires. Mais, quand la modeste commission des étapes et des grands chemins eût étendu ses attributions, non plus seulement à la gestion du casernement, mais encore à la levée de la capitation et du dixième, il se trouva qu'elle était devenue un organisme puissant, capable d'aider à la défense générale des intérêts et des privilèges de la province, justement parce qu'elle était demeurée unique et qu'elle avait concentré entre ses mains toute l'autorité administrative dévolue aux Etats.

Ce dernier et décisif progrès, toutefois, ne fut pas simplement le résultat des efforts de l'assemblée depuis vingt ans et, encore moins, une conquête de l'opposition. Celle-ci continua bien ses menées avant et pendant la tenue de 1734 qui fut aussi difficile que la précédente. Mais le pouvoir royal, cette fois, ne céda pas à des menaces d'obstruction. Si l'on ne peut apprécier toute la valeur des concessions qui furent alors faites aux Etats qu'en se rappelant les revendications qu'ils avaient obstinément soutenues depuis 1715, il reste que les causes immédiates de ces concessions furent toutes fortuites.

La guerre de la succession de Pologne amena le contrôleur général Orry à rétablir, par la déclaration du 17 novembre 1733, l'impôt du dixième, sur les mêmes bases et suivant les mêmes modalités qu'en 1710. Il désirait, d'autre part, faire rendre à la capitation, dont la régie de l'intendant ne tirait jamais guère plus de 1.400.000 l. par an (44), la même somme qu'avant 1718, soit 1.800.000 l. En 1732, il en avait refusé l'abonnement aux Etats qui l'avaient réclamé en même temps que celui du casernement. Rien ne prouve qu'ils auraient davantage obtenu cet abonnement en 1734 si les circonstances n'avaient pas changé. Mais Orry, qui ne voyait dans le rétablissement du dixième qu'un expédient pour le temps de guerre, était d'avance décidé à en accorder l'abonnement à tous les pays d'Etats; en Bretagne, c'est également à la faveur d'un abonnement qu'il comptait obtenir une augmentation de la capitation. En même temps, il était décidé à laisser aux Etats le soin de percevoir l'impôt de la milice qui était levé conjointement avec celle-ci (45)). Il ne paraissait nullement prévoir les conséquences fatales d'un pareil système dans une province comme la nôtre. Sa correspondance ne révèle aucune hésitation ni le moindre soupçon qu'il allait ainsi fortifier les Etats dans les plus redoutables tendances de leur politique. On paraissait croire qu'il serait aisé de confiner la Commission intermédiaire dans les attributions strictement nécessaires à la levée des impôts abonnés, et qu'au surplus l'autorité royale

(44) Sur le produit de la capitation de 1719-1731, voir le tableau général fourni par La Tour le 8 oct. 1732. L'imposition annuelle avait varié de 1.567.927 l. 11 s. à 1.610.697 l. 4 s. Les frais n'absorbaient qu'une centaine de mille livres; mais les décharges et les non-valeurs pouvaient s'élever à la même somme, du fait de la noblesse qui payait fort mal.

(45) Instructions particulières des com. du roi, art. 11 (Arch. Nat. H 271). La Tour, consulté, n'y vit pas d'inconvénients (*Ibid.* 27 août).

serait toujours en mesure d'empêcher les mécontents d'en faire le foyer d'une agitation vraiment dangereuse. Les circonstances étaient favorables aux illusions du ministre. Auprès des Etats, il se voyait alors servi par un personnage dont le zèle pouvait être tenu pour sûr, l'évêque de Rennes, Vauréal, qui avait déjà présidé l'assemblée de 1732 (46). On allait encore tenir les sessions suivantes à Rennes pour les maintenir sous la direction du même président.

Mais, en 1732, n'avait-on pas vu Vauréal, d'accord avec le maréchal d'Estrées, conseiller au contrôleur-général une politique de concessions ? Continuer, ensuite, à le prendre pour guide, le traiter comme l'homme de confiance auquel on remettait tout le soin des intérêts du roi, n'était-ce pas reconnaître la puissance de l'assemblée, la nécessité de composer avec elle, et confirmer la défaite de l'intendant ? La Tour, il est vrai, paraissait impropre à conduire aucune négociation importante avec les Etats. Les incidents de 1731 et de 1732 avaient achevé de ruiner le crédit qu'il avait jamais pu avoir dans la province. Son départ fut, du reste, résolu dès le début de la tenue de 1734 (47). Mais un autre eût-il mieux réussi ? La Tour ne fut certainement pas plus impopulaire que son prédécesseur. Ce n'est pas à sa personne, mais à ses fonctions et à son autorité qu'on s'était attaqué. Lui préférer l'évêque comme con-

(46) Guy Guérapiu de Vauréal, né en 1690, succéda sur le siège épiscopal de Rennes à Mgr. Le Tonnelier de Breteuil, mort le 24 avril 1732. Il y devait rester jusqu'en 1756. Mais, de 1740 à 1749, il fut ambassadeur en Espagne, d'où il continua d'ailleurs à s'intéresser aux affaires de la province. Il entra à l'Académie française en 1749.

Il repartit aux Etats de 1750 et présida les assemblées suivantes jusqu'à son départ définitif de la province, après la tenue de 1756. Il garda également, jusqu'à cette date, la présidence de la Commission intermédiaire. Mais l'affaire du vingtième et ses relations à la cour en avaient fait un adversaire de Machault; sa politique, sans doute, ne se confondit pas alors avec celle du bastion; elle était liée à l'opposition générale du clergé contre le contrôleur général; mais l'évêque n'était plus l'homme de confiance des ministres et il prenait moins d'intérêt aux affaires de la province où le réveil de l'opposition rendait son rôle plus difficile. Sa politique en Bretagne et son caractère sont aisés à connaître par l'abondante correspondance autographe que nous avons de lui avec les contrôleurs généraux et leur premier commis, Clautrier. Cf. les témoignages de Saint-Simon, du marquis d'Argenson et de Barbier, cités par B. POCQUET, *Hist. de Bret.* t. VI, p. 202-204.

(47) Le 29 oct., La Tour remercie le cont. gén. de lui avoir confié les « grandes places vacantes » que laissait M. Le Bret. Mais la nouvelle de son prochain départ devait demeurer secrète jusqu'à la fin de la session (Lettre de La Tour du 10 nov. et du cont. gén. du 30 nov. Arch. Nat. H 274).

seiller, n'était-ce pas confesser l'insuffisance de cette autorité, avouer qu'en Bretagne le pouvoir royal n'osait plus se fier à l'intendant pour imposer ses volontés aux Etats ?

Vauréal, sans doute, paraissait offrir toute sûreté. Ce prelat ambitieux, qui n'était pas breton, ne cherchait qu'à se faire valoir par les services rendus au roi. L'opposition ne s'abusa jamais sur ses véritables sentiments et le combattait sans ménagements. Mais ce n'était pas un fonctionnaire qui avait à défendre ses propres attributions contre les empiètements des Etats. Ce n'était pas un simple instrument à la discrétion du ministre. Pour dominer l'assemblée, pour y rallier une majorité opportuniste et lui faire accepter le système du gouvernement, il fallait une personnalité forte, active, qui fit sentir qu'entre ses mains les concessions faites à la province n'étaient pas un leurre.

Vauréal allait réussir parce qu'il était homme à tenir ce rôle. Il sut d'abord imposer à Orry un concours que celui-ci n'avait peut-être pas désiré si prépondérant. Son ambition naturelle en fit ensuite, à la tête de la Commission, le chef qui assura solidement les destinées de celle-ci. Ce fut en dépit des impatiences et des chicanes de l'opposition intransigeante; mais ce fut aussi à la faveur d'un perpétuel conflit avec le successeur de La Tour et en réduisant, pour toujours, les intendants de Bretagne à un rôle restreint. La correspondance personnelle de l'évêque avec Orry, en mai, juin et septembre 1734, éclaire admirablement le rôle qu'il allait jouer par la suite (48). Dans une lettre du 28 mai, nous le voyons s'excuser d'abord de n'avoir pas fait connaître au ministre un mémoire qui a paru dans la province et où l'on soutient qu'il doit être sursis à la levée du dixième jusqu'aux Etats prochains : C'est qu'il est meilleur juge que La Tour des choses de la province et qu'il s'est déjà occupé de parer aux menées de l'opposition. « J'ai
« rais pu vous envoyer ce mémoire, comme M. de La Tour. J'ai
« même pensé le faire. Deux raisons m'ont arrêté : la première,
« que ce mémoire est l'ouvrage d'un petit nombre de particu-
« liers, qu'il a été vu par peu de gens et, par conséquent, que
« je n'aurais pas cru vous donner, en vous l'envoyant, une idée
« bien sûre de la façon de penser générale de la province. La
« deuxième, que j'ai répondu au mémoire suivant les principes
« que j'ai entendu établir sur la matière du dixième ». Il expose

(48) Arch. Nat. H 274.

ensuite, avec autorité et avec des détails explicites, la marche à suivre : Il ne faut pas donner aux Etats « trop d'espérance « de l'abonnement, leur jeter cette grâce à la tête; ils croient « raient n'avoir rien obtenu »; il ne faut pas d'autre part « se « la laisser arracher par leurs crailleries ». Il est d'avis de laisser les députés en cour solliciter une surséance à la levée du dixième jusqu'aux Etats prochains, afin que ceux-ci puissent débattre les conditions d'un abonnement. « Ce serait, en somme, « une véritable demande d'abonnement aussi solennelle, qu'elle « peut l'être hors de la tenue...; ce serait l'occasion de laisser « entrevoir la possibilité [de cet abonnement] sans trop d'assurances certaines, aux conditions essentielles que veut le « Roi : imposition générale, déclarations à faire tout de « suite ». Mais il importe que ce ne soit pas l'intendant qui parle le premier d'un abonnement possible et de ses conditions. « Ce qu'il dirait ne pourrait produire le même effet; on ne « manquerait pas de dire que c'est un piège qu'il tend pour « tirer les déclarations ». Les conseils de l'évêque furent suivis de point en point. C'est avec lui que le contrôleur général discuta les principales difficultés à résoudre et les prix d'abonnement à exiger des Etats.

Remarquons qu'à aucun moment il ne fut question de demander le consentement de ceux-ci au dixième. Eux-mêmes, du reste, n'insistèrent pas sur cette question de principe. L'envoi aux commissaires du roi d'une première députation pour demander la suppression d'un impôt contraire aux engagements du roi dans les contrats ne fut qu'une démarche de pure forme.

Cependant le gouvernement n'avait fait aucune tentative pour obtenir le paiement du dixième avant la réunion de l'assemblée, bien qu'il dût en résulter un retard de quinze mois. On réclama aux contribuables les déclarations prévues par la loi. Mais on reconnut, avec l'évêque, que ces déclarations seraient « difficiles à obtenir et très imparfaites », et qu'il serait « impossible d'employer l'autorité » (49). La tournée des contrôleurs du dixième pendant les mois d'août, septembre et octobre, ne fut qu'un moyen de pression pour faire désirer davantage l'abonnement et montrer que l'administration royale était prête à lever directement l'impôt, au cas où l'assemblée repousserait un arrangement raisonnable (50).

(49) Vauréal au cont. gén. 27 juin (*Ibid.*).

(50) Nous avons des « Etats du travail des contrôleurs du dixième » pour divers évêchés ou subdélégations; ces documents, le plus souvent

Les conditions des deux abonnements n'avaient été que sommairement prévues par Orry et Vauréal. Ils s'étaient surtout occupés des moyens de faire solliciter par les Etats celui du dixième et de prévenir leur prétention probable de transformer cet abonnement en un rachat, auquel on pourrait pourvoir par un emprunt ou par de nouveaux droits sur les boissons. Il ne fut pas question de l'administration à établir. Il est certain que ni l'évêque, ni le contrôleur ne voyaient encore l'importance du problème. Les instructions des commissaires du roi enjoignirent seulement à ceux-ci de s'opposer absolument à l'institution de bureaux diocésains et même d'une commission nouvelle. Celle des grands chemins, étapes et casernement serait également chargée des impôts abonnés, et l'on permettrait, en conséquence, d'élever jusqu'à vingt-quatre le nombre de ses membres (51).

La session s'annonçait difficile. L'opposition y était revenue aussi résolue qu'en 1732 et, dès le début de la tenue, elle affirma son influence. Le vote du don gratuit se fit, cette fois, aux chambres, la noblesse tenant à donner séparément son avis. Le roi demandait trois millions comme toujours en temps de guerre. La noblesse voulut motiver le vote du troisième million en ajoutant : « attendu les circonstances de la guerre » ; ce qui eût rendu au don gratuit le caractère d'un subside effectivement et librement débattu. Il fallut une longue discussion pour la faire revenir à la forme traditionnelle, sans distinguer le troisième million des autres (52).

Trois jours après, le candidat du bastion, M. de Méneuf, était élu procureur syndic, sans que l'on eût attendu la communication de la liste des candidats agréés par le roi ; il avait réuni la majorité dans les trois ordres. Le maréchal d'Estrées lui interdit toutes fonctions et il en résulta un conflit qui allait se prolonger jusqu'en 1738 (53).

Cependant, dès que l'on eut abordé la question du dixième et de la capitulation, le principe de l'abonnement fut accepté sans difficulté. Il apparut clairement que le système répondait au vœu général. On discuta âprement sur le prix, et l'opposition

très sommaires, sont parfois accompagnés de quelques observations intéressantes (Arch. d'I.-et-V. C 2157).

(51) Instructions particulières, art. 3 (Arch. Nat. H 271).

(52) Baillon au cont. gén. 12 oct. (*Ibid.* H 273).

(53) Correspondance relative à la tenue, 14 et 15 oct. (*Ibid.*).

trouva, un moment, l'occasion de passionner les débats. M. du Groësquer ayant proposé l'envoi d'une députation en cour pour obtenir du roi de meilleures conditions, M. de Bédée, procureur syndic, dut lire l'ordre du maréchal d'Estrées interdisant, au nom du roi, toute députation pendant la tenue. La noblesse, soutenue par une notable partie du clergé, réclama l'enregistrement de l'ordre. Il y eut du tumulte. Mais, au bout de deux jours, d'Estrées ayant accepté d'envoyer immédiatement au roi un mémoire de protestation contre l'ordre qu'il avait fait signifier et, en même temps, la demande d'une réduction gracieuse sur les prix exigés, toute l'assemblée, d'une voix unanime, accepta les dernières conditions du contrôleur général : pour le dixième 1.500.000 l., pour la capitation 1.900.000 l. Sur cette dernière somme, le roi allait accorder une réduction de 100.000 l. (54).

Mais, quand s'ouvrit la discussion du « plan de régie », les Etats demandèrent le rétablissement de bureaux diocésains ayant la même composition, les mêmes pouvoirs et la même juridiction que ceux de 1715. Les commissaires du roi durent reconnaître la nécessité d'accorder à la commission des auxiliaires dans les diocèses. Vauréal fit alors adopter les principes qui devaient régir jusqu'à la fin de l'ancien régime l'organisation de la Commission intermédiaire. Le nombre des commissaires résidant à Rennes serait réduit à neuf, trois de chaque ordre, et l'on nommerait également des commissaires pour chacun des autres diocèses. Mais ces commissions diocésaines ne formeraient pas des bureaux autonomes ; elles seraient, en tout, subordonnées à celle de Rennes et n'auraient aucune juridiction. Leurs membres, toutefois, appartiendraient à la Commission intermédiaire au même titre que ceux de la commission centrale, et ils pourraient prendre séance, avec voix délibérative, quand ils se trouveraient à Rennes (55).

Les Etats acceptèrent ce plan avec des applaudissements auxquels on ne s'attendait pas (56). L'opposition fut surprise ou désarmée. On ne souleva de chicane que sur le nombre des commissaires diocésains. D'Estrées en avait proposé six par diocèse ; les Etats en exigèrent et en obtinrent neuf. Ils votè-

(54) *Ibid.* 19 au 27 oct.

(55) *Ibid.* 31 oct.-3 nov. ; en particulier, mémoire de la commission de la capitation et réponse des commissaires du roi (voir aussi le pr.-v. des Etats).

(56) La Boissière au cont. gén. 3 nov. (*Ibid.*).

rent, sans tarder, un règlement qui confirmait les principes imposés par les commissaires du roi. Il était stipulé que, seul, le bureau de Rennes pourrait faire des ordonnances, arrêter les rôles des impôts et expédier les mandements pour leur mise en recouvrement. Les commissions diocésaines dirigerait la confection des rôles, donneraient leur avis sur les requêtes des contribuables, exécuteraient les missions dont le bureau central jugerait à propos de les charger, mais sans pouvoir jamais décider de rien ni rien ordonner (57).

Avec la capitation, les Etats obtinrent de lever l'impôt de la milice, mais sans aucun contrôle sur l'emploi des fonds et même sans fixation préalable de la somme à percevoir; celle-ci était notifiée chaque année à la Commission intermédiaire par arrêt du conseil (58).

Vauréal n'avait sans doute pas prévu toute la portée politique de son œuvre. Comme il devait, en sa qualité d'évêque de Rennes, présider la Commission intermédiaire, il avait voulu qu'elle fût facile à conduire, que toute l'administration des Etats fût dirigée du centre, suivant des règles uniformes, par un petit nombre de commissaires qu'il tiendrait bien en mains. C'était le moyen d'assurer le bon fonctionnement de cette administration et le recouvrement exact des impôts abonnés. C'était aussi celui d'asseoir sa propre autorité. Mais, en servant ainsi son ambition personnelle et les intérêts du trésor royal, il servait la cause de l'autonomie bretonne. Faire de la Commission intermédiaire une institution au jeu régulier et d'un bon rendement, c'était en faire une institution durable et une arme efficace pour les Etats. Ce résultat parut de bonne heure atteint. Pour ses débuts, la Commission connut, en effet, les conditions les plus favorables. Non que ses premiers dirigeants n'aient eu à triompher de sérieuses difficultés. Mais, comme le gouvernement, pendant une quinzaine d'années, n'inquiéta pas les Etats par des exigences dangereuses pour l'équilibre de leur budget ou les privilèges de leurs membres, la politique qui avait commencé de réussir en 1734 put être poursuivie avec succès.



(57) Régl. du 14 nov. 1734 (CHARDEL, t. I, chap. 1^{er}). Délib. du 24 nov. 1734; instruction particulière, art. II, et lettre de La Tour du 27 août 1734 (Arch. Nat. H 271).

(58) Cf. *supra*, p. 272, *infra*, p. 340 et suiv., et III^e partie, chap. 1^{er}.

Vauréal après 1734, demeure l'homme de confiance du contrôleur général et il acquiert, en même temps, sur les Etats, une influence toute puissante. Il les conduit à peu près à son gré (59). L'abonnement du dixième et de la capitation a porté un coup fatal à l'opposition. L'énergique obstination des bastionnaires avait valu à la province les premières concessions du gouvernement; mais les avantages obtenus en 1734 calmèrent visiblement les esprits et, beaucoup plus que les mesures de rigueur prises après cette tenue, assurèrent la tranquillité de l'assemblée suivante. Vauréal dirigea, sans beaucoup plus de peine, celles de 1738 et de 1740; puis, quand il fut parti, après cette dernière, pour son ambassade à Madrid, le sénéchal de Rennes, Baillon, président du tiers, qui avait été depuis 1732 son fidèle auxiliaire, continua de conduire avec la même autorité les Etats et la Commission. De Madrid, l'évêque se faisait d'ailleurs tenir au courant des affaires de la province, envoyant ses avis et intervenant au besoin auprès des ministres.

Ce fut en vain, pendant longtemps, que les irréductibles de l'opposition répétèrent leurs efforts pour ruiner l'autorité de l'évêque et du sénéchal et s'emparer de la Commission. Dès 1736, nous voyons apparaître la proposition de changer obligatoirement, à chaque tenue, un certain nombre de commissaires. On ne s'y arrêta pas. Le bastion, cette année-là, était privé de ses principaux chefs. Mais, en 1738, l'opposition revint à la charge. Elle demanda la nomination d'une commission spéciale pour examiner la gestion de la Commission intermédiaire depuis 1732. « Cette proposition, dit le trésorier La Boissière, fut rejetée comme prématurée et injurieuse » ; mais, elle « avait été soutenue avec chaleur » (60). Dans la même session, Vauréal éprouva le risque qu'il y avait à jouer avec trop d'audace de son influence sur l'assemblée. Il dut

(59) Le marquis de Brancas, premier commissaire du roi aux Etats de 1738, définit admirablement la situation dans une lettre au contrôleur général : « On doit nommer ce matin la Commission intermédiaire. L'évêque de Rennes dit tout haut qu'il n'en veut point. Tout le monde est persuadé du contraire. Il veut se faire prier et je crois qu'il y parviendra par la seule raison que M. de Rennes fait sentir aux Etats que cette commission ne subsistera pas longtemps s'il n'y est pas à la tête, et il a raison, et c'est ce qui déterminera à l'y mettre, parce qu'elle tient fort à cœur aux Etats par l'autorité qu'on a donnée à cette commission qui fait que l'homme du roi n'est plus rien dans cette province ». (9 nov. 1738, Arch. Nat. H 287).

(60) La Boissière au cont. gén. 8 oct. 1738 (Arch. Nat. 287).

laisser rayer une gratification qu'il avait fait attribuer irrégulièrement par la Commission à deux de ses membres (61). Enfin, on demanda, comme en 1738, le changement obligatoire de plusieurs commissaires. Cette proposition devait reparaître régulièrement dans toutes les tenues jusqu'en 1748.

Or, Vauréal et Baillon tenaient à conserver un personnel stable et connu d'eux. Le gouvernement ne contestait pas alors aux Etats la liberté de leur choix. Le mode d'élection des commissaires n'avait d'ailleurs pas été prévu en 1734; il paraissait entendu que l'on procéderait comme on avait toujours procédé pour la nomination de toutes les commissions, qu'il s'agit de celles qui fonctionnaient pendant les tenues ou des commissions intermédiaires, chaque ordre nommant ses propres députés. L'usage s'établit, dès le début, dans le clergé et dans le tiers, de faire élire tous les commissaires, même ceux des diocèses, par l'ensemble de l'ordre. Dans la noblesse, l'ordre entier participait à l'élection des membres du bureau de Rennes; ceux des commissions diocésaines étaient choisis par les gentilshommes de leur évêché.

En 1734, l'on se contenta de ratifier les désignations faites par les présidents des ordres, comme c'était l'usage pour les commissions ordinaires de la tenue. L'influence de Vauréal et de Baillon fut assez forte pour imposer, même dans la noblesse, les hommes qui leur convenaient, tout au moins pour le bureau central, et empêcher les changements trop fréquents parmi les commissaires. Mais, en 1742 et 1744, l'opposition réussit à soulever de vifs incidents. En 1744, on commença par procéder à une élection générale qui provoqua « des altercations et disputes effroyables au sujet des changements qu'on voulait « faire, principalement dans l'ordre du tiers (62). Le lende-

(61) On avait cherché querelle à la Commission au sujet d'une gratification de 1.500 l. qu'elle avait accordée à MM. Harembert et Lemoine, commissaires du tiers, pour des enquêtes dont elle les avait chargés sur la répartition des impôts abonnés. La Commission n'ayant le droit d'engager aucune dépense sans l'autorisation des Etats, la majorité de la noblesse fit rayer cette gratification. L'évêque de Rennes, à la fin de la tenue, prétendit en imposer le rétablissement sous la menace de ne point accepter la présidence de la Commission. Mais il provoqua par là une telle agitation qu'il dut se rendre compte qu'il « c'était trop « avancé et, prenant son parti en homme d'esprit, il déclara, en entrant « aux Etats, qu'il n'exigeait plus rien qui fût contraire à leurs usages « et qui leur fit de la peine ». (Branças au cont. gén. 12 nov. 1738, Arch. Nat. H 287).

(62) Brancas au cont. gén. 18 nov. 1744 (Arch. Nat. H 306).

« main, raconte l'intendant de Viarmes, quelques-uns des élus
 « s'étant excusés, les présidents proposèrent d'annuler l'ou-
 « vrage de la veille et de continuer les commissions nommées
 « en 1742. Des gentilshommes et des députés du tiers s'y oppo-
 « sèrent et demandèrent les chambres. Les présidents prirent
 « l'avis de quelques membres sur le théâtre et, de cet avis,
 « firent une délibération. Après quoi, ils se levèrent et allèrent
 « délibérer aux chambres sur d'autres affaires. On a voulu
 « protester ; on nous en a demandé la permission ; nous l'avons
 « refusée, quoiqu'au fond nous soyons convaincus que ce qui
 « s'est fait n'est pas dans la règle » (63). C'est en 1754, seule-
 ment, après que l'affaire du vingtième eût complètement
 changé la situation aux Etats, que nous voyons des membres
 marquants de l'opposition entrer au bureau de Rennes.

Il ne paraît pas douteux que ce fut, pour la Commission, une circonstance heureuse que d'échapper ainsi, pendant ses premières années, à l'influence compromettante du bastion. Elle n'y gagna pas seulement d'éviter de dangereux conflits avec le pouvoir royal et de se défendre avec plus de sûreté dans ceux qu'il lui fallut soutenir, mais aussi de pouvoir achever son organisation et fixer les pratiques de son administration avec une salutaire prudence. La question des bureaux diocésains fut ouverte après 1734. Il est bien probable qu'elle eût provoqué de plus dangereuses difficultés et qu'elle n'eût pas été définitivement résolue si tôt, si le bureau central avait été aux mains de l'opposition.

Les commissions diocésaines avaient, tout de suite, prétendu à une indépendance que leur refusaient les règles posées en

(63) De Viarmes au cont. gén. 18 nov. 1744 (*Ibid.*).

Sur les élections de 1742, Brancas écrit au cont. gén. le 19 oct. : « Le rapport de la Commission intermédiaire a occupé quatre séances ; il est vrai qu'il a été allongé par le long et pompeux éloge que M. l'abbé Vauroliault a fait de M. l'évêque de Rennes qui, quoiqu'éloigné et absent, dit-il, est toujours présent de cœur et d'esprit à la commission qu'il soutient par son zèle. Il a appris à toute l'assemblée ce qu'on savait déjà, que la Commission intermédiaire ne fait rien sans le ordre de M. de Rennes qui viennent de Madrid, ce qui apporte souvent un grand retardement aux affaires. Hier, il y eut du tapage et des disputes pour les élections à la commission... Cependant le crédit, la brigue et la cabale de la Commission intermédiaire l'ont emporté et les mêmes ont été continués ». (Arch. Nat. H 299).

En 1746, La Boissière rapporte qu'il se trouve encore un parti pour réclamer le remplacement obligatoire de deux ou quatre commissaires de chaque ordre ; « mais cette vieille querelle fut étouffée ». (La Boissière au cont. gén. 7 déc. 1746, Arch. Nat. H 312). Cependant la proposition fut encore reprise en 1748.

1734. L'on ne saisit pas avec certitude l'action d'opposants déclarés dans les querelles qu'elles soulevèrent pendant plusieurs années. Mais leurs revendications étaient les plus propres à inquiéter le gouvernement; c'étaient celles des opposants de 1717, celles que les intendants avaient toujours dénoncées le plus vivement et que l'on avait pris le plus de soin de prévenir en 1734. Toutes les commissions les reprirent dès 1735. Celle de Vannes se distingua par son obstination à ne pas vouloir comprendre que les commissaires diocésains ne pouvaient user des pouvoirs également conférés à tous les membres de la Commission intermédiaire que lorsqu'ils siégeaient au bureau général de Rennes. A Vannes, on prétendait régler souverainement la répartition des impôts dans le diocèse; on arrêtait les rôles sans prendre de mandements du bureau général; on avait diminué la capitation de la ville de Vannes et reporté la différence sur les paroisses de l'évêché, alors que les contributions des villes avaient été fixées par les Etats eux-mêmes. L'évêque de Vannes, enfin, s'opposa à l'exécution du mandement adressé par la Commission intermédiaire à la communauté de cette ville. L'affaire fut portée au conseil qui, par un arrêt du 18 juin 1737 revêtu de lettres patentes, donna naturellement gain de cause au bureau central (64). Pour n'être pas allées aussi loin, les autres commissions diocésaines soulevèrent toutefois assez de difficultés pour que le bureau de Rennes dût leur remettre sous les yeux, dans plusieurs circulaires, les dispositions du règlement de 1734 (65).

Les commissaires du bureau de Rennes en usèrent toujours avec beaucoup de patience et de ménagement à l'égard de leurs co-députés des diocèses. Mais Vauréal avait vu tout le danger de prétentions qui menaçaient de mettre le désordre dans l'administration qu'il avait établie, et dans lesquelles il croyait reconnaître l'influence de l'opposition. Aussi conseilla-t-il, en 1736, au contrôleur général, de profiter de la suppression du dixième pour réduire la Commission à son bureau central, ce qui fut fait. Pour toute compensation, on doubla le nombre des membres de ce bureau, le portant ainsi à dix-huit (66). Il sem-

(64) Reg. de la Com. interm. année 1737. (Arch. d'I.-et-V. C 3802, p. 110, 118, 120 et 153).

(65) Correspondance avec les commissions diocésaines, 12 et 25 janvier, 25 juillet 1735 (Arch. dép. d'I.-et-V. C 3801, Reg. de la Com. int.).

(66) Instruction des commissaires du roi (Arch. Nat. H 227)

ble bien, d'ailleurs, que les commissions diocésaines aient été victimes cette année-là, de l'effort général de réaction que le gouvernement tenta contre l'opposition bretonne, tant au Parlement qu'aux Etats. Les Etats ne résistèrent pas; ils ne défendirent pas plus sérieusement les commissions diocésaines qu'ils ne protestèrent contre la déclaration du 26 juin sur l'admission des gentilshommes dans l'assemblée. La noblesse ne batailla quelque peu pour conserver deux commissaires de son ordre dans chaque diocèse. On lui en laissa un, pour travailler à la confection du rôle de la capitation de la noblesse seulement, et sans voix délibérative à la Commission (67).

En 1742, le dixième ayant été rétabli, on laissa les Etats nommer des commissions diocésaines, tout en maintenant dix-huit commissaires au bureau de Rennes. On trouva, justement, dans le doublement du bureau général, un argument pour refuser à l'assemblée l'accroissement de pouvoirs qu'elle réclamait pour les commissions diocésaines (68), Baillon n'avait pas vu reparaître celles-ci sans appréhension. « Le goût des « bureaux diocésains reprend », écrit-il avec inquiétude, en rappelant qu'ils « avaient mis tout en désordre dans la capitation de 1735 et de 1736 » (69). Il y eut encore des difficultés, en effet, avec certaines commissions. Celle de Nantes déclare qu'elle ne peut se résigner à la situation subordonnée qui lui est faite que si, tout au moins, le bureau général adopte ses avis (70). Celle de Saint-Brieuc s'adresse directement au contrôleur général pour obtenir que l'impôt pour les corps de garde à construire sur la côte soit réparti autrement que les Etats ne l'avaient décidé (71). Mais les craintes de Baillon étaient vaines. La modération et la fermeté du bureau central assurèrent vite son autorité. Les chicanes soulevées, de temps à autre, par certains diocèses, ne menacèrent jamais de la compromettre sérieusement (72). A partir de 1772, plusieurs commissions demandèrent avec insistance qu'on leur envoyât des mandements en blanc, sous prétexte qu'elles pourraient

(67) Vauréal au cont. gén. 19 déc. 1736 (*Ibid.* H 279).

(68) La Boissière au cont. gén. 19 oct. 1742 (*Ibid.* H 229).

(69) Baillon au cont. gén. (autographe) 18 oct. (*Ibid.* H 229) et mémoire du 21 janvier (*Ibid.* H. 295).

(70) Reg. Com. int. 2 février 1743 (Arch. d'I.-et-V. C 3805, p. 121).

(71) Arch. Nat. H 586. Correspondance de l'intendant avec le cont. gén. à ce sujet (oct. 1745).

(72) Cf. *infra*, chap. IX, p. 482 et suiv.

ainsi expédier plus rapidement les rôles et opérer plus facilement, dans la répartition des impôts, les changements nécessaires; mais le bureau de Rennes maintint sans peine les anciennes règles (73). Les pouvoirs des commissions diocésaines ne furent, en définitive, accrus qu'en 1785, pour les besoins de l'administration des travaux publics qui fut, cette année-là, confiée toute entière aux Etats. En 1743, la Commission avait pris sa forme définitive, et son organisation demeurait pour toujours fondée sur les principes établis en 1734.

Vauréal et Baillon avaient eu à parer à d'autres dangers que les prétentions de l'opposition. Il leur avait fallu compter avec le pouvoir royal et ses agents.

L'intendant Pontcarré de Viarmes, qui avait succédé à La Tour, ne fut pas un adversaire bien redoutable, malgré une malveillance qui ne se démentit jamais. Il essaya de reconquérir le terrain que La Tour, dégoûté par ce qui s'était passé depuis 1732 et décidé à quitter la province, avait laissé perdre. De 1732 à 1734, la commission des grands chemins avait pu agir à sa guise, choisir les travaux à exécuter, donner directement des ordres aux ingénieurs et même traiter de gré à gré avec les entrepreneurs. De Viarmes prétendit revenir à l'application rigoureuse de l'arrêt de 1701 et sauvegarder son autorité dans un des rares services où les pouvoirs des commissaires des Etats avaient été strictement limités. En 1736 et 1738, il eût voulu que l'on imposât aux Etats l'enregistrement des arrêts du conseil du 18 décembre 1725 et du 4 septembre 1731, qui avaient confirmé, en les précisant, les dispositions de celui de 1701. Mais, en 1736, d'Estrées s'opposa absolument à cet enregistrement (74). A la session suivante, il était remplacé

(73) Rapport de la Com. int. aux Etats de 1782 (Arch. d'I.-et-V. C 3856).

(74) De Viarmes au cont. gén. (autographe) : « J'ai été souvent forcé
« de me plaindre à vous des tracasseries que j'ai essuyées de la part de
« la Commission à l'occasion des grands chemins de la province. M. de
« la Tour, qui était las, céda, pour acquérir le repos, toute l'autorité que
« les arrêts du conseil lui donnaient dans cette partie et, quand il a quitté
« la province, il n'avait, en vérité, plus d'autres fonctions que celle de
« convertir en ordonnances les avis des commissaires. Je n'ai pas cru,
« Monsieur, devoir suivre son exemple. J'ai tâché de mettre la règle où il
« n'y en avait point; j'y suis parvenu malgré toutes les oppositions que
« j'ai trouvées. Vous savez les arrangements que j'ai pris. Vous avez
« même bien voulu les approuver et, pour tarir la source des contestations
« que vous avez prévues de la part des commissaires, vous avez eu la
« bonté, Monsieur, de mettre dans l'article 13 des instructions générales
« que les arrêts des 18 déc. 1725 et 3 sept. 1731 seraient enregistrés aux

par le marquis de Brancas qui prit nettement position contre Vauréal et la Commission. L'intendant n'y gagna rien. Brancas, en effet, n'eut jamais aucun crédit auprès des ministres et Orry n'exigea pas davantage l'enregistrement des arrêts (75). Leurs principes cependant étaient maintenus et de Viarmes continua à défendre attentivement ses droits. Tant qu'il resta dans la province, il garda la haute main sur l'administration des travaux publics et l'emploi de la plupart des nouveaux fonds votés par les Etats (76).

Ce qui fut beaucoup plus grave pour la Commission que l'hostilité et la concurrence de l'intendant, ce furent les entreprises des ministres qui, les premiers, tentèrent de la faire sortir du rôle qui lui avait été strictement assigné. Nous aurons à revenir sur les pouvoirs et la véritable tâche de la Commission intermédiaire. Mais, dès maintenant, il importe de montrer que ses premiers chefs, plus prudents qu'Orry et Machault, surent rappeler ceux-ci au respect d'un statut fixé par le pouvoir royal lui-même et leur apprendre qu'on ne pouvait la

« Etats... Mais j'appréhende fort que cet enregistrement ne soit du goût
« de M. l'évêque de Rennes et je vous avoue que je crains beaucoup que
« [le maréchal] n'ait pour lui assez de complaisance pour ne point faire
« enregistrer les arrêts. Je vous supplie, Monsieur, de faire attention que
« je passe ici ma vie et que j'ai un grand intérêt à n'être point à l'avenir
« en but à la commission. Je demande à faire mes fonctions avec décence
« et avec l'autorité qui m'est attribuée par les arrêts du conseil, ou de ne
« me mêler en aucune façon de grands chemins. C'est ce que les Etats
« désirent depuis longtemps et ce que je désirerais le plus, si le service
« du Roi et celui du public pouvaient le permettre » (Arch. Nat. H 279).

Le même jour, l'évêque écrivait de son côté au cont. gén. (*Ibid.*) :
« Je prévois avec peine que le commerce sera difficile avec M. l'intendant.
« J'ai examiné ses démêlés avec la commission et avec beaucoup de pré-
« ventions contre elle. J'ai trouvé qu'elle a eu raison en tout. M. de Viar-
« mes, non seulement n'a pris son avis sur rien de ce qu'il a voulu chan-
« ger dans l'administration des chemins, mais même n'en a parlé à
« aucun des commissaires... Cependant, pour le bien de la paix, j'ai fait
« changer les choses dont il s'était plaint et lui ai donné gain de cause où
« il n'avait pas raison. Je proposerai une conférence avec M. le Maréchal
« dans laquelle je tâcherai de faire convenir d'une conduite réglée et uni-
« forme pour l'avenir ».

Le cont. gén. répondit à l'intendant qu'il se pourrait que le maréchal fût « obligé de prendre des ménagements avec les Etats », qu'on ne pouvait d'ailleurs, ôter à la Commission toute connaissance des affaires de grands chemins ; « l'objet principal est donc d'établir sur cela un concert entre vous et eux qui puisse prévenir les inconvénients » (30 novembre, *ibid.* 124). C'était bien mal le soutenir.

(75) Correspondance entre Brancas et le cont. gén. 25 nov. 1740 (Arch. Nat. H 291).

(76) De ceux qui furent faits pour la construction et l'entretien des corps de garde de la côte, en particulier. Cf. *infra*, p. 311.

transformer en un agent servile du gouvernement sans compromettre tout l'avantage que l'on avait attendu de son institution.

L'établissement de nouveaux impôts, du dixième, rétabli en 1741, et des 4 sous pour livre de la capitation, institués en 1747, fut l'occasion d'incidents caractéristiques.

Quand l'impôt du dixième fut rétabli, par la déclaration du 29 août 1741, Orry prétendit faire reprendre aussitôt, par la Commission, l'exécution de l'abonnement de 1734-1736, sur la seule invitation du roi et sans aucune délibération des Etats qui ne devaient avoir leur prochaine tenue ordinaire qu'à la fin de l'année suivante. La Commission, dont Baillon était pourtant le véritable chef à ce moment-là, opposa au contrôleur général un refus très net en arguant, à la fois, des droits des Etats et de la nature de ses propres pouvoirs (77). Le gouvernement dut se résoudre à convoquer les Etats en session extraordinaire pour conclure avec eux un nouvel abonnement.

En 1747, Baillon eut, de même, à rappeler à Machault que la Commission n'avait pas qualité pour lever les 4 s. pour l. de la capitation sur une simple injonction du pouvoir royal. Il ne

(77) Le contrôleur général fit d'abord réclamer à la Commission, par l'intendant, les rôles de 1735 et de 1736, comme s'il était décidé à confier à celui-ci le recouvrement de l'impôt ; simple manœuvre pour amener la Commission à demander l'abonnement. Mais elle ne se laissa pas intimider et répondit brièvement qu'elle rendrait compte aux Etats de la demande du ministre : « Ils y feront eux-mêmes la réponse qu'ils estimeront convenable ». Reg. de la Com. int. 30 sept. 1741, Arch. d'I.-et-V. C 3804, page 391. Voir aussi délib. d'oct. et de nov. p. 398, 440, 463 et 471).

La question de l'abonnement ayant alors été débattue entre le ministre et les députés en cour, ceux-ci laissèrent à la Commission la responsabilité de la résistance et compromirent même ses efforts à l'avance. Après avoir déclaré, en effet, « qu'ils n'avaient ni pouvoirs ni caractère pour « faire aucune proposition que sous le bon plaisir des Etats », ils ajoutaient : « et sans avoir consulté la Commission qui serait apparemment « chargée de l'imposition, soit par les Etats prochains, soit par arrêt du « conseil en attendant la tenue ». Le contrôleur général s'était empressé de répondre qu'il en chargerait volontiers la Commission et qu'ils pouvaient prendre « tout le temps qu'ils croiraient nécessaire » pour conférer avec elle. (*Ibid.* 5 oct. 1741, p. 398). Mais, dans un mémoire qu'elle adressa à la fois au cardinal Fleury, à Orry et au duc d'Orléans, la Commission rappela « qu'il était expressément défendu aux députés de prendre au « nom des Etats, et sans leurs ordres exprès, aucun engagement avec la « cour, sous peine de désaveu », et qu'elle-même « était uniquement pré-« posée pour l'exécution des délibérations des Etats relatives à l'adminis-« tration qu'ils lui avaient confiée, et qu'il n'appartenait qu'à eux seuls « de traiter de l'abonnement ». (*Ibid.* p. 440).

Baillon avait assisté à toutes les délibérations de la Commission ; c'est lui, apparemment, qui conseilla à Orry de ne pas s'obstiner et de réunir les Etats.

fut pas facile, cette fois, de faire admettre par le ministre que les commissaires n'étaient pas à ses ordres et qu'ils ne pouvaient, en tout cas, se substituer à l'assemblée. Dès l'arrivée de Machault aux affaires, on sentit en effet, que la politique du gouvernement allait changer et que la Commission et ses chefs ne jouissaient plus du même crédit. Bien avant d'établir le vingtième, le nouveau contrôleur général manifesta son impatience à l'égard d'une institution qui se révélait, en face de ses exigences, comme l'instrument fatal d'une politique de résistance. On est, du reste, surpris, sinon de son dédain, du moins de son ignorance à l'égard des privilèges de la province. Ce n'étaient pour lui que « formules se style » et, ses bureaux n'en méconnaissaient pas moins la nature et la force. « L'objet « n'est pas assez considérable, écrivait-il à Baillon, pour « réunir une assemblée extraordinaire ». L'opération serait « fort simple si la Commission n'était pas dans l'usage très « abusif de vouloir ne se jamais croire autorisée à exécuter les « ordres du roi de quelque manière qu'il lui soient notifiés » : elle n'aurait qu'à ajouter les 4 s. p. l. à ses rôles de capitation ; on ferait expédier un arrêt du conseil qui l'y autoriserait. La Commission, ajoute-t-il, aurait mauvaise grâce à lui faire des difficultés ; « l'abonnement est une faveur avantageuse » pour les Etats ; si la levée de la capitation était confiée à l'intendant, les 4 s. p. l. y seraient joints sans autre formalité. Il menaçait, en terminant, de les faire percevoir directement par celui-ci (78). C'était parler comme si les Etats n'avaient pu prétendre au droit de consentir l'impôt. Baillon ne le lui rappela pas en propres termes. Mais il lui fit sentir qu'il était nécessaire au succès de la levée des 4 s. p. l. qu'elle fût admise « de bon gré » ; il lui enseigna que la Commission était « sans pouvoirs », tant pour lever une taxe que n'auraient pas votée les Etats, que pour en négocier le rachat, et « sans crédit » pour contracter aucun emprunt à cet effet (79).

(78) Le cont. gén. à Baillon, 11 janvier 1748. (Arch. Nat. H 318). Les 4 s. p. l. avaient été créés pour dix ans, par un arrêt du conseil du 18 déc. précédent. Machault désirait que la province s'en rachetât moyennant quatre millions dont elle amortirait l'emprunt en levant l'impôt pour son propre compte.

(79) Baillon au cont. gén. 20 janvier. (*Ibid.* 8, autographe). Il s'efforçait encore de faire comprendre à Machault qu'il ne fallait pas compromettre la Commission auprès des Etats. C'était, pour le gouvernement lui-même, une institution précieuse qu'il importait de ne pas exposer aux attaques d'ennemis prêts à saisir la première occasion. Il proposait le plan suivant : Réclamer à la Commission les rôles de la capitation pour

Comme Orry en 1741, Machault se résigna à convoquer une session extraordinaire et, désormais, l'on n'exigea plus de la Commission qu'elle outrepassât ses pouvoirs d'une manière aussi flagrante. Quand on substitua le vingtième au dixième, on se décida immédiatement à réunir les Etats pour leur demander la communication de leurs rôles, sans courir inutilement au-devant d'un refus en les réclamant à la Commission (80). Vers la même époque, on vit celle-ci se refuser à autoriser un emprunt de 600.000 l. pour couvrir le déficit du casernement. La dépense du casernement incombait pourtant toute entière aux Etats. Si le produit de l'imposition annuelle de 350.000 l. qu'ils levaient pour y faire face était insuffisante, il paraissait légitime de demander à leurs commissaires d'ordonner les mesures nécessaires pour assurer le service. Par la suite, l'assemblée autorisa elle-même son trésorier à faire les avances ou les emprunts qu'il faudrait. Mais, en mai 1747, La Boissière, se trouvant pour la première fois en présence d'un déficit dont le règlement n'avait pas été prévu et pouvait faire l'objet d'un conflit entre le pouvoir royal et les Etats, exposa la situation au contrôleur général et à la Commission, en priant celle-ci d'y pourvoir. Baillon reconnut qu'un emprunt s'imposait; mais il objecta que la Commission n'avait pas le pouvoir de l'ordonner et il invita le trésorier à demander au ministre l'autorisation nécessaire. Le contrôleur général exigea que la demande lui fût adressée par la Commission elle-même, pour qu'il apparût bien que l'emprunt était fait pour le compte des Etats. Mais la Commission ne voulait pas se compromettre et engager abusivement les Etats, et si, après beaucoup de difficultés, elle finit par écrire au contrôleur général, ce fut en

l'amener à demander elle-même la convocation d'Etats extraordinaires qu'il se chargeait de faire consentir aux arrangements souhaitables. Machault s'y prêta. Mais la Commission traîna les choses en longueur, employant deux mois à rédiger un mémoire contre le nouvel impôt et à le faire approuver par les commissaires de tous les diocèses. Elle ne voulait pas, au reste, d'Etats extraordinaires et demandait qu'on laissât la question des 4 s. p. l. en suspens jusqu'à la session ordinaire qui allait se tenir à la fin de l'année. Machault, impatienté, se plaignit à Vauréal qui lui répéta les raisonnements de Baillon sur les pouvoirs et l'utilité de la Commission. (Correspondance entre le cont. gén., Baillon et la Commission, mars 1748, Arch. Nat. H 318, 42 à 97. Vauréal à Machault, 31 mars *ibid.* 79).

(80) L'intendant de Viarmes eût cependant voulu qu'on les exigeât directement d'elle. (Correspondance des Etats extraordinaires d'oct. 1749; mémoire de l'intendant, Arch. Nat. H 320).

terminant sa lettre par une formule ambiguë qui semblait laisser à celui-ci la responsabilité des mesures à prendre (81). Il fallut que le ministre se contentât de cette demande équivoque pour autoriser La Boissière à emprunter les 600.000 l. nécessaires. Ainsi, dès ses débuts, alors qu'elle était encore dirigée par des hommes dévoués au pouvoir royal, il apparut clairement que la Commission ne serait que l'agent, et l'agent fidèle, des Etats, et qu'il ne fallait pas songer à se servir d'elle au détriment de leurs droits.

En étudiant, dans un chapitre particulier, les traits essentiels de son organisation, nous achèverons de voir combien son indépendance à l'égard du gouvernement fut jalousement sauvegardée jusqu'à la fin, tandis que la limitation de ses pouvoirs, si commode pour résister aux exigences des ministres, ne la gêna jamais beaucoup pour servir les Etats.

Mais l'histoire de ses origines, que l'on ne pouvait séparer de celle des attributions de l'assemblée, nous a déjà fait saisir la portée de son institution et le caractère de cette autonomie dont elle allait être désormais le principal organe. L'établissement de la Commission intermédiaire fut la consolidation du système qui associait les Etats à l'exploitation fiscale de la province. Ce fut le champ ouvert à l'extension indéfinie de leurs attributions administratives.

L'assemblée allait naturellement persévérer, avec plus de confiance et plus de succès que jamais, dans ses efforts pour exclure aussi complètement que possible l'intendant de la levée des impôts et de la gestion des services dont la province faisait les frais. Les circonstances la conduisirent, à partir de 1756, à des revendications plus radicales.

*
* *

(81) « En vous exposant, Monsieur, la vérité de notre situation, la confiance que nous avons dans vos bontés nous fait espérer que vous voudrez bien prendre dans cette occasion la voie la plus convenable ». (18 juillet 1747).

Le 13 juillet, La Boissière, en informant la Commission de l'insuccès de ses démarches auprès du cont. gén. lui avait dit toute l'irritation de celui-ci ; il rapporte complaisamment « que le cont. gén. a marqué beaucoup d'humeur de ce que la Commission craint de se compromettre... » *« Eh bien, Monsieur, m'a-t-il dit, mandez lui que si cela est, je saurai bien me passer d'elle, aussi bien n'en avons-nous jamais que des coutumes... La plaisante administration ! Elle a toujours des pouvoirs pour s'opposer au service et jamais pour le faire, et à l'instant, il m'a tourné le dos et m'a quitté »*. (Correspondance relative à cette affaire, 2 juin-19 août 1747. Arch. Nat. H 550).

L'existence de la Commission intermédiaire facilita visiblement l'acceptation des charges imposées aux Etats pendant la guerre de Succession d'Autriche. L'époque des grands conflits s'ouvrit justement après la fin de cette guerre par le refus de lui confier la levée du premier vingtième. On ne demandait jamais aux Etats un acquiescement à des impôts que le roi exigeait par la seule vertu de sa souveraineté. Les Etats, de leur côté, ne protestaient que par un rappel, tout platonique, des clauses de leur contrat. Mais on ne faisait rien sans traiter avec eux ; et c'était là le principal.

Orry avait bien cru pouvoir obtenir de la Commission qu'elle recommençât à lever le dixième, rétabli en août 1741, sans attendre la conclusion d'un nouvel abonnement. Mais nous avons vu qu'il se décida, en fin de compte, à convoquer les Etats en session extraordinaire pour le 30 décembre. Cette assemblée fut, d'ailleurs, aisément conduite par Baillon et réabonna l'impôt aux mêmes conditions qu'en 1734 ; on n'eut d'autre concession à lui faire que de rétablir les bureaux diocésains supprimés en même temps que le précédent dixième (82).

En 1746, les deux sous pour livre du dixième furent abonnés sans beaucoup plus de difficulté. L'édit qui les instituait avait paru au début de décembre, au cours de la session ordinaire des Etats. On n'en donna connaissance à l'assemblée que le 27 décembre, veille de la clôture, et la noblesse, qui « depuis « quelques jours se montrait indisposée de la précipitation « avec laquelle on s'était hâté de mener les affaires, saisit avec « chaleur ce prétexte de prendre sa revanche. L'aigreur s'en « mêla et le tumulte fut si grand que les deux autres ordres « crurent faire sagement de céder à l'avis qui s'était formé de « ne point délibérer et de remettre au lendemain » (83).

Le 28, on accepta les conditions du contrôleur général, c'est-à-dire l'abonnement au prorata de celui du dixième et la « voie d'imposition », sans insister sérieusement pour obtenir qu'il se prêtât au rachat du nouvel impôt (84).

Pour traiter des 4 s. p. l. de la capitation, nous avons vu que Machault finit par se résigner à la convocation d'une assemblée extraordinaire, au mois d'avril 1748. L'impôt avait

(82) Instructions et correspondance relatives aux Etats extraordinaires de 1741 (30 déc. 1741-6 janvier 1742. Arch. Nat. H 295).

(83) La Boissière au cont. gén. 28 déc. (Arch. Nat. H 312).

(84) Correspondance de la tenue, 29 déc. (*Ibid.*).

été établi pour dix ans, par un arrêt du conseil du 18 décembre 1747. Comme on avait de gros besoins d'argent, Machault en désirait lui-même le rachat. Mais il voulait quatre millions, et le budget des Etats ne pourrait évidemment supporter la charge des intérêts d'une pareille somme sans la création de nouvelles ressources. Baillon amena le contrôleur général à proposer à l'assemblée, de préférence à la levée effective des 4 s. p. l., le rétablissement, dans leur intégralité, des anciens droits sur les boissons que les Etats n'avaient maintenus que partiellement en 1722. L'assemblée se prêta volontiers à cet arrangement. Il y eut quelques difficultés de la part des gentilshommes du comté Nantais, vigneron et bouilleurs de cru, ainsi que de l'Eglise que les nouveaux droits menaçaient quelque peu. On ne s'y arrêta pas (85). Il était d'ailleurs entendu qu'un an après la paix le roi commencerait à remettre annuellement aux Etats 300.000 l. sur le prix de l'abonnement de la capitation pour le remboursement de l'emprunt des 4 s. p. l. et cette promesse fut tenue.

Il faut noter que le rétablissement des droits sur les boissons eut pour conséquence une nouvelle extension des attributions de la Commission intermédiaire. L'abonnement des 2 s. p. l. du dixième n'avait fait que modifier le quantum d'un impôt qu'elle levait déjà. Cette fois, sa compétence fut étendue à un nouveau domaine. Les droits sur les boissons acquis du roi, de 1681 à 1708, puis rachetés et partiellement maintenus en 1722, avaient été purement et simplement joints à la ferme des devoirs. Ceux qui furent rétablis en 1748 furent encore confiés aux mêmes fermiers. Mais ce fut, cette fois, en régie : il devait en être compté à part, en sus du prix du bail des devoirs, et la gestion en était soumise aux vérifications de la Commission intermédiaire. Les mêmes règles allaient être appliquées à tous les droits ou augmentations de droits établis, par la suite, sur les boissons, au profit des Etats.

* *

(85) « Cet ordre, dit La Boissière en parlant du clergé, fit une représentation qu'il défendit avec une chaleur extrême », pour être exempt des nouveaux droits, se fondant : 1^o sur les privilèges du clergé qui ne payait pas la capitation et n'eût pas, par conséquent, payé les 4 s. p. l. ; 2^o sur le titre de création de ces droits en 1691. Il menaça de ne pas délibérer. « On le mit au pis. Il voulut protester et demanda acte de ses protestations. On le refusa et, enfin, après quatre heures de débat, il se « rendit et fut hué ». (Au cont. gén. 1^{er} mai. Sur cette tenue extraordinaire voir la correspondance et autres documents, Arch. Nat. H 318).

Ceux-ci acceptèrent, à cette époque, les nouvelles dépenses mises à la charge de leur budget sans plus de difficultés que l'institution des nouveaux impôts. Dans leurs tenues de 1744, de 1746 et de 1748, ils votèrent ainsi les fonds qui leur furent demandés pour le paiement de la solde des milices garde-côtes rassemblées pendant la guerre, au total 445.046 l. 3 s. 4 d. En 1744, ils accordèrent, en outre, 150.000 l. pour les frais de construction et de réparation des corps de garde de la côte; et ils y durent ajouter, en 1746 et 1748, 13.418 l. 5 s. 7 d. pour achever d'acquitter la dépense (86). Ce que l'assemblée s'efforça d'obtenir, c'est qu'on ne l'obligeât pas à de nouvelles impositions et que l'emploi des fonds votés ou, tout au moins, le contrôle de la dépense, fût remis à la Commission intermédiaire. Elle consentit, toutefois, sans trop de peine, à imposer sur les paroisses sujettes à la garde côte, au marc la livre du montant de leur capitation, la somme destinée aux corps de garde; cette somme devait, d'ailleurs, entrer toute entière dans la caisse de leur trésorier et n'en sortir que pour le paiement de la dépense à laquelle elle était affectée. Mais les Etats se défendirent vivement contre la prétention du ministre de pourvoir au paiement de la solde des milices au moyen de l'excédent disponible sur le produit de l'impôt du casernement pendant la précédente période de paix. Ils veillaient jalousement sur cet excédent, qu'ils entendaient réserver pour les seuls besoins du casernement, afin de prévenir une augmentation de l'impôt dans le cas d'un excédent de dépenses, et de prévenir, surtout, les abus à prévoir s'ils en laissaient employer le produit à d'autres fins que sa destination régulière (87).

L'assemblée de 1744 insista, d'autre part, fortement pour que la Commission fût chargée de tout ce qui concernait la construction et l'entretien des corps de garde et pour que, même, on lui communiquât toutes les pièces relatives aux dépenses antérieurement engagées pour le même objet. Par la même occasion, elle demanda que l'on confiât également à la Commission la disposition des fonds votés pour les plantations de mûriers. Même demande, encore, au sujet de l'emploi des fonds accordés pour le soulagement des corvoyeurs et les

(86) États de fonds et correspondance relative aux dites tenues. (Arch. Nat. H 306, 22 et 25 nov.; 312, 14 déc.; et 314, 8 nov.).

(87) Correspondance de Brancas, Baillon et La Boissière avec le cont. gén. (11, 15, 22 et 25 nov. 1744, Arch. Nat. H 306).

secours médicaux. Mais l'intendant de Viarmes défendait attentivement son autorité et, sur tous ces points, il la conserva toute entière (88). Ce n'est pas que Baillon n'ait énergiquement et sincèrement soutenu contre lui les prétentions des Etats et de la Commission (89). Mais ce ne pouvait être avec une intransigeance bien redoutable. Il faut toutefois retenir que, dès cette époque, les Etats ne perdent pas une occasion de réclamer de nouveaux pouvoirs pour leur Commission intermédiaire et que celle-ci et son chef prennent nettement position contre l'intendant dont ils critiquent l'administration avec la prétention manifeste de s'en emparer.

(88) *Ibid.* Voir également les revendications de l'assemblée de 1746 (7, 14 et 15 déc. H 312) et un mémoire relatif à l'emploi du fonds de 200.000 l. voté par celle de 1740 en faveur des corvoyeurs. (*Ibid.* H 586).

(89) Il dénonça, en particulier, très vivement, le mauvais emploi fait par l'intendant des fonds votés pour les corvoyeurs et l'exagération du coût de la construction des corps de garde. (Mémoires s. d., *Ibid.* H 534).

CHAPITRE V

Les pouvoirs financiers et administratifs des Etats (*suite*),

Le premier vingtième et la tentative d'une régie royale (1749-1756)

Le caractère de la résistance des Etats à l'établissement du vingtième. C'est à la régie royale, et non à l'impôt lui-même, que s'adresse leur opposition. Mais, par cette tentative de régie, on leur a fourni l'occasion de revendiquer formellement leur droit de consentement à l'impôt.

On peut dire que la tentative de Machault pour soumettre, par l'édit de mai 1749, toutes les parties du royaume, comme toutes les classes de la société, à l'impôt du vingtième, dans les mêmes conditions et sous l'administration commune des fonctionnaires royaux, fut la plus dangereuse épreuve que les Etats de Bretagne eurent à subir au XVIII^e siècle. La régie du vingtième aux mains du pouvoir royal, c'était, en Bretagne, la brèche ouverte dans le système des abonnements, la Commission intermédiaire atteinte dans ses attributions capitales. Le meilleur rempart qui eût protégé jusque là les privilèges de la province et les intérêts de sa noblesse commençait de tomber. Que fût-il advenu des autres abonnements, que fût-il advenu de la Commission si, en face de celle-ci, avait subsisté une administration dont les pratiques plus rigoureuses assuraient une répartition plus équitable et un meilleur rendement des impôts ?

Mais ce ne fut qu'une épreuve passagère. Quand un second vingtième fut, en 1756, ajouté au premier. l'abonnement de l'un et de l'autre fut, en même temps, consenti aux Etats. Comme, en 1734, cet abonnement parut encore une concession gracieuse du pouvoir royal. D'Aiguillon obtint sans peine du contrôleur général d'alors, M. de Moras, qu'il lui donnât mission de l'offrir à l'assemblée.

D'Aiguillon avait eu de fortes raisons à faire valoir. Non pas que la régie du vingtième n'eût donné, en définitive, d'heureux résultats. Mais il savait quelle opposition les Etats lui avaient faite. Il savait que, vouloir doubler purement et simplement l'imposition qu'on levait, serait provoquer un conflit qu'on ne pourrait peut-être résoudre que par un coup de force. Maintenir, en Bretagne, la régie directe des vingtièmes ne paraissait possible que si l'on était décidé d'avance à briser les Etats et, aussi, le Parlement. L'entrée en scène de celui-ci, allait alors, nous le verrons, singulièrement aider les premiers à faire valoir leurs droits. Mais ils avaient déjà montré, dans les tenues du temps de la régie, ce qu'il fallait craindre de leur obstination. On avait alors vu avec quelle soudaineté l'esprit d'opposition y pouvait reprendre la plus dangereuse vigueur dès que les intérêts des privilégiés étaient en cause. Les Etats, à la vérité, n'avaient pas eu raison de Machault. Ce ne fut pas leur résistance qui lui fit perdre le contrôle général, en 1753, et la régie directe du vingtième fut maintenue dans la province après lui. Mais sa chute faisait mal augurer de la fermeté du gouvernement, tandis que la résistance des Etats au vingtième marquait avec éclat l'ouverture de l'ère des grands conflits qui, jusqu'à la fin de l'ancien régime, allaient dresser, à peu près sans répit, leur assemblée contre le pouvoir central. Tenues cette fois en échec, ses prétentions furent du moins affirmées avec une netteté que les opposants les plus décidés n'y avaient encore jamais mise depuis 1718 et l'on s'aperçut que, si les concessions du pouvoir royal en 1734 avaient assuré le calme des précédentes sessions, loin d'endormir la vigilance des privilégiés bretons, elles n'avaient fait que les confirmer dans leur attachement à leurs privilèges et les porter à les défendre avec une énergie nouvelle (1).

L'on vit, en effet, à cette session, combien ils tenaient à l'avantage essentiel obtenu en 1734, l'abonnement des grands impôts directs qui frappaient la noblesse.

(1) Dans sa thèse sur *Machault d'Arnouville*, M. MARCEL MARION a fait un récit très détaillé de la résistance des Etats de Bretagne au vingtième (chap. VI) et donné, en même temps, d'importants détails sur les difficultés et les résultats de la régie royale. Sur ce dernier point, il n'a toutefois pas tenté l'étude complète que lui auraient permise les documents conservés aux Arch. d'I.-et-V. (C. 2140 à 2153). Il ne rapporte que des indications sommaires tirées des rapports envoyés au contrôle général. Cf. *infra*, III^e partie, chap. II.

Les Etats ne protestèrent pas plus sérieusement contre l'assujettissement de la province au vingtième qu'ils ne l'avaient fait contre l'établissement de la capitation et celui du dixième. Conformément à leurs traditions, ils commencèrent bien, dans toutes leurs tenues du temps de la régie, en 1749, 1750, 1752 et 1754, par demander que la Bretagne fût exempte d'un impôt destructif de ses immunités (2).

Mais ce fut jamais qu'une démarche de pure forme. Aussitôt après on posait la question de l'abonnement, et c'était bien la question capitale. On ne put garder longtemps, sur ce point, l'illusion que le gouvernement céderait. L'édit de mai publié et enregistré, Machault fit, sans beaucoup tarder, convoquer les Etats, à Rennes, en une session extraordinaire qui se tint du 6 au 13 octobre. Mais ce fut, simplement, pour les inviter à faire remettre à l'intendant les rôles du dixième sur la base desquels devait être provisoirement réparti le nouvel impôt. Les commissaires du roi avaient pour instruction de n'admettre, au sujet de celui-ci, aucune représentation ni aucun mémoire, mais d'informer l'assemblée, dès le début de la tenue, qu'il fallait renoncer à tout espoir d'en obtenir l'abonnement, « toutes les provinces devant contribuer également et d'une « manière uniforme » (3). Les instructions dressées pour les trois sessions suivantes ne leur interdirent pas moins formellement de se prêter à aucun débat sur des principes irrévocablement arrêtés, et ils n'y dérochèrent point (4). On ne put évidemment empêcher les Etats de réclamer l'abonnement. Mais on leur fit toujours la même réponse décourageante et, si l'on accepta les mémoires de griefs qu'ils dressèrent contre l'administration du vingtième dans toutes leurs assemblées du temps de la régie, ce fut après les avoir avertis qu'on n'aurait égard qu'à leurs observations particulières sur les pratiques de celle-ci (5).

(2) Correspondance relative aux dites tenues : 1749, 10 oct. (Arch. Nat. H 320) ; 1750, 13 nov. (*Ibid.* H 323) ; 1752, 1^{re} oct. (*Ibid.* H 327) ; 1754, 30 oct. (*Ibid.* H 331).

(3) Arch. Nat. H 320, Instruction générale, art. 2.

(4) *Ibid.* H 320, 322 et 337.

(5) Sur les discussions relatives à la rédaction de ces mémoires, voir la correspondance des différentes tenues. Texte des mémoires, avec décision du roi sur leurs différents articles, aux Arch. d'I.-et-V. C 2149 et 2150.

On ne saurait considérer comme une forme d'abonnement le mode de régie que Machault avait octroyé, en 1752, au Languedoc et qu'il eût accepté, la même année, d'appliquer en Bretagne si les Etats s'étaient contentés de cette concession (6). Il y manquait, en effet, la condition essentielle d'un abonnement qui eût été de fixer la contribution totale de la province à une somme convenue. Le ministre consentait simplement à adjoindre trois commissaires des Etats à l'intendant, sans leur accorder aucun pouvoir de décision, ni aucune juridiction hors de la présence et sans la participation effective de celui-ci. Les fonctionnaires royaux, directeur et contrôleurs, auraient conservé toutes leurs attributions, continuant de recevoir et de vérifier, tout comme auparavant, les déclarations des contribuables, et de dresser les rôles sur cette base.

Or, c'était la première fois que le pouvoir royal refusait absolument de recourir à l'intermédiaire des Etats pour la levée des nouveaux impôts directs. En 1711, en effet, il n'avait tenu qu'à eux de prendre l'abonnement du dixième et, en 1718, de conserver celui de la capitation. Sans doute, ne leur avait-on jamais permis de débattre, en toute liberté, les conditions de leur concours. Du moins, pouvaient-ils se flatter, en abonnant un impôt, de conserver encore l'apparence d'y donner le consentement qu'on ne leur demandait point et, en refusant de l'abonner, d'avoir vu solliciter, ne fût-ce qu'indirectement, leur adhésion. Cette fois, la négation de leurs droits était brutale et totale. Il n'est donc pas surprenant que la partie la plus indépendante de l'assemblée ait répondu par une revendication formelle des mêmes droits. Ecarter l'abonnement, c'était remettre au jour la question, jamais résolue, du droit des Etats à consentir l'impôt. La noblesse ne tarda pas à porter franchement le débat sur ce point, en exprimant catégoriquement son refus de consentir le vingtième.

Aux Etats extraordinaires de 1749 déjà, prenant feu sur le refus des commissaires du roi de recevoir aucune représentation sur l'édit de mai, elle aurait voulu qu'avant de demander l'abonnement l'on renouvelât la protestation de l'assemblée contre la levée du vingtième en Bretagne, en appuyant cette protestation de remontrances par écrit (7). Cependant, elle ne se porta pas encore aux dernières extrémités. Elle s'inclina, avec

(6) Cf. MARION, *Machault d'Arnouville*, p. 129-140.

(7) La Boissière au cont. gén. 10 oct. (Arch. Nat. H 320).

le tiers et le clergé, devant l'ordre du roi qui mit l'assemblée en demeure de choisir entre la remise des rôles ou l'obligation de faire lever elle-même le dixième pour le vingtième. Les plus intransigeants étaient encore sous le coup de la surprise; l'on n'était pas encore bien persuadé qu'il serait absolument impossible d'obtenir l'abonnement et l'on escomptait l'effet de la résistance des autres pays d'Etats et du clergé.

A la session ordinaire qui suivit, la question du vingtième, en dépit des instructions du ministre, fut naturellement posée. La noblesse, sourdement aidée par la complicité du clergé, prétendit, une fois le don gratuit voté, arrêter le travail ordinaire de la tenue jusqu'au moment où le roi aurait accepté d'entendre les griefs des Etats contre le nouvel impôt. Mais elle s'en tint encore à réclamer une députation en cour, et les commissaires du roi eurent assez facilement raison de son obstination (8). Mais, en 1752, pour venir à bout de la même obstination, il fallut l'ordre du roi du 24 octobre exigeant sous peine de désobéissance que les trois ordres délibérassent sans délai sur les affaires soumises à l'assemblée (9).

Cette fois la noblesse formula nettement l'alternative d'où elle se refusait à sortir : ou la suppression de l'impôt, ou l'abonnement. Ce fut la seule conclusion que ses députés admirent au mémoire des griefs et remontrances des Etats sur le vingtième. Le clergé et le tiers, tout en posant la même alternative, réclamaient subsidiairement des réformes dans la régie. La noblesse tint bon jusqu'au bout. Elle ne consentit à adopter le mémoire sur le vingtième que sans conclusions, afin qu'il ne parût comporter aucune adhésion, même conditionnelle et provisoire, à la régie (10).

Par l'octroi du système de régie déjà accordé du Languedoc, l'on s'était un moment flatté d'avoir détaché, de la cabale des intransigeants, la grande majorité de l'ordre. C'était se faire illusion sur la véritable disposition des esprits. La noblesse repoussa, en définitive, toute collaboration des Etats à la régie, par 107 voix contre 28, et ajouta à son refus, en termes exprès, celui de consentir le vingtième (11). Puis, non contente d'avoir

(8) Voir, en particulier, les lettres de La Boissière des 4, 11 et 27 nov. (*Ibid.* H 323).

(9) Cf. *supra*, p.

(10) La Boissière au cont. gén. 18 et 29 oct. (*Ibid.* H 327).

(11) Le refus de laisser aux Etats le libre choix de leurs commissaires parut être le motif de la décision de la noblesse; mais la facilité avec

rendu pratiquement impossible l'acceptation des concessions gouvernementales, elle prétendit qu'en droit cette acceptation n'aurait pu être prononcée que par l'avis unanime des trois ordres et que le sien, ayant ainsi, contre celui des deux autres, décidé nécessairement du refus de l'assemblée, devait former délibération. Comme il comportait le refus du vingtième, on voit la conséquence : c'est le refus même de l'impôt qui eût été prononcé au nom des Etats. Les deux autres ordres ne purent s'y résoudre et la noblesse finit par se résigner à laisser inscrire au procès-verbal un avis différent pour chacun, de telle sorte qu'il ne fut pas prononcé de délibération (12). Elle avait toutefois réussi à empêcher que, de toute la tenue, il fût fait au nom des Etats aucune démarche, qu'il fût rien demandé ni rien accepté qui laissât supposer leur consentement au vingtième.

Les mesures de rigueur qui frappèrent, à l'issue de cette tenue, un grand nombre de ses membres, et les projets de réglementation des Etats qui virent alors le jour, une fois de plus, témoignèrent de la gravité de son opposition (13). Mais elles n'en eurent pas raison. Désormais c'en était bien fini du calme et de la docilité que l'on avait précédemment connus pendant de longues périodes.

La tenue de 1754 fut, il est vrai, beaucoup plus facile que la précédente (14). La noblesse ne s'y obstina pas dans la même obstruction. Machault n'était plus au contrôle général et elle ne reçut pas, de Paris et de Versailles, les mêmes encouragements. Mais elle n'avait pas désarmé. Elle ne manqua pas une occasion d'exprimer, avec la même netteté, son refus de consentir le nouvel impôt et elle continua de veiller aussi attentivement à ce que l'assemblée n'acquiescât à celui-ci en aucune manière. Quand on renouvela auprès des commissaires du roi la même demande d'abonnement que dans les précédentes ses-

laquelle l'opposition reconquit alors la majorité de l'ordre, donne à penser que les dispositions conciliantes dont cette majorité avait fait preuve pendant quelques jours étaient bien mal assurées. Cf. MARION, *op. cit.* p. 185-191. De Chaulnes au cont. gén., 15 déc., lettre particulière (Arch. Nat. H 328).

(12) La Boissière au cont. gén. 15 et 17 déc. (*Ibid.* H 328).

(13) Il fut prononcé 11 exils en différents lieux éloignés du royaume, en outre, quatre gentilshommes et M. Baron, député et sénéchal de Quintin, furent emprisonnés (MARION, *op. cit.* p. 192).

(14) Correspondance relative à cette tenue, Arch. Nat. H 331-333. Voir MARION, *La Bretagne et le duc d'Anguillon*, p. 24-33.

sions, elle fit spécifier, avec inscription de cette réserve au procès-verbal, que pareille demande n'impliquait nullement le consentement des Etats à l'impôt (15). Pour éviter toute équivoque sur ce point, elle fit ensuite décider, comme en 1752, qu'il ne serait pas question d'abonnement dans le mémoire de griefs qui fut dressé comme de coutume contre la régie. Quand arriva la réponse du roi à ce mémoire, son avis fut, non pas d'insister, comme le proposaient les deux autres ordres, sur les articles restés en souffrance, mais de faire des remontrances « tant sur le fonds que sur la forme de l'imposition ». Elle s'opposa violemment à toute autre démarche et il fallut lui accorder au moins qu'il n'en serait fait aucune (16). C'était encore empêcher que l'Assemblée, en continuant de solliciter des réformes dans la régie, ne parût se résigner à celle-ci.

Au cas où Machault se fût laissé aller à consentir un abonnement, l'accord avec les Etats fût-il devenu pour cela si facile ? Restait alors à régler la question du prix. Or, en dépit des affirmations de l'intendant de Viarmes et du duc de Chaulnes, il n'était nullement certain que le ministre eût obtenu des Etats la somme qu'il pouvait espérer tirer du vingtième, en Bretagne, par ses propres moyens. Il comptait, en effet, sur le chiffre auquel atteignait l'abonnement du dixième. Sans doute, les Etats l'eussent trouvé inadmissible et il fallait prévoir, sur cette question de prix, un si rude débat que, pour conserver la chance de faire rendre 1.800.000 l. au vingtième, il était sans doute plus sûr d'imposer coûte que coûte le maintien de la régie (17).

(15) La Boissière et d'Aiguillon au cont. gén. 20, 22 et 24 nov. (Arch. Nat. H 3331).

(16) La Boissière au cont. gén. 30 oct. et d'Aiguillon au même, 8 et 10 nov. (*Ibid.* H 331).

(17) L'abonnement du dixième rapportait net, au gouvernement, 1.800.000 l. par an, depuis 1741. Dans ses instructions du 14 janvier 1750 à l'intendant, le contrôleur général dit, il est vrai, que, s'il fait provisoirement lever les mêmes sommes pour le vingtième que pour le dixième, ce n'est pas « qu'il se décide à vouloir déterminer que le produit du « vingtième soit égal au montant de l'abonnement du dixième », mais parce qu'il espère ainsi déterminer les contribuables à fournir des déclarations et se procurer « une matière propre au travail qu'il [veut] faire « suivre pour perfectionner cette imposition [du vingtième] et la porter « au point où elle peut aller ». Mais il dit, d'autre part : « Peut-être [le « produit du vingtième] excédera-t-il sur quelques parties [le montant de « l'abonnement du dixième] ; j'ai lieu de le croire par la connaissance « que j'ai du peu de proportion des abonnements ». (Arch. d'I.-et-V. C 2149). Et, en effet, dès 1753, quand, pour la première fois, les rôles furent

Néanmoins, il n'est pas douteux que les États attendaient de l'abonnement d'autres avantages qu'une réduction de la charge de la province. De Viarmes, à la fin de la session de 1749, dénonçait fort justement leur principal mobile. « Ils ont toujours désiré, écrit-il au contrôleur général, d'être les maîtres de l'administration de leurs affaires, et principalement l'ordre de la noblesse, pour lequel on a de trop grands ménagements dans les impositions. Ils y sont parvenus, ils y sont accoutumés, ils ont de la peine à se détacher des abonnements qui les en rendent les maîtres. D'un autre côté, la Commission, qui s'est emparée de l'autorité et donne le ton à l'assemblée, a de la peine à consentir à des demandes (celle des rôles du dixième) qui tendent à l'en dépouiller. »

L'hostilité systématique de quelques intransigeants à l'égard de la Commission intermédiaire, ou, plutôt, de certains de ses membres, n'empêchait pas, en effet, qu'une expérience de quinze années avait fait sentir, aux privilégiés de la province, tout l'avantage d'une administration pleinement autonome qui substituait complètement l'autorité et la juridiction de leurs pairs à celles de l'intendant, dans la levée des impôts qu'ils payaient. De nouveaux événements et de nouveaux progrès de l'esprit d'opposition dans le royaume, amèneront la noblesse bretonne à revendiquer le privilège financier des États d'une manière plus radicale et plus complète encore qu'en 1752 et en 1754. Mais sa résistance à la tentative de Machault, sa vigoureuse défense du système établi en 1734, son obstination

arrêtés sur les déclarations, encore bien incomplètes et vicieuses, que l'on avait reçues, le montant des rôles du vingtième des biens-fonds s'éleva à 1.350.000 l. Avec les autres vingtièmes, on atteignait un total de 1.682.703 l. En 1756, on arrivait, pour les seuls biens fonds, à 1.503.000 l. Avec les autres vingtièmes on eût largement dépassé le produit brut du dixième. Or, il s'en fallait de beaucoup que la vérification des déclarations fut achevée. (*Ibid.* C 2156).

Dans son rapport du 20 mars 1754, le directeur du vingtième affirmait que la contribution de certains diocèses pour le dixième ne dépassait pas le trentième de la valeur des revenus imposables. Dans d'autres, elle s'élevait à peine au vingtième ou au vingt-cinquième. Un seul payait à peu près le onzième ou le douzième. (*Ibid.* C 2150).

Il est vrai que le vingtième rentra d'abord fort mal. Mais, en 1756, le recouvrement en était en voie d'amélioration rapide et le moment approchait où il se ferait normalement. L'arriéré, du reste, n'était pas perdu, puisque les États acceptèrent de s'en charger, au moyen d'un abonnement rétroactif, sur le pied de 1.200.000 l. net pour chaque année de régie, et que ce marché leur laissait, dès la fin de l'année 1757, un bénéfice de plus de 200.000 l., tous les frais de la régie acquittés. (Pièces relatives à la liquidation de la régie, *ibid.* C 2153).

à lier, en cette occasion, la revendication de l'abonnement à celle du droit des Etats à consentir l'impôt, avaient fortement prouvé qu'elle estimait elle-même avoir trouvé, dans l'octroi d'une autonomie administrative réelle, la plus sûre confirmation des privilèges de la province, en même temps que la meilleure sauvegarde des intérêts qu'ils recouvraient.

CHAPITRE VI

Les pouvoirs financiers et administratifs des Etats *(suite)*

De l'abonnement des vingtièmes au coup d'Etat de Maupéou 1756-1771

Le duc d'Aiguillon et les Etats. Il s'est prêté à l'extension de leurs attributions. La question des grands chemins et de la corvée. L'aliénation des domaines et contrôles aux Etats. Cependant, progrès de l'esprit d'opposition.

Les sessions de 1756 et de 1758. — L'abonnement des vingtièmes. Débuts d'une action commune du Parlement et des Etats. L'affirmation de la nécessité du consentement formel et unanime des Etats à l'impôt. La question de la milice (1756-1785). Le vote de la capitation en 1758. Les Etats font échec à l'impôt du don gratuit des villes avec l'aide du Parlement (1759). La doctrine du Parlement sur les droits des Etats et les siens propres ; les remontrances du 12 juin et du 18 juillet 1760.

Les sessions de 1760 et de 1762. — Les concessions répétées du pouvoir royal et l'activité croissante de l'opposition au sein des Etats. L'obstruction de la noblesse.

Les Etats et l'Affaire de Bretagne. — La déclaration du 23 novembre 1763 et son enregistrement au Parlement. La question des sols pour livre des droits des fermes. L'opposition aux Etats de 1764. Sa doctrine. Les Etats de 1766 et le « rappel de l'universalité ».

La politique d'apaisement. — Le départ du duc d'Aiguillon. Les sessions de 1768 et de 1770. Modération de Terray à l'égard de la Bretagne. La question des dettes de la province. L'opposition aux droits sur les cuirs. La modération du gouvernement encourage les prétentions des Etats.

Si l'on s'en rapportait à la réputation que le duc d'Aiguillon a laissée en Bretagne, d'un tyran, destructeur des libertés provinciales, on serait tout d'abord porté à croire que jamais les Etats n'ont eu à faire à un plus redoutable ennemi (1). Rien

(1) Le duc d'Aiguillon avait reçu le commandement de la Bretagne dès le début de 1753, à l'issue, pour ainsi dire, de la difficile tenue de 1752. Il avait accepté, sinon même sollicité, le poste sans paraître redouter les épreuves qui l'y attendaient. En même temps que de commandant

de moins bien fondé, en réalité, que cette opinion longtemps admise sans contrôle. Les quinze années du commandement du duc d'Aiguillon ne furent nullement, pour les Etats de Bretagne, une période de décadence. Ce fut, sans doute, surtout vers la fin, une période de violents conflits et elle se termina, nous l'avons vu, par la seule tentative sérieuse de réglementation que l'assemblée ait jamais eu à subir. On peut ajouter que d'Aiguillon ne se soucia jamais de respecter l'indépendance des membres des Etats et qu'il porte la responsabilité de l'arrêt du conseil du 11 juin 1763 par lequel on voulut mettre entièrement les maires et, par là même, les députés du tiers sous la main du gouvernement. Mais ses prédécesseurs avaient toujours usé sans scrupules des mêmes pratiques d'intimidation ou de corruption et, si d'Aiguillon finit par réclamer des mesures d'une gravité exceptionnelle, ce fut par suite de circonstances qu'il n'avait pas créées. Il n'a jamais provoqué les conflits qu'il eut à soutenir, du moins avec les Etats. Mais il eut la malchance de commander en Bretagne pendant et après une guerre désastreuse, et d'y représenter un gouvernement que de graves difficultés financières rendaient exigeant, en face d'une assemblée d'Etats et d'un Parlement dont les mêmes difficultés exaltaient l'audace et l'esprit d'opposition.

Les mauvaises dispositions du duc d'Aiguillon envers les parlementaires ne sont pas douteuses. Mais il ne fut pas l'ennemi des Etats. Ce n'est pas d'après quelques boutades et des accès de mauvaise humeur fort compréhensibles qu'il faut juger de ses sentiments à l'égard d'une assemblée dont il n'y eut point de tenue qui n'ait mis sa patience à rude épreuve. A suivre les événements, dans la correspondance du temps, on le voit toujours préoccupé de conduire ces tenues à bonne fin, sans coups de force, soucieux de réussir, somme toute, c'est-à-dire de faire acquiescer les Etats, de bon gré, aux volontés royales. Beaucoup plus probantes, encore, sont les solutions qu'il pro-

en chef, la province changeait d'intendant. De Viarmes avait été rappelé en février et Le Bret vint prendre sa place au mois de juin. D'Aiguillon devait trouver en celui-ci un auxiliaire autrement actif que ne l'eût été son prédécesseur. Le Bret quitta la Bretagne après la tenue de 1764-1765, deux ans avant le duc qui devait encore représenter le pouvoir royal auprès des Etats de 1766.

Sur le détail des événements pendant la période du gouvernement du duc d'Aiguillon, voir principalement MARCEL MARION, *La Bretagne et le duc d'Aiguillon*; puis B. POCQUER, *La Chalotais et le duc d'Aiguillon*, et A. LE MOY, *Le Parlement de Bretagne et le Pouvoir Royal au XVIII^e s.*

pose aux ministres, la politique inlassablement conciliante, respectueuse des prétentions traditionnelles des Etats, qu'il n'a jamais cessé de conseiller. Il n'admet pas, évidemment, que les privilèges de la province puissent faire échec au pouvoir royal. Mais il n'est pas l'homme d'une politique d'innovations radicales, telle que celle qui avait inspiré l'édit du vingtième et l'intransigeance de Machault. Le roi doit être obéi. Mais on peut réclamer l'obéissance de la province sous une forme qui ménage ses privilèges. D'Aiguillon ne paraît pas comprendre qu'il puisse y avoir intérêt à cesser de recourir à l'intermédiaire des Etats et que l'autonomie administrative de la province soit incompatible avec le respect de la souveraineté monarchique (2). S'il en a voulu aux Etats, ce n'était pas précisément de faire valoir leurs privilèges; c'était de ne pas comprendre combien ses intentions leur étaient favorables, c'était de s'engager, à la suite du Parlement, dans des conflits qui n'avaient nullement pour objet leurs propres intérêts administratifs ou financiers.

Il est bien probable que d'Aiguillon était conduit par le souci d'un succès personnel plutôt que par de hautes idées politiques. Les concessions qu'il réclame aux ministres avaient, avant tout, pour objet de faciliter sa tâche. On garde toutefois l'impression que ce grand seigneur, foncièrement aristocrate et conservateur, était sensible aux arguments des gentilshommes bretons. Qu'il plaisantât leur culte pour leurs parchemins du temps de la réunion et ne fût pas dupe de l'égoïsme de leur politique fiscale, cela n'en faisait pas un adversaire des privilèges acquis et des institutions établies.

Ce qui est pour nous à retenir, c'est qu'au temps du duc d'Aiguillon les attributions financières et administratives des Etats n'ont souffert d'aucune diminution et, mieux encore, que le pouvoir royal n'entreprit rien contre elles de son propre mouvement. Nous voyons, au contraire, les Etats soutenir, sur tous les points, leur politique de défense financière avec plus d'intransigeance que jamais, qu'il s'agisse d'opposer à de nou-

(2) Il ne faudrait pas prendre au pied de la lettre les éloges que d'Aiguillon prodigue à l'administration de la Commission intermédiaire, dans sa lettre du 8 août 1759 au ministre de la guerre; il s'agissait de convaincre celui-ci de la nécessité de ménager la susceptibilité d'un corps avec lequel d'Aiguillon avait le plus grand intérêt à éviter alors toute difficulté. Mais ces éloges témoignent tout au moins de bonnes dispositions à l'égard des Etats et du prix que le duc attachait au système des abonnements. (M. Marion donne cette lettre en appendice, p. 600).

veaux impôts leur droit de consentement ou de protester contre la mise à leur charge de nouvelles ou de plus lourdes dépenses. Toute exigence du pouvoir royal, de quelque ménagement, de quelque modération que l'on use pour la leur faire accepter, est l'occasion d'un conflit et d'une revendication de principe. A cette combativité et à cette intransigeance, il y avait évidemment d'autres motifs que la personnalité du commandant en chef.

Les Etats de Bretagne ont, en réalité, joué ainsi leur rôle dans l'opposition aristocratique qui commence alors à paralyser tous les efforts de réformes et de relèvement financier de la monarchie. L'affaire du vingtième les avait déjà montrés se dressant, avec les Etats de Languedoc et le clergé, contre la tentative de Machault. Les successeurs de celui-ci, sollicités et chapitrés par d'Aiguillon, ne leur offrirent pas, il est vrai, les mêmes motifs d'inquiétude et de révolte. Mais l'opposition avait reconquis, depuis 1750, son influence dans l'assemblée et disposé celle-ci par avance à prêter au Parlement le concours qu'il allait y chercher quand il se réveilla de sa longue torpeur, en 1756.

C'est l'opposition parlementaire, incontestablement, qui engendra les grandes querelles qui suivirent. Contre d'Aiguillon, les Etats ne paraissent être que ses auxiliaires et, parfois même, que ses instruments. L'on saisit ses excitations à l'origine de leurs plus graves mouvements et c'est pour la soutenir, c'est exclusivement pour obtenir le « rappel de l'universalité », que la noblesse alla jusqu'à faire sécession dans la tenue de 1766. Mais alors on vit, mieux que jamais, quelle valeur leur droit de consentir l'impôt, qui ne subsistait plus guère que dans la mesure où le pouvoir royal se croyait obligé de recourir à leur intermédiaire, retrouvait quand il était appuyé par les refus d'enregistrement ou les arrêts de la cour de justice. Des graves conflits de cette époque, les Etats sortirent, en définitive, mieux armés et plus entreprenants. Il serait puéril de s'étonner qu'ils aient méconnu les intentions du duc d'Aiguillon. N'était-il pas fatal qu'ils s'efforçassent de profiter d'une crise de l'autorité monarchique ? L'affermissement et le progrès de leur autonomie n'ont-ils pas toujours dépendu des embarras et des faiblesses du pouvoir royal ?

Avant de montrer les Etats opposant, avec le concours du Parlement, la conception la plus radicale de leurs privilèges financiers aux exigences du pouvoir royal, il est bon de rappeler à quelle extension de leurs attributions administratives celui-ci s'était prêté au temps du duc d'Aiguillon.

Ce fut d'abord un notable accroissement de leurs pouvoirs en matière de travaux publics (3). Pendant toute la durée de son intendance, de Viarmes, nous l'avons vu, avait, dans ce domaine là, victorieusement défendu son autorité contre les tentatives de la Commission intermédiaire (4). D'Aiguillon, à la vérité, n'était nullement disposé à laisser compromettre la sienne, ni celle de Le Bret. Il ne faillit jamais à soutenir cet intendant et il l'encouragea, en toutes circonstances, à maintenir avec fermeté les droits que lui attribuaient les arrêts du conseil. Il estimait nécessaire à la bonne marche de cette administration que l'intendant et lui-même conservassent sur elle la haute main et il jugeait sévèrement l'esprit avec lequel les commissaires des Etats avaient continué de s'en mêler (5). Mais il ne chercha pas à réduire leurs attributions; il reconnaissait même l'utilité de leur contrôle et, loin de repousser leur collaboration, il n'est pas douteux qu'il ne désirait rien tant que d'associer l'assemblée à la réalisation de ses grands projets de viabilité.

En 1754, il dut opposer, conformément à ses instructions et, d'ailleurs, à son propre sentiment, une fin de non recevoir à la demande que les Etats renouvelèrent, comme de coutume, d'être entièrement chargés de l'administration des grands chemins. Mais il assura, en même temps, l'assemblée « qu'il « conférerait toujours volontiers avec ses commissaires sur les « avis qu'ils auraient à donner », et ce n'était pas une vaine promesse (6). Dans la session suivante il allait donner une

(3) Sur cette question, voir M. MARION, *op. cit.* chap. V, et p. 17-24, 233, 235 et 300-308, et J. LETACONNOUX, *Le Régime de la corvée en Bretagne*, et *Les Grands Chemins de Bretagne* (Revue du XVIII^e s. janvier-juin 1917).

(4) Cf. *supra*, p. 303.

(5) D'Aiguillon à Le Bret, lettres citées par Letaconnoux, 24 juin et 17 juillet 1757 (Arch. d'I.-et-V. C 2267).

(6) D'Aiguillon au cont. gén. 17 et 20 nov. 1754. (Arch. Nat. H 331). Dans un mémoire postérieur, Le Bret écrit : « En 1754, le désir d'entre- « tenir la paix et d'engager MM. le Commissaires des Etats à travailler « de concert à la perfection des grands chemins nous porta, M. d'Ai- « guillon et moi, à consentir aux Etats de 1754 de concerter avec eux la « plupart des opérations nécessaires pour l'ordre et la manutention des

preuve manifeste de sa bonne volonté. Comme on avait dénoncé avec vivacité, dans le rapport de la commission des grands chemins, l'excès de la charge imposée aux corvoyeurs et les abus dont ils étaient victimes, d'Aiguillon reçut fort bien les observations de l'assemblée. Il consentit sans difficulté à reviser, conformément à ces observations même, la première ordonnance qu'il avait rendue, le 5 novembre 1754, pour mettre plus de régularité et d'équité dans le régime de la corvée et en tirer meilleur parti. Ce fut l'origine du règlement du 30 octobre 1757 (7). Comme le fait remarquer M. Letacounoux, c'était une nouveauté que d'admettre ainsi les Etats à se mêler de l'administration de la corvée. Jusqu'alors leurs commissaires ne connaissaient que des travaux « à prix d'argent » ; ils assistaient aux « adjudications et aux réceptions de travaux exécutés sur les fonds de la province ; mais les travaux par corvée « étaient ordonnés, répartis et exécutés d'autorité des commissaires du roi ». Ceux-ci disposaient même en toute liberté des fonds votés par les Etats pour le soulagement des corvoyeurs (8).

En 1762, les Etats obtinrent un nouvel avantage. D'Aiguillon abandonna entièrement à la Commission intermédiaire le soin de passer les adjudications et il promit de faire donner à celle-ci la même part dans la gestion des 164.200 l. votées, dans la même session, pour divers travaux dans les villes et dans les ports, que dans celle des fonds des grands chemins. On continuait de refuser encore aux Etats de soumettre les ingénieurs à l'autorité de leurs commissaires ; mais on leur sacrifiait l'ingénieur en chef, Chocat de Grandmaison, objet des griefs de l'opposition (9).

Ces dernières concessions n'avaient pas été consenties de bon gré, mais arrachées à la lassitude du commandant en chef par l'obstination des Etats, leurs marchandages et les perpé-

« grands chemins. Mais ces complaisances, au lieu de procurer l'avancement des travaux, n'ont produit d'autre effet dans Messieurs les Commissaires des Etats que de les fortifier dans le désir, et peut-être dans l'espérance, de parvenir enfin à conquérir toute l'autorité. Tout ce qui s'est passé dans la dernière tenue prouve le même esprit ». (Observations sur les demandes des Etats de 1756-1757, Arch. Nat. H 339).

(7) La Boissière au cont. gén. 23 janvier et 4 février 1757, et d'Aiguillon au même, 2 février (Arch. Nat. H 336).

(8) LETACOUNOUX, *Les Grands chemins de Bretagne*, loc. cit. p. 227.

(9) MARION *op. cit.* p. 80. D'Aiguillon au cont. gén. 24 et 28 nov. (Arch. Nat. H 352).

tuelles chicanes de leurs commissaires. Si d'Aiguillon réussit à ouvrir plus de 400 lieues de nouveaux chemins et à faire mettre en état la même longueur d'anciennes routes, ce fut en dépit des difficultés incessamment soulevées par une assemblée dont le principal souci était toujours de s'emparer complètement de l'administration des travaux publics (10). L'opposition affecta de ne voir, dans la grande œuvre qu'il tentait de réaliser, que la source de vexations pour les populations assujetties à la corvée, sans vouloir reconnaître ses remarquables efforts pour rendre cette charge plus équitable et moins lourde. L'on sait comment, en 1764, elle s'associa à la campagne ouverte sur ce point par le Parlement. Tout le résultat obtenu fut d'empêcher le vote du fonds des grands chemins. Une nouvelle enquête décidée par les Etats de 1768 sur les abus de la corvée aboutit, somme toute, comme celle des Etats de 1764-65, à justifier l'administration du duc d'Aiguillon. Mais, depuis 1765, l'exécution de ses projets était arrêtée (11).

*
* *

Entre temps, les Etats avaient réalisé un autre gain, plus complet, avec moins de peine. Dans leur session de 1758-59, le gouvernement leur aliéna, engagea ou subrogea le domaine

(10) Dès 1757, on voit la Commission intermédiaire entrer en conflit avec Le Bret sur l'interprétation des principes arrêtés de concert, par d'Aiguillon et les Etats, pour l'allègement et une répartition plus équitable des tâches de la corvée. Ne prenant aucun souci de l'avancement des travaux, elle prétendait faire payer, sur les fonds votés pour le soulagement des corvoyeurs, l'exécution des travaux encore dus par des paroisses négligentes en retard dans l'accomplissement de la tâche qui leur avait été antérieurement fixée. Elle n'osa pas protester contre le règlement du 30 octobre. Mais elle refusa de collaborer à sa rédaction bien qu'il fût établi conformément aux desiderata des Etats précédents.

De tenue en tenue, reparaissent les mêmes revendications appuyées sur les mêmes critiques. En 1758, l'assemblée réclame plus particulièrement que la Commission intermédiaire soit consultée sur le choix des ingénieurs et qu'elle soit appelée à donner son avis sur les paiements à ordonnancer. Il fallut un ordre formel du duc, au nom du roi, pour que la noblesse finît ses chicanes et votât le fonds des grands chemins. (D'Aiguillon au cont. gén. 17 février 1759, Arch. Nat. H 341).

(11) Les Etats affectaient toujours de consacrer une notable partie de ces fonds au soulagement des corvoyeurs (400.000 l. en 1757, 200.000 l. en 1759). En 1760, ils n'accordèrent que 300.000 l. sur les 600.000 l. qu'on leur demandait. Encore en destinèrent-ils 100.000 au soulagement des corvoyeurs (D'Aig. au cont. gén. 19 mai 1761, *ibid.* H 441). En 1762 on s'abstint de leur demander davantage. Sur les enquêtes de 1764 et de 1768, voir MARION, *op. cit.* p. 300 et 350, et B. POCQUET, *op. cit.* I, 421. Il ne

royal en Bretagne avec les droits y joints, ce qui leur permit d'instituer une nouvelle commission, spécialement chargée de la gestion de ces nouveaux revenus, à côté de leur principale commission intermédiaire (12).

Jusqu'alors la perception des droits domaniaux de la province était ordinairement affermée ; elle était comprise dans les fermes générales du royaume et y faisait l'objet de sous-fermes particulières. Depuis longtemps, les Etats se plaignaient des abus des fermiers, surtout dans la perception des francs fiefs. Pour soustraire la province à l'application de l'édit de novembre 1672 qui ordonnait une recherche générale de ces derniers droits, leur assemblée de 1673 les avait rachetés moyennant 500.000 l., sacrifice considérable si l'on considère que la ferme ne rapportait que 14.000 l. au roi. Mais, en 1692, le roi rétablit les francs fiefs en Bretagne. Il les fit d'abord percevoir directement, puis, en 1708, les afferma de nouveau. Les Etats dénoncèrent alors des abus plus insupportables que jamais et, dans leur session de 1715-1716, demandèrent à être subrogés au sous-fermier qui venait d'en passer un nouveau bail. Mais ils prétendaient substituer aux francs fiefs, perçus tous les vingt ans et à chaque mutation, une taxe d'abonnement annuellement payée par les propriétaires assujettis. Or, le gouvernement ne voulut pas consentir à la suppression d'un droit sur lequel il tenait évidemment à garder la possibilité de remettre

faut sans doute pas prendre au pied de la lettre les observations de l'intendant Caze de la Bove en 1776, qui, déplorant la ruine de son autorité dans cette partie, prétend que, depuis 1756, « par la tolérance du « duc d'Aiguillon, de Le Bret et de leurs successeurs, la Commission inter-
« médiaire fait tout ce qui concerne les adjudications et n'a recours à
« l'intendant que pour faire valider par ses ordonnances les adjudications
« et les paiements faits en conséquence » (Arch. Nat. H 613). Jusqu'en 1762, au moins, l'exécution même du programme du duc d'Aiguillon, l'activité avec laquelle elle fut poussée et les chicanes de la Commission, suffirent à montrer que l'intendant conservait la direction des travaux.

(12) Nous devons à P. Ducroquet (*Une aliénation de droits domaniaux au profit de la province de Bretagne*, 1888) une première étude de l'administration de cette commission, étude que précède un récit de l'aliénation de 1759 et de ses antécédents, et que suit celui de l'éviction de 1771. Mais cette étude, exacte et consciencieuse, est assez sommaire et, sur bien des points, incomplète, l'auteur n'ayant connu que les documents conservés à Rennes.

On trouvera dans la thèse de M. Lucien Guillou (*Essai sur l'organisation et le fonctionnement de l'administration des domaines en Bretagne de 1759 à 1771*, Rennes 1904) une étude beaucoup plus développée et plus satisfaisante des opérations de la commission. Sur l'aliénation, voir le récit de la tenue de 1758-1759 dans MARTON, *La Bret. et le duc d'Alg.* chap. VII.

la main, et les francs fiefs demeurèrent, en définitive, aux mains des fermiers, continuant de donner lieu aux mêmes abus et aux mêmes plaintes (13). En vain, depuis lors, les Etats renouvelèrent dans toutes leurs tenues leur offre de s'en charger à un prix bien supérieur à celui qu'en donnaient les fermiers. Les intendants conseillèrent régulièrement de la repousser, niant les abus et prétendant que le produit des droits périlletterait entre les mains des Etats (14).

Notons qu'en 1713 le pouvoir royal avait lui-même proposé à ceux-ci de les subroger dans la possession des droits de contrôle des actes des notaires et des actes sous seing privé, ainsi que des droits de petit sceau et insinuations laïques, aliénés à perpétuité en 1710 au sieur Danycan. Mais il ne s'agissait que d'un expédient financier. Les Etats se chargeraient de rembourser Danycan et trouveraient, dans l'excédent du produit des droits, un supplément de recettes nécessaire à l'équilibre de leur budget, jusqu'au jour où il plairait au roi de remettre la main sur les contrôles. Les Etats acceptèrent, mais ne jouirent pas du contrat qui leur fut consenti le 13 novembre 1713, puisque, dès le mois de mars 1714, les droits concédés furent de nouveau réunis au domaine royal (15).

Visiblement le gouvernement répugnait à se dessaisir de ses droits au profit des Etats. Il préférait recourir à l'intermédiaire des fermiers et ce n'était pas seulement parce que ceux-ci jouissaient d'influences puissantes au contrôle général. C'était surtout parce que l'on redoutait les conséquences des réductions de taxes et des ménagements auxquels se porteraient les Etats. On les redoutait pour leur propre budget. On craignait aussi que le régime privilégié dont bénéficieraient ainsi les

(13) DUCROQUET, *op. cit.* p. 7 à 12.

(14) Ducroquet ignore les réclamations régulièrement réitérées qui nous sont connues par les procès-verbaux des Etats et, mieux encore, par la correspondance et les mémoires relatifs à leurs tenues. Voir, en particulier, les mémoires des Etats de 1736 et 1754 (Arch. Nat. H. 278 et 639).

En 1730, l'intendant La Tour s'oppose fortement à la demande des Etats : « Outre la difficulté de détacher cette partie de la ferme générale », il objecte qu'aux mains des Etats le produit des droits diminuerait sûrement, « soit par la négligence de la régie, soit par les changements que les Etats y voudraient apporter ». (Note du 31 juillet 1730, *ibid.* H 257). En 1744, De Viarmes déclare que les francs fiefs sont fort bien régis par les fermiers (au cont. gén. 1^{er} juillet, *ibid.* H 308).

(15) Requête des Etats au roi, 28 nov. 1754 (Arch. Nat. 639) et Instruction pour les Etats de 1713 (*Ibid.* H 220). Ducroquet ne parle pas de cette affaire.

contribuables bretons compromit l'accroissement possible du produit des droits domaniaux dans la province et fût, par ailleurs, d'un fâcheux exemple. Le pouvoir royal ne se résigna jamais à des aliénations que sous la pression de ses besoins d'argent. Ce fut le cas en 1759 comme en 1710 et en 1713. Mais, cette fois, l'opération fut d'une tout autre ampleur et d'une tout autre portée.

A partir de 1754, les sollicitations des Etats s'étaient faites plus pressantes. Ce n'est plus seulement la concession des droits de francs fiefs qu'ils demandèrent cette année-là, mais celle de l'ensemble des droits domaniaux et des droits y joints. D'Aiguillon s'employa à leur faire obtenir satisfaction au cours des négociations qui suivirent la tenue (16). Il ne s'agissait pas d'une aliénation, mais d'un abonnement, aux mêmes conditions, pour commencer, que celles faites au fermier. On observerait dans la perception « les mêmes lois et le même ordre » de régie » qu'au temps de la ferme. Les requêtes, contraintes et procès-verbaux continueraient d'être portés devant l'intendant et l'appel des ordonnances de l'intendant continuerait d'être porté au Conseil. Les Etats ne nommeraient pas de commission spéciale. La Commission intermédiaire contrôlerait les comptes des receveurs et elle aurait communication des requêtes soumises à l'intendant. Le contrôleur général exigeait encore qu'il fût nommé par le roi un directeur général, qui serait maître du choix des employés, et qu'au cas où le produit des droits ne remplirait pas le prix de l'abonnement, le déficit fût rejeté sur les contribuables à la capitation (17). La Commission intermédiaire finit par se résigner à ces deux dernières conditions, tout en demandant que les Etats eussent le choix, en cas de déficit, entre l'emprunt ou l'impôt additionnel à la capitation et que, tout au moins, les excédents servissent à dégrever d'autant les capités (18).

Il n'était donc pas question de réaliser un bénéfice au profit du budget de la province, mais seulement de mettre fin aux

(16) Les principales lettres échangées, à propos de cette affaire, entre le duc, la Commission intermédiaire et le contrôleur général, en mai et juin 1755, sont rassemblées aux Arch. Nat. H 369, et aux Arch. d'I.-et-V. C 3812, Reg. de la Com.

(17) Mémoires joints à la lettre adressée par la Com. int. au duc d'Aig. le 10 mai 1755 (Arch. Nat. H 639, et Reg. de la Com. int. Arch. d'I.-et-V. C 3812).

(18) Délib. de la Com. int. du 21 mai 1755, et lettres de la même à d'Aig. 29 mai, 20 et 22 juin (Arch. Nat. 636).

vexations et aux abus des fermiers. Encore, les agents du gouvernement eussent-ils largement participé à une régie dont la Commission intermédiaire n'eût guère eu que le contrôle. Cependant, cette fois encore, les Etats virent leurs propositions, en définitive, repoussées (19).

On n'a aucune raison de douter que d'Aiguillon les avait très sincèrement aidés. Ils renouvelèrent la même demande d'abonnement dans leur tenue de 1756 et, cette fois, sur les conseils du commandant en chef, ils s'obligèrent par avance à accepter toutes les conditions que le contrôleur général avait imposées en 1755. Mais ce fut sans plus de suites (20).

Il fallut les grands embarras financiers où le contrôleur général Boullongne se trouva en 1758 et, **surtout, l'intervention de Choiseul**, dont les plans de guerre exigeaient à brève échéance des sommes considérables, pour que les efforts de l'assemblée aboutissent enfin (21).

Cette fois, il ne s'agit plus d'un abonnement, mais d'une aliénation. D'Aiguillon rapporte que l'opération lui fut proposée le 20 novembre 1758, un mois avant l'ouverture des Etats, par trois gentilshommes des plus influents de l'assemblée, MM. de la Bourdonnaye, de Kerguézec et de Pontual. Le dernier était alors présenté, par le duc lui-même, comme l'un des membres de la noblesse les plus dévoués au pouvoir royal. « C'est le seul dont je puisse me servir et dont je me serve » effectivement pour faire passer les demandes du roi, malgré « les clameurs de la cabale qui le craint et le respecte » (22). On peut se demander si l'offre fut bien spontanée. Elle était assurée, en tout cas, de la faveur de l'assemblée et de l'appui du commandant. Boullongne, quelque répugnance qu'il en eût, ne put que l'accueillir favorablement. Les Etats devaient ac-

(19) Sans doute, comme le dit M. Marion (*op. cit.* p. 38), les marchandages de la Com. int. permirent-ils au cont. gén. de se ressaisir et de rompre la négociation. Il faut ajouter qu'il n'en désirait guère le succès et que, d'autre part, l'occasion perdue par les Etats n'était pas si belle.

(20) Correspondance relative aux Etats de 1756 : lettres du trésorier La Boissière au cont. gén., 26 déc. 1756, 2 et 9 février 1757 (Arch. Nat. H 336). Mémoire des Etats demandant l'abonnement, avec plan de régie (*Ibid.* H 639).

(21) Sur les négociations et débats relatifs à l'affaire des contrôles, détails circonstanciés dans MARION, *op. cit.* p. 114 et suiv.

(22) Cité par MARION, p. 115, note. De Kerguézec était un des membres les plus notables de l'opposition; sur son attitude singulière à la fin de la tenue, où il fut de ceux qui poussèrent aux difficultés et aux marchandages, voir MARION, p. 121.

quérir au denier vingt l'ensemble des droits compris dans la ferme du domaine de Bretagne. C'était, en capital, un objet de vingt-cinq millions. Quand l'affaire vint devant l'assemblée, la commission des franchises et contrôles proposa d'y comprendre les droits d'impôt et billot, la formule et le timbre. Au denier vingt, le capital de rachat allait ainsi s'élever à quarante millions.

Le marché fut conclu (23). Il était singulièrement avantageux pour les Etats. Financièrement d'abord : Ils empruntaient quarante millions pour les fournir au roi ; mais le revenu net des droits aliénés devait dépasser sensiblement le montant des intérêts de la somme empruntée ; il était à prévoir, d'autre part, que ce revenu s'accroîtrait avec le temps, alors que la charge assumée par la province était fixe (24). Politiquement, l'autorité des Etats s'étendait à un nouveau et important domaine, à l'administration duquel ils préposèrent, avec des pouvoirs quasi souverains, une commission librement choisie dans leur sein.

(23) Les droits de contrôle, d'insinuation, de centième denier et de seau, l'impôt et billot et les droits de timbre étaient aliénés à perpétuité. Les domaines et droits domaniaux, ainsi que le produit des confiscations, des amendes et des greffes, étaient engagés aux Etats sous faculté de rachat. Enfin les Etats n'étaient, également, subrogés au roi que sous faculté de rachat, dans la jouissance des droits de franc fief, d'amortissement, d'usage et de nouvel acquêt. Mais cette faculté ne comportait nullement le droit de reprendre ces deux dernières catégories de droits en remboursant seulement le prix de cession. Une interprétation loyale des conditions de cette cession eût assuré aux Etats le bénéfice de toute amélioration du produit des droits acquis par eux, et n'eût pas permis qu'on leur reprît ceux du premier groupe sans leur assentiment.

(24) Les bénéfices nets réalisés par les Etats, s'élevèrent :

Pour 1750	à 219.633 l. 4 s. 4 d.
Pour 1760	à 137.130 l. 17 s. 3 d.
Pour 1761	à 322.380 l. 1 s. 11 d.
Pour 1762, 1763 et 1764.....	à 619.912 l. 7 s. 4 d.
Pour 1765 et 1766.....	à 441.185 l. 10 s. 8 d.
Pour 1767 et 1768.....	à 604.796 l. 16 s. 7 d.
Pour 1769 et 1770.....	à 752.354 l. 7 s. 5 d.

Ces bénéfices servirent d'abord à des dégrèvements sur la capitation des plus pauvres contribuables aux fougues : 150.000 l. sur la capitation de 1760, 200.000 l. sur celle de 1761 et pareille somme sur celle de 1762. Puis, au paiement des arrérages de divers emprunts (des emprunts destinés au rachat du troisième vingtième et des augmentations de capitation, et au rachat du second vingtième de 1764), au paiement du secours extraordinaire de 1765 et à la construction du vaisseau offert par les Etats de 1762 ; ainsi furent employés 601.204 l. sur les produits de 1762, 63 et 64 ; 794.130 l. sur ceux de 1765 et 1766 ; 344.820 l. sur ceux de 1767 et 1768 ; 102.020 l. sur ceux de 1769 et 1770 (Calculs faits d'après les comptes des trésoriers des Etats, Arch. d'I.-et-V. série C, Trésorerie des Etats, non coté).

Ils n'étaient naturellement autorisés à faire de nouveaux tarifs et de nouveaux plans de régie que sous réserve de l'approbation royale, et ils ne pouvaient songer à changer les dispositions fondamentales d'un régime de taxes que le gouvernement avait de fortes raisons de maintenir en harmonie avec les principes qu'il appliquait ailleurs; il leur fut cependant possible de réaliser d'importantes réformes, de réduire certains tarifs, de les mieux adapter au droit coutumier de la province et, surtout, d'adoucir une administration autrefois vexatoire par système (25).

Si les Etats n'étaient pas absolument maîtres des tarifs, leurs commissaires l'étaient, du moins, de la perception des droits. Plus de directeur nommé par le roi. Le personnel des directeurs, inspecteurs, vérificateurs et commis dépendait exclusivement de la commission qui les nommait et qui disposait de toutes les sanctions prévues à leur égard. Aucune collaboration de l'intendant, sinon qu'il conservait la connaissance des cas criminels, « divertissements de deniers, concussions, « exactions, faux et autres malversations » que, seuls, des magistrats appartenant, comme lui, à l'ordre judiciaire avaient qualité pour punir. Mais la commission avait, comme en matière d'impôts abonnés, le jugement des litiges relatifs à la perception des droits, dans tous les cas où il appartenait antérieurement à l'intendant; au Parlement et aux juges royaux continuait seulement d'appartenir l'ancienne juridiction qu'ils avaient conservée, après l'institution de celui-ci, dans les cas qui ne relevaient pas de sa compétence.

Nous n'entrerons pas dans le détail des tractations qui aboutirent au contrat du 18 février 1759. Nous avons eu l'occasion de montrer comment le Parlement, sans prendre aucun souci des avantages que le contrat valait aux Etats et à la province, faillit en compromettre l'exécution en revendiquant une juridiction totale qui ne lui avait jamais appartenu depuis l'institution de l'intendant (26). On a remarqué que la Commission intermédiaire et le procureur syndic parurent mettre, en cette occasion, peu d'empressement à combattre des prétentions pourtant singulièrement dangereuses pour les Etats. Il est certain que l'esprit d'opposition qui régnait alors dans l'assemblée et dont l'influence agissait fortement sur la Commis-

(25) Cf. L. GUILLOU, *op. cit.* p. 533.

(26) Cf. *supra*, p. 217 et suiv.

sion, gêna celle-ci dans une défense qu'il fallait diriger contre le Parlement. Dans l'assemblée même, on avait affecté, vers la fin, de tenir médiocrement au succès de l'affaire et d'en dénigrer les avantages.

Ce n'est certes pas pour en procurer à la province, ni pour répondre aux vœux des Etats, que le gouvernement abandonna à ceux-ci l'administration des domaines et contrôles. Ce ne fut pas davantage pour se concilier l'opposition. Ce ne fut que sous la pression de ses propres besoins, et les Etats ne pouvaient être assurés qu'il ne tenterait jamais de revenir sur un marché dont les conséquences promettaient d'être, avec le temps, de plus en plus onéreuses pour lui. Il avait toujours la ressource d'invoquer l'inaliénabilité du domaine royal et, d'ailleurs, il n'était pas dans les habitudes des contrôleurs généraux de s'embarrasser de scrupules pour remettre la main sur une source de revenus.

Terray allait le faire voir une fois de plus en évinçant purement et simplement les Etats de Bretagne, par les arrêts du conseil des 9 et 16 juin 1771, sans aucune indemnité de rachat, des droits qu'ils avaient acquis en 1759. Le roi prit seulement à sa charge le service l'emprunt de quarante millions, dont les intérêts, encore, furent réduits de 5 à 4 % (27). Pendant douze ans, les Etats avaient du moins joui, sans tracas, des avantages de leur contrat. L'expérience avait parfaitement réussi et, dans les efforts que, par la suite, ils n'allaient cesser de poursuivre pour rentrer en possession d'une administration profitable, ils tireront grandement parti de la connaissance qu'ils en avaient acquise et du succès qu'ils y avaient eu. Or ce n'était, répétons-le, ni l'agitation de leurs opposants ni la générosité du gouvernement qui leur avaient valu de pouvoir faire cet heureux essai; ils le durent aux circonstances. Mais il était un personnage qui en avait préparé les voies avec le désir sincère de procurer à la province un avantage important et durable, conformément au vœu même de l'assemblée; c'était le duc d'Aiguillon. Nous allons voir maintenant combien peu ses ménagements et ses bons offices comptèrent aux yeux d'une opposition qu'il devenait évidemment impossible, pour le pouvoir royal, de jamais satisfaire.

*
* *

(27) Cf. DUCROQUET, *op. cit.* p. 76.

Ce qui se passa dans la session de 1756-1757 rendit, de bonne heure, manifeste l'influence des parlementaires au sein des Etats et, du même coup, l'on vit les prétentions de ceux-ci ou, du moins, de leurs opposants, portées au point décisif. La déclaration royale du 7 juillet 1756, pour répondre aux nécessités de la guerre, avait prorogé pour dix ans le premier vingtième, en le doublant d'un second pendant la durée des hostilités. Le Parlement de Bretagne, qui n'avait pas protesté plus sérieusement que les autres cours du royaume contre l'édit de mai 1749 et qui, dans les années suivantes, ne s'était mêlé qu'accidentellement et sans passion aucune des affaires de refus de sacrements, sortit alors d'une « léthargie » de vingt ans pour commencer à tenir son rôle dans le mouvement général de l'opposition parlementaire (28).

Son opposition au nouvel impôt était prévue : ses tentatives de collusion avec les bastionnaires également. D'Aiguillon, pour en prévenir les effets, s'était immédiatement employé à faire obtenir aux Etats, pour les deux vingtièmes à la fois, les satisfactions qu'ils avaient réclamées pour le premier. C'est lui qui fit comprendre au contrôleur général la nécessité de consentir à les abonner tous les deux (29). On lui a fait grief d'avoir conseillé au ministre de conclure l'abonnement avec les Etats avant de soumettre la déclaration du 7 juillet à l'enregistrement du Parlement (30). Mais les Etats ne s'étaient-ils pas révélés, par leur opposition au premier vingtième, comme une force avec laquelle il importait de composer plus encore qu'avec le Parlement ? Et ne pouvait-on légitimement espérer, à ce moment-là, qu'une fois l'accord conclu avec les premiers, le second n'oserait rien tenter ? Au reste, on ne se rendit pas à l'avis du commandant en chef et les événements allaient prouver que l'on devait se heurter fatalement, dans les deux corps, à un parti pris d'opposition, quelle que fût la marche suivie. Rentré le 15 novembre, le Parlement arrêta, dès le lendemain, des remontrances sur la déclaration du 7 juillet que sa chambre des vacations avait reçue le 13 septembre. Ces remontrances ne furent adoptées en dernière lecture et envoyées que le 13 décembre, le jour même où le roi tenait un

(28) Cf. LE MOY, *Le Parl. de Bret. et le Pouvoir Royal au XVIII^e s.*, p. 184 et suiv.

(29) Cf. MARION, *op. cit.* chap. IV.

(30) Cf. MARION, *op. cit.* et LE MOY, *op. cit.* p. 196 et suiv.

lit de justice pour imposer au Parlement de Paris l'enregistrement de la même déclaration. Il y avait une semaine que la session des Etats était ouverte; le 12 décembre, l'assemblée avait, comme de coutume, présenté ses griefs sur l'article du premier vingtième et demandé la suppression de cet impôt; le 15, elle en demanda l'abonnement au prix de 900.000 l., après qu'on eût vaincu, non sans peine, les répugnances de la noblesse. D'Aiguillon répondit en faisant savoir qu'il était autorisé à traiter pour l'abonnement des deux vingtièmes. Mais il savait déjà qu'un fort parti, dans la noblesse et même dans le tiers, était décidé à ne rien conclure tant que le gouvernement n'aurait pas eu raison de la résistance des Parlements (31). Effectivement une opposition décidée allait empêcher toute décision jusqu'au jour où, par un soudain coup de force, l'arrestation, dans la nuit du 10 au 11 janvier, de deux des principaux meneurs du Parlement, MM. de la Gascherie et du Pargo, d'Aiguillon réussit à en imposer en même temps aux deux assemblées. Le 16 janvier, les Etats consentirent à l'abonnement des deux vingtièmes à des conditions, il faut le dire, singulièrement avantageuses : 1.200.000 l. annuellement pour chacun, alors que le contrôleur général en eût voulu 1.400.000; et les Etats obtenaient, en outre, sur le même pied, l'abonnement rétroactif du premier vingtième, pendant les sept années de la régie (32).

Le 29 mars, le Parlement procéda à l'enregistrement de la déclaration du second vingtième, sur lettres de jussion que le premier président avait dû réclamer lui-même, le ministre paraissant croire, avec d'Aiguillon, que, l'accord une fois conclu avec les Etats, cet enregistrement n'était qu'une formalité superflue.

Il faut ajouter que, dans la même tenue, les Etats avaient refusé de consentir à la levée d'un nouvel impôt annuel de 61.500 l. pour la solde des milices garde-côtes et que, cepen-

(31) D'Aig. au cont. gén. 5, 10 et 12 déc. (Arch. Nat. H 336).

(32) Moyennant une somme, tous frais compris, de 8.600.000 l. environ, les Etats devinrent ainsi les bénéficiaires du montant total des rôles du premier vingtième pour les sept années de régie, objet qui allait à plus de 11 millions. L'excédent tourna en grande partie au profit des contribuables auxquels la Commission intermédiaire consentit des décharges ou des modérations; c'étaient les plus mauvais payeurs. Néanmoins, les Etats réalisèrent encore un bénéfice appréciable. L'état des recouvrements effectués à la fin de 1757 faisait déjà monter ce bénéfice à plus de 200.000 l. (Arch. dép. d'I.-et-V. C 2153).

dant, le gouvernement fit lever cet impôt conjointement avec la capitation, sur ordonnance de l'intendant, sans autre obstacle qu'une protestation des députés en cour et de la Commission intermédiaire. Le procureur syndic ne fit pas opposition devant le Parlement. Peut-être prit-on en considération que la somme levée était toute entière distribuée aux miliciens, sans sortir de la province (33). La noblesse seule avait fait une opposition décidée, beaucoup moins parce que l'impôt lui semblait lourd que parce que la nouvelle organisation des milices avait blessé l'amour-propre de certains gentilshommes. En 1758, elle renouvela les mêmes difficultés mais finit, le dernier jour de la tenue, par voter l'impôt qui fut, dès lors, levé régulièrement par la Commission intermédiaire.

*
~ ~

A l'issue des Etats de 1756-1757 d'Aiguillon avait lieu d'être satisfait. Il avait triomphé sans trop de peine, somme toute, de deux adversaires que leur entente rendait particulièrement redoutables. Mais son triomphe n'était pas complet; les lendemains n'en étaient pas assurés. Cette entente, en effet, n'était pas brisée. Le commandant en chef n'avait pu tirer, en réalité, aucun parti de l'opposition des prétentions respectives des deux corps, comme s'il s'en était d'abord flatté. Il observe bien que les Etats, pour s'opposer au vingtième, « n'ont jamais « prétexté le non enregistrement des déclarations au Parle-
« ment », ce qu'il « craignait extrêmement ». Mais il reconnaît aussi que, tandis que « les chefs étaient persuadés qu'ils se
« feraient tort s'ils mettaient ce principe en avant..., la plus
« grande partie des membres des Etats, gagnés par le Parle-
« ment, voudraient bien appuyer leur refus sur ce fonde-
« ment » (34).

Dès ce moment, on pouvait prévoir que, fatalement, la solidarité de leurs intérêts conduirait désormais à une action commune les privilégiés de tout ordre, également menacés par une politique d'innovations fiscales qui n'était encore jamais apparue si dangereusement radicale et continue. Le Parlement, sans doute, n'abandonna, en aucune circonstance, le souci de

(33) Cf. MARION, *op. cit.* p. 65 et Mémoire de la Commission int. (Arch. dép. d'I.-et-V., C Registre de la Com. int., 11 juin 1757).

(34) D'Aig. au cont. gén. 19 déc. (Arch. Nat. H 336).

ses prérogatives et d'Aiguillon continua longtemps de fonder des espoirs sur la rivalité des deux corps. En 1760, il se plaira encore à répéter que la « majorité des membres de l'assemblée, « élevés dans les principes de l'indépendance des Etats, qu'ils « croient avec raison représenter la nation assemblée », partageait sa propre opinion sur « l'inutilité de l'enregistrement « au Parlement des impositions qu'ils ont consenties » (35) ; il affectera de croire que l'entente avec le Parlement n'avait d'autres partisans que les « tuteurs » et leur « cabale ». Mais, dès 1759, il devra constater la répugnance des représentants des Etats, Commission intermédiaire, procureurs syndics et députés en cour, à entrer en conflit avec le Parlement, si gravement que celui-ci menaçât leurs intérêts en s'attaquant à la juridiction de la commission des contrôles, et, l'année suivante, dans la lettre même où il vantait les salutaires dispositions de la majorité de l'assemblée, il lui faudra annoncer au contrôleur général que les « adhérents des tuteurs l'ont emporté à force « de poitrine » et fait arrêter toutes les délibérations relatives aux nouveaux impôts que le Parlement n'avait pas encore enregistrés lui seraient communiquées. « Ce commencement d'union des Etats avec le Parlement, ajoutait le duc, « est effrayant, pour les suites qu'il peut avoir et il est bien « essentiel d'y mettre ordre promptement ». Ce n'était pas la première fois, cependant, que le danger lui était apparu. Quant à y mettre ordre, il fallut pour cela le coup d'état de Maupeou. Tant que le Parlement était là avec ses droits et ses prétentions traditionnelles, les Etats pouvaient bien, parfois, s'irriter de celles-ci et les rétorquer vivement. Mais on n'avait pas, dans leur assemblée, le sentiment que ces prétentions fussent de si redoutable conséquence pour eux-mêmes. Ils ne cesseront de voir, avant tout, dans le Parlement, un allié naturel et singulièrement puissant contre le pouvoir royal. Désormais, toutes les querelles qui pourront s'élever entre les deux corps, tous les efforts du gouvernement pour jouer de l'un contre l'autre, n'empêcheront pas leur union toutes les fois que les privilèges qu'ils avaient l'un et l'autre intérêt à défendre seront en cause.

Dans la tenue de 1756 déjà, on avait vu quelle audace et quels espoirs le concours du Parlement pouvait inspirer aux opposants des Etats. En 1752 et 1751, sans doute, la noblesse avait

(35) D'Aig. au cont. gén. 6 déc. 1760 (*Ibid.* H 348).

fait valoir avec insistance le droit de l'assemblée à consentir l'impôt. Mais, ses refus de consentement n'avaient encore été qu'une riposte au refus du gouvernement de se prêter à un abonnement. Cette fois, on comptait bien obtenir mieux qu'un abonnement, et ce ne fut plus seulement dans des démarches de pure forme ou dans de vaines protestations que l'on invoqua les privilèges de la province; on les opposa à la levée de l'impôt comme une arme redevenue efficace. Ce qu'il faut remarquer, dans les remontrances que les Etats adressèrent au roi le 28 décembre 1756, c'est autre chose encore que la menace ouverte, que souligne d'Aiguillon, d'une action commune avec le Parlement; c'est la netteté avec laquelle elles commencent par rap-peler « les titres [de la Bretagne] relatifs à la levée des impôts « et à la forme de les percevoir », la vigueur avec laquelle elles proclament que « ses franchises ne sont point des privi-
« lèges, [et que] sa position n'a point de commencement et ne
« peut avoir de fin sans oppression manifeste » (36). Elles ne concluaient nullement à l'octroi d'un abonnement mais à un rachat, au moyen d'un emprunt qui eût mis la contribution de la province à la charge du budget particulier de celle-ci, ali-menté, on le sait, par des impôts roturiers.

Les Etats cédèrent parce que l'opposition parlementaire man-qua d'assurance et ne sut pas réagir après l'arrestation des deux conseillers. Mais l'on n'allait pas tarder à voir le pouvoir royal mis de nouveau en échec et céder à son tour devant un double refus d'enregistrement et de consentement. Ce fut dès 1759, dans la session suivante des Etats, que l'on avait pourtant pris la précaution de réunir à Saint-Brieuc pour les soustraire à l'influence du Parlement.

La session ne dura que deux mois (du 18 décembre au 20 fé-vrier); elle se passa sans incidents violents. Mais la noblesse y trouva l'occasion d'affirmer de nouveau le droit, non seule-ment des Etats, mais aussi de chacun des trois ordres en par-ticulier, à consentir l'impôt.

Depuis la précédente tenue, la Commission intermédiaire avait soutenu une longue dispute avec le contrôleur général au sujet de l'impôt de la milice. Cet impôt, en raison de la guerre, se trouva porté, pour 1757, de 101.235 l. à 416.006 l., dont 287.064 l.

(36) D'Aig. au cont. gén. 29 déc. et texte des remontrances. (*Ibid.* H 336).

Voir aussi lettres de l'év. de Rennes et observations des bureaux du cont. gén. (Arch. Nat. H 535).

pour le « remplacement de la solde » des bataillons qui avaient été levés en 1755. On sait que le chiffre de l'imposition n'était pas soumis aux Etats, mais notifié chaque année à la Commission par arrêt du conseil. La Commission remontra qu'on prétendait faire supporter à la province des charges qui, d'après l'ordonnance de 1726 sur l'institution de la milice, incombait au roi, et qu'il y avait là, en réalité, une « imposition nouvelle « qui, n'étant ni reconnue ni consentie par les Etats, ne pouvait avoir lieu en Bretagne » (22 mars 1757). Cédant aux instances de l'évêque de Rennes, son président, alors chef de la députation en cour, qui s'efforça de persuader ses collègues du peu de fondement de leur argumentation et du danger que leur résistance faisait courir à la Commission elle-même, la majorité de celle-ci se décida, en juin, à céder aux exigences du contrôleur général, en chargeant les députés en cour de demander que les 287.064 l. en litige vinssent en déduction de l'impôt de 1758 (37).

Mais les bureaux diocésains de Nantes et de St-Malo s'indignèrent de la « capitulation » du bureau central et la minorité de celui-ci, comprenant tous les commissaires de la noblesse, ne désarma pas. Elle entraîna la Commission, le 7 janvier 1758, à convoquer une assemblée générale à laquelle assisteraient des délégués de tous les diocèses pour se prononcer sur l'exécution de l'arrêt expédié pour cette année-là. Il ne vint, du reste, à cette assemblée que 4 députés des diocèses (24 janvier). De nouvelles remontrances de l'évêque Vauréal agirent encore sur les sentiments de la majorité, qui consentit, par 9 voix contre 7, à faire la levée conformément à l'arrêt, comme d'habitude. Mais on inscrivit au registre les avis différents et les protestations : et l'affaire avait trop ému l'opposition pour que celle-ci ne reprît pas la question devant les Etats. A la suite du rapport de la Commission intermédiaire, elle obtint, dès le 31 décembre, le vote d'un règlement interdisant à la Commission de se prêter à aucune extension d'imposition sans le consentement des trois ordres ; et, quand d'Aiguillon voulut obtenir pour la Commission des « pouvoirs si élevés et si amples » que les difficultés des années précédentes ne pussent se renouveler (19 janvier), il trouva les Etats obstinés à n'accorder que le pouvoir de lever, en 1760 comme en 1759, la somme fixée pour la première de ces

(37) Rapport de la Com. int. aux Etats de 1758 (Arch. d'I.-et-V. C 3848).

deux années par l'arrêt du conseil qu'on leur avait communiqué. Ce ne fut pas sans peine qu'il leur arracha l'autorisation pour leur trésorier d'avancer le surplus si le roi exigeait davantage (19 février) (38).

Au sujet de la capitation, il put craindre un moment un conflit de plus de conséquence encore. Comme d'Aiguillon, en dépit de son désir de ménager l'assemblée et de la persuasion où il était lui-même que le prix de l'abonnement était trop élevé, ne pouvait qu'opposer ses instructions à une demande de réduction de la capitation évidemment trop forte pour être accueillie par le ministre, et qu'il exigeait d'abord que le principe de l'abonnement fût voté, la noblesse posa la question du consentement à l'impôt lui-même et le refusa par 73 voix contre 69; comme en 1752, elle prétendit par surcroît que ce refus faisait arrêt, l'unanimité des trois ordres étant, en pareille matière, nécessaire. Ce ne fut qu'en faisant donner toute la docile cohorte des militaires que l'on réussit, le lendemain, à déplacer la majorité (39).

Le bastion chercha une revanche, quelques jours après, en opposant le même refus de consentement aux 4 s. p. l. de la capitation dont le gouvernement proposait le rachat pour dix nouvelles années. Cette fois encore, la majorité de la noblesse commença par délibérer sur le fonds même de l'imposition et par refuser celle-ci; puis quand on eut réussi, le lendemain, à la faire revenir sur son premier vote, elle prétendit empêcher que l'on inscrivît au procès-verbal, à la date de la veille, autre chose que la mention de l'avis des deux autres ordres, dès l'abord favorables au rachat, sans énoncer aucune délibération, afin qu'il parût bien qu'en matière d'impôt il n'en pouvait être formé que de l'avis unanime des trois ordres. On finit par inscrire simplement, sans porter l'avis d'aucun des trois ordres, que ceux-ci « n'avaient pu se concilier » sur l'offre de rachat, ce qui ne laissait subsister aucune trace dangereuse de l'opposition de la noblesse (40).

(38) D'Aig. au cont. gén., 20 et 23 janvier, 6 et 20 février (Arch. Nat. H 341).

(39) Etats de 1758-1759, correspondance, 3 et 10 janvier, et 1^{er} février (*Ibid.* H 341).

(40) La Boissière, Le Bret, de Coniac au cont. gén. 13 et 16 janvier (*ibid.*). Au dernier moment, il fallut encore triompher des violentes protestations de plusieurs gentilshommes, dont l'un arracha la plume et le registre des mains du président de l'assemblée. (D'Aig. au cont. gén. 16 janvier, *ibid.* Cité par MARTON, *op. cit.* p. 118).

Nous n'avons eu à relever, dans ces deux premières affaires, que des manifestations de principe de la part de la noblesse la plus intransigeante, l'une et l'autre sans effet immédiat. Dans l'affaire du don gratuit des villes, au contraire, le pouvoir royal recula et, en fin de compte, il renonça à lever l'impôt. Un édit d'août 1758 avait assujéti les villes du royaume au paiement, pendant six ans, d'un subside sous forme de don gratuit qui, pour celles de Bretagne, formait, annuellement, une somme de 165.840 l. (41). Une première question se posait : les Etats pouvaient-ils connaître d'une levée ainsi faite directement sur les villes ? Voilà longtemps que le roi, sans les consulter, tirait de l'argent des villes, des corporations de métiers et autres corps constitués, par le moyen de créations d'offices. Ils n'avaient risqué, nous l'avons vu, aucune protestation contre les lourdes taxes dont les édits de 1693, 1706 et 1710 avaient frappé les villes bretonnes. Depuis la fin du règne de Louis XIV, celles-ci avaient, d'autre part, oublié la coutume de solliciter leur consentement avant de se faire autoriser par le roi à proroger ou à augmenter leurs propres taxes d'octroi.

Cependant les Etats pouvaient toujours prétendre que toute levée de deniers dans la province était sujette à leur autorisation. Ils pouvaient invoquer les occasions nombreuses dans lesquelles ils avaient, au XVI^e siècle, voté des subsides à lever exclusivement sur les villes. Enfin, en 1758, l'on avait vu le Parlement ordonner communication au procureur syndic des Etats des lettres patentes confirmatives des nouveaux octrois de la ville de Quimper (42). Mais le contrôleur général, pressé par le besoin d'argent, alla lui-même au-devant des réclamations de l'assemblée. Au cours de la session de 1758-1759, avant que l'édit d'août eût été publié en Bretagne, il invita d'Aiguillon à faire solliciter par les Etats le rachat du don gratuit des villes ; il se contentait d'une somme globale de 800.000 l. alors qu'en six ans l'impôt eût produit 994.980 l. L'affaire fut proposée à l'assemblée le 24 janvier 1759, par M. de Coniac, président du tiers, alors l'auxiliaire fidèle du commandant. Mais, très judicieusement, la « cabale » objecta que les Etats n'avaient

(41) Voir le détail de la distribution de cette somme entre les villes de la province, au Rapport de la Com. int. de 1758. (Arch. d'I.-et-V. C 3848).

(42) Communication qui n'eut d'ailleurs aucune suite, le procureur syndic n'ayant pas formé d'opposition. (Le Bret au cont. gén. 7 février 1759, Arch. Nat. H 341).

pas à solliciter le rachat d'une imposition qu'on ne leur avait pas demandée et qu'ils ne pouvaient qu'ignorer. D'Aiguillon conseilla au ministre d'envoyer sans retard l'édit au Parlement, afin que celui-ci pût l'enregistrer assez tôt pour qu'on eût le temps de ramener l'affaire devant les Etats avant leur séparation (43).

Mais le Parlement, quand il eut reçu l'édit, en ordonna la communication au procureur syndic des Etats (5 février); séance tenante, ceux-ci ordonnèrent à leur syndic de faire opposition à l'enregistrement. Le Parlement affecta de vouloir se prêter à un arrangement; mais ses atermoiements témoignent de bien peu de sincérité. Il ne décerna pas acte de son opposition au procureur syndic des Etats, mais il ne prononça pas non plus l'enregistrement requis par son procureur général. Il invita son premier président, présent aux Etats en sa qualité de commissaire du Roi, à les « instruire que son intention était « de concilier les volontés du Roi avec les privilèges de la province », et il fit écrire au contrôleur général pour l'informer de cette démarche et de ses bonnes intentions. Mais on était déjà au 12 février; il était bien tard et n'était-il pas probable que le retard apporté ainsi à l'enregistrement n'était qu'un moyen de permettre aux Etats d'atteindre le terme de leur tenue sans avoir rien conclu ? Les Etats, en effet, aussitôt reçue la communication du premier président, décidèrent, vu la fin prochaine de leur session, de charger leur Commission intermédiaire de rédiger des remontrances contre l'édit d'août. Leur procureur syndic était invité à « faire toute opposition et suites « jugées nécessaires suivant les circonstances ». Il ne resta au ministre qu'à « faire sentir » au Parlement « combien il importait de réparer par un prompt enregistrement tout ce qu'il « pouvait y avoir d'irrégulier dans le parti qu'il avait pris sur « cette affaire ». A quoi le Parlement répondit par des remontrances en règle qui partirent le 30 mars. Celles de la Commission intermédiaire suivirent, le 8 mai. Jamais le don gratuit des villes ne devait être, en Bretagne, ni payé par les villes, ni racheté par les Etats. C'est un an seulement après ses remontrances du 30 mars que le Parlement de Rennes se vit de nouveau invité à enregistrer l'édit d'août 1758. Bertin le lui rap-

(43) D'Aig. au cont. gén. 18 et 25 janv. 1759 (*Ibid.*). Cette première démarche du gouvernement, si curieusement incohérente, a échappé à M. Marion (cf. *La Bret. et le duc d'Aig.* p. 129), ainsi qu'à M. Le Moy (cf. *Le Parl. de Bret.* p. 211).

pela en même temps qu'il le saisissait de la déclaration du 3 février 1760 et de l'édit du même mois instituant le cinquième sol pour livre des droits des fermes, le troisième vingtième et le doublement ou triplement des grosses cotes de capitation. Mais, justement, le Parlement se trouva porté à renouveler son refus d'enregistrer le don gratuit des villes, avec la même énergie et les mêmes arguments qu'à refuser l'enregistrement des nouveaux impôts. Dans ses remontrances du 12 juin, sur le don gratuit, il expose déjà la curieuse théorie de ses rapports avec les Etats et de ses propres droits, théorie qu'il reprit dans ses itératives remontrances du 18 juillet sur les autres impôts de Bertin (44).

« Lorsque cet édit, disait-on le 12 juin, ou tous autres portant
 « impositions nouvelles auront été présentés aux gens des trois
 « Etats assemblés, alors votre Parlement, ce corps toujours
 « subsistant et qui peut seul donner la plénitude à la loi, les
 « examinera de nouveau, les comparera avec les lois anciennes
 « dont il est dépositaire et les combinera avec les véritables
 « intérêts de V. M. et ceux de la nation, qui sont inséparables,
 « pour y donner l'authenticité par un enregistrement libre,
 « essentiellement nécessaire et que rien ne peut suppléer, ou
 « pour vous supplier, Sire, d'en dispenser un peuple opprimé
 « qui implore votre clémence » (45).

Et, le 18 juillet : « Enregistrer votre édit et votre déclaration
 « du mois de février 1760 concernant les nouveaux impôts, sans
 « l'acceptation préalable de la Commission serait prononcer
 « l'abolition et l'anéantissement de ses constitutions primiti-
 « ves, de ces lois sacrées dont nous sommes les dépositaires, les
 « conservateurs et les juges... » (46).

Une fois de plus, le Parlement proclamait la nécessité du consentement des Etats aux nouvelles levées de deniers dans la province ; mais il ne l'opposait aux exigences du pouvoir royal que comme un premier obstacle, dressant en arrière son propre droit de vérifier les accords passés entre les Etats et le roi et de tout remettre en question, même après un vote favorable des premiers.

(44) Correspondance relative à cette affaire, 1758-1760, Arch. Nat. H 641. Mémoire qui en résume toute la conduite jusqu'en 1763, *ibid.* H 560.

(45) Arch. d'I.-et-V. B 72. Cité par LÆ MOY, *op. cit.* p. 224.

(46) Cité par MARION, *op. cit.* p. 233, note 1.

A ceux-ci, la prétention aurait dû paraître blessante et non sans danger pour leur propre action. Mais les chefs de l'opposition y étaient bien éloignés de songer à chercher querelle à leurs alliés du Parlement. Y avait-il lieu, du reste, de s'émouvoir d'une nouveauté de principes plus apparente que réelle ? C'est le pouvoir royal qui était visé. En renvoyant le ministre devant les Etats, les magistrats avaient obéi au souci de ne pas compromettre, par un enregistrement préalable, la résistance de ceux-ci ; ils leur donnaient en la circonstance une marque de confiance. Quant à la supériorité de leurs propres droits, on savait assez qu'ils y avaient toujours cru. Ils avaient saisi, sans se soucier de la logique ni des précédents, une occasion de la proclamer sous une forme particulièrement flatteuse pour leur orgueil. Il n'en fallait pas conclure qu'ils renonçaient à enregistrer désormais aucune loi fiscale avant que les Etats se fussent prononcés. Dès 1764, nous les verrons accepter de négocier l'enregistrement de la déclaration du 23 novembre 1763 avant la réunion de ceux-ci. Le Parlement prétendait, en réalité, user de son droit d'enregistrement au moment le plus convenable à sa propre politique, avant ou après le vote des Etats, et contre ceux-ci aussi bien que contre le roi.

En 1760, il n'était pas douteux que sa tactique était la plus embarrassante pour le pouvoir royal. Pour ce qui était, en particulier, du don gratuit des villes, son refus d'enregistrement ôtait au ministre toute possibilité de l'exiger directement de celles-ci.

Bertin voulut d'abord contraindre les magistrats à céder et leur fit envoyer l'ordre de ne pas partir en vacances avant d'avoir enregistré les deux édits et la déclaration en suspens. D'Aiguillon prit sur lui de faire suspendre l'exécution d'une mesure qui n'eût eu d'autre conséquence que d'échauffer les esprits et de réduire le pouvoir royal aux pires extrémités. Conformément à sa politique ordinaire, il s'employa à convaincre le ministre que la marche la plus favorable aux intérêts du roi était de saisir directement les Etats des nouveaux impôts, en se résignant à toutes les concessions nécessaires en des temps aussi difficiles. Il fut assez pressant pour obtenir que l'on sacrifiât sur tous les points aux préventions des Etats et que l'on renonçât même à lui imposer l'obligation de réclamer le don gratuit des villes (47). Disons dès maintenant qu'il fit encore

(47) Cf. MARION, *op. cit.* p. 133 et suiv.

admettre par Bertin d'aussi larges concessions, à un article près, en 1762 et qu'il allait naturellement mettre à profit la faiblesse de L'Averdy pour faire réduire au dernier point les charges que la déclaration du 23 novembre 1763 aurait dû faire peser sur la province. Jamais la Bretagne n'avait été et ne devait être plus ménagée que pendant la crise financière de ces années désastreuses.

*
* *

L'édit de février 1760 avait institué pour deux ans un troisième vingtième, doublé, pour le même temps, la capitation de tous les contribuables non sujets à la taille et triplé celle de tous les officiers, fermiers ou régisseurs ayant ou ayant eu pendant au moins dix ans, maniement de deniers publics. La déclaration du 3 du même mois avait, d'autre part, créé un cinquième sol additionnel à tous les droits des fermes.

Bertin était, dès l'abord, disposé à bien des sacrifices. De lui-même, il avait fait proposer à tous les pays d'Etats l'abonnement du troisième vingtième et des accroissements de capitation. En Bretagne, cédant devant les réclamations de la Commission intermédiaire et la résistance des Etats, il finit par consentir à un rachat. A ce rachat, les Etats pourvurent d'abord au moyen des bénéfices réalisés sur l'abonnement du vingtième des sept années de la régie et sur la gestion des domaines et contrôles, les détournant de leur objet primitif, le soulagement des plus pauvres contribuables à la capitation ; pour le surplus ils réduisirent tout simplement les fonds destinés aux travaux publics et firent un emprunt.

Ajoutons que le rachat leur fut accordé à bon marché. Pour le troisième vingtième, le ministre ne demanda que 850.000 l. par an, alors que chacun des deux premiers était abonné 1.200.000 l. Pour les accroissements de capitation, il eût voulu 500.000 l. ; les Etats l'obligèrent à se contenter de 330.000 l. (48).

Mais les Etats obtinrent davantage encore. La levée du cinquième sol additionnel aux droits des fermes soulevait en Bretagne des difficultés particulières (49). Le roi n'y faisait plus

(48) Correspondance entre l'intendant, la Com. int. et le cont. gén. 1760. (Arch. d'I.-et-V. C 2154). Cf. MARION, *op. cit.* p. 140-151.

(49) Les Etats n'avaient élevé aucune protestation contre les quatre premiers sols pour livre établis en 1706 ; il n'en est question, ni dans leurs remontrances, ni dans leurs charges aux députés en cour, avant

régir par ses propres fermiers que le monopole des tabacs et quelques droits de traite, de douane et de navigation. Les Etats y étaient maîtres de tous les droits sur les boissons et autres impôts de consommation, soit qu'il les eussent institués eux-mêmes, soit qu'ils les eussent acquis du roi ; l'on venait de leur aliéner les droits du domaine royal avec ceux de timbre et de contrôle. Il ne fallait évidemment pas songer à percevoir sans qu'ils s'y prêtassent aucun sol additionnel aux droits régis par leurs propres fermiers ou leurs propres fonctionnaires. Or, contre tout accroissement des droits acquis ou réunis par eux, ils avaient à faire valoir une objection puissante. Une déclaration du 29 août 1713 les dispensait expressément de toute finance nouvelle pour le présent et pour l'avenir dans le cas de pareille augmentation, et le contrat d'aliénation du domaine avait spécialement renouvelé cette dispense pour les droits qu'il concernait. Les Etats allaient certainement en conclure que la province devait être exempte des sols additionnels aux droits qu'ils avaient rachetés. Pour ce qui était des droits demeurés aux mains du roi, ils pouvaient toujours invoquer la nécessité de leur consentement. Au reste, il eût été illégal et impossible de les lever tant que le Parlement n'aurait pas enregistré la déclaration qui les créait. Ajoutons que, si les fermiers royaux avaient perçu sans difficulté les quatre anciens sols additionnels à ces derniers droits, il n'avait jamais été question de lever ces 4 s. en sus des droits cédés aux Etats ni de ceux qui leur appartenaient en propre.

D'Aiguillon eût voulu qu'il en fût encore de même pour le cinquième et il obtint à peu près satisfaction. Bertin, toutefois, tenait à affirmer la légitimité de la surtaxe et le duc eût à réclamer le sol pour livre en sus des droits sur les boissons réunis en 1722. L'article était de peu d'importance ; ce sol pour livre ne montait qu'à 16.250 l. Les Etats n'en résistèrent pas moins avec énergie, faisant porter leur effort justement sur le

la tenue de 1715. Cette année-là, les 4 sols ayant été prorogés par une déclaration du 7 mai, l'assemblée protesta, par l'article 10 de ses remontrances, contre l'aggravation qui en résultait pour les droits de contrôle et, accessoirement, elle demanda leur suppression sur tous les droits des fermes, mais en deux lignes, sans commentaires et sans soulever aucunement la question de son consentement. Les 4 s. p. l. furent supprimés par la déclaration du 14 février 1717 et rétablis dès l'année suivante. Mais les Etats n'en parlèrent pas dans leurs remontrances avant 1722, et c'est seulement en 1728 qu'ils commencèrent à arguer de la nécessité de leur consentement. (Procès-verbaux des Etats, 1705-1728, Remontrances. Cf. MARION, *ibid.* p. 253, note 1).

principe que Bertin voulait sauvegarder. Ils finirent par accorder la somme demandée, mais en « pur don, sans rapport ni « acquiescement à aucune demande ». D'Aiguillon estima que cela suffisait (50). On s'abstint, du reste, de rouvrir la querelle devant le Parlement auquel on ne réclama pas l'enregistrement de la déclaration du 3 février. Le résultat des débats aux Etats lui aurait fourni les meilleurs arguments pour le refuser.

En 1762, Bertin entendit avoir satisfaction. Pour le troisième vingtième et les accroissements de capitation, prorogés en 1761, il consentait aux mêmes conditions qu'en 1760 et les Etats se prêtèrent sans peine à un rachat auquel on les autorisait à pourvoir par emprunt. Mais il obligea d'Aiguillon, sans s'arrêter à ses représentations, à exiger la perception effective du sol pour livre en sus de tous les droits des Etats. Son unique concession fut de laisser à la contribution de la province la forme d'un secours extraordinaire, fixé à 450.000 l. pour deux ans. D'Aiguillon finit par obtenir de l'assemblée une délibération favorable mais, d'abord, par les voix de l'Eglise et du tiers seulement; il fallut l'ordre royal du 12 octobre pour vaincre l'obstruction de la noblesse (51). Ce fut encore par les voix des deux mêmes ordres seulement, et malgré « les cris « affreux de Coëtanscours et adhérents », que fut décidé le rétablissement intégral des droits sur les boissons rachetés par les Etats en 1748 et dont ils ne levaient qu'une partie. On obtenait ainsi un supplément annuel de ressources d'une centaine de mille livres. La somme des impôts levés dans la province n'en fut pas toutefois sensiblement accrue. Elle se trouvait, en effet, réduite d'autre part d'une remise annuelle de 150.000 l. sur la capitation (52). Le pouvoir royal, somme toute, n'emportait pas d'avantages décisifs. Le plus remarquable était d'avoir imposé la levée du sol pour livre en sus des devoirs sur les boissons. Les marchandages des Etats paraissaient consacrer leur droit de consentement. Le ministre avait passé outre, sans doute, à la prétention de la noblesse d'imposer la condition du consentement unanime des trois ordres. Mais ce n'était que par un coup d'autorité qui n'assurait nullement l'avenir. Et le cinquième sol additionnel n'était toujours pas enregistré au Parlement; si bien qu'on ne le levait ni sur les droits appartenant aux villes, ni même sur ceux du roi.

(50) Cf. MARION, *op. cit.* p. 135-137 et 151-156.

(51) Cf. *supra*, p. 181.

(52) Sur les Etats de 1762, voir MARION, *op. cit.* chap. IX.

On pourrait représenter que la guerre avait grevé la province de charges fort lourdes. C'était vrai dans une certaine mesure. Mais il ne faut pas s'en tenir aux apparences. L'impôt de la milice, réduit pendant la paix à 65.000 l. environ par an, avait passé depuis 1757 à 416.000 (53). On y avait ajouté, à partir de la même année, celui de la milice garde-côtes, environ 65.000 l. Pour l'armement de cette dernière milice et de ses corps de garde, les Etats de 1756 firent un fonds de 200.000 l. (54). La dépense du casernement s'était naturellement accrue dans des proportions considérables, jusqu'à dépasser 1.500.000 l.; l'imposition annuelle de 350.000 l. était donc loin d'y suffire (55). Mais l'assemblée s'opposa toujours fermement à l'augmentation de cette imposition. Conformément à sa pratique habituelle, c'est au moyen des ressources ordinaires de son budget et d'emprunts qu'elle s'obstina à pourvoir au supplément de dépenses. De surcharge pour les contribuables, il n'y en eut que du fait des milices, et les contrôleurs généraux laissèrent les Etats accroître dangereusement une somme d'emprunts qui finirent par absorber le plus clair des fonds de la province; ce n'était pas pour inquiéter une assemblée qui trouvait dans la pénurie de ses ressources le meilleur argument à opposer aux exigences royales.

*
* *

La paix faite, restait à liquider les frais de la guerre. L'opposition des Parlements avait eu raison de Bertin et de ses édits d'avril 1763. Le nouveau contrôleur général, L'Averdy, était l'homme le moins capable de tenir tête à la magistrature. Celle-ci eut pleinement satisfaction par la déclaration du 23 novembre 1763, qui ne laissa rien subsister de ce qui l'avait inquiétée dans l'édit et la déclaration d'avril. On renonçait au centième denier; on renonçait, en fait, au cadastre et à toute amélioration de l'assiette du vingtième. On ne maintenait que le sixième sol additionnel aux droits des fermes et la prorogation des deux premiers vingtièmes. Le troisième vingtième, ainsi que les doublements et triplements de capitation, demeuraient, bien entendu, supprimés.

(53) CHARDEL, t. I, p. 253-268.

(54) CHARDEL, t. II, p. 288-293.

(55) CHARDEL, t. I, p. 143-150.

C'est pourtant à l'occasion de ces bénignes exigences qu'allait naître l'Affaire de Bretagne. Elles n'en furent, il faut le dire, que l'occasion et non pas la véritable cause. Il ne suffisait pas au Parlement de Rennes que le pouvoir royal cédât sur la question financière. Ses meneurs avaient une politique à soutenir et des rancunes à satisfaire. Il fallait faire valoir la puissance de la magistrature et infliger au duc d'Aiguillon un échec marquant. On sait ce qui se passa. D'Aiguillon s'était laissé convaincre qu'il était vain d'espérer prévenir la résistance du Parlement aux impôts nouveaux en recherchant d'abord le consentement des Etats. Abandonnant donc l'idée de convoquer ceux-ci en session extraordinaire, et sans s'arrêter aux principes posés dans les remontrances de juin et juillet 1760, le ministre et le commandant s'employèrent à obtenir, sans plus attendre, l'enregistrement de la déclaration du 23 novembre. Mais L'Averdy ne voulait s'avancer qu'à coup sûr. Il crut habile, pour éviter des remontrances ou de dangereuses réserves, de négocier tout d'abord avec les magistrats. On leur soumit officiellement le projet de déclaration préparé pour la Bretagne afin qu'ils eussent le loisir de réclamer, avant l'envoi officiel aux fins d'enregistrement, les explications et les assurances qu'ils jugeraient nécessaires et pussent donner, en retour, les garanties que le ministre souhaitait. Cette démarche singulière n'eut pas l'heureux effet que L'Averdy en attendait. Le Parlement enregistra (5 juin 1764), mais en terminant son arrêt par un violent réquisitoire contre le commandant en chef, les prétendus abus de son administration et les attentats aux libertés de la province dont il le rendait responsable; véritable déclaration de guerre par laquelle s'ouvrirent quatre années de troubles (56).

Cependant, au sujet des impôts eux-mêmes, il ne s'était pas élevé de difficulté sérieuse. Le ministre n'en pouvait faire pour accorder au Parlement de Rennes, sur la question des vingtièmes, de leur emploi, de la revision éventuelle de leurs cotes et du projet de cadastre, les mêmes satisfactions qu'aux autres cours; et il n'en fit pas non plus pour lui promettre tout ce qu'il voulut sur les points particuliers à la province. Celle-ci serait dispensée de la levée du second vingtième de 1764, au

(56) Cf. MARION, *op. cit.* chap. X; B. POCQUET, t. I, chap. XI; LE MOY, *Le Parl. de Bret. et le Pouvoir Royal*, chap. V, et *Remontrances du Parl. de Bret.*, page 81 (Arrêt du 5 juin).

rachat duquel les Etats pourvoiraient par emprunt, et on lui continuerait, pour les deux sols additionnels, la faveur d'un abonnement à un prix modéré.

L'arrêt d'enregistrement n'apporta donc à la déclaration aucune modification qui parût prêter à une résistance dangereuse de la part des Etats. Hormis la réserve traditionnelle « des droits franchises et libertés de la province », pure clause de style, son arrêt ne faisait nulle mention particulière du consentement nécessaire de ceux-ci. Non seulement le Parlement, se déjugant sans vergogne, dès la première fois qu'il était sollicité d'enregistrer un édit fiscal depuis ses remontrances de juin et juillet 1760, avait négocié cet enregistrement sans plus paraître songer à la priorité qu'il avait alors revendiquée pour les Etats; mais encore avait-il procédé comme s'il n'était pas d'opposition à prévoir de leur part une fois qu'il s'était lui-même prononcé.

Il est peu probable que ses opposants les plus mal intentionnés aient prévu le conflit qui s'éleva sur la question des sols additionnels aux droits des villes et du roi, et le parti qu'ils en pourraient tirer. N'était-il pas à penser que ces sols seraient compris, tout comme ceux des droits de la province, dans le secours extraordinaire que l'on demanderait aux Etats ? Mais, s'il n'y eut pas de complot préparé à l'avance par les opposants des deux corps, pour compliquer de cette question la querelle cherchée au duc d'Aiguillon, ce fut une grave imprudence de la part de L'Averdy que de leur offrir une si belle occasion de concerter leurs mouvements.

Que de concessions pourtant ne s'était-il pas résigné par avance à faire aux prochains Etats ?

Suivant la promesse faite au Parlement, ils n'auraient pas à lever le second vingtième de 1764 qu'on n'avait pas voulu réclamer à la province avant leur réunion; ils en paieraient le montant par emprunt; on continuait de leur permettre de pourvoir de la même manière au déficit du casernement; l'impôt de la milice de terre serait réduit à 200.000 l. bien que le brevet militaire du royaume portât à 419.250 l. la part de la Bretagne. Sur ce dernier point, il faut le dire, le contrôleur général céda devant les vives protestations de la Commission intermédiaire, à laquelle il avait déjà accordé de ramener l'impôt à 300.000 l. pour 1763, et à 200.000 l. pour 1764 (57). Quant aux sols addi-

(57) Cf. *supra*, p. 340 et suiv., et *infra*, pp. 358 et 359.

tionnels, non seulement les Etats auraient la faculté de les abonner, mais encore ne leur demanderait-on que 700.000 l. en tout pour les deux, alors qu'ils avaient précédemment accordé 160.000 l. pour le cinquième seulement; on leur permettrait de s'en acquitter « par les moyens les moins onéreux, même par emprunt ». Le contrôleur général eût bien voulu que d'Aiguillon réclamât de nouveau le don gratuit des villes et son rachat par les Etats. Mais il avait déjà renoncé à en parler au Parlement, et d'Aiguillon, ayant la liberté d'agir pour le mieux, allait bien se garder à son tour d'en parler à ceux-ci (58). Quant aux attentats aux droits des Etats que le Parlement avait relevés dans la conclusion de son arrêt du 5 juin, le contrôleur général s'était spontanément décidé, dès avant cet arrêt, à donner satisfaction aux premiers sur le principal de leurs trois griefs : L'ordre royal du 18 octobre 1762 serait retiré et les Etats en seraient informés dès l'ouverture de la tenue, avant même la demande du don gratuit. Ce n'est pas que le pouvoir royal renoncât à maintenir que le vote d'un subside pouvait être acquis à la majorité de deux ordres contre un; les Etats n'étaient pas définitivement garantis contre le renouvellement de pareils coups d'autorité. Ils avaient toutefois obtenu un succès important qui paralysait, pour quelque temps au moins, l'action gouvernementale. Restaient l'arrêt du conseil du 7 février 1763, qui avait stipulé l'agrément des commissaires du roi à la nomination des membres de la Commission intermédiaire, et celui du 11 juin suivant sur l'élection des maires. Mais, sur le premier, le gouvernement céda encore aux Etats. Les instructions du commandant en chef lui permirent de se contenter, comme en 1762, d'une communication officieuse des choix faits par les trois ordres et de promettre qu'à l'avenir la clause incriminée ne figurerait plus dans les arrêts appratifs des abonnements (59). Seul subsistait l'arrêt du 11 juin. Il armait le commandant en chef d'un moyen de pression efficace sur le tiers; mais il n'était guère propre à émouvoir dangereusement une opposition dont l'activité et les initiatives venaient de la noblesse.

Mais, quand les Etats se réunirent à Nantes, le 1^{er} octobre 1764, un grave conflit était déjà ouvert sur la question des sols

(58) Mémoire sur les demandes à présenter aux Etats (Arch. Nat. H 355). Le cont. gén. à d'Aig., 27 sept. et 10 oct., et réponse de celui-ci (H 537).

(59) Le cont. gén. à d'Aig., 21 sept. 1764. (*Ibid.* H 355).

additionnels aux droits du roi et des villes. Dès qu'eût été rendu l'arrêt d'enregistrement, le contrôleur général avait ordonné de commencer la perception de ces deux catégories de surtaxes, à partir du 1^{er} juillet. Aussitôt le maire de Nantes et le miseur de la ville de Rennes avaient protesté auprès de la Commission intermédiaire, sous prétexte que cette levée n'avait pas encore été consentie par les Etats. D'Aiguillon et Le Bret avaient réussi à trainer les choses en longueur et l'ouverture de la tenue arriva sans que ni le procureur syndic, ni la Commission, eussent fait opposition devant le Parlement. Mais il ne servait à rien d'avoir gagné du temps si l'on ne réussissait pas alors à empêcher que les Etats ne fissent eux-mêmes cette dangereuse démarche. D'Aiguillon ne voyait d'autre moyen de la prévenir que de comprendre les sols des droits des villes et du roi dans le montant du secours extraordinaire. Le contrôleur ne voulut pas céder sur une aussi grave question de principe, et les conséquences de son entêtement ne se firent pas attendre, plus redoutables même que ne l'avait prévu d'Aiguillon (60).

Dès le 14 octobre, avant même que le Parlement ne fût rentré de vacances, M. de Coëtanscours fit décider qu'opposition serait faite devant la Chambre des vacations « contre toute levée « de deniers que les Etats n'ont pas consentie » et la Chambre ordonna immédiatement de surseoir à la perception des sols additionnels en attendant que le Parlement eût rendu un arrêt définitif (16 octobre).

Il n'était sans doute pas besoin de cette nouvelle affaire pour que les choses en vinssent aux pires extrémités entre le Parlement de Rennes et le pouvoir royal. Le conflit capital s'était ouvert entre eux sur les conclusions de l'arrêt d'enregistrement du 5 juin et, depuis juillet, s'enchaînait déjà la suite d'incidents qui devait aboutir à la cessation de service de décembre 1764 et aux démissions du 22 mai suivant. Mais la démarche des Etats et l'arrêt de la Chambre des vacations venaient, au milieu de circonstances embarrassantes pour le gouvernement, poser avec une netteté particulière les deux questions du droit des Etats à consentir tous les impôts levés dans la province, quelle qu'en fût la nature, et de leur droit de faire opposition devant le Parlement aux levées qu'ils estimeraient illégales. Le cas était plus grave qu'en 1759, lors de l'opposition des

(60) Cf. MARTON, *op. cit.* chap. XI. (Etats de 1764).

Etats à la levée du don gratuit des villes ; ils ne s'opposaient alors, en effet, qu'à l'enregistrement d'un impôt ; cette fois c'était à la perception d'un impôt enregistré. La question de la nécessité de leur consentement était donc posée dans toute sa rigueur. L'arrêt de la Chambre des vacations y liait celle du droit du Parlement à recevoir leurs oppositions.

Le gouvernement parut, en fin de compte, l'avoir emporté. Mais à quel prix et dans quelle mesure au juste ?

Les Etats avaient dû enregistrer, en présence du commandant en chef, dès le 22 octobre, un arrêt du conseil en date du 20 qui cassait celui de la Chambre des vacations. Le roi évoquait devant lui l'opposition des Etats, enjoignant aux fermiers intéressés de reprendre sans délai la perception des sols contestés et invitant l'assemblée à lui députer trois de ses membres, porteurs de ses représentations ; auxquelles représentations il avait répondu par la défense d'user à l'avenir, en aucun cas, de la voie d'opposition par devant le Parlement. Quand les Etats se séparèrent, le 1^{er} avril 1765, l'arrêt du 20 octobre subsistait sur leur procès-verbal. Le Parlement, de son côté, avait reçu, aussitôt rentré, des lettres patentes en date du 7 novembre, qui confirmaient la cassation de l'arrêt de sa Chambre des vacations, interdisant d'en rendre de pareils à l'avenir et ordonnant au surplus la pleine et entière exécution de l'édit de 1669 et de la déclaration du 24 février 1673. On sait que celle-ci interdisait au Parlement de recevoir toute opposition à l'enregistrement des édits, ordonnances ou déclarations concernant la justice ou les finances. Quant à l'édit de 1669, il défendait aux chambres de vacations de juger par provision les affaires qu'elles n'étaient pas compétentes pour juger définitivement.

Mais voilà bien longtemps que les lois qui les avaient bridés au temps de Louis XIV étaient désuètes pour les Parlements de France. Les lettres patentes du 7 novembre ne firent que fournir au Parlement de Rennes un nouveau et puissant grief qui figura au premier chef parmi les motifs de sa cessation de service, le 26 décembre. Quant aux Etats, si on avait pu les contraindre à l'enregistrement forcé de l'arrêt du 20 octobre, il était plus difficile d'obliger leurs opposants à répondre aux demandes de fonds et d'impôts. Ils firent attendre jusqu'au 9 décembre le vote des demandes ordinaires, qui n'offraient aucunement matière à contestation et, sur l'article du secours extraordinaire, la noblesse réussit à prolonger son obstruction

jusqu'au moment où le Parlement fut mandé tout entier à Versailles. Elle ne céda que le 23 février et, encore, sur un ordre formel du roi. Et de quoi se contentait le gouvernement ? Dans les 700.000 l. primitivement demandées pour le secours extraordinaire, L'Averdy avait accepté que fussent compris, sans augmentation, les sols additionnels aux octrois des villes. Ce n'était pas seulement là une concession pécuniaire importante (61). Pour la seconde fois, on renonçait à lever, sans l'aveu des Etats, un impôt sur les villes bretonnes. Les précédents se multipliaient à l'appui d'une prétention grosse de conséquences. Bien plus, le vote du secours extraordinaire, s'il dispensait la province de la levée des sols additionnels, n'impliquait nullement la reconnaissance par les Etats de la légitimité de cette imposition. Dans la demande du roi, il était bien stipulé que ledit secours était destiné « à tenir lieu en Bretagne « de l'exécution de l'article 7 de la déclaration du 21 novembre 1763 », et d'Aiguillon, à l'occasion des calculs faits pour en justifier le montant, avait spécifié, avec la plus grande précision, aux sols de quels droits s'appliquait le rachat. Mais la délibération des Etats ne fit nulle mention, ni de la déclaration, ni des sols qu'elle instituait et le roi lui-même, en expédiant l'ordre devant lequel la noblesse consentit enfin à s'incliner, n'avait enjoint autre chose à celle-ci que de « se concerter avec « les deux autres ordres pour consentir à leur trésorier une « procuration à l'effet d'emprunter la somme de 700.000 l. pour « tenir lieu du secours extraordinaire que les besoins pressants « de l'Etat l'avaient obligé de demander à ses Etats de Bretagne ». Ainsi l'opposition se trouvait autorisée à prétendre que, les Etats n'ayant pas eu à se prononcer sur le fonds même de l'imposition, les sols additionnels n'avaient pas été consentis et que l'on ne pouvait invoquer le vote du secours extraordinaire comme un précédent qui exposât les droits acquis par la province aux augmentations dont la déclaration du 29 août 1713 et le contrat d'aliénation des domaines et contrôle les dispensaient expressément.

On avait, du reste, laissé aux Etats la plus grande liberté pour trouver les fonds nécessaires au paiement du secours. On n'exigea pas qu'ils levassent un second sol pour livre en sus des devoirs et ils continuèrent de n'en lever aucun en sus des droits de la régie des domaines et contrôles.

(61) Le cont. gén. avait d'abord prétendu obtenir que le secours extraordinaire fût augmenté de 150.000 l. (Lettre à d'Aig., 21 déc., Arch. Nat. H 357).

Mais le pire fut que ce médiocre résultat avait laissé entière une question qui offrit tout de suite aux opposants des Etats et du Parlement l'occasion de montrer avec éclat qu'ils n'avaient rien abandonné de leurs prétentions. Au cours des débats sur le secours extraordinaire, l'on n'avait aucunement parlé des sols additionnels aux droits du roi. Il n'entrait pas dans l'esprit du ministre que le roi pût traiter sur ce point avec les Etats; jamais d'Aiguillon n'avait mentionné ces sols parmi ceux compris dans le rachat et personne, dans l'assemblée, n'avait à aucun moment relevé l'omission (62). Mais, dès le lendemain du vote du secours extraordinaire, il se trouva des gentilshommes pour affirmer que ce vote exemptait la province de tous les sols additionnels sans exception aucune. D'Aiguillon, après s'être encore bercé un moment du vain espoir d'obtenir, moyennant le retrait de l'arrêt du 12 octobre, la renonciation des Etats à l'opposition qui l'avait motivé, dut se résoudre à réclamer au contrôleur général un nouvel arrêt qui les déboutât définitivement et ordonnât de reprendre sans délai la perception des sols additionnels aux fermes générales. Rendu le 14 mars, cet arrêt fut communiqué aux Etats le 29 et enregistré par ordre à leur procès-verbal le surlendemain, veille de leur clôture (63).

Mais cet enregistrement forcé n'avancait à rien tant que le Parlement demeurerait résolu à la résistance. Or quand, après la semonce reçue en corps à Versailles les 18 et 20 mars, les magistrats bretons rentrèrent à Rennes, leurs sentiments n'avaient pas changé. Dès qu'un nouvel arrêt du conseil, le 20 avril, eût mis fin aux derniers atermoiements et fait effectivement reprendre la levée de l'impôt, le Parlement, immédiatement saisi par des négociants de Nantes et de Saint-Malo, arrêta que la perception des sols des fermes du roi resterait « sursise » et que l'arrêt rendu le 16 octobre par sa Chambre des vacations serait « bien et dûment exécuté » (26 avril). Le 3 mai, un arrêt du conseil cassait celui du Parlement. Le 20, celui-ci démission-

(62) La perception des sols additionnels aux droits du roi était cependant interrompue depuis l'arrêt de la Chambre des vacations, aussi bien que celle des sols additionnels aux droits des villes. Les directeurs des fermes n'avaient pas osé la reprendre par crainte des rigueurs du Parlement. (D'Aig. au cont. gén. 25 déc. 1764, Arch. Nat. H 538. Réponse de L'Averdy, 6 janv. 1765, H 631. Lettre du directeur des fermes de Nantes et mémoire des fermiers généraux, H 357).

(63) D'Aig. au cont. gén. 26 février, 2 et 9 mars et 2 avril. (*Ibid.* H 359).

nait (64). Ainsi sa révolte paraissait immédiatement motivée par la défense du droit des Etats à consentir l'impôt et de sa propre prétention à être juge des cas où ils en pouvaient user légitimement. Ce fut bien, du reste, le double motif développé dans le mémoire justificatif qu'il adopta deux jours plus tard. Ni ce droit, ni cette prétention ne furent reconnus lorsque le gouvernement se résigna au « rappel de l'universalité », et les sols additionnels aux droits des fermes générales furent, en exécution de l'arrêt du 20 avril, perçus en Bretagne comme ailleurs. Mais, ce qui importait ce n'était pas l'échec apparent de prétentions évidemment inadmissibles pour les ministres d'un monarque absolu ; c'est que ces prétentions avaient pu être maintenues avec autant d'audace et d'obstination ; c'est qu'en dépit de ses coups d'autorité, le pouvoir royal s'était révélé hésitant et faible, marchandant, reculant et ne se décidant à quelque fermeté qu'une fois refoulé sur ses dernières positions.

L'on ne peut dire que d'Aiguillon ait poussé les ministres aux mesures extrêmes. Si on l'avait écouté, c'est par une dérobade que l'on eût prévenu la querelle sur les sols pour livre. Au moment même où il se résignait, bien à regret, à signifier aux Etats l'arrêt du 14 mars, on l'avait vu renoncer, devant l'opposition de la seule noblesse, à exiger le fonds des grands chemins. L'on sait pourtant combien il avait pris à cœur cette partie de son administration. Le tiers et le clergé avaient voté les 600.000 l. demandées. La noblesse posait pour condition que les deux autres ordres adhérassent à la condamnation qu'elle avait portée contre l'administration du commandant en chef. Plutôt que de proclamer le vote acquis à la majorité de deux ordres contre un, d'Aiguillon préféra laisser supprimer le plus intéressant article du budget de la province. Après le retrait de l'ordre royal du 12 octobre 1762, on comprend assez qu'il ait redouté de s'engager dans une nouvelle querelle sur la nécessité du consentement unanime des trois ordres. Mais, pour l'opposition, c'était un double succès que d'imposer au duc le respect du *liberum veto* de la noblesse en l'obligeant à renoncer au fonds auquel, pour son propre compte, il tenait certainement le plus (65).

On peut ajouter que, sur un autre point encore, les Etats avaient tenu à affirmer formellement leur droit de consentir

(64) Cf. LE MOY, *op. cit.* p. 320.

(65) D'Aig. au cont. gén. 21 et 23 mars. (Arch. Nat. H 359). Cf. MARION, *op. cit.* p. 306 et suiv.

l'impôt. Non contents d'enregistrer la réduction à 300.000 l. de l'impôt de la milice pour 1765, ils formulèrent, pour la première fois, dans la délibération par laquelle ils autorisaient la Commission intermédiaire à faire la levée, l'interdiction absolue d'imposer une plus forte somme que celle qui leur avait été demandée. Or l'on sait que le brevet militaire ne fixait cette somme que d'année en année et que les Etats n'étaient jamais informés du montant de l'impôt que pour l'année qui suivait leur session. Dès lors, ils répétèrent régulièrement la même interdiction, que supprima, régulièrement, l'arrêt du conseil appratif de l'état de fonds (66).

La polémique qui s'engagea dans les mois suivants sur le fondement et la portée des privilèges de la province nous a valu un remarquable témoignage du progrès des idées d'opposition chez les champions des libertés bretonnes. Dans les *Preuves de la pleine souveraineté du Roi sur la province de Bretagne*, le contrôleur général avait entrepris de démontrer historiquement que la province ne tenait ses franchises que du bon plaisir du roi et qu'il n'était pas de concession, de privilèges, ni de contrats qui pussent détruire l'autorité du souverain. Dans le même temps, paraissait un *Mémoire historique, critique et politique sur les droits de souveraineté relativement aux droits de traite qui se perçoivent en Bretagne*. On y montrait que les droits de traite, établis pour des motifs d'ordre commercial, n'étaient pas à confondre avec les impôts proprement dits et que, dans ce domaine, il appartenait au roi de légiférer souverainement pour la Bretagne comme pour le reste du royaume, ce qui, d'ailleurs, s'était toujours fait sans consultation des Etats. Au *Mémoire* et aux *Preuves*, la première *Lettre d'un patriote* répondit par des arguments historiques aussi vains que ceux des *Preuves* et par des précédents moins probants que ceux du *Mémoire* (67). Mais ce qui doit retenir l'attention, c'est la rigoureuse logique avec laquelle son auteur définit les droits du Parlement et des Etats. On ne peut éten-

(66) Instructions, mémoires sur les demandes. (Arch. Nat. H 355 et 535). D'Aig. au cont. gén. 20 nov., 10 et 15 déc. et 21 février. (Ibid. H 357). CHARDEL, t. II, p. 257-260.

(67) *Lettre d'un patriote à une personne de distinction sur l'ancienneté et l'immutabilité des droits que le Parlement et les Etats ont réclamé, sur les motifs qui ont déterminé l'abdication des magistrats et les moyens les plus solides pour parvenir à une conciliation et à établir la paix dans la province*. (Copie, Arch. Nat. H 437). Voir B. FOCQUET, *op. cit.* t. II, p. 61 et suiv. et MARION, p. 344 et suiv.

dre à la Bretagne, dit-il, le principe qu'une loi enregistrée doit nécessairement être exécutée. Le rôle du Parlement, sans doute, est seulement de voir si la loi est conforme aux « lois constitutives ». « Le Roi ordonne, le Parlement confirme, le peuple « obéit ». Mais, en Bretagne, pour les lois de finances, cet enregistrement est insuffisant, car on ne peut faire abstraction du droit des Etats. En un mot, « pour trancher toute équivoque, « l'établissement légitime d'une levée de deniers en Bretagne, « demande l'acceptation volontaire du Parlement et des Etats. « Il est indifférent que l'une prévienne l'autre ». Il est vrai, ajoute-t-il, qu'on lève des impositions qui n'ont jamais été consenties par les Etats et quelques-unes même qui n'ont pas été enregistrées. « Mais ces attentats à la règle ne détruisent pas « celle-ci ». Et « le droit de consentement entraîne nécessairement celui de faire opposition aux levées d'impôts non consentis ». Rien n'autorise à faire de distinction entre les droits. « Soutenir que les droits qui portent entièrement sur le « commerce doivent être toujours dans les mains du gouvernement pour y conserver la balance, c'est, sous l'apparence « d'une maxime politique, innover le principe le plus funeste « et le plus propre à détruire en France le peu de commerce « qu'on y peut faire ». C'est donc le droit de consentement à l'impôt dans toute sa plénitude que réclame notre auteur. Il avait, d'ailleurs, commencé par de longues considérations sur le droit primitif des peuples à consentir l'impôt : « Il n'est « pas de mon sujet, dit-il, de rechercher ici pourquoi, en France, les Etats généraux, depuis plus d'un siècle, n'existent que « dans le vœu des peuples ». Mais il exprime franchement l'idée que le roi ne peut établir « arbitrairement » l'impôt et que celui-ci doit être consenti par la nation qui le porte ; et il cite le *Contrat Social*. Il n'était pas nouveau que les Etats et le Parlement de Bretagne contestassent les prétentions de l'absolutisme royal. Ce qui était nouveau, pour une bonne part, c'étaient le ton et les arguments du Patriote. Sans doute, c'étaient ceux d'un jeune parlemenaire, jeté dans le feu de la lutte. Mais ils ne trahissaient pas seulement l'intransigeance du Parlement. Ils répondaient aussi aux sentiments et aux idées qui avaient inspiré la politique des Etats depuis 1750 et annonçaient la rigueur obstinée avec laquelle ceux-ci, pendant les vingt dernières années de l'Ancien Régime, allaient porter à ses dernières conséquences la revendication de leurs privilèges.

Les événements qui suivirent la clôture de la tenue de 1764-1765 et la démission du Parlement sont bien connus. Nous n'avons pas à refaire ici l'histoire du procès de La Chalotais. Sans doute, l'Affaire de Bretagne dûť-elle son retentissement et, peut-être, pour une bonne part, sa gravité, à l'acharnement du pouvoir royal, sinon du duc d'Aiguillon lui-même, contre le procureur général du Parlement de Rennes. Mais la révolte du Parlement et le réveil de l'opposition au sein des Etats avaient bien d'autres causes que l'action personnelle dont on a pu soupçonner La Chalotais. En admettant que l'influence et les intrigues de celui-ci n'aient pas été étrangères aux difficultés que le Parlement suscita au commandant en chef à partir de 1763, ce qui est d'ailleurs discutable, elles n'auraient pu que stimuler indirectement l'énergie de la politique de résistance à laquelle les Etats étaient revenus spontanément, bien avant que le pouvoir royal eût rien de sérieux à redouter de la part du Parlement et de La Chalotais.

*
* *

L'intérêt de la session des Etats de 1766-1767 (29 décembre 1766-23 mai 1767) réside tout entier dans l'appui que les opposants de la noblesse apportèrent aux démissionnaires du Parlement. Le pouvoir royal n'avait offert aux premiers aucun motif de conflit par de nouvelles demandes de fonds ou d'impôts. Mais, le don gratuit une fois voté, la majorité de la noblesse refusa de délibérer sur aucune des demandes habituelles. Elle ne refusait pas formellement de les consentir, mais elle déclarait ne rien vouloir accorder « qu'aux pieds du trône ». Six semaines après le dépôt des demandes, d'Aiguillon réussit à obtenir une majorité pour le vote de la capitation et des vingtièmes. Ce fut son unique succès. Sur tous les autres points, le clergé et le tiers se prononcèrent seuls, quand l'attitude du bastion les eut définitivement décidés, le 23 avril, à délibérer sans se prêter plus longtemps à l'obstruction de la noblesse. Celle-ci tint bon jusqu'au bout. Si bien qu'à peu de chose près tout le travail de la tenue fut fait sans sa participation. Un arrêt du conseil du 5 mai donna force de loi à toutes les délibérations prises par les seuls avis des deux autres ordres. La noblesse ayant refusé de désigner ses représentants à la Commission intermédiaire, un autre arrêt du même jour, prorogea les pouvoirs des sortants en enjoignant à ceux-ci de continuer leur service sous peine de désobéissance.

C'était un véritable coup d'Etat. Il était complété par la signification à l'assemblée du nouveau règlement que le pouvoir royal lui imposait d'autorité (68).

S'il eût été appliqué, ce règlement, nous l'avons vu, eût réduit les Etats à l'impuissance. Mais nous savons comment, moins d'un an plus tard, une tenue extraordinaire fut convoquée pour l'examen du règlement de 1767, et comment il fallut, en définitive, renoncer à appliquer aux Etats aucune réglementation nouvelle sans leur aveu (69).

*
* *

En août 1768, d'Aiguillon démissionnait. Au début de la session ordinaire des Etats qui s'ouvrit à Saint-Brieuc le 12 décembre suivant, la noblesse fut invitée à accéder aux délibérations prises sans sa participation dans la précédente tenue. Elle n'y consentit pas sans poser ses conditions et elle refusa toute adhésion à la délibération nommant M. de Cargouët à la fonction de greffier des Etats. L'on sait qu'à l'endroit de celui-ci elle ne tarda pas à voir ses rancunes pleinement satisfaites (70). Si le concours prêté au Parlement par le bastion avait paru un moment mettre en danger l'indépendance et les pouvoirs des Etats, la réaction anti-aiguilloniste, qu'annonçait déjà la convocation des Etats extraordinaires de février 1768, rendit bien vite à l'assemblée toute sa sécurité et à l'opposition toute son audace.

Les Etats de 1768 votèrent sans difficulté toutes les demandes du roi, fonds et impôts, à l'exception du seul impôt de la milice garde-côtes (71). Mais, le pouvoir royal, qui tenait à l'apaisement, fut, de son côté, plein de ménagements à leur égard. Il ne leur avait demandé aucune dépense nouvelle, sinon une augmentation annuelle de 35.283 l. 7 s. 6 d. sur l'article de la maréchaussée; encore le trésor royal gardait-il à sa charge la plus grosse part de l'augmentation totale de la dépense qu'avait entraînée l'augmentation du nombre des brigades et des appointements du personnel (72). On ne les contraignit point sur l'article de la garde-côte et l'on continua à leur per-

(68) Cf. MARION, *op. cit.*, chap. XIII.

(69) Cf. *supra*, p. 66 et suiv.

(70) Cf. *supra*, p. 131.

(71) Correspondance relative à la tenue. (Arch. Nat. H 367-369).

(72) Instructions générales, art. 37. (*Ibid.* H 374).

mettre d'y pourvoir par emprunt au secours extraordinaire et au déficit du casernement. On les dispensa d'imposer, en sus de la capitation, l'augmentation de la maréchassée, comme c'était la règle dans le reste du royaume. Ils purent enfin se dispenser d'imposer le second vingtième de 1768 dont ils n'avaient pas voté l'abonnement en 1766, sous prétexte qu'ils ne connaissaient pas encore la décision du roi de le proroger pour une nouvelle période de dix ans. Sans être formellement exempts de l'impôt, ils furent autorisés à le lever avec une année de retard, ce qui, en fait, revenait au même. On ne leur offrit vraiment aucun prétexte de conflit. Ils imaginèrent de clore la querelle des sols pour livre en accordant formellement à la levée des sols additionnels des droits des fermes du roi un consentement qu'on ne leur demandait pas; mais, suivant les conseils de l'évêque Bareau de Girac qui présidait, le ministre se garda de relever cette manifestation de principe. Il se contenta de refuser le retrait de l'arrêt du conseil du 20 octobre 1764 (73).

Cependant la politique d'emprunts que le gouvernement tolérait depuis dix ans avait eu pour conséquence d'accroître au-delà de toute mesure la dette de la province. La guerre étant depuis longtemps finie et les conditions économiques devenues meilleures, il était temps d'aviser et les Etats de 1768 avaient été invités à mettre à l'étude le redressement de leurs finances (74). La question vint en discussion huit jours avant leur séparation. Ils furent saisis d'un mémoire dont l'auteur, qui nous est inconnu, n'exprimait guère, pour commencer, que leurs vues

73) Instructions générales, art. 34.

(74) « Afin de terminer l'affaire des 2 s. p. l. sur les droits des traites, » écrit l'évêque, nous avons donné notre consentement à ladite levée. « Nous avons renoncé à nos réclamations pour le passé. La demande du « secours extraordinaire était très claire et très précise. Elle détaillait « tous les objets qui en faisaient partie. Rien n'avait rapport aux droits « des traites. Par conséquent, cette délibération des Etats, séparée de celle « sur le secours extraordinaire, ne peut donner atteinte aux droits du Roi « sur cette partie, et les Etats ayant donné leur consentement sans qu'il « leur ait été demandé ne peuvent dans aucun temps se faire un titre « contre le Roi de ce consentement. Ils croient avoir droit de consentir « et ils consentent. Le Roi croit n'avoir pas besoin du consentement des « Etats; il fait lever les droits sans le demander. Il en sera de même à « l'avenir et les Etats se persuaderont que la question est indécise, tandis « que, dans le fait, la perception sans la demande du consentement la « décide en faveur du Roi ». (31 janvier 1769, *Ibid.* H 368).

Cette solution imaginée par les politiques rallia la majorité de la noblesse. Mais un petit groupe d'intransigeants n'y vit qu'une manœuvre de Bareau de Girac et persista à refuser son consentement.

habituelles. Il ne voyait d'autre cause au désordre de leurs finances que l'excès des dépenses de travaux publics et des dépenses militaires qui leur étaient imposées par le gouvernement, ajoutant, sans insister, que l'on faisait « aussi trop de « dons particuliers sans fondement et par la seule raison que « des évêques, des gentilshommes et d'autres gens accrédités les « faisaient passer ». Donc le premier remède serait une économie sévère : « Les instructions porteront que les commissaires « du roi ne feront aucune demande pour les ouvrages publics « qu'après avoir vérifié, par l'état de fonds, que les Etats « peuvent satisfaire au reste » : on limitera rigoureusement les dépenses militaires à 700.000 l. pour le casernement, 200.000 l. pour les étapes et 120 à 160.000 l. pour la milice de terre, le tout pour deux ans. Suivait, il est vrai, une proposition originale et d'un grand intérêt : mettre en régie la ferme des devoirs et la perception du droit sur les cuirs. L'auteur du mémoire était persuadé qu'une commission intermédiaire, régissant les devoirs comme étaient alors régis les domaines et contrôles, obtiendrait de bien meilleurs résultats que les fermiers, car « les commissaires ont l'esprit citoyen » ; si, d'ailleurs, la régie tournait mal, la dette des Etats ne s'en accroîtrait que de quelques centaines de mille livres, risque bien petit en regard de la quasi-certitude qu'ils auraient de réussir, par une régie heureuse, à éteindre la totalité de cette dette (75). L'avantage était certain pour la province. Mais cette partie du mémoire n'eut aucun succès auprès d'une assemblée accoutumée à ne prendre aucun souci, ni de l'accroissement de sa dette ni de celui de ses propres ressources. Ne venait-on pas de voir la noblesse, suivie par le tiers, faire écarter, par animosité contre sa personne, un adjudicataire qui eût fait monter le bail des devoirs à plus haut prix que celui qui l'obtint ? On prétendit que le projet venait trop tard devant l'assemblée. L'évêque Bareau de Girac ajoute pourtant : « La question a été bien discutée et portée, je crois, « à la démonstration de l'utilité que la province en retirerait. « Cependant j'ai cru prudent de différer à mettre la matière « en délibération » (76). Personnellement, l'évêque tenait beaucoup à une régie qui aurait augmenté considérablement le rôle et l'autorité de la Commission intermédiaire. Un projet avait

(76) Bareau de Girac au cont. gén., 29 février 1769. (*Ibid.* H 368).

(75) Arch. Nat. H 374.

été préparé par des fermiers des devoirs, Bourgeois et Gratien, auxquels allait toute sa faveur. Mais il ne pouvait plaire ni au ministre ni à la noblesse (77). On ne s'arrêta, en fin de compte, à aucun projet de réforme et l'on emprunta encore 2.600.000 l. pour assurer l'équilibre de l'état de fonds.

*
**

Quand les Etats de 1770 se réunirent, le 25 septembre, Terray était au contrôle général depuis bientôt un an et cette première période de son ministère fut, on le sait, celle des mesures arbitraires et brutales qui lui ont valu sa sinistre réputation.

Cependant il ne se départit pas, pour cette session, de la politique de ménagements que l'on observait depuis deux ans à l'égard des Etats de Bretagne. La seule charge nouvelle qu'il prétendit imposer à leur budget fut une contribution annuelle de 80.000 l. pour l'entretien des dépôts de mendicité établis à Rennes, Nantes, Vannes et Quimper depuis le début de 1767 (78). Il eût voulu, il est vrai, décider l'assemblée à un effort sérieux pour le rétablissement des finances de la province. L'abus des emprunts en arrivait, en effet, à produire son effet fatal : l'on n'avait pu remplir celui de 4 millions voté en 1768 pour le rachat périodique des 4 s. pour l. de la capitation. L'instruction secrète enjoignit donc aux commissaires du roi de faire accepter par les Etats tout un ensemble de mesures sévères (79). « La cause du mal, dit l'instruction, « est d'avoir satisfait aux demandes du roi par emprunts au lieu d'impositions ». En conséquence, le roi ne permettra plus d'autre emprunt que celui qui pourrait demeurer nécessaire pour combler le déficit de l'état de fonds. On invitera l'assemblée à imposer le déficit du compte du casernement, à lever les 2 s. p. l. de tous leurs droits pour satisfaire au

(77) Cf. *infra*, III^e partie, chap. IV.

(78) L'assemblée aurait à faire fonds de ladite somme pour chacune des quatre années 1769-70-71 et 72 ; on lui faisait grâce de ce qui était dû pour 1767 et 1768. Les pays de généralité payaient pour cet objet 3 den. pour livre en sus de la taille, ce qui donnait annuellement 800.000 l. Or, ils formaient les deux tiers du royaume. Les pays d'Etats et pays conquis devaient, en conséquence, payer 400.000 l. pour le tiers restant. La Bretagne en représentait le cinquième, ce qui justifiait une contribution de 80.000 l. (Mémoire pour Ménard de Conichard, 9 juillet 1770, *ibid.* H 374).

(79) Arch. Nat. H 374.

paiement du secours extraordinaire, et même les 4 s. pour l. de la capitation. Le produit de cette dernière levée et l'excédent laissé par la précédente iront à une caisse d'amortissement. Pour alimenter celle-ci, on fera savoir aux Etats qu'ils devront lever, en outre, à leur profit, le don gratuit des villes. On les autorisera enfin à mettre en régie la perception de leurs devoirs sur les boissons; sur ce dernier point, toutefois, les commissaires attendront les démarches de l'assemblée.

Il fallait prévoir les plus vives résistances sur tous les points d'un pareil programme. Mais Terray n'était pas encore le maître d'en triompher à son gré. Sa politique financière en Bretagne, comme dans l'ensemble du royaume, ne pouvait s'imposer qu'à la faveur d'une politique générale qui brisât les forces d'opposition auxquelles elle devait fatalement se heurter. Il faudra attendre la chute de Choiseul et le coup d'Etat de Maupeou. Jusque-là, le contrôleur général en était réduit aux expédients que voulaient bien admettre les Parlements et les Etats. Visiblement, en 1770, l'on ne voulait pas, à Versailles, de querelle avec les Etats de Bretagne. Si, du moins, l'on était résolu, comme les événements le prouvèrent, à leur imposer silence sur le rappel des magistrats exilés et l'affaire d'Aiguillon, l'on était disposé à continuer les anciens ménagements sur la question de leur règlement et les questions financières. Rien ne permet de croire que Terray ait alors conseillé une politique plus ferme. Dès avant la tenue, l'on avait décidé le retrait des arrêts du conseil du 20 octobre 1764 et du 14 mars 1765, refusé en 1768, et il n'y avait fait aucune objection. Nous retrouvons, d'ailleurs, auprès des Etats de 1770, le personnel qui avait présidé en 1768 à la politique de concessions et d'apaisement, le duc de Duras, l'intendant d'Agay, l'évêque Bareau de Girac, passé du siège de Saint-Brieuc à celui de Rennes et qui avait ainsi conservé la présidence de l'assemblée.

A toutes les propositions ou nouvelles demandes du gouvernement, les Etats répondirent par autant de refus et, sur aucun point, on n'osa tenter de briser une résistance que la noblesse, assez fidèlement suivie par le tiers, paraissait toujours disposée à soutenir jusqu'au bout (80). On se résigna même au refus du fonds des dépôts de mendicité.

(80) L'intendant d'Agay prétendit que l'arrestation de Vatar et du Sel des Monts avait compromis un accord possible sur le fonds des dépôts de mendicité et, peut-être aussi, sur le don gratuit des villes. (D'Agay au

L'assemblée ne prit d'autre mesure pour le rétablissement de ses finances que de réduire à 300.000 l., soit de moitié, le fonds des grands chemins, et de refuser le fonds des députés du commerce (6.000 l. par an). L'augmentation du fonds de la maréchaussée, votée sans difficulté en 1768, fut, cette fois, vivement discutée par le tiers et la noblesse. La commission des finances contesta l'évaluation de la dépense réelle fournie par les commissaires du roi et les Etats obtinrent que la contribution annuelle de la province fût réduite de 70.566 l. 15 s. à 58.903 l. (81).

Les commissaires du roi obtinrent le vote de l'impôt de la garde-côte. Ce fut leur seul succès dans cette tenue. Sur la capitation, la noblesse souleva des difficultés qui firent redouter les pires éventualités. Elle prétendait faire substituer aux remises ordinairement consenties par le roi, un abaissement formel du prix de l'abonnement. Le contrôleur général tint bon contre cette prétention, mais il dut consentir une remise de 150.000 l. alors qu'il n'eût voulu en accorder aucune (82).

Notons, enfin, que la noblesse proposa que les Etats se pourvussent au Parlement contre la levée des droits sur les cuirs, institués en 1759 et sur lesquels l'on s'était contenté jusqu'alors de remontrances au roi (83). Une réponse conciliante du contrôleur général apaisa les esprits et la majorité de la

cont. gén. 2 déc. H 372). C'est une hypothèse bien peu probable. Il est certain que ce petit coup de force rendit les Etats plus difficiles ; il retarda le vote des demandes ordinaires du roi. Mais l'obstination avec laquelle les Etats refusèrent, dans la suite, le fonds des mendiants, et leur résistance, dans le passé, au don gratuit des villes donnent à penser qu'en tout état de cause ils auraient, en 1770, résisté sur ces deux points avec la même fermeté.

(81) Analyse des rapports de la commission des finances. (Arch. d'I.-et-V. C 4440, Maréchaussée).

(82) Correspondance relative à la tenue, 30 oct.-13 nov. (Arch. Nat. H 377), 28 et 30 déc. (*Ibid.* 378 et 379).

(83) Correspondance, 6-26 oct. (*Ibid.* H 377). L'édit d'août 1759 avait remplacé par un droit de marque unique les anciens droits de circulation. Les Etats firent observer que les suppressions d'offices, « qui entraient dans les vues de l'édit », ne profitaient pas à la province qui avait racheté ces offices en 1606 ; puis, que les droits nouveaux étaient beaucoup plus onéreux que les droits de circulation supprimés. « Là où la traite foraine était de 9 l. 10 s. les nouveaux droits s'élevaient à 36 l. » ; enfin les vexations des traitants étaient intolérables et « faisaient abandonner le métier de tanneur à nombre d'ouvriers ». (Mémoires des députés en cour, réponses du cont. gén. et réponses des Etats, 1760, 1762 et 1764, *ibid.* H 353).

C'est seulement dans le mémoire des députés en cour de 1768 que l'on fait observer, pour la première fois, que la « perception du droit ne peut

noblesse renouça à s'opposer à la délibération, prise par l'avis des deux autres ordres, de s'en remettre à la diligence des députés en cour (84). Mais l'alerte avait été vive et l'intendant, ayant reçu sur ces entrefaites communication d'un arrêt du conseil qui augmentait les droits de sortie sur les peaux de lapin en poils, décida, d'accord avec le duc de Duras et l'évêque Bareau de Girac, de surseoir à sa publication jusqu'après la clôture des Etats.

Le ministre fit judicieusement observer que, « si l'on arrêtaient « les ordres du roi à cause de la prétention des Etats à consen- « tir toute levée de deniers, ces ménagements, qui ne seraient « pas toujours ignorés d'eux, leur paraîtraient favoriser leurs « prétentions les moins fondées » ; et il ordonna que l'arrêt fût publié sans délai, ajoutant que le roi n'assujettirait jamais les droits d'entrée et de sortie au consentement des Etats. Ceux-ci ne prêtèrent du reste aucune attention à cette affaire (85). Mais la clairvoyance et la fermeté du contrôleur général en cette peu dangereuse occurrence étaient un bien faible correctif à la faiblesse de la politique gouvernementale depuis 1768.

Si, à la veille du coup d'Etat de Maupeou, on fait le bilan, pour les Etats, de la période agitée qu'il allait clore, leur situation apparaît singulièrement favorable. Ils demeuraient maîtres, nous l'avons vu ailleurs, de leur réglementation, ainsi que de la nomination de leurs officiers et de leurs commissaires. L'opposition continuait de dominer dans la Commission intermédiaire, où le gouvernement n'avait plus, depuis le départ de l'évêque Desnos des Fossés et de l'ancien abbé de Saint-Aubin, d'auxiliaires actifs et sûrs. De toutes les mesures tentées pour réduire leur indépendance, seule subsistait l'arrêt du conseil du 11 juin 1763 sur l'élection des maires.

avoir lieu sans le consentement des Etats ». A quoi le ministre répond qu'on n'a fait « que suivre ce qui s'est passé en 1745 pour le droit sur les « cuivres, et en 1748 pour les droits sur les suifs, cire, poudre, papier, « carton et l'augmentation du quart sur la formule », et que les Etats n'ont jamais protesté contre ces droits. (*Ibid.* H 373).

Toutefois, en 1764, on avait craint des difficultés, au lendemain de l'arrêt de la Chambre des vacations du 16 octobre. (De Coniac au cont. gén. 20 oct. *ibid.* H 356). En janvier 1765, d'Aiguillon croit savoir que Kerguézec et Coëtanscours sont décidés à demander la suppression de l'édit de 1759 et à faire opposition au Parlement. (D'Aig. au cont. gén. 8 janv. II 358). La noblesse réclama effectivement le pourvoi, le 30 mars, mais sans succès. (D'Aig. au cont. gén. 2 avril H 359).

(84) Lettre du cont. gén. 22 oct. (*Ibid.* H 377).

(85) D'Agay au cont. gén., 2 nov. et réponse du cont. gén., 5 nov.

Dans l'ordre financier, ils ne pouvaient sans doute sérieusement prétendre avoir eu le dernier mot dans l'affaire des sols additionnels aux droits du roi, et ils n'avaient que bien tardivement soulevé la question des droits sur les cuirs. Mais, jamais, l'affirmation de la nécessité du consentement unanime de leurs trois ordres à tout impôt n'avait été si nette ni défendue avec autant de fermeté. Ils avaient obtenu le retrait de l'ordre du 12 octobre 1762 et fait respecter, depuis, la règle de l'unanimité. Enfin, la double reculade du pouvoir royal dans l'affaire des dons gratuits et dans celle des sols additionnels aux octrois des villes, constituait, à leur avantage, des précédents de grosse importance. Le succès des Etats sur ces deux points fut évidemment assuré par le concours du Parlement. Pendant toute cette période, l'histoire des deux grands corps politiques de la province est inséparable, et jamais l'on n'avait mieux vu combien leur entente était redoutable pour le pouvoir royal. Dans leur action commune, le Parlement paraît avoir joué un rôle prépondérant. C'est lui, en effet, qui a provoqué les querelles qui passionnèrent le plus vivement l'opinion et c'est pour sa défense que l'opposition des Etats s'est portée aux plus graves résolutions. Il n'est pas niable que cette opposition était très docile aux influences parlementaires.

Mais il n'en faudrait pas conclure qu'elle n'a été que l'instrument du parti chalotiste. Elle a obéi aux principes constants d'une politique qu'elle était accoutumée à soutenir depuis longtemps par ses propres moyens. Il n'était pas besoin des excitations des magistrats pour que les Etats défendissent, sur les mêmes points, leurs droits et leurs intérêts avec autant de fermeté. Leur résistance au don gratuit des villes et aux sols additionnels était, à cette époque, fatale, en tout état de cause. Or, les embarras du pouvoir royal et les dispositions premières du duc d'Aiguillon donnent à croire qu'ils auraient fort bien pu obtenir l'abonnement des sols pour livre par leurs seules forces. Il paraît, en tout cas, certain que l'autonomie financière qu'ils avaient précédemment conquise ne courait aucun risque. Et remarquons que, si l'opposition parlementaire a excité l'ardeur de leurs propres opposants et les a un moment servis en énervant l'action gouvernementale, elle les exposa aux conséquences de la réaction brutale qu'elle finit par provoquer.

CHAPITRE VII

Les pouvoirs financiers et administratifs des Etats *(suite)*

La réaction autoritaire de 1771 à 1774

Nouvelle politique du pouvoir royal après le coup d'Etat de Maupeou.

La reprise des domaines et contrôles. — *Les Etats de 1772.* Le président du tiers, Léon de Tréverret. Les nouvelles méthodes du gouvernement. Résistance de la noblesse et, parfois, du clergé. Le contrôle des comptes du trésorier et la révision de l'état de fonds. Après la clôture des Etats, conflit, sur ces deux points, avec la Commission intermédiaire. Ferme résistance de celle-ci.

La Bretagne subit naturellement les effets de la politique annoncée par la disgrâce de Choiseul et la suppression du Parlement de Paris. En octobre 1771, le Parlement de Rennes fut atteint à son tour par la réforme de la magistrature. Réduit à quarante membres nommés et rétribués par le roi, et dont le premier noyau fut recruté parmi les anciens membres du bailliage d'Aiguillon, il cessa d'être une force d'opposition redoutable, bien qu'il eût conservé ses droits d'enregistrement et de remontrances. Un nouveau commandant en chef, le duc de Fitz-James, et un nouvel intendant, Duplex de Bacquencourt (1) remplacèrent, en même temps, Duras et d'Agay. N'oublions pas que le duc d'Aiguillon avait pris, au mois de juin, le secrétariat d'Etat des affaires étrangères. Bien qu'il n'eût pas officiellement à connaître des affaires de Bretagne, il n'allait pas cesser de les suivre, dans la disposition d'esprit et avec les vues que l'on devine. On ne peut savoir, au juste, quelle part eurent ses avis dans les mesures dictées par Terray. Mais on trouve sa main dans la préparation et la conduite des Etats de 1772, comme dans la reconstitution du Parlement. Il

(1) Neveu de l'ancien gouverneur de l'Inde.

est au moins certain qu'il a poussé ses collègues et Fitz James à l'emploi de la manière forte et qu'il ne leur a pas ménagé les leçons de son expérience (2).

La première atteinte portée par Terray aux droits et attributions des Etats de Bretagne fut la reprise, en juin 1771, du domaine royal et des droits y joints qui leur avaient été aliénés en 1759 (3). Les Etats se virent ainsi dépouillés d'une importante partie de l'administration financière de la province et, par surcroît, du bénéfice pécuniaire considérable qu'ils en tiraient. La déclaration du 1^{er} juin avait révoqué, d'une façon générale, tous les engagements et aliénations de droits dépendant anciennement des fermes du roi. Elle ne fut pas rigoureusement appliquée et, jusqu'au dernier moment, les députés en cour ne crurent pas la province menacée. A Rennes, l'on ne s'attendait à rien lorsque, le 25 juin, furent signifiés au secrétaire de la commission des domaines les arrêts du conseil du 9 et du 16 qui réglaient l'application aux domaines et contrôles de Bretagne des dispositions de la déclaration du 1^{er}. Le coup était brutal. Les fermiers du roi devaient entrer et entrèrent effectivement en possession dès le 1^{er} juillet.

(2) Fitz-James, Dupleix, Tréverret, de Coniac et l'évêque de Tréguier adressèrent régulièrement à d'Aiguillon leurs bulletins sur la marche journalière des Etats, tout comme au contrôleur général et à La Vrillière. (Arch. Nat. H 626). Le duc avait en outre ses informateurs particuliers (Correspondance de David de Drézigné, de Kerguénech et Villeneuve Geslin, *ibid.* H 639, et bulletins transmis par Le Prêtre de Châteaugiron, *ibid.* H 379).

Parmi les commissaires du roi, figura aux Etats de 1772 le sénéchal de Rennes, M. de Coniac, qui avait été jadis, comme président du tiers, l'un des plus dévoués auxiliaires du duc. Nous ne savons quels étaient, au juste, en 1772, ses rapports avec celui-ci. Il avait paru, en 1768, abjurer ses sentiments aigruillonistes. Mais, en 1772, nous le voyons servir Terray avec le même zèle qu'autrefois d'Aiguillon. Il fut, en particulier, son conseiller et son informateur dans les questions financières. (Voir sa correspondance avec Mesnard de Conichard, premier commis du contrôleur général, Arch. Nat. H 383 et 467). A bon droit suspect, il fut l'objet d'une délibération de l'assemblée qui protesta contre sa présence à une place incompatible avec les fonctions de président du tiers que sa charge pouvait encore l'apeler à remplir. (Pr.-v. des Etats). On peut penser que Terray n'avait pas accepté ses services sans l'avoir sinon même sans la recommandation de d'Aiguillon. Sur la conduite de M. de Coniac et les mobiles qui l'inspiraient, c'est la correspondance de son demi-frère, M. de Robien, le procureur général syndic des Etats, qui nous éclaire le mieux (A. Le Moy, *Correspondance inédite de MM. de Robien et de la Bellangerais*, p. 210-219).

(3) Sur le détail de cette affaire et, particulièrement, sur les démarches des députés en cour, des commissions et des procureurs syndics des Etats, voir le rapport de la Commission intermédiaire aux Etats de 1772 et les pièces jointes. (Arch. d'I.-et-V. C 3854).

Le roi se chargeait, naturellement, du service de l'emprunt de 40.600.000 l. contracté par les Etats pour l'achat de la concession. Mais le trésor royal allait bénéficier d'un double profit : aux dépens de la province d'abord, qui perdait l'excédent toujours croissant des recettes nettes réalisées par son administration au-delà du montant des arrérages de l'emprunt (4) ; puis, aux dépens des prêteurs dont on réduisait la rente de 5 à 4 %. De cette conversion forcée, véritable banqueroute de 20 %, résultait pour les Etats un nouveau préjudice : le risque de voir diminuer leur crédit solidement fondé, depuis un demi-siècle, sur la sûreté de leurs rentes.

Dès le 26 juin, la Commission intermédiaire et celle des domaines et contrôles tinrent, chacune de leur côté, une séance extraordinaire et, le lendemain, elles se réunirent pour préparer en commun les protestations nécessaires. Elles adressèrent directement un mémoire au roi et en rédigèrent un autre pour le procureur syndic et les députés en cour. Pendant tout le mois de juillet, nous les voyons en correspondance continue avec ceux-ci qui leur communiquent, au fur et à mesure, les résultats de leurs démarches auprès des ministres et pour lesquels elles dressent des représentations répétées. Mais, à tous les arguments, Terray répond en ministre dont la décision est irrévocable. Tout ce que les représentants des Etats obtinrent fut l'expédition d'un nouvel arrêt du conseil, le 3 juillet, qui dispensa la province, jusqu'au 1^{er} janvier 1773, de la levée des 2 s. pour l. des droits repris par le roi, « afin que subsistât « en entier leur abonnement au secours extraordinaire » ; le même arrêt accorda, en outre, aux Etats une somme de 311.115 l. représentant, pour les dix-huit mois à courir du 1^{er} janvier 1771 au 31 décembre 1772, le montant des arrérages des emprunts assignés sur les bénéfices de leur gestion. Cette dernière concession s'imposait pour conserver l'équilibre du budget de 1771-1772. La première était une pure grâce, puisque l'arrêt du 16 juin avait déjà réduit de 150.000 l. le montant du secours extraordinaire en raison de la perte par les Etats du produit des 2 s. pour l. pendant dix-huit mois. Mais la Commission intermédiaire fit observer qu'en réclamant 900.000 l. aux Etats pour l'impôt et billot, qui demeurait compris dans la ferme de leurs devoirs, le ministre leur infligeait, d'autre

(4) Cf. *supra*, p. 332 et suiv.

part, une perte annuelle de 200.000 l., le produit de cet impôt ne s'élevant plus guère qu'à 700.000 l. depuis que les droits de timbre en étaient séparés (5).

Que pouvaient faire de plus les représentants des Etats, et les Etats eux-mêmes une fois réunis ? A supposer qu'il y eût alors à Rennes un Parlement indépendant et audacieux, quel recours introduire devant lui ? L'opération, si préjudiciable qu'elle fût à la province, n'en était pas moins légitime. Le roi pouvait toujours remettre la main sur son domaine. Les mémoires des commissaires intermédiaires ne contestèrent, du reste, que la légitimité de la reprise de l'impôt et billot, impôt qui n'avait rien de domanial et dont les Etats pouvaient se considérer comme devenus pleinement et irrévocablement propriétaires. Il n'est pas douteux que, par ailleurs, sinon même sur ce point, ils n'étaient fondés qu'à réclamer des compensations pour le préjudice subi.

D'autres ministres, en d'autres temps, eussent-ils oser braver le mécontentement d'une assemblée capable de si redoutables réactions ? On vit, en tout cas, les Etats de 1772, où l'opposition fut pourtant, en dépit des précautions prises, si difficile à contenir, s'abstenir, sur ce point, de toute agitation sérieuse. Les commissaires du roi n'étaient pas sans appréhensions. Ils dénoncent, à l'ouverture de la tenue, un mécontentement unanime et fort vif. Le don gratuit voté, l'affaire des domaines et contrôles fut, en effet, la première dont les Etats s'occupèrent, et leur première délibération fut pour envoyer en cour un de leurs procureurs syndics, avec mission de poursuivre au conseil leur rétablissement dans la jouissance des droits à eux aliénés en 1759. Mais les trois ordres s'inclinèrent assez docilement devant l'interdiction qui leur fut aussitôt notifiée de le laisser partir. La ferme volonté du ministre une fois confirmée, ils se résignèrent, sans plus de difficultés, à ne plus parler que de l'indemnité à laquelle ils pouvaient prétendre pour les restes à recouvrer et les améliorations apportées au domaine. Les mémoires de leurs commissaires s'élevaient à plus de 850.000 l. Ils se tinrent pour satisfaits d'en obtenir 500.000, par provision (6).

(5) La Com. int. aux députés en cour, 12 juillet (Arch. d'I.-et-V. *ibid.*)

(6) Correspondance relative aux Etats de 1772 (25 et 26 oct., 1^{er}, 2, 7 et 27 nov. ; 1^{er} et 4 janvier 1773. Arch. Nat. H 382, 383 et 384).

Les Etats eurent évidemment le sentiment de leur impuissance. Cependant des opposants décidés n'eussent pas manqué d'arguments pour appuyer leurs protestations par le refus des demandes du roi ou d'autres procédés d'obstruction souvent employés pour des motifs moins graves. Cette fois, on s'était contenté d'attendre que le roi, c'est-à-dire le ministre, fit définitivement connaître ses intentions. S'inclina-t-on alors devant le droit incontestable du souverain, ou faut-il voir dans cette docilité un premier témoignage de l'efficacité de la politique du triumvirat ? Il est du moins certain que les opposants les plus mal intentionnés savaient d'avance qu'ils auraient affaire, non plus seulement à un commandant en chef mal compris et mal soutenu par des ministres faibles et divisés, mais aux décisions même d'un gouvernement énergique, le plus uni qu'ils eussent depuis longtemps connu.

Ces Etats de 1772 furent menés rudement. On les avait convoqués à Morlaix avec l'espoir que la turbulente noblesse des évêchés de Haute-Bretagne, trop souvent soumise à la tutelle des grandes familles parlementaires, n'y pourrait venir en nombre. A Morlaix, la présidence de l'assemblée revenait à l'évêque de Tréguier, personnage effacé, facile à conduire, et celle du tiers au sénéchal de Quimper, M. de Tréverret, serviteur zélé du pouvoir royal, qui, pour sa première présidence, donna la mesure de tout ce que les ministres pouvaient attendre de lui (7). Il sut user de son autorité aussi bien que des moyens de corruption qu'on ne lui ménagea pas. Rompant avec la règle suivie depuis 1760, suivant laquelle le vote « par scrutin », c'est-à-dire secret, était obligatoire lorsqu'un ordre le demandait, il recourut, aussi souvent qu'il le jugea bon, au vote public par appel nominal, sans se laisser intimider par les clameurs de la noblesse. A l'ouverture de la tenue, le quart au plus de son ordre était noté comme parfaitement sûr (8) ; mais il fit si bien que, dans aucune circonstance grave, il ne se trouva de majorité pour voter avec l'opposition. M. de Tréverret fut le plus précieux auxiliaire de l'intendant

(7) Sur M. de Tréverret, cf. *supra*, p. 1.

(8) « L'évêque de Tréguier va très bien... il n'a contre lui que sa « franchise, sa droiture... Le président du tiers est très bon aussi... mais « la noblesse effraie son ordre et il n'y a que onze braves sur qui il « puisse compter ». (Le Prêtre de Châteaugiron au cent. gén. 2 nov. 1772, Arch. Nat. H 379). Le 28 décembre, l'intendant écrit que le tiers est dans un excellent esprit aussi bon qu'il était dangereux au début (H 383).

et de Fitz-James. Celui-ci n'avait rien d'un politique à la manière du duc d'Aiguillon. Il n'a jamais pris aucun intérêt, pour son propre compte, aux affaires de la province et il dirigea les Etats sans autre souci que d'exécuter sa consigne qui était d'user rigoureusement de ses pouvoirs pour les contraindre à l'obéissance. On le vit, fait sans précédent, refuser de recevoir une députation de l'assemblée, puis exiger qu'on lui fit connaître à l'avance l'objet des députations. Comme les Etats tardaient à se prononcer sur les demandes du roi, on leur fit savoir, la sixième semaine, qu'ils seraient séparés au bout de trois mois, quel que fût l'état de leurs délibérations (9) ; ils ne doutèrent pas que la menace serait exécutée.

Malgré tout, on ne parvint pas à réduire l'opposition au silence. Toute puissante et, jusqu'au dernier moment, très active dans la noblesse, elle fut difficile à contenir dans le tiers ; quant au clergé, s'il était peu disposé à prendre fait et cause pour l'ancien Parlement, la grande majorité de ses membres ne l'était pas davantage à acquiescer à toutes les exigences du contrôleur général. Bien qu'absent, Bareau de Girac y conservait une grande influence (10).

Mais, sur tous les points à peu près, le gouvernement devait avoir le dernier mot. La question de la nécessité du consentement unanime des trois ordres aux demandes du roi fut soulevée, comme en 1766, par la protestation de la noblesse contre la suppression du Parlement. On put craindre un moment qu'à l'interdiction notifiée aux Etats de s'occuper de l'affaire du Parlement, la noblesse ne ripostât en refusant le vote de tous les fonds et impôts. Mais quand elle vit que les deux autres ordres étaient décidés à « faire les Etats » sans elle, elle céda (11). Le gouvernement était bien résolu,

(9) Sur les Etats de 1772, on a un récit assez détaillé, mais incomplet, d'Ant. Dupuy : *L'Abbé Terray et les Etats de 1772*. (Bulletin de la Soc. Acad. de Brest, t. VII, 1881-82). L'auteur connaît mal les questions discutées par l'assemblée ; il n'a pas vu les documents relatifs à la tenue aux Arch. Nat. (H 374 à 384, 467 et 626).

(10) Il était retenu à Bordeaux par son procès avec son prédécesseur Desnos des Fossés. (Cf. Le MOY, *Le Parl. de Bret. et le Pouv. Roy.* p. 432 et suiv.).

(11) L'incident capital se produisit au sujet du vote de la capitation que la noblesse ne voulait consentir qu'aux pieds du trône, après avoir fait entendre ses remontrances sur la destruction du Parlement et l'excès des charges de la province. Le 24 déc., la délibération consentant l'abonnement fut prononcée sur l'avis conforme des deux autres ordres seulement. Mais, le 29, la noblesse demanda à corriger son avis et adhéra à celui de la majorité. (Bulletins relatifs aux journées des 12, 24 et 29 déc., *ibid.* H 386).

avaient rétabli la levée depuis 1748, afin d'assurer le service des emprunts contractés pour le rachat des 4 s. pour l. de la capitation. La prétention était évidemment abusive. Le tiers, toutefois, finit par lâcher pied. Mais le clergé soutint jusqu'au bout la résistance de la noblesse et le contrôleur général, en dépit d'efforts renouvelés jusqu'à la fin de la tenue, n'obtint pas le vote de ses 20.000 l. Passant outre, il fit alors ordonner aux fermiers, par un arrêt du conseil du 30 mars 1773, la levée effective des sols contestés au profit du trésor royal, en laissant sur leur produit une somme annuelle de 10.000 l. aux Etats pour l'acquit de leurs dettes. On ne peut imaginer violation plus flagrante des droits de ceux-ci. Cependant, leurs procureurs syndics n'introduisirent pas de recours auprès d'un Parlement asservi. Le ministre n'eut à essuyer que les vaines représentations des députés en cour (15). L'affaire ne concernait qu'un objet de médiocre importance; mais la conclusion en fut bien caractéristique des procédés de Terray et de l'impuissance des Etats.

Celle-ci apparut encore dans leurs tentatives de résistance à la volonté bien arrêtée du ministre de les obliger à accroître leurs propres ressources, pour en finir avec le déficit de leurs budgets et assurer le remboursement de leurs dettes.

Notons, d'abord, que les Etats cédèrent sans difficulté sur deux articles importants, au sujet desquels leur résistance jusqu'alors avait toujours été des plus vive et, pour le premier au moins, invincible : l'augmentation de l'impôt du casernement, qui fut portée annuellement de 350.000 l. à 550.000 l. (16), et la levée effective des sols additionnels à tous leurs droits sur les boissons.

Sur un point, ils parurent enregistrer un succès. Terray espérait obtenir un notable accroissement du prix du bail des devoirs en obligeant les Etats à les adjuger pour six ans. L'assemblée ne fut pas officiellement saisie de son projet, parce qu'il y renonça de lui-même devant l'insuffisance des offres des fermiers (17). Mais il n'en avait pas fait mystère et les commis-

(16) En temps de paix, cette augmentation assurait de larges disponibilités pour le remboursement des emprunts considérables contractés depuis 30 ans pour combler les déficits du compte du casernement. S'il reparaissait un déficit, il était entendu qu'il serait toujours à la charge du roi. C'était là une appréciable garantie pour la province. Mais l'engagement serait-il tenu ?

(17) Fitz-James au cont. gén. 23 déc. (*Ibid.* H 383).

saïres du roi avaient dû vite reconnaître qu'ils se heurteraient à une opposition unanime (18). Terray serait-il allé jusqu'à faire adjuger la ferme sans le consentement des États ? M. de Coniac lui fit observer, le 17 décembre, que ce serait dangereux et qu'on n'obtiendrait pas de fortes enchères. On laissa, d'ailleurs, la noblesse et l'Eglise repousser, sous un mauvais prétexte, des offres plus avantageuses que celles de l'adjudicataire, parce que l'auteur en était suspect de connivence avec les commissaires du roi (19). Dans ce domaine-là, les États étaient servis, sinon par l'efficacité de leur bon droit, du moins par le risque que M. de Coniac avait rappelé au ministre.

Mais ils durent subir les volontés de celui-ci quand il prétendit alléger leur budget des charges qu'ils y laissaient inscrire indûment. Il s'agissait principalement du déficit des comptes particuliers des impositions abonnées, déficit dont le trésorier aurait dû rester chargé parce qu'il lui appartenait de poursuivre le recouvrement des cotes en souffrance ; s'il demeurait, en fin de compte, un déficit irrécouvrable, le montant en devait être réimposé, sans pouvoir, en aucun cas, être mis à la charge du budget de la province. Sur ce point, les conditions des abonnements étaient parfaitement claires. L'abus de porter ces déficits à la dépense de l'état de fonds remontait cependant aussi haut que les abonnements eux-mêmes. Les contrôleurs généraux l'avaient toléré parce qu'il ne s'agissait ordinairement que d'assez petites sommes. Remarquons, du reste, que leur inscription au budget n'empêchait pas les réimpositions. Elle dispensait seulement le trésorier d'avoir à en avancer le montant. Mais les disponibilités apparentes du budget de la province se trouvaient réduites d'autant. Or, on sait l'intérêt que le pouvoir royal avait à les grossir.

Ce furent les États eux-mêmes qui, les premiers, en 1770, rayèrent de leur budget les déficits du trésorier. Le président de la Commission intermédiaire prétendit plus tard que ce fut parce qu'on avait, cette année-là, supprimé pour les contribuables les délais qui auraient jusqu'alors justifié ses reprises.

(18) Le 23 déc. Fitz-James paraissait croire qu'il serait possible d'imposer le bail de 6 ans par le consentement du tiers et de l'Eglise. Mais de Coniac, Dupleix et l'évêque de Tréguier avaient nettement émis l'avis contraire. (Correspondance avec le cont. gén., 4, 17 et 21 déc. *Ibid.* H 382 et 383).

(19) Il s'agit de la proposition faite par Gratien. Celui-ci acceptait de comprendre dans le prix de son bail le montant des 4 s. pour 1. des droits établis. (Corr. du 4 janvier, *ibid.* H 384).

Une note du contrôle général donne une explication plus vraisemblable : les Etats, « se voyant les emprunts interdits et ne « voulant pas d'impositions nouvelles », auraient rayé les déficits de leur trésorier pour parer à celui de leur budget (20). Quoi qu'il en soit, le ministre, averti peut-être par M. de Coniac qui paraît avoir joué un rôle capital dans cette affaire (21), profita de la leçon. Trois mois avant la tenue de 1772, quand le trésorier La Lande Magon lui présenta un projet d'état de fonds où figuraient les déficits des comptes des impositions abonnées, il lui enjoignit de les en retirer et les commissaires du roi furent invités à faire savoir aux présidents des ordres et à la commission de l'état de fonds qu'on ne tolérerait pas qu'ils les y rétablissent.

Ce fut l'origine d'une longue et vive querelle où l'on vit les Etats et la Commission intermédiaire soutenir fermement leur trésorier. C'étaient, en effet, leurs propres finances et l'indépendance de leur gestion qui étaient en jeu. Les dispositions qu'ils avaient prises en 1770, par accident ou par crainte d'impositions nouvelles, ne prouvaient nullement qu'il serait facile de leur imposer le rigoureux respect d'une règle dont le premier effet serait de faire apparaître dans leurs budgets des ressources dont le contrôleur général s'empresserait toujours de leur dicter l'emploi selon ses vues.

On commença par vouloir soumettre à l'examen des commissaires du roi la gestion du trésorier pendant l'exercice 1771-1772. Avant de signer l'état au vrai de l'emploi des fonds inscrits au précédent budget, les commissaires du roi, le 1^{er} décembre, réclamèrent communication des requêtes, actes, comptes et autres pièces nécessaires, pour procéder à loisir à une vérification effective. La noblesse protesta furieusement contre cette « contravention aux anciens usages », affirmant que la signature des commissaires du roi n'avait que le caractère d'une légalisation. Mais les deux autres ordres s'inclinèrent (22). Quoi qu'en dise M. de Coniac, toujours très empressé

(20) *Ibid.* H 467.

(21) Voir la corresp. de M. de Coniac avec le cont. gén. et son premier commis Mesnard de Conichard. (*Ibid.* H 383 et H 467). Sur toute cette affaire, voir les notes, mémoires et correspondance conservés dans H 467, et le rapport de la Commission intermédiaire aux Etats de 1774. (Arch. d'L.-et V. C 3855).

(22) Bulletins relatifs aux séances du 30 nov. et 1^{er} déc. (Arch. Nat. H 383).

à faire valoir ses services, cette vérification, dont il se chargea lui-même, ne révéla pas d'irrégularités graves (23).

Mais restait la question des déficits qui, cette année-là, s'élevaient à des sommes considérables : plus de 117.000 l. pour la capitation de 1769 et 1770, près de 230.000 l. pour les vingtièmes des mêmes années. Les commissaires du roi en ordonnèrent la radiation. Les Etats, par une délibération du 18 janvier 1773, l'avant-veille de leur clôture, déclarèrent formellement « persister dans la première forme » de leur état de fonds. Ce ne pouvait être qu'une vaine protestation en face d'un ministre décidé à avoir le dernier mot. L'arrêt du conseil appratif de l'état de fonds (14 sept. 1773) raya, en effet, les articles interdits, ordonnant, d'autre part, à la Commission intermédiaire d'employer 283.350 l. sur les disponibilités ainsi obtenues en remboursements sur l'emprunt du casernement de 1758. La radiation des déficits était régulière, l'état de fonds n'étant exécutoire qu'après approbation par arrêt du conseil. Mais la seconde injonction était un indiscutable abus de pouvoirs. Il n'appartenait pas au ministre, en effet, d'inscrire d'office de nouveaux articles au budget des Etats, et c'est le pouvoir royal lui-même qui avait expressément limité les pouvoirs de la Commission à l'exécution des délibérations de l'assemblée. Dirigée par l'évêque Bareau de Girac (24), la Commission intermédiaire résista six mois aux volontés du ministre, discutant les obligations du trésorier, justifiant ses pratiques et se déclarant sans pouvoirs pour disposer des fonds de la province autrement que ne l'avaient ordonné les Etats. Un nouvel arrêt du conseil du 18 janvier 1774, confirmant le précédent, n'eut d'autre effet que de provoquer de nouvelles protestations.

(23) Il ne signale rien de plus grave que le paiement de 2.500 l. pour l'impression du mémoire sur l'affaire du duc d'Aiguillon; cet article rayé dans l'état de fonds, avait été payé sur le chapitre des dépenses imprévues. (Lettre à Mesnard s. d. Arch. Nat. H 467).

(24) Dans un mémoire postérieur, Dupleix explique que, pendant l'absence de l'évêque, la Commission étant conduite par l'abbé de Brilhac, les affaires s'expédiaient aisément. Mais, aussitôt l'évêque revenu, les difficultés commencèrent. Girac rendait Dupleix responsable de son procès avec Desnos, bien que l'intendant eût arrêté les poursuites de celui-ci pendant plus de quatre mois, et il avait rompu toutes relations avec lui, affectant de ne pas signer les lettres de la Commission intermédiaire qui lui étaient adressées. (Mémoire de Dupleix au cont. gén., envoyé de Rennes le 3 juillet 1774. Arch. Nat. H 373).

Il fallut un ordre formel du roi pour que la Commission se résolut à obéir. Encore ne s'y décida-t-elle, le 26 avril, que par sept voix contre six, toutes celles de la noblesse; elle n'avait d'ailleurs pas désarmé. Nous la voyons, à la fin de juin, arguer de l'insuffisance des rentrées sur l'arriéré des impôts pour se déclarer hors d'état d'effectuer tous les remboursements ordonnés. Louis XV venait de mourir et l'on escomptait déjà la chute du triumvirat. On ne fut pas dupe, au contrôle général, des mauvaises raisons des commissaires : « Ils ne peuvent être « de bonne foi; c'est une suite de leur première résistance « à laquelle ils comptent pouvoir revenir impunément, à l'abri « des circonstances qui laissent de l'incertitude sur tout ». On leur démontra qu'ils disposaient des fonds nécessaires et on les contraignit, une dernière fois, à obéir (25). Mais, Terray tombé, Bareau de Girac eut sa revanche. Il obtint de Turgot l'arrêt du conseil du 5 décembre 1774, qui rétablit, dans la caisse du trésorier, les 283.350 l. qui en avaient été distraites pour les remboursements. On maintenait cependant la radiation des déficits qui, désormais, ne furent plus jamais inscrits que sur l'état au vrai, après vérification de la gestion du trésorier, et ne purent plus grever les prévisions budgétaires des Etats (26). Le trésorier et la Commission intermédiaire l'avaient toutefois emporté sur les points que leur importaient le plus. Le premier demeurait dispensé de faire l'avance des non-valeurs à réimposer; la seconde triomphait de la prétention du ministre de disposer, par son intermédiaire, des fonds dont les Etats n'avaient pas prévu l'emploi.

Que fût-il advenu sans le changement de règne et de ministère ? Terray avait, dans une large mesure, imposé ses volontés. Il avait non seulement obtenu l'augmentation des vingtièmes, des sols additionnels et de l'impôt du casernement, mais encore les fonds des mendiants et des députés du commerce refusés en 1770, et fait lever, sans s'arrêter au refus formel des Etats, les sols additionnels aux droits rétablis. Il avait, en 1772, imposé le contrôle effectif de l'exécution du précédent budget, réformé d'autorité le nouveau budget dans une de ses plus importantes dispositions, et contraint la Commission intermédiaire à s'y conformer contrairement à une délibération expresse des Etats. Rappelons que, dans cette

(25) *Ibid.* H 467.

(26) *Ibid.* H 467.

même session, fut rétabli l'usage, auquel on avait laissé la noblesse, contrevenir en 1770, de n'admettre aux députations en cour et à la Chambre des Comptes que les candidats recommandés par le gouverneur, et que trois élus de la noblesse et un du tiers furent exclus d'autorité de la Commission intermédiaire. Toutes les prérogatives importantes des Etats, en somme, leur droit de consentement à l'impôt et aux crédits demandés par le roi, l'autonomie de leur administration financière, le libre choix de leurs députés et commissaires, l'indépendance de leur Commission intermédiaire, avaient été atteintes.

Le contrôleur général avait eu à compter cependant, aux Etats et à la Commission intermédiaire, avec une opposition vigilante et tenace, ce qui montra justement quel illusoire obstacle étaient les droits des Etats, même les moins contestables et les mieux défendus, à l'action d'un ministre résolu à se faire obéir. Le plus grave, pour les Etats, ne fut pas d'avoir perdu l'appui du Parlement, mais d'avoir à éprouver l'énergie d'un gouvernement qui avait déjà brisé la puissance parlementaire. Depuis bien longtemps, on ne leur avait fait aussi fortement sentir que leurs droits et leur existence même étaient à la merci de l'arbitraire royal. Terray, à la vérité, n'a jamais manifesté nettement l'intention de supprimer les Etats de Bretagne, ni même leur Commission intermédiaire et le système des abonnements. Mais il entendait qu'Etats et Commission se prêtassent docilement à sa politique de redressement financier. Mais que valaient, pour l'avenir, les succès d'un ministre impopulaire, au crédit précaire, devant lequel l'opposition vaincue maintenait ses principes et ses espoirs ?

Or les événements prirent un autre cours, et l'on put voir que, si la monarchie avait un moment triomphé de l'opposition des grands corps aristocratiques, ce n'était que par accident.

CHAPITRE VIII

Les pouvoirs financiers et administratifs des Etats (*fin*)

Le règne de Louis XVI

Les conditions générales de l'action des Etats de 1774 à 1789. — La modération et les concessions du pouvoir royal. L'apaisement en 1774. — La politique agressive et les exigences des Etats. La tenue de 1776. La politique de Necker. Les dissensions au sein des Etats. Le tiers et la noblesse aux prises ; la répartition de la capitation. Divisions dans la noblesse ; l'affaire Desgrées du Lou. La politique chicanière du Parlement ; sa querelle avec le bastion. — Retour à la politique autoritaire sous l'administration de Joly de Fleury. Les Etats de 1782. — Nouveau changement de politique avec Calonne. L'intendant Bertrand de Molleville. Concessions décisives aux Etats. Les résultats.

Les impôts. — Modération des demandes du roi. Ses remises pour l'amortissement des dettes de la province. Les Etats refusent de participer aux amortissements, mais consentent volontiers les abonnements et les rachats d'impôts et ne soutiennent pas l'opposition parlementaire. L'affaire des jurés-priseurs et l'opposition aux droits sur les cuirs.

L'extension des attributions des Etats. — 1° L'affaire des députations. — 2° L'affaire des octrois des villes et de la réforme des municipalités. Le conflit entre le tiers et la noblesse. — 3° Les grands chemins. Les réclamations des Etats depuis l'époque du duc d'Aiguillon. Les Etats maîtres de l'administration des grands chemins (1785). Les effets du nouveau régime ; la question de la corvée. — 4° La Navigation intérieure. Les anciens projets de canaux. Le projet du comte de Piré. L'institution de la Commission de la Navigation intérieure (1783-1785). Ses travaux. Les emprunts. — 5° La question des domaines et contrôles et celle des fougages.

L'opposition des Etats aux charges nouvelles. — La question des dépôts de mendicité. Les sacrifices des Etats pour les haras.

Conclusion.

L'énergie des derniers ministres de Louis XV avait, un moment, fait sentir combien les pouvoirs des Etats de Bretagne étaient précaires. Mais, avec le nouveau règne, le pouvoir royal redevint hésitant et faible et l'on s'en aperçut aussitôt dans

ses rapports avec nos Etats. S'il conserva encore, jusqu'à l'arrivée de Calonne aux affaires, une certaine fermeté à leur égard, il paraissait, en tout cas, évident qu'ils n'avaient à redouter aucune entreprise contre leurs droits acquis et que l'on se tiendrait pour satisfait d'une docilité payée de beaucoup de ménagements.

Mais alors les difficultés naîtront de leurs propres exigences. Nous allons les voir plus agités et surtout plus agressifs que jamais (1). De tout le règne, deux sessions seulement, celles de 1774 et de 1784, furent assez calmes. Ces années-là, le gouvernement cédait tant que l'opposition ne trouvait plus de prétextes à des querelles sérieuses. En dépit de ses embarras financiers, en dépit de la guerre, le pouvoir royal ménagea constamment la province. Ses exigences furent toujours modérées, aussi réduites que possible et largement compensées par les remises faites aux Etats pour l'amortissement de leurs dettes. Ce ne sont pas elles d'ailleurs qui provoquèrent les conflits dangereux.

Quand l'opposition fit rejeter les demandes du roi, ce ne fut que pour faire admettre ses propres revendications. On demandait peu aux Etats. Mais alors ce sont eux qui réclament de nouveaux droits et de nouvelles attributions. Et ils allaient, ainsi, conquérir de tels avantages qu'à la veille de la Révolution il paraissait inévitable qu'ils achevassent sous peu de mettre la main sur toute l'administration de la province, cependant qu'ils affirmaient, avec plus d'audace et de succès que jamais, leurs prétentions à consentir toute levée de deniers et à s'affranchir de toute ingérence du pouvoir royal dans leurs propres affaires.

(1) M. B. Pocquet, dans les deux derniers chapitres (XIX et XX) du t. VI de son *Histoire de Bretagne*, et M. de Calan, dans sa brève étude, *La Bretagne sous Louis XVI*, ont raconté avec assez de détail les tenues du règne de Louis XVI. M. de Calan a vu, aux Archives Nationales, la correspondance relative à ces tenues ; il n'a guère utilisé d'autre documentation. M. Marion, dans son article, *Les Etats de Bretagne sous Louis XVI* (*Revue historique*, 1903), ne parle que de la session de 1776, d'après la même source exclusivement. De même A. Dupuy, dans son article sur *Les Etats de 1776* (*Mém. de la Soc. Arch. d'I.-et-V.*, 1891, t. XV). Nous n'avions pas à reprendre ici le récit d'événements que ces auteurs rapportent très correctement. Nous n'en rappellerons que l'essentiel, pour l'intelligence des progrès que réalisèrent alors les Etats. Notons que, même pour la connaissance sommaire de certains événements, il est nécessaire de compléter leur récit en voyant la dernière partie de la thèse de M. Le Moy, *Le Parlement de Bretagne et le Pouvoir royal au XVIII^e siècle*, et que nous avons dû reprendre, d'après une information plus étendue, l'étude des affaires dont les Etats s'occupèrent.

Ils n'y parvinrent pas, toutefois, sans éprouver des résistances que favorisèrent singulièrement chez eux des dissensions intestines comme ils n'en avaient encore pas connu; moins que jamais ils firent, en face du pouvoir royal, figure d'assemblée homogène, unie par une impérieuse communauté de sentiments et d'intérêts. Leur histoire, à cette époque, se complique de rivalités et d'intrigues où l'on peut saisir les symptômes annonciateurs des déchirements décisifs de 1788. Mais le pouvoir n'en retira, somme toute, aucun profit. Aucun, des querelles dans la noblesse, entre amis et adversaires de l'évêque Bareau de Girac; aucun, du conflit, si gros de menaces pour les destinées mêmes des Etats, qui alla sans cesse s'aggravant entre le tiers et la noblesse; aucun, non plus, de la rivalité entre Etats et Parlement, dont Calonne pourtant paraît avoir escompté de si heureux effets. Quant aux disputes au sein du clergé, entre les évêques et les abbés, dans la tenue de 1786, on peut y voir un curieux symptôme de l'impatience générale à souffrir le maintien d'aucun privilège gênant pour soi-même; mais elles ne pouvaient ni gêner ni servir le pouvoir royal et ses représentants.

*
**

En 1774, le gouvernement voulait l'apaisement. Il envoya, pour tenir les Etats, le duc de Penthièvre, gouverneur de la province. C'était assez clairement montrer qu'il n'aurait pas de grandes exigences et qu'il était disposé à aplanir toutes les difficultés. L'intendant Dupleix, malgré sa demande et bien qu'il ne fût pas encore remplacé en Bretagne, ne fut pas autorisé à assister à la tenue (2). C'est à l'évêque de Rennes, Bareau de Girac (3), président de l'Eglise et de l'assemblée, que fut laissé le soin de conduire effectivement les affaires. Nous connaissons déjà ce personnage. Elevé à l'épiscopat et,

(2) Dupleix au cont. gén. 3 août 1774, Arch. Nat. H 388.

(3) Sur ce personnage et sur l'affaire Desgrées du Loû, voir les auteurs cités plus haut, principalement A. Le Moy, et les références qu'ils donnent. Il n'est pas toujours facile, évidemment, de suivre les intrigues de l'évêque et d'en reconnaître les effets. Nous avons, sur lui, des indications très malveillantes dans la correspondance de l'avocat rennais Anneix de Souvenel avec le contrôleur général (avril 1785-septembre 1786. Arch. Nat. H 556), publiée en partie par Du Bouëtiez de Kerorguen (*Recherches sur les Etats de Bretagne*, II, 335-349). On y dénonce son rôle dans l'opposition et ses relations avec le Parlement. Comme témoignages les plus importants sur son rôle, nous citerons : 1° un mémoire de l'intendant

d'abord, installé à Saint-Brieuc avec l'appui du duc d'Aiguillon, nous l'avons vu abandonner celui-ci dès que sa fortune commença à chanceler, et présider, auprès d'Ogier et de Duras, en 1768 et 1770, à la politique d'apaisement qui fut si avantageuse aux Etats et si cruelle pour les amis de l'ancien commandant. Il y avait gagné lui-même de remplacer, en 1769, sur le siège épiscopal de Rennes, un aiguilloniste fidèle, Desnos des Fossés. Cela lui valut, par contre, quelques ennuis au temps du triumvirat, en particulier le procès que lui intenta, en 1772, son prédécesseur, avec l'évidente complicité du duc d'Aiguillon, et qui l'écarta des Etats de 1772. La nouvelle politique lui rendit tout son crédit. Il reprit, en 1774, la présidence des Etats dans les conditions en apparence les plus favorables, servi auprès de l'assemblée par sa conduite depuis 1768, et avec l'espoir que la politique du nouveau règne rendrait désormais facile l'expédition des affaires. Il put alors rêver d'être en Bretagne, comme autrefois Vauréal, l'homme indispensable au pouvoir et le dirigeant tout puissant des Etats et de leur administration. Il dut s'apercevoir, dès 1774, à l'humeur de l'opposition, que les choses n'iraient pas si aisément. Toutefois, la présence du duc de Penthièvre aidant, on réussit à résoudre provisoirement ou à écarter les questions les plus épineuses.

Mais, en 1776, se manifestèrent, sans retenue, les dispositions agressives de la majeure partie de l'assemblée. Cette année-là, débutait auprès d'elle le nouveau commandant en chef, Henri d'Esparbès de Lussan, marquis d'Aubeterre, avec le nouvel intendant, Caze de la Bove. L'un et l'autre devaient conserver leurs charges dans la province jusqu'en 1783. Le premier tint sa place avec dignité et avec une certaine fermeté. Sa loyauté et sa courtoisie lui valurent les sympathies de toute l'assemblée, sur laquelle il ne fut pas sans influence; mais, pour son compte, il ne prit jamais grand intérêt aux affaires bretonnes; il laissa volontiers à l'évêque de Rennes le souci des négociations difficiles et la plus grande liberté de manœuvre. Auprès de lui, l'intendant manquait visiblement d'initia-

Dupleix sur la situation de la Bretagne en 1774 (adressé au cont. gén. le 3 juillet 1774, Arch. Nat. H 373); 2° la correspondance de M. de Tréveret, en 1776, 1778 et 1780, principalement ses lettres à Ménard de Conichard en 1780 (Arch. Nat. H 402); 3° la correspondance de l'intendant Bertrand de Molleville pendant les tenues de 1784 et de 1786, en particulier sa lettre au cont. gén. du 12 nov. 1784 (Arch. Nat. H 443).

tive et de caractère et ne savait que gémir sur la ruine de son autorité (4). En 1776 et 1778, Bareau de Girac allait ainsi continuer d'être le plus actif agent du pouvoir royal et d'assumer la tâche de conduire la tenue à bonne fin.

En 1776, tout au moins, ce ne fut pas tâche facile. L'arrêt du conseil du 29 mars par lequel Turgot, pour raison d'économie, avait fait limiter à un chiffre fixe, 40, 25 ou 15, le nombre des convives aux tables du premier commissaire du roi et des présidents des ordres, froissa vivement la noblesse et le tiers lui-même, qui firent décider, malgré le clergé, que personne ne prendrait plus part à ces dîners officiels. Il en résulta une appréciable diminution du montant des gratifications des Etats et, surtout, des indemnités du roi aux commissaires et aux présidents, mais aussi beaucoup de mauvaise humeur dans l'assemblée et la disparition, jusqu'au rétablissement des tables en 1784, d'un moyen d'action fort utile, pour les uns et les autres, sur la petite noblesse (5).

La tenue, mal commencée ainsi sous une fâcheuse impression, allait finir par un coup d'autorité de la part du pouvoir royal. Les Etats, ayant émis de nouveau la prétention de choisir librement leurs députés en cour, déjà affirmée en 1770 et 1772, en nommèrent trois qui n'avaient pas été désignés par le duc de Penthièvre. Il fut, en conséquence, interdit aux trois élus de sortir de la province. A quoi les Etats ripostèrent en refusant la signature de l'état de fonds. Les présidents ne donnèrent cette signature que sur l'ordre du roi, notifié expressément par le commandant en chef (6). C'est à la suite de ces incidents que Necker songea, nous l'avons vu, à une réforme du règlement des Etats et, peut-être, à les réduire aux pouvoirs de ses futures assemblées provinciales. La guerre d'Amérique lui fit bientôt oublier une question si propre à provoquer les plus graves difficultés. Mais les Bretons demeurèrent en défiance à son égard, redoutant ses projets. En 1785, aussitôt qu'eût paru son *Administration des finances*, ils y relevèrent

(4) « M. l'intendant est toujours le même, rempli de bonnes intentions. Mais ses bureaux ne font pas grand chose et vous savez qu'il n'a pas de fermeté. Il n'y a pas un seul corps dans la province qui ne cherche à le dépouiller de ses droits et, chaque jour, on gagne du terrain vis-à-vis de lui ». (De Tréverret à Ménard de Conichard, 3 nov. 1780 Arch. Nat. H 402).

(5) Voir MARION, *Les Etats de Bretagne sous Louis XVI* et B. POCQUET, *Histoire de Bretagne*, t. VI, p. 342-343.

(6) Voir B. POCQUET, *ibid.* p. 347.

ses allégations sur la modicité relative des charges de la province et chargèrent leur procureur syndic de demander au Parlement la suppression de l'ouvrage. La prudence du ministre, une fois la guerre commencée, laissait d'ailleurs subsister d'autres sources d'embarras pour les dirigeants des Etats. En 1776, les deux ordres du tiers et la noblesse avaient de nouveau soulevé, chacun de leur côté et, cette fois, avec plus de vigueur et de netteté que précédemment, la question de la répartition de la capitation et celle des octrois des villes. Le conflit entre la bourgeoisie bretonne et les privilégiés entra dès lors dans sa phase décisive.

Le tiers avait pris l'offensive par ses plaintes contre l'injuste répartition de la capitation entre la noblesse et les catégories roturières (7). En 1772, il prétendit faire porter de 100 à 300.000 l. le contingent de la noblesse; il n'obtint même pas que l'on discutât sa demande. En 1774, les circonstances étaient peu favorables; le président de l'ordre, Borie, n'était pas homme à prendre une attitude énergique et, si on l'avait appelé à la présidence à la place du sénéchal de Rennes, ce n'était pas pour qu'il se prêtât à un débat trop propre à compliquer la tâche du duc de Penthièvre. La question, toutefois, fut posée à l'occasion des requêtes des villes de Rennes et de Carhaix; mais ces requêtes furent rejetées et le tiers n'insista pas (8). Mais, en 1776, il manifesta fermement sa volonté d'aboutir. L'Eglise, favorable au fond à la noblesse, réussit à faire renvoyer la question, pour étude, à la Commission intermédiaire; ce fut le dernier attermolement. En 1778, elle dut s'employer à faire adopter un compromis qui, sans doute, ne donna guère au tiers qu'une satisfaction de principe, mais qui laissa la noblesse profondément blessée (9).

(7) La part de la noblesse, qui était imposée sur des rôles particuliers avait d'abord été fixée, lors de l'abonnement de 1701, à 180.000 l. sur une imposition totale de 2.000.000. Lors de l'abonnement de 1734, elle avait été réduite à 100.000 l. sur 1.800.000. De nombreuses villes se plaignant de l'excès de leur charge, il apparut que le remède ne pouvait se trouver dans une meilleure répartition du contingent des villes, qui s'élevait à près de 300.000 l. Le tiers, nous dit son président Tréverret, avait « d'autres vues. Il voulait déterminer la noblesse par voie d'équité ou la « forcer » à porter sa part de 100.000 à 300.000 l., à répondre de ses non-valeurs et à laisser imposer ses domestiques sur les rôles du tiers comme l'étaient ceux de l'Eglise. (Corresp. des 16 et 17 janvier 1773, Arch. Nat. II 560).

(8) Correspondance des 9 et 10 février 1775. (*Ibid.* H 387).

(9) Depuis 1776, le tiers s'était réduit à demander que la part de la noblesse fût portée à 180.000 l. et que les domestiques des nobles fussent

Le conflit, toutefois, prit son aigreur tout autant des attaques de celle-ci que des revendications du tiers. Avant même que le tiers ne posât la question de la capitation, la noblesse avait soulevé celle de l'administration des villes. Elle avait, de tout temps, reproché aux maires députés leur docilité à l'égard du gouvernement. L'arrêt du conseil du 11 juin 1763 (10), qui mettait le choix des maires aux mains de l'intendant, lui fournit un grief bien fondé et, non seulement elle obtint aisément de l'assemblée qu'elle demandât le retrait de l'arrêt, mais, dès 1768, elle fit réclamer une réforme générale des municipalités. Mais il ne s'agissait pas seulement d'assurer la liberté des élections des maires. En 1776, la noblesse revendique le droit des Etats à consentir les octrois des villes et à en vérifier les comptes, et elle ne cache pas son but qui était de mettre ainsi les municipalités à sa discrétion.

Nous verrons comment le tiers, jusqu'en 1782, se défendit avec une remarquable ténacité, et comment, après avoir cédé sur ce point, par considération pour l'intérêt supérieur des Etats, il poursuivit vigoureusement la lutte contre les privilèges de la noblesse, notamment au sujet des fouages. Les querelles des deux ordres étaient d'une singulière gravité puisqu'elles aboutirent, en 1788, au conflit décisif qui mit en question la constitution et l'existence même des Etats. Mais, jusque là, elles ne compromirent pas, somme toute, les progrès de ceux-ci. Le pouvoir royal avait évidemment beaucoup à espérer de l'attitude du tiers. Terray, en 1772, écrivant à l'intendant au sujet de l'opposition de la noblesse au vote de la capitation, parle « de la juste réclamation entamée ci-devant « par le tiers ». Et il ajoute : « L'Eglise et le tiers auraient « bien mieux fait, au lieu de permettre l'inscription de l'avis « de la noblesse, de mettre à l'acceptation de l'abonnement « la condition d'une meilleure répartition, et de s'excuser de « l'accepter jusqu'à ce qu'elle fût établie » (11). Mais il s'abusait sur le parti à tirer du mécontentement du tiers. Il était vain d'espérer que les députés des villes s'imagineraient jamais trouver aucun profit à l'abandon de l'abonnement. S'ils en

compris dans les rôles roturiers. Par l'arbitrage de l'Eglise, la noblesse ne vit élever son contingent qu'à 125.000 l. et elle conserva ses domestiques sur ses rôles. (Sur cette dernière partie du conflit, voir de Colan et B. Pocquet, *op. cit.*).

(10) Cf. *supra*, p. 117.

(11) Terray à Dupleix, 30 déc. 1772. (Arch. d'I.-et-V. C 1791).

refusèrent le vote en 1778, ce ne fut qu'une manœuvre pour forcer la noblesse à accepter l'arbitrage de l'Eglise. Rien dans la correspondance des contrôleurs généraux ne permet de soutenir sérieusement qu'ils aient inspiré la réclamation du tiers; celle-ci s'explique assez par les plaintes des villes et la difficulté d'y donner satisfaction sans s'attaquer à la répartition générale de l'impôt entre les ordres.

Dans la question des octrois des villes, la résistance du tiers servit plus directement la cause du pouvoir; d'ailleurs l'ordre avait alors à sa tête M. de Tréverret, dont on sait le zèle pour le service du roi et auquel les ministres ne ménageaient pas les moyens de pression et de corruption (12). Mais il est trop évident que les députés des villes n'obéirent en cette affaire qu'à leurs propres sentiments; c'est leur propre cause autant que celle du pouvoir royal qu'ils avaient à défendre. Il était superflu de les stimuler. Nous venons, du reste, de dire qu'ils finirent par céder, redoutant, sans doute, l'effet d'une dissolution de l'assemblée. Leurs revendications conduisaient à la ruine des Etats. Mais ils étaient fort éloignés de le prévoir et il est incontestable qu'ils ne la désiraient aucunement.

La tâche de Bareau de Girac fut plus désagréablement compliquée encore par les querelles au sein de la noblesse que par le conflit des ordres. Sa propre personne, son autorité, ses ambitions s'y trouvaient en jeu. Nous n'avons pas à raconter ici les origines ni les péripéties de l'affaire Desgrées du Loû. Son intérêt pour nous, c'est qu'à son occasion se manifesta une fois de plus la puissance de l'esprit d'opposition dans la noblesse bretonne. On vit se soulever contre Bareau de Girac, contre son opportunisme et sa politique de marchandages, la grande majorité de l'ordre. Entre ses amis et ses adversaires, il y eut autre chose qu'une querelle de coteries. La puissance des seconds montra à quel point dominaient dans la noblesse les dispositions les plus intransigeantes et quelle obstination il fallait attendre d'elle dans la revendication des droits des Etats et la défense de ses privilèges, tant à l'égard du pouvoir royal qu'à l'égard du tiers.

Une des conséquences de l'affaire fut que le crédit de l'évêque baissa auprès des ministres comme auprès de l'assemblée. Le comte de Boisgelin, président de la noblesse en sa qualité de baron de la Rochebernard, en 1778 et 1780, et qui la présidera

(12) Cf. *supra*, pp. 125 et 374.

encore en 1786 et 1788, fut dès lors, pour Girac, un redoutable rival (13). Son autorité dans son ordre, où la majorité le sentait attaché à ses préjugés et à ses intérêts essentiels, lui valut en 1780 d'être plus écouté du commandant et du contrôleur général que l'évêque. Le temps était passé où la politique d'un Vauréal était encore possible. Mais, si la situation était peu favorable aux ambitions de l'évêque de Rennes, elle ne l'était pas davantage aux intérêts du gouvernement.

L'on comprend, à la vérité, que Girac ait perdu de son influence auprès du pouvoir. L'affaire Desgrées du Loû n'eut pas seulement pour effet de diminuer son autorité dans l'assemblée; elle fit voir que ses attaches avec le monde parlementaire ne s'étaient point relâchées depuis l'époque du duc de Duras. Du même coup, se révéla, entre les Etats et le Parlement, une situation tout autre qu'au temps des luttes communes contre d'Aiguillon. Mais le gouvernement, nous l'avons dit, n'y gagna rien.

Maintenant, les magistrats ne conduisaient plus les opposants des Etats. Chacun des deux corps menait séparément sa politique; jusqu'en 1780, ce fut sans heurts entre eux. Cette année-là, pendant la session des Etats, le Parlement, coup sur coup, souleva avec eux deux querelles. La noblesse ayant prétendu leur faire supporter leur part dans l'augmentation de

(13) Sur les rapports de l'évêque avec Boisgelin, la correspondance particulière de celui-ci et du marquis d'Aubeterre avec Maurepas nous donne, dès 1778, des indications significatives. « Je suis extérieurement « bien avec lui (l'évêque), écrit Boisgelin. Il me semble même qu'il espère « que je ne me suis pas aperçu des panneaux qu'il m'a tendus ». (s. d., vers le 15 décembre 1778, Arch. Nat. H 399). D'Aubeterre ne peut dire « qu'il y ait une confiance bien active, ni une liaison fort étroite entre M. « de B. et M. l'Evêque de Rennes; mais les dehors sont bien conservés ». (29 déc. *ibid.* H 399).

Sur le déclin du crédit de Girac en 1780, M. de Tréverret nous éclaire dès le début de la tenue : « M. l'Evêque de R. est d'une politesse et d'une « prévenance extraordinaires. Il me prévient en toute occasion, m'exhorte « à agir de concert avec lui, me témoigne de la confiance, etc..., etc... Je « sais à quoi m'en tenir; c'est sa manière d'agir lorsque son crédit tombe « dans le pays que vous habitez ou lorsque ses ennemis dans la province « paraissent en grand nombre. C'est précisément ce qui arrive aujourd'hui « et cette tenue sera sûrement désagréable pour lui ». (Tréverret à Ménard lettre particulière, 3 nov. 1780, *ibid.* H 402). Et, un mois plus tard : « M. « l'Evêque de Rennes n'ouvre pas la bouche pour discuter les affaires. Le « président de la noblesse se donne bien garde de les discuter, si ce n'est « dans les affaires majeures pour rectifier l'avis de son ordre. En consé- « quence, je suis actuellement l'orateur des Etats. J'en suis payé de la « part de la noblesse par des huées et des clabauderies ». (Au même, 29 nov. *ibid.* H 402).

son contingent de capitation, les magistrats protestèrent avec une intransigeance et une hauteur des plus blessantes. Au même moment, à l'occasion de l'affaire des octrois de la ville de Nantes, ils firent décréter d'ajournement l'un des députés de cette ville, Guérin de Beaumont. C'était un insupportable attentat à l'indépendance et à la dignité des membres de l'assemblée qui, toute entière, prit fait et cause pour Guérin (14). Nous avons là un double exemple de l'inconséquence du Parlement qui n'a jamais hésité à chercher chicane aux Etats pour les plus futiles atteintes à son orgueil ou à ses intérêts, sans considération pour l'importance des causes que les deux corps défendaient en commun. Mais ces querelles n'atténuèrent, ni dans l'un ni dans l'autre, la vivacité de l'opposition. Le Parlement continua de soutenir les prétentions des Etats dans l'affaire des octrois des villes et de recevoir leurs oppositions aux impôts qu'ils n'avaient pas consentis. L'opposition commune des deux corps politiques de la province aux nouveaux sols additionnels aux droits des fermes créés par l'édit de novembre 1781 causa les plus sérieuses inquiétudes au contrôle général, où l'on se crut un moment menacé de revivre les jours difficiles de 1764 (15).

Cependant, jusque là, le pouvoir royal n'avait cédé sur aucun point important aux revendications des Etats, et ceux-ci avaient moins à attendre encore de Joly de Fleury que de Necker, auquel le premier succéda en mai 1781. Son passage aux affaires marqua, en Bretagne comme à Versailles, un retour à une politique plus autoritaire et plus exigeante. Le nouveau ministre comptait sur quelque répit de la part des Parlements. En Bretagne, Bareau de Girac, très lié d'ailleurs avec Joly de Fleury, redevint l'homme de confiance du gouvernement. Mais le Parlement et les opposants des Etats restèrent également intraitables, le premier au sujet des nouveaux impôts, les seconds sur leurs revendications antérieures. L'intransigeance du pouvoir eut pour effet de porter l'opposition, dans la tenue de 1782, à des audaces qui paraissaient oubliées depuis 1717. Cette session fut la plus agitée de tout le règne; on put craindre d'y voir arriver la fin des Etats.

(14) Voir A. LE MOY, *op. cit.* p. 495 et suiv.

(15) Correspondance et notes relatives aux sols pour livre de 1781. (Arch. Nat. H 532, déc. 1781 à mars 1782, et H 643).

Pour obtenir satisfaction sur la question des octrois des villes et sur celle des députations, la noblesse commença par refuser le don gratuit. Elle ne le vota qu'après avoir eu l'assurance que le roi recevrait aussitôt après une députation extraordinaire, chose rigoureusement interdite, depuis bien longtemps, pendant la durée des tenues. Et, comme la députation revint de Versailles les mains vides, la noblesse refusa de consentir aucune des demandes du roi. La séparation de l'assemblée parut un moment inévitable et tout fut préparé pour assurer l'administration de la province sans le concours des Etats et de la Commission intermédiaire. La diplomatie de Bareau de Girac et le sacrifice du tiers qui, nous le verrons, céda aux privilégiés sur la question des octrois des villes, l'inquiétude enfin des hésitants, amenèrent la noblesse à un vote favorable. Le pouvoir royal l'emporta sans avoir rien cédé. Mais ce fut son dernier sursaut d'énergie.

*
* *

Avec Calonne, le gouvernement changea complètement d'attitude à l'égard des Etats. En 1784, on le vit soudainement céder aux exigences que les opposants soutenaient en vain depuis 1776. Pour cette nouvelle politique, un nouveau personnel avait été envoyé dans la province. Au marquis d'Aubeterre avait succédé le comte de Montmorin qui prit encore moins d'intérêt que son prédécesseur aux affaires de la province. Un changement de plus de conséquence avait été celui de l'intendant; Caze de la Bove avait laissé la place à Bertrand de Molleville. Actif, désireux de jouer un rôle, celui-ci allait être, jusqu'en 1788, le principal agent du pouvoir auprès des Etats. Sa correspondance offre un tout autre intérêt que celle de ses prédécesseurs depuis bien longtemps, et il nous a laissé, pour la préparation de la tenue de 1788, un corps d'observations qui témoignent d'une singulière intelligence du régime de la province et de la situation aux Etats à la veille de la Révolution.

En 1784, il est tout dévoué à la politique qu'inaugure Calonne. C'est dans ses lettres et dans les notes qu'il a inspirées qu'on en trouve l'explication la plus nette. On veut suivre désormais, avec les Etats, une politique de franchise et de confiance. « L'esprit d'opposition a pris sa source dans la
« manière dont les affaires ont été traitées [précédemment] Il

« y eut temps où pour faire valoir les talents du négociateur, « tout était mis en négociation ». On portait les demandes au-delà du taux désiré et on reculait ensuite pied à pied. De là l'occasion pour les « tuteurs » de se créer une autorité dans l'assemblée ; alors on essayait de les gagner par des faveurs, et on les accoutumait ainsi à l'idée que « pour réussir il fallait « se faire redouter ». Il faudra désormais se montrer plus ferme en même temps que plus modéré. Plus de mesures de rigueur contre les opposants, mais pas davantage de faveurs. On commencera par faire savoir aux Etats exactement ce que l'on attend d'eux. Les commissaires du roi ne recevront plus qu'une seule instruction ; plus d'instruction particulière, ni d'instruction secrète ; elles ne servaient qu'à entretenir la défiance entre les commissaires et l'assemblée (16).

Mais, en 1784, pour prévenir les marchandages, on résolut tout simplement de capituler sur les deux questions des octrois des villes et des députations. En outre, l'on promit aux Etats l'entière administration des grands chemins ; l'on ratifia leur règlement de 1770 et l'on commença à leur donner l'espérance d'autres satisfactions encore. On ne voulait plus gagner les opposants par des faveurs particulières, mais c'est l'opposition toute entière qui voyait le pouvoir royal céder à ses principales exigences.

Il n'est pas douteux qu'en essayant de désarmer ainsi l'opposition des Etats, Calonne espérait isoler et annihiler celle du Parlement. Il cherchait à exploiter l'animosité que l'affaire Desgrées du Loû avait nourrie entre bastionnaires et parlementaires, et, davantage encore, croyons-nous, les divergences politiques qu'avait révélées l'attitude différente des deux corps, en 1782, à l'égard des nouveaux impôts.

L'éclatante disgrâce de Bareau de Girac, l'homme des marchandages, le négociateur ambitieux de « faire valoir ses « talents », atteignait surtout en lui l'ami des parlementaires. Il lui fut interdit de paraître aux Etats de 1784 et, s'il fut autorisé à reprendre sa place dans ceux de 1786, son rôle n'y fut plus celui d'autrefois.

Sans doute l'on peut rapprocher la politique de Calonne à l'égard de nos Etats, de ses projets d'élargissements du rôle des assemblées provinciales (17). Mais ce n'est qu'en 1785 qu'il

(16) Archives Nat. H 409.

(17) Voir RENOUVIN, *Les Assemblées provinciales de 1787*, p. 74 et suiv.

fit retoucher les règlements restrictifs de Joly de Fleury, et son projet d'une réorganisation administrative générale ne parut qu'après la convocation de l'assemblée des notables, sous la pression des événements. Dans les deux cas, en 1784 en Bretagne, comme en 1787 à Versailles, le ministre a cherché à apaiser l'opinion par de larges concessions. Mais on ne saurait dire qu'une sincère et profonde pensée réformatrice l'inspirait. Les concessions du pouvoir n'étaient que des expédients.

Au reste, si elles enlevèrent au bastion des motifs d'agitation, elles ne changèrent rien à la politique agressive des Etats. Dans les milieux parlementaires, on se plut à dénoncer les prétendues complaisances de ceux-ci pour le gouvernement. Mais ce n'étaient là que « caquetage de robines » (18). L'assemblée, il est vrai, reçut la nouvelle des concessions gouvernementales avec des transports de reconnaissance. Elle décida unanimement, séance tenante, d'élever une statue au roi, sur la place du Champ-de-Bataille, à Brest. Mais ses prétentions n'étaient nullement diminuées, ni sa vigilance endormie. Bertrand de Molleville, si confiant en 1784 dans les heureux effets de la nouvelle politique, ne tarda pas à s'apercevoir qu'elle conduisait à la ruine totale de son autorité, sans que les Etats devinssent pour cela moins exigeants et plus faciles à satisfaire. L'opposition parlementaire avait maintenant au sein de l'assemblée des alliés en Bareau de Girac et ses amis. D'ailleurs, ce n'était pas là le plus grave; leur intermédiaire n'était pas nécessaire pour assurer le concert des deux assemblées.

Dans l'affaire des jurés priseurs, nous verrons, une fois de plus, l'action séparée, mais naturellement concordante, des Etats et du Parlement mettre en échec la volonté du pouvoir. Et, en 1788, quand la Commission intermédiaire et les procureurs syndics des Etats, soutenus par les chefs de la noblesse, se portèrent au secours du Parlement menacé, il apparut avec éclat que de trop puissants intérêts étaient alors communs aux parlementaires et à l'aristocratie des Etats pour que la monarchie pût retirer grand profit de leurs dissentiments.

Le désaccord du tiers et des privilégiés était plus dangereux. Il gêna, en 1786, l'action des Etats dans l'affaire des fouages, comme il l'avait gênée dans celle des octrois des villes. Mais, avant que la convocation des Etats généraux n'eût provoqué,

(18) Anneix de Souvenel au cont. gén. 10 et 18 avril 1785 (Arch. Nat. 556).

dans les villes et les paroisses de la province, le puissant mouvement qui imposa aux députés des villes leur attitude de 1788, ceux-ci ne paraissaient pas disposés à défendre leurs revendications avec une intransigeance qui compromit le sort de l'assemblée.

La vivacité avec laquelle celle-ci refusa, en 1787, toute participation active de ses députés en cour à l'Assemblée des Notables fit voir avec quelle susceptibilité jalouse elle veillait sur ses prérogatives et son indépendance. Les Etats voulurent affirmer ainsi que nulle autre assemblée qu'eux-mêmes n'avait à se mêler des affaires de la province. C'était également protester à l'avance contre toute réforme que l'on eût voulu appliquer à la Bretagne sans leur aveu (19).

*
* *

Pendant tout le règne de Louis XVI, avons-nous dit, le pouvoir royal modéra à l'extrême ses exigences à l'égard des Etats. Turgot ne voulait pas d'impôts nouveaux et Necker, pas davantage. Pendant les quatre années de l'administration de ce dernier, on ne relève d'autres mesures fiscales portant augmentation ou prorogation d'impôts que l'arrêt du conseil du 2 novembre 1777 qui édictait de nouvelles règles pour la vérification des cotes des vingtièmes, et l'édit de février 1780 qui prorogeait pour dix ans le second vingtième et les 4 sous pour livre du premier. L'arrêt de 1777 n'eut pas d'effet immédiat en Bretagne. Ce n'est qu'aux Etats de 1780 que l'on demanda une légère augmentation du prix de l'abonnement des vingtièmes, pour répondre à celle que supportaient, du fait des nouvelles règles de vérification, les autres parties du royaume. En tout, pour les deux vingtièmes et les 4 s. p. l., la surcharge annuelle ne devait être que de 143.000 l.; encore Necker se décida-t-il à ne l'exiger qu'à partir de 1782. Disons, dès main-

(19) Montmorin et Bertrand au cont. gén., 3 et 10 janvier 1787 (*ibid.* H 418). La noblesse s'éleva naturellement contre la participation de la province à l'Assemblée des Notables avec une violence particulière, voulant qu'on donnât mandat aux députés invités de déclarer qu'ils ne répondaient à l'invitation que comme particuliers et non comme membres des Etats. Les deux autres ordres firent admettre qu'on ne leur donnerait aucun mandat et qu'il ne serait pas fait mention de l'affaire au procès-verbal. Bertrand fait prévoir que si l'on convoque une assemblée extraordinaire des Etats après celle des Notables, pour lui soumettre les réformes décidées par cette dernière, il faut s'attendre « aux plus grandes difficultés et à la plus opiniâtre résistance ».

tenant, que les Etats consentirent sans résistance cette augmentation ainsi que la prorogation du second vingtième et des 4 s. p. l. (20). L'impôt de la milice fut porté de 203.000 l. à 416.000 l., taux ordinaire du temps de guerre, de 1778 à 1783 inclusivement, et celui de la garde-côte, dont la province avait été dispensée en 1776 et 1777, fut levé de 1778 à 1784 ; à quoi l'assemblée consentit en faisant seulement ses réserves traditionnelles sur la stricte limitation du montant de ces levées aux chiffres votés par elle.

Mais, pour la première fois depuis la fixation, en 1675, du montant du don gratuit à la somme annuelle d'un million en temps de paix et de 1.500.000 l. en temps de guerre, le roi ne le demanda, en 1778 et 1780, que sur le pied du temps de paix. Il ne fut demandé au chiffre du temps de guerre que par Joly de Fleury, pour l'année 1783.

Ce n'est, somme toute, que sous l'administration de Joly de Fleury que les Etats eurent à répondre à des demandes gravement accrues. L'édit d'août 1781 avait établi 2 nouveaux sous pour livre en sus de tous les droits appartenant au roi, aux Etats, aux villes et aux communautés. En conséquence, on demanda aux Etats de 1782 d'augmenter d'un quart le montant du secours extraordinaire qui passerait ainsi de 1.540.000 l. à 1.925.000 l. (pour deux ans).

Les Etats de 1782 eurent encore à connaître des effets de l'édit de juillet 1782 qui instituait un troisième vingtième, pour la durée de la guerre et les trois années qui suivraient la conclusion de la paix. On en proposa l'abonnement à l'as-

(20) Cette augmentation fut consentie sans trop de difficultés. Mais une curieuse méprise du marquis d'Aubeterre avait manqué de tout compromettre. C'est le 13 novembre seulement, six semaines après l'ouverture de la session, que Necker l'avait avisé de sa décision de ne pas réclamer l'augmentation pour l'année 1781. « Le roi, dit-il, vient de l'ordonner en arrêtant ses instructions pour les prochains Etats de Languedoc et d'Artois ; il convenait, évidemment de traiter la Bretagne aussi libéralement. D'ailleurs, ajoutait-il, c'est en grande partie pour pouvoir accorder cette faveur à la Bretagne que j'ai déterminé le Roi à la décision dont je vous informe ». (Necker à d'Aubeterre, 13 nov. 1780, Arch. Nat. H 402).

Or d'Aubeterre, le 20, ne parla d'aucune augmentation en faisant la demande des vingtièmes. Il lui fallut, sur une nouvelle lettre de Necker, rectifier sa première demande, le 25. L'incident était bien propre à encourager la mauvaise volonté de l'assemblée. L'on discuta, toutefois, les motifs de l'augmentation sans chercher à se prévaloir de la méprise du premier commissaire, et, le 20 décembre, l'abonnement fut consenti conformément à la demande du roi, après d'assez brefs débats (Bulletins du 25 nov. et du 2 déc., *ibid.* H 402; Boisgelin à Necker, 21 déc. H 403).

semblée au prix de 886.640 l. par an, représentant les deux tiers d'un vingtième ordinaire, sur le pied de 1.330.000 l., c'est-à-dire du prix de l'abonnement avant l'augmentation de 1780. En même temps, l'on ramenait le prix de l'abonnement des deux premiers vingt èmes au dit chiffre de 1.330.000 l., tant que le troisième serait levé. L'augmentation totale annuelle sur l'impôt de 1782 se réduisait ainsi à 743.000 l. (21).

Telles furent les seules exigences nouvelles que les Etats eurent à débattre. Nous devons dire, dès maintenant, comment elles furent compensées, et au-delà, par des libéralités, de la part du roi, d'un caractère et d'une importance inaccoutumés. Spontanément, l'on accorda aux Etats à partir de 1775 jusqu'en 1780, sur les 1.100.000 l. qu'ils étaient autorisés à retenir sur le montant des impôts abonnés pour l'amortissement des emprunts contractés par eux pour le compte du roi, une somme de 600.000 l. pour le remboursement de leurs propres dettes. A partir de 1780, la somme à retenir pour le compte du roi n'étant plus que de 600.000 l., la remise consentie aux Etats fut réduite à 300.000 l. Elle était encore prévue dans les instructions préparées pour la tenue de 1788.

A cette première remise s'ajouta, en 1774, une somme de 300.000 l. pour venir lieu, soi-disant, des indemnités demandées à cause du retrait des contrôles, tout simplement, en réalité, pour aider à combler le déficit de l'état de fonds; en 1776, ce fut une remise exceptionnelle de 600.000 l. sur le montant du secours extraordinaire; puis, à partir de la même session, une remise régulière annuelle de 200.000 l. sur le montant des impôts abonnés, pour l'amortissement des dettes de la province; cette dernière remise fut continuée jusqu'à la Révolution. En 1786, en considération de la diminution du produit de la ferme des devoirs, le montant du secours extraordinaire fut réduit de 1.925.000 l. à 1.800.000 l.

Sur la capitation, d'autre part, le roi continua d'accorder aux Etats, comme il le faisait régulièrement depuis 1764, une remise annuelle de 100.000 l. pour l'amortissement de leurs dettes, et une seconde, de la même somme, au profit des plus pauvres contribuables aux fouages.

Remarquons que toutes ces remises, à l'exception de la dernière, n'allégeaient point immédiatement la charge des contri-

(21) Voir les instructions des commissaires du roi et les budgets des Etats de 1774 à 1788.

buables ; mais, en aidant les Etats à réaliser l'équilibre de leur budget et en leur permettant d'entreprendre l'amortissement de leurs dettes, elles préparaient le rétablissement de leur situation financière. C'est le trésor royal qui faisait ainsi les frais de ce rétablissement auquel nous avons vu Terray s'efforcer en vain d'obliger les Etats à s'employer par leurs propres moyens. Les tentatives de Turgot et de Necker n'avaient pas eu plus de succès.

En 1774, Turgot avait renouvelé aux commissaires du roi l'instruction de proposer aux Etats de faire l'adjudication de la ferme des devoirs pour 6 ans, dans l'espoir que l'augmentation du prix du bail qui en résulterait procurerait, dans le budget de la province, un excédent disponible pour les amortissements. Il fut rappelé, dans la proposition, que les dettes accumulées depuis 1758 formaient un total de 21.653.800 l., dont les intérêts, à 4 et 5 %, s'élevaient annuellement à 1.031.050 l. Les dettes anciennes, à 2 %, chargeaient l'état de fonds d'une somme annuelle de 677.459 l. « Cette proposition », écrit l'évêque de Rennes, « fut accueillie aussi mal que nous nous y attendions. » L'assemblée ne voulut même pas qu'il en fût fait mention au procès-verbal (22).

Le projet de mettre la ferme en régie ne fut pas l'objet d'une aussi vive hostilité ; une commission spéciale fut nommée pour étudier la question. Mais, en dépit des efforts de l'évêque de Rennes, le tiers et la noblesse refusèrent de délibérer sur son rapport (23).

Les instructions des commissaires du roi en 1776 invitaient encore les Etats à proposer la régie, le cas échéant. Ils s'en abstinrent (24) et, dès lors, on ne parla plus ni de régie, ni de prolongation du bail. En 1776 et 1778, cependant, l'équilibre de l'état de fonds fut très difficile à assurer, au point que le ministre envisagea la création de nouvelles taxes au profit des Etats. Mais ceux-ci demeurèrent aussi mal disposés que toujours à prendre souci de la situation et se refusèrent même à toute modification sérieuse des conditions du bail des devoirs, qui

(22) 2 janvier 1775, bulletin (Arch. Nat. H 386).

(23) 7 et 14 février, bulletin (*Ibid.* H 387). En faveur du projet, l'on avait fait valoir cette fois la possibilité de faire servir l'accroissement du produit de la ferme à la suppression de la corvée des grands chemins.

(24) Instructions (*Ibid.* H 392).

permit de combattre efficacement la fraude (25). Le seul sacrifice que l'on réussit à faire accepter à l'assemblée fut, en 1778 et 1780, l'imposition du montant des arrérages de l'emprunt de rachat des 4 s. p. l. de la capitation. Mais la noblesse n'y consentit que par 54 voix contre 35 (26), et l'on s'empressa de supprimer l'imposition en 1782, quand la persistance d'un excédent, déjà réalisé dans le budget de 1780, pour la première fois depuis 1760, parut assurée par un nouvel accroissement du prix du bail des devoirs. La même année, les commissaires du roi, ayant négligé de rien leur prescrire à ce sujet, les Etats se gardèrent d'imposer effectivement, en sus des devoirs, les deux nouveaux sols additionnels pour l'abonnement desquels ils venaient de consentir l'augmentation à 1.925.000 l. du secours extraordinaire (27).

Ils consentirent le prix demandé pour l'abonnement du troisième vingtième et les deux nouveaux sols additionnels aux droits des fermes sans marchandages et sans contester la légitimité de ces nouveaux impôts. Il semblait que l'on eût compris, dans l'assemblée, la modération du gouvernement. Si la tenue de 1782 fut si mouvementée et faillit finir par une séparation, c'est que la noblesse prétendait ne consentir à aucune de demandes du roi, des anciennes comme des nouvelles, avant d'avoir obtenu satisfaction sur les revendications soutenues par l'assemblée depuis plusieurs sessions déjà. Par eux-mêmes, les nouveaux impôts ne soulevèrent donc pas de difficultés et l'attitude des Etats offrit, en la circonstance, un singulier contraste avec celle du Parlement.

(25) En 1776, lettre de Bareau de Girac à Maurepas s.d.; bulletins des 2 au 7 déc. et du 16 au 13 (*Ibid.* H 391). En 1778, instructions secrètes et observations de l'intendant (*Ibid.* H 400); bulletins des 3, 11, 12 et 13 janvier 1779 (*Ibid.* H 398).

(26) Etats de 1778-1789, correspondance du 15 au 31 janvier (*Ibid.* H 398). On sait que ces 4 s. additionnels étaient régulièrement prorogés de dix en dix ans, depuis 1748. Les Etats s'en rachetaient chaque fois au moyen d'un emprunt de 4 millions, pour le paiement des arrérages duquel ils avaient rétabli divers droits sur les boissons. Le roi se chargeait du remboursement du capital par une remise annuelle de 300.000 l. sur le produit de la capitation. Mais cette remise ne permettait de rembourser que 3 millions en dix ans. Les Etats se trouvaient donc avoir à servir l'intérêt de plusieurs emprunts à la fois; la charge s'alourdissait à chaque prorogation, et le produit des droits rétablis devint insuffisant pour y faire face. C'est pourquoi Necker exigea, en 1778, que les Etats imposassent, en sus de la capitation, le montant des arrérages des emprunts.

(27) Voir les lettres du cont. gén. au marquis d'Aubeterre et à Bareau de Girac, à ce sujet (27 janv. 1783, Arch. Nat. H 4^o5).

Le procureur-syndic des Etats fit bien opposition devant celui-ci aux édits de février 1780 et d'août 1781 et l'on s'émut au contrôle général d'une entente possible des deux corps ; on y étudia attentivement les précédents, et les mémoires et notes rédigés à cette occasion témoignent d'une inquiétude sérieuse (28). Mais, le pouvoir royal demeurant dans tous les cas fidèle au système des abonnements, les choses s'arrangèrent sans peine. Les oppositions du procureur syndic n'apparurent donc que comme des démarches de pure forme, conservatoires des prétentions des Etats.

Or, le Parlement fit, lui, une vive opposition aux charges que les Etats acceptèrent ainsi. Il commença par recevoir l'opposition du procureur syndic à l'enregistrement de l'édit de février 1780 et, contrairement à l'avis de son procureur général qui concluait à renvoyer les Etats à se pourvoir devant le roi, il n'enregistra qu'après que les Etats eurent consenti la prorogation du second vingtième et des sols pour livre. Cette fois il ne s'agissait pas d'impôts nouveaux. L'enregistrement de l'édit d'août précédent, créant deux nouveaux sols additionnels aux droits des fermes, fournit matière à un plus grave conflit. Avant de statuer sur l'opposition formée par le procureur syndic des Etats (16 décembre 1781), le Parlement décida des remontrances (18 janvier 1782), conformes, du reste, à la thèse soutenue dans la requête d'opposition où le procureur syndic avait revendiqué pour les Etats le droit de consentir même les sols additionnels aux droits du roi. Aux lettres de jussion qui suivirent, ripostèrent d'itératives remontrances et l'enregistrement ne fut fait que sur l'ordre exprès du roi, avec l'appareil des lits de justice, en présence du comte de Goyon, lieutenant du roi pour la Haute-Bretagne. Le Parlement répliqua encore, à cet enregistrement forcé, par de nouvelles remontrances ; mais les Etats ne le suivirent pas et ne reprirent même pas la protestation de leur procureur syndic contre les sols additionnels aux droits du roi.

Après leur tenue, apparut plus nettement encore le désaccord de leur action avec celle du Parlement. L'abonnement du troisième vingtième leur avait été demandé et ils l'avaient consenti avant que l'édit de juillet 1782 eût été présenté à l'enregistrement. Le Parlement n'en fut saisi que le 6 février 1783, huit jours après la clôture de leur session. Il commença par adresser de vives remontrances, fondées sur l'épuisement de la

(28) Voir les dossiers relatifs à ces affaires (*Ibid.* H 400, 532 et 643).

province. On lui fit naturellement observer que la question était déjà tranchée par l'abonnement conclu par les Etats; à quoi le Parlement répliqua, dans ses itératives remontrances, « que le consentement des Etats ne pouvait lui être objecté ». Après les lettres de jussion, il n'accorda l'enregistrement qu'avec des modifications, qu'il fallut annuler par des lettres-patentes, auxquelles répondirent des troisièmes remontrances et qui ne furent enregistrées que le 16 février 1786 (29).

Rappelons que l'on craignit un moment que l'entente des deux corps ne vînt gêner la levée de l'impôt des garnisons, toujours perçu depuis le XVI^e siècle en vertu de lettres-patentes non soumises aux Etats, que le Parlement enregistrerait régulièrement sans s'arrêter à l'opposition de ceux-ci.

A cette vaine formalité, la noblesse fit joindre, en 1776, l'envoi, au cours même de la tenue, d'un mémoire au roi. Ce pouvait être l'annonce d'une résistance plus fermement soutenue. Mais la question ne fut pas reprise dans les tenues suivantes et, quand le Parlement, en 1782, fit, à son tour, des difficultés pour l'enregistrement de la commission royale, l'indifférence des Etats découragea ses opposants de persister dans leurs velléités (30).

On ne saurait conclure de ce qui précède que les Etats avaient moins que le Parlement souci des intérêts de la province. L'opposition venait justement d'y donner toute la mesure de sa vigueur et de son intransigeance. Le contrôleur général agit d'ailleurs sagement en suivant l'avis du premier président, que le marquis d'Aubeterre lui transmit le 21 janvier, de ne pas adresser l'édit du troisième vingtième au Parlement avant la séparation de l'assemblée (31). Mais chacun des deux corps poursuivait sa propre politique et, pour ne pas soutenir délibérément le Parlement dans l'agitation qu'il entretenait alors par de perpétuelles querelles avec le pouvoir royal, les Etats n'apportaient pas moins de fermeté dans la défense des principes qui leur tenaient à cœur. Une entente étroite avec le

(29) Sur la résistance du Parlement, voir LE MOY *op. cit.* p. 501-507 et 523 (note 1). Voir aussi les dossiers précédemment cités, principalement, dans H 532, la correspondance du cont. gén. avec l'intendant et le premier président.

(30) Cf. *supra*, p. 208, note 16.

(Lettre du Premier Président au garde des sceaux, 25 juin 1783, et lettre du cont. gén. à Amelot, 5 juillet, Arch. Nat. H 470).

(31) D'Aubeterre au cont. gén. 21 janv. 1783 (Arch. Nat. H 108).

Parlement leur eût sans doute permis de causer aux ministres de pires embarras. Mais leurs opposants ne se sont-ils pas révélés bons politiques en ne gaspillant pas leur effort contre des impôts modérés, auxquels la province ne pouvait prétendre échapper et qu'on leur abonnaît aux meilleures conditions, pour l'appliquer tout entier à la conquête de nouveaux droits ? On les vit, d'ailleurs, au moment même où Calonne paraissait vouloir exploiter les dissentiments de leurs opposants avec le monde parlementaire, accorder aisément leur action avec celle du Parlement dans l'affaire des jurés-priseurs.

Un édit de Terray, de février 1771 (32), avait fait revivre des offices de jurés-priseurs-vendeurs de meubles, créés une première fois en 1691 et que les Etats avaient rachetés en 1724. Pendant dix ans, l'édit n'avait pas eu d'effet en Bretagne. Mais alors, deux charges ayant été levées, la taxe à percevoir par les titulaires (4 d. pour l.) fut fixée par des lettres patentes en date du 3 janvier 1782. La première protestation vint des Etats qui, dans leur session suivante, ordonnèrent à leurs procureurs syndics de réclamer au roi l'abrogation, pour la Bretagne, de l'édit de 1771 et de s'opposer devant le Parlement à l'enregistrement des lettres patentes du 3 janvier (33). Le Parlement reçut l'opposition et fit de premières remontrances le 11 août 1783. La réponse négative du garde des sceaux n'arriva que le 27 décembre 1784. Le Parlement décida, le 21 janvier 1785, d'itératives remontrances et en fit informer les Etats, alors assemblés, qui, de leur côté, chargèrent leurs députés en cour et leurs procureurs syndics de continuer à s'opposer à l'application de l'édit de 1771. A une nouvelle lettre du garde des sceaux, du 11 juin 1785, le Parlement répondit par un nouveau refus d'enregistrement. Un arrêt du conseil du 29 novembre 1785 suspendit alors la perception de la taxe jusqu'aux prochains Etats, auxquels on proposa de racheter une seconde fois les offices. Ils ne s'y refusèrent pas, mais n'offrirent que 275.000 l., tandis qu'on leur en demandait 650.000. Le contrôleur général retira alors sa proposition et annonça que la Bretagne demeurerait soumise au droit commun. Mais la taxe n'était toujours pas enregistrée et un nouvel arrêt du conseil, le

(32) Cf. MARION, *Hist. fin. de la France*, t. I, p. 260, et procès-verbal des Etats.

(33) Pr.-v. des Etats de 1782. Charges des Procureurs syndics.

10 mars 1787, en suspendit de nouveau la perception jusqu'aux Etats de 1788, auxquels le rachat en devait être de nouveau proposé (34).

La résistance combinée du Parlement et des Etats aboutit ainsi, une fois de plus, à soustraire la province à l'application d'une mesure édictée pour l'ensemble du royaume.

Notons que, par trois fois, en 1776, en 1778 et en 1786, la noblesse, renouvelant sa tentative de 1770, s'efforça d'amener l'assemblée à s'opposer à la levée des droits sur les cuirs, non pas seulement par les vaines remontrances qu'elle renouvelait tous les deux ans, mais par un pourvoi devant le Parlement. En 1776 et en 1786, sa proposition soutenue avec chaleur fut tout près d'entraîner le tiers (35).

*
**

C'est dans les efforts des Etats pour étendre leurs attributions et leurs droits, bien plus que dans leur résistance aux exigences modérées du pouvoir royal, qu'il faut alors chercher les manifestations les plus intéressantes de leur activité.

Nous avons déjà dit avec quelle obstination ils revendiquèrent, de 1776 à 1784, le droit de nommer librement leurs députés en cour. Mais la plus grave question qui les agita jusqu'à cette dernière date fut celle des octrois des villes (36). Il s'agissait, pour eux, non seulement d'affirmer, dans toute sa rigueur, leur droit de consentir à toute levée de deniers dans la province, mais, en outre, de faire passer sous leur contrôle l'administration financière des villes et, par là, de substituer, à la fois sur les municipalités et sur l'ordre du tiers, leur tutelle à celle de l'intendant.

(34) Sur l'ensemble de l'affaire, voir le rapport de la Com. interm. aux Etats de 1786 (Arch. d'I.-et-V. C 3858) ; sur les négociations relatives au rachat, voir la correspondance des Etats de 1786 (Arch. Nat. H 417, 13 et 29 nov. 21-27 déc. 1^{er} janv. 1787) ; enfin, les instructions préparées pour la tenue de 1788 (*Ibid.* H 409).

(35) Bulletins du 8 oct. des 2, 16 et 20 nov. et du 17 déc. 1776 (Arch. Nat. H 389 et 390). Bulletin du 23 janvier 1778 (*Ibid.* H 398). Bertrand de Molleville au cont. gén. 6 déc. 1786 (*Ibid.* H 417).

(36) Sous le nom d'octrois ou de « deniers d'octroi », on comprenait les taxes que le roi « octroyait » aux villes le droit de lever pour suppléer à l'insuffisance de leurs revenus « patrimoniaux ». Les octrois formaient évidemment le plus clair des ressources des villes ; ils consistaient principalement en droits sur les boissons perçus sur le débit au détail, analogues aux « devoirs » des Etats et affermés, le plus souvent, aux fermiers de ces devoirs. On ne rencontre ordinairement de droits d'entrée que sur les marchandises d'autre nature. Les notables qui admi-

La question était très ancienne. Elle s'était déjà posée au début du XVII^e siècle et dans les mêmes termes. Déjà, alors, l'on avait vu la noblesse exiger que les villes ne présentassent au roi aucune demande de concession ou de prorogation d'octrois sans avoir obtenu, au préalable, le consentement des Etats. Déjà, elle avait incriminé le gaspillage des municipalités, l'extension abusive de la perception des droits d'octroi à des paroisses rurales, souvent très éloignées, et invoqué le préjudice causé au rendement des droits des Etats sur les boissons. En 1611 et 1612, elle avait fait nommer une commission pour examiner l'état des dettes des municipalités. L'ordre du tiers n'avait cessé de protester « qu'il n'y avait ni sujet ni « apparence de raison d'obliger et asservir les communautés « à vérifier leurs dettes et autres causes de l'octroi et permis- « sion de lever deniers sur eux, ailleurs qu'en la cour du Par- « lement et Chambre des Comptes ». Mais la noblesse, soutenue par le clergé, l'avait emporté. L'arrêt du conseil du 30 mars 1613 reconnut les prétentions des Etats, et les villes se soumi- rent. Pendant une soixantaine d'années, il ne se passa guère de sessions sans que plusieurs demandes de prorogation ou d'augmentation d'octrois fussent soumises à l'assemblée (37). Mais, lorsque Colbert eut, par les arrêts de 1667 et de 1681, réformé la gestion financière des municipalités et qu'un intendant eut été établi dans la province, les villes perdirent l'habitude de s'adresser aux Etats. Leurs octrois furent ordinairement accordés ou prorogés sur le seul avis de l'intendant, par un simple arrêt du conseil, sans lettres patentes et, par conséquent, sans enregistrement au Parlement ni à la Chambre des Comptes (38).

nistraient les villes répugnaient irrésistiblement, tout comme les membres des Etats, aux droits d'entrée sur les boissons qui eussent frappé leurs propres approvisionnements. Les octrois n'étaient jamais accordés aux villes que pour une courte période, neuf ans d'ordinaire; il fallait donc en solliciter périodiquement la prorogation, ce qui n'allait pas sans frais au profit du trésor royal, de la Chambre des Comptes, des généraux des finances et des avocats et procureurs dont l'intervention était nécessaire. Les octrois sur les boissons s'étendaient souvent à de nombreuses paroisses rurales, dans un vaste périmètre autour des villes intéressées (Cf. A. DUPUY. *L'Administration municipale en Bret. au XVIII^e siècle*, pages 323 et suiv.).

(37) Question étudiée par M. Besnier dans son mémoire inédit sur *Les Etats de Bretagne sous Louis XIII*.

(38) En 1719, on songea même à faire adjuger directement par le pouvoir royal, en Conseil, à un fermier unique la levée de tous les deniers d'octroi des villes dans la province. L'idée en avait été suggérée par des

Cependant, l'ancien usage ne fut pas oublié. Jusqu'en 1730, on voit certaines villes continuer à solliciter le consentement des Etats. On ne trouve plus trace ensuite de pareilles demandes pendant une trentaine d'années. Mais, à partir de 1734, les Etats chargent régulièrement leurs procureurs syndics et députés en cour de réclamer la suppression des arrêts obtenus sans leur consentement et, depuis 1740, un article de leurs remontrances revendique toujours leur ancien droit (39). En 1742, leur procureur syndic, Bédée, et leurs députés en cour protestèrent auprès du contrôleur général contre un arrêt du conseil qui venait de permettre à la ville de Saint-Brieuc, non seulement de continuer la levée de ses octrois, mais encore de l'étendre à un quart de lieue aux environs de ses portes (40).

Mais, jusqu'à l'affaire de Port-Louis, en 1762, les revendications des Etats demeurèrent platoniques. Elles ne provoquèrent aucun conflit. En 1758, le Parlement ayant ordonné communication à leur procureur syndic des lettres patentes confirmatives des nouveaux octrois de la ville de Quimper, celui-ci ne fit pas opposition à l'enregistrement (41).

Nous avons exposé plus haut comment la ville de Port-Louis recouvra, après le rachat par le roi, en 1752, des anciens droits sur les boissons concédés à la maison de Mazarin, ses droits municipaux et, d'abord, le principal, celui de lever des deniers d'octroi (42). L'opposition que la noblesse, aux Etats de 1764, fit à l'enregistrement de cette concession d'octroi et, par suite, à l'admission du député de la communauté annonce la querelle qu'elle ouvrira en 1776.

La noblesse tint, par son refus, à marquer plus fortement la nécessité d'un consentement que la ville et le pouvoir royal n'avaient pas paru considérer comme nécessaire. Les circonstances, il est vrai, étaient fâcheuses pour Port-Louis. Son affaire était venue devant l'assemblée au moment même où celle-

traitants. L'évêque de Nantes n'eut pas de peine à faire comprendre le danger d'une pareille mesure. On indisposerait les municipalités et l'ordre du tiers « dont la docilité est si nécessaire », et l'on provoquerait un débat dangereux sur la question du consentement des Etats. (L'évêque de Nantes au garde des sceaux, 14 juin 1719, Arch. Nat. H 228).

(39) Rapport au cont. gén. (*ibid.* H 426).

(40) Bédée au cont. gén. 12 février 1742 (*ibid.* H 296).

(41) Cf. *supra*, p. 343.

(42) Cf. *supra*, p. 113 et suiv. et DU BOUËTIEZ DE KERORGUEN, *Rech. sur les Etats*, t. I, p. 71, note 1. Voir aussi la correspondance des Etats de 1764, octobre ; en particulier, d'Aig. au cont. gén. 16 oct. (Arch. Nat. H 356).

ci se dressait contre la levée des sols additionnels aux octrois des villes. Autrement il est probable que les Etats se fussent contentés de donner, à son érection en communauté et à sa concession d'octrois, le consentement qu'on ne leur avait pas demandé au préalable. Mais d'Aiguillon n'avait pas tort de souligner l'importance du refus de la noblesse. « Voilà une « entreprise sur la question des octrois et des érections de « communautés qu'il faudra réprimer », écrit-il au contrôleur général (43). On ne la réprima d'ailleurs pas. L'Eglise s'étant rangée à l'avis de la noblesse, pour éviter que ne fût posée la question du consentement par deux ordres seulement, la ville de Port-Louis n'eut ni député, ni octrois jusqu'à ce que les Etats de 1770 eussent ratifié les nouvelles lettres patentes qu'elle obtint en 1769.

On ne relève pas de nouvel incident avant la tenue de 1776. En 1768 et 1770, les Etats avaient fait préparer un plan de réforme des municipalités. Mais ses auteurs se préoccupèrent surtout de la liberté des élections. Il n'y fut pas question des taxes et ce projet n'eut aucune suite. Les Etats de 1774 se contentèrent de réclamer une fois de plus, sans insister particulièrement, le retrait de l'arrêt du conseil du 11 juin 1763 et le rétablissement de la communauté de Rennes.

Mais, à la tenue suivante, la noblesse, saisissant justement l'occasion que lui offraient les embarras financiers de cette dernière ville, affirma les droits des Etats avec une ténacité qui fit sentir la gravité de ses prétentions et prévoir les suites à redouter. La ville de Rennes se trouvait dans la situation la plus difficile. Ses charges excédaient annuellement ses ressources de 19.000 l. Sa dette s'élevait à 292.000 l., dont 67.000 l. à payer aux Etats pour l'arriéré du vingtième de ses deniers patrimoniaux et d'octroi, et les Etats avaient ordonné la saisie de ses revenus. A la requête qu'elle leur présenta pour obtenir main-levée, ils répondirent en réduisant la saisie à la moitié des droits effectivement perçus, après vérification mensuelle par leur trésorier; l'intendant obtint, du reste, de celui-ci, un arrangement qui comporta main-levée totale immédiate. Mais la noblesse s'était opposée à toute augmentation des octrois. Or la ville ne pouvait, autrement, faire face à ses engagements. Elle venait de demander au roi l'autorisation d'emprunter 300.000 l. pour des travaux et des remboursements urgents, et

(43) 16 oct. 1764 (*Ibid.*).

d'augmenter de 50.000 l. ses anciens octrois. Bareau de Girac réussit, — encore y eut-il « toutes les peines » —, à empêcher que l'assemblée chargeât le procureur syndic de s'opposer à l'enregistrement des lettres patentes sollicitées (44). La délibération imposée par le refus de la noblesse n'en subsistait pas moins comme une menace. L'intendant insista auprès du contrôleur général sur la nécessité de prévenir les entreprises des Etats : « Ce que les Etats ont arrêté concernant cette communauté « ne peut être adopté. Ils n'ont jamais eu le droit de prendre « part à l'administration des communautés... Il faut obtenir le « plus tôt possible un ordre du roi pour leur faire défense de « faire opposition aux arrêts du conseil qui auront accordé « des octrois ». Le contrôleur général voyait, comme lui, le danger. Il lui écrivait à la même date, qu'il était urgent de réformer l'administration des villes bretonnes en la maintenant, naturellement, entre les mains du Conseil et de l'intendant. « Il faudrait », ajoute-t-il dans une lettre postérieure, « déterminer les Etats à envoyer un mémoire contenant leurs « vues et propositions », afin qu'ils ne puissent pas se plaindre de n'avoir pas été entendus ; mais il était bien décidé à ne céder en rien à leurs prétentions de contrôler la gestion des municipalités. Cependant, le 16 décembre, la noblesse faisait refuser main-levée de l'opposition mise par le procureur syndic à l'enregistrement des lettres patentes d'augmentation d'octrois obtenus par la ville du Croisic. C'était un parti pris ; Bareau de Girac avait en vain rappelé aux gentilshommes que leur ordre avait été tellement frappé de la situation « de cette ville « qu'il avait voulu lui accorder un secours sur l'état de « fonds » (45). Les opposants de la noblesse manifestaient clairement leur intention d'imposer la nécessité du consentement préalable des Etats à toute demande d'octroi ; comme il s'agissait d'impôt, son refus suffisait à empêcher le consentement de l'assemblée. Les procureurs syndics, d'ailleurs, faisaient maintenant opposition à toute concession dont les Etats n'avaient pas été saisis. En 1778, le procureur syndic La Bourdonnaye demanda à Necker de refuser l'augmentation d'octrois sollicitée par la ville de Josselin avant que les Etats n'en eussent délibéré (46).

(44) Caze de la Bove à Ménard, 3 et 20 nov. (*Ibid.* H 389) et correspondance entre l'évêque, l'intendant, d'Aubeterre et le cont. gén. 17-27 nov. Voir LE MOY, *op. cit.* p. 485 et suiv.

(45) Bareau de Girac au cont. gén. 16 déc. (Arch. Nat. H 391).

(46) *Ibid.* H 389.

A la tenue de 1778, la question fut posée dans toute son ampleur. Cette année-là, arrivait à son terme la période décennale de prorogation des octrois municipaux. Sous ce nom on désignait autre chose que « les deniers d'octroi » des villes. Il s'agissait d'une redevance acquittée, depuis 1748, au trésor royal par trente-sept villes de la province pour le rachat des offices municipaux de la création de 1733 qui restaient à vendre chez elles (47). Elles avaient d'abord été taxées, pour dix ans seulement, à la somme annuelle de 77.786 l. suffisante pour amortir, en ce laps de temps, le capital de 600.000 l. dont elles étaient demeurées redevables. Mais, de dix ans en dix ans, cette taxe fut prorogée par arrêt du conseil, ainsi que les deniers d'octroi que vingt et une d'entre elles avaient été autorisées à lever spécialement pour y faire face. Ni en 1758, ni en 1768, les Etats ne s'émurent d'une exigence pourtant bien peu justifiée. Mais, en 1778, elle leur fournit une nouvelle occasion de faire valoir leurs prétentions à défendre et à contrôler les finances des municipalités. Prévoyant sans doute des difficultés, Necker, au lieu d'ordonner la prorogation par simple arrêt du conseil, comme précédemment, la fit décider par des lettres patentes qui furent adressées à la Chambre des vacations du Parlement, au mois de septembre 1777 (48).

(47) L'origine des octrois municipaux remonte à 1722. En rétablissant cette année-là certains offices municipaux, le gouvernement, pour assurer le paiement de leurs gages, avait imposé aux villes un octroi spécial. Les offices ayant été supprimés en 1724, on maintint la moitié des octrois créés à leur occasion, soit 41.451 l., pour subvenir à l'entretien de huit hôpitaux choisis pour servir de dépôts de mendiants dans la province et qui ne furent, d'ailleurs, jamais organisés. Une taxe supplémentaire de 10.232 l. était, en même temps, répartie entre 27 bourgs qui n'avaient pas de communauté. Comme, faute d'octroi et de receveurs réguliers, ils se trouvèrent hors d'état de la payer, elle fut rejetée sur les Etats qui réussirent, en 1767, à s'en décharger.

En 1748, on avait déjà déchargé les villes des 41.491 l. qui leur incombaient. Mais ce n'avait été que pour substituer à cette charge une taxe nouvelle atteignant les 37 communautés où restaient encore à liquider des offices de la création de 1733. Seize purent y faire face au moyen de leurs revenus ordinaires; les vingt et une autres furent autorisées à continuer, à cet effet, la perception d'un octroi spécial, dont le produit fut d'ailleurs le plus souvent insuffisant (Voir A. DUPUY, *L'Adm. munic. en Bret. au XVIII^e s.* p. 312 et suiv. et une note de Bertrand de Molleville au cont. gén. du 20 janvier 1785, Arch. Nat. H 414).

Cinq villes étaient exemptes de l'octroi municipal : Rennes, qui avait payé la finance de ses offices; Port-Louis et Lorient, érigées en communautés depuis 1724; Rhuys, trop peu importante, et Pontivy, « on ne sait pourquoi », dit Bertrand.

(48) Dans un mémoire secret, adressé à Necker le 12 nov., Boisgelin expose très clairement la genèse de l'affaire (Arch. Nat. H 397).

Mais il n'obtint pas de celle-ci l'enregistrement facile qu'il espérait. Elle renvoya l'examen des lettres à la rentrée du Parlement. La Commission intermédiaire et le procureur syndic des Etats en furent instruits et firent savoir à l'intendant qu'ils ne pourraient se dispenser de faire opposition à l'enregistrement. Sur le conseil de l'intendant, le ministre remplaça alors ses lettres par un arrêt du conseil en date du 13 décembre 1777. Si l'on en croit le comte de Boisgelin, les villes auraient continué à payer sans protestation si les droits d'octroi à lever pour satisfaire à leur taxe n'avaient été doublés pour quelques-unes, chez lesquelles le produit en était jusque-là insuffisant. La municipalité de Vannes, surprise de cette augmentation, protesta auprès de la Commission intermédiaire; d'où requête du procureur syndic au Parlement pour qu'il fût sursis à la levée des octrois municipaux. « jusqu'à ce qu'elle eût été délibérée et consentie par les Etats et fondée en lettres patentes « enregistrées au Parlement ». Celui-ci décida des remontrances à la suite desquelles le garde des sceaux retira l'arrêt du 13 décembre et le remplaça par de nouvelles lettres patentes, en date du 24 mai, qui ramenaient partout les droits à peu près au chiffre de 1748. Le Parlement les enregistra le 5 juin, sans les communiquer au procureur syndic des Etats, mais « à « charge que le contenu en icelles serait proposé aux gens des « trois Etats pour y être par eux délibéré et consenti à leur « première assemblée » (49). Boisgelin observe encore que satisfaction aurait dû être accordée aussitôt aux villes par simple arrêt du conseil; alors, dit-il, il n'y aurait eu ni opposition, ni enregistrement, ni affaire aux Etats. Il ajoute que le procureur syndic ne voulut pas faire opposition à l'enregistrement des secondes lettres patentes « par prudence. Il a senti qu'il « pouvait renouveler les troubles de 1764. Il était cependant « du devoir de sa charge d'y former opposition et les Etats lui « reprochent aujourd'hui cette inaction ». Il eût été évidemment plus prudent de ne pas provoquer l'intervention du Parlement par l'usage de lettres patentes, ni les plaintes des villes par aucune innovation dans le taux des droits. Mais eût-on, pour cela, évité que les opposants de la noblesse ne se saisissent de l'affaire ? Les Etats en connurent dès le 3 novembre, neuvième jour de leur session, par le rapport du procureur syndic. Alors commencèrent des débats qui se poursuivirent jusqu'à

(49) Arch. du Parl. de Bretagne, Registres secrets, 5 juin 1778.

leur clôture et qui furent, avec les disputes sur la répartition de la capitation, les plus passionnés de la session. Tout de suite, la noblesse lia à la question de l'octroi municipal celle de l'administration des villes et, tout de suite, il apparut que le conflit ne serait pas moins vif entre le tiers et la noblesse qu'entre les Etats et le pouvoir royal.

Le tiers ne pouvait faire d'objection à la prétention des Etats de consentir la levée de l'octroi municipal. Il s'agissait, en effet, d'un impôt levé par le roi. Mais la noblesse, que le clergé soutint fidèlement, entendait que ce consentement fût également nécessaire pour la levée de tous deniers d'octroi par les villes; elle allait, d'autre part, prendre prétexte de la charge imposée à celles-ci par l'octroi municipal, pour dénoncer le mauvais état de leurs finances et l'urgence d'en soumettre la gestion à un contrôle plus rigoureux. Ce contrôle, dont l'intendant et la Chambre des Comptes s'acquittaient mal, elle allait le réclamer pour les Etats. Les comptes des octrois seraient rendus, non plus à la Chambre des Comptes, dont la vérification était de pure forme et qui exigeait des épices exorbitantes, mais, pendant les tenues d'Etats, devant une commission mixte formée de trois commissaires du roi et des présidents des ordres; la même commission procéderait aux adjudications, sans frais. Ce droit de regard sur les finances municipales n'était, pour les Etats, que la suite nécessaire du droit qu'ils revendiquaient d'approuver au préalable les demandes d'octrois. Mais, pour assurer aux villes une bonne gestion financière, ne fallait-il pas aller plus loin? Les vices de leur administration ne tenaient-ils pas à la composition des municipalités? Et la noblesse reprenait avec une nouvelle vigueur ses protestations contre l'arrêt du 11 juin 1763; elle réclamait de libres élections pour le choix des magistrats municipaux, avec représentation des trois ordres dans les communautés.

Certes l'organisation des municipalités bretonnes prêtait à bien des abus; leur administration, aux mains de petites oligarchies mal surveillées, était le plus souvent indolente et partielle. La tutelle de l'intendant la gênait sans remédier à ses vices les plus graves. Mais, hormis l'allègement des charges dont le pouvoir royal les accablait, il est douteux que les réformes réclamées par la noblesse fussent inspirées par un souci sincère de l'intérêt des villes. Le contrôle, par les Etats, de leurs demandes d'octrois et de leurs comptes d'administration n'aurait été pour elles qu'une nouvelle source d'embarras. Elles

n'avaient à en attendre ni des ressources plus abondantes, ni un meilleur système fiscal. Quant à la réorganisation des communautés, à la libre élection des maires, elles devaient surtout offrir aux gentils-hommes le moyen de pénétrer plus largement dans les municipalités et, en enlevant à l'intendant le choix des maires, détruire son autorité sur le tiers aux Etats. C'est l'ordre du tiers qui était visé. Si l'on ne pouvait songer à le déposséder le plus souvent de l'administration des villes, il fallait le faire passer, avec celle-ci, de la tutelle de l'intendant sous celle des ordres privilégiés.

Le tiers se défendit. Le 3 novembre, il reprit d'ailleurs lui-même la question de la répartition de la capitation. Le même jour, il acquiesça sans trop de difficulté au principe d'une protestation contre la levée des octrois municipaux. Mais, le surlendemain, quand la noblesse proposa l'élection d'une commission pour « travailler à établir une meilleure administration des villes », il s'y opposa vigoureusement. Il dut se soumettre à la décision imposée par les deux autres ordres, mais non sans avoir demandé acte de son avis et, sur le refus de la noblesse et du clergé, fait venir des notaires pour le constater. Jusqu'à la fin, il refusa de s'associer au travail de la commission. La noblesse continua ses attaques. Elle mit en question la validité des procurations de quatre députés du tiers, maires d'office de leurs villes. L'on perdit deux séances, le 9 et le 11 novembre, à en discuter, et l'on finit par décider, contre l'avis du tiers, naturellement, que les maires d'office ne seraient admis qu'à titre provisoire.

Le 13 novembre, M. de Coniac fit applaudir par les gentils-hommes un mémoire sur l'administration des villes. Il y revendiquait, avec le droit pour les Etats de consentir les octrois, la représentation des trois ordres dans les municipalités. Celles-ci, disait-il, sont « partie intégrante des Etats » et il considérerait même qu'on pouvait leur assimiler à cet égard les corps délibérants des paroisses, d'où, pour les Etats, le droit de consentir également toute levée de deniers par ceux-ci. Le tiers s'opposa à ce que le mémoire fût retenu ; mais les deux autres ordres le renvoyèrent à la commission de l'administration des villes. Le 18 novembre, les mêmes ordres firent également soumettre à celle-ci le mémoire d'un gentilhomme sur l'administration des finances de la ville de Rennes, contre l'avis du tiers qui soutint que la connaissance des faits n'appartenait qu'au roi. Le 5 décembre, même décision des ordres privilégiés

et même opposition du tiers au sujet d'un mémoire analogue sur l'administration de la ville de Fougères et, le 24 du même mois, au sujet d'un troisième mémoire sur l'administration de la ville de Nantes.

L'examen des griefs avancés contre la municipalité de Fougères tourna à l'avantage de celle-ci. Les autres affaires soumises à la commission n'eurent pas de suite. Mais il fallait conclure sur la question des octrois municipaux. Le tiers émit l'avis de prier simplement le roi de retirer ses lettres patentes et de renoncer à un impôt que rien ne justifiait plus. Mais la noblesse proposa que l'on fit opposition devant le Parlement à la levée de l'octroi. L'Eglise, qui s'était d'abord rangée à l'avis du tiers, se rallia, après deux jours de débats, à celui de la noblesse. Le tiers, « excédé des injures qu'il recevait et voyant « que l'avis de l'Eglise et de la noblesse faisait délibération », se décida alors à l'adopter aussi (9 janvier). Mais il refusa son adhésion au mémoire sur la réforme des municipalités dont les députés en cour furent chargés (24 janvier) (50).

Le Parlement, toujours d'accord dans cette affaire avec les privilégiés des Etats, reçut avec empressement l'opposition de ceux-ci et, le 13 janvier, arrêta des remontrances « qui furent « lues, approuvées et expédiées dès le lendemain » (51). Necker ne jugea pas prudent de passer outre. Le 27 janvier, jour de leur clôture, les Etats se virent notifier un arrêt du conseil en date du 24 qui suspendait la levée des octrois municipaux jusqu'après examen de leurs mémoires. On leur annonçait, en même temps, que les remises considérables que le roi leur avait consenties seraient réduites de moitié (52).

Mais, en réalité, elles ne le furent pas et le ministre demanda aux Etats de 1780 leur consentement à la levée des octrois municipaux. Ils l'accordèrent sans difficulté, mais pour deux ans seulement et en suppliant le roi d'y renoncer pour l'avenir. De même en 1782 et en 1784. Cette année-là, on en réduisit le

(50) Correspondance relative aux Etats de 1778 (Arch. Nat. H 397 et 398).

(51) LE MOY, *op. cit.* p. 483.

(52) Necker avait d'abord pensé à interdire aux Etats, par arrêt du conseil, de faire désormais opposition aux concessions d'octroi; l'arrêt serait accompagné de lettres patentes ordonnant au Parlement d'enregistrer les lettres de concession actuellement en souffrance; d'Aubeterre s'opposa vivement à de si imprudentes mesures; il affirma que les Etats arrêteraient tout travail et que le Parlement n'enregistrerait jamais les lettres patentes (D'Aubeterre à Necker, 17 déc. Arch. Nat. H 308).

montant à 60.000 l. et on en revisa la répartition entre les villes. En 1786, les Etats ne voulurent accorder la même levée que pour un an, sous prétexte que le terme de la prorogation ordonnées par les lettres patentes du 24 mai 1778 venait à échéance le 1^{er} janvier 1788. Mais l'impôt fut, de nouveau, prorogé pour dix ans et les instructions préparées pour 1788 ordonnaient que le vote en fût, comme par le passé, exigé de l'assemblée (53).

Sur cet article, du moins, les Etats avaient obtenu une satisfaction de principe. Mais, sur les questions les plus graves, celle de leur consentement aux octrois des villes et celle de l'administration municipale, le conflit continuait. Dans les instructions particulières des commissaires du roi pour la tenue de 1780, le ministre affirma que le roi « maintiendrait de toute « son autorité la résolution de ne jamais se départir du droit « qui lui appartenait d'accorder aux villes, sans le concours « et consentement des Etats, des concessions ou augmentations « d'octrois », ajoutant : « Le roi ne permettra pas non plus « que les Etats s'attribuent un droit d'inspection sur l'admini- « stration des villes, laquelle est expressément réservée à « S. M. et à son conseil » (54).

Le tiers, toujours dirigé par Tréverret, se défendit avec la même ténacité que dans la précédente tenue contre les entreprises de la noblesse. La défection de quelques villes, les attaques de certaines communautés contre des maires d'office, n'affaiblirent pas sa résistance. Mais la noblesse demeura toute entière décidée à maintenir ses prétentions; elle put compter sur le concours de l'Eglise et sur celui du Parlement, en dépit de ses disputes avec celui-ci.

La noblesse et le clergé commencèrent par faire décider, contre l'avis du tiers, des remontrances au roi sur les lettres patentes qui venaient de réorganiser la communauté de Rennes (55). Leur principal grief, qui s'accordait mal avec leurs

(53) Il faut remarquer que l'octroi n'avait pas été perçu pendant les années 1778, 1779 et 1780 et qu'il ne le fut pas davantage pour l'année 1788 (Voir Bertrand au cont. gén. 20 janvier 1785, *ibid.* 414 : bulletins des 4 et 11 janvier 1787, *ibid.* H 418, et instructions pour les Etats de 1788, *ibid.* H 409).

(54) Arch. Nat. H 400.

(55) Bulletins du 31 oct. (*ibid.* H 402). Les lettres patentes du 15 juillet 1780, en réorganisant la communauté de Rennes, avaient mis fin à une situation qui durait depuis l'année 1757 où le pouvoir royal avait substitué à l'ancienne communauté, dont la constitution était mal réglée

sentiments ordinaires sur la composition des communautés, c'est que celle de Rennes aurait dû être nommée par une assemblée générale des habitants et non pas formée de notables élus par des corps constitués ou désignés en raison de leurs qualités ou fonctions. La noblesse aurait même voulu, conformément aux conclusions du procureur syndic, que les députés de la ville fussent exclus de l'assemblée; l'Eglise ne la suivit pas jusque là. Les Etats n'avaient d'ailleurs aucun moyen d'empêcher l'exécution d'une loi qui ne prêtait pas à l'exercice de leur prétention à consentir l'impôt.

Mais l'opposition des deux ordres privilégiés était parfaitement opérante contre l'exécution de lettres patentes portant concession d'octrois. Ils firent ainsi échec à celles que venait d'obtenir la ville de Nantes, bien qu'il s'agît d'une simple prorogation, la municipalité, dans l'espoir de prévenir cette opposition, ayant renoncé aux augmentations primitivement prévues (56).

La noblesse souleva un vif incident en réclamant l'exclusion du maire de Dol, dont la communauté refusait d'admettre la nomination, faite par l'intendant en vertu de l'arrêt du 11 juin 1763. Le clergé s'étant joint à elle, les commissaires du roi durent imposer par ordre l'entrée du maire aux Etats, d'où perte d'une séance en démarches pour le retrait de l'ordre et d'un autre par suite de la mauvaise humeur de la noblesse qui se refusait à tout travail (57).

Le tiers, de son côté, refusa son consentement aux demandes de concessions d'octrois présentées à l'assemblée par les municipalités de Dol et de Dinan (58). La tradition des Etats exigeant l'unanimité en pareille matière, toutes les villes de la province étaient exposées à se trouver privées de leurs octrois, le tiers arrêtant les demandes soumises aux Etats, et les deux autres ordres celles qu'on ne leur soumettait pas.

et les débats souvent désordonnés, un simple bureau servant. La communauté n'était plus alors réunie que pour la nomination de ce bureau et quand il plaisait à celui-ci de la convoquer. Depuis 1774, les Etats avaient demandé dans toutes leurs tenues le rétablissement de la communauté et le Parlement avait saisi toutes les occasions possibles de gêner l'administration du bureau (Cf. LE MOY *op. cit.* p. 185 et suiv., et A. DURUY, *L'Affaire de la Constitution municipale. Episode de l'histoire de la Ville de Rennes* (1757-1782).

(56) Bulletins des 3, 11, 12 et 18 déc. (Arch. Nat. H 402).

(57) Bulletins des 14, 15 et 16 déc. (*Ibid.*).

(58) Bulletins des 1^{er} et 27 janvier 1781 (*Ibid.* H 403).

Les Etats, sans s'arrêter à l'opposition du tiers, continuaient à s'occuper de la réforme de l'administration des villes. Ils entendirent un nouveau mémoire de M. de Coniac (19 décembre) et approuvèrent la décision prise par la Commission intermédiaire d'augmenter provisoirement du quart le vingtième des revenus patrimoniaux et d'octroi des villes qui ne lui adressaient pas en temps voulu, en vue de cette réforme, l'état de leurs revenus et de leurs charges (8 décembre).

Necker quitta le ministère au mois de mai 1781, sans que la question des octrois eût été tranchée; il se peut que la déclaration du 1^{er} juin suivant ait été prévue et préparée avant son départ. Promulguée aussitôt après l'arrivée de Joly de Fleury aux affaires, elle annonça, en tout cas, clairement l'intention bien arrêtée du nouveau ministre de maintenir l'autorité directe du roi sur les villes. On y rappelait « que les octrois sont
« des taxes volontaires que les habitants s'imposent eux-mêmes
« pour subvenir à leurs propres besoins et que le souverain
« confirme sur les demandes qu'ils lui adressent », et « que les
« communes doivent se régir par elles-mêmes, sous la seule
« autorité et protection immédiate du souverain, sans aucun
« pouvoir intermédiaire ».

A la vérité, on faisait aux Etats deux concessions : Lorsque les octrois porteraient sur le débit des boissons, on ne les accorderait qu'après leur en avoir communiqué la demande, « afin de ne rien faire qui pût préjudicier à la ferme des
« devoirs ». D'autre part, les comptes des octrois des villes seraient, à l'occasion des demandes de concession, prorogation ou augmentation, soumis à la commission mixte déjà prévue pour l'examen des comptes des octrois municipaux. Sans doute, il ne pourrait guère échapper de demandes au contrôle des Etats, puisque les octrois ne consistaient le plus souvent qu'en droits sur les boissons. Mais, quelle serait la portée de ce contrôle, puisqu'on refusait formellement d'admettre la nécessité de leur consentement ? La déclaration, au reste, ne changea rien à la situation. Le Parlement répondit par des remontrances aux lettres de jussion qui en ordonnèrent l'enregistrement. Le ministre en profita pour manifester avec éclat sa volonté de

(59) L'intendant réclama l'annulation de l'ordonnance de la Commission et de la délibération qui la confirmait, observant que « l'ordonnance était d'autant plus irrégulière qu'elle décélait la prétention de
« continuer à prendre connaissance de l'administration des villes » (*Ibid.* H 402).

mater l'opposition bretonne. Il fit aussitôt procéder d'autorité à l'enregistrement, dans la forme des lits de justice, par le comte de Goyon, lieutenant du roi en Haute-Bretagne, tenant la place du commandant en chef absent. Ce coup de force n'intimida nullement le Parlement, avec lequel les conflits se multiplièrent dès lors. Le 17 septembre suivant, sa Chambre des vacations refusa d'enregistrer les lettres patentes portant prorogation des octrois de Pontivy, avant que communication n'en eût été faite au procureur syndic des Etats (60). Il était à prévoir que la querelle des octrois reprendrait plus grave que jamais aux Etats de 1782.

On sait que cette tenue fut justement la plus difficile de tout le règne et que la question des octrois, avec celles des députations, commença par y provoquer, de la part de la noblesse, d'abord le refus du don gratuit, puis celui de toutes les demandes du roi. Le sacrifice du tiers, qui finit par renoncer à sa résistance aux prétentions de la noblesse, empêcha seul la séparation de l'assemblée en décidant la majorité de la noblesse à cesser son opposition. Mais le tiers avait tenu bon pendant de longues semaines. Il avait, dès le début de la session, refusé de s'associer à la protestation des deux autres ordres contre la déclaration de juin 1781 et d'adhérer au mémoire spécial de Guerry de Bourgon sur les octrois, envoyé aux députés extraordinaires. Ses avis, communiqués au ministre par le maréchal d'Aubeterre, produisirent sur lui, au témoignage des députés extraordinaires, une forte impression et l'encouragèrent certainement à la résistance (61). Le tiers, encore, avait assez mal accueilli le rapport de la Commission intermédiaire, toujours chargée depuis 1778 de rassembler les éléments nécessaires à la réforme des municipalités; il ne s'opposa pas formellement à la nomination d'une commission pour dresser un projet d'édit « de formation uniforme des « municipalités bretonnes » ; mais il s'éleva contre la communication à cette commission des tarifs des octrois et autres taxes municipales (62). De son côté, la noblesse avait continué ses chicanes, s'opposant par exemple, lors de l'arrêté de la liste des membres des Etats, à l'admission des députés de

(60) Cf. LE MOY, *op. cit.* p. 498.

(61) Bulletin du 26 nov. (Arch. Nat. H 407).

(62) Bulletin du 22 nov. (*Ibid.*).

Rennes dont l'un cependant, le maire La Motte-Fablet, faisait alors partie de la députation extraordinaire en cour (63).

Mais, après que le tiers eût solennellement fait savoir, dans la séance dramatique du 13 janvier, qu'il se ralliait à la protestation des ordres privilégiés contre la déclaration de juin 1781, toute résistance de sa part à la revendication des droits des Etats devait cesser (64). Dès le 26 janvier, le député de Châteaubriant remit à l'assemblée une première demande de consentement à une prorogation d'octrois. Dix autres demandes, dont une de Nantes, furent ainsi déposées avant la clôture de la session (65).

Cependant celle-ci prit fin sans que les Etats eussent reçu des ministres aucun commencement de satisfaction, ni même aucune promesse. De leur côté, ils maintenaient fermement leurs prétentions et, avant de se séparer, ils donnèrent à leurs procureurs syndics la charge de se pourvoir « aux chambres « assemblées, toutes les fois qu'ils seraient dans le cas de « s'adresser au Parlement sur des objets relatifs à toute espèce « de levée de deniers, notamment à celle des octrois » (27 janvier).

On prévoit bien, à ce moment-là, au contrôle général, la formation d'une commission mixte, pour préparer une réforme des municipalités bretonnes et liquider la situation financière des villes obérées. Y auraient siégé : les trois premiers commissaires du roi, un trésorier de France (M. Viard de Mouillemuse « qui est, à Rennes, homme sage et tranquille »), un évêque, un gentilhomme « distingué et sage », le procureur syndic des Etats résidant en Bretagne, enfin le maire et le sénéchal de Rennes. Mais c'était pour répondre à la délibération des Etats du 22 janvier qui avait de nouveau chargé la Commission intermédiaire de travailler à la réforme de l'administration des villes. Cette fois, il ne s'agissait pas seulement, comme en 1778 et 1780, de recueillir des informations sur leur situation financière, mais de dresser un « plan « général des municipalités », et la Commission avait immé-

(63) Bulletins des 12, 13 et 14 niv. (*Ibid.*).

(64) Sur cette séance, voir DE CALAN *op. cit.* p. 49 et suiv. C'est la correspondance de Bareau de Girac, en particulier sa lettre du 13 janvier au cont. gén., qui nous apporte les détails les plus explicites sur les événements (Arch. Nat. H 408).

(65) Caze de la Bove et Bareau de Girac au cont. gén. 26, 27 et 28 janv. 1783 (*Ibid.*).

diatement envoyé à toutes les villes une circulaire dans laquelle elle posait les principes de la réforme: ils étaient empruntés aux mémoires de M. de Coniac et il y était dit que « la commune est formée de tous les habitants d'une ville, auxquels « il faut joindre ceux qui y possèdent des propriétés foncières »; que « les municipalités représentent toute la commune » et que « le libre choix du représenté peut seul constituer le « représentant ». Les trois ordres devaient être représentés; on concédait toutefois que les deux premiers ordres, « ayant « moins de membres dans la population, devaient avoir moins « de membres dans la municipalité ». Le contrôleur général, aussi bien que l'intendant, trouva ces principes inadmissibles et, s'il envisagea une réforme des municipalités et se montra disposé à associer, en quelque manière, les Etats à sa préparation, il n'en faut pas conclure qu'il était prêt à leur céder sur la question des octrois ni à leur reconnaître aucun droit positif; ils n'auraient eu, au reste, dans la commission prévue, d'autre représentant qualifié qu'un de leurs syndics (66). Mais Joly de Fleury quitta le ministère et Calonne, nous l'avons vu, inaugura une nouvelle politique à l'égard des Etats. On leur céda sur la question des octrois et de l'administration des villes, comme sur celles des députations et des grands chemins.

On attendit leurs réclamations. Mais on était décidé d'avance à leur accorder satisfaction (67) et, bien avant que toutes les demandes du roi fussent accordées, dès le 9 décembre 1784, la députation extraordinaire, qu'ils avaient été autorisés à envoyer en cour après l'accord du don gratuit, leur apporta une déclaration du 5 par laquelle le roi « approuvait » que les villes de la province continuassent de se pourvoir devant eux, « suivant l'ancien usage, à l'effet d'obtenir leur consentement sur les demandes en concession, prorogation ou augmentation d'octrois ». La Commission nommée pour recevoir leurs requêtes serait également chargée « de la vérification des « comptes desdits octrois ». Bertrand de Molleville, très piqué déjà de ce qu'on n'eût pas fait sentir aux députés la part qu'il avait eue aux décisions du ministre, adressa à celui-ci de vives observations sur les termes de la déclaration. Il s'étonna que l'on eût accordé aux Etats la vérification des comptes des

(66) Notes sur cette affaire, *ibid.* H 593.

(67) Instructions des commissaires du roi et observations préparatoires (*ibid.* H 409).

octrois. « C'était, dit-il, leur livrer l'administration des villes... « Il n'aurait plus rien à faire en Bretagne ». Pourquoi, d'ailleurs, cette quatrième vérification, venant après la sienne, celle du Conseil et celle de la Chambre des Comptes ? Bertrand oubliait que cette vérification était déjà accordée par la déclaration de juin 1781. Le contrôleur général, pour le rassurer, affirma que les Etats auraient « seulement à se rendre compte « de la destination des dépenses pour voir si les demandes de « concessions étaient justifiées, mais sans pouvoir de rien « autoriser ni défendre » (68).

A la vérité un seul point était nettement résolu, celui de la nécessité du consentement des Etats, et il l'était en leur faveur. Bertrand lui-même l'avait demandé et il était mal venu de se plaindre qu'on eût, par ailleurs, maintenu des concessions déjà faites. Il semble qu'après avoir servi avec empressement la politique de Calonne, dont il escomptait imprudemment des effets heureux dans une province qu'il connaissait mal, il ait commencé à prévoir, pour sa propre autorité, de sérieuses menaces.

Maintenant, quelles pouvaient être effectivement les suites des avantages conquis par les Etats ?

Depuis le 14 janvier 1783, les députés du tiers et les municipalités avaient cessé leur résistance. Les secondes, dès lors, adressèrent docilement aux Etats leurs demandes d'octrois (69). Cependant, le conflit entre le tiers et la noblesse allait s'aggraver ; le tiers, maintenant, menait résolument l'attaque contre les privilèges. Il était peu probable que les municipalités bourgeoises tolérassent volontiers d'être gênées dans leur administration par une assemblée où les deux autres ordres continueraient de dominer. En 1786, déjà, Bertrand montre les députés du tiers « mécontents des difficultés de toute espèce que la « commission des octrois et les Etats élèvent sur les dépenses « comprises dans les comptes des villes » (70). Bertrand, il faut le dire, était très disposé à exagérer les difficultés et les dangers. En 1786, les demandes d'octrois et les comptes des villes furent examinés de près ; mais toutes les premières furent accordées, tous les seconds approuvés, sans réserves. Les Etats

(68) Bertrand au cont. gén. 19 nov. 10 et 12 déc. ; réponses du cont. gén. 13 et 15 déc. (*Ibid.* H 413).

(69) Pr.-v. des Etats, 9 et 27 déc., 11 et 21 janv., 3 et 8 février.

(70) Bertrand au cont. gén. 22 déc. (Arch. Nat. H 417).

disparurent avant qu'aucun incident grave n'ait surgi. Les craintes et les plaintes de Bertrand n'en étaient pas moins fondées. Il n'est pas douteux que le droit de consentement reconnu aux Etats les dotait d'un pouvoir redoutable. Il apportait une sanction efficace à leur contrôle des finances des villes. Sans doute ils n'avaient pas à « juger » les comptes de celles-ci. Mais pouvait-on sérieusement prétendre, avec le contrôleur général, « qu'ils étaient sans pouvoir pour rien autoriser ni défendre », alors que les ressources des villes dépendaient désormais de leur consentement et que les octrois accordés ne l'étaient ordinairement qu'avec une affectation déterminée ? Il n'est pas contestable que le rôle et l'autorité de l'intendant seraient singulièrement réduits : c'est lui qui n'aurait plus rien à autoriser ni défendre, sinon d'accord avec les Etats.

De l'intervention de ceux-ci, les villes pouvaient tirer quelque bénéfice. En réclamant le contrôle de leur administration ils s'étaient posés en défenseurs de leurs finances contre l'excès des charges qu'on leur imposait. Peut-être ces charges seraient-elles réduites et les abus, en tout cas, plus attentivement réprimés. En 1785, les députés en cour furent chargés de mémoires contre l'octroi municipal et l'excès des épices payés à la Chambre des Comptes pour ses vérifications (3 février) (71).

Le 2 août 1786, Bertrand dénonce au contrôleur général les singuliers calculs des généraux de finances qui réclamaient près du double de leur dû sur l'adjudication des anciens octrois de vingt et une villes de la province. « Il est urgent, disait-il, « de prévenir les plaintes des villes contre ces exactions » (72). Les Etats allaient, en effet, se réunir dans trois mois et, sans doute, craignait-il que l'affaire ne fût portée devant eux.

Mais, tant que les Etats et les municipalités resteraient ce qu'ils étaient, les notables bourgeois qui tenaient les dernières apprécieraient-ils tant les avantages d'une protection acquise au prix de leur soumission à la politique de la noblesse ?

La question de la réforme des municipalités restait d'ailleurs posée et, maintenant, le pouvoir royal acceptait franchement la collaboration des Etats. Par leur délibération du 3 février 1785, ceux-ci avaient de nouveau chargé la Commission inter-

(71) Rapport de la Com. interm. aux Etats de 1786 (Arch. d'I-et-V. C 3858, aff. part. art. 17).

(72) Arch. Nat. H 518.

médiaire de réclamer auprès des villes les informations nécessaires à la préparation d'un plan général de municipalité. Le même jour, ils renouvelèrent à leurs députés et procureur syndic en cour la charge de protester contre « les changements « opérés dans les municipalités de Rennes et de Dinan sans « le concours des citoyens et sans le consentement des Etats ». Le plan projeté par ceux-ci ne fut jamais dressé. Mais, en 1786, l'intendant leur fit communiquer les projets de lettres patentes préparés pour la réforme de plusieurs municipalités de la province : ils le renvoyèrent à la Commission intermédiaire en demandant que l'exécution en fût différée jusqu'à leur prochaine tenue, dans laquelle ils en délibéreraient (23 janvier). Les projets du gouvernement, conçus dans le même esprit que la nouvelle organisation de la municipalité de Rennes, ne changeaient pas grand chose au régime existant. Les corps municipaux ou communautés ne devaient comprendre qu'un nombre restreint de délibérants, une quinzaine dans les petites villes, les uns membres de droit, les autres recrutés par cooptation et inamovibles. Parmi eux, on prévoyait ordinairement deux gentilshommes et un ecclésiastique domiciliés. Les maires devaient être choisis par le gouverneur c'est-à-dire, en réalité, par l'intendant, sur une liste de trois candidats présentés par le corps municipal. Les projets conservés dans les papiers de la Commission intermédiaire portent des corrections, toutes de la même main, qui placent toujours le sénéchal ou le principal juge de la juridiction en tête du corps municipal, avant le maire, et qui ajoutent audit corps deux gentilshommes quand le projet ne les mentionne pas (73). Faut-il croire que la Commission bornait là les modifications à proposer aux Etats ? Ceux-ci auraient-ils demandé davantage ? N'auraient-ils pas compris, au contraire, qu'ils n'avaient rien à gagner à un recrutement plus large des municipalités ? On était loin, en tout cas, des principes exposés dans la circulaire de 1783. Les projets, même corrigés, paraissaient établis pour maintenir à de petites oligarchies l'administration des villes, sans participation, non seulement des artisans, mais même de la petite bourgeoisie. Ils ne faisaient pas grand'place à la noblesse et au clergé. Si petite qu'elle fût, toutefois, elle pouvait encore être un motif aux réclamations du tiers. La municipalité de Dinan objecta au projet qui la concernait que personne ne

(73) Documents rassemblés par la Com. int. (Arch. d'I.-et-V. C 3932).

devait avoir entrée de droit à la communauté, mais que tous les membres en devaient être élus et que les ecclésiastiques et les gentilshommes n'étaient pas qualifiés pour s'occuper de l'administration de charges qu'ils ne supportaient pas, telles que la capitation roturière et le casernement (74). Mais les événements prévinrent tout débat. La Commission intermédiaire ne nous a laissé, du reste, aucun rapport ni projet. Il semble que la noblesse, satisfaction obtenue sur la question des octrois, se soit désintéressée de la réforme des municipalités et ce n'est pas du tiers qu'il fallait attendre qu'il y poussât. Avoir fait admettre leur intervention, et dans les conditions imposées par eux-mêmes, n'en était pas moins un succès à signaler à l'actif des Etats.

Ils ne réussirent pas, il est vrai, à faire reconnaître intégralement leur droit à consentir les levées de deniers des généraux de paroisses. Calonne céda à leurs prétentions dans une assez large mesure. Mais l'intransigeance du tiers et de la noblesse, cette fois alliés contre le clergé, maintint la question ouverte. Elle avait été posée par une querelle entre le Parlement et l'intendant au sujet de leur compétence respective dans les affaires de réparations d'églises et de presbytères. Le premier, par ses arrêts du 24 mai 1780 et 4 mai 1781, interprétant à sa manière l'édit trop peu explicite de 1695, prétendit connaître, non seulement des réparations des chœurs et chancels et des presbytères, incombant aux décimateurs et aux recteurs, mais aussi de celles qui incombaient aux généraux.

Par l'arrêt du conseil du 19 septembre 1781 et les lettres patentes du 18 juillet 1783, on réduisit rigoureusement sa compétence aux premières : c'est à l'intendant seul qu'il appartenait d'autoriser les généraux à s'imposer pour celles qui restaient à leur charge. Le Parlement fit des remontrances et c'est alors que les Etats intervinrent. Leur procureur syndic en Bretagne fit opposition à l'enregistrement des lettres patentes de 1783 et, dans la tenue suivante, ils chargèrent leurs députés et procureur syndic en cour de soutenir la nécessité de leur consentement pour toute levée de deniers supérieure à 600 l. dans les paroisses (75). Calonne, observant qu'il « serait incon- » séquent de refuser pour les paroisses ce que l'on avait accordé « pour les villes », fit savoir aux Etats de 1786 que le roi

(74) *Ibid.*

(75) Rapports au cont. gén. (Arch. Nat. H 589 et 465).

« approuvait » que les généraux demandassent leur consentement ; mais, en cas de refus de la part des Etats, l'intendant serait appelé à donner son avis et, en cas de désaccord, le conseil du roi statuerait (76).

C'est cette réserve que le tiers et la noblesse refusèrent d'admettre. La résistance du clergé, intéressé dans l'affaire, tout comme le tiers l'avait été dans celle des octrois, et qui ne tenait pas à voir les réparations des églises dépendre d'un vote des Etats, encouragea sans doute le ministre à tenir bon. Celui-ci maintint ses conditions et elles furent répétées dans les premières instructions préparées pour les Etats de 1788 (77).

*
**

Autre gain des Etats dans la tenue de 1784-1785 : on leur abandonna l'entière administration des grands chemins de la province. Nous avons suivi leurs efforts depuis 1715 pour obtenir satisfaction sur ce point. Nous avons vu quelles concessions ils arrachèrent au duc d'Aiguillon malgré ses préventions et ses griefs à leur égard. Cependant, le personnel demeurait sous l'autorité directe de l'intendant ; la Commission intermédiaire n'avait à intervenir dans le choix ni des ingénieurs, ni de leurs subordonnés, et ne disposait pas de sanctions à leur égard. Aux mains de l'intendant, également, était maintenue l'administration de la corvée ; la Commission intermédiaire ne pouvait qu'instruire et lui transmettre les plaintes pour infraction aux règlements. Enfin, c'est toujours à l'intendant qu'appartenait en principe le choix des travaux à exécuter. On semblait n'avoir rien abandonné de plus aux Etats que le droit de présider à l'emploi de leurs fonds, en réservant à leurs seuls commissaires le soin des adjudications et des marchés. Pour la réception des ouvrages, ils n'avaient que le droit de faire vérifier ceux-ci par leurs députés, concurremment avec les ingénieurs. La Commission donnait son avis tant sur les procès-verbaux de premier et dernier renable, que sur les paiements à faire aux entrepreneurs ; mais l'ordonnancement des paiements continuait d'appartenir à l'intendant (78).

(76) Instructions des commissaires du roi (*Ibid.* H 409).

(77) *Ibid.*

(78) CHARDEL, *Traité de l'Adm. de la Commission Int.* t. II, chap. des Grands Chemins, et CARON, *L'Adm. des Etats de Bret.* chap. VIII.

Mais, d'Aiguillon parti, les Etats recommencèrent à faire valoir leurs prétentions sur tous les points qui leur échappaient encore. En mars 1769, ils présentèrent tout un ensemble de revendications et, dès 1770, obtinrent déjà des satisfactions notables (79). On leur refusa de laisser à la Commission intermédiaire la désignation des ingénieurs à préposer à la réception des travaux. Mais on leur promit que l'intendant leur ferait remettre, trois mois avant l'ouverture de leur session, l'état détaillé des travaux à entreprendre dans le cours des deux années suivantes, avec l'évaluation de la dépense. Il fut entendu qu'ils seraient à l'avenir consultés sur les modifications d'alignement. On leur renouvela, en termes formels, l'assurance, déjà donnée à la Commission intermédiaire, qu'il ne serait entrepris aucun ouvrage supplémentaire avant que celle-ci n'ait été consultée, et « qu'il avait été donné à cet égard « les ordres les plus absolus aux ingénieurs ».

Ils avaient aussi demandé d'être consultés sur le choix des ingénieurs, sur le règlement de leurs attributions et la fixation de leurs traitements, indemnités et gratifications. On n'y consentit pas. Mais les traitements demeuraient fixés aux chiffres arrêtés en 1754, conformément à leur avis; l'état en était communiqué chaque année à la Commission intermédiaire et l'on n'y employait que la somme de 31.500 l. à laquelle ils avaient limité, en 1757, les frais de personnel (80). En 1770, ils commencèrent à donner à la Commission la charge, régulièrement renouvelée depuis, dans chaque session, de faire dresser, dans chaque évêché, « un état par article des abus qui pourraient « se glisser relativement à la corvée » (81).

En 1774, il ne dépendit que des Etats d'avoir définitivement cause gagnée. Turgot leur fit promettre la « partie ordonnative » des grands chemins, s'ils voulaient se prêter à la suppression de la corvée en y substituant un impôt au marc la livre des vingtièmes, portant sur tous les propriétaires de terres (82). Mais une pareille condition soulevait de dangereuses objections et l'évêque de Rennes prévint bien l'opposition de l'assemblée, tout entière, à un impôt qui atteindrait les propriétaires nobles

(79) Réponse du cont. gén. en date du 20 août 1770, à leurs demandes de mars 1769 (Rapport de la Com. int. aux Etats de 1770, Arch. d'I-et-V. C 3853).

(80) CARON, *op. cit.* p. 406.

(81) 30 déc. 1770.

(82) Instructions secrètes (Arch. Nat. H 388).

et bourgeois ; il suggéra au contrôleur général de chercher les fonds nécessaires dans les bénéfices à tirer de la régie de la ferme des devoirs (83). Mais la régie n'agréa pas plus aux Etats que l'augmentation des vingtièmes. La noblesse la repoussa sans scrutin, et le tiers par 30 voix contre une (84).

Les Etats espéraient bien obtenir l'administration des grands chemins sans contre-partie. Fidèlement servis par leur Commission intermédiaire, ils persévérèrent dans leurs efforts pour conquérir une pleine et entière autorité sur le personnel, ce qui mettrait sous leur main l'administration de la corvée, et pour devenir seuls maîtres du choix des travaux. C'étaient là les deux points essentiels.

Par une ordonnance du gouverneur du 5 février 1775, l'intendant, ayant fait augmenter les appointements des ingénieurs et sous-ingénieurs et porter ainsi les frais de personnel de 31.500 l. à 36.000 l. sans consulter la Commission, celle-ci protesta aussitôt, faisant valoir que les chiffres antérieurs avaient été fixés en 1757 d'accord avec les Etats (85). On ne revint pas sur la décision prise ; mais l'intendant promit de ne pas innover sur le même point sans avoir pris l'avis de la Commission.

Deux ans plus tard, nouveau conflit au sujet d'une gratification de 2.400 l. accordée à l'ingénieur en chef Frignet, de la seule autorité de l'intendant. Celui-ci invoqua des précédents récents : ses prédécesseurs immédiats, d'Agay et Duplex, avaient ainsi accordé des libéralités exceptionnelles sans que les Etats s'en émussent. Cette fois, ils ordonnèrent à leur trésorier de retenir le montant de la gratification sur les appointements de Frignet ; leur délibération fut cassée par arrêt du conseil. Mais Necker avait regretté le conflit et fait observer à l'intendant que les règlements de 1754 et de 1757 paraissaient bien autoriser les Etats à limiter la part de leurs fonds destinés à la rétribution du personnel (86).

Il faut rappeler qu'en 1776, sur la plainte des corvoyeurs de quelques paroisses de l'évêché de Saint-Malo, l'opposition avait obtenu le déplacement de l'ingénieur Dorotte hors de la

(83) Bareau de Girac au cont. gén. autog. 11 janv. 1775 (*Ibid.* II 386).

(84) Bulletin du 14 février 1775 (*Ibid.* H 387).

(85) Caze de la Bove au cont. gén. 4 janv. 1776 (lettre citée par CARON, *op. cit.* p. 409).

(86) LÉTAICONNOUX, *Les Grands Chemins de Bretagne* (Rev. du XVIII^e siècle janvier-juin 1917, p. 230 et 231).

province, en menaçant de refuser le fonds des grands chemins. L'affaire, sans doute, était plus politique qu'administrative; l'on poursuivait surtout, en Dorotte, un ancien protégé du duc d'Aiguillon et l'autorité de l'intendant n'était pas précisément visée; le résultat obtenu était toutefois significatif (87).

D'autre part, nous voyons l'intendant se révolter deux fois contre la lenteur ou la mauvaise volonté de la Commission à faire les adjudications qu'il réclame. En 1776, il obtient un ordre du roi pour procéder lui-même à l'adjudication de la réfection du pont de Blanc-Essai, dans les dîgues de Dol, la Commission remettant toujours à y pourvoir, malgré l'urgente nécessité des travaux, jusqu'après le jugement d'un interminable procès avec les seigneurs riverains (88). En 1781, en réponse aux imputations des Etats, qui l'avaient accusé auprès du ministre d'avoir fait un rapport inexact sur l'état de la route de Ploërmel à Lorient par Josselin, il accusa à son tour le bureau diocésain de Vannes de se refuser, depuis cinq ans, à faire l'adjudication des travaux nécessaires sur cette route, afin de détourner le trafic sur celle qui passait par Vannes, bien qu'elle fût plus longue de trois lieues. Ses réclamations eurent d'ailleurs raison de la mauvaise volonté des commissaires (89).

Mais les Etats étaient alors tout près d'arriver à leurs fins. C'est encore en vain que l'assemblée de 1780-1781 avait réclamé la partie ordonnative, offrant, en échange, d'affecter aux grands chemins les 341.000 l. d'excédent qui apparaissaient dans son budget. Joly de Fleury refusa de souscrire à une condition que l'intendant avait représentée comme inadmissible : « Cette « partie serait livrée au plus grand désordre et les per-

(87) Bulletin du 21 nov. et lettre particulière de Bureau de Girac à Ménard sur cette affaire, 22 nov. (Arch. Nat. H 390). L'évêque eut beaucoup de mal à empêcher que l'on ne demandât la destitution de Dorotte et il insista pour qu'il fût placé incessamment hors de la province. La Commission intermédiaire avait été saisie de plaintes assez vives contre cet ingénieur de la part de la paroisse de Saint-Pierre-de-Plesguen (évêché de Saint-Malo), et elle avait estimé excessives ses exigences à l'égard des corvoyeurs. Mais les griefs retenus par elle n'étaient pas des plus graves et ne justifiaient aucunement la sanction réclamée par l'opposition (Rapport de la Com. int. aux Etats de 1776. Arch. d'I.-et-V. C 3855).

(88) Rapport de la Com. int. aux Etats de 1774 et de 1776 (*Ibid.*).

(89) Rapport de la Com. int. aux Etats de 1782. (*Ibid.* C 3857). Cf. LÉTAICONNOUX, art. cit. p. 132.

« sonnés sages de l'assemblée considéraient que ce serait un « malheur » (90). En conséquence les 341.000 l. demeurèrent sans emploi dans la caisse des Etats (91).

Cependant, quelques mois plus tard, Caze de la Bove allait faire lui-même à la Commission une concession décisive. Depuis 1772, nous avons vu que l'intendant devait communiquer à la Commission, trois mois avant la tenue des Etats, un tableau des travaux les plus urgents à entreprendre, afin que l'assemblée fût en mesure de désigner elle-même ceux dont l'adjudication pourrait être faite dans l'intermédiaire (92). Mais ce tableau sommaire, n'étant pas accompagné de devis et n'éclairant pas les Etats sur les dépenses encore nécessaires pour les travaux en cours, ne leur permettait pas de régler rigoureusement l'emploi de leurs fonds; ils ne pouvaient que donner une approbation de principe aux projets qu'ils retenaient. Les ingénieurs et l'intendant demeuraient maîtres de choisir, parmi des projets dont le coût total excédait toujours de beaucoup les fonds disponibles, ceux dont ils arrêteraient d'abord les devis définitifs. Aussitôt après la clôture de la tenue de 1780-1781, la Commission intermédiaire réclama à l'intendant un état portant : 1° les sommes dues pour les ouvrages en chantier; 2° l'estimation des projets consentis ou ordonnés par les Etats; 3° le sommaire des appointements et des pensions de retraite des ingénieurs. Caze de la Bove, qui tenait à défendre, autant qu'il était encore possible, la liberté de ses ingénieurs, répondit qu'on ne pouvait indiquer le prix des nouveaux ouvrages qu'après en avoir arrêté les projets dans le détail, que c'était là un long travail et que le mieux était que la Commission procédât aux adjudications au fur et à mesure que les devis lui parviendraient (93).

(90) Caze de la Bove au cont. gén. 31 janvier 1781 (Arch. Nat. H 404). 200.000 l. devaient être consacrées au soulagement des corvoyeurs et 141.000 l. aux pavés dans la traversée des villes. Le tiers fit d'abord opposition à la condition posée par les deux autres ordres, ne voulant pas que le pavage des villes dépendît de la Commission intermédiaire. Mais il se rallia, dans la séance même, à l'avis des autres ordres (Bulletin du 30 janvier, *ibid.*).

(91) Correspondance à ce sujet entre la Com. int. et l'intendant, 9 et 19 juin 1781 (Reg. de la Com. int. Arch. d'I.-et-V. C 3833).

(92) Les rapports de la Com. int. montrent que cet état lui fut effectivement adressé par l'intendant. En 1772, la Commission dut le réclamer, le 12 septembre. En 1774, il ne lui parvint que le 7 décembre, après l'ouverture de la tenue. Mais, en 1776, elle le reçut dès le 3 juillet, dans les délais prescrits.

(93) Reg. de la Com. int. 20 février et 2 mars 1781 (Arch. d'I.-et-V. C 3833).

C'était sur le second point de la demande, le plus important, une fin de non recevoir. Mais, alors, la Commission demanda que les projets de travaux sur lesquels les prochains Etats auraient à se prononcer lui fussent remis avec tous les devis nécessaires. L'intendant discuta, ergota et, en fin de compte, finit par céder. « Je pense comme vous, Messieurs, écrit-il à la « Commission, que cette forme pourra procurer un meilleur « emploi des fonds de la province et obvier à des difficultés que « nous désirons réciproquement d'éviter ». C'était la formule même dont la Commission s'était servie (94). Caze de la Bove s'inclinait de fort mauvaise grâce : il paraît bien certain qu'il ne fit qu'obéir aux ordres du ministre et que la question fut tranchée à Versailles. On était pourtant sous l'administration de Joly de Fleury, dont nous connaissons les tendances autoritaires. Mais la Commission intermédiaire avait à sa tête Bareau de Girac, et nous savons combien l'évêque était alors en faveur auprès du gouvernement. On peut attribuer à son influence l'avantage d'une mesure qui rendait les Etats à peu près complètement maîtres du choix des travaux à entreprendre. Et c'est sans doute ce qui explique pourquoi, sur l'article des grands chemins, l'assemblée de 1782, si difficile par ailleurs, montra d'aussi favorables dispositions. Elle vota, avec le fonds ordinaire de 600.000 l. qui lui était demandé pour les chemins, deux suppléments de 200.000 l. chacun pour servir, l'un au soulagement des plus pauvres corvoyeurs, l'autre pour les pavés des banlieues des villes et, cette fois, c'était sans aucune condition. Les Etats se contentaient de renouveler leurs instances habituelles pour obtenir la pleine et entière administration des grands chemins (95). On ne peut affirmer qu'ils l'auraient formellement obtenue sans le changement de gouvernement. En tout cas, ils touchaient au but. Calonne la leur accorda aussi complètement qu'ils pouvaient le désirer.

Les commissaires du roi furent autorisés à annoncer aux Etats de 1784 qu'on leur accordait l'entière administration des grands chemins sous les seules réserves suivantes : Aucun changement dans les anciens tracés ni aucune route nouvelle ne seraient entrepris sans que les plans et devis eussent été approuvés par le roi ; cette approbation serait également nécessaire pour le programme des travaux arrêtés dans chaque

(94) *Ibid.* 8 et 20 janvier 1782, C 3834.

(95) Délib. du 29 janvier 1781 ; bulletin du même jour (Arch. Nat. H 408).

tenue; enfin, les anciens règlements relatifs à la corvée demeureraient en vigueur. Dans une note rédigée pour le roi, on observe que la « chose publique souffre considérablement du « partage » de l'administration entre l'intendant et la Commission intermédiaire et que l'on peut accorder à la Bretagne une satisfaction que les autres pays d'Etats ont obtenue depuis longtemps (96).

Borie, président du tiers, dit que « cette réforme tant désirée » ne fut pas accueillie aussi unanimement qu'on pouvait « l'attendre, à cause des conditions imposées » (97), et l'intendant Bertrand prétendit que les difficultés soulevées par les Etats n'étaient qu'un moyen commode de faire maintenir l'état de choses antérieur, sans s'exposer à refuser purement et simplement ce que l'on demandait depuis dix ans (98). Les demandes des Etats, en réalité, étaient toutes naturelles. C'étaient : 1° la suppression d'une formule qui donnait à la concession du pouvoir royal un caractère précaire; 2° qu'on les dispensât d'obtenir l'approbation du conseil pour les travaux ordinaires d'entretien; 3° qu'on attribuât formellement à leurs commissaires toute juridiction en la matière, sauf appel au conseil (99). Bertrand lui-même finit par écrire au contrôleur général que, s'il avait à cœur que les Etats se chargeassent de cette administration, il fallait leur accorder tout ce qu'ils demandaient et principalement la juridiction (100). L'arrêt du conseil du 30 janvier ne leur concéda pleinement que le troisième point; mais, comme le disait Bertrand, c'était le plus important.

En fait, les Etats devenaient pleinement maîtres de l'administration des grands chemins de la province. Le pouvoir royal pouvait encore discuter les programmes de travaux, mais il était encore en moins bonne posture qu'auparavant pour imposer ses projets aux Etats et les obliger aux dépenses qu'il jugeait nécessaires.

Avant de se séparer, l'assemblée arrêta, le 4 février, un règlement pour cette nouvelle partie de son administration. La Commission intermédiaire en demeurait chargée. Elle devrait

(96) Instruction unique et note pour le roi (Arch. Nat. H 409).

(97) Borie au cont. gén. 4 décembre (*Ibid.* H 413).

(98) Bertrand au même, 20 déc. (*Ibid.*).

(99) Bulletins des 3 et 28 décembre 1784, 1^{er}, 2, 22, 26 et 27 janvier 1785 (*Ibid.*).

(100) 7 janvier (*Ibid.*).

observer « le plan et les règlements qui ont été suivis jusqu'ici, « tant par les Etats que par M. l'Intendant ». Il importe de remarquer quelle large part d'initiative et d'autorité on laissait aux bureaux diocésains :

Les Etats décidaient des ouvrages à entreprendre et fixaient la dépense pour chacun d'eux. Mais les adjudications seraient faites dans chaque diocèse, avec latitude, pour les commissaires diocésains, d'adjuger au besoin à un prix supérieur à celui des devis et de différer en conséquence l'exécution des ouvrages les moins urgents ; ils devraient prendre l'avis du bureau de Rennes, mais sans que celui-ci « puisse « empêcher l'exécution de leur arrêté ». Au seul bureau de Rennes appartenait l'ordonnancement des paiements, mais « conformément aux avis des bureaux diocésains ». Si l'on croyait à Rennes constater quelque irrégularité ou erreur, l'on avertissait le bureau diocésain ; mais, s'il persistait dans son avis, celui-ci ferait loi et le bureau de Rennes ne pourrait que rendre compte de l'affaire aux prochains Etats.

Dans chaque bureau diocésain, un registre spécial serait consacré aux délibérations, rapports et décisions concernant les chemins. Chacun des commissaires se verrait attribuer une portion de route dont il aurait l'inspection particulière. Il devrait faire cette inspection à ses frais, aussi souvent qu'il le voudrait, mais au moins une fois tous les six mois ; ses rapports seraient portés au registre. Il aurait la surveillance des travaux à exécuter sur son secteur. Il donnerait provisoirement aux ingénieurs les ordres nécessaires et pourrait demander une assemblée extraordinaire du bureau pour délibérer sur les objets importants.

Seul, le bureau de Rennes avait pouvoir d'ordonner les contraintes, amendes et autres punitions (10) et, d'une façon générale, il avait seul l'exercice de la juridiction dévolue à la Commission.

N'oublions pas que les routes royales ou « routes de premier « ordre, de postes et de messageries » étaient, comme les autres, abandonnées aux Etats.

Que vaudrait leur administration ? Elle a duré trop peu de temps et, pendant cette courte période, la question de la corvée leur créa trop d'embarras pourqu'on en puisse juger. Les choses toutefois ne pouvaient pas tellement changer puisqu'ils

(101) Procès-verbal des Etats, 4 février 1785.

conservèrent le personnel en place et qu'ils avaient déjà si largement part à l'administration antérieure. La première condition d'une amélioration notable du service des chemins eût été une augmentation considérable des fonds qui lui étaient destinés. Mais les Etats ne paraissaient nullement disposés aux sacrifices nécessaires (102).

En 1788, l'intendant Bertrand jugeait très sévèrement leur gestion. « Depuis quatre ans, dit-il, que le roi a abandonné l'administration [des grands chemins] aux Etats, on n'y a presque fait aucuns travaux. Les corvéables ont refusé dès ce moment d'exécuter les ordres qui leur ont été donnés et, les droits que les Etats ont imposés sur les eaux-de-vie pour le soulagement de la corvée ayant multiplié la fraude et diminué la consommation, ils n'en retireront qu'une faible ressource, de sorte qu'il est indispensable de recourir à d'autres expédients » (103).

Bertrand peut être à bon droit suspect de malveillance à l'égard des Etats. Les procès-verbaux de tournées des commissaires intermédiaires témoignent, en réalité, d'un zèle éclairé (104). Les travaux donnés à l'entreprise furent conduits par les mêmes ingénieurs et furent adjugés et reçus dans les mêmes

(102) Les Etats adoptèrent, le 28 déc. 1786 et le 18 janvier 1787, deux grands règlements généraux préparés par la Commission intermédiaire. Celle-ci avait rédigé, d'autre part, une instruction pour les ingénieurs, qui fut soumise à l'examen des bureaux diocésains. Ces nouveaux actes ne font guère que coordonner et adapter la réglementation antérieure, sans innover sérieusement sur aucun point. (Cf. Rapport de la Com. int. aux Etats de 1786 et de 1788. Arch. d'I.-et-V. C 3858 et 3859).

Dans le rapport préparé pour les Etats de 1788, la Commission intermédiaire expose que les routes à entretenir dans la province ont une longueur de 789 lieues et demie. Pour les mettre « en état de perfection », il faudrait dépenser 8.903.311 l. 7 s. 1 d. et leur entretien annuel coûterait alors 1.087.862 l. Dans leur état actuel, il coûterait, pour être suffisant, 1.979.063 l. Or les Etats votaient, tous les deux ans, 600.000 l., soit 300.000 l. par an. Le travail fourni par les corvoyeurs était loin de pouvoir représenter le reste de la dépense. L'état des travaux urgents, à prix d'argent, dressé pour chaque tenue, par les ingénieurs, s'élevait d'ailleurs toujours à plus du double des crédits votés par l'Assemblée.

(103) Observations pour la préparation de la tenue de 1788 (Arch. Nat. H 409).

(104) On remarque, dans les archives des bureaux diocésains, le soin avec lequel ont été tenus les registres consacrés à l'administration des grands chemins. Ces registres ont été conservés pour six évêchés sur neuf. (Rennes, Dol et Saint-Malo, Arch. d'I.-et-V. C 4717-4719, 5443 et 5444, Saint-Brieuc, Arch. des Côtes-du-Nord, C 45. Tréguier, *ibid.* C 87. Vannes, Arch. du Morbihan, C non coté. Quimper, Arch. du Finistère, C 64. Nantes, Arch. de la Loire-Inférieure, C 512).

conditions qu'auparavant. Quant aux travaux exécutés par corvée, il n'apparaît nullement comme Bertrand le donne à entendre, que la Commission ait été moins capable que l'intendant de se faire obéir des corvéables. La mauvaise volonté de ceux-ci en 1787 et en 1788 est indéniable, au moins dans certaines régions (105) ; mais, en 1785 et 1786, ils ne se sont pas montrés plus indociles qu'auparavant. S'ils furent ensuite, en quelques endroits, plus récalcitrants, c'est que les essais de remplacement de la corvée leur donnèrent à croire qu'elle était supprimée.

En 1786, Calonne s'efforça de décider les Etats à reprendre l'étude des moyens d'opérer cette suppression. Mais Bertrand prévint avec raison qu'il serait difficile de leur faire accepter une taxe de remplacement équitable et suffisamment productive (106). Les trois ordres se mirent aisément d'accord pour recourir à une taxe de 10 sous par pot d'eau-de-vie ou de liqueur vendu au détail ; ceux qui avaient le droit d'en loger ne pourraient faire provision de plus d'un tierçon par an. Cela suffisait pour que les consommateurs aisés fussent exempts du

(105) Les rapports de la Commission intermédiaire aux Etats ne signalent qu'un refus de tâche : Les corvéables de la paroisse de Langan (évêché de Saint-Malo) ont refusé d'exécuter les travaux à eux imposés par l'ordonnance du 5 août 1788, et ont déclaré au syndic : « qu'ils ne travailleraient pas sans être payés et qu'il eût à l'avenir à s'abstenir de les convoquer pour les grands chemins ». La Commission fit preuve en la circonstance d'une faiblesse qui paraît justifier les imputations de l'intendant. Son rapport conclut ainsi : « Attendu la proximité de votre présente assemblée, nous devons nous borner à vous rendre compte de ce refus, et n'employer les moyens coercitifs, prescrits par les règlements, que lorsque vous aurez bien voulu nous faire connaître vos intentions à cet égard ». Mais la date de l'incident explique assez la prudence de la Commission. Peu de temps auparavant, à la date du 10 mai 1788, on relève, sur le registre du bureau de Saint-Brieuc, une observation dont il est surprenant que le rapport de la Commission n'ait pas fait état : « Il est constaté, par nos différentes tournées et par le rapport de nos ingénieurs, qu'il ne se fait aucun travail sur les grands chemins ». Cette « morosité » de la part des corvéables vient de ce qu'ils sont persuadés « que, la corvée étant supprimée, on exige d'eux une surcharge vexatoire. » En conséquence, les commissaires du bureau décidaient de demander à Rennes des ordonnances de contrainte par garnison, contre les corvumeurs défaillants, dans les paroisses de Planguenoual, Pluduno, Plourhan, Plélo, Saint-Brandan, Ploufragan, Sévignac, Plédéliac, Maroué, Lescouët et Saint-Igneuc. Ces paroisses ne forment pas un bloc compact ; elles sont distribuées dans les différentes parties de l'évêché. La résistance n'était donc pas confinée dans un étroit canton. Aucun des autres registres conservés ne relate d'ailleurs de faits analogues. (Arch. d'I.-et-V. C 3859, et des Côtes-du-Nord, C 45).

(106) Bertrand au com. gén. 22 avril 1786. Lettre citée par LETAICONOUX, *Le Régime de la Corvée en Bretagne*, p. 102.

droit. On escomptait un produit annuel de 500.000 l. dont le dixième serait consacré aux réparations des endroits les plus dispendieux et le reste partagé entre les diocèses, proportionnellement à la longueur de leurs réseaux de routes. Chaque bureau diocésain affecterait sa part aux ouvrages de son choix (107). Bertrand espérait que la somme serait suffisante pour assurer la suppression de la corvée de bras et que les Etats suivants se décideraient à de nouveaux sacrifices pour la suppression de la corvée de harnais (108). Or, le droit de 10 sous ne produisit guère plus de 90.000 l. dans les dix derniers mois de 1787, et de 120.000 l. pour l'année 1788 toute entière (109).

On ne put donc renoncer au travail des convoyeurs que dans une très faible mesure. Mais ceux-ci eurent un prétexte pour protester et la déclaration du 27 juin 1787, qui supprima la corvée dans le reste du royaume, vint les fortifier dans l'illusion qu'on ne pourrait plus exiger d'eux aucune tâche. Or la déclaration n'était pas applicable en Bretagne avant que les Etats n'eussent trouvé les ressources nécessaires. Un premier projet d'instructions pour les commissaires du roi aux Etats de 1788, rédigé pour la convocation du 23 octobre, les invitait à demander, à cet effet, à l'assemblée, un fonds de 500.000 l. On prévoyait de grandes difficultés de la part de la noblesse. « Mais « la corvée étant supprimée dans le reste du royaume, elle « devait l'être en Bretagne » ; et l'on estimait qu'il était aisé de se procurer l'argent nécessaire au moyen d'un droit sur les boissons à l'entrée de la province, ou de la prolongation, jusqu'à six ans, de la durée du bail des devoirs. Dans les instructions définitives, arrêtées pour la convocation du 29 décembre, l'article relatif à la corvée fut supprimé avec plusieurs autres (110). Nous ne savons au juste pourquoi. Sans doute s'efforça-t-on d'alléger le programme d'une session qui s'annonçait orageuse, des questions qu'il semblait le moins urgent de résoudre ou dont la solution pourrait être facilitée par les résolutions des Etats Généraux. Bertrand prévoyait du reste, avec

(107) Délib. du 16 janvier 1787. Voir bulletins des 24 et 27 nov., 7 et 12 déc., 4, 16 et 23 janvier (Arch. Nat. H 417).

(108) Bertrand au cont. gén. 20 janvier (*Ibid.*).

(109) Rapport de la Com. int. aux Etats de 1788 (Arch. d'I.-et-V. C 3859).

(110) Arch. Nat. H 409.

raison, que les Etats ne se prêteraient volontiers ni à l'établissement de droits d'entrée sur les boissons, ni à la prolongation du bail des devoirs.

*
* *

Peu de temps avant que n'aboutissent leurs longs efforts pour obtenir l'entière administration des grands chemins, les Etats s'étaient vu concéder la construction et l'aménagement d'un réseau de canaux et de rivières navigables, avec la propriété de ce réseau, la police de la navigation et la nomination d'une commission spéciale chargée de tout ce qui concernait cette partie (111).

Tout cela leur avait été accordé sans difficulté aucune. La question, il faut le dire, se présentait tout autrement que celle des grands chemins. Le pouvoir royal, si désireux qu'il se montrât alors de doter la France d'un système général de voies navigables, ne considérait pas qu'il pût se charger lui-même de la dépense. Dans les pays d'Etats, il entendait bien en laisser la charge aux Etats eux-mêmes. Aussi était-il prêt, en retour, à abandonner à ceux-ci les pouvoirs les plus étendus. On était d'ailleurs accoutumé à considérer les canaux et les aménagements de cours d'eau comme des entreprises particulières, et à en laisser l'exploitation aux collectivités, ou même aux particuliers qui en avaient pris l'initiative. Avant de passer aux mains des Etats de Bretagne, la Vilaine navigable, de Rennes à Redon, avait ainsi appartenu à la ville de Rennes qui s'était chargée, sous François I^{er}, de l'aménager à partir de Mesnac (112). La grande majorité des membres de nos Etats, d'ailleurs, prenait trop peu d'intérêt à la question des canaux pour entrer en conflit avec le gouvernement à son sujet. Elle s'en fût tout de suite dégoûtée si celui-ci n'avait pas été disposé à prévenir toutes ses exigences. Au reste, il ne fit qu'accorder aux

(111) Sur l'histoire des voies navigables en Bretagne, nous n'avons à citer qu'un article de F. BOURDAIS, *La Navigation intérieure en Bretagne depuis le Moyen Age jusqu'à nos jours* (Annales de Bretagne, t. XXIII, avril 1908, p. 335-342). C'est le résumé, très sommaire, d'un mémoire présenté à la Faculté des Lettres de Rennes pour le diplôme d'études supérieures, dont le manuscrit a malheureusement été perdu. Une analyse détaillée, manuscrite, en est conservée au laboratoire de géographie de la Faculté.

(112) Lettres patentes d'août 1539 (Arch. municip. de Rennes, n° 50; copie fautive aux Arch. d'I.-et-V. C 4902).

Etats de Bretagne des droits et attributions analogues à ceux qu'il venait de reconnaître aux Etats de Bourgogne pour la construction et l'exploitation du canal du Centre.

Au XVII^e siècle, des villes bretonnes avaient à différentes reprises sollicité l'appui des Etats pour l'aménagement de diverses rivières, Vilaine, Oust, Aulne, Meu, rivière de Morlaix. Les Etats avaient toujours approuvé les projets, mais régulièrement refusé toute subvention (113).

Plusieurs fois, au cours du siècle suivant, les Etats furent saisis de projets de canaux. Ils accordèrent quelque attention à celui de l'ingénieur Abeille (1730) et à ceux de M. de Kersauzon (1746 et 1765), mais sans leur donner aucune suite (114). En 1782, l'évêque Bareau de Girac réussit à leur faire prendre en considération un nouveau projet, œuvre du comte de Piré (115). Comme les précédents, il correspondait, dans les grandes lignes et parfois dans le détail, aux tracés qui ont été réalisés au XIX^e siècle; il était lié à la création d'un port militaire à Saint-Malo. Ce ne fut pas sans peine que l'évêque obtint des Etats une approbation de principe et la nomination d'une « Commission de la Navigation intérieure » chargée de conduire, pendant l'intermédiaire, les négociations nécessaires avec le pouvoir royal et de faire procéder aux premières études (116). On redoutait évidemment la dépense. L'entreprise

(113) L'analyse du mémoire de F. Bourdais nous fournit les indications suivantes : Projet pour la rivière de Châteaulin en 1627 (*Annuaire de Bretagne*, 1845) ; pour la rivière de Morlaix en 1657 et pour la Vilaine, de Vitré à Rennes, en 1659 (Arch. d'I.-et-V. C 2656) ; pour le Meu, en 1607 (*Ibid.* C 2666 et 3703).

(114) D'après la même source : Projet pour la Vilaine, de Rennes à Vitré, en 1720 (Arch. municip. de Rennes, Registre de l'Hôtel de Ville, 18 août, n^o 85) ; projet du marquis de Chérigny (Arch. d'I.-et-V. E 238 et 324) ; projet d'Abeille (Arch. d'I.-et-V. C 4984, et pr.-v. des Etats de 1730 et 1736) ; projets de Kersauzon (*Ibid.* C 2683, 2684, 2708 et 4984, et pr.-v. des Etats de 1746, 1748 et 1766).

(115) Sur le comte Pierre-Marie, comte de Rosnyvinen de Piré, qui s'était distingué dans l'opposition au temps du duc d'Aiguillon, particulièrement en 1762, en 1764 et en 1766, mais qui s'était rallié, en 1768, à la politique opportuniste de Bareau de Girac, au parti duquel il était resté attaché, voir MAURICE MONTIGNY, *Guillemette de Rosnyvinen de Piré, histoire d'une famille bretonne* (Mémoires de la Soc. d'Hist. et d'Arch. de Bretagne, t. IV, 1923).

(116) Le 27 janvier, Bareau de Girac écrit au cont. gén. qu'il y a quinze ans qu'il lutte pour le projet combattu par les riverains. Il a défendu vigoureusement la proposition de Piré, qui avait soulevé une assez vive agitation dans l'assemblée (Arch. Nat. H 408).

La délibération du 29 janvier 1783 n'institua qu'une commission préparatoire de 6 membres. Les Etats de 1784 la portèrent à 18 membres.

des canaux fut bien un succès personnel de l'évêque, dont l'influence et l'autorité n'avaient jamais été plus grandes que dans cette tenue, auprès de l'assemblée comme auprès des ministres.

Ceux-ci accueillirent avec empressement les propositions des Etats. Les lettres patentes du 1^{er} octobre 1783 (117) reconnurent aux Etats de Bretagne la propriété des canaux qu'ils construiraient et des aménagements opérés sur les rivières navigables, ainsi que de toutes leurs dépendances. Ils auraient l'inspection et la surveillance de la navigation et des travaux à entreprendre. Ils fixeraient les droits de port, d'écluse et de navigation, sous réserve d'approbation par les commissaires du roi. Leurs commissaires auraient la nomination des ingénieurs et des divers préposés, et toute autorité sur eux, avec le jugement des petites causes relatives à l'usage et à l'entretien des voies navigables et le pouvoir d'infliger jusqu'à 6 l. d'amende et vingt-quatre heures de prison. Les causes les plus graves et les affaires d'expropriation devaient être portées directement devant la Grand'Chambre du Parlement, pour être jugées rapidement et sans frais.

L'intendant n'est mentionné nulle part. Il demeura complètement étranger à l'affaire, qui paraît avoir été entièrement conduite par Bureau de Girac. La Commission demanda d'ailleurs au contrôleur général et au secrétaire d'Etat de la guerre de lui procurer les ingénieurs compétents qu'elle n'aurait pu trouver autrement. Nul conflit ne vint troubler la collaboration du gouvernement et des Etats.

La préparation des projets par les ingénieurs des Ponts et Chaussées et de la Guerre, leur vérification par une commission de l'Académie des sciences témoignèrent du souci des Etats, ou, du moins, de leurs commissaires, de mettre leur œuvre à l'abri de toute critique et de se conformer aux conditions que pouvait souhaiter le gouvernement.

Dès l'été de 1783, les ingénieurs se mirent au travail. On étudia la jonction de la Vilaine à la Rance, à la Mayenne et à l'Erdre, et l'amélioration de l'aménagement de la Vilaine.

Aux Arch. d'I.-et-V., dans le fonds des Etats, les papiers et registres de la commission de la Navigation intérieure forment un fonds spécial, C 4942 à 5056. Voir, en outre, les papiers du comte de Piré, *ibid.* B. 235-239, et, aux Archives municipales de Rennes, les liasses 80 à 83.

(117) Arch. d'I.-et-V. C 4953. Elles furent enregistrées le 23 décembre suivant. On peut y comparer les lettres accordées, en janvier 1783, aux Etats de Bourgogne pour la construction du canal du Centre (*Ibid.*).

Les travaux préparatoires furent très soignés et devaient être utilisés plus tard pour la construction des canaux d'Ille-et-Rance et de Nantes à Brest (118). Mais le million voté par les Etats en 1784 permit tout juste d'entreprendre l'aménagement de la Vilaine entre Rennes et Redon (119). L'assemblée de 1786 écouta poliment un remarquable rapport de M. de Piré fils qui concluait à un emprunt de quinze millions, par tontine, pour l'exécution d'un système complet de canaux. Mais les partisans des canaux, qui étaient aussi ceux de l'évêque de Rennes, ne l'emportaient plus dans l'assemblée. On se refusa à rien entreprendre de plus que l'aménagement de la Vilaine; on ajourna toute recherche et toute étude sur la jonction de la Vilaine à l'Erdre et même l'on songea à supprimer la commission de la Navigation intérieure pour charger de sa besogne la Commission intermédiaire (120). « Il n'y a pas de pays, écrivait à cette occasion l'intendant Bertrand, où l'on soit moins disposé à faire des sacrifices pour le bien public; ce qui me paraît provenir de ce que la noblesse, qui a toute la prépondérance, regarde l'industrie et le commerce comme des objets qui lui sont étrangers » (121).

Bertrand lui-même, cependant, avait trouvé fort sage de s'en tenir à l'aménagement de la Vilaine (122). Son hostilité à l'égard de l'évêque de Rennes s'étendait jusqu'au projet de canaux.

Il est, en tout cas, certain que ces projets n'avaient chance d'être réalisés que si les Etats changeaient de politique financière. L'extension de leurs pouvoirs en matière de travaux publics, qu'il s'agit de chemins, de voies navigables ou de ports, ne pouvait être profitable à la province que s'ils se décidaient à trouver les ressources nécessaires. Peu importait qu'ils substituassent leur autorité à celle de l'intendant s'ils ne vou-

(118) *Précis des opérations relatives à la navigation intérieure de Bretagne et Mémoire de la Commission aux Etats de 1784.* (*Ibid.* C 4955).

(119) Bulletins des 20, 21 et 22 déc. 1784 et des 4, 6 et 8 février 1785. Le gouvernement avait promis un subside annuel de 200.000 l. si les Etats entreprenaient les canaux de jonction prévus. Mais leur résolution de s'en tenir à l'aménagement de la Vilaine rendit cet engagement caduc. (Bertrand au cont. gén. 9 février, Arch. Nat. H 413).

(120) Bulletins des 21 nov., 1^{er} et 31 déc. 1786 (*Ibid.* 447); des 20 et 23 janvier 1787 (*Ibid.* H 418).

(121) 21 janvier 1787 (*Ibid.* H 418).

(122) 24 nov. 1786 (*Ibid.* H 417).

laient pas dépenser davantage. Il est justement curieux de voir que tout leur effort n'a eu pour objet que de supplanter celui-ci, mais non pas de faire plus que lui. Quand on a posé devant eux la question des canaux, comme ils n'avaient pas à conquérir des attributions qu'on leur accordait spontanément et n'avaient, somme toute, qu'à discuter les sacrifices à faire, leur ardeur ne s'est échauffée un moment que pour repousser des plans trop coûteux. Il est intéressant pour nous de noter l'accroissement de pouvoirs que leur valut l'initiative du comte de Piré et de l'évêque de Rennes. Mais nous avons dû montrer que cet accroissement fut, pratiquement, de peu de conséquence.

* *

Deux autres parties encore de l'administration de la province, et non des moindres, la gestion des domaines et contrôles et la levée de l'impôt des fougages, paraissaient, à la veille de la Révolution, tout près de passer sous la main des Etats.

Nous avons vu comment Terray avait révoqué, en 1771, l'aliénation du domaine royal et des droits y joints consentis aux Etats en 1759. La protestation que firent entendre les Etats de 1772 était évidemment vouée à l'échec. Mais elle fut vigoureusement reprise par les assemblées de 1774 et de 1776. Ce fut toutefois sans plus de succès. En 1774, on accorda à la province un complément d'indemnité de 300.000 l. qui s'ajouta aux 500.000 l. données en 1772. Turgot et Necker acceptèrent de recevoir, dans le cours de l'une et l'autre tenue, des mémoires contre l'éviction et contre les abus des fermiers dans la perception des droits. Mais ils refusèrent, l'un comme l'autre, d'y répondre avant la séparation de l'assemblée, et celle-ci se contenta de charger son procureur syndic et ses députés en cour de renouveler ses réclamations (123).

En 1776, la Commission intermédiaire fut, en outre, invitée à faire imprimer la délibération qui accordait la protection des

(123) Etats de 1774-1775 : Instructions secrètes, art. 2 et 5 (Arch. Nat. H 388). Bulletins des 28 déc., 3 et 5 janvier ; correspondance du cont. gén. et du duc de Penthièvre, 15 et 18 janvier ; bulletin du 23 janvier (*Ibid.* H 386) ; bulletin du 15 février (*Ibid.* H 387).

Etats de 1776 : Bulletins du 15 février (*Ibid.* H 369), correspondance de Necker et du marquis d'Aubeterre (15 et 18 déc.), bulletins des 18 et 24 déc. (*Ibid.* H 391).

Sur les réclamations des Etats, voir les mémoires rassemblés dans C 3270 et 3271 aux Arch. d'I.-et-V.

Etats à tous ceux qui auraient à se plaindre d'abus, et même à recevoir et instruire leurs plaintes (124).

D'après l'intendant, l'exemple de l'Artois, où les Etats venaient d'obtenir la régie des domaines et contrôles, avait nourri cette année-là, en Bretagne, l'espoir de bénéficier de la même faveur. Il déclare, au reste, que la gestion des Etats ne pourrait être plus douce que la nouvelle. C'est lui qui avait hérité de la juridiction qui appartenait précédemment à la commission des domaines et il proteste de son indulgence et de « son attention, dans cette partie, à la rendre la moins onéreuse qu'il « soit possible. Je ne sais pas, dit-il, ce que les Etats faisaient « de plus quand ils en étaient chargés ; l'ordre du tiers avait « souvent des occasions de se plaindre » (125).

Cependant les Etats continuèrent d'être saisis de nombreuses requêtes, surtout en matière de francs-fiefs, et, dans toutes leurs tenues suivantes, nous les voyons renouveler à leur procureur syndic et à leurs députés en cour la charge de solliciter la réformation de nombreuses décisions du Conseil ou de l'intendant, rendues en faveur des fermiers (126).

Mais, de 1778 à 1784, ils ne firent plus d'instances aussi pressantes pour recouvrer l'administration elle-même. En 1778, ils firent simplement adresser à Necker, par les présidents des ordres, leur mémoire de 1776 ; en 1780 et 1782, nous ne trouvons plus trace d'aucune démarche. Peut-être furent-ils un moment découragés par la certitude de ne rien obtenir de gouvernements décidés à ne pas céder et qu'ils n'avaient aucun moyen d'obliger à l'abandon de droits sur lesquels ils ne pouvaient eux-mêmes faire valoir de prétentions légitimes.

Il est à remarquer que l'évêque Bareau de Girac, dont on sait l'influence sur l'assemblée, ne prit jamais beaucoup d'intérêt à l'affaire des domaines et contrôles. En 1774, il se montra surtout occupé d'empêcher que les revendications des Etats ne vinssent compliquer la tâche du duc de Penthièvre. En 1776, il fit tout son possible pour obtenir le retrait de la délibération qui chargeait la Commission intermédiaire de recevoir les plaintes des assujettis (127).

(124) Délibération du 11 déc.

(125) Caze de la Bove à Ménard, autog. 6 nov. (Arch. Nat. H 389).

(126) Etats de 1778-1779, bulletins des 10 déc. et 30 janvier (*Ibid.* H 397 et 398) ; 1780-1781, 15 déc. (*Ibid.* H 402) ; 1782-1783, 29 janvier (*Ibid.* H 408).

(127) L'évêque de Rennes à Maurepas, autog. 6 nov. 1776 (Arch. Nat. H 389), et bulletin du 24 déc. (*Ibid.* H 391).

Ce n'est qu'en 1784 qu'une députation fut de nouveau envoyée aux commissaires du roi pour le même objet, et un nouveau mémoire, aux députés en cour (128).

Si l'on s'en rapporte aux plaintes des Etats, les abus se seraient aggravés sous la gestion des administrateurs substitués, depuis 1780, aux fermiers (129). Mais l'assemblée de 1784 ne fut-elle pas encouragée par la politique du nouveau gouvernement ? L'intendant Bertrand de Molleville, en tout cas, fit écho à leurs griefs.

Au cours de la tenue, il dénonça, en termes très vifs, au contrôleur général, les agissements de l'administrateur. « Je
« reçois journellement des plaintes, écrit-il le 24 novembre, sur
« la rigueur des perceptions de l'administrateur des domaines
« et sur la multitude des procès-verbaux qu'il fait rapporter
« par ses préposés, à l'effet d'obtenir des suppléments de droits
« et des amendes pour de prétendues insuffisances de paiements
« faits aux Etats ».

En outre de « ces recherches, évidemment injustes et contraires aux règlements », Bertrand dénonça « la facilité
« extraordinaire » avec laquelle ses propres ordonnances étaient réformées au Conseil, sur de simples mémoires qu'on ne lui communiquait pas. Au lieu de se pourvoir régulièrement, l'administrateur faisait d'ailleurs signifier des décisions du Conseil qui n'étaient revêtues d'aucune signature (130).

On ne fit aucune réponse aux réclamations des Etats de 1784 avant leur séparation, et il ne fut pas fait article de l'affaire des domaines et contrôles dans les instructions des commissaires du roi pour la tenue de 1786. Mais le contrôleur général s'était, avant celle-ci, décidé à traiter. Il ne s'agirait pas cette fois d'une aliénation, mais d'un abonnement dont la date initiale et l'octroi étaient d'ailleurs subordonnés à l'établissement

(128) Bulletins des 6 et 7 déc. et du 24 janvier. (*Ibid.* H 413).

(129) « La qualité d'administrateur offrait une perspective consolante
« aux redevables de ces droits onéreux. Elle semblait leur annoncer que
« désormais ils seraient immédiatement sous la main de Votre Majesté et
« soustraits à celle des traitants... Vain espoir qui a disparu comme un
« songe. L'avidité du traitant le plus inexorable, la cupidité du fermier
« le plus attentif à grossir les produits de sa ferme, ne donnent point
« une idée juste des rigueurs et injustices qui partent habituellement du
« bureau d'administration tenu sous la raison de Jean-Vincent René... ».
(Mémoire des Etats, Arch. d'I.-et-V. C 3271).

(130) Bertrand au contr. gén. 24 nov. 1784. (Arch. Nat. H 426). Il revint à la charge le 12 janvier 1785 et, le 24 avril suivant, il se plaint que l'on n'ait pas répondu à ses deux lettres. (*Ibid.*).

d'un nouveau tarif. Toutefois, le ministre avait promis, avant le départ des commissaires du roi et en présence du comte de Boisgelin, que, « si les Etats y attachaient trop de prix », on leur accorderait l'abonnement avant la fin de la tenue (131).

L'assemblée se crut donc assurée d'obtenir satisfaction. Le 28 novembre, on lui communiqua les lettres du contrôleur général au commandant en chef et à l'intendant, confirmant ses intentions. Bertrand multiplia les assurances, insistant, d'autre part auprès de Calonne pour que celui-ci accordât l'abonnement sans retard, sur la base du produit actuel, sans attendre l'élaboration du nouveau tarif (122). Mais, soudain, le 23 décembre, le ministre fit annoncer qu'il remettait la négociation à plus tard (133). Il arguait de la nécessité du nouveau tarif. Ce n'était là, en réalité, qu'un prétexte. A la même date, il retirait les concessions promises ou prévues sur les deux questions des jurés priseurs et des levées de deniers pour l'entretien des églises et presbytères. A quels motifs a-t-il véritablement obéi ? Les Etats ne lui avaient pas ménagé les déceptions, faisant l'accueil le plus décourageant aux projets de réformes et aux sacrifices qu'il leur avait demandés dans l'intérêt public, et se révélant, au surplus, aussi entêtés dans la défense des privilèges de leurs membres et aussi difficiles que toujours. Avant de consentir à une nouvelle extension de leurs attributions, ne voulait-il pas attendre le résultat de l'assemblée des notables, dont il se décidait alors à demander la convocation au roi ? A-t-il tout simplement cédé aux sollicitations des administrateurs des domaines ? L'ajournement de la question fit, au reste, « peu de sensation » dans l'assemblée (134) ; on l'en informa, en effet, le 2 janvier, en même temps que de la convocation de l'assemblée des notables, et les esprits demourèrent tout occupés de cette dernière nouvelle. A défaut de l'abonnement, les Etats demandèrent une régie dont ils seraient chargés (6 janvier). Le 17 janvier, on leur répondit par un refus, et ils donnèrent mandat à leurs députés en cour de continuer leurs instances pour l'abonnement.

(131) Importante lettre autogr. de Bertrand à Calonne, rappelant les principales étapes de l'affaire (27 déc. 1786, *ibid.* H 417). Voir, en outre, bulletins des 21, 22 et 28 nov. (*Ibid.*).

(132) Correspondance de Bertrand avec le cont. gén. 2, 6, 9 et 13 déc. (*Ibid.*).

(133) Bulletin du 23 déc.; lettres autogr. de Montmorin à Calonne, 23 déc. (*Ibid.* H 417), et 3 janvier. (*Ibid.* H 418).

(134) Bertrand au cont. gén. 2 janvier. (*Ibid.*).

Les offres de Calonne n'autorisent pas à préjuger des intentions futures du pouvoir royal. La question des domaines et contrôles ne paraît pas avoir été agitée lors de la préparation des instructions des commissaires du roi pour la tenue de 1788 (135). Bertrand de Molleville n'en dit rien, en tout cas, dans les copieuses observations qu'il envoya à cet effet au contrôleur général. Mais on s'était trop avancé pour ne pas encourager les prétentions des Etats. Ceux-ci, à la vérité, ne paraissaient pas, depuis 1776, avoir pris cette affaire aussi vivement à cœur que plusieurs autres. L'abonnement, toutefois, offrait pour eux trop d'avantages, et les vices de l'administration des fermiers et de celle des administrateurs qui leur avaient succédé étaient trop certains et provoquaient trop de plaintes pour qu'une tenue se passât sans que la question fût posée, et pour que la nécessité d'une réforme fût éternellement éludée. Or, si l'Ancien Régime et les Etats avaient duré, c'est au profit de ceux-ci que cette réforme eût fatalement été faite.

*
* *

La question des fouages souleva dans l'assemblée des débats plus passionnés que celle des domaines et contrôles. Les fouages, tant extraordinaires qu'ordinaires (136), étaient les seuls impôts directs de la province qui échappassent à la compétence de la Commission intermédiaire. L'intendant lui-même n'avait pas à en connaître. Les généraux de finance expédiaient directement les mandements, et la juridiction en la matière appartenait aux juges royaux et, en dernier ressort, au Parlement.

Le montant total des deux fouages était peu considérable (annuellement 458.343 l. 9 s. pour les fouages ordinaires, avec tous leurs compléments, et, ordinairement, 428.000 l. pour les fouages extraordinaires). L'impôt eût dû paraître léger s'il avait été équitablement réparti. Mais, d'abord, il ne frappait que les terres roturières. Puis, la répartition entre les paroisses n'ayant pas varié depuis le XVI^e siècle, sauf les altérations dues à des affranchissements de feux, n'était plus en rapport avec les capacités de chacune; dans certaines localités, ruinées

(135) *Ibid.* H 409.

(136) Sur les deux fouages, leur nature, leur assiette, cf. *infra*, p. 522 et suiv. Sur l'origine des fouages extraordinaires, cf. *supra*, p. 35. On emploie indifféremment le singulier ou le pluriel pour désigner l'un et l'autre impôt.

ou dépeuplées, la charge était devenue écrasante. Enfin, toute juridiction en la matière appartenant aux tribunaux royaux ordinaires, les contribuables n'avaient à leur portée aucun moyen d'obtenir aisément justice, et les pires abus se perpétuaient impunément, tant dans la perception de l'impôt que dans la confection des rôles (137).

En 1722, nous l'avons vu, les Etats avaient pris eux-mêmes l'initiative de rechercher les abus et les remèdes à y apporter. Ils firent ainsi admettre par le roi une réglementation nouvelle, en 1726 (138). Mais elle ne fut d'aucun effet et, peu après l'institution de la Commission intermédiaire, en 1742, ils proposèrent que celle-ci fût chargée des fouages comme elle l'était des impositions abonnées. C'était évidemment le moyen le plus simple de soumettre la répartition et la levée des premiers à un contrôle efficace. Mais la proposition des Etats, renouvelée en 1744 et 1746, fut chaque fois rejetée; l'intendant de Viarmes déclara que le mal était beaucoup moins grand que ne le prétendaient les Etats et la Commission intermédiaire, et, quand

(137) Le rapport de la commission des impositions aux Etats de 1784 expose très clairement la question. Une réformation serait difficile, y est-il dit, « effrayante par ses détails »; elle soulèverait des plaintes. Mais elle n'est pas « absolument impossible... Le premier pas à faire serait de « remettre dans la main des Etats l'envoi des mandements de fouages, « avec faculté d'en faire la balance selon droit et justice ».

Et, plus loin : « On ne peut se dissimuler les abus énormes que l'impunité autorise lors de l'égail particulier dans chaque paroisse. Nulle « autorité publique ne surveille cet égail ; c'est une arme de passion, de « haine et de vengeance d'autant plus assurée que la justice ne peut secourir que l'homme assez riche pour faire de grosses avances à procureurs, « avocats et officiers de justice, et que, certainement, plus des trois « quarts des taxés sur chaque rôle sont réduits, par la médiocrité de leur « fortune, à l'impossibilité de faire entendre leurs plaintes devant les « tribunaux ordinaires. Ces procès sont, de tous les procès des campagnes, « les plus chers à suivre, parce que, en général, les procureurs mesurent « les procédures et les frais sur la fortune des clients et qu'un général « de paroisse est toujours solvable... Pour une surtaxe de 3 l. comment « supporter des frais de descente dans la paroisse et porter un appel au « Parlement à cinquante lieues ! Ces rôles cependant ont la plupart du « temps été écrits et rédigés dans un cabaret, par des gens épris de « boisson, par des gens souvent intéressés à faire porter à d'autre le « poids de l'impôt dont ils se déchargent eux-mêmes. Plusieurs se font « des rôles de recouvrement fort supérieurs aux paiements qu'ils ont à « faire... Pourvu que le receveur des fouages reçoive la somme du mandement, il n'a pas qualité pour prendre connaissance des formes « qu'on emploie. Rien n'éclaire les injustices et aucunes précautions ne « sont prises pour déraciner ces abus ». (Arch. d'I.-et-V. C 3858, Arch. Nat. H 409).

(138) Cf. *supra*, p. 278.

Machault fut arrivé au contrôle général, ses dispositions, franchement hostiles au système des abonnements, découragèrent l'assemblée qui renonça à de nouvelles instances (139).

La question ne devait être posée à nouveau que dans la tenue de 1784. Sur quelle initiative ? Qui provoqua le virulent mémoire par lequel la commission des impositions dénonça, cette année-là, à l'assemblée, des abus dont celle-ci ne paraissait plus s'émouvoir depuis une quarantaine d'années ? Nous n'avons là-dessus aucun éclaircissement. L'intendant et l'ordre du tiers qui devaient, par la suite, manifester un si vif intérêt pour la question, ne paraissent nullement l'avoir soulevée. Bertrand de Molleville était trop nouvellement arrivé en Bretagne pour la connaître, et les députés des villes n'avaient guère motif de s'occuper d'un impôt auquel celles-ci échappaient à peu près complètement. On peut tout simplement admettre que des plaintes particulièrement vives, que d'ailleurs nous ne connaissons pas, et, peut-être, la politique du nouveau contrôleur général portèrent les dirigeants de l'assemblée à reprendre une revendication qui semblait maintenant avoir chance d'aboutir. Une première délibération, du 27 décembre 1784, institua une commission spéciale pour étudier les conditions d'une réforme des fouages et, le 21 janvier suivant, le procureur syndic et les députés en cour furent chargés d'en réclamer l'administration pour la Commission intermédiaire (140).

Le contrôleur général et l'intendant entrèrent avec empressement dans les vues de l'Etat. Ils reconnurent la gravité des abus dénoncés par ceux-ci et convinrent que le seul remède était d'appliquer aux fouages le régime des impositions abonnées. Il ne dépendit que des Etats d'obtenir pleine satisfaction dès 1786 (141). Mais, alors, surgit une difficulté qui compromit tout. Ce ne fut pas, comme on aurait pu le craindre, de la part du Parlement, menacé dans sa juridiction ; les Etats avaient tout prévu pour une entente avec lui. Mais, au

(139) Mémoire des députés en cour en 1743 et avis de l'intendant. (Arch. Nat. H 308). Mémoire de 1747 (*Ibid.* G⁷ 212). Pr.-v. des Etats, délib. des 6 nov. 1742, 6 nov. 1744 et 28 déc. 1746.

(140) Pr.-v. des Etats ; mémoire de la commission des impositions. (Arch. Nat. H 409) ; rapport de la Com. int. aux Etats de 1786. (Arch. d'I. et-V. C 3858).

(141) Voir l'instruction unique aux commissaires du roi, avec les observations annexées. (Arch. Nat. H 409).

sujet des fouages extraordinaires, s'éleva entre le tiers et la noblesse un conflit où, plus gravement encore que dans les affaires de la capitation et des octrois des villes, se révélèrent la vivacité et le danger de leur opposition réciproque.

A la vérité, le tiers n'émit que des prétentions mesurées. Il ne posa nullement le principe de l'égalité fiscale et ne demanda pas que le fouage ordinaire, imposition roturière dans son principe, perdît son caractère. Ses revendications ne portèrent que sur les fouages extraordinaires, et il les appuya d'arguments solidement fondés.

Nous avons dit comment, à partir de 1643, ce dernier impôt fut établi, pour parer à l'insuffisance des autres ressources des Etats, sous la forme d'un emprunt dont le remboursement était formellement promis aux contribuables frappés (142). Que l'on n'eût pas tenu cette promesse, cela ne suffisait pas à donner aux fouages extraordinaires le caractère d'un impôt roturier; le tiers put justement faire observer que la fiction de l'emprunt prouvait, au contraire, que l'on n'avait pas voulu mettre à la charge des seuls contribuables roturiers les sommes nécessaires à l'équilibre du budget de la province; les dépenses particulières à celle-ci avaient, d'ailleurs, toujours été couvertes par des impositions en principe générales, telles que les devoirs et les droits d'entrée sur les boissons. En conséquence, le tiers demandait qu'à la faveur du changement d'administration et d'une nouvelle répartition, les fouages extraordinaires reprissent le caractère d'un impôt général, auquel les nobles seraient assujettis comme les roturiers et que l'on imposerait, par exemple, au marc la livre des vingtièmes.

Le contrôleur général, averti de la difficulté à prévoir, s'était à l'avance nettement prononcé en faveur du tiers (143). Mais il apparut de bonne heure que la noblesse se refuserait obstinément à prendre aucune part des fouages (144). Le chevalier

(142) Cf. *supra*, p. 35.

(143) L'instruction aux commissaires du roi (art. 5) les invite à faire observer aux Etats que les fouages extraordinaires ne sont pas une imposition de même nature que les fouages ordinaires. Ceux-ci, sans doute, ne doivent être levés que sur les biens roturiers, mais les autres, « ayant « été établis au profit des Etats, soit pour suppléer au déficit de l'état de « fonds, soit pour faire face à des dépenses générales, doivent être consi- « dérés comme une charge commune à tous les contribuables ». L'instruction ajoute que les Etats l'ont eux-mêmes reconnu en n'établissant cette imposition qu'à titre d'emprunt remboursable.

(144) Montmorin au cont. gén. 5 déc. 1786 (Arch. Nat. H 418).

de Guer, l'un des plus fougueux bastionnaires, qui s'était déjà fait remarquer dans les débats sur la répartition de la capitation et devait rester célèbre par sa défense, en 1788, des prétentions de la noblesse, exposa, le 4 janvier 1787, les arguments de celle-ci. Elle invoque, d'abord, la prescription, le silence du tiers quand on fit le règlement de 1726 depuis lequel on pouvait considérer que les fouages extraordinaires avaient pris, définitivement, le caractère d'une imposition roturière. Puis, le tiers devait considérer que la plupart des dépenses acquittées sur les fonds des Etats l'étaient pour subvenir à des objets, étapes, charrois, grands chemins, auxquels on pourvoyait partout ailleurs au moyen d'impôts roturiers. Le moment, enfin, était mal choisi de vouloir imposer une nouvelle charge à la noblesse quand elle consentait à contribuer à la suppression de la corvée au bénéfice exclusif du tiers. C'étaient des arguments d'une singulière faiblesse; le tiers put riposter qu'une notable partie des fonds particuliers des Etats étaient absorbés par des pensions dont bénéficiaient exclusivement les gentilshommes (145).

L'entente fut impossible, malgré l'avis de la commission des Etats, favorable aux revendications du tiers, et les efforts de l'intendant. Le tiers, pour ménager l'amour-propre des gentilshommes, qui répugnaient à payer un impôt réputé jusque-là roturier, proposa de substituer aux fouages extraordinaires un impôt général sur les boissons, sous forme de droits de consommation sur les eaux-de-vie ou de droit général à l'entrée de la province. Mais la noblesse s'empressa de voter les fouages sous leur forme ancienne et s'employa à faire choisir le droit sur les eaux-de-vie comme taxe de remplacement de la corvée. Le tiers, pour marquer sa volonté d'aboutir, refusa les fouages extraordinaires (15 et 16 janvier). Au bout d'une semaine, il finit par les consentir, tout en réservant ses droits et en chargeant l'avocat Gohier de rédiger pour leur défense un mémoire à présenter à l'assemblée de 1788 (23 janvier). Les choses restaient donc en l'état et Bertrand écrivait le lendemain, au contrôleur général, qu'il ne fallait pas espérer que les ordres parvinssent jamais à se concilier et que la réforme des fouages ne pourrait se faire que si le pouvoir royal en décidait lui-même.

(145) Sur les débats, voir les lettres de Bertrand de Molleville (17 janvier 1787) et de Bareau de Girauc (18 et 24 janvier) au cont. gén. (*Ibid*).

Dans ses observations pour la préparation de la tenue de 1788 (146), il discuta longuement la question et conclut en proposant au ministre de refuser aux Etats l'autorisation de lever désormais les fouages extraordinaires, ce qui les obligerait, pour équilibrer leur budget, à recourir à un autre impôt qui serait nécessairement un impôt commun aux deux ordres. C'était la solution déjà proposée par le tiers. L'exposé de Bertrand est d'ailleurs entièrement favorable à celui-ci et fait ressortir la modération de ses prétentions en même temps que leur légitimité. Il est certain que les représentants du tiers aux Etats de Bretagne n'étaient pas naturellement portés aux revendications radicales. S'ils ont soulevé une question qui empêcha les Etats d'obtenir un nouvel avantage, la responsabilité de l'évènement incombe plutôt à l'intransigeance de la noblesse. Le tiers s'était gardé de contester les privilèges réguliers de celle-ci. Mais, saisie par un public plus passionné que les députés des villes pour le principe de l'égalité fiscale, la question des fouages allait contribuer, avec celle de la réforme de la constitution des Etats, à l'agitation de la bourgeoisie bretonne à la veille de la tenue de 1788.

*
* *

Il nous reste à montrer que les Etats demeurent pendant cette période tout aussi attentifs qu'auparavant à s'opposer aux nouvelles dépenses dont le pouvoir royal prétend grever leur budget. La considération de l'intérêt public ne les fait pas fléchir sur ce point et, quand ils ne peuvent se soustraire à la charge, ils continuent, comme pour les grands chemins, de poser la condition d'avoir eux-mêmes le maniement des fonds qu'on leur demande de voter.

En 1786, ils refusèrent les 3.030 l. annuellement nécessaires pour la création de deux nouvelles brigades de maréchaussée, à Lorient et au Faouët, parce que le gouvernement prétendait les mettre entièrement à leur charge, suivant la règle nouvellement posée pour tout le royaume (147).

La même année, ils refusèrent également toute augmentation du fonds des maîtres de poste. Le roi leur demandait de porter

(146) *Ibid.* H 409.

(147) Délib. et bulletins des 15 déc. 1786 et 12 janvier 1787. (Arch. Nat. H 417 et 418).

l'indemnité, par lieue de poste, de 37 l. 10 s. à 56 l. 5 s., ce qui les eût obligés à voter un crédit de 45.956 l. 5 s. au lieu de 28.537 l. 10 s. Bertrand affirma au contrôleur général qu'ils n'y consentiraient jamais (148).

On les vit, il est vrai, se résigner à consentir une dépense beaucoup plus importante, celle des dépôts de mendicité (149), à raison de 50.000 l. par an. Mais ce ne fut pas sans résistance, ni sans protestations répétées, et leurs réclamations, en 1786, montrèrent bien que la question n'était nullement résolue par leur docilité relative dans les tenues précédentes.

En exécution de la déclaration du 3 août 1764 et de l'arrêt du conseil du 21 octobre 1767, qui ordonnaient la capture des vagabonds et mendiants et leur internement dans des dépôts de mendicité, quatre de ces dépôts avaient été établis en Bretagne, à Rennes, à Nantes, à Vannes et à Quimper. Partout, ces dépôts devaient être à la charge des provinces, les pays de généralité payant pour eux une taxe additionnelle de 3 deniers p. l. à la taille, les pays d'Etats y subvenant sur leurs propres fonds. En 1768, cependant, on ne demanda rien aux Etats de Bretagne. Mais, en 1770, on leur réclama une contribution forfaitaire de 80.000 l. par an, pour chacune des années 1769, 1770, 1771 et 1772, à moins qu'ils n'aimassent mieux se charger de la totalité de la dépense effectivement faite, dont ils ordonneraient le remboursement au roi, pour les exercices clos, dans chacune de leurs tenues. Dans les deux cas, les dépôts devaient demeurer sous la seule autorité de l'intendant (150).

Cette année-là, le pouvoir royal n'obtint rien et n'insista pas. L'intendant d'Agay prétendit qu'on aurait pu obtenir une partie au moins de la somme demandée, quand l'arrestation de M. du Sel des Monts vint malencontreusement ranimer l'esprit d'opposition dans la noblesse. Elle refusa le fonds et les deux autres ordres ne se montrèrent pas disposés à forcer sa décision (151).

(148) Bulletin du 5 déc. (*Ibid.* H 417).

(149) Sur cette question, voir H. SÉE, *Remarques sur la Misère, la Mendicité et l'Assistance en Bretagne à la fin de l'Ancien Régime*. (Mém. de la Soc. d'Hist. et d'Arch. de Bret. 1925, t. VI). Aux Arch. d'I.-et-V. : fonds de l'intendance, C 1288 à 1311, et fonds des Etats, C 3796.

(150) Instruction générale et mémoire pour sa préparation, 9 juillet 1770 (Arch. Nat. H 374).

(151) D'Agay au cont. gén. 2 déc. et bulletins des 22 et 26 nov. 2, 28 et 29 déc. (*Ibid.* H 378).

Aux Etats de 1772, Terray ne demanda plus que 50.000 l. par an à partir de 1773, le dépôt de Rennes devant seul être conservé, et on ne réclamait plus rien pour les exercices précédents. La noblesse opposa le même refus qu'en 1770 ; mais l'avis favorable des deux autres ordres suffit, en vertu de l'arrêt du conseil du 7 janvier 1773, pour que le vote du crédit fût acquis (152). En 1774 et en 1776, la noblesse fit encore une assez vive résistance ; pour la contraindre à céder, il fallut comprendre le vote du fonds dans les conditions imposées pour l'octroi des importantes remises promises par le roi pour l'amortissement des dettes de la province ; encore, en 1776, ce vote ne fut-il obtenu qu'au scrutin et à une faible majorité. On fit moins de difficultés dans les tenues suivantes (153). Mais l'on ne cessa de renouveler les mêmes réclamations. Les Etats prétendent d'abord que la charge entière du service des dépôts doit être supportée par le trésor royal ; si l'on s'obstine à les y faire participer, il faut alors admettre leur Commission intermédiaire à contrôler l'emploi des fonds qu'ils votent. Puis, c'est à l'institution même qu'ils s'attaquent. En 1776, on leur avait proposé de se charger eux-mêmes de l'administration du dépôt à la condition d'en supporter toute la dépense. Ils ne s'arrêtèrent pas un instant à cette offre. Ils ne voulaient, en réalité, ni contribution, ni dépôt (154).

Ils critiquent sévèrement le principe du système, son fonctionnement et ses effets. Il est à remarquer, et c'est sans doute un signe des temps, que le premier grief qu'ils développent, c'est que la détention arbitraire des vagabonds et des mendiants est une atteinte inadmissible aux règles d'une saine justice et qu'elle peut donner lieu aux pires abus ; ils protestent contre la juridiction sommaire accordée en la matière au prévôt des maréchaux. On enfermait d'ailleurs, dans les dépôts, toute sorte de gens, des prostituées, des bâtarde et, sur lettres de cachet, des individus dont les familles voulaient se débarrasser, surtout des filles et femmes débauchées (155).

(152) Etats de 1772 : Instructions. (*Ibid.* H 374) ; bulletin du 17 janvier 1773 (*Ibid.* H 384).

(153) Bulletins des 28 janvier et 8 février 1775. (*Ibid.* H 387) ; des 19 et 22 nov. 14, 16 et 20 déc. 1776. (*Ibid.* H 390 et 391).

(154) Instruction pour les Etats de 1776. (*Ibid.* H 392).

(155) L'intendant, en réponse aux griefs des Etats sur ce point, observe qu'il n'y a que trois ou quatre détenus sur lettres de cachet, mais

Les Etats représentent ensuite que les dépôts ne répondent pas à leur objet. Il reste au dehors autant de vagabonds et de mendiants qu'auparavant. Enfin, le régime des dépôts, véritables bagnes où les détenus sont traités comme des criminels et livrés à l'exploitation d'entrepreneurs chargés, à la fois, de les faire travailler et les nourrir, révoltent les plus élémentaires sentiments d'humanité. L'on ajoute que le travail des détenus fait une concurrence ruineuse aux industries similaires, et l'on conclut en montrant que l'on emploierait plus profitablement l'argent de la province en ouvrant sur les routes des ateliers de charité qui soulageraient d'autant les corvoyeurs (156).

En 1786, la mauvaise administration du dépôt de Rennes fournit matière à des critiques particulièrement vives. L'entrepreneur fut accusé de spéculer odieusement sur la subsistance des détenus. En un an, il en était mort 137 sur 660. On dénonçait également les abus du prévôt de la maréchaussée (157). L'intendant prétendit que les imputations du mémoire des Etats étaient mal fondées (158). Mais le scandale était tel que lui-même, l'année précédente, avait dû mettre d'office à la retraite son subdélégué Fresnais, administrateur du dépôt, et rédiger un nouveau règlement pour la capture des vagabonds et le fonctionnement du dépôt (159).

Les Etats, toutefois, malgré l'avis contraire de leur commission des finances, votèrent le fonds habituel après une conférence entre les commissaires du roi et les présidents des ordres (160). On doit, du moins, remarquer que leur attention ne se relâchait pas. Leurs nouvelles instances pour obtenir, soit la substitution d'ateliers de charité aux dépôts, soit, comme

que, s'il y en avait davantage, cela ne changerait pas la destination du dépôt qui a été établi pour « purger la société des vagabonds et mauvais sujets » ! (Caze de la Bove au cont. gén. 18 août 1776. *Ibid.* H 392).

(156) Voir surtout les mémoires des Etats de 1774 et de 1780. (Arch. d'I.-et-V. C 3796).

(157) Mémoire des Etats. (*Ibid.*).

(158) Bertrand au cont. gén. 11 janvier 1787. (Arch. Nat. H 418).

(159) Anneix de Souvenel au cont. gén. 7 juillet 1785. (*Ibid.* H 556). Règlement communiqué aux Etats le 16 nov. 1786. (*Ibid.* H 417 et Arch. d'I.-et-V. C 3796).

(160) 13 janvier 1787.

le demandait le clergé, l'institution d'une administration autonome, analogue à celle de l'hôpital, pouvaient, tôt ou tard, aboutir à une réforme.

*
* *

Sur un point seulement on vit, à cette époque, les Etats consentir spontanément d'importants sacrifices. Ce fut en faveur de l'administration des haras. Il faut dire que cette administration leur appartenait entièrement depuis 1726 et qu'elle bénéficiait du grand intérêt que la noblesse portait à l'élevage du cheval.

A partir de 1726, ils lui consacrèrent ordinairement, dans chaque tenue, un fonds de 50.000 l. (161). En 1754, ils firent, d'eux-mêmes, en outre, une dépense de 210.000 l. pour achat de juments « afin de changer entièrement la race des chevaux » de la province » (162). Pendant longtemps, toutefois, ils ne songèrent pas à modifier le système ancien qui consistait à placer les étalons achetés par eux chez des gardes-étalons particuliers qui se chargeaient de leur entretien, moyennant le prix de saillie qu'ils étaient autorisés à percevoir et le bénéfice de l'exemption de tutelle et curatelle, logement des gens de guerre et fourniture du casernement qui leur était accordée (163). Avant 1783, deux innovations seulement sont à noter : l'établissement à Morlaix, en 1775, d'un vétérinaire appointé, sortant de l'école royale, chargé de se rendre, en cas d'épidémie, sur les lieux où les bureaux d'océsains de Tréguier et de Léon l'appelleraient (164) ; d'autre part, l'attribution, à partir de 1762, de primes aux éleveurs des plus beaux poulains et jeunes chevaux, pour les détourner de vendre ceux-ci trop

(161) Ce fonds fut réduit à 40.000 l. en 1742, 1744 et 1746. En 1770, il fut porté à 70.000 l. En 1766, les Etats firent, en outre, un fonds de 30.000 l. pour achat d'étalons et de 1.000 l. pour achat de taureaux et de béliers, et, en 1768, un fond de 10.000 l. pour ce dernier objet.

(162) D'Aiguillon au cont. gén. 27 nov. 1754. (Arch. Nat. H 331). 6.000 l. furent consacrées à l'achat de baudets.

(163) CHARDEL, t. II, p. 504, 505, 522 et 524. Une gratification annuelle de 50 l. était en outre attribuée aux gardes d'étalons royaux, c'est-à-dire d'étalons achetés hors de la province. En Bretagne, les gardes-étalons ne jouissaient d'aucune exemption d'impôt.

(164) Il s'agit du sieur Joseph Vilot, auquel on accorda une première somme de 1.200 l., puis une indemnité annuelle de 600 l. (CHARDEL, t. II, p. 516).

tôt aux acheteurs étrangers à la province (165). Bertin, ministre chargé des haras, ayant, en 1768, prétendu obliger les inspecteurs à faire un stage à l'école vétérinaire, les Etats lui remontrèrent que pareille exigence était inadmissible. Ils refusèrent d'ailleurs obstinément la contribution de 2.500 l. qui leur fut demandée, à partir de la même année, pour aider à subvenir aux frais de l'administration centrale et, dès lors, toutes relations cessèrent entre l'administration royale et celle des haras de Bretagne (166).

L'intendant Caze de la Bove, dans ce domaine là comme dans celui des grands chemins, essaya de réagir, mais en vain. En 1780, les Etats ayant doublé le fonds des haras, ainsi porté à 100.000 l., il dénonça dans un long mémoire les vices de leur administration et ses mauvais résultats, concluant d'abord à des réformes dans l'organisation des haras et dans le choix des étalons, puis à l'institution de gardes-inspecteurs qui relèveraient directement de lui-même. Son mémoire ne fut pas sans effet. Les Etats en appliquèrent certaines suggestions. Mais ce furent eux-mêmes qui procédèrent à la réforme de leurs haras, et ils les conservèrent sous leur seule autorité.

Le vote d'un fonds de 70.000 l. en 1776, et de 100.000 l. en 1780, témoignait déjà de leur intention de perfectionner leur administration. En 1782, ils votèrent 200.000 l., désignèrent trois gentilshommes de la Commission intermédiaire pour étudier les innovations utiles et décidèrent, sans plus attendre, de faire un double essai : celui de la gratuité de la monte et celui des haras permanents. A la session suivante, ils se trouvèrent suffisamment éclairés pour substituer définitivement à la dispersion des étalons royaux chez les gardes-étalons, leur groupement dans neuf haras permanents et gratuits. Ils décidaient, en même temps, que les fonctions de commissaire inspecteur seraient incompatibles avec celles de commissaire intermédiaire, afin que l'exercice des secondes ne pût préjudicier aux premières. On conservait du reste les « étalons approuvés », bidets du pays maintenus chez leurs propriétaires sous la surveillance des commissaires inspecteurs. Enfin, cinq nouveaux vétérinaires appointés, sortis de l'école royale d'Alfort, étaient

(165) Règlement du 18 nov. 1762 et délib. des Etats du 6 mars 1769. (CHARDEL, t. II p. 507 et 518). Il s'agissait de primes de 25 l. aux plus beaux poulains d'un an et de 50 l. à ceux de deux ans.

(166) CHARDEL, t. II, p. 514 et suiv.

attachés aux départements les plus importants. Le nouveau système parut donner aussitôt des résultats satisfaisants et le fonds des haras, ramené à 100.000 l. en 1784, fut de nouveau porté à 200.000 l. en 1786.

L'administration des commissaires inspecteurs avait, sans aucun doute, été avantageuse pour la province. Alors que l'élevage du cheval était partout insuffisant dans le reste du royaume, la Bretagne, sous ce régime là, exportait chaque année plus de 20.000 poulains. Les pratiques des commissaires inspecteurs, conformes aux idées et aux besoins des éleveurs et des paysans de la province, ne tendaient pas à transformer radicalement le type des chevaux bretons, comme l'intendant le croyait nécessaire; mais elles l'amélioraient et aboutissaient au moins à développer une production appréciée au dehors. Nous devons ajouter que l'administration des inspecteurs échappait à tout contrôle (167). Sa valeur a dépendu de la compétence et de la conscience de chacun. Si elle a donné de meilleurs résultats que l'administration des haras du royaume, on pouvait imaginer sans peine un système plus sûr. Mais, telle qu'elle était, elle répondait bien aux sentiments et aux habitudes de la noblesse, et, des services publics assumés par les Etats, c'est évidemment celui auquel cet ordre s'est le plus volontiers intéressé.

*
**

A la veille de la Révolution, le conflit permanent des Etats de Bretagne avec le pouvoir royal tournait nettement à l'avantage des premiers. Ils paraissaient plus puissants et ils étaient, en tout cas, plus riches d'attributions que jamais. Sans doute, ils ne devaient pas à la seule action de leurs opposants les gains qu'ils avaient réalisés. Leur tâche et leurs progrès furent singulièrement facilités par la faiblesse de la monarchie, par ses embarras financiers et par l'insuffisance de son organisation administrative.

(167) En 1791, la Commission de liquidation [de l'administration des Etats] constata que les inspecteurs « nobles » disposaient, chacun à sa guise dans son département, des sommes fixées par les Etats. Ils devaient rendre des comptes à ceux-ci et observer les règlements, mais, en réalité, agissaient à leur fantaisie. « Quelques-uns expédiaient eux-mêmes les mandats sur la caisse de la Province pour des dépenses particulières ». (Arch. Nat. H 554).

L'autonomie bretonne se développa d'abord à la faveur de la routine et de l'insouciance de ministres qui trouvaient commode de continuer à recourir à l'intermédiaire des Etats pour l'exploitation fiscale de la province. Les concessions décisives qui l'élargirent si considérablement au temps de Louis XVI témoignèrent surtout du relâchement des ressorts gouvernementaux et de la décadence de l'esprit absolutiste. Mais les Etats ne seraient pas devenus maîtres, et maîtres quasi absolus, de la plus grande partie de l'administration de la province, s'ils ne s'étaient pas révélés, depuis la fin du règne de Louis XIV, comme une puissance avec laquelle il fallait compter.

Par leur exemple, ils montrèrent, tout au long du siècle, quel parti les privilégiés pouvaient tirer de la survivance des Etats provinciaux. Dans leur sein, on vit la noblesse bretonne se maintenir constituée en un corps politique agissant, capable de faire échec à la volonté du roi et de ses ministres. Il ne fallait certes pas attendre la même énergie des deux autres ordres. Mais l'action de la noblesse suffit à ranimer et à entretenir dans l'assemblée l'esprit d'opposition ; elle suffit à imposer aux Etats une politique persévérante et efficace. Politique surtout négative, qui se résuma à peu près complètement dans une résistance têtue aux exigences financières du gouvernement et aux innovations menaçantes pour les privilégiés. Mais c'était assez pour assurer un rôle aux Etats de Bretagne, dans les plus graves conflits intérieurs des deux derniers règnes de la monarchie.

Ils montrèrent que le pouvoir royal avait d'autres obstacles à vaincre que l'opposition parlementaire. Au XVIII^e siècle, nous ne les voyons plus jamais dressés contre celle-ci. Non pas qu'ils aient nécessairement été ses auxiliaires dociles. Nous avons vu que leur action fut, souvent, pleinement indépendante de celle du Parlement ; et, même quand les influences parlementaires furent les plus puissantes parmi leurs opposants, les Etats ne firent encore qu'obéir à des motifs et défendre des principes qui leur étaient propres. Mais, en dépit des prétentions jalouses du Parlement et des chicanes qu'il leur chercha, loin de jamais trahir sa cause, ils s'en firent les champions toutes les fois qu'elle fut sérieusement menacée. Ce fut toujours un calcul faux, comme l'éprouvèrent d'Aiguillon et Calonne, que de spéculer sur la rivalité des deux grands corps politiques de la province. Depuis la Fronde, les

temps avaient changé. Aux Etats on n'a plus le sentiment que l'opposition au gouvernement menace l'ordre public et la sécurité du royaume. Le sentiment qui l'emporte maintenant, c'est celui de la solidarité des grands corps aristocratiques contre les tendances autoritaires et réformatrices du pouvoir central.

Des luttes qu'ils soutinrent, les Etats sortirent, nous l'avons dit, à leur avantage. Rien n'était changé, toutefois, dans les principes de leurs pouvoirs. Ils n'existaient toujours que sous le bon plaisir du roi, sans convocation duquel ils ne pouvaient se réunir et qui pouvait toujours les dissoudre à son gré. Leur droit essentiel, celui de consentir l'impôt, n'était toujours ni pleinement, ni franchement reconnu. On continuait de ne demander formellement leur consentement qu'aux impôts et subsides anciens dont le taux ou le montant était depuis longtemps fixé, don gratuit, fouages, impôt et billot, et aux dépenses à acquitter sur leurs propres fonds. Eux-mêmes, d'ailleurs, se gardaient de revendiquer leur droit dans toute sa rigueur. Contre les taxes de fabrication ou de consommation comprises dans la ferme générale, il ne s'est jamais guère trouvé, même dans la noblesse, qu'une minorité pour réclamer plus que des remontrances.

Mais, s'ils se contentèrent toujours, sur certains objets, de protestations platoniques, leur vigilance se fit de plus en plus sévère et gênante; après 1756 surtout, quand leur résistance recommença de servir les vues de l'opposition parlementaire.

La négociation des abonnements permettait d'éluder la difficulté pour les plus importants des impôts nouveaux établis depuis 1695; elle assurait, en réalité, aux Etats, en leur procurant le moyen de limiter les effets de la fiscalité royale, tout le bénéfice qu'ils auraient pu, le plus souvent, attendre de la reconnaissance formelle de leur droit de consentement. Mais, il leur arriva, en s'opposant obstinément à la levée d'un impôt avec le concours du Parlement, et en refusant l'abonnement, de faire céder le gouvernement. Ce fut le cas pour le don gratuit des villes et pour la taxe des jurés-priseurs. Il arriva aussi, comme pour les sols additionnels aux droits des fermes du roi, que le gouvernement tint bon et qu'ils durent céder. A persister jusqu'au bout, en 1782, dans leur refus des demandes du roi, ils auraient risqué la dissolution. Mais, cette fois, à la différence de ce qui se passa, en pareille occurrence, en 1766 et en 1772, on ne vit pas le pouvoir royal

résoudre la difficulté en déclarant suffisant le consentement acquis à la majorité de deux ordres contre un. Depuis l'avènement de Louis XVI, on n'a plus essayé de se passer, sur les questions d'impôts et de crédits, du consentement de la noblesse. La prétention de celle-ci d'imposer, en pareille matière, la règle de l'unanimité semblait avoir définitivement triomphé. Désormais, on ne pourrait plus jouer contre elle de la docilité des deux autres ordres. Il faudrait, ou réussir à la gagner, ou risquer la séparation de l'assemblée.

Nous avons appelé l'attention sur l'important ensemble de concessions graves qui furent consenties aux Etats de 1784. Elles n'étaient pas de moins de conséquence au point de vue politique que dans le domaine administratif. Permettre aux Etats de consentir les octrois des villes, c'était, quelles que fussent les considérations jointes, céder à une revendication qu'ils avaient fondée sur leur prétention au droit de consentir toute espèce de levée dans la province. Admettre leur participation au contrôle de la gestion financière des municipalités et leur collaboration à la réforme de celles-ci, c'était, non seulement restreindre d'autant, à leur profit, l'autorité de l'intendant, mais encore ruiner son influence sur les députés du tiers. Ratifier le règlement qu'ils s'étaient eux-mêmes donné en 1770 et leur reconnaître le libre choix de leurs députés en cour, c'était, enfin, capituler devant des prétentions à l'indépendance contraires à toutes les traditions maintenues depuis Louis XIV. Dans l'ordre politique, les Etats de Bretagne ne pouvaient sans doute espérer beaucoup plus.

Maïs les avantages ainsi acquis étaient confirmés et complétés par une mainmise quasi totale sur l'administration de la province. A suivre les efforts des Etats, nous avons vu quels motifs les ont poussés à la conquête de cette autonomie administrative : C'est qu'elle apparaissait comme la plus sûre sauvegarde, à la fois, contre l'excès des charges et contre les innovations dangereuses pour leurs intérêts.

Elle ne s'est pas développée à la faveur de leurs initiatives ; il est bien rare qu'ils aient eux-mêmes songé à la création de services publics d'intérêt régional. On ne les a vus qu'une fois, et bien tard, en 1782, proposer ainsi, sur des initiatives sorties de leur sein, l'aménagement de la navigation intérieure. Le service des haras est le seul qu'ils aient vraiment pris à cœur. Ce n'est que par moment (et encore avec quelle parcimonie !) qu'ils montrèrent quelque bonne volonté à consentir

des sacrifices pour les grands chemins. L'objet de leur institution, ils ne l'oublièrent jamais, était de discuter et de restreindre au minimum les charges que le roi prétendait imposer à la province. Ils avaient des revenus propres. Mais les impôts qu'on les avait autorisés à percevoir pour eux-mêmes n'avaient d'abord eu pour objet que de satisfaire aux exigences de la monarchie. C'étaient des impôts royaux déguisés dont il importait de prévenir l'accroissement, tout comme celui des autres, et sur le produit desquels ils se sont toujours efforcés d'empêcher que le gouvernement n'imputât les frais de nouveaux services. Leur théorie constante, c'est que la dépense des services publics incombait au trésor royal. S'ils en ont réclamé la gestion, c'est toujours en invoquant d'abord la raison d'économie; ils voulaient, au moins, pouvoir veiller à ce que ne fussent pas gaspillés les fonds qu'on les obligeait d'y consacrer.

Mais, comme le pouvoir royal prétendait rejeter sur eux la quasi totalité des dépenses publiques, cette politique de défense les conduisit à revendiquer toutes les parties, ou peu s'en fallait, de l'administration provinciale.

Quelles parties de cette administration demeuraient en Bretagne, à la veille de la Révolution, aux mains des agents du roi ?

Les deux grands impôts directs, capitation et vingtièmes, avec leurs annexes, sous et deniers additionnels, levées pour les milices et le casernement, étaient abonnés aux Etats. Si ceux-ci n'avaient pas encore l'administration des fouages, ce n'est pas que le pouvoir royal ne fût disposé à la leur abandonner. C'eût été fait en 1786 si leurs propres dissensions n'y avaient mis obstacle.

Les régisseurs et les fermiers royaux conservaient la gestion des domaines, contrôles et droits y joints, du monopole des tabacs et de diverses taxes de fabrication ou de vente. Mais il paraissait probable que les Etats ne tarderaient pas à recouvrer l'administration des premiers, sous forme d'abonnement.

Tous les droits sur les boissons perçus dans la province leur appartenaient, hormis ceux compris dans les octrois des villes. Encore la levée de ceux-ci était-elle ordinairement confiée aux fermiers de leurs devoirs.

Les Etats avaient maintenant la pleine et entière administration des grands chemins et de la navigation intérieure, celle du casernement, celle de la fourniture des rations de vivres

et de fourrages aux étapes des troupes, et celle des haras. Ils participaient à l'administration des charrois militaires. A quatre articles près, dépôt de mendicité, messageries, postes et maréchaussée, ils étaient parvenus à se faire complètement céder l'administration des services dont on les obligeait à faire les frais. Remarquons qu'à ceux qui leur échappaient ils ne contribuaient que pour une part. La tâche de l'intendant se trouvait ainsi singulièrement réduite. Elle restait importante sans doute, mais c'était la tâche d'un agent de renseignement et de surveillance plutôt que d'un agent d'exécution. Il demeurait, aux côtés du commandant en chef, le représentant de l'autorité royale; il n'était plus le chef de la plupart des grands services administratifs de la province. Son rôle tendait à devenir presque exclusivement politique.

Le domaine des Etats, il est vrai, était rigoureusement défini. La compétence des autorités concurrentes, intendant ou Parlement, continuait de s'étendre aux objets qui n'y étaient pas expressément compris. Mais, outre que ce domaine était vaste et menaçait d'embrasser bientôt à peu près toute l'administration de la province, les Etats y régnaient souverainement, sans aucune ingérence étrangère. Ils avaient leurs propres agents d'exécution, leur Commission intermédiaire, ses bureaux diocésains et ses correspondants, leurs propres receveurs et leur propre trésorier. Et leurs commissaires possédaient ordinairement la juridiction nécessaire au plein exercice de leurs fonctions, sans autre recours contre elle qu'au conseil du roi. Aucun de leurs agents ou comptables ne relevait de l'intendant ou des receveurs du roi.

L'étude de la Commission intermédiaire, de sa constitution et de ses attributions nous permettra de faire plus complètement comprendre le caractère et la portée de cette autonomie; celle des impôts levés dans la province et du budget des Etats nous introduira dans le détail de leurs attributions financières.

Nous achèverons de voir ainsi à quel point la Bretagne avait réussi, au XVIII^e siècle, à échapper à l'effort de centralisation du gouvernement monarchique.

CHAPITRE IX

La Commission Intermédiaire et les organismes annexes

Les antécédents de la Commission intermédiaire. — Stabilité de son organisation générale. — Le choix des commissaires. Résistance des Etats aux tentatives du pouvoir royal pour restreindre la liberté des élections (1763, 1767, 1773). — L'indépendance de la Commission ; sa juridiction. — L'étendue de ses attributions. Son rôle politique. — Les *commissions diocésaines*. Leurs rapports avec la commission centrale. — Le fonctionnement de la Commission. Ses réglemens. Ses bureaux et son personnel. Le secrétaire-chef. Danguy du Désert et les critiques de M. de la Saudraye. Chardel. — Le fonctionnement des commissions diocésaines. — Les correspondants. — Les frais de la Commission.

LES INSPECTEURS DES HARAS.

LA COMMISSION DES DOMAINES ET CONTROLES ET LA COMMISSION DE LA NAVIGATION INTÉRIEURE. — Les traits généraux et le caractère de leur organisation et de leurs pouvoirs. — L'œuvre de la Commission des Domaines et Contrôles ; la réforme des tarifs ; le personnel ; l'esprit de son administration.

Conclusion.

L'étude du développement progressif des pouvoirs des Etats nous a déjà conduits à faire, dans une certaine mesure, l'histoire de leur Commission intermédiaire. Nous avons vu à la suite de quels efforts de leur part et dans quelles circonstances elle fut instituée (1), et quelle auxiliaire ils trouvèrent dès lors en elle pour la défense de leurs propres droits. Il nous reste à voir quelle en fut l'organisation et le fonctionnement, avec les difficultés auxquelles ils donnèrent fatalement lieu.

La Commission intermédiaire avait de lointains antécédents. Au XVI^e siècle, les Etats laissaient ordinairement après eux des commissaires pour examiner les comptes de leur trésorier. En 1586, en 1587 et en 1592, ils en nommèrent pour s'opposer,

(1) Cf. *supra*, pp. 270-308.

en leur absence, à toute levée de deniers non consentie ou à toute nouveauté contraire aux privilèges de la province. Les commissions de 1586 et de 1587 devaient comprendre, dans chaque diocèse, deux députés de chacun des deux premiers ordres, assistés des procureurs des villes, afin que leur action pût s'exercer plus aisément dans les différentes parties de la province.

C'était là, il est vrai, une mission exceptionnelle, commandée par des circonstances critiques. Mais une tâche fréquemment dévolue, à cette époque, à des commissions intermédiaires, ce fut l'imposition des subsides extraordinaires accordés au roi par les Etats. La composition et les attributions des commissions nommées pour cet objet ont varié chaque fois. Ordinairement les commissaires de Etats devaient collaborer avec les agents du pouvoir royal. La répartition de l'impôt entre les évêchés était souvent faite pendant la tenue; pendant l'intermédiaire ne fonctionnaient alors que des commissions diocésaines. Très souvent les pouvoirs, non seulement de la commission centrale, mais aussi de ces commissions diocésaines, sont allés jusqu'à déterminer la forme de l'impôt, qui put ainsi différer d'un diocèse à un autre (2). Il ne semble pas, toutefois, que les commissaires des Etats aient jamais été, en ce temps-là, investis d'aucune juridiction sur les contribuables.

Au XVII^e siècle, comme les Etats ont ordinairement pourvu aux exigences du gouvernement au moyen de leurs devoirs sur les boissons et de fouages extraordinaires, répartis au prorata des fouages du roi et levés de la même manière, on n'eut plus guère l'occasion de nommer des commissions à pouvoirs financiers. En 1674 et en 1699, il fut désigné trois députés de chaque ordre pour la répartition et le recouvrement des sommes destinées au rachat des édits de 1672 et 1673, qui avaient menacé gravement les abus seigneuriaux; mais nous n'avons pas d'autre exemple, dans tout le siècle, d'une levée ainsi faite par des commissaires des Etats. En 1609, en 1647 et en 1677, des commissions furent nommées pour assister à l'adjudication ou à la vérification de travaux payés par les Etats. En 1604, une autre avait été adjointe au procureur syndic pour terminer plusieurs procès. En 1689, enfin, on nomma des commissaires

(2) H. SÉE, *Les Etats de Bret. au XVI^e s.*, p. 28 et 81.

3) CHARDEL, I, p. 1 à 15.

pour « informer, devant les commissaires que le roi commet-
« trait, du divertissement des biens du sieur d'Harouis »,
trésorier des Etats (3).

Si donc les Etats étaient depuis longtemps accoutumés à nommer des commissions pour l'expédition d'affaires diverses, dans « l'intermédiaire » de leurs tenues, c'est un moyen auquel ils n'avaient plus l'occasion de recourir que rarement et par accident, quand le gouvernement de Louis XIV, en leur faisant prendre l'abonnement de la capitation, puis en mettant à leur charge des dépenses toujours accrues, leur fournit lui-même les plus sérieux motifs de réclamer l'institution d'organismes permanents, formés par leur propre assemblée, tenant d'elle leurs pouvoirs et responsables devant elle, pour la levée des impôts abonnés et l'emploi des sommes inscrites à leur budget.

*
**

La Commission intermédiaire apparaît ainsi comme une institution véritablement nouvelle, née des progrès et des exigences de l'administration monarchique. On ne saurait la comparer ni aux « Elus généraux » de Bourgogne, ni aux « Assiетtes » du Languedoc, ni même aux députés généraux d'Artois. Agent d'exécution des Etats, la Commission intermédiaire de Bretagne leur était étroitement soumise et, quelle que fût l'importance de son rôle, elle n'a jamais conquis, à leurs dépens, une autorité qui permit de la substituer à eux en aucune mesure, ni même de lui assurer aucune indépendance à leur égard. Ce n'était qu'un instrument d'administration et, si elle a pu jouer un certain rôle politique, ce ne fut jamais que comme auxiliaire des Etats et sous leur couvert.

Nous avons rappelé la longue suite d'efforts et de conflits dont l'institution définitive de la Commission intermédiaire en 1734 paraît, à première vue, le couronnement. Elle ne fut pas cependant, à vrai dire, une conquête des Etats. C'est le pouvoir royal qui avait, le premier, recherché leur concours et c'est pour son propre service, d'abord, que la Commission de 1734 avait été créée, tout comme les premiers bureaux de la capitation abonnée et la commission des étapes, grands chemins et casernement, dont elle prenait la place. Mais nous avons vu comment les Etats avaient, tout de suite, entrepris d'exclure l'intendant de leurs premiers bureaux de la capitation et avec quelle obstination, à partir de 1715, ils travaillè-

rent à lui arracher l'emploi de leurs propres fonds. Si l'organisation de la Commission ne fut pas proprement leur œuvre, si même, pendant longtemps, les opposants de la noblesse boudèrent une institution dont les dirigeants n'étaient à leurs yeux que les instruments des ministres, les vœux des champions de l'autonomie provinciale n'en furent pas moins, dans une large mesure, réalisés. La Commission intermédiaire fut bien, dès ses débuts, sous le seul contrôle des Etats, l'organisme indépendant doté de pleins pouvoirs, depuis longtemps réclamé par eux.

Elle demeura, du reste, jusqu'à la fin ce que l'avait faite, à peu de chose près, son organisateur et son premier chef, l'évêque Guérapiu de Vauréal.

Son bureau central ou « grand bureau » siégeant à Rennes était seul investi de pouvoirs effectifs; seul, il exerçait la juridiction dévolue à la Commission; seul, il pouvait rendre des ordonnances et expédier les mandements pour le recouvrement des impôts; seul, à peu près en toute matière, il avait pouvoir de décision. C'était lui seul, à vrai dire, qui constituait la Commission. Les commissions particulières établies dans les huit autres diocèses n'étaient que ses auxiliaires; leurs membres étaient réputés appartenir à la Commission; mais ils n'avaient voix délibérative que lorsqu'ils pouvaient y prendre séance, à Rennes.

Ces règles, fortement établies et défendues par Vauréal et son auxiliaire Baillon, ne devaient pas subir par la suite d'atteintes graves (4). Les pouvoirs des bureaux diocésains ne furent sensiblement accrus qu'en 1785, pour les besoins de la nouvelle administration autonome des grands chemins.

Le nombre des commissaires, tant au Grand Bureau (six de chaque ordre) que dans les bureaux diocésains (trois de chaque ordre), demeura toujours fixé au chiffre arrêté en 1742, lors du rétablissement du dixième. Toujours, également, leur nomination appartient aux Etats, sans que personne eût, à titre personnel, le droit de siéger dans aucun bureau. Aucun règlement ne déterminait jamais le mode d'élection des commissaires;

(4) Cf. *supra*, p. 300 et suiv. L'expression « bureau diocésain », sévèrement proscrire à l'origine par le pouvoir royal, ne reparut officiellement, pour la première fois, qu'en 1767, dans le projet de règlement que d'Aiguillon fut chargé d'imposer aux Etats. Jusque-là on affecta de ne jamais parler que des « commissaires », ou des « codéputés des diocèses », comme s'ils ne formaient pas corps.

mais les usages qui s'établirent dès le début, persistèrent jusqu'à la fin. Dans le clergé et dans le tiers, tous les commissaires, même ceux des diocèses, étaient élus par l'ensemble de l'ordre; dans la noblesse l'ensemble de l'ordre nommait les commissaires du bureau central; ceux des bureaux diocésains étaient élus par les gentilshommes de leurs diocèses respectifs. Les pouvoirs de la Commission ne se transformèrent guère plus que sa composition. Avec le temps, sans doute, son rôle s'amplifia et son autorité s'affermir. Dans leur essence, ses pouvoirs demeurèrent tels que nous avons vu Vauréal et Baillon s'efforcer de les définir, à l'égard du pouvoir royal et des Etats (5).

L'institution des « correspondants », agents de la Commission dans les localités où les besoins de son administration l'obligeaient à se faire représenter, est aussi ancienne que la Commission elle-même. Les correspondants apparurent, dès 1733, pour le service du casernement et des étapes. Ils furent, de tout temps, choisis dans les mêmes milieux et bénéficièrent toujours des mêmes avantages. Seul, leur mode de nomination et, le cas échéant, de révocation a quelque peu varié à différents moments, sous l'effet des exigences des bureaux diocésains. L'examen des règlements qui ont successivement régi la Commission depuis celui du 14 novembre 1734, confirme cette impression de stabilité. Ni le règlement de 1759, ni celui de 1770, ni même les dispositions particulières arrêtées par les délibérations des Etats du 22 octobre 1760 et du 5 janvier 1781 n'ont touché à rien d'essentiel (6).

Le règlement du 26 janvier 1759 fut décidé par les Etats à la suite des plaintes qu'en termes fort vifs le trésorier La Boissière avaient portées, devant le contrôleur général et devant eux-mêmes, contre l'administration de la Commission. Nous aurons à revenir sur les griefs de La Boissière en étudiant le recouvrement des impôts abonnés (7). On eut égard à ses critiques; la disparition de Vauréal (1758), suivant de près celle de Baillon (1756), favorisait d'ailleurs une tentative de réforme (8). Mais cette tentative se borna, somme toute, à

(5) Cf. *supra*, p. 303 et suiv.

(6) On trouvera le texte des divers règlements dans le traité de CHARDEL, à la suite de la description générale de l'organisation de la Commission (t. I, p. 1-120).

(7) Cf. *infra*, p. 623.

(8) On renouela, cette année-là, un plus grand nombre de membres de la Commission qu'on ne l'avait jamais fait. Mais on ne saurait affirmer que ce fut à dessein. Des trois nouveaux membres du clergé, deux remp-

imposer aux commissaires une assiduité plus régulière et à introduire un ordre plus rigoureux dans le travail des commis du bureau central. Encore verrons-nous, en 1764, un commissaire de la noblesse, M. de la Sandraye, accuser le secrétaire en chef de la Commission d'avoir continué à n'en faire qu'à sa tête, sans tenir sérieusement compte des nouvelles prescriptions de l'assemblée (9).

La délibération des Etats du 22 octobre 1760, relative à la nomination et à la révocation des correspondants, marqua un succès passager des bureaux diocésains soutenus par la noblesse. Mais ses dispositions furent fortement atténuées dès 1770. Le chapitre qui concerne la Commission intermédiaire, dans le règlement général que les Etats arrêterent, cette année-là, pour eux-mêmes, n'ajoute, en fait, à celui de 1759 que des précisions, utiles sans doute, mais qui ne changent rien au fond des choses. Les Etats refusèrent, en cette occasion, d'adopter un intéressant projet de réforme par lequel la Commission proposait elle-même de placer chacun de ses différents services sous l'autorité particulière d'une sous-commission de trois membres (10). Une tentative de la noblesse, en 1764, pour imposer une révision générale du règlement avait échoué devant l'opposition des deux autres ordres (11).

Il n'en faudrait pas conclure que la Commission intermédiaire (et nous entendons par là son bureau central, conformément à l'esprit même de son institution) eut toujours la tâche facile et qu'elle put, sans luttes, protéger son autorité et ses méthodes. Sa nomination et son fonctionnement soule-

placèrent l'évêque Vauréal et l'abbé de la Vieuxville, décédé. Dans le tiers, entra le nouveau sénéchal de Rennes, M. de Coniac. Il n'est pas impossible que les trois autres changements opérés dans le tiers et les trois qui le furent dans la noblesse aient été motivés par des convenances personnelles. Notons toutefois, dans le tiers, le départ de Harembert de la Bazinière, commissaire depuis 1734, qui avait toujours été chargé du service des étapes et du casernement ainsi que de la plupart des enquêtes sur les affaires d'impôts.

(9) Cf. *infra*, pp. 440 et suiv.

(10) Projet de règlement du 8 avril 1769, Arch. d'I.-et-V. C 3863 et CHARDEL, t. I, p. 74-75.

(11) La noblesse obtint la nomination d'une commission pour l'examen des règlements de la Com. int. Mais elle ne proposa elle-même aucune innovation plus grave que de limiter à six ans la durée maxima des fonctions des commissaires, sauf exception pour les évêques, et de supprimer l'indemnité de 1.500 l. accordée aux militaires (Observations de la noblesse sur le rapport de la Commission de révision, Arch. d'I.-et-V. C 3862, et Pr.-v. des Etats, 6 déc. 1764, 22 et 24 mars 1765).

vèrent plus d'un grave conflit. Entre le pouvoir royal, peu disposé à respecter son indépendance, et une opposition qui redouta toujours qu'elle ne fût trop soumise au premier, elle était exposée à bien des heurts.

*
* *

Le choix des commissaires nous paraît, à première vue, avoir dû être, ordinairement, une opération grosse de conséquences, bien propre à provoquer des conflits, soit entre le pouvoir royal et les Etats, soit au sein même de ceux-ci. En réalité, il ne souleva de difficultés graves qu'un petit nombre de fois. D'habitude il ne passionnait pas l'assemblée et l'on ne voyait pas de concurrents se disputer âprement des places, honorables certes, mais dont les obligations devaient paraître à beaucoup lourdes et sans attrait. Dans le clergé et le tiers, on était même obligé de prendre toujours quelques commissaires en dehors des Etats, tant pour le bureau central que pour ceux des diocèses. Parmi le petit nombre des membres de ces deux ordres, en effet, on n'en pouvait trouver assez à qui leur résidence suffisamment proche du chef-lieu, ou leurs loisirs, permissent de participer assidûment aux travaux de la Commission. On nomma toujours ainsi, au bureau central, plusieurs chanoines de la cathédrale de Rennes et, dans le tiers, des magistrats du Présidial ou des avocats au Parlement qui ne furent jamais députés aux Etats.

Aucune obligation de résidence ne limitait le choix des membres du bureau central (12). Ceux des bureaux diocésains furent ordinairement pris, dès l'origine, dans leurs diocèses respectifs, et une délibération des Etats du 13 février 1775 prévint toute difficulté à cet égard en faisant de cet usage une règle obligatoire. Mais encore était-il nécessaire, dans la pratique, que l'on eût son domicile habituel à proximité du siège de son bureau. Au bureau central, on ne nomma jamais, dans le tiers, hormis les Rennais, que les maires de quatre villes voisines : Fougères, Vitré, Montfort et Hédé. Au même bureau, les commissaires de la noblesse, à de rares exceptions près, ont toujours appartenu aux diocèses de Rennes et de Saint-Malo.

Les règlements ne fixaient pas le mode d'élection ; chaque ordre pouvait procéder à sa manière. Pendant longtemps,

(12) Le projet de règlement du 8 avril 1769 prévoyait l'obligation d'être domicilié à Rennes, mais on sait qu'il ne fut pas adopté.

avons-nous dit, on se contenta, comme pour la nomination des commissions qui fonctionnaient pendant la tenue, de ratifier les choix faits par les présidents des ordres. C'est seulement à partir de 1752 que l'on commença, si l'on en croit d'Aiguillon, à faire de véritables élections « par scrutin » (13). Encore est-il probable que l'on n'y recourut que dans la noblesse. De bonne heure, cependant, nous l'avons vu, le bastion avait protesté contre l'ingérence souveraine de Vauréal, puis de Baillon, dans la nomination des commissaires et réclamé le renouvellement obligatoire, à chaque tenue, d'une partie au moins de ceux-ci ; mais les Etats ne l'avaient pas suivi (14). La noblesse n'eut pas plus de succès en 1764, quand elle demanda que la durée maxima du mandat des commissaires fût limitée à six ans (15).

En fait, du reste, la noblesse elle-même maintint longtemps en fonctions les mêmes commissaires. Au bureau central, il lui est souvent arrivé de ne pas en changer plus d'un et parfois même de n'en changer aucun. Il est exceptionnel qu'elle en ait nommé plus de trois nouveaux à la fois. La plupart avaient leur mandat renouvelé dans plusieurs tenues successives, et certains sont restés en fonctions dix ans et plus ; M. de Kerguézec demeura ainsi commissaire, sans interruption, de 1752 à 1762, M. de la Saudraye, de 1760 à 1770, M. de Quéryvon, de 1765 à 1782, M. Le Provost de la Voltais, de 1775 à 1786.

Les commissaires de la noblesse étaient naturellement choisis, pour une bonne part, parmi les membres les plus marquants de l'opposition. Nous venons d'en nommer quatre, auxquels l'on peut ajouter, parmi les plus connus, MM. du Bouays de Méneuf, en 1732 et de 1744 à 1752, Bégasson de la Lardais, de 1756 à 1762, le chevalier Geslin de Trémargat, de 1781 à 1785 et en 1787, le comte de Piré, de 1762 à 1770.

Dans le tiers et dans le clergé, où l'on s'arrêtait moins aux considérations politiques et aux questions de personnes, et où, d'ailleurs, l'on avait moins de choix, les changements étaient encore moins fréquents. Dans ces deux ordres, la majeure partie des commissaires qui sont passés au bureau central ont conservé leurs sièges pendant de longues périodes. L'abbé Gouyon de Vaurouault, abbé de la Vieuxville, puis de Quimperlé, a gardé le sien depuis 1736 jusqu'à sa mort en 1758,

(13) D'Aig. au cont. gén. 25 oct. 1760, Arch. Nat. H 348.

(14) Cf. *supra*. p. 299.

(15) Cf. *supra*, note 11.

l'abbé de Saint-Aubin-des-Bois (ensuite abbé de Saint-Méen) de 1752 à 1770. De 1748 à 1758, on ne note dans le clergé qu'un seul changement. Mais c'est dans le tiers que se rencontrent les éléments les plus stables. Harembert de la Bazinière a siégé de 1734 à 1759, Martin du Boistailié, de 1736 à 1762, Le Marchand de L'Epinay, de 1759 à 1775 ; tous les trois étaient conseillers au Présidial de Rennes et non députés. Lemer cier de Montigny, maire et député de Fougères, est resté commissaire de 1773 à 1788.

Le maintien particulièrement prolongé d'un grand nombre d'entre eux dans leurs fonctions, joint à une assiduité ordinairement plus grande et à la compétence que beaucoup tiraient de leur culture ou de leurs connaissances professionnelles, favorisait évidemment la prépondérance des commissaires du tiers et du clergé dans la conduite des affaires. D'autre part, leurs tendances modérées rapprochaient ordinairement les plus nombreux éléments de ces deux ordres. Aussi la politique du bastion ne disposa-t-elle qu'accidentellement d'une majorité au sein de la Commission. On y votait par tête ; mais, eût-on voté par ordre, que le groupement du clergé et du tiers eût, le plus souvent, décidé de la politique à suivre.

C'étaient, du reste, ces deux ordres qui fournissaient ses dirigeants à la Commission. Ils avaient sur la noblesse l'avantage d'avoir à leur tête des chefs naturels qui bénéficiaient de leur qualité personnelle et de leur situation aux Etats. Bien que les règlements ne leur reconnussent à cet égard aucun privilège (16), les évêques étaient toujours nommés au bureau de leur diocèse et leur dignité leur en assurait la présidence ; l'évêque de Rennes se trouvait être ainsi le chef du bureau central. Or, il était ordinairement président des Etats. Le sénéchal de Rennes, président habituel du tiers aux Etats, était, de même, toujours désigné pour le bureau central. La noblesse n'avait ordinairement, parmi ses membres, personne dont la situation et le crédit pussent être mis en balance avec ceux de

(16) Desnos des Fossés ayant été promu au siège épiscopal de Rennes en 1761, après la clôture des Etats, on s'émut à la Commission de la prétention qui lui fut attribuée de prendre chez elle, comme de droit, la place de son prédécesseur, Beaumont des Junies, régulièrement nommé commissaire par les Etats de 1760. On crut utile de rappeler « que les « Etats ne reconnaissent point de commissaires nécessaires et que nul « ne pouvait l'être que par leur libre choix ». Ainsi averti, Desnos se garda de venir siéger. Il attendit d'être nommé par les Etats suivants (CHARDEL, t. I, p. 20 et suiv.).

ces deux personnages. Vauréal et Baillon ont ainsi dirigé la Commission, jusqu'en 1758, sans que leur autorité y fût sérieusement contestée. Les deux premiers successeurs de Vauréal, Beaumont et Desnos des Fossés, ne prirent pas le même intérêt que lui aux affaires de la province. Beaumont, pendant son court séjour à l'évêché de Rennes, ne parut même pas à la Commission. De son côté, M. de Coniac, successeur de Baillon, n'hérita pas du crédit de celui-ci. Ce fut alors l'abbé Charles de Vendômois, abbé de Saint-Aubin, puis de Saint-Méen, qui dirigea les affaires, d'une main ferme, malgré l'hostilité que ses sympathies aiguillonistes lui valurent de la part de la noblesse. Celle-ci réussit, en 1770, à imposer son exclusion. Mais le clergé venait justement de retrouver, dans l'évêque Bareau de Girac, un chef décidé à un rôle actif dans la politique et l'administration de la province. Non moins actif fut le successeur de M. de Coniac, Léon de Tréverret (1776-1781). Mais le zèle avec lequel nous l'avons vu servir le pouvoir royal était peu propre à lui valoir une grande autorité hors de son ordre. Son successeur, Borie, se montra plus indépendant et mit au service de la Commission d'appréciables qualités d'administrateur. Pas plus que Tréverret, du reste, il n'était de taille, ni à suppléer Bareau de Girac, ni à en imposer à la noblesse. Il nous paraît assez probable que c'est à la rupture de l'évêque avec le pouvoir royal, sous l'administration de Calonne, et à son absence forcée des Etats de 1784 qu'il faut attribuer la grave atteinte qui fut portée dans cette tenue au vieux régime basé par Vauréal sur la prépondérance du Grand Bureau. L'attribution, en matière de grands chemins, de pouvoirs aussi considérables aux bureaux diocésains offre, en tout cas, toutes les apparences d'une victoire de ceux-ci et de la noblesse, leur habituel soutien, sur le bureau central et son chef, l'évêque de Rennes, qui n'était pas là pour se défendre.

Les noms de ses dirigeants ordinaires suffiraient à montrer que la Commission ne put jamais être un foyer d'agitation politique. Si l'opposition, depuis le renouvellement de 1752, domina toujours dans la noblesse et fut même souvent représentée dans le tiers et le clergé, elle ne fut jamais assez forte, sauf par accident, pour imposer ses volontés (17).

(17) Nous ne connaissons qu'un exemple d'un succès marqué du bastion, ce fut la révocation d'Andouard, correspondant à Rennes, agent zélé du duc d'Aiguillon ; cette révocation fut prononcée, le 6 septembre

Rien n'est moins exact que de montrer, comme le fait Augustin Cochin, la Commission occupée de politique plutôt que d'administration et entretenant, au moyen de ses bureaux diocésains et de ses correspondants, une sorte de conspiration permanente dans toute la province contre l'autorité monarchique (18). Pour soutenir une pareille opinion, il fallait tout ignorer de l'activité de la Commission, ainsi que du caractère de ses agents et des conditions réelles de leur recrutement. Il était fatal, toutefois, que les bastionnaires cherchassent à faire de la Commission un instrument de leur politique; les ministres, d'autre part, ont redouté qu'ils n'y réussissent et ils ont à plusieurs reprises cherché à exclure les éléments dangereux.



Le droit des Etats à choisir librement leurs commissaires intermédiaires n'était formellement mis en question nulle part. Mais, les commissaires étant nommément désignés dans l'arrêt du conseil approuvant de l'abonnement de la capitation, on pouvait voir là une sorte de confirmation que le roi était maître d'accorder ou de refuser à son gré, et saisir ce moyen facile de réformer les choix des Etats. Le pouvoir royal avait toujours la ressource, d'ailleurs, d'imposer à ceux-ci un nouveau mode de nomination.

Mais, en protégeant la Commission contre la mainmise du bastion, Vauréal et Baillon avaient, pendant longtemps, enlevé aux ministres tout motif sérieux de se mêler du choix de ses membres. Quand on cherchera à contrôler ce choix, il sera bien tard et les Etats pourront d'autant mieux défendre leur droit qu'il sera consacré par une longue possession.

1768, par une majorité formée par les membres de la noblesse et un commissaire du tiers, à la faveur de l'absence de la plupart des commissaires du clergé et du tiers. La noblesse s'était trouvée renforcée, d'autre part, de trois commissaires venus à dessein des bureaux diocésains. L'abbé de Saint-Méen, président, refusa d'ailleurs d'enregistrer la délibération et celle-ci fut annulée par un arrêt du conseil du 7 novembre suivant, sous prétexte qu'elle détruisait, sans que de nouveaux motifs eussent été produits, une délibération antérieure, du 17 mai, qui maintenait Audouard, malgré les griefs formulés contre lui. Cet arrêt fut retiré le 19 janvier 1769 sur la demande des Etats. (Arch. d'I.-et-V. C 3861. Cf. MARION, *La Bret. et le duc d'Ang.* p. 514-519 et 531).

(18) AUGUSTIN COCHIN. *Les Sociétés de Pensée et les Origines de la Révolution en Bretagne*, t. I, p. 44-49.

Le gouvernement fit une première tentative en 1762. Les Etats de 1760 avaient exclu de la Commission deux membres sortants, « trop zélés pour le service du roi », M. de Pontual et l'abbé de Brillhac ; à la place du premier, ils avaient nommé M. des Nétumières et réélu, d'autre part, M. Bégasson de la Lardais, deux gentilshommes qui s'étaient, l'un et l'autre, signalés au cours de la session parmi les opposants les plus ardents. On pensa d'abord à faire casser ces deux nominations par l'arrêt du conseil confirmatif de l'abonnement de la capitation. On y renonça par crainte des difficultés à prévoir (19) ; mais, en 1762, les commissaires du roi furent invités à faire savoir aux Etats que le roi choisirait lui-même les membres du bureau de Rennes sur une liste de candidats, douze de la noblesse et huit de chacun des deux autres ordres ; les droits de l'assemblée seraient réduits à la présentation de cette liste. D'Aiguillon, qui ne pouvait se faire d'illusion sur l'accueil réservé à une pareille déclaration, avait demandé qu'on n'en fit article que dans les instructions particulières et qu'on l'autorisât à laisser les choses en l'état, si les circonstances lui paraissaient trop peu favorables (20). Il laissa, en fin de compte, les Etats élire leurs commissaires comme d'habitude, exigeant seulement qu'on lui communiquât la liste des élus afin de pouvoir présenter ses observations avant qu'elle ne fût promulguée. Il ordonna, pour l'exemple, au président du tiers de faire remplacer le maire de Montfort, sous prétexte que les commissaires du bureau général devaient être domiciliés à Rennes, et, les Etats ayant obéi, il estima qu'ainsi « le droit du roi était « bien constaté ». C'était se contenter de peu. La noblesse, il est vrai, n'avait pas osé réélire Bégasson, ni des Nétumières. Mais l'arrêt du conseil du 7 février 1763, qui confirmait, comme à l'ordinaire, la nomination des commissaires en même temps que l'abonnement de la capitation, ayant dit que les élus avaient « été approuvés par les sieurs commissaires de S. M. », l'on vit bien qu'il n'était pas si facile d'entreprendre sur les droits des Etats. La Commission en prit elle-même la défense et fit demander par les députés en cour la radiation de cette formule insolite. Cette démarche n'ayant pas donné de résultat, les membres de la noblesse, « considérant que les pouvoirs des

(19) Correspondance de la session de 1760, lettres des 25 et 28 oct. 1760, et des 5 et 15 mars 1761 (Arch. Nat. H 348).

(20) Etats de 1762, Instructions et préparation (Arch. Nat. H 350).

« constitués étaient anéantis lorsque ceux des constituants « étaient détruits », se retirèrent du bureau de Rennes et ceux des deux autres ordres convoquèrent, le 6 avril 1763, leurs co-députés des diocèses à une assemblée générale. Aucun bureau diocésain, il est vrai, ne répondit à cette invitation et les commissaires du tiers et du clergé reprirent, à Rennes, les fonctions qu'ils avaient un moment cessées, dès que la défection d'un commissaire de la noblesse, M. de Cargouët, leur fournit un prétexte honorable pour le faire. Mais leur résistance avait sauvegardé les prétentions des Etats et préparé la protestation que l'assemblée de 1764 n'aurait pas manqué de faire avec vigueur, si L'Averdy, dont nous avons déjà vu la faiblesse à l'égard de cette assemblée, n'avait pris les devants et promis, le premier, de renoncer à la malencontreuse formule; celle-ci ne devait plus jamais reparaitre (21).

Les Etats eurent, toutefois, deux attaques encore à subir. Nous avons vu que le règlement dont on leur imposa l'enregistrement à la fin de la tenue de 1766-1767 donnait au roi le choix des commissaires sur une liste présentée par les Etats; il introduisait, en outre, les évêques et les barons comme membres de droit dans les bureaux de leurs diocèses respectifs (22). Le gouvernement accorda la suppression de ces deux articles aux Etats extraordinaires de 1768. Sa réponse porte « que S. M. « n'entendait pas départir du droit incontestable de n'ap-
« prouver que ceux des députés dont la nomination lui serait
« agréable, mais qu'elle espérait que les Etats veilleraient avec
« attention à ce que leur choix fût toujours fait à l'avenir de
« manière à mériter son approbation » (23).

Il ne fallait évidemment pas espérer que le roi reconnût jamais formellement à l'assemblée une absolue liberté de choix. Le retour du gouvernement, en 1772, à une politique autoritaire fut marqué par un nouveau conflit. Pendant la session de cette année-là, le duc de Fitz-James, à la suite de l'opposition faite par la noblesse au vote de la capitation, demanda et obtint l'autorisation d'exclure de la Commission trois sortants de cet

(21) D'Aig. au cont. gén. et à Ménard, 24 oct. et 11 nov. 1762 (Arch. Nat. H 351 et H 352). Mémoire des députés en cour (*Ibid.* H 352). CHARDEL, t. I, p. 23 et suiv. Voy. MARION, *La Bret. et le duc d'Aig.* p. 103 et suiv.

(22) Cf. *supra*, p. 67.

(23) Pr.-v. des Etats.

ordre qui s'étaient distingués dans les rangs du bastion (24). En dépit de cette exclusion, notifiée pourtant aux présidents des ordres, la noblesse réélut les trois gentilshommes. Fitz-James renonça à imposer leur remplacement (25). Mais, aussitôt après la clôture de la tenue, il leur fit remettre un ordre du roi leur interdisant toute fonction, interdiction qui fut confirmée par l'arrêt du conseil du 10 mars 1773 ; cet arrêt étendait même l'exclusion, sur la proposition de l'intendant Dupleix, à un quatrième commissaire, Eudo de la Blossais, maire de Moncontour, député du tiers dans le bureau de St-Brieuc (26).

La Commission n'osa pas cesser ses fonctions comme en 1763. Aucun des membres du bureau de Rennes n'ayant été touché, il leur était difficile de se désister de pouvoirs qui leur avaient été dévolus dans les formes ordinaires. Terray n'était d'ailleurs pas de ces ministres qu'il fût sans danger de pousser à bout. On se contenta donc de protester et, comme les Etats n'avaient pas nommé de députation en cour, la Commission s'adressa elle-même à Fitz-James, aussitôt après la notification des premières défenses, puis au contrôleur général. Elle écrivit trois fois à celui-ci, en février, mars et avril 1773, répétant que les interdictions prononcées « ne pouvaient subsister sans saper, « par les fondements, tout abonnement ultérieur entre le roi « et les Etats... Comment les Etats pourraient-ils abonner à « l'avenir des impositions qu'ils n'auraient pas la liberté de « faire régir par des administrateurs de leur choix ? La confiance ne se supplée point.... C'est S. M. elle-même qui fait « proposer aux Etats les abonnements : ils ne sont acceptés par

(24) Il s'agissait de MM. du Vauferier, du bureau de Saint-Malo, de Coué, du bureau de Vannes, et Troplong du Romain, du bureau de Tréguier. Le premier avait apporté sur le théâtre, « tout écrit », l'avis de la noblesse de ne consentir la capitation qu'aux pieds du trône ; les autres étaient de ceux qui avaient amené les notaires pour faire constater cet avis (Fitz-James au cont. gén. 28 déc. 1772, Arch. Nat. H 384). On autorisa Fitz-James à exclure qui bon lui semblerait, « le droit de S. M. à cet égard étant bien constant ; M. le duc d'Aiguillon l'a fait reconnaître dans l'assemblée de 1762 ». (Réponse au cont. gén. 2 janvier 1763, *ibid.*).

(25) Fitz-James avait fait porter aux Etats un ordre enjoignant à la noblesse de remplacer les « trois commissaires ». Une députation de l'assemblée, présidents en tête et suivie de l'ordre tout entier, vint protester et lui représenta que la noblesse ne pouvait choisir d'autres commissaires sans le concours des deux autres ordres. Fitz-James, « saisissant ce moyen de forme », retira son ordre « afin d'aboutir sans trouble à la clôture » ; on se servirait ensuite de défenses personnelles (L'intendant Dupleix au cont. gén. 19 janvier 1773, *ibid.*).

(26) Dupleix au cont. gén. 24 janvier (*ibid.*).

« la province qu'à la condition d'avoir l'administration économique de ses affaires ; c'est la lui ôter que de dépendre à ses commissaires de remplir leurs fonctions ». C'était dire qu'une administration autonome était la conséquence nécessaire des abonnements. Le contrôleur général ne discuta pas cette thèse ; il fit simplement répondre à la Commission, par l'intendant, que, « toute administration publique dépendant essentiellement du roi, aucun sujet ne pouvait s'en mêler ni avoir aucun pouvoir d'exercice qu'en vertu de l'approbation de S. M. », et que les radiations dont on se plaignait avaient été prononcées en vertu d'une autorité « si évidemment fondée sur les constitutions du royaume et, en particulier, de la Bretagne, que la surprise que la Commission témoignait à cet égard serait seule une raison pour empêcher S. M. d'écouter, dans cette occasion, sa bonté ». Cette déclaration d'absolutisme décida la Commission à enregistrer l'arrêt du 10 mars. Elle se trouvait, pour le moment, réduite à faire des réserves et à continuer « ses respectueuses représentations » (27).

Mais le pouvoir absolu changeait souvent de mains. Après l'avènement de Louis XVI et le renvoi de Terray, le gouvernement fit rapporter, par un arrêt du conseil du 10 septembre 1774, l'interdiction prononcée par celui du 10 mars 1773. C'est à la faveur de la politique d'apaisement, tentée dans les illusions d'un règne à ses débuts, que les Etats virent ainsi consacrer leur droit de choisir à leur gré leurs commissaires intermédiaires. On ne devait plus y porter atteinte. A la fin de la difficile tenue de 1782, au cours de laquelle on avait, un moment, pensé à suspendre les Etats et à supprimer leur administration, il fut bien question d'exclure du bureau de Rennes trois opposants de marque que la noblesse y avait réélus, Geslin de Trémargat, Hay de Bonteville et de Coniac. L'affaire avait été traitée, en comité, par les ministres, rapportée au roi, et l'ordre d'exclusion envoyé par courrier spécial au maréchal d'Aubeterre. Mais celui-ci, qui tenait à finir tranquillement une orageuse session, l'ordre lui étant arrivé l'avant-veille de la clôture, répondit qu'il était trop tard, qu'il aurait fallu exclure avant l'élection les sortants dont on ne voulait pas, que l'ordre n'était pas dans la forme, qu'il était, enfin, inutile : on n'avait qu'à prononcer l'exclusion, comme en 1773, par l'arrêt appro-

(27) CHARDEL, t. I, p. 31 et suiv. Rapport de la Commission aux Etats de 1774 (Arch. d'I.-et-V. C 3854).

latif de l'abonnement de la capitation; et il ne fit rien. Le gouvernement, pas davantage (28). De nouvelles tentatives étaient toujours possibles de sa part. Mais, en fait, les Etats conservèrent, jusqu'au bout, le libre choix de leurs commissaires comme leurs autres libertés.

*
**

Indépendante du pouvoir royal par les conditions de son recrutement, sur lequel les ministres et les commissaires du roi ne pouvaient agir qu'indirectement, dans la mesure où se prêtaient à leurs vues les présidents de l'Eglise et du tiers, la Commission intermédiaire l'était plus sûrement encore par le caractère de ses pouvoirs.

Elle était exclusivement l'agent des Etats. Elle ne devait de comptes qu'à eux. Elle n'était aux ordres, ni de l'intendant, ni même des ministres. Son autorité, il est vrai, était contenue dans des bornes soigneusement fixées par le pouvoir royal; elle ne s'étendait qu'aux objets confiés à l'administration des Etats, levée des impôts abonnés, gestion des fonds des haras, des étapes, du casernement et des grands chemins; et, sur tous ces points, le rôle et les pouvoirs des commissaires étaient définis par arrêt du conseil. Mais on ne prévoyait, en aucun cas, de subordination des commissaires des Etats aux agents de l'autorité royale. Il n'y avait partage d'attributions entre la Commission intermédiaire et l'intendant qu'en matière de grands chemins, jusqu'au jour, encore, où les Etats finirent par évincer complètement le second de cette partie. Or, jusque là, les fonctions de leurs commissaires consistèrent en un contrôle

(28) D'Aubeterre au cont. gén., et observations sur sa lettre 28 janvier 1783 (Arch. Nat. H 551).

Il est à remarquer que le pouvoir royal s'obstina beaucoup moins à disputer aux Etats le choix de leurs commissaires intermédiaires que celui de leurs députés en cours. Cependant l'importance politique des premiers était de beaucoup la plus grande. Celle des seconds eût été sans doute accrue s'ils étaient devenus les mandataires librement élus de l'assemblée. Mais il suffisait que la députation en cours fût une faveur hautement honorifique et très avantageuse pour qu'on attachât plus de prix au privilège d'en disposer qu'à l'avantage de contrôler l'attribution d'une fonction administrative telle que celle de commissaires des Etats. Il faut ajouter que le gouverneur de la province était en possession de nommer les députés en cours depuis un siècle au moins, et qu'il était plus facile de défendre un privilège acquis que de contester aux Etats un droit dont ils avaient joui depuis qu'ils nommaient des commissaires intermédiaires.

qui ouvrait la voie à tous les empiètements, mais supposait une indépendance totale à l'égard de l'administration qui avait à le subir.

Dans tous ses autres domaines, l'administration des Etats avait été, dès 1733 et 1734, sans partage et, l'on peut dire, souveraine sous la seule réserve du recours au conseil du roi. Pour le service du casernement et des étapes, la Commission intermédiaire et ses correspondants devaient se conformer aux règlements et aux ordonnances de l'administration de la guerre. Mais, une fois informés des effectifs, de la répartition et des mouvements des troupes, ils assuraient les logements et les fournitures réglementaires sans avoir à connaître d'autorité étrangère. Une garantie précieuse de l'autorité de la Commission intermédiaire, c'est que son action ne s'exerçait que par l'intermédiaire d'un personnel qui ne dépendait que d'elle-même ou des Etats. Sauf les cas, assez rares, où ceux-ci intervenaient eux-mêmes, c'est à la Commission seule qu'il appartenait de choisir, rétribuer, récompenser et punir les agents de son administration et de réglementer leurs attributions et leur besogne. Aucun n'avait d'ordre à recevoir des représentants de l'autorité royale, ni de comptes à leur rendre. Nous avons vu, justement, que la concession décisive par laquelle le pouvoir royal acheva d'abandonner aux Etats l'administration des grands chemins fut d'en soumettre le personnel à leur autorité et à celle de la Commission intermédiaire.

En étudiant la levée des impôts abonnés, nous verrons que, des plus modestes aux plus importantes, toutes les autorités préposées à la répartition et aux recouvrements, depuis les collecteurs et les égaillieurs des paroisses jusqu'aux receveurs des fouages extraordinaires, n'avaient de rapports qu'avec la Commission intermédiaire. Il n'y avait de contact entre l'administration des Etats et celle du roi que par l'intermédiaire du trésorier des Etats tenu de verser au trésor royal, aux termes convenus, les tranches successives du prix des abonnements. La faculté, pour les contribuables, de faire appel des ordonnances de la Commission intermédiaire au conseil du roi n'offrit jamais à celui-ci l'occasion de juger que des cas particuliers, sans que ses arrêts portassent atteinte aux règles ou aux pratiques ordinaires de l'administration fiscale des Etats (29).

(29) Les appels au conseil furent assez fréquents; en pareil cas, on demandait et l'on suivait ordinairement l'avis de l'intendant (Dossiers relatifs aux réclamations et appels, Arch. Nat. H 581-621).

La possession d'une juridiction, exclusive de tout recours aux tribunaux de la province et à l'intendant, achevait de fortifier l'autonomie de la Commission. Cette juridiction, les Etats l'avaient réclamée et défendue avec une ténacité qui montrait le prix qu'ils y attachaient. Ils auraient même voulu l'affranchir de l'appel au conseil. Leur premier plan de régie pour la Commission intermédiaire, en 1734, ne prévoyait d'appel que devant leur propre assemblée; ce furent les commissaires du roi qui les obligèrent d'y stipuler l'appel au conseil en cas de surtaxe. Pendant longtemps, cependant, les arrêts approbatifs des abonnements ne mentionnèrent pas la juridiction de la Commission. Ce fut celle-ci qui, en 1759, prit l'initiative d'insérer, dans le projet d'arrêt, qu'elle avait comme d'habitude préparé pour l'abonnement de la capitation, une clause qui confirmait cette juridiction et portait, par surcroît, « interdiction par S. M. à toutes ses cours et autres juges de connaître, « sous aucun prétexte, des contestations qui pouvaient naître « au sujet des impositions abonnées par la province » ; mais on ne disait mot de l'appel au conseil. L'intendant dénonça au contrôleur général les intentions suspectes de la Commission ; mais la clause fut désormais insérée dans les arrêts relatifs aux abonnements, sans autre changement que l'addition de la formule « sauf appel au conseil » (30). La juridiction de la Commission avait, d'ailleurs, été si nettement instituée dès 1734 qu'elle ne fut jamais l'objet d'aucun conflit sérieux, ni avec les tribunaux ordinaires, ni avec l'intendant (31).

*
* *

L'intérêt de l'autorité royale commandait, semble-t-il, de ne permettre aucune extension abusive des pouvoirs de la Commission intermédiaire. Les ministres redoutèrent effectivement que la Commission ne continuât l'action politique des Etats dans l'intervalle de leurs sessions. C'est pourquoi ils se refusaient à toute relation directe avec elle. Ils affectaient de la considérer seulement comme un organe d'exécution et de ne s'adresser à elle que par l'intermédiaire de l'intendant ; seule, l'administration de la guerre lui faisait directement parvenir

(30) Arch. Nat. H 342 et CHARDEL, t. I, p. 10.

(31) CHARDEL, t. I, p. 58

les communications relatives aux détails du casernement. Cette attitude était, du reste, conforme à l'esprit et à la lettre de son institution.

Pourtant, nous le savons, les contrôleurs généraux ont, les premiers, tenté de faire sortir la Commission de son rôle régulier. Ils n'admettaient pas qu'elle leur adressât des requêtes ou des remontrances (32). Mais ils l'eussent toujours trouvée suffisamment qualifiée pour exécuter leurs ordres. Nous avons rappelé combien il fut difficile à Baillon de faire comprendre à Orry lui-même, puis à Machault, le danger aussi bien que l'impossibilité de se servir d'elle pour lever des impôts nouveaux ou contracter des emprunts que les Etats n'avaient pas votés (33). Par la suite, elle n'eut à résister à une tentative du même genre qu'en 1773, quand Terray l'obligea à employer une partie des disponibilités de l'état de fonds à un remboursement d'emprunt auquel les Etats s'étaient refusés (34). Mais il est certain que, si les Etats n'avaient pas été capables de l'énergique résistance que, depuis 1715, ils opposèrent ordinairement aux entreprises du pouvoir central, celui-ci n'aurait eu aucun scrupule à se servir de la Commission intermédiaire comme d'un simple auxiliaire de l'intendant.

Les Etats renouvelèrent à leurs commissaires, en plusieurs occasions, l'interdiction de toute levée de deniers, de tout emprunt, de toute dépense, de tout engagement et, d'une façon générale, de toute opération qu'ils n'auraient pas formellement autorisée (35). Mais cette interdiction laissait encore un large champ à l'extension du rôle de la Commission. Une définition étroite de ses pouvoirs était pour celle-ci une sauvegarde efficace contre les exigences d'une autorité étrangère, mais ne la gênait guère pour servir les Etats. Leur politique étant essentiellement défensive, la Commission, pour la soutenir utilement, n'avait souvent qu'à refuser d'outrepasser ses pouvoirs. C'est

(32) En 1735, la Commission ayant envoyé au cont. gén. un mémoire sur les dégâts causés par un ouragan qui avait dévasté la région de Dol, entre le 8 et le 11 mars, et demandé, en conséquence, une remise « considérable » sur le dixième, le ministre lui fit adresser cette réponse sévère : « Le Roi fait savoir qu'il ne peut approuver pareille représentation de la « part de cette Commission qui n'avait et ne devait avoir d'autres fonctions que le soin et l'administration des affaires dont le Roi avait « permis qu'elle fut chargée par les Etats ». (Arch. Nat. H 512).

(33) Cf. *supra*, p. 304 et suiv.

(34) Cf. *supra*, p. 381 et suiv.

(35) CHARDEL, t. I, p. 41 et 53.

ainsi que nous l'avons vue refuser de lever l'impôt de la milice à un taux plus élevé que les Etats n'avaient pu le prévoir et qu'ils n'avaient pu, par conséquent, l'autoriser formellement à imposer (36). Chargée du service du casernement, elle se considérait comme tenue de contester toute dépense qui ne lui paraissait pas justifiée, et elle en vint à discuter les envois de troupes dans la province.

Il était assez naturel qu'étant préposée à la levée des impôts abonnés, on lui confiât la vérification de la caisse des receveurs des fouages extraordinaires et l'examen de leurs comptes, ainsi même que le soin des mesures conservatoires à prendre, le cas échéant, de concert avec les procureurs généraux syndics, à l'égard des mêmes receveurs et à l'égard du trésorier des Etats (37). Quand les Etats donnèrent à leurs fermiers l'exploitation en régie de leurs nouveaux droits sur les boissons, c'est à la Commission intermédiaire qu'ils recoururent pour le contrôle de cette régie et nous verrons comment le contrôle de la recette des 4 s. p. l. additionnels aux droits des fermes l'amena, après 1773, à vérifier le produit des droits affermés eux-mêmes (38). Elle ne sortait pas ainsi, il est vrai, du rôle financier qui était originellement et principalement le sien.

Mais, Chardel le dit expressément, « elle était en outre chargée de toutes les affaires que les Etats jugeaient devoir lui « confier » (39), que ce fût accidentellement ou d'une manière permanente. Dès 1734, les Etats avaient commencé d'inviter leurs procureurs généraux syndics et leurs députés en cour à ne faire aucune démarche importante sans prendre son avis (40). En 1773, comme Terray lui contestait le droit de faire des représentations sur l'arrêt du conseil qui avait exclu quatre de ses membres, elle répondit « que ses fonctions n'étaient pas « bornées à une simple répartition des impositions consenties « par les Etats, mais qu'elle devait ses soins et son activité « à toutes les affaires dont ils jugeraient à propos de la charger; que son devoir était d'adresser aux ministres de S. M.

(36) Cf. *supra*, p. 340.

(37) Cf. *infra*, p. 619 et suiv.

(38) Cf. *infra*, p. 681 et suiv.

(39) CHARDEL, t. I, p. 51.

(40) Mémoire pour les députés en cour, art. 33 (Pr.-v. des Etats. de 1734).

« les représentations qu'exigeaient ces différentes affaires et
 « que, depuis qu'elle existait, elle avait eu bien des fois la
 « satisfaction d'être écoutée favorablement » (41).

Nous ne saurions énumérer toutes les catégories d'objets dont la Commission intermédiaire eut ainsi à s'occuper. Rappelons, pour citer l'un de ceux qui étaient le plus complètement étrangers à ses fonctions premières, que les Etats, par leur délibération du 8 janvier 1773, avaient chargé les quatre plus anciens commissaires de chaque ordre de fournir avis, en leur nom, sur les requêtes présentées au Parlement pour l'obtention d'arrêts confirmatifs de noblesse assurant le droit de séance dans cet ordre (42). Bien avant 1773, c'était déjà par son intermédiaire que les Etats surveillaient l'exploitation de la ferme des devoirs dans la faible mesure où ils en prenaient souci (43). Ils la chargeaient d'enquêtes de toutes sortes. A partir de 1776, ils l'invitèrent à recueillir les plaintes contre les fermiers des domaines et contrôles. D'une façon générale, ils lui laissaient le soin, si l'intendant n'en était pas chargé, de contrôler l'emploi des subventions diverses qu'ils accordaient à des localités sinistrées, à des écoles et à des professeurs, à des médecins et à des sages-femmes, à des industriels et à des services agricoles, et qui représentaient tout leur budget de l'assistance, de l'instruction et de l'hygiène publiques, de l'industrie et de l'agriculture (44).

(41) Reg. délib. de la Com. int., 27 avril 1773 (Arch. d'I.-et-V. C 3825).

(42) Cf. *supra*, p. 91 et CHARDEL, t. I, p. 52.

(43) En 1755, elle était spontanément intervenue pour protester contre une décision du contrôleur général qui, sans consulter aucun des mandataires des Etats, avait dissout la compagnie Naveau, adjudicataire de la ferme des devoirs et transféré le bail à la compagnie Lenoir (Cf. *infra* p. 651). En 1763, le trésorier La Boissière l'informe des retards considérables dans les versements des fermiers ; il la met au courant de ses demandes auprès du contrôleur général et des poursuites qu'il vient d'ordonner (Rapport de la Com. int. aux Etats de 1764, Arch. d'I.-et-V. C 3851). Les Etats chargèrent la Commission, en 1765, de rédiger et adresser aux recteurs des paroisses une circulaire rappelant aux habitants les peines sévères qui menacent les fraudeurs (*Ibid.* C 3852) ; en 1768, de leur fournir un avis sur la demande d'indemnité présentée par le fermier de 1760-1764, qui invoquait pour motif le préjudice que les événements de la guerre lui avaient causé (*Ibid.* C 3854) ; en 1778, 1780, 1782, 1784, 1786, de provoquer la formation de compagnies concurrentes pour l'adjudication de la ferme. Les fermiers s'adressaient eux-mêmes à la Commission pour lui dénoncer la difficulté de réprimer la fraude chez les gentils-hommes (1766, *ibid.* C 3852).

(44) Cf. *infra*, p. 696 et suiv.

Ce rôle de mandataire permanent des Etats, d'auxiliaire et, particulièrement, de conseil des procureurs généraux syndics et des députés en cour était trop naturel, il était une conséquence trop évidemment nécessaire des attributions administratives capitales dévolues à la Commission, pour que le pouvoir royal ne se résignât pas à l'admettre ; il n'y a, du reste, jamais fait sérieusement obstacle.

Peut-on dire que ce fut un rôle politique ? Oui, si l'on entend par là que la Commission a aidé les Etats à la défense de leurs privilèges, principalement de celui de consentir l'impôt, et qu'elle a été l'agent vigilant d'une autonomie dont on ne saurait comprendre les progrès, au cours du siècle, sans le solide point d'appui qu'elle leur offrait. Mais il ne faudrait pas attacher plus d'importance qu'elles n'en méritent à quelques rares manifestations qui sortirent du cadre de son activité habituelle. Qu'elle ait complimenté La Chalotais et ses compagnons d'exil à leur retour, en 1774, qu'elle ait participé au mouvement de protestation qui suivit les événements de mai et de juin 1788, cela ne veut pas dire qu'elle soit à aucun moment tombée sous l'empire des intransigeants de la noblesse. Ce que nous avons dit de ses dirigeants et de sa composition s'élève déjà contre une pareille opinion. Nous ajouterons que des manifestations de ce genre comptent bien peu dans l'ensemble de son activité ; ce n'est pas d'après elles que l'on peut juger de sa politique, mais d'après la manière dont elle a conduit l'administration qui lui était confiée. Ce qui a fait sa force c'est, d'abord, qu'en dépit de sévères critiques, méritées sans doute dans une large mesure, elle a accompli sa vaste et lourde tâche administrative avec assez de régularité pour qu'on n'ait pas craint d'étendre ses attributions. Puis, c'est que ses principes et ses pratiques ont toujours été conformes au sentiment commun des Etats, conformes à un programme de défense des contribuables et des fonds de la province contre les exigences du pouvoir royal que l'on peut considérer comme le programme minimum, indiscutable, sur lequel les membres des Etats, dans leur ensemble, modérés comme intransigeants, étaient d'accord.

*
* *

On aurait, sans doute, eu lieu de redouter davantage l'influence des bastionnaires, si les premiers dirigeants de la Commission n'avaient aussi fortement assuré l'autorité de son

bureau central. Les éléments remuants de la noblesse pouvaient, en effet, trouver un champ d'action plus favorable dans les bureaux diocésains, plus ouverts aux influences locales et plus facilement portés aux attitudes intransigeantes, faute de contacts suivis avec les représentants du pouvoir royal. Mais, en dépit de chicanes plus ou moins souvent renouvelées, selon les dispositions particulières de chacun d'eux et selon les époques, les bureaux diocésains furent assez étroitement maintenus, jusqu'en 1785, dans leur rôle d'auxiliaires sans responsabilité propre et sans pouvoirs de décision.

Jusqu'à cette date, leurs fonctions furent principalement et presque exclusivement d'ordre fiscal. Ils n'avaient pas à se mêler des autres parties de l'administration de la Commission, sauf dans les cas et dans la mesure où celle-ci réclamait leur concours. Ils n'avaient, au reste, été institués que pour aider le bureau central dans ses opérations relatives à la levée des impôts abonnés. En cette matière, du moins, ils avaient un rôle bien défini qu'ils cherchèrent naturellement à exercer avec le plus d'indépendance possible.

Il fut assez difficile, dans les premiers temps surtout, de faire comprendre aux commissaires de certains diocèses le véritable caractère de leurs fonctions (45).

Mais les plus aigres querelles entre les diocèses et Rennes, querelles qui se renouvelèrent jusqu'à la veille de la Révolution, eurent pour motifs la nomination ou la révocation de correspondants. Les correspondants, étant chargés du service du casernement, des étapes et des convois, pour les détails duquel ils étaient en relations directes avec le bureau de Rennes, celui-ci tenait à les choisir à son gré et à rester maître des sanctions à leur appliquer le cas échéant. Cependant il les introduisit lui-même dans l'administration de la capitation. Il invita d'abord les bureaux diocésains à les choisir, de préférence à toute autre personne, les commissaires exceptés, comme « confecteurs des rôles » de la capitation des paroisses de campagne : puis, dans les villes, c'est en leur présence, obligatoirement, que durent travailler les répartiteurs. Mais, ainsi, il les mit sous les ordres des commissaires diocésains et fournit à ceux-ci un motif légitime d'intervenir dans leur choix et de contrôler leur besogne. Il était encore facile de s'entendre au sujet des confecteurs des rôles des paroisses ; c'était une

(45) Cf. *supra*, p. 300 et suiv.

fonction que les bureaux diocésains n'étaient pas obligés de confier aux correspondants, et le bureau de Rennes ne leur contesta jamais le droit de réclamer la désignation d'autres personnes. Mais les conflits étaient à craindre quand les diocèses s'attaquaient au correspondant d'une ville et exigeaient sa destitution parce qu'ils n'approuvaient pas sa manière de présider à la répartition de l'impôt. Les choses s'aggravaient encore quand s'y mêlaient des questions de personnes et que le bureau diocésain prétendait intervenir dans l'administration du casernement.

C'est ainsi qu'en 1759 le refus du bureau central de nommer correspondant à Quimper le candidat présenté par les commissaires diocésains, M. de Silguy, lui-même commissaire, eut son épilogue aux Etats suivants. La noblesse, prenant parti, comme toujours, pour le bureau diocésain, réussit à obtenir le vote d'une délibération obligeant le bureau de Rennes à nommer obligatoirement les candidats présentés par les diocèses et lui interdisant de les révoquer sans l'avis conforme de ceux-ci (22 octobre 1760) (46). La même délibération reconnais-

(46) M. de Silguy, commissaire du tiers au bureau de Quimper, était, contrairement à l'usage, correspondant dans la même ville. Ayant été nommé député en cour, il obtint aisément de ses anciens collègues qu'ils désignassent son fils, qui déjà lui succédait comme commissaire, pour lui succéder comme correspondant. Or le bureau de Rennes, sans s'arrêter à cette proposition, choisit un autre candidat. Il avait, au préalable, fait remarquer l'inconvénient qu'il y avait à permettre le cumul des fonctions de commissaire avec celles de correspondant. Il aurait pu ajouter que des plaintes graves et répétées lui étaient parvenues contre les abus de M. de Silguy, dans l'administration du casernement et dans la confection des rôles de la capitation. Les mêmes plaintes, devant le silence du bureau de Rennes, toujours peu disposé à contrarier l'administration des bureaux diocésains, avaient été adressées au contrôleur général. Le bureau de Rennes, du moins, avait saisi l'occasion de se débarrasser des Silguy et il se refusa à donner au bureau de Quimper d'autre satisfaction que de désigner un troisième candidat, le maire de Quimper, M. du Bois-Hardy.

Mais les commissaires de Quimper persistèrent dans leurs protestations. Ils adressèrent un mémoire aux autres bureaux diocésains, dont six sur huit approuvèrent leur résistance, et la question fut portée aux Etats. (Reg. de la Com. int. mai-octobre 1759, et Arch. Nat. H 607, copie de la correspondance échangée entre les bureaux de Rennes et de Quimper).

Aux griefs du bureau de Quimper, vinrent s'ajouter, devant les Etats, ceux du bureau de Vannes. Celui-ci se plaignait des rigueurs de la Commission à l'égard du receveur des fouages extraordinaires du diocèse, M. de Kercadio, qu'elle avait dû faire incarcérer pour l'obliger à s'acquitter d'un arriéré considérable. Dans cette affaire, comme dans celle de M. de Silguy, les décisions du bureau de Rennes étaient amplement justifiées par les plus solides raisons. Les commissaires de Vannes n'avaient mis aucun empressement à prendre les mesures de précaution qu'on leur

sait aux bureaux diocésains le droit d'exiger, après chaque tenue, le changement des correspondants confecteurs de rôles qu'il leur plairait, sans avoir à fournir aucun motif. On ajoutait, enfin, que les bureaux diocésains devraient désormais tenir au moins une séance par semaine; c'était évidemment avec le dessein de contrebalancer, par leur activité ainsi accrue, la prépondérance du bureau central. Mais le peu d'exactitude des commissaires des diocèses trahit les calculs de l'opposition. Non seulement les bureaux diocésains ne se réunirent pas régulièrement chaque semaine, il s'en fallait de beaucoup, mais, même, ils négligèrent parfois de donner leur avis pour la nomination de nouveaux correspondants.

Le bureau central fit d'abord, sans peine, respecter sa volonté de conserver pour le service du casernement les correspondants auxquels les diocèses refusaient de laisser la confection des rôles de la capitation des paroisses. Puis, le règlement de 1770, dans lequel les dispositions relatives à la Commission intermédiaire furent préparées par une assemblée générale de tous les commissaires, rennais et diocésains, présents aux Etats, réduisit considérablement les droits des diocèses en matière de révocations. Celles-ci ne pouvaient être désormais prononcées, comme avant 1760, que par le bureau central, après communication aux diocèses des motifs invoqués et réception de leur avis. L'on n'imposait plus aux bureaux diocésains qu'une séance obligatoire par mois. C'était sans doute assez pour ce qu'ils avaient ordinairement à faire (47).

C'est donc tout à fait à tort qu'Augustin Cochin a prétendu que l'opposition avait imposé par le règlement de 1770 une augmentation considérable des droits des bureaux diocésains au détriment de l'autorité du bureau de Rennes (48). C'est le contraire qui s'est passé.

avait prescrites à l'égard de M. de Kercadio et obéissaient évidemment plus volontiers à leur sympathie pour celui-ci qu'au souci des intérêts de la province. Mais, écrit le trésorier La Boissière, « ces deux affaires ont mis à découvert l'indisposition presque générale des bureaux des évêchés contre l'autorité, qu'ils traitent de despotisme, de celui de Rennes, et le principal objet de la commission nommée à l'occasion desdites affaires est de la contenir par un nouveau règlement ». (La Boissière au cont. gén. 7 oct. 1760, Arch. Nat. H 347. Voir, d'autre part, sur les débats de M. de Kercadio, *infra*, p. 617).

(47) CHARDEL, t. I, p. 97-107. Par leur délibération du 10 oct. 1775, les Etats imposèrent aux bureaux diocésains une réunion au moins par quinzaine.

(48) AUG. COCHIN, *op. cit.* p. 45.

A la suite de nouveaux incidents, la question fut reprise devant les Etats de 1780. Ceux-ci adoptèrent une procédure à laquelle on ne peut découvrir d'autres motifs que le souci de satisfaire l'amour-propre des commissaires des diocèses sans sacrifier complètement l'autorité du bureau central. Par la délibération du 5 janvier 1781, il fut décidé qu'à l'avenir les révocations demandées par le bureau central seraient prononcées par celui du diocèse intéressé et, réciproquement, que les révocations demandées par les diocèses seraient prononcées par le bureau de Rennes, sur production, dans les deux cas, de motifs bien définis. On laisserait aux diocèses la faculté de changer, après chaque tenue, les confecteurs des rôles de la capitation (49). La netteté de ces dispositions ne mit pas fin cependant aux difficultés. En 1787, on vit les commissaires de Tréguier révoquer eux-mêmes le correspondant de Lannion, Brichet, sans en référer à Rennes et sans motifs bien fondés (50). Mais les difficultés que souleva la question des nominations et des destitutions de correspondants furent, pour le bureau central, plutôt irritantes que vraiment graves. Les choix à faire ne provoquèrent, le plus souvent, aucune dispute et les révocations furent assez rares. Pour les affaires de casernement, les correspondants n'avaient guère de rapports qu'avec le bureau de Rennes et celui-ci laissait volontiers aux diocèses la responsabilité de tout ce qui concernait la répartition de la capitation. Il s'est à peu près exclusivement borné à discuter, en quelques rares circonstances, les motifs invoqués pour la destitution des confecteurs des rôles (51).

(49) CHARDEL, t. I, p. 107. Les révocations ne pouvaient être demandées ni prononcées que par une assemblée du bureau compétent, spécialement convoquée à cet effet et composée de six commissaires au moins pour les bureaux diocésains, et de douze pour celui de Rennes.

(50) Arch. des Côtes-du-Nord, C 47, correspondance du bureau de Tréguier. Brichet fut d'abord rétabli dans sa place; mais, un an plus tard, le bureau de Tréguier l'amena à démissionner en nommant un autre correspondant que lui pour assister à la confection du rôle de la capitation de Lannion, contrairement aux règlements. Le bureau de Rennes rappela de nouveau celui de Tréguier au respect de ceux-ci. Mais Brichet, dégoûté, s'étant retiré, c'est le bureau diocésain qui, en fin de compte, l'emporta.

(51) Nous avons trouvé trace de trois interventions de ce genre, dans le diocèse de Vannes, au sujet des destitutions prononcées à la suite des enquêtes que le bureau diocésain fit faire, dans plusieurs localités, par le chevalier de Comé, à partir de 1775 (Reg. de délib. du bureau de Vannes, 2^e registre, f^o 39, 49, 52, Arch. du Morbihan).

Plus d'une fois, sans doute, il s'est montré capable de fermeté à l'égard des bureaux diocésains. Mais, dans ses rapports avec eux, il a surtout usé de patience et de ménagements, attentif à respecter, dans les commissaires des diocèses, des collègues dont il était solidaire et auxquels il devait commencer par accorder sa confiance. S'il a péché, c'est plutôt par excès d'égards et de longanimité.

Pendant vingt-quatre ans, par exemple, les habitants de Quimper ne reçurent aucune réponse du bureau de Rennes à leurs plaintes répétées contre M. de Silguy, correspondant dans cette ville et membre du bureau diocésain qui, d'accord avec ses collègues dudit bureau, se refusait à faire payer aux intéressés les sommes ordonnancées pour la fourniture de lits aux casernes. Le bureau de Rennes se contenta de la promesse, jamais réalisée, que les sommes ainsi retenues serviraient à assurer la fourniture des lits par entreprise, jusqu'au jour où le départ de M. de Silguy, comme député en cour, lui permit de faire enfin droit à de justes réclamations sans désavouer un commissaire. Alors, seulement, il prévint le retour de pareil embarras en refusant, comme nous l'avons vu, la place de correspondant au fils de M. de Silguy, déjà successeur de son père dans le bureau diocésain (52).

Pour quels motifs les Etats de 1784-1785 refusèrent-ils au bureau central, en matière de grands chemins, les pouvoirs quasi souverains qu'il possédait en matière d'impôt et de casernement, on ne saurait le dire au juste. La nouvelle politique, inaugurée par Calonne, les efforts de celui-ci pour désarmer l'opposition et la disgrâce de l'évêque Bureau de Girac nous offrent une explication : La noblesse et les agents du pouvoir se seraient trouvés d'accord pour réduire au minimum l'autorité du bureau de Rennes, parce qu'il avait l'évêque à sa tête. Mais ce n'est qu'une hypothèse. Le bureau de Rennes, en tout cas, n'eut, en l'absence de celui-ci, personne pour défendre sa prépondérance, si nécessaire qu'elle fût. Il était évidemment utile de confier, dans une très large mesure, non seulement le contrôle mais aussi l'initiative des travaux à des autorités assez proches pour bien juger des besoins locaux et faire rapidement les inspections et les vérifications nécessaires. Mais l'obligation pour le bureau central, ordonnateur des dépenses, de se conformer à l'avis des bureaux diocésains, sur tous les

(52) Cf. *supra*, p. 484, note.

points réservés en apparence à sa décision, était plus propre à mettre le désordre dans l'administration des grands chemins qu'à assurer un judicieux emploi des fonds des Etats (53). L'expérience, au reste, fut de trop courte durée pour qu'aient pu apparaître les résultats du nouveau régime ainsi établi.

Il avait été décidé, dès l'origine, que les commissaires des bureaux diocésains pourraient prendre séance au Grand Bureau quand ils se trouveraient à Rennes. Ce n'est guère qu'à l'approche des tenues d'Etats qu'un nombre assez considérable d'entre eux auraient pu profiter ensemble de cette faculté. Or, nous ne connaissons pas d'exemple d'une décision de la Commission qui ait été influencée, à pareille époque, par l'afflux de commissaires des diocèses. Une seule mesure, dans tout le cours de l'histoire de la Commission, fut ainsi imposée par la venue à Rennes de quelques commissaires de la noblesse des diocèses voisins : la révocation d'Audouard, votée le 6 septembre 1768 (54). Elle est antérieure de plus de deux mois à l'ouverture des Etats de la même année, qui se tinrent d'ailleurs à Saint-Brieuc.

Ce qui fut plus fréquent, sans l'être beaucoup, ce fut la consultation des bureaux diocésains par le bureau central, avec ou sans convocation à Rennes des commissaires des diocèses. Pareilles démarches n'étaient pas prévues par les règlements. Mais il était bien difficile à l'intendant de les prévenir. Il faut dire qu'elles n'étaient pas nécessairement dirigées contre l'autorité royale. En 1742, par exemple, la Commission convoqua à Rennes des délégués des diocèses pour travailler de concert avec elle à la répartition générale du dixième (55). Mais c'est bien pour renforcer sa résistance aux exigences du contrôleur général que la noblesse, appuyée par les bureaux de Nantes et de Saint-Malo, fit décider, le 7 janvier 1758, de soumettre à une assemblée générale de délégués de tous les diocèses la question de la milice (56). Nous venons de rappeler comment le bureau de Quimper, en 1760, forma, avec ceux des autres diocèses, une sorte de coalition contre le bureau central. C'est le

(53) Cf. *supra*, p. 432.

(54) Cf. *supra*, p. 470. Les trois commissaires venus de l'extérieur étaient MM. Desgrées du Loû, du Vauférier et du Plessis du Tiercent. Ils ne firent d'ailleurs que prendre la place de trois absents.

(55) Cf. *infra*, p. 580.

(56) Cf. *supra*, p. 341.

seul cas que nous ayons rencontré d'une pareille tentative. Les bureaux diocésains n'avaient pas une activité assez soutenue pour être souvent capables d'initiatives dangereuses et d'action concertée. C'est bien dans le Grand Bureau que résida la puissance de la Commission intermédiaire.

*
* *

De l'activité et de la prépondérance du Grand Bureau on avait un témoignage manifeste dans la fréquence et la régularité de ses réunions, l'assiduité ordinaire d'un certain nombre au moins de ses membres et l'importance de son personnel de commis.

La Commission intermédiaire avait son hôtel à Rennes. De 1735 à 1761 elle occupa, en location, la maison Cormier rue de Montfort (57). Elle fut ensuite installée dans l'ancien hôtel de ville, dont les Etats avaient acquis la jouissance, dix ans plus tôt, pour loger, lors de leurs tenues, le président de la noblesse. Elle y demeura d'abord pendant cinq ans. Les Etats, ayant alors rendu l'immeuble à sa précédente destination, puis cherché à le vendre, elle émigra à l'hôtel de Boishamon où elle resta jusqu'en 1770. Mais cette année-là, les Etats, ne trouvant pas d'acquéreur à un prix convenable pour l'ancien hôtel de ville, y réinstallèrent la Commission, cette fois définitivement (58).

Jusqu'au vote du règlement de 1759, son travail ne fut pas rigoureusement réglé. Il n'y eut d'abord pas de quorum imposé pour la validité de ses délibérations; mais il parut toujours nécessaire qu'elles fussent prises en présence de commissaires des trois ordres. Il n'y avait pas non plus de périodicité arrêtée pour ses réunions; elles furent très fréquentes au début, se tenant trois ou quatre fois par semaine en 1734, 1735 et 1736, pendant la période de mise en train. A partir de 1742, on prit l'habitude de se réunir au moins deux fois par semaine, à jour

(57) Au n° 1 actuel de la rue de Montfort. (Cf. BANÉAT, *Le Vieux Rennes*, p. 348).

(58) L'ancien hôtel de ville existe toujours, rue de la Monnaie, c'est l'Ecole d'Artillerie (BANÉAT, *Le Vieux Rennes*, p. 343-345). Les Etats avaient commencé par y faire de lourdes dépenses en travaux d'aménagement et d'agrandissement, et ils en trouvèrent l'entretien si onéreux qu'ils en acquirent, en 1760, la pleine propriété afin de pouvoir le vendre. C'est faute d'y avoir réussi qu'ils installèrent la Commission en 1761 et en 1770 (Arch. d'I.-et-V. C 3930 et 3931).

fixe, sans convocation. Les jours choisis furent d'abord le mardi et le samedi, à quatre heures de l'après-midi. Le 2 mai 1778, la Commission décida de substituer le vendredi au samedi, par suite des changements apportés au départ et à l'arrivée des courriers. Les assemblées extraordinaires, tenues par surcroît, furent très rares (59).

Le règlement de 1759, le premier, exigea la présence de trois commissaires au moins de chaque ordre; il confirma l'usage de compter les suffrages par tête et non par ordre; l'évêque, « s'il était commissaire » ou, à son défaut, le plus ancien abbé ou, enfin, le plus ancien député du chapitre, recueillait les suffrages, mais sans avoir, en aucun cas, voix prépondérante. Le règlement de 1770 n'exigea plus que la présence de six commissaires au total, dont un au moins de chaque ordre. Les prescriptions du règlement de 1759, en effet, n'étaient souvent pas respectées; il était fréquent que le quorum ne fût pas atteint dans l'un au moins des trois ordres, sinon même dans les trois à la fois (60).

Toutes les affaires soumises au Grand Bureau relevaient de l'ensemble des commissaires, sans partage ni distinction. Point de sous-commissions. Du moins nous n'en trouvons d'autre à citer que celle des trois commissaires de la noblesse qui furent spécialement chargés, en 1783, d'étudier les améliorations à réaliser dans l'administration des haras et préparèrent les importantes décisions des Etats de 1784 à ce sujet là (61). Seuls, deux commissaires du tiers étaient spécialement affectés au détail des étapes et du casernement et recevaient, de ce chef, une rétribution de 1.500 l. Cependant, dans la critique sévère qu'il fit en 1758 de l'administration de la Commission, le trésorier La Boissière s'était plaint, tout particulièrement, qu'il y eût « trop de commissaires qui pouvaient se suppléer les uns « les autres à leur gré et à leur commodité, sans qu'aucun « d'eux eût aucune charge, aucun détail, aucune fonction particulière » (62). Le projet de règlement qui fut arrêté par la Commission, le 8 avril 1769, nous ne savons malheureusement pour quels motifs ni sous quelle influence, paraissait répondre

(59) CHARDEL, t. I, p. 47 et Reg. délib. de la Commission.

(60) CHARDEL, t. I, p. 49. Le nombre des commissaires présents variait ordinairement de quatre à douze.

(61) CHARDEL, t. II, p. 528. Délib. des Etats du 22 janvier 1783.

(62) Cf. *infra*, p. 623.

au vœu de La Boissière. Il affectait, en effet, quatre commissaires (un du clergé, un de la noblesse et deux du tiers) au service des étapes et du casernement, et un groupe de trois commissaires, un de chaque ordre, à chacune des trois autres parties importantes de l'administration de la Commission, capitation, vingtièmes et grands chemins. Chacun des quatre groupes aurait eu à son service trois commis dépendant exclusivement de lui et qu'il aurait eu le pouvoir de révoquer (63). Mais, partager ainsi la besogne eût abouti à diviser les responsabilités et l'autorité au sein de la Commission, et pouvait affaiblir celle-ci en compromettant son unité. C'est pourquoi, sans doute, le projet fut écarté. Dans son projet de 1764, on avait même vu la noblesse demander que l'on cessât d'attribuer à deux commissaires du tiers l'expédition des affaires d'étapes et de casernement, et que ces deux parties fussent réglées, comme les autres, par les soins de la Commission toute entière (64). Mais peut-être ne faut-il voir dans cette proposition rien de plus qu'une manifestation de la malveillance ordinaire de la noblesse à l'égard du tiers.

On respecta donc, jusqu'au bout, le principe de la compétence de la généralité du bureau en toute matière. On ne spécialisa que les commis. Ceux-ci furent nombreux, dès l'origine. De 1728 à 1734, M. de la Guilberdière avait assuré le service des étapes et grands chemins, puis du casernement, avec quelques commis temporaires. Il recevait lui-même un traitement personnel de 150 l. par mois. Il conserva la direction du bureau de la Commission intermédiaire jusqu'au mois d'avril 1736; mais il eut alors de 14 à 16 commis permanents sous ses ordres. En avril 1736, il fut remplacé par deux chefs de bureau, au traitement mensuel de 75 l. puis de 100 l. (février 1739), Dangny du Désert et de Lampérière, ses anciens premiers commis. En 1744, de Lampérière s'étant retiré, Dangny du Désert resta seul chef, avec le double titre de secrétaire et de chef du bureau de la Commission. Le personnel des commis, réduit à 11 ou 12 pendant la suppression du dixième, s'accrut de nouveau à partir de 1742, pour s'élever jusqu'à 17, 18 ou 19 après 1758 (65).

(63) Arch. d'I.-et-V. C 3863.

(64) *Ibid.* C 3862. .

(65) Sur le personnel des commis et le chiffre des traitements, on trouve des détails souvent confus, mais assez complets, dans les comptes des frais de bureau (*Ibid.* C 3865-3873).

La réforme tentée par les Etats de 1758 dans l'organisation de la Commission porta surtout sur le travail des commis. Jusqu'alors chacun d'eux avait été chargé d'un service plus ou moins nettement défini, sous l'autorité directe du secrétaire-chef. Le « Tableau de distribution du travail », dressé pour éclairer les Etats, donne l'impression d'une organisation compliquée et assez confuse (66). Le règlement du 21 avril 1759 répartit les différents services assurés par la Commission entre trois départements : celui des impositions, dont le secrétaire-chef eut lui-même la direction, celui des requêtes et des grands chemins et celui des étapes et du casernement, qui furent confiés chacun à un sous-chef (67).

Cette organisation ne subit pas, par la suite, de modifications importantes. Le règlement, arrêté par la Commission elle-même, le 26 mai 1772, paraît avoir répondu surtout au souci d'améliorer la situation des employés sans trop accroître ses frais de régie. Il prévoit, en effet, des augmentations sensibles sur tous les traitements, mais qui ne seraient appliquées qu'au fur et à mesure que les vacances permettraient de réduire de 18 à 15 le nombre des employés, y compris le secrétaire-chef. Il conserve le partage des services en trois départements : celui des impositions, celui des grands chemins et haras, et le département militaire (étapes, voitures et casernement). Chacun aurait à sa tête un sous-chef au traitement de 1.200 l. (on n'avait auparavant que deux sous-chefs à 1.000 l.). Le personnel devait comprendre, en outre, 5 commis employés à 900 l. au lieu de 3, 2 commis à 750 l. au lieu d'un, et 4 surnuméraires ou élèves à 600 l. Les 11 commis à 720 l. disparaissaient. Le secrétaire-chef conservait le traitement de 2.000 l. qu'il recevait depuis 1754 (68). En réalité, les trois sous-chefs n'eurent jamais que 1.000 l., le nombre des commis varia de 9 à 13, recevant de 720 à 1.000 l., et celui des surnuméraires ou élèves de 2 à 5, recevant 540 l. (69).

Le règlement de 1772 n'admettait, pour le recrutement des nouveaux employés, d'autre voie que le concours, et cette règle fut respectée. Les conditions des concours furent ultérieurement arrêtées par la Commission d'une manière assez minutieuse.

(66) *Ibid.* C 3861.

(67) *Ibid.*

(68) CHARDEL, t. I, règlements.

(69) Compte des frais de bureau. (Arch. d'I.-et-V. C 3871-2873).

avec un réel souci d'équité (70). On s'attacha à recruter de cette manière des jeunes gens qui débutaient comme élèves. Il n'est pas douteux que la Commission chercha à s'assurer un personnel stable et expérimenté.

Les traitements que nous avons indiqués ne paraissent pas, il est vrai, très élevés. Mais il s'y ajoutait d'abord des gratifications accordées par la Commission elle-même, sur ses frais de régie, puis des gratifications inscrites par les Etats sur leur état de fonds (71). La Commission n'institua pas, comme les fermiers des devoirs, de retraites régulières, alimentées par des retenues sur les traitements. Mais, à partir de 1773, elle fut dans l'usage d'attribuer, sur ses frais de régie, des pensions annuelles de 500 l. aux commis qui se retiraient, pour des raisons d'âge ou de santé, après vingt ans au moins de service. A son premier secrétaire-chef, Danguy du Désert, qui se retira en 1770 après 35 ans de service, elle conserva jusqu'à sa mort, en août 1789, le bénéfice de son traitement entier (2.000 l.). Aux veuves et aux enfants des employés décédés en fonctions, elle accordait ordinairement trois mois d'appointements; mais elle laissa en 1773, à la veuve de Fournier cadet, le reliquat des appointements de son mari pendant l'année courante, soit neuf mois de traitement au lieu de trois, et, en 1786, elle fit donner par les Etats une pension annuelle de 400 l. à la veuve de Dubois, sous-chef du département militaire, mort en fonctions, après quarante-neuf ans de services (72).

La plupart de ses employés n'ont quitté le service de la Commission qu'à la fin d'une longue carrière. En 1773, nous trouvons encore dans son bureau Fournier père, Nouail, Loisel, Dubois, Bon, qui y étaient entrés en 1735, et Salmon qui y était depuis 1742. Fournier père mourut en fonctions; son fils aîné se retira, pour raison de santé, au bout de vingt ans; nous

(70) CHARDEL, t. I, p. 81. Le même règlement fixait les heures de service du personnel, sans changer, probablement, les usages antérieurs. Les employés devaient être présents de huit heures à midi et de deux heures à six et, en outre, pendant toute la durée des séances de la Commission.

(71) Les premières étaient élevées. Les secondes, de 2.200 l. en tout, au début, tous les deux ans seulement, consistèrent finalement : 1^o en une gratification fixe et acquise une fois pour toutes, de 4.000 l. (à partir de 1752) au secrétaire chef, et de 600 l. (chacun) à huit commis (à partir de 1758); 2^o en 1.600 l. (à partir de 1752) à distribuer par la Commission entre les autres commis (Etats de fonds).

(72) Rapport de la Com. int. aux Etats de 1786 (Arch. d'I.-et-V. C 3858).

avons vu que Dubois, entré au bureau en 1735, mourut en fonctions près de cinquante ans plus tard. En 1787, Lampérière fils, devenu incapable d'écrire à la suite d'une opération à la main droite, demanda sa retraite après vingt-cinq ans de service; en 1781, Quercy et Petit avaient pris la leur, pour raison de santé également, au bout de vingt ans (73).

Le premier « secrétaire-chef du bureau », Dangny du Désert, a dirigé l'administration de la Commission intermédiaire pendant trente ans de 1736 à 1770. Chardel, qui prit la place en 1772, après un court intérim assuré par Fournier père, était entré au bureau en 1758. Il demanda à se retirer à la fin de l'année 1786. Mais la difficulté que l'on eut à lui trouver un successeur d'une capacité et d'une autorité suffisantes, obligea la Commission à insister auprès de lui pour qu'il lui continuât ses services, malgré sa répugnance (74). Il prolongea ainsi ses fonctions jusqu'à la disparition de la Commission, à la fin de l'année 1790. Cette année-là, il avait été élu au premier directoire du département d'Ille-et-Vilaine (75).

Si l'on en juge par l'état des archives qu'elle nous a laissées, aussi bien que par les témoignages de satisfaction qu'elle leur a donnés, il ne semble pas que la Commission intermédiaire ait jamais eu à se plaindre de ses employés. Ses registres étaient admirablement tenus, ses comptes et autres documents financiers bien dressés et ses rapports aux Etats rédigés avec une

(73) Rapport de la Com. int. aux Etats de 1780, 1782 et 1788 (*Ibid.* C 3856, 3857 et 3859).

(74) Après concours, le choix de la Commission s'était porté sur le sieur Petit, avocat au Parlement, procureur fiscal à Combourg. Il paraît peu probable que ce Petit soit le même auquel la Commission avait fait accorder en 1780 une pension de retraite après vingt ans de services. On peut donc être surpris qu'elle n'ait pas cherché un successeur à Chardel parmi ses propres employés. Sans doute, trouva-t-on trop jeune celui des sous-chefs qui paraissait le plus qualifié, Robinet, entré au bureau comme élève en 1777 et placé, dès 1783, à la tête du département des impositions. Robinet fut d'ailleurs adjoint à Petit, avec un autre jeune commis, Lécuyer. Dès le mois d'août, Petit, invoquant son état de santé, se démit de ses fonctions; Chardel se décida à revenir, mais seulement pour former le nouveau successeur qu'on lui désignerait, et avec la faculté de se retirer en prévenant six mois à l'avance. (Délib. de la Com. int.).

(75) Beaugeard, trésorier des Etats, étant devenu fou, Chardel fut envoyé à Paris pour veiller à la gestion de sa caisse et défendre, le cas échéant, les intérêts de la province. La Commission confia alors la direction de son bureau à Robinet et à Lécuyer qui, bientôt, allaient être chargés de celle des bureaux du département (Rapport de la Com. int. au Département d'I.-et-V. *ibid.* C 3859, et délib. de la Com. int.).

clarté et une précision remarquables. Il n'en faudrait pas conclure que tout allait pour le mieux ni, surtout, que les affaires étaient toujours expédiées aussi rapidement qu'il aurait fallu. Mais c'est aux commissaires eux-mêmes, à leurs propres méthodes de travail, à l'esprit de leur administration qu'il faut attribuer les vices de celle-ci. Ils se sont déchargés sur leurs commis, ce n'est pas douteux, du souci de la plupart des affaires, s'en remettant à leur expérience, pour ne pas dire à leur routine. L'incident soulevé en 1764 par l'un des commissaires de la noblesse, M. de la Saudraye, suivant de près les récriminations de La Boissière, est fort instructif sur ce point.

Dans un mémoire qu'il présenta aux Etats, M. de la Saudraye formula une série de graves griefs contre l'administration de la Commission (76). Il se plaignait que les requêtes des contribuables fussent trop lentement expédiées, que l'on fit des avances aux correspondants sans leur en demander régulièrement compte, que les non-valeurs de la capitation des villes fussent arrêtées sans examen préalable, que l'on ne tint pas registre des travaux entrepris sur les grands chemins ni du produit des droits sur les boissons, que les frais de bureaux ne fussent pas sérieusement contrôlés et que l'on ne veillât même pas à la transcription exacte des délibérations. Or tous ces griefs se ramènent au reproche d'abandonner le soin des affaires aux commis et de laisser décider de tout par leur chef, Danguy du Désert. Tout le mal venait de ce qu'en toutes choses à peu près l'on s'en remettait aveuglément à lui.

« Cet homme, dit La Saudraye, habitué à une manutention
« dont il n'était pas comptable, vit avec peine paraître, en 1759,
« un règlement et un plan de régie qui le mettaient à décou-
« vert. Sa ressource était d'empêcher l'exécution du tout; il en
« avait en main les moyens et l'on va voir qu'il sut s'en servir.
« Depuis près de six ans, on laisse ignorer aux Etats que tout
« est resté sans exécution ». Le 29 novembre 1763, la Commis-
sion avait décidé de nommer trois députés de chaque ordre pour
examiner, le 15 de chaque mois, les comptes de la régie des
droits sur les boissons. Mais, le 15 décembre, du Désert « les
« accabla d'une masse de liasses et de registres », et se dit
trop surchargé de travail pour faire les bulletins des brefs états
qu'on lui réclamait.

(76) Mémoire de M. de la Saudraye, réponse de la Commission et réplique (Arch. Nat. H 641).

La Commission répondit à la satisfaction de l'assemblée sur tous les points. La réplique de La Saudraye n'eut aucun succès et Danguy du Désert sortit triomphant de l'épreuve. On l'avait relevé de ses fonctions pendant l'examen du mémoire de La Saudraye. En lui rendant sa place, avec la gratification ordinaire de 4.000 l., on lui décerna publiquement les éloges les plus flatteurs; sa régie était déclarée « parfaite » (77). Quand il se retira, six ans plus tard, les Etats lui témoignèrent, nous le savons, leur satisfaction de la manière la plus probante, en lui laissant, comme pension de retraite, la totalité de ses appointements.

Il y avait pourtant une chose au moins de vraie dans les dire de La Saudraye. C'est, comme il le répéta dans la conclusion de sa réplique, que la gestion de Danguy du Désert échappait à tout contrôle; sur ce point là on ne lui avait point répondu. Il n'est d'ailleurs pas douteux que c'est du Désert lui-même qui avait fourni les réponses à son mémoire (78).

Le successeur de Danguy du Désert, Chardel, ne paraît pas avoir joui de moins de confiance et d'autorité. Sa valeur et son application méticuleuse et consciencieuse ne font pas de doute. De sa connaissance approfondie des services qui lui étaient confiés et de ses remarquables qualités d'esprit, nous avons un témoignage probant, le *Traité de l'Administration de la Commission intermédiaire* qu'il composa en 1782, quand il commença à penser à la retraite. Malgré la mesure et la prudence que cette œuvre révèle chez lui et bien que personne n'ait renouvelé contre lui les imputations auxquelles avait prêté du Désert, il est plus que probable que les commissaires ne lui laissèrent pas une moindre part de décision ni une moindre liberté d'action qu'à son prédécesseur.

Cependant c'étaient bien eux qui demeuraient aux yeux des Etats, et qui demeurent à nos yeux, responsables des caractères

(77) Pr.-v. des Etats, 31 oct., 1^{er} nov. et 6 déc. 1764, et 31 mars 1765, d'Aiguillon au cont. gén. 11 déc. 1764 (Arch. Nat. H 357).

(78) Les allégations de La Saudraye au sujet des non-valeurs des villes, des avances sur le casernement et des comptes des correspondants paraissent solidement réfutées. Mais il était exact que du Désert n'avait pas tenu sa promesse d'établir les registres réclamés depuis 1763 par La Saudraye pour l'inscription régulière des travaux des grands chemins et de la recette des droits sur les boissons. Il aurait été, d'autre part, plus régulier le mettre en adjudication, conformément à la délibération des Etats du 13 nov. 1762, les fournitures du bureau, plutôt que de traiter de gré à gré avec Vatar, beau-père de du Désert. Il fut procédé, du reste, à une adjudication, pour la première fois, le 4 juin 1765. (CHARDEL, t. I, p. 79).

de leur administration. Aux commis, celle-ci pouvait devoir d'être plus ou moins exacte et expéditive. Mais, encore, était-ce aux commissaires d'exiger la solution rapide des affaires en suspens et de prendre les mesures nécessaires, augmentation de personnel ou sanctions disciplinaires. C'était aux commissaires de morigéner les bureaux diocésains et les municipalités. C'était à eux de donner le ton, de déterminer l'esprit de leur administration, de la faire exigeante ou patiente, active ou indolente. Si l'on fit passer le souci des égards dus aux codéputés des diocèses avant celui de l'intérêt et des droits des administrés, ce ne fut pas la faute des commis. L'étude de la levée des impôts abonnés sera la plus propre, pour nous, à faire ressortir les caractères et les tendances de l'administration de la Commission intermédiaire. Nous verrons que ces tendances s'accordaient fort bien avec les dispositions naturellement conservatrices des commis, avec leur attachement aux règles établies, leur répugnance aux changements qui compliquent la besogne. Mais elles appartenaient en propre à la Commission et aux Etats.

Dans l'administration du casernement, des étapes et du service des convois, à laquelle, du reste, étaient spécialement préposés deux commissaires du tiers, les correspondants et les commis, en se tenant, par système, sur la défensive à l'égard des autorités militaires, en refusant de céder à toute exigence insolite, n'étaient que les fidèles interprètes de la volonté des Etats, et c'était aux commissaires eux-mêmes qu'il appartenait d'agir auprès de l'intendant et des ministres.

*
* *

Il suffit d'un coup d'œil sur les archives que nous ont laissées les bureaux diocésains pour se rendre compte qu'en dépit de leurs prétentions et des embarras qu'ils ont souvent causés au bureau central, ils n'étaient pour lui que des auxiliaires bornés à un rôle subalterne, et, somme toute, jusqu'en 1785, fort réduit.

Le personnel de chacun ne se composait ordinairement que d'un seul secrétaire ou greffier qui, souvent, avait d'autres occupations (79). Leurs registres ne sont pas toujours bien

(79) Le bureau du diocèse de Léon eut, successivement pour secrétaires Louis Charles Gérard (1734-1736), Noël Le Flo (1740-10 déc. 1763), tous les deux procureurs du siège des régaires de Léon, puis Sévery du Potrel (1763-29 mars 1773) et Villeneuve de Garlès (1773-1785). Sévery et Villeneuve recevaient, le premier 800 l. et le second 1000 l. par an, pour

tenus. A Nantes, pendant longtemps, les délibérations n'ont pas été régulièrement enregistrées (80).

Leur activité a été inégale suivant les lieux et suivant les époques. L'objet capital dont ils avaient à s'occuper était la levée des impôts abonnés. Ils eurent ainsi beaucoup à faire en 1735, 1736 et 1742, quand il fallut établir une première fois ou rétablir sur de nouvelles bases, la capitation et le dixième. Nous voyons alors ceux dont les registres et les délibérations nous restent tenir des séances fréquentes. Mais, ensuite, la plupart n'eurent plus, pendant longtemps, que des réunions espacées et sans périodicité régulière. Les prescriptions des règlements de 1760, de 1770 et de 1775 n'ont guère été observées qu'à Quimper, à Vannes et, dans une certaine mesure, à Saint-Pol-de-Léon (81). A Tréguier, de 1762 à 1771, en dix ans, on compte 31 séances, dont 8 pour l'année 1769 qui en vit le plus, et une seulement pour chacune des années 1762, 1763 et 1766. A Nantes, jusqu'en 1774, les séances furent à la fois très irrégulières et peu nombreuses; fréquentes à la fin de 1775, elles redevinrent

leurs émoluments et le loyer du bureau et de la salle des séances. A côté de Villeneuve, pour la première fois, on mentionne un premier commis à 600 l. et un second à 300 l. (Reg. délib. du bureau de Léon, Arch. du Finistère, C 110-113). Le Flô, du Potrel et Le Garlès conservèrent tous les trois leur place jusqu'à leur décès.

A Saint-Malo, nous trouvons un secrétaire, payé 600 l. en 1763. A Dol, nous ne trouvons également qu'un secrétaire, payé 900 l. en 1787; les frais de bureau y compris, ce traitement montait alors à 1.500 l. (Reg. délib. du bureau de Dol. Arch. d'I.-et-V. C 5437).

(80) Les archives des bureaux diocésains ne sont généralement pas parvenues en parfait état. Nous n'avons conservé que l'un des registres des délibérations du bureau de Saint-Brieuc (27 déc. 1734-27 sept. 1742), un seul également de ceux du bureau de Tréguier (17 sept. 1762-19 fév. 1771), ainsi que du bureau de Dol (1781-1790), deux du bureau de Quimper (1764-1770 et 1788-1790). Mais nous avons tous ceux du bureau de Nantes (Arch. de la Loire-Inf. C 463-465); or, du 18 janvier 1743 au 26 janvier 1759, aucune délibération n'est enregistrée; puis on passe, sans intermédiaire, au mois d'août 1761; rien encore de mai 1762 à 1767; ni de 1771, où l'on note 3 séances dans l'année, à février 1774; ni de mai 1774 à mai 1777. Pour Saint-Malo, nous avons les registres de 1745 à 1757, de 1764 à 1773 et de 1776 à 1782.

(81) A Quimper, de 1764 à 1770, les réunions sont à peu près régulièrement hebdomadaires. En 1780, nous comptons 14 réunions, du 15 mars au 27 décembre.

A Vannes, dont nous avons les registres de délibération depuis 1757, nous ne constatons, jusqu'en 1762, que 2, 4 ou 6 séances par an. Mais, depuis 1762, il en est tenu assez régulièrement une chaque semaine.

A Saint-Pol de Léon, les réunions sont fréquentes, et, à certains moments même, hebdomadaires de mars à septembre. Elles sont rares ou absentes pendant les derniers mois de l'année, surtout les années où se tiennent les États.

rare jusqu'en 1783, leur nombre variant de 2 à 11 par an. Il s'éleva brusquement à 56 en 1784 et, dès lors, elles furent assez régulièrement hebdomadaires. A Dol, de 1781 à 1789, on en compte de 13 à 17 par an, à des intervalles inégaux. A Saint-Malo elles n'ont jamais dépassé le nombre de 26 dans une même année; pendant longtemps, le bureau ne se réunit guère qu'à la fin ou au début de l'année pour la répartition des impôts; c'est seulement à partir de 1753 qu'il commença à tenir quelques séances à d'autres moments (82).

L'assiduité des commissaires était aussi inégale que la fréquence des réunions. Les évêques étaient rarement présents.

Une fois réglées les affaires d'impôts, réceptions et expéditions de mandements, examen des requêtes en décharge ou modération et des incidents de collecte ou de répartition, vérifications de la caisse des receveurs des fouages, les bureaux diocésains n'avaient plus guère que des occupations fortuites. En matière de grands chemins, avant 1785, on les chargeait de la réception des ouvrages construits dans leur ressort et on leur soumettait parfois des plans et des devis. Encore ne trouve-t-on, à ce sujet-là, que bien peu de choses dans leurs registres et leurs papiers. En 1769, le bureau de Léon fit procéder, sur l'invitation du bureau central, à une enquête sur les plaintes relatives à l'entretien des chemins du diocèse (83). Les routes furent réparties entre quelques commissaires de bonne volonté et, de leurs rapports, on fit un mémoire général. Mais nous n'avons pas trouvé trace, dans les archives des autres bureaux, d'une pareille enquête. Après 1784, on ouvrit, dans chaque bureau, un registre spécial pour recevoir les rapports des commissaires sur leurs tournées; dans tous les diocèses, la besogne s'accrut et les séances devinrent plus fréquentes. Cependant on n'augmenta pas le personnel; celui de l'administration des grands chemins, passé maintenant sous les ordres de la Commission, suffit. Les affaires diverses dont le bureau central chargea, en outre, occasionnellement, les bureaux diocésains ne leur donnèrent généralement pas un gros surcroît de besogne. On avait ainsi recours à eux pour des enquêtes. En 1781, le bureau de Rennes les invita, par exemple, sur l'ordre des Etats, à s'enquérir des abus que commettraient les officiers des juri-

(82) Reg. de délib. des divers bureaux.

(83) Reg. de délib. du bureau de Léon, 25 juin 1769. 3 avril 1770. (Arch. du Finistère, C 112 et 113).

dictions inférieures en exigeant les « grands droits » qui n'étaient dus qu'aux juges royaux et à ceux des autres juridictions supérieures (84). Le 20 mars 1785, à la requête de M. du Boberil de Cherville, procureur général syndic, il pria les commissaires de Saint-Brieuc de prendre des informations au sujet d'une levée de 4.984 l. ordonnée par l'intendant sur la paroisse de Hénan Bihen (85).

Les bureaux diocésains étaient ordinairement chargés de veiller à l'emploi des fonds accordés par les Etats dans l'étendue de leur ressort, secours à des sinistrés, subventions à des établissements divers, fonds pour travaux publics. La construction du Palais de la Chambre des Comptes, à Nantes, explique ainsi le nombre anormal de séances que le bureau de cette ville tint pendant les sept derniers mois de 1775, et elle continua encore à l'occuper beaucoup par la suite. Le même bureau préside, le 22 août 1781, à un examen pour le choix d'un professeur d'ostéologie à l'école de chirurgie que subventionnent les Etats. Il décerne des prix aux élèves de l'école de dessin, également subventionnée (86).

Comme le bureau de Rennes, ceux des diocèses ont été mêlés aux événements de juin, juillet et août 1788. Le bureau de Rennes les a informés de ses démarches, ils ont joint leur protestation aux siennes et reçu M. de Botherel, lors de sa tournée dans la province. Mais, nulle part, ils n'ont joué un rôle actif dans l'agitation politique.

*
* *

Nous savons déjà comment étaient nommés et pouvaient être destitués les correspondants que la Commission intermédiaire avait « dans les différents quartiers de la province ». A cet égard, on distinguait, nous l'avons vu, entre les correspondants chargés du casernement, des étapes et du service des convois, et ceux qui étaient chargés de la confection des rôles de la capitation des paroisses. Cette distinction, parfois faite par Chardel, peut prêter à confusion et donner à croire qu'il existait deux catégories de correspondants. En réalité, seuls

(84) Délib. des Etats du 16 déc. 1780. Correspondance du bureau de Tréguier. (Arch. des Côtes-du-Nord, C 47).

(85) Arch. des C.-du-N., C 39.

(86) Arch. de la Loire-Inf., C 484.

avaient le titre de correspondants et jouissaient des privilèges ordinaires de la fonction ceux qui étaient chargés des affaires militaires. Mais nous savons comment les bureaux diocésains, ayant à désigner des personnes de confiance pour surveiller la confection des rôles de la capitation dans les campagnes, furent invités à choisir de préférence les correspondants de la Commission. C'était un moyen de procurer à ceux-ci, qui ne recevaient pas d'émoluments pour leur besogne ordinaire, un gain parfois important, au moyen des taxations qu'ils touchaient sur le montant des rôles (87). Mais les bureaux diocésains n'étaient nullement tenus de les choisir ; habituellement même, plusieurs de leurs membres commençaient par s'attribuer une partie de la besogne. En tout cas, c'est de cette manière que les correspondants se trouvaient avoir affaire aux bureaux diocésaux concitoyens. La fonction de correspondant n'était d'ailleur Grand Bureau. Celui-ci ne les nommait pas sans prendre l'avis des diocèses ; mais il est arrivé, rarement il est vrai, qu'il ne s'y conformât pas et il est arrivé aussi que les diocèses négligeassent de lui présenter personne (88).

Le nombre des correspondants a varié, suivant les besoins. En 1764, il était de 117, presque double par conséquent de celui des subdélégués de l'intendant, qui n'étaient qu'une soixantaine. Il en fallait, non seulement dans toutes les localités où pouvaient séjourner des troupes, mais encore dans les lieux d'étape un peu importants. On ne pouvait choisir que des personnes notables ayant de l'autorité et quelques loisirs ; leur tâche, à certains moments, pouvait être très lourde et impossible pour un homme qui n'aurait pu obtenir des égards suffisants de la part des chefs militaires et se faire obéir de ses concitoyens. La fonction de correspondant n'était d'ailleurs pas rétribuée. Elle valait, il est vrai, à ses titulaires l'exemption de plusieurs charges désagréables : de l'imposition du casernement d'abord, mais surtout du logement des gens de guerre, de la fourniture de lits aux casernes, du tirage à la milice et de la corvée des grands chemins. Il faut ajouter

(87) Cf. *infra*, p. 546 et suiv.

(88) En 1783, le bureau de Vannes, informé par celui de Rennes de l'intention où était celui-ci de nommer Le Floch comme correspondant à Elven, en remplacement de Le Corre, décédé, proposa de préférence son propre secrétaire Coquerel ou son fils ; mais le bureau de Rennes nomma quand même Le Floch. (Reg. délib. de Vannes, 18 août et 27 sept. 1783, Arch. du Morbihan).

que les correspondants étaient déjà, pour la plupart, exempts à d'autres titres au moins de ces deux dernières obligations. Les trois premières exemptions étaient ordinairement maintenues pour le reste de leur vie à ceux qui avaient exercé leurs fonctions pendant vingt ans au moins (89).

De bonne heure, les Etats accordèrent des bourses de jetons à des correspondants dont les services, par leur importance ou leur durée, paraissaient mériter une récompense particulière. Ce fut d'abord à titre exceptionnel. Puis, à partir de 1780, ils mirent, dans chaque tenue, douze bourses de jetons à la disposition de la Commission intermédiaire pour être distribuées aux correspondants qu'elle en jugerait les plus dignes et qui n'auraient pas déjà eu part aux précédentes distributions (90).

Il a été, suivant les localités, plus ou moins difficile de trouver et de conserver les correspondants. Il y avait, d'ailleurs, des incompatibilités. Depuis l'affaire de Silguy, on observait assez rigoureusement la règle de ne pas nommer de commissaires des bureaux diocésains et, à plus forte raison, du Grand Bureau. Etaient absolument exclus, tout marchand vendant en détail, les intéressés dans les fermes du roi et de la province, les adjudicataires de la fourniture des étapes et des fourrages militaires (91). Il est à remarquer que la fonction de correspondant de la Commission intermédiaire n'était pas incompatible avec celle de subdélégué de l'intendant, et il y eut des exemples de cumul. Audouard fut ainsi à la fois subdélégué et correspondant à Rennes, et la majorité de la Commission le maintint dans cette dernière fonction alors que l'intendant l'avait déjà révoqué.

La place, dans les villes, a été le plus souvent acceptée par des notables de situation importante, par des maires et d'anciens maires, par des sénéchaux de juridictions royales ou d'autres officiers de justice, par des avocats connus. Beaucoup ont été députés du tiers aux Etats (92). Certains sont restés en

(89) CHARDEL, t. I, p. 112 et 117.

(90) CHARDEL, t. I, p. 112, 119 et 120. La dépense était imputée sur le fonds du casernement.

(91) CHARDEL, t. I, p. 97 et 108.

(92) Ce n'était pas toujours pour faciliter la tâche des commissaires. Nous avons vu à quels ménagements la Commission se crut tenue envers M. de Silguy, à la fois correspondant, membre du bureau diocésain et député aux Etats. En 1779, le bureau de Vannes éprouva des difficultés parti-

place pendant de longues années. D'autres se dégoûtaient vite de fonctions souvent ingrates et la Commission avait de la peine à leur trouver des remplaçants. Dans le diocèse de Tréguier, de 1769 à 1788, on en voit plusieurs démissionner à cause de leurs autres occupations. Plusieurs, également, demandent qu'on leur confie la confection des rôles d'un plus grand nombre de paroisses pour gagner davantage, ou réclament des indemnités à cause des tracasseries que leur valent leurs fonctions. Le poste de Lannion, en 1781, fut particulièrement difficile à pourvoir. M. de Kérinou, qui l'occupait, ayant été nommé commissaire au bureau diocésain, la Commission désigna d'abord, pour le remplacer, Daniel de Kerbriand. Celui-ci démissionna presque aussitôt. Baudoin de Maisonblanche, le futur député à la Législative, sollicité, se déroba. En définitive, l'on trouva un procureur, Bricchet (93).

On ne peut sérieusement prétendre que, dans le choix des correspondants, la Commission intermédiaire et ses bureaux diocésains obéissaient à des considérations politiques. C'est une hypothèse, toute gratuite, que de soutenir, comme le fait Aug. Cochin, que la noblesse ait tenu à les faire désigner par les bureaux diocésains pour que l'opposition installât ses hommes dans tous les postes. D'abord, nous l'avons montré, il est inexact que le choix des correspondants ait échappé au Grand Bureau. Ensuite, celui-ci avait assez de peine, souvent, à trouver des hommes qui voulussent bien assurer un service aussi ingrat que celui du casernement et s'acquittassent convenablement de leur tâche, pour n'en pas compliquer la recherche par des préoccupations étrangères. Ce qui est vrai, c'est

culières à obtenir le changement de Ruinnet, correspondant à Pontivy et député de la même ville, qu'il accusait d'abus dans la confection du rôle de la capitation. Ruinnet, grâce à sa qualité de député aux États, eut toute facilité pour se défendre à Rennes et il fallut que le bureau de Vannes, « réuni en entier », insistât énergiquement pour obtenir enfin satisfaction, (Reg. délib. de Vannes, 19 et 26 février et 23 mars 1779, f^o 49, 51 et 52. Arch. du Morbihan).

(93) Correspondance générale du bureau de Tréguier, 1769-1788. (Arch. des C.-du-N. C 47). Correspondance du même bureau avec les correspondants, 1777-1788. (*Ibid.* C 49).

En 1764, dans la réplique de la Commission intermédiaire au mémoire de La Saudraye, il est dit que le nombre total des correspondants est alors de 117 et que, depuis 1733, c'est-à-dire pour une période d'une trentaine d'années, 500 environ ont passé au service de la Commission, ce qui ferait une moyenne d'un peu plus de quatre par poste, soit une durée moyenne de 7 ans et demi de service pour chaque correspondant. (Arch. Nat. H 641).

que beaucoup de correspondants jouèrent un rôle plus ou moins marquant dans les rangs du tiers en 1789, puis dans les administrations locales. Cela n'a rien de surprenant puisqu'on les recrutait parmi les notabilités bourgeoises et que, par l'acceptation même de leurs fonctions, ils témoignaient d'un certain goût pour les affaires publiques.

Les correspondants avaient un maniement de fonds parfois important. La Commission intermédiaire leur faisait passer, en effet, les sommes nécessaires pour acquitter les dépenses du casernement et payer les indemnités dues aux propriétaires des voitures et des chevaux fournis pour les convois. Mais, comme leurs fonctions étaient gratuites, on ne pouvait leur demander de cautionnement et l'on se contentait d'exiger des comptes tous les trois mois. Il ne semble pas que l'on ait eu à se plaindre souvent d'irrégularités ni de retards graves. Aux allégations de M. de la Saudraye sur ce point là, la Commission intermédiaire répondit par des chiffres probants (94). Les libertés prises par M. de Silguy et le bureau de Quimper montrent, il est vrai, que des abus étaient possibles. Mais, ordinairement, les populations ont dû gagner à voir un service comme celui du casernement, si propre à engendrer des exigences abusives et vexatoires, assuré par des autorités locales indépendantes des agents du pouvoir royal et qui devaient avoir pour principe de réduire le plus possible la charge des Etats et des habitants (95).

*
* *

L'administration de la Commission intermédiaire était, en apparence au moins, peu coûteuse, commissaires et correspondants devant s'acquitter gratuitement de leurs fonctions. Quant aux frais, tant du bureau central que des bureaux diocésains et des correspondants, ils étaient partout modiques. Ceux du bureau central n'ont jamais dépassé 30.000 l. par an, dont 20.000 au plus pour les traitements, gratifications et

(94) Quatre correspondants seulement, en 1764, se trouvaient en débet. A eux quatre, ils devaient 9.015 l. (*Ibid.*).

(95) Sur les incidents auxquels pouvait donner lieu le casernement des troupes, sur les abus possibles et sur les difficultés de la tâche des correspondants, voir A. DUPUY, *L'Administration Municipale en Bretagne*, p. 204-243.

pensions de retraite des commis (96). Ceux d'un bureau diocésain pouvaient aller de 1.500 à 3.000 l. (97). Ces frais étaient acquittés sur les sommes levées pour frais de régie, en sus des impôts abonnés; ceux du bureau central, sur les frais de la capitation et de la milice, ceux des bureaux diocésains, sur les frais du dixième ou des vingtièmes, ceux des correspondants, sur le fonds même du casernement.

A la vérité, commissaires et correspondants bénéficiaient de privilèges enviables. Puis ils pouvaient faire quelques gains comme confecteurs des rôles de la capitation des campagnes. On ne peut savoir combien participaient à cette fonction; c'était certainement le plus grand nombre. Les commissaires se partageaient, en outre, les taxations de 4 d. pour l. accordées pour la confection des rôles des vingtièmes, à laquelle ils présidaient seuls. L'auteur d'un mémoire anonyme adressé au contrôleur général en 1782, affirme que les commissaires touchaient en tout plus de 65.000 l. de taxations par an, soit, en moyenne, 800 l. chacun; il ajoutait que l'appât de ce gain entretenait les compétitions autour des places de commissaires, encourageant les candidats et les commissaires en place à affecter des sentiments d'opposition qui leur pussent gagner les suffrages de l'assemblée (98). Ce sont là des accusations

(96) Chardel dit de 28 à 30.000 l. (t. I, p. 67). Pour les 22 mois écoulés du 1^{er} janvier 1771 au 1^{er} novembre 1772, nous avons le détail suivant :

Commis.	38.092 l. 10 s. d.
Travail fait hors du bureau.....	164 l. 13 s.
Port de lettres et paquets.....	4.194 l. 2 s. 9 d.
Bougie.	269 l. 6 s. d.
Chandelle.	866 l. 13 s. 6 d.
Bois.	1.540 l. 17 s. 3 d.
Frais de descentes	50 l. 19 s.
Gages de l'homme de peine.....	572 l. 4 s.
Impression.	4.768 l. 15 s.
Papier, plumes, encre, cire.....	3.352 l. 11 s.
Réparations à l'hôtel, achat d'ustensiles.	1.255 l. 18 s. 6 d.
Total.....	55.134 l. 10 s.

soit, pour 12 mois, 30.000 l. environ.

Pendant la période 1770-1788, le chiffre mensuel des appointements des commis a varié d'un minimum de 1.310 l. à un maximum de 1.597 l.

(97) Voir, plus haut, les chiffres que nous citons pour le bureau de Léon, p. 497, note.

(98) Arch. Nat. H 551. D'après ce mémoire les taxations auraient rapporté aux commissaires :

Sur les vingtièmes et 4 s. p. l.....	47.052 l. 2 s. 9 d.
Sur la capitation des campagnes.....	15.836 l. 13 s. 1 d.
Sur les 21 d. p. l. de la capitation.....	1.381 l. 18 s. 1 d.
Sur le casernement des campagnes.....	7.196 l. 2 s. 1 d.
Total.....	65.466 l. 16 s.

sujettes à caution, tout au moins en ce qui concerne les commissaires du bureau central dont la tâche était assez lourde pour qu'un si petit profit ne puisse être mis en regard des dérangements qu'elle causait. Pour beaucoup de commissaires des diocèses et des correspondants, toutefois, quelques centaines de livres par an n'étaient pas une rétribution méprisable et payaient assez bien le peu qu'il fallait faire pour les gagner.

LES INSPECTEURS DES HARAS

Les inspecteurs des haras, institués définitivement en 1726, lorsque cette administration fut entièrement abandonnée aux Etats, se trouvaient dans une situation analogue à celle des commissaires intermédiaires (99). Librement nommés par les Etats ils ne relevaient que de ceux-ci. Il y en eut à l'origine huit seulement, un par évêché, sauf dans l'évêché de Dol rattaché à celui de Saint-Malo. Mais, par la suite, plusieurs évêchés furent divisés en deux départements (Quimper, en 1734, Tréguier en 1759, Léon et Saint-Brieuc en 1762). Celui de Dol reçut en 1750 un inspecteur particulier. Enfin, celui de Léon ayant été de nouveau démembré en 1785 par la création d'un troisième département, le nombre total des inspecteurs s'éleva à quatorze (100). Tous étaient pris dans la noblesse, et il semble bien que leur choix était laissé à cet ordre. La plupart restèrent longtemps en fonctions et, parfois même, la charge demeura ou revint à plusieurs reprises dans la même famille. Les inspecteurs étaient évidemment choisis en raison de leur compétence et de l'intérêt qu'ils prenaient à l'élevage du cheval. Leurs fonctions étaient gratuites; on supprima même, en 1762, les modiques honoraires qui étaient jusque-là attribués à leurs secrétaires (50 l. par an). Ils avaient sous leurs ordres les gardes-étalons particuliers auxquels étaient confiés les étalons achetés aux haras du roi pour le service de la province. Le soin de ces achats était ordinairement confié à quelques-uns d'entre eux. C'étaient eux également qui, chacun dans son département, choisissaient les « étalons approuvés », chevaux du pays laissés à la garde de leurs proprié-

(99) L'origine de l'institution remonte à 1716. Cf. *supra*, pp. 252, 275 et 453, et CHARDEL, t. II, p. 503 et suiv.

(100) On trouvera la liste des inspecteurs des haras à la suite de l'étude de M. DE CALAN, *Les Haras en Brct. au XVIII^e s.*

taires. C'était sur leur avis que les Etats décidaient les achats d'étalons, attribuaient les gratifications aux gardes et les primes aux éleveurs. En fait, ils jouissaient d'une autorité discrétionnaire et avaient l'habitude de conduire leur gestion avec la plus grande indépendance. Les dépenses, il est vrai, ne devaient pas être ordonnancées par eux, mais par la Commission intermédiaire. Mais c'était sur leurs propositions et certains, paraît-il, prenaient la liberté d'expédier directement des mandats sur la caisse du trésorier.

La réorganisation des haras, en 1785, devait accroître l'importance de leur rôle. Leur autorité allait désormais s'étendre sur les dépôts d'étalons dont la création fut alors décidée, ainsi que sur les vétérinaires appointés par les Etats.

Dans le budget des haras, les frais de gestion, représentés surtout par les gratifications aux gardes-étalons, s'élevèrent progressivement d'une dizaine de milliers de livres à plus de 20.000 vers 1760, sur un budget de 50.000 l. Il s'y ajouta, par la suite, la rétribution des vétérinaires. Avec la dépense des dépôts, ces frais s'élevèrent à près de 120.000 l. pour l'exercice 1787-1788. Le reste du fonds servait aux achats d'étalons. C'était une gestion économique. Nous ne relevons de primes aux éleveurs que dans les trois budgets de 1767-1768 (200 l.), 1779-1780 (200 l.) et 1771-1772 (450 l.) (101).

LA COMMISSION DES DOMAINES ET CONTRÔLES ET LA COMMISSION DE LA NAVIGATION INTÉRIEURE

Nous avons vu comment furent instituées à des moments différents, auprès de la Commission intermédiaire, deux autres commissions permanentes, celle des Domaines et Contrôles, de 1759 à 1771, et celle de la Navigation intérieure, à partir de 1783 (102).

Comme la Commission intermédiaire, ces deux commissions étaient librement choisies par les Etats et responsables seulement devant eux. Leur constitution, leurs attributions et les conditions de leur fonctionnement étaient déterminées par les accords avec le pouvoir royal qui avaient prévu leur institu-

(101) Compte des Haras, dans les comptes des hors-fonds rendus par le trésorier des Etats (Arch. d'I.-et-V. Fonds de la Trésorerie et C 3123).

(102) Cf. *supra*, p. 332 et 436.

tion. Mais ces accords, justement, abandonnaient complètement aux Etats l'administration des domaines et contrôles et celle des voies navigables de la province.

L'intendant avait vu sa juridiction réduite, au sujet de la première, à la connaissance des cas criminels, la Commission ayant désormais le jugement de tous les autres cas dont il connaissait antérieurement. Nous avons déjà sommairement montré l'étendue des pouvoirs des deux commissions. Analogues à la Commission intermédiaire par leur indépendance à l'égard du pouvoir royal, par l'autorité complète qu'elles possédaient sur leur personnel et la possession d'une juridiction, elles en différaient par le caractère de leurs pouvoirs, rigoureusement restreints à l'objet de leur institution. Elles ne pouvaient prétendre à un mandat général et s'arroger le droit de parler en toutes circonstances au nom des Etats. Mais leurs préoccupations et leurs pratiques étaient en harmonie avec celles de la Commission intermédiaire et la division du travail entre ces différentes commissions ne rompait pas l'unité de l'administration des Etats.

Les douze membres de la Commission des contrôles et les dix-huit membres de celle de la Navigation intérieure n'étaient pas tous, nécessairement, membres des Etats. Ceux de la première devaient d'ailleurs obligatoirement habiter Rennes. Sa composition se modifia quelque peu de tenue en tenue; celle de la Commission de la Navigation intérieure ne changea pas. Certains commissaires furent constamment maintenus dans la première. C'étaient évidemment eux qui assumaient la principale partie de sa tâche. L'abbé de Brilbac et l'avocat Malherbe y demeurèrent ainsi jusqu'à la fin; M. de Kerguézec n'en sortit que par suite de son exil en 1765.

*
**

Nous ne saurions entrer dans le détail des opérations de l'une et de l'autre. Nous n'ajouterons même rien à ce que nous avons dit des attributions et de l'œuvre de la Commission de la Navigation intérieure (103); c'est assez pour faire comprendre le caractère et la portée de son institution. Mais il est

(103) Cf. *supra*, p. 436. La Commission de la Navigation intérieure Loua, pour installer ses bureaux, un appartement rue de la Monnaie. Elle prit comme secrétaire le professeur de mathématiques Thébault, à raison de 100 l. par mois. Thébault recevait déjà des Etats une subvention pour ses COÛTS.

intéressant de voir quels changements la Commission des Domaines put apporter à la gestion des fermiers auxquels elle succédait.

Il est certain qu'elle conduisit la sienne avec des préoccupations salutaires que les fermiers n'aient jamais connues. Alors qu'ils poussaient leurs commis à la fiscalité la plus rigoureuse, avec le seul souci d'accroître le rendement des droits, la Commission ne chercha rien de plus qu'une perception exacte et fut sincèrement désireuse d'éviter les vexations et les abus contre lesquels les Etats avaient, de tout temps, si vivement protesté. Son administration n'a pas démenti les intentions qu'ils affirmaient en réclamant la régie. Le souci de régularité la conduisit à réaliser autant qu'elle put, dans les principes et les pratiques de cette administration, une uniformité à laquelle les fermiers ne songeaient guère, satisfaits lorsqu'un préposé faisait de fortes recettes, quelle que fût la manière (104). Le public devait, à la longue, gagner beaucoup à la régie de la Commission sans que la caisse des Etats en souffrît. Mais on ne pouvait s'attendre à des progrès très rapides.

Une tâche aisée, ce fut de réformer les anciens tarifs, dans la mesure du moins où le pouvoir royal pouvait le permettre. Ces nouveaux tarifs furent élaborés dès 1760. Ils répondaient à un triple objet : éviter les abus et les fausses interprétations par des définitions plus claires ; mettre les droits en harmonie avec le régime des contrats en Bretagne ; enfin, décourager la fraude et multiplier les perceptions en adoucissant la fiscalité. On mit fin, par exemple, à la perception de droits exagérés sur les petites successions, par un classement plus équitable des assujettis ; on adopta, en cas d'usufruit, un mode libéral de calcul des droits qu'on n'a vu reparaître depuis qu'avec la loi du 28 février 1901 (105).

Il était moins facile de réformer la mentalité et les habitudes, tant du personnel que des notaires, procureurs, greffiers, huissiers, auxquels il avait affaire. La malhonnêteté et la grossièreté trop fréquentes des officiers ministériels engendraient

La Commission des Domaines eut un premier local, rue Royale (rue Nationale). S'y trouvant trop à l'étroit, elle loua le premier et le deuxième étages de la maison de Mme de Cornulier, rue de Bourbon.

(104) Cf. LUCIEN GUILLLOU, *L'Organisation et le fonctionnement de l'Administration des Domaines en Bretagne (1759-1771)*, p. 507.

(105) *Ibid.* p. 553.

le soupçon et la rigueur chez les fonctionnaires de la régie. D'autre part, ceux-ci ne formèrent jamais un personnel homogène, instruit et consciencieux dans son ensemble (106).

La Commission conserva à la fois l'organisation, les cadres et les hommes que lui léguaient les fermiers; elle ne pouvait faire autrement. Ce qui fut grave, c'est qu'elle n'améliora, ni les procédés de recrutement, ni la situation matérielle de ses employés. Seuls, les trois directeurs touchaient de forts émoluments, qui pouvaient s'élever jusqu'à 8.000 l. net. Les traitements des autres employés supérieurs, inspecteurs (quatre), ambulants (dix), vérificateurs (six), étaient déjà médiocres, de 1.000 à 2.000 l., une fois leurs frais déduits. Le chef du bureau central, toutes gratifications comprises, pouvait atteindre à 4.000 l. environ; ses commis, à 720 l., indépendamment des gratifications. Mais les receveurs, au nombre de près de 180, ne dépassaient pas 1.200 l. Encore une douzaine seulement dépassaient-ils 800 l. tandis que plus de cent restaient au-dessous de 300 l. Les surnuméraires ne touchaient rien. Les traitements des employés du bureau central étaient fixes; ceux des employés supérieurs l'étaient pour une partie; mais ceux des receveurs consistaient exclusivement en remises sur le montant des droits perçus par eux. Beaucoup devaient avoir d'autres ressources et la commission, comme les fermiers, admettait le cumul de leurs fonctions avec d'autres professions; c'était le plus souvent celles de notaire, de greffier ou de procureur; système déplorable, source d'abus inévitables et, en tout cas, de griefs de la part des officiers ministériels concurrents. La Commission n'institua aucun service de retraites (107).

Les employés des Domaines et Contrôles étaient, aussi bien sous le régime de la ferme que sous la régie des Etats, exempts du logement des gens de guerre, du tirage au sort pour la milice et de la collecte des impositions, privilèges qui aidèrent certainement à leur recrutement.

La Commission, du reste, ne paraît pas avoir manqué de candidats. Cependant elle ne recourait pas au concours; on acceptait, sans se montrer très exigeant sur les garanties de savoir et de moralité, la plupart de ceux qui se présentaient

(106) *Ibid.* p. 521, 523, 535.

(107) *Ibid.* p. 154 et suiv.

et les bureaux étaient souvent encombrés d'un trop grand nombre de surnuméraires sans aptitudes suffisantes (108).

Ce recrutement, médiocre malgré sa facilité, fut le grand vice de l'administration de la Commission. Il lui eût fallu, pour que sa régie portât tous ses fruits, un personnel de receveurs plus instruits, plus probes parfois et plus considérés. Mais augmenter les remises eût conduit à augmenter les droits, hypothèse qu'on ne voulait pas envisager. Puis, surtout, il fallait compter avec les mœurs du public à l'égard des agents d'une fiscalité que l'on était accoutumé à détester et à frauder.

La surveillance de la Commission, ses directives et surtout l'exercice de sa juridiction, utiles, non seulement pour la répression des abus, mais encore pour l'interprétation uniforme des tarifs et des règlements, eurent toutefois un effet indéniable et bienfaisant. La Commission put se vanter, en 1771, de n'avoir pas rendu, en douze ans, plus de dix ordonnances dont on eût fait appel au Parlement ou au conseil du roi (109). A côté de ses employés, elle avait, dans dix-huit localités importantes, des correspondants, agents bénévoles, non rétribués, choisis parmi les notabilités, qu'elle employait principalement pour ses enquêtes, mais qui pouvaient faire sentir son action en toute circonstance et soutenir les receveurs aussi bien que les surveiller.

Nous savons que les Etats n'eurent qu'à se louer des résultats financiers de la gestion de la Commission. En dehors de la perception des droits de toute sorte dont elle avait la charge, elle put faire valoir la manière dont elle avait administré le domaine royal lui-même, afféagement et mise en valeur de terres incultes, installation de soixante-dix-huit familles acadiennes, restauration d'édifices négligés par la ferme (110).

Elle prouva, somme toute, la supériorité d'une administration conduite dans l'intérêt public, par les délégués d'une assemblée politique, sur celle de fermiers qui n'avaient à obéir qu'au souci de leurs propres intérêts. Sa tâche était, il faut le dire, plus simple et plus facile que celle de la Commission intermédiaire. La perception des droits de contrôle ne soulevait pas de problèmes politiques et sociaux comme la levée des

(108) *Ibid.* p. 260 et suiv.

(109) *Ibid.* p. 556.

(110) *Ibid.* p. 494.

impôts abonnés. La Commission des Domaines et Contrôles n'avait à résoudre que des questions d'ordre technique; le devoir d'être équitable, en même temps que libérale et douce pour les contribuables, n'était pas compliqué pour elle par des difficultés de répartition.

Une régie d'Etat aurait pu, à son tour, présenter des avantages sur celle d'une Commission émanée d'Etats provinciaux, assurer, en particulier, un meilleur recrutement des employés et un meilleur rendement des droits. Mais il eût fallu d'abord qu'il ne s'agît pas de la régie d'un gouvernement absolu, accoutumé à l'arbitraire; l'on vit justement, après 1780, à quels griefs pouvait donner lieu une régie de ce genre (111). Puis le caractère provincial de la législation civile et du régime des domaines et contrôles lui-même était alors un obstacle à l'établissement d'une gestion uniforme dans tout le royaume. Dans l'état des choses, la régie provinciale instituée sous l'autorité des Etats était la première condition des progrès à réaliser et, à la veille de la Révolution, c'est à cette solution que l'on se préparait à revenir, avec cette nouveauté que les Etats ne jouiraient pas cette fois d'une aliénation mais d'un abonnement, concession en apparence plus précaire mais qui, en fait, n'aurait pas valu moins d'autorité à leurs commissaires.

On voit quel puissant organisme l'autonomie bretonne possédait dans la Commission intermédiaire et, le cas échéant, dans les commissions annexes.

Non seulement la première manifestait sa présence partout dans la province, par le moyen de ses bureaux diocésains et de ses correspondants, mais encore elle régnait sur le peuple innombrable des égailleurs et des collecteurs des impôts abonnés; les receveurs des fouages étaient à ses ordres; à ses ordres le personnel des travaux publics, avec ses corvoyeurs; elle étendait son contrôle sur les inspecteurs des haras; et, avec la concession des domaines et contrôles, un nouveau corps de fonctionnaires allait probablement rentrer bientôt sous l'autorité d'une commission associée dont le rôle compléterait le sien. L'intendant, après 1785, conservait encore l'administration des postes et messageries, du dépôt de mendicité et de la maréchaussée. En outre, son action s'étendait à de multiples

(111) Cf. *supra*, p. 442.

domaines. Mais il était complètement exclu des parties les plus importantes, en ce temps-là, de l'administration publique. Impôts et travaux publics lui échappaient à peu près totalement, de même l'administration militaire et les haras. Rappelons d'ailleurs que, là où la Commission intermédiaire était maîtresse, elle l'était complètement, sous la seule autorité des Etats. Point de rapports avec l'intendant. Celui-ci n'était pas dans la situation d'un préfet de nos jours auprès du conseil général et de sa commission départementale. La Commission intermédiaire n'était pas, comme celle-ci, un simple organe de surveillance et de contrôle, mais un agent d'exécution indépendant du pouvoir royal et pourvu de moyens d'action qui lui étaient propres. Elle apparaît comme l'instrument d'une autonomie pleine et entière, dans les domaines que le pouvoir central avait abandonnés aux Etats. L'extension de ses attributions ou de celles des commissions annexes eût abouti, en fin de compte, à exclure de la Bretagne les fonctionnaires royaux et à réaliser un régime de décentralisation du type le plus radical.

TROISIÈME PARTIE

L'ADMINISTRATION FINANCIÈRE DES ÉTATS

TROISIÈME PARTIE

L'ADMINISTRATION FINANCIÈRE DES ÉTATS

CHAPITRE PREMIER

**La Fiscalité royale en Bretagne et la Fiscalité des Etats. —
Les Fouages. — Les Impôts abonnés, assiette et répartition :
La Capitation et les taxes annexes**

La Fiscalité royale en Bretagne : I. LES REVENUS DIRECTS DU ROI.
Domaine, monopoles, droits de traite et divers. — II. *Le Fouage
ordinaire. L'impôt et billot.*

La Fiscalité des Etats : I. — *Les Fouages extraordinaires.* — II. LES
IMPÔTS ABONNÉS, ASSIETTE ET RÉPARTITION. *La Capitation.* Le mon-
tant de l'imposition. La répartition générale entre les ordres, les
diocèses et les localités ; sa fixité. La confection des rôles ; commis-
saires confecteurs ; égaillleurs et répartiteurs ; difficultés et abus ;
le contrôle de la Commission intermédiaire. Valeur et utilité des
rôles de la capitation. — *Les 4 sous pour livre de la capitation.*
— *Les 21 deniers pour livre de la capitation.* — *L'impôt du*
Casernement. — *L'impôt de la Milice.* — *L'impôt de la Garde-*
Côtes.

Après avoir montré comment les Etats défendirent leurs
pouvoirs et étendirent leurs attributions, il est nécessaire d'ap-
porter quelques précisions sur les objets mêmes de leur admi-
nistration financière, de voir dans quelle mesure au juste ils
participaient à l'exploitation fiscale de la province, de quelles
ressources ils disposaient en propre et comment était constitué
leur budget.

LA FISCALITÉ ROYALE EN BRETAGNE

La Bretagne subissait deux fiscalités distinctes, celle du roi, et celle des Etats.

Nous rappellerons sommairement quels étaient les revenus de la fiscalité royale dans la province :

I. — Parmi ces revenus il faut d'abord distinguer ceux que le roi percevait de plein droit. Ils sont demeurés importants jusqu'à la fin de l'Ancien Régime. Mais, depuis la mort de Louis XIV, ils ne se sont guère accrus que par l'élévation du taux ou l'augmentation naturelle du produit des anciennes taxes. Il faut principalement signaler l'aggravation considérable des droits sur les cuirs en 1759, par la substitution d'un droit de marque aux droits antérieurs de circulation (1), et la levée des sols pour livre en sus des droits des fermes, successivement institués en 1706, 1760, 1763, 1771 et 1782 (10 s. au total). Nous savons quelles protestations les Etats élevèrent contre le nouveau droit sur les cuirs et comment ils rachetèrent les 4 derniers sols additionnels aux droits de leurs fermes et de celles des villes, moyennant le paiement annuel d'un secours extraordinaire. Mais ils n'eurent jamais à connaître autrement de la perception des revenus de cette première catégorie.

Le montant de ces revenus est le plus souvent difficile à connaître. Ils étaient, en effet, compris pour la plupart dans la ferme générale sans faire, sauf exception, l'objet d'une sous-ferme particulière pour la province. La Statistique financière des généralités, dressée en 1778 sous l'administration de Necker, et dont les chiffres ont été employés par celui-ci dans son ouvrage bien connu de *L'Administration financière de la France* (1785), ne fournit elle-même, pour bien des articles, que des chiffres approximatifs, la contribution de chaque généralité étant évaluée proportionnellement à la population pour tous les impôts dont la comptabilité générale ne faisait pas connaître le produit particulier dans chacune. C'était le cas, au moins, pour le revenu des poudres, des postes et messageries, des monnaies, des droits sur les cartes et des droits de

(1) Edit d'août 1759.

traite. Il est assez probable que pareil calcul aboutissait, pour la Bretagne, pays de faible consommation et de faible activité commerciale, à une moyenne supérieure aux chiffres réels (2).

1° DOMAINE. — Les revenus du domaine consistaient principalement dans le produit des droits de contrôle, de scel, d'insinuation, de centième denier, de franc fief et de timbre. Nous avons vu comment ces droits avaient été concédés aux Etats en 1759 et repris par Terray en 1771. D'après la Statistique financière des généralités ils étaient compris dans le bail de la Ferme générale pour 1.877.708 l., tandis que les autres revenus du domaine, tant fixes que casuels, ne rapportaient que 153.164 l. à la Régie générale.

2° MONOPOLES. — Le monopole du tabac était toujours compris dans la Ferme générale. Le produit net en est évalué, dans un mémoire de 1746, à 3 millions. Les intendants de Viarmes, en 1752, et Le Bret, en 1760, le portent à 4 millions. La Statistique financière des généralités donne le chiffre précis, mais hypothétique, de 3.903.194 l. Aucun autre impôt dans la province, en tout cas, ne fournissait un pareil rendement.

La Statistique financière des généralités cite d'autre part :

Le monopole des poudres, pour.....	42.832 l.
Les postes et messageries, pour.....	799.344 l.
Les monnaies, pour.....	21.411 l.

3° DROITS DE TRAITE. — Sous ce nom on comprenait, en premier lieu, un ensemble de droits locaux d'entrée et de sortie et de navigation, datant de l'époque ducale, droits « de ports » et havres », droits de « briens », droits de la Prévôté de Nantes, nombreux et divers, mais, le plus souvent, de faible

(2) Arch. Nat. H 1588¹⁷ fol. 139 et suiv. Ce document n'est pas daté; mais, sur tous les points où la comparaison est possible, ses chiffres correspondent à ceux du budget arrêté par les Etats de 1778.

Les descriptions des finances de la province que l'on trouve dans les divers mémoires établis soit par les intendants, soit dans les bureaux du contrôleur général, nous renseignent surtout sur les finances des Etats. Sur les revenus directs du roi dans la province, ils ne fournissent que des indications sommaires et, le plus souvent, approximatives. Il était difficile, pour leurs auteurs comme pour nous, de connaître le produit exact des droits compris dans les fermes générales du royaume. Voir principalement les mémoires des intendants de Viarmes (1752, Arch. Nat. H 442), et Le Bret (1760, Arch. d'I.-et-V. C 2154), un mémoire de 1746 au contrôleur général (Arch. Nat. K 1151) et les remarquables « Observations » de Bertrand de Molleville pour la préparation des Etats de 1788 (Arch. Nat. H 409).

importance. À ces droits, s'ajoutèrent, sous la monarchie, les « droits uniformes », créés pour l'ensemble du royaume. C'étaient le droit de 50 sous par tonneau sur les navires étrangers et des droits de douane datant, pour la plupart, de l'administration de Colbert (3). La Statistique financière des géné-

(3) Un mémoire rédigé en 1765 pour le contrôleur général, à l'occasion des débats sur les 2 s. pour livre des droits des fermes, donne une description détaillée des « *Droits des Traies qui ont cours dans la province de Bretagne et se régissent par les fermiers généraux du Roi* » (Arch. Nat. H₅ 500) :

1^o DROITS UNIFORMES. Ce sont ceux qui sont imposés sur quelques marchandises à toutes les entrées et sorties du royaume par le tarif du 18 septembre 1667 et autres règlements postérieurs, et dont le paiement dispense de celui des droits locaux, même dans les provinces réputées étrangères (comme c'était le cas de la Bretagne).

Le mémoire énumère : 1^o le droit de 20 s. sur les marchandises du Levant ; 2^o les droits sur l'étain ; 3^o le droit de fret (50 s. par tonneau) ; 4^o les droits de la ferme des huiles.

II^o DROITS LOCAUX.

1^o *Droits de la Prévôté de Nantes*. « Sont distribués d'une manière « très confuse dans la pancarte qui en a été rédigée par la Chambre des « Comptes de Bretagne, le 25 juin 1565 ».

Ils consistent en « Devoirs d'ancienne coutume » et en droits d'entrée et de sortie (ceux-ci à raison de 1/40^e ou de 6 deniers pour livre de la valeur des marchandises et de 2 s. pour cent pesant de quelques espèces). Se perçoivent à l'entrée et à la sortie du Comté Nantais. Mais les marchandises qui les ont acquittés à l'entrée ne les doivent pas à la sortie.

La pancarte mentionne, en outre, un droit de quillage de 4 s. 2 d., dû par tout navire portant 6 tonneaux et plus.

2^o *Droit de Brieux*. C'est l'ancien droit de bris. Conan IV, dit le Petit, se désista, dit-on, de celui-ci, dans un concile, à Nantes en 1156. Mais tout navire naufrageant sur les côtes de Bretagne dut payer, pour ses marchandises flottantes, le brieux de sauveté, porté dans la pancarte de 1565 à 3 l. 6 s.

On étendit bientôt ce droit à tout navire de 19 tonneaux au moins, portant marchandises flottantes et venant de Bretagne.

La pancarte de 1565 y ajouta les brieux de conduite et de victuailles. Le premier (2 l. 5 s. sur tout navire portant 10 tonneaux) a pour origine l'institution des pilotes côtiers pour conduire les navires au port ; il fut maintenu, bien que le service eût été supprimé. Celui de victuailles était, à l'origine, perçu à partir de 6 tx. de charge, sur les provisions emportées par les navires.

Brieux d'année : Pour les barques d'un tonnage inférieur, les précédents brieux sont remplacés par un droit de 9 s. perçu à toute entrée ou sortie.

Tous les ports bretons sont sujets à ces droits, à l'exception de celui de Bourgneuf, on ne sait pourquoi.

3^o *Droits de Ports et havre*. Établis par Jean IV, en 1394. Ce sont des droits perçus dans les ports à l'entrée et à la sortie des marchandises ; varient d'un port à l'autre ; sont perçus même sur le passage d'un port de la province à un autre.

Sont exempts : les ports du comté Nantais ; ceux des évêchés de Dol et de Saint-Malo. Dans les rivières de Couesnon et Arguenon, les droits sont perçus au profit du duc de Penthièvre.

ralités évaluée, en bloc, le produit des uns et des autres à 1.792.285 l. Les mémoires de 1746, 1752 et 1760 ne le portent qu'à 300.000 l., chiffre surprenant, puisqu'en 1764 on donne 601.600 l. pour les seuls droits perçus au bureau de la Prévôté de Nantes (4). Mais on peut, d'autre part, se demander si le produit de la traite foraine (droits d'entrée et de sortie perçus par la Ferme générale aux limites de la province) n'est pas compté dans le chiffre de la Statistique des généralités.

Tous les droits de traite appartenaient à la Ferme générale.

4° Celle-ci encaissait encore le revenu de divers objets non spécifiés, comptés en tout pour 62.349 l.

La Régie générale percevait de son côté :

Sur les cuirs et peaux.....	318.968 l.
— les boucheries (droits d'Inspecteurs).....	20.631 l.
— l'amidon.	17.147 l.
— la marque de l'or et de l'argent.....	9.531 l.
— les cartes.	99.918 l.
— les papiers et cartons.....	17.147 l.
les 4 deniers pour l. sur les ventes de meubles....	39.506 l.
le produit des greffes et amendes.....	344.758 l.
le droit de marc d'or.....	121.329 l.
la part du roi dans les octrois municipaux.....	77.886 l.

5° La Statistique des généralités note encore, dans le bail de la Ferme générale, 1.713.333 l. pour les sous p. l. addition-

S'élèvent ordinairement à 1/40^e ou 1/60^e de la valeur des marchandises.

III°. TRAITE DOMANIALE. Est perçue par les fermiers du domaine (en 1765 par les Etats, concessionnaires). Instituée sur les marchandises sortant de Bretagne. Paraît avoir été créée par représaille, pour répondre à l'institution du roi de France, en 1369, de la *traite foraine* sur les marchandises passant du royaume en Bretagne.

Le mémoire rappelle enfin l'existence des divers droits levés hors de la province, sur les marchandises en provenance ou à destination d'icelle :

1° Droits à l'entrée des cinq grosses fermes.

2° Droits à la sortie des cinq grosses fermes : *Droits des engagistes*, en Anjou, et, sur ces droits, le parisais aux fermiers du Roi. — *Trépas de Loire*, aux engagistes en Anjou, et le parisais au Roi. — Droits des officiers du Roi avec les parisais d'iceux.

(4) Etat desdits droits « par estime en temps de paix » :

Les droits de la Prévôté ne sont comptés que pour 78.000 l. et les brioux pour 4.000 l. Mais le droit de 3 % sur le domaine d'Occident figure pour 350.000 l., les droits sur les cafés pour 20.000 l., ceux sur les huiles et savons pour 60.000 l., et les « nouveaux droits » pour 60.000 l. (Arch. Nat. H 625).

nels aux droits appartenant aux Etats, et, dans les recettes de la Régie générale, 275.018 l. pour les 8 s. p. l. des droits appartenant aux hôpitaux et aux villes.

Ces chiffres ne seraient vraisemblables sous pareilles rubriques, que si l'on faisait entrer dans le total le montant du secours extraordinaire (de 1.540.000 pour deux ans) payé par les Etats pour le rachat des 5^e, 6^e, 7^e et 8^e sols additionnels à leurs propres droits et à ceux des villes. Or, ce secours extraordinaire n'était pas payé à la Ferme générale, mais directement au Trésor royal. Il est possible qu'il y ait eu, sur ce point, quelque confusion. Les sommes indiquées représentent bien, au reste, les 8 s. pour l. existant en 1778 des droits des Etats, des hôpitaux et des villes.

II. — Avec le consentement régulier des Etats, le roi levait l'impôt direct du *fouage ordinaire* et l'*impôt et billot* sur les boissons.

C'étaient les impôts ordinaires de la province à la fin de l'époque ducale. Le premier était, en principe, destiné aux dépenses de la guerre et de la diplomatie, le second à l'entretien des fortifications, des églises et des chemins,; destinations déjà fictives au XVI^e siècle.

1^o LE FOUAGE ORDINAIRE (5) ne représentait, avec toutes les taxes accessoires, qu'une charge minime pour la province, 456.000 l. par an environ. Cependant, il grevait lourdement

(5) L'abbé de Pontbriand nous a laissé un historique et une description très détaillée des fouages ordinaires et extraordinaires. C'est une des parties complètement achevées de son Mémoire (Livre II, chap. 2). Chardel lui a emprunté à peu près tout ce qu'il dit des fouages dans son Traité (t. II, chap. Fouages).

C'est dans le fonds de la Chambre des Comptes (Arch. de la Loire-Inférieure, série B) que sont conservées les principales séries de documents relatifs à la levée des fouages (B 2964 à 3008 et B 3842 à 3872).

Nous signalons, d'autre part, deux documents qui nous apportent des détails particulièrement précis sur la répartition de l'impôt et les conditions réelles de sa levée. D'abord l'« Etat et procès-verbal » des feux de fouages anciennement existants, des feux anoblis ou affranchis et des feux subsistant après 1640, arrêté par deux commissaires du roi, membres de la Chambre des Comptes de Bretagne, le 18 août 1650, et dont nous avons une copie authentique dressée en vertu d'une délibération des Etats du 3 nov. 1732 (Arch. d'I.-et-V. C 3047. Pontbriand l'a reproduite dans son mémoire). Puis le mémoire de la commission des impositions des Etats de 1784, exposant les vices de l'administration des fouages (Arch. Nat. H 400).

Nous ne pouvons faire ici qu'une étude sommaire de l'impôt des fouages. Pour le surplus, nous renvoyons à F. QUESSERTE (*L'Adm. fin. des*

certain contribuable. Aucune équité, en effet, dans sa répartition. C'était un impôt réel ne frappant que les biens-fonds roturiers; première injustice en faveur des biens nobles. Mais, encore, beaucoup de biens roturiers étaient-ils exempts de fouages. La coutume de Bretagne en exemptait, au bout de 40 ans, les héritages roturiers acquis par des gentilshommes, à la condition que ceux-ci les « manœuvrassent par mains » (6). Étaient exemptés également les biens roturiers dépendant du titre clérical ou des bénéfices d'un ecclésiastique « de condition « avantageuse », et ceux que « tenaient par mains » les ecclésiastiques roturiers; ceux enfin que pouvaient posséder les bourgeois de Rennes et de Nantes, les suppôts de l'Université de Nantes et les monnayeurs. Tous ces privilèges s'aggravaient des plus abusives extensions (7). Il faut ajouter que vingt-quatre villes ou gros bourgs s'étaient, dès l'époque ducale, abonnés au fouage moyennant une « aide » dont le total, pour les vingt-quatre, n'était que de 2.367 l. 16 s. Redon, la ville la plus chargée, ne payait que 372 l. Dinan et Lamballe étaient bien taxées chacune à 420 l., somme relativement forte, eu égard au total. Mais, en 1767, elles obtinrent de s'en racheter au prix de 8.400 l. une fois payées.

Pour comprendre le régime du fouage, il faut d'abord savoir que, de temps immémorial, l'on ne connaissait plus au « feu »

Etats de Bret. p. 27-50) qui donne tous les détails utiles sur le régime et l'évolution de l'impôt jusqu'au XVIII^e siècle, et à A. DUPUY (*L'Administration Municipale en Bret.* p. 144-158) qui a fait des conditions réelles de la levée une excellente description, appuyée d'exemples tirés souvent des archives locales. Mais A. Dupuy ne connaît pas les interventions des *Etats*; il ne dit rien du règlement de 1726 ni des projets d'abonnement de 1784 et de 1786.

(6) C'est-à-dire qu'ils les exploitassent directement, sans les donner à des fermiers ou à des métayers.

(7) ANT. DUPUY *op. cit.* p. 146.

(8) Quelques localités bénéficiaient, en outre, d'une exemption totale ou partielle. Dans l'évêché de Rennes, les paroisses de Liffré et de Saint-Aubin-du-Cormier (exemption totale). Dans l'évêché de Vannes, l'île de Quéron et les paroisses d'Arzon, Sarzeau, Saint-Guédan et Rhuis (exemption totale); les paroisses de Belle-Ile et de Groix (paient seulement le taillon). Dans l'évêché de Saint-Brieuc, l'île de Bréhat (comme Belle-Ile). (Procès-verbal de Réformation des feux de 1618, Arch. d'I.-et-V. C 3368, et réclamations de Bréhat et Saint-Aubin-du-Cormier en 1776, Arch. Nat. H 614 et 615).

Les paroisses de Batz et du Croisic avaient été autrefois exemptes. Comprises par erreur dans l'état de 1659, elles furent, dès lors, imposées; celle du Croisic seule réussit à faire rétablir son privilège par un arrêt du Conseil du 11 nov. 1703 (Arch. Nat. H 257).

de consistance réelle, groupe de maisons ou de ménages ou étendue quelconque de terres. Chardel rapporte une tradition selon laquelle il aurait, à l'origine, compris 35 journaux de terre. Mais nulle part on n'en trouve de définition exacte et sa consistance première, s'il en eut jamais de bien déterminée, avait été de bonne heure oubliée. De la répartition originelle du fouage, l'on n'avait retenu autre chose que le nombre de feux pour lequel la province, dans son ensemble, et chaque paroisse, en particulier, devaient être taxées. Les Etats votant la levée d'une certaine somme par feu, la contribution totale de la province et celle de chaque paroisse se trouvaient dès lors fixées. Il ne restait plus qu'à répartir la seconde entre les terres sujettes à l'impôt. Le feu n'était donc plus au XVII^e siècle qu'un élément uniforme d'imposition dont la valeur déterminait automatiquement le produit du fouage. Cette valeur demeura variable jusqu'après 1532. Cette année-là, les Etats votèrent un fouage de 6 l. monnaie par feu. En 1539 ils en votèrent un de 7 l. monnaie (9). Aucun document ne nous permet de connaître la valeur des fouages votés entre ces deux dates et de savoir si le taux de 7 l. ne fut pas atteint avant 1539. Par la suite, du moins, il ne changea plus, sinon par l'adjonction au fouage proprement dit de diverses taxes accessoires. En 1575, il se trouva définitivement fixé, celles-ci comprises, à 10 l. 18 s. tournois. Il faut ajouter que ce taux ne comprend ni les droits de mandement, de confection des rôles et de recette, perçus en sus de l'impôt (60.000 l. environ), ni l'impôt des garnisons devenu annuel dès la fin du XVI^e siècle, fixé à 75.000 l. de 1649 à 1683, et à 100.000 l. depuis cette dernière date (10). A ce dernier taux, les garnisons augmentaient de 3 l. 1 s. 9 d. la valeur du feu.

(9) DE CALAN, *Doc. relat. aux Etats de Bret. au XVI^e siècle*, sessions de 1532, de 1539 et suiv.

(10) Après les derniers affranchissements de feux, en 1640, il subsistait 32.444 feux, qui devaient, au taux de 10 l. 18 s., fournir une contribution annuelle de 353.640 l. C'est à peu de chose près le chiffre donné par le procès-verbal de 1659 (353.810 l. 18 s. 5 d.) et par les comptes de la Kexette générale.

D'après le compte de 1786 (Arch. de la Loire-Inférieure B 3101), dont les chiffres concordent avec ceux que donne l'abbé de Pontbriand, l'imposition se décomposait ainsi :

Fouages proprement dits	214.040 l.	s. 5 d.
Droits en sus	64.627 l.	17 s. 5 d.
Taillon	54.528 l.	15 s. 8 d.
Crue du Prévôt des Maréchaux.....	11.663 l.	18 s. 8 d.

A l'injustice fondamentale d'une taxe exclusivement imposée à une partie des terres roturières, s'ajoutait celle qui devait résulter fatalement d'une répartition immuable entre les paroisses (11).

Aucun moyen, en effet, de parer aux changements survenus, au sein de celles-ci, dans l'assiette de l'impôt, en raison, soit des fluctuations du nombre et de la richesse des habitants, soit, surtout, de l'accroissement des terres exemptes. Les acquisitions des propriétaires privilégiés pouvaient provoquer cet accroissement dans des proportions ruineuses pour les contribuables aux fouages, toujours obligés de répartir entre eux la même somme d'impôt, quelles que fussent l'étendue et la valeur des terres assujetties. Les affranchissements et anoblissements de feux moyennant finance, par lesquels les ducs, fort souvent, puis les rois en 1577, 1638 et 1640, permirent ou même imposèrent le rachat perpétuel du fouage sur certaines terres (12), ne paraissent pas, à première vue, avoir alourdi la charge de celles qui y restaient soumises. Le rachat d'un certain nombre de feux dans une paroisse réduisait, en effet, la contribution de celle-ci proportionnellement à la valeur des

Contribution des Marches communes de Bretagne et Poitou.....	728 l. 2 s. 4 d.
Aide des villes et gros bourgs (pour tenir lieu du fouage) dont 618 l. 2 s. prélevées pour paiement de rentes dues sous le nom d' <i>aides de Redon</i>	2,367 l. 16 s. d.
Imposition pour les affaires et nécessités des Etats	8.000 l. s. d.
Total.....	355.956 l. 10 s. 4 d.
En outre :	
Garnisons.	100.923 l. 6 s. 8 d.
Frais de recettes	60.000 l.
Soit environ 516.000 l. au total, dont 456.000 l. de produit net.	

(11) Nous savons que la balance des feux « par paroisse n'a pas été « changée depuis l'an 1570 » (Rapport de la Com. des Impositions aux États de 1786). S'il y fut apporté antérieurement quelque correctif, il paraît bien probable que ce ne fut que par exception. Le nombre total des feux pour la province n'a, en effet, subi d'autre changement depuis l'époque ducale que les diminutions qui résultèrent des affranchissements et anoblissements dont nous parlons plus loin. Or, cette fixité du nombre total des feux paraît supposer la fixité de la répartition originelle entre les paroisses.

(12) Le nombre originel des feux aurait été de 48.152. 10.314 auraient été affranchis ou anoblis sous les ducs, et 5.395 depuis. (D'après les procès-verbaux de réformation de 1618 et de 1659, Arch. d'I.-et-V. C 3368 et 3947). Il est à remarquer que les chiffres donnés par les différents procès-verbaux ne concordent pas toujours rigoureusement.

terres ainsi exemptées. Mais, par la suite, les propriétaires des terres non affranchies eurent à supporter seuls tout le poids des charges nouvelles imposées aux contribuables aux fouages.

Or, si le montant du fouage ordinaire et de ses accessoires ne fut pas sensiblement augmenté depuis les derniers affranchissements de feux, en 1640, l'effet des exemptions se trouva singulièrement aggravé par la levée, pour le compte des Etats :

1° à partir de 1643, des fouages extraordinaires, pour une somme le plus souvent égale ou supérieure à celle des fouages du roi ;

2° à partir des derniers temps du règne de Louis XIV, des droits attachés aux multiples offices créés sur les fouages de 1692 à 1712, et dont les Etats, après les avoir rachetés, tirèrent de 200.000 à 450.000 l. par an (13).

Les Etats, nous l'avons déjà dit, n'avaient pas à se mêler de la levée des fouages. Elle était directement faite par les soins des généraux de finance et toute juridiction en la matière appartenait aux juges royaux et, en dernier ressort, au Parlement. Tout ce qu'ils pouvaient faire, c'était d'appuyer les doléances des contribuables, de dénoncer les abus et de réclamer des réformes. Nous avons déjà signalé leurs principales interventions, celles qui aboutirent à la rédaction du règlement de 1726 et celles qui faillirent leur valoir, en 1786, l'administration de l'impôt (14). En 1738, les députés en cour et le procureur syndic Bédée réclamèrent une réforme générale de la répartition des feux entre les paroisses, du reste en vain. Nous avons déjà constaté l'hostilité de l'intendant de Viarmes à toute réforme de fouages. Il déclara l'opération inutile, disant qu'il suffisait de le saisir des injustices les plus criantes ; il se chargeait d'y remédier par des mesures de détail (15). Mais les abus se perpétuèrent aussi longtemps que dura l'impôt.

(13) On peut rappeler, en outre, que les droits de confirmation réclamés en 1659, 1693 et 1710, pour l'exemption des feux affranchis, n'atteignirent qu'une seule fois, en 1693, les privilégiés visés. En 1659, les Etats en exemptèrent ceux-ci au moyen d'une augmentation du don gratuit ; la charge retomba ainsi sur les contribuables qui payaient les devoirs sur les boissons et les fouages extraordinaires. En 1710, les traitants concessionnaires de la taxe de confirmation ne prirent pas la peine de rechercher les propriétaires des terres exemptes ; ils trouvèrent plus simple de répartir entre les contribuables aux fouages la finance à percevoir.

(14) Cf. *supra*, pp. 277 et 445.

(15) Arch. Nat. H. 598, note 31.

2° Les devoirs d'IMPÔT ET BILLOT consistaient, le premier en une taxe de 45 s. par pipe de vin étranger et de 22 s. 6 d. par pipe de vin de la province, de cidre ou de bière, débitées dans les cabarets; le second en une taxe de 12 pots par pipe de vin, cidre ou bière également débitée dans les cabarets.

Ils n'étaient effectivement aux mains du roi que depuis 1664. Au XVI^e siècle, les Etats en faisaient eux-mêmes l'adjudication. C'était à leur trésorier que les fermiers payaient le prix du bail; c'étaient leurs commissaires qui contrôlaient la gestion de ces mêmes fermiers. Le produit de l'impôt devait être, enfin, intégralement employé dans la province. Une première fois, le pouvoir royal enleva sans façon aux Etats l'adjudication et le contrôle de la ferme. Il les leur rendit. Mais les Etats, ayant aliéné la taxe en 1641 pour satisfaire aux demandes d'argent du gouvernement, ce fut celui-ci qui la racheta aux engagistes, en 1664. Il continua à en faire la demande dans chaque tenue; mais il se considéra comme le seul maître de son adjudication et de son produit, et c'est en vain que les Etats répétèrent, dans chaque tenue, la demande qu'elle leur fût rendue.

Le gouvernement fit d'abord lever l'impôt et billot par les fermiers de sa ferme des Aides. En 1697, il le réunit à la ferme du parchemin timbré. Mais, pour plus de commodité, les fermiers royaux en donnèrent la sous-ferme aux fermiers des devoirs de la province. Quand les Etats se furent fait concéder, en 1759, les droits joints au domaine royal, ils obtinrent, en même temps, l'impôt et billot. Nous avons déjà eu l'occasion de dire qu'ils le conservèrent, moyennant 900.000 l. par an, quand le roi reprit son domaine. C'était le prix auquel ils l'avaient eux-mêmes donné à leurs fermiers des devoirs, et ceux-ci continuèrent à en prendre la ferme au même prix jusqu'en 1788. En 1697, les mêmes droits étaient affermés 720.000 l. L'impôt et billot était ainsi devenu, en quelque sorte, un impôt abonné dépendant de la fiscalité des Etats (16).

III. — Aux impôts qu'il levait lui-même, de plein droit ou avec le consentement des Etats, le pouvoir royal ajoutait les expédients ordinaires de sa fiscalité en temps de crise. Il étendit ainsi à la Bretagne toutes ses créations d'offices, en les adaptant aux institutions de la province. C'est de 1692 à 1715

(16) PONTBRIAND, I. II, chap. 3.

que ces créations furent le plus nombreuses. Par la suite, on ne créa plus guère d'offices nouveaux; mais on supprima à différentes reprises les anciens, pour les rétablir aussitôt et tirer ainsi une nouvelle finance de leurs acquéreurs.

La suppression et le rétablissement des offices de jurés pri-seurs et vendeurs de meubles en 1771 fut la dernière opération de ce genre en Bretagne; nous avons vu quelles difficultés elle provoqua, sous Louis XVI, avec le Parlement et les Etats. Ceux-ci n'avaient, d'ailleurs, jamais contesté le droit du roi de créer des offices, mais ils n'admettaient pas volontiers qu'on rétablît des offices qu'ils avaient déjà rachetés.

Or, ils en avaient racheté beaucoup, ceux-là surtout qui menaçaient les facultés contributives de la grande masse des sujets. C'est ainsi qu'ils acquirent les offices créés sur les fouages et sur la vente des boissons. Ils devinrent de la sorte propriétaires de droits qu'ils purent lever suivant leurs besoins (17), si bien que les créations d'offices aboutirent, en définitive, au développement de leur propre fiscalité.

LA FISCALITÉ DES ÉTATS

Nous avons vu successivement apparaître les différents impôts qui constituèrent la fiscalité des Etats. L'ensemble, à la fin du XVIII^e siècle, en était considérable et varié. On pourrait y distinguer des impôts levés pour le compte des Etats (fouages extraordinaires, devoirs sur les boissons, droits attachés aux offices sur les fouages et sur les boissons) et des impôts levés pour le compte du roi (impôts abonnés); à un autre point de vue, des impôts directs et des impôts indirects. Il en était que les Etats géraient eux-mêmes ou donnaient à leurs propres fermiers; d'autres, les fouages extraordinaires, dont l'encaissement seul appartenait à leurs agents. Le seul trait absolument commun à tous, c'est que le produit en entraît dans la caisse du trésorier des Etats.

Pour l'étude de ces divers impôts, le plus commode est de considérer séparément : 1^o les fouages extraordinaires et les droits attachés aux offices sur les fouages, dont le contentieux échappait aux Etats; 2^o les impôts royaux directs abonnés

(17) Cf. *infra*, p. 627, et F. QUESSETTE, *op. cit.*, 3^e partie.

(capitation et taxes annexes, dixième et vingtième); 3° les impôts indirects, tant royaux (impôt et billot) que provinciaux (devoirs et droits attachés aux offices sur les boissons), tous affermés ou perçus en régie par les fermiers des devoirs.

I. — Les Fouages extraordinaires

Nous avons, dans notre introduction, rappelé l'origine de cet impôt (18). Pontbriand lui découvre des antécédents au XVI^e siècle, sous la forme de « crues » sur les fouages, consenties exceptionnellement par les Etats (40 s. par feu en 1583, 3 écus en 1593 et en 1595, 22 s. en 1594).

Mais il ne fut plus ensuite question de pareilles levées jusqu'en 1643. Depuis cette date jusqu'en 1657, il ne fut ordonné que quatre « emprunts » sur les fouages (en 1643, 1647, 1655 et 1657). C'est à partir de 1661, seulement, que la levée devint continue et l'on cessa, dès lors, de parler de remboursement. L'impôt s'élevait ordinairement à 428.000 l. par an, soit à deux fois le montant du fouage ordinaire. C'est ce qu'on appelait un « doublement » ou « redoublement ». En 1686 et 1687 et de 1692 à 1695, on se contenta d'un demi-redoublement, soit de 214.000 l. Mais, pendant le règne de Louis XIV, il fallut lever le plus souvent de 642.000 à 1.284.000 l. par an, soit jusqu'à trois redoublements. Ce n'est qu'à partir de 1722 que l'on s'en tint régulièrement au chiffre de 428.000 l.

Dans le compte des fouages extraordinaires était compris le produit des droits attachés aux offices sur les fouages et des 27 d. pour l. (réduits à 21 en 1739) perçus sur la capitation des paroisses de campagne, au profit des mêmes offices. Le total de ces deux articles figure au budget des Etats pour 450.000 l. par an, de 1714 à 1719, pour 327.500 l. de 1720 à 1734, pour 352.500 de 1735 à 1740 et, par la suite, pour 316.000 l. (19). Dans le même compte, on relève enfin le pro-

(18) Cf. *supra*, p. 35.

(19) Etats de fonds des Etats, et bordereaux généraux des comptes des fouages ext. (Arch. d'I.-et-V. C 3404). Sur le rachat des offices sur les fouages, voir F. QUESSERTE *op. cit.* p. 183-196.

Les variations dans le produit total des droits sur les fouages depuis 1720 tiennent à celles du produit des d. p. l. de la capitation. De 1720 à 1734, la capitation est levée sur le pied de 1.400.000 l. pour toute la province; 27 d. p. l. produisent environ 122.000 l. De 1734 à 1740, l'abonnement est de 1.800.000 l.; les 27 d. donnent 155.000 l. Réduits à 21, ils ne rendirent plus ensuite que de 103.000 à 118.000 (Bordereaux généraux des comptes des fouages. Arch. d'I.-et-V. C 3404).

duit, à partir de 1702, des sommes levées avec les fouages pour le rachat des *droits d'usage et de nouvel acquêt*, sur le pied de 7.338 l. 16 s. 1 d. par an (principal auquel s'ajoutèrent successivement 8 s. pour l. qui portèrent, en définitive, l'imposition, à partir de 1772, à 10.274 l. 6 s. 5 d.) (20).

Les fouages extraordinaires, ainsi que les droits annexes, étaient levés avec ceux du roi, sur les mêmes rôles, mais en vertu de mandements distincts expédiés par le trésorier et les receveurs des Etats.

Ces receveurs pouvaient cumuler avec leur office celui de receveur des fouages ordinaires ; mais, en ce cas, ils comptaient naturellement à part des impôts encaissés pour les Etats. Ceux-ci, toutefois, n'avaient ni autorité sur les égailleurs et les collecteurs de leurs fouages, ni juridiction sur les redevables, aucun moyen par conséquent de remédier directement aux vices d'une répartition dont nous avons montré l'iniquité foncière. Une fois le chiffre de l'impôt fixé, leur rôle se bornait à contrôler les encaissements de leurs receveurs.

II. — Les Impôts abonnés : assiette et répartition

Nous avons vu comment les Etats obtinrent l'abonnement des nouveaux impôts directs qui apparurent à la fin du règne de Louis XIV. En 1696 et 1697, puis de 1701 à 1718 et, enfin, à partir de 1734, ils levèrent ainsi l'impôt de la capitation ; en 1735 et 1736, puis de 1741 à 1748, celui du dixième, auquel s'ajoutèrent, en 1746, 2 s. p. l. additionnels dont la levée continua après la suppression de l'impôt principal ; enfin, à partir de 1756, les deux premiers vingtièmes et, de 1783 à 1786, le troisième vingtième.

Avec la capitation, étaient abonnés les impôts accessoires du casernement, de la milice ordinaire et de la milice garde-côtes.

(20) PONTBRIAND, II, 3, et CARON, d'après Chardel, p. 211. Il s'agit de droits qui n'auraient dû atteindre que les paroisses jouissant de droits de panage, glandage, chauffage, communage, etc... dans la mouvance du roi. Une première fois supprimés moyennant finance en 1672, ils avaient été rétablis en 1689 et rachetés par les Etats de 1691 moyennant 150.000 l., qui furent levées sur les contribuables aux fouages. Rétablis en 1700, le roi en demanda de nouveau le rachat. Les Etats consentirent à payer une somme de 46.840 l. pour les 7 années précédentes. Dès lors, ils payèrent ainsi rétroactivement, à intervalles irréguliers d'abord, puis annuellement à partir de 1723, une redevance dont le principal fut fixé, en 1718, à 7.338 l. 16 s. 1 d. pour un an. Depuis 1709, elle fut toujours levée sur l'ensemble des contribuables aux fouages.

De ces nouveaux impôts, le pouvoir royal n'a levé directement, en Bretagne, que le premier dixième, de 1711 à 1717, la capitation, de 1719 à 1733, et le premier vingtième, de 1749 à 1755.

Il faut se garder de confondre un abonnement avec un rachat. A plusieurs reprises, les Etats obtinrent, pour la province, l'exemption d'un impôt moyennant le paiement d'une somme déterminée qu'ils prenaient sur les disponibilités de leur budget ou se procuraient par emprunt. Ce fut le cas pour le cinquantième en 1726, pour le troisième vingtième et les suppléments de capitation en 1760. Un abonnement était tout autre chose.

Il ne dispensait nullement la province de la levée de l'impôt. Il avait seulement pour effet de limiter le montant global de celui-ci à une somme convenue dont les Etats s'engageaient à effectuer le paiement à termes fixes. Sauf les dérogations expressément prévues, les impôts abonnés devaient être levés dans la province conformément aux règles établies pour la généralité du royaume. Il n'appartenait pas aux Etats d'en changer le caractère, ni de se procurer par un autre moyen les sommes à payer au roi. En outre du prix des abonnements, les arrêts du conseil approuvatifs de ceux-ci ne les autorisaient d'ailleurs à rien percevoir de plus que les suppléments prévus pour couvrir les frais de gestion. Faite pour le compte du roi, la levée des impôts abonnés ne devait, somme toute, ni procurer de bénéfice, ni causer de préjudice aux Etats. Chacun d'eux faisait l'objet d'un compte annuel particulier, dont le déficit éventuel devait être réimposé ou l'excédent « tourner « en moins imposé » l'année suivante, sans que l'équilibre du budget des Etats en pût être affecté.

Les Etats ne jouaient ainsi qu'un rôle d'intermédiaires, sans même être responsables sur leurs propres ressources du prix des abonnements. Mais c'était, en l'espèce, un rôle gros de conséquences.

Notons d'abord que la fixation du chiffre global de l'impôt abonné faisait, nécessairement, de celui-ci un impôt de répartition. La capitation, il est vrai, eut ce caractère dès 1701 dans tout le royaume et l'on ne saurait dire que le dixième et le vingtième aient été généralement répartis d'une manière strictement conforme aux principes de leur institution. Là, en tout cas, où ils étaient abonnés, il devenait plus malaisé qu'ailleurs de leur faire suivre, non seulement dans leur ren-

dement total, mais encore dans le montant des cotes particulières, les fluctuations de la richesse générale du pays et des revenus des particuliers.

Mais, surtout, l'abonnement conférait aux Etats, pour les opérations dont ils assumaient ainsi la charge, une autorité suffisante pour leur permettre, sinon de changer formellement les caractères de l'impôt, du moins de conduire son administration suivant des méthodes et dans un esprit plus conformes aux vues et aux intérêts de leurs propres membres qu'aux intentions du pouvoir royal.

Un impôt abonné était levé par les soins du trésorier des Etats, sous le contrôle des commissaires délégués par ceux-ci. Nous avons vu que l'intendant conserva un rôle important, et souvent prépondérant, dans la levée de la capitation abonnée jusqu'en 1715, et que le receveur général du roi lui-même réussit, de 1703 à 1706, à s'emparer du recouvrement d'une partie de l'impôt. Mais nous savons aussi avec quelle impatience les Etats supportèrent cette ingérence des agents du roi et comment, en 1718, ils préférèrent renoncer à l'abonnement plutôt que de l'obtenir sans la plénitude des droits qu'ils revendiquaient. Lorsqu'ils prirent, en 1734, l'abonnement du dixième et de la capitation, ce fut, cette fois, sans aucun partage d'autorité avec l'intendant et le receveur général. Leur Commission intermédiaire et leur trésorier eurent pleins pouvoirs pour la gestion des deux impôts, et les conditions qui furent alors arrêtées entre l'évêque Vauréal et le contrôleur général Orry devaient être celles de tous les abonnements qui leur furent consentis par la suite. Les principales règles de l'administration des impôts abonnés furent alors fixées en même temps que les attributions de la Commission intermédiaire.

L'assiette de l'impôt abonné, les catégories de contribuables qu'il atteint et les exemptions qu'il comporte, enfin la durée de sa levée demeurent telles que les définit la déclaration ou l'édit qui l'instituent, et le recours au roi, c'est-à-dire à son conseil, reste toujours ouvert aux contribuables. Mais, ni les agents ni les officiers du roi dans la province ne peuvent s'immiscer dans la levée de l'impôt, ni ses juges connaître aucune affaire concernant sa répartition ou son recouvrement. L'intendant ne conserva un certain pouvoir que pendant les premiers abonnements de la capitation, avant 1715; encore ne l'exerçait-il qu'à la tête de la commission permanente des Etats

siégeant à Rennes, et par l'intermédiaire des délégués de ceux-ci dans les diocèses. Dès ces premiers abonnements, ce furent les Etats qui firent les règlements nécessaires pour l'application et l'interprétation des déclarations royales (21), et, par la suite, leur pouvoir réglementaire s'exerça toujours souverainement dans les limites fixées par les arrêts du conseil approbatifs des abonnements.

Tout au plus a-t-on soumis aux commissaires du roi le premier plan de régie établi pendant la tenue de 1734 pour l'administration des impôts nouvellement abonnés dans cette session. plan de régie qui, d'ailleurs, concernait dans leur ensemble les attributions, l'organisation et le fonctionnement de la Commission intermédiaire.

Celle-ci eut, dès lors, tous les pouvoirs exercés dans les pays de généralité par l'intendant. C'est elle qui expédiait les mandements pour la levée de l'impôt, arrêtaït ou faisait arrêter les rôles. Elle seule avait juridiction sur les contribuables ainsi que sur les égailleurs et les collecteurs, sans autre recours qu'au conseil du roi. Elle prononçait sur les demandes de décharge ou de modération d'impôt, nommait ou contrôlait tout le personnel employé à la répartition et au recouvrement, et pouvait infliger des peines d'amende et même de prison, tant aux contribuables rebelles qu'aux égailleurs et aux collecteurs infidèles.

La Commission intermédiaire, toutefois, n'était qu'un agent d'exécution. Seuls les Etats pouvaient faire des règlements généraux et arrêter la répartition générale des impôts. Dans le rapport qu'elle leur présentait à chaque tenue, la Commission soumettait à leur décision les affaires de quelque conséquence.

Nous savons, d'autre part, que, seul, le bureau central de la commission siégeant à Rennes avait pleins pouvoirs. Seul, il pouvait expédier les mandements, prononcer des sentences et rendre des ordonnances. En dépit de leurs réclamations, nous l'avons vu, les bureaux diocésains n'eurent jamais, en matière d'impôt, que voix consultative, ou n'agirent pour l'arrêté des rôles, par exemple, que par délégation du bureau central. Ce fut là, répétons-le, une précieuse garantie d'unité et de régularité dans l'administration des impôts abonnés (22).

(21) Par exemple les importantes instructions de 1696 et de 1701 (Arch. d'I.-et-V. C 3405 et 3406).

(22) Cf. *supra*, p. 297.

Les opérations de recouvrement furent réglées à peu près de la même manière pour les deux grandes familles d'impôts abonnés et les difficultés auxquelles elles donnèrent lieu furent sensiblement les mêmes, qu'il s'agit de la capitation, du dixième, ou des vingtièmes. Il n'y a donc pas de raison pour les étudier séparément, par catégorie d'impôts. Les opérations de répartition soulevèrent au contraire des problèmes différents suivant la nature des impôts. Si peu fidèlement que l'on ait observé, en Bretagne, les principes originels des impôts du dixième et du vingtième, les rôles de l'un et de l'autre y furent néanmoins établis tout autrement que ceux de la capitation. Il convient d'en décrire à part le mode d'établissement.

LA CAPITATION ET LES IMPOSITIONS ANNEXES.

La capitation était le plus ancien des impôts abonnés. Etablie pour la première fois, pour la durée de guerre en cours, par la déclaration du 8 janvier 1695, l'abonnement en fut négocié avec les Etats réunis à la fin de la même année. Il s'en chargèrent pour le prix annuel de 1.400.000 l. Ce premier abonnement ne dura que deux ans. La guerre avait pris fin, en effet, quand se réunirent les Etats de 1697 et l'impôt devait cesser le 1^{er} avril 1698. Ils refusèrent, nous l'avons-vu, d'en continuer la levée à leur profit et on leur accorda de prendre sur leurs fonds la somme de 350.000 l., représentant le montant de l'abonnement pour le dernier trimestre de la levée. Il n'avait pas été prévu, cette fois, de levée supplémentaire pour les frais de régie; en sus de l'impôt, les contribuables ne furent tenus qu'au paiement des « taxations » attribuées aux receveurs et aux collecteurs, aux confecteurs de rôles et au trésorier des Etats; le total de ces taxations augmenta la charge de la province de 130.000 l. environ, chaque année.

Rétablie par la déclaration du 12 mars 1701, la capitation allait durer désormais sans interruption jusqu'à la fin de l'Ancien Régime. Les Etats la réabonnèrent en 1701 pour deux millions par an, en sus desquels ils furent cette fois autorisés à percevoir, outre les taxations, un sol pour livre pour couvrir les frais de la régie. L'abonnement fut renouvelé aux mêmes

conditions jusqu'en 1715 inclusivement (23). Il fut alors interrompu, nous avons vu dans quelles circonstances, pendant 17 ans. Ce ne fut pas à cause du prix demandé; le gouvernement de la Régence était en effet disposé, en 1717, à revenir à celui de 1695, et c'est sur ce pied là, 1.400.000 l. par an et les taxations en sus, que la capitation fut levée par l'intendant, de 1718 à 1734, cette dernière année comprise.

L'abonnement de 1734 fut fait au prix de 1.800.000 l., frais de régie (1 s. p. l. au plus) et taxations en sus. C'est à ces conditions que le pouvoir royal exigea, jusqu'en 1788, qu'il fût consenti. Mais, à la faveur du rétablissement de la paix, l'on accorda aux Etats de 1738 une remise annuelle de 300.000 l. pour aider au remboursement de leurs dettes, et de 100.000 l., également annuelles, pour « tourner en moins imposé » au bénéfice des contribuables aux impôts roturiers.

Pour les sept années 1743-1749, années de guerre, le trésor royal reçut de nouveau le montant intégral du prix de l'abonnement. Mais, à partir de 1750, la part du trésor royal ne dépassa jamais 1.400.000 l. que par exception (1.450.000 l. en 1760, 1.500.000 l. en 1761 et 1762). 300.000 l. étaient régulièrement accordées aux Etats pour l'amortissement des emprunts de rachat des 4 s. p. l. de la capitation. D'autre part, les contribuables aux impositions roturières bénéficièrent toujours, sauf en 1748, 1749 et 1750 (24), d'une remise particulière de 50.000 à 200.000 l. A partir de 1771, les arrêts du conseil appratifs des abonnements spécifièrent que, seuls, profiteraient de cette dernière remise les plus pauvres contribuables aux fouages (25). A plusieurs reprises, les Etats essayèrent d'obtenir que l'abonnement fût réduit à 1.700.000 l., somme à

(23) Lors de l'abonnement de 1715, le gouvernement accorda aux Etats une remise de 200.000 l. sur la capitation de 1717. Mais, par suite de la suspension de la levée des droits d'inspecteurs aux boucheries, il fut levé, en 1716, 2 s. p. l. en sus de la capitation qui fut ainsi portée, cette année-là, à 2.200.000 l., et, en 1717, on leva pour la même raison les 200.000 l. précédemment remises (Lettres patentes du 7 mai 1716, Arch. d'Y. et V. C 3409).

(24) En 1750, on laissa aux Etats 300.000 l. pour l'amortissement de l'emprunt des 4 s. p. l. de la capitation et 100.000 l. pour aider au paiement de la statue équestre qu'ils avaient décidé cette année-là d'ériger au roi.

(25) De 1743 à 1747, les Etats prirent, chaque année, de 50.000 à 100.000 l., sur les fonds d'amortissement formés par les remises de 1739-40-41 et 42, pour réduire d'autant la capitation des contribuables aux fouages. En 1760, le roi n'accorda que 50.000 l. à ceux-ci. En 1761 et 1762, le roi ne leur ayant rien accordé, les Etats prélevèrent en leur faveur

laquelle le principal de l'impôt se trouva le plus souvent réduit à partir de 1738. Mais le pouvoir royal tint à conserver la latitude d'accorder, sur le chiffre fondamental de 1.800.000 l., les remises qu'il lui semblait bon et d'en limiter le bénéfice aux contribuables les plus pauvres (26).

Les Etats se sont toujours plaints que la capitation, au prix de 1.800.000 l., était une charge excessive pour la province. Le grief paraîtra assez mal fondé si l'on considère que le quart à peu près de cette somme était employé au rétablissement de leurs propres finances et au soulagement des contribuables les plus dignes d'intérêt. La vérité, c'est que certains contribuables pouvaient gravement souffrir des vices de la répartition.

*
* *

La capitation atteignait, en Bretagne, les mêmes contribuables que dans le reste du royaume. Il n'appartenait pas aux Etats de toucher, sur ce point, aux dispositions des déclarations royales. Celles-ci n'exemptaient, au reste, que les ecclésiastiques. Mais, si tous les sujets laïques, le dauphin tout le premier, devaient l'impôt, tous n'étaient pas traités d'une manière uniforme. Dès le début, les nobles furent imposés sur des rôles distincts. Ils bénéficièrent de cet avantage en Bretagne comme ailleurs et ils s'y trouvèrent même en situation, grâce à la puissance de leur ordre aux Etats, de faire abaisser et maintenir leur contingent à un taux particulièrement favorable (27).

400.000 l. (200.000 l. par an) sur les bénéfices de leur propre régie des domaines et contrôles. En 1764 et 1763, le roi consentit une remise de 150.000 l. au profit des mêmes contribuables. Par la suite, cette remise fut régulièrement de 100.000 l., sauf en 1771 où le roi n'accorda que 50.000 l., mais permit de prendre 100.000 l. sur les 300.000 l. destinées aux amortissements.

(26) Les diminutions furent d'abord appliquées aux cotes de moins de 6 l. L'arrêt du conseil approuvatif de l'abonnement de 1784 en limita le bénéfice aux cotes de 3 l. et au-dessous.

Les Etats de 1782 décidèrent que les diminutions ne seraient pas appliquées uniformément à toutes les cotes inférieures au maximum ainsi fixé, mais que l'on aurait égard à la situation des contribuables (Rapport de la Com. int. aux Etats de 1782, Arch. d'I.-et-V. C 3856).

(27) En 1696 et 1697, les gentilshommes furent bien inscrits, avec leurs domestiques, sur les rôles des villes et des paroisses, où ils formèrent, d'ailleurs, un chapitre distinct. Mais ce fut pour mémoire seulement. Un rôle particulier de la noblesse fut dressé d'autre part dont le recouvrement fut opéré directement par les receveurs des fouages (Instructions de 1696, Arch. d'I.-et-V. C 3405).

Un trait frappant de la répartition de la capitation en Bretagne, c'est d'abord sa fixité. De bonne heure, le montant total de l'impôt se trouva partagé entre la noblesse, les villes et les paroisses de campagne, et, d'autre part, entre les neuf évêchés de la province, suivant des proportions qui, jusqu'à la fin, demeurèrent à peu près immuables. De 1740 à 1789, on ne constate d'autre changement que l'augmentation de 25.000 l. infligée en 1778 à la noblesse au profit des paroisses de campagne. A partir de l'abonnement de 1701, ce partage général fut toujours arrêté par les Etats eux-mêmes. Leurs commissaires n'y pouvaient rien changer de leur propre autorité. Leur rôle se bornait à faire la répartition des contingents respectivement attribués, dans chaque évêché, à la noblesse, aux villes et aux paroisses rurales, et à contrôler la confection des rôles particuliers. Encore, de 1701 à 1715, le montant du rôle de chaque ville et de chaque paroisse se trouve-t-il fixé dans le tableau général arrêté par les Etats. Ce n'est qu'à partir de 1734 que les commissions diocésaines se virent reconnaître formellement le pouvoir de modifier, à l'intérieur de chaque évêché, la répartition des contingents respectifs des villes et des paroisses (28). Ils n'usèrent, d'ailleurs, de cette faculté, qu'avec la plus grande discrétion. Il semble même que les Etats avaient établi qu'en fait, tout au moins, le taux des paroisses de campagne devait demeurer fixe. Quand ils attribuèrent, en 1769, aux généraux des paroisses de Rennes, la répartition de la capitation de la ville, ils posèrent, en effet, cette condition « que les généraux se conformeraient à l'usage « établi dans les paroisses de campagne dont le taux est toujours fixe », et cette fixité eut justement à Rennes de tels inconvénients que l'on rendit la répartition à la communauté (29). Chardel, toutefois, quelques années plus tard, mentionne formellement la faculté laissée aux commissions diocésaines d'opérer « les diminutions ou les augmentations qu'ils jugent nécessaires dans leur évêché pour maintenir l'égalité « de ville à ville et de paroisse à paroisse » (30) Mais, si cette faculté subsistait en droit, la pratique ordinaire, à laquelle

(28) Règlement du 6 nov. 1738, art. 2.

(29) Délib. des Etats du 28 janvier 1769 (Pr.-v. des Etats). Voir, d'autre part, les rapports de la Com. int. aux Etats de 1774 et de 1776 (*Ibid.* C 3854 et 3855).

(30) CHARDEL, t. II, p. 175. Le même auteur cite d'ailleurs (p. 37) l'art. 2 du Rêgl. de 1738 comme étant toujours en vigueur.

se conformèrent aussi fidèlement les confecteurs des rôles particuliers des villes et des paroisses, fut de respecter autant que possible l'état de choses antérieur. L'intendant et ses subdélégués n'agirent pas autrement quand la régie de l'impôt passa entre leurs mains, de 1718 à 1734 (31). C'était évidemment là un système commode, mais peu propre à assurer l'équité de la répartition.

Mais quelle fut, à l'origine, la base de celle-ci ? Ce fut la même que dans le reste du royaume. La capitation, telle que l'instituait la déclaration du 18 janvier 1695, devait être un impôt de quotité ; les contribuables étaient répartis suivant leur condition ou leur profession en 22 classes et payaient, suivant leur rang, de 2.000 l. dans la première à 1 l. dans la dernière. En 1695, ce tarif fut appliqué en Bretagne, par l'intendant, comme il l'était ailleurs. Cependant, par le fait même de l'abonnement, la capitation devint en Bretagne, dès 1696, un impôt de répartition ; elle le devint également dans le reste du royaume lors de son rétablissement en 1701, le gouvernement, pour obtenir un rendement certain, ayant fixé le chiffre de la contribution à fournir par chaque généralité. Cette fixation préalable du produit de l'impôt ne fit toutefois pas disparaître le tarif par classes. En abonnant la capitation aux Etats, en 1695, on les autorisa à en dresser un qui fût mieux adapté à l'état social de la province que celui du roi, et la capitation de 1701 comporta, en Bretagne et dans le reste du royaume, la même division des contribuables en classes et les mêmes tarifs, accrus de 50 %, que celle de 1695. On soulevait ainsi le difficile problème d'adapter à un impôt de répartition les conditions d'un impôt de quotité. On le résolut en sacrifiant celles-ci. Pour remplir le montant de leurs rôles, les commissaires confecteurs ne tardèrent pas à se départir de l'application rigoureuse des tarifs et à donner une autre assiette à la capitation. Le tarif breton de 1696, révisé en 1703, corrigeait cependant heureusement la rigueur du tarif royal. Plus souple, répartissant souvent entre plusieurs classes, suivant l'estimation de leurs moyens, des contribuables de même profession auxquels le tarif royal appliquait un taux uniforme, il devait faciliter, en même

(31) Arrêt du conseil appratif de l'abonnement de 1695 (21 janvier 1696, Arch. d'I.-et-V. C. 2061). Instructions de 1696 (*Ibid.* C 3405). Règlement de 1738 (Cf. CHARDEL, t. II, p. 11, 37 et suiv.). Tableaux généraux de répartition (*Ibid.* C 3992-3994) et comptes de la capitation. (*Ibid.* C 3400-3435).

temps qu'une répartition plus équitable, l'adaptation du principe de la quotité de l'impôt au régime de l'abonnement (32). Il n'en fut pas moins très vite oublié. C'est en vain que, de 1707 à 1713, les Etats, dans chaque tenue, rappelèrent les répartiteurs à sa stricte observation. Ces objurgations répétées témoignent justement de l'invincible obstination de ceux-ci à n'en pas tenir compte (33). En Bretagne, comme dans le reste du royaume, on s'accoutuma de bonne heure à répartir la capitation d'après les facultés présumées des assujettis. Seules, certaines catégories de contribuables imposés sur des rôles spéciaux, membres du Parlement et de la Chambre des Comptes, officiers de la Chancellerie, employés des fermes, et le trésorier des Etats, continuèrent à être imposés suivant le tarif de 1703.

Les tarifs avaient du moins servi à l'établissement des premiers rôles. Nous ignorons malheureusement à peu près tout de la première levée de la capitation, faite par l'intendant en 1695. On peut supposer qu'il appliqua purement et simplement le tarif prévu et que c'est ainsi que l'on obtint pour chaque localité, pour chaque évêché, pour la noblesse en particulier, et pour la province entière, les chiffres qui servirent de base aux répartitions postérieures et au prix même de l'abonnement. Pour être mieux informés des conditions dans lesquelles se firent les levées de 1696 et de 1697, nous le sommes encore d'une manière insuffisante. Nous savons que les commissaires désignés par les Etats, quatre de chaque ordre par évêché, procédèrent d'abord à Rennes, sous la présidence de l'intendant, aussitôt après avoir établi un tarif particulier pour la province, à un partage général du prix de l'abonnement entre la noblesse, les villes et les paroisses, par évêché, et qu'ensuite ils se séparèrent pour aller travailler, dans leurs évêchés respectifs, à la confection des rôles particuliers de la noblesse et de chaque localité (34). Le nouveau tarif ne put donc servir de base au partage général, mais seulement à la répartition de l'impôt entre les particuliers.

La part de la noblesse se trouva fixée ainsi à 154.000 l., celle des villes à 421.380 l., et celle des paroisses rurales à 854.580 l..

(32) Cf. F. QUESSETTE, *l'Adm. Fin. des Etats de Brct.* 2^e partie, ch. II.

(33) *Ibid.* p. III et 112.

(34) Conditions de l'abonnement, art. 6 (Pr. v. des Etats, 11 nov. 1695) et arrêt du conseil appratif, 21 janvier 1696 (Arch. d'I.-et-V. C 2067).

à quoi il faut ajouter 48.000 l. pour le personnel du Parlement et de la Chambre des Comptes, imposé suivant le tarif. Pour 1697, la part des paroisses rurales fut portée à 941.649 l. en augmentation de 87.069 l. Celle de la noblesse était réduite à 130.000 l. et celle des villes à 350.000 l. (35). Fut-ce là un effet de l'application du tarif breton dans la confection des rôles ? Aurait-on obtenu ainsi des chiffres supérieurs à ceux que l'on avait prévus pour les paroisses de campagne, inférieurs pour la noblesse et les villes ? Il paraît beaucoup plus probable que les difficultés du recouvrement sur ces deux dernières catégories portèrent les commissaires à alléger leur charge aux dépens des paroisses de campagne, qu'il était plus aisé de contraindre à des paiements exacts. Les non-valeurs, décharges, modérations et « rayés à recouvrer » s'élevèrent, dans le compte de cette année-là, pour la noblesse à plus de 27.000 l., pour les villes à plus de 24.000 l., et pour les paroisses à 2.564 l. seulement ; on n'admettait d'ailleurs pas de non-valeurs pour celles-ci.

Le montant des rôles de 1701 fut arrêté, pour la noblesse de chaque évêché, pour chaque ville et chaque paroisse, pendant la tenue même des Etats, d'une manière très simple : on augmenta de 50 % le chiffre des rôles de 1697 (36). La contribution de la noblesse fut ainsi portée à 193.413 l. 11 s. 10 d., celle des villes à 517.686 l. 15 s. (non compris 73.205 l. imposés au Parlement et à la Chambre des Comptes) et celle des paroisses à 1.382.316 l. 1 s. 7 d. En 1703, sur les plaintes de plusieurs villes et de la noblesse de certains évêchés, d'importantes corrections furent apportées au précédent tableau, au détriment des paroisses de campagne dont nul représentant ne pouvait plaider la cause dans l'assemblée. Le coefficient de la noblesse fut ramené à 180.000 l. et celui des villes à 429.516 l. 7 d. (sans le Parlement et la Chambre des Comptes), tandis que celui des paroisses rurales passait à 1.426.928 l. Il est à noter que la distribution entre les évêchés subit des modifications sensibles. C'est ainsi que les paroisses de l'évêché de Rennes bénéficièrent d'une diminution globale de 5.809 l., et, si le contingent des paroisses dans les autres évêchés fut augmenté ce ne fut pas partout dans la même proportion. La noblesse de l'évêché de Vannes subit une augmentation de 1.500 l. et celle de l'évêché

(35) Comptes de 1696 et de 1697 (*Ibid.* C 3409).

(36) Etat de répartition (Pr.-v. des Etats).

de Dol, une augmentation de 730 l. La diminution accordée à la ville de Rennes (27.801 l. sur 101.608) représente près du quart de la diminution totale du contingent des villes (37).

Par la suite, la répartition entre les évêchés ne devait plus subir de changements notables. C'est encore en faveur de la noblesse et, à un degré moindre, en faveur des villes qu'il en reste à signaler. Jusqu'en 1715, les Etats maintinrent sans aucune retouche leur tableau de 1703. Quand l'intendant prit, en 1718, la régie de l'impôt, il modifia déjà les proportions de la répartition au profit de la noblesse et des villes. Sur 2.110.000 l. la première avait dû payer jusque là environ 180.000 l., soit 8,53 %. En 1721 elle ne paya que 116.000 l. sur 1.556.000 l., en 1724 113.000, en 1730 107.000, et en 1734 102.500, soit, à la fin, moins de 6,61 %. La charge des paroisses de campagne, taxées à 1.080.000 l. en 1721 et à 1.097.000 l. en 1730 et en 1734, passa en revanche de 67,63 % avant 1718, à 69,40 % puis à 70,50 %. Celle des villes, toujours taxées à 390.000 l. environ, tomba de 20,37 % avant 1718 à 19 % (38). L'impôt du Parlement et de la Chambre des Comptes demeura à peu près au même taux, formant 3,90 % environ du total (39).

Par l'abonnement de 1734, le principal de l'impôt fut porté de 1.400.000 à 1.800.000 l. Les Etats décidèrent en conséquence d'augmenter uniformément de 5 s. 4 d. pour livre les rôles de 1734. Le montant total des rôles ainsi établis pour 1735 s'éleva, y compris les taxations et le sol pour livre pour frais de régie, à 1.958.960 l. 1 s. 6 d. dont 129.813 l. 9 s. 4 d. pour la noblesse, 372.121 l. 6 s. 8 d. pour les villes, 1.389.818 l. 6 s. 8 d. pour les paroisses rurales, 37.299 l. 10 s. pour le Parlement, 21.616 l. 10 s. pour la Chambre des Comptes, et 8.260 l. 18 s. 10 d. pour les employés des fermes (40).

Plusieurs villes se plaignirent aussitôt « du peu d'équité « qu'il y avait au préjudice du tiers et à l'avantage de la « noblesse » dans la répartition de la capitation et du dixième. Elles représentèrent :

(37) Voir les tableaux dressés par QUESSETTE, *op. cit.* p. 156-58.

(38) Il est à remarquer que l'on reporta sur les autres villes la somme dont Rennes fut déchargée à la suite de l'incendie de 1720.

(39) Les résultats de l'imposition faite par l'intendant ne sont connus que par les comptes des receveurs des fonages, comptes qui n'ont été conservés que pour un petit nombre d'années seulement (Arch. d'I.-et-V. C 2080 à 2141).

(40) Tableau général de la capitation de 1735 (*Ibid.* C 3902).

1° que la noblesse possédait les meilleurs biens de la province; 2° que la richesse du tiers consistait en « industrie et « négoce » et « qu'on ne pouvait taxer excessivement des « revenus aussi casuels »; 3° « que les fermiers et laboureurs « ne s'enrichissaient pas »; 4° que les artisans étaient pauvres (41). Mais leurs plaintes n'eurent aucune suite et la noblesse n'allait pas tarder, au contraire, à bénéficier d'un nouvel avantage.

En 1739, la Commission intermédiaire, ayant supprimé au receveur général et aux receveurs des fouages ordinaires 6 d. pour l. de taxations qui n'avaient plus raison d'être sous le régime de l'abonnement et constaté le coût véritable des frais de régie, décida de proposer aux Etats de ne plus répartir entre la noblesse, les villes et les paroisses que le prix de l'abonnement, augmenté seulement de 14.470 l. Cette somme, ajoutée au montant de l'imposition du Parlement, de la Chambre des Comptes et des employés des fermes, formerait un total suffisant pour la couverture des frais sans qu'il fût besoin d'imposer rigoureusement le sol pour livre prévu dans l'abonnement. Or ce fut la noblesse qui profita presque exclusivement de la réduction ainsi réalisée sur le montant total de l'impôt. La Commission intermédiaire proposa que son contingent fut réduit pour l'avenir à 100.000 l. et, d'elle-même, le réduisit à ce chiffre dans la répartition de 1740. Elle justifiait cette faveur par cette surprenante raison que la noblesse n'avait pas part à la remise de 100.000 l. accordée par le roi aux contribuables aux impositions roturières. Elle n'ajoutait pas que la charge de la noblesse se trouverait ainsi allégée de plus de 20 % alors que celle des villes et des paroisses ne serait réduite que de 6 % à peine, à la condition encore que le roi consentit la remise (42).

L'intendant, M. de Viarmes, vit bien toute l'injustice de la nouvelle répartition et fit observer au contrôleur général que la noblesse paierait moins sur 1.800.000 l. qu'elle ne payait précédemment sur 1.400.000 l. Mais les Etats de 1740 rati-

(41) Requête au roi par les communautés des villes de Nantes, Brest, Quimper, Rhuys et Dinan, à laquelle adhèrent, par la suite, celles de Rennes et de Saint-Malo. Envoyée en communication par le cont. gén. à l'évêque de Rennes, le 10 janvier 1736 (Arch. Nat. 551 et Reg. de la Com. int. 9 avril. Arch. d'I.-et-V. C 3801 p. 503).

(42) Reg. de la Com. int. Arrêtés des 24 et 27 nov. 1739.

fièrent sans débat les propositions de la Commission (43), et ce fut en vain que de Viarmes et le maréchal de Brancas s'efforcèrent de porter la question devant l'assemblée de 1742 (44). Jusqu'en 1778 la noblesse continua de ne payer que 100.000 l.

A partir de 1741, les 1.714.470 l. qui allaient désormais former, le plus souvent, le principal de l'impôt furent ainsi partagées : Part de la noblesse, 100.000 l. ; part des villes, environ 345.500 l. ; part des paroisses rurales, environ 1.269.000 l. (45). Quand la levée fut de 1.814.470 l., les villes furent taxées à 367.000 l. et les paroisses à 1.347.500 l. L'imposition du Parlement a varié de 24.000 à 34.000 l. ; celle de la Chambre des Comptes fut toujours d'une vingtaine de mille livres ; celle des employés de fermes s'est élevée de 9.000 l. environ jusqu'à plus de 19.000 l. (46). Les variations de ces derniers rôles, toujours dressés, soit d'après le tarif de 1703, soit, pour les employés, sur le taux de 2 à 6 d. pour livre de leurs appoin-

(43) « J'ai avancé avec vérité, dans mon dernier voyage à la cour, que « la noblesse de Bretagne payait plus de capitation en 1734, la capitation « sur le pied de 1.400.000 l., qu'elle n'en payait en 1740, la capitation sur « le pied de 1.800.000 l. La Commission en a été offensée et, pour n'en « avoir pas le démenti, elle a trouvé le moment de faire passer une déli- « bération qui porte que la capitation de la noblesse restera sur le même « pied qu'elle a été mise en 1740. Cela n'est pas juste ». (De Viarmes au cont. gén. 26 oct. 1740, Arch. Nat. H 291).

(44) De Viarmes au cont. gén. 1^{er} et 28 oct. 1742 ; Brancas au même, 5 oct. (*Ibid.* H 299).

(45) Tableaux généraux de la capitation. (Arch. d'I.-et-V. C 3992 et 3993).

(46) D'après les comptes de la capitation (*Ibid.* C 3418 et suiv.).

Dans la recette des comptes, le montant total des rôles de chacune des 3 catégories ne concorde jamais exactement avec les chiffres des tableaux généraux. Dans la pratique, en effet, la répartition de base était sujette à diverses corrections, résultant : 1^o des décharges accordées à certaines villes ou paroisses pour des motifs exceptionnels ; le montant n'en a jamais été considérable ; 2^o de l'inscription sur les rôles de la noblesse d'anoblis dont les cotes continuaient d'appartenir aux villes et se trouvaient, en conséquence, décomptées sur les rôles de celles-ci ; 3^o de la réimposition des décharges et non-valeurs sur les rôles de la noblesse et des villes (Ces dernières catégories de corrections n'ont jamais représenté plus de 3.000 l. pour les paroisses ; elles ont parfois augmenté d'une vingtaine de mille livres le contingent de la noblesse et réduit d'autant celui des villes) ; 4^o des diminutions accordées à certaines villes en raison du produit, chez elles, de certains droits sur les boissons admis en compensation (Comptes de la capitation).

A partir de 1755, l'imposition de Saint-Servan (3.000 l.) et, à partir de 1769, celle de Port-Louis (1.775 l.) furent transférées du contingent des paroisses à celui des villes.

tements, ne furent donc que le résultat des variations survenues dans la composition des personnels intéressés. Pour ceux-ci, la capitation était restée un impôt de quotité.

Nous avons vu comment le tiers-état obtint en 1778 que la capitation de la noblesse fût augmentée de 25.000 l. au bénéfice, exclusivement, des paroisses de campagne (47). Il ne fut apporté aucune autre modification sensible à la répartition primitive. Les remises supplémentaires furent ordinairement réparties au marc la livre de l'imposition principale, non seulement entre les évêchés, mais même de ville à ville et de paroisse à paroisse.

Il faut remarquer que les Etats n'ont jamais compris dans la part de la noblesse que les cotes des gentilshommes admis au partage noble et ne faisant pas commerce (48). S'ils ont permis l'inscription des anoblis sur les rôles de l'ordre, ce fut à la décharge du tiers. Cette question souleva d'assez fréquentes contestations entre les villes et les contribuables qui prétendaient, à tort ou à raison, être compris dans le contingent de la noblesse. Les premières défendirent toujours avec âpreté leur prétention à bénéficier des cotes de contribuables ordinairement avantageux, et la Commission intermédiaire, ainsi que les Etats, paraissent avoir fait exactement respecter les règles posées (49). Notons que les cotes des domestiques de la noblesse étaient comprises dans la part de celle-ci.

Les Etats ont encore moins sensiblement modifié la répartition entre les évêchés qu'entre les trois grandes catégories de contribuables. Les plus fortes corrections affectent les impositions de la noblesse et des villes. On n'en constate d'ailleurs que de 1741 à 1751 et en 1766. La plus importante pour la noblesse consiste en une diminution de 1.600 l. au profit de

(47) Par leur délibération du 28 déc. 1778, les Etats décidèrent bien que les 25.000 l. payées en sus par la noblesse tourneraient en moins imposé au bénéfice des contribuables, tant des villes que des campagnes, capités pour 3 l. au plus. Mais le tableau général de répartition porte la somme entière à l'actif des paroisses rurales.

(48) Délib. des Etats du 3 déc. 1736 et Règl. de 1738. Cf. CHARDEL, t. II, p. 66-72.

(49) On rencontre des contestations particulièrement graves à ce sujet à Saint-Malo, en 1754-1755, à Rennes et à Vitré, en 1759, à Quimper, en 1771 (Rapports de la Com. int. aux Etats de 1756, de 1760 et de 1772, Arch. d'I.-et-V. C 3847, 3849 et 3854).

l'évêché de Rennes en 1751 (50). La demande de révision présentée en 1765 par les commissaires de l'évêché de St-Brieuc pour le contingent de la noblesse n'eut pas de suite (51). Pour les villes, les plus importantes variations se constatent dans les évêchés de Rennes (1764 l. entre les impositions de 1751, min., et de 1779, max.), et de Nantes (1332 l. entre les impositions de 1743, max., et de 1779, min.).

La fixité presque absolue de la répartition entre évêchés donnait une grande importance à la question du domicile des contribuables, chaque évêché s'efforçant de conserver le plus grand nombre possible d'assujettis ; il en résulta de fréquentes contestations entre évêchés, auxquelles les Etats essayèrent de parer par leurs règlements de 1776 et de 1784 (52).

Dans la répartition entre les villes, au sein d'un même évêché, nous ne connaissons qu'une révision importante, celle à laquelle les commissaires de l'évêché de Saint-Brieuc procédèrent en 1782, augmentant de 3.400 l. la capitation de la ville de Saint-Brieuc pour décharger d'autant Quintin (1.800 l.), Moncontour (1.000 l.) et Lamballe (600 l.) ; encore n'avaient-ils agi qu'après avoir été chargés par les Etats de 1780 d'examiner les requêtes de ces trois dernières villes ; la communauté de Saint-Brieuc fit du reste appel au Conseil et elle obtint que l'augmentation qu'on lui infligeait fût réduite de 800 l. (53). C'est en vain que la ville de Vitré, de 1778 à 1782, réclama une révision qui permit d'alléger de 6.000 l. son imposition ; la Commission intermédiaire, après une enquête sur la répartition de la capitation dans les trois villes de Vitré, Fougères et La Guerche, conclut qu'aucune des villes de l'évêché de Rennes ne pouvait supporter la surcharge qui résulterait pour elles d'une diminution de la capitation de Vitré (54). De fortes diminutions sont constatées sur le montant de la capitation de Rennes à partir de 1761, et, surtout, de celle de Nantes à

(50) Tableaux généraux de la capitation (*Ibid.* C 3992-3994).

En 1766, l'évêché de Vannes fut diminué de 67 l. qui furent réparties entre les autres.

(51) Rapport de la Com. int. aux Etats de 1766 (*Ibid.* C 3852).

(52) Délib. des Etats du 6 déc. 1776 et Rapport de la Com. int. aux Etats de 1784 (*Ibid.* C 3857). Voir CHARDEL, t. II, p. 65.

(53) Rapport de la Com. int. aux Etats de 1782 (*Ibid.* C 3856) et AMY. DUPUY *op. cit.* p. 165.

(54) Rapports de la Com. int. aux Etats de 1778 et de 1784 (*Ibid.* C 3855 et 3857).

partir de 1774, mais seulement sur les « états au vrai », c'est-à-dire compte tenu de toutes les réductions dont le rôle d'une ville pouvait bénéficier, après la répartition générale, par l'imputation du produit des droits sur les boissons admis en compensation, et des cotes des contribuables inscrits sur les rôles de la noblesse, mais payant à la décharge du tiers (55).

*
* *

Les rôles particuliers de la capitation étaient établis comme ceux des fouages, par les soins des collectivités intéressées : ceux de la noblesse par les commissions diocésaines de l'ordre ; ceux des villes par l'assemblée de la communauté ou les « égailleurs » désignés par elle ; ceux des paroisses par les égailleurs désignés par le général. Mais la répartition se faisait sous l'autorité et le contrôle de la Commission intermédiaire. Celle-ci expédiait les mandements portant le montant des rôles à établir. Ses membres et ses correspondants surveillaient le travail des répartiteurs. La pratique établie par le règlement de 1738 était, somme toute, conforme à celle que l'on avait suivie lors des premiers abonnements. Les pouvoirs de la Commission intermédiaire furent seulement plus complets que ne l'avaient été ceux des bureaux de la capitation avant 1715. De 1718 à 1734, l'intendant et ses subdélégués se substituèrent aux commissaires des Etats ; mais les rôles des villes et des paroisses furent établis de la même manière qu'auparavant ; seuls ceux de la noblesse le furent par l'intendant et ses subdélégués, sans participation de commissaires de l'ordre.

Sous le régime de l'abonnement, il importe de ne pas confondre le rôle des commissaires des Etats, membres du bureau de la capitation, avant 1718, ou de la Commission intermédiaire depuis 1734, avec celui des commissaires confecteurs de rôles désignés en nombre suffisant pour pouvoir assister en personne aux opérations de répartition dans toutes les villes

(55)	1735	1745	1748	1761	1775	1786
Rennes..	53.523 l.	45.540 l.	50.715 l.	40.697 l.	40.674 l.	37.797 l.
Nantes...	81.387 l.	73.460 l.	75.871 l.	79.479 l.	66.672 l.	56.691 l.
Imposition totale						
des villes.	367.347 l.	351.850 l.	366.277 l.	325.488 l.	340.516 l.	316.174 l.

et paroisses. Ces derniers n'étaient que des délégués subalternes, ordinairement choisis hors des Etats. Avant 1718, toutefois, la distinction fut moins nette.

Lors de l'abonnement de 1695, il fut désigné par les Etats quatre députés de chaque ordre dans chaque diocèse, dont le plus ancien de chaque ordre resta d'abord à Rennes pour travailler, sous la direction de l'intendant, à la répartition générale de l'impôt. Après quoi, les anciens rejoignirent leurs collègues pour s'occuper avec eux, dans leurs diocèses respectifs, de la répartition locale, et ce furent ces commissions diocésaines qui choisirent les commissaires particuliers qui furent envoyés dans les paroisses (56).

En 1701, il fut institué à Rennes un bureau de deux commissaires de chaque ordre, désignés par les Etats pour juger conjointement avec l'intendant toutes les contestations relatives à l'impôt. D'autre part, les Etats nommèrent, par évêché, deux gentilshommes pour faire le rôle de la noblesse, deux membres du tiers pour arrêter les rôles des villes, et 30 à 40 commissaires proposés par le président du tiers pour présider à la confection des rôles des paroisses rurales. Ces derniers seuls reçurent une rémunération, sous la forme d'une taxation de 3 d. pour l. du montant des rôles (57).

Les 6 députés du bureau de Rennes étaient nommés par le roi sur une liste triple présentée par les Etats. Nous avons vu comment, de 1703 à 1713, les commissaires locaux échappèrent de plus en plus à l'autorité de ce bureau central et finirent par ne plus relever que du contrôle, peu efficace, des Etats; puis comment, après une première tentative, en 1713, pour organiser un nouveau bureau central sous l'autorité directe des Etats, ceux-ci furent autorisés, en 1715, à instituer, sans aucune participation de l'intendant, un bureau central et des bureaux diocésains de quatre membres de chaque ordre, chacun de ces bureaux décidant en dernier ressort de toutes les affaires concernant la capitation dans son diocèse. On revenait ainsi

(56) Délib. des Etats du 10 nov. 1695 et arrêt du Conseil du 21 janvier 1696 approubatif de l'abonnement (*Ibid.* C 2061).

(57) Sur le régime qui a fonctionné de 1701 à 1718 : Délibérations des Etats des 10 et 24 août 1701 ; instructions de 1701 (C 3406) ; règlements du 6 déc. 1703, du 14 janvier 1706 et du 24 déc. 1707 (*Ibid.*) ; règlements du 31 oct. 1713 et du 3 février 1716 (Reg. des Etats de 1713 et de 1715). Cf. QUÉSSÈTE, *op. cit.* p. 116 et suiv.

à l'organisation de 1696, l'intendant toutefois, et c'était un point capital, étant complètement exclu de l'administration de l'impôt.

La tâche de ces commissaires confecteurs ne consistait pas à diriger la répartition, mais à la surveiller. Ils étaient là pour prévenir les abus; mais ils n'avaient pas qualité pour corriger eux-mêmes les rôles. Ils devaient rappeler, le cas échéant, les répartiteurs au respect de l'équité et des règlements. Ils pouvaient, dans les paroisses, appeler, s'ils le jugeaient bon, des notables de leur choix pour se joindre aux répartiteurs nommés par le général, en nombre égal à ceux-ci. Mais ils ne pouvaient imposer d'autorité leurs propres décisions. Ils n'avaient que leur voix et ils devaient arrêter les projets de rôle, tels que les répartiteurs avec, au besoin, les notables adjoints les avaient établis, sous la réserve d'informer la Commission intermédiaire des irrégularités qu'ils croyaient avoir constatées. L'« égal », somme toute, était l'œuvre des représentants des communautés de ville et de généraux de paroisse; communautés et généraux étaient d'ailleurs responsables de la recette (58).

Fatalement, les « commissaires confecteurs » furent souvent tentés d'outrepasser leurs pouvoirs. Maintes fois, la Commission intermédiaire eut à trancher des conflits entre eux et les égailliers dont ils prétendaient rectifier le travail; il se peut, du reste, que ceux-ci les aient souvent laissés faire sans protester; nous ne pouvons connaître que les cas de résistance. La Commission intermédiaire, sans laisser manquer aux égards dus à ses agents, maintint toutefois le droit primordial des

(58) En 1741, le Sr Fournier de la Luctière, correspondant à Fougères, ayant prétendu d'abord obliger le syndic et les échevins à appeler d'autres égailliers « nommés et connus du public », puis présider à la répartition et prendre la plume pour rédiger le rôle, la Commission intermédiaire, sur la plainte de la communauté, lui rappela en ces termes les principes du règlement : « Le projet de rôle regarde uniquement la communauté; elle répond du maniement et recette des deniers qui en proviennent. Ainsi on doit l'appeler son ouvrage. Il n'appartient qu'aux officiers municipaux de le rédiger, à la réserve néanmoins que, si vous aperceviez qu'ils ménagassent quelques riches pour surcharger quelques pauvres, vous devez leur représenter que c'est contre l'intention du Roi et des Etats ». Sur un point toutefois, les observations du correspondant paraissent avoir eu un résultat : l'année suivante, les recteurs des trois paroisses furent invités à assister à la confection du rôle s'ils le jugeaient à propos (Arch. d'I.-et-V. Reg. de la Com. int. C 3998 et Arch. Mun. de Fougères, Reg. des délib. de la communauté, II, 7 mars 1742).

égailleurs. L'article 8 du règlement du 6 novembre 1738 définissait strictement le rôle des premiers : « Les confecteurs « sont tenus de se transporter dans les paroisses de leur département pour y procéder à la confection des rôles; ils ne « pourront, ainsi que les égaillleurs, se diminuer, ni leurs parents, fermiers et domestiques....

« Ils sont autorisés à appeler d'autres habitants pour balancer l'avis des égaillleurs, lorsque ceux-ci ne se comportent pas avec justice... Lorsque la répartition sera achevée, les projets de rôle seront arrêtés et signés sur le champ, et les correspondants n'y pourront rien changer que du consentement des égaillleurs, à peine de privation de leur commission et de leur taxation ».

En 1765, l'évêque de Saint-Brieuc, au nom de son bureau diocésain, se plaignit vivement à la Commission de l'insertion dans les mandements de la capitation d'un article nouveau qui, disait-il, « modifiait ce qu'il avait toujours vu faire « depuis 1734 qu'il était de la Commission ». Cet article disait, en substance, que les « avis des égaillleurs décidaient « entièrement de la teneur du rôle ». Ainsi le commissaire devenait « le simple scribe de leurs volontés ». L'évêque estime que la faculté laissée au commissaire de faire appeler à la répartition « d'autres personnes dont l'avis réuni au sien « l'emportera sur celui des égaillleurs », est une compensation « indécente »; c'est mettre le confecteur au niveau des égaillleurs et des notables. Il trouve étrange, enfin, que les égaillleurs soient appelés à signer les rôles : « Craint-on donc que « le commissaire ne prévarique, ou son substitut ? »

La Commission intermédiaire fit d'abord remarquer à l'évêque que le nouvel article du mandement ne faisait que rappeler les dispositions du règlement de 1738. Elle ajoutait qu'on avait souvent délibéré pour savoir s'il ne fallait pas donner une autorité plus étendue aux commissaires confecteurs. « Mais « la Commission a toujours été persuadée que les commissaires « confecteurs avaient un pouvoir d'autant plus suffisant que « plusieurs ne se sont pas toujours comportés avec toute la « régularité qu'exige une pareille opération ». Le pouvoir d'appeler d'autres habitants à l'égal lui paraissait une garantie suffisante. La Commission ajoutait encore que ces réserves ne concernaient pas ses propres membres, s'ils se trouvaient appelés à présider à la confection d'un rôle. Mais, dans le cas où ils arrêteraient ce rôle contre le vœu des égaillleurs, il devrait être

signé d'un commissaire de chaque ordre. Les Etats de 1766, saisis de la question par la Commission, maintinrent, conformément à son avis, l'article 5 du mandement, réservant à la Commission elle-même le droit de taxer d'office les contribuables sur la proposition des confecteurs (59). Il arrivait d'ailleurs assez fréquemment que la Commission envoyât un ou deux de ses membres prendre connaissance sur place des irrégularités qui lui avaient été dénoncées. Les commissaires ainsi délégués procédaient alors d'autorité à l'établissement d'un nouveau rôle; mais encore ne le signaient-ils pas seuls, et l'apportaient-ils, à cet effet, à la Commission elle-même.

Dans les villes, les plus graves difficultés provinrent de la prétention des officiers municipaux de faire la répartition sans la participation du correspondant de la Commission. Celle-ci fut plus d'une fois saisie des plaintes de ses agents à ce sujet-là (60). Il va sans dire qu'elle rappela toujours sévèrement à l'ordre les communautés récalcitrantes. En 1753, son correspondant d'Ancenis l'ayant informée que le rôle de la ville venait d'être dressé sans son concours, « elle examina ce qui « s'était passé avant l'abonnement » et, ayant constaté d'après le mandement expédié par l'intendant des Galois de la Tour en 1732, que les subdélégués avaient alors voix prépondérante dans l'assemblée des répartiteurs, elle réclama aux Etats, pour ses correspondants le même privilège, et les Etats en décidèrent ainsi par leur délibération du 23 octobre 1760 (61). Il fallut décider, d'autre part, que la répartition ne pourrait être faite, contre le gré des correspondants, au domicile des maires ou syndics, ni chez les correspondants, contre le gré de ceux-ci, mais dans les lieux dont les commissaires et les notables conviendraient avec la Commission (62).

La Commission intermédiaire a parfois délégué, dans les villes comme dans les paroisses, des commissaires du bureau diocé-

(59) Reg. de la Com. int. 15 février 1765 (Arch. d'I.-et-V. C 3412, p. 243), et rapport de la Commission aux Etats de 1766 (*Ibid.* C 3852).

Les principes et les méthodes instituées par le règlement furent maintenus jusqu'en 1769. Les règlements postérieurs ne firent que confirmer ses dispositions et n'y ajoutèrent rien d'essentiel.

(60) Par exemple de la part des correspondants d'Ancenis (Reg. Com. int. 7 et 21 avril 1753), de Moncontour (*Ibid.* 5 mai 1753 et 12 juillet 1765), de Châteaubriant (*Ibid.* 24 février 1750).

(61) Rapport de la Com. int. aux Etats de 1754 (Arch. d'I.-et-V. C 3847, et Pr.-v. des Etats de 1760, cf. CHARDEL, t. II, p. 95).

(62) Art. 6 du mandement de la capitation (Cf. CHARDEL, t. II, p. 96).

sain pour reviser des répartitions qui avaient soulevé des plaintes. Elle seule, dans son bureau de Rennes, pouvait d'ailleurs rendre les rôles des villes exécutoires. Les projets arrêtés par les répartiteurs et les correspondants étaient adressés au bureau diocésain qui les transmettait au bureau central, avec son avis ; tandis que les rôles des paroisses étaient immédiatement exécutoires, sous les seules signatures des égaillleurs et des commissaires confecteurs.

Les égaillleurs chargés de la répartition dans les paroisses rurales étaient librement choisis par le général. Il est bon de rappeler que celui-ci, d'après les arrêts du Parlement qui en réglementèrent, au XVII^e siècle, la constitution et les pouvoirs, ne comprenait plus, en outre du seigneur ou de son procureur fiscal et du recteur, que les deux trésoriers ou marguilliers, renouvelés chaque année, et douze délibérants pris parmi les anciens trésoriers ayant rendu leurs comptes et payé leurs reliquats (63). A la vérité, il arrivait souvent que les généraux ne fussent pas très régulièrement constitués, en particulier que les trésoriers ne fussent pas renouvelés chaque année ; du moins, dans les campagnes, l'assemblée du général n'était-elle plus ouverte à la foule des habitants ; les paroisses urbaines, seules, continuaient encore à souffrir de l'intrusion d'éléments divers qui y apportaient parfois le trouble.

Le choix des égaillleurs ne dépendait donc que d'un petit nombre de particuliers. Mais le mandement de la capitation portait qu'il serait chaque année nommé de nouveaux égaillleurs et que le tiers au plus d'entre eux, ainsi que des notables appelés le cas échéant par le commissaire confecteur, pourrait être pris parmi les membres du général. Le nombre des égaillleurs n'était pas fixé par les règlements. Il variait évidemment suivant l'importance des paroisses. Dans celles qui comportaient plusieurs trêves ou frairies, il arrivait souvent que l'on fit un rôle particulier pour chacune de celles-ci et que l'on nommât alors un groupe d'égaillleurs dans chacune.

Dans les villes, c'est à la communauté qu'appartenait le choix des répartiteurs. Le mandement de la Commission l'invitait à se réunir dans les huit jours pour y procéder. Ordinairement les officiers municipaux se chargeaient eux-mêmes de

(63) Sur la constitution et les droits des généraux, voir POTIER DE LA GERMONDAYE, *Introduction au gouvernement des paroisses*, et ANT. DUPUY, *l'Adm. mun. en Bretagne*, p. 91-105.

la besogne. Parfois même tous les membres de la communauté tenaient à y participer. Assez souvent, sans doute, on appelait des représentants des généraux des paroisses urbaines. Une communauté n'était, du reste, pas tenue de s'imposer tous les ans les mêmes règles. A Fougères, de 1743 à 1747, la communauté confia la répartition au maire et à quelques autres officiers municipaux, assistés des trésoriers des paroisses de Saint-Léonard et de Saint-Sulpice et du prieur de Rillé. A partir de 1748, les officiers municipaux opèrent seuls. Puis, à partir de 1765, on admet tous les délibérants de la communauté; d'où une confusion dont se plaint le correspondant (64).

Une pratique ordinaire, là où existaient des communautés d'arts de métiers, était d'imposer chacune en bloc et de lui laisser le soin de faire ensuite la répartition entre ses membres.

A Nantes, la communauté se déchargeait sur les généraux des paroisses du soin de la répartition, chacun dans la sienne. Mais c'était à elle qu'ils remettaient leurs rôles; elle conservait la haute main sur l'opération dont elle demeurerait responsable, et correspondait seule avec la Commission intermédiaire (65). C'est dans des conditions différentes qu'à Rennes, de 1769 à 1776, les généraux se trouvèrent chargés de la même tâche. Ce furent les Etats eux-mêmes qui la leur confièrent, pour des motifs qui paraissent avoir été d'ordre politique plutôt que fiscal (66).

*
* *

Que valait la répartition faite dans de pareilles conditions ? Nul critérium n'était plus imposé aux répartiteurs depuis le moment, très tôt venu, où le tarif était tombé en désuétude. Ils estimaient à leur manière les facultés des contribuables.

(64) Reg. de la Communauté, mois de mars-mai 1743-1765 (Arch. mun. de Fougères) ; Blanchouin de Villecourte, correspondant, à la Commission int. (Arch. d'I.-et-V. C 4040).

(65) Il en était déjà de même sous la régie de l'intendant (Correspondance de l'intendant avec le subdélégué de Nantes, *Ibid.* C 2107).

(66) En février 1757, par arrêt du conseil, on transféra tous les pouvoirs de la communauté de Rennes à un bureau d'administration. L'ancienne communauté ne conserva d'autres attributions que la nomination des officiers du bureau et la voix consultative sur les affaires importantes au sujet desquelles le bureau voudrait bien la consulter. Cette réforme fournit un grave grief à l'opposition qui se réveillait alors au Parlement et aux Etats, et, dès 1758, nous voyons, par une coïncidence qui n'est

C'était à eux de ne pas s'exposer à des réclamations trop gênantes de la part de ceux-ci. La première opération nécessaire était le dénombrement des contribuables, tâche aisée dans les paroisses de campagne, mais compliquée dans les villes où la population était à la fois plus nombreuse et plus mobile. Il n'était pas toujours facile de trouver de bons recenseurs, faute d'argent pour les payer. Le défaut de numérotage des maisons et, d'autre part, l'usage des noms de guerre, des noms de seigneurie et des sobriquets provoquaient bien des confusions (67). Les officiers municipaux, dans les petites localités surtout, se contentaient souvent de travailler sur les rôles des années précédentes, en tenant compte seulement des changements venus à leur connaissance (68). Il n'est pas douteux qu'une répartition ainsi faite, au jugé et, souvent, sans recensement préalable, était toujours plus ou moins défectueuse. Qu'on les suppose parfaitement consciencieux, les répartiteurs

sans doute pas fortuite, la Commission intermédiaire s'émouvoir, comme elle ne l'avait jamais fait jusqu'alors, de la mauvaise répartition de la capitation à Rennes ; à partir de cette date, elle désigna chaque année trois de ses membres, un de chaque ordre, pour travailler à la rédaction du rôle de la ville « en présence du correspondant et des membres de la Communauté » (Rapports de la Commission aux Etats de 1758 et suivants, C 3848-3852), et c'est sur sa proposition que les Etats de 1768 accordèrent aux généraux des paroisses de se charger de la répartition (Délib. du 28 janvier 1769). Mais le nouveau système ne tarda pas à provoquer des plaintes. Les Etats ayant imposé aux paroisses de Rennes, comme à celles de campagne, un taux fixe d'imposition par paroisse, certains généraux ne tardèrent pas à protester contre les inégalités qu'engendrait le passage fréquent des contribuables d'une paroisse à l'autre. Après une enquête auprès des généraux, en mai 1775, la Commission résolut la difficulté en demandant aux Etats de rendre la répartition à la communauté ou, plutôt, au bureau municipal; deux notables de chaque paroisse, un bourgeois et un artisan, étaient en outre appelés à y participer (Délib. des Etats du 24 oct. 1776). Comme le bureau prétendait n'accorder à ces notables que voix consultative, la Commission prit le parti d'assister elle-même à la confection du rôle et de fixer les cotes après avoir pris les voix, tant des notables que des officiers municipaux (Rapports de la Com. int. aux Etats de 1774, de 1776 et de 1778, C 3854 et 3855. Cf. ANTONIN DUPUY, *La Bretagne au XVIII^e s. L'Affaire de la Constitution municipale de Rennes*).

(67) La correspondance de Mellier, subdélégué de Nantes, avec l'intendant et les ordonnances de celui-ci, au temps de la régie, nous donnent idée des embarras des communautés responsables du recensement ; les difficultés ne furent évidemment pas moins grandes au temps de l'abonnement (Instructions pour les marguilliers de Nantes, 18 déc. 1727 ; ordonnances de l'intendant, 23 nov. 1724 et 4 oct. 1729 ; lettres de Mellier et de Védie, 21 janvier 1729 et 21 nov. 1730, Arch. d'I.-et-V. C 2107).

(68) Cf. LE LAY, *Histoire de la Ville et Communauté de Pontivy*, p. 166 et suiv.

manquaient, en tout cas, de moyens d'appréciation. Mais leur probité était elle-même souvent mise en doute. La Commission intermédiaire a, plus d'une fois, appliqué les peines prévues pour les égaillleurs et les commissaires confecteurs qui diminueraient leurs propres cotes ou celles de leurs parents, fermiers ou domestiques dans une proportion supérieure à celle de la diminution générale du rôle (69).

Il n'était certainement pas facile d'obliger à une parfaite régularité les égaillleurs des campagnes; c'étaient souvent des paysans incultes et brutaux, et il ne faut pas s'étonner de la fréquence et de la violence, parfois, de leurs querelles avec les commissaires confecteurs, lesquels, d'ailleurs, nous l'avons vu, pouvaient eux-mêmes être sujets à caution. La correspondance de l'intendant pendant la régie et les délibérations de la Commission intermédiaire nous les montrent l'un et l'autre obligés de sévir fréquemment, parfois avec sévérité. En juin 1782, le bureau diocésain de Nantes fait prononcer deux condamnations, à 3 l. d'amende et huit jours de prison chacune, contre deux égaillleurs de paroisses différentes pour s'être permis les plus grands « écarts » envers les commissaires confecteurs (70).

Les égaillleurs avaient, de leur côté, de justes sujets de plaintes. En 1760, la Commission intermédiaire signale aux Etats qu'elle a dû se déterminer « à régler d'office le taux de « plusieurs contribuables, dans la vue de remédier aux abus « introduits dans beaucoup de paroisses où les procureurs « fiscaux et autres officiers de justice intimident les égaillleurs « et trouvent par ce moyen le secret de se faire extraire des « rôles ou, du moins, de ne payer que de modiques sommes, « ce qui surcharge les autres contribuables » (71). Parmi les particuliers dont elle dénonçait ainsi la pression malhonnête se trouvait son propre correspondant à Châteaugiron.

Au sujet d'un impôt de pareille nature, fondé sur l'appréciation de l'« aisance » de particuliers, les préjugés sociaux

(69) L'art. 11 du Règl. de 1738 obligeait les répartiteurs de tout ordre, y compris les commissaires confecteurs, à se pourvoir par requête à la Commission int. elle-même pour obtenir une réduction de leur cote antérieure. La peine prévue en cas de diminution abusive était une amende de 10 l. aggravée, pour les commissaires confecteurs, de la perte de leur commission.

(70) Délib. du bureau diocésain de Nantes (Arch. de la Loire-Inférieure, C 550).

(71) Rapport de la Commission interm. aux Etats de 1760. (Arch. d'I.-et-V. C 3849).

entraient, d'autre part, en jeu. La querelle qui mit aux prises les égaillieurs de la paroisse de Soudan, près de Châteaubriant, avec le commissaire confecteur Barbier, en 1766, est caractéristique à cet égard. Les premiers reprochaient à Barbier de vouloir diminuer les cotes qu'ils prétendaient imposer, en raison de leurs revenus connus, à plusieurs « bourgeois » de la localité. A quoi Barbier répondait « que ces messieurs, étant « d'un état qui exigeait plus de dépense que celui d'un paysan « pour s'y soutenir dans la même aisance, leurs taux devaient « être proportionnés à leur aisance et non à leurs revenus, « suivant la décision des Etats ». Son avis fut appuyé d'une requête des bourgeois de Soudan qui représentent qu'ils sont obligés de vivre suivant leur « rang et qu'ils ont des enfants « qu'ils doivent élever et auxquels ils doivent une éducation « convenable. Que peuvent-ils retirer de leurs revenus ? Un « laboureur qui a 7 à 800 l. de rente n'est-il pas dans le cas « de supporter une taxe plus forte ? Il vit du travail de ses « mains ; ses enfants gagnent leur vie pour ainsi dire dès le « berceau ». Le général soutint unanimement les égaillieurs et, par une pétition signée de vingt-six délibérants et notables, demanda que Barbier ne fût plus chargé de la capitation de Soudan, l'accusant, au reste, de ménager les riches qui l'invitent à « manger la soupe et à boire de bonnes bouteilles de « vin » (72). Bourgeois et paysans ont dû s'affronter ailleurs de la même manière.

Que la répartition laissât à désirer, nous en avons un exemple remarquable qu'une enquête de la Commission intermédiaire fit apparaître fortuitement, à la suite des plaintes que la ville de Vitré porta devant les Etats de 1782 contre l'excès de sa capitation. Vitré, comparant ses plus fortes cotes avec celles de Fougères et de La Guerche qui s'élevaient bien moins haut, en concluait, avec apparence de raison, qu'elle était surchargée par rapport à ses voisines et demandait, comme nous avons déjà eu l'occasion de le rappeler, une nouvelle répartition de l'impôt entre les villes de l'évêché. L'affaire fut renvoyée à la Commission intermédiaire qui chargea neuf de ses membres de reviser la répartition dans les trois villes. Cette enquête révéla qu'en effet, à situation égale, les plus gros

(72) Nous ignorons quelle solution fut donnée au conflit. Nous savons seulement que le bureau diocésain y mit fin par une lettre du 3 juillet 1767 au général de Soudan. (Correspondance et procès-verbaux, 22 avril 1766-3 juillet 1767. Arch. de la Loire-Inférieure, C 540.

contribuables étaient moins lourdement taxés à Fougères qu'à Vitré; mais c'était au détriment des classes inférieures. La disproportion remarquée par la municipalité de Vitré « n'avait d'autre cause que le vice de la répartition particulière » à Fougères et, sans doute, à La Guerche. Les rôles de ces deux villes pour 1783 furent en conséquence refaits par les soins des commissaires délégués eux-mêmes (73). Il faut ajouter qu'à Vitré même, la répartition n'était pas faite à la satisfaction de tous les contribuables. Plusieurs habitants s'étaient plaints aux Etats dès 1780 de l'égail auquel procédaient, en petit comité, des officiers municipaux recrutés dans un milieu particulièrement étroit et fermé, et avaient demandé à y être admis. La requête parut assez sérieuse pour que la Commission intermédiaire envoyât un de ses membres assister à la confection du rôle de 1781 (74).

On peut encore citer l'exemple de Dinan où la communauté, accaparée par une étroite oligarchie, allégeait au-delà de toute mesure les impôts de ses propres membres. On y voit les officiers municipaux alléguer qu'il fallait bien tenir compte « de la « dépense relative à leur état et de l'éducation qu'ils devaient « à leur famille » (74 *bis*).

On peut, toutefois, admettre que certaines municipalités et, sans doute, un grand nombre d'égailleurs de paroisse s'acquittaient avec assez de soin et de conscience d'une tâche vraiment difficile. C'est l'impression qu'a laissée à M. Bernard l'étude de la levée de l'impôt à Brest (75).

La Commission intermédiaire a, sans conteste, cherché à réprimer les abus les plus criants. Elle a maintes fois envoyé quelqu'un de ses propres membres enquêter sur place et procéder lui-même à la rectification d'un rôle. On ne peut lui reprocher d'avoir cherché à ménager de parti pris les gros contribuables. On doit lui reconnaître un certain souci d'équité et d'exactitude, ne fût-ce que dans l'intérêt d'une perception plus facile de l'impôt.

Mais elle-même et les Etats ont répugné aux innovations; ils ne se sont pas souciés d'imposer aux municipalités des

(73) Rapport de la Com. int. aux Etats de 1784. (Arch. d'I-et-V. C 3857).

(74) Rapport de la Com. int. aux Etats de 1782. (*Ibid.* C 3856).

(74 *bis*) A. DUPUY, *Les 31 de Dinan*.

(75) MAURICE BERNARD, *La Municipalité de Brest de 1750 à 1790*, p. 291.

règles qui auraient troublé les habitudes de celles-ci et inquiété les intérêts qu'elles étaient le plus disposées à ménager. L'intendant Bertrand de Molleville fait observer, en 1788, qu'un remède efficace aux vices de la répartition entre les particuliers serait de suivre « le plan adopté par la plupart des administrations provinciales et qui consiste à classer les différentes rentes cotes; ce qui nécessairement doit rendre l'inégalité plus frappante. Mais il y a tout lieu de douter que les Etats « veuillent suivre un si bon exemple » (76).

Nous avons d'ailleurs vu combien ils répugnaient à tout remaniement de la répartition générale, que ce fût entre les évêchés, les classes, les villes ou même les paroisses. Or c'était la première condition d'un meilleur aménagement de l'impôt. En l'absence, sans doute, d'une base de répartition qui permit d'établir un rapport quelque peu fondé entre la richesse de la population et le chiffre de celui-ci, il était difficile d'opérer un réajustement vraiment satisfaisant. Mais, depuis 1735, on n'avait pas tenu le moindre compte des changements les plus évidents que les fluctuations de l'activité industrielle ou commerciale avaient apportés à la situation de nombreuses villes, enrichissant des places comme Nantes et Lorient et réduisant, au contraire, les facultés contributives de bien des petits centres.

Bertrand de Molleville affirme, en 1788, que « l'habitant de « Nantes, de Paimbœuf et du comté Nantais ne paie pas la « moitié de ce que paie celui de l'évêché et surtout de la ville « de Rennes ». Mais, ajoute-t-il, « il suffit que les députés d'un « évêché demandent une nouvelle répartition pour que les « autres s'y opposent » (77).

Etats et Commission ne se sont, du moins, jamais prêtés à l'évasion, sous le couvert d'un domicile fictif, des gros contribuables des villes vers des paroisses de campagne où ils auraient bénéficié de cotes moins élevées. Ils ont conservé rigoureusement au compte du tiers les cotes des nobles, observant, somme toute, une certaine équité dans leur préoccupation de maintenir l'équilibre de leur répartition primitive.

Ils ont jalousement veillé à ne laisser distraire des rôles de la province aucun des contribuables qu'ils pouvaient revendi-

(76) Observations pour la préparation de la tenue de 1788. (Arch. Nat. H 409).

(77) *Ibid.*

quer. C'est ainsi qu'ils se sont élevés contre les prétentions des officiers qui, payant directement au roi, par retenue sur leurs appointements, la capitation due en raison de leur grade, auraient voulu échapper à l'impôt en Bretagne. Ils ont prétendu d'abord que ces officiers, et, comme eux, tous les autres titulaires de charges royales non assujettis au tarif de 1701, devaient l'impôt, non seulement en raison du revenu de leurs charges, mais encore en raison de tous leurs biens et facultés; puis que cet impôt devait être compris dans l'abonnement de la province (78). Ils ont également soutenu que les originaires bretons, et ils entendaient par là tous ceux qui étaient inscrits en 1734 sur les rôles de la province, et leurs descendants, s'ils continuaient à posséder quelque bien en Bretagne, devaient toujours payer la totalité de leur impôt à la décharge de la province, même s'ils étaient domiciliés ailleurs (79). Ces exigences ne furent pas intégralement admises par le pouvoir royal. Les originaires domiciliés au dehors ne payèrent, en Bretagne, qu'en raison des biens qu'ils y avaient conservés. Les officiers de l'armée de terre ne purent être inscrits sur les rôles bretons que pour la partie de leur impôt qui dépassait le montant de leur retenue sur les états du roi. Mais les Etats réussirent à conserver le bénéfice de la cote entière des officiers de marine et des originaires bretons employés dans la Maison du roi et des princes (80). Il est certain qu'il était équitable d'obliger les officiers à payer l'impôt en raison de l'ensemble de leurs facultés, et que les Etats servaient l'intérêt général des contribuables bretons en réclamant le bénéfice du plus grand nombre de cotes possible pour les rôles de la province. On les trouve rarement en défaut, du reste, quand il s'agit de la défense de l'intérêt provincial. Ils ne l'ont volontiers sacrifié à celui d'aucun particulier.

Si défectueuse que fût la répartition de la capitation, les rôles de cet impôt constituent une précieuse catégorie de documents pour l'étude des différentes classes de la population urbaine. Plusieurs auteurs les ont déjà utilisés dans des études

(78) Rapport de la Com. int. aux Etats de 1760. (Arch. d'I.-et-V. C 3849 et 3851). CHARDEL, t. II, p. 76 et 78.

(79) CHARDEL, t. II, p. 85 et suiv.

(80) Rapport de la Com. int. aux Etats de 1786. (Arch. d'I.-et-V. C. 3858).

qui en montrent bien l'intérêt (81). Si les cotes ne sont pas, il s'en faut de beaucoup, proportionnelles aux revenus, du moins leur comparaison, dans une même localité, permet-elle de classer les situations sociales, de reconnaître l'importance relative de chacune des catégories de la population et le niveau social atteint dans les différentes professions. En l'absence de documents établis avec plus de rigueur, ces rôles nous apportent des éléments d'une grande valeur pour le calcul du chiffre de la population, dans le cas, surtout, où les indigents non imposés sont inscrits à la suite des contribuables. Le classement habituel, par rue, aide enfin à se représenter la physiologie des villes. Somme toute, les rôles de la capitation ne doivent pas être négligés dans les études d'histoire économique et sociale. La principale réserve à faire à leur sujet, en Bretagne, c'est que l'inégalité du taux de l'impôt suivant les évêchés et les localités ne permet qu'avec de grandes précautions le rapprochement des données recueillies en des lieux différents.

LES 4 SOUS POUR LIVRE DE LA CAPITATION

Cet impôt additionnel fut substitué, par l'arrêt du conseil du 18 décembre 1747, à un impôt analogue de 2 s. p. l. institué par une déclaration du 2 mars 1705, mais qui n'avait pas été levé en Bretagne. Il y constituait donc une nouveauté. Il était établi pour une période de dix ans; mais il fut, dès lors, régulièrement renouvelé tous les dix ans. Nous avons dit comment les Etats s'en rachetèrent, au début de chaque période, au prix de quatre millions qu'il leur fallut naturellement emprunter chaque fois. Mais le roi leur abandonnait 300.000 l. sur le prix de l'abonnement de la capitation pour aider au remboursement de leur emprunt. Quant au paiement des intérêts, les Etats y pourvurent par le rétablissement de droits sur les boissons attachés à des offices rachetés par eux antérieurement (82).

(81) M. H. Sée a utilisé ceux de Rennes, de Vitré, de Saint-Malo et de Morlaix; M. Le Lay, ceux de Pontivy; M. Trévédy, ceux de Quimper; M. Gaëtan de Wismes, ceux de Chateaubriant et d'Ancenis; M. E. Martin, ceux de Vannes. Voir BIBLIOGRAPHIE; en particulier H. SÉE, *La Population et la Vie économique de Rennes vers le milieu du XVIII^e s. d'après les Rôles de la Capitation*. (Mém. de la Soc. d'Hist. et d'Arch. de Bret. 1923). Cette étude a été reproduite en abrégé dans la *Vie économique et les classes sociales en France au XVIII^e s.*, du même auteur (Paris, 1924).

(82) Cf. *supra*, p. 309.

Mais, ces droits n'ayant pas été levés à un taux suffisant, aucun des emprunts de rachat ne put être amorti en dix ans, si bien qu'il en résulta une dette de dix ans en dix ans plus forte, ce qui porta le pouvoir royal à exiger des Etats de 1778 qu'ils levassent, avec la capitation, le montant des intérêts du nouvel emprunt voté pour le rachat de l'impôt pendant la période décennale qui venait de s'ouvrir. L'assemblée y consentit de mauvaise grâce et, quatre ans plus tard, la situation de son budget étant devenue meilleure, elle se hâta de supprimer cette levée supplémentaire (83).

LES 21 DENIERS POUR LIVRE DE LA CAPITATION

En sus de la capitation des paroisses de campagne, étaient levées des taxations attachées à divers offices de finances rachetés par les Etats en 1711. De 27 d. p. l. avant 1740, elles furent à partir de cette année-là réduites à 21 d.

Les 6 d. supprimés représentaient les taxations qui avaient été attribuées aux receveurs des fouages ordinaires et au receveur général des finances de la province. Ni ce dernier, ni les autres, n'ayant à se mêler de la recette de la capitation sous le régime de l'abonnement, et les receveurs des fouages extraordinaires ainsi que le trésorier des Etats, qui prenaient leur place, ne touchant pas de taxations, la Commission intermédiaire décida, le 24 novembre 1739, sous réserve de la ratification des Etats, de renoncer à ces 6 d. qui avaient été levés, depuis 1734, en sus du prix de l'abonnement.

Les Etats de 1734 avaient demandé d'être autorisés à supprimer complètement la levée des 27 d. p. l., leurs fonds étant cette année-là suffisants pour l'équilibre de leur budget. Mais, fidèle à son principe de ne pas leur permettre de diminuer leurs ressources, le pouvoir royal s'y refusa malgré les instances répétées du tiers et, surtout, de la noblesse qui ne cherchait qu'un prétexte pour réduire les gratifications payées aux représentants et aux favoris du gouvernement (84).

(83) Cf. *supra*, pp. 398 et 401, et CHARDEL, t. II, p. 217 et suiv.

(84) Etats de 1734. Lettre de Baillon au cont. gén. sur cette affaire, 1^{er} déc. (Arch. Nat. H 274).

Le produit des 21 d. p. l. appartenait donc aux Etats. Il ne figurait pas dans les comptes de la capitation, mais dans ceux des fouages extraordinaires, et se trouvait compris, à l'état de fonds, dans le produit total des droits sur les fouages (85).

L'IMPÔT DU CASERNEMENT

Nous avons vu dans quelles conditions les Etats se chargèrent, en 1732, de la levée de l'impôt du casernement antérieurement perçu, depuis son établissement en 1693, par les soins de l'intendant (86). Non seulement on leur avait abandonné la perception de l'impôt, mais encore le maniement des sommes perçues, qui entrèrent dans la caisse de leur trésorier pour n'en sortir que sur les ordonnances de leurs commissaires. Désormais, toute l'administration du casernement, choix et loyer des logements des troupes, fourniture de la literie et de « l'ustensile », paiement des indemnités de logement aux officiers et des indemnités dues aux particuliers pour le logement des troupes cantonnées, loyer ou construction et installation des corps de garde, fourniture, enfin, des fourrages, appartient à la Commission intermédiaire. La province faisait les frais de tous les services ainsi placés sous la main des Etats, sauf récupération par ceux-ci des 5 s. par ration de fourrage que le roi conservait à sa charge. Les Etats étaient, en conséquence, exposés à devoir imposer en temps de guerre une somme considérable. Mais nous avons dit comment ils se refusèrent toujours à lever plus de 350.000 l. par an, somme à laquelle avait été fixée le chiffre de l'impôt de 1732. Quand la dépense n'atteignit pas ce chiffre, ils convertirent l'excédent en moins imposé l'année suivante; mais, quand elle le dépassa, ils s'obstinèrent à prendre le surplus sur les disponibilités de leurs fonds ou à y pourvoir par des emprunts qu'ils devaient amortir sur l'excédent des années de paix. Jusqu'en 1746, l'impôt ne fut, en moyenne, que de 275.000 l. environ (87). Depuis, il fallut toujours lever les 350.000 l. réglemenatives avec, en sus, le sol pour livre prévu pour les frais de régie; soit, en tout 367.500 l.

(85) Cf. *supra*, p. 529, et CHARDEL, t. II, p. 231 et suiv.

(86) Cf. *supra*, p. 284.

(87) Pendant les 14 années échues le 31 déc. 1746, il fut levé en tout 3.849.209 l. 15 s. 10 d. soit, en moyenne, par an, 274.943 l. 11 s. 1 d. (CHARDEL, t. I, p. 142).

Les sommes empruntées pour combler le déficit des années de guerre formèrent bientôt une telle dette que l'excédent des bonnes années ne put suffire à l'amortir (88). Nous avons vu comment, en 1772, les Etats se résignèrent à subir les nouvelles conditions imposées par Terray : lever régulièrement une somme forfaitaire de 550.000 l. par an, soit 577.500 l. avec le s. p. l. additionnel, le roi devant désormais prendre le déficit éventuel à sa charge (89).

L'impôt du casernement était levé au marc la livre de la capitation, mais sur les seuls contribuables roturiers. Encore y avait-il, parmi ceux-ci, dans les villes surtout, un nombre assez considérable d'exempts, en principe tous ceux qui étaient exempts du logement en nature.

Cependant la répartition générale par ville et paroisse était faite sans tenir compte des exempts, proportionnellement au contingent de la capitation pour chaque localité. Le montant des cotes des exempts produisait ainsi, dans la recette des rôles des villes un déficit notable auquel il était pourvu sur le produit du sol pour livre levé pour les frais de régie. Dans les paroisses rurales, ce déficit étant ordinairement insignifiant on le réimposait sur les assujettis. Les 4 d. p. l. respectivement attribués aux collecteurs et aux commissaires confecteurs des rôles, étaient également pris sur le montant des frais de régie et non levés en sus sur les contribuables, comme c'était le cas pour la capitation.

Il faut ajouter que la ville Saint-Malo, qui se gardait elle-même, était exempte du casernement en argent et en nature. De même les paroisses des Marches communes de Poitou et Bretagne et celles du diocèse de Nantes qui s'y trouvaient

(88) Jusqu'en 1772, les déficits accumulés des comptes du casernement formèrent un total de 7.171.709 l. 10 s. 8 d. auquel les Etats avaient ainsi pourvu :

Par emprunt, pour.....	4.567.246 l.
Par prélèvement sur les disponibilités des états de fonds, pour.....	2.500.949 l. 17 s. 1 d.
Par prélèvement sur les fonds des Etats, pour	13.514 l. 13 s. 7 d.

(89) Cf. *supra*, p. 378, et CHARDEL, t. I, p. 153.

Sur l'administration du casernement, les fonctions des correspondants de la Commission, le détail des frais au paiement desquels il doit être pourvu sur le produit de l'impôt, et les précautions prises par les Etats et la Commission pour prévenir les abus et, en particulier, l'exagération de ces frais, voir non seulement Chardel, t. I, p. 125 et suiv., mais : 1° l'Analyse des mémoires et les rapports réunis en 1779 (peut-être par Chardel) ; 2° l'Instruction pour les correspondants de la Com. int. approuvée par les Etats le 2 déc. 1778. (Arch. d'I.-et-V. C 4440).

enclavées (90). Les vices de la répartition de la capitation se trouvaient naturellement aggravés, non seulement dans la mesure où la taxe additionnelle du casernement augmentait l'impôt de base, mais encore par l'effet des exemptions dont jouissaient non seulement les nobles, mais aussi de nombreux bourgeois. Les Etats et la Commission intermédiaire se sont du moins montrés, en tout temps, attentifs à empêcher l'extension abusive des exemptions, aussi bien que l'augmentation de la dépense mise à la charge de la province.

En matière d'exemptions toutefois, ni la Commission, ni même les Etats ne pouvaient, en principe, statuer souverainement. La décision appartenait au roi et la Commission intermédiaire fut d'abord tenue de remettre au commandant en chef ou à l'intendant les requêtes qui lui parvenaient. L'arrêt du conseil du 11 janvier 1724, qui avait énuméré pour la Bretagne les différentes catégories d'exempts, continua d'ailleurs à faire loi sous le régime de l'abonnement (91). Mais la Commission fut bientôt autorisée à rendre des ordonnances qui s'exécutaient provisoirement, sauf appel au Conseil, comme c'était le cas dans les affaires relatives aux impositions abonnées.

IMPÔT DE LA MILICE

L'impôt pour la solde et l'entretien de la milice apparaît en 1726, institué par l'ordonnance même qui organisait la levée de celle-ci (25 février 1726). Son produit devait suffire au paiement de la solde des sous-officiers et soldats (sergents 2 s., soldat 1 s.), et aux frais de leur grand habillement (45 l. par homme). On levait, en outre, pour les invalides, 6 d. p. l. qui furent réduits à 4 à partir de 1757. Les paroisses devaient, enfin, fournir le petit équipement de leurs miliciens et payer 8 l. par homme, dont 5 l. destinées à couvrir les frais du com-

(90) CHARDEL, t. II, p. 197.

(91) CHARDEL, t. I, p. 193 et suiv.

(92) Chardel rapporte les principales décisions des Etats et de la Commission intermédiaire en matière d'exemptions. Par leurs délibérations des 16 nov. 1734, 25 oct. 1740 et 17 oct. 1742, les Etats invitèrent avec insistance la Commission int. à s'opposer à toute nouvelle demande à ce sujet. Les nombreux cas portés devant le contrôleur général, de 1732 à 1736, après avis défavorable de la Commission, témoignent nettement des dispositions de celle-ci. (Arch. Nat. G⁷ 206-212 et H 552, 582 et 596. Voir aussi les rapports de la Com. int. aux Etats de 1756, 1758, 1760 et 1778, Arch. d'I.-et-V. C 3847, 3848, 3850 et 3855).

missaire préposé au tirage au sort, et 3 l. à verser à la masse. Les ecclésiastiques et les gentilshommes étaient seuls exempts de l'impôt et de ses accessoires.

De 1726 à 1734 inclusivement, la levée de l'impôt de la milice fut faite par l'intendant sous la forme d'une taxe additionnelle à la capitation roturière. En 1734, les Etats en obtinrent l'abonnement et continuèrent à en faire la levée avec celle de la capitation. Mais cet abonnement était conclu dans des conditions fort différentes de celles des abonnements de la capitation et du casernement. Malgré toutes leurs instances, les Etats n'obtinrent jamais le maniement des fonds des milices, ni même la fixation préalable, au moment de leur session, de la somme qu'ils devaient s'engager à lever. Celle-ci était établie chaque année par un arrêt du conseil que l'intendant communiquait à la Commission intermédiaire. On y ajoutait 1 s. p. l. pour couvrir les frais de régie et de recouvrement et, à partir de 1757, 3.000 l. pour les frais de comptes et autres frais extraordinaires. L'intendant faisait connaître, d'autre part, le montant des frais de tirage et de petit équipement à répartir entre les villes et paroisses au prorata du nombre de leurs miliciens.

Le montant de l'impôt pouvait donc varier d'une année à l'autre, suivant que les milices étaient assemblées plus ou moins longtemps, suivant aussi les changements survenus dans le chiffre des effectifs par suite des réformes que l'institution subit à plusieurs reprises. La différence était sensible, surtout, entre les années de paix et les années de guerre.

De 1726 à 1734, pendant la régie de l'intendant, la somme levée varia de 96.315 l., pour chacune des années 1728 et 1729, à 162.385 l. 5 s. pour 1734. De 1730 à 1733, elle fut assez régulièrement d'environ 127.000 l. par an. En 1735 et 1736, elle s'éleva annuellement à 191.050 l. Pendant la période de paix qui suivit et jusqu'en 1743 inclusivement, elle tomba à 164.565 l. 4 s.

A partir de 1744, le chiffre s'en accrut et demeura variable pendant la durée de la guerre, atteignant son maximum, 247.203 l. 8 s. 4 d., en 1745 et en 1746. En 1749, il s'abaisse à 168.266 l. 3 s. 1 d. et, de 1750 à 1755, à 65.794 l. 17 s. 8 d. Il remonte à 101.235 l. 15 s. 11 d. en 1756, puis à 416.000 l. 5 s. 8 d. de 1757 à 1762. En 1763, il tombe à 303.000 l. puis à 203.000 l. de 1763 à 1778. De 1779 à 1783, il s'élève de nouveau à 416.006 l. 5 s. 8 d. pour revenir, en 1784, à 203.000 l.

Ces sommes ne comprennent pas les frais de tirage et de petit équipement, imposés à part, et dont le montant fut beaucoup plus variable (minimum 11.649 l. en 1776, maximum 142.610 l. en 1757). Il n'y avait d'ailleurs pas lieu d'imposer ces frais chaque année; de 1742 à 1781, soit en 40 ans, on ne les leva que 14 fois, ordinairement pendant les années de guerre, les plus fortes levées se rencontrant au début des périodes d'hostilité (1743 et 1744, 1757, 1779).

Les chiffres que nous avons cités montrent que, pour l'imposition principale, on a régulièrement appliqué, depuis 1757, un taux de temps de guerre, 416.006 l., et un taux de temps de paix, 203.000 l. (303.000 l. en 1763). Auparavant même, l'imposition fut maintenue plus d'une fois au même chiffre pendant plusieurs années consécutives. Les États pouvaient donc connaître ordinairement à l'avance l'impôt que la Commission aurait à faire percevoir. Mais nous avons vu comment ils protestèrent dès que s'accroissaient les exigences du pouvoir royal et combien, surtout, il leur répugnait de laisser à celui-ci la latitude d'imposer à la Commission l'obligation d'une levée dont ils ne connaissaient pas le chiffre à l'avance. C'est à la vivacité de leur résistance et de celle de la Commission elle-même, en 1757 et 1758, puis en 1763 et 1764, qu'ils durent, sans aucun doute, la réduction du montant de l'impôt et sa stabilisation. Si les contrôleurs généraux se refusèrent toujours à admettre que les États limitassent eux-mêmes la somme qu'ils autorisaient la Commission à imposer dans la seconde année de l'intermédiaire, ce n'était plus là qu'une chicane de pure forme (93).

La répartition de l'impôt se faisait au prorata de celle de la capitation roturière et, ne souffrant pas les difficultés que pouvait soulever, pour celle du casernement, la question des exemptions, elle ne comporte aucune observation particulière. On peut seulement remarquer que l'exemption dont jouissait la noblesse constituait pour celle-ci un privilège important.

Notons aussi que c'est en vain que la ville de Saint-Malo demanda à être exempte de l'impôt de la milice comme elle l'était de celui du casernement, sous prétexte qu'elle se gardait elle-même (94). Même les paroisses sujettes au service de

(93) Cf. *supra*, p. 340, 352 et 358, et CHARDEL, t. II, p. 258-261.

(94) La ville de Saint-Malo fut déboutée de sa demande par un arrêt du conseil du 8 mai 1737, sur avis conforme de la Commission intermédiaire. (CHARDEL, t. II, p. 265).

la garde-côtes, et qui payaient seules l'impôt spécial pour la solde de cette dernière milice, n'étaient pas exemptes de l'impôt pour la milice de terre. Elles n'étaient dispensées que de fournir les miliciens (95).

IMPÔT POUR LA GARDE-CÔTES

A partir de 1744, le pouvoir royal mit à la charge de la province, à la fourniture de l'armement près, toutes les dépenses relatives à la garde-côtes : solde de la milice spéciale à ce service, frais de construction et d'entretien des corps de garde et des magasins, etc... (96).

Les Etats consentirent ainsi, en 1744, à l'imposition de 150.000 l. sur les contribuables roturiers, à répartir entre les années de 1745 et 1746, pour la construction de corps de garde le long des côtes. Pour le même objet, ils prirent sur leurs fonds 2.000 l. en 1746 et 11.418 l. en 1748. Pour les dépenses générales de la milice garde-côtes, ils prirent encore, sur leurs fonds, de 1744 à 1748, une somme totale de 445.046 l. 3 s. 4 d.

C'est en 1757 seulement, à la suite d'une nouvelle organisation de la garde-côtes, que commença la levée régulière d'un impôt pour la solde d'entretien de la milice affectée à cette garde. Cette année là, nous l'avons vu, non seulement les Etats protestèrent contre le principe du nouvel impôt, mais encore refusèrent de se charger de sa levée. Ils firent d'ailleurs, non sans difficulté, un fonds de 200.000 l. pour l'armement des milices et le transport de cet armement. La levée de l'impôt fut faite par l'intendant en 1757 et 1758, au chiffre annuel de 61.500 l., dont 1.500 l. pour frais de régie (97). En 1758, après

(95) Il fut demandé aux Etats, le 14 déc. 1778, soit de répartir l'impôt de la garde-côtes sur toutes les paroisses de la province, soit d'exempter les paroisses sujettes à la garde-côtes de l'impôt de la milice de terre. La commission des impositions objecta que de pareils changements pourraient servir un jour de prétexte au pouvoir royal pour augmenter le taux de l'une ou de l'autre imposition et les Etats maintinrent l'état de choses existant. Necker fit, à son tour, poser la question à la Commission intermédiaire, qui répondit que les Etats l'avaient antérieurement réglée conformément aux termes des demandes du roi et des arrêts du conseil rendus en conséquence. (Rapport de la Com. int. aux Etats de 1780. Arch. d'I.-et-V. C 3856 et CHARDEL, t. II, p. 299 et 302).

(96) Sur l'organisation de la garde-côtes en Bretagne, cf. Ch. DURAND, *Les Milices garde-côtes en Bretagne au XVIII^e s.* Excellente description, claire et précise, des régimes successifs de l'institution.

(97) CHARDEL, t. II, p. 288 et 305. Cf. les Etats de fonds.

une longue résistance de la noblesse, les Etats finirent, le dernier jour de la tenue, par consentir à la faire eux-mêmes sur le même pied (98). Ils n'en continuèrent pas moins à protester contre une charge contraire aux anciens privilèges de la province.

L'impôt, fixé conformément aux ordonnances du 25 février 1756 et du 27 août 1759, fut, à partir de 1759, de 65.015 l. 7 s. 6 d. par an. Il fut réduit à 64.000 l. après la réorganisation de la garde-côtes par l'ordonnance du 13 décembre 1778. Les Etats, malgré leurs instances, n'obtinrent jamais d'avoir le maniement de cette somme (99). Mais elle ne sortait pas de la caisse de leur trésorier, qui faisait la dépense sur les ordonnances de l'intendant. En temps de paix, les milices n'étant pas assemblées, la majeure partie du produit de l'impôt restait sans emploi; d'où des excédents considérables grâce auxquels les Etats purent obtenir de ne rien lever en 1769 et 1770 et, à partir de 1772, d'épuiser progressivement leurs excédents en réduisant d'autant le chiffre de l'imposition. Ils furent même autorisés à ne faire aucune levée en 1777 et 1778 ainsi qu'en 1785 et 1786. (100).

La charge de la garde-côtes, service et impôt, retombait toute entière sur un nombre assez restreint de villes et de paroisses, voisines du littoral. Ces localités, nous l'avons dit, étaient exemptes du tirage au sort, mais non de l'impôt pour la milice provinciale. L'injustice fondamentale de cette charge s'ajoutait donc à celle qui résultait de l'exemption réservée aux seuls nobles et ecclésiastiques et des autres vices de la répartition. Celle-ci se faisait, dans les villes et les paroisses intéressées, au marc la livre de la capitation roturière.

(98) Cf. *supra*, p. 337, et correspondance relative aux Etats de 1756-57 (24 et 30 janvier, et 9, 11 et 13 février, Arch. Nat. H 336).

(99) On n'avait alors à pourvoir qu'au paiement de la solde des officiers, à la location des magasins et à quelques frais de bureaux, soit à une dépense de moins de 40.000 l. (Comptes de la garde-côtes, Arch. d'I.-et-V. C 3992-94).

(100) Comptes de la garde-côtes ; débats aux Etats de 1772-1773. (Correspondance, 29 déc. et 6 janvier, Arch. Nat. H 384, CHARDEL, t. II, p. 288-297).

CHAPITRE II

Les Impôts abonnés : assiette et répartition (*suite*)

Le Dixième et les Vingtièmes

Montant des abonnements. — Caractère des impôts du dixième et des vingtièmes. — Le dixième de 1710. — Le dixième de 1733, sa répartition. — Le dixième de 1741 et les 2 sous pour livre (1746). — Le premier vingtième. La régie royale (1750-1756), ses difficultés ; les vérifications ; les résultats obtenus. — Le second vingtième et le retour au régime de l'abonnement. L'abandon des méthodes de la régie. Les méthodes de la Commission intermédiaire ; leur vices et leurs résultats.

Les Etats avaient refusé d'abonner le premier dixième établi par la déclaration du 14 octobre 1710 et qui fut levé jusqu'à la fin de l'année 1717. L'intendant eut la charge de cette levée dont le produit varia de 1.287.170 l. à 1.475.117 l. (1).

Le cinquantième établi en 1725 fut racheté par les Etats moyennant 220.000 l. pour les années 1725 et 1726., et 200.000 l. pour l'année 1727. Il ne fut donc pas levé en Bretagne (2).

(1) Cf. *supra*, pp. 244 et 250. D'après une note envoyée par le maréchal d'Estrées au cont. gén. au moment de l'établissement du dixième de 1734 (14 sept.), le trésor royal reçut effectivement :

1.608.963 l. 4 s. 3 d. pour les 3 derniers mois de 1710 et l'année 1711.

2.950.235 l. 9 s. pour les deux années 1712 et 1713, moyenne annuelle, 1.475.117 l.

2.770.240 l. 3 s. 7 d. pour les deux années 1714 et 1715, moyenne annuelle, 1.385.120 l.

2.697.532 l. pour les deux années 1716 et 1717, moyenne annuelle, 1.348.766 l.

Le montant des rôles du 10^e des biens-fonds, arrêtés par l'intendant Ferrand, s'éleva, à partir de 1714, à 1.150.000 l. par an environ, à quoi s'ajoutaient 20.000 l. pour les taxations dues aux officiers des fougages et près de 100.000 l. de taxations pénales pour défaut de déclarations (Arch. Nat. H 21, et Arch. d'I.-et-V. C 2811).

(2) Cf. *supra*, p. 270 et suiv.

Mais, quand le dixième eut été rétabli par la déclaration du 17 novembre 1733, les Etats, nous l'avons vu, l'abonnèrent et, désormais, cet impôt, ainsi que le 2 s. p. l. qui s'y ajoutèrent en 1746, puis les vingtièmes (sauf de 1749 à 1756) et les 4 s. p. l. des vingtièmes furent toujours levés par leur Commission intermédiaire aux mêmes conditions générales que la capitation.

En 1734, l'abonnement du dixième fut conclu au prix de 1.500.000 l. par an ; les Etats étaient, en outre, autorisés à percevoir 100.000 l. pour les frais de régie. Pour l'année en cours, on les dispensa de lever effectivement l'impôt et ils se procurèrent par emprunt le prix de l'abonnement.

Supprimé à la fin de 1736, le premier dixième abonné ne fut donc levé que pendant deux ans. L'impôt ayant été rétabli par la délibération du 29 août 1741, les Etats, réunis en assemblée extraordinaire, l'abonnèrent de nouveau, le 1^{er} janvier 1742, au prix, cette fois, de 1.800.000 l. avec l'obligation de lever les 450.000 l. dues pour le dernier trimestre de 1741. On prévoyait toujours 100.000 l. en sus pour les frais de régie. Les Etats de 1746 abonnèrent, sans trop de difficultés, pour 180.000 l. les 2 s. p. l. du dixième établis par un édit de décembre de la même année, pour être levés pendant dix ans à partir du 1^{er} janvier 1747. Cette levée devait être prorogée de dix ans en dix ans, jusqu'au moment où un édit de novembre 1771 la remplaça par celle des 4 s. p. l. des vingtièmes pour une durée indéterminée. En fait, depuis l'abonnement des vingtièmes en 1756, le prix de l'abonnement des 2 s. p. l. du dixième était calculé en fonction du prix de celui des vingtièmes. Il s'éleva ainsi, à partir de cette année là, à 240.000 l. On levait 20.000 l. en sus pour les frais de régie.

On sait que Machault refusa aux Etats l'abonnement du premier vingtième qui, à partir du 1^{er} janvier 1750, fut substitué au dixième. Jusqu'à la fin de l'année 1756, cet impôt fut levé par les soins de l'intendant. Le montant des rôles fut, en tout, pour ces sept années, de 11.738.752 l. 2 s. d. ; mais le produit net de l'impôt, après déduction des frais de régie et de recouvrement et de plus de 864.000 l. de décharges et non valeurs, n'atteignit que 9.752.131 l. 11 s. 7 d. soit, en moyenne, moins de 1.400.000 l. par an.

Lorsque l'on consentit, en 1756, à l'abonner aux Etats en même temps que le second vingtième établi cette année-là, on se contenta toutefois de 1.200.000 l. pour chacun ; encore

leur accorda-t-on, par surcroît, l'abonnement rétroactif du premier vingtième sur le même pied, pour les sept années de la régie, à charge pour eux de recouvrer les « restaux », opération qui leur laissa un bénéfice de 1.500.000 l. environ (3).

Le prix de l'abonnement des vingtièmes ne fut augmenté que deux fois : Par Terray qui, en 1772, le fit porter à 1.330.000 l. pour chaque vingtième (les 4 s. p. l. formèrent dès lors un chiffre de 266.000 l.), puis par Necker qui obtint des Etats de 1780 1.395.000 l. pour chaque vingtième et 279.000 l. pour les 4 s. p. l. Les Etats de 1782 abonnèrent pour 886.666 l. 13 s. 4 d. le troisième vingtième institué par l'édit de juillet de la même année; mais, tant que la levée en fut continuée, c'est-à-dire jusqu'à la fin de 1786, les deux premiers vingtièmes et leurs 4 s. p. l. furent levés sur le pied de 1.330.000 l. seulement.

Un troisième vingtième avait déjà été établi en 1759 pour être levé du 1^{er} octobre de cette année-là jusqu'à la fin de la guerre. Les Etats l'avaient abonné, avec ses 2 s. p. l., à raison de 935.000 l. par an; mais ils furent autorisés à se procurer cette somme par emprunt, si bien que l'impôt ne fut pas levé en Bretagne.

Il est à remarquer que, les Etats de 1766 n'ayant voté l'abonnement du second vingtième que pour un an, puisqu'on ne pouvait alors connaître l'édit de juin 1767 qui le prorogeait pour une nouvelle période, on ne leva, en 1768, que le premier vingtième. Le pouvoir royal n'osa pas, en raison des circonstances, se risquer à faire percevoir l'autre par l'intendant; mais, ne voulant pas dispenser formellement la province d'un impôt levé dans tout le reste du royaume, on le fit abonner par les Etats de 1768 pour être levé en 1769 et, dès lors, le second vingtième se trouva perçu en Bretagne avec un an de retard. En fait, les choses se passèrent comme si l'on n'y avait jamais levé l'impôt de 1768.

En sus du prix de l'abonnement, les Etats levaient 120.000 l., puis, à partir de 1773, 129.534 l. par an pour subvenir aux frais de régie et de recouvrement ainsi qu'aux décharges et non-

(3) Comptes du vingtième abonné de 1750 à 1756. (Arch. d'I.-et-V. C 3460). De ces 1.500.000 l., 900.000 l. servirent à payer une partie de l'abonnement de 1758, allégeant d'autant la charge des contribuables, et 600.000 furent employées, en 1760, au rachat du troisième vingtième. (Rapport de la Com. int. aux Etats de 1758, *ibid.* C 3848. Etats de 1760, Instructions, Pr.-v. du 18 oct. et correspondance 1^{er}-22 oct. Arch. Nat. H 345 et 347).

valeurs. La charge annuelle totale des vingtièmes et sols p. l. accessoires s'est ainsi élevée pour la province, suivant les époques, à 2.760.000 l. (1775-1772), 3.055.000 l. (1772-1781), 3.203.000 l. (1782 et 1787-1788), et 3.922.000 l. (1783-1786), sauf les réductions résultant des décharges et non-valeurs.

*
* *

Dixième et vingtièmes étaient, en principe, des impôts sur le revenu du type cédulaire. Ils atteignaient séparément : 1° les revenus des biens fonds (revenus des propriétés bâties et non bâties, droits seigneuriaux, rentes foncières) ; 2° les revenus mobiliers (rentes sur les particuliers et rentes sur l'Etat, le clergé, les villes, les pays d'Etats, etc...), y compris ceux des « villes, bourgs, villages, hameaux et communautés » (octrois et deniers patrimoniaux de toute sorte) ; 3° les revenus industriels et commerciaux ; 4° les revenus des charges et offices, gages, pensions, gratifications, etc... C'étaient donc, comme la capitation, des impôts de quotité et le produit aurait dû s'en accroître automatiquement avec l'accroissement de la richesse publique. Mais, en fait, il demeura à peu près fixe pendant de longues suites d'années, dans les pays de généralité aussi bien que dans les pays d'Etats où il était limité au prix de l'abonnement. Les augmentations de celui-ci, que nous avons signalées en Bretagne sous l'administration de Terray et de Necker, correspondirent aux seules augmentations sensibles obtenues dans le reste du royaume.

Le dixième et les vingtièmes des rentes sur le clergé, les villes, les provinces ou l'Etat, et ceux des offices et droits sont d'ailleurs les seuls qui aient été perçus avec quelque rigueur, parce qu'ils l'étaient par retenue sur des sommes sortant de caisses publiques. Quand le dixième fut supprimé en 1717, on continua du reste à le retenir « sur toutes les parties payées « des deniers [du roi] » : c'était une ressource trop commode. Puis, quand le vingtième prit la place du dixième, on maintint cette retenue au taux antérieur, ce qui empêcha de l'augmenter quand on établit un second vingtième. L'impôt sur les revenus mobiliers autres que les rentes sur les établissements publics devant être également retenu par les débiteurs, à charge pour eux de comprendre lesdits revenus dans leurs déclarations, était aisément éludé et l'on n'en a jamais connu le produit.

Le dixième et les vingtièmes d'industrie, établis arbitrairement sans déclarations des contribuables, par des procédés différents suivant les époques et les localités, ne formèrent jamais qu'une somme assez faible, moins de 1.100.000 l. pour les deux vingtièmes, contre plus de 55.000.000 l. produits par ceux des biens-fonds. En 1757, on supprima toutes les cotes inférieures à 3 l. ; en 1777, l'imposition fut limitée aux villes.

Le dixième et les vingtièmes des biens-fonds furent donc, à la fois, les plus importants par leur produit et ceux dont la répartition souleva les plus nombreuses difficultés et les plus intéressants problèmes. Les contribuables étaient tenus de fournir une première fois, après l'institution de l'impôt, des déclarations générales qui servaient de base au travail des répartiteurs. Mais les déclarations ne devaient être pour ceux-ci qu'un premier élément d'appréciation dont il leur appartenait de contrôler et d'apprécier la valeur ; elles n'étaient pas renouvelables annuellement et devaient être seulement réformées, le cas échéant, par la déclaration des mutations survenues. L'effort des ministres désireux d'améliorer le rendement de l'impôt et de rendre sa répartition plus équitable tendit à obtenir des déclarations de tous les contribuables, et à en organiser la vérification (4).

*
**

On sait fort peu de choses du dixième levé en Bretagne, par l'intendant, de 1710 à 1717. Si l'on connaît le montant total des rôles qu'il fit arrêter, l'on ignore à combien, au juste, s'élevèrent les recouvrements. Les rôles sont d'ailleurs perdus. Perdues également les déclarations qui furent obtenues ; nous n'en avons trouvé d'autre trace que la mention qui en est faite dans un « Inventaire des anciens rôles et papiers concernant « la levée du dixième de 1710-1717 et de l'année 1734 », établi en 1741 par la Commission intermédiaire à laquelle ces documents avaient été remis, en 1735, pour l'établissement du dixième abonné (5). On y signale, pour tous les évêchés, plusieurs paquets d'anciennes (1710-1711) et de nouvelles (1734) déclarations. Il n'est pas douteux qu'un grand nombre de contribuables, surtout dans la noblesse, s'étaient dispensés de

(4) MARION, *Les impôts directs*, Introduction, III, et Textes, III.

(5) Arch. d'I.-et-V. C 4442. Sur la levée du dixième de 1710 à 1717, voir QUESSETTE, *op. cit.* 2^e partie, chap. VI.

rien déclarer et que les déclarations remises furent souvent incomplètes ou même informes. L'intendant, enfin, n'avait pas de personnel suffisant pour toutes les vérifications nécessaires. La répartition fut faite, un peu comme celle de la capitation, au jugé. Toutefois, on constate de notables différences dans la méthode suivie et l'on peut en présumer dans les résultats de l'opération.

Il n'y eut pas de répartition sur place d'un certain contingent d'impôt d'après les facultés globales présumées des redevables. Les rôles furent dressés dans les bureaux de l'intendant, et les autorités locales, maires, syndics et échevins des villes et trésoriers des paroisses, assistés de six notables, n'eurent à fournir à l'intendant que les bases de la répartition : déclarations reçues des propriétaires, tant nobles que roturiers, avec l'état de ceux qui n'en avaient pas remis et la liste de leurs revenus.

L'impôt eut donc une base réelle. La question serait de savoir dans quelle mesure les vérifications qui purent être opérées corrigèrent l'insuffisance et l'inexactitude des déclarations. Il est impossible d'y répondre, et l'absence de toute discrimination entre les parts respectives de la noblesse, des villes et des paroisses rurales dans les totaux que nous possédons ne nous permet même pas de reconnaître de combien celle de la noblesse excéda sa part de capitation. Il ne fut pas établi, en effet, de rôles séparés pour la noblesse et le tiers-état. Mais on peut supposer que, déjà, comme plus tard pour les dixièmes de 1733 et 1741 et pour les vingtièmes, la première paya le dixième dans une proportion beaucoup plus forte que la capitation.

*
* *

En 1734, bien qu'Orry fût décidé à abonner l'impôt aux Etats, il en fit préparer la levée par l'intendant. Ce fut là, surtout, une manœuvre pour décider les Etats à accepter plus aisément ses conditions, mais aussi une précaution pour le cas où ils se montreraient récalcitrants (6).

Non seulement de nombreuses déclarations furent reçues, mais la vérification en fut immédiatement commencée. Ce ne

(6) Correspondance de l'évêque de Rennes avec le cont. gén., mai et juin 1734. (Arch. Nat. H 273).

fut toutefois qu'une ébauche très imparfaite du travail nécessaire (7). L'impôt ne fut pas levé cette année-là et c'est à la Commission intermédiaire des Etats qu'allait incomber le soin, l'année suivante, d'en organiser la répartition.

L'abonnement comprenait le dixième de tous les revenus dont la source était située dans la province, le roi conservant le bénéfice du dixième des « parties employées » sur ses propres états, c'est-à-dire du dixième retenu sur les diverses sommes, rentes, gages, pensions, etc., payées par lui-même.

On demanda d'abord au dixième des biens fonds de fournir la totalité du prix de l'abonnement avec les 100.000 l. prévues pour les frais. Les Etats exemptèrent, cette fois, de l'impôt les rentes sur la province et décidèrent de ne pas lever le dixième d'industrie (8). Le dixième des octrois des villes, des traitements des employés des fermes de la province, des indemnités de logement comprises dans les comptes du casernement et des gages, pensions ou gratifications payés sur le budget des Etats, ainsi que le produit des abonnements particuliers du pays des Marches communes (5.000 l.) et des princes du sang (6.000 l.), ne fut considéré que comme un accessoire destiné à pourvoir aux non-valeurs et aux frais imprévus. Il représentait près de 90.000 l. On put, sur cette somme, payer les taxations de 4 d. p. l. dues aux collecteurs des paroisses et aux receveurs des villes (9).

Les Etats commencèrent par procéder eux-mêmes à la répartition, entre les évêchés, des 1.600.000 l. à lever sur les biens-fonds. Cette répartition fut faite, non seulement sans attendre

(7) Nous avons des « Etats du travail » des contrôleurs du dixième dans différents diocèses ou subdélégations ; la plupart sont datés d'octobre 1734. Tous sont très sommaires ; quelques-uns sont de simples brouillons. Ils permettent de se rendre compte que les déclarations fournies furent le plus souvent incomplètes et, parfois, « notoirement fausses ». D'après les cas relevés par un des contrôleurs de l'évêché de Rennes, de nombreuses déclarations de gentilshommes ne vont pas au tiers et quelquefois au dixième du revenu qu'on peut leur attribuer. (Arch. d'I.-et-V. C 2157).

(8) Délibération des Etats du 31 oct. et du 1^{er} avril 1734.

(9) Pour 1735, le « montant au vrai » des rôles s'élève à 1.391.475 l. 3 s. 3 d. pour les paroisses et la noblesse, et à 206.805 l. 10 s. 5 d. pour les villes, ce qui formait au total de 1.598.371 l. 2 s. 8 d. A quoi s'ajoutaient : pour le dixième des deniers patrimoniaux et d'octroi des villes, 22.722 l. 15 s. ; pour celui des parties employées à l'état de fonds, 29.522 l. ; pour celui du logement des officiers, 1110 l. ; pour celui des employés des fermes du roi, 16.025 l. Le total général de la levée s'élevait ainsi à 1.667.750 l. 17 s. 8 d. Les 5000 l. provenant de l'abonnement des Marches communes et les 6.000 l. provenant de l'abonnement des princes du sang avaient été comprises dans le total des paroisses.

le résultat d'aucune enquête sur le nombre des contribuables et la valeur de la matière imposable, mais même sans aucune référence à la répartition du premier dixième. Le contingent de chaque diocèse fut calculé au prorata du total de ses autres impositions directes, fouages et capitation (10). On paraissait estimer qu'entre les facultés contributives des différents diocèses, telles que la somme de leurs anciens impôts permettait de les évaluer, et la valeur de leurs biens-fonds il existait un rapport uniforme; c'était une opinion défendable, du moins pour des circonscriptions assez vastes, à une époque où la fortune foncière était considérée comme l'élément essentiel de la richesse générale. Cette répartition ne donna d'ailleurs lieu qu'à une réclamation : ce fut de la part du diocèse de Tréguier, auquel on donna satisfaction après le rétablissement du dixième en 1741 (11).

Mais on ne poussa pas plus loin l'application de cette méthode. Les commissions diocésaines, auxquelles fut laissé le soin de la répartition entre les différentes villes et paroisses de leur évêché, attendirent pour y procéder d'avoir réuni les renseignements à recueillir sur place.

Elles opérèrent, somme toute, au moins dans la forme comme l'intendant l'avait fait pour le premier dixième, et elles devaient, comme lui, continuer à arrêter chaque année les rôles locaux, la tâche des répartiteurs se bornant à informer les commissaires des changements survenus dans la liste des contribuables et dans la consistance ou la valeur des biens de leur localité.

Le contingent de chaque localité fut ainsi fixé d'après l'évaluation des divers revenus assis sur des biens-fonds, sans que l'on prit en considération ce qu'elle pouvait payer de fouages ou de capitation, et l'impôt conserva en quelque mesure le caractère que lui donnait la déclaration du roi. On n'admettait, d'ailleurs, de réclamations de la part des contribuables qu'à charge par eux de prouver qu'ils étaient imposés au-delà du dixième du revenu net de leurs biens.

(10) Le tableau de répartition des deux catégories d'impôts, par diocèse (Assises des Etats, Arch. d'I.-et-V. C 2811), donne les mêmes pourcentages, exactement :

Rennes,	13,33 %	Quimper,	12,49 %	Saint-Brienc,	9,52 %
Nantes,	18,45 %	Léon,	7,24 %	Saint-Malo	12,63 %
Vannes,	14,56 %	Tréguier,	9,16 %	Dol,	2,57 %

(11) Cf. *infra*, p. 580.

Reste à savoir ce que valurent les estimations sur lesquelles se basèrent les commissions diocésaines. Une différence capitale entre les opérations de celles-ci et celles de l'intendant, c'est qu'on n'exigea plus de déclarations. La circulaire envoyée par la Commission intermédiaire aux notables de la noblesse fait admirablement comprendre dans quel esprit l'opération fut conduite. Quant au moyen d'asseoir l'impôt, dit-on, « nous
« n'en avons pas trouvé de plus à propos, que de consulter,
« dans les différents cantons, et même dans chaque paroisse,
« des personnes qui joignent à une probité reconnue, une
« connaissance exacte des biens renfermés dans les lieux sur
« lesquels elles seraient consultées, et de leur demander un état
« certain des facultés de chacun des contribuables. Par là, nous
« évitons l'éclat des déclarations parce que tous les mémoires
« qui nous seront envoyés demeureront secrets et seront entièrement supprimés lorsque l'imposition sera faite. Ainsi nul
« danger que cette opération puisse conduire à une trop grande
« connaissance des biens qui pourrait alarmer les familles et
« la province ».

Suivent des détails sur les modalités de l'impôt, les biens qui y sont sujets et les trois catégories de contribuables à distinguer. Puis on répond aux scrupules de ceux qui craindraient de passer pour délateurs :

« Si quelqu'un veut contester la taxe à laquelle il aura été
« imposé, n'appréhendez pas que vous puissiez être commis
« dans aucun cas. C'est à la Commission que les plaignants
« s'adresseront et les plaintes ne pourront avoir lieu que dans
« le cas où ils prouveront avoir été imposés au delà du dixième
« réel de leurs revenus; nous ne croyons pas que le cas puisse
« arriver et, le supposant possible, vous ne pourriez jamais être
« inquiété puisque nous vous promettons que vos mémoires
« demeureront secrets.... Notre confiance en vous, Monsieur,
« est entière. Tout sera facile avec le concours de la noblesse
« et il est bien digne d'elle de conserver la justice et la tranquillité dans la province en contribuant à parfaire l'égalité
« de cette imposition. Vous pouvez assembler chez vous, Monsieur, les recteurs et les notables des paroisses afin qu'ils
« vous aident à former les états que nous attendons de vos lumières et de votre zèle pour la Province... » (12).

On semblait donc vouloir attribuer à la noblesse un rôle prépondérant dans l'établissement de l'impôt. Bon moyen, évidemment, pour lui rendre celui-ci plus acceptable. Dans les campagnes, somme toute, la répartition devait se faire sous son autorité : or, c'est là qu'elle avait à peu près tous ses intérêts (13).

Comment se firent, en réalité, ce recensement et cette évaluation des biens des contribuables, et comment s'arrangea-t-on pour fonder sur leurs résultats une répartition équitable des contingents diocésains ? Nous sommes trop mal informés pour pouvoir nous en rendre bien compte.

Nous avons conservé les états fournis par les villes et paroisses de l'évêché de Rennes, ou, du moins, leur copie établie dans les bureaux de la Commission. Nobles, ecclésiastiques et roturiers y forment bien, suivant la règle fixée, trois listes distinctes. On ne porte à la suite du nom de chaque propriétaire, que l'évaluation sommaire du revenu de ses biens-fonds, après quoi l'on inscrit le dixième de celui-ci comme chiffre de l'impôt proposé. D'autre part, en marge, d'une autre écriture, figurent des corrections. Mais il ne s'agit pas de corrections particulières à chaque article. Pour une même paroisse et pour le même ordre, noblesse ou tiers-état, toutes sont faites au même taux, parfois en diminution, le plus souvent en augmentation.

Le cas le plus fréquent est celui du doublement des cotes de la noblesse et d'une augmentation de 50 % (tiercement) de celles du tiers-état. Mais il arriva que les unes et les autres fussent également « tiercées » ou doublées ; les diminutions ne vont jamais au-delà du tiers. La comparaison des rôles avec ces états montre que les cotes ainsi corrigées devinrent bien celles de l'impôt (14).

(13) Les notables ne s'acquittèrent d'ailleurs pas toujours avec empressement de la tâche qu'on leur confiait ainsi. Le 1^{er} avril 1735, la Commission intermédiaire, n'ayant rien reçu de ceux qui devaient lui fournir les états des paroisses de Vendel, Chienné (Saint-Georges de Chesné) et La Chapelle Saint-Aubert (toutes trois limitrophes, près de Fougères), invita les généraux de ces paroisses à nommer sur le champ, en leur place, des « personnes de probité et capables » pour faire la besogne dans le délai de huit jours. (Reg. de la Com. int. 1^{er} avril 1735, p. 172, *ibid.* C 380r).

(14) États des revenus des biens-fonds par paroisse (Arch. d'I.-et-V. C 4443 à 4447) et Tableau de répartition du dixième de 1735 et de 1736 (*Ibid.* C 4449 à 3396).

Comment expliquer une pareille pratique ? Nous n'avons à ce sujet d'autre éclaircissement que cette brève indication relevée dans une réponse de la Commission intermédiaire à la municipalité de Fougères, en 1744 : Les commissaires des Etats en 1735, dit la première, « confrontèrent » les données fournies par les notabilités locales « avec les anciens rôles du « dixième et les déclarations fournies au commencement de « l'année 1734 » (15). De cette comparaison on aurait donc déduit le coefficient de correction appliqué à certaines localités ; mais on ne saurait l'affirmer absolument. Quoi qu'il en soit, les chiffres de la capitation et des fouages ne paraissent avoir jamais servi de base aux rectifications que nous connaissons. Ces rectifications, en effet, ont souvent aggravé la discordance du chiffre du dixième avec eux (16).

Il ne fut jamais question, d'autre part, de réclamer de nouvelles déclarations ni d'opérer aucun contrôle des anciennes. Somme toute, le dixième fut réparti, en Bretagne, un peu comme la capitation, au jugé, sur des bases de valeur douteuse, par une administration préoccupée avant tout de recouvrer le prix de l'abonnement sans provoquer l'inquiétude et les résistances des gros propriétaires. La différence d'assiette entre le nouvel impôt et la capitation était telle, toutefois, qu'il fallut renoncer à maintenir, dans leur répartition entre villes et paroisses, la concordance approximative qu'il avait été possible de respecter, sans trop d'inconvénients, dans leur répartition entre les diocèses. C'est cette différence d'assiette, également, qui explique que la noblesse ait été imposée au dixième dans une proportion qui a pu être jusqu'à quatre fois plus élevée que celle dans laquelle elle payait la capitation. Nous

(15) 11 août 1744 (*Ibid.* Reg. de la Com. int. C 3806, et C 4442)

(16) On s'en rendra compte par les chiffres suivants qui concernent des paroisses de l'évêché de Rennes choisies au hasard. Dans cet évêché, les comparaisons entre le montant des deux impôts sont particulièrement probantes, puisque des rôles distincts nous permettent d'y connaître le chiffre du dixième pour les contribuables du tiers Etat.

<i>Paroisses</i>	<i>Dixième primitif</i>	<i>Dixième rectifié</i>	<i>Capitation</i>
Retiers	609 l. 2 s.	1.218 l. 4 s.	1784 l.
Pléchâtel	775 l. 4 s.	1.292 l.	1276 l.
Piré	2778 l.	2.089 l.	2764 l.
Brie	425 l. 14 s.	322 l. 9 s.	548 l.
Feins	317 l. 11 s.	211 l. 13 s.	406 l.
Fercé	818 l.	614 l.	508 l.
Tresboeuf,	677 l.	545 l.	1041 l.

(Tableaux de répartition de la capitation et du dixième, Arch. d'I.-et-V. C 3992 et 4449).

n'avons pu, sur ce point, faire de calculs pour l'ensemble de la province, car nobles et roturiers ne furent imposés au dixième sur des rôles distincts que dans les paroisses rurales des deux diocèses de Rennes et de Saint-Malo. Mais nous constatons que, dans le premier, la noblesse paya 48.544 l. de dixième contre 11.800 l. de capitation, soit plus de quatre fois plus pour un prix d'abonnement sensiblement moindre (17), et que, dans l'évêché de Saint-Malo, elle paya 50.000 l. de dixième contre 18.212 l. de capitation, soit encore une part trois fois plus forte du prix total de l'abonnement (3,125 % contre 1 % ; à Rennes, 3 % contre 0,62 %) (18). Pour les villes, nous constatons, au contraire, que le pourcentage de leur imposition, dans le total de la somme levée sur la province, s'abaisse de 19,67 pour la capitation à 14,87 pour le dixième. Ces chiffres suffisent à faire comprendre l'aversion de la noblesse pour le dixième et la nécessité, pour les Etats, de prévenir son opposition par des méthodes de répartition aussi rassurantes que possible. Il importe d'ajouter que l'examen de nombreux baux à ferme montre que l'impôt fut ordinairement mis par les propriétaires à la charge des fermiers.

La répartition faite en 1735 n'était pas nécessairement immuable. La Commission intermédiaire pouvait toujours proposer aux Etats une modification de la répartition entre les diocèses, et les commissaires diocésains avaient la faculté de réformer celle du contingent de leur diocèse entre les différentes localités de celui-ci. En 1736, nous voyons la Commission intermédiaire réduire l'impôt de vingt-neuf paroisses du tablier de Rennes dans une proportion allant du quart au dixième, et augmenter celui d'une quarantaine d'autres dans une proportion allant du sixième au vingtième (19). Mais il ne faut sans doute voir là qu'une suite de la réforme des rôles primitifs faite au moment de la première répartition. On ne constatera plus de modifications aussi importantes après le rétablissement du dixième en 1741. Les conditions dans lesquelles on avait procédé à l'établissement de l'impôt en 1735 témoignaient clairement de l'intention où étaient les Etats et leurs commissaires de n'apporter aux résultats de leur premier

(17) Répartition du dixième dans le diocèse de Rennes. (Reg. de la Com. int. 28 avril 1735, *ibid.* C 380r p. 195).

(18) Compte des receveurs, évêché de Saint-Malo (Arch. d'I.-et-V. C 450r).

(19) *Ibid.* C 4449.

travail que des retouches secondaires et de faire du dixième. comme de la capitation, un impôt de répartition dont les contingents locaux seraient fixés, le plus tôt possible, à des chiffres à peu près stables. Ils ne seraient pas sujets, en tout cas, aux variations à prévoir avec un régime de déclarations obligatoires et vérifiées. On peut ajouter que l'on ne considérerait pas alors que les biens-fonds d'une même paroisse fussent sujets, soit dans l'ensemble, soit chacun en particulier, à de notables variations de revenu et qu'il paraissait, en conséquence, assez naturel de penser que le contingent d'une même localité pouvait demeurer stable. Les plus importantes causes de changement étaient les acquisitions de biens par des contribuables étrangers à la localité, les défrichements et les constructions nouvelles, toutes choses faciles à connaître, croyait-on, et à prendre en considération même sans avoir les déclarations des intéressés.

Quand le dixième fut rétabli et réabonné en 1741, les Etats et la Commission intermédiaire suivirent, pour sa levée, les mêmes principes et les mêmes méthodes qu'en 1735 et 1736. Mais l'augmentation du prix de l'abonnement, porté à 1.800.000 l., décida les Etats à lever cette fois l'impôt sur tous les revenus qui s'y trouvaient assujettis par la déclaration royale, y compris les rentes sur la province et les revenus de l'industrie. La levée du dixième d'industrie soulevait différentes questions. Quels contribuables y seraient soumis ? En exempterait-on ceux qui payaient une capitation inférieure à un certain chiffre ? D'autre part, à quelle somme globale le fixerait-on et comment ferait-on la répartition de cette somme entre les diocèses ? Pour en décider, la Commission intermédiaire demanda l'avis des commissions diocésaines et invita celles-ci à envoyer des délégués à Rennes pour une assemblée générale, qui se tint le 5 avril 1742 (20). On profita de la même assemblée pour régler la répartition du dixième des biens-fonds. On la fit au prorata de celle de 1735 à une exception près : Le diocèse de Tréguier, qui avait réclamé contre l'excès de la charge qu'il avait supportée en 1735 et 1736, obtint de ne pas payer davantage que ces deux années-là et l'augmentation qu'il aurait dû subir fut rejetée sur le diocèse de Nantes (21).

(20) Reg. de la Com. int. 23 janvier, 1^{er} février, 3, 17 et 24 mars, 6, 9, 18 et 21 avril 1742. (*Ibid.* C 3804).

(21) Reg. de la Com. int. 24 mars, 14 avril, 3 mai et 5 juin 1742. (*Ibid.*).

Cette fois, on ne leva pas sur les biens-fonds la totalité du prix de l'abonnement augmentée des 100.000 l. prévues pour les frais de régie. On supposa que ces 100.000 l. suffiraient à couvrir, en même temps, le montant des décharges et des non-valeurs à la compensation desquelles on avait affecté, en 1735 et 1736, le dixième des autres catégories de revenus imposés. Ce dernier dixième, y compris maintenant celui de l'industrie fixé à la somme de 40.000 l. par an, forma ainsi une masse commune à déduire de l'imposition totale de 1.900.000 l., le surplus seul restant à imposer sur les biens-fonds (22).

Les 40.000 l. à percevoir au titre de l'industrie ne devaient être levées, autant que possible, que sur les négociants, marchands, entrepreneurs et gens d'affaires payant au moins 20 l. de capitation, tant dans les campagnes que dans les villes. La Commission avait d'abord songé à restreindre l'imposition, dans les campagnes, aux capités payant au moins 30 l. Mais elle préféra, en définitive, se réserver une latitude plus grande et elle en vint à admettre que l'on imposât, en certains cas, des contribuables capités à moins de 20 l. (23). Chaque diocèse eut à supporter une charge fixe d'impôt qui fut calculée en raison, sans doute, du chiffre total des cotes de capitation des contribuables visés (24). Plusieurs commissions diocésaines se

(22) Dél. des Etats du 8 janvier 1742 et règlement du 5 nov. suivant. (*Ibid.* C 4442). Pour 1743 et les années suivantes, le produit des parties communes fut estimé à 208.470 l. 2 s. 5 d. Il resta à imposer sur les biens-fonds 1.691.529 l. 17 s. 4 d. (*Ibid.* Reg. de la Com. int. 9 janvier 1743, p. 78, C 3805).

(23) Circulaire aux diocèses, 21 avril 1742 ; correspondance avec diverses commissions diocésaines, 26 avril 3 et 22 mai, 12 juin, 17 juillet. (*Ibid.* Reg. de la Com. int. 1742, C 3804).

(24) Distribution entre les diocèses :

Rennes,	4.735 l.	s.	11,8375 %
Nantes,	12.594	11	31,485
Vannes	5.877	10	14,6925
Quimper,	2.519		6,2975
Léon,	2.099		5,2475
Tréguier,	4.738		11,8855
Saint-Brieuc,	1.679	6	4,1975
Saint-Malo	5.457	15	13,6425
Dol,	300		0,725

Ces chiffres sont ceux qui furent définitivement arrêtés en 1743, corrigeant sur quelques points la première répartition faite le 9 avril 1742.

Lors de celle-ci, Dol avait été complètement exempté et Rennes n'avait eu à supporter que 10,64 % du total. Les changements opérés sur ces deux points eurent pour conséquence de réduire de quelques dixièmes le pourcentage des autres diocèses. (*Ibid.* Reg. de la Com. int. 9 avril 1742 et 23 octobre 1743, C 3804 et 3805).

plaignirent de l'excès de la charge, arguant du petit nombre de contribuables appelés à la supporter. C'est alors que la Commission intermédiaire les invita à abaisser au-dessous de 20 l. le minimum de capitation. Il fut, du reste, aisé, dans tous les diocèses, de répartir le modique contingent du dixième d'industrie. L'impôt eut, en Bretagne, le même caractère qu'ailleurs, d'un léger supplément de capitation atteignant une petite minorité de gros et moyens contribuables.

Une autre innovation fut la suppression des rôles particuliers de la noblesse dans les diocèses de Rennes et de Saint-Malo (25). Il ne semble pas que la noblesse s'y soit opposée. Le tiers-état, en tout cas, tenait aux rôles communs. La municipalité de Fougères, en 1743, se plaignit auprès du contrôleur général de ce que la Commission intermédiaire avait encore, cette année-là, dressé un rôle particulier pour la noblesse de l'évêché, contrairement à la délibération des Etats précédents. « Avec ce système, disait-elle, l'imposition de la noblesse « devient moins connue au tiers et il arrive que l'on retirera « incessamment certaines parties du rôle du tiers pour les « porter à celui de la noblesse, et qu'enfin il en sera de la « partie du dixième comme de celle de la capitation. Ce furent « là les justes motifs de la délibération des Etats » (26).

La Commission s'excusa en invoquant la difficulté d'achever avant le 1^{er} mai 1743 le travail considérable qu'exigeait la distribution, entre les différentes paroisses intéressées, des impositions des contribuables nobles, jusque-là frappés d'une cote unique pour toutes leurs propriétés, dans l'évêché de leur domicile, et les rôles communs furent faits pour 1744. Toutefois, pour faciliter les recouvrements et ménager l'amour-propre des gentilshommes, elle accorda en 1745 à ceux-ci le privilège de payer directement leur impôt entre les mains des receveurs des fougères (27).

L'établissement des 2 s. pour livre du dixième, en 1746, n'eut d'autre effet que d'augmenter de 10 % toutes les cotes du dixième sur toutes les catégories de revenus imposables.

*
* *

(25) Délib. des Etats du 5 janvier 1742 et Règl. du 9 nov. suivant, art. 5. (*Ibid.* C 4442).

(26) Mémoire de la communauté de Fougères au cont. gén. 9 mai 1743. (*Ibid.*).

(27) Registre de la Com. int. 16 janvier 1745. (*Ibid.* C 3806, p. 56).

On sait comment Machault, après avoir substitué à l'impôt du dixième celui du vingtième, refusa aux pays d'Etats l'abonnement de celui-ci et prétendit l'y faire répartir suivant les mêmes méthodes que dans les autres parties du royaume. Pour l'établissement du vingtième des biens-fonds, qui continuait à former la partie principale de l'impôt, il voulut obtenir, en Bretagne comme ailleurs, des déclarations en bonne forme de tous les contribuables et soumettre ces déclarations à une vérification sérieuse. On devait prévoir que l'opération ne serait pas facile. On aurait à compter, non seulement avec l'ignorance et la défiance des populations, mais encore avec l'opposition des Etats et la mauvaise volonté active, dans toute la province, de la noblesse et du clergé (28). Il ne fallait évidemment pas s'attendre à recevoir les déclarations assez rapidement pour commencer d'après elles la levée de l'impôt. Il fut donc décidé que le vingtième serait perçu sur le même pied que le dixième abonné de 1749. Il ne paraissait pas excessif d'exiger au titre du nouvel impôt autant que pour l'ancien, tant le prix de l'abonnement avait été avantageux pour la province. Les directeurs du vingtième espérèrent même bientôt que le vingtième, même perçu avec ménagement, rendrait deux millions et demi de livres. En réclamant le dixième pour le vingtième on espérait, d'autre part, décider les contribuables à faire plus volontiers leurs déclarations.

(28) Nous avons déjà rappelé comment la tentative de Machault réveilla aux Etats l'opposition de la noblesse après une période de calme qui durait depuis 1736 (Cf. *supra*, 2^e partie, chap. V). Dans son intéressant rapport du 24 mars 1754, le directeur du vingtième à cette époque, Laurent, s'étend assez longuement sur les dispositions des différents ordres : « A l'égard de la façon de penser de la province, dit-il, sur l'imposition « du vingtième, elle paraît être encore uniforme, quoique tous les habitants n'aient pas les mêmes raisons. Le tiers-état, qui, dans tous les « temps et dans toutes les répartitions, a été la victime des deux autres « ordres, cesse peut-être de désirer de revoir entre les mains des Etats « l'administration de cette partie des finances... La haute noblesse se « tait et se prête aux circonstances... Mais la pauvre noblesse a des désirs « et un langage bien différents. Bornée par la fortune, elle est trop près « de ses facultés pour donner sans répugnance une portion de ses maigres « revenus qui fait souvent une partie de ses besoins. Les Etats lui ont « toujours fait éprouver quelque douceur dans les levées dont la répartition leur a été confiée... Le clergé craint toujours pour lui-même et « préfère évidemment l'abonnement, car, alors, les institutions de la « province sont une barrière de plus pour la protection des privilèges. « Il se porte sourdement à entretenir des craintes et à semer des terreurs « qui se manifestent pendant les tenues par des fermentations... (Arch. d'I.-et-V. C 2150). Voir ce que dit M. Marion du rôle des évêques de Rennes et de Vannes aux Etats (*Machault d'Arnouville*, p. 157 et suiv.).

Les déclarations devaient être recueillies, dans chaque ville ou paroisse, par le maire ou le syndic; puis transmises aux subdélégués et, par ceux-ci, à l'intendant. Les subdélégués reçurent des modèles à distribuer dans les villes et les paroisses. Le délai accordé aux déclarants fut d'abord d'un mois, à partir du 1^{er} mars 1750, puis il fut prolongé jusqu'au 15 août suivant. Mais l'intendant n'avait pas à compter sur le zèle, non seulement des maires et des syndics, mais même de ses subdélégués (29).

Au moment où se réunirent les Etats de 1750, il n'avait pas encore reçu 8.000 déclarations. Les Etats séparés et l'espoir d'obtenir l'abonnement évanoui, on se résigna à les fournir, mais lentement. Ce n'est qu'à la fin de l'année 1751 que l'administration estima qu'elle les avait à peu près toutes reçues. Il lui en était alors parvenu environ 400.000, mais la plupart si défectueuses qu'elles étaient à peu près inutilisables. On avait cependant attendu jusque-là pour faire les rôles de 1751. L'intendant et le directeur du vingtième furent d'accord pour les établir, et ceux de 1752 en même temps, de la même manière que ceux de 1750, c'est-à-dire à peu près conformes aux derniers rôles du dixième. Ils ne firent exception que pour 188 paroisses (sur les 1.412 que comptait la province), pour lesquelles on utilisa les déclarations fournies. Mais « comme » dans la rédaction de ces rôles, écrivait, plus tard l'intendant « Le Bret, on ne crut pas devoir perdre de vue les articles des « rôles de l'abonnement de 1749, rôles qui avaient été formés « sur ceux du dixième de 1733 et ceux-ci sur le dixième de « 1710, de façon qu'il n'y avait aucune espèce de rapport des « noms des anciens propriétaires avec ceux des propriétaires « actuels, il résulta de ce coup d'essai 50.316 doubles emplois. « fausses cotes et noms inconnus, erreur qui occasionna la « première sensation dans la province et détermina M. de

(29) Dans une lettre à l'intendant du 3 nov. 1753, le directeur Laurent se plaint vivement des subdélégués dont quelques-uns, « par leur inaction, leur mauvais exemple ou leur mauvaise volonté, dont ils croient « se faire un certain mérite auprès de leurs concitoyens, deviennent les « gens les plus dangereux ou les plus capables de traverser vos vues ». (Arch. dép. d'I.-et-V. C 2149). Les embarras répétés que le subdélégué de Fougères, M. de Montigny, créa aux contrôleurs du vingtième dans sa circonscription justifient amplement les observations de Laurent (Correspondance, 6 nov. 1753, 11 déc. 1754, 24 janvier et 5 mars 1755, *ibid.* C 2149 et 2151).

« Viarmes à expédier des ordonnances de surséance sur le
« recouvrement de tous ces rôles, et dont l'effet subsistait
« encore à mon arrivée en Bretagne » (30).

Ce n'est qu'en présence des réclamations et de l'agitation des Etats de 1752 que l'on se décida à dresser tous les rôles d'après les déclarations reçues. Ce fut la principale et, à vrai dire, la seule concession importante qui fut faite à cette assemblée orageuse et il faut reconnaître qu'elle était conforme à l'esprit de l'édit de création du vingtième. L'arrêt du conseil du 2 novembre 1752 stipula donc que de nouveaux rôles seraient établis pour 1753 exclusivement sur la base des déclarations des contribuables.

Ces nouveaux rôles auraient effet rétroactif pour les années 1750, 1751 et 1752; une fois les déclarations vérifiées, on rectifierait les anciennes cotes; l'on restituerait aux contribuables ce qu'ils se trouveraient avoir payé de trop et on leur réclamerait le moins perçu. Jusqu'à la publication des rôles de 1753, il ne serait exigé des propriétaires qui auraient fourni leurs déclarations que la moitié du montant de leurs cotes de 1751 et de 1752. Par contre, les non déclarants seraient imposés au double de leur cote de 1752 et doublés d'année en année jusqu'à ce qu'ils se fussent mis en règle (31).

L'application de ces nouveaux principes eut d'abord pour conséquence une diminution considérable du montant des rôles. Le total de ceux-ci, pour le vingtième des biens-fonds, tomba de 1.756.447 l. en 1752, à 1.339.980 en 1753. L'on n'avait forcément disposé, pour les dresser, que de matériaux défectueux.

Aussitôt après la réception de l'arrêt du conseil du 2 novembre 1752, l'intendant avait fait commencer un vaste travail de rectification des déclarations défectueuses. Celles-ci, une fois triées, devaient être retournées à leurs auteurs par l'intermédiaire des contrôleurs du vingtième et des maires et syndics, et refaites sous la surveillance et, au besoin, avec le concours des contrôleurs. L'intendant avait pensé que le tri et l'envoi de ces déclarations pourraient être achevés dans les premiers jours de décembre 1752. Les contrôleurs les retourneraient au directeur, une fois rectifiées et refaites, à mesure qu'ils les recevraient, et

(30) Rapport de l'intendant Le Bret au cont gén. 3 déc. 1755 (*Ibid.* C 2149).

(31) *Ibid.* C 2147.

les premiers rôles pourraient ainsi être arrêtés dès le mois de janvier (32). En réalité, le triage des 390.000 déclarations reçues demanda trois mois. Si l'on avait voulu apporter à leur examen quelque rigueur, 6.000 au plus auraient été admises. Mais on n'en renvoya à rectifier que la moitié environ. C'était beaucoup trop pour que la cinquantaine de contrôleurs dont disposait le directeur pussent s'occuper des réfections et corrections nécessaires. Il fallut s'en remettre au zèle douteux des municipalités, des syndics et des marguilliers, et les déclarations revinrent pour la plupart aussi peu satisfaisantes que sous leur première forme. Celles de la noblesse étaient particulièrement incomplètes, ne donnant que rarement la superficie des terres (33).

On se résigna toutefois à « en tirer tout le parti possible » afin d'accélérer » (34). Le 15 août les rôles de 805 paroisses étaient expédiés ; les derniers ne le furent qu'en janvier 1754. Laurent, le nouveau directeur du vingtième qui vint alors remplacer Ferré, faisait remarquer peu après qu'on « ne devait » regarder les rôles de 1753 que comme un ouvrage préparatoire, informe et susceptible d'un changement presque « total » (35).

Il comptait, pour réaliser ce changement et faire produire à l'impôt les deux millions trois à quatre cent mille livres qu'il escomptait, sur les vérifications, opération qu'il faut se garder de confondre avec les rectifications de forme réclamées en 1753.

De ces vérifications, de l'exactitude et de la rapidité avec lesquelles elles seraient faites, dépendait l'efficacité de la réforme de Machault. Au contrôle général, on se préoccupa sérieusement, cette fois, d'obtenir une estimation aussi sincère que possible des revenus réels des contribuables et de ne point tomber dans l'arbitraire qui avait été la règle ordinaire pour

(32) Projet d'instruction pour l'exécution de l'arrêt du conseil du 2 nov. 1752 (*Ibid.* C 2149).

(33) Cf. H. SÉE, *les Classes rurales en Bretagne du XVI^e s. à la Révolution*, p. 63. L'auteur a pu, d'après les déclarations, faire dans certaines paroisses des calculs intéressants sur la superficie de la propriété paysanne ; parfois encore, mais moins souvent, sur celle de la propriété bourgeoise ; jamais sur celle de la propriété noble.

(34) Rapports du directeur du vingtième, 6 mars et 7 juin 1753 (*Ibid.* C 2149).

(35) Rapport à M. de Courteille, 20 mars 1754 (*Ibid.* C 2150).

le dixième. Le personnel des contrôleurs chargés des vérifications ne fut sans doute pas toujours à la hauteur de sa tâche. On peut toutefois se rendre compte que l'administration fit son possible pour les choisir convenablement, les former et placer les meilleurs aux postes les plus importants. Elle commence alors à témoigner du souci d'améliorer le rendement de l'impôt par des méthodes plus équitables et plus douces. L'exemple de la Bretagne le montre bien. Les contrôleurs devaient se rendre sur place. Pour les biens affermés, leur tâche était simple. Ils n'avaient qu'à se faire représenter les baux les plus récents. Pour les autres, les Etats de 1750 se plaignirent que l'on prévît comme source d'information les aveux, les actes de partage et les contrats d'acquisition, et ceux de 1754, faisant la critique des vérifications commencées, auraient voulu l'institution d'un débat contradictoire avec les déclarants et, en l'absence de titres probants, une estimation par des experts étrangers à l'administration (36). Ces dernières prétentions furent repoussées. Les contribuables surtaxés ne furent admis, en Bretagne comme ailleurs, qu'à présenter leurs réclamations dans le délai de trois mois. Mais les instructions des contrôleurs ne tendaient nullement à développer chez ceux-ci un dangereux esprit de fiscalité; au contraire. La règle ordinaire, pour les estimations, à défaut de baux récents, devait être la comparaison avec les biens affermés. Le propriétaire d'un bien occupé ou régi directement par lui ne devait être imposé que pour le revenu qu'il en eût pu tirer en l'affermant. Les contrats d'acquisition et les actes de partage ne devaient être utilisés que pour déterminer la consistance des biens et, tout au plus, comme base de discussion (37). Sur les réclamations des Etats le contrôleur général accorda, somme toute, tout ce qui ne contrariait pas l'assiette de l'impôt sur la base du revenu net entendu comme nous venons de le dire. L'ordonnance de mars 1755 finit même par décider que, pour les

(36) Mémoires des Etats sur le vingtième (1750, *ibid.* C 2149 ; 1754, *ibid.* C 2150).

(37) L'ordonnance du 16 janvier 1751 (*Ibid.* C 2147) avait bien prévu une estimation des biens d'après la valeur de leurs produits, déduction faite des divers frais de culture et d'exploitation. Mais il était dit, également, que les propriétaires avaient le choix de déclarer le revenu de leurs biens, soit sur le pied de leur produit réel, soit sur le pied de ce que chaque arpent ou journal de même nature s'affermait dans le même canton. Et, dans les observations sur les articles du mémoire des Etats de 1750, on fait remarquer que les modèles de déclaration spécifient

domaines congéables, seigneurs et domaniers seraient imposés séparément, les premiers pour la rente foncière et convenancière, les seconds pour la plus-value des biens ; jusque-là le directeur, d'accord avec les bureaux du contrôleur général, avait tenu à l'imposition unique sur le domanier, laissant à celui-ci le soin de retenir le vingtième de ses redevances au seigneur. L'on accorda en même temps la réduction du tiers sur le revenu des moulins, vainement réclamée depuis 1750 par les Etats (38).

Il n'en faudrait pas conclure que le départ de Machault avait eu pour conséquence aucun changement dans l'esprit et les pratiques de l'administration. En Bretagne, celle-ci paraît être demeurée fidèle depuis le début, sous l'intendant de Viarmes comme sous son successeur Le Bret, sous le directeur Ferré comme sous le directeur Laurent, aux mêmes préoccupations et aux mêmes méthodes. Les réponses aux griefs et réclamations des Etats dans leurs trois tenues de 1750, 1752 et 1754, de même que les rapports des directeurs et des intendants, leurs instructions et leur correspondance pendant toute la durée de la régie du vingtième, témoignent de la même modération et de la même fermeté, fermeté dans la défense des caractères de l'impôt, modération dans la conduite des opérations fiscales.

Des deux directeurs successifs du vingtième dans la province, le premier, Ferré, ne nous est guère connu que par les éloges que Barentin, intendant d'Orléans, en fit à de Viarmes, au moment où il quitta sa généralité (39). Son successeur, Laurent, nous a laissé plusieurs rapports et une correspondance assez abondante qui paraissent l'œuvre d'un agent zélé, intel-

eux-mêmes qu'il est permis de déclarer son revenu sur le pied que les biens de pareille nature sont communément loués dans la paroisse. Cette permission, « qui est dans l'esprit de l'édit » ajoute-t-on, exclut toute idée d'appréciés du prix des récoltes pour déterminer la valeur du revenu (*Ibid.* C 2149).

Le projet d'instruction pour l'exécution de l'arrêt du 2 nov. 1752 ordonne, il est vrai, aux contrôleurs de se rendre sur les terres à évaluer et de se conformer aux prescriptions de l'ordonnance du 16 janvier. Mais c'était pour se rendre compte de la véritable nature des biens et de la qualité des terres, et cela n'excluait nullement l'évaluation de leur revenu par comparaison avec les biens affermés de même nature et qualité.

(38) Mémoires des Etats de 1752 et de 1754, avec la correspondance de l'intendant, du directeur du vingtième et du contrôleur général à leur sujet (*Ibid.* C 2149 et 2150).

(39) *Ibid.* C 2149.

ligent et optimiste. Le personnel de contrôleurs (cinquante-et-un) que les directeurs eurent sous leurs ordres ne mérite pas un jugement aussi favorable. Beaucoup se révélèrent insuffisants, peu aptes à comprendre les nécessités d'une tâche aussi difficile et délicate que la leur. Mais ils furent surveillés de près, préparés à leur besogne avec tout le soin possible et il y en eut de bons (40). Nous ne trouvons trace, somme toute, que d'un petit nombre de plaintes à leur sujet, et les plus graves n'étaient pas nécessairement justifiées. Or ils avaient à faire leur besogne sous le regard malveillant d'une noblesse hostile, d'un clergé alerté contre eux par plusieurs au moins de ses évêques, et, surtout, de la Commission intermédiaire et de ses correspondants (41). Ils eurent même à compter parfois avec l'hostilité des subdélégués de l'intendant (42). Notons que l'on prévoyait la collaboration, avec eux, des autorités locales. Une ordonnance de l'intendant, du 25 septembre 1753, enjoignit aux maires et échevins de « s'assembler sur la réquisition » des contrôleurs, pour nommer entre eux deux commissaires « pour assister ceux-ci et leur donner les renseignements nécessaires à peine de 50 l. d'amende » ; dans les paroisses rurales les trésoriers, marguilliers, anciens délibérants et notables, ainsi que les collecteurs des diverses impositions, devaient également leur concours sous menace de la même peine (43). Les opérations des contrôleurs auraient-elles pu donner, dans ces conditions, tous les résultats qu'espérait Laurent ? On ne saurait le dire. Ils ne purent poursuivre leurs vérifications, en effet, que pendant deux ans.

Ce ne fut pas un travail stérile. Ils commencèrent par découvrir un grand nombre de non-déclarants. Les vérifications faites jusqu'en mars 1754, dans 11 villes et 67 paroisses rurales, révélèrent, dans les premières, 833 et, dans les secondes, 3.985 non-déclarants contre, respectivement, 5.435 et 11.780 contribuables en règle (44). A la même date, Laurent conseilla de ne pas faire état de ces premières vérifications pour les

(40) Voir, en particulier, la correspondance de l'intendant et du directeur à leur sujet, 16 juin, 10 et 25 juillet 1753 (*Ibid.* C 2149), 20 mars 1754 (*Ibid.* C 2150).

(41) Rapport de Laurent, 20 mars 1754 (*Ibid.* C 2150).

(42) Cf. *supra*, p. 584, note 29.

(43) *Ibid.* C 2152.

(44) Tableaux par évêché (*Ibid.* C 2150).

rôles de 1754 ; d'abord parce que « les résultats obtenus n'étaient pas encore parfaits, les contrôleurs n'ayant pas encore de principes sûrs et uniformes pour le travail », mais surtout « pour éviter toute sensation aux Etats prochains » (45). Ce qui donne à penser que ces vérifications devaient entraîner de sensibles augmentations d'impôt. Mais nous n'avons pas les moyens de bien juger de la valeur d'une opération qui ne fut, somme toute, qu'ébauchée.

A la fin de 1756, il restait au moins 100.000 déclarations à recevoir et 100.000 au plus, soit un cinquième du total, avaient été vérifiées. Jusqu'à quel point la répartition du vingtième des biens-fonds s'en était-elle trouvée modifiée ? La comparaison des pourcentages respectifs de chaque diocèse dans la répartition du dixième des biens-fonds au temps de l'abonnement, et du même vingtième en 1753, en 1756 et en 1759, une fois l'abonnement rétabli, permettra les seules constatations que nous puissions faire à cet égard, faute de données plus explicites sur le résultat des vérifications (46).

<i>Diocèses</i>	<i>10^e abonné</i>	<i>20^e de 1753</i>	<i>de 1756</i>	<i>de 1759</i>
Rennes,	13,33 %	15,17 %	14,75 %	13,44 %.
Nantes,	18,94	18,67	18,48	19,29
Vannes,	14,65	15,05	15,87	14,73
Quimper,	12,46	9,96	10,45	12,49
Léon,	7,24	9,24	8,80	7,27
Tréguier,	8,62	7,68	7,73	7,92
St-Brieuc,	9,52	9,45	9,37	9,53
St-Malo,	12,63	12,06	11,85	12,75
Dol,	2,57	2,70	2,78	2,57

On voit que la répartition ancienne n'avait pas été bouleversée. Le plus gros changement qui apparaît est, en 1753, une diminution de 2,5 % en faveur de l'évêché de Quimper ; encore se trouve-t-elle réduite à 2 % en 1756. Toutefois, dans certains diocèses, les corrections réalisées ne sont pas négligeables et le retour, après 1756, aux mêmes pourcentages, à peu près, que pour le dixième abonné, en fait ressortir l'intérêt. Il s'en

(45) Rapport du 20 mars 1754 et réponse favorable du cont. gén. 19 juillet (*Ibid.* C 2150).

(46) Montant des rôles arrêtés par évêché (Arch. Nat. H 639).

fallait de beaucoup que les ambitions de Laurent fussent réalisées. S'il était vrai, comme il l'avait avancé dans son rapport du 20 mars 1754, que sous le régime de l'abonnement certains diocèses n'avaient payé, en fait de dixième, que le trentième de leurs revenus, d'autres le vingt-cinquième ou le vingtième et un seul le onzième ou le douzième, on était loin, en 1756, d'avoir réparé cette insuffisance et cette inégalité de l'impôt.

Le montant des rôles du vingtième des biens-fonds, porté d'après les anciens rôles du dixième et les premières déclarations dont on avait tenu compte, de 1.627.122 l. en 1750 à 1.763.389 l. en 1751 et à 1.756.447 en 1752, se trouva réduit à 1.285.000 l. en 1753, quand on n'admit plus d'autre base que les déclarations. Les vérifications et la réception de nouvelles déclarations le portèrent à 1.358.381 l. en 1754, à 1.382.492 l. en 1755 et à 1.418.000 l. en 1756. Nous n'avons pas compris dans nos calculs le montant des rôles de doublement visant les non-déclarants; il aurait augmenté ces trois dernières sommes, respectivement, de 37.054 l., 56.554 l. et 70.626 l.

D'année en année, les progrès avaient été sensibles et ils auraient certainement continué. On ne pouvait légitimement espérer atteindre de sitôt, sinon même jamais, les chiffres promis par Laurent en 1754. Mais la régie du vingtième avait donné des résultats encourageants. Pour le début, elle ne paraît pas avoir modifié les rapports de la répartition entre le tiers-état et la noblesse. Là où l'on en peut juger, c'est-à-dire dans les évêchés de Rennes et de Saint-Malo, chacun des deux ordres y paya à peu près la même proportion du vingtième que du dixième. A partir de 1754, le directeur et l'intendant décidèrent d'accorder à la noblesse la satisfaction d'être imposée, dans tous les évêchés, sur des rôles distincts. On peut ainsi constater qu'elle supporta, en 1754, 33,27 % du total de l'impôt sur les biens-fonds, en 1755, 32,33 % et en 1756, 31,91 %. On ne saurait affirmer que sa part aurait continué à diminuer. Mais ces chiffres paraissent confirmer l'opinion qu'elle avait avantage à être imposée sur des rôles particuliers, comme la municipalité de Fougères l'avait soutenu en 1744.

Le vingtième d'industrie fut imposé, pendant toute la durée de la régie, sur le même pied que le dixième, au temps de l'abonnement. On leva annuellement environ 38.000 l. Dans la répartition entre les diocèses on ne relève, par rapport à la

répartition théorique de 1743, d'autre changement notable qu'une augmentation de 1.400 l. sur l'évêché de Saint-Malo et une diminution équivalente au profit de celui de Nantes (47). Ce n'est pas que l'on n'eût désiré obtenir davantage de cet impôt. En 1754, le contrôleur général insista auprès de l'intendant pour qu'il exigeât au titre du vingtième d'industrie, comme on le faisait dans le reste du royaume, un impôt égal à la moitié de la capitation des assujettis. Le directeur Laurent objecta que la capitation était relativement plus lourde en Bretagne qu'ailleurs, qu'elle y était répartie avec trop d'arbitraire et que le commerce, dans une pareille province, méritait des ménagements. Il proposa de faire estimer les profits des contribuables et leur capacité de paiement par les contrôleurs, avec le concours des officiers municipaux. Il espérait ainsi faire rendre à l'impôt 120.000 l., soit la moitié environ de ce qu'il eût produit suivant la règle adoptée dans les pays d'élection (48). En définitive, l'on s'en tint, pour 1754, 1755 et 1756, à l'ancienne répartition.

Les autres vingtièmes ne soulevaient pas de difficultés d'assiette. Ils produisirent environ 68.000 l. par an en 1750, 1751 et 1752, 85.000 l. en 1753, 90.000 en 1754 et, en 1756, 83.000 l. (49), soit la moitié environ du rendement du dixième pour les mêmes articles.

Pour juger complètement des résultats de la régie du premier vingtième, il ne faut pas oublier que les décharges et non-valeurs formèrent, pour les sept années, la somme considérable de 658.000 l., que les frais de régie montèrent en tout à plus de 1.100.000 l. soit à plus de 150.000 l. par an, en moyenne, ni, enfin, que l'impôt ne rentra qu'avec difficulté et très lentement.

Au 1^{er} janvier 1757 la situation des recouvrements était la suivante :

(47) L'imposition minima fut de 37.819 l. en 1751, et l'imposition maxima de 38.617 l. en 1752. En 1755 et 1756, elle fut de 38.300 l. (*Ibid.*).

(48) Mémoire du 20 mars 1714 et réponse du cont. gén. 19 juillet (Arch. d'L.-et-V. C 2150).

(49) Montant des rôles arrêtés par évêché (Arch. Nat. H 639).

Sur l'impôt de: Reçu par les receveurs: Reste à recouvrer:

1750	1.621.701 l.	50.190 l.
1751	1.589.855	142.380
1752	1.558.535	171.699
1753	1.156.949	123.066
1754	1.113.403	355.778
1755	987.354	529.267
1756	366.156	1.203.171
	8.393.954 l.	2.575.555 l. (50)

Mais il faut aussi considérer que le montant des décharges et non-valeurs s'explique par les conditions défectueuses dans lesquelles furent établis les rôles des premières années, ceux de 1753 surtout, et par les restitutions opérées en exécution de l'arrêt du conseil du 2 novembre 1752. Les résultats des vérifications justifiaient, d'autre part, la dépense qu'elles entraînaient.

*
* *

Les effets que l'on pouvait attendre de la régie furent, en tout cas, arrêtés par le rétablissement de l'abonnement. Devenus maîtres de l'administration des deux vingtièmes, les Etats revinrent aussitôt aux méthodes suivies pour la levée du dixième. Il ne fut plus question de déclarations obligatoires ni de vérifications. L'aversion de la noblesse bretonne pour les opérations de la régie se manifesta immédiatement dans la décision qu'elle fit prendre aux Etats de n'employer aucun des anciens contrôleurs du vingtième. Comme le contrôleur général n'avait, de son côté, aucun emploi pour eux, ces malheureux et le directeur Laurent lui-même se trouvèrent dans une fâcheuse situation (51). Les vingtièmes des biens-fonds et d'industrie redevinrent donc, comme l'ancien dixième, des impôts de répartition.

Du prix de l'abonnement, accru de la somme prévue pour les frais de régie (120.000 l. jusqu'en 1772, 129.534 l. à partir de 1773), on déduisait une « masse commune » formée de la somme

(50) Etat de situation au 1^{er} janvier 1757 (Arch. d'I.-et-V. C 4674).

(51) Correspondance de l'intendant avec M. de Courteille à leur sujet, mars 1757. (*Ibid.* C 2153).

à laquelle on estimait le produit des vingtièmes et sols pour livre non sujets à répartition entre les diocèses. C'étaient : 1° l'impôt sur les rentes, pensions, gratifications et gages divers payés sur le budget de la province (vingtièmes des parties inscrites à l'état de fonds) ; 2° l'impôt sur les traitements des employés de la ferme des devoirs ; 3° l'impôt sur les revenus d'octroi et patrimoniaux des villes ; 4° l'impôt sur les indemnités de logement de certains officiers ; au total 177.612 l. jusqu'en 1782, et 254.000 l. environ à partir de 1783. Le reste était réparti par la Commission intermédiaire entre les différents diocèses, pour une part, nous le verrons, très modique, au titre du vingtième et s. p. l. d'industrie, et, pour la quasi totalité, au titre des vingtièmes et s. p. l. des biens-fonds. Les sommes reçues du trésor royal sur le prix de l'abonnement des princes du sang bénéficiaient aux diocèses où les biens de ceux-ci étaient situés. La part de la Bretagne dans le prix de l'abonnement du pays des Marches communes (un tiers du total) bénéficiait à l'évêché de Nantes.

A partir de 1759, les vingtièmes d'industrie ne comptèrent jamais que pour 25.000 l. au total. Ceux des biens-fonds formèrent ainsi une somme de 2.557.388 l., 2.852.921 l., 3.000.687 l. ou 3.650.000 l. suivant le prix de l'abonnement, représentant de 92,6 à 93,7 % de la somme levée sur la province. Les vingtièmes des princes du sang ont varié de 44.500 à 55.500 l., celui des Marches communes, de 8.800 à 12.700 l. C'était autant à déduire des dernières sommes que nous venons d'indiquer (52).

En 1757, aussitôt l'abonnement conclu, « le taux des diffé-
« rentes villes et paroisses » (tant pour les vingtièmes et s. p. l. d'industrie que pour ceux des biens-fonds) « fut réglé sur
« le sommaire des rôles de 1749, 1753 et 1756, dont on fit une
« année commune » (53).

Par la suite, les commissions diocésaines purent toujours modifier la répartition entre les différentes villes et paroisses de leur ressort. Mais le taux de chaque évêché, pour chacune des deux taxes, demeura jusqu'à la fin absolument immuable. La répartition de 1783 donne exactement les mêmes pourcentages que ceux que nous avons cités plus haut pour 1759 (54).

(52) Tableaux de répartition et comptes des vingtièmes (*Ibid.* C 4674 et 3452 à 3465).

(53) CHARDEL, t. II, p. 418.

(54) CHARDEL, t. II, p. 424 et *supra*, p. 590. Il ne faut pas être surpris si l'on constate, dans les comptes de l'imposition, que la part réelle d'un

L'examen des rôles montre, d'autre part, que les commissions diocésaines n'usèrent qu'avec la plus grande discrétion, ou peut même dire avec la plus grande répugnance, de la faculté de réformer la répartition de l'impôt à l'intérieur de leurs évêchés respectifs. Les augmentations du prix de l'abonnement à partir de 1773 et de 1782, qui correspondirent, on le sait, dans les pays de généralité, à l'accroissement du produit de l'impôt par des vérifications, n'eurent, pour effet, en Bretagne, que d'augmenter proportionnellement la part de chaque contribuable.

En principe, le vingtième des biens-fonds demeurait un impôt réel, frappant les sources de revenus visées dans cette catégorie. En cas de mutation, les intéressés faisaient une déclaration afin d'obtenir la réforme de leur cote, et l'on voit généralement le vingtième mis par les propriétaires à la charge des fermiers. Mais, en l'absence de déclarations obligatoires et de vérifications régulières, la répartition était, en fait, laissée à l'arbitraire des égaillieurs et des commissaires confecteurs de rôles. Les rôles, à l'exception de ceux de 1757 dans certaines villes, ne portèrent jamais que les noms des contribuables, sans aucune indication des biens pour lesquels ils étaient imposés. Il semble ressortir du principe même de l'impôt et de la manière dont furent recueillis les éléments nécessaires à l'établissement des premiers rôles du dixième en 1735, que les contribuables devaient être imposés dans la paroisse de situation de leurs biens et payer ainsi, le cas échéant, autant de cotes que la dispersion de leurs biens dans différentes paroisses pouvait le comporter. Or, en 1789, vingt et une paroisses des sénéchaussées de Nantes et de Guérande se plaignirent, dans leurs cahiers de doléances, que les propriétaires nobles se fissent imposer au lieu de leur domicile, par une cote unique, et réclamèrent l'imposition dans le lieu de la situation des biens comme si elle n'était pas effectivement pratiquée (55).

diocèse ne correspond pas au pourcentage que nous indiquons. Chaque diocèse, en effet, supportait ses décharges et non-valeurs et ses frais de régie ; on lui attribuait, à cet effet, une part proportionnelle de la masse commune. S'il se trouvait du déficit ou de l'excédent, on rétablissait l'équilibre par un supplément ou une réduction d'imposition dont l'importance pouvait varier beaucoup d'un diocèse à l'autre et n'était qu'accidentellement en rapport avec les pourcentages de la répartition fondamentale.

(55) Cahiers de doléances de la sénéchaussée (Arch. de la Loire-Inf. C 363-380). Il ne s'agit pas d'une revendication empruntée à un modèle ; la rédaction de l'article relatif au vingtième varie d'une paroisse à l'autre.

Nous ne relevons pas, il est vrai, pareille revendication dans aucun des autres cahiers de la province que nous ayons pu voir (56). Il est possible que, dans le diocèse de Nantes, les abus aient été plus sensibles qu'ailleurs. Ce qui demeure hors de doute, c'est que la répartition des vingtièmes sous le régime de l'abonnement était faite sans de sérieuses garanties d'équité et, dans tous les cas, au jugé, le plus souvent, sans recensement ni évaluation quelque peu certaine des biens imposables.

Comme pour le dixième, les rôles étaient établis par les commissions diocésaines, chacun des commissaires, l'évêque président excepté, étant chargé d'un groupe particulier de villes et de paroisses. En 1757, les commissaires se rendirent en personne dans les paroisses de leur département et recueillirent sur place l'avis des répartiteurs nommés par les municipalités et par les généraux de paroisses. Par la suite, ils se contentèrent ordinairement de recevoir, au siège de la commission ou même à leur domicile, les mémoires des répartiteurs locaux sur les changements survenus depuis la confection du dernier rôle. Mais ils furent souvent si mal renseignés et les

Les délibérants de la paroisse de Lavau « chargent leurs députés de travailler à faire revivre dans la province toute la vigueur de la loi portée « lors de l'établissement du vingtième. Il est à présumer et ils se croient « autorisés à croire que tous les biens, sans distinction de rang et de « naissance, doivent être imposés partout où ils se trouvent. Néanmoins, « au mépris de ce dispositif formel, MM. les gentilshommes et seigneurs bretons ont fait entre eux un arrêté aux Etats, où ils ont tous jours la prépondérance par leur nombre, de ne payer le vingtième pour « tous leurs biens qu'en la paroisse de leur château. Outre que cet arrêté « de leur part nous paraît illégal en ce qu'il n'a point l'approbation des « deux autres ordres, il est injuste car il cause une surcharge aux « paroisses où les biens sont situés, le partage du vingtième ayant été « fait entre les paroisses au marc la livre du produit de leurs biens ». L'arrêté dont parle l'auteur du cahier de Lavau n'a existé que dans son imagination. Mais un grief aussi nettement exprimé et largement développé était sans doute fondé. Il le paraît plus sûrement encore dans le cahier de La Rouxière où l'on cite une « grosse seigneurie qui ne paie « rien au fouage, ni à la capitation, ni aux vingtièmes de la paroisse ». A Paimboeuf, on réclame une réforme des rôles pour « connaître les véritables propriétaires, les omissions et les doubles emplois » ; on ajoute que les biens devraient être imposés dans la paroisse où ils sont situés, et les articles de la noblesse « inscrits à leur rang et ordre, et non à « part ».

(56) Les seuls qui nous aient été accessibles sont ceux de la sénéchaussée de Rennes (389 cahiers primaires) publiés par MM. Sée et Lesort, et ceux des sénéchaussées de Quimper et de Concarneau (89 cahiers primaires) publiés par MM. Savina et Bernard. (Les uns et les autres dans la collection des Documents relatifs à l'Hist. écon. de la Révolution). Ces trois sénéchaussées représentaient plus du tiers des paroisses de la province (476 sur 1412), et s'étendaient largement sur six évêchés.

erreurs, doubles emplois et omissions provoquèrent tant de réclamations, que les États, à partir de 1775, renouvelèrent aux commissaires, dans toutes leurs sessions, l'ordre de se rendre dans les paroisses pour recevoir les plaintes des contribuables et contrôler le travail des égaillieurs; ils ordonnaient en outre, qu'il leur fût remis, dans leur prochaine assemblée, un état des commissaires qui auraient fait les tournées prescrites (57).

Les commissaires continuèrent, en réalité, à ne se déranger que s'il survenait quelque part des difficultés, et à s'en remettre aux rapports des municipalités et des égaillieurs. Il pouvait arriver que des rôles demeuraient pendant une longue durée d'années sans aucun changement, en dépit de nombreuses mutations et de variations certaines de la valeur des biens. On peut juger de ce que valaient souvent les rôles des vingtièmes d'après la déclaration que fit, en 1779, le maire d'Hennebont à sa communauté. Il expose « que, depuis plusieurs années, il « n'a été fait aucun changement au rôle des vingtièmes; que « les biens ont à coup sûr éprouvé des mutations, du dépéris- « sement ou des augmentations; qu'il n'est pas juste que les « personnes qui ont vendu paient pour celles qui ont acheté, « etc.... » (58). La commission diocésaine de Saint-Pol-de-Léon constate également, en 1788, que la répartition du vingtième, à Brest, ne correspond plus à la valeur des biens, qui a subi des variations considérables depuis 1757 (59).

A Pontivy, au contraire, une commission de dénombrement et une commission de répartition étaient nommées chaque année par la communauté pour rechercher les changements survenus depuis la publication du rôle précédent et faire les rectifications nécessaires (60). Mais, des municipalités bretonnes dont l'ancienne administration ait été étudiée, c'est la

(57) CHARDEL t. II, p. 426 et suiv. En 1761, répondant à une question de la Commission diocésaine de Nantes, la Commission intermédiaire avait fait observer « qu'il était indispensable que les commissaires se « transportassent dans les paroisses où ils ne s'étaient pas transportés les « années précédentes ». (Rapport de la Com. int. aux États de 1762, Arch. d'I.-et-V. C 3851).

(58) D'après ANT. DUPUY, *l'Adm. munic. en Bret. au XVIII^e s.* p. 187.

(59) D'après le même, *ibid.*

(60) F. LE LAY, *Hist. de la Ville et communauté de Pontivy au XVIII^e s.*, p. 192 et suiv.

seule que nous voyons se préoccuper ainsi d'une répartition équitable des vingtièmes. On se bornait ordinairement à recevoir les déclarations spontanées des contribuables intéressés (61). Dans un mémoire adressé au roi avant les Etats de 1788, par onze maires ou syndics et treize recteurs de diverses paroisses des diocèses de Saint-Breuc, Quimper, Vannes et Tréguier, nous relevons, au sujet des vingtièmes, les observations suivantes : « Si les rôles ne sont pas réformés annuellement, si le commissaire chargé de leur confection ne se donne pas la peine d'y vaquer lui-même, si sa présence enfin ne sert qu'à enchaîner la liberté des suffrages, à qui le peuple portera-t-il ses plaintes ? Au bureau de la commission où siégera l'accusé qui se trouvera alors juge et partie » (62). Le cahier de doléances de la commune de Doulon (près de Nantes) demande que, pour la répartition des vingtièmes, l'on fasse « sur les lieux une nouvelle opération, laquelle sera arrêtée par les égaillieurs, en présence d'un commissaire du tiers » (63). De pareils documents donnent à penser que les rôles des paroisses n'étaient pas régulièrement révisés chaque année et que l'intervention des commissaires des Etats, surtout lorsqu'il s'agissait de commissaires de la noblesse ou du clergé, ne paraissait pas suffisamment garantir une répartition satisfaisante.

Toutefois la répartition des vingtièmes ne provoquait pas, il s'en fallait de beaucoup, autant de difficultés que celle de la capitation et elle ne donna pas lieu, en 1789, à des revendications aussi générales ni aussi vives. Le rendement que la régie avait réussi à obtenir dès 1756 montre que la province retirait de l'abonnement un profit qui compensait peut-être, pour les contribuables les moins favorisés, l'avantage qu'ils auraient pu attendre d'une répartition plus équitable.

Mais, surtout, si défectueuse qu'elle fût, la répartition des vingtièmes bretons conservait une base réelle qui ne permettait pas les anomalies si frappantes dans la répartition de la capitation. Un cadastre et une évaluation sincère des revenus

(61) Ni à Rennes, d'après nos recherches personnelles, ni à Vitré (EVEN, *La Vie municipale à Vitré de 1750 à 1790*), ni à Fougères (MAUDEL, *Mémoire inédit sur l'adm. mun. de Fougères au XVIII^e s.*), nous ne constatons de révisions régulières des bases de répartition.

(62) Mémoire signé par Boitidoux, Glais de Bizoin et autres (Arch. Nat. K 684).

(63) Arch. de la Loire-Inf. C 568.

des contribuables auraient sans doute changé bien des choses. Mais, de la part du pouvoir royal, la plupart des propriétaires n'auraient vu là que des pratiques fiscales ayant pour véritable objet d'accroître leurs charges (64).

L'impôt sur le commerce et l'industrie fut fixé, pour 1757, à 60.009 l. et, pour 1758, à 37.525 l., pour les deux vingtièmes et les 2 s. p. l. du dixième. Puis les Etats, par leur délibération du 28 janvier 1759, réduisirent cette imposition au chiffre de 25.000 l. qui fut définitif. Les vingtièmes d'industrie ne participèrent à aucune des augmentations du prix de l'abonnement, ni en 1772, ni en 1780, ni même en 1783, lors de l'abonnement du troisième vingtième.

La répartition de cette somme dérisoire ne pouvait soulever de grosses difficultés. Comme pour les vingtièmes des biens-fonds, la répartition entre les diocèses en demeura immuable. Pour l'imposition sur les particuliers, on suivit les mêmes règles qu'au temps du dixième. On cherchait à atteindre, non le produit du travail, mais les profits du commerce. Le mandement de la Commission intermédiaire portait que l'impôt serait réparti « sur les négociants, les marchands en gros ou « en détail, les maîtres de forge, les entrepreneurs de manu- « factures et de bâtiments, leurs cautions et associés, les « fermiers des biens de campagne dont les baux excédaient la « somme de 1.500 l., soit que ces biens appartenissent à des « laïcs ou à des gens de mainmorte, et généralement sur tous « ceux dont la profession est de faire commerce ou de faire « valoir leur argent ». La Commission intermédiaire, d'autre part, décida formellement « que l'expression *industrie* ne « pouvait s'appliquer qu'à l'artisan qui, ne se bornant pas à « la main-d'œuvre de l'ouvrage qui lui était commandé, en « faisait un objet de commerce de quelque considération » (65). Les municipalités conservèrent d'ailleurs l'habitude, comme pour le dixième, de n'imposer, autant que possible, que les marchands payant au moins 20 l. de capitation (66).

Les tableaux généraux de répartition continuèrent, jusqu'en 1781, d'évaluer à la même somme de 177.612 l. les vingtièmes

(64) Les levées de plans pour la confection de la carte de Cassini causèrent une émotion inquiétante en certains endroits. Tout ce qui ressemblait à un mesurage des terres paraissait l'annonce d'une augmentation d'impôts.

(65) CHARDEL, t. II, p. 412 et suiv.

(66) Cf. LE LAY, *Hist. de Pontivy*, p. 195.

des quatre articles dont le produit bénéficiait à la « masse commune », quelles que fussent les modifications que pût subir la matière imposable. L'estimation totale ne fut augmentée que lors de l'abonnement du troisième vingtième auquel les parties prenantes à l'état de fonds (67), les receveurs des villes et les gages des employés des fermes furent soumis. Il n'est donc pas surprenant que le produit de ces diverses catégories de vingtièmes ait ordinairement dépassé l'évaluation préalable (68).

Les taxations attribuées aux confecteurs de rôles et aux collecteurs (4 d. p. l. aux uns et aux autres) étant payées, ainsi que les frais de régie, sur le produit total de l'impôt, les contribuables n'avaient donc à supporter, de ce chef, aucune charge supplémentaire.

*
* *

On ne saurait dire que l'institution du dixième et des vingtièmes n'ait absolument rien changé au régime fiscal de la Bretagne. Si imparfaits qu'ils fussent, les recensements et les évaluations qui servirent aux premières répartitions étaient des nouveautés. Ils suffirent à donner à ces nouveaux impôts un caractère que ne possédait aucun des anciens, et à leur assurer une équité relative. Mais, grâce à l'abonnement, les Etats et leurs commissaires purent en altérer assez profondément le principe et, surtout, empêcher l'amélioration progressive de leur assiette. S'ils durent consentir, par deux fois, à une augmentation du prix de l'abonnement, du moins les privilégiés de la province n'eurent jamais à craindre les menaces de cadastre et d'évaluations vérifiées qui soulevèrent de telles colères quand parut l'édit de Bertin en avril 1763. Le régime de l'abonnement profita évidemment aux contribuables bretons de toutes classes, en limitant la charge de la province. Mais il profita doublement à ceux qui pouvaient redouter les effets d'une répartition bien faite.

(67) A l'exception des porteurs de rentes au denier 50, et des pensionnés touchant moins de 650 l.

(68) Comptes des vingtièmes (Arch. d'I.-et-V. C 3462-3465). En 1771, il s'éleva à 182.000 l. ; en 1773, à 186.000 l. ; en 1781, à 232.000 l. ; en 1782, à 210.000 l. seulement ; en 1783, à 254.000 l.

CHAPITRE III

Le recouvrement des impôts directs

Collecteurs et receveurs ; responsabilités ; exemptions. — La rentrée des impôts ; difficultés, lenteurs et délais. Les retards dans la noblesse ; à Rennes ; à Brest. Les contraintes. — Les receveurs des fouages ; leurs pratiques et leurs abus. Les vérifications de caisse. — Les embarras des trésoriers des Etats et la politique de la Commission intermédiaire en matière fiscale.

En Bretagne, comme dans le reste du royaume, la perception de l'impôt était une corvée mise à la charge des contribuables, de ceux-là du moins qui ne pouvaient invoquer aucun motif d'exemption. Les généraux de paroisses devaient désigner chaque année, sous leur propre responsabilité, parmi les contribuables, des collecteurs, et les municipalités urbaines, un ou plusieurs receveurs, d'une part pour la recette des fouages, d'autre part pour la recette soit de chacune, soit de l'ensemble des impositions abonnées. Receveurs et collecteurs étaient, en première ligne, responsables sur leurs propres biens du montant des rôles qui leur étaient remis ; s'ils se trouvaient insolvables, leur responsabilité était endossée par les membres du général ou les officiers municipaux qui les avaient nommés et, à défaut de ceux-ci, par l'ensemble des contribuables de la paroisse ou par le budget municipal. Le roi et la province étaient ainsi assurés de ne rien perdre (1).

Dans chaque diocèse, receveurs et collecteurs versaient le produit de leur recette entre les mains, soit du receveur des fouages ordinaires, pour la partie du roi, soit du receveur des fouages extraordinaires, pour la partie de la province. Ce

(1) Sur la réglementation des recouvrements, voir CHARDEL, t. II, p. 15, 39, 153 et suiv. et 429 et suiv.

dernier présentait directement à la Commission intermédiaire un compte particulier pour chacune des impositions abonnées, capitation, casernement, milice de terre, milice garde-côtes, dixième ou vingtièmes. Notons que, pour la capitation et les taxes accessoires, casernement et milices, les receveurs des villes faisaient leurs versements à la caisse du trésorier des Etats et en rendaient compte à la Commission intermédiaire sans passer par l'intermédiaire des receveurs des foudges. Rappelons, d'autre part, que ceux-ci faisaient eux-mêmes la recette de la capitation de la noblesse et qu'ils firent également celle de son dixième dans les diocèses de Rennes et de Saint-Malo.

La situation des receveurs des foudges était toute autre que celle des receveurs des villes et des collecteurs des paroisses. C'étaient des officiers des Etats, propriétaires de leur charge, et celle-ci pouvait rapporter d'assez beaux profits pour qu'elle trouvât toujours acquéreur à bon prix. Elle comportait des responsabilités. Mais les receveurs diocésains des foudges ne répondaient que des deniers de leur recette effective et non du montant des rôles de leur évêché. Il leur appartenait de contraindre les receveurs des villes et les collecteurs à s'acquitter, par saisie de leurs meubles et par corps; mais, cela fait, ils étaient eux-mêmes à couvert. Les saisies d'immeubles ne pouvaient être opérées qu'à la requête de la Commission intermédiaire elle-même. Leur responsabilité, somme toute, était du même ordre que celle du trésorier. Leur tâche était ainsi plus simple et plus facile que celle des receveurs et collecteurs en rapports directs avec les contribuables, et, malgré l'importance des sommes dont ils répondaient, elle les exposait à moins de risques. Ils n'étaient pas très largement rétribués. Ils ne touchaient aucune taxation. Ils se partageaient, entre eux tous, 30.000 l. pour la recette des foudges extraordinaires, 8.000 l. pour celle de la capitation et des impôts accessoires, et 10.000 l. pour celle du dixième, puis des vingtièmes. C'était peu pour des charges dont l'aliénation, en 1715, avait produit en tout 414.000 l. Mais ils avaient, nous le verrons, d'autres sources de profit (2).

(2) Les charges de receveurs des foudges extraordinaires furent, à l'origine, exercées par commission; érigées en offices vénaux, lors des créations d'offices sur les foudges qui se multiplièrent à partir de 1692, elles furent, en 1711, rachetées par les Etats, avec tous les autres offices de cette catégorie, et aliénées par eux en 1718. Elles furent acquises au prix de :

A la différence de ce qui se passait pour la taille dans les pays de généralités, on ne confiait pas, en Bretagne, aux mêmes individus les fonctions de collecteurs et de répartiteurs. Quant au cumul des différentes collectes, il était la règle pour celles des fouages ordinaires et des fouages extraordinaires qui se faisaient, toutes les deux, sur un seul et même rôle. Mais les collecteurs des fouages ne pouvaient être chargés en même temps de la recette des impositions abonnées. Les rôles de celles-ci pouvaient être confiés, au gré des municipalités et des généraux, soit aux mêmes agents, soit à des agents différents.

Les impôts du casernement et des milices étaient toujours portés sur les mêmes rôles que celui de la capitation. Le dixième et les vingtièmes d'industrie, d'une part, et ceux des biens-fonds, d'autre part, faisaient l'objet de rôles distincts. On pouvait donc avoir jusqu'à trois catégories de receveurs ou de collecteurs pour les impôts abonnés.

Les mêmes règles, du reste, à peu de chose près, s'appliquaient à la perception des différents impôts directs.

Il était bien prévu que la collecte des fouages devait être mise aux enchères et adjugée à ceux qui offriraient le plus fort rabais sur la taxation de 18 deniers pour livre attribuée aux généraux. Mais il était bien rare qu'il se présentât des candidats et les collecteurs des fouages étaient ordinairement dési-

32.500 l.	pour le tablier de Rennes.
119.500 l.	— de Fougères et Vitré,
66.000 l.	pour l'évêché de Nantes,
52.000 l.	— de Vannes,
60.000 l.	— de Quimper,
80.000 l.	pour les évêchés de Léon et de Tréguier,
39.000 l.	pour l'évêché de Saint-Brieuc,
52.000 l.	— de Saint-Malo,
13.000 l.	— de Dol.

414.000 l. au total.

(CARON, d'après CHARDEL, p. 219).

Tous les prix de cession que nous avons relevés à des dates postérieures sont sensiblement plus élevés :

22.000 l.	pour la recette de l'évêché de Dol, en 1763 ;
134.500 l.	pour celle de l'évêché de Nantes, en 1770, après la faillite du receveur Bellabre ;
80.00 l.	pour celle de l'évêché de Saint-Brieuc, en 1773 ;
120.000 l.	pour celles des deux tabliers de l'évêché de Rennes, et
60.000 l.	pour celle de l'évêché de Tréguier, en 1777 ;
100.000 l.	pour celle de l'évêché de Léon, en 1782.

(Rapports de la Com. int. aux États de 1774, de 1778 et de 1782. Arch. d'I.-et-V. C 3854, 3855 et 3856 ; Reg. de la Com. int. 5 février 1763 ; Correspondance du trésorier, 23 avril 1770, C Trésorerie).

gnés d'office par les généraux de paroisse, de la même manière que ceux des impôts abonnés. Cependant leur tâche était plus facile et beaucoup mieux rétribuée que celle de ces derniers. Ceux-ci, en effet, les receveurs des villes comme les collecteurs des campagnes, ne recevaient que 3 d. p. l. pour la capitation et ses accessoires, et 4 d. p. l. pour le dixième ou les vingtièmes. Or, il avaient bien davantage à demander aux contribuables.

Il ne faut pas s'étonner des efforts des contribuables pour échapper à une pareille corvée. C'était un privilège envié que d'en être exempt; mais, hormis quelques cas très nets, celui des gentilshommes, des juges, des officiers municipaux, de certains receveurs de deniers publics, il était le plus souvent sujet à contestations et la Commission intermédiaire était fréquemment saisie des réclamations de contribuables qui se prétendaient désignés à tort (3). Les généraux et les municipalités n'obéissaient d'ailleurs pas seulement au souci légitime de ne pas laisser se multiplier des exemptions dont profitaient trop souvent les contribuables les plus en état de supporter les ennuis et la responsabilité de la collecte. Ils se montraient, parfois, d'une partialité flagrante, n'observant pas de roulement régulier et rejetant abusivement la charge sur des infirmes, des vieillards, des illettrés, sur les nouveaux venus ou sur des contribuables qui allaient quitter la localité. Dans certaines villes, dans les petites surtout, les bourgeois du corps municipal nommaient systématiquement des petites gens, boutiquiers, cabaretiers, artisans, laboureurs (4). La seule précaution qu'après tout eussent à prendre les délibérants était de choisir des gens solvables.

(3) En outre des cas ci-dessus, l'exemption était accordée par le règlements royaux aux *miliciens* et aux *officiers mariniens et matelots*, non seulement pendant leur temps de service mais encore pendant une certaine période ensuite. Les États admettaient l'exemption pour les *avocats*, mais à la condition qu'ils fussent « uniquement occupés à leur profession »; pour les *receveurs des droits de courtage et de jaugeage*, quand leur cote de capitation n'excédait pas 10 l.; pour les *septuagénaires* (délib. du 17 janvier 1779); pour les *nouveaux domiciliés*, quand ils avaient fait la collecte dans la paroisse de leur précédent domicile à une époque suffisamment rapprochée. (Délib. du 24 oct. 1776). Cf. CHARDEL, t. II, p. 145.

(4) ANT. DUPUY (*L'Adm. mun. en Bret. au XVIII^e s.*, p. 196-204) cite de nombreux exemples des incidents auxquels pouvait donner lieu la perception des impôts abonnés. On en pourrait relever bien d'autres dans les registres et même, seulement, dans les rapports de la Com. int. Mais ceux que rapporte Dupuy sont très caractéristiques.

Voir, sur le même sujet, les observations de la Commission diocésaine de Saint-Brieuc. (Reg. de la Com. int. 29 mai 1742).

Certaines villes essayèrent parfois de recourir à des *receveurs* permanents qui se chargeraient bénévolement de la fonction, moyennant, au besoin, une indemnité fixe en sus des taxations. Mais il ne fut pas souvent facile d'en trouver. Les « *miseurs* », *receveurs* des deniers ordinaires des villes, firent ainsi la recette de la capitation pendant la première période de l'abonnement, de 1695 à 1718. Mais ils ne s'en chargèrent plus, après 1735, que par exception. Vannes est la seule ville, à notre connaissance, où ils aient accepté cette charge de façon continue. Nantes eut une véritable dynastie de *receveurs* des impositions abonnées, les Valin, qui se succédèrent de père en fils dans cette fonction pendant tout le XVIII^e siècle. La communauté de Pontivy, à partir de 1757, traita avec le fermier du péage du Pont et celui des droits d'étalage sous les halles, puis confia toute la recette à son greffier. Fougères eut un premier *receveur* permanent de 1764 à 1768 et un second de 1768 à 1788, un marchand, Louis Morel.

A Rennes, après les difficultés qu'éprouvèrent Audouard (1724-1742), Le Loué (1750-1768) et Mainguet (1769-1773), on en revint aux *receveurs* annuels désignés d'office, et les Etats ordonnèrent même, le 12 janvier 1773, que les *receveurs* des vingtièmes et la capitation y fussent changés chaque année.

A Brest, l'ancien maire, Kerbizodec Lunven, prit la recette en 1767 et 1768. Mais, quand il fut redevenu maire en 1769, on ne trouva personne pour le remplacer (5).

Dans les paroisses rurales, les collecteurs traitaient assez fréquemment avec des huissiers, des sergents ou d'autres particuliers, faisant parfois un sacrifice d'argent et donnant ainsi jusqu'à 90 l. en sus de leurs taxations pour se délivrer d'une charge détestée (6). Mais il arrivait souvent que ces sous-traitants s'acquittassent malhonnêtement de leur tâche et, en tout cas, ils usaient à l'égard des contribuables de rigueurs que les collecteurs eux-mêmes n'auraient pu se permettre.

*
* *

La correspondance, les délibérations et les rapports de la Commission intermédiaire nous font connaître un nombre con-

(5) LE LAY, *Hist. de la ville de Pontivy*, p. 168 et 196; MAUDET, *L'Adm. mun. de Fougères* (mémoire inédit) ; M. BERNARD, *La Municipalité de Brest*, p. 288 et suiv.

(6) Rapport de la Com. int. aux Etats de 1762 (Arch. d'I.-et-V. C. 385r).

sidérable d'affaires de toutes sortes dont l'examen ne permet pas de douter que les impôts ont toujours rentré, en Bretagne, difficilement et lentement. Ces multiples témoignages ne font du reste que corroborer les plaintes des trésoriers successifs des Etats.

Les impôts devaient être payés chaque année en deux termes, pendant le mois d'avril et pendant le mois d'octobre. Receveurs et collecteurs devaient faire leurs versements, entre les mains des receveurs des fouages, dans la quinzaine suivante, et ceux-ci s'acquitter auprès du trésorier, également dans les quinze jours. Ainsi ce dernier aurait dû se trouver en mesure d'effectuer régulièrement, sans fortes avances, le paiement, aux termes fixés, des tranches successives du prix des abonnements.

Mais, d'abord, les rôles n'étaient jamais mis en recouvrement dans les délais prévus. Ils ne parvenaient ordinairement aux receveurs et collecteurs que dans les six derniers mois de l'année, souvent en octobre, novembre ou décembre, parfois même en janvier de l'année suivante. Les receveurs des fouages et les trésoriers n'ont cessé de s'en plaindre, mais en vain. Aux observations particulièrement vives du trésorier La Boissière et du contrôleur général, en 1751, 1752 et 1759, renouvelées par le premier, encore, en 1761 et par son successeur, La Lande Magon, en 1771, la Commission intermédiaire, quand elle n'élude pas la question en expliquant simplement la lenteur des recouvrements par la « misère du peuple », répond en termes sonnares et vagues « qu'il est difficile d'obtenir aucune hâte « des villes » (4 déc. 1751), « qu'elle n'a pu parvenir jusqu'à « présent à réformer l'abus où sont quelques communautés de « n'envoyer leurs projets de rôles qu'en juin et juillet » (2 juin 1753), « qu'elle ne fait que suivre les usages établis avant elle « par les intendants » (4 déc. 1751), « qu'on fait toute diligence « pour les rôles » (9 mars 1771) (7). Elle faisait observer que, lorsque la session des Etats se prolongeait dans les premiers mois de la première année des abonnements, l'expédition tardive des arrêts du conseil appratifs retardait nécessairement toutes les opérations de la levée (4 décembre 1751, 23 juillet 1771). Remarquons, en passant, que les retards n'étaient jamais moindres, l'année suivante, quand cette excuse

(7) Correspondance entre La Boissière, le cont. gén. la Com. int. et les Etats (14 nov. et 4 déc. 1751, 4 janvier et 2 juillet 1759. Arch. Nat. H 552 et 556. Rapports de la Com. int. aux Etats de 1752, 1754, 1762 et 1772, Arch. d'I.-et-V. C 3847, 3851 et 3854).

n'était plus de mise. L'article 5 du chapitre 1^{er} du règlement fait par les Etats, le 26 janvier 1759, pour la Commission intermédiaire, organisait le travail de celle-ci et de ses bureaux diocésains, de telle sorte « qu'en chaque année ces opérations » (répartition générale et confection des rôles) n'emportent « pas plus de deux mois, et que dans les années où les Etats « ne sont pas assemblés on s'occupe de ce travail dès le mois « de janvier ». Mais ces belles dispositions demeurèrent sans effet. Sur les plaintes de La Lande Magon, on les répéta dans la délibération que les Etats prirent, le 12 janvier 1773, pour accélérer les recouvrements, sans plus de résultats (8). Deux ans plus tard, une nouvelle délibération rendit les maires, syndics et délibérants responsables des sommes à lever dans leurs villes ou paroisses quand les projets de rôles n'y seraient pas dressés à temps (13 février 1775). Cette menace ne fut prise nulle part au sérieux. La correspondance de du Margat, directeur de la trésorerie depuis 1764, prouve abondamment que, jusqu'à la fin, les retards demeurèrent aussi considérables, imputables, sans doute, dans une certaine mesure, à la négligence des autorités locales, mais aussi aux lenteurs des bureaux de la Commission intermédiaire et des commissaires et correspondants préposés à la confection des rôles.

En novembre 1786, la municipalité de Brest n'avait pas encore envoyé son projet de rôle de la capitation, bien que le mandement de la Commission lui fût parvenu depuis cinq mois. Le premier syndic donna pour toute excuse les multiples occupations de sa charge ; il aurait pu ajouter que le mandement aurait dû lui être envoyé trois mois plus tôt (9). En 1764, aucun rôle ne parvint aux collecteurs et receveurs avant le mois de septembre. Le 23 août 1773, le receveur des fouages de Tréguier s'était plaint que les rôles de l'année « fussent à peine rendus dans les paroisses de son évêché » ; en 1787, le même receveur eut à faire la même observation près de deux mois plus tard, le 10 octobre. Le 26 février 1788, le maire de Saint-Brieuc écrivait que les rôles de 1787 n'étaient en recouvrement que depuis six semaines, « la Commission en ayant beaucoup retardé l'envoi ». Les rôles de 1783 n'étaient également parvenus à Chateaubriant

(8) CHARDEL, t. II, p. 140.

(9) Correspondance entre la Com. int., le directeur de la trésorerie et François Le Guen, premier échevin de Brest, 21 nov. 1786 et suiv. (Arch. d'I.-et-V. C Trésorerie).

qu'en janvier 1784. Encore n'avons-nous ainsi choisi, parmi beaucoup d'autres, que quelques exemples caractéristiques d'un état de chose commun à toute la province (10).

Les rôles une fois remis, il était d'usage de laisser une année entière aux receveurs et collecteurs pour en faire le recouvrement (11), délai qui, pour certains, était encore insuffisant. On ne peut se rendre exactement compte du moment où la recette se trouvait achevée. Les redditions de comptes des receveurs des fouages s'échelonnent du mois de mai qui suivait l'année de l'imposition, jusqu'à la fin de l'année suivante et, parfois, jusqu'au milieu de celle d'après. Mais les receveurs des fouages, nous le verrons, avaient l'habitude de conserver plus longtemps qu'ils n'auraient dû le produit de leurs recettes et l'on ne saurait imputer entièrement leurs retards à ceux des collecteurs.

Ordinairement, les impôts des paroisses rurales étaient ceux qui rentraient le mieux ; évidemment parce qu'on avait moins de ménagements pour les contribuables des campagnes. D'exemples de résistance collective à la levée des impôts nous n'avons trouvé trace d'aucun autre que celui de la paroisse de Laniscat et de quelques localités du voisinage, en 1713, rapporté par Antonin Dupuy (12), et celui des paroisses de Cornouaille contre lesquelles furent dirigées quelques troupes au moment de la conspiration de Pontcallec.

On peut relever, il est vrai, chaque année, dans les ordonnances de la Commission intermédiaire, de nombreuses condamnations à l'amende (10 l. au plus) ou à la prison (15 jours au plus, mais rarement plus de 8 jours) pour rébellion, insultes ou coups à l'égard des contrôleurs et des huissiers. Elles suffisent à montrer que la tâche des collecteurs n'était pas facile.

La Commission, du reste, était indulgente par système, « ayant toujours recommandé d'accélérer les recouvrements « plus par les voies de douceur qu'autrement » (13). Il n'était pas d'usage, en Bretagne, dit La Boissière, comme dans « les « généralités du royaume, de contraindre les redevables par la

(10) *Ibid.*

(11) Du Margat au trésorier, 11 juillet 1770 (*Ibid.*).

(12) A. DUPUY, *L'Adm. mun. en Bret.* p. 202.

(13) Du Margat à la Lande Magon, 28 février 1770 (Arch. d'I.-et-V. C Trésorerie). Le 11 février, La Lande avait fait remarquer de son côté à du Margat : « On ne peut forcer puisque les commissaires ne veulent pas qu'on gêne le contribuable ».

« main-forte de la maréchaussée et des garnisons militaires » (14). On ne pouvait procéder à la contrainte par corps que sur ordonnance de la Commission et celle-ci répugnait à des mesures sévères que la régie royale, dans le cas de suppression des abonnements, pourrait invoquer comme précédents pour justifier les siennes (15). Pour aboutir, les collecteurs avaient à compter surtout sur leur propre ténacité et ne pas épargner leur peine. Un stimulant efficace pour eux, c'était qu'on ne leur tenait pas compte des non-valeurs de la capitation. Ils devaient solder intégralement le montant de leurs rôles. S'ils s'y trouvait des non-valeurs, ils devaient en faire l'avance. Le montant en était réimposé sur la paroisse l'année suivante et c'est alors seulement qu'ils en étaient remboursés. Les non-valeurs des rôles de la noblesse et des villes étaient, au contraire, déduits, l'année même, aux receveurs qui en étaient comptables et ceux-ci n'avaient, de ce chef, aucune avance à faire.

Ce n'était qu'une des raisons pour lesquelles le recouvrement de ces derniers rôles se faisait, d'ordinaire, plus mal encore que celui des rôles des paroisses. La noblesse bretonne a, de tout temps, très mal payé ses impôts. Il est difficile de reconnaître si elle a montré moins de mauvaise volonté sur le régime de l'abonnement que sous celui de la régie. En juin 1725, on avait constaté qu'elle n'avait encore rien payé de sa capitation de l'année et la moitié à peine de celle de 1724 (16). Mais, au début de 1759, elle devait encore 57.000 l. (sur plus de 100.000) de sa capitation de 1757 et la totalité de celle de 1758. En le signalant aux Etats, La Boissière rappelait qu'il y avait dans la province « des personnes accréditées... qui « devaient des 7 et 8 années de vingtièmes et des dix années de

(14) La Boissière au cont. gén. 2 juillet 1759 (Arch. Nat. H 556).

(15) C'est le motif qu'elle donne aux commissaires du bureau de Nantes en refusant d'infliger une amende à un laboureur des environs de Machecoul qui avait insulté et menacé un huissier. On ira jusqu'à la contrainte par corps ; mais « il serait dangereux de condamner à des « amendes pour cause d'invectives, attendu qu'en cas de non-abonnement « un pareil exemple autoriserait à multiplier ces sortes d'ordonnances et « que, lorsqu'on voudrait s'en plaindre, on ne manquerait pas d'alléguer « que la Commission en usait ainsi » (6 déc. 1757. Reg. de la Com. int.). Il faut ajouter qu'il s'agissait du vingtième et que l'on ne faisait alors que sortir de la période de la régie.

(16) Rapport de l'intendant au cont. gén. 21 juin 1725 (Arch. d'I.-et-V. C 2130).

« capitation », et il ajoutait que la Commission intermédiaire n'avait point égard aux plaintes des receveurs à leur sujet (17). Ce fut, jusqu'à la fin, chose admise par les trésoriers successifs des Etats qu'il n'y avait pas à attendre plus d'empressement de la part des contribuables nobles. Quand, en 1770, la Commission intermédiaire fait savoir à La Lande Magon qu'elle compte le rendre responsable des débets arriérés du receveur des fouages de Nantes en faillite, le directeur de la trésorerie fait observer que, « si la Commission voulait être rigoureuse « là-dessus, cela forcerait le trésorier à contraindre à la rigueur et à mettre le feu dans la province. Ce serait la noblesse qui en souffrirait le plus, puisqu'elle paie toujours la dernière » (18).

La patience relative de la Commission à l'égard des contribuables des paroisses était évidemment portée à ses dernières limites quand il s'agissait des contribuables de la noblesse. Elle était grande également pour les contribuables des villes. Il ne manquait pas, parmi ces derniers, de personnes de considération envers lesquelles il n'était pas facile aux receveurs d'user de contrainte. La forte proportion, en beaucoup d'endroits, de contribuables peu ou point solvables paraît, toutefois, la principale cause des retards considérables que les receveurs de certaines villes mettaient toujours à s'acquitter.

(17) Mémoire de La Boissière aux Etats, 4 janvier 1759 (Arch. Nat. H 536).

(18) Arch. d'I.-et-V. C Trésorerie, Du Margat à La Lande Magon, 28 février 1770.

Une lettre de M. de la Villéon, héraut des Etats, à du Margat nous offre un bel exemple de la manière dont les gentilshommes comprenaient leurs obligations fiscales. Averti par du Margat que le nouveau receveur des fouages de Saint-Brieuc, M. Le Can, se prépare à le poursuivre, M. de la Villéon répond au premier : « Je vous suis bien reconnaissant de ce que vous ayez bien voulu me prévenir des mauvaises intentions de M. Le Can. Il paraît que ce Monsieur ignore les égards dont ses prédécesseurs ne se sont jamais écartés, ayant toujours eu l'attention de prévenir les débiteurs avant de leur faire des frais. S'ils ont été suspendus, je vous en dois, Monsieur, toute la reconnaissance. M. Le Can aurait dû s'instruire des usages. Personne mieux que M. de la Villebernard (prédécesseur de Le Can) ne pourrait lui donner les leçons d'honnêteté qui lui sont nécessaires ».

Pour bien juger du ton de cette lettre, il faut savoir que Le Can a justement eu recours à l'intermédiaire de du Margat pour faire payer La Villéon, et que celui-ci devait 8 années de capitation ! Il comprit, du reste, qu'il était temps de s'exécuter et il pria du Margat de retenir les 138 l. dues, sur ses gages de héraut. (*Ibid.* 27 août 1781).

Nulle part les recouvrements n'étaient plus difficiles qu'à Rennes. Au temps de la régie de l'intendant, les restes à recouvrer s'élevèrent à 4.201 l. en 1721 (sur une imposition de 27.250 l.) et à 10.359 l. en 1730 (sur 43.721) (19). La négligence du receveur Audouard y était peut-être pour quelque chose. En 1755, La Boissière se plaint de lui à la Commission intermédiaire. En 1740, Audouard se trouva en débet de 30.778 l. alors que ses restes à recouvrer ne s'élevaient qu'à 9.823 l. Toutefois la municipalité lui conserva pendant dix-huit ans la recette de la capitation ; elle lui confia celle du dixième en 1735 et 1736 et elle porta sur lui, en 1742, un excellent témoignage confirmé par l'intendant (20).

A l'égard de Le Loué, qui fit la recette des impôts abonnés de 1750 à 1768, nous n'avons relevé aucune accusation d'aucune sorte. Cependant ses débets dépassèrent de beaucoup ceux d'Audouard et, à partir de 1760, il n'est pas de rapport de la Commission intermédiaire aux Etats où il n'en soit question. En 1766, il devait, sur la capitation des années échues le 31 décembre 1764, 124.936 l. En 1773, ses restes à recouvrer s'élevaient à 53.205 l. sur les vingtièmes, et à 21.996 l. sur la capitation des années antérieures à 1768. Or il avait soldé entièrement ses comptes pour celle-ci. A sa mort, en juillet 1784, il devait encore 7.715 l. aux Etats ; mais ses restes à recouvrer s'élevaient à 6.422 l. et il lui était dû, sur la succession d'un huissier chargé de ses contraintes, 2.514 l. Il y avait alors seize ans qu'il avait abandonné sa charge. Son successeur Maingnet, décédé en 1773, laissa un débet de 10.931 l. (21).

A Brest, les rentrées n'étaient guère plus faciles. En janvier 1765, le receveur du quartier de Recouvrance devait encore 2.964 l. sur la capitation de 1763. En mai 1771, ses comptes de 1769 n'étaient pas encore soldés. Le 3 septembre 1780, Gilbert Kérigonan, receveur pour la ville entière, ne pouvait envoyer que 12.408 l. sur les 16.614 l. de la capitation de

(19) Comptes de la capitation. (Arch. d'I.-et-V. C 2079, 2084 et 2095). Pour la période de la régie royale, nous n'avons que les comptes de 1721, 1724, 1730 et 1734 ; encore, ceux de 1734 manquent-ils pour les villes de l'évêché de Rennes.

(20) Analyse d'une requête de La Boissière à la Com. int. (*Ibid.* C 2116). Rapport de la Com. int. aux Etats de 1754. (*Ibid.* C 3847). Requête de la ville de Rennes au cont. gén. 1742. (Arch. Nat. H 584).

(21) Rapports de la Com. int. aux Etats de 1760, 1766, 1774, 1776, 1778, 1780, 1782 et 1784. (Arch. d'I.-et-V. C 3849, 3852, 3854, 3855, 3856 et 3857).

1779 (22). On ne saurait énumérer tous les cas où les receveurs sont en retard de plus d'un an sur leurs versements. Il ne se passe pas d'année où le directeur de la trésorerie ne doive presser nombre d'entre eux d'acquitter un arriéré considérable et ne s'adresse aux maires de plusieurs villes dont la responsabilité menace d'être lourdement engagée (23).

La lenteur des recouvrements tenait sans doute, pour une bonne part, à la mauvaise volonté des contribuables ; mais elle s'expliquait aussi par la misère du plus grand nombre, tant dans les paroisses rurales que dans les villes. Receveurs des fougages, receveurs des villes et maires l'invoquaient à chaque instant, et ce n'était pas une vaine excuse. Le trésorier La Lande Magon signale lui-même, en 1771, « une disette effroyable » et une « misère... qui retardent considérablement la « rentrée des impositions » (24). Mais les mauvaises années sont fréquentes et il est des villes, comme Vitré, où, dans les dernières années de l'Ancien Régime, au moins, la misère est constante dans le peuple (25).

(22) Correspondance du directeur de la trésorerie, 25 janvier 1765, 8 mai 1771 et 3 sept. 1780. (*Ibid.* C Trésorerie).

(23) *Ibid.* *passim*.

(24) La Lande Magon à la Com. int. 2 mars 1771. (Rapport de la Com. int. aux États de 1772, *ibid.* C 3854). Le même à Ménard, premier commis du cont. gén., 14 déc. 1771. (Arch. Nat. H 466). L'année précédente du Margat annonçait déjà à La Lande Magon que la misère croissante et la disette des grains rendraient les recouvrements bien lents (1^{er} mai et 11 juillet 1770). En 1768, il avait fait remarquer au receveur des fougages de Léon, qui s'excusait de ses retards sur les mauvaises récoltes dans son évêché, que « l'année était difficile » partout. (21 et 24 oct. 1768. Arch. d'I.-et-V. C Trésorerie).

(25) En 1773, le receveur, « par bonté d'âme », n'a pu presser le recouvrement parmi un peuple misérable. (Le maire, Duperron, à du Margat, 3 août, *ibid.*). En 1785, la misère est si grande et l'argent si rare « qu'il faudrait autant poignarder les trois quarts des contribuables » que de faire des contraintes. (Le receveur, de Gennes, à du Margat, 31 mai, *ibid.*).

En 1771, le receveur de Guingamp a ramassé 1200 l. « après avoir fait « quatre fois la tournée générale ». Pour le reste, « il est imposé sur un « tas de pauvres gens, en grand nombre privés du nécessaire et ayant à « peine chez eux la valeur de leur taxe ». (A du Margat, 10 mars, *ibid.*). Celui de Morlaix écrit la même année : « Je fais mon possible pour finir, « mais le peuple est si misérable qu'il faut qu'il vende ses hardes pour « payer ». (Au même, 15 nov. *ibid.*). Celui de Saint-Servan écrit en 1770 : « Vous ferez ce que vous croirez convenable. Mais je ne puis me résoudre « à faire exécuter des malheureux dont les premiers fruits de la récolte « ont servi à récupérer les ustensiles qu'ils avaient été obligés de vendre « pour subsister, la misère étant à son comble dans cette paroisse ». (Au même, 13 nov. *ibid.*). A Rannée (dépendance de La Guerche), le receveur,

La difficulté et, souvent même, l'impossibilité d'obtenir le concours d'huissiers pour leurs contraintes, et surtout d'huissiers méritant confiance, était une fréquente et grave cause d'embarras pour les receveurs et les collecteurs. L'insuffisance de leur rétribution explique la mauvaise volonté et aussi les abus des premiers. On comprend aisément, d'autre part, leur répugnance à instrumenter contre certains contribuables. L'huissier Moulin, de Rennes, représente ainsi que, « dans le « nombre des redevables, il y en a plusieurs auxquels il doit « des égards, qu'il est obligé d'aller huit à dix fois chez la « même personne et que, n'ayant pour vivre que son état, on « ne devait pas exiger qu'il l'abandonnât en entier pour s'occu-
 « per d'un recouvrement qui lui a causé déjà le plus grand « préjudice » (26). Duchin, huissier à Lorient, ne veut pas faire de suites contre Bougain de Kerdanet, avocat au Parlement, redevable de 334 l. pour sa capitation de 1760, 1761 et 1762, « vu qu'il serait indécent qu'un huissier usât de con-
 « trainte vers ses juges ». La Commission intermédiaire n'admet pas l'excuse (27); elle intervint toujours énergiquement et rapidement contre les huissiers récalcitrants. Du 3 janvier au 10 avril 1762, par exemple, nous ne relevons pas moins de douze ordonnances enjoignant à plusieurs de prêter leur minis-

en 1772, réclame un délai pour les contribuables : « Ces malheureux acca-
 « blés de misère peuvent à peine se fournir de pain ». (Au même, 2 avril, *ibid.*). A Hennebont, cette année-là, journaliers et artisans manquent de pain « et disent qu'ils paieront quand il sera moins cher ». (Le receveur à du Margat, 17 février, *ibid.*). A Vannes, on signale, en 1770, une « mi-
 « sère extrême » qui continuera en 1771. (Le receveur à du Margat, 13 nov. 1770, *ibid.*). En 1786, Geoffroy, commis du receveur des fouages de Vannes, écrit : « Vous trouverez sans doute, Monsieur, que le recouvrement se fait
 « bien lentement ; mais je vous prie de considérer que la misère est « excessive dans les campagnes... Il y aurait de l'inhumanité à prendre
 « des partis violents et nous serons forcés d'attendre que la prochaine « récolte soit faite avant d'employer la rigueur » ; l'année suivante il dé-
 nonce encore la « misère affreuse » qui règne dans les campagnes et « les « plaintes continues des collecteurs » ; il lui restait alors 81.582 l. à recou-
 vrer sur les impositions de 1784 et 1785. (Geoffroy à du Margat, 14 avril 1786 et 16 mai 1787, *ibid.*). Il faut ajouter que l'année 1771 fut une année de crise générale.

Cf. H. SÉE, *Remarques sur la misère, la mendicité et l'assistance en Bretagne à la fin de l'Ancien Régime* (Mém. de la Soc. d'Hist. et d'Arch. de Bret. t. VI, 1925). En appendice, texte d'un important mémoire sur l'effroyable misère qui sévissait à Vitré en 1762.

(26) Rapport de la Com. Int. aux États de 1780 (Arch. d'I.-et-V. C 3856).

(27) Reg. de la Com. Int. 5 février 1763.

rière aux receveurs de diverses villes (28). Elle réprima d'autre part leurs exactions sans ménagements, quand elle les connut.

Mais, en se refusant à fixer à plus de 10 ou 12 s. au maximum les frais de contrainte, à plus de 1, 2 ou 3 s. ceux d'avertissement, elle entretenait elle-même le motif le plus certain de leur mauvaise volonté et de leurs abus. La fréquence même, jusqu'en 1788, de ses ordonnances contre les huissiers fautifs prouve d'ailleurs l'inefficacité de ses injonctions et de ses sanctions et l'on peut en voir une autre preuve dans le renouvellement, par les Etats de 1772 et de 1782, de la défense de rien exiger au-delà du tarif autorisé par le règlement du 6 novembre 1738 (29).

*
* *

Une grave cause de retard, sinon dans les recouvrements eux-mêmes, du moins dans les encaissements du trésorier des Etats, c'étaient les pratiques des receveurs des fouages. Elles n'étaient d'ailleurs pas sans faire courir de grands risques aux finances de la province. Les receveurs des fouages extraordinaires étaient, nous l'avons vu, propriétaires de leurs offices et les prix élevés que ceux-ci atteignirent au cours du XVIII^e siècle ne sauraient s'expliquer par les gages modiques qui y étaient attachés. Il fallait que leurs détenteurs eussent d'autres sources de profit. Ce profit, ils le trouvaient en faisant valoir, pour leur propre compte, les fonds de leur recette avant de les verser à la caisse du trésorier. Ce n'était un mystère pour personne. Le trésorier La Lande Magon apprenant que l'office de Bellabre, receveur des fouages à Nantes, en faillite, a été vendu 134.500 l. est, à la vérité, un peu surpris d'un si haut prix ; il ne s'attendait pas à ce qu'on dépassât 110 ou 115.000 l. Mais, après tout, dit-il, « cela prouve combien les « adjudicataires et les enchérisseurs comptaient sur ce que le « maniement de l'argent peut produire » (30).

Tous les receveurs étaient des hommes d'affaires, faisant la banque et souvent engagés dans des opérations de différente sorte. Il leur arrivait, parfois, de cumuler plusieurs recettes. De Gennevilliers tint à la fois celles de Rennes et de Saint-Malo. Lannux de la Chaume, à partir de 1782, celles de Tréguier et

(28) Rapport de la Com. int. aux Etats de 1762 (*Ibid.* C 3851).

(29) CHARDEL, t. II, p. 158.

(30) La Lande Magon à du Margat, 23 avril 1770 (*Ibid.* C Trésorerie).

de Léon. Gratien de Comorre renonça à succéder à son père, Gratien de Saint-Maurice, dans la recette de Saint-Brieuc (1773-1780) ; mais il prit celle de Tréguier, à laquelle il ajouta celle de Vannes à la mort de son beau-père Bourgeois, en 1786. Assez fréquent, également, fut le cumul de la recette des fouages extraordinaires et de celle des fouages ordinaires. Parmi les associés de la compagnie Kerlivio qui prit la ferme des devoirs en 1766, nous trouvons Mazurié, receveur des fouages de Léon, Gratien de Saint-Maurice, receveur des fouages de Saint-Brieuc, un autre Gratien (des Bordes) de ses parents, qui fut le principal dirigeant de l'affaire, et le beau-frère de ce dernier, Bourgeois, qui avait acquis en 1764 la recette des fouages de Vannes. Les Gratien et Bourgeois formèrent en 1768, en 1770 et en 1772, une nouvelle société qui essaya sans succès de reprendre la ferme.

Dans la compagnie Baudouin, qui l'emporta en 1770 et 1772, nous trouvons Lannux, receveur des fouages de Tréguier, qui, d'ailleurs, était gendre de Gratien, et Mazurié, receveur de Léon. Bellabre, receveur des fouages de Nantes, avait figuré dans la compagnie Bainville en 1768. On retrouve encore Bourgeois dans la compagnie Lizy en 1774. Bourgeois et Gratien tentèrent encore d'en constituer une en 1778 (31). Gazon, receveur de Quimper jusqu'en 1766, fut en même temps directeur de la Monnaie de Rennes. Nous avons vu les liens de famille qui s'établirent entre les Gratien, Bourgeois et Lannux. Ce dernier appartenait à une importante famille de négociants de Morlaix. En 1778, il céda son affaire à son beau-père Lannux de la Chaume. Mazurié de Landerneau, receveur de Léon, était associé aux affaires de Mazurié de Morlaix.

Ces hommes d'affaires n'étaient jamais pressés de se des-saisir de leurs fonds. Ils s'acquittaient ordinairement dans la plus large mesure possible en effets payables à Rennes ou à Paris, dont l'escompte leur valait d'appréciables bénéfices. Ce n'était pas sans inconvénients pour le trésorier. Celui-ci avait, en effet, besoin d'argent liquide pour ses paiements à Rennes, et de sommes particulièrement importantes au moment des tenues des Etats. Nous le voyons donc constamment obligé, non seulement de hâter les versements des receveurs, mais de leur réclamer une plus forte proportion de numéraire et du

(31) Correspondance relative à la constitution des compagnies. (Arch. Nat. H 501-506).

papier à moins longue échéance. La Boissière, La Lande Magon et Beaugeard ne furent, à la vérité, jamais bien exigeants. Le second autorisa même les receveurs, sauf en période de trop grands besoins, à faire leurs versements pour un tiers seulement en espèces et, pour le reste, en papier à une usance ou une usance et demie (à 30 ou 45 jours) (32). Ils n'en continuèrent pas moins, observe du Margat quelques mois plus tard, à ne remettre que du papier à trois usances et, « quand on « aura besoin de plus du tiers en espèces, on ne pourra l'obtenir » (33). Et, toujours, partout, les retards sont excessifs. En 1777, du Breil Moy, receveur de Rennes, « ayant été à toute « extrémité » dans ses affaires, s'est ainsi trouvé invité à vider ses mains en remettant à du Margat 100.000 l. en lettres et 72.000 l. en argent. « Cela prouve, ajoute La Lande Magon, « combien ce receveur était arriéré et occupé à faire valoir ses « recettes. Il ne faut pas prendre ce versement pour une excuse « pour ne pas continuer à vous verser de fonds. Il faut le presser et lui faire sentir l'irrégularité de sa conduite et de ses « procédés. Je crois bien que le S^r Beaugeard le fera être plus « exact et, en vérité, ce sera bien fait de détruire tous ces « abus » (34).

Mais les abus continuèrent jusqu'à la fin. Leur effet ordinaire fut que les receveurs se trouvèrent fréquemment endettés d'un arriéré que leur avoir ne suffisait pas toujours à couvrir et il arriva qu'une partie de leur recette fût engloutie, dans une même déconfiture, avec leur propre fortune. Quand ils mouraient en fonctions, la liquidation de leur situation à l'égard de la province était le plus souvent laborieuse. Nous ne pouvons citer que les cas postérieurs à 1735, date à partir de laquelle les registres et les rapports de la Commission intermédiaire nous renseignent d'une façon assez complète. Ils nous montrent un assez grand nombre de receveurs en fâcheuse posture.

(32) Correspondance entre La Lande Magon et du Margat, 24 et 27 mars et 17 mai 1769 (Arch. d'I.-et-V. C Trésorerie).

(33) Du Margat à La Lande Magon, 1^{er} déc. 1769. Le 17 février 1770, La Lande Magon écrit à du Margat « Je viens d'écrire une lettre un peu roide à M. Bourgeois pour les dernières remises qu'il vous a faites sur moi, de 150.000 l. en lettres à quatre ou cinq usances qu'il a laissées mûrir dans son portefeuille. Il croit que je suis la dupe de ses arrangements... Je l'ai menacé de faire verser tous ses recouvrements à Vannes à celui que je chargerai de vérifier sa caisse tous les mois » (*Ibid.*).

(34) La Lande Magon à du Margat, 16 avril 1777 (*Ibid.*). : : H

En 1748, de Gennes, receveur de l'évêché de Saint-Malo, était en retard de 400.000 l. Sur les instances du trésorier, les Etats lui fixèrent le terme du 1^{er} avril 1749 pour s'acquitter, sous la menace de faire vendre sa charge. Il s'exécuta dans une assez large mesure pour échapper à cette sanction et il demeura en place jusqu'à sa mort en 1765. Mais, à ce moment, on constata dans sa caisse un déficit de 107.102 l., déduction faite des restes à recouvrer sur les collecteurs et les contribuables (35). En 1766, Le Brun de la Butterie, ancien receveur du tablier de Fougères et Vitré (partie de l'évêché de Rennes), devait encore 21.154 l. sur les impositions des années 1745 et 1746, les dernières de sa gestion (36). Gazon, receveur de l'évêché de Quimper, se trouva reliquataire, au début de 1752, de 263.506 l. La Commission intermédiaire le suspendit de ses fonctions, le 29 janvier. Ses paiements ayant progressivement réduit sa dette à 54.564 l. en mai 1754, les Etats le rétablirent dans sa charge au mois de décembre suivant. Mais, à sa mort, en décembre 1766, il avait accumulé une nouvelle dette de 229.822 l. déduction faite des restes à recouvrer. Le même s'était trouvé, au début de 1760, en débet de 524.617 l. alors qu'il avait en caisse 351.880 l. disponibles (37).

De Kercadio, receveur de Vannes, devait, au début de 1760, tous restes à recouvrer déduits, 283.542 l. Les menaces de saisie de ses meubles et même de sa personne, par le trésorier, n'ayant pas eu d'effet, la Commission intermédiaire invita les procureurs syndics des Etats à le poursuivre par toutes voies et moyens. De Kercadio, emprisonné en août, fournit enfin des comptes et des fonds, qui réduisirent son débet à 46.284 l. On lui laissa sa charge qu'il vendit, en 1764, à Bourgeois. Mais il demeurait encore comptable de 40.701 l. sur le vingtième des années 1750-1756. Il fallut l'emprisonner de nouveau en 1773 pour en obtenir des suppléments de comptes qui ramenèrent sa dette à 19.806 l. Il n'acheva de s'acquitter, en 1777, qu'après de nouvelles chicanes (38).

(35) Note au cont. gén. (Arch. Nat. H 314) et rapport de la Com. int. aux Etats de 1766 (Arch. d'Y.-et-V. C 3852).

(36) *Ibid.*

(37) Rapports de la Com. int. aux Etats de 1752, de 1754 et de 1766 (*Ibid.* C 3847, 3850 et 3852).

(38) Rapports de la Com. int. aux Etats de 1760, 1766, 1774 et 1778 (*Ibid.* C 3850, 3852, 3854 et 3855).

En 1763, Damar de Boisgilbert, receveur de Dol, dut vendre sa charge pour solder ses débet. Encore resta-t-il devoir 10.119 l. au delà des 22.000 l. retirées de cette vente, et dut-il être invité à vendre ses biens sans délai (39).

En 1773, nous voyons également Morinière de la Villebernard, receveur de l'évêché de Saint-Brieuc, vendre son office et demeurer débiteur de 37.891 l. en sus des 80.000 l. payées par l'acquéreur. Il lui était dû, il est vrai, 42.179 l. sur les impositions des années antérieures à 1772 dont il avait versé intégralement le montant, et il put fournir bonne et suffisante caution pour son débet (40).

A la mort de Mazurié, receveur de l'évêché de Léon, en 1782, le débet constaté s'éleva à 256.391 l. La vente de son office, faite à la poursuite et diligence du procureur syndic des Etats, permit de le réduire de 100.000 l. Ses héritiers obtinrent des délais successifs; en 1788, ils devaient encore 24.794 l. (41).

Dans tous les cas que nous venons de rapporter, les Etats, s'ils avaient couru des risques, n'avaient, du moins, pas subi de pertes. La faillite de Bellabre, receveur de l'évêché de Nantes, en 1770, leur en causa une assez forte.

Bellabre, qui ne paraît d'ailleurs avoir été ni très fort, ni très honnête, fut lui-même la victime de la déconfiture d'un autre spéculateur, Leroux, correspondant à Nantes du trésorier des Etats, personnage aventureux et peu scrupuleux, dans les affaires duquel il était engagé pour une somme considérable. Il se trouvait alors en débet de 353.101 l. envers les Etats, sur les impôts de 1768 et 1769. La province, en définitive, perdit 53.031 l., dont 37.859 qu'il fallut abandonner dans un arrangement avec les autres créanciers, et 15.172 l. de remises aux syndics de la faillite (42).

*
* *

(39) Registre de la Com. int. 5 février 1763 et rapport aux Etats de 1766 (*Ibid.* C 3852).

(40) Rapport de la Com. int. aux Etats de 1774 (*Ibid.* C 3854).

(41) Rapports de la Com. int. aux Etats de 1782, 1784, 1786, et 1788 (*Ibid.* C 3856, 3857, 3858 et 3859).

(42) Sur la genèse de cette affaire, nous sommes principalement renseignés par la correspondance du trésorier La Lande Magon avec du Margat, mars 1769-mai 1770 (*Ibid.* C Trésorerie). Voir, en outre, les rapports de la Com. int. aux Etats de 1774 et de 1776 (*Ibid.* C 3854 et 3855) ; la correspondance relative aux Etats de 1774 (16 février 1775, Arch. Nat. H 387) ; et le rapport de La Lande Magon au cont. gén., du 14 déc. 1771 (*Ibid.* H 466).

Pareils faits prouvent que les Etats et la Commission intermédiaire n'exerçaient pas sur les receveurs des fouages extraordinaires un contrôle rigoureux. Nous les voyons toujours, au contraire, préoccupés, avant tout, de ne laisser le trésorier se décharger sur eux d'aucune part de sa propre responsabilité. Il lui appartenait d'obliger les receveurs à des versements réguliers, au besoin, par garnison, saisie de leurs meubles et contrainte par corps, et la Commission ne manque jamais de le lui rappeler lorsqu'il se plaint du retard excessif des rentrées dans sa caisse. A M. de Saint-Cristau, commis de La Boissière, elle fait, par exemple, observer que, depuis que celui-ci « était « en place, il devait savoir quelle était la manière de concilier « le bien du public avec les obligations de sa charge » ; à La Boissière lui-même, elle répond « qu'il tenait son autorité « des Etats et que celle qu'il demandait (à la Commission) « n'ajouterait rien à ses pouvoirs » (43). Le ton même de ces réponses, la désinvolture avec laquelle la Commission, non seulement décline toute responsabilité, mais se refuse à prêter aucune aide au trésorier, ne témoignent pas qu'elle prenait grand souci de la rentrée des impôts. Cependant, ce ne sont pas les poursuites auxquelles le trésorier était autorisé qui pouvaient remédier au mal. C'étaient des moyens violents, à n'employer que dans le cas où la solvabilité d'un receveur devenait douteuse, et d'un usage difficile à l'égard de comptables qui pouvaient toujours se plaindre eux-mêmes des méthodes défectueuses de la Commission intermédiaire, de la remise tardive des rôles et de la difficulté de contraindre les collecteurs et les receveurs des villes à des versements réguliers. Le mieux eût été, évidemment, d'instituer un contrôle régulier de la caisse des receveurs. On n'y pensa qu'assez tard et encore la répugnance des Etats et de la Commission à rien faire qui diminuât les obligations du trésorier, les empêchaient-elle d'organiser sérieusement ce contrôle.

En 1759, M. de La Boissière obtint que la Commission enjoignît aux receveurs d'envoyer l'état détaillé, par ville et paroisse, de ce qu'il était dû de reste, par nature d'imposition, « au moins à l'échéance de chaque terme » (44). Puis, par déli-

(43) La Com. int. à Saint-Cristau, 21 janvier 1759 et à La Boissière, 2 février 1760 (Reg. de la Com. et rapport aux Etats de 1760, Arch. d'I.-et-V. C 3850).

(44) Délib. de la Com. int. 31 juillet 1759.

bération du 25 novembre 1762, les Etats chargèrent les commissaires de chaque diocèse de vérifier la caisse du receveur des fouages extraordinaires de six mois en six mois, à partir du mois de décembre de cette année-là. Cette première vérification révéla un débet total de 4.349.000 l. Seuls, les receveurs des évêchés de Tréguier et de Léon furent trouvés en règle (45).

Dans leur tenue suivante, par délibération du 5 décembre 1764, les Etats décidèrent que les receveurs des fouages et ceux des villes devraient désormais solder leurs comptes dans le délai de trois ans, sans pouvoir, au delà de ce terme, exercer aucune action contre les contribuables (46). Mais nous n'avons trouvé trace d'aucune requête de contribuable invoquant le bénéfice de cette prescription. Le mal ne venait d'ailleurs pas de ce que les receveurs négligeaient les contraintes nécessaires à l'égard des collecteurs et ceux-ci à l'égard des contribuables, mais bien du peu d'empressement des premiers à se dessaisir de leurs fonds.

Or, on ne procéda pas aux vérifications périodiques de leurs caisses ordonnées en 1762, et les mesures postérieurement édictées par les Etats ne paraissent pas avoir été mieux observées. Le 21 mai 1767, les Etats prescrivirent que, dans toutes les villes où résidait un receveur des fouages, le correspondant de la Commission intermédiaire tiendrait un registre, chiffre et millésimé par elle, où seraient inscrites toutes les quittances de paiement délivrées par les receveurs des fouages aux receveurs des villes et aux collecteurs; ces quittances seraient également visées par le correspondant et il était interdit aux généraux de paroisses et aux municipalités de recevoir dans leurs archives aucune quittance sans visa. Ces registres auraient puissamment aidé à opérer des vérifications sérieuses de la caisse des receveurs (47). Oui, mais les vérifications n'avaient pas lieu. Nous n'en trouvons mention à cette époque, ni sur les registres de la Commission intermédiaire, ni sur ceux des commissions diocésaines. Aucune trace non plus des registres qu'auraient dû tenir les correspondants. D'ailleurs, le 27 février 1769, les Etats jugèrent nécessaire d'autoriser le trésorier à « faire faire telle vérification des caisses des receveurs des fouages extraordinaires qu'il verra bon être et par

(45) Rég. de la Com. int. 7 déc. 1762.

(46) Pr.-v. des Etats.

(47) *Ibid.*

« telle personne qu'il lui plaira commettre », et de menacer les receveurs qui ne présenteraient pas, « à première réquisition, l'argent, les effets et les registres de leurs caisses et ne verseraient pas exactement le produit de leur recette dans la caisse du trésorier », de faire vendre leur charge, conformément au droit que leur en donnait l'article 9 des conditions auxquelles lesdites charges avaient été vendues en 1718 (48).

La correspondance de La Lande Magon montre qu'il attendait un salutaire effet de cette menace, mais aussi que les vérifications auxquelles on l'autorisait étaient une mesure comminatoire tout à fait exceptionnelle (49). Il ne fit, du reste, procéder directement à aucune vérification et demanda seulement à la Commission intermédiaire, au moment de la faillite Bellabre, d'en ordonner une, chez tous les receveurs, par les soins des commissaires diocésains, ce qui fut fait au mois de janvier 1770 (50). Par la suite, les Etats chargèrent régulièrement la Commission intermédiaire, dans toutes leurs tenues, de faire faire les vérifications qu'elle jugerait utiles, « sans néanmoins que ces vérifications puissent décharger le trésorier de ses obligations, ni rendre les commissaires responsables des événements de la comptabilité des receveurs ». Les rapports de la Commission disent, aussi régulièrement, « que les vérifications ont été faites toutes les fois que les circonstances ont paru l'exiger ». Il n'en fut fait, en réalité, que dans des cas exceptionnels et, comme en 1770, sur les instances du trésorier (51).

Quand on voit, le 12 janvier 1773, les Etats prendre une délibération pour ordonner aux receveurs des fouages de tenir un registre de recette par catégorie d'imposition, et un registre journal, chiffré et millésimé par les commissions diocésaines, pour inscrire au fur et à mesure toutes les sommes seraient payées par les receveurs des villes et les collecteurs, on se demande quel ordre pouvait bien exister auparavant dans la comptabilité des receveurs des fouages (52). En l'absence de

(48) *Ibid.*

(49) La Lande Magon à du Margat, 27 mars et 10 juillet 1769 (Arch. d'I.-et-V. C Trésorerie).

(50) Du même au même, 6 janvier 1770 (*Ibid.*).

(51) Rapport de la Com. int. aux Etats de 1778 et de 1728 (*Ibid.* C 3855 et 3859).

(52) Pr.-v. des Etats.

vérifications fréquentes, comment s'assurer, d'ailleurs, que leurs registres étaient bien tenus ? A la mort de Mazurié, receveur de Léon, en 1782, les commissaires diocésains, vérifiant sa caisse, constatèrent « qu'il n'avait porté sur son registre aucune des sommes qui lui avaient été payées par les « collecteurs » (53).

En 1787, la Commission intermédiaire institua un nouveau moyen de contrôle en invitant les généraux de paroisses et les municipalités à dresser, pour les commissaires diocésains, l'état des quittances délivrées à leurs collecteurs et receveurs par les receveurs des fouages. Ainsi on pourrait vérifier l'exactitude des chiffres portés aux registres des derniers. Encore fallait-il qu'il y eût des vérifications.

La situation qui motiva cette dernière mesure est une preuve frappante de la vanité de celles que la Commission avait jusqu'alors réclamées aux Etats. Le 18 janvier 1787, il restait dû au trésorier Beugeard, sur les impositions abonnées et les fouages extraordinaires de 1785 et 1786, 5.571.447 l. soit 45 % du total (54). On avait rarement vu pire. En 1759, La Boissière s'était plaint avec infiniment plus de vivacité que Beugeard et pourtant, au mois de juin cette année-là, l'arriéré sur les années 1757 et 1758 ne s'élevait qu'à 15 % du montant des impôts.

*
* *

Dans l'administration des impôts abonnés, les Etats de Bretagne et leur Commission intermédiaire n'ont, en aucune manière, innové. Si leurs méthodes diffèrent à certains égards de celles de l'administration royale, ce n'est pas par la recherche de procédés inédits, d'un caractère plus moderne et capables d'assurer une répartition plus équitable et des recouvrements plus réguliers. Ils infligeaient aux contribuables et aux autorités locales les mêmes corvées et les mêmes responsabilités, et ils n'ont jamais pris le même souci que certains ministres et certains intendants d'améliorer l'assiette de l'impôt, d'évaluer plus exactement les facultés des contribuables et de remédier aux abus des hommes d'affaires qui occupaient leurs offices de finances.

(53) Rapport de la Com. int. aux Etats de 1782 (Arch. d'I.-et-V. C 3856).

(54) Rapport de la Com. int. aux Etats de 1788 (*Ibid.* C 3859).

L'étude que nous avons pu faire de leurs méthodes de répartition confirme pleinement ce que nous avons déjà eu, plus d'une fois, l'occasion de dire : que, pour les Etats, le grand avantage des abonnements, c'était de limiter la charge de la province et de préserver les plus riches contribuables, en particulier ceux de la noblesse, des innovations inquiétantes de la fiscalité royale ; c'était d'enlever à l'intendant l'administration des impôts pour la remettre aux mains des privilégiés des trois ordres. Dans le détail, la Commission intermédiaire ne s'est jamais prêtée volontiers aux abus. Mais ses membres et, surtout, ceux de ses commissions diocésaines ont ordinairement pratiqué la loi du moindre effort, ne prenant jamais l'initiative de corrections aux rôles et tableaux de répartition et ne cédant aux réclamations qu'avec une prudence et une mesure qui témoignaient d'une foncière répugnance à tout changement.

Dans la perception, il n'est pas contestable que la Commission n'a jamais poussé aux rigueurs. Son administration fiscale a été plus patiente et plus douce que celle du roi. Elle a été assez attentive à réprimer les abus qui lui étaient signalés de la part des collecteurs et des huissiers, ainsi que des autorités locales. Par ses mesures à l'égard des huissiers, par ses interventions contre les abus dans le choix des receveurs et des collecteurs, elle a fait d'évidents efforts pour faciliter les recouvrements. Mais il est visible que le résultat de ceux-ci ne l'intéressait pas directement. Elle devait bien prendre souci du paiement du prix des abonnements ; pour l'assurer, il fallait que les impôts rentrassent. Mais elle n'avait pas pour habitude de s'émouvoir beaucoup des embarras du trésorier. La Boissière, La Lande Magon, Beugeard, n'ont jamais cessé de se plaindre. Le premier ne craignit pas d'adresser aux Etats eux-mêmes, le 4 janvier 1759, un véritable réquisitoire contre les méthodes ou, plutôt, l'absence de méthodes de la Commission et d'y joindre, sur leurs propres principes, de sévères considérations.

Après avoir rappelé ce que l'on doit à sa caisse et les énormes avances qu'il est obligé de faire, il explique que les receveurs des fonages ne sont pas les vrais coupables. Il s'attaque d'abord aux mauvais payeurs de la noblesse, « qui doivent des « sept ou huit années de vingtièmes et des dix années de « capitation » ; l'ordre entier, d'ailleurs, n'a pas encore payé « une obole de sa capitation de 1758 ». Les receveurs sont « responsables en leur propre et privé nom des sommes dont ils

« ne se sont pas fait payer... Mais aussi, lorsqu'ils y trouvent
 « de la résistance, soit de fait ou d'autorité, et qu'ils vous
 « en rapportent les preuves, vous leur devez, Messieurs, ou des
 « décharges ou des secours de votre autorité. C'est la loi des
 « comptables et c'est celle de l'équité naturelle et de toute
 « administration... Et considérez, Messieurs, que leur situation
 « à cet égard, est d'autant plus difficile que vous êtes, en
 « quelque sorte, leurs juges et leurs parties. Vous êtes les
 « ordonnateurs des impositions et vous en êtes les redeva-
 « bles... ». Suivent une leçon hardie et des menaces fort clai-
 res : « Dans les Etats républicains, Messieurs, dont votre ad-
 « ministration est en quelque sorte l'image, au moins en cette
 « partie, les chefs qui les gouvernent se croient d'autant plus
 « obligés, par honneur et pour l'intérêt de la chose publique,
 « à donner l'exemple de la soumission à la loi et au paiement
 « des subsides, que c'est eux qui les imposent au nom de la
 « nation ».... Or, il les a vus « prendre si peu de soin de con-
 « server cette administration » qu'il craint qu'ils n'en « sentent
 « pas assez nettement tous les avantages » et qu'ils ne « forcent
 « le ministre à la leur ôter ».

« Ce que j'ai craint à cet égard, ajoute-t-il, ne vous offensez
 « pas, Messieurs, de la liberté avec laquelle je vais vous en
 « parler, je le crains plus que jamais, non pas tant de l'indis-
 « position du ministre contre ce qu'il appelle les abus de votre
 « administration, mais de votre indifférence à y remédier. En
 « général, j'avoue que le plan de la composition de votre Com-
 « mission intermédiaire m'a toujours paru vicieux ». Trop
 de commissaires peuvent « se suppléer les uns les autres, à
 « leur gré et leur commodité, sans qu'aucun d'eux y ait aucune
 « charge, aucun détail, aucune fonction personnelle ». Il faut,
 pour qu'une administration soit bien conduite, « des chefs, des
 « coopérateurs et des subalternes résidants et assidus, et qui
 « soient dans l'habitude et dans l'exercice d'un travail de suite
 « journalier ». Or, l'administration de la Commission a pour
 conséquence « une anarchie qui engourdit toutes les opérations.
 « C'est un vaisseau sans pilote et sans gouvernail, abandonné
 « au gré des vents qui se succèdent et toujours au risque de
 « se briser » (55).

Quelques mois plus tard, La Boissière exposait au contrôleur
 général la vanité de cette vigoureuse remontrance : « Les Com-

« missaires des Etats, chacun en particulier, ont pour principe
 « qu'ils ne sont point faits pour sergenter leurs compatriotes
 « et, de là, les contribuables, dont le pis aller est de ne point
 « payer, paient le plus tard qu'ils peuvent. Que peuvent faire
 « les receveurs, que puis-je faire moi-même dans cette anar-
 « chie ? Faire des menaces sans force et des représentations
 « inutiles ? Vous en verrez l'inutilité, Monseigneur, dans celles
 « que j'ai faites à notre dernière assemblée ; on ne peut assuré-
 « ment pas me reprocher d'avoir dissimulé le désordre et les
 « suites fâcheuses de la monstrueuse administration de la
 « Commission ; je ne me suis que trop aperçu de l'indisposition
 « que mes représentations avaient excitées contre moi, quelque
 « semblance que l'assemblée ait fait d'y avoir égard en faisant
 « un règlement qui paraissait avoir pour objet de remédier aux
 « abus de cette administration. Mais qu'en est-il résulté ? De
 « retomber dans le même désordre. Les rôles de la présente
 « année, qui devaient être mis en recouvrement au mois de
 « mai, ne sont pas encore formés et, cependant, il est encore
 « dû plus de deux millions sur les impositions des années pré-
 « cédentes » (56).

La Lande Magon et Beaugeard ne le prirent jamais sur le même ton, bien qu'ils aient eu, de tout temps, les mêmes raisons de se plaindre. La Boissière avait plus fortement qu'eux le sentiment d'être l'homme du roi, plutôt que de la province. Mais ses critiques, pour passionnées qu'elles puissent paraître, exprimaient d'incontestables vérités. La défense des contribuables bretons et, particulièrement, des privilégiés, était le grand objet de la politique des Etats. Il n'est pas surprenant que les méthodes administratives de la Commission intermédiaire ne l'aient pas contrarié et se soient adaptées à ses nécessités, même quand il s'agissait de lever des impôts.

(56) 2.004.640 l. sur les seules impositions abonnées (*Ibid.*).

CHAPITRE IV

Les Impôts sur les boissons

La Ferme des Devoirs

Les différents impôts sur les boissons en Bretagne : Grand et petit devoir, impôt et billot, droits d'entrée, droits rachetés, droits de 25 s. par barrique et de 10 s. par pot d'eau-de-vie. Exemptions et privilèges.

La *ferme des devoirs*. Son adjudication. Les avances des fermiers. Les abus, les croupes.

Les compagnies fermières : Avant 1720. Les compagnies bretonnes ; Les Senant et les du Couëdic (1720-1740). — Les compagnies parisiennes, les Lenoir et autres (1740-1764). — La Société patriotique et le retour aux compagnies bretonnes ; les projets de régie (1765-1778). — Les Dacosta (1779-1784). — L'intervention du pouvoir royal et la compagnie Plouvyé (1778-1788).

La gestion des compagnies. — Leur personnel. — Leurs bénéfices. La fraude. — Le commerce des fermiers, « vinatrie » et monopole de la vente de l'eau-de-vie. — Le contrôle des Etats ; les vérifications d'Ansquer.

Les « devoirs » sur les boissons étaient la plus ancienne des ressources régulières des Etats et demeura, jusqu'à la fin, la plus importante. Le « grand devoir », perçu sans interruption depuis 1593, consista d'abord en un droit d'entrée sur les vins pénétrant dans la province. Ainsi nul consommateur n'y échappait. En 1604, sur les instances de la noblesse, on y substitua des droits sur le débit au détail et, dès lors, comme le dit l'abbé de Pontbriand, « il n'intéressa que ceux qui n'étaient « pas en état de faire des provisions ». Le taux en fut longtemps variable, suivant les besoins des Etats. A partir de 1642, il fut, pendant 55 ans, régulièrement fixé aux chiffres suivants :

4 s. par pot de vin étranger à la province (vin hors).

2 s. 8 d. par pot de vin breton consommé hors de l'évêché d'origine,

1 s. 4 d. par pot de vin breton du cru de l'évêché,

8 d. par pot de vin ou de bière.

En 1646 on commença à percevoir un droit de 25 s. par pot d'eau-de-vie ou de liqueur.

Le « petit devoir », destiné à l'acquit de charges déterminées, pensions diverses, gages du Parlement, de la Chambre des Comptes et de divers officiers, varia également pendant longtemps avec la quotité de ces charges. Celles-ci étant fixées à l'avance, on l'adjudgeait au fermier qui, pour leur acquit, proposait le tarif le moins élevé. A partir de 1668 (ferme adjudgée en 1665), il fut fixé à 5 l. 10 s. par barrique de vin « hors » et à 2 l. 15 s. par barrique de vin breton. Depuis 1663 déjà, l'union des fermes était réalisée, bien qu'il y eût toujours deux baux. L'adjudicataire du « grand devoir » devait se charger de la ferme du petit moyennant une somme déterminée (1).

Le « grand devoir » fut, nous le savons, accru d'un tiers à peu près en 1697, sauf sur les eaux-de-vie et liqueurs (5 s. 4 d. ; 3 s. 6 d. ; 1 s. 9 d. ; 10 d.). Ni l'un ni l'autre ne devaient plus désormais subir aucun changement. Mais d'autres droits s'y ajoutèrent.

Rappelons d'abord l'existence de l'impôt et billot (1°, impôt : 2 l. 5 s. par pipe de vin étranger, 22 s. 6 d. par pipe de cidre ou de bière débitée dans les cabarets ; 2°, billot : 12 pots par pipe de vin, cidre ou bière vendue dans les cabarets). Cette taxe n'appartint aux Etats que de 1759 à 1772. Mais la ferme en fut toujours donnée, soit en sous-ferme, soit directement, aux fermiers de leurs devoirs (2).

Les droits d'entrée établis par les Etats en 1709, nous l'avons vu, avec tant de répugnance, furent supprimés dès 1718. Mais la plupart des autres droits institués sous Louis XIV durèrent. Les premiers droits de jaugeage et de courtage, établis en 1527, 1572, 1656 et en 1674, ne furent pas introduits en Bretagne. Mais, lorsqu'il en fut établi de nouveaux en 1691 (courtage) et en 1696 (jaugeage), les Etats durent racheter ceux de ces dernières créations et ils les firent dès lors percevoir pour eux-mêmes, conjointement avec leurs devoirs (3) ;

(1) PONTBRIAND, II, chap. 3. Pour le calcul des droits on comptait 100 pots par barrique et 200 pots par pipe. Mais l'une et l'autre contenaient davantage, la barrique 120 pots environ et la pipe 220 (conditions des baux). Le pot, en Bretagne, valait environ 2 litres.

(2) Cf. *supra*, p. 527.

(3) A l'occasion des réclamations des vigneronnants contre ces droits, un excellent historique en fut fait dans le rapport de la Com. int.

en 1707, ils les doublèrent pour aider à l'équilibre de leur budget. Ils rachetèrent et firent percevoir de même les droits d'inspecteurs aux boissons créés en 1705, la taxe annuelle sur les hôtes (hôteliers) et cabaretiers créée en 1693 (8 l. dans les villes, 6 l. 10 s. dans les bourgs) et les droits d'inspecteurs aux boucheries créés en 1704. Une résistance qui, parfois en Basse-Bretagne, alla jusqu'à l'émeute décida l'assemblée de 1715 à supprimer ces derniers droits.

En 1720, les Etats suspendirent la levée des droits d'inspecteurs aux boissons et, en 1722, ils réduisirent le droit de jaugeage de 7 s. à 1 s. par barrique. Seuls donc subsistaient intégralement les droits de courtage et le droit annuel.

Dans cette dernière tenue cependant, ils durent consentir à racheter, au prix de 350.000 l. par an, les droits d'inspecteurs aux boissons et aux boucheries et ceux de jaugeage et de courtage de la création de 1674, supprimés en 1720 et rétablis par l'arrêt du conseil du 22 mars 1722 (4). Mais l'état de leurs finances leur permit de ne pas augmenter la charge des contribuables et, jusqu'en 1749, ils se contentèrent de continuer la levée des anciens droits subsistants en 1722. Ces droits demeuraient compris dans la ferme des devoirs.

Nous avons dit comment, en 1748, les Etats, plutôt que de lever les 4 s. p. l. de la capitation, préférèrent recourir au rétablissement ou à l'augmentation des droits sur les boissons acquis par eux en 1722 (5). Ils rétablirent ainsi la levée du droit de jaugeage au taux entier de 7 s. par barrique, augmentèrent d'un tiers celui de courtage et rétablirent ceux d'inspecteurs, d'abord par intermittence (en 1748 et en 1750), puis d'une façon continue (à partir de 1763). Le droit de jaugeage, par deux réductions successives en 1780 et en 1782, fut ramené à 4 s. 4 d. Ces « droits rétablis » furent perçus, comme les autres, par les fermiers des devoirs mais en régie, sans être compris dans la ferme. Il en était compté à part. Il en fut de même pour les 4 s. p. l. additionnels que les Etats durent consentir à lever à partir de 1773 (6).

Devoirs, impôt et billot et autres droits finirent par grever, au total, le débit des boissons d'une charge parfois supérieure

aux Etats de 1784 (Boissons, art. 21. Arch. d'I.-et-V. C 3857). Voir, d'autre part, QUESSÈTE, *l'Adm. fin. des Etats de Bret.*, 3^e partie, chap. II.

(4) Cf. *supra*, p. 270.

(5) Cf. *supra*, p. 310.

(6) Cf. *supra*, p. 378.

aux près de gros de la marchandise. En 1778, le rapport de l'imposition totale aux prix ordinaires s'établissait ainsi, pour une barrique de 120 pots :

	Montant des droits			P. ix de la bar. liqua
Vin rouge hors (étranger à la province),	54 l.	11 s.	11 d.	80 l.
Vin blanc hors,	53	15	1	66
Vin du cru de l'évêché,	21	5	10	25
Vin d'un autre évêché breton,	33	9	4	32
Cidre et bière,	13	14	9	12
Eau-de-vie et liqueurs,	224	1	7	160 (7)

Après ces divers droits, reste encore à citer celui de 45 s. par barrique d'eau-de-vie sortant du comté nantais. Il avait été institué, par un arrêt du conseil du 15 juin 1688, au profit des Etats, qui l'aliénaient ordinairement, par périodes de 12 ans, aux fermiers des devoirs, les nouveaux fermiers étant toujours subrogés dans les droits de leurs prédécesseurs lorsque les devoirs changeaient de mains. Ce droit produisait peu et les négociants nantais ne cessèrent d'en réclamer la suppression, sous prétexte qu'il gênait considérablement, sans grand profit pour les Etats, le commerce de l'eau-de-vie (8). En 1762, la

(7) Préparation des instructions des commissaires du roi pour la tenue de 1784. (Arch. Nat. H 400).

Détail :

	Vin rouge hors	Vin blanc hors	Vin du crû de l'évêché	Vin d'un autre évêché breton	Cidre et bière	Eau-de-Vie et Liqueurs
	l. s. d.	l. s. d.	l. s. d.	l. s. d.	l. s. d.	l. s. d.
Grand et petit devoir	37. 3. 4.	32. 3. 4.	11. 12. 10.	20. 10. 6.	7. 3. 10.	150.
4 s. p. l.	6. 8. 8.	6. 8. 8.	2. 6. 7.	4. 2. 1.	1. 8. 9.	30.
Impôt et billos	10. 1. 10.	9. 10. 10.	4. 3. 5.	5. 7. 5.	2. 10. 5.	28. 2. 10.
8 s. p. l.	4. 1. 2.	3. 16. 4.	1. 13. 4.	2. 3.	3. 10.	11. 5.
Jaugeage	»	»	7.	»	3. 6.	14.
4 s. p. l.	»	»	1. 5.	»	8.	2. 9.
Courage	1. 1. 4.	1. 1. 4.	13. 4.	13. 4.	8.	2.
4 s. p. l.	4. 3.	4. 3.	2. 8.	2. 8.	1. 7.	8.
Inspecteurs aux boissons	8. 7.	8. 7.	8. 7.	8. 7.	4. 4.	1. 4. 2.
4 s. p. l.	1. 9.	1. 9.	1. 9.	1. 9.	10.	4. 10.
Total des droits ..	54. 11. 11.	53. 15. 1.	21. 4. 10.	33. 9. 4.	13. 14. 9.	224. 1. 7.
Prix de la barrique	80.	65.	25.	32.	12.	160. 0.
Total ..	134. 11. 11.	119. 15. 1.	46. 4. 10.	65. 9. 4.	25. 14. 9.	384. 1. 7.
Prix de revient du pot	1. 2. 1/6	1.	7. 6.	10. 10.	4. 9. 5.	3.
Prix de détail	1. 10.	1. 8.	12.	16.	8.	4. 10.

(8) Voir, en particulier, un mémoire des juges consuls de Nantes. (Arch. d'I.-et-V. C 4683). Au début, cependant, ce droit avait rapporté près de 50.000 l. par an et les Etats regrettèrent de l'avoir aliéné à perpétuité, en 1695, pour 2.600.000 l. Usant de leur droit, ils le rachetèrent au bout de 15 ans, mais ce fut pour l'aliéner de nouveau au prix de 326.000 l. En 1720, ils remboursèrent les engagistes et, dès lors, l'affér-

levée en fut suspendue et, en 1784, on le réduisit à un droit de 5 s. qui fut perçu en régie par les fermiers des devoirs (9).

En 1787, un nouveau droit fit son apparition; celui de 10 s. par pot d'eau-de-vie, institué pour fournir les fonds nécessaires au remplacement de la corvée des grands chemins (10). On a vu que ce nouveau droit rendit à peine le quart du produit escompté. Il troubla profondément le commerce de l'eau-de-vie. Les fermiers n'auraient pas débité en 1787 et 1788 la moitié des quantités prévues, sans qu'on puisse d'ailleurs reconnaître si c'était là un effet de la fraude ou d'une diminution de la consommation (11).

Ces divers droits n'atteignaient pas tous les consommateurs. Seuls étaient rigoureusement soumis à la totalité des taxes ceux qui achetaient au détail dans les cabarets, c'est-à-dire les plus pauvres. Ceux qui pouvaient faire des provisions chez les producteurs ou les marchands en gros échappaient au moins aux devoirs et à l'impôt et billot, c'est-à-dire aux droits les plus lourds. Il faut bien faire attention que, si l'article premier des conditions des baux dit que tous les habitants de la province, sans aucune exception, privilégiés ou non privilégiés, les ecclésiastiques, les gentilshommes et les juges comme les autres, doivent les devoirs, il ne s'agit que de ceux qui vendent des boissons pour le débit au détail. Chacun a le droit de consommer en franchise, non seulement le produit de sa propre récolte, mais encore ce qu'il achète en gros, pour sa provision. C'est pourquoi les marchands en gros étaient tenus de réclamer, des ecclésiastiques, des gentilshommes et des officiers publics, un certificat attestant que le vin acheté par eux était bien destiné à leur propre consommation. Un arrêt du Parlement du 6 mai 1721 leur en imposa l'obligation, ainsi que celle d'exiger des autres personnes faisant également provision un certificat du

mèrent à temps, d'abord au prix de 326.000 pour 14 ans, puis, en 1734, au prix de 115.000 l. pour 6 ans. En 1742 et en 1744, le prix se releva à 200.000 l. pour 12 ans. Mais, en 1770, on n'obtint que 100.000 l. pour le même temps. Depuis 1770, les adjudicataires y perdirent toujours et on ne trouvait à adjuger le droit que parce qu'il était uni, en fait, à la ferme des devoirs.

(9) Délib. des États des 28 janvier 1785 et 6 janvier 1787.

(10) Délib. du 6 janvier 1787. Cf. *supra*, p. 434.

(11) Rapport de la Com. int. aux États de 1788. (Arch. d'I.-et-V. C 3859).

recteur ou des notables de leur paroisse, assurant qu'elles étaient « en état de les consommer et incapables d'en mal « user » (12).

Certains seigneurs, en vertu du « droit de banc et étanche », avaient le privilège de faire débiter pendant 40 jours, une fois par an, sur toute l'étendue de leur fief, les boissons de leur cru, sans payer de droits ; il était interdit, pendant le même temps, aux autres débiteurs de vendre des boissons de même sorte. Mais les Etats n'admirent jamais ce privilège à l'égard de la perception de leurs devoirs, et l'article 4 du bail portait que les seigneurs ne pouvaient faire cesser le débit, sauf aux fermiers à leur tenir compte du produit de l'impôt et billot. On composait ordinairement pour une somme déterminée. Nous ne voyons d'ailleurs ce privilège revendiqué que sur les terres de la prévôté de Vertou et de la seigneurie de Broons (13). Le privilège des abatteurs du « papegault » se traduisait de la même façon, par le paiement, de la part du fermier, d'une somme forfaitaire. Ce privilège fut supprimé sur la demande des Etats (délib. du 31 déc. 1768) par un arrêt du conseil du 7 mai 1770, et l'indemnité payée par les fermiers attribuée aux hôpitaux d'enfants trouvés (14).

Certaines localités, pour des raisons diverses jouissaient d'un régime de faveur (15). Mais les Etats veillèrent jalousement à

(12) PONTBRIAND, L. II, chap. 3. Les Etats s'opposèrent d'ailleurs, en 1732, à ce que ces derniers certificats fussent rigoureusement exigés. On se contenta, par les conditions des baux, d'obliger les marchands à inscrire les noms, qualités et domiciles des acheteurs.

(13) Les agents du comte de Brionne, seigneur de Broons, provoquèrent à ce sujet-là, en 1744, un incident qui nous a valu quelques détails sur les règlements entre seigneurs et fermiers des devoirs. Ceux-ci accordaient généreusement 150 l. pour un droit qui, au dire du procureur général syndic des Etats, ne valait pas deux pistoles. (Arch. Nat. H 606). Cf. PONTBRIAND, L. II, chap. 3.

(14) Pour encourager le tir à l'arquebuse, les ducs de Bretagne avaient attribué l'exemption de l'impôt et billot, sur 25 tonneaux de vin, aux abatteurs du papegault dans la plupart des villes de la province. Par un arrêt du conseil du 19 sept. 1669, le privilège fut réduit à 20 ou 40 barriques, suivant les villes. Au XVIII^e siècle, le calcul de l'indemnité à payer par le fermier fut parfois l'occasion de procès. Un certain Etienne Quinton, de Fougères, évalua ainsi son droit, en 1762, à 408 l. Le fermier ne voulut accorder que 120 l. et le tribunal lui donna raison. (Arch. Nat. H 594, 608 et 611).

(15) Les habitants des îles de Sein et de Molène, à cause de leur pauvreté, pouvaient acheter en franchise une certaine quantité de vin et d'eau-de-vie. L'impôt et billot du Croisic et de Morlaix avait été, au XVI^e siècle, concédé aux deux villes qui le levaient à leur profit.

empêcher l'extension de ces privilèges. Ils s'opposèrent ainsi, en 1709, aux revendications des Malouins qui prétendaient, en vertu de leurs anciens privilèges, échapper aux droits d'entrée dont la levée fut décidée cette année-là (16).

*
* *

Aucun des devoirs ou droits sur les boissons n'était, nous l'avons dit, perçu directement par les agents des Etats. La levée en était adjugée aux enchères, dans chaque tenue, à des fermiers qui se chargeaient, pour le prix de l'adjudication, des deux devoirs et des anciens droits de courtage et de jaugeage, et devaient, en outre, percevoir en régie les droits rétablis en 1748; les 4 s. p. l. de l'ensemble et, enfin, à partir de 1787, les 10 s. par pot d'eau-de-vie. A partir de 1759, ils durent s'engager à verser, à forfait, 900.000 l. par an pour l'impôt et billot concédé aux Etats en même temps que le domaine du roi en Bretagne. Précédemment, ils en prenaient la sous-ferme du fermier des Aides.

L'adjudication des devoirs et droits y joints était prononcée par le premier commissaire du roi. Mais elle se faisait en présence des Etats et c'est à ceux-ci qu'il appartenait de fixer les conditions des baux. Jusqu'en 1675, celles-ci n'étaient pas nécessairement arrêtées avant l'adjudication. Il fut alors décidé que, désormais, ces conditions seraient toujours arrêtées à l'avance et que le procureur général syndic ferait bannir les fermes six mois avant l'ouverture des Etats (délib. du 12 déc. 1675).

Il semble que ceux-ci étaient les véritables maîtres d'une adjudication dont ils fixaient les conditions, le premier com-

Jusqu'en 1718, les devoirs de Belle-Ile en Mer appartinrent au seigneur. Il les céda alors au roi pour 200.000 l. que la province fournit, moyennant quoi les devoirs tombèrent en sa possession. Le fermier ne les fit jamais percevoir au taux entier et, en 1780, les Etats limitèrent à 19 l. 4 s. la somme totale des droits par barrique de vin. (Mémoire du gouverneur et observations du contrôleur général, 1741, Arch. Nat. H 493. Rapport de la Com. int. aux Etats. de 1778, 1782 et 1786, Arch. d'I.-et-V. C 3855-3858).

A Port-Louis, les Etats avaient, en 1767, concédé les devoirs à perpétuité à M. de la Meilleraye, alors gouverneur de la province. En 1766, le roi les racheta. Ils ne revinrent jamais aux mains des Etats, au désavantage des habitants qui payaient ainsi 8 s. p. l. additionnels au lieu de 4. (Arch. Nat. H 319 et 471-492).

(16) PONTBRIAND, L. II, chap. 3.

missaire du roi n'intervenant, en apparence, que pour recevoir les enchères. Il s'agissait, au reste, de droits qui étaient la propriété des Etats. Il n'était pas facile assurément d'adjuger les devoirs à un fermier antipathique à l'assemblée. Les enchères furent plus d'une fois reçues au milieu du bruit. La noblesse manifestait sans vergogne son hostilité ou sa faveur à l'égard des divers concurrents. Son attitude obligea ainsi, en 1768, le duc de Duras à prononcer l'adjudication en faveur de la compagnie Millet (17).

Mais c'est en réalité aux agents du pouvoir royal qu'incombait le principal rôle dans la préparation de l'adjudication. C'étaient eux qui s'acquittaient de la tâche essentielle : provoquer de nombreux concurrents et faire monter le prix du bail aussi haut que possible. L'agrément du contrôleur général était d'ailleurs nécessaire aux concurrents. C'était lui qui recevait leurs soumissions. Mais, surtout, il intervenait activement dans la formation des compagnies. Il n'y a rien là de surprenant, puisque le produit des devoirs servait à acquitter des charges imposées par le roi. Le gouvernement était plus intéressé que les Etats, répétons-le, à l'augmentation des ressources de la province.

Dans leur tâche, le contrôleur général et les commissaires du roi furent souvent aidés par les présidents de l'Eglise et du tiers et même par celui de la noblesse. Avec le concours de ceux-ci, il leur fut même possible, tant que ce dernier ordre n'eut pas recouvré plus d'audace et d'indépendance, de faire assez aisément adjuger le bail au concurrent de leur choix (18). La noblesse, ordinairement soutenue par une notable partie

(17) Etats de 1768-1769. Bulletins des 16 et 19 février. (Arch. Nat. H 368, 369 et 632). Cf. *infra*, p. 656.

(18) Au moment des Etats de 1736, l'évêque de Rennes, discutant avec le cont. gén. les moyens de faire tomber les fermes aux mains de la compagnie du Couédic, favorite du gouvernement, écrit : « Il (du Couédic) « répond que, pourvu que sa proposition vous convienne, il prendrait « ses mesures pour faire en sorte, lors de l'adjudication, de porter la « chose au prix qu'il nous aurait dit, en conservant la liberté des enchères. Ce n'est pas absolument impossible et ce que j'ai vu arriver dans « la dernière adjudication le prouve. Il est certain qu'au moment du « dernier feu tous les prétendants parlent à la fois et qu'il est fort « difficile de distinguer qui a parlé le dernier. Alors M. le Maréchal « demande aux Présidents celui qu'ils ont entendu le dernier et on dit « celui qui plaît le plus. C'est ainsi que la chose s'est passée aux derniers « Etats où toute la faveur était pour du Couédic. Vous réglerez cette « opération comme vous le jugerez à propos ». (Autographe s. d. Arch. Nat. H 424).

des deux autres ordres, n'était, le plus souvent, préoccupée que de prévenir les vexations des fermiers, sinon même de favoriser la fraude. Dans les débats, souvent très vifs, qui s'élevèrent au sujet des conditions des baux, nous la voyons toujours s'opposer aux mesures de répression plus efficaces réclamées par les fermiers, quand ce n'est pas elle-même qui réclame contre les dispositions trop sévères, à son gré, des baux précédents. Ce n'était pas par libéralisme, ni par souci désintéressé des intérêts des consommateurs.

Si les membres de l'assemblée, en effet, échappaient à peu près complètement aux droits sur les boissons, il y avait parmi eux nombre de producteurs en gros de cidre, de vin et d'eau-de-vie que les facilités de fraude intéressaient plus que le rendement de l'impôt. Des discussions laborieuses étaient particulièrement à redouter quand les Etats se tenaient à Nantes où pouvait se réunir une grande affluence de gentilshommes vignerons et distillateurs (19).

C'est en 1776 seulement que les Etats parurent, pour la première fois, s'occuper de rechercher des compagnies fermières. Ils en chargèrent la Commission intermédiaire qui, régulièrement depuis 1778, affirma dans ses rapports qu'elle avait prié les commissaires des différents diocèses « de faire tout ce qui « dépendrait d'eux pour former de nouvelles compagnies » (20). Mais ce zèle fut inspiré, nous le verrons, par d'autres motifs que celui de faire hausser le prix des baux.

Les compagnies fermières se formèrent souvent à Paris, d'officiers de finance et d'intéressés dans les affaires du roi. C'est dans ce milieu-là que les bureaux du contrôle général allaient principalement chercher des concurrents. Mais ils avaient aussi leurs hommes en Bretagne. Pendant le dix-huitième siècle, les compagnies bretonnes ont tenu la ferme des devoirs plus souvent et plus longtemps, au total, que les compagnies parisiennes. La plupart se sont formées spontanément, mais plusieurs furent, dès l'origine, ou devinrent par la suite, les instruments des contrôleurs généraux. Dans leurs rangs, on trouve des officiers de finance de la province avec toute sorte

(19) L'évêque de Nantes et de Bron au cont. gén. 9 et 12 janv. 1723. (Arch. Nat. H 236). D'Estrées au cont. gén. 4 nov. 1734. (*Ibid.* H 273). En 1734, cependant, les Etats se tenaient à Rennes. Mais les Nantais y vinrent en force pour faire introduire des modifications dans le bail. Or, dit le maréchal, « ils sont presque tous fraudeurs ».

(20) Rapports aux Etats de 1778 à 1788. (Arch. dép. d'I.-et-V. C 3855 et suiv.).

de gens d'affaires. On n'y rencontre guère de Malouins. Ce sont des Nantais, plus accoutumés au commerce des boissons, qui ont dominé dans la plupart et il ne s'en est guère formé sans eux. Ordinairement, plusieurs associés comptaient parmi les principaux employés de la ferme et trouvaient, dans la rétribution de leur emploi, un premier profit assuré. Tous n'étaient pas nécessairement de puissants capitalistes. Certains paraissent avoir été des spéculateurs plus entreprenants que riches. Mais la quasi-certitude de profits importants leur permettait de trouver sans trop de peine les cautions obligatoires.

Tous les profits de la ferme n'allaient pas cependant aux membres de la compagnie adjudicataire. Les témoignages qui nous sont parvenus sur les pratiques de certains gouverneurs et commandants en chef suffisent, si peu nombreux qu'ils soient, à prouver que les fermiers durent pendant longtemps, sinon toujours, faire leur part à des protecteurs utiles. Le duc de Chaulnes fut accusé, on le sait, par l'évêque de Dol, d'avoir tiré des fermiers jusqu'à 700.000 l. de pots de vin (21). Ce qu'il pouvait en leur faveur, on le vit bien en 1675. Les fermiers ayant refusé, à la suite de la révolte du Papier timbré, de continuer, aux conditions du bail, la perception des devoirs, il fut le seul recours des Etats dans ce grave embarras. Il put ainsi exiger d'eux le paiement aux fermiers d'une indemnité de 400.000 l., sur laquelle il est permis de supposer qu'il préleva une commission (22). En 1705, l'évêque de Rennes dénonça au contrôleur général les manœuvres des fermiers pour obtenir une indemnité; à lui-même, ils auraient offert 500 pistoles (23).

En 1744, le contrôleur général et le président du tiers, Bailon, s'étant mis d'accord pour faire hausser le prix de la ferme et mettre fin au « brigandage » du marquis de Brancas, commandant en chef, le premier forma une compagnie « postiche » dont le représentant, Châlons, leur révéla les pratiques de Brancas et, du même coup, celles de son prédécesseur, le maréchal d'Estrées. Brancas, dit-il, « nous a tous (ses concurrents et lui) tenu sur la sellette les uns après les autres ». Il a commencé par rappeler à Châlons qu'il était d'usage que les fermiers donnassent 2 sols d'intérêt à lui-même, pour ses

(21) Cf. *supra*, p. 49.

(22) PONTBRIAND, L. II, chap. 3.

(23) L'intendant Ferrand à Chamillart, 14 février 1705. (Arch. Nat. H 218).

gens, 1 s. à l'intendant, 1 s. au duc de Rohan, président de la noblesse, 1 s. à l'évêque de Nantes, président du clergé. Il ajoutait que « le maréchal d'Estrées prenait parfois, à lui seul, « un tiers ou un quart de la ferme qu'il distribuait sous tels « noms qu'il jugeait à propos, sans faire de fonds; outre cela, « les fermiers lui donnaient une grosse somme d'argent comp- « tant. Pour moi, je n'ai jamais été intéressé. M. Randon, « lors du bail de 1741 et 1742, m'avait promis un présent hon- « nête, je n'ai rien eu. M. Gautier, en 1743, me promit 1.000 « louis d'or, je n'en ai eu que 500. Vous savez que je suis à « portée de protéger la ferme pendant le cours du bail... Aussi, « si l'on me traite bien, j'aurai du retour ». Pour terminer, il demandait 1.000 louis comptant et plusieurs sols d'inté- rêt (24).

Nous ne savons si la pratique des pots de vin en argent comptant continua. Mais celle des creupes, loin de disparaître, s'étendit et se régularisa au cours des quinze années suivantes. A partir de la tenue de 1748, où la compagnie parisienne de Lenoir, formée sous les auspices du contrôleur général, prit les fermes pour les garder jusqu'en 1760, nous possédons des états détaillés des sols d'intérêts laissés à la disposition de divers personnages de la cour, du gouvernement, des Etats et de l'administration provinciale. Ces états sont arrêtés par le contrôleur général et le garde des sceaux (25). C'est donc le gouvernement lui-même qui met en coupe réglée les bénéfices de la ferme des devoirs. Notons que les attributaires des sols ne paraissent rien prendre pour eux. Ils les distribuent sous le nom de divers protégés. Nous ne pouvons affirmer que ceux-ci devaient nécessairement contribuer à la constitution du capital de la compagnie fermière. Nous avons vu que le maréchal d'Estrées prenait des sols « sans faire de fonds ». Toutefois, en 1760, la Commission intermédiaire fait observer que

(24) Châlons au cont. gén. 17 nov. 1744. (*Ibid.* H 306). Voir autres lettres de Baillon et de Châlons au cont. gén. des 10, 11, 14, 15, 18, 19 et 20 nov. (*Ibid.*).

(25) Arch. Nat. H 314 (1748), 323 (1750), 328 et 494 (1752 et 1754) 497 (1758), 498 (1760).

L'état de 1748 attribue 6 s. 6 d. au duc de Penthièvre, gouverneur de la province, 1 s. 6 d. au maréchal de Noailles, 1 s. au premier président du Parlement de Bretagne, 1 s. à l'intendant, 1 s. au duc de Rohan, 1 s. à M. de Fulvy, 2 s. au trésorier des Etats pour ses principaux commis, 1 s. à Madame de Pompadour, 2 s. à Saint-Florentin, secrétaire d'Etat pour la Bretagne, 6 d. à la Dauphine, 6 d. au cardinal de Rohan, 2 s. à M. Sonning. En 1750, le commandant en chef, maréchal de Châteauneault, reçoit 4 s. et le garde des sceaux 3 s.

« ces intéressés joignent à l'inconvénient d'être perpétuels, la
 « dangereuse liberté de refuser l'association (après l'adjudi-
 « cation prononcée), envisageant l'augmentation du prix de la
 « ferme comme une diminution certaine de leurs gains. Les
 « adjudicataires seraient forcés alors de faire de plus gros
 « fonds, de former une nouvelle compagnie pour une affaire
 « décriée par cet abandon » (26). Il semble donc qu'il y avait
 ordinairement apport de fonds de la part des bénéficiaires des
 sols de faveur. Ils n'en emportaient pas moins une part des
 profits que pouvaient escompter les membres ordinaires de la
 compagnie fermière, et cette part alla presque toujours crois-
 sant à partir de 1748. Il ne resta, cette année-là, aux membres
 de la compagnie que 10 s. 6 d. sur 30; en 1750, que 10 s. 6 d.
 sur 36; en 1752, que 14 s. sur 40; en 1754, que 17 s. sur 40;
 en 1756, que 17 s. sur 50.

Il est curieux de voir le contrôleur général se prêter à une
 pratique éminemment propre à décourager les fermiers et à
 faire baisser le prix de la ferme, alors qu'il s'efforce, par ail-
 leurs, de susciter des concurrents à la compagnie en place.
 La hausse des baux, favorisée, malgré tout, par la paix qui
 régna de 1748 à 1756, explique sans doute que Machault et ses
 successeurs n'aient pu résister à des sollicitations que l'appât
 d'un profit certain faisait plus nombreuses et plus pressantes.
 Mais, de bonne heure, les fermiers se plaignirent et la reprise
 de la guerre en 1756; en provoquant une baisse de la ferme,
 obligea de renoncer à un abus ruineux.

Dès 1752, la compagnie fait observer au contrôleur général
 que, « pour soutenir la ferme », il faudrait réduire le nombre
 des sols de 36,6 à 36, et que 15 s. fussent attribués aux 15 asso-
 ciés; ils n'en eurent, nous venons de le dire, que 14 sur 40.
 En 1759, un mémoire des adjudicataires dénonça plus vigou-
 reusement le mal. Les protégés avaient pris dans le bail pré-
 cédent 33 s. sur 50. Certains avaient été gratifiés de 2 s., alors
 que les parts des associés n'étaient que de 1 s. 6 d., de 1 s. et
 même, pour quelques-uns, de 6 d. seulement. C'était, pour les
 fermiers, la cause d'un profond découragement. Ils auraient
 abandonné la ferme si le contrôleur général n'avait donné sa
 parole à Lenoir « que les travailleurs seraient récompen-
 « sés » (27). Cette année-là, ils conservèrent effectivement
 23 s. 3 d., la part des protégés étant réduite à 26 s. 9 d.

(26) *Ibid.* H 498.

(27) 16 février 1759. (*Ibid.* H 497).

Quelques semaines plus tard, Silhouette, en arrivant au contrôle général, supprima les croupes dans les fermes du roi. La Commission intermédiaire demanda, en 1760, l'extension de cette mesure à la ferme des devoirs. Elle proposait : 1° qu'il n'y eût « aucun fermier, associé ou intéressé que ceux qui en « demeureraient adjudicataires dans l'assemblée générale des « Etats » ; 2° que ceux qui voudraient faire valoir fussent tenus de déposer au greffe des Etats, quinze jours avant la première bannie, la liste nominale de leurs associés ou intéressés ; 3° que nul autre associé ou sous-associé ne pût être admis par la suite sans le consentement formel des Etats. Elle eut satisfaction. D'Aiguillon fut chargé d'annoncer aux Etats de 1760 la suppression des sols de faveur et il n'en fut plus question par la suite, du moins officiellement (28). Toutefois, le trésorier des Etats continua de disposer de plusieurs sols d'intérêt pour ses principaux commis (29) et les compagnies continuèrent de réserver quelques autres parts aux protégés du contrôleur général (30). Mais il ne s'agissait plus d'abus assez onéreux pour influencer fâcheusement le résultat des adjudications.

*
* *

Pour la période antérieure à 1715, l'insuffisance de notre documentation ne nous permet pas de bien connaître les conditions dans lesquelles se faisait l'adjudication de la ferme des devoirs ni les pratiques, à cet égard, des compagnies, des bureaux du contrôle général et des représentants du roi aux Etats (31). Nous ne savons que peu de choses sur la constitution des compagnies, rien même avant 1689. Avant cette

(28) Mémoire déjà cité (*Ibid.* H 498) et d'Aig. au cont. gén. 9 sept. 1760. (*Ibid.* H 347).

(29) Le trésorier faisait lui-même le partage entre ses commis et les autorisait à prendre dans sa caisse les fonds à fournir. Il paraît avoir ordinairement disposé de 3 s. (Correspondance de La Lande Magon avec du Margat, 21 février, 29 mars et 14 juillet 1769. Beaugeard à du Margat, 7 février 1785. Arch. d'I.-et-V. C Trésorerie).

(30) Le 23 déc. 1766, Lenoir de Balay écrivait à Ménard, premier commis du cont. gén. : « Il y aura toujours place, Monsieur, dans ma « compagnie pour les personnes que Monseigneur le contrôleur général « verra y faire entrer. J'ai eu attention, à cet effet, de laisser de la « marge pour ses protégés et j'y recevrai avec plaisir M. de Longefoy, « dès qu'il le désire ». (*Ibid.* H 501).

(31) Les procès-verbaux des tenues et le mémoire de Pontbriand sont, jusqu'en 1689, nos seules sources d'information. Le bail était toujours

date, nous ne pouvons que signaler la simplification progressive du mode d'adjudication : A partir de 1668, le taux du petit devoir ne varie plus ; en 1685, on cesse de mentionner aucune charge, soit en dehors, soit en dedans du prix du grand devoir, et les charges en sus du prix du petit devoir sont limitées aux gages du Parlement et de la Chambre des Comptes, et à 6.000 l. pour les aumônes des Etats.

Ajoutons que, pendant toute cette période, le grand devoir fut affirmé par anticipation, deux ans à l'avance. En 1659, on en avait, en effet, adjugé la ferme pour 4 ans (1660-1663), afin de pourvoir à des charges fortement accrues. En 1685 et en 1687, au moment où, par une réforme de leur règlement et un contrôle plus sérieux de leur administration financière, on tentait de remettre en ordre les affaires des Etats, la ferme ne fut adjugée que pour un an et les deux années d'anticipation se trouvèrent ainsi regagnées.

Mais, dès 1689, on l'adjudgea pour 3 ans ; de même en 1693, et l'anticipation sur deux années ainsi rétablie persista jusqu'en 1711. Elle fut alors portée à trois ans. Elle ne fut éteinte, cette fois d'une façon définitive, qu'en 1718 ; en 1713, on avait regagné deux ans en ne faisant pas d'adjudication ; en 1718, on n'en fit une que pour un an. Les anticipations avaient les pires conséquences : d'abord celle d'obliger les Etats à payer aux fermiers de lourds intérêts pour leurs avances (au denier 12 d'abord, puis ordinairement au denier 10 à partir de 1675) ; puis celle de les mettre à la discrétion de leurs fermiers. Adjuger, par exemple, dans la tenue de 1695, les devoirs de 1698 et de 1699 à d'autres fermiers que ceux qui avaient pris en 1693 les devoirs de 1696 et de 1697, c'était se risquer à voir les derniers conduire leur exploitation de telle sorte que le rendement des années suivantes fût fortement compromis.

Une compagnie bretonne, dont la composition ne changea guère, tint la ferme des devoirs de 1689 à 1703 : elle paraît avoir gagné la faveur des Etats, qui lui demandaient plutôt des ménagements pour les privilégiés qu'un accroissement du prix des baux. Les comparaisons entre les adjudications successives sont d'ailleurs difficiles pendant cette période où elles se firent pour des durées et des objets différents, tantôt pour

adjugé au nom d'un porteur de procuration qui n'était pas nécessairement membre de la compagnie fermière. Nous désignerons les compagnies, dans la suite de cet exposé, non par les noms de leurs procureurs, mais par ceux de leurs véritables chefs.

deux, tantôt pour trois ans; en 1697, avec le tiers en sus du grand devoir pour 4 ans et ensuite pour deux ans seulement; puis, à partir de 1698, avec les droits de courtage et de jaugeage. Il n'est toutefois pas douteux que le produit des devoirs diminuait à cause même de l'institution des nouveaux droits et des autres impôts. Les fermiers se plaignaient souvent de perdre. En 1693, ils réclamèrent et obtinrent un rabais sur le prix consenti en 1691 pour la ferme de 1693 et de 1694. Ils savaient, du reste, par des distributions de places et d'argent, se ménager des intelligences dans l'assemblée. Leur situation, toutefois, devint incontestablement mauvaise quand, avec la guerre de la Succession d'Espagne, l'accumulation de charges de toutes sortes et une misère profonde réduisirent de plus en plus la consommation. La situation de la province pourrait suffire à expliquer que la compagnie n'ait pas eu de concurrents pendant longtemps. F. Quessette a montré comment le pouvoir royal intervint alors, menaçant d'abord, en 1703, de faire exploiter les devoirs en régie si la compagnie ne prenait pas la ferme pour 4.200.000 l. et lui imposant comme associé le receveur général de la province, La Boissière, avec plusieurs autres de ses officiers de finance et de ses propres traitants (32). Mais, en 1705, la compagnie se prétendit hors d'état de faire les avances nécessaires et elle réclama une indemnité de 240.000 l. que le contrôleur général invita les commissaires du roi à lui faire accorder, malgré la résistance des Etats, fort mal disposés pour la compagnie réformée. Ils ne l'étaient pas mieux à l'égard de la compagnie des sous-fermiers des aides de Normandie qui, cette année-là, se présenta seule à l'adjudication et offrit un prix d'un million inférieur à celui du bail précédent. Le ministre, toutefois, la soutenait, parce qu'il n'en avait pas d'autre, acceptant seulement qu'une partie des anciens associés bretons entrassent dans la nouvelle compagnie. Celle-ci, redevenue bretonne, recommença à se plaindre de faire de mauvaises affaires et diminua ses offres de tenue en tenue, ce qui amena Desmarets à envoyer aux Etats de 1711 deux traitants parisiens qui enlevèrent le bail par une enchère de 200.000 l. Les Etats obtinrent, comme en 1705, la fusion des deux compagnies concurrentes. Ils tenaient, sans doute, à leurs fermiers bretons. Mais on peut se demander si Chalmette et

(32) F. QUESETTE, *L'Adm. fin. des Etats de Bret.* de 1689 à 1715, 1^{re} partie, chap. III.

Adine n'avaient pas été envoyés simplement aux Etats de Dinan pour amener ces derniers à composition ? Il n'y eut pas, on le sait, d'adjudication en 1713 et la même compagnie conserva la ferme en 1715. En 1718, elle lui fut enlevée par une compagnie parisienne que dirigeait Bouret. Les anciens fermiers souffrirent quelque peu de la violente réaction qui, dès 1715, souleva les Etats contre les financiers qui avaient profité de leur détresse pendant les années précédentes. En 1715 et 1718, la noblesse tenta de faire substituer, à l'affermage global des devoirs et autres droits, des fermes particulières par évêché et par catégorie et c'est l'assemblée, elle-même, qui se refusa à faire, en 1718 (33), l'adjudication pour plus d'un an. On parla aussi, en 1717 et 1718, de faire compter les fermiers de clere à maître depuis 1690 (34).

Parmi eux on visait surtout Montaran, trésorier des Etats, principal engagiste des droits d'entrée et toujours intéressé, pour une large part, dans la ferme des devoirs. Lui seul, du reste, fut atteint, et par des mesures qui ne concernaient pas la ferme. Plusieurs de ses associés trouvèrent place dans les compagnies postérieures et sortirent indemnes de la crise. D'un état dressé par leurs concurrents, en 1718, il ressort que les anciens fermiers auraient fait, pendant la période écoulée du 1^{er} janvier 1690 au 31 décembre 1716, un bénéfice total de près de 5 millions (4.990.269 l.) soit, en moyenne, de 184.825 l. par an. Cela ne représentait pas 10 % des capitaux engagés. Mais, ajoute-t-on, les fermiers se partageaient les sous-fermes adjugées par eux, après le bail général, pour chaque évêché, et « ils y faisaient des bénéfices considérables, impossibles à connaître, sinon par une nouvelle régie » (35).

*
* *

De 1720 à 1748, la ferme des devoirs demeura aux mains de compagnies totalement ou partiellement bretonnes. A leur tête, jusqu'en 1740 au moins, nous trouvons toujours, soit les deux

(33) Délib. des Etats du 5 janvier 1716 et du 14 juillet 1718. De Brou au duc de Noailles, 9 août 1718. (Arch. Nat. H 225).

(34) Mémoire particulier pour les commissaires du roi, 7 nov. 1717. (*Ibid.*).

(35) *Ibid.* H 227. D'après ce tableau, les fermiers auraient perdu 984.300 l. sur les années 1704-1707. Mais ils auraient reçu 1.535.875 l. d'indemnité, si bien que ces 4 exercices se seraient définitivement soldés par un bénéfice de 551.577 l.

frères Jacques Senant d'Echully et Jean Senant des Gravelles, soit les deux frères Olivier du Couëdic de Kerdrain et Jean du Couëdic, soit les deux groupes à la fois. Des deux Senant, c'est l'aîné, Jacques, qui a joué le principal rôle et dont il est question dans la correspondance du temps quand on ne cite qu'un Senant. Des deux du Couëdic, Olivier fait figure de dirigeant jusqu'en 1726 ; mais, depuis, bien qu'il soit demeuré dans l'association, c'est son frère Jean qui paraît avoir conduit les affaires. Associés de 1720 à 1726, les deux groupes se sont ensuite âprement disputé le bail, ce qui ne les a pas empêchés, en 1736 et en 1738, de se réunir de nouveau. Les uns et les autres étaient bretons. Les concurrents ne leur ont pas manqué et les contrôleurs généraux leur en ont eux-mêmes cherché (36).

Mais leur expérience de l'affaire leur permettait, semble-t-il, d'escompter de plus gros profits que des compagnies nouvelles, car aucun concurrent ne parvint à les évincer tant qu'ils parurent tenir à conserver la ferme et c'est d'eux, en définitive, que les contrôleurs généraux cherchèrent surtout à se servir pour faire hausser le prix des baux. Du Couëdic, à partir de 1732, devint l'instrument ordinaire de l'administration royale. La faveur des Etats passa d'un groupe à l'autre, suivant les circonstances, motivées, bien entendu, par de tout autres considérations que celles des ministres, et il arriva qu'elle ne fût pas sans effet.

En 1720, Bouret, bien qu'il fût « agréable » aux Etats, se vit enlever le bail par la compagnie André, à la grande inquiétude de l'évêque de Nantes, président de l'assemblée, du nouveau trésorier La Boissière et de l'intendant lui-même (37). Mais ces personnages n'étaient sans doute pas dans le secret du ministre. André nous sera représenté plus tard, en effet, comme un protégé de Law et du duc d'Orléans, et il paraît bien qu'il n'était venu à Nantes que pour porter le prix du bail « plus loin que tous les autres » et évincer Bouret (38).

(36) Dans cette tâche nous les voyons aidés par un intermédiaire déjà rencontré en 1712, M. de la Villemaré. Parent des Senant, il les soutient en 1728 (Lettre au cont. gén. 10 oct. 1728, Arch. Nat. H 251). Mais, en 1732, il est un des premiers à dénoncer leurs manœuvres et la nécessité de leur trouver des concurrents (Lettre au cont. gén. 27 janvier 1732, *ibid.* H 264).

(37) Correspondance relative à la tenue, 15 et 30 oct. 1720. (*Ibid.* H 232).

(38) Placet de la compagnie Conrard-Logerot au duc de Bourbon, 1724. (*Ibid.* H 241).

Aussitôt adjudicataire pour 4.300.000 l. (soit 300.000 l. d'augmentation sur le bail précédent), il céda le bail à l'une des autres compagnies concurrentes, celle qui réunissait les du Couëdic et les Senant.

Celle-ci, fort peu nombreuse, n'était formée que des deux du Couëdic, des deux Senant et de Gaspard Delorme, pourvus tous les cinq des principaux emplois de la ferme (39).

En 1722, la même compagnie l'emporta sur trois compagnies concurrentes, dont celle de Bouret et une compagnie malouine (40). Un revirement dans les sentiments des Etats décida de son succès. Bouret, dit l'intendant, « n'était plus « agréable à la province; on le regardait comme l'auteur de « l'évaluation des droits rétablis à 350.000 l. ». Jean Senant, au contraire, directeur de la régie, avait commencé à se gagner des suffrages dans la noblesse en casant dans l'administration des devoirs un grand nombre de gentilshommes pauvres. C'est ainsi, sans doute, qu'il faut expliquer le refus des Etats de recevoir une surenchère par tiercement provoquée par Bouret, et cela avec une telle vivacité que les commissaires du roi, d'abord disposés à l'admettre, y renoncèrent tout de suite (41). Le bail était d'ailleurs monté à 4.670.000 l.

En 1724, même succès de la compagnie sortante contre les deux compagnies Duret (parisienne) et Conrard-Logerot (parisienne et bretonne), à la formation desquelles le contrôleur général ne fut probablement pas étranger. Toutes deux, en tout cas, agirent de concert pour obliger les fermiers sortants à enchérir jusqu'à un prix, écrit Conrard au ministre, « qui ne « peut convenir qu'à des gens qui ne conservent aucun intérêt « dans cette ferme, mais qui s'y ménagent des emplois considérables aux dépens de leurs croupiers » (42). On avait enregistré cependant une diminution de 20.000 l. sur le prix du dernier bail.

(39) Mémoire de Senant au cont. gén. 10 sept. 1728 (*Ibid.* H 250).

(40) Correspondance relative aux Etats de 1722, août-oct. 1722 (*Ibid.* H 233). Parmi les membres de cette compagnie malouine nous trouvons un Grout de Beauvais, un Grout de Vaulembert et un Salaize de Chappedelaine.

(41) L'évêque de Nantes et de Brou au cont. gén. 9, 12 et 23 janvier 1723 (*Ibid.* H 236). Un tiercement était une enchère égale au tiers de la précédente. Il était parfaitement régulier d'en proposer un après l'adjudication prononcée.

(42) Correspondance relative à la tenue de 1724, 17 nov. et jours suivants (*Ibid.* H 241 et 242).

Mais, déjà, des difficultés avaient commencé de se produire au sein de la compagnie fermière. Trois nouveaux associés introduits en 1722 en furent exclus en 1724 pour diverses raisons, toutes assez graves. On ne peut savoir si les Senant et les du Couëdic agirent alors en parfait accord. Toujours est-il qu'en 1726 nous les trouvons brouillés. Les du Couëdic, cette année-là, lièrent partie avec les exclus de 1724 et les Senant se vantèrent plus tard, auprès du contrôleur général, de « n'avoir » pas voulu donner », de concert avec eux, « dans un projet de » monopole au préjudice d'une province à laquelle ils étaient « attachés ». Ils expliquaient le rapprochement des du Couëdic avec les exclus par le désir des premiers de renforcer leur parti au sein de la compagnie et de conserver ainsi, pour Jean du Couëdic, l'emploi de caissier général dont il abusait pour faire valoir à son profit les fonds dont il avait le manie-ment; leur opposition décidée à la continuation de pareille pratique aurait été la cause première de la rupture (43). Mais nous avons une autre explication de celle-ci : Les Senant s'étant refusés, à la suite des pertes subies dans le dernier bail, à porter le nouveau au prix de 4.300.000 l. exigé par le contrôleur général, l'intendant de Brou aurait décidé les du Couëdic à former une nouvelle compagnie avec les exclus de 1724 (44).

Cette compagnie, les Senant persistant dans leur refus, eut la ferme au prix ainsi fixé, sans concurrents. Si l'on en croit les Senant, la gestion des du Couëdic fut déplorable. Ils révoquèrent plus de deux cents gentilshommes parmi les ambulants et les commis, se montrèrent d'une excessive rigueur à l'égard des assujettis et perdirent de l'argent. De Brou aurait lui-même rappelé les Senant en 1728. Les deux compagnies rivales soumissionnèrent cette année-là pour la même somme et les Senant l'emportèrent, disent-ils eux-mêmes, « par le concours des Etats ». Ils réintégrèrent aussitôt les gentilshommes pauvres, chassant la « valetaille » rappelée par les du Couëdic (45).

(43) Lettres et mémoires des Senant au cont. gén. 1^{er} déc. 1726, mém. s.d. et 12 sept. 1728 (*Ibid.* H 247, 248 et 250).

(44) Cette explication ressort des dires des Senant eux-mêmes, dans leur mémoire du 13 mai 1730 (*Ibid.* H 259).

(45) Même mémoire et pièces jointes. Senant prétend que plus de deux cents gentilshommes allèrent en corps, demander qu'il eût les fermes pour le prix de sa soumission (4.170.000 l.) et que la compagnie du Couëdic ne fût pas reçue aux enchères. Mais il lui fallut subir celles-ci

En 1730, même lutte encore entre les mêmes compétiteurs. Senant se croyait alors si bien maître de la situation qu'il demanda au cardinal Fleury de lui faire adjuger la ferme sans enchères, au prix fixé par le ministre. « Cette fixation, pré-
« tendait-il, est aisée à déterminer ». Autrement, il menaçait de se retirer « plutôt que de se commettre avec des concurrents qui se sont réunis au nombre de plus de soixante, « résolus de porter la ferme beaucoup au-delà de sa valeur » pour l'en « dégoûter » et en rester maîtres à l'avenir (46). Mais ses adversaires l'avaient déjà accusé de la même manœuvre en 1728 et l'évêque de Rennes l'en accusera encore, après eux, en 1734 (47).

C'était là argument de concurrents acharnés et marchandeurs à la fois. On n'écoula du reste pas Senant. Le contrôleur général et le maréchal d'Estrées se félicitèrent, au contraire, de voir la compagnie du Couëdic rester en ligne et veillèrent avant tout à empêcher une collusion entre les deux concurrents. Les Senant l'emportèrent encore. Mais, après n'avoir voulu d'abord soumissionner que pour 4.170.000 l. ils durent enchérir jusqu'à 4.610.000 l. pour avoir le bail (48).

En 1732, le vent avait tourné. Les Senant eurent contre eux à la fois les Etats et les agents du pouvoir royal. Désormais nous ne recueillerons plus sur eux que les témoignages les plus défavorables et du Couëdic sera, au contraire, l'homme de confiance du contrôle général, très soutenu d'ailleurs par l'évêque de Rennes, Vauréal. Bien que les Senant se plaignissent, comme d'habitude, de pertes considérables, leur compagnie était encore en ligne, mais avec trois concurrentes (49), et les enchères furent très animées. La dernière, à 4.810.000 l., soit 200.000 l. au-dessus du prix du dernier bail, se trouva

et le prix du bail monta à 4.340.000 l. Senant joint à son mémoire un état montrant qu'il emploie 253 gentilshommes, dont 64 comme surnuméraires. « Leur nombre excède celui des roturiers ».

Voir, d'autre part, son mémoire de sept. 1732 (*Ibid.* G^r 860).

(46) Mémoire du 13 mai 1730.

(47) Mémoire de la compagnie du Couëdic (*Ibid.* H 250), et lettre de Vauréal au cont. gén. 28 mai 1734 (*Ibid.* H 273).

(48) Sur leurs marchandages, voir leur correspondance avec le cont. gén. juillet 1730 (*Ibid.* H 595).

(49) C'étaient : la compagnie du Couëdic (7 bretons et 8 parisiens), une compagnie Coustard, sur laquelle nous manquons de renseignements, et la compagnie Bonneau, parisienne, où figurent cinq fermiers des Aides et trois fermiers des Domaines. Bonneau dut se défendre, par une déclai-

douteuse, nous dit La Boissière, entre Senant et du Couëdic ; les présidents des ordres décidèrent en faveur du second « et l'applaudissement général de l'assemblée » confirma leur décision (50).

En 1734, du Couëdic l'emporta encore au prix de 4.830.000 l. sur Senant et une compagnie parisienne Bouret-de Charmoy, recommandée par Orry comme « bonne et très bonne » (51), et qui avait poussé les enchères jusqu'à 4.800.000 l. au moment où la bougie allait s'éteindre ; mais du Couëdic eut encore le temps d'ajouter 30.000 l. (52). La compagnie parisienne n'était-elle là que pour faire monter le prix du bail ? On ne saurait le dire. L'évêque de Rennes avait fortement appuyé du Couëdic (53). Il accusa Senant, auprès du contrôleur général, d'intrigues intéressées avec les gentilshommes hostiles à l'imposition du dixième. Senant, dit-il, fait l'important avec des systèmes combinés, à l'entendre, avec « de gros bonnets de la « province », et qui revenaient tous à racheter le dixième au moyen de sommes fournies par de nouveaux droits sur les boissons dont Senant comptait bien être fermier. Ce serait désastreux, ajoute l'évêque, et cela ruinerait les fermes « qui « sont la prune de notre œil et du vôtre » (54). Mais la noblesse, cette année-là, les Nantais étant venus en nombre, se préoccupa surtout de faire introduire dans le bail des conditions favorables à la fraude, que le maréchal d'Estrées eut du mal à faire repousser (55).

ration formelle au ministre, contre le soupçon de connivence avec les Senant (Arch. d'I.-et-V. C 3472). Cependant sa compagnie paraît avoir été formée à l'instigation du contrôleur général auquel La Villemaré avait représenté la nécessité de trouver des concurrents aux Senant. (Correspondance de La Villemaré et de l'intendant avec le cont. gén. 27 janvier, 9 mai, 9 sept., 6 et 7 oct. 1732. Arch. Nat. H 264 et 271).

(50) 12 nov. 1732 (*Ibid.* H 265). L'intendant La Tour, à la même date, dit que du Couëdic est maintenant le grand favori des Etats, « autant « que les Senant en 1728 ». Voir, *supra*, p. 633, la remarque, parfaitement concordante, de l'évêque de Rennes au sujet de la même adjudication.

(51) Le cont. gén. à d'Estrées et à La Tour, 6 nov. 1734 (Arch. Nat. H 273).

(52) La Tour au cont. gén. 19 nov. (*Ibid.* H 274).

(53) Dès le 28 mai 1734, il recommandait au ministre de prendre des mesures pour conserver du Couëdic, moins habile mais « beaucoup plus « droit que Senant » (*Ibid.* H 273).

(54) Vauréal au cont. gén., 27 juin 1734 (*Ibid.*).

(55) D'Estrées au cont. gén. 4 nov. (*Ibid.*).

En 1736, Senant réussit à enlever la ferme à du Couëdic, la portant à 4.850.000 l. Deux compagnies parisiennes, celle de Charmoy et une autre où figurent également divers intéressés dans les fermes du roi, avaient paru et fortement contribué sans doute à pousser les enchères aussi haut (56). Pourtant du Couëdic s'était plaint de pertes considérables, suites de la guerre et de l'augmentation des impôts (57). Il faut croire qu'il espérait plus de profit du prochain bail, puisqu'il le disputa à Senant et qu'il accepta, après l'adjudication, un arrangement qui lui conserva, ainsi qu'à ses associés, une part d'intérêts dans la ferme (58). En réalité, il se soumit ainsi aux désirs de Senant qui, avant la tenue, s'était déjà efforcé de le décider à une entente, ce qui était évidemment le meilleur moyen, pour les deux groupes, de s'assurer le bail. Mais du Couëdic resta, jusqu'à l'adjudication tout au moins, au service du pouvoir (59).

Comme en 1724, la dispute des deux concurrents paraît avoir beaucoup moins intéressé les Etats que les débats sur les conditions du bail. Cette fois, c'est du Couëdic qui avait réclamé des modifications portant sur 18 articles (60). La plus importante fut adoptée, malgré une vive opposition de la noblesse, par l'avis des deux autres ordres. Elle autorisait les commis à faire le recensement des boissons achetées chez tous les habitants, sans être nécessairement assistés de juges (61).

(56) Le cont. gén. à d'Estrées, 11 et 28 nov. (*Ibid.* H 278).

(57) Il réclama même des délais pour acquitter les derniers termes de son bail en attendant d'obtenir une indemnité des Etats. Le cont. gén. lui fit savoir qu'il n'en avait aucune à espérer (Correspondance du cont. gén. 1^{er} et 15 juillet 1736, *ibid.* H 277 et 278).

(58) Senant ayant interdit à ses employés de continuer, à partir du 1^{er} janvier 1737, le recouvrement des restes dus aux anciens fermiers, du Couëdic riposta en refusant de livrer ses approvisionnements en vins et eaux-de-vie et son matériel d'exploitation. Il se préparait, du reste, à porter l'affaire devant le contrôleur général lorsque, écrit-il à celui-ci, « des amis communs nous ont conciliés... Nous sommes convenus d'un arrangement qui a été approuvé par M. le Maréchal d'Estrées. Il ne reste d'autre inquiétude que de savoir si vous approuvez la conduite « que j'ai tenue » (*Ibid.* H 278).

(59) L'év. de Rennes au cont. gén., s.d. (*Ibid.* H 424).

(60) Mémoires des fermiers et correspondance entre l'intendant et le cont. gén. 9 et 15 oct. 1736 (*Ibid.* H 278).

(61) On dit alors dans l'assemblée qu'il fallait que les Etats prissent la régie, car c'était le seul « moyen d'empêcher que les gentilshommes ne tirassent des coups de pistolet aux commis ; qu'il y en aurait cinquante de tués avant trois mois ». (L'évêque de Rennes au cont. gén. 30 nov. *Ibid.* H 279).

En 1738, l'entente entre Senant et du Couëdic durait. Une seule compagnie concurrente, dirigée par Charmoy, se présentait d'abord. Mais, pas plus que les anciens fermiers, qui se plaignaient de grosses pertes, elle ne se montra disposée à porter le bail à son ancien prix. C'est pourquoi le contrôleur général provoqua, au dernier moment, la formation d'une compagnie Curis dont les enchères obligèrent les Senant-du Couëdic à monter encore jusqu'à 4.850.000 l. (62).

En 1740, nous trouvons encore du Couëdic dans la main du contrôleur général. Il avait rompu avec Senant et s'était débarrassé de Duplessix-Robinault, un des plus anciens associés de celui-ci, qui l'avait toujours maintenu depuis 1728 à la direction générale de la ferme. Senant ne réussit pas à former de compagnie. Il était à craindre que celle de du Couëdic n'eût pas de concurrente, et de Viarmes et Brancas dénoncèrent sévèrement au ministre l'intention où ils le croyaient être de vouloir faire tomber le prix du bail. Mais ils n'étaient pas dans les secrets du contrôleur général. Ils ignoraient que du Couëdic l'avait lui-même averti que ses associés voulaient lui « mettre un frein » et qu'il eût à se précautionner de compagnies plus hardies que ces messieurs ». Sur quoi, Orry avait aussitôt convoqué M. de Cuisy qui en forma une sur le champ avec Randon du Boisset, et c'est elle qui eut la ferme (63). Le prix du bail tomba toutefois à 4.500.000 l. Encore du Couëdic avait-il outrepassé de 200.000 l. le maximum fixé par ses associés, et Randon consentit-il à donner 90.000 l. de plus que le montant de la dernière enchère sur laquelle la ferme lui était restée. Il ne paraît pas douteux que l'exploitation du précédent

(62) La lettre adressée par de Curis au ministre, après l'adjudication, révèle clairement le rôle qu'il avait joué. « Comme notre principal objet, » dit-il, en nous rendant ici a été de soutenir par notre concurrence le « prix de cette ferme, nous nous sommes attachés à régler nos démarches sur ce principe et sur les vues de M. le marquis de Brancas (premier « mien commissaire du roi) qui ne pouvaient aller au-delà » (3 nov. 1736, Arch. Nat. H 287). Du Couëdic, dans l'espoir peut-être de partager un beau profit avec les Senant, ne s'était pas rendu, cette fois, aux sollicitations du contrôleur général. Le rôle de M. de Charmoy demeure obscur. Brancas le soupçonna de collusion avec du Couëdic et Senant, à tort sans doute (Correspondance relative à la tenue, 12, 17, 22, 23, 24, 31 oct., 3 et 5 nov. *ibid.*).

(63) Correspondance du conf. gén. 1^{er}, 11, 12, 23, 26, 28 et 30 oct. 1740 (*Ibid.* H 291 et 292). Brancas donna, en l'occurrence, sur Senant des appréciations peu avantageuses. Il le dépeint comme « un homme faux, extrême-ment fin et rusé, emporté et fort entreprenant », mais qui n'a plus aucun crédit dans la province. (26 et 28 oct.).

bail n'avait pas été avantageuse. Randon et de Cuisy avaient posé comme condition au ministre que du Couëdic entrât après l'adjudication dans leur compagnie. Ils estimaient sans doute avoir besoin de son expérience. Il ne s'y décida pas sans quelques scrupules, mais il n'avait alors rien à refuser au pouvoir (64).

En 1742, le ministre se servit à la fois de Senant, à qui l'on demanda de former une nouvelle compagnie, et de du Couëdic, toujours lié avec de Cuisy et Randon et qui leur amena ses anciens associés bretons. La compagnie Senant-Davignon-Gautier, parisienne, eut le bail pour 4.700.000 l. Du Couëdic aurait voulu aller au-delà, conformément au désir du contrôleur général. Mais de Cuisy, qui ne prenait qu'un médiocre intérêt à l'affaire, s'y refusa. Puis, comme du Couëdic, l'adjudication ayant été prononcée après le quatrième feu, en réclamait un cinquième pour surenchérir de 50.000 l. pour son propre compte et celui de ses associés bretons, Brancas et de Viarmes s'y opposèrent, bien que les présidents des ordres y parussent assez disposés (65). C'est alors que l'on se décida à découvrir le « brigandage » du commandant en chef et de l'intendant, dans l'espoir ainsi de faire remonter le bail au-dessus de 4.800.000 l. En 1744, un intéressé dans les fermes du roi, Châlons, fut, comme nous l'avons vu, envoyé à Rennes à cet effet ; si la ferme lui restait, du Couëdic devait y prendre le principal intérêt. Le contrôleur général fut abondamment renseigné sur les pratiques des commissaires du roi et, Châlons ayant poussé ses enchères jusqu'à 4.830.000 l., Randon, pour avoir le bail, dut mettre 4.860.000 l. C'était un ancien associé du groupe de Cuisy. Il avait pour concurrente la compagnie Davignon-Gautier. Mais Châlons et Baillon étaient persuadés que les deux compagnies étaient d'accord et qu'elles fusionneraient après l'adjudication. « Pour récompense de s'être prêté », du Couëdic obtint que l'on obligeât Randon à lui laisser 2 s. d'intérêt (66).

*
**

(64) *Ibid.* 2, 9 et 16 nov.

(65) Correspondance du cont. gén. 2, 6, 8, 10, 11, 13, 25 et 26 oct. 1742 (*Ibid.* H 299). Du Couëdic et de Cuisy trouvèrent fort mauvais que le ministre ait recouru à Senant (Senant à Baillon, président du tiers, 8 oct.).

(66) Correspondance du cont. gén. 9, 10, 11, 13, 14, 15, 17, 18, 19, 20 nov. 1744 (*Ibid.* H 306).

En 1746, la compagnie Davignon eut le bail pour 4.820.000 l. (67). En 1748, il échut pour la première fois à la compagnie Lenoir qui devait le conserver jusqu'en 1760. Elle l'emporta, à la fois sur la compagnie sortante et sur celle de Randon et de Cuisy, en poussant ses enchères jusqu'à 5.100.000 l. C'était la compagnie favorite du pouvoir. Elle avait l'appui du duc de Penthièvre. Du Couëdic, toujours au service du contrôleur général, agit d'accord avec Lenoir, et le trésorier La Boissière affirme que « les Etats ont vu avec plaisir qu'il s'est joint à « celui-ci » (68).

C'est la dernière fois que nous rencontrons le nom de du Couëdic. Celui de Senant n'avait pas reparu depuis 1742. Depuis que Randon et de Cuisy avaient pris la ferme en 1740, celle-ci d'ailleurs n'était plus sortie des mains des compagnies parisiennes. En 1742, c'est à des Parisiens, nous l'avons vu, que Senant avait procuré ses services et, depuis la même année, du Couëdic ne paraît plus avoir cherché à former de compagnie bretonne.

Au contrôle général, il est certain que l'on préférerait les compagnies parisiennes, de qui l'on attendait une gestion plus régulière et plus indépendante des influences locales. En 1768, nous relevons, dans une note du ministre, cette observation intéressante qu'au temps où les compagnies bretonnes de Senant et du Couëdic étaient seules concurrentes, « les créatures « d'un fermier travaillaient rarement pour l'autre » ; tandis qu'au contraire les compagnies parisiennes qui avaient eu le bail de 1740 à 1764 ont maintenu en place les mêmes employés et obtenu ainsi une meilleure régie et un rendement plus considérable (69).

Néanmoins les contrôleurs généraux demeurèrent attentifs à provoquer toujours la concurrence de plusieurs compagnies et, comme par le passé, eurent leurs hommes pour pousser les enchères. Lenoir se vit toujours disputer chaudement le bail. En 1750, il dut monter à 5.380.000 l. ; en 1752, à 5.830.000 l.

(67) Correspondance relative à la tenue, 9 et 16 déc. 1746 (*Ibid.* H 312). Pour cette session, nous manquons de détails sur les compagnies concurrentes.

(68) 21 nov. 1748 (*Ibid.* H 314). Nous avons les soumissions des trois compagnies, celle de Lenoir accompagnée d'une lettre de recommandation du duc de Penthièvre (6 nov. *ibid.*).

(69) Arch. Nat. H 501.

Il avait en face de lui, à ces deux sessions, la compagnie Davignon et une compagnie Gauthier-Monginot-Bourgo-gne (70).

En 1754, surgit la compagnie formée par le sieur Naveau, précédemment associé de Lenoir et directeur de la correspondance de la ferme. C'était un homme à idées, auteur du *Financier citoyen*, et qui se prétendait en état, grâce à sa connaissance de l'administration de la ferme, de donner de celle-ci un prix beaucoup plus élevé. Parmi ses associés, nous trouvons, à côté de financiers parisiens, plusieurs hauts employés de la ferme des devoirs. Contre trois compagnies concurrentes, celles de Lenoir, de Gauthier-Monginot-Virly et de Gigot-Genty, il l'emporta en élevant le prix du bail jusqu'à 7.090.000 l. Mais il avait excédé de 590.000 l. le maximum fixé par ses associés et ceux-ci le désavouèrent. Le contrôleur général, Moreau de Séchelles, fort embarrassé, réussit à résoudre la difficulté en persuadant les fermiers sortants de prendre le bail au prix de leur dernière enchère, 7.060.000 l. Mais il fallut aussi triompher des mauvaises dispositions de la Commission intermédiaire où, malgré les efforts de Baillon, la noblesse déclara d'abord impossible le transfert du bail à un autre adjudicataire sans l'aveu des Etats eux-mêmes. Naveau était justement soupçonné d'entretenir cette résistance et il protesta, en tout cas, très vivement auprès du ministre contre un transfert que rien à ses yeux ne justifiait. Il s'obstinait à soutenir que l'affaire était bonne et se prétendait victime d'un parti que plusieurs gens d'affaires avaient monté contre lui pour l'empêcher, comme « tous ceux qui auront quelque talent », de percer par d'autres voies que les leurs. Il demanda en vain de conserver deux sols d'intérêt dans la ferme. On pourra conclure de là qu'il n'a pas été l'agent du contrôleur général (71).

Mais il n'est pas douteux que celui-ci s'est toujours efforcé de maintenir en face de Lenoir la concurrence de la compagnie Gauthier-Monginot-Virly (72). On la retrouva en 1756. Cette

(70) *Ibid.* H 323 et 328.

(71) Correspondance de Baillon avec Clautrier, premier commis du contrôle général. 8, 11, 17 et 29 janvier 1755. Baillon à la Com. int., 18 mars 1755. Naveau au cont. gén. s.d. et 24 déc. 1754 (*Ibid.* H 495). Mémoire de Naveau au cont. gén. 1758 (*Ibid.* H 497). Rapport de la Com. int. aux Etats de 1756 (Arch. d'I.-et-V. C 3847).

(72) Correspondance entre Virly et Clautrier (nov. et déc. 1758 et janvier 1759, Arch. Nat. H 497).

année-là, la ferme fut adjugée à Lenoir pour 6.590.000 l., diminution due à l'augmentation de 400.000 l. imposée par le ministre sur le bail de l'impôt et billot. Les Etats murmurèrent. D'Aiguillon craignit même un moment que la « fermentation » ne devînt « violente » et qu'on ne remit l'adjudication. Mais l'assemblée se calma vite et l'on peut voir là un témoignage de l'intérêt tout relatif qu'elle prenait au prix du bail (73). La compagnie Lenoir avait, du reste, si nous en croyons d'Aiguillon, gagné la faveur des Etats (74).

Il répète le même témoignage en 1758. Lenoir eut encore la ferme avec une nouvelle diminution de 100.000 l. sur le prix de 1756. Mais on s'attendait à pis, à cause de la guerre (75). Virly n'avait montré aucun empressement à reformer sa compagnie (76).

En 1760, la continuation de la guerre diminua encore l'empressement des fermiers. Lenoir se laissa enlever la ferme par la compagnie Virly-Tracol, se refusant à dépasser 7.300.000 l., y compris 1.800.000 l. pour l'impôt et billot maintenant concédé aux Etats. Tracol, sur les instances de d'Aiguillon, alla jusqu'à 8 millions en couvrant deux fois sa propre enchère. C'était une diminution de 250.000 l. sur le prix de 1758 (77).

En 1762, la situation était pire. Les fermiers sortants se plaignaient d'une perte de plus de 700.000 l. Lenoir et ses associés, qui se plaignaient de leur côté d'avoir perdu antérieurement 965.000 l., ne voulaient plus entendre parler de la ferme. Ils se rendirent enfin aux sollicitations du ministre et l'annonce de la paix rendit quelque courage aux concurrents. Mais la compagnie Lenoir se refusa à enchérir au-delà de 7.330.000 l. La compagnie sortante alla jusqu'à 7.500.000 l. et finit par accorder encore 8 millions, mais à la condition de recevoir 500.000 l. d'indemnité, soit 300.000 l. de la part des Etats et

(73) D'Aiguillon au cont. gén. 31 janvier 1757 (*Ibid.* H 336).

(74) « Les Etats, dit-il, malgré le chagrin qu'ils ressentent de la « diminution de leur ferme et l'humeur qu'ils ont naturellement contre « leurs fermiers, sont fort aises que ce soient les mêmes, leur régie ayant « été aussi douce que leur conduite honnête et délicate » (*Ibid.*).

(75) D'Aiguillon au cont. gén., 7 février 1759, et La Boissière au même, 8 février (*Ibid.* H 341).

(76) Correspondance entre Virly et Clautrier, citée *supra*, note

(77) D'Aiguillon au cont. gén. 4 et 12 nov. 1760 (*Ibid.* H 347). Il affirme qu'on regrette beaucoup Lenoir dans la province.

200.000 l. de la part du pouvoir royal. Les Etats remplirent leur engagement, mais jamais les fermiers ne réussirent à se faire payer du reliquat promis par le ministre (78).



Avec le bail de 1762 se clôt une période de l'histoire de la ferme des devoirs, celle de l'exploitation de celle-ci, pendant vingt ans, par des compagnies parisiennes. Nous avons vu que les Etats se montrèrent satisfaits de leur gestion, ordinairement « bonne et douce » et, cependant, fructueuse pour la province elle-même jusqu'au moment où la prolongation de la guerre et l'accroissement des autres impôts vint en compromettre le rendement. En 1750, 1752 et 1754 toutefois, l'assemblée, assez tranquille sur ce point là depuis 1736, recommença à soulever des violents débats au sujet des conditions des baux. Le grand effort des Etats, ou plus exactement des opposants en majorité dans la noblesse, tendait à enlever aux fermiers la grosse source de profits qu'était pour eux le monopole de la vente directe de l'eau-de-vie aux débitants. On tentait en même temps de réduire l'arbitraire dans les poursuites ou de rendre, en tout cas, celles-ci plus malaisées. Le réveil de l'esprit d'opposition à l'occasion de la grande querelle du vingtième contribua évidemment beaucoup à passionner les débats. Mais, en définitive, la noblesse n'obtint rien sur le point principal et peu de chose sur le reste. En 1750, elle ne se montrait résolue à rien moins qu'à faire prendre la régie des devoirs par les Etats si l'on n'enlevait pas aux fermiers la vente de l'eau-de-vie (79). En 1752, elle se réduisait déjà à réclamer la fixation du prix de celle-ci à 4 l. le pot. C'est le prix auquel les fermiers la vendaient ordinairement ; mais ils ne voulaient pas

(78) Correspondance de Lenoir avec le cont. gén., 14, 17 et 25 août et 9 nov. 1762 (*Ibid.* H 499). Monginot à Ménard 8 nov., La Boissière au cont. gén. 5 et 12 nov. ; Requêtes des fermiers aux Etats, déc. 1764 et au cont. gén. s.d. (*Ibid.*). D'Aiguillon au cont. gén. 4, 5 et 12 nov. 1762 ; à Ménard, 3, 5 et 12 nov. (*Ibid.* H 352). Correspondance entre d'Aiguillon et le cont. gén., 21 et 30 sept. et 24 nov. 1764, et Garville au cont. gén., 24 nov. (*Ibid.* H 355 et 357) ; on voit par ces dernières lettres que le cont. gén. renvoie les fermiers vers les Etats pour en obtenir les 200.000 l. promises par son prédécesseur.

(79) La Boissière, l'évêque de Rennes et le duc de Chaulnes au cont. gén. 2 et 4 déc. 1750 (*Ibid.* H 323). L'évêque de Rennes prétend que l'opposition n'a d'autre objet que de faire baisser le prix du bail (2 déc.).

se laisser imposer de maximum (80). En 1754, ils se montrèrent disposés à accepter celui de 4 l. 10 s. Les Etats préférèrent alors renoncer à leur projet (81).

Les événements politiques, en 1764, eurent leur répercussion sur l'adjudication des devoirs. D'abord la suspension du cours de la justice inquiéta les concurrents possibles; les fermiers sortants, qui n'avaient pu arracher au contrôleur général leur complément d'indemnité, montrèrent peu d'empressement et le ministre réussit avec peine à former une compagnie concurrente avec d'anciens associés de Lenoir (82).

Cette dernière eut à sa tête Le Roy, régisseur des droits réunis, et Belvoir. La compagnie sortante refusa de donner plus de 6.400.000 l. et, encore, sous condition d'une indemnité de 200.000 l. si le Parlement cessait une seconde fois ses fonctions. Le Roy et Belvoir restèrent en deça. On sait comment la noblesse refusa de consentir à une adjudication dans de pareilles conditions et imposa l'acceptation d'une Société patriotique, formée de négociants nantais, qui prit la ferme pour 6.300.000 l. sans condition d'indemnité. L'appui de la noblesse assurait cette Société d'une gestion aussi facile que possible (83). La réapparition des compagnies bretonnes se fit ainsi à la faveur du conflit d'où allait sortir l'Affaire de Bretagne. Gratien, qui dirigea la régie, affirma par la suite au contrôleur général que le bénéfice réalisé s'éleva à 1.570.000 l. bien que sa régie ait été fort dispendieuse. Les frais s'en élevèrent, en effet, à 1.801.750 l. contre 1.530.000 l. pour l'exercice précédent (84).

(80) La Boissière et le duc de Chaulnes au cont. gén. 3 et 9 nov. 1752 (*Ibid.* H 328).

(81) D'Aiguillon au cont. gén. 13, 15 et 17 nov. 1754 (*Ibid.* H 331).

(82) Correspondance entre Le Roy et Ménard, 9 juillet et 14 oct. 1764 (*Ibid.* H 500), et sept. (*Ibid.* H 625). Belvoir à d'Aiguillon 7 février 1765 (*Ibid.*).

(83) Cf. MARION, *La Bretagne et le duc d'Aiguillon*, p. 308-311. Correspondance relative à la tenue, 26-30 mars (Arch. Nat. H 359). Le capital nécessaire à la régie fut partagé en mille actions qui furent souscrites par 132 actionnaires. Il fut versé 201 livres par action pour les premières avances. Les 13 commissaires chargés de la direction de l'affaire furent : Millet (64 actions), Arnoux frères (24 a.), Christophe Drouin (23 a.), Augustin Daniel (38 a.), Guillaume Grou (33 a.), Jean Montaudoin (10 a.), Portier frères (32 a.), Simon Jarry (33 a.), Le Bourg (28 a.), Le Clerc (26 a.), Le Moine de la Robertière (20 a.), Rosée (37 a.), Jean Clanchy (28 a.).

(84) Mémoire de Gratien au cont. gén. 1772 (Arch. Nat. H 503). Cf. *infra*, p. 675.

Toutefois, la Société patriotique, malgré le succès qu'on lui attribue, ne survécut pas à son bail de 1764. En 1766, d'Aiguillon décida sans trop de peine son chef, Millet, à former avec 25 de ses associés une compagnie du type ordinaire. Il provoqua, d'autre part, la formation d'une autre compagnie nantaise, sous la direction de Georges Bainville, et il ne fut peut-être pas étranger à l'apparition d'une compagnie de Bas-Bretons à la tête de laquelle est inscrit Frollo de Kerlivio, député du tiers de Lorient et député en cour, mais dont le véritable chef paraît bien avoir été, dès le début, Gratien, de Guingamp (85). Cette dernière compagnie, très nombreuse, comprenait une majorité de négociants avec deux subdélégués de l'intendant, un receveur des fouages extraordinaires, un directeur de la Compagnie des Indes, un receveur des octrois de Landerneau, un receveur des décimes et plusieurs hauts employés de la ferme des devoirs, des fermes du roi, du monopole des tabacs et de la régie des domaines (86). Tardivement, en décembre

(85) Correspondance du contrôleur général avec Millet, 9 mai 1766 et suiv., et 14 juin ; du duc d'Aiguillon avec le cont. gén., avec Bainville et le marquis de La Guère, 26, 27 et 31 juillet et 20 août ; de Frollo de Kerlivio avec le cont. gén., 21 août ; soumissions des différentes compagnies (Arch. Nat. H 501). Le marquis de La Guère était « un des plus « zélés gentilshommes de la province », auquel d'Aiguillon s'était adressé pour former une seconde compagnie de négociants nantais, gens « parmi « lesquels il est fort considéré ». La Guère, en annonçant la formation de la compagnie Bainville, dit que Gratien des Bordes, de Guingamp, « se « remettra dans cette nouvelle formation » ; Gratien figurait déjà dans la compagnie Millet et il allait figurer dans la compagnie de Kerlivio. La Guère était certainement en relation avec Gratien et l'on est porté à se demander s'il ne poussa pas celui-ci à former cette dernière compagnie. D'après une note rédigée au cont. gén., nous savons que d'Aiguillon voulait surtout « ménager la concurrence » et qu'en refusant d'admettre de nouveau la Société patriotique, telle qu'elle était primitivement constituée, il espérait « qu'il se formerait au moins deux compagnies dans « ses régisseurs actuels » (*Ibid.*). En 1773, de Coniac racontera à Ménard, comment, en 1766, Gratien « mit en avant » Bainville auquel, une fois adjudicataire, il donna une recette générale. (*Ibid.* H 467).

(86) La compagnie de Kerlivio comprenait :

De Morlaix : La Badye, Sermansan, Pitot, Larrault et Villart, négociants ; Gousselin, directeur du Domaine ; Brulart, inspecteur des tabacs.

De Landerneau : Mazurié, receveur des fouages ; Duval Legris, receveur des octrois ; Le Coat, subdélégué.

De Quimper : Chardon, Cossoul, Stévenot, Boucher, négociants ; Basse-Maison, armateur ; Danguy des Déserts, procureur.

De Concarneau : Billette, négociant.

De Quimperlé : Saint-Maudé Frogeray, subdélégué.

seulement, Lenoir de Balay, ancien associé de Le Roy, réussit, sur les instances du contrôleur général, à constituer une compagnie parisienne avec d'anciens associés des compagnies Le Roy et de Virly-Tracol-Garville (87). Nous verrons cette compagnie paraître encore en 1768, en 1770 et en 1772, toujours sans succès (88). C'est plutôt de Gratien et de Bourgeois, son parent et associé, que les contrôleurs généraux escomptèrent le concours.

Leur compagnie, cependant, n'eut la ferme qu'une fois, en 1766, pour 7.135.000 l., justement dans des conditions qui leur valurent, dit-on, le ressentiment durable de la noblesse. Celle-ci, on le sait, avait refusé cette année-là de participer au vote des impôts, les devoirs y compris, et n'aurait pu pardonner à Gratien et Bourgeois d'en avoir pris la ferme. On représentait d'ailleurs Bourgeois comme un protégé du duc d'Aiguillon et on lui fit grief, en 1770, de lui avoir avancé des fonds pour l'achat de sa compagnie de cheveau-légers (89).

En 1768, Millet eut la ferme pour 7.650.000 l. A l'extinction du troisième feu, cinq enchères venaient d'être mises si vivement qu'on ne pouvait reconnaître avec certitude l'adjudicataire. Mais la noblesse, renforcée, paraît-il, par beaucoup de gens étrangers aux Etats, s'écria « Millet, Millet » et ne voulut pas entendre parler d'un quatrième feu réclamé par Gratien et accepté par le clergé. Le tiers faiblit ; son président se prononça pour Millet et cela valut à Millet un bénéfice de 200.000 l. au moins, et peut-être de 350.000 l., si l'on en croit un corres-

De Lorient : Frolo de Kerlivio, Ferrand, La Frête, Fermier et Lazé, négociants ; Bourgeois, directeur des Devoirs ; Lemoine, directeur de la Compagnie des Indes.

De Vannes : Du Bodin, négociant.

De Tréguier : Chevreux, receveur des décimes.

De Rennes : La Cour, receveur des consignations ; Ménard, receveur des fermes du roi ; Le Vicomte, inspecteur des Domaines.

En outre, sur la soumission et sur un mémoire de cette compagnie, nous relevons les signatures de deux Gratien et de Dodun (*Ibid.*).

(87) Correspondance de Lenoir de Balay et de Garville avec le cont. gén. et Ménard, 19 et 20 août, 29 oct., 17 et 20 nov., 2, 12, 14 et 17 déc. 1766 (*Ibid.*).

(88) En 1772, Le Roy, en répondant au cont. gén. qu'il s'occupe, sur sa demande, de réunir une compagnie, fait remarquer que les Bretons, tenant la ferme depuis huit ans, auront « un avantage décidé sur les « Parisiens » (12 déc. 1772, *ibid.* H 503).

(89) Bourgeois à Ménard, en 1770 (*Ibid.* H 502).

pendant du duc d'Aiguillon (90). Mais Gratien « avait contre « lui la rigueur de la régie de ses commettants et la haine de « la noblesse contre Bourgeois son beau-frère » (91).

Sa compagnie ne devait plus jamais réussir à enlever le bail, malgré l'appui que lui prêtait l'évêque Bareau de Girac. C'est Gratien que celui-ci aurait voulu mettre à la tête de la régie des devoirs, si les Etats s'étaient décidés à la prendre (92). Quant à la compagnie Millet, elle ne parut pas en 1770. Millet, cependant, était décidé à concourir. Mais il se retira avec ses associés quand le ministre eut admis la soumission de la compagnie formée par Baudoin, un de leurs anciens employés, directeur à Guérande, qu'ils avaient obligé à démissionner, le 24 février 1770, pour de graves malversations. Ils déclarèrent que « leur honneur et leur délicatesse » leur interdisaient de concourir avec un pareil concurrent.

Baudoin eut la ferme pour 7.850.000 l. Il n'avait cependant, ni la confiance des agents du pouvoir, ni les sympathies de l'assemblée et il n'est pas douteux que c'était un personnage sujet à caution. Le mémoire de Millet contre lui est accablant. Baudoin majorait frauduleusement ses frais; il majorait également le chiffre de ses avances pour conserver de l'argent par devers lui et le faire valoir à son profit. Le duc de Duras déclara au ministre que les accusations contre lui étaient « graves, articulées et soutenues de preuves ». Ses réponses, ajouta-t-il, ne sont « que des injures et des dénégations ». Gratien, lui, reconnaît en Baudoin « un homme de mérite ».

(90) Correspondance relative à la tenue, 16 et 18 février 1769 (*Ibid.* H 369 et 632). Cf. MARION, *La Bret. et le duc d'Aig.* p. 534-535.

(91) Bourgeois se plaint d'une « calomnie infâme » lancée par Millet. Celui-ci aurait fait répandre par M. de Guerry que la compagnie sortante cachait 800.000 l. de bénéfices. Il incrimina aussi toutes sortes d'autres manœuvres de ses concurrents et de la noblesse. Il suffisait, au reste, dit-il, que sa compagnie passât pour être protégée par le duc d'Aiguillon pour être proscrite (Bourgeois à Ménard, 8 fév. 1769, et Gratien à Bourgeois, 29 janvier, *ibid.* H 502. Mémoire de Bourgeois au cont. gén. 7 mars, *ibid.* H 501). Une fois en place, Millet se débarrassa de quelques-uns des principaux employés de ses prédécesseurs, « sans motif réel, « prétendirent ceux-ci, que de favoriser la haine de quelques gentils-« hommes ». (Note du contrôle général, 3 avril 1769, *ibid.* H 501). On s'émut, dans les bureaux du contrôle, de ce retour à des pratiques oubliées depuis l'époque des Senant et des du Couëdic (Observations sur la ferme de Bretagne et réponse de Millet, 11 avril 1769, *ibid.*).

(92) Note du contrôle général, 26 nov. 1770 (*Ibid.* H 502). On sait que la noblesse repoussa, le 31 octobre, la régie proposée, par le pouvoir royal, comme un moyen d'accroître le produit des devoirs (Cf. *supra* p. 364 et 366).

mais qui inspire « une crainte effroyable au personnel de la « ferme », et ce qu'il en dit révèle, somme toute, un personnage assez inquiétant (93).

Toutefois la première gestion de Baudoin ne fut marquée par aucun incident dont l'écho nous soit parvenu. Et c'est encore lui qui enleva le bail en 1772. On fit, cette année-là, tout le possible pour décider Millet à concourir. Mais il ne paraît pas y avoir beaucoup tenu. Il posa comme condition que Baudoin ne fût pas admis. Le duc de Fitz-James interdit alors à celui-ci de paraître, tout au moins sous son propre nom. Alors Millet se déroba définitivement, donnant pour prétexte que Baudoin devait être intéressé dans la compagnie de Gratien (94). Ce dernier fut, en effet, fortement soupçonné d'être de connivence avec Baudoin. Ils avaient des associés communs. Mais nous n'avons pas d'autres preuves d'une collusion entre eux (95). Quoi qu'il en soit, Millet se refusant, Baudoin fut admis à l'adjudication avec Gratien et la compagnie parisienne Le Roy-Benoit de la Motte, et il eut la ferme pour 7.300.000 l. (96). C'était une grosse diminution sur le prix du bail précédent. Le motif en était la levée imposée aux Etats

(93) Correspondance du duc de Duras et du contrôleur général, entre eux et avec Millet et Baudoin, 27, 28 et 30 octobre et 1 nov. 1770 (*Ibid.* H 502). Gratien dit que le personnel de la ferme redoute un homme « dont la Société patriotique avait voulu essayer et qu'à l'examen elle « n'a pu admettre, que la société actuelle, dont la modération est connue, « a été obligée de révoquer, qui portera de l'honneur et l'esprit de vengeance contre ceux qui, par état, ont été obligés de découvrir à la « compagnie actuelle ce qui se faisait contre ses intérêts. » (Gratien à Bourgeois qui transmet la lettre à Ménard, août 1770, *ibid.*).

Dans la compagnie Baudoin nous trouvons Mazurié, de Landerneau, et Mazurié frères, de Morlaix, d'autres Bretons, et Corbun, de Bordeaux.

(94) Correspondance entre le cont. gén. Ménard, Dupleix, Fitz-James, l'évêque de Tréguier, La Lande Magon et Millet (2 oct., 4, 8 et 30 nov., 4, 5, 9, 16 et 17 déc. 1772. Arch. Nat. H 379, 382, 383).

(95) Nous avons les listes primitives des deux compagnies. Quatre associés étaient communs aux deux. La compagnie Baudoin était, pour moitié, composée de Parisiens (12 nov. 1722) ; Gratien n'avait que 7 associés parisiens sur 30. Par ailleurs, sa compagnie comprenait principalement d'anciens associés de celle qu'il avait formée en 1766 (*Ibid.* H 503, et de Coniac au cont. gén. s.d. H 467). La composition de la compagnie Baudoin fut largement modifiée après l'adjudication. Elle comprit alors 17 Parisiens et 11 provinciaux, dont 10 Bretons (Nouvelle liste, *ibid.* H 503).

(96) On sait qu'à cette session fut sérieusement posée, devant les Etats, par le cont. gén., la question d'un bail de six ans et que la noblesse se montra irréductiblement opposée à une pareille réforme. La question de la régie des 4 s. p. l. souleva, d'autre part, de graves difficultés (Correspondance relative à la tenue, 23, 24, 26, 30 et 31 déc. 1772, 4, 6, 8 et 9 janvier, *ibid.* H 383 et 384).

des 4 s. p. l. du secours extraordinaire en sus des devoirs. La noblesse, rapporte l'intendant Dupleix, « ne pouvait sentir « Baudoin », mais il suffit qu'on ait su que le pouvoir royal était hostile à celui-ci pour qu'elle le soutint (97).

Cette fois, Baudoin ne jouit pas paisiblement de son bail. Mais les difficultés ne vinrent, ni du côté des Etats, ni de celui du contrôle général. La discorde se mit au sein même de la compagnie fermière. La majorité des associés parisiens, conduits par de Lizy, se dressa de bonne heure contre Baudoin, lui reprochant de graves malversations et de n'avoir, au reste, jamais établi un plan de régie qui permit de connaître la véritable situation. Ils réussirent à lui faire enlever sa charge de régisseur général par une délibération du 17 juillet 1773. Mais Baudoin avait son parti qui, deux jours plus tard, s'attaqua à de Lizy, tentant de lui ôter sa place de directeur du commerce. Les deux partis portèrent la contestation devant le contrôleur général et s'efforcèrent d'obtenir l'appui des représentants des Etats. Les députés et le procureur général syndic en cour se laissèrent d'abord circonvenir par Baudoin et intervirent en sa faveur auprès du ministre. Mais le parti adverse avait pour lui la Commission intermédiaire qui se plaignait que Baudoin ne fournît pas ses états de recette et ne fît pas régulièrement ses paiements. Ces griefs une fois connus des députés et du syndic en cour, ceux-ci se désistèrent de leur intervention. Nous ne savons quelle fut exactement la décision du contrôleur général. Baudoin, en tout cas, perdit sa place de régisseur général, qui resta supprimée. Mais il semble qu'il obtint la constitution d'un comité de direction d'où son parti ne fut pas exclu comme l'auraient voulu ses adversaires (98).

(97) Dupleix au cont. gén. 14 déc. 1772 (*Ibid.* H 383).

(98) Longue note sur l'affaire, établie au contrôle général (début d'août 1773, *ibid.* H 503). Correspondance entre le cont. gén. Baudoin et l'intendant Dupleix, 9, 13, 16 et 17 août (*Ibid.*). Quant aux procédés de Baudoin, nous savons seulement avec certitude que, pendant son premier bail, ses employés supérieurs se plaignaient déjà de sa régie, « très dure « pour eux ». Plusieurs comptaient, du reste, parmi les associés de Gratién (De Coniac à Ménard, 4 janvier 1773, *ibid.* H 384). Puis, aussitôt après l'adjudication de 1773, Baudoin opéra un véritable bouleversement dans l'organisation et le personnel des directions; celles de Nantes-campagne et de Landerneau furent supprimées; d'où des déplacements et la révocation du directeur de Vannes, Benoit, qui tenait cette direction depuis 20 ans et était depuis 30 ans au service de la ferme. Le véritable motif de cette révocation était que Benoit était le frère de Benoît de la Motte, représentant aux Etats de Morlaix d'une des compagnies concurrentes de Baudoin (Benoît de la Motte au cont. gén. s.d. *ibid.* H 503). D'autre

On peut soupçonner fortement Baudoin d'avoir tant tenu à la ferme des devoirs pour les profits plus ou moins licites que la place de régisseur général pouvait lui procurer. Il ne gardait pour lui-même qu'une faible part d'intérêt dans la ferme, sinon même rien. Mais sa fonction lui valait 24.000 l. d'appointements et, prétendirent ses adversaires en 1773, 60.000 l. en tout, sans parler de ce qu'il pouvait tirer du maniement des fonds (99).

En 1774, il ne reparut pas. Par deux fois le bail fut enlevé par la compagnie nantaise de Mazeau (100), en 1774 pour 7.340.000 l. et, en 1776, pour 7 millions seulement. En 1774, Mazeau eut de nombreux concurrents : une autre compagnie nantaise avec Millet, la vieille compagnie Gratien-Bourgeois-de Kerlivio, deux compagnies formées du démembrement de la compagnie Baudoin, l'une par ses partisans, sans qu'il y figurât, l'autre par de Lizy, enfin une compagnie parisienne (101). La forte diminution du prix de la ferme en 1776 et l'abstention des concurrents sur lesquels on aurait pu compter paraissent dues aux pertes éprouvées par Mazeau et ses associés pendant leur précédente gestion. Ils se trouvèrent, cette fois, seuls soumissionnaires. Aucune trace cette année-là de Millet, ni de Gratien (102). Les bureaux de Necker finirent par obtenir la formation d'une compagnie parisienne, celle de Rouillé de Les-

part, Petit, directeur à Rennes depuis 30 ans, accablé de chicanes et de menaces par Baudoin, supplia le contr. gén. de « venir à son secours » (Mémoire de Petit, juin 1773, *ibid.*). Petit était des amis de Bourgeois et de Gratien (Bourgeois à Ménard, avant les États, *ibid.* H 502).

(99) Note sur l'affaire Baudoin-De Lizy (*ibid.* H 503).

(100) Mazeau de la Tannière était caissier de la Recette générale. Il avait pour associés 21 négociants, dont 5 anciens juges consuls, un avocat, le directeur de la poste, celui des salorges et celui des poudres et salpêtres. Plusieurs, fait-il remarquer, avaient appartenu à la Société patriotique de 1764 (Mazeau au contr. gén. 17 déc. 1774, *ibid.* H 504).

(101) Tancarville avait été recommandé au contr. gén. par Garville qui avait toujours joué un rôle important dans la compagnie Lenoir (Garville à Ménard, 19 janvier 1775, *ibid.*),

(102) Correspondance relative à la tenue, 1^{er}, 28 et 29 nov., 2, 14, 22 et 23 déc. 1776 (*ibid.* H 389, 390, 391). La diminution du bail était prévue car, dans les instructions secrètes aux commissaires du roi (art. 11), ceux-ci étaient invités à n'accepter aucune enchère au dessous du prix du dernier bail et à faire savoir aux États qu'autrement on leur imposerait la mise en régie des devoirs (*ibid.* H. 392).

C'est Gratien qui avait dirigé la gestion de la compagnie Mazeau dans laquelle il avait accepté, après l'adjudication de 1775, de prendre une part d'intérêt. La compagnie n'incrimina pas sa gestion. Elle la défendit au contraire, auprès du contrôleur général, attribuant la diminution du

tang, mais elle ne voulait prendre qu'une régie intéressée et ne participa pas aux enchères (103). Les commissaires du roi avaient pourtant réussi à empêcher les Etats d'apporter aux conditions des baux des modifications désastreuses, en particulier sur l'article relatif à la « prompte consommation » (104). Les ministres avaient, d'autre part, accordé aux députés en cour des lettres patentes limitant à 40 l. en première instance, et à 80 l. au Parlement, le montant des frais dans les affaires relatives aux devoirs, et imposé au Parlement l'obligation de terminer ces affaires dans l'année qui suivrait l'expiration du bail auxquelles elles se rapportaient (105).

On ne peut admettre, comme le bruit en courut, que le ministre ait écarté les concurrents pour contraindre les Etats à se décider à la régie (106). On savait trop combien peu les Etats se souciaient du prix du bail. Ce qui paraît, au contraire, certain, c'est que les changements apportés aux conditions des baux, en 1768 et en 1770, par les Etats, et peut-être aussi la gestion moins régulière et moins habile des compagnies bretonnes avaient compromis le rendement des devoirs (107). Il

produit des droits à la ruine de Lorient depuis la suppression de la compagnie des Indes, à l'abondance du cidre « qui se paie un écu la barrique », et, surtout, à la difficulté de réprimer la fraude, le Parlement se refusant systématiquement à appliquer les pénalités établies en 1773 dans les cas de prompt consommation. (Mazeau au cont. gén., 24 mars 1777, *ibid.* H 505).

(103) Soumission de Rouillé et lettre du même au cont. gén. 17 et 19 déc. (*Ibid.* H. 504). Lenoir de Balay, sollicité, répondit qu'il était trop tard. D'ailleurs, ajoutait-il, « cette affaire a perdu toute confiance dans « ce pays-ci et les gens d'affaires qui, depuis huit ans, ont fait des démar-
« ches inutiles et vu passer cette ferme dans des mains qui n'étaient
« pas faites pour la régir, en ont pris un tel dégoût que je ne sais pas
« s'il serait bien facile d'en réunir plusieurs ». (À Ménard, 18 déc. 1776, *ibid.* H 503).

Les frères Dacosta qui devaient prendre le bail en 1778 songèrent à constituer une compagnie, mais trop tard ; ils dirent aussi à Ménard que « les gens qu'ils avaient vu paraissaient un peu dégoûtés des varia-
« tions de compagnies que cette affaire a éprouvées depuis dix ou douze
« ans » (à Ménard, 17 et 19 déc. *ibid.*).

(104) L'évêque de Rennes à Ménard s.d. ; correspondance relative à la tenue, 3-4 déc. (*Ibid.* H 391).

(105) De la compagnie Mazeau au cont. gén., 23 sept. 1776 (*Ibid.* II 504), et correspondance relative à la tenue 28 nov.

(106) L'intendant Caze de la Bove à Ménard, 1^{er} nov. 1776 (*Ibid.* H 382).

(107) Cf. *supra*, note 91. Dans les bureaux du contrôle général, on croyait à une mauvaise gestion de la part de la compagnie Mazeau, qui aurait sacrifié la poursuite de la fraude à la crainte de déplaire à la

n'est pas douteux que la levée des 4 s. pour livre additionnels avait encouragé la fraude. Les contrôleurs généraux avaient d'abord songé, pour relever le prix de la ferme, au bail de six ans, puis à la régie directe. A partir de 1778, devant l'hostilité déclarée des Etats à ces deux moyens, ils s'efforcèrent plutôt de faire introduire dans les baux des conditions plus propres à la répression de la fraude et d'agir sur les enchères par des intermédiaires à leur dévotion. Le système n'était pas nouveau, mais il fut alors appliqué avec plus de méthode. On ne se contente plus de provoquer la formation de compagnies pour activer la concurrence. On traite avec un groupe de financiers qui, non seulement promettent d'enchérir au moins jusqu'à un certain prix, mais qui, si la ferme leur reste, se comporteront en régisseurs, touchant un intérêt déterminé pour leurs avances et partageant les bénéfices, s'il y en a, avec le roi. Celui-ci, s'il y a des pertes, les supportera en totalité. Ces arrangements sont tenus rigoureusement secrets, même pour les commissaires du roi; toute l'affaire est traitée au contrôle général; les conditions en sont garanties par un « bon » secret du roi (108).

La première compagnie ainsi formée, en 1778, eut à sa tête Lenoir de Balay et Périer; elle comprenait, avec eux, quatre autres régisseurs généraux, de Bry, Durville, Mirey et Bonnefin. Avec eux opérait Chaumat, receveur général des devoirs à Brest, dont le ministre avait accepté le concours pour préparer un nouveau règlement à imposer aux Etats (109). Mais l'abondance des concurrents permit aux Etats d'éluder à peu près complètement les intentions du gouvernement. La no-

blesse et mal fait ses approvisionnement de vin. Cependant elle aurait gagné assez, en 1776 et 1777, pour compenser ses pertes du bail précédent et gagner au total, sur les deux baux, 4 % des capitaux engagés (Note sur la ferme des devoirs, 1778, *ibid.* H 505).

(108) Ces conditions étaient stipulées dans un mémoire au roi. Nous avons conservé ces mémoires; à partir de 1782 le « bon » est suivi de l'acceptation signée de tous les associés (*Ibid.* H 508).

(109) L'article 4 des instructions secrètes des commissaires du roi rappelait que la baisse était due à la substitution de compagnies bretonnes, moins expérimentées et qui avaient trop « de liaison dans la province », aux compagnies de Paris qui ont été dégoûtées par l'abandon des anciennes conditions des baux et le peu de protection que leur donnaient les Etats. C'est pourquoi le ministre avait fait préparer, par des gens compétents, une réforme des conditions des baux pour le succès desquelles les commissaires étaient invités à agir au mieux (*Ibid.* H 409). Les arrangements conclus avec les régisseurs attribuaient à ceux-ci : 1° 5 % de leurs avances; 2° 1/6 des premières 100.000 l. du produit net au-delà de 7.500.000 l., 1/5 des secondes 100.000 l., 1/4 des 100.000 l.

blesse, soutenue par le clergé, s'opposa à toute réforme sérieuse des conditions du bail. On ne put faire accepter que l'application d'une amende supplémentaire aux buveurs en fraude et de légères retouches à 26 articles, rien qui permit une exploitation plus fructueuse (110). C'est pourquoi le chiffre limite de 7.500.000 l., d'abord fixé à la compagnie Lenoir-Périer, fut abaissé à 7.200.000 l. La compagnie Dacosta donna 7.320.000 l. pour avoir la ferme. Mazeau, le fermier sortant, n'alla guère au-delà de 7 millions. Les représentants des compagnies Bourgeois-Gratien et Ansquer n'enchérèrent pas (111).

En 1780, la compagnie formée par le contrôleur général ne servit encore qu'à pousser plus haut les enchères. On y voit apparaître, cette année-là, Plouvyé qui sera désormais l'agent

suivantes, 1/3 du supplément. Aux six régisseurs avec lesquels l'affaire fut traitée, d'autres pouvaient être adjoints après l'adjudication ; mais les six premiers bénéficiaient d'un préciput de 5 % sur la part du produit net attribuée à l'ensemble des associés. Chaumat devait recevoir 1 sol d'intérêt dans l'association ; il participerait au préciput et recevrait, en outre, une indemnité spéciale de 4.000 l. (*Ibid.* H 508).

(110) La lecture à l'assemblée du mémoire fait par Chaumat et présenté par Périer parut d'abord produire une certaine émotion ; on s'inquiéta du déficit considérable à prévoir dans l'état de fonds (3 janvier 1779). Mais, quand on en vint, quelques jours plus tard, à délibérer sur les changements proposés, le président du tiers, M. de Tréverret, qui les défendait, fut couvert de huées (10-15 janvier, correspondance relative à la tenue *ibid.* H 398). Tréverret et Boisselin, président de la noblesse, avaient d'ailleurs averti Necker des mauvaises dispositions de celle-ci (28 et 30 nov. 1778, *ibid.* H 397). Voir Chaumat à Necker, 26 janvier (1780, *ibid.* H 506).

(111) Même correspondance, 20 janvier (*Ibid.* H 398).

Les trois frères Dacosta étaient, le premier, fermier des étapes et du casernement de la province de Bretagne, le second, négociant et armateur à Nantes, le troisième, négociant et armateur à Lorient. De leurs dix-sept associés, quatorze étaient parisiens, pour la plupart intéressés dans les fermes ou les régies royales, deux étaient de Rennes, anciens intéressés dans la ferme des devoirs, le dernier, trésorier de France à Alençon.

Bourgeois et Gratien avaient formé une compagnie qui parut sous le nom de La Chapelle Gardie. Millet, sollicité par l'intendant, avait essayé d'en former également une ; mais, apprenant que le ministre avait reçu des soumissions supérieures au prix du bail actuel, il jugea son concours inutile et se retira (Millet à Necker, 17 nov. 1778). Quant à Ansquer de Kérouartz, il était receveur général des devoirs à Redon, employé de la ferme depuis 1756. Il allait jouer un rôle important à partir de 1780 au service de la Commission intermédiaire et, l'on peut dire, des opposants de la noblesse. Sa compagnie était formée, en outre de lui-même, de Corbun, de Bordeaux, qui avait déjà figuré dans la compagnie Baudoin, et de 22 autres associés, tous bretons, de Redon, Guérande, Quintin, Saint-Brieuc, Plélan, Vannes, Saint-Méen, Saint-Jean (?) et Pontrioux (*Ibid.* H 506).

du ministre (112). Les Dacosta durent aller jusqu'à 9.030.000 l. pour conserver le bail. Il n'y eut pas de grands débats sur les conditions de celui-ci. L'incident le plus marquant fut le rejet, par la quasi-totalité de l'assemblée, d'un projet de régie par une « société patriotique », proposé cependant par un groupe de gentilshommes et qui ne paraît pas suspect d'avoir été inspiré par le pouvoir royal (113). L'hostilité avec laquelle les Etats et, tout particulièrement, la noblesse l'accueillirent montre, une fois de plus, qu'ils ne se souciaient pas d'assumer, avec la charge de l'administration des devoirs, l'obligation de leur faire rendre davantage et de réprimer la fraude.

C'est évidemment la présence de la compagnie Lenoir-Plouvyé qui assura la forte augmentation du prix du bail. Les Dacosta n'eurent guère, en effet, d'autres concurrents sérieux. Une compagnie Bouillon-Leclerc s'était formée d'une partie de leurs anciens associés. Mais on retrouva Bouillon, en 1782, dans leur propre compagnie (114). Au dernier moment parut, comme en 1778, une compagnie Ansquer, mais trop tard pour être admise; le tiers et le clergé ne suivirent pas la noblesse qui aurait voulu qu'on reculât pour elle la date de l'adjudication. Ce fut là l'origine du rôle qu'Ansquer allait jouer désormais contre les fermiers en place, au service des Etats, et la première manifestation des dispositions de la noblesse à son égard (115).

En 1782, les Dacosta eurent encore le bail dont le prix monta à 9.250.000 l. Les pouvoirs de la compagnie royale de Plouvyé

(112) La « compagnie royale » comprenait, cette fois, sept associés, trois des anciens, Lenoir, Mirey, Bonnefin, et quatre nouveaux, Plouvyé, Didelot, de Bry et Noette. Il n'était plus question de Chaumat. Les conditions fixées étaient plus simples : un intérêt de 5 % pour les avances et le partage des bénéfices par moitié (*Ibid.* H 508).

(113) Cette société fut formée, dit Boisgelin, en vingt-quatre heures sur les bases suivantes :

1° les intéressés se contenteraient de recevoir 5 % de leurs avances ; 2° s'ils devaient, pour trouver des fonds, en prendre hors de la noblesse, on ajouterait, à cet intérêt, une prime de 3 % ; 3° ils compteraient de clerc à maire avec les Etats et verseraient à l'état de fonds tous les profits au-delà de ces 5 ou 8 %, à la condition que les Etats les employassent à des ouvrages publics ou à d'autres usages utiles ; 4° on demanderait au roi des lettres patentes assurant aux gentilshommes intéressés le privilège de ne pas déroger (Boisgelin à Necker, 9 janvier 1781 ; l'intendant au même, 10 janvier, *ibid.* H 618. Correspondance relative à la tenue, 10 janvier, *ibid.* H 404).

(114) *Ibid.* H 508. Soumissions des diverses compagnies.

(115) Correspondance relative à la tenue, 26 janvier 1781 (*Ibid.* H 404).

allaient jusqu'à 9 millions. On escomptait une augmentation considérable grâce à la présence de troupes nombreuses dans la province. Il se présenta d'ailleurs deux autres compagnies, l'une formée par Millet avec une douzaine de ses anciens associés, l'autre par les anciens associés des Dacosta, déjà concurrents en 1780, mais que Bouillon avait abandonnés (116). Les conditions des baux furent sauvées de changements périlleux sans trop de difficultés. On vit, toutefois, commencer les disputes, qui deviendront plus graves par la suite, sur les « compositions » consenties par les fermiers à certains marchands (117). C'étaient des arrangements garantissant aux fermiers une perception plus facile et sans fraude, mais comportant naturellement une réduction des droits. Or l'on accusait les fermiers, qui faisaient le commerce en gros des vins, de ne les consentir qu'à leurs clients et de chercher ainsi à conquérir un monopole. Il s'agissait de les obliger à n'accorder ces compositions que sous le contrôle de la Commission intermédiaire et à tous les marchands dans les mêmes conditions. Cette nouvelle chicane naquit des vérifications opérées par Ansquer, depuis 1781, pour le compte de la Commission intermédiaire. Les bastionnaires, Geslin de Trémargat en particulier, s'étaient saisis avec empressement des abus qu'il prétendait avoir découverts, pour chercher noise aux fermiers (118).

(116) Un huitième associé, Le Roy du Petitval, paraît dans la compagnie royale ; les intérêts des avances étaient portés à 7 % (Bon du roi ; lettres du ministre à l'évêque de Rennes et au marquis d'Aubeterre, 18 janvier 1783 ; Plouvyé au ministre, après l'adjudication, 29 janv., soumission des compagnies, *ibid.* H 508).

(117) Correspondance relative à la tenue, 10 et 27 déc. 1782 ; 18, 29 janvier 1783 (*Ibid.* H 407 et 408).

On parla bien de nommer une commission pour préparer, après la clôture des Etats, une nouvelle rédaction, plus simple et plus claire, des conditions du bail. Mais un gentilhomme fit observer que l'on provoquerait ainsi une chute du prix de la ferme, ce qui offrirait au gouvernement l'occasion d'imposer une régie. « A ce mot », le silence se fit et l'on décida de ne rien changer (10 déc. 1782).

D'Aubeterre prévint une forte diminution quand les troupes rassemblées pendant la guerre seraient retirées de la province. Pour soutenir le prix du bail, « sans surcharger les peuples », il faudrait, à son avis, changer la nature des droits. Au lieu d'une taxe sur le débit au détail, qui frappe les petits et exige 800 commis, il propose un droit sur le commerce en gros, à l'entrée de toutes les boissons étrangères à la province, et un droit perçu à la fabrication sur les boissons du cru de celle-ci (28 janvier 1783).

(118) Cf. *infra*, p. 682 et suiv.

En 1785, la compagnie royale eut le bail. Ce fut à la faveur des circonstances fâcheuses qui avaient marqué l'exploitation du précédent. Comme l'avait bien prévu le marquis d'Aubeterre, le retrait des troupes, une fois la guerre finie, avait considérablement réduit la consommation. D'autre part, on incrimina la mauvaise gestion des Dacosta dont les affaires étaient déjà très dérangées en 1782 et qui furent mis en faillite le 10 janvier 1785, trois semaines avant l'adjudication. Cependant il y eut des concurrents. On vit reparaitre Mazeau, avec dix associés nantais et sept autres Bretons. Deux nouvelles compagnies se formèrent à Paris. Mais Plouvyé eut surtout à compter avec la compagnie Ginoux-Lagrange, toujours en ligne depuis 1780. Elle poussa les enchères plus haut qu'il ne pensait et l'obligea à monter jusqu'à 7.720.000 l. C'était encore 1.560.000 l. au-dessous du prix du précédent bail (119). Plouvyé, à la vérité, avait pensé que la ferme valait bien 8.500.000 l. Ce fut le chiffre limite mentionné dans sa soumission du 19 novembre 1784 et dans son mémoire au contrôleur général (120). Mais, aux approches de l'adjudication, on le voit demander au ministre jusqu'où il peut aller et se plaindre de la timidité de ses associés et, plus encore, de leur âpreté au gain, dans des termes qui prouvent qu'ils n'avaient pas accepté le chiffre de 8.500.000 l. (121).

La compagnie royale avait été complètement remaniée; trois de ses anciens membres étaient partis et le nombre des associés, porté à dix avant l'adjudication, s'accrut encore après celle-ci de plusieurs intéressés et croupiers. Plouvyé, nous venons de le voir, eut dès le début à se plaindre de ses associés et, dès le 9 mars 1785, fatigué de leurs récriminations et de leurs agissements, il demanda au contrôleur général l'autorisation de se retirer (122). Simple manœuvre de sa part, peut-être, car, en définitive, il demeura et nous le retrouvons encore

(119) Correspondance relative à la tenue, 1^{er}, 2 et 5 février 1785 (*Ibid.* H 414) et dossiers relatifs à la ferme (*Ibid.* H 508). Nous manquons de détails sur les deux compagnies parisiennes, Duvernoy et Audiger. Nous ne savons même pas si la première se présenta à l'adjudication. Elle avait été formée, écrit son chef à Harivel, premier commis du contrôle général, sur l'invitation de l'intendant Bertrand et « pour lui plaire » (13 janvier 1785, H 508).

(120) *Ibid.* H 508.

(121) Plouvyé à Harivel, 28 janvier, 2, 15 et 21 février 1785 (*Ibid.*).

(122) Plouvyé au même, 9, 11 et 12 mars (*Ibid.*).

à la tête de la compagnie royale en 1786, en dépit de nouveaux griefs (123). Il s'entendait, du reste, parfaitement avec le trésorier des Etats, Beugeard (124).

Plouvyé connut d'autres difficultés que ses chicanes avec ses associés. Aux Etats de 1784, la question des compositions fut remise sur le tapis. La commission des baux fit d'abord adopter un nouvel article 91 qui les interdisait absolument. En définitive, les Etats décidèrent de les permettre pourvu que les fermiers consentissent les mêmes à tous les marchands sans distinction (125). Plouvyé, d'autre part, accepta de se prêter aux vérifications d'Ansquer, à la condition que celui-ci fût accompagné d'un membre ou d'un correspondant de la Commission intermédiaire (126). Il se montra également conciliant aux Etats suivants. Mais il eut à soutenir de laborieuses discussions avec la commission des baux et il lui fallut réclamer un appui énergique de la part du commandant en chef pour empêcher des changements par trop préjudiciables à la ferme (127).

A cette tenue, il eut aisément le bail pour 7.790.000 l. C'était une augmentation de 70.000 l. seulement sur le précédent. Mais Plouvyé paraissait « si ouvertement protégé » par le gouvernement que personne ne voulait se risquer contre lui (128).

On parla, un moment, d'une compagnie Mazeau; mais elle ne parut pas (129). Quinze jours avant l'adjudication, une compagnie se forma à Rennes sous la direction de Thomas

(123) *Ibid.* 5^e dossier. Les intéressés en 1784 et 1786 se partagèrent 30 s. d'intérêt. Après l'adjudication de 1786, Plouvyé se plaignit particulièrement du partage que certains associés faisaient de leur part avec des croupiers « qui venaient là sans titre, par pure cupidité ». Chaque sol comportait une avance de 100.000 l.

(124) Plouvyé à Harivel, 8 février 1785. Beugeard jouit, dit-il, auprès des Etats d'un très grand crédit qu'il a toujours mis au service de la compagnie (même correspondance 16 mars 1787, *ibid.*).

(125) Délib. du 22 janvier 1785.

(126) Borie, président du tiers, au cont. gén. 4 fév. 1785 (*Ibid.* H 414).

(127) Correspondance relative à la tenue, 9 et 10 janvier 1787 (*Ibid.* H 418). Plouvyé à Harivel 6, 12 et 16 janvier (*Ibid.* H 508). La discussion fut particulièrement vive au sujet du nouveau droit de 10 s. par pot d'eau-de-vie, institué en remplacement de la corvée des grands chemins. Il fut, en définitive, impossible de faire accepter des mesures efficaces contre la fraude. Geslin de Trémargat déclara, d'ailleurs, « que la fraude « était avantageuse à la province ».

(128) Plouvyé avait proposé comme prix limite 8 millions (correspondance avec Harivel, *ibid.*). Bertrand au cont. gén., 5 janv. 1787 (*Ibid.*).

(129) Plouvyé à Harivel, 6 et 2 janvier 1787 (*Ibid.* H 508).

Laurent Rouëssart, trésorier des guerres, qui avait représenté en 1784 la compagnie Ginoux. Plouvyé en parle avec trop de malveillance pour ne l'avoir pas quelque peu redoutée; mais elle n'était effectivement pas de taille à se mesurer avec lui (130). Ce qui l'inquiéta davantage c'est que le secret de son entente avec le contrôleur général fut, cette année-là, éventé. Le 7 décembre, Dulérain, avocat de la ferme, informa Plouvyé, encore à Paris, que le bruit se répandait que la compagnie n'était que « régisseur pour le compte du roi qui assurait l'« térêt des avances et partageait les bénéfices ». On ajoutait que le roi subvenait ainsi aux remises qu'il accordait aux Etats pour l'amortissement de leurs dettes, et l'on voulait que cette part de bénéfices revint directement à la province et servît à diminuer ses impositions, sans préjudice des remises que le roi devrait continuer à consentir par ailleurs (131).

Plouvyé écrivit aussitôt à Harivel qu'il allait se trouver exposé à une terrible situation, en face de « trois cents per-
« sonnes très absolues et dont chacune a son opinion et, comme
« vous le savez, un franc-parler ». Il demanda ce qu'il devait faire. Le ministre avait-il mis « la tête de l'assemblée » au courant ? Ne fallait-il pas prévoir qu'on essaierait de l'éliminer en faisant monter le prix du bail au-dessus de 8 millions ? Il s'était fait donner, dans cette hypothèse, un supplément de pouvoirs pour aller jusqu'à 8.500.000 l. Il croyait, du reste, que les Etats songeaient moins à évincer sa compagnie qu'à mettre la main sur les bénéfices (132). Une fois à Rennes, Plouvyé se rendit compte que c'était Bareau de Girac, appuyé par les autres évêques, qui cherchait à tirer parti des indiscretions sur les rapports des fermiers et du gouvernement. On

(130) Plouvyé à Harivel 6 et 12 janvier 1787 (*Ibid.*). Cette compagnie comprenait, avec Rouëssard, Marie Jouselin de Verrière, Francis Barbier du Puits, Joseph Grillard, tous de Rennes; François Jouselin et Jean-Baptiste Verger, sur la Fosse, de Nantes; et Charles Defermon, de la Briotais, près de Châteaubriant. Bertrand dit qu'elle ne paraissait pas mériter grande confiance; cependant qu'elle était formée de gens aisés qui avaient du crédit (au cont. gén. 5 janv. 1787, *ibid.* H 418).

(131) *Ibid.* H 508.

(132) Plouvyé à Harivel, 16 et 17 déc.; lettre officielle de la compagnie au même, 15 déc.; réponse de Harivel, 18 déc. (*Ibid.*). Harivel invite les fermiers à garder le silence et à faire seulement leur possible pour détruire l'opinion qui s'est répandue. L'indiscrétion serait venue de la famille de Bruté de Rémur, un Rennais, ancien intéressé de la compagnie royale, dont la veuve avait conservé un intérêt de 60 d. dans la ferme. « Le mort
« Bruté avait parlé ». (Plouvyé à Harivel, 5 janv. 1867, *ibid.*).

prétendait que la compagnie avait réalisé un bénéfice considérable, 2.553.000 l. calcula la commission des baux, et ce chiffre fut publié dans les *Affiches de Rennes*, le 3 janvier 1787 (133).

Mais nous avons vu que, malgré tout, Plouvyé conserva le bail à un prix plus bas qu'il n'y comptait. Il s'était assez rapidement décidé à accorder à un ancien directeur de Quimper, Bébin, révoqué par Dacosta et très protégé par les évêques, une pension de 3.000 l. et à verser 12.000 l. pour la rétribution d'Ansquer (134).

Les Etats de 1788-89 s'étant séparés sans avoir rien accompli de leurs travaux ordinaires, avaient prorogé la levée des devoirs, de l'impôt et billot et des autres droits sur les boissons, pendant l'année 1789. Donc la compagnie Plouvyé en conserva la régie aux mêmes conditions. La Constituante, par un décret du 12 décembre 1789, prorogea la régie de la même compagnie pour une nouvelle année. Elle se contenta d'abaisser à cinquante sous le prix du pot d'eau-de-vie et de supprimer le droit de banc et d'étanche et l'exemption des devoirs dont jouissaient certains concierges et buvetiers de cours et de tribunaux (135). Puis les devoirs, les droits y joints et l'impôt et billot disparurent, abrogés par la Constituante avec tous les autres impôts analogues dans le royaume.

L'historique sommaire que nous venons de faire des adjudications de la ferme des devoirs permet de constater de notables différences entre le régime de celle-ci et celui des fermes générales du roi. Elle était adjugée après des enchères effectives et non pas concédée à une compagnie arbitrairement choisie par les Etats ou le pouvoir royal. Les concurrents devaient être agréés au préalable. Mais, pour qu'ils le fussent, il suffisait qu'ils présentassent leur soumission dans les délais prévus, avec de valables cautions. Nous avons vu que la ferme fut souvent disputée chaudement et enlevée parfois par des adjudicataires qui n'avaient ni la faveur des Etats, ni celle du contrôleur général, Baudoin par exemple. Pareil système au-

(133) Plouvyé à Harivel (5 janv. 1787, *ibid.*).

(134) Plouvyé à Harivel. (19 janv. *ibid.*).

(135) Note du contrôle général (*ibid.* 508) et rapport de la Com. int. au département d'Ille-et-Vilaine, 17 sept. 1790. (Arch. d'I.-et-V. C 3859).

rait dû, semble-t-il, favoriser la hausse du prix du bail. En réalité, ce système tenait à la faible durée de ce bail. La plus sûre façon d'obtenir un prix plus élevé aurait été d'adjuger la ferme pour six ans. Mais les Etats craignaient qu'on ne favorisât ainsi l'installation à demeure d'une compagnie à la dévotion du pouvoir royal. Au reste, l'obligation de passer tous les deux ans un nouveau bail leur paraissait, nous le savons, la plus sûre garantie de leur propre convocation. Les arrangements passés depuis 1778, par les contrôleurs généraux, avec une compagnie royale préparaient peut-être l'établissement d'une régie. Mais on ne saurait dire ce qui serait advenu si la Révolution n'avait pas arrêté le cours des choses. Il est à remarquer que cette compagnie ne réussit à enlever le bail, en 1784, qu'à la faveur de la faillite des précédents fermiers et de la baisse du rendement des devoirs.

* *

Nous ne savons à peu près rien de la gestion des compagnies fermières. Elles ne nous ont pas laissé d'archives et les Etats ne se sont préoccupés que très faiblement de contrôler en quelque manière leurs opérations. Nos appréciations des contrôleurs généraux et de leurs agents sont ordinairement sévères, nous l'avons vu, pour les compagnies bretonnes, élogieuses, au contraire, pour les compagnies parisiennes, mais elles ne sont fondées que sur des impressions, somme toute, assez sommaires.

Avec les compagnies parisiennes, du moins, le personnel fut assuré d'une stabilité qu'il n'avait guère connue avec les anciennes compagnies bretonnes. Quand le bail retomba, après 1764, aux mains de celles-ci, le pouvoir royal et les Etats eux-mêmes durent plus d'une fois intervenir pour empêcher des changements injustifiés et préjudiciables à une bonne administration. Nous avons vu comment la compagnie Millet fut rappelée à l'ordre, en 1769, et quelles pratiques furent reprochées à Baudoin (136). Il faut dire que la présence habituelle des hauts employés de la ferme dans les compagnies concurrentes et les relations de certains d'entre eux avec les bureaux du contrôle général pouvaient justifier de sérieux griefs de la part des fermiers. Les Dacosta révoquèrent ainsi, en 1781, le receveur général de Redon, Ansquer, coupable d'avoir formé, en 1778

(136) Cf. *supra*, notes 91 et 98.

et cette année-là encore, une compagnie concurrente; mais ils voulaient surtout punir ses intrigues auprès du ministre et de personnalités influentes des Etats auxquels il prétendait révéler la véritable situation de la ferme (137). En 1783, ils révoquèrent également les deux Petit, père et fils, directeurs à Rennes, sous la vague imputation d' « insubordination et « d'indépendance », en réalité parce que les Petit renseignaient la compagnie royale de Plouvyé (138).

Mais pareilles mesures furent exceptionnelles. Il faut d'ailleurs remarquer qu'Ansquer était au service de la ferme des devoirs depuis 1756 et Petit, le père, depuis 1733, ce qui montre que l'on pouvait alors y faire une longue carrière. L'institution en 1765, par la Société patriotique, d'une caisse de retraites alimentée par les versements des employés et une contribution de la compagnie, caisse qui subsista aussi longtemps que la levée des devoirs, témoigne encore en faveur de la stabilité des emplois. En 1790, le montant total des pensions s'élevait à 61.050 l. pour 163 retraités, recevant, suivant leur grade, de 150 à 2.400 l. (139).

Le personnel a toujours été considérable et, au total, coûteux. Nous n'avons de chiffres précis que pour les années 1775-

(137) Arch. Nat. H 404.

(138) *Ibid.* H 508 et rapport de la Com. Int. aux Etats de 1785 (Arch. d'I.-et-V. C 3857).

(139) Nous sommes renseignés sur l'organisation de ce système de retraites par un rapport de Mazeau à Necker, en 1777 (20 déc. Arch. Nat. H 505), et par un dossier relatif à l'attribution de secours, en 1791, aux employés de la ferme supprimée (*Ibid.* H 428).

D'après Mazeau, il n'avait jamais été attribué, avant 1765, que deux pensions, de 1.200 l. et de 2.000 l. respectivement, à deux directeurs. La Société patriotique institua un prélèvement de 75 s. à 4 l. par mois sur les traitements, ce qui fournit un fonds annuel de 8.000 l. auquel elle ajoutait 6.000 l. Sous l'administration de Baudoin, le montant des pensions s'éleva jusqu'à 25.000 l. Nous avons vu qu'en 1790 il dépassait de beaucoup cette somme. Nous ne savons si les versements des employés avaient été augmentés.

En 1790, il y avait 4 classes de pensions : 1^o de 2.000 à 3.000 l.; 2^o de 1.000 à 1.200 l.; 3^o de 500 à 800 l.; 4^o de 150 à 450 l. D'après les comparaisons que l'on peut faire avec le tableau des traitements à la même époque, la première classe paraît avoir correspondu aux traitements des directeurs (3.200 à 6.000 l.), la seconde, à ceux des receveurs et des contrôleurs généraux et des inspecteurs (1.800 à 2.400 l.), la troisième, à ceux des contrôleurs et des receveurs (750 à 900 l.) et peut-être à ceux des commis ambulants (800 l.), la dernière, à ceux des autres commis et des buralistes (150 à 800 l.).

1776 et 1790 (140). Pour les premières, nous relevons 736 employés recevant annuellement 530.406 l. 10 s., pour la dernière, 798 employés recevant 721.700 l. La comparaison des deux états de traitements révèle une augmentation justifiée par l'accroissement, à cette époque, du coût de la vie et ne paraît même pas l'avoir compensé. Des chiffres de 1775-1776 et 1790, nous n'avons pu rapprocher que le chiffre total des traitements des employés pour 1765 et 1766 (141). Il s'élève à 1.304.683 l. soit, pour une année, à 652.341 l. 10 s. Faute d'états de traitements détaillés pour 1765-1766, nous ne pouvons expliquer comment il se fait qu'il soit plus élevé que pour la gestion de 1775-1776. Peut-être la Société patriotique s'était-elle montrée

(140) Etat fourni par les fermiers pour 1775-1776 (Arch. Nat. H 503). Pour 1790, document cité *supra*, note 139.

<i>Pour 1775-1776</i>		Total.
21 Directeurs, 1.800 à 3.900 l.....	=	15.800 l.
8 Inspecteurs, 1.200 et 1.800 l.	=	12.600
20 Contrôleurs généraux, 1.700 l.....	=	34.000
20 Receveurs généraux, 500 à 1.200 l.....	=	14.900
30 Contrôleurs de ville, 600 à 800 l.....	=	27.100
43 Receveurs particuliers, 200 à 1.000 l.....	=	29.450
141 Receveurs ambulants, 800 à 1.000 l.....	=	116.170
141 Commis ambulants, 720 à 800 l.....	=	102.560
22 Commis aux écritures, 500 à 700 l.....	=	12.500
171 Commis aux exercices, 120 à 600 l.....	=	90.470
32 Commis aux barrières, 120 à 500 l.....	=	16.160
72. Garde-magasins, distributeurs et autres, 50 à 1.200 l..	=	33.082 l
6 Divers, 15 à 300 l.....	=	1.614
Total.....		530.406 l.
<i>Pour 1790</i>		Total.
25 Directeurs, 3.200 à 6.000 l.....	=	104.700 l.
8 Inspecteurs généraux, 2.400 l.	=	19.200
6 Inspecteurs particuliers, 1.800 l.....	=	10.800
22 Contrôleurs généraux, 1.800 l.....	=	39.600
Receveurs généraux, 1.000 à 1.800 l.....	=	32.750
30 Contrôleurs de ville, 750 et 900 l.....	=	40.350
Receveurs particuliers, à 850 l.....	=	12.800
17. Receveurs ambulants, à 95 l.....	=	155.850
146 Commis ambulants, 800 l.....	=	116.800
210 Commis des villes, 600 l.; 1 à 300 l.....	=	126.300
14 Commis aux barrières, 400 et 450 l.....	=	5.850
30 Commis de direction, 150 à 800 l.....	=	24.800
29 Buralistes, 150 à 750 l.....	=	14.000
33 Distributeurs, 150 à 1.200 l.....	=	6.000
1 Agent de la ferme.....	=	1.200
Total.....		721.700 l.

(141) Mémoire de Gratien au cont. gén. 1772 (*Ibid.* H 503).

exceptionnellement généreuse pour son personnel. Il est à remarquer que les frais de régie évalués au total, pour 1765 et 1766, à 1.801.750 l. ne s'élevèrent qu'à 1.582.110 l. pour 1773 et 1774 (142). Pour 1763 et 1764, ils n'étaient montés qu'à 1.530.562 l. (143).

Sur le recrutement des employés nous ne savons à peu près rien. Il se peut que l'on ait continué, après Senant, à en prendre une bonne partie dans les rangs de la noblesse pauvre. Ansquer était fils d'un cadet de vieille famille noble. Mais, depuis l'époque de Senant, la question du recrutement dans la noblesse ne fut jamais agitée, ni devant les Etats, ni auprès du ministre. L'écho d'aucune plainte sérieuse contre ce personnel et ses pratiques ne nous est parvenu, hormis les griefs de Baudoin et des Dacosta contre certains directeurs. Il faut dire que ce n'étaient pas les nobles, les ecclésiastiques et les bourgeois représentés aux Etats qui pouvaient avoir à souffrir des vexations des commis. Le dossier relatif à la liquidation de l'administration de la ferme, en 1791, ne contient que des appréciations élogieuses sur le compte de ceux-ci. Il est probable qu'au cours du XVIII^e siècle, à mesure que le personnel devenait plus stable, ses procédés devenaient plus réguliers et plus supportables.

Les traitements qui nous sont révélés pour 1775-1776 et 1790 paraissent convenables pour l'époque. Ansquer, il est vrai, dans un mémoire à Necker, en 1779, dit que le personnel trouve trop peu « d'intérêt à bien travailler », que seules les places de directeur et de receveur général sont avantageuses et que le petit nombre de ces places ne permet d'avancement qu'à une petite minorité d'employés (144).

Les Etats n'ont jamais été saisis, à notre connaissance, de revendications collectives des employés de la ferme, sinon au

(142) Mémoire au cont. gén. sur l'amélioration du régime de la ferme par M. Saladin, 14 juillet 1777 (*Ibid.* H 505). Ce mémoire tend à prouver qu'on ne peut améliorer le rendement de la ferme qu'en réduisant les frais de régie qui absorbent 17 % du produit des droits. Plouvyé, dans ses évaluations relatives aux années 1779-1780 et 1781-1782, porte les frais de régie à 1.800.000 l. pour deux ans (*Ibid.* H 508).

(143) Mémoire des fermiers de 1763-1764 au cont. gén. (*Ibid.* H 625).

(144) 31 déc. 1779 (*Ibid.* H 404). Les receveurs généraux ne touchaient, en réalité, que des traitements médiocres, mais ils pouvaient réaliser de beaux profits en faisant valoir les deniers de leur recette. « La principale ressource de ces places, écrit le fermier de Lizy à Ménard, consiste dans la négociation du papier » (20 août 1774, *ibid.* H 504).

sujet de la retenue du dixième, puis des vingtièmes, sur leurs appointements. Pendant longtemps, ce furent les fermiers qui réclamèrent eux-mêmes, vainement, l'exemption de ces impôts pour leur personnel. En 1784, les employés s'adressèrent eux-mêmes* à l'assemblée et, leur requête n'ayant pas eu plus de succès, vingt commis se mirent en grève à Rennes en annonçant qu'ils seraient suivis par leurs collègues dès que le refus des Etats serait connu. Mais ceux-ci dénoncèrent les auteurs de la grève au ministère public et défendirent aux fermiers d'employer désormais les grévistes. Des décrets de prise de corps furent aussitôt rendus et plusieurs grévistes emprisonnés. Nous ignorons la suite de l'affaire. En tout cas, la grève fut étouffée dans l'œuf et les employés de la ferme continuèrent à subir les mêmes retenues (145).

*
* *

Pour les Etats et, plus encore, pour les contrôleurs généraux, la chose la plus importante aurait été de connaître exactement le produit des devoirs et les bénéfices des fermiers. Mais ceux-ci n'avaient pas de comptes à rendre pour les devoirs eux-mêmes ni pour l'impôt et billot. Quand, à partir de 1773, ils durent lever, en sus des droits affermés et comme régisseurs, à charge d'en rendre compte, les 4 s. p. l. du secours extraordinaire, on put aisément calculer, d'après le rendement de ceux-ci, le produit des droits principaux. Jusque-là il fallut s'en tenir aux données plus ou moins sûres fournies par les fermiers eux-mêmes ou par des informateurs officieux. Les contrôleurs généraux eurent souvent, nous l'avons vu, des agents à leur dévotion, dans le personnel de la ferme ou même au sein des compagnies fermières; mais ils ne furent pas, pour cela, toujours bien renseignés sur la gestion de celles-ci.

Au contrôle général, on put dresser, au moment des Etats de 1720, sur des données dont l'origine nous est inconnue, un tableau détaillé du produit, par évêché, des devoirs et des droits y joints, pour 1719. Le total s'élevait à 2.821.389 l.; les frais de régie étaient évalués, au jugé, à 480.000 l.; restait un produit net de plus de 2.340.000 l. La ferme avait été adjugée au prix de 4 millions pour 1719 et 1720 et elle le fut au prix de 4.390.000 l. pour 1721 et 1722. Cette dernière adjudication

(145) Plouvyé à Harivel (16 janv. 1785, *ibid.* H 508).

était avantageuse pour les États. L'auteur du tableau concluait, en effet, que l'on pouvait exiger 2 millions par an en supprimant les droits d'inspecteurs aux boissons (70.000 l. environ) et le redoublement des autres droits joints aux devoirs (144.000 l.). Or, seuls, les droits d'inspecteurs furent supprimés. A raison de 4.390.000 l. pour deux ans l'on obtenait donc, par an, 51.000 l. de plus qu'il n'était prévu (146). Nous n'avons malheureusement trouvé de chiffres aussi précis, jusqu'en 1773, que pour la seule gestion de la Société patriotique en 1765 et 1766.

Dans un mémoire adressé au contrôleur général avant les États de 1772, Gratien indique, en termes ordinairement très vagues, le résultat des gestions qui se sont succédées depuis 1743 (147) :

Pour 1743-1744, 1745-1746 et 1747-1748, les fermiers auraient peu gagné; aucune compagnie ne garda d'ailleurs la ferme plus d'un an. De 1749 à 1754, la compagnie Lenoir aurait beaucoup gagné, 15 % en 1755-1756. De 1757 à 1764, elle aurait perdu un million. La Société patriotique, pour 1765 et 1766, gagna en tout 1.570.000 l. La compagnie Kerlivio gagna 600.000 l. sur la ferme suivante. Gratien ne sait quel fut le résultat de la gestion de Millet pour 1769 et 1770. Il estime que Baudoin perdra beaucoup sur sa gestion de 1771-1772.

Pour les années 1765-1766, Gratien, alors régisseur général de la Société patriotique, donne le détail suivant :

Recettes :

Produit des devoirs.....	7.032.019 l.	
— de l'impôt et billot.....	2.166.961 l.	9.198.980 l.
Bénéfices sur le commerce des vins et de l'eau-de-		
de vie.		672.770 l.
Produit total.....		9.871.750 l.

Charges :

Prix du bail.....	6.500.000 l.	
Frais de régie.....	1.801.750 l.	8.301.750 l.
Bénéfice.....		1.570.000 l.

(146) On a deux exemplaires du tableau des produits de 1719 dans H 232 et H 144.

(147) Arch. Nat. H 503.

Mais, de ce chiffre, il observe qu'il faut déduire 750.000 l. pour l'intérêt à 10 % d'une avance de 3 millions pendant 30 mois. Restait encore un bénéfice absolument net de 820.000 l. C'est un beau chiffre qui ne paraît pas avoir été atteint auparavant et qui n'a pu être dépassé, depuis, que par la compagnie Dacosta pendant son premier bail et par la compagnie royale dans ses deux gestions de 1785-1786 et 1787-1788.

Ce qui rend précieux le compte sommaire ainsi fourni par Gratien c'est que nous ne possédons par ailleurs d'évaluation précise des frais de régie que pour les gestions de 1763-1764 et de 1773-1774, et d'évaluation précise des bénéfices réalisés sur le commerce des vins et de l'eau-de-vie que pour la gestion de 1773-1774 (148).

A partir de 1773, on put connaître ou, du moins, évaluer, d'après le produit des 4 s. p. l. additionnels levés en régie, celui des divers droits sur les boissons compris dans la ferme. Le calcul en fut fait, dans les rapports de la Commission intermédiaire aux États, à partir du bail de 1777-1778 (149). Mais deux éléments importants demeuraient ordinairement dans l'ombre, faute d'une évaluation précise desquels il était impossible de calculer les bénéfices exacts des fermiers. Nous ne

(148) Nous avons déjà cité le montant des frais de régie pour 1763-1764 (1.530.502 l. p. s.) et pour 1773-1774 (1.582.110 l.), cf. *supra*, p. 675, et note 142. Pour les années 1773-1774, le mémoire de M. Saladin au contrôleur général évalue le bénéfice du commerce des fermiers à 422.308 l. sur les vins, et à 383.832 l. sur l'eau-de-vie, soit à 806.140 l. en tout. Nous ignorons malheureusement et la qualité de M. Saladin, et les sources de son information. Nous ne trouvons son nom ni sur les listes d'intéressés dans la ferme, ni parmi ceux des employés connus de nous.

Son compte est ainsi établi :

<i>Recettes :</i>		
Produit des droits compris au bail.....	8.530.507 l.	
Bénéfices sur le commerce des vins.....	422.308	
Bénéfices sur le commerce de l'eau-de-vie....	383.832	9.336.647 l.
<i>Charges :</i>		
Prix du bail	7.300.000 l.	
Frais de régie	1.582.110	
Intérêts de 2 millions d'avances à 5 % pendant 30 mois	250.000	9.132.110 l.
Bénéfice net.....		204.537 l.

(149) Arch. d'L-et-V. C 3855-3859. Les 4 s. p. l. étaient levés, non seulement sur tous les droits compris dans la ferme, devoirs, droits y joints et impôt et billot, mais encore sur les droits rétablis par les États de 1749 et levés, depuis lors, en régie par les fermiers. Sur ces derniers droits, les fermiers percevaient des remises élevées formant, au total, plus de 10 % du principal. Pour la perception des 4 s. p. l., ils ne recevaient que 6 d. p. l. soit 2,5 %.

possédons, en effet, nous venons de le rappeler, le chiffre précis des frais de régie et des bénéfices sur le commerce des vins et de l'eau-de-vie que pour les années 1773-1774. Dans un mémoire adressé par les fermiers de 1775-1776 au contrôleur général, les frais de régie ne sont évalués, pour ces deux années, que d'une manière toute approximative à 1.700.000 l., et le bénéfice sur le commerce des vins à 550.000 l., le commerce de l'eau-de-vie n'ayant, prétendaient les fermiers, laissé aucun profit (150) ; c'était bien difficile à croire, les fermiers précédents y ayant gagné 383.832 l. Plus tard, Plouvyé évaluera à 1.800.000 l. les frais de régie et à 800.000 l. le bénéfice du commerce de l'eau-de-vie pour chacune des gestions de 1779-1780 et 1781-1782 (151). Pour chacun des deux baux de la compagnie royale, les frais de régie seront encore évalués, au jugé, dans les rapports de la Commission intermédiaire aux Etats, à 1.800.000 l. Ces rapports nous font connaître, d'après les déclarations des agents de la ferme, évidemment, le bénéfice réalisé sur la vente de l'eau-de-vie, calculé à raison de 15 s. par pot (484.123 l. 10 s. pour 645.498 pots pendant le bail de 1785-1786, et 364.975 l. 5 s. pour 486.767 pots pendant le bail de 1787-1788). Le bénéfice total de la compagnie royale aurait ainsi atteint 1.536.416 l. sur son premier bail et 1.146.666 l. sur le second, non compris le profit réalisé dans le commerce des vins et le produit des amendes, mais sous réserve de la déduction à faire de l'intérêt des avances des fermiers (152). Somme toute, il demeurerait impossible à chiffrer exactement. On peut seulement se rendre compte qu'il fut considérable. En évaluant, pour deux ans, le bénéfice sur les vins à 400.000 l. et l'intérêt des avances à 750.000 l., il ressortait à 1.200.000 l. environ pour 1785 et 1786 et à 800.000 l. pour 1787 et 1788.

D'après Plouvyé, la compagnie Dacosta aurait gagné 1.752.931 l. sur sa gestion de 1779-1780 et 1.487.151 l. sur celle

(150) Arch. Nat. H 503. Les fermiers évaluent à 400.000 pots le débit total de l'eau-de-vie. Ils prétendent perdre 10 s. 2 d. par pot vendu aux consommateurs privilégiés, nobles, magistrats, ecclésiastiques, bourgeois, débitants des confins des provinces limitrophes, auxquels ils sont obligés de le céder à 2 l. 10 s.

(151) *Ibid.* H 508.

(152) Rapport de la Com. int. aux Etats de 1786 et de 1788 (Arch. d'I.-et-V. C 3858 et 3859).

(153) D'après les produits évalués dans le rapport de la Com. int. aux Etats de 1784 (*Ibid.* C 3857).

de 1781-1782. En évaluant à 750.000 l. les intérêts des avances des fermiers, ces chiffres se réduisent le premier à 1 million, et le second à 670.000 l. environ. Sur les mêmes bases, la même compagnie aurait perdu 150.000 l. sur sa gestion de 1783-1784 (153).

*
* *

On remarquera que les profits retirés du commerce des vins et de l'eau-de-vie représentent ordinairement la plus forte part des bénéfices nets des fermiers, si même ils n'en dépassent pas le montant total. S'ils n'avaient escompté ces profits commerciaux, les fermiers n'auraient jamais pu prendre la ferme à si haut prix. Ces deux commerces n'étaient pas faits par eux dans les mêmes conditions. Depuis l'établissement, en 1646, d'un droit de 25 s. par pot d'eau-de-vie et de liqueur, les fermiers des devoirs avaient reçu, pour faire obstacle à la fraude, le monopole de la vente au détail de ces deux articles. On ne pouvait débiter d'eau-de-vie, ni de liqueurs, sans leur permission, et eux seuls pouvaient approvisionner les débitants. Les particuliers aisés, seuls, pouvaient faire des provisions, encore par quantités limitées, en petits fûts dont la capacité maximale fut limitée à un tierçon, soit à 40 pots. Un arrêt du Parlement de Rennes, rendu le 23 août 1735 à la requête des fermiers, interdit toute provision d'eau-de-vie à quiconque ne payait pas 20 l. de capitation et enjoignit aux marchands en gros de déclarer, dans un délai de 24 heures à 3 jours, le nom des acheteurs et la quantité vendue (154). On ne tarda pas, il est vrai, à revenir sur ces dispositions et les fermiers ne cessèrent de se plaindre de la difficulté de réprimer la fraude. Bourgeois, en 1772, déplore que, depuis 1768, les baux interdisent aux fermiers de se servir de l'arrêt de 1735 et qu'ils soient obligés de livrer l'eau-de-vie à 2 l. 10 s., non seulement aux gentilshommes et aux ecclésiastiques, mais encore aux « notables » bourgeois. Or il n'y a pas de bourgeois qui ne se prétende « notable ». De 800.000 pots en 1745-1746, le débit de l'eau-de-vie serait, d'après lui, tombé à 350.000 (155). Nous avons vu que les fermiers de 1775-1776 prétendaient n'en avoir débité que 400.000. Mais la compagnie royale en accuse, pour 1785-

(154) Note relative à l'affaire Chauvet (Arch. Nat. H 597).

(155) Mémoire de Bourgeois au cont. gén. 1772 (*Ibid.* H 503).

1786, 645.498 et, pour 1787-1788, 486.767, malgré la réduction de consommation et la fraude provoquées par l'imposition du nouveau droit de 10 s. par pot.

Il semble bien que la fraude ait été, de tout temps, considérable. Les plaintes réitérées des fermiers, qui ne cessèrent de réclamer des précautions et une répression plus sévères, donnent sans doute une idée exagérée du mal. Il est du moins certain que les fraudeurs avaient la tâche assez facile, depuis 1768 surtout (156). Les Etats, nous l'avons vu, étaient habituellement plus disposés à affaiblir les moyen de répression qu'à écouter les fermiers. Leur commerce incitait naturellement ceux-ci à s'élever contre toute concurrence. Pour augmenter leurs profits autant que pour réprimer plus sûrement la fraude, ils auraient voulu s'assurer, dans la plus large mesure, l'approvisionnement des consommateurs privilégiés, sinon même le monopole du commerce en gros, tout comme celui du débit au détail (157). Ils s'opposèrent toujours à l'établissement de fabriques de liqueurs dans la province et gênèrent autant qu'ils purent l'approvisionnement des privilégiés en liqueurs (158). Quoi qu'en aient dit les fermiers de

(156) Bourgeois, dans son mémoire précité, signale les facilités que procure aux fraudeurs la liberté de transporter l'eau-de-vie la nuit.

En 1741 les fermiers dénoncèrent au cont. gén. les méfaits d'une bande de repris de justice, dont trois avaient été condamnés à mort et un aux galères perpétuelles six ans auparavant. Cette bande courait la campagne, à main armée, dans la région de Péault (évêché de Vannes), faisant surtout la contrebande de l'eau-de-vie et intimidant si bien les commis que la « régie des fermes était totalement abandonnée ». Le prévôt Picquet de Melesse ne put, en réponse au contrôleur général, que déplorer l'impuissance de la maréchaussée, trop peu nombreuse et dont les brigades étaient éloignées de 10 à 12 lieues les unes des autres (mai 1741, Arch. Nat. H 296).

(157) Voir leurs plaintes, en juin 1735, contre le sieur Chauvet. Celui-ci finit par consentir à cesser son commerce avec les particuliers et à ne vendre ses eaux-de-vie qu'aux fermiers. L'intendant de Viarmes affirme, à cette occasion, qu'il y avait tout avantage à concentrer le commerce de l'eau-de-vie entre les mains des fermiers et que les producteurs nantais étaient très satisfaits de trouver chez ceux-ci un débouché assuré (juin 1735, janvier et mars 1736, *ibid.* H 597).

(158) Les déboires de Lerouge, ancien directeur et inspecteur des devoirs, qui tenta à plusieurs reprises, depuis 1756, d'organiser la fabrication des liqueurs en Bretagne, sont, à cet égard, significatifs (Mémoire de Lerouge aux Etats de 1786, Arch. d'I.-et-V. C 4691, et rapport de la Com. int. aux Etats de 1784, *ibid.* C 3857).

En 1786, on vit la Com. int. défendre vigoureusement, contre la compagnie royale, la faculté pour les consommateurs privilégiés de s'approvisionner en liqueurs et eaux-de-vie étrangères, sans payer de droits ; la compagnie se soumit, mais de fort mauvaise grâce (*Ibid.* C 4683).

1775 et 1776, il faut croire que la vente de l'eau de-vie à raison de 2 l. 10 s. le pot leur laissait un profit appréciable, puisqu'ils tenaient tant à conquérir le monopole de sa fourniture.

Pour le commerce des vins, les fermiers n'ont jamais prétendu à aucun monopole. Mais, progressivement, ils ont cherché à s'emparer de la plus large part de l'approvisionnement de la province en vins « hors » et même du commerce des vins du cru. Il n'est pas possible de suivre les progrès de cette entreprise. Un mémoire, adressé par les Etats de 1758 au contrôleur général, en fait remonter l'origine à une époque reculée; mais, jusqu'en 1750, les Etats avaient réussi à défendre les débitants contre les abus des fermiers, infligeant à ceux-ci jusqu'à 400 l. d'amende dans le cas où ils useraient de violence pour obliger les premiers à s'approvisionner chez eux. A partir de 1750, la compagnie parisienne de Lenoir, en multipliant ses magasins, réussit, sans pression abusive, à supplanter le commerce libre et bientôt « fit les deux tiers de la vinaterie ». Autrefois, affirme le mémoire, on trouvait dans la province plus de 4.000 négociants en gros et « le commerce du vin y était « un auxiliaire puissant du commerce du blé ». Maintenant, il n'enrichissait plus que les fermiers des devoirs (159). Ceux-ci en vinrent même à installer en divers endroits des cantiniers ou « brandeliers » par lesquels ils faisaient débiter des boissons au détail pour leur propre compte. Leur commerce de vin procurait évidemment aux fermiers des avantages considérables et divers : d'abord de gros bénéfices sur la vente; puis le plus facile moyen de percevoir les droits; enfin des facilités pour frustrer les Etats du montant des droits levés en régie. Il est possible que les fermiers n'aient pas recherché ce dernier profit de propos délibéré; mais leur commerce de vin les amenait, par lui-même, à des pratiques préjudiciables aux Etats.

Il facilitait l'usage des compositions de droits. Celles-ci étaient bien prévues et formellement autorisées par les baux des devoirs. Elles pouvaient aider, en effet, à prévenir la fraude et favoriser l'accroissement de la consommation. Mais, en les réservant à leurs clients, les fermiers les faisaient surtout servir à l'écoulement de leurs marchandises et à l'augmen-

(159) Arch. Nat. H 505. Le mémoire n'est pas daté. Mais son texte et l'exemplaire, qui y est joint, du bail des devoirs pour 1757 et 1758, permettent de l'attribuer à l'assemblée de cette dernière année. On n'y explique pas comment le commerce des anciens négociants en vins pouvait être l'auxiliaire du commerce du blé.

tation de leurs bénéfices commerciaux. On pouvait même les accuser, et l'on n'y manqua pas, de profiter des réductions des droits ainsi consenties par eux pour augmenter d'autant le prix marchand de leurs vins, si bien que les compositions n'avaient, en définitive, pour effet que de substituer à l'impôt le prélèvement d'un bénéfice dont ils ne devaient compte à personne. Tant qu'il ne s'agit que des droits compris dans la ferme, les Etats ne furent exposés à aucun préjudice. C'était aux fermiers à voir si les avantages à retirer, pour eux, des compositions pouvaient compenser les diminutions consenties sur des droits qu'ils avaient pris à bail et dont il leur fallait bien payer le prix convenu. Mais il n'en fut plus de même quand ils eurent à lever des droits en régie. Toute remise sur les droits rétablis en 1748 causait aux Etats un préjudice direct. Puis, à partir de 1773, toute diminution du produit des devoirs et des autres droits affermés devait entraîner automatiquement une réduction du produit des 4 s. p. l. du secours extraordinaire.

*
* *

Cependant les Etats ne soumirent pendant longtemps les comptes des fermiers qu'à un examen des plus superficiels. Trois membres de la Commission intermédiaire vérifiaient sommairement, à Rennes, les résultats généraux de la perception des droits en régie, sans le concours d'aucun expert, et c'était tout. Jusqu'en 1780, les comptes furent reçus sans aucune correction; on fit bien observer aux fermiers, à plusieurs reprises, qu'ils auraient dû y porter, en recette, les droits de courtage dus sur les vins débités par leurs caufiniers et brandeliers; dès 1750, même, les Etats leur enjoignirent formellement d'en compter; mais il semble bien qu'on renouça sur ce point à vaincre la résistance obstinée des fermiers (160). Même quand la levée des 4 s. p. l. du secours extraordinaire eut considérablement accru la somme des droits en régie et rendu d'une évidente nécessité une vérification approfondie du produit de tous les droits sur les boissons, surtout des droits affermés, les Etats ne changèrent rien à leurs pratiques antérieures. Les trois membres de la Commission intermédiaire, chargés de la vérification des comptes des droits rétablis, du-

(160) Délib. du 11 déc. 1750. Rapport de la Com. int. aux Etats de 1760 (Arch. d'I.-et-V. C 3850).

rent, sans plus de secours, suffire à une tâche incomparablement plus vaste et de conséquences autrement graves. Quand on se décida à instituer un contrôle plus sévère de la levée des droits, ce fut à la faveur de circonstances accidentelles. Si les opposants du bastion saisirent volontiers l'occasion de chercher chicane aux fermiers, il paraît bien probable qu'ils ne firent que mettre à profit la situation créée par l'ambition ou les rancunes d'un agent de la ferme, contrôleur général à Redon, Ansquer de Kérouartz.

Nous avons vu que celui-ci, en 1778, forma une compagnie qui obtint l'agrément du contrôleur général, mais ne mit pas d'enchères. Cette tentative n'en valut pas moins à Ansquer le ressentiment de la compagnie sortante d'abord, puis de la compagnie Dacosta qui eut la ferme. Il aurait été révoqué, racontait-il lui-même, avant la fin de la session si la noblesse n'avait pris vigoureusement sa défense. Il reforma sa compagnie en 1780, mais trop tard, et, malgré les efforts de la noblesse pour faire reculer la date de l'adjudication, ne fut pas admis à concourir. Cette fois, la compagnie Dacosta le révoqua, donnant pour motifs son « insubordination », son « manque d'exactitude » et sa « suffisance », et, en dépit des plus puissantes interventions en sa faveur, des instances de la Commission intermédiaire, des procureurs généraux syndics des Etats et des présidents des ordres, se refusa à le réintégrer. Dans quelles conditions et dans quel but Ansquer avait-il formé ses compagnies ? Etait-il déjà de connivence avec les chefs du bastion que le soutinrent si vivement par la suite ? Il est impossible de le savoir au juste (161).

Quoiqu'il en soit, aussitôt après la clôture des Etats de 1780-1781, la Commission intermédiaire agréa les offres de services d'Ansquer et le chargea de vérifier, au siège des différentes

(161) Sur l'affaire Ansquer, voir les mémoires d'Ansquer au cont. gén., 31 déc. 1779, 1780, 20 août 1781 (Arch. Nat. H 404), les mêmes et autres pièces relatives à ses vérifications (Arch. d'I.-et-V. C 4682) et les rapports de la Com. int. aux Etats de 1782, 1784, 1786 et 1788 (*Ibid.* C 3856-3859).

Dans la compagnie formée par Ansquer, nous trouvons, en tête, Corbun, de Bordeaux, qui avait figuré dans la compagnie Bandoïn, puis des particuliers de Redon, Saint-Méen, Plélan, Guérande, Quintin, Vannes et Saint-Brieuc ; un seul est de Pontrieux (Arch. Nat. H 506). Ansquer, dans son mémoire de 1780 au cont. gén., prétend qu'en 1778 il avait déterminé ses associés à pousser les enchères jusqu'à 7.400.000 l. « Mais, « vous savez, ajoute-t-il, qu'on parvint à inspirer de l'inquiétude aux « Etats et la province y perdit 80.000 l. » ; la ferme fut en effet adjugée

directions, les recettes de la ferme des devoirs. Elle comptait ainsi profiter des lumières d'un homme expérimenté, au courant des pratiques de la ferme et capable d'en découvrir les abus.

Mais les fermiers n'étaient pas décidés à se laisser faire. Ils interdirent à leurs agents de présenter aucun registre à Ansquer. Le procureur syndic des Etats porta l'affaire devant le Parlement qui dut rendre trois arrêts successifs pour venir à bout des manœuvres dilatoires et de la résistance des fermiers (162). Tant que la compagnie Dacosta conserva le bail, c'est-à-dire jusqu'aux Etats de 1784, les vérifications d'Ansquer furent constamment gênées par la mauvaise volonté des agents de la ferme et il ne put prendre partout connaissance de tous les documents nécessaires (163). Avec Plouvyé, cette résistance cessa. Ce dernier accepta, nous l'avons vu, de se prêter aux vérifications, à la condition qu'Ansquer fût accompagné d'un membre ou d'un correspondant de la Commission intermédiaire. Ce qui ne veut pas dire qu'il était plus disposé que ses prédécesseurs à admettre les résultats de l'opération (164). On peut ajouter que le pouvoir royal n'encouragea nullement les efforts des Etats et qu'il lui paraissait plutôt utile de ménager les fermiers. Les allocations attribuées par les Etats à Ansquer furent réduites par le contrôleur général de 12.000 à 8.000 l. pour les années 1783-1784, et de 10.000 à 6.000 l. pour les années 1785-1786.

Les principales irrégularités constatées par Ansquer consistaient en compositions de droits abusives (vins nantais et bre-

7.320.000 l. à la compagnie Dacosta et Ansquer n'enchérit pas. Dans son mémoire du 20 août 1781, Ansquer affirme qu'il avait formé sa seconde compagnie sur l'invitation de la commission des baux. Parmi ses champions les plus actifs, il faut citer Geslin de Trémargat, l'un des bastionnaires les plus ardents et les plus influents. Mais nous ne savons rien de plus sur ses relations avec les Etats et le bastion.

(162) Arrêts du 28 juillet 1782, du 21 mars et du 22 août 1782 (Arch. d'I.-et-V. C 4682).

(163) La vérification de la régie de 1781 et 1782 ne put être faite dans 7 directions. Dans plusieurs autres on refusa de présenter les états d'annuels, les sommiers et journaux et les procès-verbaux de fraude, ainsi que les sentences et transactions (Rapport de la Com. int. aux Etats de 1784, *ibid.* C 3857).

(164) En 1787, Ansquer se plaint encore des refus de documents qu'il éprouve de la part de certains directeurs dont la mauvaise volonté est visiblement encouragée par les fermiers (Rapport de la Com. int. aux Etats de 1788, *ibid.* C 3859).

tous imposés au tarif des cidres) et en omission des droits de courtage et autres dus par le fermier sur les vins débités par ses cantiniers et brandeliers.

Sur l'exercice 1779-1780, Ansquer conclut à une recharge de 84.047 l. dans les comptes des droits en régie. Les Etats se bornèrent à réclamer les articles les moins contestables, en tout 35.097 l. dont 22.827 l. pour compositions abusives. Sur les comptes des quatre années 1781-1784, les recharges s'élevèrent à 61.191 l. en tout. Les fermiers contestèrent toutes les réclamations des Etats; l'affaire fut portée devant le Présidial de Rennes et elle n'était pas encore jugée en 1789. Avec la compagnie royale, les contestations furent moins graves. Un accord était intervenu, nous le savons, au sujet des compositions et les recharges sur cet article ne s'élevèrent qu'à 1.557 l. pour l'exercice 1785-1786. La seule question qui donna lieu à un litige sérieux fut encore celle des droits de courtage réclamés par les Etats aux brandeliers de la ferme. Le rapport de la Commission intermédiaire sur les vérifications de l'exercice 1785-1786 conclut qu'à la vérité « les recharges à faire paraissent peu considérables; mais [que] les avantages que la vérification procure ne doivent pas se calculer seulement sur les sommes qu'elle peut faire rentrer; il faut principalement « envisager les abus qu'elle empêche » (165).

Les chiffres que nous venons de citer, chiffres que les fermiers pouvaient à bon droit contester dans une large mesure, ne donnent pas l'impression que les abus fussent si graves. Les vérifications inaugurées en 1781 pouvaient avoir un tout autre intérêt que de les prévenir. Il aurait fallu qu'en recourant aux services d'Ansquer la Commission intermédiaire et les Etats songeassent soit à préparer l'institution d'une régie générale de tous les droits sur les boissons, soit, au moins, à une réforme profonde des pratiques de la ferme. Mais, s'il s'est trouvé à certains moments, aux Etats, quelques partisans d'une régie, la généralité de l'assemblée n'a jamais pensé à rien changer d'important au système auquel elle était accoutumée. Il ne fut jamais question d'alléger les droits existants et encore moins d'y substituer des taxes plus équitables. Lorsqu'on établit, en 1786, la nouvelle taxe de 10 s. par pot d'eau-de-vie, les privilégiés firent encore tout leur possible pour s'y soustraire.

*
* *

(165) *Ibid.*

Tout ce que nous savons de l'institution des devoirs et autres droits sur les boissons, de leur mode d'exploitation et des circonstances de l'adjudication de leur ferme, ainsi que de l'attitude des Etats à l'égard des fermiers, montrent bien que les Etats ne considéraient ces droits que comme une charge imposée par le roi à la province et dont le rendement l'intéressait beaucoup plus qu'eux-mêmes. Ils n'en vinrent que bien tard à essayer de contrôler la gestion des fermiers; ce ne fut que plusieurs années après que la levée en régie des 4 s. p. l. du secours extraordinaire leur eut donné un puissant motif de le faire. A vrai dire, ils n'eurent jamais de sympathie pour leurs fermiers et ils étaient naturellement disposés à les soupçonner de bénéfices illicites et d'abus. Mais ils ne les ont jamais inquiétés au sujet des pratiques qui vexaient les consommateurs du commun. Ils ne se sont émus que de la gêne que la répression de la fraude pouvait causer aux privilégiés. Ce n'est pas d'eux que l'on pouvait attendre des réformes radicales, pas plus sur ce point que sur aucun autre. Le principe même des impôts de consommation ne fut jamais attaqué dans leur assemblée. Les idées nouvelles des économistes n'y avaient point pénétré. C'est à un impôt sur l'eau-de-vie qu'on les voit, au contraire, penser tout de suite quand il s'agit de remplacer la cervée; pas du tout, d'ailleurs, par souci de la santé publique et pour réduire la consommation de l'alcool, mais parce qu'une pareille taxe était moins menaçante pour les riches contribuables qu'aucun impôt direct. S'il y eut des progrès réalisés, ce fut peut-être dans l'administration des fermiers. Leur personnel au cours du XVIII^e siècle devint plus stable et il se peut que ses procédés soient devenus en même temps plus doux et plus réguliers. Les plaintes des contribuables n'eurent, au reste, jamais d'écho aux Etats.

CHAPITRE V

Le Budget des Etats. — Les Comptes du Trésorier

Le rôle du pouvoir royal dans l'établissement du budget des Etats. Comment l'état de fonds était préparé. Les états de fonds avant 1685. La réforme de 1684 ; l'état de fonds unique.

Depuis 1685. — LA RECETTE. — LA DÉPENSE : 1^o Dépense ordinaire : Subsidés, impôts et emprunts. Service des Etats. Service du roi. — 2^o Dépense extraordinaire : Services publics à la charge des Etats. Subsidés extraordinaires et amortissements. Frais des tenues. Pensions et gratifications. Administration des Etats. Dépenses d'intérêt général ; la Société d'Agriculture ; travaux publics ; assistance ; santé publique ; enseignement ; travaux scientifiques ; industrie et agriculture ; statues du roi.

Répartition générale des ressources des Etats.

Ce que les tenues des Etats coûtaient au trésor royal.

Les Comptes du Trésorier. Les différents comptes ; leur origine.

Les frais de leur reddition à la Chambre des Comptes de Nantes.

Nous savons quelles étaient les ressources des Etats, quels impôts rentraient dans la caisse de leur trésorier. Par l'analyse de leur budget nous en verrons la destination. N'oublions pas que, ce budget, ils ne le dressaient pas librement. Si l'on ne peut affirmer avec une absolue certitude que le pouvoir royal a dicté lui-même les dispositions par lesquelles les règlements de 1637, 1645 et 1669 tentèrent de limiter leurs dépenses, nous avons du moins vu qu'à partir de ceux de 1684 et de 1687, il leur fut formellement interdit d'en engager aucune sans l'autorisation du roi ou de ses commissaires (1). Le budget des Etats ne fut désormais exécutoire qu'une fois approuvé par un arrêt du conseil qui, souvent, raya plus d'un article de la dépense extraordinaire.

(1) Cf. *supra*, p. 49 et suiv.

Si, d'ailleurs, les Etats avaient un budget, s'ils levaient des impôts, c'était pour satisfaire aux besoins de la royauté, et non pas afin de pourvoir eux-mêmes, directement, aux besoins de la province. Leur rôle était de défendre celle-ci contre l'excès des exigences royales, non d'y assumer spontanément la dépense des services publics.

C'était donc le pouvoir royal qui avait l'intérêt le plus certain à ce que leurs ressources fussent abondantes et bien aménagées; c'était à lui de prendre souci de l'équilibre de leur budget. Aussi tenait-il à ce qu'ils eussent des revenus réguliers, assurés par des impôts permanents et à ce que leurs impôts sur les boissons fussent affermés au plus haut prix possible.

La politique des Etats était toute autre. Ils ne s'inquiétaient pas d'un déficit dans leur budget, car c'était la meilleure des garanties contre l'excès des charges qu'on voudrait leur imposer. Ils n'ont jamais réclamé l'institution d'un impôt nouveau à leur profit. Ils ne redoutaient rien tant, au contraire, que la création de pareilles taxes. Ils savaient, en effet, qu'une fois établies, le gouvernement trouverait aisément le moyen de les maintenir, ayant toujours quelque dépense à proposer pour absorber l'excédent qu'elles pourraient produire. Nous avons rappelé quelle résistance ils firent au maintien de la levée, pour leur compte, de la première capitation et à l'établissement des droits d'entrée sur les boissons, quelle prédilection aussi ils montrèrent pour le système des emprunts. Ceux-ci avaient le double avantage d'exempter la province d'impôts menaçants pour les privilégiés et d'absorber, par la suite, pour leur amortissement, des excédents qui, autrement, pourraient fournir l'occasion de nouvelles charges. C'est toujours par emprunt que les Etats auraient voulu combler les déficits de leur budget. Nous savons, également, combien peu ils se souciaient de la hausse du bail de la ferme des devoirs (2).

La préparation du budget des Etats était donc, avant chaque tenue, une tâche importante pour le contrôleur général. Elle était l'un des principaux objets de la correspondance du ministre avec le trésorier des Etats, les commissaires du roi et les présidents des ordres. Les instructions des commissaires prévoyaient les solutions à imposer pour réaliser l'équilibre du budget, aussi bien que les dépenses à exiger de l'assemblée. Quand la commission compétente des Etats, la commission

(2) Cf. *supra*, pp. 633 et 670.

« de recherche des fonds par estime » (plus tard, la commission des finances), se mettait à la besogne, l'administration royale avait déjà arrêté des décisions ou, tout au moins, avisé aux moyens de prévenir les menaces de déficit, de gaspillage ou d'emprunt.

*
* *

Il fallut du temps pour introduire dans le budget des Etats une simplicité au moins apparente. Ce n'est qu'en 1685 que l'on commença à dresser un « état de fonds » unique; et l'on conserva, jusqu'à la fin, toute la série des anciens comptes généraux et particuliers, comptes généraux du « quart » et des « trois quarts », comptes particuliers de l'« ordinaire » et des « hors fonds », auxquels s'ajoutèrent, au XVIII^e siècle, ceux des haras et des différentes impositions abonnées.

Jusqu'au début du XVII^e siècle, les Etats se contentaient de dresser un ou plusieurs états de dépenses sous des titres divers variant, comme leur contenu, d'une tenue à l'autre. Ce n'étaient que des listes d'ordonnances et d'autorisations de paiement délivrées par l'assemblée. Le trésorier ne s'astreignait pas à les suivre et avait souvent à payer d'autres dépenses que celles qui y étaient prévues.

C'est en 1606 que, pour la première fois, les Etats établirent une sorte de budget. Ils dressèrent, cette année-là, deux états séparés, l'un de recettes, l'autre de dépenses. Le premier comprenait deux articles : 1^o les 8.800 l. que le roi leur payait sur sa recette générale, pour l'acquit des frais de leurs tenues et des gages de leurs officiers; 2^o le montant du quart du produit de la ferme des devoirs. Au second, étaient portées les diverses dépenses qui leur incombaient. Mais on ne suivit pas le même ordre l'année suivante. On vit alors apparaître deux états séparés : celui de l'« ordinaire », comprenant à la fois la recette et l'emploi des 8.800 l. payées par le roi; et celui du « quart », comprenant, également, la recette et l'emploi du quart du produit de la ferme des devoirs, affecté à l'acquit des dettes des Etats et de leurs autres dépenses. En 1608, d'ailleurs, ne fut dressé qu'un seul état général de recettes et de dépenses; en 1609, un état des seules recettes et dépenses du « quart »; et ce n'est qu'à partir de 1610 qu'on dressa régulièrement les deux états distincts de l'« ordinaire » et du « quart ». A partir de 1617, on y ajouta un troisième état portant la recette et l'emploi des 25.000 l. prélevées, sur la recette du « quart »,

pour les frais des députations en cour, à la Chambre des Comptes et ailleurs, et diverses affaires particulières. Ainsi se trouva fixé le système de budgets et de comptes qui demeura en vigueur jusqu'en 1683.

Il ne faudrait pas prendre le terme de « quart » au pied de la lettre. Il ne désignait, en fait, que la part laissée aux Etats sur le produit des devoirs. Ce fut bien le quart effectif pendant quelques années. Mais, dès 1617, les Etats commencèrent à se réserver une somme fixe ; puis ils se contentèrent du « revenant « bon » restant après le don gratuit acquitté. Au reste, ils ne prirent guère souci, pendant longtemps, de mettre en équilibre leurs recettes et leurs dépenses. Ces dernières excédaient le plus souvent les fonds sur lesquels elles étaient assignées, d'où retards dans les paiements et, surtout, avances considérables du trésorier, grossissant d'exercice en exercice. Nous avons vu comment les règlements de 1628, de 1645 et de 1669 fixèrent le montant des dépenses ordinaires des Etats, frais de députations, gages et gratifications (3).

De 1606 à 1643, le compte de l'ordinaire fut constamment en déficit, la dépense dépassant parfois le double de la recette. Il ne fut maintenu en équilibre qu'à partir de 1645. Ce fut l'effet du règlement voté cette année-là. Pendant la même période, le compte du quart ne fut soldé que trois fois avec un excédent ; le déficit atteignit parfois le tiers ou même la moitié du montant de la recette. Quant au troisième compte, celui des « 25.000 l. », il fut toujours en équilibre, car on en porta de bonne heure la recette au chiffre nécessaire pour en couvrir les dépenses.

De l'avènement de Louis XIV jusqu'à la tenue de 1685, il y a donc peu de choses à dire des deux budgets de l'ordinaire et des députations. Le premier, depuis 1645, était réglé de manière à ce que les 8.800 l. annuelles du roi fussent exactement employées. Le second s'élevait à un chiffre variable qui oscilla entre un minimum de 62.244 l., pour l'exercice de 1670 et 1671, et un maximum de 143.500 l., pour celui de 1682 et 1683. L'état des recettes et dépenses du compte du quart a varié, lui, de 980.500 l., aux Etats de 1671, à 3.315.323 l., aux Etats de 1675 (4). Ce dernier chiffre, exceptionnel, s'explique par l'ins-

(3) Cf. *supra*, p. 45 et suiv.

(4) Les chiffres que nous citons sont empruntés aux états de fonds régulièrement inscrits à la suite du procès-verbal de chaque tenue.

cription de fortes sommes empruntées pour des rachats d'édits. Ordinairement, ne sont guère portés à ce dernier état que les gages et gratifications ordinaires et extraordinaires attribués par les Etats eux-mêmes, ou mis à leur charge par le roi, et, d'autre part, les intérêts dus au trésorier pour ses avances. Cependant, le chiffre de la dépense s'est toujours tenu, de 1661 à 1669, entre 1.250.000 l. et 1.400.000 l. pour deux ans, et, à partir de 1673, au-dessus de deux millions. Il faut dire qu'en 1667, sur 1.253.000 l., le trésorier prenait 485.000 l. pour les intérêts de ses avances, 96.000 l. pour ses taxations et 52.000 l. pour ses frais. En 1673, il prenait, sur 2.358.000 l., 875.000 l. pour les intérêts de ses avances et toujours autant pour ses frais et taxations. En 1677, les intérêts de ses avances dépassèrent le million. D'autre part, l'article du règlement de 1669 qui limitait à 40.000 l. le montant des gratifications extraordinaires ne fut jamais respecté. Les autres dépenses portées au même état ne forment jamais qu'une bien petite somme. Ce sont d'abord celles que le roi impose aux Etats pour certains services publics. En 1671, nous relevons ainsi un crédit de 50.000 l. pour les grands chemins. Renouvelé en 1673, il disparaît ensuite jusqu'en 1685 où l'on inscrit 60.000 l. pour les « étapes et grands chemins ». En 1681, une subvention de 4.000 l. est accordée, sur l'ordre du roi, au collège des Jésuites d'Indret, institué pour les jeunes gentilshommes nouveaux convertis. A partir de 1683, ce fonds sera porté à 6.000 l. Et c'est tout pour la période de 1659 à 1685. Au même état, enfin, figurent les dons et aumônes faites à divers établissements religieux et hospitaliers à l'occasion de la tenue des Etats. Limitées à 15.000 l. par le règlement de 1669, ces largesses n'ont jamais, en réalité, atteint un total de 10.000 l.

*
* *

L'importante réforme réalisée, dans l'établissement du budget des Etats et dans le contrôle de l'emploi de leurs fonds, par l'arrêt du conseil du 27 mars 1684 (5) ne changea pas la destination ordinaire de ceux-ci. Mais, désormais, aux trois états de recettes et de dépenses arrêtés dans chaque tenue, était substitué un « état de fonds » unique comprenant, d'une part, toutes les recettes à faire par le trésorier et, d'autre part,

(5). Cf. *supra*, p. 401.

toutes les dépenses auxquelles les Etats étaient autorisés. La totalité du prix du bail de la ferme des devoirs et du montant des fouages extraordinaires, le montant des emprunts à faire au nom des Etats et, plus tard, le produit des impôts abonnés et des nouveaux droits sur les boissons, devaient donc désormais figurer dans la recette. Dans la dépense, seraient comptées toutes les sommes à verser au trésor royal. On aurait ainsi un tableau général, véritablement complet et, en même temps, simple et clair des opérations financières à exécuter au nom des Etats.

C'est dans le même arrêt du conseil qu'il fut, pour la première fois, formellement dit que l'état de fonds devait être arrêté en présence des commissaires du roi et que nulle dépense, en dehors des dépenses ordinaires prévues par les règlements de 1645 et de 1669, n'y pourrait être inscrite sans leur autorisation. On disait encore que les fermiers des devoirs n'auraient désormais à payer, en sus du prix du bail, aucun autre pot de vin qu'une somme destinée à l'acquit de diverses charges fixées par le roi, somme qui figurerait d'ailleurs à l'état de fonds.

L'ordre qui fut alors établi dans leur budget allait subsister, sans modification essentielle, jusqu'à la fin. Dans l'état de fonds de 1685, nous trouvons déjà un ensemble d'éléments permanents qui reparaîtront invariablement de tenue en tenue et dans le même ordre, jusqu'en 1786 (6). Recettes et dépenses, ne l'oublions pas, étaient prévues pour deux ans.

RECETTE

Le premier chapitre de la recette est ordinairement consacré au produit de la ferme des devoirs. On y distingue le chiffre

(6) Nous avons dû relever le détail des états de fonds antérieurs à 1720 sur les registres des procès-verbaux des Etats. Pour la période postérieure, des exemplaires particuliers en sont conservés, soit dans le fonds de la Trésorerie (sans cote), soit dans C 3936-3938. (Arch. d'I.-et-V.). Les arrêts du conseil approuvés des états de fonds, avec les réclamations des Etats au sujet des articles supprimés, sont conservés dans C 3938. Chardel, à la fin du tome II de son *Traité*, donne la description détaillée d'un état de fonds type. Il se base sur les chiffres de celui qui fut arrêté, aux Etats de 1780, pour les années 1781 et 1782. Il le fait précéder d'un état général des *Revenus des Etats* et suivre d'un *Etat des sommes levées chaque année en Bretagne au profit du Roi*, y compris les sommes payées au roi par les Etats ou dépensées par eux pour son service. Cet état de fonds type et ces états ont été reproduits par CARON, *L'Administration des Etats de Bretagne*, chap. X.

du grand devoir, celui du petit, celui des droits rétablis en 1722 et adjugés avec la ferme et, enfin, le pot de vin pour l'acquit des diverses dépenses à la charge des fermiers (7).

Suivent :

le chapitre des fouages extraordinaires ;

celui des 17.600 l. (8.800×2) de l'ordinaire, payées par le roi pour les gages des officiers des Etats, somme réduite à 16.000 l. à partir de 1698 ;

celui des droits attachés aux offices créés sur les fouages de 1692 à 1711, et rachetés par les Etats (de 1722 à 1742, 655.000 l. ; 632.000 l. à partir de 1744) ;

celui des gages attachés à divers offices rachetés par les Etats (à partir de 1723 ; d'une quarantaine de mille livres par an, au début, le chiffre de cette recette fut réduit à 32.000 l. pour deux ans, à partir de 1733, puis à 28.942 l. à partir de 1779) ; à cette place, figurait, avant 1720, le produit de l'affermage ou de l'aliénation des droits sur les boissons et les boucheries, rachetés par les Etats ;

le chapitre du casernement, à partir de 1733 ;

celui des impositions abonnées, à partir de 1735 (il est à remarquer que le produit de la capitation abonnée, en 1696 et de 1701 à 1718, ne figura pas à l'état de fonds) ;

celui des sommes reçues du trésor royal pour l'amortissement des emprunts contractés pour le compte du roi ;

celui des sommes prélevées sur les fonds du casernement pour l'amortissement des emprunts contractés antérieurement pour parer à l'insuffisance du même fonds ;

celui des droits sur les boissons rétablis en 1748 et levés en régie par les fermiers (de 300.000 à 400.000 l.) ;

celui des sols pour livre additionnels aux droits des fermes levés pour le compte des Etats (en 1766, puis à partir de 1772) ;

éventuellement ceux des débets (excédents) dus par le trésorier sur ses précédents comptes, et ceux des emprunts contractés à divers titres par les Etats ;

(7) Gages du Parlement et de la Chambre des Comptes, 51.700 l., puis 103.400 à partir de 1692 ; somme à la disposition du gouverneur, 30.000 l. distribuées, en petites pensions de 100 à 400 l., à des gentilshommes ; pour aumônes, à la disposition du gouverneur et des évêques, 15.000 l. ; pour la réception des cautions du bail, 3.000 l. aux généraux des finances et 2.000 l. au procureur syndic des Etats ; total 153.400 l., somme qui s'éleva progressivement à 170.000 l. à partir de 1720 par suite de l'augmentation du dernier article.

de 1760 à 1772, celui du produit de la régie des domaines et contrôles :

enfin les chapitres consacrés aux recettes de caractère accidentel.

Il ne faudrait pas confondre, on le voit, le chiffre total de la recette de l'état de fonds, avec celui des impositions levées au nom des Etats. Le premier dépassait toujours le second d'une somme qui pouvait être considérable puisqu'il pouvait comprendre le produit d'emprunts, d'excédents de comptes, de sommes reçues du trésor royal ou prélevées sur d'autres chapitres de recette.

DÉPENSE

Dépense ordinaire

Le premier chapitre de la dépense était consacré aux paiements à faire au trésor royal : Don gratuit, prix des abonnements d'impôts et autres subsides. Dans l'état de fonds arrêté en 1786, pour les années 1787 et 1788, ces paiements formaient un total de 15.388.000 l. (8), soit 7.694.000 l. pour chaque année. Jusqu'en 1720, on inscrivait là les intérêts dus au trésorier pour l'avance du don gratuit.

Au chapitre 2, sous le titre *Autres dépenses du trésorier*, figuraient certains frais de reddition de comptes (en 1786, 371 l.), le prix des bourses de jetons d'argent attribuées aux membres des commissions financières des Etats (en 1786, 10.783 l.) (9), les 60.000 l. de gages dus aux dix receveurs des fouages extraordinaires et les « debetur » ou déficits dont il y avait lieu de tenir compte au trésorier. Avant 1772, on y inscrivait les déficits des comptes des impositions abonnées; par la suite, ils ne furent plus portés, on le sait, que sur « l'état « au vrai » arrêté après vérification de la gestion du trésorier (10). Le plus important article de ce chapitre était, quand

(8)

Don gratuit.....	2.000.000 l.	Impôt et billot.....	1.800.000 l.
Vingtièmes.	6.138.000 l.	Secours extraordinaire	
Capitation.	2.600.000 l.	représentant les sols	
		additionnels aux	
		droits des fermes...	1.800.000 l.
Milice.	400.000 l.	Droits rétablis.....	650.000 l.

(9) Ces bourses de jetons d'argent ont été estimées, dans les états de fonds du XVIII^e siècle, 166 l. ou environ. Sur les jetons des Etats, voir BARTHÉLÉMY POCQUET, *Hist. de Bret.* t. VI, appendice.

(10) Cf. *supra*, p. 381.

il y avait lieu, celui du déficit constaté à la vérification du précédent état de fonds, c'est-à-dire à l'examen des dépenses et des recettes réellement imputables au trésorier pour le dernier exercice. Au chapitre 2 de la dépense de l'état de fonds arrêté dans la tenue de 1786, est ainsi inscrite une somme de 331.106 l. ; or le total du chapitre ne s'élève qu'à 402.035 l. Il faut ajouter qu'à la vérification ce chapitre était toujours augmenté de 80.000 l. environ, pour épices et autres frais de reddition de comptes devant la Chambre de Nantes.

Le chapitre 3 était celui des sommes nécessaires au service des emprunts des Etats (en 1786, 4.453.292 l.), tant pour le service de leurs propres emprunts que pour celui des emprunts contractés pour le compte du roi (respectivement, 2.922.978 l. et 1.530.314 l.).

Ces trois premiers chapitres étaient les seuls des quinze chapitres consacrés à la dépense ordinaire des Etats dont le montant fût considérable et qui se trouvassent sujets à d'intéressantes variations. Aux douze chapitres suivants étaient portées des dépenses permanentes, fixées en 1685, et qui ne subirent depuis que de rares et peu importants changements. Une partie d'entre eux concernaient le service des Etats eux-mêmes, les autres celui du roi dans la province.

Au chapitre 4 reparaissaient les charges à acquitter sur le pot de vin payé par les fermiers des devoirs (de 153.400 à 157.400 l.).

Étaient inscrits ensuite, pour le service des Etats :

au chapitre 5, les gages des officiers des Etats (d'abord 17.600 ; à partir de 1698, 16.000 l. ; de 1706 à 1718, sous le régime de l'aliénation des offices, 209.690 l. sauf variations accidentelles ; à partir de 1720, 165.560 l. ; les 70.000 l. attribuées au trésorier pour la recette des impositions abonnées portèrent le total à 235.560 l. à partir de 1735 ; il s'éleva à 245.560 l. de 1760 à 1772, quand le trésorier toucha 10.000 l. pour l'encaissement du produit de la régie des domaines et contrôles) ;

au chapitre 6, les frais des députations en cour et à la Chambre des Comptes (72.000 l. jusqu'en 1705, ramenées à 57.000 l. en 1707, à 54.000 en 1709 et à 50.000 l. à partir de 1720) ;

au chapitre 8, les gratifications ordinaires aux présidents des trois ordres (d'abord 15.000 l., dont 6.000 l. aux présidents du clergé et de la noblesse et 3.000 l. à celui du tiers ; puis,

à partir de 1710, 24.000 l., soit 9.000 l. aux deux premiers et 6.000 l. au troisième; à partir de 1718, 40.000 l. partagées suivant la même proportion);

au chapitre 9, les gratifications ordinaires à divers officiers et commis des Etats (progressivement réduites de 14.010 l. en 1687, à 5.510 l. à partir de 1740);

au chapitre 10, diverses petites dépenses et gratifications à l'occasion de la tenue (toujours 1.750 l.);

au chapitre 14, un ensemble de dépenses relatives en partie seulement à la tenue (elles s'élevèrent progressivement de 13.000 l. à 25.000 l., sauf adjonction d'articles occasionnels) (11);

au chapitre 15, l'emploi des 48.000 l. laissées à la disposition des Etats pour aumônes et gratifications (à l'origine, une notable partie en était attribuée à des hôpitaux, des couvents et des municipalités et aux évêques pour aumônes; mais, à partir de 1722, la quasi-totalité fut partagée entre les trois ordres pour être distribuée entre leurs membres : 15.300 l. au clergé, autant à la noblesse et 10.200 l. au tiers; restaient 6.000 l. pour les gentilshommes pauvres et 1.200 l. pour les pauvres de la ville où se tenaient les Etats).

Pour le service du roi, étaient inscrits :

au chapitre 7, les gratifications ordinaires des officiers généraux de la province (263.000 l. en tout temps, sauf un supplément de 8.000 l. de 1700 à 1714) (12);

au chapitre 11, les gages, augmentations de gages et gratifications de la maréchaussée (d'abord 23.600 l. puis, à partir

(11) Les articles permanents de ce chapitre étaient : la gratification du courrier envoyé en cour pour annoncer le vote du don gratuit (1.000 l., puis 1.500 l. à partir de 1720); la gratification des généraux de finances (4.000 l. puis, en 1708, 8.000 l. et à partir de 1710, 12.000 l.); l'indemnité attribuée à l'évêque de Nantes pour compenser l'abandon de son droit de banc et étanche (4.000 l.); l'indemnité allouée au couvent où se tenaient les Etats, pour les dégâts causés (2.000 l.). Jusqu'en 1714 inclusivement, on y porta une subvention de 2.000 l. aux jésuites de Nantes pour leur cours d'hydrographie et, en 1685 et 1687, la subvention déjà payée antérieurement à l'académie des gentilshommes nouveaux convertis d'Indret.

(12) Au gouverneur de la province, 100.000 l. et 20.000 l. pour ses gardes (en outre 8.000 l. au secrétaire des commandements du comte de Toulouse, de 1700 à 1714 inclusivement); au lieutenant général des huit évêchés, 50.000 l. et 16.000 l. pour ses gardes; au gouverneur de Nantes, lieutenant général du Comté Nantais, 25.000 l. et 10.000 l. pour ses gardes; à chacun des trois lieutenants du roi, en Haute-Bretagne, Basse-Bretagne et Comté Nantais, 6.000 l. et 8.000 l. pour ses gardes.

de 1718, 39.400 l.; enfin, 117.807 l. à partir de 1772; exceptionnellement 79.600 l. en 1710 et 55.600 en 1712, par suite de création d'offices);

au chapitre 12, les gratifications aux ministres chargés des affaires de la province (38.300 l. en 1687 et 1689; 30.300 l. de 1691 à 1738; 35.300 l. à partir de 1740) (13);

au chapitre 13, les gages et augmentations de gages du Parlement (24.000 l. à l'origine; puis 60.300 l. à partir de 1724, somme ramenée par la suite à 59.800 l., puis à 59.600 l.).

\ *Dépense extraordinaire*

Restait un *dernier chapitre*, celui de la *dépense extraordinaire*. Il fut, de bonne heure, un des plus considérables par son chiffre et le plus intéressant de tous. On y portait, en effet, toutes les dépenses non prévues par les règlements, qu'elles fussent imposées par le roi ou décidées par les Etats eux-mêmes. De l'ensemble des dépenses, ces dernières étaient les seules au sujet desquelles les commissaires du roi pussent faire des observations et qui pussent être rayées par l'arrêt du conseil approubatif de l'état de fonds. Observations et radiations étaient assez fréquentes. Par les premières, l'intendant réclame le plus souvent que la dépense votée ne puisse être acquittée que sur ses ordonnances ou celles du commandant en chef (14). L'étude en montre bien que le pouvoir royal n'entendait pas laisser les Etats maîtres absolus de leur budget et que son contrôle n'était pas illusoire. En 1785, Bertrand de Molleville, nouvellement arrivé dans la province, proposa même, avec la radiation de plusieurs grosses dépenses qu'il estimait injustifiées (en particulier celle des pensions militaires et des 48.000 l. du 15^e chapitre), la limitation à un chiffre fixe de toutes les pensions et gratifications, en obligeant les Etats, s'ils dépassaient ce chiffre, à imposer le surplus sur les vingtièmes de l'ordre qui en bénéficierait. Ces observations n'eurent aucune suite, mais Bertrand les renouvela en 1787 (15). Sauf les

(13) Distribution : 16.000 l. au secrétaire d'Etat de la Maison du roi, chargé de la Bretagne; 3.000 l. à son premier commis; 3.000 l. à un intendant des finances; 5.000 l. au comte de Maurepas.

(14) Ces observations, toujours importantes pour l'étude de chacune des tenues des Etats, sont rassemblées, à partir de 1728, avec les projets d'états de fonds, aux Archives Nationales, dans H 442 à 470.

(15) Bertrand au cont. gén. 15 avril 1785 et 21 avril 1787. (Arch. Nat. H 470).

exceptions expressément admises par le pouvoir royal, l'intendant conserva l'ordonnancement des dépenses de ce chapitre. Mais ces exceptions comprenaient les articles les plus considérables : Pensions et gratifications, frais de la tenue, du greffe et de la Commission intermédiaire, fonds du casernement, des étapes et des charrois militaires, fonds des haras et, à partir de 1785, fonds des grands chemins et autres travaux publics.

Quant aux radiations, elles n'ont pas toujours pour motifs l'exagération ou l'inutilité de la dépense, mais parfois aussi des motifs politiques, lorsqu'il s'agit, par exemple, de pensions à des personnages désagréables au pouvoir royal (16). L'intendant proposait régulièrement de rayer les pensions, gratifications et autres dépenses votées sans autorisation préalable; on ne le suivait que s'il pouvait faire valoir, en même temps, d'autres raisons assez fortes. Toutefois, il obtint en 1740, pour ce seul motif, la radiation de 45.000 l. de subsides à divers hôpitaux.

Les articles de ce dernier chapitre, peu nombreux à l'origine, se multiplièrent déjà dans les dernières années du règne de Louis XIV mais, surtout, à partir de 1720. On y relève des dépenses de la nature la plus diverse dont les articles se succèdent dans le plus grand désordre et qu'il n'est pas facile de distribuer toutes dans des catégories rigoureusement déterminées. Beaucoup pouvaient se rattacher aux différents chapitres de la dépense ordinaire, suppléant à l'insuffisance de celle-ci.

I. — Dans une première catégorie, on peut ranger les frais de divers services publics mis à la charge des Etats par le roi. Ces articles formèrent d'abord la totalité, à peu de chose près, de la dépense extraordinaire. C'étaient :

1° Le fonds fait pour l'indemnité due à l'intendant (4.000 l. par an), la dépense des étapes et celle des grands chemins, le

(16) L'intendant fait ainsi rayer, en 1730 et en 1732, la gratification de 1.000 l. accordée à un sieur de Penanprat « qui a préféré subir les « contraintes et exécutions ordonnées contre lui plutôt que de payer les « droits sur les grains établis par l'arrêt du conseil du 13 avril 1728 » et au sujet desquels il y a une instance entre les Etats et les fermiers généraux. (Arch. Nat. H 445 et 446). A partir de 1768, sont régulièrement rayées la gratification de 1.000 l. attribuée à La Chalotais, comme commissaire du Roi, et celle de 6.000 l. due, selon l'usage, à son fils comme ayant la survivance de sa charge de procureur général. (Arch. Nat. H 466-468).

tout groupé jusqu'en 1720 en un seul article dont le montant varia de 150.000 à 400.000 l. (17). A partir de 1722, le fonds des étapes fut régulièrement de 200.000 l. y compris les 8.000 l. dues à l'intendant. Mais la dépense excéda souvent cette somme en temps de guerre, et le déficit restait à la charge des Etats. Le fonds des grands chemins varia suivant les ressources et les dispositions plus ou moins favorables des Etats. Le pouvoir royal s'efforça ordinairement de leur faire consentir les plus grands sacrifices possibles.

Jusqu'en 1746, ce dernier fonds fut le plus souvent de 100.000 l. seulement, une fois de 200.000 l. (en 1722) et deux fois de 300.000 l. (en 1724 et en 1740); en 1748, il fut de 200.000 l. Depuis on vota ordinairement 300.000 l. (en 1750, 1760, 1762 et de 1770 à 1776 inclusivement) ou 600.000 l. (en 1752, 1754, 1758, 1766, 1768, 1780, 1784 et 1786); en 1778, on vota 400.000 l. et on alla jusqu'à 800.000 l. en 1756 et en 1782. Ordinairement le fonds habituel de 10.000 l. pour les *digues des marais de Dol* était compris dans ces sommes; parfois on vota pour cet objet un fonds particulier de 10.000 à 20.000 l. (18)

2° Les dépenses imposées pour les *Jésuites de Brest* (séminaire de la Marine). De 1685 à 1713 inclusivement, les Etats durent accorder, dans chaque tenue, une subvention régulière de 6.000 l.; ils contribuèrent, en outre, entre 1685 et 1701, pour 120.000 l. aux frais de construction et d'aménagement du séminaire.

3° La dépense du *casernement* (19).

4° Celle des *chevaux et voitures pour les transports militaires* (60.000 l. à partir de 1756, réduites à 40.000 l. de 1770 à 1780 inclus et à partir de 1784). Cette dépense, il faut le rappeler,

(17) En 1720, l'état de fonds étant dressé pour les trois années 1720, 1721 et 1722, on fit, pour les étapes et l'intendant, un fonds de 32.500 et, pour les grands chemins, un fonds de 58.000 l.

(18) 20.000 l. en 1736, 18.400 l. en 1740, 15.000 l. en 1742, 1760 et 1764. Avant 1720, les digues figurent pour 3.000 l. dans l'état de fonds de 1695, pour 2.500 l. dans celui de 1697, pour 15.000 l. dans celui de 1699, pour 30.000 l. dans ceux de 1701 et de 1703, pour 10.000 l. dans les suivants.

(19) Jusqu'en 1772, on portait, d'une part, le montant de l'imposition (soit 700.000 l.) et, d'autre part, celui du déficit de l'exercice précédent. A partir de 1774, le roi se chargeant de ce déficit, on n'eut plus à porter que le produit de l'imposition, réglé à 1.100.000 l. pour deux ans depuis 1773.

fut proposée par les Etats eux-mêmes, afin de permettre que le service des charrois militaires fût confié à des entrepreneurs (20).

5° Le fonds des *dépôts de mendicité* (100.000 l. depuis 1770).

6° Le fonds des *haras* (de 30.000 à 50.000 l. ou même davantage depuis 1776), article auquel on peut joindre ceux des achats de juments, de taureaux et de béliers (21). C'est le fonds que les Etats votaient le plus volontiers et ils l'augmentèrent parfois de sommes considérables, nous l'avons vu, de leur propre mouvement.

7° L'article des *maîtres de poste* auxquels la province était tenue, depuis 1738, de payer une indemnité par lieue de poste desservie. Ce fonds, de 9.400 l. à l'origine, s'est élevé par étapes jusqu'à 61.275 l. en 1786, par suite de l'augmentation du taux de l'indemnité et du chiffre des lieues de poste.

8° et 9° Imposés encore aux Etats, malgré leurs protestations, étaient le fonds des *députés du commerce* (24.000 l. de 1701 à 1713, 12.000 l. à partir de 1715) (22) et la somme de 30.000 l. payée au duc de Penthièvre en remplacement de ses *droits d'amirauté*, depuis 1756.

Dans la même catégorie, il faut enfin faire rentrer : 10° Les fonds faits sous Louis XIV pour l'entretien d'un régiment de dragons (262.980 l. en 1695), puis d'un régiment de dragons et d'un régiment d'infanterie (452.050 l. de 1705 à 1715). — 11° Les dépenses faites pendant les guerres de la Succession d'Autriche et de Sept ans, et les sommes payées sous Louis XIV pour la construction et l'entretien de fortifications et de corps de garde sur les côtes. — 12° Le million voté en 1760 pour la construction d'un *vaisseau de cent canons*. — 13° Un fonds de 40.000 l. fait en 1720, pendant une épidémie de peste, pour l'entretien sur les côtes de 6 barques chargées de la quarantaine.

C'est à cet endroit, sans doute, que nous devons mentionner les sommes accordées par les Etats pour la reconstruction de la ville de Rennes après l'incendie de 1720. 300.000 l. furent votées à cet effet dans la session de 1724, mais de fort mauvaise grâce

(20) CARON, *L'Adm. des Etats*, chap. VI, d'après CHARDEL.

(21) Cf. *supra*, p. 453 et suiv.

(22) Indemnité payée aux deux députés de Saint-Malo et de Nantes au Conseil du commerce.

et sur l'invitation expresse du pouvoir royal. Elles ne figurèrent d'ailleurs pas à l'état de fonds et ne paraissent pas avoir été totalement employées (23).

De toutes les dépenses de cette première catégorie, celle du casernement était la seule à laquelle il était pourvu d'un impôt et, encre, jusqu'à concurrence de 700.000, puis de 1.100.000 l. seulement.

II. — Dans une seconde catégorie, nous comprendrons : 1° Le montant des subsides extraordinaires payés au roi, le plus souvent sous forme de rachats d'offices (24), ou pour dispenser la province de l'application d'édits onéreux pour les privilégiés. — 2° Les intérêts des avances des fermiers des devoirs avant 1720 (25). — 3° Les sommes destinées aux amortissements d'emprunts et, d'une façon générale, les sacrifices financiers imposés aux Etats, soit par les exigences du pouvoir royal en sus du don gratuit, soit par leurs propres méthodes financières, surtout par leur recours, avant 1720, aux anticipations et, de tout temps, à l'emprunt. Notons que l'on employait dans la dépense extraordinaire les sommes remises par le roi pour le remboursement des emprunts contractés pour son compte.

Ces deux premières catégories de dépenses étaient, de beaucoup, les plus importantes.

III. — Dans une troisième, nous pouvons ranger les dépenses relatives à la tenue des Etats. Nulles ou de peu d'importance jusqu'en 1720, elles accrurent d'une somme considérable, à partir de cette date, celle des dépenses ordinaires déjà prévues pour le même objet aux chapitres 8, 9, 10 et 11. Leur augmentation tint d'abord à ce que l'on passa à la dépense extraordinaire, à partir de 1722, des gratifications antérieurement prises sur les 48.000 l. du chapitre 15. On payait ainsi une indemnité supplémentaire pour les dégâts commis dans le lieu où se te-

(23) Instructions pour les Etats de 1724, 1726, 1728. (Arch. Nat. H 241, 246 et 252) ; réclamations de la communauté de Rennes et correspondance de l'intendant. (*Ibid.* H 252 et H 296, 6^{me} dossier).

(24) Les dépenses de cette nature furent importantes surtout pendant le règne de Louis XIV.

(25) Ces intérêts atteignirent leur chiffre maximum dans l'état de fonds dressé par l'assemblée de 1709, soit 2.291.250 l. C'est un chiffre exceptionnel. Ordinairement on resta au-dessous du million. Mais les intérêts du trésorier figuraient à d'autres chapitres. En 1709, on inscrit ainsi pour lui 572.840 l. au chapitre 1^{er} pour les intérêts de l'avance du don gratuit.

naient les Etats (2.000 l. dans les derniers temps), 100 l. (en 1785, 125 l.) pour la location de la pendule de la salle des Etats, 300 l. de gratifications supplémentaires aux deux aumôniers des Etats, une indemnité, qui s'éleva jusqu'à 1.200 l., au médecin des Etats et autant à leur chirurgien, 150 l. aux musiciens de la messe du Saint-Esprit, une somme variable au héraut des Etats pour l'aménagement du « théâtre » (6.154 l. 13 s. en 1786, y compris 1.000 l. de gratification). Ce n'étaient là que les petites dépenses. Les gros articles avaient pour objet les gratifications payées aux principaux personnages présents : 15.000 l. au premier commissaire du roi, autant à sa femme quand elle était présente, 1.000 l. à chacun des autres commissaires (soit 5.000 l. en 1786), 15.000 l. au président du clergé, autant à celui de la noblesse, 10.000 l. à celui du tiers, ce qui doublait leurs gratifications ordinaires du 8^e chapitre; toutes ces gratifications étaient doublées lorsque le titulaire siégeait pour la première fois; la femme du président de la noblesse, quand celui-ci était baron de la province, recevait, si elle était présente, un cadeau de 15.000 l. Si la tenue se prolongeait plus de trois mois, les gratifications des présidents étaient doublées, triplées ou même quadruplées (26). On prit l'habitude, enfin, d'accorder des gratifications dans le cas de présidences interrégionales; ces présidences, assez fréquentes dans la noblesse et qui, le plus souvent, ne duraient que quelques jours, valurent, après 1720, 6.000 l., puis 8.000 l. et, à la fin, 10.000 l. à leurs heureux titulaires. Avant cette date, il n'était voté de gratifications extraordinaires que d'une manière exceptionnelle, en faveur de barons présidents ou de commandants en chef tenant les Etats pour la première fois.

C'est après 1720, également, qu'apparaissent les gratifications aux archers et officiers de la maréchaussée de service aux Etats (7.000 l. en 1722, plus tard 8.000 l. auxquelles s'ajoutèrent 6.000 l. de gratifications extraordinaires); le prévôt général, Picquet de Melesse, reçut, de son côté, 4.000 l. à partir de 1724; quand il mourut, cette gratification fut continuée à son fils jusqu'à ce qu'il eût l'âge de lui succéder; ce qui n'empêchait

(26) Les Etats de 1772 s'étant tenus à Morlaix, cette assemblée voulut tripler les gratifications des présidents des ordres, à cause de « l'éloignement ». Le contrôleur général n'autorisa qu'un doublement. En 1764 et 1766, ces deux sessions ayant duré six mois, les gratifications des présidents furent quadruplées. En 1764, les duchesses d'Aiguillon, de Rohan et de la Trémoille étant présentes reçurent chacune 15.000 l. et le prince de Tarente, fils du duc de Rohan, 11.000 l.

pàs le prévôt intérimaire de recevoir la même somme. Avant 1720, nous rencontrons des gratifications aux gouverneurs des villes où se tenaient les Etats (27).

Si une députation extraordinaire était envoyée en cour pendant la tenue, fait très rare, il est vrai, il en coûtait 16.000 l. à la province (6.000 l. aux députés de chacun des deux premiers ordres et 4.000 à celui du tiers). Nous constatons cette dépense en 1764 et en 1784.

Les Etats faisaient célébrer à leurs frais les obsèques de leurs membres décédés pendant la tenue; coût, 1.200 l. pour un gentilhomme ou un ecclésiastique, 800. l. pour un membre du tiers. La naissance d'un fils dans la famille de l'un des hauts personnages présents leur coûtait beaucoup plus cher. Il était d'usage, en effet, que les Etats fussent alors parrains; d'où cadeaux à la mère et à l'enfant. Ainsi, en 1770, les Etats votèrent à la duchesse de Durfort, fille du duc de Duras, commandant en chef, un présent de 15.000 l., 11.000 l. au fils dont elle accoucha, et 9.000 l. pour les frais du baptême, soit 35.000 l. en tout. Or, la même année, ils invoquèrent la raison d'économie pour supprimer à peu près complètement toute dépense pour les travaux publics, l'assistance et l'enseignement.

Des gratifications directement motivées par leurs tenues, nous pouvons rapprocher les pensions et gratifications de diverses sortes que les Etats votaient à l'occasion des mêmes tenues. Rares avant 1720, elles se multiplièrent rapidement depuis. Citons d'abord les 10.000 l. accordées à chacun des deux premiers gentilshommes du gouverneur (au premier gentilhomme de sa chambre, depuis 1699, et au secrétaire de ses commandements, depuis 1715); puis les gratifications du secrétaire du commandant en chef (2.000 l. depuis 1720) et des secrétaires de l'intendance (3.000 l. de 1720 à 1762, 6.600 l. depuis 1764 et, en outre, 1.500 l. au premier secrétaire depuis 1780). Depuis 1723, on fit une pension annuelle de 6.000 l. au premier président du Parlement et, depuis 1763, une autre de 3.000 l. au procureur général. Les colonels des régiments d'infanterie et de dragons dont les frais étaient faits par la province reçurent chacun, à partir de 1705, une pension de 1.000 l., portée ensuite à 4.000 l. pour le premier, et qui leur fut continuée jusqu'en 1730. De 1741 à 1753, les deux commandants en

(27) En 1707, 3.000 l. au gouverneur de Dinan et 300 l. au lieutenant de roi. La même dépense est souvent portée à la dépense ordinaire, en 1709 et 1711, par exemple.

Haute et Basse-Bretagne reçurent, annuellement, chacun 2.000 l. Plusieurs pens ons, dont les premières apparurent en 1711, étaient accordées soit à la descendance de personnages qui avaient rendu des services à la province (par exemple, à partir de 1711, aux enfants du marquis de Coëtlogon, ancien procureur syndic des Etats; à partir de 1756, à M. de Rosnyvinen, gendre de M. de Bédée, autre procureur syndic), soit tout simplement à des gentilshommes ou à des ecclésiastiques recommandés par les commissaires du roi. Ces pensions, inscrites dans la première partie du chapitre, paraissent bien avoir été imposées par le pouvoir royal et, quand l'une devenait vacante, les commissaires du roi avaient toujours un candidat à proposer pour en recevoir le bénéfice; le total en atteignit au maximum 12.500 l. par an (28). Les Etats accordaient parfois de leur propre initiative des secours ou même des pensions à des gentilshommes ou à des familles nobles dans la gêne; ces libéralités figurent dans la dernière partie de la dépense extraordinaire et ne dépassent jamais quelques centaines de livres. Notons à part, en 1754, un don de 20.000 l. à deux gentilshommes « pour le prix de deux compagnies de cavalerie ou de « dragons qu'il a plu au roi de leur donner ». En 1752, apparurent les pensions militaires attribuées à des officiers bretons sans fortune, sous la condition d'assister à la tenue (29). Le nombre en fut temporairement accru de six en 1758, en faveur des combattants de Saint-Cast. A ces pensions et gratifications s'ajoutaient les bourses de jetons, distribuées pour des motifs divers à des membres des Etats ou à d'autres personnes; c'était la manière honorable de récompenser des services qu'on ne voulait pas paraître payer.

(28) Mémoire sur l'origine des « pensions employées au 16^e chapitre « de l'état de fonds ». (Arch. Nat. H 470).

(29) Ces pensions furent instituées sur l'initiative des Etats; mais le commandant en chef (c'était alors le duc de Chaulnes) soutint le projet et le contrôleur général l'admit volontiers. Le tiers fit quelque résistance, parce que la noblesse avait voulu supprimer la gratification accordée à Duclou, l'écrivain dinannais qui s'occupait alors de l'érection de la statue de Louis XV dans la niche de l'hôtel de ville de Rennes et dont les sentiments et les allures déplaisaient à l'opposition. (De Chaulnes au cont. gén. 10 déc. 1752, Arch. Nat. H 328). En 1785, Bertrand de Molleville, qui aurait voulu la suppression de ces pensions, fait remarquer qu'elles ne profitent guère à leurs titulaires, parce qu'elles les obligent à rester aux Etats jusqu'à ce qu'elles soient attribuées ou continuées (15 avril 1785, *ibid*, H 470). Par une délibération du 21 déc. 1770, confirmée le 26 janvier 1775, l'assemblée décida qu'elles ne pourraient être accordées ni maintenues aux officiers jouissant, par ailleurs, de 1.000 l. de revenu.

Plusieurs articles de la dépense extraordinaire concernaient l'administration des Etats : On couvrait ainsi les dépenses du greffe (frais d'impression et autres, copie du procès-verbal de la tenue, gratifications aux commis, 11.055 l. en 1786) ; une partie de celles de la Commission intermédiaire (gratifications aux commis, 11.600 l. en 1786) et divers frais de papeterie et d'impression (8.950 l. en 1786). Depuis 1728, figurent régulièrement 6.000 l. pour les dépenses imprévues, à la disposition des procureurs syndics. Avant 1715, on inscrivait à la dépense extraordinaire les frais du bureau de la capitation (11.000 l.) ; après 1736, les 16.000 l. payées aux receveurs des fouages pour la recette des impositions abonnées. C'est au même chapitre encore que l'on porta les sommes payées à Ansquer pour la vérification des recettes de la ferme des devoirs. Parmi les dépenses du même ordre, nous rangeons les gratifications régulièrement payées aux officiers des Etats depuis 1720 : 12.000 l. au procureur syndic qui va en cour, 6.000 l. à celui qui reste en Bretagne, 4.000 l. au greffier. Enfin, il faut y comprendre les honoraires des avocats des Etats près du conseil du roi (de 4.000 à 6.000 l.) et les frais des procès perdus par eux (9.000 l. environ en 1786).

IV. — De leurs fonds libres, les Etats employaient une dernière partie à des dépenses d'intérêt général dans la province, dépenses de travaux publics, secours à des sinistrés, subventions à des œuvres d'assistance et d'enseignement, subsides à des savants et à des entreprises agricoles ou industrielles. Le total des sommes ainsi dépensées ne fut jamais considérable. Il s'accrut sensiblement vers 1740, atteignit ses plus hauts chiffres pendant le commandement du duc d'Aiguillon, mais fut réduit à fort peu de choses après 1770. Ce furent ces dépenses qui firent les frais de la politique d'économie que les Etats inaugurèrent cette année-là ; elles furent alors toutes supprimées à l'exception d'un seul article, celui des écoles de chirurgie (8.000 l.). On ne rétablit par la suite, d'une manière continue, que les quelques milliers de livres (6.600 l. au plus) accordés pour des cours de dessin, de mathématiques et d'accouchement, et ce ne fut plus qu'en de rares circonstances que furent faits des fonds importants en faveur de travaux publics et de sinistrés ; un seul industriel et un seul artisan, avec l'auteur d'un manuel agricole, bénéficièrent encore d'encouragements des Etats.

Ceux-ci s'étaient montrés, un moment, plus généreux sous une double influence, celle de la Société d'Agriculture, du Commerce et des Arts qu'ils fondèrent en 1757, et celle du duc d'Aiguillon. Celui-ci donna, on le sait, une forte impulsion aux travaux d'aménagement des ports et d'embellissement des villes et poussa les Etats à la dépense tout autant qu'il y poussait les municipalités (30).

En exécutant le programme tracé par la Société d'Agriculture, les Etats paraissaient obéir à des intentions plus spontanées. La société, toutefois, n'était pas née de leur propre initiative. Ils n'avaient fait qu'adopter un projet préparé et présenté à leur assemblée sous les auspices de Vincent de Gournay, le célèbre économiste, malouin d'origine, et la Société demeura sous la direction de ses deux premiers promoteurs, Montaudoïn et Abeille. Du moins, des personnalités marquantes, dans les trois ordres, prirent-elles intérêt à ses travaux et les propositions qu'elle fit furent-elles toujours admises sans difficulté. Les Etats prirent tous ses frais à leur charge et elle fut l'agent de leur politique économique aussi longtemps qu'elle dura, c'est-à-dire jusqu'en 1768; vers ce temps-là la société tomba en sommeil, ne conservant plus qu'une existence nominale jusqu'à sa fusion avec la société de Paris, lorsque celle-ci fut reconstituée en 1785 (31).

1° De toutes les dépenses d'intérêt général ainsi décidées par les Etats, les plus importantes ont eu ordinairement pour objet des *travaux publics*. Jusqu'en 1750, toutefois, les Etats ne contribuèrent qu'à un petit nombre d'entreprises, principalement à la construction du pont de Pirmil, à Nantes, et de celui de

(30) Cf. MARION, *La Bretagne et le duc d'Aiguillon*, Chap. II.

(31) LOUIS DE VILLERS, *La Société d'Agriculture, du Commerce et des Arts fondée par les Etats de Bretagne*. Parmi les personnages qui s'intéressèrent aux travaux de la société, il faut citer La Chalotais, très lié avec Abeille, et le président de la Bourdonnaye Monthuc qui, tous les deux, firent des expériences de cultures nouvelles sur leurs terres. Il est à remarquer que la Société de Bretagne fut la première constituée dans le royaume, quatre ans avant celle de Paris. D'Aiguillon, qui favorisa, en 1757, sa constitution, lui devint de bonne heure hostile pour des raisons toutes personnelles. En 1758 et 1760, il fit réduire le fonds voté pour le traitement et le logement d'Abeille, secrétaire de la société. Il prétendit alors que la société ne servait à rien, qu'elle se réduisait en fait à La Chalotais, Abeille et Thébault, le mathématicien dont le cours était subventionné par les Etats. (D'Aig. au cont. gén. 10 juillet 1761, Arch. Nat. H 461). Les relations d'Abeille avec La Chalotais expliquent évidemment le revirement du commandant en chef.

Pontchrist, et aux travaux des cathédrales de Dol et de Rennes (32). En 1739, ils votèrent 10.000 l. pour le nivellement des eaux de la province, travail proposé par Abeille pour la préparation d'un projet de canaux. En 1740, ils accordèrent 40.000 l. pour l'approfondissement de la Loire à Nantes, 40.000 l. pour le port de Redon, 10.000 l. pour les quais de Landerneau, 30.000 l. pour la cathédrale de Rennes et 12.000 l. pour l'hôpital de Saint-Malo, soit en tout 122.000 l. Ils n'avaient encore jamais fait d'effort comparable. Mais aucune dépense de travaux ne figura plus à leur état de fonds jusqu'en 1750, sans doute à cause de la guerre.

De 1750 à 1768, les dépenses de cette nature ne tombèrent qu'une fois au-dessous de 100.000 l., en 1764, où elles se réduisirent à une somme de 40.000 l. pour la construction du palais de la Chambre des Comptes à Nantes. En 1768, elles s'élevèrent jusqu'à 208.500 l. (33). Les travaux des ports en absorbent ordinairement la plus forte part. Mais il faut encore compter : en 1754, 50.000 l. pour la cathédrale de Rennes ; en 1760, 34.400 l. pour la construction du cours Saint-Pierre à Nantes ; 40.000 l. pour celle du Palais de la Chambre des Comptes, dans chacune des tenues de 1762, 1766 et 1768, et 20.000 l. pour le même objet, dans celle de 1768. On consacra 40.000 l. à l'approfondissement de la Loire à Nantes dans tous les états de fonds, de 1750 à 1756 (33 bis). On relève plusieurs subventions à

(32) Pour le pont de Pirmil, ils accordèrent 80.900 l. en 1685, 50.000 l. en 1713 et 30.000 l. en 1720 (total 160.900 l.) ; pour la cathédrale de Rennes 10.000 l. en 1720, 30.000 l. en 1732, 30.000 l. en 1740 et 50.000 l. en 1750 (total 120.000 l.) ; pour celle de Dol, 15.000 l. en 1697 et 8.000 l. en 1701 ; pour le Pontchrist, 10.000 l. en 1730 ; pour les hôpitaux de Morlaix, 30.000 l. en 1732. Par ailleurs, avant 1740, nous n'avons à noter que 14.809 l. en 1685, pour les ponts de Nantes et d'Hennebent ; 2.000 l. en 1707, pour le fanal du cap Fréhel ; 12.000 l. en 1713, pour les salines du Croisic ; 5.000 l. en 1730, pour le port de Pontrieux et 10.000 l., la même année, pour le nivellement des eaux de la province.

(33) En 1759, 150.000 l. dont 30.000 pour le collège de Kergus, 50.000 l. pour la cathédrale de Rennes, et 10.000 l. pour le « gros horloge » de la même ville. En 1752, 125.000 l., principalement pour les ports, et 25.000 l. pour le collège de Kergus. En 1754, 156.000 l., dont 15.000 pour la couverture du manège de Rennes, 50.000 l. pour le collège de Kergus, 50.000 l. pour la cathédrale de Rennes et 15.000 l. pour l'église Saint-Sauveur de la même ville. En 1756, 124.000 l., principalement pour les ports. En 1759, 179.000 l. pour les ports également. En 1760, 208.400 l., dont 104.000 l. pour les ports. En 1762, 165.200 l. dont 40.000 l. pour la Chambre des Comptes. En 1764, 40.000 l. pour ce dernier objet. En 1766, 175.000 l. En 1768, 108.500 l.

(33 bis) Cf. PAUL JEULIN, *L'évolution du port de Nantes*, pp. 163-170.

des villes pour leurs « fontaines » (34). En 1768, on en trouve une de 6.000 l. à la ville de St-Brieuc pour ses « lanternes ». Pour la construction du collège de Kergus, à Rennes, on vota 30.000 l. en 1750, 25.000 l. en 1752 et 50.000 l. en 1754.

En 1770 et 1772, les Etats ne votèrent absolument rien pour les travaux publics. En 1774 et 1776 ils accordèrent deux fois 2.000 l. pour des travaux de protection contre les sables de la côte du Léon, 15.000 l. et 35.000 l. pour l'achèvement du Palais de la Chambre des Comptes; en 1780, 30.000 l. pour la couverture du manège à Rennes et 50.000 l. pour la route de Rennes à Vitré; en 1782, enfin, 200.000 l. pour les banlieues des villes. Rien en 1778, ni en 1784. En 1786, nous relevons 21.200 l. pour les ports et 12.000 l. pour des aménagements au collège de Kergus. De sacrifices réguliers et importants, somme toute, les Etats n'en consentirent guère que de 1750 à 1768, jusqu'au vote des deux emprunts de un million chacun, décidés en 1784 et 1786, pour l'aménagement de la Vilaine et les besoins de la Commission de la Navigation intérieure.

2° Les dépenses relatives à l'*assistance* ne furent longtemps représentées que par les aumônes faites à quelques couvents et hôpitaux, et à la « pauvre noblesse, à l'occasion de la tenue. Prélevées, jusqu'en 1722, sur les 48.000 l. du chapitre 15 de la dépense ordinaire, elles furent, depuis lors, inscrites dans la dépense extraordinaire (35). Les dons aux couvents ne dépassèrent pas, le plus souvent, 1.500 ou 1.800 l. (36). Mais, à partir de 1738, nous relevons parfois des subventions assez importantes à des hôpitaux, puis, à partir de 1752, des secours à des localités ou à des régions sinistrées. De 1738 à 1786, 12 états de fonds sur 25 comportent des dépenses pour l'un ou l'autre de ces deux objets; comme pour les travaux publics, c'est de 1752 à 1766 que les Etats se montrèrent le plus généreux. Les sommes votées n'ont jamais, du reste, dépassé, au total, 50.000 l. sauf en 1758 (15.000 l. pour les hôpitaux et

(34) Rennes reçut pour ses fontaines 20.000 l. en 1760, 12.000 en 1762 et 10.000 l. en 1766.

(35) Au chapitre 15, continuèrent de figurer 1200 l. pour les pauvres de la ville où se tenaient les Etats, et 6.000 l. pour la pauvre noblesse.

(36) En 1786, ne figurent plus depuis longtemps que 300 l. pour les Clarisses de Dinan, autant pour celles de Nantes et autant pour les Capucins de la ville où se tenaient les Etats. Il faut ajouter qu'à partir de 1752 on accorda régulièrement une subvention aux sœurs de la Charité de Rennes (1.000 l. d'abord, puis 1.200 l. puis, à partir de 1782, 2.400 l.)

60.000 l. aux paroisses ravagées par les Anglais) et en 1760 (39.000 l. à des paroisses ravagées par les intempéries, 33.000 l. à divers hôpitaux, 1.200 l. de blé aux habitants de l'île de Sein) (37). Les secours accordés par les Etats n'empêchaient pas qu'on recourût d'autre part au roi qui donna ainsi 150.000 l. de 1778 à 1780 (38).

3° Nous pouvons rapprocher des dépenses de cette catégorie celles qui intéressaient la *santé publique*, peu de chose somme toute : 1°) 4.000 l. tous les deux ans, depuis 1748, pour l'école de chirurgie instituée cette année-là à Rennes, et autant, depuis 1760, pour celle de Nantes, à quoi l'on peut ajouter 6.400 l., en 1782, pour la construction d'un amphithéâtre à l'Ecole de Rennes; 2°) 2.000 l. pour deux ans, depuis 1764, pour le cours d'accouchement créé à Rennes par Brionne, subvention réduite à 1.000 l. à partir de 1770; mais, à partir de 1768, 2.000 l. furent en outre votées pour le cours d'accouchement fait par Dubois dans différentes parties de la province; 3°) De rares indemnités à des médecins et chirurgiens pour leurs services lors d'épidémies (en 1758, 1.535 l. à des médecins et chirurgiens de Quimper; en 1762, 1.000 l. à divers médecins; en 1784, 2 bourses de jetons à un médecin de Josselin et à un chirurgien de Nantes) (39).

4° Un petit nombre d'établissements d'*enseignement* bénéficièrent de la générosité des Etats. Nous avons mentionné ail-

(37) Parmi les plus fortes indemnités, notons : 50.000 l. aux incendiés de Forçères, en 1752, et 25.000 l. aux mêmes en 1754; en 1758, 60.000 l. aux paroisses ravagées par les Anglais; en 1760, 10.000 l. à des paroisses victimes d'intempéries et 30.000 l. à la ville de Saint-Malo; en 1762, 50.000 l. à diverses localités sinistrées; en 1766, 30.000 l. pour la rédemption de captifs au Maroc; en 1782, 33.000 l. à diverses localités sinistrées et 6.000 l. à des paroisses éprouvées par la famine.

(38) En 1780, le gouvernement se plaint justement des sacrifices auxquels la parcimonie des Etats l'oblige, et il invite les commissaires du roi à faire faire par ceux-ci un fonds de 100.000 l. Mais les Etats ne votèrent en tout que 16.400 l.

(39) Sur l'état déplorable de la santé et de l'hygiène publiques en Bretagne, voir A. DUPUY, *Les épidémies en Bretagne au XVIII^e s.* Cet auteur fait ressortir les difficultés qu'opposaient à une action efficace des autorités l'ignorance et la misère des populations, surtout dans les campagnes. Les principaux efforts pour remédier à la pénurie de médecins et, surtout, de sages-femmes instruites vinrent des intendants; eux seuls tentèrent d'organiser la lutte contre les épidémies. Les Etats ne firent, somme toute, qu'aider par leurs subventions le fonctionnement d'écoles et de cours dont l'initiative avait été prise par quelques médecins et chirurgiens. Les subventions ordinaires des médecins d'épidémies étaient fournies par le pouvoir royal.

leurs les sommes importantes qu'ils dépensèrent de 1685 à 1713 pour le séminaire de la Marine à Brest, car ce furent là des dépenses imposées par le pouvoir royal. Mais ils témoignèrent toujours d'une grande sollicitude pour le collège fondé à Rennes pour l'éducation gratuite de jeunes gentilshommes pauvres. Né de l'initiative prise en 1740 par l'abbé de Kergu qui demanda, en vain, cette année là et en 1742, un subside des Etats, cet établissement avait été approuvé par le roi sous la double condition d'être doté de fondations suffisantes et d'avoir des règlements approuvés par les Etats. Ceux-ci votèrent d'abord, en 1750, 1752 et 1754, volontiers, semble-t-il, et non pour répondre à l'invitation du roi, les fonds nécessaires à la construction du collège, appelé depuis hôtel de de Kergu, du nom de son fondateur (40) ; puis, ils y fondèrent neuf places d'élèves en 1756 et neuf autres en 1760. Comme les élèves sortants ne trouvèrent pas aisément, dans les premiers temps, d'emplois militaires, les Etats s'occupèrent d'en obtenir pour eux. A partir de 1770, ils attribuèrent une pension de 200 l. pendant onze ans, à tout élève entré dans l'armée; le montant de ces pensions fut porté à 300 l. en 1782 (41). C'est le seul établissement en faveur duquel, pendant longtemps, on relève une dépense vraiment considérable. A partir de 1778, les Etats votèrent régulièrement 4.000 l. pour l'entretien de pensionnaires à l'hôtel des demoiselles nobles (42), fondé à Rennes sur l'initiative encore de l'abbé de Kergu et avec l'appui de l'évêque Bareau de Girac, et, signe des temps, 3.000 l. pour des bourses en faveur de jeunes gens du tiers-état dans les collèges de la province. De 1778 à 1786, on consacra à l'augmentation des fonds des deux pensionnats nobles et de celui des bourses du tiers les sommes devenues disponibles par la suspension des députations en cour, par la renonciation de Necker et de ses successeurs à leurs gratifications et par l'abandon que fit la comtesse de Montmorin, en 1784, de

(40) 30.000 l. en 1750, 25.000 l. en 1752, 50.000 l. en 1754, sommes auxquelles s'ajoutèrent 10.000 l. en 1766, 12.000 en 1786, pour clôtures et agrandissements, et 12.000 l. en 1784, pour « besoins pressants ». Sur l'abbé de Kergu et son œuvre, voir GUILLOTIN DE CORSON. *L'abbé de Kergu, sa famille, sa fortune, ses œuvres*.

(41) Arch. d'I.-et-V. C 3714. Il fut fondé à Kergu, en sus des places des Etats, une dizaine d'autres places par des particuliers.

(42) Dans la Maison de l'Enfant-Jésus (aujourd'hui couvent de l'Adoration, rue d'Antrain).

30.000 l. destinées à lui faire présent d'un diamant (43). Ce sont les témoignages d'intérêt les plus éclatants que les États aient donné à des œuvres d'enseignement.

À côté de ces gros articles, nous n'avons à citer que les subventions accordées au manège d'équitation de Rennes, à quelques écoles de dessin (quatre au plus) et au cours gratuit de mathématiques créé à Rennes par le professeur Thébault. C'est le manège d'équitation qui était le plus largement doté; ses directeurs successifs, les Duchêne oncle et neveu, reçurent régulièrement 1.000 l. par an à partir de 1743 et 1.500 l. à partir de 1785; on vota en outre, à trois reprises, des sommes importantes pour la construction d'un manège couvert (44). Les maîtres de dessin ne reçurent jamais que 500 l. par an chacun. Celui de Rennes et celui de Nantes furent régulièrement appointés de 1756 à 1789, sauf pendant la période des économies (de 1771 à 1774 pour le premier, et de 1771 à 1776 pour le second). On n'en rétribua un, à Saint-Malo, que de 1761 à 1770, et un autre, à Lorient, que de 1767 à 1770. À partir de 1778, on vota 400 l. puis 600 l. de prix à distribuer aux élèves des écoles de Rennes et de Nantes (45). Le mathématicien Thébault reçut 1.000 l. dans chaque tenue à partir de 1754; lui aussi eut son traitement supprimé de 1770 à 1773. Un second professeur de mathématiques, Provot, reçut 600 l. en 1756. On peut ajouter qu'un maître d'armes de Rennes se vit voter 400 l. en 1752, 600 l. en 1754 et autant en 1756, et que les frères de la Doctrine chrétienne de Rennes furent gratifiés de 1.000 l. dans chacune des tenues de 1752 et de 1754.

(43) Le fonds des députations en cour s'élevait à 30.000 l. par tenue. On attribua 15.000 l. à Kergu, 15.000 l. aux Demoiselles nobles et 9.000 l. aux bourses du tiers. La gratification de l'intendant du commerce fournit 3.000 l. par tenue, qui furent réparties par portions égales entre les trois fonds, de même que les 30.000 l. de la comtesse de Montmorin. En 1784, on créa, d'autre part, 7 nouvelles places à Kergu. Le tiers reçut en tout, la même année, 14.000 l. pour ses boursiers; de même, en 1786.

Dans ses cahiers de doléances, en 1789, le tiers-état proteste souvent contre les sacrifices consentis par les États pour l'éducation des jeunes gentilshommes.

(44) Duchêne (l'oncle qui mourut en 1776) ne put obtenir l'emploi des 15.000 l. votées en 1754, ni des 5.000 l. votées en 1760. Son neveu, plus heureux, vit enfin édifier le manège, si longtemps réclamé, au moyen des 20.000 l. votées en 1780. La ville de Rennes fit don de l'emplacement des Champs Elysées, près du Mail. (Arch. d'I.-et-V. C 3714).

(45) Sur les écoles de dessin, voir l'étude de A. LESORT, *Les États de Bretagne et l'enseignement du dessin au XVIII^e s.*, Paris, 1911, 20 p. (extr. des *Comptes rendus des Sociétés des Beaux-Arts des départements*).

5° Les Etats subventionnèrent quelques *travaux scientifiques*. Leur première dépense de cette espèce fut celle des 20.000 l. accordées aux Bénédictins, en 1705, pour la publication de l'*Histoire de Bretagne* entreprise par Audren de Kerdrel et menée à bien par Dom Lobineau. Celui-ci fut ensuite gratifié d'une pension annuelle de 300 l., pour lui permettre le séjour à Paris nécessaire au grand travail de recherche et de rassemblement de la seconde série de mémoires et preuves dont la publication devait compléter son histoire. Malgré l'acharnement avec lequel les Rohan, furieux de ce qu'il eût détruit la légende de Conan Mériadec et, par là même, celle de leur ascendance royale, s'efforcèrent de lui faire perdre l'appui des Etats, il conserva sa pension jusqu'à sa mort, en 1727. C'est alors, seulement, que les Rohan purent faire adopter par les Etats leur propre historiographe, Dom Morice. Celui-ci fit paraître, aux frais de la province, les deux tomes d'une nouvelle *Histoire de Bretagne* (achevée par Dom Taillandier) et trois tomes de Preuves dont les matériaux avaient été en réalité préparés par Dom Lobineau. Il en coûta au budget des Etats 24.700 l. (46). On peut rapprocher de cette dépense celle des 10.000 l. accordées, en 1754, à l'abbé de Pontbriand pour le dépouillement des anciens procès-verbaux des Etats, travail auquel nous devons le vaste mémoire inachevé que cet auteur nous a laissé.

En 1720, les Etats votèrent 8.000 l. pour la préparation d'une carte de la province. En 1724, trois libraires associés pour la publication d'une *Vie des Saints de Bretagne* reçurent 300 l. En 1736, on accorda 1.000 l. au P. Grégoire de Rostrenen pour l'impression de 1.000 exemplaires de sa *Grammaire bretonne* ;

(46) Les 20.000 l. de 1705 avaient servi à payer les frais d'impression des 500 exemplaires de l'histoire de Dom Lobineau. De 1742 à 1750 inclusivement, les Etats votèrent 3.300 l. par tenue pour 300 exemplaires des Preuves et le premier tome de l'histoire de Dom Morice (mort en 1750), plus 900 l. en deux fois pour la reliure, puis, en 1754 et 1756, 3.300 l. pour le second tome de l'histoire, œuvre de Dom Taillandier ; enfin 600 l. en 1754, pour frais de reliure. (Arch d'I.-et-V. C 3715). Sur la préparation de l'œuvre de Dom Lobineau et les difficultés que lui suscitèrent les Rohan, voir A. DE LA BORDERIE, *Correspondance historique des Bénédictins bretons*. Après la mort de l'historien, le procureur syndic, M. de Bédée, tout dévoué aux Rohan, procéda à l'inventaire de ses papiers dans des conditions dont l'irrégularité provoqua de vifs incidents aux Etats et valurent un blâme formel au procureur syndic. L'assemblée témoigna d'un intérêt indubitable pour l'entreprise de l'*Histoire de Bretagne*, et la remarquable valeur de l'œuvre de Dom Lobineau fut comprise par un assez grand nombre d'admirateurs influents pour que les Rohan fussent tenus en échec.

et l'on vota 7.200 l., en 1750, pour celle du *Dictionnaire breton* de Dom Le Pelletier. En 1748, Le Roy, pour la gravure d'une carte de Bretagne, reçut 10.000 l. Ogée obtint 2.400 l., en 1768, pour son *Atlas itinéraire* de la province, et 4.000 l., en 1772, pour 500 exemplaires de sa carte. Les Etats votèrent 40.000 l., en 1781, pour les travaux de la carte de Cassini qui furent effectivement commencés, aussitôt après, dans la province; mais cette somme ne figure pas à l'état de fonds (47). Il reste enfin à citer une subvention de 600 l., en 1774, à Girard, avocat, « auteur d'un traité », et deux bourses de jetons accordées, l'une en 1760, l'autre en 1782, à des médecins botanistes de Nantes.

6° Pendant une vingtaine d'années, de 1748 à 1768, les Etats votèrent des sommes parfois importantes pour encouragement à l'agriculture et à l'industrie. Ce genre de subsides apparaît donc avant l'institution de la Société d'Agriculture. Avant 1748, on relève déjà des crédits pour la création et l'entretien de plantations de mûriers, 2.672 l. en 1744, et 1.910 l. en 1746. Mais il s'agit là de fonds faits sur l'invitation du pouvoir royal. Les Etats les votèrent d'ailleurs volontiers, en se contentant de réclamer, pour la Commission intermédiaire, l'emploi de ces fonds et la distribution des plants, satisfaction qui leur fut accordée en 1756. Le même article figura dans tous leurs budgets jusqu'en 1760, sauf en 1756 (48).

En 1748, nous rencontrons le premier subside à un établissement industriel et le plus considérable qui fut jamais accordé, une avance de 62.100 l. pour vingt ans, sans intérêts, à M. Pinezon du Sel des Monts, gentilhomme de l'évêché de Rennes, pour la manufacture de cotonnades qu'il avait établie dans cette ville trois ans plus tôt. Le même reçut encore 6.000 l. en 1752, 6.292 l. en 1756 et 2.591 l. en 1758; ces deux dernières sommes pour primes de fabrication, à raison de 10 s. par pièce de 10 aunes. Du Sel des Monts dut le cautionnement et l'avance votés en 1746 et 1748 à l'appui du duc de Penthièvre, puis du maréchal de la Fare, commandant en chef. Le tiers lui fut

(47) On avait prévu une dépense de 60.000 l. pour la carte de Le Roy, mais 10.000 l. seulement furent votées. Pour celle de Cassini, 20.000 l. au moins furent avancées au cours des travaux. (Arch. d'I.-et-V. C 4922-4927). Elles furent prises sur le fonds des grands chemins, ce qui explique qu'elles ne figurent pas à l'état de fonds.

(48) En 1750, 1360 l.; en 1752 et en 1754, autant; en 1758, 4324 l. et en 1760, 1760 l. (Arch. d'I.-et-V. C 3914).

très hostile et la noblesse ne le soutint que mollement. Baillon et le trésorier La Boëssière s'opposèrent tant qu'ils purent à l'octroi du cautionnement demandé en 1746. Les Etats, somme toute, ne firent qu'obéir à une invitation du pouvoir royal. Cependant l'entreprise de Pinczon du Sel présentait, au point de vue social aussi bien qu'au point de vue économique, un grand intérêt et elle paraissait en voie de réussite lorsque le succès en fut compromis par la reprise de la guerre avec l'Angleterre, en 1756 (49).

En 1752, on donna 15.000 l. à M. de Correc « en dédommagement pour ses études relatives à la culture et aux défrichements ». Ces libéralités annonçaient la politique d'encouragement à laquelle allait présider, à partir de 1757, la Société d'Agriculture, du Commerce et des Arts. Celle-ci figura dès lors au budget des Etats pour ses frais d'administration, loyer de son local, appointements et frais de son secrétaire (en tout, de 6.000 à 8.000 l. par tenue). C'est aux frais des Etats que furent imprimés ses deux *Corps d'observations*, en 1762 et en 1772. Conformément au programme qu'elle dressa, les Etats votèrent les dépenses suivantes : 1° les frais des cours de dessin mentionnés plus haut ; 2° des prix aux meilleures filieuses (300 l. par évêché, soit 2.700 l. dans chaque tenue, de 1758 à 1768) ; 3° l'achat de graine de lin de Riga et de Zélande (6.000 l. en 1757) ainsi que de graine de trèfle (3.000 l. en 1758, 1760 et 1762, mais rayées, chaque fois, par l'arrêt du conseil appratif de l'état de fonds) ; 4° des récompenses pour la découverte de mines et de carrières de diverses sortes, pour la fabrication de meilleures farines et la formation d'apprentis suivant de nouvelles méthodes (mais il ne se trouva de sujet pour en mériter aucune) ; 5° l'achat, en 1758, de 54 taureaux du Poitou (2.700 l.) et de 108 béliers (1.620 l.) ; 6° des primes

(49) M. H. Sée a bien montré ce qu'il y avait d'original dans les idées de Pinczon du Sel (*Pinczon du Sel des Monts et la Manufacture de cotonnades de Rennes*, Bulletin du Comité des travaux historiques XI, 1925, p. 1-38). Le gentilhomme rennais voulait combattre le préjugé qui écartait la noblesse des entreprises industrielles et sa manufacture fut conduite avec méthode et compétence. Il exposa ses idées dans un ouvrage qu'il dédia aux Etats, ses *Considérations sur le commerce de Bretagne*. Elles parurent en 1756, la même année que *La Noblesse commerçante* de l'abbé Coyer et furent écrites avant que leur auteur eût connu ce dernier ouvrage. Sur l'attitude des Etats à son égard, en 1746 et 1748, voir la correspondance du maréchal de la Fare, 24 et 26 nov. 1748. (Arch. Nat. H 314). La Société d'Agriculture, pour laquelle les Etats le désignèrent, lui fut du moins favorable. (*Corps d'observations de 1757-1758*).

pour certaines fabrications dans la manufacture de Pinczon du Sel et pour la fabrication de chapeaux de castor. Sur l'avis conforme et sous le contrôle de la société, des industriels reçurent des subsides à titre de prêt, de prime ou de récompense. Nous relevons ainsi, en 1758, un prêt de 10.000 l. remboursables en dix ans, sans intérêts, à Mac Aulif pour sa manufacture « d'étoffes de laine d'Angleterre », à Rennes; le même reçut encore 1.200 l. en 1760 et 257 l. en 1762. En 1768, un prêt de 12.000 l., aux mêmes conditions, fut consenti à la manufacture de faïence de Rennes et un autre, de 3.000 l., à Bouétard de la Fouche, de Tréguier, pour sa manufacture de toiles peintes. Un fabricant de couvertures de laine, à Quimper, avait reçu 1.600 l. en 1757. Par ailleurs, on peut encore citer cinq subventions de 100 à 600 l. à divers fabricants ou artisans. Il faut enfin signaler que c'est sur la proposition de la société que les Etats prirent à leur charge, à partir de 1757, les appointements des inspecteurs des manufactures jusqu'alors imposés sur les marchands et fabricants de la province (4.200 l. par an).

En 1770, toutes les dépenses de cette catégorie disparurent de l'état de fonds; celles d'un cours de dessin et des appointements des inspecteurs des manufactures reparurent seules en 1772. Quant aux encouragements à l'industrie, c'est en exécution d'une ancienne promesse faite en 1757 que la manufacture de chapeaux fondée à Rennes par Antheaume, en 1776, reçut, de 1780 à 1784, 2.692 l. de primes, à raison de 4 ou de 2 s. par chapeau suivant la qualité (50). Après quoi, il reste à citer, en 1784, une récompense de 300 l. à un teinturier de Rennes et une autre de 400 l. à un certain Pinczon, auteur d'un *Manuel du laboureur breton*; en 1786, un prêt de 12.000 l. au maire de Rhuys, Le Quinio, pour une plantation de mûriers; un autre de 3.000 l. à un sieur Saget, pour une manufacture de savon, et un don de 1.000 l. à un fabricant de b'scuit de mer à Saint-Servan. Dans cette dernière tenue, on refusa 284.000 l. de prêts demandés par trois industriels, et la majorité de la noblesse, soutenue par le clergé, s'opposa au rétablissement d'une société d'agriculture proposé par la Commission intermédiaire et voté par le tiers (51).

Avec ces dépenses nous mentionnerons le prix de l'abonnement conclu, en 1722, avec la Chambre des Comptes pour la

(50) H. Sée, *Hat Manufacturing in Rennes, 1776-1789...* (Extrait du *Journal of Economic and Business History*, t. I, 1929).

(51) 4 déc. 1786, Arch. Nat. H 417.

prise en charge par les Etats des épices dues pour les aveux et hommages des vassaux du roi (15.800 l. dans chaque tenue).

Nous rappellerons, pour finir, qu'à deux reprises les Etats inscrivirent, dans leur dépense extraordinaire, des sommes considérables pour l'érection de *statues au monarque* : une première fois 175.000 l. (52) environ, sur la proposition du duc de Chaulnes, pour une statue équestre de Louis XIV qui, après bien des vicissitudes, fut enfin érigée en 1726 sur la place du Palais, à Rennes ; une seconde fois 408.000 l. (53) pour la statue de Louis XV, placée, à Rennes encore, dans la niche du pavillon central de l'Hôtel de Ville.

*
**

De cet examen du budget des Etats, il ressort d'abord que la majeure partie des sommes levées par eux était versée au trésor royal pour les besoins généraux de la monarchie. C'était, d'abord, la totalité du produit des impositions directes abonnées, sauf les remises accordées par le roi pour l'amortissement des dettes de la province. Avec les frais de régie, ce premier article formait, dans le dernier état de fonds arrêté par les Etats, dans leur tenue de 1786-1787, un total de 9.644.000 l. (54) pour l'ensemble des deux années 1787 et 1788, déduction faite de 1.400.000 l. de remises.

C'étaient ensuite les subsides prélevés sur le produit des impôts perçus par les Etats pour leur propre compte. Le total, pour les mêmes années, en atteignait 6.250.000 l. (55).

(52) 136.200 l. dans les états de fonds de 1687, 1689 et 1691, 10.015 l. en 1715 et 5.000 l. en 1724. Cette statue était l'œuvre de Coysevox. Voir B. Pocquet, *Les Aventures d'une statue*. (Mémoires de la Soc. d'Hist. et d'Arch. de Bret. t. I et II).

(53) De 1744 à 1754. Cette somme comprend 50.000 l. de gratifications au sculpteur Lemoyne, 39.708 l. pour la frappe de médailles commémoratives, 46.219 l. pour frais de transport et de dépose, et 36.179 l. pour frais de dédicace. Restent 236.000 l. environ pour les trois statues du groupe (en bronze) et les accessoires.

(54) Nous comprenons dans cette somme les 1.100.000 l. de l'impôt du casernement, non versées au trésor royal, mais intégralement employées pour le service du casernement et l'amortissement des emprunts antérieurement contractés pour le même objet. Notons qu'en 1787 et 1788 on ne leva pas l'impôt de la milice garde-côtes. Pour le détail des impôts abonnées de cet exercice, cf. *supra*.

(55) Don gratuit.	2.000.000 l.
Secours extraordinaire.	1.800.000 l.
Impôt et billot.	1.800.000 l.
Anciens droits sur les boissons.	650.000 l.

Or, dans le même état de fonds, les Etats évaluaient le produit de ces impôts, devoirs, impôt et billet, autres droits sur les boissons (avec les sols additionnels), fouages extraordinaires et droits attachés aux offices sur les fouages, à 11.797.000 l. (56). Il leur restait donc 5.547.000 l. pour faire face à leurs propres dépenses et à celles que le roi mettait à leur charge.

Mais plus de la moitié de cette somme (soit 2.860.000 l. environ) était prise par le service de leurs emprunts. Ces emprunts ayant été contractés, le plus souvent, pour racheter la province de la levée des certains impôts ou de la vente d'offices, on peut considérer le montant de leurs arrérages comme une charge résultant des exigences royales. Il n'y aurait guère à en déduire que les 200.000 l. servant à payer les intérêts des deux emprunts d'un million chacun, ordonnés, en 1785 et en 1787, pour les travaux de la navigation intérieure. Sur les 2.687.000 l. restant disponibles, 1.838.000 l. étaient absorbées par les services publics dont les frais étaient partiellement ou totalement mis à la charge des Etats et par les autres dépenses qui leur étaient imposées : services des grands chemins, des étapes, des charrois militaires, des haras, des dépôts de mendicité, gages de la maréchaussée et du Parlement, traitement des officiers généraux, indemnités à l'intendant, aux députés du commerce et aux maîtres de poste, droits d'amirauté du duc de Penthièvre, gratifications aux généraux de finances et à la cour (57).

(56) Femme des devoirs (avec l'impôt et billet et les anciens droits sur les boissons) ..	7.790.000 l.
Fouages extraordinaires.	856.000 l.
Droits sur les offices de fouages.....	632.000 l.
Gages des offices réunis aux Etats.....	28.942 l.
Droits rétablis sur les boissons, perçus en régie.	360.000 l.
Sols additionnels.	1.900.000 l.
Excédent sur le produit des sols additionnels, pour 1785 et 1786.....	230.000 l.
	11.796.942 l.

(57) Pour l'exercice 1787-1788 nous relevons les chiffres suivants :	
Grands chemins.	600.000 l.
Étapes.	192.000 l.
Charrois militaires.	40.000 l.
Haras.	200.000 l.
Dépôts de mendicité.....	100.000 l.
Maréchaussée.	117.808 l.
Maîtres de poste.....	61.275 l.

Les frais d'administration des Etats et de la Commission intermédiaire formaient un total de 490.000 l. environ, dont 190.000 l. pour les gages du trésorier, 80.100 l. pour ceux de leurs autres officiers, 60.000 l. pour les rentes dues aux acquéreurs des charges de receveurs des fouages et 92.000 pour frais de confection de leurs comptes et de leur reddition à la Chambre de Nantes.

Les députations à la cour et à la Chambre des Comptes coûtaient 50.000 l.

Les frais de la tenue s'élevaient à 190.000 l. environ, dont 110.000 l. de gratifications au commandant en chef et à sa femme et aux présidents des ordres, et 40.000 l. distribuées entre les assistants des trois ordres. Les frais d'aménagement de la salle des Etats et autres dépenses du héraut n'atteignaient pas 10.000 l.

Le montant des pensions et gratifications accordées, à divers titres, à d'autres personnages que les officiers et commis des Etats, le commandant en chef et les présidents des ordres, dépassait 19.600 l. pour 49 pensions militaires et 30.000 l. pour les pensions de 100 à 400 l. distribuées par le gouverneur de la province. Les aumônes prévues dans la dépense ordinaire s'élevaient à 22.200 l., dont 6.000 l. pour la « pauvre noblesse », 9.000 l. à la disposition des évêques et 6.000 l. à la disposition du gouverneur.

Les disponibilités des Etats se trouvaient ainsi absorbées sans que nous ayons fait entrer en compte les 200.000 l. de dépenses diverses engagées sur leur propre initiative. De ces 200.000 l., 70.000 allaient à l'hôtel de Kergu et à ses anciens élèves, 12.000 à des boursiers du tiers, 21.200 à des travaux publics, 15.000 à un planteur de mûriers et à un industriel, 6.000 à divers hôpitaux, 7.200 à des sinistrés. Le déficit de 200.000 l. qui apparaissait ainsi, augmenté encore de près de

Gages du Parlement.....	161.000 l.
Députés du Commerce.....	12.000 l.
Intendant.	8.000 l.
Droits d'amirauté.	30.000 l.
Officiers généraux.	263.000 l.
Généraux de finance.....	21.000 l.
Gratifications à la cour.....	32.300 l.
Total.....	1.838.383 l.

Il faut remarquer que les crédits pour les grands chemins et les haras furent, pour cet exercice-là, exceptionnellement élevés.

32.000 l. d'avances à rembourser au trésorier et de 15.000 l. pour frais du second emprunt de la Navigation intérieure, n'était pas totalement couvert par un excédent de 75.000 l. sur le compte des hors fonds de l'exercice précédent et diverses recettes accessoires montant à 20.000 l. environ. L'équilibre n'était réalisé que grâce à la remise de 400.000 l. régulièrement faite par le roi, depuis 1778, sur le produit des impôts abonnés. Autrement, il aurait fallu recourir à l'emprunt.

L'initiative des Etats n'était pas, à la vérité, strictement limitée aux dépenses que nous avons comprises dans la dernière catégorie et dont le total, 200.000 l. pour deux ans, peut sembler dérisoire. Il faudrait ajouter à cette somme les 200.000 l. d'intérêts à payer sur les emprunts de la Navigation intérieure, les frais du second de ces emprunts (15.000 l.), la dépense des haras, celle des charrois militaires et même celle des grands chemins. Avec les frais de leur administration, de leur tenue et des députations en cour et à la Chambre des Comptes, c'était, pour 1787 et 1788, une dépense totale de deux millions, égale au sixième du produit de leurs propres impôts, dont la quotité et l'aménagement dépendaient de leur propre décision. Jusqu'à la fin, sans doute, ils sont demeurés rebelles à la création, pour leur compte, de tout impôt nouveau, peu disposés à accroître le chiffre de leurs dépenses et fidèles au principe fondamental de leur politique qui était de s'opposer à toute nouvelle charge pour la province. Mais, en réclamant l'emploi des fonds qu'ils votaient, ils assumaient la responsabilité des services publics dont ils obtenaient ainsi la gestion et ils furent amenés à consentir, pour quelques-uns au moins, d'assez lourds sacrifices. Par là, leur budget finit par prendre, dans une certaine mesure, le caractère d'un budget d'intérêt régional. Mais, par dessus tout, il conserva celui d'un budget aristocratique, voté par une assemblée que dominait la noblesse et qui considérait d'abord, comme dignes de sa sollicitude et de ses égards, les gentilshommes et les hauts personnages de ses tenues. La distribution des pensions et des gratifications et les sacrifices faits pour l'hôtel de Kergu et ses anciens pensionnaires sont, à cet égard, significatifs.

Il serait intéressant de rapprocher, des sommes inscrites au budget des Etats, celles que le roi dépensait de son côté dans la province. Il est malheureusement impossible de connaître exactement celles-ci, hormis celles que lui coûtaient les tenues des Etats. On peut seulement constater que plusieurs des services publics les plus importants étaient entièrement à la charge des Etats; c'était le cas pour le service des grands chemins, de la navigation intérieure et des haras. Le roi ne prit à son compte l'excédent de la dépense des étapes, au-delà des 192.000 l. votées par les Etats, qu'à partir de 1783. S'il avait pris à son compte l'excédent de la dépense du casernement à partir de 1773, c'était à la condition que les Etats portassent l'imposition annuelle pour cet objet à 550.000 l., chiffre toujours supérieur à la dépense en temps de paix. Nous ne relevons de contribution de sa part pour la construction ou la réparation de routes qu'en 1781 (50.000 l. pour les banlieues de Dinan) et en 1787 (135.000 l. pour la route de Vitré à Brest). Il a plus souvent accordé des secours aux victimes de calamités, mais en s'efforçant, depuis 1735, d'amener les Etats à y pourvoir eux-mêmes exclusivement. On peut considérer qu'il se déchargeait sur la province de la plus forte partie des dépenses militaires, de la quasi-totalité de celles des travaux publics, de la totalité de celle des haras et d'une part importante de celles des dépôts de mendicité, de la maréchaussée, de la poste aux chevaux et des gages du Parlement. Mais il est à remarquer que les tenues des Etats lui coûtèrent, à partir de 1750, plus cher qu'à eux-mêmes.

A l'occasion de chacune, en effet, il versait de fortes sommes à son premier commissaire et à l'intendant, ainsi qu'aux présidents des ordres, dépense encore accrue par une distribution de gratifications et de pensions. C'est que ses commissaires et les présidents avaient des frais considérables, le premier commissaire surtout, qui devait, non seulement avoir un train de maison en rapport avec sa qualité, mais aussi tenir table ouverte pour les membres de l'assemblée. Les présidents et l'intendant lui-même avaient également leurs « tables » ; il n'était personne aux Etats qui ne pût se faire héberger pendant toute la durée de la session. Les plus larges et les plus somptueuses réceptions étaient naturellement celles du premier commissaire et du président de la noblesse, et c'est à ces deux personnages qu'étaient allouées les plus fortes indemnités. L'usage de défrayer les présidents ne s'établit, toutefois, qu'au cours du XVIII^e siècle.

Nous ne sommes renseignés sur les dépenses de cette sorte qu'à partir de 1724 (58). Nous voyons qu'alors le premier commissaire du roi recevait une indemnité fixe de 60.000 ou de 100.000 l., suivant sa qualité, et l'intendant 12.000 l.; l'un et l'autre recevaient 3.000 l. pour les sessions extraordinaires. Mais certains commissaires s'étaient plaints de ne pas arriver à couvrir leurs frais et, à partir de 1756, le premier commissaire fut remboursé des dépenses dont il fournissait l'état. On tenait d'ailleurs compte de ce qu'il recevait des États. Son indemnité ainsi calculée s'éleva jusqu'à 502.953 l. en 1768, pour la première session tenue par le duc de Duras, et à 621.350 l. pour celle de 1774, tenue par le duc de Penthièvre. Elle dépassa le plus souvent 200.000 l. et ne s'abaissa guère au-dessous de ce chiffre que de 1778 à 1782, pour les trois tenues où furent supprimées les tables. L'intendant reçut 12.000 l. jusqu'en 1764. De 1766 à 1774, son indemnité varia d'un minimum de 15.000 l., pour la session extraordinaire de 1768, à un maximum de 50.000 pour celle de 1772. De 1776 à 1782, on lui alloua régulièrement 15.000 l. En 1784 et en 1786, Bertrand de Molleville reçut une quarantaine de mille livres.

Jusqu'en 1758, les présidents des ordres ne reçurent de gratification que par exception (59). A partir de cette date celui de la noblesse et celui du tiers en eurent toujours une. Celle du premier fut régulièrement de 60.000 ou de 40.000 l. jusqu'en 1760. Ensuite, son indemnité devint variable en raison de sa qualité et de ses dépenses (minimum 20.000 l. en 1762, maximum 150.000 l. en 1774). Comme pour le premier commissaire, on tenait compte des gratifications que lui accordaient les États. Le président du tiers reçut de 4.000 à 20.000 l., le plus souvent 12.000 (60). Celui de l'Eglise ne reçut quelque chose que pendant la période de 1762 à 1772 (minimum 12.000 l. en

(58) Nous avons un tableau détaillé des gratifications payées par le roi à ses commissaires et aux présidents des ordres, de 1726 à 1782. (Arch. Nat. H 539) et, d'autre part, un registre contenant les bons du roi, pour les mêmes gratifications et celles qui étaient accessoirement accordées (*Ibid.* H 480), le tout complété par divers dossiers et notes concernant la période 1724-1788. (*Ibid.* H 538 et 539).

(59) 20.000 l. en 1728, et 12.000 l. en 1730, au président de l'Eglise, 30.000 l. en 1746, à celui de la noblesse, et 8.000 l. en 1742 et en 1746, à celui du tiers.

(60) Dans les 20.000 l. que reçut M. de Tréverret en 1776, 1778 et 1780, étaient comprises les 12.000 l. mises à sa disposition pour récompenser la docilité de ses collègues du tiers.

1762, maximum 95.000 l. pour la session extraordinaire de 1768). Bareau de Girac, à partir de 1774, ne réclama jamais rien.

Au total, le roi dépensa ainsi de 72.000 à 157.000 l. par session ordinaire, de 1724 à 1750. Par la suite, cette dépense ne tomba que par exception au-dessous de 200.000 l. et elle s'éleva jusqu'à 510.400 l. en 1772, 705.953 l. en 1768, pour atteindre un maximum de 813.350 l. en 1774. Il en coûta cher, cette année-là, de faire tenir les Etats par le gouverneur de la province. Le rétablissement des tables, en 1784, fit remonter la dépense, un moment diminuée, à 519.634 l. puis, en 1786, à 552.300 l.

A ces gratifications principales, s'ajoutaient parfois des récompenses plus ou moins importantes pour des personnages qui avaient servi les intérêts du pouvoir royal. Mais elles furent, somme toute, assez rares (61).

Régulièrement, à partir de 1720, le roi distribua enfin, à l'occasion de chaque tenue, 33.000 l. pour droit d'assistance, entre certaines autorités de la province, intendant, évêques, magistrats du Parlement et officiers généraux (62), et 20.000 l. en petites pensions à des gentilshommes. Ces dernières, dont le nombre varia de 70 à 126 et dont l'état était arrêté par le

(61) Nous relevons ainsi :

En 1764, 10.000 l., sur la demande du duc d'Aiguillon, pour les députés du tiers les plus dociles, et 33.000 l. pour M. de Cargouët, ce gentilhomme qui avait assuré en 1763 le fonctionnement de la Commission intermédiaire malgré la défection de ses collègues de la noblesse.

En 1766, 2660 l. à des gentilshommes « qui se sont distingués pour « le roi », et 8.900 l. à des membres du tiers.

En 1770, 6.000 l. à Audouard, ancien subdélégué de Rennes, victime de la réaction anti-aiguilloniste, et 6.000 l. à l'avocat Anneix de Souvenel, avec une pension annuelle de 1.000 l. « pour s'être distingué pendant les « troubles de cette province ».

En 1772, 12.000 l. à distribuer dans l'ordre du tiers, 1.200 l. à Boisjoly, ancien maire de La Roche-Bernard, agrégé dans le tiers, « zélé et utile », et 1.000 l. à Kérangat, sénéchal de Saint-Brieuc, pour le même motif.

En 1778, 2.000 l. au nouveau maire de Vannes que l'on a décidé, à ce prix, à acquérir la charge de l'ancien maire, M. de Kardenne, opposant que l'on voulait écarter des Etats.

Notons, d'autre part, en 1768, 173.519 l. au duc d'Aiguillon pour ses dettes en Bretagne, et 12.000 l. au premier président du Parlement, de la Briffe d'Amilly, « en considération du dérangement de ses affaires ». Le même reçut encore 3.000 l. en 1770. (Arch. Nat. H 480).

(62) L'intendant recevait 6.000 l., le premier président du Parlement, 3.000, chacun des 8 évêques, autres que le président des Etats, 1.000 l., chacun des trois lieutenants généraux, 3.000 l., divers magistrats du Parlement, 7.000 l. (Listes jointes aux états de fonds).

gouverneur, servaient évidemment, comme celles qui étaient déjà attribuées par celui-ci sur le pot de vin des fermiers des devoirs, à assurer au pouvoir royal la docilité de leurs bénéficiaires.

*
* *

L'examen des budgets des Etats ne saurait évidemment nous faire connaître le chiffre exact de leurs dépenses. Il faut le compléter par celui des comptes de leur trésorier.

La comptabilité de celui-ci conserva jusqu'à la fin, avons nous dit, la même complexité qu'au début du XVII^e siècle. Il eut toujours à rendre directement, à la Chambre des Comptes de Nantes, pour y être jugés en présence des députés des Etats, deux comptes généraux des trois quarts et du quart (63), formalité coûteuse et parfaitement vaine. La Chambre se bornait à constater que le trésorier s'était conformé aux actes des Etats et du roi autorisant ses recettes et dépenses, et ne faisait ainsi que confirmer, sur les points où la gestion du trésorier pouvait donner lieu à litige, les résultats de l'examen antérieurement fait par les commissaires du roi. Le contrôle de la Chambre des Comptes n'a jamais empêché les pratiques abusives des trésoriers avant les règlements de 1684, de 1687 et de 1720 ; il ne suppléait pas à la négligence des Etats quand ils acceptaient les yeux fermés le calcul fait, par leur comptable lui-même, des intérêts de ses avances, et il n'a pas prévenu la banqueroute de Guillaume d'Harouis (64). Il en coûtait cependant aux Etats, pour la reddition des deux comptes généraux, d'après le concordat passé avec la Chambre en 1728, 32.000 l. d'épices auxquelles s'ajoutaient 28.000 l. environ de sols additionnels et d'autres frais. Les Etats s'efforcèrent toujours de soustraire leurs autres comptes à ce contrôle inutile et onéreux. Ils y réussirent pour ceux de l'ordinaire, des hors fonds et des

(63) Nous avons expliqué plus haut (cf. p. 688) le sens de ces deux termes. Rappelons que le compte du quart comprenait les sommes laissées à la disposition des Etats sur la totalité de leurs recettes après le paiement des subsides dus au roi : le compte des trois quarts comprenait l'ensemble de leurs recettes, c'est-à-dire tous les articles inscrits à l'état de fonds ; mais la dépense du compte du quart n'y figurait que pour mémoire. Sur la comptabilité du trésorier des Etats, voir CHARDEL, t. II, p. 42 et suiv.

(64) Cf. *supra*, p. 152. Les relations des Etats avec la Chambre des Comptes ont été principalement réglées par le traité de 1585 et le concordat de 1728.

haras et pour ceux des fougages extraordinaires rendus par les receveurs particuliers. Une expédition de ces comptes était seulement fournie à l'appui du compte du quart. Les comptes de la milice garde-côtes et ceux du casernement furent également exemptés de la juridiction de la Chambre. Mais celle-ci conserva l'examen de ceux de la capitation, de la milice de terre et des vingtièmes, sans pouvoir, toutefois, exiger d'épices pour les derniers mais, seulement, les frais de « dépense communale ». La reddition de ces trois comptes, tous les deux ans, coûtait aux Etats 14.000 l. environ.

Les comptes de l'ordinaire, des hors fonds et des haras formaient la « comptabilité particulière » du trésorier. Le premier comprenait, en dépense, les gages des officiers des Etats, le prix des 31 bourses de jetons distribuées aux membres de la commission chargée de l'examen de ce compte et les frais des députations en cour et à la Chambre des Comptes, dépenses peu sujettes à variation. On inscrivait en recette les 8.000 l. annuelles versées par le roi pour les gages primitifs des officiers des Etats et les sommes nécessaires, par ailleurs, pour couvrir la dépense. Aucun désaccord possible donc entre les données de ce compte et les prévisions de fonds (65).

Il n'en était pas nécessairement de même pour les articles portés aux comptes des hors fonds et des haras (66). Le compte des hors fonds comprenait « toutes les sommes dont les « Etats disposaient au profit de l'intérieur de la province et « qui étaient employées dans le seizième chapitre de l'état de « fonds (dépense extraordinaire), telles que les étapes, les « grands chemins, les dépenses imprévues, les encouragements, « les sommes accordées pour les travaux des ports, pour les « fontaines publiques, etc., et autres dépenses qui sont personnelles aux Etats et dont leur trésorier ne rend compte qu'à « eux » (67). Les crédits ouverts pour certains de ces objets pouvaient se trouver insuffisants ou ne pas être épuisés. En fait, les excédents ou les déficits, souvent considérables, par lesquels ce compte se soldait ne provenaient guère que de l'article des étapes et des charrois dont les crédits, régulièrement

(65) Nous avons la collection complète de ces comptes. (Arch. d'I.-et-V. C. 2974-2979 et fonds de la Trésorerie).

(66) Collection des comptes des hors fonds et des haras, de 1677 à 1788. (*Ibid.* C 3054 à 3115 et, à partir de 1720, fonds de la Trésorerie).

(67) CHARDEL, t. II, p. 464.

fixés à 200.000 l. et à 60.000 ou 40.000 l., étaient insuffisants en temps de guerre et dépassaient souvent, et de beaucoup, les besoins en temps de paix. Sur les autres articles, les différences étaient exceptionnelles. Le système des « déports » permettait d'ailleurs de réserver l'emploi des sommes non encore utilisées au moment de l'arrêté du compte (68).

Pour les haras, il y avait peu d'inconvénients à ne pas épuiser le crédit ouvert ou à le dépasser, l'excédent ou le déficit du compte étant reporté au compte de l'exercice suivant. L'excédent ou le déficit du compte des hors-fonds était, au contraire, liquidé par son inscription à la recette ou à la dépense du prochain état de fonds.

La vérification de l'état de fonds, à laquelle les Etats procédaient dans la tenue suivant celle où il avait été dressé, n'était pas une opération qui permit de constater la totalité des sommes réellement reçues ou dépensées, puisque les divers comptes du trésorier n'étaient pas rendus avant la fin de l'exercice suivant. Elle n'avait pour effet que de rectifier les articles dont le montant pouvait alors être définitivement établi et d'ajouter les compléments qui n'avaient pu figurer dans le budget primitif. C'est sur l'état de fonds ainsi réformé que le trésorier rendait ses comptes.

(68) « Les sommes en déport sont celles dont le comptable a fait la « recette et dont il ne prouve pas la dépense par acquit comptable ; il en « est rechargé jusqu'à ce qu'il ne rapporte les quittances qu'il attache à « sa requête d'apurement ». (CHARDEL, t. II, p. 462). Dans le compte des hors fonds, la plupart des sommes autres que celles afférentes aux étapes et charrois sont toujours déportées.

CHAPITRE VI

Les Emprunts des Etats

- 1° *Avant 1720.* La formation de la dette sous Louis XIV. Sa conversion à la faveur de la liquidation du système de Law.
 - 2° *Après 1720.* Formation d'une nouvelle dette depuis 1748. L'amortissement à partir de 1774. Les emprunts pour le compte du roi. Le crédit des Etats et le placement des emprunts.
-

Les intérêts à payer pour le service de leur dette absorbaient, nous l'avons vu, une part considérable des revenus des Etats. On ne peut s'étonner de l'importance de cette dette après ce que nous avons dit de l'exploitation financière à laquelle la province fut soumise à certaines époques et, surtout, de la politique des Etats, de leur recours systématique à l'emprunt pour échapper à l'impôt.

Dans l'histoire des emprunts des Etats, il y a deux périodes à distinguer, celle qui se termine en 1720 et la suivante. Pendant la première, de 1679 à 1715, les Etats autorisèrent leur trésorier à emprunter 28.050.000 l., capital auquel il faut ajouter le montant des dettes laissées à leur charge après la faillite de leur trésorier Guillaume d'Harouis en 1687, soit plus de quatre millions, et le prix des charges de leurs officiers, aliénées en 1706, soit 1.250.500 l. Il ne semble pas que le montant total des emprunts autorisés ait été couvert, malgré l'appât d'intérêts dont le taux s'éleva progressivement du denier 20 au denier 12, soit de 5 à 8,325 %. Quoi qu'il en soit, la somme des intérêts à payer passa de 168.750 l. pour l'exercice 1688-1689, à 3.146.794 l. pour l'exercice 1718-1719, dont 470.000 l. environ pour la dette du sieur d'Harouis, mais sans compter les 193.000 l. d'augmentation de la finance des charges vendues. Il faut évidemment voir la cause première de cet accroissement

rapide et considérable dans les exigences de la royauté. Mais l'effet de celles-ci fut singulièrement aggravé par les pratiques des Etats, par leur constant recours, surtout, aux avances de leur trésorier et de leurs fermiers, avances pour lesquelles ils durent finir par consentir un taux d'intérêt de 10 %. Ils grevaient ainsi leurs budgets d'une lourde charge supplémentaire qui fut souvent la cause principale d'un déficit que l'on comblait par voie d'emprunt (1).

La charge d'une pareille dette était excessive pour un budget dont la principale recette, celle du bail des devoirs, n'atteignait alors que 4.650.000 l. environ. Le chiffre des intérêts à servir représentait plus des deux tiers de cette somme, ne laissant disponible qu'un reliquat de moins de 1.500.000 l. inférieur au montant du don gratuit du temps de paix. Il convient, il est vrai, de déduire de la somme de ces intérêts les 655.000 l. produites par les droits des offices sur les fouages que les emprunts avaient servi à racheter. Mais, malgré l'appoint de ce supplément de recette, il fallait demander aux fouages extraordinaires tout l'argent nécessaire pour les besoins des Etats et l'acquit des dépenses mises à leur charge par le roi. Il était donc urgent de réduire une dette véritablement écrasante. Le problème fut résolu par une banqueroute partielle à la faveur de la liquidation du système de Law.

Quand Law se fut chargé du remboursement de la dette publique, un premier arrêt du conseil (11 novembre 1719) invita les créanciers des Etats à représenter leurs titres, en échange desquels ils recevraient des récépissés du trésorier, visés des députés en cour et valables auprès du caissier de la compagnie des Indes. Le roi mit ensuite à la disposition des Etats 21.085.928 l. en billets, sur le milliard et demi à fournir par la compagnie pour les remboursements (3 décembre). Quand la débâcle commença et que l'on s'efforça de sauvegarder la valeur du billet de banque, un nouvel arrêt (30 mars 1720) permit aux créanciers, pour éviter le remboursement, de conserver leurs contrats, mais avec un intérêt réduit à 2 % ; puis, par l'arrêt du 20 juin, on autorisa ceux qui avaient été remboursés à « faire revivre leurs anciens contrats » au même taux de 2 %. L'opération fut définitivement consommée lors de la tenue de 1720. Les Etats furent autorisés à emprunter au taux de 2 % les sommes nécessaires pour achever le remboursement des

(1) Etats de fonds, 1685-1720.

21.085.928 l. avancées par le roi et à opérer ce remboursement en billets de banque jusqu'au 1^{er} novembre de la même année (2).

La conversion forcée ainsi réalisée porta, en réalité, sur un capital nominal de 34.087.900 l., dont les intérêts se trouvèrent réduits à 681.750 l. par an, soit à 1.363.500 l. par exercice. Les remboursements consentis par les Etats dans les années suivantes diminuèrent légèrement ce chiffre qui demeura fixé à 1.300.000 l. à partir de 1738, pour un capital nominal de 32.500.000 l. (3).

*
* *

Pendant de longues années, après 1720, les Etats ne contractèrent pas de nouvelles dettes. Les 1.500.000 l. empruntées en 1735 pour satisfaire au paiement du dixième de 1734, non imposé, furent remboursées avant 1742. Les emprunts ne recommencèrent à devenir fréquents qu'à partir de 1748. Mais ils n'eurent plus pour cause un déficit chronique de l'état de fonds. Nous avons eu l'occasion de dire déjà qu'à partir de 1720 l'on ne consumma plus jamais par avance le produit des impôts des années à venir, que l'on n'eut plus besoin d'affermier les devoirs par anticipation et que l'on cessa de recourir dans les mêmes conditions aux services du trésorier. Au lieu de lui demander des avances directes, on l'autorisa, quand il s'agit de fortes sommes, à émettre des emprunts à court terme (à six mois ou un an au plus), sur ses propres billets, mais sous la garantie des Etats qui fixaient le taux et le montant maximum des émissions (4).

Les emprunts contractés à partir de 1748 eurent ordinairement pour objet le rachat d'un impôt (4 s. p. l. de la capitation,

(2) Arch. Nat H 232. Correspondance relative aux dites opérations et sommaire des arrêts du conseil qui les concernent.

(3) Ces remboursements furent consentis au pair aux hôpitaux (130.000 l. en 1730), aux propriétaires qui s'engageaient à en employer les fonds à des constructions dans Rennes incendiée (279.224 l.) et à divers particuliers pour des motifs plus ou moins légitimes (106.800 l.) et, d'autre part, à des particuliers qui acceptèrent de perdre 2/5 de leur capital (739.452 l. remboursés en 1732 et 1738, soit, au pair, 1.230.000 l.). En 1786, les Etats furent autorisés à consacrer une partie des remises du roi au remboursement de contrats à 2 %. La somme des intérêts se trouva ainsi réduite à 1.280.000 l. pour l'exercice 1787-1788, et à 620.000 l. pour l'année 1791.

(4) Cf. *supra*, p. 155.

troisième vingtième, doublement et triplement de capitation, excédent de la dépense du casernement, etc...) ou une dépense extraordinaire (un million pour le vaisseau offert au roi en 1762). Exceptionnellement, ils servirent à combler le déficit de l'état de fonds. En 1784 et en 1786, l'on emprunta deux millions au total pour les travaux de la navigation intérieure. Les dettes ainsi accumulées finirent, toutefois, par former une somme considérable dont les intérêts dépassèrent de beaucoup ceux de l'ancienne dette convertie en 1720. Nous avons vu comment, à partir de 1774, le roi remit annuellement aux Etats une somme de 300.000 l. sur le produit des impôts abonnés, pour le remboursement de leurs dettes, en sus des 300.000 l. déjà remises depuis 1750, pour l'amortissement des emprunts décennaux des 4 s. p. l. de la capitation, et des 100.000 l. remises, depuis 1773, pour l'amortissement de ceux qui avaient servi à combler le déficit des comptes du casernement. On voit par là comment la politique des emprunts servit en définitive les Etats, le roi prenant à sa charge le remboursement des dettes contractées par eux pour racheter la province de la levée d'impôts que la majeure partie du royaume avait dû payer sans délai.

En 14 ans, de 1775 à la fin de 1788, 9.600.000 l. furent ainsi remboursées, tandis que six millions seulement de dettes nouvelles étaient contractées (deux millions pour les travaux de la navigation intérieure, et quatre millions pour le rachat des 4 s. p. l. de la capitation en 1778) (5).

(5) Détail de la dette des États au 1^{er} janvier 1787, d'après l'état de fonds arrêté dans la tenue de 1786-1787. Ce détail est relevé sur l'état de fonds conservé dans le fonds de la Trésorerie. (Arch. d'I.-et-V. C non coté). Il faut noter que les intérêts, pour les emprunts en cours de remboursement, ne sont comptés, pour l'année 1788, que sur un capital diminué des sommes à rembourser en 1787. Nous rappelons, pour mémoire, les emprunts contractés depuis 1748 et amortis.

Objet, taux et date des emprunts	Montant de l'émission		Réduction au 1 ^{er} janvier 1787		Intérêts pour 1787 et 1788 au total	
	L.	s. d.	L.	s. d.	L.	s. d.
1 ^o Ancienne dette...	31.979.461	17 8			1 279 178	4 9
2 ^o Emprunts du ca- sernement,						
1748, à 5 %...	600 000		éteint au 1 ^{er} janv. 1775			
1748, à 5 %...	400 000		—	1774		
19 fév. 1759, à 5 %..	800.000		—	1785		
19 nov. 1760, à 5 %..	1.433 000		583 250		64.157 10	
15 déc. 1761, à 5 %..	1 000 000		éteint au 1 ^{er} janv. 1777			
24 nov. 1762, à 5 %..	642.245		—			

La somme des intérêts à payer n'en demeurerait pas moins très lourde, 1.580.000 l. environ pour l'ensemble des deux années 1787 et 1788, auxquelles il fallait ajouter les 1.280.000 l. nécessaires au service de l'ancienne dette à 2 % et les intérêts des emprunts du casernement, soit 64.000 l. environ. Leur dette grevait encore annuellement le budget des Etats de plus de 1.400.000 l. environ à la veille de la Révolution. En 1789, l'émission d'un nouvel emprunt de 4 millions pour le rachat

3 ^e Emprunts pour le rachat du 3 ^e vingtième, des doublement et triplement de capitation et pour le remplacement du deuxième vingtième de 1764,			
1 ^{er} déc. 1760, à 5 % ..	2 428 000	1.479.728 6 8	162.972 16 8
25 nov. 1762, à 5 % ..	2 581.100	1.936.807	193.680 14
2 fév. 1765, à 5 % ..	1 515.000	932.735	93.273 10
4 ^e Emprunt pour le vaisseau « La Bretagne »,			
25 nov. 1762, à 5 % ..	1.020.200	739.015	73.901 10
5 ^e Emprunts pour le paiement d'un secours extraordinaire,			
23 fév 1735, à 5 % ..	700 000	566.656 13 4	56.665 13
21 mai 1767, à 4 % ..	700.000	700.000	53.000
1 ^{er} fév. 1769, à 4 % ..	12.600	12.600	1.008
6 ^e Emprunts pour le rachat des 4 s.p.l. de la capitation,			
1748, à 5 %	4.080.800	éteint au 1 ^{er} janv. 1767	
1758, à 5 %	4.080.800	1781	
2 f-v. 1769, à 5 % ..	4 060 000	1.422 200	127.776
26 janv. 1779, à 5 % ..	4.060.600	4 060.600	406.060
7 ^e Emprunts pour couvrir le déficit de l'état de fonds.			
24 nov. 1762, à 5 % ..	828.455	éteint au 1 ^{er} janv. 1787	
6 mars 1769, à 4 % ..	390.300	290.300	31.224
28 sept. et 28 déc. 1770, à 5 %	2.591.659 18 8	2.040.757 18 8	204.075 46
8 ^e Emprunts pour la navigation intérieure,			
1785, à 5 %	1.000 000	1.000 000	100 000
1787, à 5 %	1.000.000	1.000 000	75.000
Totaux, à 2 %	31.979.461 17 1	31.979.461 17 1	1.279.178 459
à 5 %	3.158.869 18 8	14.339.549 18 8	1.429.787 9 8
à 4 %	2 535.100 14 4	2 535.100 14 4	216.008

décennal des 4 s. p. l. de la capitation accrut les intérêts à servir d'une somme supérieure à la réduction réalisée la même année par l'effet des remboursements. Pour 1791, la somme de ces intérêts atteignait 1.548.761 l. (6).

■
* *

Nous n'avons pas compris dans la dette des Etats les emprunts contractés par eux pour le compte du roi, bien qu'ils fussent émis dans la même forme que les autres et que le service en fût assuré de la même manière. Mais, en fait, les Etats ne jouaient qu'un rôle d'intermédiaire, leur trésorier retenant sur le montant des impôts abonnés les sommes nécessaires au paiement des intérêts et à l'amortissement progressif du capital. C'est en 1742 que l'on vit la monarchie recourir ainsi, pour la première fois, au crédit des Etats provinciaux. Ceux de Bretagne prêtèrent le leur pour 2.400.000 l. cette année-là, pour 3 millions en 1744 et pour 6 millions en 1746. Pendant la guerre de Sept ans, ils l'accordèrent pour 6 millions en 1758 et pour autant en 1760. Tous ces emprunts furent faits au taux de 5 %. En 1766, le contrôleur général L'Averdy recourut aux Etats pour un emprunt de 6 millions à 4 % destiné au remboursement des sommes restant dues sur les emprunts antérieurs à 5 %. Mais cette tentative de conversion eut peu de succès; contrairement à ce qui s'était passé jusque-là, l'emprunt ne fut que partiellement couvert (pour 1.100.000 l.

(6) A la fin de 1790 la situation des diverses catégories d'emprunts était la suivante :

A) Emprunts des Etats :		l.	s.	d.
1 ^o Anciens emprunts convertis à 2 %		31.442.778	14	11
2 ^o Emprunts à 5 % (y compris 3.127.115 l. pour l'emprunt des 4 d. p. de la capitation autorisé le 27 février 1789) ..		16.878.038	19	10
3 ^o Emprunts à 4 %		1.896	100	3
Total		50.215.717	16	1

Total des intérêts à servir annuellement.. 1.548.761 l. 5 s. 6 d.

B) Capital restant dû sur les emprunts pour le compte du roi, 13.179.657 l. 8 d. (Précis de la Commission de liquidation, 20 janvier 1791, Arch. Nat. H 554 et Arch. d'I.-et-V. série L; Etat général des dettes de la ci-devant province de Bretagne, *ibid.*).

seulement). Restent à mentionner ensuite un emprunt de 12 millions en 1780 et un autre de 6 millions en 1784, tous les deux à 5 % (7).

Des emprunts de cette dernière catégorie on doit rapprocher celui de 40.600.000 l. que les Etats décidèrent, en 1759, pour l'acquisition des domaines et contrôles. Il ne devait grever nullement, en effet, les finances de la province puisqu'il était largement gagé par le produit des droits aliénés aux Etats; s'il accroissait leur dette, c'était sans augmenter leurs charges. C'était bien, en fait, un emprunt contracté pour le compte du roi, mais gagé autrement que les autres.

Pour tous ceux-ci, le pouvoir royal accordait la même garantie : la retenue sur le montant des impôts abonnés, jusqu'à complet amortissement du principal, d'une somme fixe dont le surplus, une fois les intérêts servis, était employé en remboursements par voie de tirage au sort.

Que les Etats empruntassent pour leur compte ou pour le compte du roi, le succès de l'opération était ordinairement assuré, évidemment parce que les prêteurs n'éprouvèrent jamais de déboires. Leurs rentes étaient exactement payées; depuis 1720, ils n'eurent jamais à souffrir de les voir réduites, et les amortissements prévus augmentaient encore leur sûreté. C'étaient là des avantages que ne connaissaient pas toujours les créanciers du roi. Mais il en coûtait à celui-ci 4.726.000 l. pour l'exercice 1787-1788, soit la moitié à peu près du prix de l'abonnement des vingtièmes et de la capitation, pour assurer ainsi le paiement exact des intérêts dus sur les sommes empruntées pour son compte, ainsi que les remboursements promis sur les mêmes sommes et sur les emprunts de la province.

(7) Détail des emprunts contractés pour le compte du roi. (Etat de fonds de 1786. Arch. d'I.-et-V. Trésorerie).

Date et taux	Principal	Rédution au 1 ^{er} janv. 1787	Intérêts pour 1787 et 1788. au total
1742, 5 % .	2.400.000 l.	éteint au 1 ^{er} janv. 1761	
1744, 5 % .	3.000.000	—	1767
1746, 5 % .	6.000.000	—	1768
1756, 5 % .	6.000.000	—	1781
1758, 5 % .	6.000.000	—	1788
1767, 4 % .	1.100.000	265.196 l. 4 s. 7 d.	5.984 l. 19 s. 4 d.
1780, 5 % .	12.000.000	9.466.587 4 2	966.547 16 1
1784, 5 % .	6.000.000	5.171.989 9	533.170 8 1
Totaux .	42.500.000 l.	14.903.772 l. 18 s.	1.530.318 l. 11 s. 6 d.
Rédution au 31 décembre 1790.....			13.179.657 l. 8 d.

Les pouvoirs financiers des Etats, la possession par eux de revenus propres et le système des abonnements leur valaient un crédit que les contrôleurs généraux avaient été fatalement conduits à exploiter; les impôts perçus en Bretagne servaient dans une large mesure à gager des emprunts. Les Etats, somme toute, servaient le roi par leur crédit autant que par leurs subsides et c'était tout à leur avantage. La nécessité de ménager leur crédit, en effet, obligeait le gouvernement à prendre souci de l'équilibre de leur budget et finit par l'amener à se charger de l'amortissement de leurs propres dettes, tandis qu'eux-mêmes étaient naturellement portés à abuser de la facilité qu'ils avaient d'emprunter, trouvant dans l'excès même de leurs dettes la meilleure sauvegarde contre les exigences du pouvoir.

Il n'y a donc pas lieu de s'émerveiller du crédit des Etats. Il ne tenait nullement à la valeur de leur administration, mais, comme celui du clergé, à leurs privilèges. C'est parce qu'ils avaient des revenus propres et que leur action politique empêchait le roi d'épuiser les ressources de la province que l'on avait confiance en eux; c'est parce que les intérêts des emprunts contractés par eux pour le compte du roi étaient assés sur des impôts abonnés, levés par eux et dont la partie réservée aux remboursements et au paiement de ces intérêts demeurait dans la caisse de leur trésorier, que ces emprunts jouissaient d'une faveur particulière. Mais leur perpétuel recours à l'emprunt était bien propre à ruiner leur crédit si le pouvoir royal n'eût pris soin de le défendre.

*
* *

Les emprunts des Etats se faisaient dans le même forme que les autres emprunts publics en ce temps là, au moyen de contrats de constitution, pour les sommes qu'il convenait aux prêteurs d'offrir. Ceux-ci, quand il s'agissait de grosses sommes, divisaient souvent leurs placements en plusieurs contrats, afin de faciliter leurs opérations ultérieures et de se couvrir contre le risque d'un remboursement total. Mais les contrats de 10.000 l. et plus ne sont pas rares.

Les contrats étaient passés au nom des Etats par leur trésorier qui recevait, à cet effet, leur procuration (8). Il avait

(8) C'est la date de cette procuration qui figure comme date officielle de l'emprunt.

également procuration pour les opérations de transfert et de remboursement. C'était lui, somme toute, qui était chargé de tout ce qui concernait les emprunts et l'administration de la dette des Etats. Lourde besogne, sans doute, mais lucrative, puisqu'il recevait 2 ou 1 1/2 % sur le principal des emprunts pour leur émission, et 2 ou 1 % encore sur les fonds destinés aux remboursements et au paiement des intérêts des emprunts faits pour le compte du roi (9). Les remboursements se faisaient au sort ou, exceptionnellement, sur soumission des prêteurs.

Malgré les sûretés qu'offraient aux rentiers les emprunts des Etats, ces emprunts ne furent pas toujours aisément couverts. Celui de 40 millions pour l'acquisition des domaines et contrôles ne fut pas entièrement souscrit par des prêteurs volontaires. « Le ministre se détermina à le remplir lui-même par « des assignations qu'il donna sur icelui à différents créanciers de l'Etat » (10). Deux autres échouèrent partiellement. Nous avons vu qu'il fallut se contenter d'obtenir 1.100.000 l. sur les 6 millions demandés pour le compte du roi, en 1767, et, deux ans plus tard, on n'obtint que 390.000 l. sur les 2.682.000 l. nécessaires pour combler le déficit de l'état de fonds. Les deux

(9) CHARDEL, t. II, p. 453, 455 et 496, et 729-750. Les Etats accordèrent d'abord au trésorier 2 % sur le principal de tous leurs emprunts; ils réduisirent cette remise à 1 1/2 % en 1768, mais la portèrent exceptionnellement à 2 % pour l'emprunt de 12 millions de 1781. Le roi, après lui avoir attribué 2 % sur les fonds destinés aux remboursements et aux paiements d'intérêts, réduisit cette remise à 1 % en 1775. Sur ces remises, le trésorier avait à acquitter la redevance due aux notaires.

De 1751 à 1762 le trésorier reçut ainsi :

1 ^o) 2 % sur le principal des emprunts émis.....	368.800 l.
à déduire :	
1 % remis aux notaires « ou qui a dû l'être »...	184.400 l.
Reste net.....	184.400 l.
2 ^o) 2 % sur les fonds faits pour les remboursements et les paiements d'intérêts.....	317.379 l. 5 s.
A déduire : 1 % aux notaires.....	31.550 l. 0 s.
Reste net.....	295.828 l. 19 s.

Total net = 480.228 l. 19 s.

(Appointements et remises du trésorier, Arch. d'I.-et-V. C 3365).

(10) Compte rendu aux Etats de 1764 par la commission nommée pour l'examen des comptes de l'ancien trésorier La Boissière. (*Ibid.* Papiers de Coniac) M. de Coniac dit que « l'immensité de l'emprunt en « fit la difficulté » et que « la totalité des assignations n'était pas encore « délivrées ni converties lorsque feu M. de La Boissière rendit aux Etats « de 1762 ses comptes de 1759 et 1760 ».

emprunts de 4.060.600 l., pour le rachat des 4 s. p. l. de la capitation, et de 700.000 l., pour couvrir le déficit du fonds du casernement, émis la même année 1769, en février et en mai, n'étaient pas encore couverts un an plus tard (11). Il faut dire qu'il s'agissait d'emprunts à 4 %. Dès que l'on eut renoncé à poursuivre la tentative de L'Averdy pour ramener de 5 à 4 % le taux des emprunts publics, on trouva plus aisément des souscripteurs. L'emprunt de 2.591.669 l. par lequel les Etats, en offrant cette fois 5 %, tentèrent, à la fin de 1770, de réparer l'échec de celui de 2.682.000 l. de l'année précédente, réussit. La correspondance du trésorier La Lande Magon nous apprend au reste que, même en 1768, 1769 et 1770, difficiles années de crise économique et politique, il ne manqua pas d'argent à 4 et 4 1/2 % sur ses propres billets (12). Il ne faut pas s'étonner qu'il ait été plus malaisé de réussir l'émission d'« emprunts « constitués » et que les premières mesures de Terray aient quelque peu compromis le crédit des Etats eux-mêmes. Mais, somme toute, ceux-ci trouvèrent ordinairement les fonds qu'ils voulurent à 5 %, sauf les difficultés et les lenteurs à prévoir dans les périodes de crise (13).

Il ne faudrait pas croire que cet argent ne venait que de Bretagne. Les registres du trésorier ne nous donnent malheureusement que le nom et, parfois, la qualité des prêteurs, rarement leur domicile. Mais il est possible de reconnaître que le plus grand nombre de ceux-ci étaient, non pas des Bretons, mais

(11) Du Margat à La Lande Magon, 11 février 1770. (*Ibid.* Trésorerie).

(12) Le 6 février 1770, au moment où les premiers retranchements de rentes opérées par Terray semaient partout l'inquiétude, La Lande Magon explique à du Margat qu'il peut réaliser de sûrs profits au moyen de l'argent qu'il trouve aisément à 4 1/2 %. (*Ibid.*).

(13) Dans la même lettre, après avoir déclaré que « par les opérations « qu'on vient de faire, on ferme la porte à tous les emprunts », La Lande Magon paraît cependant assez assuré du succès d'emprunts à 5 %, non seulement sur ses propres billets, mais même au nom des Etats et à long terme. Du Margat, toutefois, lui répond, le 11 février, que le discrédit atteint les emprunts des Etats. « On craint qu'ils ne soient l'objet des « mêmes réductions que les autres ». De fait, un seul emprunt fut émis sous l'administration de Terray, celui des 28 septembre et 28 décembre 1770, pour couvrir le déficit de l'état de fonds.

L'emprunt de 12 millions émis le 29 janvier 1781, pour le compte du roi, ne fut couvert que lentement. Au 30 juin 1783, il n'était encore souscrit que 8.959.133 l. On peut l'expliquer à la fois par l'importance de l'emprunt et par les difficultés financières du moment.

des Parisiens, tout au moins pour les emprunts contractés depuis 1748. Il s'en rencontre, au reste, de bien d'autres parties du royaume.

La plupart des contrats étaient passés chez des notaires de Paris, où le trésorier, on le sait, avait un bureau. Il n'est pas douteux que c'est par ce bureau-là que se faisait la plus grosse partie des émissions. Parmi les prêteurs, on relève le nom de grands seigneurs, de parlementaires connus comme les Lamignon, de financiers et d'officiers de finance à côté de ceux de gentilshommes et de bourgeois de diverses conditions. La clientèle des emprunts des Etats était, somme toute, la même et se recrutait dans les mêmes milieux que celle des autres emprunts publics. Les Bretons, sans doute choisissaient de préférence les emprunts des Etats pour employer leurs fonds ; mais ce que ces emprunts avaient de breton, c'était surtout le gage que le régime financier de la province offrait à leurs souscripteurs (14).



(14) Le trésorier des Etats a toujours fait la banque en Bretagne, prêtant beaucoup, mais empruntant bien davantage. Sa caisse était le lieu de placement qui y jouissait du plus solide crédit. Mais il lui était beaucoup plus facile de trouver l'argent nécessaire pour ses emprunts à court terme, sur ses billets, que de faire employer en contrats de constitution les fonds de ses clients.

CHAPITRE VII

La Fin des Etats

Les Etats victimes du conflit entre la noblesse et le tiers-état. Un projet de Lanjuinais pour la réforme de la constitution de la province. L'opinion dans le tiers-état sur la question des privilèges bretons et du rôle des Etats provinciaux, d'après les cahiers de doléances de 1789.

L'administration de la Commission intermédiaire en 1789 et 1790.
La réforme des impôts et leur rendement. Les travaux de la Commission de liquidation des affaires de Bretagne (1790-1792).

Les circonstances dans lesquelles se réunirent les Etats de 1788, les événements qui amenèrent la suspension presque immédiate, puis, en définitive, la dissolution de l'assemblée, sont bien connus (1). On sait comment la convocation des Etats généraux porta au point critique le conflit ouvert depuis longtemps

(1) Deux importants ouvrages ont été consacrés aux événements de 1788 et 1789, en Bretagne, celui de BARTHÉLÉMY POCQUET, *Les origines de la Révolution en Bretagne* (1885), et celui d'AUGUSTIN COCHIN. *Les Sociétés de Pensée et la Révolution en Bretagne* (1925), auprès desquels il faut citer l'introduction de MM. SÈE et LESORT à leur publication des *Cahiers de la Sénéchaussée de Rennes* (1909). B. Pocquet est revenu sur le même sujet dans les dernières pages de son *Histoire de Bretagne* (t. VI, 1914). Ses deux récits, moins fouillés, moins complets que celui d'A. Cochin, donnent cependant une idée plus exacte des choses. B. Pocquet avait, sur les institutions et l'histoire politique de la Bretagne, des connaissances étendues qui ont fâcheusement manqué à Cochin. Il était beaucoup mieux préparé que celui-ci à comprendre le caractère et la gravité du conflit qui mit alors aux prises la noblesse et le tiers. Dans son *Histoire*, il en rappelle judicieusement les origines lointaines. A. Cochin lui reproche d'avoir pris au sérieux les griefs et les arguments des deux partis et de n'avoir pas découvert le mécanisme, tout artificiel, du complot fomenté, d'abord par la noblesse contre le pouvoir royal, puis par le tiers contre les nobles. Il est certain que A. Cochin, par son étude approfondie de l'action des comités a jeté une lumière nouvelle sur la préparation des événements. Il a, en particulier, très heureusement fait ressortir combien la pression de l'Assemblée du tiers agit sur les députés de l'ordre aux Etats et prévint les défaillances qui

entre la noblesse et le tiers-état : Une polémique violente s'engagea, dès le mois d'octobre, entre les champions des deux ordres, sur la question du doublement du tiers et du vote par tête; la bourgeoisie bretonne s'organisa, réunit à Rennes, au moment des Etats de la province, les délégués de ses comités et mit les députés de l'ordre sous leur contrôle; ceux-ci durent ainsi exiger une réforme radicale de la constitution des Etats avant de participer à aucune délibération; enfin, les opérations de l'assemblée se trouvant paralysées par l'intransigeance des ordres antagonistes, les Etats furent suspendus par l'arrêt du conseil du 3 janvier, qui leur fut notifié le 7. Ouverts le 29 décembre, ils n'avaient plus eu de séance commune depuis le premier janvier. Les troubles qui suivirent achevèrent de rendre tout accord impossible. Le comte de Thiard, commandant en chef, dut renoncer à réunir l'assemblée à la date fixée pour la reprise de la tenue, le 3 février, et les trois ordres se séparèrent définitivement après avoir voté, les privilégiés dès les 1^{er} février et le tiers le 14 seulement, les impôts et les crédits habituels, ainsi que la prorogation de la levée des devoirs, en régie, par les précédents fermiers, et celle des pouvoirs de la Commission intermédiaire sortante, le tout pour un an.

Les Etats de Bretagne n'ont pas succombé sous les coups du pouvoir absolu. Jamais celui-ci n'avait paru moins menaçant pour eux que depuis 1784. Peut-être aurait-on pu craindre que l'institution des assemblées provinciales ne préparât une transformation de leur rôle et la ruine de leurs pouvoirs poli-

étaient fort à redouter de leur part. Mais la thèse des plus discutables qu'il soutient nuit gravement à l'objectivité de son récit. Quoi qu'il en soit, nous sommes fort bien renseignés sur le détail des faits et il était superflu d'en refaire l'exposé.

L'attitude de la bourgeoisie bretonne, les graves divergences d'opinions et d'intérêts qui opposèrent les uns aux autres ses différents éléments, ont été étudiées par MM. Sée et Lesort, (Introduction de leur publication des *Cahiers de doléances de la Sénéchaussée de Rennes*). Voir aussi H. SÉE, *La Bourgeoisie bretonne à la veille de la Révolution* (Ann. de Bretagne).

Sur les difficultés que l'on éprouva à obtenir du tiers les votes nécessaires sur les demandes du roi, nous trouvons, dans les *Lettres des députés de Pontivy à leurs commettants*, publiées par M. François Le Lay (Ann. de Bret. 1912-1913, t. XXVIII), d'intéressants détails qui complètent utilement le récit de B. Pocquet. Le tiers aurait voulu ne rien voter avant d'avoir obtenu satisfaction sur ses griefs. Aussitôt réuni, le 2 février, il envoya au roi une députation de 6 membres à cet effet, députation dont B. Pocquet ne parle pas. Le pouvoir royal ne pouvait rien accorder que de vagues promesses et, par un ordre formel, le 11 janvier, il invita le tiers à délibérer sur les demandes ordinaires.

tiques. Mais les Etats n'eurent pas le temps d'en prendre souci. Les reculades et les concessions du gouvernement royal étaient bien propres, au contraire, à leur inspirer confiance et, de fait, il ne semble pas qu'ils eussent grand chose à redouter de lui. Le danger était ailleurs, sans qu'on parût s'en douter dans aucun des trois ordres. Il était dans la gravité croissante du conflit qui depuis vingt ans mettait aux prises la noblesse et le tiers au sein de l'assemblée. A la vérité, la querelle des fougages n'aurait pas suffi à provoquer entre les deux ordres l'éclatante rupture du 31 décembre 1788. C'est la convocation des Etats généraux qui, en soulevant la question du vote par tête et du doublement du tiers, déclancha l'attaque décisive de la bourgeoisie bretonne contre l'antique constitution des Etats de la province et l'initiative du mouvement fut prise par des éléments de la bourgeoisie étrangers au patricial urbain d'où sortaient, le plus souvent, les députés de l'ordre aux Etats. Mais, que cette attaque n'ait pas été prévue de longue date, que sa préparation immédiate n'ait commencé qu'en octobre 1788, cela ne veut pas dire qu'elle fut un accident fortuit. Ce n'est pas dans le jeu de la « Machine » artificiellement construite par les « Sociétés de pensée » qu'il faut chercher le secret de sa vigueur et de son succès. Les incidents dramatiques de la tenue de 1788-1789 n'ont plus rien de surprenant quand on a suivi l'action du tiers aux Etats depuis 1770. Qu'un ordre si prudent, si timoré même, et si peu capable, ordinairement, d'indépendance ait dès lors pris position contre la noblesse avec autant de fermeté et si résolument saisi les occasions d'opposer les intérêts populaires et bourgeois à ceux des privilégiés, c'était un témoignage particulièrement probant de la redoutable puissance du mouvement d'opinion qui s'élevait contre eux-ci. N'était-il pas fatal que la constitution des Etats finit par devenir insupportable à un ordre dont elle paralysait l'action maintenant qu'il osait avoir une politique indépendante et opposer ses intérêts à ceux des deux premiers ordres ?

A l'issue de la session de 1786-1787, les députés du tiers, sans doute, malgré l'âpreté du débat sur les fougages, ne parlaient pas encore de toucher à cette constitution. On ne relève aucune trace de leur intention de poser la question avant longtemps. Il n'en faudrait pas conclure que personne n'y songeait. M. de Coniac, devenu l'un des champions de la noblesse depuis qu'il avait abandonné, avec sa charge de sénéchal de Rennes, la

présidence du tiers, rapporte que Lanjuinais, alors avocat et professeur à l'Ecole de Droit de Rennes, avait, dès 1782, soumis « à une assemblée d'environ trente délibérants du « corps des Etats » le projet d'une constitution nouvelle « pour « le gouvernement de la Bretagne » ; projet sur lequel M. de Coniac ne donne malheureusement aucun détail, mais qui ne tendait à rien moins « qu'au renversement de toutes les lois « du pays » (2). On ne voit pas de quel renversement M. de Coniac pouvait ainsi s'indigner, si ce n'est de la destruction de la prépondérance séculaire de la noblesse au sein des Etats. Les opinions déjà bien connues de Lanjuinais ne permettent pas de douter que ce n'était pas à des gentilshommes qu'il s'était adressé. Pour inattendue qu'elle fût, la fin des Etats ne fut que l'aboutissement d'un conflit chronique dont il n'était guère possible que l'on sortît sans crise. L'histoire de l'assemblée permet de faire la part des circonstances immédiates qui provoquèrent cette crise et celle des causes profondes qui la préparaient de loin. Elle révèle la politique du tiers sous son vrai jour, et l'on voit ainsi que cette politique fut beaucoup moins artificielle qu'on n'a voulu le démontrer.

*
* *

Dans le tiers, cependant, personne ne désirait la destruction des Etats. Bien loin de là. L'on ne paraissait même pas supposer, au moment où s'ouvrait leur dernière session, que leur réforme pût entraîner une diminution de leurs pouvoirs et mettre en cause les franchises de la province. Jusqu'à quel point, toutefois, tenait-on à la conservation de celles-ci ?

Les cahiers de doléances des villes, paroisses, corps et corporations pour les Etats généraux sont le plus souvent muets à leur égard. Cinquante seulement des 389 cahiers primaires conservés pour la sénéchaussée de Rennes, huit sur 179, pour celles

(2) « Dès l'année 1782, dit M. de Coniac, son génie bouillant travaillait à une révolution... Il composa une constitution nouvelle pour le « gouvernement de la Bretagne et, par de petites intrigues adroitement « menées, il convoqua chez une de ses connaissances une assemblée « d'environ trente délibérants du corps des Etats. La plupart ignoraient « le sujet de cette convocation. Lanjuinais y donna lecture pendant « environ trois heures d'un projet de règlement qu'il avait composé sur « l'administration de la Bretagne. Chacun se regardait avec étonnement. « On ne prévoyait pas alors que Lanjuinais eût songé sérieusement au « renversement de toutes les lois de son pays ». (Arch. d'I.-et-V. Papiers de Coniac). Sur Lanjuinais, cf. LEVOT, *Biographies bretonnes*.

de Nantes et de Guérande, un seul sur 89, pour celles de Quimper et de Concarneau, ont demandé expressément le maintien des anciens privilèges de la province (3). Faut-il en conclure que l'on ne sentait généralement pas assez le prix de ceux-ci pour y penser ? C'est assez probable.

Les cahiers des sénéchaussées, il est vrai, ont moins souvent négligé la question (4). C'est le cas de 8 seulement sur les 17 cahiers qui nous restent pour les 25 sénéchaussées de la province (Brest, Ploërmel, St-Brieuc, Guérande, Auray, Carhaix, Gourin et Lannion). Mais, des 9 autres, 4 atténuent plus ou moins fortement la portée de leurs vœux par le partage de pouvoirs qu'ils prévoient entre les Etats généraux et les Etats provinciaux ou, tout au moins, par les revendications contradictoires qu'ils formulent en faveur des premiers (Rennes, Quimper, Dinan et Vannes). Somme toute, seuls, les cahiers des sénéchaussées de Nantes, de Lesneven, de Morlaix, de Concarneau, de Vannes et de Quimperlé réclament en termes nets et vigoureux la conservation du statut privilégié de la province.

(3) Nous n'avons étendu notre enquête qu'aux sénéchaussées de Rennes, Quimper et Concarneau dont les cahiers ont été publiés (H. SÉE et A. LESORT, *Cahiers de doléances de la sénéchaussée de Rennes*; SAVINA et BERNARD, *Cahiers de doléances des sénéchaussées de Quimper et de Concarneau*), et à celles de Nantes et de Guérande. (Arch. de la Loire-Inf. C 563-580). Mais ces cinq sénéchaussées nous offraient la majeure partie des cahiers des villes et paroisses de Haute-Bretagne et une forte proportion de ceux des villes et paroisses de différentes régions de Basse-Bretagne. Le soin avec lequel les publications citées ont été faites et les excellents index dont elles sont pourvues permettent d'y retrouver aisément les vœux relatifs aux franchises et à la constitution de la province.

Il faut noter que le cahier de la ville de Rennes est perdu. Mais nous avons le procès-verbal de l'assemblée qui l'a préparé. Dans sa troisième séance, elle arrêta « que les députés auront le pouvoir de délibérer sur « la constitution à former pour la nation française... et de coopérer au « bien commun du royaume, à la charge expresse que la constitution qui « sera arrêtée aux Etats généraux et tous les autres arrêtés seront, avant « de faire loi dans la province de Bretagne, proposés, délibérés librement « et consentis dans l'assemblée des Etats de cette province ». (H. SÉE et LESORT, *publ. cit.* t. I, p. 8).

(4) Nous connaissons le texte des cahiers publiés par MAVIDAL et LAURENT, *Archives parlementaires*, t. I à VII. En outre, nous avons celui de la sénéchaussée de Concarneau et le cahier commun de l'arrondissement formé par les deux sénéchaussées de Quimper et de Concarneau, publiés par MM. Savina et Bernard, *op. cit.* Pour celui de la sénéchaussée de Rennes, nous nous sommes reportés à la publication de MM. SÉE et LESORT.

Si l'on considère maintenant les cahiers des « arrondissements » (formés soit d'une seule, soit de plusieurs sénéchaussées) qui députèrent directement aux Etats généraux, 3 sont muets sur l'article des privilèges (Brest, Ploërmel et Saint-Brieuc-Jugon), 4 imposent aux députés un mandat impératif sans équivoque pour la défense de ceux-ci (Nantes-Guérande, Morlaix, Lannion, Lesneven), 4 encore n'expriment le même vœu qu'avec les réserves ou les contradictions signalées plus haut (Rennes, Dinan, Quimper-Concarneau, Vannes-Auray-Rhuys), 3 nous manquent (Hennebont, Fougères-Hédé-Saint-Aubin-du-Cormier, et Châteaulin-Châteauneuf-du-Faou-Carhaix-Gourin-Quimperlé).

Ce qui est certain, c'est qu'en réclamant la conservation des « droits, franchises, libertés, privilèges ou immunités » de la province, les rédacteurs des cahiers n'ont ordinairement pas vu la difficulté de les mettre en harmonie avec la constitution qu'ils réclamaient d'autre part pour le royaume.

Le cahier de la sénéchaussée de Rennes, dont Lanjuinais a probablement rédigé lui-même la partie politique (5), aborde bien, dans son titre second, avec une remarquable netteté, la question des pouvoirs des Etats provinciaux. Aux Etats généraux il attribue le vote des lois, impôts et emprunts de caractère national, aux Etats provinciaux celui des lois provinciales et des impositions locales, avec la libre disposition de leurs propres fonds (art. 25). Les Etats provinciaux seraient chargés de la répartition et de la levée de tous les impôts, tant nationaux que locaux, et ils auraient « toute l'administration intérieure de la province », les intendants étant supprimés (art. 33 et 25). Mais on ne réclame pas pour eux le droit, auquel prétendaient les anciens Etats de Bretagne, de consentir toute levée de deniers dans la province. L'on spécifie même qu'aucune province, aucune ville, aucun « corps, aucun individu ne « pourront voter des taxes, ni fournir des secours d'argent au « pouvoir exécutif sans l'autorisation des Etats généraux » (art. 28). L'article 30 fait encore la même distinction entre les pouvoirs des Etats généraux et ceux des Etats provinciaux, en stipulant qu'il ne sera publié aucune lettre de dispense des lois « nationales sans le consentement des Etats généraux, s'il « s'agit de déroger à une loi générale; provinciaux, s'il est

(5) Cf. SÉE et LESORT, *op. cit.* Introduction p. CIII.

« question d'une loi locale ». Si un pareil partage eût, dans la pratique, soulevé des problèmes auxquels ne pouvaient s'arrêter les rédacteurs des cahiers, le principe en était du moins assez clair et ne s'accordait pas avec le maintien des anciennes franchises provinciales telles qu'on les comprenait jusqu'alors. Comment se fait-il donc que, dans le premier article des *Charges et arrêtés additionnels* qui terminent le cahier, l'on ait invité les députés de la sénéchaussée à la fois à « se conformer rigoureusement aux vœux et griefs » dudit cahier, « surtout aux articles constitutionnels », et à « conserver soigneusement les droits et franchises de la Bretagne, notamment son droit de consentir en ses Etats, la loi, l'impôt et tous changements dans l'ordre public de cette province » ? Peut-être n'avait-on pas mesuré toute la portée de cette seconde oburgation et n'entendait-on pas réclamer ainsi, pour les Etats de Bretagne, des droits qui fussent de nature à contrarier l'exercice du pouvoir législatif et financier reconnu plus haut aux Etats généraux. Mais, prise à la lettre, la formule exprimait bien, avec le désir de conserver à la Bretagne un statut particulier fondé sur ses anciens titres, le vœu que ses Etats jouissent d'un pouvoir souverain allant jusqu'à soustraire la province à l'application des lois générales du royaume qu'ils n'auraient pas consenties.

Même contradiction dans le cahier de la sénéchaussée de Vannes qui, après avoir prévu que tout impôt devait être consenti par les Etats généraux (art. 7.), demande qu'il y ait partout des Etats provinciaux et que soient conservées « les lois, franchises et capitulations de toutes les provinces », mais en spécifiant seulement que toutes seraient autorisées à « répartir librement leur quote-part sur tous les contribuables » (art. 104) ; et qui ajoute qu'« aucune loi particulière n'aura d'exécution », qu'« aucun impôt ne pourra être établi dans cette province de Bretagne sans avoir été vérifiés et consentis par les gens des trois Etats » (art. 105). Pour que le troisième de ces vœux ne parût pas contredire le premier, il faudrait admettre que les Etats de Bretagne auraient le pouvoir de rejeter la quote-part revenant à la province sur les impôts votés par les Etats généraux. Il n'est guère de cahiers, du reste, parmi ceux qui réclament le plus nettement le maintien des privilèges de la province et des pouvoirs souverains de ses Etats, qui ne déclare également que tous les impôts du royaume devront être consentis par les Etats généraux.

Peut-être pourrait-on tirer des conclusions plus sûres d'une consultation faite, après le 4 août, dans tous les arrondissements de la province dont les députés avaient reçu le mandat impératif de défendre les privilèges de celle-ci. On sait que, dans la fameuse nuit historique, les députés du tiers-état de Bretagne, par la bouche de Le Chapelier qui, cette nuit là, présidait l'Assemblée, avaient renoncé aux privilèges de la province sous réserve de l'approbation de leurs électeurs. Mais nous n'avons trouvé trace de pareille consultation que dans l'arrondissement de Nantes et Guérande. Les assemblées électorales des villes, paroisses et corporations des deux sénéchaussées furent appelées à se prononcer et leurs députés se réunirent à Nantes le 30 septembre. Une forte majorité approuva l'abandon des privilèges (37 corporations contre 5, et 97 paroisses contre 58; 26 paroisses avaient fait défaut et 4 n'avaient pas délibéré valablement) (6). La minorité toutefois était importante. Le plus souvent, les délibérations des paroisses qui la composent justifient le maintien des privilèges, non pas par le caractère sacré des titres qui les fondent, mais par la pauvreté du sol breton qu'on ne saurait frapper d'impôts aussi lourds que celui de provinces plus riches. Plusieurs paroisses de la majorité faisaient d'ailleurs cette réserve qu'en aucun cas la gabelle ne devrait être introduite en Bretagne. Il est probable que, là où les électeurs du tiers breton prirent souci des privilèges de la province, ce fut parce qu'ils pensèrent ainsi aux avantages incon-

(6) Ces chiffres sont fournis par la lettre dans laquelle le sénéchal de Nantes, M. de Bellabre, rendit compte de l'assemblée à l'intendant (7 oct. 1789. Arch. d'I.-et-V. C 1807). Nous avons d'autre part les délibérations de 138 parcsisses (Arch. de la Loire-Inférieure, C 563-580), ce qui nous permet de faire remarquer que, sur ce nombre, 65 s'étaient prononcées chez elles pour le maintien des privilèges, contre 53 seulement pour leur abandon, 19 laissant toute latitude à leurs délégués; il est donc certain qu'à l'assemblée une forte action s'exerça contre le maintien des privilèges, entraînant les indécis et même les délégués de plusieurs paroisses favorables au maintien. Legendre, député de la sénéchaussée de Brest, en informant la municipalité de cette ville des résultats de la nuit du 4 août, dit simplement que « toutes les provinces, tous les bailliages » ont renoncé aux privilèges et droits particuliers pour les confondre « avec l'avantage général de la constitution nouvelle », et la municipalité lui répondit, le 12, en disant que sa lettre avait été reçue avec la satisfaction la plus vive, sans qu'il soit question de consultation des électeurs. Il est vrai que le cahier de la sénéchaussée de Brest ne donnait, à Legendre et à son collègue Moyot, aucun mandat au sujet des privilèges de la province. (A. CORRE, *Correspondance de Legendre*, Révol. française 1900, t. 39; ESQUIEU et DELOURMEL, *Correspondance de la Municipalité avec les députés de la Sénéchaussée*, Bull. de la Soc. Acad. de Brest, 1906, t. 32).

testables que les contribuables de toute classe en tiraient. Mais, le plus souvent, le bien que l'on attendait des réformes réclamées fit oublier aux rédacteurs des cahiers celui que l'on pouvait devoir à ces fameux privilèges; et le nouveau régime, en remettant l'administration locale à des assemblées et à des magistrats élus et en supprimant les privilèges fiscaux en même temps que les impôts les plus impopulaires, répondit de telle manière aux vœux du tiers-état que, du coup, fut ruiné le prestige et même le souvenir du contrat de la reine Anne et de la charte du Plessix-Macé.



Les Etats dissous, il fallait cependant que leur administration continuât. Nous avons rappelé que la noblesse et le clergé, d'un côté, le tiers, de l'autre, émirent les votes nécessaires pour la levée des impôts et le fonctionnement des services dont la province avait la charge. Pendant l'année 1789, la Commission intermédiaire nommée par les Etats de 1786-87 continua ses fonctions. Quelques membres défaillants seuls en avaient été changés. Les commissaires additionnels nommés par le tiers pour le doublement de l'ordre ne furent pas autorisés à siéger. Le bureau central et les bureaux diocésains travaillèrent aussi régulièrement que par le passé et l'on ne relève la trace d'aucun conflit entre commissaires des ordres privilégiés et commissaires du tiers. La Commission intermédiaire fut chargée de la besogne de la Commission de la Navigation intérieure qui, elle, n'avait pas été maintenue (7).

Par le décret du 12-16 décembre 1789 (8) la Constituante prorogea les pouvoirs de la première jusqu'au jour où entre-raient en fonctions les nouvelles administrations départementales. Elle autorisait en même temps les commissaires additionnels du tiers à siéger, et ils prirent effectivement place

(7) Le tiers avait refusé, avant la suspension des Etats, de participer à son renouvellement comme à toute autre opération de l'assemblée et il ne fut plus question d'elle lors de la reprise de la session en février. Il ne fut pas fait de nouveaux fonds pour les canaux et la Commission intermédiaire n'eut à s'occuper que de la continuation des travaux d'aménagement de la Vilaine, financés au moyen des emprunts antérieurs. La dépense dépassa de plus de 120 % les chiffres précédents, s'élevant à plus de 1.900.000 l. pour un devis dont le montant total était de 851.000 l. (Commission de liquidation, Précis du 20 janv. 1791, Arch. Nat. H 554 et Arch. d'I.-et-V. L. non coté).

dans tous les bureaux. Mais les commissaires de la noblesse et du clergé, considérant que les pouvoirs qu'ils tenaient des Etats expiraient le 31 décembre 1789, refusèrent de continuer plus longtemps leurs fonctions (9). Les ordres privilégiés persistaient ainsi, en Bretagne, dans l'attitude intransigeante qu'ils avaient adoptée en refusant, le 16 avril, de députer aux Etats généraux autrement que dans les anciennes formes.

La Commission intermédiaire ne cessa toute fonction que le 31 décembre 1790. Jusqu'à cette date, c'est elle qui demeura chargée de tout ce qui concernait la levée des impôts (10). Mais le bureau central avait adressé son rapport sur les opérations de 1789-1790, au conseil général du département d'Ille-et-Vilaine, dès le 17 septembre précédent (11). A ce moment-là, commencèrent les travaux d'une « Commission de liquidation des anciennes affaires de Bretagne », qui fut dès lors chargée de tout l'arriéré de l'administration des Etats et qui tint deux sessions, la première, du 16 septembre 1790 au 20 janvier 1791, la seconde, du 2 mai au 12 août 1792 (12).

En 1789, la Commission intermédiaire n'avait eu à innover en aucune manière dans les différentes parties de son administration. Elle avait réparti les impôts abonnés suivant les

(8) DUVERGIER, *Collection des lois, décrets, ordonnances*, etc. t. I, p. 73.

(9) Reg. délib. de la Com. int. et des bureaux diocésains à la date des 29, 30 et 31 déc.

(10) Pour cet objet, ses fonctions furent spécialement prorogées par le décret du 31 août 1790. (DUVERGIER, t. I, p. 397). L'intendant avait été informé, le 25 juin 1790, par le gouvernement, que « sa mission était au moment de cesser ». Jusqu'en septembre, il correspondit avec les ministres au sujet de la remise de ses papiers. (Arch. Nat. H 621).

(11) C'est le dernier de la collection des rapports de la Commission. (Arch. d'I.-et-V. C 3859).

(12) Les registres de cette commission sont conservés aux Arch. d'I.-et-V. dans la série L, non cotés. Elle nous a laissé d'autre part un « Précis » de la première partie de son « travail » en date du 20 janvier 1791 (imprimé chez la Vve Vatard, 39 p., *ibid.* et Arch. Nat. H 554).

En se séparant, le 15 août 1791, la Commission annonça qu'elle ne se réunirait de nouveau qu'en août 1792, parce qu'elle n'aurait les comptes des receveurs et percepteurs pour 1789-1790 qu'au début de ce mois-là, et ceux du trésorier, le 1^{er} septembre suivant. (Correspondance entre la commission et le min. des finances 9 et 30 août, 4 sept. 1791. Arch. Nat. H 554).

La Commission de liquidation était composée de J. J. Bouestard de la Touche, H. C. Chardel, J. B. Gandon, F. Limon, C. L. d'Haucourt, J. Lefebvre, J. N. Méaulle et P. B. Boissier. Chardel était l'ancien secrétaire de la Commission intermédiaire.

mêmes règles qu'auparavant, disposé comme auparavant des crédits, ouverts aux mêmes chiffres qu'antérieurement, pour les grands chemins et le soulagement des corvoyeurs, pour les étapes, les charrois militaires, les haras, le collège de Kergu et les divers cours qu'elle subventionnait. Le trésorier continua d'assurer le service des emprunts de la province, y compris ceux contractés pour le compte du roi, et de payer les pensions ordinaires; il procéda aux amortissements prévus, tant sur les emprunts de la province que sur ceux du roi (13). En 1790, la Commission eut à appliquer les dispositions du décret des 26-27 septembre 1789 qui ordonnait de lever sur les privilégiés, pour les 6 derniers mois de cette dernière année, les impôts directs dont ils étaient jusqu'alors exempts (14). Pour 1790, les anciens privilégiés devaient naturellement être imposés sur les mêmes rôles et dans les mêmes conditions que les autres contribuables. Réforme importante, les fouages furent cette année-là transformés en un supplément proportionnel aux vingtièmes des biens-fonds. C'était le meilleur moyen et le plus simple de répondre, à leur sujet, aux vœux antérieurs du tiers (15).

Les impôts sur les boissons, devoirs et autres furent laissés, comme en 1789, en régie, aux mains de l'ancienne compagnie Plouvyé. On n'y changea rien autre chose que les conditions de vente de l'eau-de-vie et la suppression de tout privilège (16).

(13) D'après le précis, la dette constituée de la province se trouvait réduite au 31 déc. 1790 à

31.442.778 l. 14 s. 11 d. au denier 50

16.878.038 l. 19 s. 10 d. au denier 20

1.895.100 l. 9 s. au denier 25

à quoi s'ajoutaient 414.000 l. pour les dix offices de receveurs des fouages extraordinaires et les droits créés sur lesdits offices. Pour 1791, le montant des intérêts à payer devait s'élever à 1.548.717 l., non compris les 48.000 l. de gages et taxations dus pour le dernier article. Cf. *supra*, p. 730.

A la même date, le capital des emprunts contractés pour le compte du roi était réduit à 13.179.657 l. 8 d. (intérêts 658.134 l. 1 s. 9 d.).

(14) DUVERGIER, t. I, p. 49.

(15) Le 8 janvier 1790, elle avait demandé aux députés bretons de lui procurer des éclaircissements au sujet de l'application du décret du 12-16 décembre 1789 et, en particulier, sur la manière de lever les fouages, proposant elle-même le système qui fut appliqué. Le 12 janvier, elle invita les bureaux diocésains à surseoir jusqu'à plus ample informé à la répartition des impôts. (Arch. d'I.-et-V. Reg. délib. de la Com. int. C 3843).

(16) Les régisseurs recevaient un intérêt de 6 % pour leurs trois millions d'avances, 6 d. p. l. de la recette nette des droits et amendes

Les impôts abonnés ne paraissent pas être rentrés plus mal en 1789 et 1790 que précédemment. Les versements du trésorier des Etats au trésor royal s'élevèrent, en 1789, à 2.703.379 l. et, en 1791, à 3.610.024 l. (17). Nous n'avons pas malheureusement le chiffre de ses encaissements. Mais le Précis de la Commission de liquidation nous apprend, en janvier 1791, qu'à la fin de 1790 la province était à peu près quitte de ses obligations pour l'année 1789 et que, si elle devait encore la quasi-totalité du montant de ses abonnements pour 1790, le montant des rôles de 1790, dont le recouvrement ne se trouvait pas plus en retard que de coutume, constituait « une ressource « assurée » au moins pour le paiement des vingtièmes, de la capitation et de la milice, et pour l'acquit des charges du casernement (18).

Sur le produit des devoirs et autres impôts sur les boissons, le déchet, pour les deux années, fut, au contraire, considérable, l'exercice chez les débitants étant devenu impossible et l'attitude des populations ne permettant pas de recourir à la contrainte (19). L'on en tira toutefois assez d'argent pour payer le don gratuit, et les charges à acquitter par ailleurs furent sensiblement réduites. Les haras furent supprimés par

jusqu'à concurrence de 5.108.010 l. et 1 d. p. l. sur l'excédent, enfin 2 d. p. l. sur les bénéfices de leur commerce de vins et d'eaux-de-vie. (*Ibid.* 12 mars 1789).

L'eau-de-vie devait être vendue à tout acheteur au prix uniforme de 2 l. 10 s. le pot. Les producteurs et les marchands en gros paieraient 2 s. par pot sur les quantités réservées pour leur propre consommation. Les liqueurs étrangères seraient frappées d'un droit unique d'entrée dans la province de 40 s. par pot. Le droit de banc et étanche était supprimé, ainsi que les exemptions dont bénéficiaient les buvettes des cours et tribunaux.

(17) Arch. Nat. H 554. La Commission intermédiaire avait demandé aux députés bretons, le 23 mars 1790, (Reg. délib.) de défendre la province contre toute augmentation de ses anciennes charges qu'elle évaluait à 12.805.413 l. (non compris les impôts perçus par les fermiers du roi, mais y compris, sans doute, les frais de recouvrement : deux tableaux détaillés évaluent en effet ces charges, déduction faite desdits frais, l'un à 11.345.606 l. l'autre à 11.703.665 l., Arch. Nat. H 554). Mais le total des impôts nouveaux fut porté à 13.416.800 l. pour les 5 départements. (*Ibid.*).

(18) Précis du travail de la Com. de liquidation et Rapport de la Com. int.

(19) Le 25 sept. 1789, la Com. int. constate que les états de tierce révélaient « la diminution la plus alarmante » et que « l'effervescence « du peuple » était telle que dans plusieurs villes on n'osait plus faire que « des exercices de pure forme ». (Reg. délib.). Le Précis de la Com. de liquidation parle, de son côté, d'une « perte énorme » en 1789 et 1790.

la Constituante en mars 1790 et, sur les 100.000 l. du crédit ouvert pour eux en 1789, 67.354 l. seulement furent dépensées. En 1790, on adjugea peu de travaux sur le fonds des grands chemins. Les traitements des professeurs de dessin, de mathématiques, d'accouchement et d'équitation, et la subvention de l'école de chirurgie furent payés jusqu'à la fin de 1790. De même les bourses à Kergu. La Commission de liquidation estima, somme toute, qu'une réduction de 1.800.000 l. sur les charges de la province pour les deux années 1789 et 1790, somme égale au montant de l'abonnement de l'impôt et billot, suffirait à assurer l'équilibre de son budget (20).

La maladie du dernier trésorier des Etats, Nicolas Beaugeard, devenu fou en juin 1790, vint compliquer gravement la tâche de la Commission intermédiaire. Elle demanda aussitôt à l'Assemblée Nationale de confier les fonctions de trésorier à l'un des commis de Beaugeard, le sieur Guyard, et de l'autoriser elle-même à nommer un inspecteur pour surveiller la gestion de Guyard et défendre, en la circonstance, les intérêts de la province. Chardel fut chargé, on le sait, de cette importante mission. Les affaires du trésorier étaient d'ailleurs en ordre et la province ne subit aucun préjudice.

On ne peut dire, à tout prendre, que la tâche de la Commission intermédiaire en 1780 et 1790 et, ensuite, celle de la Commission de liquidation aient été malaisées. La situation administrative léguée aux départements était nette. La question qui restait à résoudre était celle de savoir dans quelle mesure et par quels moyens ceux-ci pourraient continuer d'assurer, avec la levée des impôts, les services publics jusqu'alors confiés aux Etats : grands chemins et autres travaux publics, cours

(20) Précis du travail de la Com. de liquidation. La Commission termine son chapitre sur les dettes de la province par cette conclusion : « En dernier résultat, quand la province aura obtenu une diminution de 900.000 l. sur ces deux années, elle sera encore une des provinces du royaume qui aura le mieux rempli ses engagements envers le trésor public depuis le commencement de 1789 ».

La Commission veilla à ce que fussent soigneusement distinguées les dépenses relatives à l'ancienne et à la nouvelle administration, et elle invita le ministre des finances à faire rétablir, dans la caisse du trésorier des Etats, 640.000 l. prises par les départements pour leurs divers besoins. Le ministre répondit par la promesse d'y obliger les départements. En attendant, la Commission se garda bien de faire figurer la somme dans le tableau des charges de la province. (Correspondance entre le ministre et la Commission, 9 et 30 août et 4 sept 1791, Arch. Nat. H 554).

(21) Rapport de la Com. int. et Précis du travail de la Com. de liquidation.

et bourses d'enseignement dont ceux-ci faisaient les frais, encouragements qu'ils donnaient parfois à des entreprises d'ordre économique ou scientifique. La Commission de liquidation ne paraissait pas douter qu'ils s'en chargeraient tout naturellement. Elle se montra sceptique sur la possibilité d'exécuter les vastes plans de la Navigation intérieure. Elle proposa de vendre l'hôtel de Kergu et de consacrer le produit de la vente, avec le fonds des anciennes bourses, à la fondation de bourses dans les collèges de la province (22). Les haras, nous l'avons vu, avaient été supprimés par la Constituante. Les autres charges n'avaient vraiment rien d'excessif pour les départements et les villes.

(22) Précis de la Com. de liquidation.

CONCLUSION

Au moment où Louis XIV commença à régner par lui-même les Etats de Bretagne n'avaient encore perdu ni toute vigueur, ni toute indépendance. Depuis que les gentilshommes avaient pris l'habitude, dans la première moitié du siècle, de venir de plus en plus nombreux aux sessions et établi ainsi, par l'usage, leur droit de siéger dans l'assemblée, sans condition d'âge, de rang ou de fortune, la noblesse s'était trouvée en mesure de tenir tête aux agents du pouvoir royal. C'est en elle que résida dès lors toute la force de l'opposition ; opposition plus turbulente que réfléchie et disciplinée, mais avec laquelle il fallait compter. Cette opposition n'eut guère l'occasion de soulever avec le pouvoir royal de conflit vraiment dangereux, tant que celui-ci ne menaça, par aucune innovation, le régime financier conservé à la Bretagne depuis sa réunion à la couronne et se prêta au marchandage du don gratuit. Les charges de la province, il est vrai, s'alourdissaient toujours ; ses finances malhonnêtement administrées et les gaspillages des Etats, leurs libéralités de toute sorte, tout autant que les exigences de la royauté, avaient obligé ceux-ci à créer l'impôt du fouage extraordinaire et à augmenter, plus d'une fois, leurs « devoirs » sur les boissons. Mais la noblesse n'en souffrait guère ; elle ne payait rien des impôts qu'elle votait. Les marchandages cérémonieux des Etats avec les commissaires du roi servaient à faire durer les tenues, agréables occasions de fêtes et de festins, d'où bien peu revenaient sans avoir reçu assez, d'une manière ou d'une autre, pour couvrir leurs frais de voyage et de séjour.

Les pratiques de leurs assemblées, leur longue docilité à l'égard de la royauté avaient mal préparé nos Etats à résister à la politique autoritaire du jeune roi et de ses ministres. Au reste, pour eux, la première condition, pour ne pas disparaître, était alors de savoir obéir. Leur histoire, après 1660, fut donc

d'abord celle d'une longue déchéance. De cette déchéance nous avons marqué les étapes. En 1671, ils votent le don gratuit avant l'examen des contraventions. En 1675, la révolte du Papier timbré, mouvement tout populaire dont l'aristocratie bretonne trembla de paraître complice, fournit au pouvoir royal l'occasion de faire durement sentir à tous sa volonté de ne plus souffrir l'ombre même d'une résistance; le Parlement est exilé à Vannes pour quinze ans; les Etats doivent désormais voter le don gratuit par acclamations, à l'ouverture de leurs tenues, et son chiffre, devenu fixe, est soustrait à tout débat. Puis, ce sont les règlements de 1685 et de 1687 qui, en mettant plus d'ordre et de simplicité dans le budget des Etats en même temps qu'un terme à la dilapidation de leurs fonds, assurent la mainmise du pouvoir royal sur les ressources de la province. L'installation à demeure d'un intendant à Rennes, en 1689, apparaît comme le couronnement de la politique qui avait ainsi réduit à de vaines apparences les fameux privilèges bretons. Et pourtant, peu après, nous avons vu les Etats recommencer à élever la voix. S'ils demeurèrent, jusqu'à la fin du règne, aussi peu capables de défendre la province contre les expédients de la fiscalité royale aux abois, — impôts nouveaux, créations d'offices, charges nouvelles infligées à leur budget, — l'excès des sacrifices à subir ranimait déjà en eux l'esprit d'indépendance; en les associant, au moyen des abonnements d'impôts, à l'exploitation fiscale de la province, on leur offrait, d'autre part, l'occasion de disputer à l'intendant, pour leurs propres commissaires, une part de ses plus importantes attributions. Aussitôt le grand roi disparu, il s'y trouva une opposition prête à l'action, accoutumée déjà à se défendre, qui avait accumulé les griefs et tiré un programme du régime auquel la province avait été soumise depuis vingt ans.

Nulle part, sous la Régence, la réaction ne fut plus vive qu'en Bretagne contre les pratiques autoritaires du dernier règne et les excès de sa fiscalité. La conspiration de Pontcallec a même pu faire croire à un soulèvement national breton contre la monarchie française. Ce ne fut, en réalité, qu'une folle aventure où ne se risquèrent qu'une poignée de gentilshommes sans beaucoup plus de crédit que de jugement et dont les chefs n'avaient cherché rien de plus, dans leur révolte, qu'un moyen énergique d'imposer au gouvernement le respect des privilèges de la province. Ce qui compta, ce qui mérite l'attention, ce ne fut pas cette suite avortée de l'opposition de la noblesse dans

la tenue de 1718; ce furent les revendications obstinément soutenues aux Etats de 1715, 1717 et 1718, revendications qui traduisaient les sentiments, non seulement des conjurés qui s'en firent si malheureusement les champions, mais de la quasi-totalité d'une assemblée dont le loyalisme éprouvé à l'égard de la royauté et la longue docilité n'excluaient pas un puissant désir d'autonomie.

Les buts de la politique des Etats pendant tout le siècle furent, dès cette époque, nettement définis : On n'osera jamais contester franchement au roi le droit de soumettre la Bretagne aux impôts créés pour la généralité du royaume; mais on voudra devenir pleinement maître de leur répartition et de leur perception. Ainsi les privilégiés bretons auraient le moyen d'atténuer pour eux-mêmes l'effet des réformes qui porteraient atteinte à leurs immunités financières. Les Etats revendiquaient, d'autre part, la libre gestion de leurs propres finances, l'emploi, par leurs propres commissaires, des fonds qu'on les obligeait de voter et le libre choix des moyens de pourvoir à l'équilibre de leur budget. Ainsi seraient, autant que possible, diminués le rôle et l'autorité de l'intendant, et les Etats, maîtres de l'administration des grands chemins, des haras, du casernement, des étapes et, d'une façon générale, des services publics dont ils faisaient les frais, renforceraient, par l'exercice d'une autorité réelle, les prétentions mal assurées qu'ils tiraient de leurs anciennes chartes, et réaliseraient les conditions les plus favorables pour marchander au roi le concours financier de la province.

Ce n'est pas à leurs seuls efforts qu'ils durent de parvenir à leurs fins. C'est grâce à l'appui du maréchal d'Estrées qu'ils obtinrent, en 1726, l'administration des haras; c'est sur les instances et les conseils du même commandant en chef et du nouvel évêque de Rennes, Guérapin de Vauréal, qu'on leur concéda, en 1732, celle du casernement. D'Estrées et Vauréal, sans doute, avaient obéi au souci de désarmer une opposition que la sanglante répression de la conspiration de Pontcallec n'avait pas découragée pour longtemps. Mais on ne saurait dire qu'en 1734 le contrôleur général Orry fit le même calcul en accordant aux Etats l'abonnement de la capitation et du dixième, avec une telle extension des pouvoirs et des cadres de la Commission intermédiaire déjà chargée des affaires du casernement, que commença, dès lors, une nouvelle période dans l'histoire de l'administration des Etats. Ce fut là, vraiment,

une concession gratuite, conséquence du rétablissement du dixième lors de la guerre de la Succession de Pologne. Le ministre ne faisait point de grâce particulière à la Bretagne en lui offrant un abonnement dont il invitait spontanément tous les pays d'Etats à se charger. Quant aux risques à redouter d'une institution telle que la Commission intermédiaire, élargie et investie de nouveaux pouvoirs, il croyait bien les avoir prévenus au moyen de la réglementation qui, avant la tenue, fut élaborée par l'évêque de Rennes et par ses propres bureaux. Les meneurs de l'opposition et leurs agents furent d'ailleurs traités, cette année-là, avec une sévérité à laquelle on n'était plus accoutumé depuis longtemps.

Cependant Orry n'avait fait que répondre aux vœux des Etats et, à vrai dire, aux revendications obstinées de leurs éléments les plus agressifs depuis 1722. Si peu satisfaits que parussent ceux-ci, si hostiles qu'ils demeurassent jusqu'en 1752 à la Commission intermédiaire et à ses premiers chefs, Vauréal et Baillon, celle-ci sut parfaitement, dès ses débuts, défendre son indépendance à l'égard des ministres, qui croyaient en faire, pour eux-mêmes, un instrument docile dont les complaisances les auraient pu dispenser parfois d'affronter la résistance des Etats. On reconnut, du reste, quel prix le « bastion » lui-même attachait au système établi en 1734, à la vigueur avec laquelle il s'éleva contre la tentative de Machault pour faire lever directement l'impôt du vingtième, en Bretagne comme ailleurs, sans abonnement. Le plus clair résultat de cette tentative fut de réveiller la combativité d'une opposition que les concessions bénévoles d'Orry avaient au moins eu pour effet d'affaiblir et qui, toujours puissante désormais, constamment prépondérante dans la noblesse et influente dans les deux autres ordres, n'allait plus laisser de répit au pouvoir royal. Or, pour celui-ci, commençait l'ère des grandes difficultés, des embarras financiers sans issue, du discrédit croissant. Alors apparaît pleinement sa faiblesse foncière en face d'une aristocratie immédiatement soulevée contre toute tentative de réforme qui toucherait à ses privilèges et que n'intimidaient plus les coups d'autorité. Si les parlements ont joué, dans cette opposition aristocratique, le rôle le plus éclatant, l'exemple des Etats de Bretagne montre que le « despotisme ministériel » eut d'autres adversaires qui ne furent ni moins audacieux, ni moins tenaces. Nous avons montré que, si leur action depuis 1717 fut plus d'une fois associée à celle

du Parlement de Rennes et lui parut même, en certaines circonstances, subordonnée, elle en fut, en réalité, le plus souvent indépendante et qu'elle obéit toujours à ses propres mobiles. L'entente parfaite des deux grands corps politiques de la province fut rare; même quand elle paraissait le mieux assurée, au temps par exemple des conflits avec le duc d'Aiguillon, le Parlement se montra incapable de se départir de sa hautaine défiance à l'égard des Etats et de leurs commissions et de les ménager aucunement dès qu'il croyait ses prérogatives en jeu. Les Etats témoignèrent ordinairement de plus de sens politique; à l'ardeur avec laquelle ils soutinrent la cause des magistrats contre d'Aiguillon et Brienne, on peut voir qu'en dépit de chicanes irritantes on y savait comprendre que la déchéance du Parlement enlèverait à leurs propres droits leur sanction la plus efficace. Ils avaient, il faut le dire, plus à perdre à la ruine du Parlement que le Parlement à la leur.

L'histoire de nos Etats depuis 1756 est celle d'un progrès continu de leurs prétentions et de leurs pouvoirs. Un seul des retours offensifs de politique autoritaire qu'ils eurent à subir depuis cette date eut pour eux des conséquences sensibles, celui auquel présida le gouvernement du triumvirat, de 1771 à 1774. Ils perdirent alors l'administration des domaines et contrôles, qui leur avaient été aliénés en 1759, et jamais leur Commission intermédiaire n'eut à souffrir d'aussi arbitraires injonctions. Mais ils étaient sortis sans dommage de la période de luttes ardentes que fut celle du commandement du duc d'Aiguillon, y gagnant, au contraire, un surcroît d'assurance et d'audace. Le règlement draconien dont on leur avait imposé l'enregistrement à la fin de la tenue de 1766-1767 ne fut qu'une menace vite évanouie. La guerre d'Amérique obligea également Necker à renoncer de bonne heure aux projets de règlements au moyen desquels il avait songé à les mater, à la suite des difficultés de la tenue de 1776-1777.

Un dernier mouvement de réaction, sous l'administration de Joly de Fleury, leur fit, il est vrai, fortement sentir la précarité de leurs pouvoirs. Jamais, depuis 1717, ils n'avaient été si près d'être dissous qu'à la fin de la tenue de 1782-1783. Mais le moment aussi était tout proche où Calonne allait croire habile de céder complètement aux exigences dont ils n'avaient cessé d'amplifier le programme depuis le départ du duc d'Aiguillon.

Les Etats de Bretagne finirent ainsi par réaliser une extension de leurs pouvoirs administratifs qui mettait entre leurs mains l'entière gestion, à peu de chose près, des services dont ils faisaient les frais, et la levée de tous les impôts directs, les fouages exceptés, ainsi que de tous les droits sur les boissons perçus dans la province, pour leur compte ou pour celui du roi. Il ne tint qu'à eux, dans la tenue de 1786, d'achever leur mainmise sur toutes les perceptions d'impôts auxquelles ils pouvaient prétendre, en obtenant la levée des fouages et en recouvrant l'administration des domaines et contrôles. Et il s'agissait de pouvoirs administratifs complets excluant, sauf pour l'administration des étapes, toute ingérence de l'intendant. Leurs commissions intermédiaires, tant celle des Domaines et Contrôles, quand elle exista, et celle de la Navigation intérieure, que la Commission principale, dépendaient exclusivement d'eux-mêmes et, comme leurs officiers et députés, correspondaient directement avec le gouvernement royal. Les pouvoirs de décision de ces trois commissions ne comportaient d'autre réserve que le recours aux Etats ou au Conseil du roi.

La conquête de cette autonomie administrative n'avait fait qu'accompagner l'effort commencé en 1715 pour assurer pleinement l'indépendance des Etats eux-mêmes, en particulier le libre choix de leurs officiers, députés et commissaires, et restaurer les droits politiques traditionnellement invoqués depuis la réunion de la province au royaume. Leur indépendance, la liberté de leurs élections, les Etats les assurèrent progressivement et ils n'avaient plus de concessions formelles à exiger sur ce point depuis 1784. Mais il y avait des capitulations impossibles pour la monarchie; leur reconnaître pleinement le droit de consentir toute levée de deniers dans la province était de celles-là. Les Etats eux-mêmes ne contestaient d'ailleurs pas la souveraineté absolue du roi, ni le devoir d'obéissance auquel ils étaient tenus, en fin de compte, envers lui. Mais, en fait, le pouvoir royal n'avait pu exploiter la province, depuis 1715, comme il l'avait fait sous le règne de Louis XIV. Il était des impôts, monopoles, taxes commerciales ou de fabrication, au sujet desquels les Etats se taisaient ou se contentaient de remontrances plus ou moins vives; le monopole du tabac excepté, le revenu en était de faible importance. Mais les impôts abon- nés, parmi lesquels il faut comprendre les sols additionnels aux droits des fermes, étaient toujours soumis à des marchandages qui avaient parfois abouti à réduire considérablement

la charge de la province. On avait vu, enfin, les Etats, avec le concours du Parlement, faire victorieusement échec à des taxes comme le don gratuit des villes et, par leurs seuls moyens, faire reconnaître leur droit de consentir les concessions et prorogations d'octroi au bénéfice de celles-ci. C'était un fait acquis, depuis l'époque du duc d'Aiguillon au moins, qu'il n'était guère de levée d'impôt possible en Bretagne sans que l'on eût d'abord composé avec les Etats.

On comprend, quand on voit, par l'exemple des nôtres, quelle figure les Etats provinciaux pouvaient faire en face du pouvoir royal et de ses agents, qu'on se soit plu, même dans le tiers-état, à opposer ces vieilles institutions aux assemblées provinciales de Necker et de Brienne (1). Il s'en fallait cependant de beaucoup que tous les Etats provinciaux du royaume fussent capables d'une pareille indépendance et d'une pareille activité. Leur histoire, sous l'Ancien Régime, est trop mal connue pour qu'on puisse se risquer à des comparaisons suffisamment fondées. Les Etats de Languedoc sont les seuls dont on puisse dire avec assez de certitude qu'ils causèrent au pouvoir royal des embarras aussi sérieux et participèrent d'une manière aussi importante à l'administration de leur province que ceux de Bretagne. Par ailleurs, il n'en fut vraisemblablement pas d'aussi difficiles à conduire.

*

A quoi pouvait donc tenir l'humeur indépendante, la particulière vigueur des Etats de Bretagne, la force de leur opposition ? On est tenté de l'expliquer d'abord par la vitalité de l'esprit provincial en Bretagne et par la base solide que donnaient, aux revendications des Etats, les privilèges solennellement reconnus lors de la réunion de la province au royaume. Ce qui faisait, en réalité, la vertu de ces fameux privilèges, c'est qu'ils étaient, grâce à la constitution des Etats, une sauvegarde pour ceux de la noblesse.

C'est un anachronisme que de parler d'un nationalisme breton, ou même d'une patrie bretonne sous l'Ancien Régime, ou bien il ne faut pas donner au mot patrie un sens aussi fort, aussi précis, ni aussi exclusif qu'aujourd'hui. Quand on parle

(1) Sur la faveur des Etats provinciaux auprès de l'opinion, voir RENOUVIN, *Les Assemblées provinciales de 1787*, chap. X, p. 326 et suiv.

de la « nation bretonne » au XVIII^e siècle, il faut entendre qu'il s'agit de la noblesse; elle-même se qualifie ainsi, et il faut se hâter d'ajouter que cette noblesse, en se considérant comme la représentation authentique de la nation bretonne, n'opposait pas cette nation à la monarchie française comme un élément étranger. Son loyalisme monarchique et son attachement à l'unité du royaume étaient aussi vifs et aussi solides que ceux d'aucune autre fraction de la noblesse française; elle l'a prouvé avec assez d'éclat avant et pendant la Révolution. Mais elle tenait aux avantages que lui valait le statut particulier de la province. Elle était toujours prête à rappeler au roi qu'il était de son devoir, à lui, de respecter ce statut, comme il était de son devoir, à elle, de consentir aux derniers sacrifices pour la cause de son souverain légitime. Des sentiments du reste du peuple breton elle n'avait cure. Elle se considérait comme leur libre interprète; interprète singulièrement égoïste, on l'a vu par le cynisme impitoyable avec lequel elle rejetait sur les contribuables roturiers tout ce qu'elle pouvait des charges de la province, acceptant pendant longtemps, sans grande résistance, que l'on accablât celle-ci, pourvu que le fardeau ne fût pas pour elle-même, et faisant payer par les malheureux contribuables aux devoirs la rançon de ses propres abus.

Or cette noblesse pouvait, toute entière, siéger aux Etats. Voilà le secret de la puissance politique et de l'activité conservée par ceux-ci. Une noblesse peu nombreuse, réduite à ses éléments supérieurs eût été plus modérée et eût offert plus de prise au gouvernement. La foule des petits nobles était, dans son ensemble, plus capable de conserver son indépendance, du moins à l'égard des agents du pouvoir; ses préjugés et son obstination étaient plus difficiles à vaincre et c'étaient naturellement ses éléments les plus passionnés, les plus entêtés dans leur amour-propre provincial et dans leurs intérêts, qui affluaient aux tenues et que les agents du pouvoir trouvaient en face d'eux.

L'action de cette noblesse et celle des Etats eux-mêmes était évidemment plus facile que celle des ministres. Les Etats poussaient leurs avantages sans prendre souci d'aucune responsabilité, n'ayant d'attention que pour le but à atteindre : réduire les charges que l'on voulait leur imposer et mettre l'administration de la province aux mains des privilégiés de leur propre assemblée. Ils entendaient faire respecter leur droit de discuter la participation de la province aux charges générales

du royaume ; mais ils n'avaient pas à prendre en considération les besoins de celui-ci, ni les embarras des contrôleurs généraux.

Leurs résistances et leurs attaques n'auraient sans doute pas abouti aux mêmes succès, au progrès à peu près continu, depuis 1720, de leurs prétentions et de leurs pouvoirs, s'ils avaient eu affaire à une monarchie capable d'une politique suivie, et décidée à pousser jusqu'au bout les conséquences de ses principes absolutistes. Mais, si les ministres ont toujours prétendu obtenir la docilité des Etats, s'ils n'ont jamais pensé, même Necker et Calonne, à sacrifier l'autorité du gouvernement à un plan d'autonomie provinciale, toute l'histoire de leurs relations avec la Bretagne démontre qu'ils n'ont pas paru voir le danger des plus importantes concessions qu'ils leur ont faites. Ils n'étaient d'ailleurs le plus souvent, capables que d'une politique au jour le jour, commandée par leurs difficultés du moment et, surtout, par leurs besoins d'argent. Les gouvernements les plus résolus, du moment que les Etats cédaient à leurs exigences essentielles, se trouvaient satisfaits, sans songer à menacer leur existence. La suppression des Etats n'a jamais été envisagée que comme une mesure extrême, source de complications que nul ministre ne s'est soucié d'avoir à résoudre. Non seulement l'ancienne monarchie n'a pas réalisé, il s'en fallait de beaucoup, un régime complet de centralisation administrative, mais encore sa politique à l'égard des Etats de Bretagne montre que ses souverains et ses ministres n'eurent pas de si haute ambition. Il ne faudrait pas davantage conclure de ses concessions à nos Etats, répétons-le, qu'elle tendit jamais à favoriser l'autonomie provinciale. Elle continua, jusqu'au bout, à défendre son autorité absolue. Mais, si elle prétendait maintenir les Etats provinciaux dans l'obéissance, elle trouva toujours commode de les utiliser comme auxiliaires, d'en faire ses intermédiaires pour le recouvrement des impôts et de pouvoir recourir à leur crédit.

L'on voit ainsi pourquoi les Etats provinciaux ont survécu, sans plus courir trop de risques, à l'affermissement du régime absolutiste. La période critique, pour eux, fut la première partie du XVII^e siècle, période de guerres civiles et aussi, de révoltes populaires, pendant laquelle on a pu craindre qu'ils ne fournissent directement ou indirectement un appui aux rebelles. C'est leur loyalisme qui mit alors les Etats de Bretagne à l'abri. Le pouvoir royal, se trouvant ensuite mieux assuré

du lendemain, apprécia beaucoup plus les services que pouvaient lui rendre les Etats provinciaux que les dangers qu'il avait à redouter de leur part.

On peut ajouter que leur caractère aristocratique, propre à les rendre suspects au temps de Richelieu et de Mazarin, leur fut au contraire, par la suite, un titre aux ménagements du pouvoir. S'il frappait assez volontiers les individus rebelles à ses volontés, le roi, au XVIII^e siècle, se trouva de moins en moins capable de toucher aux prérogatives générales d'une noblesse de laquelle, en prétendant la domestiquer, il s'était rendu plus étroitement solidaire que jamais, s'isolant au milieu d'elle alors qu'il l'isolait plus complètement elle-même du reste de la nation. A la fin de l'Ancien Régime, s'il y avait péril pour une assemblée aristocratique telle que nos Etats, ce n'était plus de la part de la monarchie et de ses tendances absolutistes.

Le véritable danger pour eux venait d'ailleurs, du tiers-état soulevé, dans leur propre sein, contre les privilèges de la noblesse. Leur existence même se trouva menacée du jour où leur constitution commença de paraître insupportable au tiers. Personne n'en eût conscience, non seulement quand, en 1768, les premières chicanes mirent les deux ordres aux prises, mais encore à la veille de la crise décisive. Ce que ces chicanes annonçaient, cependant, dès leur origine, et c'est une source particulière d'intérêt pour les vingt dernières années de l'histoire des Etats de Bretagne, c'est le grand conflit social par lequel allait commencer la Révolution française. De ce conflit nos Etats devaient être les premières victimes et leur ruine, consommée en fait dès le mois de janvier 1789, sous le coup des revendications intransigeantes du tiers-état breton, annonça la ruine prochaine, à Versailles, de l'Ancien Régime tout entier.

*
* *

Leur disparition pouvait-elle causer un grand préjudice à la province ? De la survivance des Etats jusqu'en 1789 et des pouvoirs qu'ils avaient conservés ou acquis, il n'est pas contestable que les contribuables bretons de toute classe, les roturiers comme les nobles, ont tiré quelque avantage. Sous l'Ancien Régime, la Bretagne a toujours été moins lourdement chargée d'impôts qu'aucune autre partie du royaume. Dans son *Administration des finances*, Necker a calculé que la moyenne des

charges publiques s'y élevait seulement à 11 l. 9 d. par d'habitant et à 13.828 l. 7 d. par lieue carrée, contre 19 l. 15 s. 2 d. et 17.674 l. 8 s. pour l'ensemble du royaume. Personne n'était sans bénéficier de cette modération générale des charges, due, dans une large mesure, à l'exemption de la gabelle et de la taille et au système des abonnements, mais surtout aux pouvoirs financiers des Etats. Jusqu'au bout, ceux-ci ont efficacement rempli leur mission originelle qui était de défendre la Bretagne contre les exigences du fisc royal, sinon toujours par une résistance ouverte et victorieuse, du moins, même dans les plus difficiles moments, par le recours aux rachats que leur permettaient la possession de ressources propres et la faculté d'emprunter pour leur compte.

C'étaient les privilégiés représentés dans l'assemblée qui, évidemment, profitaient le plus sûrement de l'administration des Etats. L'on peut se demander si les autres contribuables n'auraient pas fini par gagner à l'introduction, dans la province, des méthodes plus équitables que l'administration royale s'efforça d'appliquer dans d'autres parties du royaume. Mais il ne faut pas oublier que ces efforts n'ont ordinairement abouti qu'à de médiocres résultats. On ne peut guère signaler de progrès sensibles, vers la fin du siècle, que dans la répartition des vingtièmes. Si la taille était parfois plus équitablement assise que les fouages, elle était, d'autre part, plus lourde. On ne saurait affirmer que la capitation, malgré l'insuffisance flagrante de la contribution de la noblesse, fût beaucoup plus mal répartie en Bretagne qu'ailleurs. Il paraît, au contraire, certain que, sous l'autorité de la Commission intermédiaire, la perception des impôts directs y était sujette à moins de rigneurs. Quant aux pratiques des fermiers des Etats, elles n'étaient sans doute ni meilleures ni pires que celles des fermiers du roi. Pendant la période où ces derniers durent, pour la gestion des domaines et contrôles, céder la place à une commission des Etats, de sensibles progrès furent réalisés à l'avantage des assujettis sans que fût aucunement compromis le rendement des droits.

Ce que l'on peut dire, c'est que, si une régie royale eût peut-être réussi à tirer davantage des privilégiés, elle n'aurait pu accroître beaucoup la charge des classes populaires et qu'il ne faut pas oublier que la modicité relative des charges imposées à la province était, dans une large mesure, justifiée par la médiocrité de ses ressources.

La Bretagne, sous l'Ancien Régime, méritait, en effet, sa réputation de province pauvre. On y évaluait du tiers au quart la proportion des terres incultes, et il n'était pas de région dans le royaume où l'agriculture fût plus arriérée. La condition des populations rurales y était presque toujours au-dessous du médiocre et très souvent misérable; et c'était également le cas pour la majeure partie de la population des villes. Le réseau des grandes routes, malgré les progrès réalisés sous l'impulsion du duc d'Aiguillon, laissait encore beaucoup à désirer et les chemins ruraux n'étaient trop souvent que des fondrières. Les places de commerce prospères se réduisaient aux deux ports de Nantes et de Saint-Malo. L'industrie de la toile ne faisait vivre que misérablement sa main-d'œuvre; celle des cuirs avait fortement souffert de l'édit de 1759 (2). Les privilèges de la province, la possession d'une assemblée politique agissante, la conquête d'une autonomie administrative très étendue ne paraissent donc pas avoir beaucoup servi au développement de son activité économique et au bien-être de ses habitants. Il faut dire que le triste état de la Bretagne tenait, pour une bonne part, à des causes auxquelles les Etats étaient peu propres à porter remède. Il ne fallait évidemment pas s'attendre à ce qu'ils prissent le moindre souci de la dure exploitation à laquelle les conditions sévères du louage des terres et la survivance d'un régime seigneurial onéreux et souvent vexatoire permettaient de soumettre les populations des campagnes; pas davantage, de l'ignorance quasi générale qui contribuait si puissamment à entretenir chez les paysans l'esprit de routine et la misère.

Leur politique économique se réduisit à peu près à la revendication ou à la défense de la liberté du commerce des grains, si précieuse pour les détenteurs de stocks, grands propriétaires, seigneurs et gros décinoteurs qui siégeaient dans leur assemblée. On ne saurait attacher grande importance à leur protestation, en 1781, contre le projet de réforme et de généralisation du système des jurandes et des maîtrises. Dans ce cas,

(2) Sur l'état économique de la Bretagne au XVIII^e s., voir H. SÉE, *Les classes rurales en Bretagne du XVI^e s. à la Révolution*; *Le Commerce de Saint-Malo au XVIII^e s.*; *Recherches sur la misère, la mendicité et l'assistance en Bretagne à la fin de l'Ancien Régime*. BOURDAIS et DURAND, *L'Industrie et le commerce de la toile en Bretagne au XVIII^e s.* A. DUPUY, *La misère et les épidémies en Bretagne au XVIII^e s.* KERBIRIOU, *Mgr de la Marche, évêque de Léon*.

comme dans le précédent, ils n'ont eu cure que de l'intérêt immédiat de leurs propres membres, comme exportateurs ou consommateurs, sans aucune considération de principes (3).

L'analyse de leurs budgets nous a permis de montrer de quelle manière et dans quelle mesure ils prenaient, en réalité, souci des intérêts généraux de la province. Des services qu'ils pouvaient rendre, en effet, la plupart se traduisaient en chiffres dans les chapitres de dépense. Qu'avons-nous constaté? Que, si les Etats avaient un budget, c'était originellement pour satisfaire aux exigences du roi et aux propres besoins de leur assemblée; que c'est le pouvoir royal qui les avait obligés d'y inscrire la dépense de divers services publics, grands chemins, haras, dépôts de mendicité, postes, et qu'ils ont eux-mêmes toujours considéré que c'était à lui d'assumer la charge des services d'intérêt général, même des secours aux sinistrés, et de prendre, à cet égard, les initiatives nécessaires. Si leurs budgets laissaient apparaître des disponibilités, c'est en gratifications qu'ils les employaient le plus volontiers; ce genre de dépenses est d'ailleurs celui sur lequel ils étaient le moins disposés à rogner, même dans les moments de pénurie, comme on le vit dans la session de 1770-1771. Les sommes consacrées par eux à l'enseignement et à l'assistance médicale furent toujours dérisoires. Ils dépensèrent davantage pour les travaux publics (en sus du crédit des grands chemins), en secours à des sinistrés, en encouragements à des industriels et en subventions à des ouvrages scientifiques; mais, ce dernier article excepté, ce ne fut guère que pendant une courte période, de 1750 à 1770.

L'initiative des dépenses d'intérêt général qu'ils parurent ainsi décider librement vint alors, le plus souvent, soit des agents du pouvoir, soit de quelques-uns de leurs membres qui commençaient à concevoir pour eux un rôle plus large. Tels furent les fondateurs de la Société d'Agriculture et les auteurs des projets de canaux, promoteurs de l'institution, en 1783, de la Commission de la Navigation intérieure. Mais les efforts de ces initiateurs éclairés n'aboutirent, nous l'avons vu, qu'à de modestes résultats. L'extension de l'autonomie administrative des Etats, leur mainmise complète, en 1785, sur l'administration des grands chemins, par exemple, aurait-elle fini par les amener à devenir plus entrepreneurs et à ne pas

(3) Cf. *supra*, p. 203.

craindre de se créer des ressources pour les besoins de la province ? C'est fort douteux, tant que leur constitution et le principe de leurs pouvoirs demeuraient ce qu'ils étaient. Leur constitution aristocratique était un obstacle à qu'ils s'élevassent au-dessus de la conception primitive et toute négative de leur tâche, résister aux exigences du roi. Les intérêts qu'ils étaient propres à servir étaient ceux dont pouvait prendre souci une assemblée de hobereaux, d'ecclésiastiques et de bourgeois de robe. Réfractaires par principe à tout accroissement de charges, ils n'étaient guère disposés à des initiatives coûteuses.

A leur décharge, il faut rappeler que tous les pouvoirs qu'ils s'étaient fait reconnaître ne comprenaient, ni celui d'engager librement aucune dépense, ni celui de créer aucune ressource, et que, non seulement, leur état de fonds n'était exécutoire qu'une fois approuvé par un arrêt du conseil, mais encore que ce contrôle de l'autorité royale n'était nullement illusoire. Le pouvoir royal, s'il était toujours prêt à rejeter sur les Etats la charge des services publics de la province, entendait conserver la haute main sur l'emploi des ressources de celle-ci. Il ne s'est jamais opposé à leurs dépenses utiles, au contraire. Mais, leurs dépenses d'intérêt général ayant ordinairement conservé le caractère de charges imposées par lui, dont il fixait tout au moins le chiffre minimum, les Etats se trouvèrent ainsi conduits à persévérer dans une politique avant tout défensive.

Pour rénover cette politique, il n'eût pas suffi de la réforme réclamée par le tiers-état en 1788. C'eût été déjà beaucoup, sans doute, que d'introduire dans l'assemblée une représentation nouvelle du tiers qui eût servi d'interprète à d'autres sentiments et à l'autres intérêts. Mais il importait aussi d'en finir avec une conception anachronique des droits et du rôle des Etats. Ainsi que paraissaient l'avoir compris les rédacteurs du cahier de doléances de la sénéchaussée de Rennes, il fallait établir une distinction rationnelle entre les attributions du pouvoir central et celles des corps politiques provinciaux, enlever à ces derniers des droits politiques équivoques, qui ne leur donnaient guère que le moyen de gêner un gouvernement dont ils ne partageaient pas les responsabilités, et leur reconnaître en échange les pouvoirs nécessaires pour gérer, avec une large indépendance, les affaires particulières de la province. L'autonomie provinciale, telle que les Etats de Bre-

tagne avaient pu la concevoir et la réaliser sous le régime de leurs anciennes chartes, n'était pas celle à laquelle on pourrait songer dans un état moderne, même de constitution fédérale. Elle procédait du système de franchises particulières par lequel individus ou catégories sociales, localités ou régions, tentaient de se préserver autrefois de l'arbitraire du souverain ; système fragile, toujours à la merci des coups d'autorité de celui-ci et qui convenait surtout à la défense des prétentions politiques et des intérêts de minorités privilégiées.

L'intransigeance avec laquelle le tiers-état breton, lors de la dernière session des Etats, persista dans ses exigences, même quand il fut évident qu'elles allaient mettre en jeu l'existence de ceux-ci, montre bien qu'en dépit des illusions qu'il parut souvent conserver sur les vertus de l'ancienne constitution de la province, c'est d'un ordre de choses nouveau qu'il attendait la satisfaction de ses vœux ; or, dans cet ordre de choses, les privilèges d'une province ne pouvaient pas plus trouver leur place que ceux de la noblesse et du clergé. Au reste, la quasi-totalité de la population bretonne, tenue à l'écart de l'activité des Etats, n'avait jamais à peu près rien su de ce qu'ils faisaient. L'indifférence avec laquelle elle accueillit leur disparition, pour ne plus prendre intérêt qu'aux institutions nouvelles, et l'oubli profond dans lequel ils tombèrent aussitôt fut leur suprême condamnation.

BIBLIOGRAPHIE

SOURCES INÉDITES

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE

Mélanges de Colbert, 119 à 176 *bis* (correspondance de Bretagne).
Mémoires sur la Bretagne. — 1^o Mémoire de Nointel : fonds français, 4.283, 8.149, 11.391, 11.400, 11.407, 13.593, 13.622, 16.757, 22.199, 22.209, 22.312, 25.170 ; nouv. acq. fr. 4.240, 4.429 ; Clairambault, 900. — 2^o Mémoire de l'intendant des Galois de la Tour, fonds français, 8.153. — 3^o Autres mémoires : fonds français, 5.463, 11.906, 18.698, 22.598.

Registres des procès-verbaux des Etats (1576-1736), 15 vol., fonds français, 8275-8289. — Précis des délibérations des Etats (1567-1762), *ibid.*, 8290-8305. — Précis des mémoires, pièces et rapports déposés au greffe, *ibid.*, 8306-8307.

Dictionnaire de l'administration de la province de Bretagne. 2 exemplaires, fonds français, 8308-8309 et 11545-11546.

ARCHIVES NATIONALES

SÉRIE G⁷ (Contrôle général des finances) : 171-212, correspondance des intendants, 1678-1747.

SÉRIE H¹ : 1^o 218-419, correspondance et documents relatifs aux tenues des Etats, 1705-1789. — 2^o 420-441, 510-621 et 644-646, affaires diverses. — 3^o 442-470, états de fonds. — 4^o 493-509, ferme des devoirs sur les boissons. — 5^o 622-642, Papiers d'Aiguillon. — 6^o 1588¹⁷, mémoires sur la province et *Statistique financière des généralités*.

SÉRIE K : 684, divers ; 893, correspondance ; 899, mémoire sur les fouages. — KK : 1103, correspondance ; 1104 et 1317, mémoire de Nointel.

SÉRIE O. (Maison du Roi), 482, correspondance.

ARCHIVES DÉPARTEMENTALES D'ILLE-ET-VILAINE

SÉRIE B

(Archives du Parlement de Bretagne)

Registres secrets du Parlement de Bretagne, B 302-493.

Table raisonnée des registres secrets, B 845-852.

Remontrances du Parlement de Bretagne, B 71-80.

SÉRIE C

I. — Fonds de l'intendance.

- C 13-96, correspondance générale.
 C 1753-1804, bulletin des Etats.
 C 1175-1188 (travaux publics), 1295-1299 (dépôts de mendicité), 1320 (travaux topographiques), 1583 (députés du commerce), 1635-1647 (haras), 1749 (secours), 2061-2187 (impôts, capitation, dixième, cinquième, vingtièmes et fouages), 2247 (impôt sur les maisons), 2261-2436 (grands chemins).

II. — Fonds des Etats.

- C 2640-2856, procès-verbaux des tenues, inventaires, tables, enregistrement de pièces, etc... — C 2973-2979, 2984-3124, comptes des trésoriers des Etats. — C 3125-3132, privilèges des Etats. — C 3135-3143, police intérieure des Etats. — C 3151-3157, contrats des Etats. — C 3159-3186, rapports des commissions. — C 3250 et 3318, levées extraordinaires sur les villes (1693, 1708, 1710, 1758). — C 3326-3343, ville de Rennes (administration, incendie de 1720). — C 3344-3350, statues de Louis XIV, Louis XV et Louis XVI. — C 3356-3365, gestion des trésoriers des Etats. — C 3366-3464, impôts directs, fouages, capitation et annexes, dixième, vingtièmes. — C 3468-3473, devoirs sur les boissons. — C 3482-3483, postes et messageries. — C 3485-3667, emprunts des Etats. — C 3670, milices garde-côtes. — C 3672-3701, service des étapes. — C 3702-3742, grands chemins et digues de Dol. — C 3713-3715, enseignement public et histoire de Bretagne. — C 3719-3730, relations avec la Chambre des Comptes de Nantes. — C 3733-3791, procédures. — C 3792, dépôt de mendicité.

III. — Fonds de la Commission intermédiaire.

- C 3797-3844, registres des délibérations de la Commission et Précis des délibérations. — C 3847-3860, rapports de la Commission aux Etats. — C 3860-3864, règlements. — C 3865-3889, frais du bureau de la Commission et du greffe des Etats.
 C 3936, état de fonds ou budgets des Etats. — C 3940-3943, comptes des hors-fonds. — C 3944-3945, emprunts des Etats.
 C 3947-3967, impôt des fouages et receveurs des fouages. — C 3969-4679, impôts abonnés (capitation, dixième et vingtièmes), rôles, comptes, tableaux de répartition, pièces et dossiers divers. — C 4681-4693, devoirs et autres droits sur les boissons. — C 3890-3935 et 4694-4695, affaires particulières et diverses traitées par la Commission.
 C 4696-4716, affaires militaires et marines. — C 4717-4917, grands chemins et autres travaux publics. — C 4918-4937, parties diverses de l'administration de la Commission.

C 4938-4941, mémoire sur l'administration de la province, correspondance, affaires diverses et documents relatifs aux événements de 1788-1789.

C 3845-3846, *Traité de l'administration de la Commission intermédiaire*, par Chardel.

IV. — Fonds de la Commission de la Navigation intérieure.

C 4942-5056.

V. — Fonds de la Commission des Domaines et Contrôles.

C 5057-5160.

VI. — Fonds des Commissions diocésaines de Saint-Malo et de Dol.

C 5434-5444.

VII. — Fonds de la Trésorerie des Etats.

Etats de fonds depuis 1720. — Comptes du trésorier, depuis la même date. — Registres et sommiers relatifs aux emprunts des Etats ; contrats de constitution. — Correspondance du trésorier avec son bureau de Rennes, depuis 1756 (incomplète).

VIII. — Traité historique sur les Etats de Bretagne

par l'abbé du Breil de Pontbriand (concerne les périodes antérieures à 1732).

SÉRIE E

Papiers du comte de Piré, E 235-239.

Papiers de Pélagie de Coniac (Fonds Coniac).

SÉRIE F

Dictionnaire de l'administration de la province de Bretagne, fonds

La Borderie, F 1129¹.

Mémoire de Nointel, *ibid*, F 1004.

Mémoire sur l'administration de la Bretagne (1756), *ibid.*, F 1005.

SÉRIE L

Commission de liquidation des anciennes affaires de Bretagne. Registres et « Précis du travail de la Commission ».

ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DES CÔTES-DU-NORD

I. — Fonds de la Commission diocésaine de Saint-Brieuc.

C 38, registre de délibérations. — C 39 et 40, correspondance de la Commission. — C 45, administration des grands chemins. — C 93 et 94, correspondance des correspondants. — C 119, impôts sur les boissons. — C 164 et 165, événements de 1788 et 1789.

II. — Fonds de la Commission diocésaine de Tréguier.

C 46-49, registres de délibérations et de correspondance. — C 50, documents relatifs à la levée du dixième. — C 86 et 87, administration des grands chemins.

ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DU FINISTÈRE

I. — Fonds de la Commission diocésaine de Léon.

C 110-114, registres de délibérations. — C 103 et 104, correspondance de la Commission. — C 116-119, enregistrement de la correspondance. — C 107, administration des grands chemins.

II. — Fonds de la Commission diocésaine de Quimper.

C 75 et 76, registres de délibérations. — C 76, enregistrement de la correspondance de la Commission. — C 49, 50 et 64-72, dossiers divers relatifs à l'administration des Etats et de la Commission.

III. — Administration provinciale.

C 1, requête des administrateurs de l'hôpital de Brest aux Etats. — C 17 et suivantes, déclarations pour les vingtièmes.

ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DE LA LOIRE-INFÉRIEURE

SÉRIE B

Recette générale du roi en Bretagne :

B 2967 et 2968, revenus du roi en Bretagne. — B 3005-3008 et 3842-3872, comptes des fouages. — B 3039-3101, comptes des receveurs généraux.

SÉRIE C

I. — Administration des Etats.

C 228-277, 283, 402-404, affaires diverses. — Collection incomplète des procès-verbaux des Etats (1567-1595, 1701, 1722-1786).

II. — Fonds de la Commission diocésaine de Nantes.

C 460, règlements. — C 461 et 462, *Traité de l'administration de la Commission intermédiaire*, par Chardel. — C 463-465, registres de délibérations. — C 475 et 476, enregistrement de la correspondance. — C 506-531, administration des grands chemins. — C 466-474, 477-505 et 537-560, autres affaires. — C 561, inventaire des archives des Etats (1734).

III. — Cahiers de doléances pour les Etats généraux de 1789.

C 563-580, Sénéchaussées de Nantes et de Guérande.

ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DU MORBIHAN

Fonds de la Commission diocésaine de Vannes.

Registres de délibérations (1757-1790). — Registres de correspondance.

BIBLIOTHÈQUE MUNICIPALE DE RENNES

Journal historique du président de Robien, ms. n° 339.

Mémoire de l'intendant Béchameil de Nointel, ms. n° 317.

Navigation de la Vilaine, 80-83. — Etats, 237-243. — Capitation, 268-272.

FACULTÉ DES LETTRES DE RENNES

I. — Bibliothèque d'histoire.

Mémoires inédits :

F. DELAISI. — *Les Etats de Bretagne sous l'administration de Colbert* (1661-1683) (1901).

BESNIER. — *Les Etats de Bretagne de 1598 à 1643* (1927).

MAUDET. — *L'administration municipale de la ville de Fougères sous l'Ancien Régime* (1922).

II. — Bibliothèque de géographie

F BOURDAIS. — *La navigation intérieure en Bretagne du moyen-âge à nos jours* (Analyse d'un mémoire inédit, 1907).

SOURCES IMPRIMÉES**1^o Pièces relatives aux événements de 1764-1770**

(Bibl. Nat. L b 38 1566) :

Entretien sur les Etats de 1766 (aiguilloniste).

Preuves de la pleine souveraineté du roi sur la province de Bretagne (trois lettres du contrôleur général au premier président, La Briffe d'Amilly, juillet, août et septembre 1765).

Lettres d'un patriote à une personne de distinction, sur l'ancien-neté et l'immutabilité des droits que le Parlement et les Etats ont réclamés.

Tableau chronologique des lettres de cachet distribuées et des actes violents du pouvoir absolu.

Journal des événements qui ont suivi l'acte des démissions du 22 mai 1765.

Témoignage des différents ordres de la province de Bretagne sur la nécessité de rétablir l'universalité.

De l'Affaire générale de Bretagne.

Lettres d'un gentilhomme breton à un noble espagnol, où l'on découvre les vrais auteurs des troubles qui affligent la Bretagne (mars 1768, octobre 1768, janvier 1769).

2° Ouvrages antérieurs au XIX^e siècle et publications documentaires :

- ANONYME. — *Les Etats provinciaux comparés avec les administrations provinciales*. Paris, 1789, in-8° (Bibl. Nat. L b³⁹ 927).
- ARGENSON (Marquis d'). — *Journal et mémoires*, publiés par RATHERY, Paris, 1886 (Publications de la Société de l'Histoire de France).
— *Considérations sur le gouvernement de la France*, éditions de 1764 et de 1784. 1 vol. in-8°.
- BACHAUMONT. — *Mémoires secrets pour servir à l'histoire de la République des Lettres*. Londres, John Adamson, 1794. 36 vol. in-12.
- BARBIER. — *Chronique de la Régence et du Règne de Louis XV (1718-1763)*, ou *Journal de Barbier, avocat au Parlement de Paris*. Paris, 1857, 8 vol. in-12.
- BOISLISLE (A. de). — *Correspondance des Contrôleurs généraux des finances avec les Intendants de province*. Paris, 1874-1897, 3 vol. in-4° (Collection des documents inédits de l'histoire de France).
- BOSQUET. — *Dictionnaire raisonné des domaines et des droits domaniaux*. 1^{re} édition, 1762, 3 vol. in-4°. 2^e éd., 1782, 4 vol. in-4°.
- BOULAINVILLIERS (Comte de). — *Etat de la France*. Londres, Wood et Palmer, 1752, 8 vol. in-12.
- BOURDOT DE RICHEBOURG. — *Nouveau coutumier général*. Paris, 1724, 4 vol. in-4°.
- BRETTE (Armand). — *Recueil de documents relatifs à la convocation des Etats généraux de 1789*. Paris, 1894-1904, 3 vol. gr. in-8° (Collection des documents inédits de l'histoire de France).
- CARRÉ (Henri). — *La Chalotais et le duc d'Aiguillon. Correspondance du chevalier de Fontette*. Paris, 1893. 1 vol. in-8°.
- CHOISEUL. — *Réflexions sur l'établissement des Etats provinciaux en France* (Mémoires, édition Soulavie, t. 1^{er})
- CLÉMENT. — *Lettres, instructions et mémoires de Colbert*. Paris, 1861-1882, 10 vol. in-4°.
- Corps d'observations de la Société d'Agriculture, du Commerce et des Arts de Rennes, rédigés par Abeille et J. de Montaudoine. 1^o 1757-1758, Rennes, 1760. 2^o 1759-1760, Rennes, 1772.
- CORRE ET DELOURMEL. — *Correspondance de Legendre, député de la Sénéchaussée de Brest aux Etats Généraux, 1789-1791*. (La Révolution française, t. XXXIX, 1900).
- DELOURMEL. — Voir CORRE et ESQUIEU.
- LEPPING. — *Correspondance administrative sous le règne de Louis XIV*. Paris, 1850-1855, 4 vol. in-4° (Collection des documents inédits de l'histoire de France).
- DUBUISSON-AUBENAY (Nicolas BAUDOT). — *Journal des Etats de Bretagne, commencés à Nantes en décembre 1636*. Publié par A. Bourdeaut dans le *Bulletin de la Soc. Arch. de Nantes*, t. LXVII, 1927.
- DUCLOS. — *Mémoires secrets sur le règne de Louis XIV, la Régence et le règne de Louis XV* (Bibl. de mémoires sur le XVIII^e s. par Barrière). Paris, 1854, 1 vol. in-12.

- DURAND (René). — *Un discours de Ch. Colbert aux Etats de Bretagne en 1665* (*Revue Historique*, mars-avril 1920, t. CXXXIII).
- ESQUIEU et DELOURMEL. — *Correspondance de la municipalité de Brest avec les député de la Sénéchaussée aux Etats généraux, 1789-1791* (*Bulletin de la Société Académique de Brest*, t. XXXII et XXXIII, 1908).
- FENELON. — *Tables de Chaulnes ou Plans de Gouvernement. Tome VI des OEuvres*, édit. de 1854.
- FORBONNAIS (Véron de). — *Recherches et considérations sur les finances de la France*. Liège, 1768, 6 vol. in-8°.
- FOY (De la). — *Parallèle des assemblées provinciales de Normandie avec les anciens Etats*. Rouen, 1788.
- *De la constitution du duché de Normandie*. Rouen, 1789.
- GOHIER. — *Mémoire pour le Tiers-Etat de Bretagne*, Rennes, 1789, 1 vol., in-8°.
- JACQUELOT DE BOISROUVRAY. — *Journal inédit d'un député de l'ordre de la noblesse aux Etats de Bretagne, pendant la Régence*. Publié par le D^r G. DE CLOSMADÉUC (*Archives de Bretagne*, publiées par la Société des bibliophiles bretons, t. XIII). Rennes, 1905, 1 vol. in-4°.
- KERSAUZON (De). — *Mémoire sur la canalisation, 1746* (*Revue de Bretagne et de Vendée*, 1880).
- LA LANDE DE CALAN (Charles de). — *Documents inédits relatifs aux Etats de Bretagne de 1491 à 1589* (*Archives de Bretagne*, publiées par la Société des Bibliophiles bretons, t. XV et XI), Rennes, 1908, 2 vol. in-4°.
- LE LAY (F.). — *Lettres des députés de Pontivy à leurs commettants, en 1789* (*Annales de Bretagne*, t. XXVIII, 1912-1913).
- LE MOY (A.). — *Remontrances du Parlement de Bretagne au XVIII^e siècle*. Paris, 1909, 1 vol. in-8°.
- *Les « Lettres à Rosette »* (*Annales de Bretagne*, t. XXXIX, 1930).
- *Le XVIII^e siècle breton. Autour des Etats et du Parlement. Correspondances inédites de MM. de Robien et de la Bellangerais* (1765-1791). Rennes, 1931, 1 vol. in-8°.
- LETACONNOUX (Joseph). — *Les Relations du Pouvoir royal et de la province de Bretagne dans la seconde moitié du règne de Louis XIV. Correspondance des contrôleurs généraux avec la province de Bretagne (1689-1715)* (*Archives de Bretagne*, publiées par la Société des Bibliophiles bretons, t. XIV) Rennes, 1907, 1 vol. in-4°.
- LINGUET. — *Mémoires pour M. le duc d'Aiguillon*, Paris, 1770, 1 vol. in-4°.
- *Procédures faites en Bretagne et devant la Cour de Paris en 1770, avec des observations*. Paris, 1770, 1 vol. in-4°.
- *Observations sur l'imprimé intitulé : Réponse des Etats de Bretagne au Mémoire du duc d'Aiguillon*. Paris, 1771, 1 vol. in-4°.
- Publiées par DUSSIEUX et SOULIÉ. Paris, 1860-1865, 17 vol. in-8°.

- MIRABEAU (Marquis de). — *Mémoire concernant l'utilité des Etats provinciaux*, 1750.
- *Mémoire sur les Etats provinciaux*, 1751. Reproduit dans l'*Ami des Hommes*, en 1757.
- MAVIDAL et LAURENT. — *Archives parlementaires*, Paris, 1867-1875, in-4°, t. I à VII (Texte des cahiers de doléances aux Etats généraux de 1789).
- NECKER. — *De l'administration des finances de la France*. Paris, 1784, 3 vol. in-8°.
- *Mémoire donné au roi en 1778*, s. l. n. d., in-4°.
- PINCZON DU SEL DES MONTS. — *Considérations sur le commerce de Bretagne*, Rennes, 1756, 1 vol. in-16.
- POTIER DE LA GERMONDAYE. — *Introduction au gouvernement des paroisses*, 2° éd., Rennes, 1788, in-12.
- Recueil de réglemens et tarifs concernant les droits de contrôle des actes*. Paris, 1724-1758, 6 vol. in-4°.
- Recueil des ordonnances des fermes*. Imprimerie royale, 1750.
- SAINT-SIMON. — *Les projets de gouvernement résolus par Mgr. le duc de Bourgogne, dauphin*. Publié par P. Mesnard, Paris, 1860, 1 vol. in-8°.
- *Mémoires* (Edition Boislile). Paris, 1879-1931, 45 vol. in-8°.
- SAVINA (Jean) et BERNARD (Daniel). — *Cahiers de doléances des sénéchaussées de Quimper et de Concarneau pour les Etats généraux de 1789* (Collection de documents inédits sur l'histoire économique de la Révolution). Paris, 1927, 2 vol. in-8°.
- SÉE (H.). — *L'industrie et le commerce de la Bretagne dans la première moitié du XVIII^e siècle, d'après le mémoire de l'intendant des Galois de la Tour* (*Annales de Bretagne*, t. XXXV, 1922).
- SÉE (H.) et LESORT (A.). — *Cahiers de doléances de la sénéchaussée de Rennes pour les Etats généraux de 1789* (Collection de documents inédits sur l'histoire économique de la Révolution). Paris, 1909-1912, 4 vol. in-8°.
- SÉVIGNÉ (Madame de) — *Lettres* (Edit. Monmerqué), Paris, 1861, 12 vol. in-8°.
- YOUNG (Arthur). — *Voyages en France en 1787, 1788 et 1789*, première traduction complète et critique par H. Sée. Paris, 1931, 3 vol. in-8°.

3° Ouvrages sur les Etats provinciaux :

- BAUDOT (Marcel). — *La Représentation du Tiers-Etat aux Etats provinciaux de Normandie* (*Mémoire de l'Académie des Sciences, Arts et Belles-Lettres de Caën*, nouvelle série, t. V, 1929).
- BILLIoud (Joseph). — *Les Etats de Bourgogne aux XIV^e et XV^e siècles*. Dijon, 1922, 1 vol. in-8°.
- CADIER (Léon). — *Les Etats de Béarn depuis leurs origines jusqu'au commencement du XVI^e siècle*. Paris, 1888, 1 vol. in-8°.

- CALLERY (Alphonse) — *Histoire de l'origine des pouvoirs et des attributions des Etats généraux et provinciaux depuis la féodalité jusqu'aux Etats de 1355*. Bruxelles, 1881, 1 vol. in-8°.
- *Histoire du pouvoir royal d'imposer depuis la féodalité jusqu'au règne de Charles V*. Bruxelles, s. d., 1 vol. in-8°.
- *L'origine des Etats généraux et provinciaux. Réponse à M. Luchaire (Annales de la Faculté des Lettres de Bordeaux, 1882)*.
- CLERC. — *Histoire des Etats généraux et des libertés publiques en Franche-Comté*. Paris, 1882, 1 vol. in-8°.
- COVILLE (Alfred). — *Les Etats de Normandie, leurs origines et leur développement au XIV^e siècle*. Paris, 1894, 1 vol. in-8°.
- DENIZET (Jean). — *Les Etats de Provence depuis l'origine jusqu'à la réunion de la Provence à la France en 1481* (Positions de thèses de l'Ecole de Chartres, 1920).
- DOGNON (Paul). — *Les Institutions politiques et administratives du pays de Languedoc, du XIII^e siècle aux guerres de Religion*. Toulouse, 1895, 1 vol. in-8°.
- DUPONT-FERRIER. — *De quelques problèmes historiques relatifs aux Etats provinciaux* (*Journal des Savants*, août-octobre 1928).
- DUSSERT (A.). — *Les Etats du Dauphiné aux XIV^e et XV^e siècles et de la guerre de Cent ans aux guerres de Religion*. Grenoble, 1915 et 1923, 2 vol. in-8° (*Bulletin de l'Académie delphinale*, t. VIII et XIII).
- DUVERNOY (Emile). — *Les Etats généraux des duchés de Lorraine et de Bar jusqu'à la majorité de Charles III*. Paris, 1904, 1 vol. in-8°.
- GACHON (P.). — *Les Etats de Languedoc et l'édit de Béziers*. Paris, 1887, 1 vol. in-8°.
- GIRARD (Joseph). — *Les Etats du Comté Venaissin depuis leurs origines jusqu'à la fin du XVI^e siècle*. Paris, 1908, 1 vol. in-8°.
- MOLINIER. — *Etats provinciaux* (Article de la *Grande Encyclopédie du XIX^e siècle*).
- HIRSCHAUËR (Charles). — *Les Etats d'Artois de leurs origines à l'occupation française (1340-1640)*. Paris et Bruxelles, 1923, 2 vol. in-8°.
- LAFFERRIÈRE. — *Mémoire sur l'histoire et l'organisation comparée des Etats provinciaux, aux diverses époques de la monarchie jusqu'en 1789* (*Mémoires de l'Académie des Sciences morales et politiques*, t. XI, 1862).
- LE SOURD (Auguste). — *Essai sur les Etats au Vivarais depuis leur origine*. Paris, 1926, 1 vol. in-8°.
- LUCHAIRE (A.). — *Une théorie récente sur les Etats généraux et La question de l'origine des Etats généraux* (*Annales de la Faculté de Bordeaux*, 1882).
- PRENTOUT (H.). — *Les Etats provinciaux de Normandie* (*Mémoires de l'Académie des Sciences, Arts et Belles-Lettres de Caen*, nouvelle série, t. I, II et III, 1925-1927).

- *Les Etats provinciaux en France* (Bull. of the International Committee of Historical Sciences, n° 5, juillet 1928).
- PROST (H.). — *Les Etats du comté de Bourgogne, des origines à 1577* (Positions de thèse de l'Ecole des Chartes, 1905).
- THOMAS (A.). — *Une province sous Louis XIV. Situation politique et administrative de la Bourgogne*. Paris, 1844, 1 vol. in-8°.
- THOMAS Ant.). — *Les Etats provinciaux de la France centrale sous Charles VII*. Paris, 1879, 2 vol. in-8°.
- WEILL (Georges). — *Les Etats de Bourgogne sous Henri III* (Mémoires de la Société Bourguignonne de Géographie et d'Histoire, t. IX).

4° Ouvrages relatifs aux Etats de Bretagne :

- BELLEVUE. — *Un héros malouin, Nicolas Beaugeard*. Rennes, 1904, broch. in-8° (Extr. de *L'Hermine*, t. XXIX).
- *Le comte Desgrées du Loû, président de la noblesse aux Etats de Bretagne de 1768 et de 1772, et généalogie de la famille Desgrées*. Paris, 1903, 1 vol. in-8°.
- BINET (Com^{te}). — *Saint-Malo et la région malouine après les descentes des Anglais de 1758* (Annales de Bretagne, t. XXV, 1909-1910).
- *Le commandement du duc d'Aiguillon au début de la guerre de sept ans* (Ibid., t. XXVI, 1910-1911).
- *La construction du vaisseau de cent canons « La Bretagne »* (Ibid., t. XXVII, 1911-1912).
- *Les milices gardes-côtes bretonnes* (Comité des travaux historiques, Bulletin historique et philologique, 1910).
- *L'administration militaire des Etats de Bretagne* (Ibid., 1911).
- *La défense des côtes en Bretagne au XVIII^e s.* (Revue de Bretagne, t. XLV, 1912).
- *Les Anglais à Belle-Ile* (Ibid. t., XLVI, 1913).
- BOUËTIEZ DE KERORGUEN (Du). — *Recherches sur les Etats de Bretagne*. Paris, 1875, 2 vol. in-8°.
- BOURDAIS (F.). — *Un gentilhomme manufacturier à Rennes au XVIII^e siècle, Julien-Joseph Pinczon du Sel des Monts (1712-1781)* (Revue de Bretagne, t. XLII, 1909).
- *La navigation intérieure en Bretagne depuis le Moyen-Age jusqu'à nos jours* (analyse d'un mémoire inédit, Annales de Bretagne, t. XXIII, 1902).
- BOURDE DE LA ROGERIE. — *Note sur le Traité Historique des Etats de Bretagne de l'abbé G.-M. du Breil de Pontbriand* (Bulletin archéologique de l'Association Bretonne, 1913).
- CARNÉ (De). — *Les Etats de Bretagne et l'administration de cette province jusqu'en 1789*. Paris, 1868, 2 vol. in-8°.
- DUCROQUET (Paul). — *Une aliénation de droits domaniaux au profit de la province de Bretagne* (Annales de Bretagne, t. III, 1887).

- DUPUY (Antonin). — *Etudes sur l'administration municipale en Bretagne au XVIII^e siècle*. Paris 1891, 1 vol. in-8° (Extr. des *Annales de Bretagne*, t. III à VI).
- *L'abbé Terray et les Etats de 1772* (*Bulletin de la Société Académique de Brest*, 1881, t. VII).
- *Les Etats provinciaux en 1776* (*Mémoires de la Société Archéologique d'Ille-et-Vilaine*, 1891).
- GOUÉ (Alain de). — *Les charges et obligations militaires imposées à la Bretagne*. Paris 1906, in-8°.
- GUIHENNEUC (L.). — *Etude sur la capitation proprement dite dans la province de Bretagne, de 1695 à 1788*. Rennes, 1905, 1 vol. in-8°.
- GUILLOU (Lucien). — *Essai sur l'organisation et le fonctionnement de l'administration des domaines en Bretagne à la suite de l'aliénation des droits domaniaux faite au profit de la province (1759-1771)*. Rennes, 1904, 1 vol. in-8°.
- HAMARD (Léon). — *La tenue des Etats de Bretagne de l'année 1752*. Laval, 1911, 1 vol. in-8°.
- HAUCOURT (Xavier d'). — *Les Etats de Bretagne sous l'Ancien Régime* (*L'Hermine*, 1892 et 1893, t. VII et VIII).
- KERHUEL. — *Les privilèges financiers de la Bretagne au XVIII^e siècle*. Paris, 1903, 1 vol. in-8°.
- LAFOND (Th.). — *Etude sur la Commission Intermédiaire des Etats de Bretagne*. Rennes, 1902, 1 vol. in-8°.
- LA LANDE DE CALAN (Charles de). — *La Bretagne sous le Maréchal d'Estrées* (*Revue de Bretagne*, 1897).
- *La chute du duc d'Aiguillon*. (*Ibid.* 1894).
- *La Bretagne sous Louis XVI (1774-1785)* (*Ibid.* 1895).
- LA MARTINIÈRE (J. de). — *Les Etats de 1532 et la réunion de la Bretagne à la France* (*Bulletin de la Société Polymathique du Morbihan*, 1911).
- *La ville de Vannes, siège du Parlement de Bretagne* (*Annales de Bretagne*, t. XXXV, 1921).
- *Le Parlement de Bretagne sous les rois de France* (*Annales de Bretagne*, t. XXXVI, XXXVII et XXXIX, 1924-1930).
- LE CARGUET. — *Le vingtième à Audierne en 1751* (*Bulletin de la Société Archéologique du Finistère*, 1907).
- LESORT (André). — *Les Etats de Bretagne et l'enseignement du dessin au XVIII^e siècle*. Paris, 1911, broch. in-8° (Extrait du compte rendu du congrès des sociétés des Beaux-Arts des départements).
- MARION (Marcel). — *La Bretagne et le duc d'Aiguillon (1759-1770)*. Paris, 1898, 1 vol. in-8°.
- *Les Etats de Bretagne sous Louis XVI* (*Revue Historique*, t. LXXXI, 1903).
- *Le second vingtième aux Etats de Bretagne* (*Annales de Bretagne*, t. XIII, 1898).

- Pocquet (Barthélémy), père. — *Les origines de la Révolution en Bretagne*. Paris, 1885, 2 vol. in-16.
- *Le duc d'Aiguillon et La Chalotais*. Paris, 1900-1901, 3 vol. in-12.
- *Les Etats de 1756* (*Revue de Bretagne*, 1890).
- *L'opposition aux Etats de Bretagne, la tenue de 1760* (*Ibid.* 1891).
- *Une controverse historique ; réponse à M. Marion* (*Annales de Bretagne*, t. XVIII, 1902).
- Pocquet du Haut-Jussé (B.-A.), fils. — *Les faux Etats de Bretagne de 1315 et les premiers Etats de Bretagne* (*Bibliothèque de l'Ecole des Chartes*, t. LXXXVI, 1925).
- QUESSETTE (Franck). — *L'Administration financière des Etats de Bretagne de 1689 à 1715*. Paris, 1911, 1 vol. in-8° (Extr. des *Annales de Bretagne*, t. XXVI et XXVII, 1910-1912).
- RAISON DU CLEUZIOW (H.). — *Les Etats de Bretagne et les Historiens bretons* (*Revue de Bretagne et de Vendée*, 1858).
- REBILLON (Armand). — *Les Etats de Bretagne et les progrès de l'autonomie provinciale au XVIII^e siècle* (*Revue Historique*, t. CLIX, 1928).
- ROBERT (Abbé Charles). — *Les évêques de Dol, présidents des Etats* (*Bulletin archéologique de l'Association bretonne*, 1891).
- *Les Etats de Bretagne à Saint-Brieuc au XVIII^e siècle* (*Ibid.* 1896).
- *Les Filleuls des Etats de Bretagne*. Rennes 1896, broch. in-8°.
- *Les Jetons des Etats de Bretagne*. Paris, 1896, broch. in-8°.
- SÉE (Henri). — *Les Etats de Bretagne au XVI^e siècle*. Paris et Rennes, 1895 (Extr. des *Annales de Bretagne*, t. X, 1894-1895).
- THOMAS (Georges). — *La tenue des Etats de Bretagne de l'année 1924 à Saint-Brieuc*. Rennes, 1923, 1 vol. in-8°.
- VILLERS (Louis de). — *Histoire de la Société d'Agriculture, du Commerce et des Arts établie par les Etats de Bretagne (1757)*. St-Brieuc, 1898, broch. in-8°. (Ext. du *Bulletin Archéologique de l'Association Bretonne*, 3^e série, t. XVI).
- *Les Sociétés littéraires et scientifiques de Bretagne au XVIII^e siècle*. Rennes, 1910, brochure in-8°.

5° Ouvrages sur la Bretagne :

- ANNE DUPORTAL. — *Histoire d'une petite ville, Hédé* (*Mémoires de la Société Archéologique d'Ille-et-Vilaine*, t. XLIII et XLIV, 1913-1914).
- BANÉAT (Paul). — *Le Vieux Rennes*, 2^e édit. Rennes, 1926, 1 vol. in-4°.
- BAUDRY (Mme J.). — *La Bretagne à la veille de la Révolution*. Paris, 1905, 2 vol. in-8°.
- BELHIER-DUMAINE. — *L'Administration du duché de Bretagne sous le règne de Jean V (1399-1442)* (*Annales de Bretagne*, t. XIV, XV et XVI, 1898-1901).

- BERNARD (Daniel). — *Essai historique sur la Poste aux Lettres en Bretagne depuis le XV^e siècle jusqu'à la Révolution* (Mémoires et documents pour servir à l'histoire du commerce et de l'industrie en France, XII^e série, 1929).
- BERNARD (Maurice). — *La municipalité de Brest, de 1750 à 1790*. Paris, 1915, 1 vol. in-8° (Extr. des *Annales de Bretagne*, t. XXX - XXXIII).
- BOTREL (A.). — *La communauté de Lamballe en 1788, 1789 et 1790* (*Annales de Bretagne*, t. XX, 1904-1905).
- BOURDAIS (F.) et DURAND (R.). — *L'industrie et le commerce de la toile en Bretagne au XVIII^e siècle* (Comité des travaux historiques. *Etudes et documents*, t. VII, 1922).
- BOURDEAUT (A.). — *Madame de Sévigné au Pays nantais* (*Mémoires de la Société d'Histoire et d'Archéologie de Bretagne*, t. VII, 1926).
- BOURDE DE LA ROGERIE (H.). — *Le voyage de Mignot de Montigny en Bretagne, en 1752* (*Mémoires de la Société d'Histoire et d'Archéologie de Bretagne*, t. VI, 1925).
- *Etude sur la Réformation de la noblesse en Bretagne (1668-1721)* (*Ibid*, t. III, 1922).
- CANAL (Séverin). — *Les origines de l'Intendance de Bretagne*. Paris 1911, 1 vol. in-8°.
- *La Bretagne au début du gouvernement personnel de Louis XIV. Analyse d'un mémoire contemporain* (*Annales de Bretagne*, t. XXII, 1906-1907).
- *Essai sur Auguste-Robert de Pomereu, intendant d'armée en Bretagne (1675-1676)* (*Ibid*, t. XXIV, 1908-1909).
- CARRÉ (Henri). — *Le Parlement de Bretagne après la Ligue (1598-1610)*. Paris, 1888, 1 vol. in-8°.
- *Les fêtes d'une réaction parlementaire (La Révolution Française, juillet-décembre 1892)*.
- CHARIL DE VILLANFRAY. — *Reconstitution de la propriété urbaine après l'incendie de Rennes de 1720*. Rennes, 1923, 1 vol. in-8°.
- CHATELLIER (A. du). — *La Réformation de la noblesse au XVIII^e s. et en particulier de celle de Bretagne*. Paris, 1870, broch. in-8°.
- CHÉNON (Émile). — *L'ancien droit dans le Morbihan*. Vannes, 1894, 1 vol. in-8°.
- COCHIN (Augustin). — *Les Sociétés de Pensée et la Révolution en Bretagne (1788-1790)*. Paris, 1925, 2 vol. in-8°.
- COURCY (POL DE). — *Nobiliaire et armorial de Bretagne*. 2^e éd., Nantes, 1862, 1 vol. in-4°.
- DELALANDE (J.). — *Aperçu historique du droit privé breton* (*Revue trimestrielle canadienne*, 1922).
- DUBREUIL (Léon). — *L'idée régionaliste sous la Révolution* (*Annales révolutionnaires*, oct.-déc. 1917).
- *Le clergé de Bretagne aux Etats généraux, mai-juin 1789* (*Révolution française*, nov.-déc. 1917).

- DUCREST DE VILLENEUVE (E.) et MAILLET (D.). — *Histoire de Rennes*. Rennes, 1845, 1 vol. in-8°.
- DUPUY (Antonin). — *L'Affaire de la constitution municipale. Episode de l'histoire de la ville de Rennes (1757-1782) (Annales de Bretagne, t. 1^{er}, janvier 1886).*
- *Histoire de la réunion de la Bretagne à la France*. Paris, 1880, 2 vol. in-8°.
- *Les 31 de Dinan (Mémoires de la Société Archéologique d'Ille-Vilaine, t. XVI, 1883).*
- *Les épidémies en Bretagne au XVIII^e s. (Annales de Bretagne, t. I et II, 1886-1887).*
- *L'enseignement supérieur en Bretagne avant et après la Révolution (Ibid., t. IV, 1892).*
- DURAND (Charles). — *Les milices garde-côtes en Bretagne, de 1716 à 1792*. Rennes, 1927, 1 vol. in-8°.
- DURAND (René). Voir BOURDAIS.
- EVEN (L.). — *La Vie municipale à Vitré, de 1750 à 1790 (Comité des travaux historiques et scientifiques, Etudes et documents divers, t. XIII, 1927).*
- FOURMONT (De). — *Histoire de la Chambre des Comptes de Bretagne*. Paris, 1854, 1 vol. in-8°.
- FROTTIER DE LA MESSELIÈRE. — *La Noblesse en Bretagne avant 1789*. Rennes, 1902, 1 vol. in-8°.
- *Recueil généalogique*. Rennes, 1904, 1 vol. in-4°.
- GIFFARD (André). — *Les justices seigneuriales en Bretagne aux XVII^e et XVIII^e siècles (1661-1791)*. Paris, 1902, 1 vol. in-8°.
- GIFFARD (René). — *Essai sur les Présidiaux bretons*. Paris, 1904, 1 vol. in-8°.
- GOUDÉ (Abbé). — *Histoire de Châteaubriant*. Rennes, 1870, 1 vol. in-8°.
- GUILLOTIN DE CORSON. — *Pouillé historique de l'archevêché de Rennes*. Paris, 1880-1886, 6 vol. in-8°.
- *L'abbé de Kergu, sa famille, sa fortune, ses œuvres (Revue de Bretagne, Vendée et Anjou, 1892).*
- GUILLOUX (Pierre). — *Un historien de Bretagne : Dom Alexis Lobineau (Etudes, avril 1917).*
- HALGOUËT (Hervé du). — *Répertoire sommaire des documents manuscrits de l'histoire de Bretagne, conservés dans les dépôts publics de Paris, t. 1^{er}, Bibliothèque et Archives Nationales*. Saint-Brieuc, 1914, in-8°.
- JEULIN (Paul). — *L'évolution du port de Nantes, organisation et trafic, depuis les origines*. Paris, 1929, 1 vol. in-8°.
- KERBIRIOU (Abbé Louis). — *Jean-François de la Marche, évêque comte de Léon (1729-1806). Etude sur un diocèse breton et sur l'émigration*. Quimper et Paris, 1924, 1 vol. in-8°.

- Jean-François de la Marche, évêque comte de Léon (1729-1806), d'après un choix de ses écrits. Quimper et Paris, 1924, 1 vol. in-8°.
- KERVILER (René). — *Répertoire général de Bio-Bibliographie bretonne* (continué depuis 1907 par l'abbé CHAUFFIER). Rennes, 1886-1908, 16 vol. et 2 fascicules in-12 (S'arrête à la notice du docteur Guépin).
- LA BORDERIE (A. de). — *Histoire de la Conspiration de Pontcallec* (*Revue de Bretagne et de Vendée*, 1858 et 1859).
- *La Révolte du Papier timbré* (*Ibid.* 1860).
- *La Révolte du Papier timbré advenue en Bretagne en 1675*. Saint-Brieuc, 1884, 1 vol. in-18.
- *Correspondance historique des Bénédictins bretons et autres documents inédits relatifs à leurs travaux sur l'histoire de Bretagne*. Paris, 1880, 1 vol. in-8°.
- *Les Bénédictins bretons et l'histoire de Bretagne* (*Revue de Bretagne et de Vendée*, 1878-1880).
- *Mélanges d'histoire et d'archéologie bretonnes*. Paris, 1855-1858, 2 vol. in-16.
- *Le littérateur de Romazy* (*Le professeur Thébaut*) (*Semaine religieuse de Rennes*, t. II, 1866).
- LA BORDERIE (Arthur de) et POCQUET (Barthélémy). — *Histoire de Bretagne*. Rennes et Paris, 1896-1914, 6 vol. gr. in-8°.
- LA LANDE DE CALAN (Ch. de). — *La Bretagne au XVI^e siècle* (*Revue de Bretagne*, 1906).
- *La Bretagne et les Bretons au XVI^e siècle*. Rennes, 1908, 1 vol. in-4°.
- *Bertrand d'Argentré. Ses doctrines juridiques et son influence*. Saint-Amand, 1892, broch. in-8°.
- *Les Milices garde-côtes en Bretagne* (*Revue de Bretagne*, 1911).
- *La Réforme de la milice garde-côtes en 1786* (*Mémoires de l'Association Bretonne*, 1911).
- *Les Haras en Bretagne au XVIII^e siècle* (*Mémoires de la Société d'Emulation des Côtes-du-Nord*, 1894, t. XXXII).
- LANJUINAIS (Victor de). — *Notice historique sur la vie et les ouvrages du comte J.-D. Lanjuinais*. Paris, 1832, broch. in-8°.
- LE BOURGO (Léo). — *Duclos, sa vie et ses ouvrages*. Bordeaux, 1902, 1 vol. in-8°.
- LEFEUVRE (Pierre). — *Les Communs en Bretagne à la fin de l'Ancien Régime*. Rennes, 1907, 1 vol. in-8°.
- LE LAY (F.). — *Histoire de la ville et communauté de Pontivy au XVIII^e siècle*. Paris, 1911, 1 vol. in-8°.
- LEMOINE (Jean). — *La Révolte dite du Papier Timbré ou des Bonnets Rouges, en Bretagne, en 1675*. Paris, 1898, 1 vol. in-8° (Ext. des *Annales de Bretagne*, t. XII, XIII et XIV, 1897-1899).
- LE MOY (Arthur). — *Le Parlement de Bretagne et le Pouvoir royal au XVIII^e siècle*. Paris, 1909, 1 vol. in-8°.

- LETACONNOUX (Joseph). — *Le Régime de la Corvée en Bretagne au XVIII^e siècle*. Rennes, 1905 (Ext. des *Annales de Bretagne*, t. XXII et XXIII) 1 vol. in-8°.
- *Les grands chemins de Bretagne (Revue du XVIII^e siècle, janvier-juin 1917)*.
- *Les subsistances et le commerce des grains en Bretagne au XVIII^e siècle (Travaux juridiques et économiques de l'Université de Rennes, t. I, II et III, 1907-1911)*.
- LEVOT. — *Biographies bretonnes*. Paris, 1852-1857, 2 vol. in-8°.
- MAITRE (LÉON). — *L'assistance publique dans la Loire-Inférieure avant 1789*. Nantes, 1880, 1 vol. in-8°.
- *L'instruction publique dans les villes et les campagnes du pays nantais avant 1789*. Nantes, 1882, 1 vol. in-8°.
- MARTIN (El.). — *La population de la ville de Vannes au début et à la fin du XVIII^e siècle (Annales de Bretagne, t. XXXV, 1923)*.
- MARTIN (Gaston). — *La Franc-Maçonnerie et la préparation de la Révolution de 1789 en France et spécialement en Bretagne*. Toulouse, 1925, 1 vol. in-12.
- *Les chambres littéraires de Nantes et la préparation de la Révolution (Annales de Bretagne, t. XXXVII, 1926)*.
- *Nantes au XVIII^e siècle. L'administration de Gérard Mellier (1709-1720-1729)*. Toulouse et Nantes, 1928, 1 vol. in-8°.
- MONTIGNY (Maurice). — *Guillemette de Rosnyviken de Piré. Histoire d'une famille bretonne (Mémoires de la Société d'Histoire et d'Archéologie de Bretagne, t. IV, 1923)*.
- MORET (Henri). — *Histoire de Saint-Nazaire et de la région environnante*. Nantes, 1925, in-8°.
- OGÉE. — *Dictionnaire historique et géographique de la province de Bretagne*. Rennes, 1778-1780, 4 vol. in-4°; édition Marteville et Varin, 1845, 2 vol. in-4°.
- PARIS-JALLOBERT. — *Journal historique de Vitré*. Vitré, 1880. 1 vol. in-4°.
- POCQUET (Barthélémy) (père). — *Les aventures d'une statue (Mémoires de la Société d'Histoire et d'Archéologie de Bretagne, t. I et II, 1920 et 1921)*.
- *Madame de Sévigné en Bretagne (Ibid., t. VII, 1926)*.
- POCQUET DU HAUT-JUSSÉ (Barthélémy) (fils). — *François II, duc de Bretagne et l'Angleterre*. Paris, 1928, 1 vol. in-8°, et *Mémoires de la Société d'Histoire et d'Archéologie de Bretagne, t. IX, 1928*.
- RAISON DU CLEUZIOW (Alin). — *La Bretagne, de l'origine à la réunion. Son histoire, ses coutumes, ses mœurs*. Saint-Brieuc, 1924, 1 vol. in-8°.
- REBILLON (Armand). — *Recherches sur les anciennes corporations ouvrières et marchandes de la ville de Rennes*. Paris et Rennes, 1902, 1 vol. in-8° (Extr. des *Annales de Bretagne*, t. XVIII, XIX et XX, 1902-1905).

- ROBERT (Abbé Charles). — *Urbain de Hercé, dernier évêque et comte de Dol*. Paris, 1900, 1 vol. in-8°.
- ROPARTZ (S.). — *Guingamp. Etudes pour servir à l'histoire du Tiers-Etat en Bretagne*. Saint-Brieuc et Paris, 1859, 1 vol. in-8°.
- SALOMON (H.). — *La Fronde en Bretagne* (*Revue historique*, t. XL, mai 1889).
- SAULNIER (Frédéric). — *Le Parlement de Bretagne, 1554-1790*. Rennes, 1909, 2 vol. in-4°.
- SAULNIER DE LA PINELAIS. — *Le Barreau du Parlement de Bretagne*. Rennes, 1896, 1 vol. in-8°.
- *Les gens du Roi au Parlement de Bretagne*. Rennes, 1902, 1 vol. in-8°.
- SAVINA (Jean). — *Nos vieux grands chemins et la corvée, en Cornouaille et Léon, à la fin de l'Ancien Régime*. Quimper, 1925, broch. in-8°.
- SÉE (Henri). — *Les classes rurales en Bretagne du XVI^e siècle à la Révolution*. Paris, 1906, 1 vol. in-8°.
- *Note sur les origines de l'administration municipale en Bretagne* (*Annales de Bretagne*, t. XXXV, 1923).
- *Le rôle de la bourgeoisie bretonne à la veille de la Révolution* (dans *La vie économique et les classes sociales en France au XVIII^e siècle*. Paris, 1924, 1 vol. in-8°, et *Annales de Bretagne*, t. XXXIV, 1921).
- *La vie économique et les classes sociales à Saint-Malo à la veille de la Révolution, d'après les rôles de la capitation et des vingtièmes d'industrie* (*Mémoires et documents pour servir à l'histoire du commerce et de l'industrie en France*, 9^e série, Paris, 1925, in-8°).
- *Etude sur les mines bretonnes au XVIII^e siècle* (*Annales de Bretagne*, t. XXXVII, 1926).
- *La population et la vie économique de Rennes vers le milieu du XVIII^e siècle, d'après les rôles de la capitation* (*Mémoires de la Société d'Histoire et d'Archéologie de Bretagne*, t. IV, 1923). Inséré dans *La vie économique et les classes sociales en France au XVIII^e siècle*. Paris, 1924, 1 vol. in-8°.
- *Remarques sur la misère, la mendicité et l'assistance en Bretagne à la fin de l'Ancien Régime* (*Mémoires de la Société d'Histoire et d'Archéologie de Bretagne*, t. VI, 1925).
- *Pinczon du Sel des Monts et la Manufacture de Cotonnades de Rennes* (Comité des travaux historiques, notices, inventaires et documents, XI, 1925).
- *Hat manufacturing in Rennes, 1776-1789* (*Journal of Economic and Business History*, t. I^{er}, 1929).
- *Les Sociétés d'Agriculture, leur rôle à la fin de l'Ancien Régime*. (*Annales Révolutionnaires*, janvier-février 1923).

- *Un mémoire du président de la Bourdonnaye Montluc sur la culture et le commerce du lin* (juin 1758) (*Annales de Bretagne*, t. XXXIX, 1931).
- *Les travaux du port de Nantes à la fin de l'Ancien Régime* (*Annales de Bretagne*, t. XXXVI, 1924).
- *Le travail d'histoire en Bretagne de 1886 à 1923* (*Revue de Synthèse historique*, 1923).
- SOULLARD (Paul). — *Jetons des intendants de Bretagne* (*Bulletin de la Société Archéologique de Nantes*, 1918).
- TEXIER (E.). — *Etude sur la cour ducale et les origines du Parlement en Bretagne*. Rennes, 1905, 1 vol. in-8°.
- TRAVERS. — *Histoire de Nantes*. Nantes, 1836-1841, 3 vol. in-4°.
- TRÉVÉDY. — *Organisation judiciaire de la Bretagne avant 1789* (*Nouvelle Revue historique du Droit français et étranger*, t. XVII, 1893).
- VISMES (Gaëtan de). — *La Capitation d'Ancenis en 1783* (*Bulletin de la Société Archéologique de Nantes*, t. 46).
- *La Capitation de Châteaubriant en 1783* (*Bulletin archéologique de l'Association bretonne*, 1904).

6^e Autres ouvrages :

- ARDASCHEFF. — *Les Intendants de Province sous Louis XVI*. Paris, 1909, 1 vol. in-8°.
- BABEAU. — *La province sous l'Ancien Régime*. Paris, 1894, 2 vol. in-8°.
- BLANCHARD (Marcel). — *De l'humanisme à l'Encyclopédie*. Paris, 1928, 1 vol. in-8°.
- BLOCH (Camille). — *L'assistance et l'Etat en France, à la veille de la Révolution*, Paris, 1908, 1 vol. in-8°.
- BOITEAU. — *Etat de la France en 1789*. Paris, 1889, 1 vol. in-8°.
- CARRÉ (Henri). — *La noblesse de France et l'opinion publique au XVIII^e siècle*. Paris, 1920, 1 vol. in-8°.
- *Le mémoire de Necker sur les assemblées provinciales* (*Bulletin de la Faculté des Lettres de Poitiers*, 1893).
- *Les Fêtes d'une réaction parlementaire* (*La Révolution française*, juillet-déc. 1892).
- CLAMAGERAN. — *Histoire de l'impôt en France*. Paris, 1867-1876, 3 vol. in-8°.
- CLÉMENT. — *Histoire de Colbert*. Paris, 1892, 2 vol. in-12.
- CHIEULS (Des). — *Origine et développement du régime des travaux publics en France*. Paris, 1895, 1 vol. in-8°.
- DEBAUVE. — *Les Travaux publics et les Ingénieurs des Ponts et Chaussées depuis le XVII^e siècle*. Paris, 1893, 1 vol. in-8°.
- ESMONIN. — *La taille en Normandie au temps de Colbert*. Paris, 1913, 1 vol. in-8°.
- FONCIN (P.). — *Essai sur le ministère Turgot*. Paris, 1877, 1 vol. in-8°.

- GIRARD (René). — *L'abbé Terray et la liberté du commerce des grains (1769-1774)*. Paris, 1924, 1 vol. in-8°.
- HINTZE (Hedwig). — *Staatseinheit und Föderalismus im alten Frankreich und in der Revolution*. Berlin et Leipzig, 1928, 1 vol. in-8°.
- LARDÉ. — *La capitation dans les pays de taille personnelle*. Paris, 1906, 1 vol. in-8°.
- LAVERGNE (Léonce de). — *Les Assemblées provinciales sous Louis XVI*. Paris, 1864 et 1879, 1 vol. in-8°.
- LECLERCQ (Dom). — *Histoire de la Régence*. Paris, 1921, 3 vol. in-8°.
- LESORT (André). — *La question de la corvée sous Louis XVI, après la chute de Turgot* (Comité des travaux historiques et scientifiques, *Etudes et documents divers*, Paris, 1902).
- LUÇAY (Vicomte de). — *Les Assemblées provinciales sous Louis XVI*. Paris, 1857 et 1871, 1 vol. in-8°.
- MARION (Marcel). — *Machault d'Arnouville*. Paris, 1891, 1 vol. in-8°.
- *L'impôt sur le revenu au XVIII^e siècle, principalement en Guyenne*. Toulouse, 1901, 1 vol. in-8°.
- *Les impôts directs sous l'Ancien Régime, principalement au XVIII^e siècle*. Paris, 1910, 1 vol. in-8° (Collection de textes sur l'histoire des institutions et des services publics de la France mod. et cont.).
- *Histoire financière de la France depuis 1715*. t. 1^{er} (1715-1789). Paris, 1914, 1 vol. in-8°.
- *Dictionnaire des institutions de la France aux XVII^e et XVIII^e siècles*. Paris, 1923, 1 vol. in-8°.
- MUSSET (René). — *L'élevage du cheval en France*. Paris, 1917, in-8°.
- *L'administration des haras et l'élevage du cheval en France au XVIII^e siècle* (*Revue d'histoire moderne et contemporaine*, t. XIII et XIV, 1909-1910).
- PARISOT (Robert). — *Histoire de Lorraine*. Paris, 1922, 2 vol. in-8°.
- PICARD (Roger). — *Les mutations de monnaies* (*Revue d'histoire des doctrines économiques et sociales*, 1912).
- RENOUVIN (Pierre). — *Les Assemblées provinciales de 1787*. Paris, 1921, 1 vol. in-8°.
- SÉE (Henri). — *Les idées politiques en France au XVII^e siècle*. Paris, 1923, 1 vol. in-8°.
- *L'évolution de la pensée politique en France au XVIII^e siècle*. Paris, 1925, 1 vol. in-8°.
- STOURM. — *Les Finances de l'Ancien Régime et de la Révolution*. Paris, 1885, 1 vol. in-8°.
- VIGNON. — *Etudes historiques sur l'administration des voies publiques avant 1790*. Paris, 1862, 1 vol. in-8°.
- VIOLLET (P.). — *Le Roi et ses ministres pendant les trois derniers siècles de la monarchie*. Paris, 1912, 1 vol. in-8°.
- VUITRY. — *Etudes sur le régime financier de la France avant la Révolution de 1789*. Paris, 1878-1883, 2 vol. in-8°.

Vu le 7 juillet 1931,
Le Doyen de la Faculté des Lettres
de l'Université de Paris,
H. DELACROIX.

Vu
et permis d'imprimer.
Le Recteur
de l'Académie de Paris,
S. CHARLÉTY.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
AVANT-PROPOS.	9

INTRODUCTION

Les Etats de Bretagne avant 1661

I. -- Les origines et la période ducale	15
II. -- Les Etats au xvi ^e siècle	22
III. -- Les Etats de 1598 à 1661	28

PREMIERE PARTIE

L'organisation des Etats

CHAPITRE I. — <i>Les règlements des Etats</i>	41
Avant 1684 (p. 41). — Les règlements de 1684 et de 1687 (p. 47). — Après la crise de 1717-1718 (p. 53). — Après les sessions de 1732 et de 1734 (p. 58). — Après l'affaire du vingtième (p. 63). — Au temps du duc d'Aiguillon (p. 65). — Les règlements de 1770 et de 1786 (p. 71).	
CHAPITRE II. — <i>Les trois ordres aux Etats</i>	80
L'ordre de la noblesse (p. 83). — L'ordre du clergé (p. 104). — L'ordre du tiers-état (p. 109).	
CHAPITRE III. — <i>Les officiers des Etats. Les députations en cour et à la Chambre des Comptes.</i>	129
Généralités (p. 129). — Les procureurs généraux syndics (p. 135). — Les substituts des syndics (p. 141). — Le trésorier (p. 146). — La députation en cour (p. 159). — La députation à la Chambre des Comptes (p. 162).	

	Pages
CHAPITRE IV. — <i>Les sessions des Etats</i>	164
Périodicité (p. 164). — Epoque et durée (p. 164). — Lieu des Etats (p. 169). — Le local et l'aspect des tenues (p. 170). — Le travail des Etats (p. 174).	
CHAPITRE V. — <i>Les représentants du roi aux Etats</i>	183
Les commissaires du roi (p. 183). — Les présidents des ordres (p. 191).	

DEUXIÈME PARTIE

Les pouvoirs des Etats et leur évolution de 1661 à 1789

CHAPITRE I. — <i>Les pouvoirs généraux des Etats</i>	197
Principe et caractère des pouvoirs des Etats (p. 197). — Les Etats et le Parlement de Bretagne (p. 209). — La participation des Etats au travail législatif (p. 219).	
CHAPITRE II. — <i>Les pouvoirs financiers et administratifs des Etats. Le règne de Louis XIV (1661-1715)</i>	230
La politique de Colbert (p. 230). — L'abonnement de la capitation et le réveil de l'opposition (p. 240). — L'accroissement des charges et des dettes de la province (p. 243).	
CHAPITRE III. — <i>Les pouvoirs financiers et administratifs des Etats (suite). De 1715 à 1720</i> ...	249
La tenue de 1715 (p. 249). — La tenue de 1717 (p. 253). — La tenue de 1718 (p. 257). — La conspiration de Pontcallec (p. 265).	
CHAPITRE IV. — <i>Les pouvoirs financiers et administratifs des Etats (suite). De 1720 à 1749</i> ...	269
De 1720 à 1734 (p. 269). — L'abonnement du casernement (p. 284). — La tenue de 1734 (p. 290). — Les débuts de la Commission intermédiaire (p. 298). — Les nouveaux impôts (p. 309).	
CHAPITRE V. — <i>Les pouvoirs financiers et administratifs des Etats (suite). Le premier vingtième (1749-1756)</i>	313

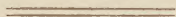
CHAPITRE VI. — <i>Les pouvoirs financiers et administratifs des Etats (suite). De l'abonnement des vingtièmes au coup d'Etat de Maupeou (1756-1771).</i>	322
Le duc d'Aiguillon et les Etats (p. 322). — La question des grands chemins (p. 326). — L'aliénation des domaines et contrôles (p. 328). — Les sessions de 1756 et de 1758 (p. 336). — Les sessions de 1760 et de 1762 (p. 347). — Les Etats et l'Affaire de Bretagne (p. 350). — La politique d'apaisement (p. 362).	
CHAPITRE VII. — <i>Les pouvoirs financiers et administratifs des Etats (suite). La réaction autoritaire de 1771 à 1774.</i>	370
La reprise des domaines et contrôles (p. 371). — Les Etats de 1772 (p. 374).	
CHAPITRE VIII. — <i>Les pouvoirs financiers et administratifs des Etats (suite). Le règne de Louis XVI.</i>	384
La politique agressive et les exigences des Etats (p. 384). — Les dissensions au sein des Etats (p. 389). — La politique de Calonne (p. 394). — Les impôts ; modération des demandes du roi (p. 397). — L'extension des attributions des Etats : l'affaire des députations (p. 405) ; l'affaire des octrois des villes (p. 405) ; l'administration des grands chemins (p. 425) ; la navigation intérieure (p. 436) ; la question des domaines et contrôles et la levée des fouages (p. 440). — L'opposition des Etats aux charges nouvelles (p. 449). — L'administration des haras (p. 453). — Conclusion (p. 455).	
CHAPITRE IX. — <i>La Commission intermédiaire.</i>	461
Les antécédents de la Commission (p. 461). — Stabilité de son organisation générale (p. 463). — Le choix des commissaires (p. 467). — Indépendance de la Commission (p. 476). — Etendue de ses attributions (p. 478). — Ses rapports avec les commissions diocésaines (p. 482). — Le fonctionnement de la Commission, ses bureaux (p. 489) ; les commissions diocésaines (p. 497) ; les correspondants (p. 500) ; les frais de la Commission (p. 504). — Les <i>Inspecteurs des haras</i> (p. 506). — La <i>Commission de la Navigation intérieure</i> et la <i>Commission des Domaines et Contrôles</i> (p. 507).	

TROISIÈME PARTIE

L'administration financière des Etats

CHAPITRE I. — <i>La fiscalité royale en Bretagne et la fiscalité des Etats. Les fouages. Les impôts abonnés, assiette et répartition : la Capitation.</i>	517
LA FISCALITÉ ROYALE : les revenus directs du roi (p. 517). — Le fouage ordinaire (p. 522) ; l'impôt et billot et les expédients (p. 527). LA FISCALITÉ DES ETATS (p. 528) : Les fouages extraordinaires (p. 529). — Les impôts abonnés, assiette et répartition (p. 530) : La capitation (p. 534) ; la répartition générale entre les ordres, les diocèses et les localités (p. 536) ; la confection des rôles (p. 546). — Les 4 s. p. l. de la capitation (p. 559). — Les 21 d. p. l. de la capitation (p. 560). — L'impôt du casernement (p. 561). — L'impôt de la milice (p. 563). — L'impôt pour la garde-côtes (p. 566).	
CHAPITRE II. — <i>Les impôts abonnés, assiette et répartition (suite). Le dixième et les vingtièmes.</i>	568
Montant des abonnements et caractère de l'impôt (p. 568). — Le dixième de 1710 (p. 572). — Le dixième de 1734 (p. 573). — Le dixième de 1741 (p. 580). — Le premier vingtième et la régie royale (p. 583). — L'abonnement des vingtièmes (p. 595).	
CHAPITRE III. — <i>Le recouvrement des impôts directs. . . .</i>	601
Collecteurs et receveurs (p. 601). — La rentrée des impôts (p. 605). — Les receveurs des fouages (p. 614). — Les embarras des trésoriers des Etats (p. 622).	
CHAPITRE IV. — <i>Les impôts sur les boissons. La ferme des devoirs.</i>	626
Les différents impôts sur les boissons (p. 626). — La ferme des devoirs : son adjudication ; les croupes (p. 632). — Les compagnies fermières, historique (p. 641). — La gestion des compagnies (p. 669). — Le commerce des fermiers (p. 678). — Le contrôle des Etats (p. 681).	

CHAPITRE V. — <i>Le budget des Etats. Les comptes du trésorier.</i>	686
L'établissement de l' <i>état de fonds</i> (p. 686). — Les états de fonds avant 1685 (p. 688). — La <i>Recette</i> (p. 691). — La <i>Dépense</i> : dépense ordinaire (p. 693) ; dépense extraordinaire (p. 696). — Répartition générale des ressources des Etats (p. 715). — Les frais des tenues pour le trésor royal (p. 719). — Les comptes du trésorier (p. 722).	
CHAPITRE VI. — <i>Les emprunts des Etats.</i>	725
Avant 1720. Une conversion à la faveur de la liquidation du système de Law (p. 725). — Depuis 1720 (p. 727). — Les emprunts pour le compte du roi (p. 730). — Le crédit des Etats et le paiement des emprunts (p. 732).	
CHAPITRE VII. — <i>La fin des Etats.</i>	736
La crise de 1788 (p. 736). — L'opinion du tiers-état sur la question des privilèges de la province (p. 739). — L'administration de la Commission intermédiaire en 1789 et 1790 et les travaux de la Commission de liquidation des anciennes affaires de Bretagne (p. 744).	
CONCLUSION.	751
BIBLIOGRAPHIE.	767
TABLE DES MATIÈRES.	789



RENNES

IMPRIMERIES RÉUNIES, 22, rue de Nemours.
